

Christian MIGNON

BIBLIOTHÈQUE
MAGHREBINE
E.R.A. 706

MAG.T34

CAMPAGNES ET PAYSANS
DE
L'ANDALOUSIE MÉDITERRANÉENNE



MSH-TOURS



D 355 005231 3

UNIVERSITÉ DE CLERMONT II .

1978

INTRODUCTION .

LE SUJET

Le sujet de ce livre est avant tout une étude rurale, celle des campagnes méditerranéennes de l'Andalousie. Nombre de phénomènes géographiques n'y seront donc point évoqués ou ne le seront qu'en fonction de leurs rapports avec le thème qui nous occupe (I). Cependant, même réduit de la sorte, notre propos demeurerait fort ambitieux dans sa prétention d'aborder avec une égale minutie les différentes faces du problème aussi bien dans sa dimension historique, sous l'angle des structures agraires et de leur mise en place, que dans sa réalité la plus actuelle, au travers des vicissitudes de la vie rurale quotidienne, des transformations qui bouleversent l'économie et la société des campagnes d'aujourd'hui. Nous avons délibérément privilégié le second aspect de la question et choisi de porter nos efforts sur l'analyse des changements qui s'opèrent un peu partout avec plus ou moins de brutalité et des mécanismes qui président à ces transformations. Notre optique est donc, de ce point de vue, "moderniste". Il est clair toutefois, que l'on ne pouvait négliger pour autant de recourir aux faits de structure, indispensables à la compréhension des réalités présentes. L'étude de ces phénomènes représente obligatoirement le point de départ de nos recherches mais elle n'est que cela.

Conçu de la sorte, le sujet apparaît dominé par deux thèmes essentiels, au coeur de la réalité du monde rural actuel de ces régions.

En premier lieu, les campagnes de l'Andalousie méditerranéenne se caractérisent de façon fort originale, inhabituelle au sein du domaine andalou. Elles se définissent, en effet, par l'association intime de deux phénomènes que, en fonction d'idées reçues, l'on ne s'attend guère à rencontrer en Andalousie: l'existence à peu près exclusive d'une société paysanne extrêmement menue qui confine presque toujours au microfundisme; l'omniprésence d'une nature montagnarde, ingrate et difficile qui contraint durement toutes les activités humaines.

C'est là une double anomalie dans une Andalousie que la tradition décrit sans nuances comme la terre d'élection du latifundisme, en même temps qu'elle lui attribue une réputation de fécondité légendaire. Là se situe, en tous cas, l'essence même de la vie rurale de ces régions dont les deux termes -microfundisme et hostilité naturelle- ne peuvent sans doute se comprendre l'un sans l'autre. C'est la spécificité de ce système méditerranéo-andalou qu'il nous faudra tenter d'analyser et d'expliquer.

Le second thème qui apparaît d'ailleurs comme un prolongement logique du précédent est celui de la crise profonde qui secoue aujourd'hui ces campagnes. L'édifice traditionnel se lézarde, s'effondre par pans entiers. L'émigration vide ces pauvres villages, menace de ruiner la vieille société paysanne, en bouleverse l'économie. L'étude des campagnes de l'Andalousie méditerranéenne se résume donc, pour l'essentiel aujourd'hui, au récit d'un déclin précipité des systèmes traditionnels. C'est aussi, cependant, le constat d'un certain renouveau avec l'apparition souvent spectaculaire d'activités modernes qui viennent relayer, ici ou là, l'ancienne économie défaillante: l'essor fulgurant du tourisme balnéaire en représente la forme la plus évidente; plus discrète, l'émergence d'une agriculture moderne n'en constitue pas moins, sans doute, un gage aussi solide pour l'avenir de ces campagnes. Il reste pourtant à juger les limites d'un tel

renouveau....

Notre propos, on le voit, se rattache au problème très général de l'évolution des paysanneries méditerranéennes. Pourtant, il ne peut se borner à n'être que cela et s'abstraire trop complètement du milieu quand il traite de campagnes dont la personnalité géographique s'affirme avec autant de vigueur dans l'espace andalou.

L'esprit régional, en effet, ne peut être absent de nos préoccupations. Bien au contraire, il se marque à chaque page, s'impose même plus ou moins ouvertement au long de certains chapitres.

De fait, il n'y a là aucun paradoxe pour deux raisons au moins

Tout d'abord, la société paysanne qui occupe le coeur de ce livre est intimement associée au phénomène de la montagne méditerranéenne. Par là, notre recherche s'inscrit dans un cadre territorial aux limites strictement définies: la retombée méridionale des chaînes Bétiques entre le méridien de Gibraltar à l'Ouest et celui d'Almeria à l'Est (carte hors texte). Au delà, passée la ligne des crêtes qui verrouille notre région, la vie rurale affiche des caractères profondément différents dès qu'on pénètre, au Nord, dans le Sillon Intrabétique, vers Antequera, Guadix ou Grenade. Alors que la plaine ou les molles collines succèdent à la topographie chaotique des pays méridionaux, les paysages humains revêtent brutalement une ampleur nouvelle: après la confusion menue, le morcellement anarchique des champs et des cultures de versants, s'imposent la simplicité ordonnée de grandes masses de cultures homogènes, l'alternance monotone, obsédante des olivettes et d'immenses parcelles de céréales. Le climat, plus rude, a éliminé les multiples productions délicates qui compliquent à l'infini le bilan agricole des pays méridionaux. Surtout, la paysannerie cède ici le pas aux grands domaines qui déjà créent une atmosphère de Basse Andalousie. En fait, les grands sommets, depuis la Serrania de Ronda jusqu'au

confins de la Sierra de Filabres, séparent des milieux naturels, des sociétés rurales et des modes d'utilisation de l'espace fortement contrastés. Ils isolent deux mondes radicalement dissemblables. Aussi sommes-nous liés à une assiette régionale étroitement bornée qui, sur une faible profondeur de quelques dizaines de kilomètres, court au long de près de 300 km d'Ouest en Est, à cheval sur la partie méridionale des trois provinces de Malaga, Grenade et Almeria.

J. Sermet a judicieusement mis en valeur dans sa thèse l'individualité de cette Andalousie de la Méditerranéen, justifié ses limites, dégagé sa personnalité face aux contrées voisines (I). Notre but n'est donc pas de revenir sur une question déjà minutieusement analysée mais nos perspectives, pour n'être point régionales mais orientées vers les seuls problèmes de la vie rurale, s'inscrivent néanmoins dans un cadre territorial rigoureusement fermé, à l'intérieur des "frontières" définies par J. Sermet.

La violence des contrastes internes imposait, d'autre part, la prise en considération permanente et la mise en valeur, à propos de chaque phénomène, des oppositions régionales. L'évolution récente des campagnes de l'Andalousie méditerranéenne vient ajouter encore à cette nécessité de régioanalyse interne: la crise et surtout les tendances au renouveau de l'économie rurale accusent encore les oppositions. L'essor touristique comme les foyers de modernisation agricole se localisent étroitement sur le littoral, ignorent l'arrière-pays. Ce sont là les bases d'une véritable redéfinition interne de l'espace régional dont l'organisation traditionnelle est en passe de se modifier complètement.

Le souci d'associer à l'examen particulier des problèmes de la campagne certaines préoccupations d'ordre régional nous conduit à envisager un plan articulé autour des trois parties suivantes :

- Le premier livre visera à brosser le tableau des campagnes traditionnelles, à en décrire les composantes agronomiques, écologiques et sociales telles qu'elles apparaissent vers 1950, avant les grands changements actuels. C'est à lui que revient la charge de définir mais aussi d'expliquer l'existence de cette "paysannerie de montagne méditerranéenne" qui caractérise nos régions.

- La seconde partie sera alors entièrement consacrée au phénomène de la rupture récente qui bouleverse toute la vie rurale de l'Andalousie méditerranéenne et s'exprime à la fois par la crise profonde des vieilles campagnes et par le renouveau de quelques secteurs modernisés. L'examen des faits servira surtout à nourrir la réflexion sur le problème essentiel de la signification générale, de la portée et des limites des transformations actuelles.

- La dernière partie, synthèse dynamique, adoptera enfin une perspective plus régionale en montrant comment les éléments de renouveau aboutissent à une véritable réorganisation de l'espace méditerranéo-andalou.

Il reste désormais, après avoir défini nos objectifs à faire connaissance avec le pays et à engager le lecteur dans une brève reconnaissance au travers de ses paysages.

LA REGION : UNE MOSAÏQUE DE PAYSAGES

(Fig.I)

Le premier contact avec l'Andalousie de la Méditerranée laisse perplexe. L'extraordinaire complexité du pays, la diversité presque infinie de paysages qui changent à chaque pas, se juxtaposant en une sorte de puzzle dépourvu, de prime abord, de fil directeur déconcertent l'observateur pressé de comprendre. C'est, en effet, la violence des con-

trastes qui s'impose comme première impression et fait prendre conscience d'une extrême discontinuité de l'espace.

L'Andalousie de la Méditerranée est une montagne qui tombe dans la mer, brutalement. La ligne des crêtes assez régulièrement supérieure à 2000 m (jusqu'à 3500 m dans la Sierra Nevada) court à moins de 50 km du rivage. L'érosion, surexcitée, a raviné profondément cet immense versant, le ciselant à l'infini de morsures irrégulières guidées par le réseau complexe des lignes de faiblesse tectoniques ou la plus ou moins grande résistance des roches. Il en résulte un relief tourmenté, une nature chaotique, extraordinairement cloisonnée où les pentes toujours fortes règnent sans partage. La région tout entière est un monde de versants enchevêtrés dont la répétition est rarement interrompue par quelques percées héroïques et où il faut quelque effort pour retrouver un principe d'organisation.

L'épine dorsale du système est constitué par l'énorme voûte cristalline de la Sierra Nevada prolongée vers l'Est par la chaîne des Filabres qui ferment l'horizon au Nord et isolent l'Andalousie de la Méditerranée des hautes plaines du Sillon Intrabétique. Mais cet axe majeur manque de continuité et disparaît totalement vers l'Ouest où il cède la place aux reliefs complexes de nappes de charriages alpujarrides et malaguenides qui par une succession de cordillères (Serrania de Ronda et Sierra Bermeja, Sierras Tejeda, Almiñara, Sierra de Lujar, Contraviesa, Gador) occupent jusqu'au rivage la majeure partie de la région.

En fait, l'espace se partage entre deux grands types de paysages morphologiques. Les zones schisteuses dominent largement et impriment à l'ensemble leur caractère tourmenté. Ce sont des pays de serres ou de hautes collines disséquées à l'infini en un labyrinthe de ravins irréguliers, de crêtes étroites et de pentes raides caractéristiques de la Ser-

rania de Ronda, des Montes de Málaga ou de la Contraviesa. Les points forts du relief correspondent pourtant, en général, à des montagnes calcaires beaucoup plus rigides d'aspect dont les hautes murailles dénudées couronnent le plus souvent le lacis des collines schisteuses (Sierra Almi-jara, Sierra de Lujar, Sierra de Gador).

Calcaire ou schisteuse la montagne emplit, en tout cas, la plus grande partie de l'espace, sans grande aération, et coupe véritablement le littoral de l'intérieur. Les ouvertures, de fait, sont extrêmement rares, sinueuses et malaisées. Dans le sens longitudinal un sillon déprimé semble bien s'amorcer au pied des axes sommitaux mais il n'offre en réalité qu'une médiocre voie de circulation, étroite et encaissée le plus souvent, et, surtout, fractionnée en une suite de tronçons coupés les uns des autres par des cloisons difficilement franchissables. Ainsi vers l'Ouest, le couloir déprimé de Colmenar allonge sur quelques kilomètres ses molles collines de flysch au pied de la Sierra Tejeda avant de se terminer en "bout du monde" sous les corniches de la Sierra Almi-jara. Ce n'est que bien au-delà, vers le levant, que s'esquisse entre Sra Nevada et chaînes littorales, la "dépression" d'Alpujarra, chapelet de petits bassins intra-montagnards isolés, fermés par des gorges, plus que couloir véritable.

Le passage n'est guère plus facile dans le sens méridien. Seules quelques vallées étroites, entrecoupées de gorges dévalent en pente raide la montagne et offrent de médiocres possibilités de pénétration vers l'intérieur. Aucune d'entre elles d'ailleurs n'ouvre de voie réellement continue vers le Sillon Intrabétique. La plupart se heurtent à l'amont à la barrière montagneuse qui dans le meilleur des cas n'est franchie qu'au prix d'un tracé héroïque: ainsi le Guadalhorce, le Río Velez, le Río Grande de Adra ou le Río Andarax. Seul, le Valle de Lecrin qu'emprunte le Guadalfeo permet un accès plus facile vers Grenade mais, par contre se ferme

vers l'aval où il ne communique avec le littoral que par une gorge étroite.

La tyrannie des versants ne cède finalement qu'en de très rares secteurs étroitement limités au littoral. Encore ne s'agit-il point d'une frange continue de plaine, mais d'une succession de minuscules bassins côtiers, zones d'accumulation deltaïque, au débouché des rivières principales. Certains, au pied de la Contraviesa par exemple, ne dépassent pas quelques centaines d'hectares de superficie (rambla d'Albuñol, delta de Pozuelo). Seuls les bassins de Velez, Adra et surtout de Málaga au débouché du Guadalhorce ou de Motril à l'embouchure du Guadalfeo offrent quelque ampleur. De fait, on ne trouve guère de vastes horizons plans qu'à l'Est de notre région, autour d'Almería, où l'aridité climatique a pu favoriser l'édification de grands glacis en bordure des chaînes littorales (Campo de Dalías).

L'impression d'une saisissante discontinuité spatiale, voire de diversité désordonnée qu'inspire ce relief chaotique, se renforce encore si l'on tient compte des extraordinaires contrastes écologiques nés d'aussi fortes dénivellations en altitude et de l'étirement de la région en longitude. C'est un cliché fort employé dans les dépliants touristiques que de souligner comment, en peu d'espace, se juxtaposent la touffeur tropicale des bassins littoraux et la sévérité des hauts sommets longtemps enneigés, l'humidité océanique des confins occidentaux et la stérilité aride des steppes d'Almería. Les contrastes, de fait, sont impressionnants, les extrêmes associés sur de courtes distances. Quelques kilomètres seulement séparent des mondes aussi différents que celui de la haute montagne, froide et rude, où l'hiver glacé interdit toute culture et voue, très au-dessus de la limite de l'olivier, de vastes pâturages à l'estivage des moutons et, au long du rivage, les vegas les plus chaudes d'Europe où l'on produit la canne à sucre et les fruits tropicaux. Entre les deux, la transition est rapide et fait passer, quelquefois à l'inté-

rieur d'une même commune, des vergers d'orangers à l'olivette ou à la vigne et finalement aux cultures froides sub-méditerranéennes, la céréale et la pomme de terre. Les oppositions se font, certes, moins brutalement dans le sens longitudinal où, sur quelque 300 km, les transitions sont mieux ménagées. A altitude moyenne, le milieu méditerranéen classique où se mêlent vigne et oliviers règne d'ailleurs sur la plus grande partie des coteaux. Mais vers les confins, les contrastes s'accroissent et deviennent spectaculaires. L'extrémité occidentale de la région subit de plus en plus nettement l'influence de l'Atlantique dès que l'on dépasse le méridien de Málaga vers l'Ouest. Le climat demeure incontestablement méditerranéen mais se mâture de quelques traits océaniques: l'été n'est plus aussi complètement aride, les pluies s'accroissent dans des proportions importantes au long de l'année au point que les hauteurs de Ronda représentent l'un des secteurs les plus arrosés d'Espagne. L'ambiance en est passablement modifiée: le couvert forestier se fait plus vigoureux, plus dense, les espèces qui le composent manifestent de claires affinités à cette nuance humide du climat. La chênaie et notamment la subéraie se partagent les versants avec, dans les sites les plus frais, une belle châtaigneraie. C'est là, à quelque altitude, un pays boisé dont les paysages frais surprennent agréablement. Les conditions agricoles elles-mêmes ne sont pas insensibles à cette humidité: comme sur la côte atlantique du Maroc, la culture sèche estivale devient possible, même dans le cas de plantes exigeantes comme le maïs.

A l'autre bout de l'Andalousie méditerranéenne, à l'Est, la région d'Almería présente un visage radicalement différent. C'est là le secteur le plus aride d'Europe. L'ambiance d'ailleurs n'est plus européenne mais africaine ou même saharienne. L'agriculture, difficile désormais sans irrigation, se contracte en quelques oasis verdoyantes. L'espace ailleurs

est désespérément nu, frappé de stérilité. Les versants décharnés succèdent aux grands glacis couverts d'une steppe rase d'alfa et de jujubiers.

Pour violents qu'ils soient, les contrastes naturels ne sont pas les seuls. Renforcées d'année en année par l'essor du grand tourisme, les oppositions humaines, celles des genres de vie et des milieux sociaux apparaissent de plus en plus outrées. D'un côté, dans les villages de la montagne, encore bien isolés parfois, se déroulent les gestes quotidiens, immuables en apparence, d'une vie traditionnelle, d'un autre âge, celle du paysan courbé sur la houe, celle encore, par endroit, du muletier, du gardien de porcs ou du "calero"^{*}. Contrebandiers, charbonniers et même "bandoleros" viennent à peine de disparaître. Plus bas sur la côte, à peu de distance souvent, c'est un genre de vie totalement étranger qui nous agresse. Le développement fabuleux du tourisme, sur la Costa del Sol de Málaga surtout, impose des images futuristes. L'autoroute, le trafic fébrile de l'aéroport international, la foule cosmopolite, du "hippy" au milliardaire, l'urbanisme inhumain des buildings jalonnant le rivage, créent un autre monde (2) sans rapport avec la tradition rurale qui règne encore dans les campagnes attardées de l'Andalousie méditerranéenne.

Ainsi le pays se définit d'abord comme une superposition de contrastes, violents, de tous ordres. Il se caractérise, d'emblée, par une extrême discontinuité de l'espace, puzzle fait de pièces juxtaposées toutes dissemblables, où se mêlent confusément misère et opulence, sévérité et douceur, tradition et modernisme. Sous cette mosaïque déroutante qui associe en des combinaisons variées les coteaux arboricoles, le saltus, les minuscules vegas et, parfois, l'urbanisation, transparait tout ce qui constitue l'âme de la région: une paysannerie de montagne méditerranéenne.

* chauffeur de four à chaux.

I ère PARTIE .

UNE PAYSANNERIE DE MONTAGNE

MEDITERRANEENNE .

Les campagnes de l'Andalousie méditerranéenne d'aujourd'hui mêlent inégalement tradition et modernisme, crise et renouveau. C'est là un état récent dont les premières manifestations ne remontent guère au-delà des années 1950, date à laquelle on peut fixer approximativement, par commodité, l'apparition des premiers symptômes évidents de rupture de l'équilibre ancien.

Le lecteur sera peut-être surpris en constatant que ce livre ne s'ouvre pas sur une définition de l'état des campagnes actuelles mais, au contraire, s'attache d'abord à reconstituer la situation traditionnelle comme on pouvait encore la saisir dans les années 1950. En vérité, la compréhension du monde rural actuel, de ses mutations et de ses problèmes n'est possible que si l'on a pu (cerner) au préalable l'identité profonde de ses structures anciennes. Ces dernières constituent le champ sur lequel agissent les forces nouvelles de destruction ou de rénovation. La première partie de ce travail visera donc essentiellement à dresser le tableau de la vie rurale dans ses traits stables, à en dégager aussi quelques éléments d'explication. Elle aborde, par là, le redoutable problème d'une définition de la spécificité des campagnes de l'Andalousie méditerranéenne appréhendée du triple point de vue agronomique, écologique et social.

Pour cela, un premier chapitre, essentiellement descriptif, s'appliquera à dresser le tableau et à proposer un classement des divers modes d'utilisation du sol.

Les chapitres suivants seront, quant à eux, plus explicatifs. Ils tenteront d'apprécier la part qui, dans les caractères stables des organisations agraires, revient respectivement à la nature (chapitre II), à la société (chapitre III) et à l'histoire (chapitre IV).

CHAPITRE I

LA MOSAÏQUE DES PAYSAGES RURAUX .

Il ne peut être question d'entreprendre une description exhaustive de toutes les organisations agraires qui se juxtaposent ici en une multitude de cellules toutes plus ou moins autonomes, plus ou moins différentes les unes des autres. Notre ambition est, au contraire, de chercher au sein de cette variété des relations internes suffisamment claires pour permettre de classer et de regrouper les divers modes d'utilisation du sol, de façon à en dresser un tableau synthétique et intelligible.

La méthode, pour arriver à un tel résultat, est d'utiliser un principe de classement à la fois suffisamment simple à manipuler et assez élaboré cependant pour ne pas risquer de trop altérer la réalité. La combinaison de trois critères, physionomique, technique et économique, au crible desquels sont soumises les données propres à chaque unité agraire, nous paraît répondre convenablement à ce souci.

L'analyse du paysage est un point de départ indispensable. Elle constitue une première approche des phénomènes, permet une ébauche de clas-

sification, une fois dégagé, pour chaque cas, un schéma de l'organisation spatiale des finages. La continuité (ou discontinuité) de l'espace agricole, la dominante culturelle, la distribution de l'habitat sont autant d'éléments essentiels lorsqu'il s'agit de différencier de grandes familles de systèmes agricoles. Avec l'observation sur le terrain et celle des cartes, plans cadastraux, l'étude surtout des photographies aériennes représente le moyen le plus fructueux d'obtenir de bons résultats. Il reste cependant que le seul critère physionomique fournit, à lui seul, des appréciations trop globales qu'il convient de préciser par un examen plus détaillé des caractères techniques et économiques de chaque cas d'espèce.

Le critère technique aura, quant à lui, pour fonction principale de préciser le degré d'intensité des différents systèmes. Le procédé le plus simple consiste pour cela à calculer, dans chaque commune, le pourcentage de l'espace cultivé par rapport à la superficie totale. Les résultats ainsi obtenus fournissent une estimation approximative du phénomène qui permet de contrôler les impressions retirées de l'examen du paysage.

En fait, en Andalousie méditerranéenne comme dans toutes les campagnes soumises aux contraintes de la sécheresse, l'intensité varie fondamentalement en fonction des possibilités d'arrosage. Dès lors, l'irrigation apparaît comme un facteur déterminant de la qualité agronomique et la distinction secano-regadio comme le meilleur moyen d'apprécier l'intensité agricole. Pourtant, un classement simple s'avère très vite impraticable et l'opposition globale entre agricultures sèches et formules irriguées mal adaptée aux réalités régionales. Dans cette perspective, on se heurterait très vite à la difficulté de définir l'appartenance de nombre de systèmes à l'une ou l'autre catégorie. De fait, rares sont les formules qui n'associent pas secano et regadio: nées de rivières, de puits ou de sources, les "vegas" peuvent être présentes partout en montagne comme en

plaine, dans les vallées comme sur les versants; les grands foyers irrigués eux-mêmes s'adjoignent généralement une étendue notable de cultures sèches.

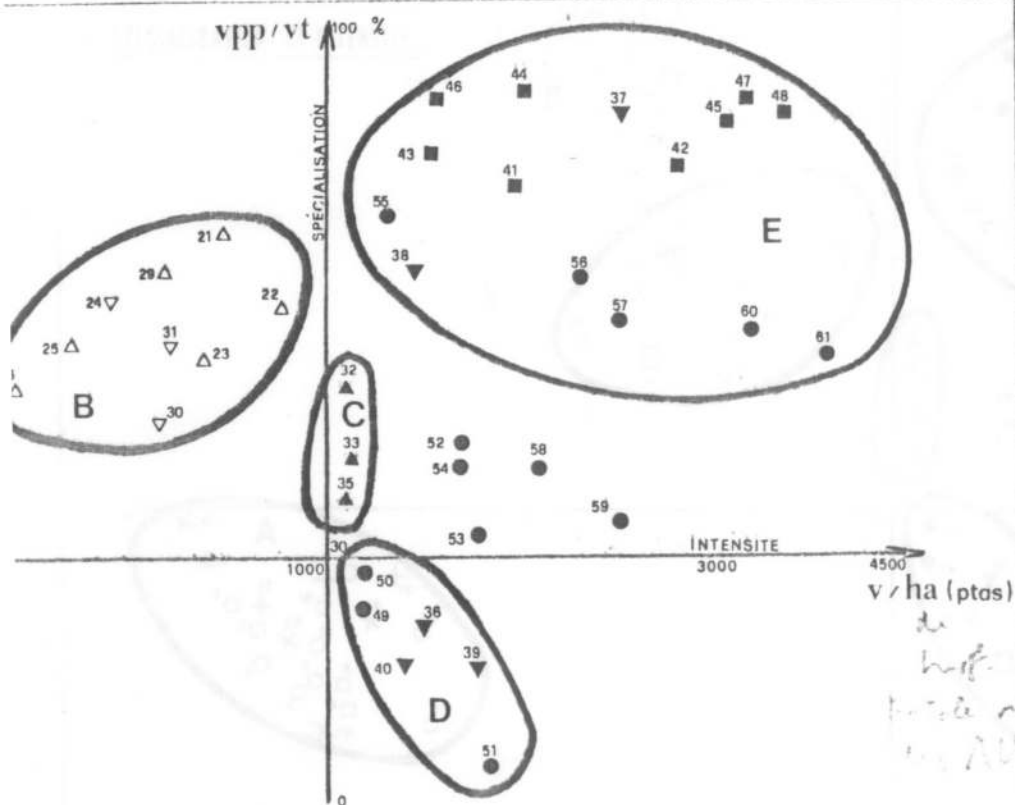
Dans ces conditions, il n'est d'autre recours que d'estimer, dans chaque cas, la part relative des terres sèches et de celles de vega. La méthode la plus simple eût été pour cela de mesurer la proportion des surfaces irriguées dans l'ensemble de la Surface Agricole Utile comprise comme la somme de la superficie cultivée et de celle du "monte" ayant effectivement un intérêt économique (pacage, labours temporaires, etc..). Il est, en fait, pratiquement impossible de déterminer, dans un grand nombre de cas, la part de l'espace non cultivé réellement utile.

Force est donc de se reporter à une donnée plus sûre: les valeurs définies par les services fiscaux des différentes productions communales (3), à partir desquelles il est facile de définir pour chaque système le poids réel des terres irriguées et, par là, l'intensité de la formule considérée.

Mais les valeurs ainsi utilisées ne reflètent pas uniquement des qualités d'ordre technique ou agronomique. Elles se chargent également d'une signification économique: ainsi, deux vegas de superficie équivalente mais vouées à des cultures différentes pourront fournir des résultats fort dissemblables. C'est faire intervenir la notion du choix des productions et mettre en évidence l'acception plus spécifiquement économique que recouvre également le terme d'intensité agricole. En définitive, le critère économique, sans lequel données techniques et physiologiques risquent de n'apparaître que comme une formulation superficielle de la réalité, doit viser essentiellement à expliciter la finalité de chaque forme d'utilisation du sol. Le niveau de spécialisation culturelle d'une part, le degré d'ouverture commerciale d'autre part, devraient permettre de situer la

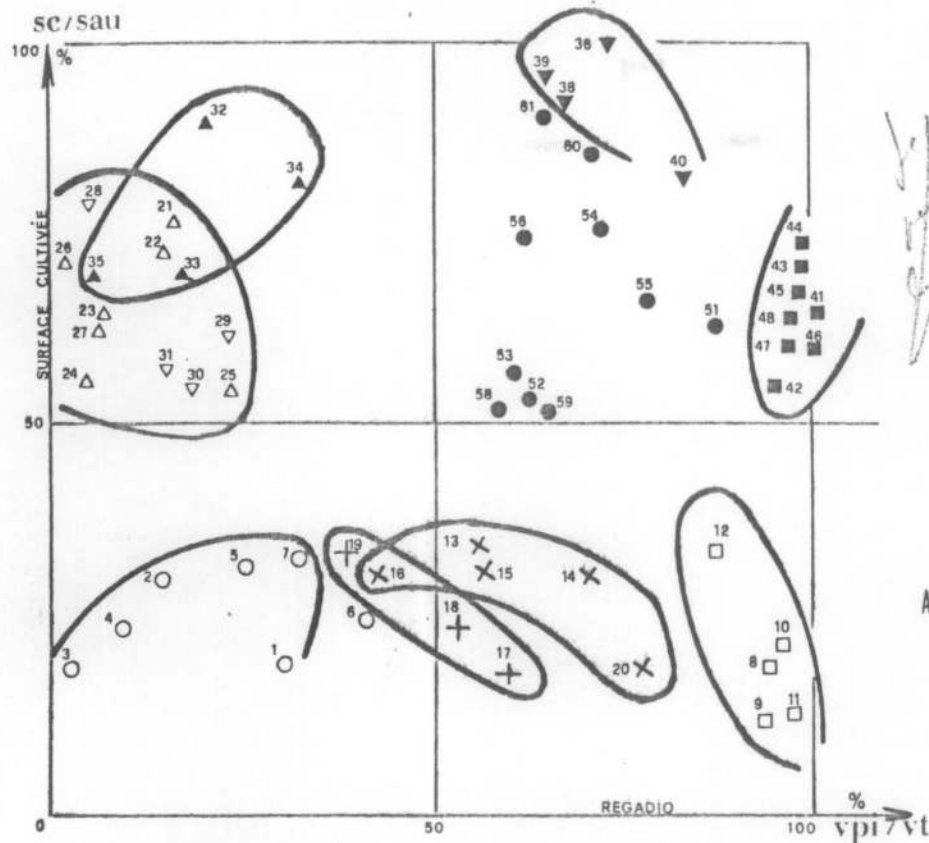


E : système spécialisé intensif.



vegas littorales

- | | |
|----|---------------|
| 1 | PUJERRA |
| 2 | ATAJATE |
| 3 | ALPANDEIRE |
| 4 | PARAUTA |
| 5 | BENARRABA |
| 6 | FARAJAN |
| 7 | JUBRIQUE |
| 8 | CAPILEIRA |
| 9 | MECINA-FONDAL |
| 10 | TREVELEZ |
| 11 | BERCHULES |
| 12 | MAIRENA |
| 13 | BENINAR |
| 14 | DARRICAL |
| 15 | VICAR |
| 16 | FELIX |
| 20 | ENIX |
| 17 | LENTEGI |
| 18 | GUAJAR-FONDO |
| 19 | GUAJAR-FARAGU |
| 21 | ARCHEZ |
| 22 | COMPETA |
| 23 | IZNATE |
| 24 | MACHARAVIAYA |
| 25 | SAYALONGA |
| 26 | SEDELLA |
| 27 | TOTALAN |
| 28 | ALBONDON |
| 29 | RUBITE |
| 30 | POLOPOS |
| 31 | SORVILAN |
| 32 | ALOZAINA |
| 33 | PERIANA |
| 34 | PIZARRA |
| 35 | RIOGORDO |
| 36 | ACEQUIAS |
| 37 | BEZNAR |
| 38 | MELEGIS |
| 39 | MURCHAS |
| 40 | NIGUELAS |
| 41 | BENTARIQUE |
| 42 | BERJA |
| 43 | CANJAYAR |
| 44 | HUECIJA |
| 45 | RAGOL |
| 46 | BENAHADUX |
| 47 | GADOR |
| 48 | RIOJA |
| 49 | ESTEPONA |
| 51 | FUENGIROLA |
| 52 | ALHAURIN GRAN |
| 53 | ALHAURIN TOR |
| 54 | COIN |
| 55 | ADRA |
| 56 | ALGARROBO |
| 57 | NERJA |
| 58 | TORTOX |
| 59 | VELEZ |
| 60 | MIJAS |
| 60 | SALOBREÑA |
| 61 | MOTRIL |



A - INTENSITE APPARENTE.

SC = surface cultivée.

sau = surface agricole utilisable.

vpi = valeur production irriguée.

vt = valeur de la production totale.

v/ha = valeur de la production à l'hectare.

vpp = valeur fiscale de la production principale
(céréales exclues).

A : polyculture très extensive.

B : système spécialisé extensif.

C : système spécialisé assez intensif.

D : polyculture intensive.

E : système spécialisé intensif.

B. SPECIALISATION ET INTENSITE.

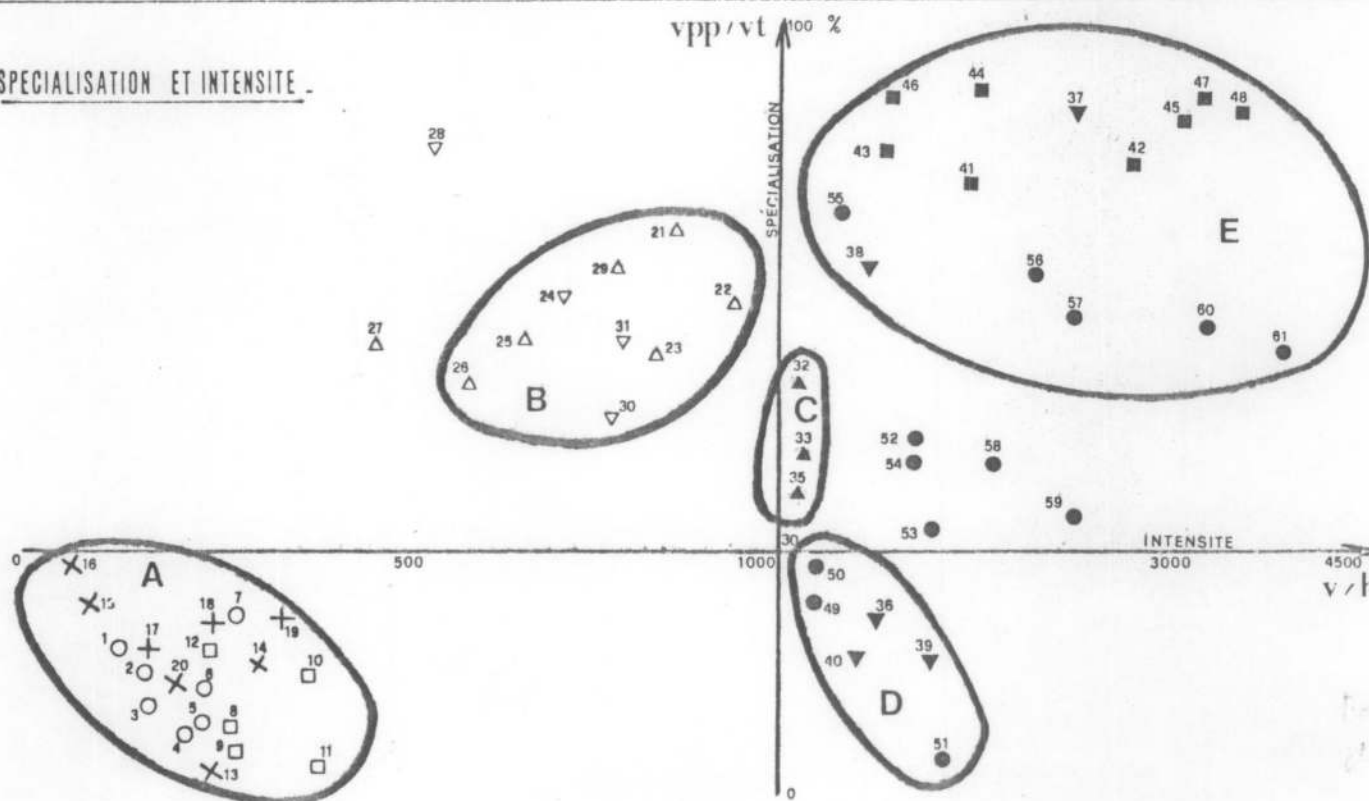


Fig. 3. Quelques éléments de classement des systèmes agricoles, par commun

place de chaque cellule de production au sein d'un large éventail de possibilités allant de la polyculture vivrière la plus fermée à la monoculture d'exportation tout entière tournée vers le marché.

Nous disposons encore à cet effet, et pour chaque commune, des chiffres de la valeur fiscale des différentes productions (3). Il devient alors relativement facile de juger pour chaque système du degré de spécialisation et, connaissant la destination habituelle des principaux produits, du degré d'ouverture commerciale. Deux données paraissent devoir être considérées avec le maximum d'intérêt pour leur signification particulière: le poids de la production dominante peut mesurer avec précision un niveau de spécialisation; l'importance des céréales, symbole vivrier par excellence dans la majorité des cas, révèle enfin très rapidement le degré d'ouverture du système.

La combinaison des résultats ainsi obtenus et traduits par une représentation graphique (Fig.3) aboutit à une définition suffisamment rigoureuse de quelques grands types d'utilisation du sol. Trois familles principales de systèmes agricoles au sein desquels il sera loisible ensuite d'introduire des nuances, imposent finalement leur forte personnalité: les polycultures vivrières, les économies spéculatives d'arboriculture sèche et les systèmes spécialisés les plus intensifs (Fig.2).

I - LES POLYCULTURES VIVRIERES .

La polyculture vivrière représente dans nos régions la forme la

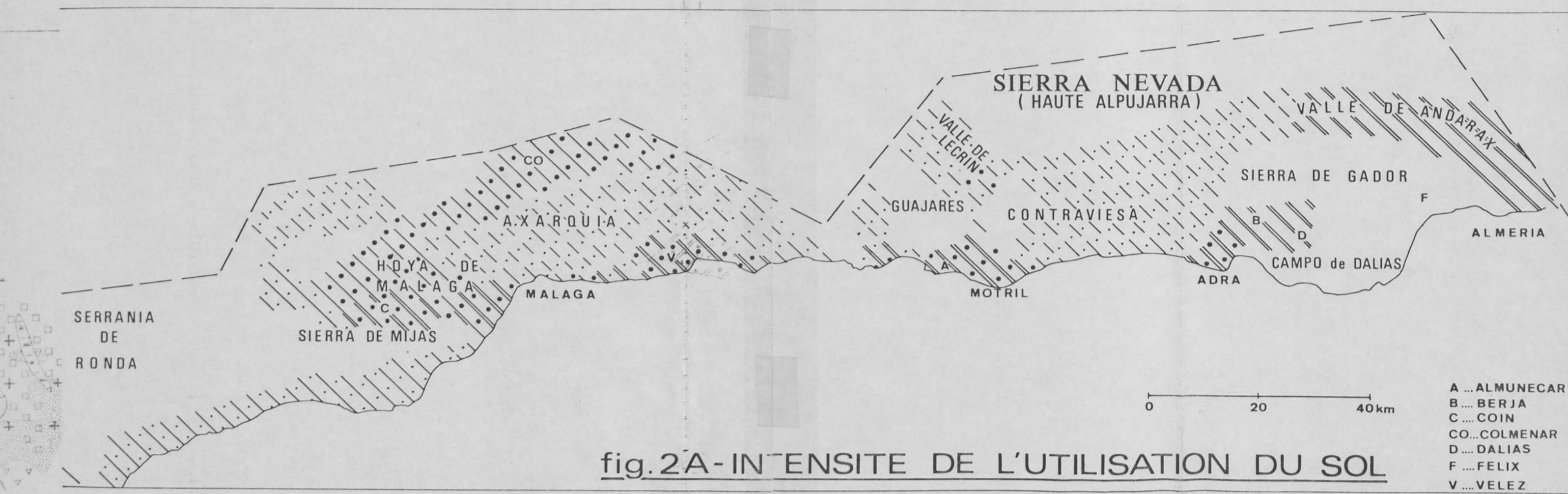


fig. 2A-INTENSITE DE L'UTILISATION DU SOL

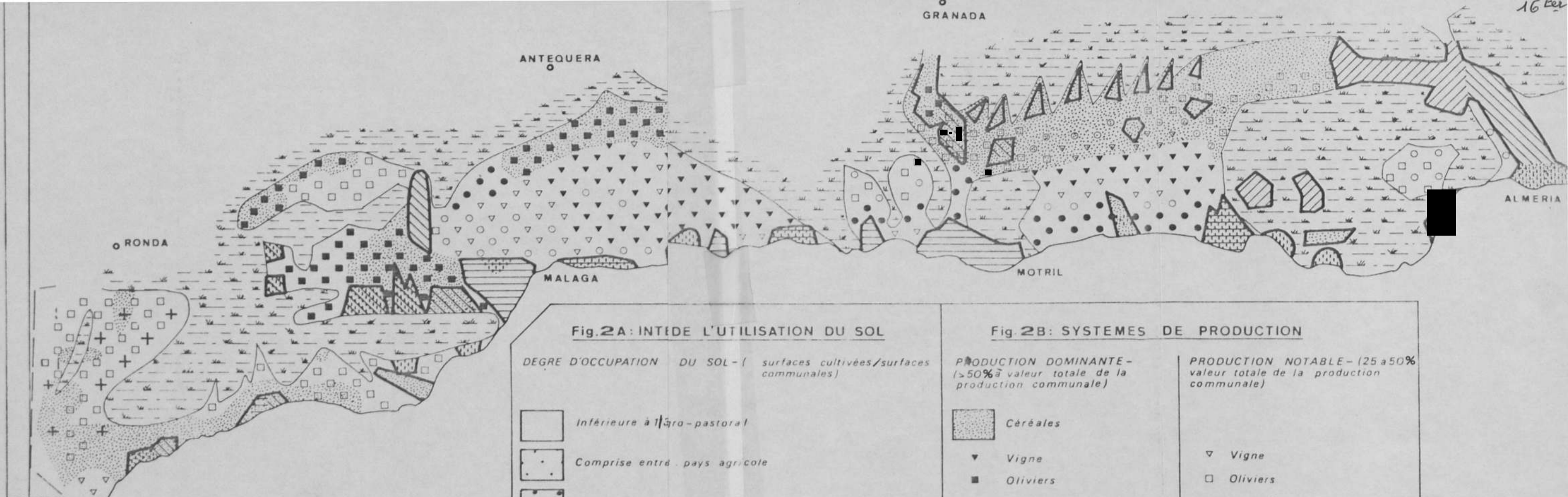





Fig.2A: INTENSITÉ L'UTILISATION DU SOL

DEGRÉ D'OCCUPATION DU SOL - (surfaces cultivées/surfaces communales)

-  Inférieure à 1/3 - pastoral
-  Comprise entre pays agricole
-  Supérieure à intensément cultivé

INTENSITÉ DE LA PRODUCTION AGRICOLE - (valeur de la production agricole par hectare de communale effectivement utilisée) -

















-  Inférieur à 500 intensif
-  De 500 à 1000
-  De 1000 à 1500
-  Supérieur à 1500 intensif


Fig.2B: SYSTEMES DE PRODUCTION

PRODUCTION DOMINANTE - (>50% à valeur totale de la production communale)

-  Céréales
-  Vigne
-  Oliviers
-  Amandiers
-  Châtaigniers
-  Vergers agrumes, fruits tropicaux
-  Treilles à raisin de table
-  Canne à sucre
-  Légumes

PRODUCTION NOTABLE - (25 à 50% valeur totale de la production communale)

-  Vigne
-  Oliviers
-  Amandiers

 Montagne et espaces agricoles


 Principaux foyers irrigués

fig.2B-SYSTEMES DE PRODUCTION vers 1950

plus traditionnelle d'occupation du sol, la plus médiocre aussi en général. Sous des dehors plus ou moins nuancés, on peut la rencontrer, en cellules souvent exigües, partout où règne la pente, dans les secteurs les plus difficiles d'accès, les milieux les plus rudes. Le système revêt pourtant les traits les plus marqués et un maximum de continuité en trois grands ensembles parfaitement individualisés :

- un foyer occidental s'isole sur le flanc sud de la Serranía de Ronda, dans l'arrière-pays de la Costa del Sol malagueña. Axé sur le bassin du Genal, il se prolonge cependant assez loin vers l'Est, dans la Sierra de Tolox, où ses caractères les plus accusés s'altèrent progressivement.

- au centre de notre domaine, un second ensemble se subdivise, en fait, en deux unités bien distinctes: le pays des Guajares dans l'arrière-pays immédiat de Motril-Almuñecar et, beaucoup plus haut, sur le versant méridional de la Sierra Nevada, la Alpujarra Alta.

- à l'Est, dans la province d'Almería, un ensemble plus réduit apparaît éclaté en lambeaux épars sur les versants du haut Andarax et en quelques secteurs du flanc méridional de la Sierra de Gador.

Au delà de la personnalité propre à chacun d'eux, ces différents foyers présentent des traits communs fortement marqués qui définissent le système.

Il s'agit là d'abord, d'une économie à vocation fondamentalement vivrière fondée sur les termes habituels de la polyculture méditerranéenne: céréales, arboriculture, petit élevage. La production de grain, même difficile, demeure toujours le souci primordial.

Dans le cadre de tenures morcelées - qui n'excluent pas l'existence de quelques grands domaines marginaux rejetés sur les pâturages du "monte" -, cette agriculture conçue pour l'autosubsistance de familles paysannes parvient imparfaitement à remplir son objet. Cela explique la géné-

ralisation d'activités complémentaires, sur place ou au dehors, quasi permanentes ou saisonnières. Depuis toujours, c'est là un système qui engendre petits métiers et migrations de travail.

La formule agricole est, en effet, techniquement fort médiocre, pauvre quant à ses résultats, même si localement quelques terroirs paraissent opulents. C'est là le second caractère commun à ces systèmes. Tous les indices convergent pour en souligner la faible intensité. La Serranía de Ronda, les Guajares, la Haute Alpujarra monopolisent les valeurs de production à l'hectare les plus basses, plusieurs fois inférieures à celles des pays littoraux. La faiblesse de l'occupation humaine en est une conséquence logique: la densité rurale brute n'excède que rarement 30 hab/km². L'extrême modestie des surfaces effectivement cultivées confirme ces appréciations: la superficie agricole occupe partout moins du tiers, souvent même un quart ou un cinquième à peine de l'étendue communale.

Ces quelques remarques nous conduisent naturellement à souligner la parenté des paysages agraires issus de tels systèmes. Le trait le plus frappant en est sans doute l'extrême discontinuité. Les terroirs de culture apparaissent toujours en îlots de faible dimension au milieu d'un immense saltus. Le schéma de l'organisation de l'espace est partout identique: il exprime une fonction agro-pastorale extensive. Le coeur en est un noyau agricole installé sur les meilleures terres où se concentrent les productions les plus indispensables à l'économie vivrière, - labours, vergers, jardins -, qui tantôt se dilue peu à peu dans l'immensité du "monte" pastoral, tantôt s'y juxtapose brutalement.

La forme et la distribution de l'habitat se calquent sur le même schéma. Le groupement villageois prévaut ici de façon presque exclusive. Les dimensions du village demeurent toujours modestes, à l'échelle de l'exiguïté des terroirs cultivables, et ne rappellent en rien les énormes ag-

glomérations rurales de la plaine. C'est naturellement le noyau agricole qui en fixe l'emplacement, au coeur du finage. Cependant, l'étroitesse même de l'espace cultivable, trop précieux pour être occupé par les constructions, l'exclut presque toujours de la zone des champs pour le rejeter sur ses marges vers des sites perchés de versant ou même des pitons en nid d'aigle. Ainsi la vie -activités agricoles et habitat- se concentre au coeur du finage. Au delà, dans le "monte" commence le désert. Le vide humain n'est pourtant pas absolu mais les rares traces d'habitat y revêtent des formes spécifiques: un semis extrêmement lâche de bergeries, d'abris temporaires, ou, de loin en loin, au bout de grands espaces solitaires, les bâtiments trapus d'un "cortijo", siège de quelque domaine pastoral. Ces présences isolées n'effacent pas le contraste majeur qui s'établit partout entre une étroite cellule vivante, bien cultivée, et l'écrasante extension des terres vaines.

Ce schéma fondamental souffre cependant des nuances secondaires que l'on peut aisément constater.

Dans la hiérarchie des productions, d'abord, où l'élevage peut jouer, à côté des cultures, un rôle plus ou moins important: sa place est grande en Haute Alpujarra ou, sous d'autres formes, dans la Serranía de Ronda tandis qu'il reste plus accessoire dans les autres régions.

De même, la polyculture tend parfois à se déséquilibrer au profit de l'un de ses termes: les céréales aux dépens de l'olivier en Haute Alpujarra; l'arboriculture au détriment du grain dans les villages du Moyen Genal (Serranía de Ronda).

Sur le plan technique, l'importance relative de l'irrigation introduit de nouvelles distinctions entre les systèmes où la culture est essentiellement sèche et ceux qui se fondent sur un noyau de regadio. Dans

le premier groupe se rangent les pays comme la Serrania de Ronda. Plus à l'Est, les Guajares, la Haute Alpujarra et plus encore les régions polyculturelles d'Almeria, fondent au contraire des systèmes analogues sur l'irrigation: le noyau cultivé se confond alors de plus en plus exclusivement avec la vega, les cultures sèches disparaissent ou se réduisent à une médiocre spéculation dérobée au saltus.

Sans modification de la logique et de l'organisation de formules toujours analogues, il en résulte cependant des différences très sensibles dans les paysages. Dans les systèmes d'agriculture irriguée, - Guajares, pays almerienses -, l'ensemble des productions tend à se concentrer dans la vega: l'olivier se superpose aux champs de céréales définissant un noyau d'agriculture complantée très intensif mais qui cesse brusquement aux limites de l'aire arrosée. Le contraste est alors maximum entre l'étroit foyer agricole, arboré et verdoyant, et l'auréole externe du "monte" ras et sec: dans les cas extrêmes, le paysage évoque alors une structure en oasis.

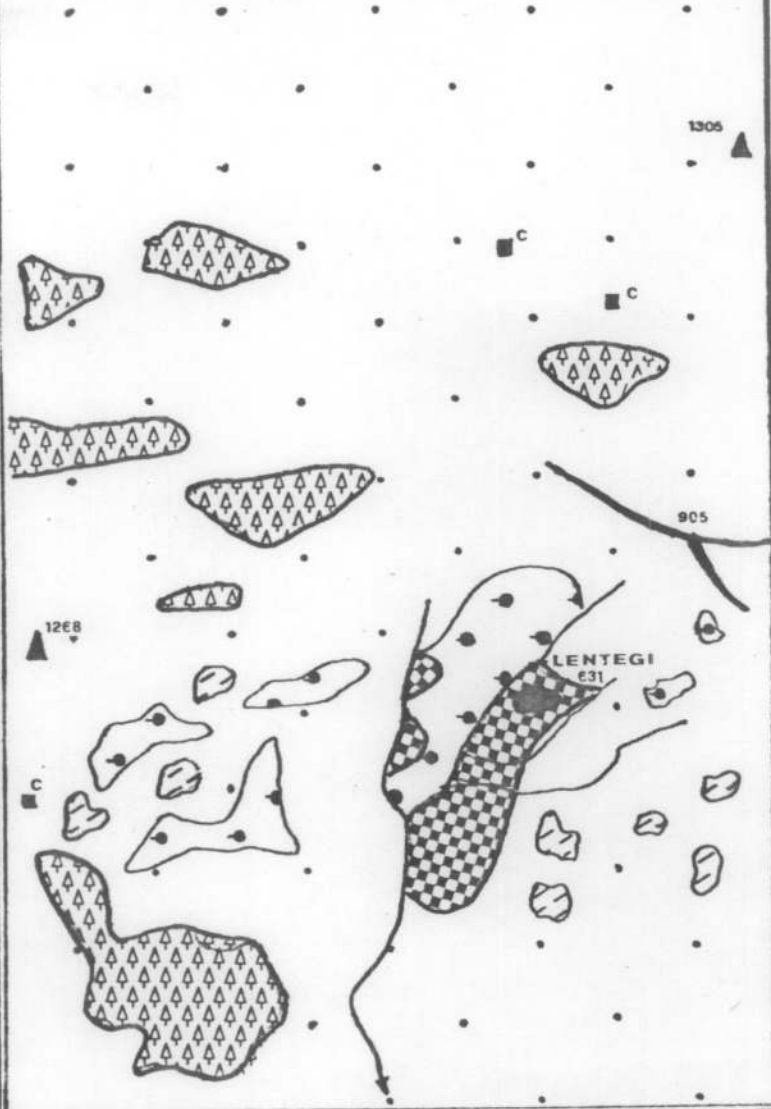
Dans les systèmes de secano, au contraire, ainsi qu'en altitude, le souci de ne point porter ombrage aux céréales sur les meilleures terres, la possibilité pour l'arbre de se développer normalement sur des sols de moindre qualité aboutit à une ébauche de spécialisation zonale du foyer agricole: au centre, les labours nus, vers la périphérie l'arboriculture. Lorsque le climat plus humide et plus froid confère au "monte" un aspect quelque peu forestier, il en résulte une transition plus ménagée, insensible parfois entre le noyau cultivé et les terres vaines extérieures. La distribution relative des espaces nus et des zones arborées est inverse de celle du cas précédent qui, au contraire, concentrait les plantations au coeur d'un finage totalement ras à la périphérie.

Mais, pour sensibles qu'apparaissent ces nuances, il ne s'agit

Sierra de Ronda (Alpandei).



Guajares (Lentegi).

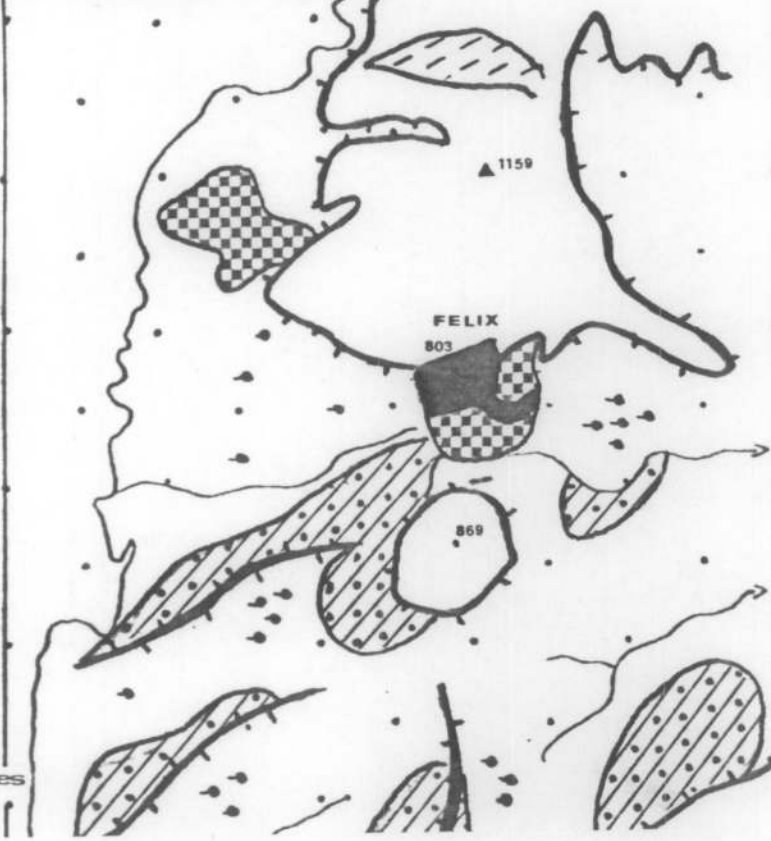


-  Regadio complanté, souvent en terrasses.
-  Champs céréaliers assez intensifs (secano).
-  Champs céréaliers extensifs (secano).
-  Idem (regadio éventuel, complanté).
-  Olivette.
-  Chataigneraie.
-  Amanderaie.
-  Monte alto : chênaie.
-  Garrigue.
-  Steppe aride sur dolomies.
-  Champs céréaliers temporaires (rozaz).

noyau agricole

terres vaines périphériques

Sierra de Gador (Felix).



Commentaire de la Figure 5 : Polycultures méditerranéennes des serres schisteuses.

NOYAU AGRICOLE

Terme caractéristique :

Eléments :

<u>Serrania de Ronda</u> (Ex. Alpendeire)	<u>Guañares</u> (Ex. Lentegi)	<u>Sierra de Gador</u> (Ex. Felix)
CULTURE SECHE	COEUR IRRIGUE INTENSIF	ENTIEREMENT IRRIGUEE
I -Champs céréaliers"intensifs" <u>en secano, non complantés.</u> (regadio exceptionnel de fonds de vallée)	I -Vega :terrasses <u>irriguées</u> <u>et complantées</u> (céréales- oliviers)	I -Idem ... (uniquement sur phyllites)
2 -Auréole d'arboriculture sè- che (olivette-châtaigneraie)	2 -Arboriculture sèche en dé- sordre (amandiers)	2 -Champs complantés en terrasses <u>d'irrigation éventuelle</u> (expo- sition fraîche systématique au Nord et à l'Ouest).
PERIPHERIQUES		
"MONTE BOISE"	GARRIGUE	STEPPE OU SOL NU
I -Monte alto :chênaie à porcins	I -Pinèdes claires	
2 -Monte bajo :pacages à ovins	2 -Garrigue sur calcaire	2 -"monte" sur schistes des ver- sants chauds (S et E) : aman- diers diffus et parcours. - Steppe rase sur dolomies.
3 -Noyaux cultivés de dolines	3 -Idem.	3- Labours de "rozas".

jamais que de l'habillage différent de formules identiques dont l'unité est, au fond, très grande. Nous insisterons davantage pour préciser à titre d'exemples les mécanismes qui règlent ces systèmes sur la distinction qu'impose l'altitude entre une variante "méditerranéenne" et une variante "montagnarde" de la polyculture vivrière de versant.

A - LA POLYCLTURE MEDITERRANEENNE .

Une telle définition s'applique à certains systèmes que l'on rencontre dans les pays montueux du schiste, entre 400 et 800 m d'altitude le plus souvent. A côté de la zone des Guajares, dans l'arrière-pays d'Almúñecar ou de certains finages de la Sra de Gador, les pays du Genal à la retombée méridionale de la Serranía de Ronda, nous en fournirons un exemple caractéristique.

Sauvage et boisé, le pays du Genal fait parfois songer aux Cévennes ou à la Kabylie (4). Entre deux hautes barrières montagneuses qui l'isolent presque hermétiquement de l'extérieur, le bassin du Genal se présente comme une sorte d'excavation relative taillée dans les schistes. La rivière et ses affluents s'y incisent en ravins étroits, ramifiés à l'infini qui découpent de longues arêtes aux sommets aigus. On a l'impression d'une houle désordonnée de serres qui viendrait butter, comme en un rivage escarpé, sur les montagnes bordières: au Nord, les sierras calcaires de Ronda; au Sud, l'énorme volume rougeâtre des péridotites de la Sierra Bermeja qui ferme l'horizon du côté de la mer.

Ce pays bouleversé frappe, en même temps, par l'importance de son couvert forestier due aux généreuses précipitations que lui vaut sa

situation aux portes de l'Atlantique. Chênaies et châtaigneraies s'y partagent la plus grande partie de l'espace pour ne céder devant le "monte bajo" qu'au contact des hautes sierras encadrantes.

Au total, c'est là un milieu fort médiocre.

L'extrême discrétion de l'emprise humaine constitue, sans doute, le phénomène le plus évident. L'espace cultivé s'y réduit au 1/5 de la superficie totale, à condition d'ailleurs d'y inclure les châtaigneraies. Localement, les chiffres peuvent tomber plus bas encore, à moins de 1/10 parfois (cf. Juzcar).

De telles valeurs laissent supposer une disproportion écrasante quant à l'importance relative des divers types de terroirs.

Les terres de labour sont à la fois extrêmement réduites et fractionnées. Elles représentent, au total, rarement plus de 10% des surfaces, pour l'essentiel consacrées aux céréales. Encore faut-il distinguer soigneusement champs irrigués, labours permanents de secano et parcelles de défrichement temporaire. Le regadio se limite à des surfaces infimes (1% en moyenne de la surface totale) sur de minuscules lopins que l'on découvre presque uniquement dans le fond des vallées dès que le talweg s'élargit quelque peu, souvent fort loin du village. Les labours permanents révèlent une importance plus grande, 5% du sol. Voués à la céréaliculture intensive, ils se fixent partout où la roche et la pente permettent le développement d'un sol suffisamment épais: sur les lambeaux de flysch marno-gréseux à la topographie assez douce qui s'allongent au pied des sierras calcaires, sur quelques replats de versants schisteux ou dans les creux irréguliers -dolines ou ouvalas- perdus au coeur des causses calcaires. Presque toujours, ces champs sont en contact avec les terrains de parcours



Phot. I - Paysage agro-pastoral des versants de polyculture méditerranéenne:
la Serrania de Ronda.

Causse nu (parcours et "rozaz"), au Nord;

Serres boisées et îlots de cultures autour des villages (signalés par un cercle), au Sud.

et soumis au risque des déprédations animales. La clôture cependant demeure exceptionnelle. Les parcelles, petites et trapues, de contours peu réguliers, sont ouvertes et révèlent le souci d'associer l'élevage aux cultures. Les enclos circulaires de pierres sèches qui rassemblent les moutons pendant la nuit sont souvent installés systématiquement en bordure de champs, constituant ainsi de précieuses réserves de fumier pour les cultures voisines.

Ce n'est qu'aux abords immédiats des villages, là où le bétail se concentre que les champs peuvent être défendus contre les animaux. Les chemins empruntés par les troupeaux sont alors rigoureusement bordés de murettes, comme à Alpandaire par exemple.

Les lopins de labour temporaire représentent des surfaces équivalentes (5%). Champs de "monte" aux contours indécis se fondant insensiblement dans le saltus, grossièrement épierrés, ils escaladent les pentes où se conserve un peu de terre, mordant comme une lèpre rase et claire sur les tons plus sombres du monte. Travaillés 1 an sur 3 ou 4 dans le meilleur des cas, "rozas" à cycle très long le plus souvent, ils sont utilisés de façon très extensive en des lieux en général très éloignés des villages. On les retrouve couramment en deux types de sites: dans les zones schisteuses, les champs de crêtes sont les plus fréquents. à l'endroit où la pente se fait un peu moins raide, ouverts irrégulièrement au milieu de la chênaie, quelquefois complantés d'oliviers ou d'amandiers si la périodicité des cultures n'est pas trop lâche; les plus caractéristiques se rencontrent sur les moyens versants calcaires, prolongeant vers le haut les parcelles d'utilisation permanente avant de se perdre dans la garrigue.

Ces terroirs de labour se fixent donc essentiellement en fonction de l'épaisseur de la terre arable. On comprend ainsi leur distribution irrégulière en petites unités.

Les terres d'arboriculture recouvrent une superficie au moins équivalente à celle des champs nus, 10% environ de la surface totale. Les plantations drapent assez uniformément les pentes moyennes des serres schisteuses que délaissent les céréales. Olivettes et vignes se rassemblent surtout sur les versants au Sud. Le vignoble, d'ailleurs fort réduit, se révèle apte, en fait, à conquérir les sites les plus difficiles jusqu'aux sommets aigus des serres. L'olivette, par contre, est plus exigeante. On la rencontre seulement sur les pentes adoucies où s'accumulent les cailloutis, vers la base des versants en général. Sauf sur les meilleures terres, les plantations en sont fort irrégulières, "forêt cultivée", claire et discontinue qui se confond facilement sur ses marges avec la chênaie qui l'encadre. La châtaigneraie, enfin, se localise plus systématiquement au Nord où elle recouvre des versants entiers, en grands ensembles d'un seul tenant. Elle peut coloniser des pentes très rudes à l'aide parfois de quelques murettes. C'est elle qui constitue les terroirs les plus continus et confère finalement son unité au paysage du Genal par ailleurs fort mêlé.

Les terres de parcours, forestières ou dénudées, mobilisent donc finalement la plus grande partie de l'espace, jusqu'à 80% et plus du territoire.

Le "monte alto", chênaie plus ou moins dégradée, offre les meilleures possibilités. Il envahit les versants schisteux à regard méridional. Les bois de chênes-verts procurent pâturage et glandée. Ceux de chêne-liège, plus bas, y ajoutent les ressources du démasclage périodique.

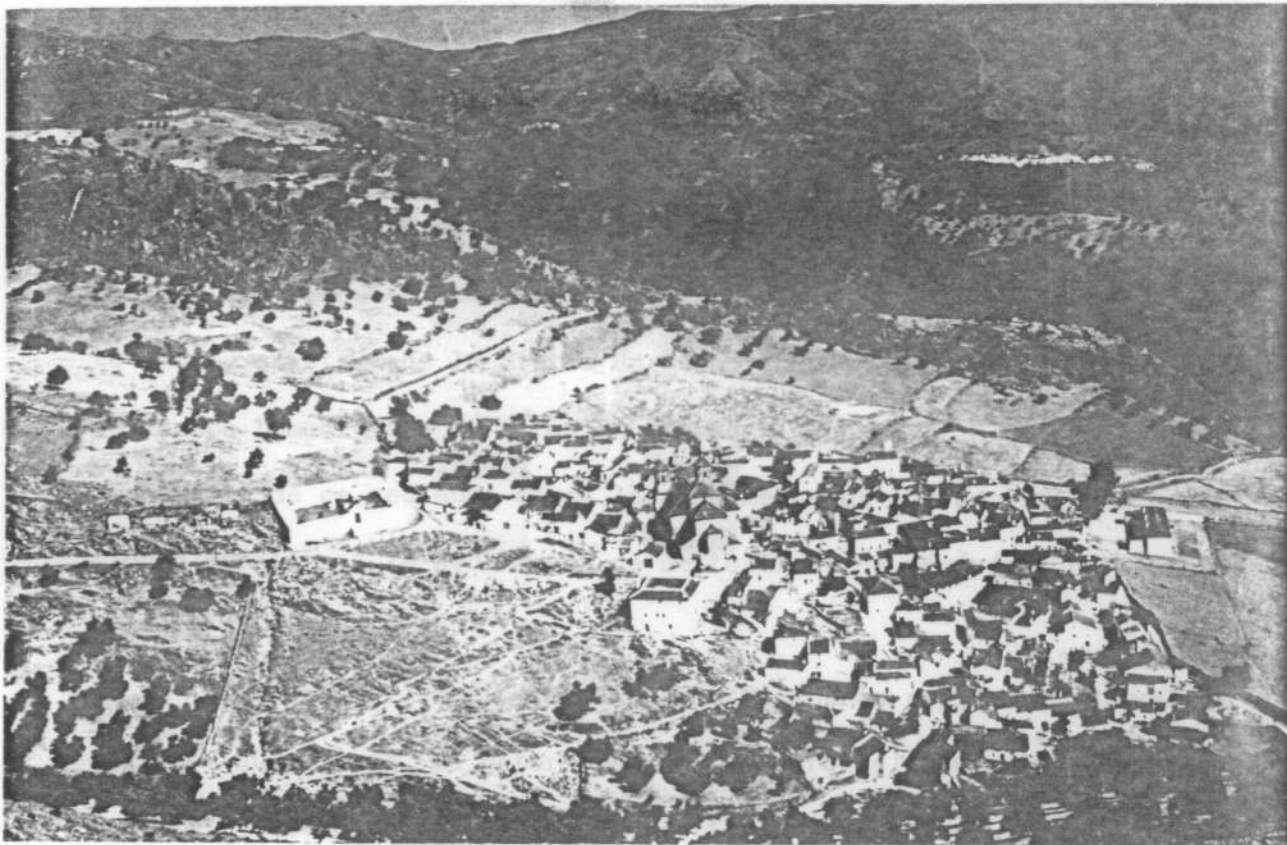
Le "monte bajo", garrigue maigre, couvre une étendue plus grande aussi bien sur les pentes les plus raides et les plus médiocres des serres que, surtout, sur les reliefs des sierras encadrantes. Il représente à lui seul près de la moitié du pays serrano.

L'analyse des terroirs souligne le fractionnement fort irrégulier de l'espace cultivé, dispersé en taches au coeur d'un saltus envahissant. Leur distribution n'est pourtant pas totalement anarchique et l'examen systématique des finages fait vite apparaître des constantes intéressantes. Une organisation concentrique à partir du village s'affirme dans tous les cas, les différents terroirs se disposent en auréoles de plus en plus étendues et d'extensivité croissante vers la périphérie.

Un noyau réduit de champs ouverts intensifs se localise le plus souvent autour ou à proximité du village. Il s'agit là du terroir céréalier par excellence. Le sol relativement épais sur un replat ou une pente douce, une fumure régulière permettent une culture continue en assolement biennal, "ano y vez" où la jachère porte, en fait, des cultures dérobées de fèves.

Une auréole plus étendue d'arboriculture de versant lui fait suite très rapidement. Le passage est d'ailleurs ménagé de l'un à l'autre: les champs nus aux portes du village sont peu à peu plus densément complantés vers l'extérieur et finissent par se fondre dans la zone des plantations. Ces dernières sont d'abord assez régulièrement ordonnées et portent au sol quelques cultures céréalières (même sous châtaignier) puis, alors que la pente s'accuse, que l'éloignement s'accroît, prennent une allure anarchique: les arbres sont plantés en fonction des moindres variations de terrain et les soins se réduisent progressivement.

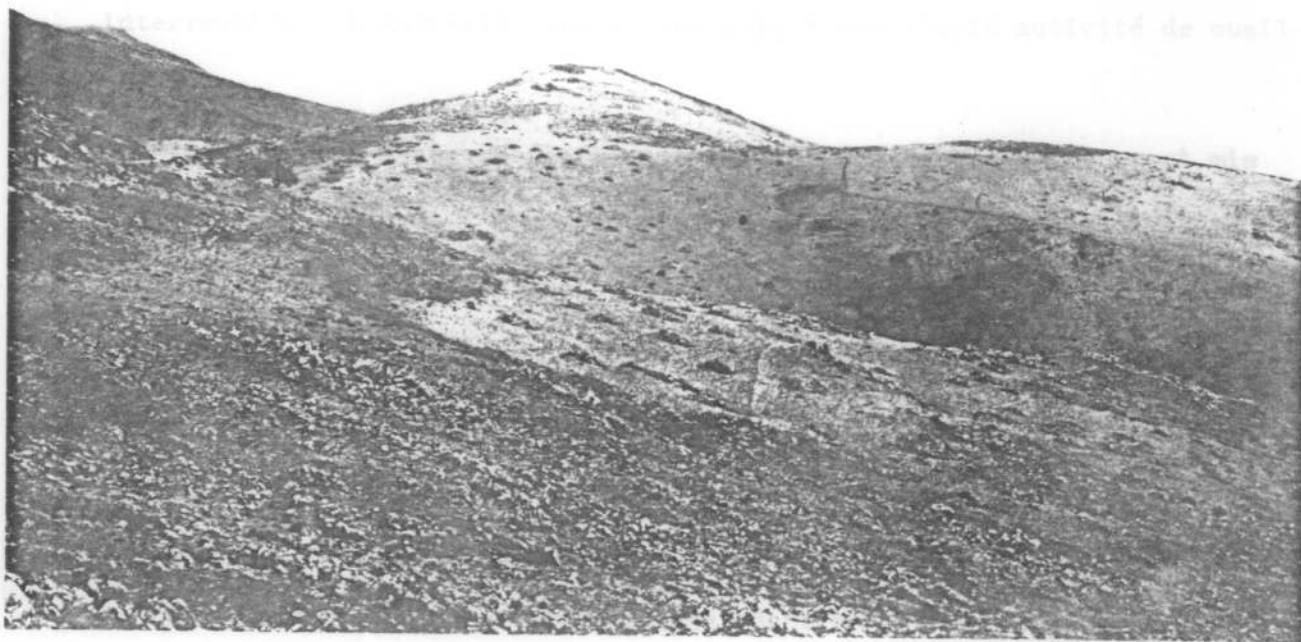
Le "monte" occupe enfin les vastes espaces périphériques. Vers l'aval, les vergers se raréfient dès que les versants se raidissent à l'approche des talwegs, pour céder la place à la chênaie. Vers l'amont, sur le calcaire, c'est le causse qui, avec ses pâtures rases, n'offre que de maigres possibilités à la collectivité paysanne et aux quelques domaines qui y sont installés. Le parcours du petit bétail constitue l'essentiel:



Phot. II - Types de terroirs en Serrania de Ronda.

Haut - Le coeur du finage: champs ouverts céréaliers autour du village (Alpandeuire); plantations arbustives puis "monte alto" vers la périphérie.

Bas - Labours temporaires ("rozaz") ouverts au milieu des terrains de parcours du causse (commune d'Alpandeuire).



porcins à la glandée sous les chênes ou moutons dans le causse. S'y ajoutent les produits accessoires de la cueillette: liège, bois du "monte alto", sparte dans la Sierra Bermeja, chaux des causses. L'ouverture de champs temporaires de céréales représente en fait la seconde ressource notable de ce secteur: c'est là en même temps une appréciable production d'appoint et le seul moyen de nettoyer et de régénérer périodiquement le pâturage.

Ainsi, l'emprise humaine s'efface très rapidement à quelque distance du village. La nature reprend ses droits, souveraine ou timidement retouchée sur la plus grande partie du territoire. Partout, on reste frappé, en effet, par la médiocrité des aménagements agraires. D'abord, il est clair que l'organisation de l'espace rural ne fait que se calquer directement sur les sollicitations immédiates de la nature. La disposition des terroirs répète sans aucune modification l'organisation des éléments physiques et coïncide avec une double contrainte naturelle:

- seuls les sols facilement cultivables sont effectivement travaillés. Rares, ils déterminent la rareté des champs. Très vite, au-delà, l'agriculteur se décourage et abandonne la nature à elle-même, limitant son intervention à l'entretien des arbres puis à une simple activité de cueillette.

- seuls les secteurs facilement accessibles sont régulièrement mis en valeur. Le rôle de l'éloignement apparaît décisif dans l'utilisation de l'espace. Or, en ce pays chaotique la circulation est particulièrement pénible. C'est dire que la nature n'a guère été transformée. L'homme s'est contenté d'une maîtrise très superficielle de l'espace, d'une mise en valeur extensive et limitée, n'a cherché que rarement à forcer la nature. L'absence d'aménagement des pentes, l'extrême rareté des terrasses sont à ce titre particulièrement révélatrices, dans un pays où les fortes déclivités

vités constituent l'obstacle principal à l'agriculture. C'était là pourtant l'unique moyen d'accroître les surfaces cultivées par trop réduites. Or les terrasses n'apparaissent que de façon très discontinue et finalement exceptionnelle: quelques murettes dans la châtaigneraie, quelques banquettes viticoles ici ou là résument leur extension. Cette carence presque absolue est d'autant plus curieuse qu'elle bloque toute possibilité d'intensification par l'arrosage des versants alors même que les disponibilités en eaux sont relativement confortables.

L'absence presque complète de terrasses comme celle du regadio mesure, en fait, l'extrême médiocrité de l'emprise humaine.

Le bilan de l'économie rurale est lui-même fort décevant et la pauvreté des résultats agricoles, dans le cadre d'un système à peu près totalement autarcique, oblige à l'association de plusieurs types d'activités.

La petite polyculture des pays du Genal se consacre à des fins typiquement vivrières comme le laisse supposer la description ci-dessus de l'utilisation du sol. La production de grain et l'arboriculture représentent les deux termes essentiels de cette vocation nourricière. Le souci majeur demeure pourtant le grain d'autant plus âprement recherché que le sol ici convient mal à la culture céréalière. Le blé occupe les rares bonnes terres, en assolement avec une culture dérobée. Ailleurs on doit se contenter d'orge ou bien de seigle sous les plantations arbustives ou dans les champs temporaires de monte: la jachère alors devient impérative. Biennale sous les oliviers, elle revient 2 ans sur 3 (assolement "al tercio") sous châtaigneraie et occupe la plus grande partie du temps dans le cas des "rozaz" sans périodicité bien définie. Les productions fruitières, sur des surfaces équivalentes, constituent le second pilier du système. Depuis

l'abandon du mûrier et l'effondrement de la vigne lors du phylloxera, deux arbres tiennent la vedette. L'olivier, plus ou moins associé au figuier et à l'amandier, est souvent le plus important. Le châtaignier, quant à lui, devient prépondérant dans les communes les plus hautes.

Le petit élevage occupe cependant un place toujours notable associée à l'agriculture, à l'échelle modeste de chaque exploitation. Il ne devient une spécialité véritable et une spéculation que dans le cas des quelques grands domaines marginaux du monte. Chèvres ou moutons existent en petit nombre dans chaque ferme, nourris sur les pacages maigres des causses et l'hiver, au terme d'une mini-transhumance qui ne déborde pas les limites de la commune, sur les bas versants vers le fond des ravins. Leur rôle est souvent essentiel pour la fertilisation des terres de cultures, plus ou moins régulièrement fumées à l'automne par un système d'enclos mobiles.

L'élevage porcin devient prépondérant dès que la chênaie prend quelque extension. On retrouve, ici, la pratique de la "montanera" caractéristique des régions pauvres et humides du Sud-Ouest ibérique. Tout repose sur la période-clef de la glandée, d'octobre à janvier, où se situe l'engraissement. Passé janvier, alors que les glands se font rares, la majeure partie du troupeau est sacrifiée. Seuls sont conservés les élèves trop légers et quelques reproductrices.

Le système agricole est donc très fermé. La polyculture ne dégage aucun excédent: chacun cuit son pain à partir de sa propre farine, consomme son huile et son vin; les porcs fournissent un peu de viande, la seule qui apparaisse sur les tables paysannes avec parfois un cuisseau de chèvre ou de mouton. Le volume des ventes agricoles est à peu près nul si l'on excepte le cas exceptionnel de quelques gros éleveurs. En contre-partie, les achats à l'extérieur sont réduits au maximum: on fabrique encore quel-

ques étoffes de laine grossière pour les besoins domestiques et les chaussures sont taillées parfois dans le caoutchouc de quelque vieux pneumatique. A fortiori, l'acquisition de produits pour l'exploitation est à peu près inconnue: engrais et semences proviennent exclusivement de la ferme.

Le système est aussi étonnamment extensif, les rendements dérisoires: 8 à 10 qx de blé à l'hectare sur les meilleures terres fumées, moins de 5 qx/ha dans les champs de monte et les années de jachère viennent réduire encore les disponibilités annuelles. L'élevage n'est pas de meilleure qualité puisqu'il faut 1 an 1/2 à 2 ans pour "faire" un porc de quelque 120 kilos.

Cette polyculture nourricière, en fait, assume difficilement sa tâche. Aussi cette insuffisance chronique doit-elle être compensée par diverses ressources d'appoint dont la recherche indispensable est, depuis toujours, érigée en coutume.

Sur place, les terres incultes nourrissent diverses activités auxquelles les agriculteurs ou leur famille participent plus ou moins directement. La fabrication de chaux sur les causses, celle du charbon dans la chênaie peuvent employer épisodiquement journaliers et paysans au moment des travaux importants. La récolte du sparte occupe les hommes pendant l'été, morte-saison agricole, tandis que les femmes tressent de longues nattes pour le compte de quelque négociant.

Mais les activités d'appoint peuvent entraîner aussi à des déplacements plus ou moins lointains. La contrebande, favorisée par la proximité de Gibraltar a joué pendant longtemps un rôle essentiel. Le muletage, en l'absence de bonnes routes jusqu'à une date très récente, a employé beaucoup de monde. Enfin, les migrations saisonnières de récoltes, -moisson dans le bassin de Ronda, vendanges sur la côte et surtout à Jerez, cueillette du coton dans les campagnes du Guadalquivir-, sans apparaître

comme primordiales, tiennent une place notable.

Par ses termes, sa pauvreté et son isolement, la polyculture du Genal fournit un exemple représentatif du système vivrier des serres schisteuses, sous sa forme "agro-sylvo-pastorale" adaptée à un cadre relativement humide et forestier.

Les Guajares sous climat méditerranéen "moyen", les versants almerienses en milieu semi-aride ne proposent pas de formules différentes: mêmes cultures, même tendance à l'autosubsistance, même recherche de ressources complémentaires, même médiocrité de l'emprise agricole. Seule varie légèrement l'organisation des éléments en réponse à une plus grande sécheresse: irrigation du noyau agricole, concentration de l'arbre dans la vega accusent les contrastes avec la stérilité du monte. La comparaison des schémas de la fig. 5 représentant des finages caractéristiques de serres dans la Serrania de Ronda, les Guajares, la Sierra de Gador permettra d'apprécier les nuances qui séparent ces différents types en même temps que leur unité, leur appartenance à une même famille agraire.

B - LA POLYCLTURE DE MONTAGNE : LA HAUTE ALPUJARRA .

La région de Haute Alpujarra, située sur le flanc sud de la Sierra Nevada, au-dessus de la dépression transverse drainée par le Guadalfeo, offre une variante montagnarde des systèmes vivriers de versants (5). Nous nous intéresserons uniquement aux finages situés pour l'essentiel au-dessus de la limite des cultures méditerranéennes caractéristiques, centrés autour des villages les plus élevés d'Andalousie (Berchules: 1300m, Capileira: 1400 m, Trevelez: 1600 m). Plus bas, à mi-pente, les noyaux

agricoles ont une vocation typiquement méditerranéenne qui les rattache aux types décrits plus haut en dépit de l'allogement des finages qui les fait accéder le plus souvent aux terroirs des sommets.

Au-dessus de 1100 ou 1200 m, la vie rurale accuse les contraintes que lui impose la montagne. Le froid hivernal devient un élément déterminant de l'activité agricole qui cesse au-delà de 2000 m: au niveau même des villages, le gel est habituel de novembre à mars, épisodique mais redoutable jusqu'en mai. Par contre l'eau prodiguée par les neiges des sommets est abondante. Il en découle pour les formules agraires quelques traits originaux.

Le froid, d'abord, réduit considérablement les possibilités culturelles et limite l'éventail classique de la polyculture méditerranéenne aux seules céréales. Ces dernières avec quelques légumes, les pommes de terre notamment, apparaissent comme le terme fondamental du système de production montagnard. L'élevage, quant à lui, acquiert grâce à l'existence d'immenses pâturages d'altitude une importance inconnue ailleurs. Aussi aboutit-on à une association simple céréales-élevage qui marque l'appauvrissement par le froid de la polyculture méditerranéenne.

La dureté de l'hiver tend aussi à éliminer l'arboriculture qui constituait un terme essentiel de la polyculture des versants inférieurs. L'arbre -peupliers, fruitiers divers- est cantonné aux bordures de champs, aux talus, puis à quelques bouquets forestiers qui disparaissent avec l'altitude. Les conditions climatiques ne lui sont pas réellement défavorables au niveau des villages mais limitent son intérêt économique: l'agriculteur qui plus bas s'est acharné à étendre les plantations, s'est attaché ici à substituer au contraire le labour à la forêt originelle. Le paysage, en tous cas, est assez nu sur la plus grande partie du territoire.

Le froid, enfin, n'élimine pas la sécheresse mais, indirecte-

ment, lui porte remède grâce au stockage nival des sommets. Aussi les cultures sont-elles systématiquement arrosées, le système centré sur les vegas de versant. Le secano, par contre, ne joue ici qu'un rôle très secondaire.

Malgré ces caractères originaux, -assez superficiels-, la vie rurale de Haute Alpujarra n'est pas d'essence différente de celle des versants méditerranéens. La meilleure preuve en est le caractère toujours subordonné de l'élevage qui n'est jamais à la base de l'économie villageoise: la culture demeure toujours la vocation primordiale. La montagne n'engendre pas de formule radicalement spécifique: l'habitant des hautes terres d'Alpujarra n'est pas vraiment un montagnard mais bien plutôt un agriculteur méditerranéen transplanté dans un milieu montagnard, et le système alpujarreno un simple système méditerranéen altéré par le froid. C'est là un fait maintes fois souligné (6) mais fondamental pour comprendre ces pays.

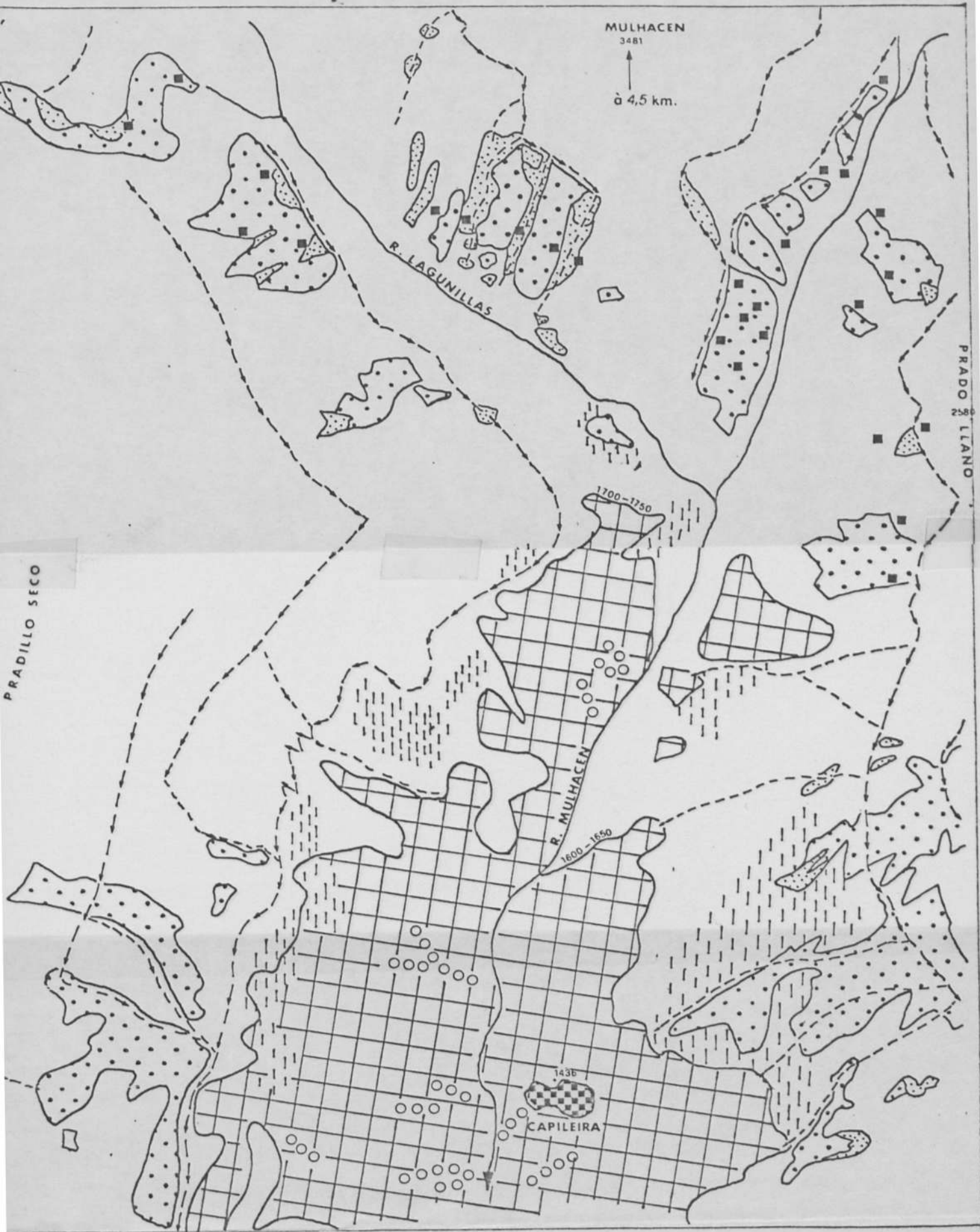
Les principes essentiels qui définissent la polyculture vivrière des versants, en général, se retrouvent tous ici: l'organisation spatiale des finages, la pauvreté économique, les habitudes techniques. Simplement, elles revêtent une tonalité particulière qu'impose la montagne et que l'on découvre aussi bien à travers les paysages que par l'analyse du système économique.

I - L'organisation des finages (Figure n°4).

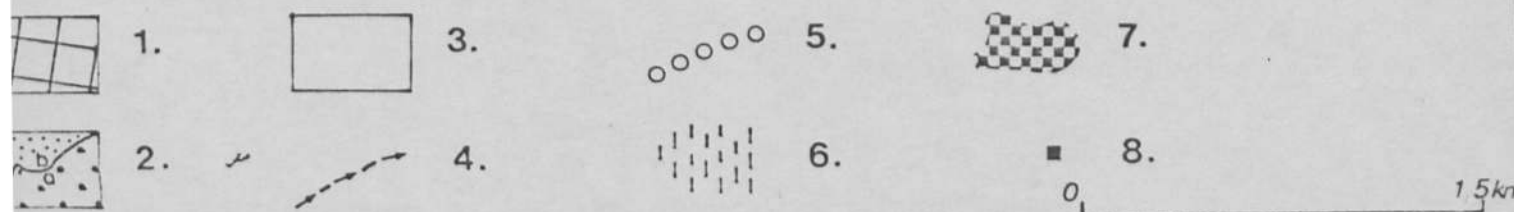
Comme dans tous les systèmes évoqués jusqu'ici, les finages de Haute Alpujarra présentent une organisation radioconcentrique où se juxtaposent une étroite cellule d'utilisation intensive et une immense enveloppe de monte à vocation essentiellement pastorale. La discontinuité de l'espace agricole est, une fois encore, le trait caractéristique des paysages agraires. La particularité fondamentale des terroirs de montagne résulte

FIG. 4 - Légende:

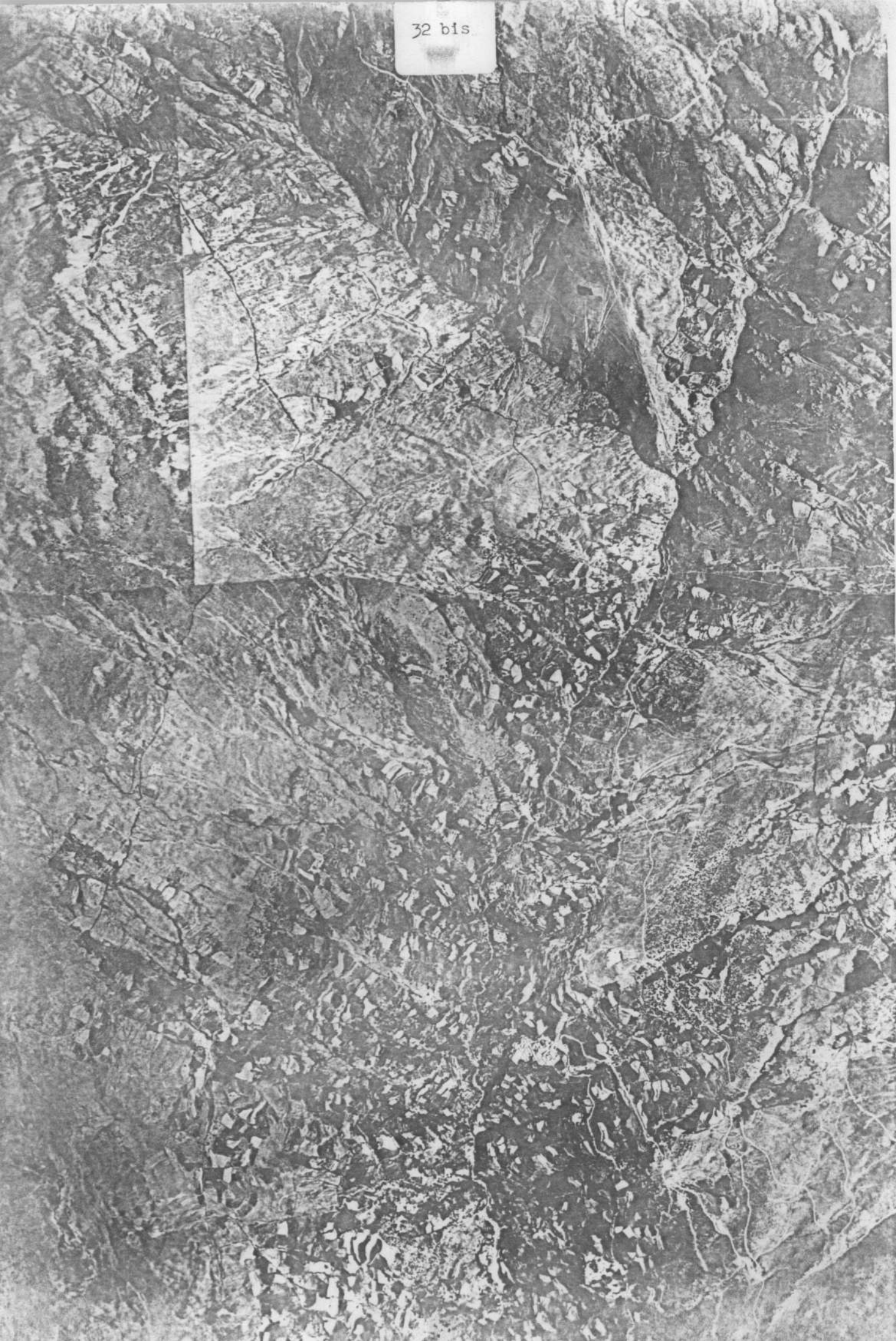
1 - Vega: cultures permanentes. 2 - Noyaux agricoles d'altitude: utilisation saisonnière d'été. 3 - Terrains pastoraux d'altitude (estives). 4 - Principaux canaux. 5 - Bosquets et lignes d'arbres isolés des vegas (peupliers, chataigniers, fruitiers). 6 - Chênaie résiduelle ou "matorral" aux marges de la culture permanente. 7 - Village d'habitat permanent. 8 - "Cortijillo" habitat temporaire d'été.



G.4 - CAPILEIRA : EXEMPLE D'ORGANISATION AGRAIRE EN HAUTE ALPUJARRA.



32 bis



de ce que cette distribution dualiste se traduit ici par une association verticale des différents terroirs, c'est-à-dire par un étagement rigoureux en altitude. De plus, vers le haut, la dégradation climatique (longueur de l'hiver, intensité du froid) impose une limite rigide, infranchissable aux activités agricoles permanentes (vers 1800-2000 m). Aussi, avec l'apparition d'un "alpage", zone d'utilisation saisonnière, naît un véritable dédoublement de la vie rurale qui se traduit parfaitement dans le paysage. L'espace se répartit toujours clairement entre une zone d'agriculture permanente et un vaste niveau d'usage temporaire, uniquement estival.

La vega, foyer d'agriculture permanente.

Les secteurs d'utilisation continue au long de l'année sont exclusivement réservés aux cultures et centrés sur les terres régulièrement irrigables par les canaux descendus des plus hauts cirques sommitaux.

a/ - Ces vegas montagnardes sont, avant tout, des vegas de versant. Elles se localisent, en effet, rythmiquement sur les vallées moyennes des affluents du Guadalfeo (rio Mulhacen, Trevelez, Chico etc...) qui courent parallèlement selon une direction Nord-Sud vers le niveau de base local des bassins d'Alpujarra. Leur situation à ce niveau résulte d'avantages évidents:

- l'altitude entre 1000-1200 m et 1800 m, correspond à l'étage de climat "tempéré" qui permet les dernières cultures permanentes. Plus haut, une agriculture continue devient impossible; vers le bas elle perd ses caractères montagnards.

- l'encaissement des vallées s'affirme à ce niveau comme un avantage, avant de devenir, à plus basse altitude, un obstacle insurmontable alors que les rivières s'enfoncent dans des gorges précipiteuses à l'approche du niveau de base. Leur profil en V resserré ne laisse guère de place dans un talweg inutilisable mais les versants qui offrent des dénivellations supé-

rieures à 500 m peuvent être normalement mis en valeur dans leurs parties moyennes ou inférieures. Bien plus, leur fonction d'abri est évidente à ces altitudes balayées par les intempéries.

- la géologie, de même, n'est pas indifférente. Les pentes schisteuses produisent ici des sols cultivables que ne fournissent plus à l'approche des bassins, les calcaires stériles de la ceinture dolomitique qui flanque la base du noyau cristallin de la Sierra Nevada.

- c'est là, enfin, la meilleure situation qui permet de concentrer facilement les eaux montagnardes guidées des sommets vers les lourdes croupes d'interfluvés d'où elles dominent normalement le flanc des vallées à irriguer.

Ces vegas de versant sont aussi -comme il est logique en montagne- fort sensibles à l'exposition. Elles s'étalent de préférence à l'adret, en quête du plus grand ensoleillement, et ne colonisent guère ou très partiellement les versants à l'ombre. Ainsi les terroirs de culture de Berchules, Trevelez, Canar sont intégralement cantonnés sur les pentes à regard Est, ceux de Pitres, Portugos font face au Sud. Pourtant, la localisation d'adret ne constitue pas une règle absolue: le val de Poqueira qui représente l'un des foyers agricoles essentiels de Haute Alpujarra avec ses trois communes de Pampaneira, Bubion et Capileira est, notamment, une exception de taille. Le versant d'adret n'y est que médiocrement mis en valeur et ne compose qu'une partie accessoire des vegas dont le coeur se concentre au contraire sur les pentes d'ubac. L'anomalie, en fait, est tempérée par la disposition même du versant orienté vers l'Ouest-Sud Ouest et surtout par sa topographie vallonnée qui multiplie les micro-expositions méridionales. Dans la commune même de Capileira, l'inégal développement en altitude des cultures permanentes selon les versants souligne d'ailleurs le rôle décisif de l'exposition: la vega ne dépasse guère 1600 m sur les

pentent à l'ombre alors qu'elle se prolonge jusqu'à près de 1800 m à l'adret qui lui fait face. Des valeurs similaires pourraient être mesurées dans les vallées voisines.

b/ - Les vegas montagnardes offrent aussi une physionomie très personnelle marquée à la fois par un aménagement en terrasses en même temps soigneux et imparfait et par le médiocre développement de l'arbre.

La présence systématique de banquettes est ici un phénomène normal imposé par la nécessité de corriger des pentes naturelles trop fortes et par les besoins de l'irrigation. Aussi les terres de culture permanente sont-elles intégralement fractionnées en une multitude de replats artificiels qui confèrent au paysage la marque d'une humanisation intense et besogneuse. Pourtant, à l'examen, cet aménagement se révèle très vite imparfait, voire sommaire. Le trait caractéristique de ces terrasses réside en effet dans leur irrégularité topographique et l'absence d'aplanissement véritable de la parcelle de culture. Cette dernière n'est jamais horizontale: plus ou moins bombée, bosselée dans son profil en travers, elle épouse en les estompant les irrégularités du versant, mais, surtout, elle conserve du haut vers le bas une pente notable, douce et régulière, qui corrige la déclivité naturelle sans la supprimer complètement. La surabondance des eaux disponibles n'incite pas, sans doute, à parfaire l'horizontalité de la parcelle et la correction de la pente vise plus à faciliter le labour qu'à éviter un gaspillage du capital hydraulique.

De même, les terrasses ne sont que rarement construites, les murs de soutènement peu fréquents. Un talus de faible hauteur sépare les banquettes, sans autre appareil de renforcement. Le tapis herbeux qui s'y développe suffit sans doute à maintenir le sol sans imposer le recours systématique à une maçonnerie coûteuse à entretenir.

Même incomplet, l'aménagement du versant détermine

largement l'allure du parcellaire. La trame est celle d'un puzzle menu dont l'unité n'excède guère 30 ou 40 ares de superficie et tend à adopter des formes géométriques de rectangle trapu à petits côtés dans le sens de la pente. Seule la déclivité vient déformer ce schéma: forte, elle réduit la largeur du champ qui s'allonge en une étroite lanière courbe perpendiculaire à la ligne de plus grande pente; douce, elle permet au contraire à la parcelle de s'étaler plus harmonieusement en se rapprochant de la forme massive qui convient mieux aux labours.

Le second trait caractéristique du paysage des vegas montagnardes tient à la rareté de l'arbre. Ce dernier cependant n'est pas complètement absent mais il se borne à occuper l'espace non cultivé: les vallons ombreux aux flancs raides se signalent par autant de traînées de verdure, arbres fruitiers, noyers et surtout peupliers s'y allongent en rubans qui ponctuent assez régulièrement les versants; plus rarement, les talus sont plantés de quelques arbustes domestiques, grenadiers, poiriers...; enfin dans les secteurs difficiles à mettre en valeur, sur les pentes trop raides ou dans les zones marginales trop éloignées du village apparaissent des bouquets de châtaigniers. Au total, bosquets de châtaigniers et lignes de peupliers rompent heureusement la monotonie des champs nus et donnent à ces vegas un visage souriant, sans jamais pénétrer dans les terres de culture. En effet, la parcelle est ici rigoureusement nue et ignore l'arboriculture complantée si caractéristique, ailleurs, des terroirs irrigués des versants méditerranéens. C'est là, à l'évidence, un trait spécifiquement montagnard: le froid exclut oliviers et amandiers, arbres complantés par excellence des terroirs méditerranéens; le raccourcissement de la saison végétative et la recherche de l'insolation maximale surtout écartent l'arbre dont l'ombre porterait préjudice aux cultures. La vocation vivrière qui plus bas s'accommodait de l'appoint des productions arborées les reje-

te ici au seul profit des céréales et des tubercules.

c/ - La description de ces vegas montagnardes demeurerait incomplète si l'on évoquait l'habitat permanent qui en constitue le coeur et ajoute une note si personnelle au paysage d'Alpujarra.

Le siège de la vie agricole de ces montagnes est, comme dans les systèmes de versants précédemment analysés, le village fortement groupé, installé au centre même du noyau de cultures intensives.

Il s'agit donc ici d'un village de versant, généralement d'adret, assis sur un replat ou une pente douce largement perché au-dessus des talwegs frais et ombrés. Vu de loin, il apparaît souvent comme une étroite ligne blanche adossée au flanc de la montagne, au centre des milliers de stries horizontales que figurent les terrasses de culture. De près, l'impression se transforme: le village alpujarreno est plutôt massif, compact, peu aéré et évoque une grappe serrée contre la pente, une ruche où s'agglomèrent étroitement les cubes géométriques des petites maisons paysannes toutes identiques.

L'originalité de ces villages tient en fait à ^{leur} ~~son~~ architecture. La maison à terrasse grise, sans étage, coiffée d'argile est à la fois un héritage de la tradition mauresque, un moyen d'utiliser la matière première locale, la "lauma" imperméable qui constitue la toiture (7), et le signe de pauvreté. Elle représente, de fait, la construction la plus économique quant à la couverture, la plus élémentaire quant à sa conception. C'est elle, en tous cas, qui confère sa personnalité au village alpujarreno, véritable "village-escalier" dont les degrés sont représentés par les toits plats qui servent souvent à la fois d'abri aux occupants et de dégagement, de terrasse, aux habitants de la maison immédiatement supérieure.

Toute la vie se concentre dans ces petites agglomérations. L'habitat permanent dispersé, hameau ou ferme isolée, est pratiquement inconnu



Phot. IV - Le coeur agricole du finage en haute Alpujarra.

Haut - Village à toits plats de haute Alpujarra (Bubion).

Bas - "Vega" de versant à vocation céréalière: terrasses corrigeant imparfaitement la pente; champs nus, lignes d'arbres cantonnées dans les vallons.



et ce n'est pas la moindre originalité de ces villages de montagne que d'être en apparence si peu adaptés à la vie de montagne et notamment à l'élevage: maisons minuscules dépourvues de place suffisante pour l'abri des troupeaux ou le stockage des réserves fourragères, ruelles étroites et raissimes qui ne conviennent guère au passage du bétail sont autant d'objets d'étonnement pour qui se réfère aux classiques activités alpines.

On saisit déjà au travers des signes du paysage, -rareté de l'arbre, terrasses de cultures, tassement de l'habitat-, la vocation anormalement agricole de ces hautes montagnes andalouses. L'élevage cependant n'est pas absent mais il est confiné, hors de la vega agricole, aux zones supérieures d'utilisation temporaire.

Les hautes terres d'utilisation saisonnière.

Au-dessus des villages et de leurs vegas, les étendues rases et désertes de la steppe d'altitude occupent tout l'espace des hauts versants, mobilisent les 9/10 des surfaces communales. Elles s'affirment dès que le froid, en réduisant la période végétative à quelques semaines estivales, rend impossible l'agriculture permanente et notamment les cultures d'hiver. Selon les lieux et leur exposition, la zone d'"estivage" commence entre 1600 et 1800 m, au-delà d'une étroite frange boisée ou buissonneuse qui sert souvent de transition: quelques bosquets résiduels de chênes souvent dégradés en un "matorral" touffu marquent les confins ultimes des défrichements pour la culture permanente et l'entrée dans les hautes terres pastorales.

Ces dernières offrent en été l'image d'immenses pentes nues, d'une steppe sans limites, uniforme jusqu'aux sommets rocailleux et enneigés. Ici ou là, cependant, quelques îlots informes de cultures maigres sont dérobés à la lande et témoignent de la persévérance des agriculteurs à

tirer profit des ultimes possibilités vivrières d'une zone plus naturellement vouée au parcours du bétail.

Il convient, en fait, de distinguer deux étages différents au sein de cette zone d'utilisation saisonnière.

a/ - L'étage "agro-pastoral" occupe la partie inférieure de ces hautes surfaces jusque vers 2000-2200 m d'altitude, pousse exceptionnellement quelques antennes jusqu'à 2400 m dans les sites les mieux abrités. L'originalité de ce secteur tient fondamentalement à la vocation agricole qui s'y manifeste encore au côté des activités pastorales: l'été, pendant 3 mois, est suffisamment clément pour y permettre le développement des cultures les plus résistantes, pommes de terre et seigle. C'est là, en quelque sorte, une annexe paysanne de la vega, en même temps que le terrain de parcours privilégié, le plus longtemps libre de neige, des troupeaux de moutons.

L'aspect général du paysage dérive directement de la juxtaposition des activités pastorales et agricoles. Les espaces de pacage dominent très largement sous la forme d'une steppe xérophyle d'altitude, continue mais de médiocre valeur: le thym y occupe une place importante mêlé à quelques graminées coriaces. De place en place apparaissent pourtant des taches très discontinues, étroites et comme perdues dans cette immensité de landes, de cultures éphémères. Celles-ci néanmoins, contrairement aux "rozas" des versants méditerranéens, véritables cultures itinérantes, se fixent en des sites immuables parfaitement déterminés. L'exposition, à cette altitude, joue un rôle décisif et les flots de champs recherchent avec les adrets l'ensoleillement maximum d'autant plus indispensable que la période végétative est plus réduite. Surtout, ces cultures d'été n'échappent pas aux contraintes de la sécheresse: aussi se localisent-elles étroitement en fonction des possibilités d'irrigation au-dessous de l'un



Phot. V - L'étage pastoral en haute Alpujarra.

Sur le flanc méridional du Mulhacen, vers 2000 m. d'altitude (commune de Capileira):

pacage maigre d'aspect steppique; prairies dans les vallons arrosés; habitat saisonnier d'été (cortijillo) et traces de champs temporaires. On notera, au fond, les progrès récents du reboisement, signe de déclin pastoral.

(Photo prise en direction du Sud et de la Sierra de Lujar -1871 m. - (Contraviesa) qui apparaît au second plan).

des nombreux canaux qui guident les eaux des sommets vers les vegas ou à l'aval d'un vallon qui sert de collecteur. Ces taches agricoles ne se disposent donc pas de façon indifférente mais s'égrenent le plus souvent en chapelets jalonnant le tracé d'une "acequia" ou d'un vallon.

Dans le détail, la structure de ces îlots de culture dont la taille moyenne n'est que de quelques hectares présente toujours une organisation identique où l'on reconnaît facilement plusieurs auréoles d'utilisation différentes centrées en général sur un creux ou le fond d'un vallon abrité. Le coeur du talweg humide et parfois gorgé d'eau porte le plus souvent une belle prairie, drue et grasse, qui fréquemment fixe sur ses bordures le parc à moutons. Tout autour, sur les flancs doux du vallon se disposent les labours régulièrement irrigués, puis au-delà, vers le haut, les derniers lopins cultivés en sec car malaisément accessibles par les canalisations rudimentaires. Ces derniers se fondent progressivement dans la steppe environnante.

Ces îlots de cultures dérobées à la montagne sont trop épisodiquement utilisés pour avoir suscité des aménagements soigneux. Ceux-ci sont en fait très rudimentaires si on les compare à ceux de la vega. L'irrigation notamment se satisfait de simples dérivations des eaux du vallon et n'a pas donné lieu à la construction d'un véritable réseau de canalisations. L'aspect même des champs témoigne d'une technique extensive. Leur taille atteint couramment plusieurs hectares, 4 ou 5 en général, jusqu'à 10 parfois et n'offre donc aucune commune mesure avec les lopins exigus de la vega. Leurs contours indécis, sinueux, parfois mal définis révèlent aussi la faible emprise du cultivateur sur sa terre. L'absence totale de terrasses enfin permet d'opposer facilement ces terres de culture saisonnière aux champs permanents des vegas.

La présence de ces noyaux agricoles d'appropriation privée au

coeur d'immenses espaces de pacages indivis et publics marque, en tous cas, la spécificité de cet étage intermédiaire entre les terroirs de cultures permanentes des vallées et les solitudes uniquement pastorales des sommets. L'existence d'un habitat adapté aux modalités d'utilisation propres à ce milieu ajoute encore à son originalité. C'est en effet à ce niveau que se rencontrent les dernières traces d'installations humaines, associées aux flots agricoles saisonniers. Cet habitat temporaire est extrêmement sommaire: cube exigü et bas de pierres sèches, dépourvu d'ouvertures en dehors de la porte, le "cortijillo" tapi au sol, couleur de schiste gris, est peu visible à quelque distance. Une petite aire à dépiquer s'y juxtapose le plus souvent ainsi que le parc à moutons qui, durant la nuit, permet d'accumuler tout près des champs les déjections fertilisantes.

Contrairement au village permanent de la vallée, l'habitat temporaire, lié aux tâches discontinues des cultures d'altitude, est extrêmement dispersé. Par endroits, dans les secteurs bien arrosés et ensoleillés les cortijillos dessinent ainsi de véritables nébuleuses où parfois les "chalets" voisins sont à portée de voix les uns des autres. Plus souvent, en fait, et dès que l'on s'élève, leur semis se distend et chacun d'eux s'isole dans une solitude qui annonce le désert des sommets.

b/ - L'étage pastoral des sommets.

Au-delà des derniers cortijillos et des ultimes tentatives agricoles, commence, passé 2000-2200 m, l'alpage pastoral. Ces hauts versants ne sont guère utilisables qu'au coeur de l'été, pendant 1 ou 2 mois, entre la fonte des dernières neiges de printemps et les premiers froids de septembre. Toute culture dès lors devient impraticable sur une période aussi fugitive et la steppe maigre s'étend à perte de vue, souveraine jusqu'au désert de pierres des plus hauts sommets. Un tel pâturage est, en fait, très médiocre, composé de touffes rampantes de genêts, de genévriers

*Alpujarra - Paysans et éleveurs et destinés
Bourgs : styles huttes de branchages,
sur T publique.*

nains entre lesquelles se dispersent quelques bouquets jaunâtres de graminées coriaces. Froid, vent et sécheresse ajoutent leurs effets pour limiter le développement d'une véritable pelouse alpine aux creux les mieux abrités où la concentration des eaux entretient une humidité permanente au long des saisons. Là, sur quelques hectares, s'étalent les prairies grasses des "borreguils" qu'utilisent pendant quelques semaines les troupeaux transhumants.

A cette altitude, l'absence de culture a pour corollaire l'absence d'habitat et l'inexistence de l'appropriation privée. Le pasteur se contente d'un abri sommaire pour la nuit, une hutte de branchages ou une anfractuosité de rocher. La terre quant à elle appartient au domaine public. Autant de signes qui marquent un peu plus la vocation essentiellement agricole de ces communautés paysannes de montagne pour qui l'intérêt se limite aux seuls espaces cultivables.

La montagne se borne simplement à brouiller le schéma radioconcentrique en imposant ici une stratification verticale, un étage des différents terroirs. Cette parenté ne fait qu'exprimer des vocations économiques et des usages techniques essentiellement comparables.

2 - Une économie agricole et vivrière.

La nature et l'originalité du système économique des territoires alpestres de l'Alpujarra ne peuvent se définir qu'en fonction de l'importance de l'élevage et de ses rapports avec l'agriculture. Or, à l'évidence, les activités pastorales n'occupent ici qu'une place secondaire et ne font que se juxtaposer aux fonctions agricoles sans jamais s'y associer réellement. Elevage et agriculture s'ignorent étrangement.

Les hommes, d'abord, sont différents: paysans et éleveurs ne se confondent guère. L'agriculteur très souvent ne possède pas de bétail, hors

quelques animaux domestiques destinés au trait ou voués à fournir le peu de lait ou de salé indispensable à la table familiale: une chèvre, un ou deux porcs, un attelage de vaches parfois, constituent normalement tout son cheptel. Aussi, étables ou bergeries sont-elles absentes de la ferme. L'éleveur quant à lui, s'il réside au village, ne participe guère aux travaux de la vega. Souvent même il n'y possède aucun bien. Ses propriétés, lorsqu'il en a, se situent essentiellement à l'étage pastoral et sa richesse se mesure bien plus à l'importance de son troupeau de moutons qu'à la terre qu'il contrôle. L'éleveur traditionnel d'ailleurs n'est pas pour autant¹ pasteur, mais plutôt propriétaire de bétail et entrepreneur d'élevage. La conduite de la "manada" revient à des bergers salariés, les "nateros", entre lesquels l'éleveur fractionne son troupeau en petites unités de 70 têtes et qu'il rétribue essentiellement en nature selon le contrat complexe de "hateria" (quelques céréales, -blé, maïs et fèves-; de l'huile; un peu d'argent de poche et le droit d'élever à son compte une quinzaine de brebis).

Les territoires pastoraux et agricoles sont aussi totalement distincts. Hors quelques brèves périodes, le bétail est exclu de la vega, rejeté sur l'espace incultivable des alpages. Les productions fourragères sont à peu près inconnues, les réserves hivernales absentes. Contraint de vivre des seuls pâturages, le bétail est ainsi réduit à de perpétuels déplacements saisonniers selon le rythme d'une transhumance "double". L'été, seul, permet l'utilisation des alpages, de juin à septembre, en général (8). Dès la fonte des neiges, les troupeaux essaient dans la zone "agropastorale" puis, au fort de l'été, atteignent les plus hauts pâturages loués aux enchères aux municipalités propriétaires. Les premiers froids de septembre amorcent la redescente progressive.

L'hiver, au contraire, oblige le bétail à migrer vers les ter-

res chaudes du littoral où l'éleveur a pu louer le droit d'utiliser quelque terrain de parcours ou simplement de faire paître son cheptel dans les amanderales qui couvrent les collines de l'arrière-pays de Motril. Les manades survivent ainsi médiocrement de l'automne (novembre) au printemps (avril ou mai).

Aussi, les troupeaux ne stationnent guère au niveau du village qu'au moment de leur passage à destination de la "plage" ou de la montagne: 3 semaines ou 1 mois au printemps où ils sont étroitement cantonnés sur les incultes; une période équivalente, lors de la descente, en automne, où se pratiquent alors les agnelages. Les moutons sont alors exceptionnellement admis dans la vega qui, entre moissons et labours, leur offre ses chaumes. C'est là, en fait, la seule époque -en dehors des premières semaines d'"alpage" (mai-juin) où les troupeaux assurent la fumure des terres de sierra- où s'établit un lien fonctionnel entre élevage et culture, où le bétail pacage sur les terres de cultures et leur fournit, en revanche, la fertilisation de son fumier.

Activités pastorales et agricoles demeurent donc étrangères l'une à l'autre et la première se trouve incontestablement subordonnée à la seconde.

La faiblesse relative de l'élevage, son caractère marginal, manifestent la vocation essentiellement paysanne de ces montagnes ou mieux, la vocation surtout vivrière de l'économie. En effet, l'exclusion et la marginalisation de l'élevage par les agriculteurs n'expriment pas seulement un phénomène de mentalité mais traduisent sans doute plus profondément des conceptions économiques et techniques marquées d'archaïsme:

- le rejet systématique du bétail sur les terres vaines manifeste avant tout le souci exacerbé de réserver exclusivement la terre cultivable aux seules productions nourricières indispensables à la subsistance d'une

communauté isolée dans ses montagnes.

- le désintérêt du paysan à l'endroit de l'élevage dénote, enfin, dans le cadre même d'une économie vivrière, un retard technique évident, où les bienfaits de la production fourragère et d'une combinaison agriculture-élevage également profitable aux deux activités passent totalement inaperçus. La première "révolution agricole" n'est pas amorcée alors même que les sollicitations naturelles de la montagne lui paraissent ici beaucoup plus favorables que sur les coteaux méditerranéens.

La polyculture vivrière, objet de tous les soins, est en effet singulièrement étriquée. Le froid exclut avec l'arboriculture la meilleure part du système classique méditerranéen, sans réelle compensation. Restent les productions céréalières et celles des légumes adaptés au climat montagnard, pommes de terre et haricots, qui se partagent les vegas. L'exiguïté de ces dernières pousse d'ailleurs à tirer le profit maximum de l'espace cultivable. Ainsi le champ porte-t-il plusieurs récoltes annuelles: au blé d'hiver succèdent les haricots auxquels on mêle couramment le maïs. Le même souci explique l'opiniâtreté du paysan à arracher quelques maigres récoltes aux champs temporaires de l'alpage: le seigle semé en juillet ou septembre n'est moissonné qu'en août de l'année suivante; les pommes de terre, par contre, "viennent" plus rapidement: on les récolte avant la première neige pour les ensiler sur place jusqu'au printemps.

Pourtant, là encore, la finalité vivrière n'exclut pas entièrement les productions spéculatives. Le mûrier et l'élevage du ver à soie ont constitué autrefois un complément très important. Les ventes de pommes de terre ou de haricots de semence tendent désormais à les remplacer.

Mais, en fait, ces timides tentatives commerciales traduisent moins une volonté d'ouverture que la nécessité d'un appoint. Comme celle des coteaux méditerranéens précédemment évoquée, la polyculture vivrière

de Haute Alpujarra se révèle insuffisante, génératrice de pauvreté et souvent de misère. Or, ce paysan surmené l'été, qui doit se dédoubler entre la vega et le cortijillo, n'a su trouver, pour les longues périodes oisives de l'hiver, ni spécialisation artisanale de complément, ni migrations saisonnières de travail. C'est là encore un trait surprenant et, peut-être, la marque supplémentaire d'une certaine inadéquation à la vie de montagne. Les seules ressources d'appoint, hors des fruits de l'émigration lointaine, proviennent, en fait, de quelques déplacements estivaux pour les moissons, au-delà des monts, dans les hautes terres de Guadix et Baza (9).

Le système de Haute Alpujarra n'est donc qu'une variante originale, appauvrie par les contraintes de la montagne, d'un modèle commun à l'ensemble des agricultures traditionnelles des versants méditerranéens. De l'Alpujarra à la Serrania de Ronda ou aux coteaux arides des régions orientales les mêmes termes réapparaissent pour définir une réelle communauté agraire: extrême discontinuité de l'espace agricole et discrétion de l'emprise humaine traduisent l'impuissance technique d'une agriculture de pauvreté aux horizons étroitement vivriers.

II - LES SYSTEMES SPECIALISES D' ARBORICULTURE SECHE .

La formule en est parfaitement claire dans son extrême simplicité: l'arbre ou l'arbuste représente ici l'élément central, et le plus souvent exclusif, d'un système tout entier tourné vers le commerce. C'est là une orientation radicalement différente de celle des polycultures vi-

vrières décrites plus haut et qui se traduit sans ambiguïté dans le paysage agraire et dans l'intensité, sensiblement supérieure ici, de l'occupation du sol.

A priori pourtant, les milieux naturels et humains dans lesquels s'enracinent des formules si étrangères l'une à l'autre ne paraissent pas très différents: même cadre topographique de versants raides taillés dans les collines ou les serres schisteuses de basses et moyennes altitudes (entre 100 et 800 m), privées d'eaux vives et d'espaces plans; même cadre technique aussi, celui de la petite culture paysanne besogneuse et dépourvue de moyens autres que manuels. De fait, leur différence de nature est d'autant plus frappante qu'elle naît de milieux largement comparables.

Avant tout, le système se caractérise par son orientation économique: la production presque intégralement vouée au commerce et notamment à l'exportation se réduit à un nombre limité de cultures arbustives jusqu'à tendre, en bien des cas, à une véritable monoculture. Le vignoble ou l'amanderaie, parfois mêlés, s'imposent sans rivaux, représentent l'essentiel des récoltes et recouvrent la plus grande partie des terres cultivées. Ainsi, ils ne constituent jamais moins des $\frac{2}{3}$, en valeur, de la production annuelle, souvent beaucoup plus, les $\frac{4}{5}$, voire même quelquefois la totalité.(3)

Le rôle des productions vivrières est, en contrepartie, réduit à des proportions insignifiantes. Les céréales sont pratiquement absentes (1 à 2% en général, moins parfois, de la production annuelle), symptôme caractéristique de la disparition de tout souci nourricier. L'élevage enfin, utilisateur habituel des terres vaines, est totalement négligé et ne représente, en fait, qu'une curiosité exceptionnelle.

Totalement consacrée à l'arbre et à la vigne, une telle agricul-

ture définit un exemple parfait de système spéculatif traditionnel des versants méditerranéens. Le paysan est ici arboriculteur spécialisé, vigneron le plus souvent, et n'est guère que cela. Seule, varie sa spécialité, et dans des limites étroites: producteur de vin ou de raisin séché dans l'arrière-pays de Málaga, il ne se consacre plus volontiers à l'amandier que dans la Contraviesa et les collines de Motril ou Almuñecar.

Les paysages reflètent fidèlement la simplicité du système économique. Ils témoignent aussi d'une emprise humaine plus assurée, moins fugitive que dans la polyculture vivrière.

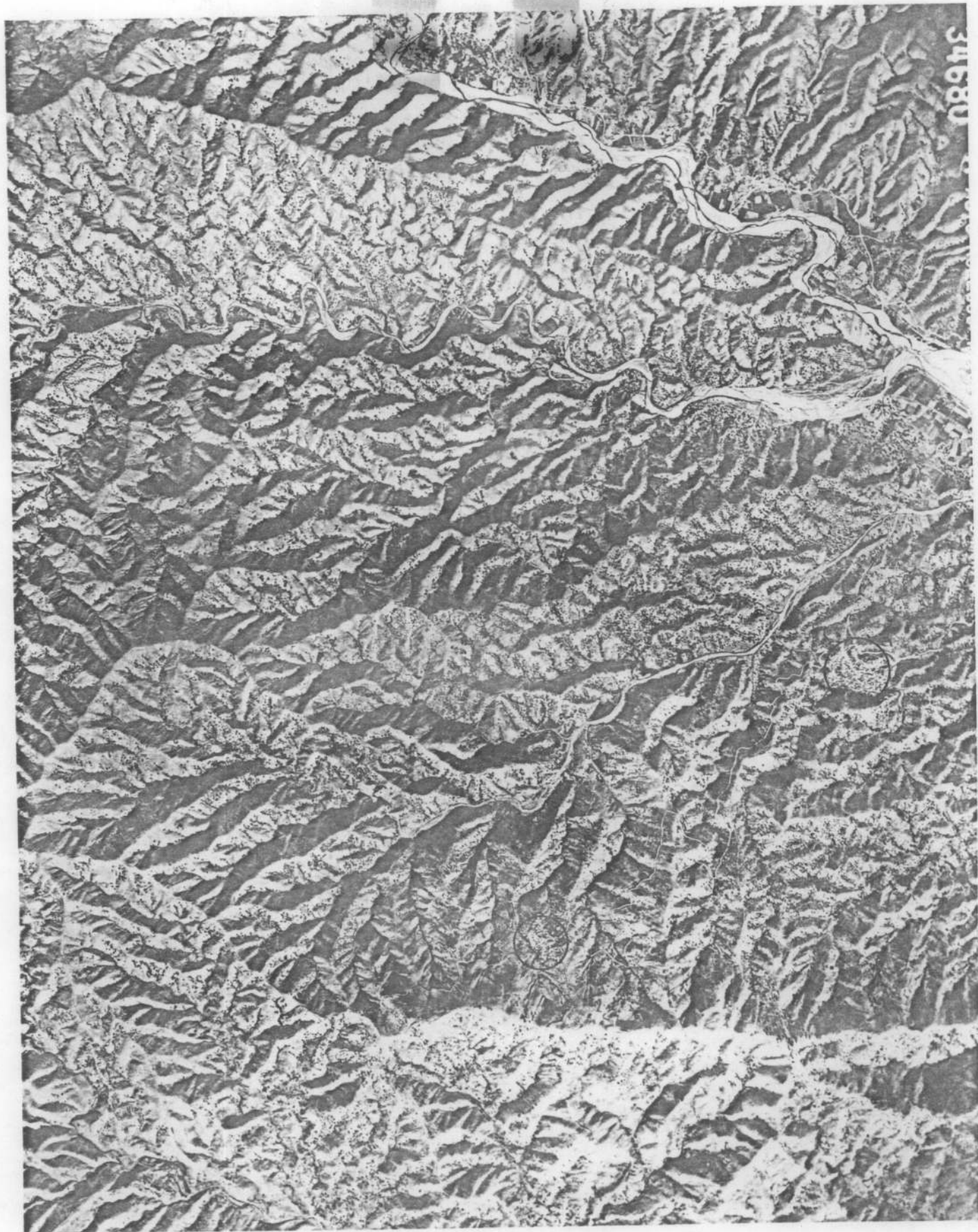
L'uniformité culturelle constitue d'abord le phénomène le plus frappant. La vigne ou l'amanderaie recouvre l'ensemble du territoire, sans solution de continuité, drape les versants, escalade les sommets, épouse les irrégularités pourtant accusées du relief. La hardiesse des plantations qui s'accrochent aux pentes les plus folles et tirent profit du moindre espace arable ne laisse guère de place à d'autres cultures. Aussi devient-il hasardeux de retrouver sous ce manteau homogène une quelconque organisation de terroirs et même la trame du parcellaire fondue sous le piquetage irrégulier des ceps et des arbres. La distribution du finage en auréoles concentriques d'intensité décroissante qui caractérisait si nettement les pays de polyculture n'est plus guère sensible ici. A peine si l'on parvient à percevoir sous l'uniformité des vignes une ébauche d'organisation: sans doute le sol est-il souvent réservé aux jardins irrigués ou bien à une dense forêt d'oliviers, vraisemblablement fort ancienne, dans un étroit périmètre au pied du village; de même, aux confins des territoires communaux, le vignoble tend à se désorganiser, à perdre sa cohérence en se mêlant aux terres incultes mais ce ne sont jamais qu'aspects mineurs, à peine perceptibles, qui ne peuvent disputer à l'arboriculture

l'hégémonie du territoire.

En effet, -et c'est là une seconde caractéristique de ces systèmes d'arboriculture spécialisée-, l'occupation agricole présente dans l'espace une continuité qui était, par nature, étrangère aux finages de polyculture. Au paysage en taches cultivées qui définissait ces derniers se substituent des horizons plus régulièrement et plus complètement mis en valeur où parfois même le monte tend à se cantonner en quelques rares secteurs particulièrement ingrats. Les chiffres qui expriment le pourcentage des surfaces cultivées par rapport aux superficies communales sont particulièrement expressifs à cet égard et dépassent en moyenne 50%, pour atteindre localement des valeurs très élevées, supérieures à 75%. La mise en valeur de l'espace est donc, dans l'ensemble, au moins deux fois plus complète que dans les systèmes de polyculture vivrière.

La densité humaine est également beaucoup plus forte et dépasse partout 60 habitants au km² alors qu'elle n'excède guère 30 hab./km² dans la Serranía de Ronda, les Guajares ou la Haute Alpujarra. L'habitat lui-même se présente sous une forme nouvelle, se distribue beaucoup plus régulièrement dans l'espace. Le village tassé à flanc de coteau demeure certes la cellule fondamentale où se concentre la vie rurale. Pourtant, phénomène original, il se prolonge presque toujours par une dispersion intercalaire de maisons isolées ou de hameaux accrochés aux crêtes ou aux replats et qui, selon les lieux, tisse une trame plus ou moins dense mais assez régulière sur l'ensemble du territoire.

Par la continuité de son emprise sur l'espace comme par la densité et la répartition du peuplement, l'agriculteur est ici beaucoup plus présent qu'il ne l'était dans les régions à demi vides et sauvages de la polyculture vivrière. L'arboriculture spécialisée plus "peuplante", maîtrise plus complètement la nature et atteint un degré supérieur dans



Phot. VI - Paysage des versants d'arboriculture spécialisée.

L'arrière-pays N.W. de Velez-Malaga (partie Est des Monts de Malaga) : vignoble de versant monocultural (peu discernable sur la photo prise en hiver) dans une topographie de schistes très disséqués. Les lignes sombres correspondent à des rangées d'oliviers plantés dans les vallons plus humides. Gros villages de versants (signalés par des cercles noirs).

l'intensité de la mise en valeur.

Il ne faudrait pas conclure trop vite, cependant, à la richesse ou à la perfection du système. Pour avoir franchi un pas vers le progrès, celui-ci n'en reste pas moins marqué encore par le sceau de la pauvreté et de la faiblesse technique qui caractérisent les agricultures traditionnelles de versants, comme en témoigne encore dans le paysage l'irrégularité fréquente des plantations. L'eau manque, surtout, et la bonne terre est absente, mal fertilisée en l'absence d'élevage. Ainsi l'arboriculture spécialisée de versant se définit-elle techniquement comme un système encore extensif. Pour être supérieurs à ceux de la polyculture vivrière, ses résultats sont encore peu brillants et situent sans ambiguïté la formule dans le groupe des systèmes pauvres de secano.

L'arboriculture spécialisée de versants est finalement assez peu fréquente, du moins sous la forme exclusive qui définit la formule. En fait, on ne la rencontre clairement exprimée qu'en deux foyers distincts: dans l'arrière-pays de Velez-Málaga, à l'Ouest, qui regroupe de part et d'autre du rio Velez la zone dite des Montes et celle de l'Axaquia, puis sur le flanc méridional de la Contraviesa, plus à l'Est, aux confins des provinces de Grenade et Almería. Sans doute, entre ces deux régions, le paysage homogène de l'arboriculture réapparaît-il fréquemment sur les coteaux qui ferment les plaines littorales de Motril et Almuñecar mais il ne s'agit alors que d'un élément partiel de systèmes plus complexes, surtout fondés, en fait, sur la mise en valeur des bassins irrigués: l'arboriculture n'est alors, malgré les apparences, qu'un terme accessoire dans une formule plus riche. Pourtant, même réduit ainsi dans l'espace, le système n'est pas sans offrir des nuances importantes qui tiennent aussi bien à des orientations culturelles diverses qu'à des aménagements inégalement représentés dans le paysage.

A - Le vignoble de Málaga .

L'Axarquía pourrait être choisie comme une sorte de modèle de référence. C'est là, peut-être, entre le rio de Velez, la plaine du même nom et la haute sierra calcaire -la Sra Almiijara- qui ferme l'horizon au Nord-Est, que se rencontrent le système le plus traditionnel de la viticulture et ses paysages les plus caractéristiques.

Le pays tout entier, de serres en collines, est voué à la monoculture de la vigne et, plus précisément, à la production des raisins séchés qui firent la réputation de Málaga. La formule est, en effet, fort ancienne, antérieure même à la Reconquête et les "Moros" déjà se consacraient en partie au vignoble si l'on en croit les historiens (10). Aussi la nature y est-elle parfaitement domestiquée, humanisée. Elle offre, finalement, un visage soigné d'une distinction assez inattendue en regard de l'aspect souvent inachevé et confus des pays de versants. La vigne, ici, colonise tout l'espace, jusqu'aux pentes les plus raides, la terre partout est soigneusement retournée: les plaques livides de broussailles ou de "monte" si fréquentes ailleurs deviennent rares. La draperie continue des ceps ne s'interrompt guère, au coeur de l'Axarquía, qu'au plus profond des talwegs où apparaissent quelques jardins ou vergers irrigués en un ruban étroit et discontinu. Elle ne s'arrête, brutalement en fait, qu'au pied de la sierra calcaire, totalement déserte, là où cessent les coteaux schisteux. Un alignement de gros villages jalonne le contact, aux endroits où jaillissent les sources dont le modeste débit est juste suffisant à l'approvisionnement de la population et qui, au mieux, ne donnent naissance qu'à de minuscules vegas à Competa, Salares ou Canillas de Albaida.

Partout ailleurs règne le paysage de vignoble, le plus élaboré sans doute qui se puisse rencontrer dans les collines méditerranéennes d'

Andalousie.

Les versants, cultivés de haut en bas, offrent une double caractéristique. On remarque d'abord l'aménagement systématique de la pente par une multitude de murettes basses -quelques décimètres seulement- qui fractionnent régulièrement le flanc des coteaux. La déclivité, en fait, n'est pas retouchée et conserve toujours des valeurs élevées. Il ne s'agit donc point de véritables terrasses mais de simples talus horizontaux construits de pierres sèches dont l'unique objet est de retenir le sol, de freiner l'action érosive des eaux de ruissellement. De loin en loin, les lignes serrées de murettes sont recoupées obliquement par de petites levées de terre qui courent transversalement à la pente depuis le sommet des coteaux jusqu'à la base. Elles visent aussi à canaliser l'écoulement des fortes pluies, à les concentrer sur un axe de pente réduite et ainsi à protéger les champs situés au-dessous. L'association de ces deux types d'aménagement est généralisée, modèle l'aspect de la plupart des coteaux. Ce n'est qu'aux confins du finage, dans les vignes les plus éloignées, que les murettes se raréfient et parfois disparaissent, mais dans l'ensemble elles constituent un élément caractéristique indissociable du paysage de l'Ajarquia.

Le vignoble offre aussi la particularité d'être très souvent complanté d'oliviers. Sauf parfois à proximité immédiate du village où les arbres se serrent jusqu'à former une véritable olivette, le semis en est généralement très lâche et tend d'ailleurs à s'éclaircir progressivement vers la périphérie des finages où, près des crêtes et dans les champs les plus éloignés, les vignes nues font leur apparition. Héritage d'une ancienne vocation vivrière aujourd'hui oubliée, moyen d'intensification pour de petits paysans aux ressources mesurées ou procédé de lutte contre l'érosion qu'il contribue à freiner par son enracinement, la signification de l'olivier n'est pas, aujourd'hui, clairement explicitée. Sa présence dans le

paysage apporte, en tous cas, une note riante et vient tempérer l'aspect un peu sévère des vignes taillées bas qui ne masquent guère la nudité des pentes. Les plantations claires d'oliviers définissent ainsi une sorte de paysage-parc arboré et contribuent avec les murettes qui, partout, ponctuent les versants à évoquer une oeuvre séculaire d'aménagements lentement élaborés.

La diffusion de l'habitat n'est pas moins caractéristique de ce vignoble de l'Axaquia et contribue à lui prêter un aspect de profonde humanisation. Le village, pourtant, demeure le foyer presque exclusif de résidence des vignerons et les statistiques ne s'y trompent pas qui définissent un habitat groupé. Mais ces villages ne se révèlent guère dans le paysage: compacts, tassés autour de leurs ruelles montantes, éclatants de blancheur, ils ne se démasquent qu'au moment où on les atteint, au dernier détour de la route, cachés derrière l'un des innombrables replis de terrain qui accidentent le pays. A quelque distance de là, rien n'est visible que la répétition des serres. Aussi, plus que de ces villages discrets, l'impression d'intense humanisation provient du semis des maisonnettes isolées, dispersées systématiquement au milieu du vignoble. C'est, en fait, cette constellation de taches blanches sur le fond sombre des collines qui marque le mieux l'originalité de la région. Cet habitat éparpillé a d'ailleurs une signification fonctionnelle très précise, étroitement liée à la vocation du vignoble. Sauf peut-être aux époques de forte surpopulation, au siècle dernier, où ces maisons ont pu abriter quelques familles pauvres, sans logis au village, elles n'ont, pour la plupart, d'autres fonctions que d'abriter les outils du vigneron et, surtout, de lui servir de résidence saisonnière au moment des gros travaux. Quelques semaines par an, à la fin de l'été, une partie de la population villageoise s'égale dans le vignoble et rejoint ces "casas de viña" pour se consacrer à la

main de
 l'Argentine (pasas)
 du village olivier
 avec

vendange puis, surtout, au minutieux travail de séchage du raisin. Aussi chaque maisonnette se double-telle d'une batterie de séchoirs surmontés de bas frontons triangulaires blanchis à la chaux. Adossés à la pente la mieux ensoleillée ils mesurent par leur nombre l'importance de l'exploitation. Cet habitat saisonnier devenu parfois permanent, complément indispensable en tous cas de la résidence villageoise dans toute économie consacrée aux "pasas", se distribue partout où prospèrent les vignes. Pourtant sa densité n'est pas égale en tous lieux: le semis en est serré au voisinage des villages où les maisonnettes se rapprochent à quelques dizaines de mètres parfois les unes des autres tandis que plus loin la trame se distend peu à peu. Aussi conserve-t-on parfois l'image d'une nébuleuse de maisonnettes gravitant autour du noyau villageois dont la force d'attraction irait s'affaiblissant vers l'extérieur.

Le piquetage des arbres, les stries régulières des murettes et le foisonnement de l'habitat dispersé rompent la monotonie du vignoble. Bien plus, leur inégale densité déjà signalée permet parfois de deviner l'ébauche d'un aménagement grossièrement concentrique des finages.

Au centre, dans un étroit rayon aux portes du village subsiste, comme le témoin d'une économie plus vivrière, une petite auréole non viticole. Là se situe tantôt une vieille "forêt" d'oliviers nouveaux comme à Sayalonga ou Canillas de Aceituno, tantôt, si l'eau est plus abondante, au contact de la Sierra Almiara, une petite huerta céréalière et légumière fractionnée en minuscules terrasses dont les gradins dégringolent la pente (Competa, Canillas de Albaida).

C'est là, sans nul doute, le foyer de cultures nourricières intensives le plus anciennement mis en valeur et qui, avant la spécialisation viticole et la grande poussée démographique des derniers siècles, devait représenter le coeur du système économique. Au-delà, régnait vrai-

*Axarquía :
cité c. de l'ouest
au centre du terroir
par de vigne*

semblablement le "monte" parsemé de quelques terroirs annexes de secano.

Très vite commence ensuite le vignoble, souverain, devenu le coeur du système agricole et qui depuis longtemps a envahi l'ensemble des coteaux cultivables. Les murettes, le piquetage des arbres, la constellation des maisons et des séchoirs atteignent alors leur maximum.

Loin du village enfin, aux endroits les plus malaisément accessibles, vers le haut des versants ou le fond des vallons, le paysage se défait progressivement. Les vignes nues, dépourvues d'arbres, privées de murettes se font de plus en plus fréquentes. L'habitat se raréfie et, ici et là, s'insinue le "monte" ou la friche, rarement continus mais toujours présents. On touche alors aux marges du domaine cultivable, sorte de réserve d'étendue variable selon les époques, défrichée aux moments de bonne conjoncture ou de forte pression démographique, partiellement abandonnée ensuite si les temps deviennent moins favorables, mais qui ne constitue jamais qu'une frange étroite prolongeant irrégulièrement le coeur du vignoble.

A quelque distance de là, passé le rio Velez vers l'Ouest, les Montes de Málaga appartiennent au même système. Comme dans l'Axarquía, le vignoble monocultural recouvre uniformément les mêmes serres schisteuses où se disperse la même constellation des maisonnettes flanquées de leur séchoir. Pourtant, la tonalité est autre, plus monotone et plus sévère. C'est que les Montes offrent une variante moins achevée du paysage de l'Axarquía. La différence essentielle réside dans l'aspect des versants frappés ici d'une nudité à peu près absolue. L'olivier qui égayait les coteaux de l'Axarquía disparaît complètement ou, du moins, se réfugie en longues lignes sinueuses au fond des vallons, laissant un paysage ras ou rien n'arrête le regard que la succession lassante des versants labourés, caillou-

teux. La vigne, seule, rampante l'été, réduite à des moignons noircis qui émergent à peine du sol l'hiver, n'arrive pas à habiller les pentes.

De même, les murettes de pierres sèches manquent ici complètement. Les déclivités ne sont pas moins fortes cependant que dans l'Axaquia voisine et dépassent couramment 45%. Rien pourtant n'est construit pour freiner les attaques de l'érosion. A peine si de loin en loin on a profité d'un enrochement naturel perçant la pellicule arable pour ébaucher, en accumulant quelques pierrailles, un gradin irrégulier et qui s'efface rapidement. Sauf quelques saignées obliques destinées à canaliser les eaux de ruissellement, les versants n'ont bénéficié ici d'aucun aménagement.

B - L'arboriculture spécialisée de la Contraviesa.

La cordillère littorale de la Contraviesa présente aussi un système intégralement fondé sur l'arboriculture commerciale. La formule demeure monoculturale, notamment dans les communes du flanc sud de la montagne, à moyenne altitude. Elle se sépare cependant aujourd'hui des systèmes purement viticoles de la région de Málaga en se consacrant à une double spécialisation: la vigne et l'amandier. Cette relative diversification n'altère en rien la nature très étroitement spécialisée de l'économie: elle en est, au contraire, le résultat conjoncturel. La Contraviesa est, en effet, traditionnellement un pays de vignoble voué surtout à la production du vin, même si à certaines époques, le raisin sec sous l'influence de Málaga, a pu tenir la vedette. L'importance de l'amandier qui désormais contrebalance largement celle de la vigne constitue par contre un phénomè-

ne beaucoup plus récent et on assiste, en fonction de la conjoncture plus ou moins favorable à l'une ou à l'autre des deux productions, à une sorte d'alternance quant à leur dynamisme respectif. Ce partage fluctuant d'intérêts ne fait que confirmer, en définitive, le caractère totalement spéculatif de la formule qui demeure une monoculture arboricole d'où sont pratiquement exclues les cultures vivrières. Seule varie selon les lieux la part respective du vignoble et de l'amanderaie: le premier l'emporte nettement dans certaines communes comme Albondon, Polopos où il monopolise les 2/3 du sol; ailleurs les proportions sont inversées, à Sorvilan ou à Rubite, au profit du second.

Dans le paysage, vigne et amandiers sont rarement associés, plus rarement encore complantés. D'une façon générale, chaque spéculation a son domaine propre et ne se mêle à l'autre qu'en une étroite zone de contact. Le schéma de l'occupation du sol se caractérise en effet par un strict étagement des deux cultures fondamentales:

- l'amandier colonise exclusivement les zones basses, les versants de moyenne altitude jusque vers 700 m. La vigne là ne subsiste plus qu'à titre de témoin, ici ou là en parcelles isolées.

- au-delà, le vignoble reprend par contre tous ses droits et occupe la totalité de l'espace cultivable, entre 800 et 1100 m, tantôt nu, homogène, tantôt, très souvent, parsemé de figuiers qui avec les ceps composent le paysage caractéristique de ce secteur. Plus haut, avec le froid, apparaissent encore quelques maigres labours céréaliers qui cèdent vite devant le monte.

- entre ces deux niveaux bien caractérisés, vers 700-800 m d'altitude, se situe un étage intermédiaire d'aspect plus divers. C'est là, d'abord, que s'installent le plus fréquemment les villages. Autour d'eux parfois quelques lopins en terrasses, plus ou moins irrigués, que l'on consacre

aux productions domestiques. Souvent absents faute d'eau, toujours réduits en tous cas à une auréole minuscule, ils ne marquent guère le paysage.

L'aspect de cet étage intermédiaire se caractérise, par contre, par la compétition que s'y livrent vignes et amanderaies dont les parcelles s'entremêlent ici confusément. Peu à peu, sous la poussée conquérante de l'amandier, le paysage tend d'ailleurs à revêtir un aspect arboré qui le rattache davantage aux terroirs des versants inférieurs qu'au vignoble des zones hautes.

Quant à l'aménagement des versants, le cas de la Contraviesa ne permet pas de définition simple et n'appartient ni au type de l'Axaquia ni à celui des Montes. Les murettes de pierres sèches apparaissent par endroits, disparaissent ailleurs sans raisons évidentes, manifestent une distribution capricieuse, éminemment discontinue. Cependant, d'une façon générale, les hautes pentes, celles qu'occupent aujourd'hui les vignes, en sont à peu près complètement dépourvues et rappellent par leur nudité les versants des Montes. La déclivité est ici relativement modeste, il est vrai, dans la partie supérieure convexe du versant dont le profil s'adoucit en croupes lourdes. L'aménagement est, par contre, beaucoup plus fréquent dans les parties basses de la Contraviesa, sur les flancs abrupts des serres déchirées par l'érosion. Il n'est pas général pour autant, disparaît souvent de rudes pentes cultivées qu'il abandonne à la seule défense de quelques chenaux transverses destinés à concentrer et à évacuer les eaux. Il semble pourtant que les murettes tendent à se regrouper sur les versants proches des villages pour disparaître à la périphérie: ainsi, elles marquent assez complètement les grandes pentes voisines d'Albuñol ou de Polopos, se retrouvent à proximité d'Albondon ou d'Alfornon.

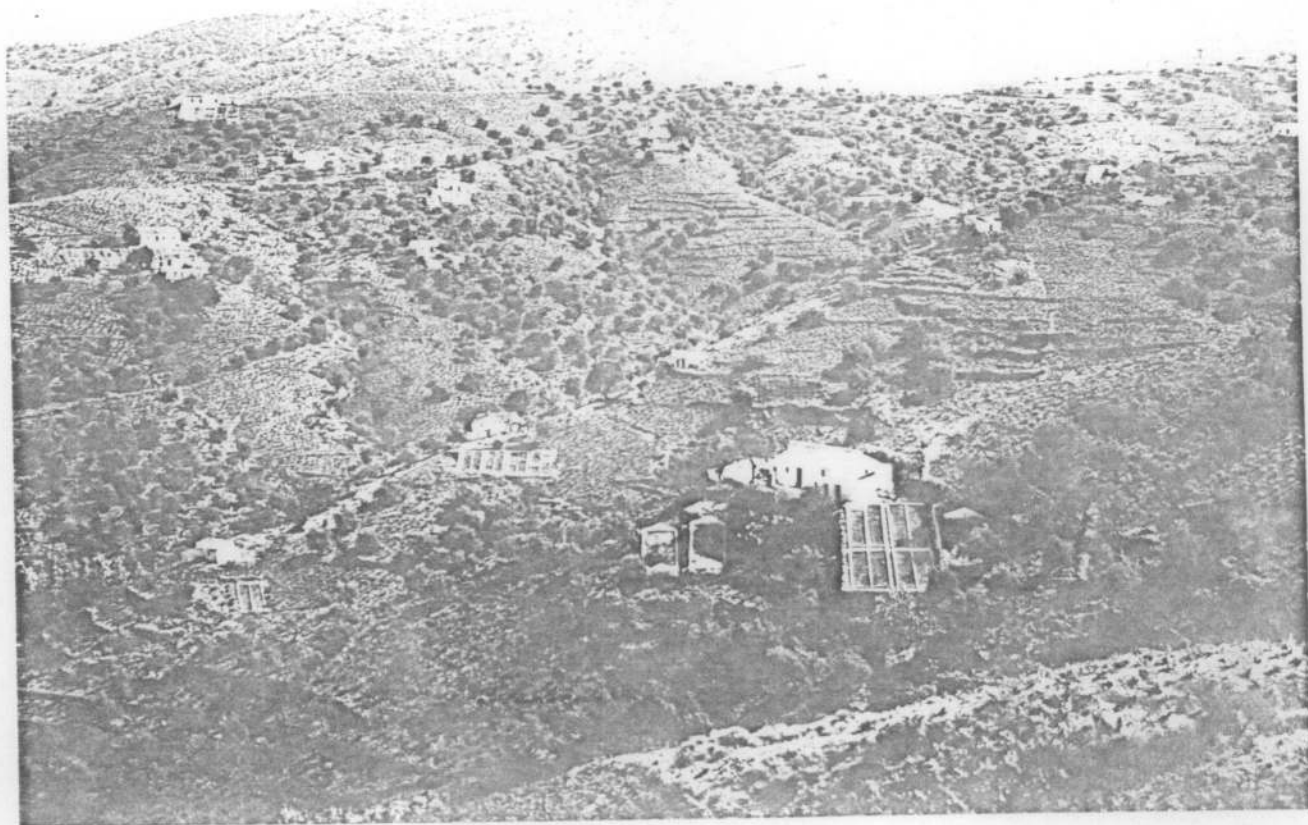
En fait, la règle se révèle peu rigoureuse et souffre de nombreuses exceptions. Elle seule permet malgré tout de deviner, sous l'éten-



Phot. VII - Types de vignobles des versants méditerranéens.

Haut - Vignoble de la Contraviesa, localement complanté de figuiers.
Absence d'aménagement des pentes autre que quelques rigoles transverses pour le drainage des eaux.

Bas - Vignoble de la Sierra de Bentomiz (arrière-pays de Velez-Malaga).
Murettes de pierres, oliviers complantés, habitat disséminé et séchoirs à raisins.



due confuse et homogène des plantations arboricoles, un principe d'organisation de l'espace qui fait apparaître une maîtrise du sol de moins en moins assurée et sans doute de plus en plus récente depuis le centre villageois jusqu'aux confins du finage.

Le peuplement de la Contraviesa présente enfin quelques caractères originaux. Le groupement, au premier abord, semble plus marqué que dans le vignoble de Málaga. On ne retrouve point ici le pullulement des maisonnettes à séchoirs qui saupoudrent régulièrement les coteaux de l'Axarquía. La raison en est simple: la vocation vinicole n'impose pas ici l'essaimage d'un habitat temporaire nécessité ailleurs par les besoins du séchage des "pasas". Mais, la réalité infirme complètement en seconde analyse cette impression. Alors que la population s'agglomère dans sa quasi totalité dans les villages de coteaux de Málaga, la dispersion devient prépondérante dans la Contraviesa où les chefs-lieux de communes ne regroupent que 30 à 40% des habitants. Les écarts revêtent des formes très variées, depuis le "cortijo" isolé à la "cortijada" qui réunit 2 ou 3 maisons, jusqu'au "caserio" de taille respectable qui peut associer plusieurs dizaines d'habitations. Ce sont ces derniers qui constituent la trame de la dispersion intercalaire. Hameaux ou véritables petits villages dans certains cas, éloignés de plusieurs kilomètres du chef-lieu, ils présentent parfois une réelle autonomie, s'organisent sur leur propre finage, possèdent leur chapelle bien que les quelques services indispensables et l'essentiel de la vie sociale demeurent concentrés au village.

Une telle distribution de l'habitat révèle pourtant, avec l'affirmation du hameau, un mode de peuplement fort différent de celui des Montes de Málaga. Les particularités de l'aménagement des versants, l'étagement actuel des cultures s'y ajoutent pour définir une variante assez

bien caractérisée du modèle malagueño.

De la Contraviesa aux Montes de Málaga, les différences demeurent malgré tout superficielles. L'impression d'unité prévaut sans ambiguïté, en regard surtout des formules de polyculture vivrière décrites précédemment: spécialisation étroite de la production, continuité de l'espace cultivé et tendance à la dispersion intercalaire de l'habitat, liée sans doute à une emprise agricole mieux affirmée, constituent autant de caractères propres à ces pays marqués encore, cependant, par la médiocrité inhérente aux agricultures sèches de versants.

III - LES SYSTEMES INTENSIFS .

Plaines et bassins rassemblent une troisième grande famille de systèmes agricoles, incomparablement plus riche mais plus complexe que les précédentes par la diversité de son contenu. C'est, en effet, l'hétérogénéité des éléments ainsi regroupés qui apparaît d'abord. L'analyse la plus superficielle mettra en évidence la variété des formules techniques, l'opposition de foyers ^{irrigués} et de pays de cultures sèches: elle soulignera aussi la dissemblance des vocations économiques, la juxtaposition de systèmes polycultureux et de véritables monocultures, de même que le voisinage de spéculations aussi diverses que céréales et oliviers, vignobles, agrumes, maraîchage, canne à sucre ou fruits tropicaux. Elle montrera en fait un mé-

lange déconcertant de productions et de méthodes culturelles, réunies sous le même vocable.

L'unité de l'ensemble est pourtant bien réelle, non moins évidente que la bigarrure apparente des cas particuliers, plus essentielle aussi dans la mesure où elle se fonde sur les caractères originaux et permanents qu'offrent en commun les bassins de l'Andalousie méditerranéenne et qui se traduisent toujours par une certaine opulence.

La spécificité des systèmes de bassins s'affirme d'abord fondamentalement par rapport au milieu montagnard dans lequel ils s'inscrivent et dont ils représentent comme une sorte de négatif.

C'est, en effet, avec l'effacement de la pente qu'apparaît la coupure décisive, en même temps que s'évanouissent les traits les plus caractéristiques des paysages et des formules agraires des versants. Avec elle disparaissent les obstacles naturels les plus contraignants de l'agriculture de montagne (sol, climat, déclivité). En même temps l'isolement est rompu: les bassins attirent les routes, fixent villes ou bourgades; la vie sociale, les échanges, l'ouverture des mentalités à l'innovation en sont grandement facilités. "Bon pays" et pays ouvert, le bassin apparaît en définitive comme l'antithèse du monde des montagnes fait de rudesse, de pauvreté et de tradition.

La grande originalité de l'agriculture des bassins tient, au fond, au pouvoir de se démarquer des sollicitations immédiates du milieu physique et d'assurer ainsi une domestication complète de la nature tout en se réservant une large liberté dans le choix de ses orientations économiques.

L'aspect rigoureusement ordonné des paysages comme la variété des formules culturelles en sont le meilleur témoignage, à l'opposé des terroirs confus, invertébrés, mal dégagés d'une nature pressante et de la

gamme étriquée, monotone des productions des pays de versants.

Si, du point de vue des systèmes agraires, le bassin se définit surtout par son opposition à la montagne, il ne peut être identifié pour autant aux grandes plaines, celles de Basse Andalousie ou celles du Sillon intrabétique dont il se distingue tout aussi nettement. C'est que, en fait, le bassin demeure indissociable de son environnement montagnard dont il subit indirectement la marque.

De là, d'abord, le morcellement géographique de ces dépressions et leur médiocre étendue, sans commune mesure avec la continuité des immenses plaines du Guadalquivir. Les plus vastes d'entre elles (vega de Motril, de Málaga, Campo de Dalías) n'occupent que quelques milliers d'hectares chacune. La plupart se réduisent à quelques centaines d'hectares (bassins d'Alpujarra, d'Almúñecar, etc..). Elles sont par contre fort nombreuses et dispersées aux quatre horizons de notre région. On peut toutefois les regrouper par commodité en deux ensembles: les bassins intérieurs (Valle de Lecrin; dépression de Colmenar-Periana; bassins d'Orgiva, de Cadix, Ujijar, valle de l'Andarax, vegas de Dalías, de Berja) et les dépressions égrenées tout au long de la côte, d'Estepona à Almería.

Les plaines véritables sont d'ailleurs rares, à l'exception des zones deltaïques et de quelques éléments de vallées alluviales. Ailleurs, la topographie de croupes molles ou de glacis de piémont prévaut le plus souvent. Aussi, à la différence des régions de l'Andalousie occidentale, les horizons plats et monotones sont finalement réduits.

Une moindre simplicité, au total, qui fait que l'on ne trouvera ici ni la continuité des grandes masses culturelles, ni l'homogénéité des structures agraires si apparentes dans les paysages les plus caractéristiques des plaines de l'intérieur intrabétique ou de l'Andalousie sé-

villanne.

Différent du monde des versants qui l'entoure comme il l'est des grandes plaines, le bassin représente sans aucun doute un élément original des campagnes de l'Andalousie méditerranéenne dont les traits caractéristiques s'affirment avec suffisamment de clarté

I/ - Les paysages se signalent en premier lieu par leur aspect net, achevé qui contraste vigoureusement avec l'allure indécise et floue des terroirs de versant. On évoque davantage ici la rigueur des campagnes de l'Europe moyenne que le désordre des coteaux méditerranéens.

Ce qui frappe d'abord est la maîtrise totale de l'espace, jusqu'aux limites du bassin. La terre y est intégralement mise en valeur, l'inculte -le monte ou la friche- totalement exclu alors qu'il est partout présent, à des degrés divers, dans les pays de pentes. Ce n'est qu'au-delà des bordures de la dépression que le saltus reprend ses droits dès les premiers versants. Aussi les terroirs de bassins présentent-ils des limites rigoureuses, véritable frontière, inconnue dans les paysages de coteaux où, au contraire, l'on passe presque toujours insensiblement, graduellement du champs au monte. La photo aérienne souligne parfaitement ce contraste: le paysage de bassin y apparaît comme taillé à l'emporte-pièce au sein des étendues indifférenciées des versants qui l'entourent.

Mais, si le paysage de bassin s'individualise aussi nettement, c'est avant tout du fait de la rigueur de son dessin parcellaire. A l'encontre des terroirs de versants où la trame des parcelles demeure toujours indistincte, fondue, irrégulière et souvent insaisissable, le bassin présente une structure parfaitement définie, cristallisée en quelque sorte, faite de lignes droites et d'angles vifs.

La régularité prévaut face à la confusion des paysages de co-
teaux: - régularité des formes parcellaires d'abord, géométriques
toujours et comme tracées au cordeau. Les champs carrés, trapus sont les
plus fréquents et définissent des puzzles ou damiers caractéristiques de
la vega d'Almeria, du centre de la Hoya de Málaga ou du bassin de Colmenar-
Periana etc...

Ils peuvent en d'autres cas s'allonger en rectangle, jusqu'à
dessiner de véritables lames de parquet surtout représentées dans les pe-
tites plaines littorales les plus tardivement mises en valeur (frange cô-
tière de la vega de Velez autour de Torre del Mar, petites plaines du lit-
toral oriental). La géométrie, dans tous les cas, ne se dément jamais.

- régularité aussi de la taille des champs qui, dans le
cadre d'un même bassin, reste remarquablement constante. Le module moyen
est toujours réduit et ne dépasse qu'exceptionnellement les 50 ares défi-
nissant ainsi une pulvérisation parcellaire très caractéristique des bas-
sins méditerranéens et qui les différencie sans ambiguïté des structures
agraires des grandes plaines intérieures frappées de gigantisme.

L'ensemble, soigné, menu, rigoureux, révèle la maîtrise parfait-
te d'un paysage profondément façonné par l'agriculteur, fort éloigné au
total des aménagements superficiels et de la domestication incertaine des
pays de versants.

La même maîtrise transparaît dans les structures de l'habitat
dont la dispersion, la prolifération même au coeur des terres de cultures,
devient la règle à des degrés divers. Le groupement, partout, n'en demeure
pas moins fondamental, s'affirme même dans la mesure où les grosses bour-
gades, voire les villes de plusieurs milliers d'habitants (Adra-Motril-Co-
in-Orgiva-Velez etc...) se substituent aux médiocres villages de montagne:

par là, l'agriculture des bassins revêt le plus souvent un caractère péri-urbain. Mais l'habitat groupé ne s'installe qu'exceptionnellement dans le bassin et se cantonne presque toujours à son contact. Aussi la dispersion représente-t-elle un mode de peuplement secondaire mais spécifique des bassins eux-mêmes. Le semis peut en être plus ou moins dense, plus ou moins régulièrement distribué selon les cas, la forme peut aussi varier depuis le hameau à la ferme isolée, mais il semble bien que l'habitat dispersé soit intimement lié à l'agriculture de bassin et qu'il constitue une marque de son intensité.

2/ - La signification de ces paysages est assez claire. L'absence du monte, la rigueur et l'émiettement du dessin parcellaire, la dissémination des habitations traduisent d'abord une même réalité: la richesse d'un système sans commune mesure avec les pauvres formules de versant. Les signes abondent qui permettent de définir un niveau d'intensité supérieur.

Nul autre système d'abord n'entretient des densités humaines aussi fortes, presque partout supérieures à 100 habitants au km² et qui, fréquemment, peuvent dépasser 200 (piémont de Coin-Alhaurin, vega de Motril-Salobreña). C'est que les récoltes y sont à la fois incomparablement plus abondantes et de meilleure qualité. Ainsi, sur les terres encore consacrées aux céréales, l'absence de jachère est générale même en culture sèche, et la double récolte (blé-maïs) courante dès qu'intervient l'irrigation. Encore s'agit-il là des secteurs les moins évolués...La production en fait porte beaucoup plus généralement sur des cultures riches et hautement rémunératrices: légumes, fruits, canne à sucre pour ne citer que les plus importantes.

L'économie agricole des bassins est aussi largement orientée

vers le marché et c'est sans doute cette ouverture commerciale, plus ou moins ancienne selon le cas, qui explique en grande partie le perfectionnement progressif des systèmes, les réorientations successives des productions. Sollicitées par la proximité des routes et des villes, permises par l'existence d'excédents, les ventes ont pu à leur tour agir comme un stimulant, pousser à l'intensification des formules culturales et à une spécialisation progressivement plus accentuée. Certaines zones ont ainsi fonctionné très précocément comme des aires d'approvisionnement pour les villes proches, voire pour les marchés lointains. L'élaboration des systèmes culturels des bassins est donc étroitement liée au commerce, bien qu'inégalement selon les lieux. C'est en regard de ce phénomène que l'on peut comprendre les caractères essentiels qui définissent les économies des plaines et des bassins : - les formules culturales sont toutes dominées par une spéculation prédominante, soit que la spécialisation s'affirme dans le cadre de la polyculture traditionnelle (les agrumes, par exemple, dans le Valle de Lecrín ou certains bassins d'Alpujarra), soit qu'elle s'impose comme une véritable monoculture (vergers tropicaux d'Almuñecar, canne à sucre à Motril, légumes du Campo de Dalías).

- les systèmes des plaines et bassins font aussi preuve, à quelques exceptions près, d'une plus grande souplesse, d'une meilleure faculté d'adaptation aux changements de la conjoncture économique et des techniques que les systèmes de versants paralysés dans les cadres immuables de la polyculture vivrière ou de la spécialisation viticole.

Signalons enfin que certaines particularités techniques ou économiques des agricultures de bassins ne sont sans doute pas étrangères à la présence de groupes sociaux généralement absents des milieux montagnards. Sans affecter profondément la nature essentiellement paysanne de ces campagnes, l'apparition -localement au moins- d'une aristocratie fon-

cière nobiliaire ou bourgeoise capable d'initiative et dotée de moyens matériels a pu influencer sur les destinées de certaines régions. Nous aurons à mesurer plus loin cette influence. Retenons seulement, pour l'instant, comme une spécificité des bassins la complexité plus grande de la société rurale où, à côté du paysan, peut apparaître la figure, à peu près inconnue en montagne, du grand propriétaire.

L'agriculture des plaines et des bassins ne manque donc pas d'unité si l'on se réfère aux structures essentielles du paysage ou des formules culturelles. Cependant les quelques caractères communs que nous avons pu dégager ne peuvent s'appliquer également en tous lieux. L'intensité varie dans des proportions importantes d'un système à un autre, en fonction notamment des possibilités d'irrigation: aussi doit-on distinguer, d'emblée, les "vegas" des bassins d'agriculture sèche. D'autre part, la spécialisation culturelle et l'ouverture commerciale sont plus ou moins totales selon les cas: la coupure s'établit alors entre les polycultures d'origine traditionnelle, souvent fort anciennes et qui évoluent lentement, et les monocultures beaucoup plus tardivement apparues en général. La position géographique, enfin, joue un rôle notable en opposant en particulier les bassins intérieurs plus enclavés et souvent plus traditionnels aux plaines littorales de mise en valeur parfois récente, mais brutalement mises en contact avec les spéculations modernes. Le croisement de ces 3 critères déterminants amène à isoler finalement trois types fondamentaux de bassins: les bassins de céréaliculture sèche; les bassins et vallées irrigués intérieurs; les plaines littorales.

A - Les systèmes de céréaliculture sèche.

Les exemples de quelque importance en sont assez rares. Ils se bornent, en fait, à deux cas voisins, dans la partie occidentale de notre région: le coeur de la Hoya de Málaga en constitue le modèle le plus achevé avant que les grands travaux actuels d'irrigation ne viennent en altérer la physionomie traditionnelle; il faut y ajouter la dépression allongée qui prolonge la Hoya vers le N-E, par-delà les Montes de Málaga, entre ces derniers et la Sierra Tejeda au Nord, depuis Casabermeja et Colmenar jusqu'à Periana et Alcaucín.

Il s'agit, dans les deux cas, de bassins essentiellement marneux qui n'offrent qu'exceptionnellement des terroirs plans. La topographie faite de molles collines n'est pas sans rappeler, toutes proportions gardées quant à l'échelle, le paysage des campiñas du Guadalquivir. Les véritables formules céréalières de secano semblent ainsi cantonnées à ces milieux, rares en Andalousie méditerranéenne, de terres fertiles mais lourdes. Les densités humaines n'atteignent que difficilement les 100 hab/km², se tiennent en général autour de 80-90 hab/km². Elles situent ces systèmes à mi-chemin de la pauvre agriculture de versant et des plus riches vegas.

La formule est des plus simples: tout s'organise autour de deux éléments fondamentaux et à peu près exclusifs: les céréales, les oliviers. Aux emblavures correspondent normalement les terroirs aux sols lourds et profonds que l'on rencontre au coeur des dépressions, dans les marnes argileuses des secteurs déprimés de croupes surbaissées. Ainsi, au centre de la Hoya de Málaga, entre Cartama et Pizarra, elles sont essentiellement localisées en contrebas de la courbe 100 m. C'est là un paysage nu et vide



Phot. VIII - Paysage des bassins de céréaliculture sèche : le centre de la Hoya de Malaga.

Continuité de l'occupation agricole. Parcellaire-puzzle, menu. Prédominance céréalière sauf sur les croupes couvertes d'oliviers.

de champs ouverts que rien ne sépare, véritable openfield en damier de parcelles carrées et régulières de taille moyenne voisine d'1/2 hectare. Ces terroirs céréaliers, bien tracés, s'altèrent parfois vers la périphérie. On passe ainsi, chaque fois que la fertilité se dégrade (marnes calcaires ou caillouteuses, sèches) à un paysage tout aussi nu mais qui, peu à peu se désagrège en parcelles irrégulières aux contours plus incertains, flous, et dont la taille s'accroît en fonction de la moindre qualité pédologique pour atteindre souvent 4 à 5 hectares. Tel est le cas, par exemple, dans la partie occidentale de la Hoya de Málaga et souvent dans les secteurs méridionaux du couloir de Colmenar (au Sud de Periana, notamment).

L'olivette, par contre, occupe surtout les points hauts, sommets de collines, lambeaux de terrasses alluviales anciennes (au long du Guadalhorce) parfois, et surtout les secteurs colluviaux qui frangent les reliefs bordiers. Le phénomène est particulièrement sensible dans la Hoya moyenne où l'olivier se localise presque exclusivement au-dessus de 100 - 120 m. à la retombée du piémont de la Sierra de Mijas ou au pied de la petite Sierra de Cartama, laissant, en contrebas, le terrain aux céréales. Des constatations peuvent être faites dans la région de Colmenar-Alcaucín. L'olivier, en fait, évite ainsi les terres trop lourdes des zones basses réservées au blé et se cantonne aux sols légers et caillouteux. Le parcellaire néanmoins n'est pas fondamentalement différent de celui des terroirs céréaliers: les champs y revêtent, ^{pourtant} une tendance parfois à s'agrandir jusqu'à des dimensions de 2 et 3 hectares.

Les finages débordent enfin très généralement le cadre des bassins pour s'étaler sur des étendues plus ou moins vastes des régions bordières de versants. Ces terroirs marginaux ont pu autrefois porter de beaux vignobles. Leur disparition complète, dès les premières atteintes de

la crise phylloxérique prouve bien qu'il ne s'agissait là que d'une réserve territoriale utilisable dans une conjoncture particulièrement favorable: les bordures montagneuses ne s'intègrent pas réellement, en fait, au système de bassin. L'élevage lui-même ne s'y développe que médiocrement et le "monte" y règne souvent sans partage.

Le territoire utile se résume donc en fait aux bassins eux-mêmes. L'espace s'y distribue simplement, en parts à peu près égales, entre emblavures et olivettes selon un schéma théorique où l'on rencontrerait, du centre vers les bordures, la succession d'un coeur céréalier occupant les terres basses et de pourtours légèrement surélevés couverts d'oliviers. L'organisation du paysage est en réalité souvent plus complexe, perturbée par les irrégularités morphologiques qui accidentent fréquemment les bassins faisant réapparaître parfois quelques éléments montagnards au coeur de la dépression. (Sra de Espartales, Sra de Cartama dans la Hoya). La distribution régulière des terroirs en est aussitôt brouillée et finalement zones cérésières et olivettes se trouvent souvent mêlées, en désordre, au gré des fantaisies de la carte topographique et pédologique sur laquelle elles se calquent.

L'habitat n'est qu'exceptionnellement groupé dans sa totalité. Parfois, le chef-lieu concentre moins de la moitié de la population municipale (Periana, Pizarra, Cartama). Cependant, l'armature du peuplement demeure villageoise et c'est toujours autour des bourgades, fortes de 2 à 3000 habitants, que s'organise le réseau rayonnant des chemins. Mais le village s'installe rarement au coeur du bassin et se trouve souvent excentré des meilleures terres de culture. On le rencontre en général au contact de la bordure montagnarde en position surélevée sur les premières pentes. C'est là un thème classique de l'habitat méditerranéen à la recherche d'un site fort, de l'eau des sources et du contact ager-saltus,

mais qui fuit les fonds humides. Aussi le village ne se trouve-t-il que rarement au coeur du schéma concentrique défini pour les terroirs et à proximité des zones céréalières. D'origine fort ancienne, - la plupart sont connus dès l'époque romaine -, il correspond sans doute à un système d'utilisation de l'espace différent de l'actuel, centré davantage sur les coteaux bordiers que sur la dépression elle-même.

La dispersion intercalaire, tardive sans doute et contemporaine de la mise en valeur agricole des terres basses, caractérise finalement le peuplement du bassin. Le semis de l'habitat dispersé est dans l'ensemble assez régulier et se structure lui-même sur quelques points forts. Ces derniers sont constitués de véritables hameaux pouvant rassembler jusqu'à une dizaine de fermes qui se répartissent, à bonne distance les unes des autres, dans les différentes sections du territoire: ils constituent donc un premier niveau de la dispersion, très lâche, et répondant peut-être aux sites anciens d'habitats isolés "originels". Entre ces hameaux, en nombre limité, se diffusent enfin les "cortijos" isolés qui représentent donc le second degré de la dispersion.

Le système des bassins céréaliers n'est, malgré tout, que modérément intensif et son organisation même n'est pas sans rappeler celle des formules agro-pastorales de versants dont on retrouve la simplicité des termes (céréales - oliviers) et les règles de leur distribution concentrique dans le paysage. Les différences, en fait, l'emportent largement sur les similitudes apparentes. Les espaces pastoraux, le monte, ne sont pas ici réellement intégrés au système et ne jouent, en tout cas, qu'un rôle très accessoire: l'élevage indigène est ridiculement faible, les autres utilisations du saltus négligeables et, avant l'engrais chimique, la fumure semble provenir davantage des troupeaux transhumants que d'une réelle association champs-pâ-

tures. Ainsi, la "cañada" qui emprunte la dépression de Colmenar-Periana apparaît davantage comme une voie de transit qui longe le bassin, en étrangère, sans y pénétrer que comme un lien fonctionnel entre ager et saltus. Surtout, la suppression de la jachère, remplacée par des cultures dérobées de fèves ou de vesces, permet d'obtenir quelques fourrages et d'élever un cheptel bovin pour le travail, à son tour pourvoyeur de fertilisants. Sans doute, la "révolution fourragère" et l'intégration de l'élevage et des cultures demeurent-elles embryonnaires. C'est cependant la marque déjà d'un changement de nature du système par rapport aux pratiques agro-pastorales des versants vivriers. A l'inverse, les labours acquièrent une importance quantitative et qualitative inconnue dans la formule agro-pastorale. Ils envahissent, en fait, l'essentiel du finage, alors qu'ils se réduisent à de petits îlots dans le système traditionnel des versants. De plus, la valeur des récoltes est ici incomparablement supérieure, les rendements 2 fois plus élevés au moins (15 à 20 qx/ha pour le blé contre 8 à 10 dans la Serrania de Ronda, par exemple).

Ainsi, à partir d'un schéma apparemment voisin, les deux formules marquent une véritable différence de nature qui se traduit finalement par une intensité incomparablement supérieure des systèmes de bassin. L'hypothèse d'une origine comparable ne doit pas être rejetée cependant: tout semble se passer comme si, grâce à des aptitudes agronomiques bien meilleures, les bassins avaient connu une véritable inversion du rapport saltus-cultures au profit de ces dernières. Nous devons, en tout cas, nous interroger sur la réalité d'une filiation entre les deux formules.

La vocation de la céréaliculture de bassin est, enfin, radicalement opposée au souci vivrier qui caractérise les pays agro-pastoraux. Le port de Málaga écoule encore -moins qu'autrefois cependant- d'importantes quantités de fèves venues de Colmenar ou Periana. Dans la Hoya, de grosses

confiseries continuent de conditionner pour la vente le produit de l'olivette. Surtout, la population malagueña absorbe traditionnellement les grains de ces pays à blé. Le système fonctionne donc largement pour le marché et en subit les vicissitudes. Ainsi, il n'est point figé mais évolutif et tend à se transformer dans les limites de ses possibilités naturelles.

La manifestation la plus nette de changement est, depuis près d'un siècle, la progression de l'olivette aux dépens des emblavures qui aboutit dans certains cas (région de Periana, par exemple) à inverser la hiérarchie traditionnelle des productions. Souvent l'on s'est contenté d'un complant dans les champs de céréales qui subsistent: l'aspect général du paysage n'en est guère modifié. Mais il arrive aussi que les plantations se substituent complètement aux emblavures rejetées alors sur les sols les plus médiocres tandis que l'olivette accapare les terroirs les plus fertiles. Le système change alors de signification. Tel est le cas de Periana où l'olivier, mêlé à d'autres arbres fruitiers -pêchers, abricotiers, poiriers-, occupe désormais la première place dans l'économie locale et les meilleures terres, éventuellement arrosées, qui s'étendent au pied du village. On tend ainsi vers une formule nouvelle où le blé devient accessoire, et qui marque le passage vers les systèmes de vegas arboricoles de piémont qui seront évoquées plus loin.

Le changement peut être enfin beaucoup plus radical avec l'intervention systématique de l'arrosage comme c'est le cas actuellement -nous y reviendrons plus loin- au coeur de la Hoya de Málaga. Le vieux bassin céréalier se mue alors en périmètre d'irrigation moderne.

Dans un cas comme dans l'autre, on retiendra la faculté d'adaptation et d'intensification d'une formule capable de redéfinir ses orientations voire de transformer ses techniques pour passer au rang des systèmes plus évolués.

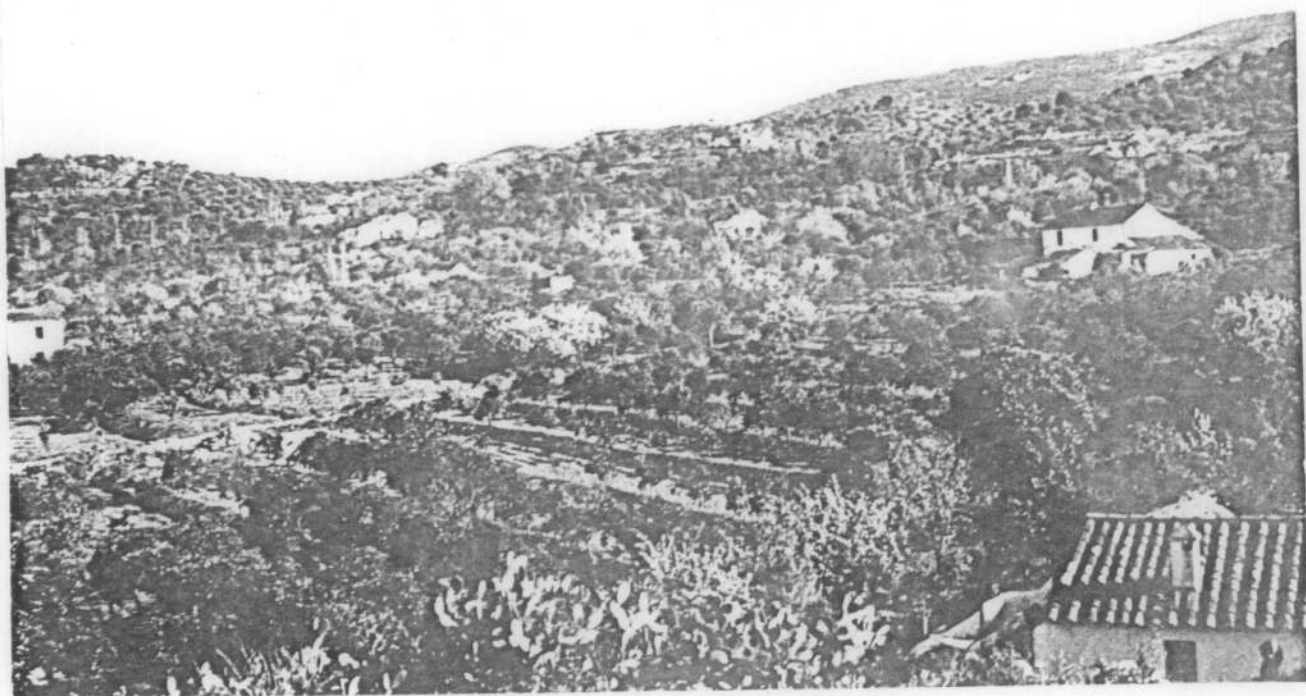
B - La polyculture des vegas intérieures.

Les systèmes des bassins ou des vallées intérieures représentent, grâce à l'irrigation, une forme d'agriculture intensive mais incomplètement dégagée des cadres traditionnels. La vocation commerciale bien que souvent ancienne n'y efface jamais totalement les soucis vivriers. Il s'agit toujours de très anciennes vegas, au sol chargé d'histoire, dont les formules se modernisent lentement, s'élaborent, sans remettre en cause la trame du système originel. C'est, au fond, sous l'angle économique un type intermédiaire entre la polyculture fermée des versants et l'agriculture spéculative des plaines littorales.

Ces vegas traditionnelles se localisent essentiellement à l'intérieur, assez loin de la côte, au coeur même des montagnes dont elles utilisent les eaux encore faiblement concentrées faciles à domestiquer (ruisseaux, petites rivières, sources). Aussi ne constituent-elles que des cellules étroites, médiocrement étendues, de quelques centaines d'hectares: petits bassins d'Alpujarra (Orgiva, Cadiar, Ugijar), Valle de Lecrin, piémont oriental de la Sierra de Mijas (Coin, Alhaurin el Grande) en constituent les unités les plus remarquables à la topographie encore irrégulière, mal dégagée de la pente. Les zones planes y sont exceptionnelles, limitées à quelques fonds de vallées alluviales et les versants doux, flancs de glacis ou de collines, dominent largement.

Le paysage est ici profondément humanisé, élaboré dans ses moindres détails. Celui de la vega de Coin, l'une des plus achevées, nous en fournit une bonne illustration. Il s'agit d'une vega arborée.

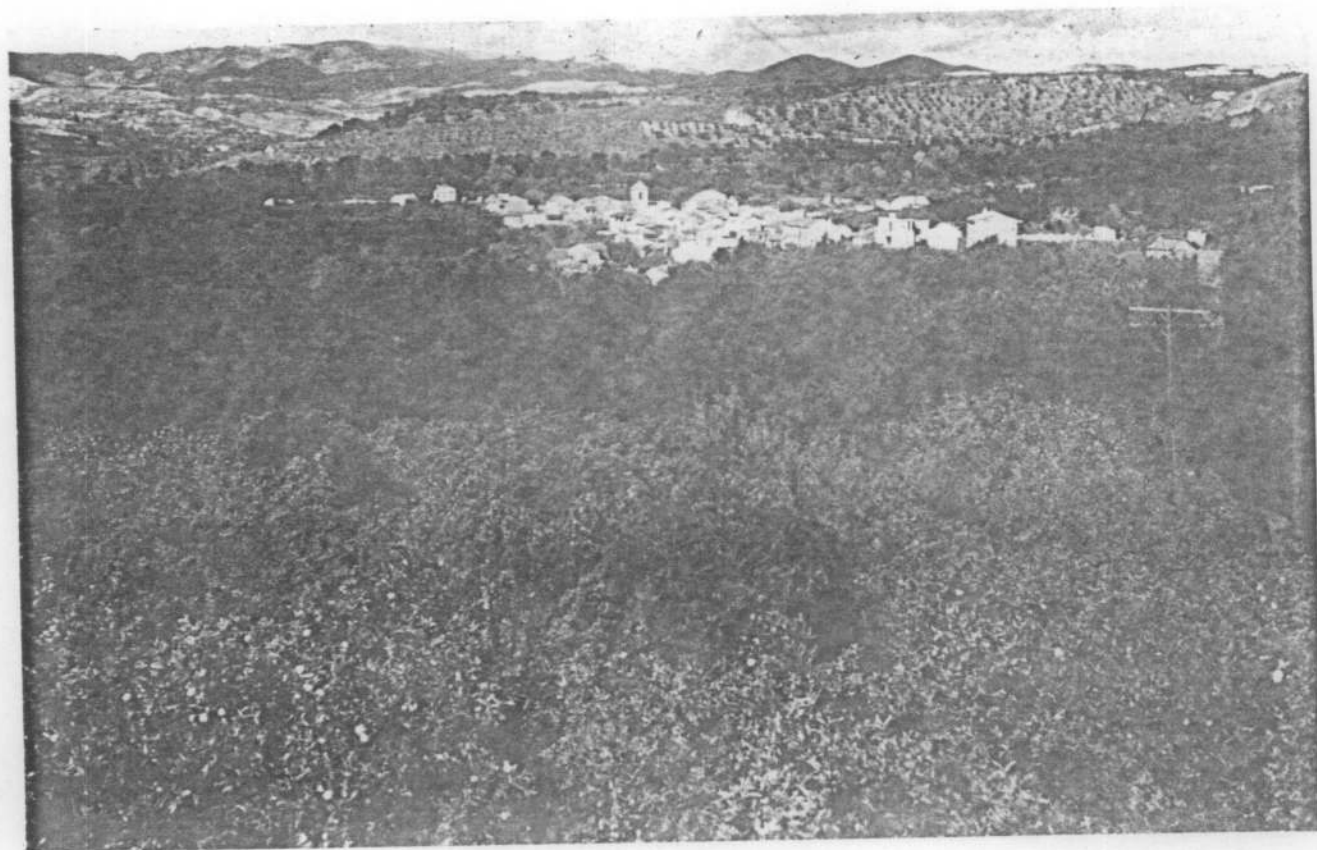
On est frappé d'abord par la profusion végétale, le débordement des frondaisons qui drapent la pente d'un manteau dense de verdure. La masse sombre des orangers s'y mêle aux tons plus clairs des oliviers, aux hautes



Phot. IX - Les polycultures irriguées des bassins intérieurs.

Haut - Le piémont de Coin, au pied de la Sierra de Mijas (rebord W. de la Hoya de Malaga). Profusion végétale sur versants en banquettes étroites, soigneusement aménagés: légumes, arbres fruitiers (conquête actuelle des vergers d'orangers). Habitat disséminé.

Bas - Le Valle de Lecrin, près de Beznar. Orangers conquérant le sous-bois des vieilles olivettes.



cimes des peupliers qui émergent çà et là. Par place une étroite ouverture dans la voûte des arbres laisse entrevoir un carré de maïs, une planche de légumes ou la façade blanche d'une de ces innombrables maisonnettes cachées sous la verdure. L'ensemble offre l'image d'un mélange opulent de vergers et de jardins.

La pulvérisation du parcellaire, l'aménagement minutieux des champs renforcent encore cette impression de jardinage. Le territoire irrigué se morcelle en lopins minuscules dont la majorité se tient entre 25 et 50 ares et qui se réduisent parfois à des surfaces infimes. Ces champs dessinent ainsi une résille très serrée, ténue, aux mailles géométriques et trapues qui tendent à s'allonger en rectangles courts lorsque la déclivité s'accuse. L'irrigation a supposé en effet l'aménagement de la pente en banquettes soigneusement aplanies, très caractéristiques du paysage de ces vieilles vegas. Les murettes de soutènement, le plus souvent construites de pierres sèches, se rapprochent ou s'éloignent les unes des autres en fonction de la plus ou moins grande déclivité, compriment les parcelles en rubans allongés lorsqu'elles se resserrent, les laissent au contraire s'épanouir chaque fois qu'elles se disjoignent davantage. Le dessin parcellaire n'est donc pas absolument régulier et se calque étroitement sur les variations de la pente mais il fractionne toujours l'espace en une infinité de casiers exigus.

La dissémination de l'habitat n'est pas moins caractéristique de la plupart des vieilles vegas, même si le phénomène souffre quelques exceptions (Valle de Lecrín). En général, c'est un véritable foisonnement de vie que révèle, comme autour de Coin, l'éparpillement de petites fermes isolées, menues, à l'échelle du parcellaire. Leur semis est si dense parfois qu'il évoque, au coeur de la vega, une nébuleuse, un nuage de maisonnettes dont la trame^{ne} se desserre progressivement qu'aux marges du périmètre irrigué.

Cet essaimage de l'habitat est lié, sans doute, à l'éclatement des cadres villageois trop étroits pour faire face à l'accroissement des populations (II) mais il est tout aussi intimement associé à la nature intensive d'une agriculture qui nécessite des soins et une surveillance constante et impose finalement la permanence de l'homme sur le champ. Comme toujours dans ces régions, la dispersion n'est qu'un phénomène secondaire, tardif, qui s'appuie sur une forte armature de grosses bourgades, de villes plutôt si l'on se réfère à leur population de plusieurs milliers d'habitants mais aussi à leur aspect et à leurs fonctions. Alhaurín el Grande, Coin, Orgiva .. etc... ne sont pas seulement des agglomérations paysannes: les rues principales bordées de trottoirs, jalonnées de nombreux magasins révèlent des activités déjà citadines. Activités commerciales et de services dérivent souvent directement du besoin d'écouler les productions agricoles. Les bourgades, par là, témoignent de la vocation commerciale traditionnelle de leur vega, comme à l'entour la dispersion des petites fermes en marque l'intensité.

La formule pourrait se résumer, sur le plan technique et économique, par l'accumulation des cultures, juxtaposées et superposées, sur la même parcelle.

L'intensité du système provient en effet essentiellement d'une densification maximale des productions sur un espace étroitement mesuré, le lopin paysan. On aboutit ainsi à une sorte de "cultura promiscua", à une polyculture qui se définit au niveau de la parcelle.

Le procédé consiste d'abord en un perfectionnement de la formule du complant, par une superposition des cultures. On distingue ainsi un étage arboricole pérenne et un niveau inférieur, au sol, de productions annuelles. Dans les cas les plus simples, les moins évolués, on se contente d'associer l'olivier aux céréales. Mais, le plus souvent, le système se diversifie considérablement:

- par la juxtaposition et l'étalement de plusieurs arbres au niveau supérieur: la vega d'Alhaurin mêle normalement une grande variété de fruitiers, pommiers, poiriers, amandiers, figuiers, aux oliviers et à quelques orangers. Plus étonnante encore est l'association désordonnée, dans le Valle de Lecrin ou le bassin d'Orgiva, des orangers et d'énormes oliviers qui leur servent d'abri contre le vent et le froid.

- par la succession, au sol, de plusieurs récoltes annuelles. Céréales, légumes, légumineuses s'ajoutent dans la même parcelle et se substituent les unes aux autres. Des assolements complexes et fort variés font alterner, à Orgiva, blé-fèves-pommes de terre de saison froide au maïs et aux légumes d'été. De même, autour de Coin ou d'Alhaurin, céréales et légumes se succèdent, ou bien ce sont plusieurs vagues de produits maraîchers qui se remplacent selon les saisons, se chevauchent parfois.

Dans les cas les plus remarquables, l'étalement des cultures se situe à 3 voire 4 niveaux (oliviers - orangers - blé - légumes, par exemple) et la parcelle peut ainsi produire 4 ou 5 récoltes annuelles. L'utilisation de l'espace est alors maximale. En fait, il s'agit là d'une intensification traditionnelle, empirique le plus souvent. La meilleure preuve en est la genèse du mélange olivier-oranger qui résulte souvent de la substitution occasionnelle d'un olivier malade par un jeune oranger: aucun plan préétabli, aucun calcul agronomique visant à associer des espèces complémentaires, mais un procédé qui consiste à s'adapter aux circonstances, par ajouts successifs, sans songer à remettre en cause l'organisation même du système. De là, l'allure désordonnée, l'hétérogénéité des plantations caractéristiques des très anciens vergers et qui témoignent d'une intensification progressive acquise au prix de retouches continues et à force de travail. On s'explique ainsi les densités humaines parfois considérables que soutiennent ces systèmes et qui peuvent atteindre 200 hab/km² au coeur du Valle de Lecrin ou dans les vegas de Coin et Alhaurin. La tendance est aujourd'hui pourtant à la simpli-

fication des tâches et à la spécialisation des parcelles, dans le cas surtout des orangeries dont l'ombre épaisse affecte sérieusement les cultures au sol. Mais, ce n'est là encore qu'un mouvement récent, limité, et qui ne modifie guère la physionomie d'ensemble de ces vieilles vegas attachées au mélange des productions.

C'est que l'association des cultures a aussi une signification économique très précise. Elle traduit, avant tout, la permanence d'une volonté vivrière qui s'est doublée peu à peu, plus ou moins précocement, de soucis spéculatifs. Les deux préoccupations s'expriment ainsi conjointement au niveau même de la parcelle. Les cultures au sol, céréales pour les hommes et le bétail, légumes, ont à l'origine, et conservent encore partiellement, une fonction vivrière. L'arbre, au contraire, fournit un complément commercialisable. Avec le temps, la part des récoltes de vente s'est accrue au sol comme à l'étage arboré, sans jamais éliminer pourtant la tradition nourricière. La polyculture des vegas traditionnelles représente, en somme, l'ouverture partielle d'une formule vivrière, grâce à l'intensification qui a permis d'accroître et de diversifier les récoltes à l'échelle du lopin.

Les différentes vegas sont d'ailleurs inégalement avancées dans ce processus. Les conditions climatiques sont, localement, plus ou moins favorables à la diversification des cultures: l'oranger, les légumes, éléments essentiels de commerce, sont exclus par le froid des bassins irrigués les plus élevés d'Alpujarra ou du Valle de Lecrín (Cadiar - Durcal). Le système alors s'appauvrit jusqu'à ne laisser subsister que les céréales et l'olivier. Mais, l'isolement aboutit à des résultats comparables en limitant les possibilités de ventes: la polyculture étriquée du bassin d'Ugijar ou de celui de Cadiar est due bien plus à l'enclavement qu'aux contraintes climatiques. A quelques distances de là, près des routes, la vega d'Orgiva propose au contraire un éventail incomparablement plus large de productions.

Aussi convient-il de nuancer notre tableau, d'y distinguer des

degrés d'intensité.

Les vegas du piémont de la Sierra de Mijas, celle de Coin ou Alhaurin notamment qui souvent nous ont servi de référence, représentent le modèle le plus achevé de ces systèmes et ses paysages les plus élaborés. C'est que, bien que maintenu, le souci vivrier s'y est depuis fort longtemps doublé d'une vocation commerciale grâce à la proximité de Málaga, du marché urbain et des possibilités d'exportation par le port. Aussi est-ce là que l'on trouve les formules les plus complexes, l'intensification la plus poussée.

Le Valle de Lecrin, dans sa partie basse et abritée, les bassins les plus occidentaux de l'Alpujarra (Orgiva surtout) marquent un second niveau, un peu moins perfectionné, du même système. C'est que, malgré la proximité relative de Grenade, la formule est demeurée longtemps purement nourricière. Il faut attendre souvent les dernières décennies pour voir s'affirmer les cultures commerciales (I2): pommes de terre, haricots, et surtout orangers qui pénètrent peu à peu l'olivette.

La partie haute du Valle de Lecrin, à cause du froid qui interdit l'oranger, les bassins orientaux d'Alpujarra (Cadiar, Ugijar), par suite de leur isolement, présentent enfin la forme la moins évoluée de polyculture irriguée où céréales et oliviers constituent l'essentiel d'une production très imparfaitement dégagée de la formule vivrière traditionnelle et qui rejoint ainsi, en plus intensif cependant, les systèmes des bassins céréaliers précédemment étudiés.

C - Les systèmes spéculatifs des plaines littorales.

Le littoral offre les seuls échantillons, dans notre région, de plaines véritables, basses et horizontales. Aussi modestes soient-elles par leur superficie, ces plaines présentent aussi les seuls exemples d'agri-

culture "moderne". Elles s'opposent aux vegas traditionnelles de l'intérieur par leurs orientations culturelles, leurs paysages et aussi leurs origines récentes. En effet, bien que la plupart des traits qui les caractérisent soient apparus bien avant les années 1950 qui, pour l'instant, nous servent de limite, leur visage, encore inachevé aujourd'hui, ne se perfectionne que très tard, au cours même de la période actuelle. Elles appartiennent donc pour bonne part à l'histoire des grandes transformations ultimes que nous nous réservons d'analyser plus loin. C'est pourquoi ne seront évoqués ici que les éléments essentiels à leur définition, indispensables pour les situer dans le tableau d'ensemble des campagnes de la Méditerranée andalouse.

Le trait fondamental de ces systèmes tient à leur orientation économique entièrement spéculative, à leur spécialisation intégrale. Il en résulte, à l'échelle de chaque petit secteur, une monoculture exclusive tantôt fondée sur les productions fruitières (agrumes de la moyenne Hoya de Málaga et du Bas Andarax, raisins de table du Moyen Andarax) ou légumières (vegas d'Albuñol, Adra) tantôt sur les plantes industrielles comme la canne à sucre (bassin de Motril, vega de Velez, delta du Guadalhorce).

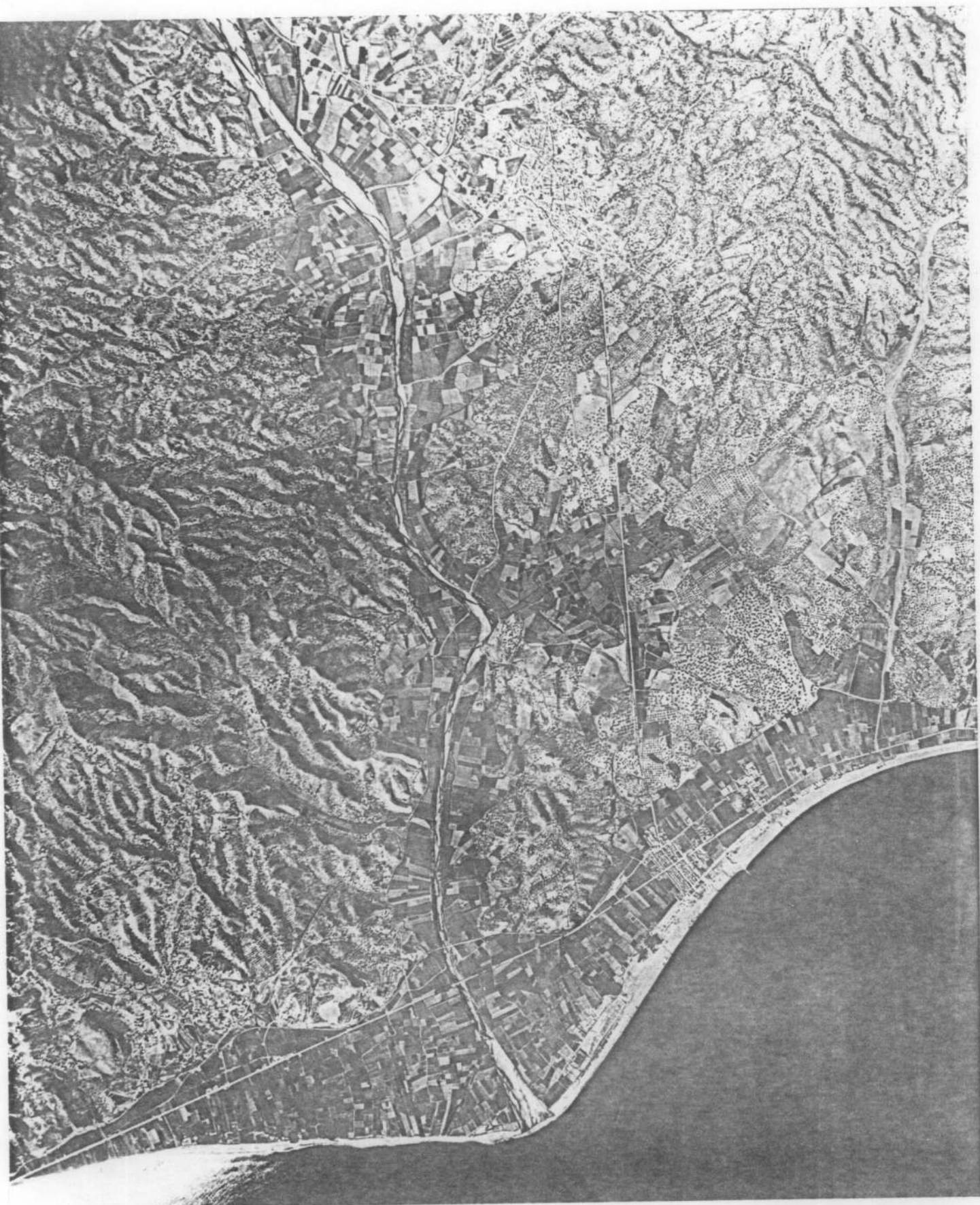
Le paysage -étendues sans relief, simplicité culturelle- en retire un visage uniforme, monotone même lorsqu'il s'étale sur d'assez grandes distances. L'homogénéité de l'occupation du sol, l'absence de complants, le situent à l'opposé du mélange anarchique mais riant qui caractérise les vegas traditionnelles de l'intérieur. La raison est à chercher dans l'origine souvent très tardive de ces systèmes littoraux: les plus anciens -raisins d'Almería, canne à sucre, agrumes- ne remontent guère au-delà de la seconde moitié du siècle passé et n'ont connu leur plein développement qu'au cours du XX^{ème} siècle. Nous reviendrons plus loin sur la question de leur genèse. Il suffit de souligner pour l'instant qu'au lieu de la lente évolution des vegas traditionnelles, ils ont connu une transformation brutale qui sanctionne une rupture complète avec le passé et, qu'au lieu d'un perfectionne-

ment progressif ils ont subi une succession de cycles spéculatifs plus ou moins brefs qui se sont superposés dans le temps, juxtaposés dans l'espace (voir chap.IV - tableau n°).

Il en résulte à la fois la simplicité homogène de chaque formule prise isolément et l'hétérogénéité d'ensemble d'une agriculture littorale qui offre finalement l'image d'une mosaïque de monocultures. On peut cependant en rassembler les éléments en deux groupes principaux qui se différencient aussi bien par leurs vocations culturelles que par leurs paysages: celui des vegas côtières proprement dites, installées surtout sur les deltas, celui des vegas que l'on peut qualifier de "sub-littorales" qui les prolongent vers l'intérieur au long des basses vallées.

Les vegas "sub-littorales", quelques kilomètres à l'arrière du rivage, abritées des vents forts de la mer, à l'écart des sols lourds ou salins de la côte, se signalent immédiatement par leur spécialisation arbustive. C'est là le domaine des treilles pour le raisin de table qui tapissent intégralement la vallée moyenne de l'Andarax, les bassins de Berja et de Dalias au flanc sud de la Sierra de Gador. Les plantations d'agrumes représentent ailleurs la grande spéculation: les orangers colonisent tout l'espace irrigable du bas Andarax, emplissent de plus en plus complètement le fond de la Hoya de Málaga jusqu'au niveau de Cartama vers l'aval, occupent tout à l'Ouest les vallons de la région d'Estepona. Le paysage, partout, est identique: c'est celui de la masse continue des vergers régulièrement semée de maisonnettes blanches qui cesse brusquement aux approches de la côte.

Les vegas littorales offrent, en effet, un visage très différent, nu, privé d'arbres: elles se consacrent aux cultures les plus délicates, thermiquement les plus exigeantes mais capables de se satisfaire des terres lourdes, humides et parfois salines de la côte. L'aspect le plus caractéristique en est celui de la monoculture de la canne à sucre. La nappe compacte des plantations est à peine interrompue ici ou là par les quelques champs



Phot. X - Paysage de vega littorale : la vega de Velez-Malaga.

Netteté du contact de la basse plaine alluviale et deltaïque avec les coteaux encadrants d'arboriculture sèche. Morcellement parcellaire très accentué. Culture de la canne à sucre prépondérante.

légumiers indispensables à l'assolement, qui seuls permettent de mesurer l'extrême morcellement d'un parcellaire caché par la couverture uniforme de la canne. L'habitat même se fait discret et se reporte souvent sur la périphérie de la vega où se signalent toujours les cheminées des sucreries, véritables pivots du système. Nulle part mieux que là ne s'impose l'empire d'une monoculture absolue, envahissante, autour de Motril, sur les deltas du rio Velez et du Guadalhorce et qui, il y a peu, submergeait la totalité du littoral jusqu'à Adra. D'autres productions viennent aujourd'hui empiéter sur l'aire de la canne et diversifier quelque peu la physionomie des plaines côtières: les arbres tropicaux, annoniers surtout, dans le petit bassin d'Almuñecar; les productions légumières qui s'évadent du cadre de la polyculture traditionnelle où elles étaient associées au maïs pour créer des secteurs homogènes spécialisés autour de Velez, Albuñol, Adra etc...

Mais, quelle que soit leur spéculation, les plaines de la région littorale atteignent un niveau d'intensité agricole inégalé. La minutie des aménagements agraires en témoigne déjà: la pulvérisation du parcellaire qui mesure le champ à quelques ares, l'agencement compliqué des planches de cultures pour l'irrigation, les façons multiples presque toujours manuelles qui tiennent du jardinage en sont autant de signes.

La charge humaine est en conséquence fort élevée: les densités approchent ou dépassent 150 hab/km² dans la vega de Motril-Salobreña comme à Almuñecar, autour d'Adra ou de Velez.

C O N C L U S I O N

- - - - -

La seule description des principaux paysages et organisations agraires suggère déjà quelques constatations quant à l'originalité de la vie rurale en Andalousie méditerranéenne.

Notre première remarque prend forme de bilan. Dépourvue de plaines de quelque importance, réduite aux sols maigres des versants, l'Andalousie méditerranéenne n'offre que de médiocres aptitudes à la production de grain: les céréales imposées par les nécessités nourricières y "viennent" difficilement et tendent à s'effacer dès que les échanges favorisent un début de spécialisation.

Pays de montagnes, l'Andalousie méditerranéenne ne présente pas davantage, malgré l'altitude, de véritables systèmes montagnards fondés sur l'élevage.

C'est l'arbre qui, en définitive, constitue la vocation la mieux affirmée de ces pays et, sauf cas extrêmes, s'affirme généralement comme le terme le plus constant dans les paysages et les systèmes agraires.

Il en résulte un profond déséquilibre de l'économie agricole régionale, marqué par une carence grave en produits céréaliers comme en productions animales qui contraint logiquement aux échanges. De tous temps les ports ont ici exporté les fruits de leur arrière-pays et assuré non moins régulièrement l'approvisionnement en grains de la région. On mesure la distance qui sépare l'Andalousie méditerranéenne de l'autre Andalousie, celle des plaines occidentales, des moissons et des grands troupeaux.

On ne peut manquer pour comprendre cette particularité d'en appeler à quelque prédisposition naturelle ou à une vocation spéciale des hommes et de la société rurale.

La brutalité des contrastes nous fournit l'occasion d'une seconde remarque. Nous avons noté souvent l'extrême discontinuité de l'occupation du sol, le contact permanent et soudain des étendues sauvages et des terroirs de culture. C'est là encore un trait caractéristique et banal des milieux extrêmes, des pays méditerranéens comme de la montagne en général. Mais, la discontinuité, ici, n'est pas seulement spatiale: elle s'impose aussi qualitativement entre les différents systèmes agricoles séparés souvent par de véritables différences de nature. Ainsi s'explique sans doute la rareté des formules de transition, des passages ménagés d'un système à un autre. Ce sont les dichotomies qui, par contre, s'imposent: opulence et misère, médiocrité des systèmes les plus extensifs et jardinage des formules de bassins cohabitent sans intermédiaires; plus frappante encore est la juxtaposition, parfois séculaire, des économies les plus fermées et des monocultures spéculatives. Entre les extrêmes, on rencontre difficilement un moyen terme, une agriculture équilibrée, sans excès: la polyculture commerciale notamment représente un phénomène peu fréquent.

Pourtant, les discontinuités majeures tendent à s'ordonner dans l'espace jusqu'à ébaucher une répartition en quelques grands ensembles disposés parallèlement au littoral. On peut ainsi distinguer grossièrement:

- une bande intérieure, montagnarde, qui, de la Serrania de Ronda à l'Alpujarra, rassemble les agricultures les plus pauvres et les plus fermées, les systèmes vivriers les plus étroitement consacrés à une médiocre polyculture céréalière et à une vie pastorale secondaire;
- un axe intermédiaire de coteaux qui se voue plus spécialement à l'arboriculture sèche;
- une frange littorale, enfin, qui s'individualise sans ambiguïté par la richesse de ses spéculations.

Cette distribution ordonnée évoque une gradation logique des systèmes les plus médiocres aux plus évolués, comme si chacun d'eux ne constituait qu'un stade provisoire d'une évolution commune.

A l'inverse, les contrastes violents qui les opposent font songer bien davantage à des formules cristallisées, séparées par des discontinuités insurmontables.

Les systèmes agraires sont-ils ici reliés par un processus logique inégalement avancé selon les cas ou, au contraire, isolés par des seuils agro-techniques rigoureux ?

+

+

+

NOTES I er Chapitre.

=====

- (1) - Plusieurs aspects essentiels de la géographie de ces régions ont déjà fait l'objet de travaux récents :
- sur la personnalité régionale de l'Andalousie méditerranéenne :
 SERMET J. L'Andalousie de la Méditerranée: région géographique espagnole. Thèse de Lettres - Université de Toulouse. 1969. Inéd.
 - sur la géographie physique :
 LHENAFF R. Recherches géomorphologiques sur les Cordillères Bétiques centro-occidentales (Espagne). Thèse - Paris Sorbonne. 1977. Inédite.
- (2) - Voir "Torremolinos: l'Espagne entre parenthèses". Le Monde. 26 août 72.
- (3) - Données obtenues du document intitulé "modelo VI-2" élaboré par chacune des Délégations provinciales du Ministerio de Hacienda. On y trouve pour chaque commune la superficie et le revenu théorique annuel, la base imposable de chaque type de culture. Cette base imposable est en réalité très sous-estimée et représente environ 1/2 du bénéfice réel. Elle permet, malgré tout, d'obtenir la hiérarchie des productions agricoles en fonction de leur richesse relative.
- (4) - PITT-RIVERS J.A. Los hombres de la Sierra : ensayo sociológico sobre un pueblo de Andalucía. Ed. Grijalbo - Barcelona Mexico - 1971.
 Analyse d'un point de vue sociologique d'un village de la Serranía de Ronda, dans la province de Cadiz, aux traits souvent analogues à ceux du pays du Genal.
- LANTENSACH H. Landshaftszüge des Genalgebietes in Hochandalusien. Geographische Zeitschrift. 1966 . n°3.
- (5) - Voir les descriptions de :
- BOSQUE MAUREL J. Tradición y modernidad en las Alpujarras granadinas. Aportación española al XXI Congreso Geográfico Internacional. CSIC. Madrid 1968, pp. 164 - 183.

- BRENNAN G. South from Granada. Hamish Hamilton. London 1957.

- (6) - " L'Alpujarreño est un paysan de la montagne soumis aux mêmes devoirs que celui de la plaine mais connaissant de plus grandes difficultés en raison des accidents du terrain ". Extrait de :

SPAHLI J.C. L'Alpujarra, secrète Andalousie.

Ed. la Baconnière. Neuchâtel. 1959.

- (7) - Voir SERMET J. Les toits plats du Sud-Est de l'Espagne.

CR Congrès International de Géographie. T.III.

1951. Lisbonne. pp.141-154.

- (8) - SORRE M. Nomadisme agricole et transhumance dans la Sierra Nevada.

AG . XLI.1932. pp.301-305.

- (9) - BOSQUE MAUREL J., FLORISTAN SAMANES A. Movimientos migratorios en la provincia de Granada. Est.Geo. XVIII.1957. pp.361-402.

- (10)- Voir par exemple :

CARO BOROJA J. Los Moriscos del Reino de Granada

Instituto de Estudios Políticos. Madrid. 1957.

LADERO QUESADA M.A. Granada, historia de un país islamico.

Gredos. Madrid. 1969.

- (11)- L'impossibilité de partager des lopins trop étroits, lors des successions, a rendu fréquente la coutume d'attribuer la maison villageoise à certains héritiers, -les filles souvent-, la terre aux autres, à charge d'y édifier éventuellement leur résidence.

- (12)- Voir VILLEGAS MOLINA F. El Valle de Lecrin. CSIC. Granada.1972.

APITRE II

L'AGRICULTURE , FILLE DE LA MONTAGNE .

L'Andalousie méditerranéenne s'identifie à la montagne, une montagne qui se précipite dans la mer de 2 à 3000 mètres: 1/5 de l'espace seulement se situe à moins de 200 mètres d'altitude dans une région dont la profondeur à partir de la côte n'excède que rarement une trentaine de kilomètres.

C'est là, sans aucun doute, la donnée essentielle pour comprendre la vie rurale de ce pays. De fait, il n'est pas de cellule agricole, même dans les rares secteurs de plaine, qui ne soit dans l'étroite dépendance d'une nature montagnarde excessive. C'est cette dernière qui consacre la spécificité des campagnes, les contraint à une indiscutable médiocrité d'ensemble comme elle leur confère en de rares endroits des privilèges exceptionnels; c'est elle finalement qui est l'origine de ce phénomène de discontinuité souvent signalé déjà, et qui détermine la violence des contrastes.

On peut prétendre, sans nier pour autant l'oeuvre des hommes, que la vie rurale est avant tout ici fille de la montagne.

Il convient pourtant de préciser cette affirmation et de lever toute équivoque.

Ce n'est pas par les rigueurs climatiques que s'impose ici la montagne, différant radicalement par là des massifs situés à des latitudes plus septentrionales. Les contraintes thermiques, le froid, ne s'affirment jamais comme des limites gênantes pour l'agriculture. Celle-ci, il est vrai, délaisse à peu près complètement les zones les plus élevées pour se cantonner presque partout au-dessous de la limite de l'olivier. De même, l'accroissement des précipitations avec l'altitude n'arrive jamais à réduire notablement la sécheresse estivale et ne modifie pas réellement les conditions banales d'une agriculture méditerranéenne.

L'altitude n'introduit donc aucune spécificité essentielle sur le plan climatique et n'apparaît pas, de ce point de vue, comme le facteur dominant. Son rôle n'est certes pas négligeable, mais il se borne plus à créer des variantes locales ou régionales qu'à imposer des limites impératives.

Le relief s'affirme, par contre, comme le principe directeur de toute la vie agricole. La pente, le compartimentage de la topographie, la plus ou moins grande continuité de la barrière montagneuse déterminent plus que l'altitude l'occupation du sol, la qualité des terroirs, l'isolement des communautés rurales. C'est du relief que dépendent en dernier ressort la pauvreté ou la richesse, les aptitudes naturelles comme les vocations économiques.

I - LA TYRANNIE DE LA PENTE.

Il apparaît impossible d'aborder les problèmes de l'agriculture sans évoquer au préalable la contrainte redoutable qu'impose ici une topographie véritablement bouleversée. En effet, c'est d'abord aux brusques dénivellations, à l'infinie répétition des versants que se reconnaît l'Andalousie méditerranéenne. Peu ou pas de surfaces planes ou même simplement d'horizons calmes de quelque ampleur !. Les vallées elles-mêmes n'arrivent qu'exceptionnellement à s'épanouir et se réduisent le plus souvent à d'étroites incisions. Rien ne vient rompre la fatalité des pentes à laquelle l'agriculteur est en permanence confronté : elles règnent sans partage sur plus des 9/10 du territoire et constituent l'assiette presque exclusive, "normale", de l'activité rurale.

L'obstacle est d'autant plus redoutable que les déclivités atteignent ici des valeurs, en général, fort élevées. Il n'est pas rare dans la Contraviesa, la Serrania de Ronda etc., de voir les cultures s'agripper aux versants les plus vertigineux cotant jusqu'à 50% (45°). Sans doute s'agit-il là de cas extrêmes, mais les terroirs les plus couramment mis en valeur présentent cependant des pentes déjà impressionnantes, le plus souvent supérieures à 20%. Il n'est guère surprenant que, dans ce contexte, l'occupation du sol réagisse fidèlement à la plus ou moins grande rigueur de la topographie. Deux seuils nous semblent revêtir de ce point de vue une importance particulière : - celui au-delà duquel le labour devient à peu près impossible et où le champ n'apparaît plus que de façon sporadique. Il correspond approximativement aux déclivités supérieures à 50%. Les sierras calcaires qui constituent en général l'ossature topographique de la région entrent

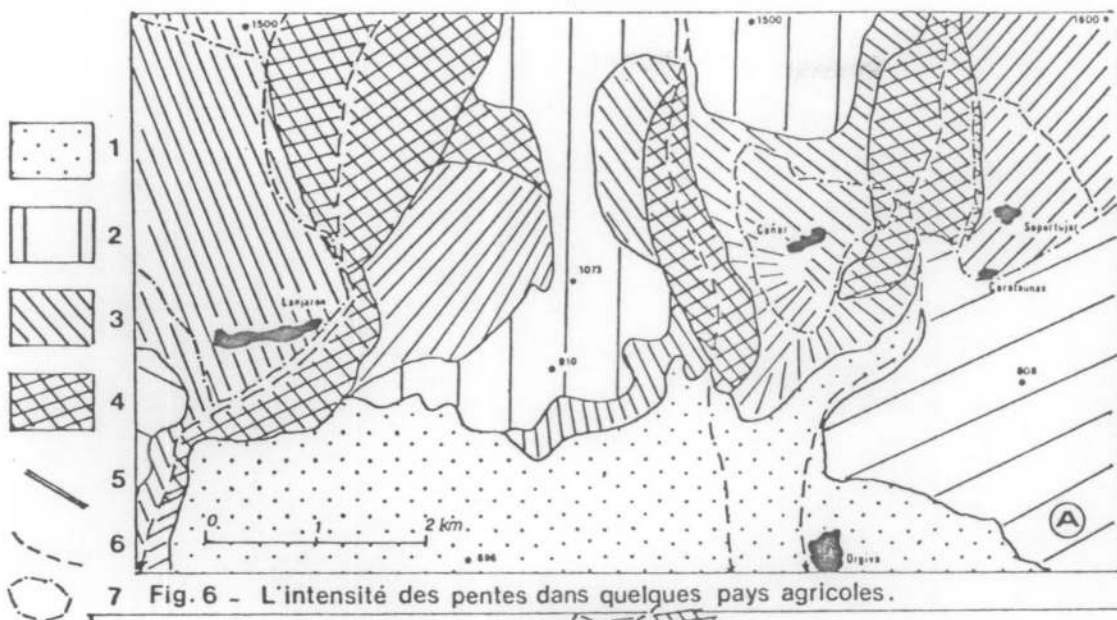
dans cette catégorie deshéritée de terres abruptes et désespérément nues, stériles. On peut y joindre, d'ailleurs, les quelques massifs de péridotite -la Sierra Bermeja notamment- qui, à l'Ouest de Málaga, offrent de même des versants totalement déserts. Au total, près de la moitié de l'espace régional presque complètement exclue du domaine agricole ou ne s'y associant que de façon très marginale !

- la seconde limite importante est celle en-deça de laquelle disparaît au contraire toute contrainte topographique, au-dessous de 10% : moins d'I/6 du territoire (15 à 16%), uniquement borné aux cuvettes. On y trouve des collines douces surtout -éléments de piémont (zone de Coin-Alhaurin; Orgiva) ou paysage de "campiña" marneuse (Hoya de Málaga; couloir de Colmenar)- , plus rarement des plaines véritables réduites aux seules alluvions des deltas que prolonge parfois, sur de courtes distances, un ruban étroit de vallée (bas Andarax jusqu'au coude de Rioja; Guadalhorce jusqu'au niveau d'Alora). Là, se rassemblent, en tous cas, les meilleurs terroirs agricoles, intégralement mis en valeur, si l'on excepte le cas particulier des Campos de Dalías frappés d'aridité.

En fait, la majeure partie de l'espace cultivé se situe dans notre domaine entre ces deux valeurs-clefs (Fig.6). Elle coïncide avec le pays des serres et les affleurements schisteux qui comblent les interstices séparant les sierras calcaires. Le modelé de dissection, compartimenté à l'infini, confus, offre l'un des paysages les plus caractéristiques de la région : lacs de ravins extraordinairement digité isolant un dédale inextricable d'éperons, d'échines plus ou moins émoussées. Pour l'agriculteur, ces terroirs de coteaux vigoureux sont difficiles mais praticables; les serres sont relativement bien cultivées et peuvent offrir des taux d'occupation agricole proches de 50% (I).

Ainsi, une corrélation évidente s'établit entre la vigueur de la topographie et le degré de mise en valeur, entre la déclivité et l'intensité relative des systèmes de culture. La carte de l'utilisation du sol se calque très exactement sur celle des unités du relief.

En fait, la pente n'intervient pas par le seul obstacle de sa vigueur mais joue un rôle tout aussi décisif en conditionnant, dans une large mesure, la qualité des sols. Dans ces milieux secs marqués par la paresse de l'altération chimique et, en conséquence, par la prédominance de la désagrégation mécanique, la relation entre sols et relief est assez claire. Subordonnés à la géologie qui commande la faculté du substratum rocheux à se désintégrer, la distribution et la valeur des sols sont encore plus le produit de la déclivité qui règle l'intensité de l'érosion et du transport, exagère la mobilité des matériaux meubles. Ainsi,



7 Fig. 6 - L'intensité des pentes dans quelques pays agricoles.

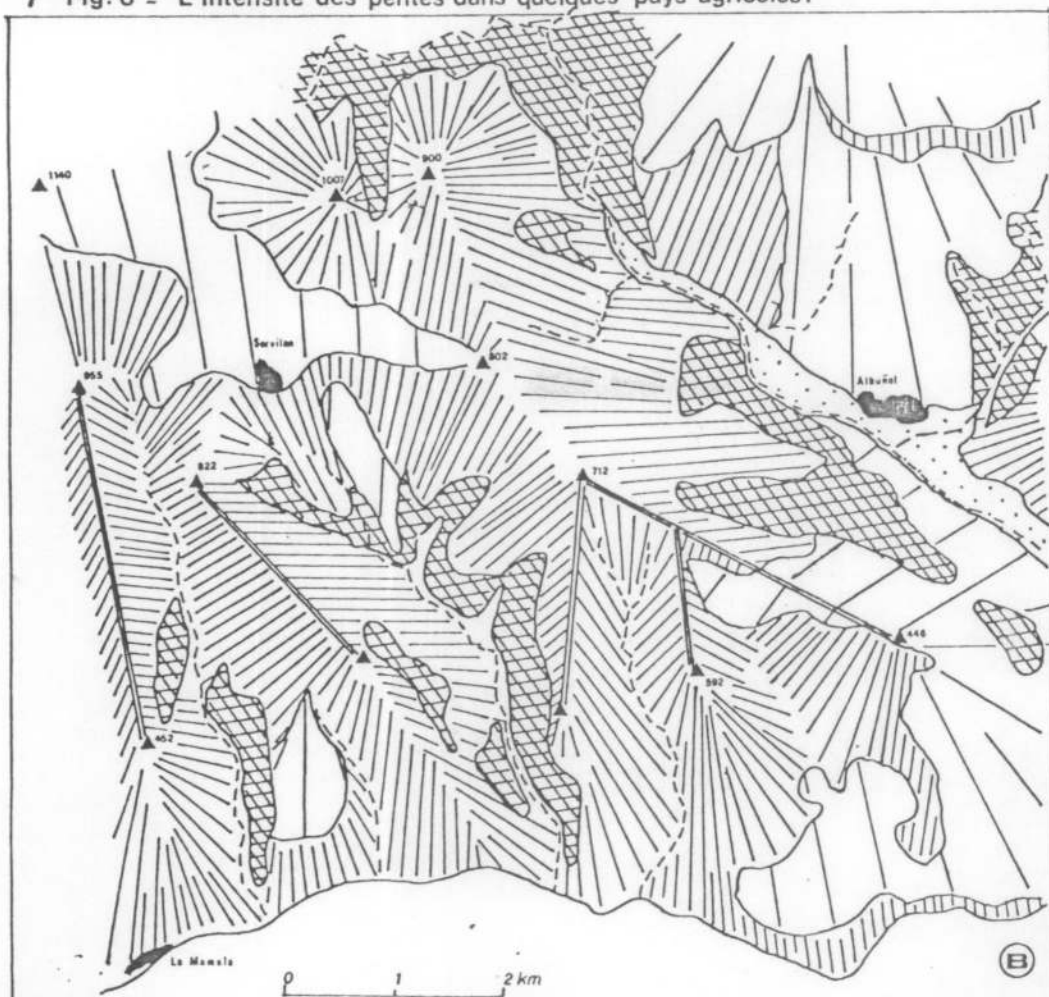


Fig. 6 - L'intensité des pentes dans quelques pays agricoles.

(d'après la carte topographique au 1/50 000.)

1. Valeur moyenne de la pente $< 20\%$. - 2 : de 20 à 30%. - 3: de 30 à 50%.

4. $> 50\%$. - 5 : Principales lignes de crêtes. - 6: Principaux trièzes.

7. Vegas de versants (Alpujarra).

(A) - Alpujarra (feuille Lánjarón): vegas de versants et bassin d'Orgiva.

(B) - Contraviesa (feuille Albuñol): vignoble et amanderaie de culture sèche sur 80% de l'espace.

la topographie accidentée permet-elle de comprendre l'essentiel des caractères de ces sols jeunes, peu évolués et sans cesse rajeunis. Elle explique les contrastes violents qu'accusent, selon les sites, leurs aptitudes agronomiques, commande, pour beaucoup, la pauvreté de l'agriculture régionale.

La plus grande partie du pays souffre, en effet, des mêmes insuffisances pédologiques (2). Du point de vue physique, la majorité des sols présente des caractères relativement homogènes, ceux d'une terre maigre, mince ou très mince, légère et sableuse le plus souvent. La faible épaisseur de la couche meuble n'est sans doute qu'un défaut mineur dans le cadre de la technique traditionnelle du travail à l'araire qui se borne à égratigner le sol. Elle devient par contre fort contraignante en regard des possibilités de modernisation. De même, la texture sableuse offre l'avantage de faciliter les façons culturales mais, à l'inverse, accuse gravement, du fait d'une excessive perméabilité, les effets de la sécheresse. Les qualités chimiques de ces sols sont aussi généralement fort médiocres. La carence accusée en éléments organiques, courante en milieu méditerranéen, est aggravée par une grande pauvreté minérale (phosphore, potasse surtout), une déficience en chaux fréquente. Le bilan de l'ensemble est incontestablement défavorable, les terres cultivables peu fertiles voire franchement mauvaises.

Ces insuffisances ne s'atténuent, en fait, que lorsque faiblit la pente. Le sol peut alors offrir localement de remarquables possibilités. On est ainsi amené à distinguer radicalement deux grands groupes de terroirs, inégalement distribués mais nettement séparés: les terroirs pauvres des versants, ceux plus riches des bassins et des plaines.

A - Les terroirs de versants, terroirs pauvres ou répulsifs.

I- Aux sierras calcaires ou dolomitiques correspondent des terroirs réellement répulsifs, les plus hostiles aux activités agricoles.

La pente, d'abord, atteint là ses valeurs maximales. Si les sommets en voûtes crénelées paraissent souvent lourds, les flancs au profil concave s'enlèvent par contre en murailles rigides où la déclivité demeure presque partout comprise entre 60 et 70%. L'érosion surexcitée racle impitoyablement les versants, insuffisamment compensée par la désagrégation lente de la roche. Les calcaires ne donnent que peu de débris; les dolomies fournissent tantôt des blocs compacts, tantôt des fragments poudreux irrémédiablement emportés vers l'aval, vers le pied des versants ou au long des "ramblas".

La terre arable manque donc à peu près totalement sur la plus grande

partie des pentes, réduite ici et là à une pellicule discontinue accrochée aux re-
lis du terrain. Seule une garrigue rase, contractée en quelques touffes de thym ou
de sparte, arrive à se maintenir par plaques lépreuses: maigre parcours pour les
troupeaux de chèvres les plus frustes.

Le sol s'épaissit un peu vers le bas, fragments calcaires grossiers mê-
lés à une matrice souvent plus sableuse que limoneuse. Ces rendzines maigres dont la
profondeur n'excède guère 15 à 20 centimètres sont médiocrement fertiles (leur capa-
cité d'échange est très faible) et extrêmement fragiles. Ce sont là des terres pau-
vres mais utilisables sous certaines conditions. Le défaut majeur tient à leur fai-
ble épaisseur qui, jointe à leur texture légère, les rend très sensibles à la sèche-
resse et incapables de constituer la moindre réserve en eau. Aussi ne peuvent-elles
être mises en valeur que par les arbres les plus rustiques, -quelques amandiers grê-
les qui plongent leurs racines jusque dans les fissures de la roche -, ou, surtout,
par des céréales pauvres dérobées épisodiquement. Ce sont, en effet, les zones ca-
ractéristiques de cultures de "rozars", défrichements éphémères qui reviennent de loin
en loin, tous les dix ou douze ans. La récolte épuise très vite un maigre stock d'é-
léments nutritifs tandis que la teneur en humus, normalement assez bonne au départ
(3 à 5% de matière organique) s'effondre littéralement avec la suppression de la
végétation "naturelle". Il faut laisser celle-ci se reconstituer pendant de lon-
gues années sous peine d'assister à une stérilisation totale et finalement à la dis-
parition de la couche arable lavée par l'érosion.

Quelques poches de terra rossa sans doute héritée de périodes plus humi-
des viennent compléter les maigres possibilités de ces pays. Elles constituent, au
milieu de quelques dépressions karstiques, des plaques dispersées de bonne terre ar-
gileuse régulièrement emblavées, d'extension malheureusement très réduite.

Mais, si l'on excepte ce dernier cas, les pays calcaires apparaissent à
peu près complètement délaissés par les cultures et ne constituent que des terroirs
marginaux. Du moins servent-ils de réservoirs de débris que l'érosion peut entraîner
en contrebas sur des terres moins hostiles. Aussi leur présence fixe-t-elle fré-
quemment les formules agro-pastorales (Guajares - Sierras de Ronda, etc..). En fait,
leur rôle fondamental, décisif si l'on veut comprendre la localisation des vegas et
des villages les plus anciens, est de constituer en profondeur d'importantes réserves
hydrauliques d'où jaillissent les sources qui jalonnent leur contact.

- Les coteaux schisteux offrent des terroirs cultivables mais aux aptitudes limitées.

Les sols qui s'y développent ont pour première caractéristique d'être des
sols en mouvement, perpétuellement renouvelés par le glissement des débris, sans cesse
rodés ou enrichis d'apports latéraux.

La pente, en effet, demeure forte, le plus souvent comprise entre 30 et
55%. Les versants dessinent cependant, à la différence des pays calcaires, une nette
convexité. C'est vers le bas, à l'approche des talwegs, que la déclivité est la plus

Leur médiocrité résulte, en fait, d'une extrême indigence en éléments chimiques utilisables. Ces sols, au total, manquent de tout ce qui fait la fertilité d'une terre. Très pauvres en matières humifères, ils sont surtout à peu près complètement dépourvus de chaux: les analyses souvent ne relèvent pas la moindre trace de carbonates calciques. La capacité d'échange est naturellement parmi les plus basses. Le bilan des minéraux nutritifs disponibles se révèle, enfin, extraordinairement médiocre: la déficience est grave aussi bien pour la potasse que pour le phosphore dont le déficit est, en général, alarmant.

On comprend assez bien que nombre de ces terroirs, dans la Contraviesa, les Montes de Málaga, aient pu être délaissés jusqu'à une date tardive et relégués à leur vocation naturelle de parcours à ovins. Faute de chaux, le sol exclut en effet radicalement les céréales et un peuplement notable n'a pu s'établir anciennement dans ces pays de serres que lorsque l'irrigation régulière (Sierra Nevada) ou la présence de lambeaux épars de flysch (bassin du Genal) venait enrichir suffisamment l'éventail pédologique pour permettre les cultures nourricières.

Au total, les coteaux schisteux ne sont guère propices qu'aux plantations arbustives les moins exigeantes. L'olivier lui-même, malgré sa relative ubiquité en regard de la qualité des sols, ne se développe bien que sur les terrains un peu mieux pourvus en argile pour pouvoir emmagasiner quelques réserves en eau: aussi n'est-il pas généralisé ou bien se cantonne-t-il surtout dans les creux plus humides des barrancas (Montes de Málaga). Les arbres les mieux adaptés sont alors le figuier, à l'aise sur les sols peu calcaires, et surtout l'amandier et la vigne, véritables hôtes d'élection de ces terroirs défavorisés. On s'explique ainsi la vocation étroitement arboricole de ces pays: le sol les y contraint en même temps que la déclivité, plus favorable au travail "à la bêche" du vigneron qu'aux labours du céréaliculteur. Le champ nu est donc exceptionnel et n'apparaît qu'en de rares occasions sur le haut des versants, là où la pente s'atténue et que la terre un peu plus grasse s'épaissit: encore ne s'agit-il que de "rozas" vite refermées après d'éphémères semailles.

La variété des situations, la diversité géologique des schistes plus ou moins métamorphisés imposent quelques nuances, notamment au niveau de la texture (teneur en argile) et de la déficience plus ou moins absolue en éléments carbonatés.

Le degré de métamorphisme n'intervient pas de façon simple, en réalité, au profit des schistes les moins transformés. Il semble, au contraire, que l'avantage aille le plus souvent aux schistes cristallins de la nappe alpujarride. Les phyllites de Sierra Nevada ou du bassin du Genal, très altérables, donnent à la fois des débris abondants et fins qui produisent des sols mieux dotés en argile que la moyenne (la terre de "launa") et un peu moins décarbonatés. C'est aussi le cas des schistes à séricite qui composent la partie orientale de l'Axaquia ou Sierra de Bentomiz, passé le Rio Velez.

En fait, il apparaît que l'apparition de chaux, décisive même en faible quantité (1 à 3% en général), est peut-être

moins due à la nature de la roche mère qu'à la position topographique du terroir intéressé. On constate, en effet, que les sols schisteux les mieux pourvus se situent presque toujours en contrebas de massifs calcaires. La Sierra de Bentomiz au pied de la Sierra Almijara, le bassin du Genal à l'aval des massifs calcaires de Ronda, une partie de la Contraviesa près des dolomies de la Sierra de Lujar acquièrent ainsi un avantage intéressant par rapport aux régions coupées de l'apport des versants calcaires (la majeure partie des Montes de Málaga, par exemple).

Une distinction, très nuancée, paraît donc s'affirmer entre les pays schisteux les plus défavorisés aux terres sableuses et privées de chaux, et les régions un peu moins disgraciées grâce à des terroirs à la fois plus argileux et légèrement approvisionnés en carbonates par l'érosion des massifs calcaires encadrants: les pentes inférieures de Sierra Nevada, la partie occidentale de la Contraviesa, l'arrière-pays d'Almuñécar comme la Sierra de Bentamiz appartiennent à cette seconde catégorie.

B - Privilèges et problèmes des terroirs des bassins et des plaines.

Bassins et plaines sont, en définitive, les seuls secteurs à présenter de réelles aptitudes agricoles. Les raisons en apparaissent clairement.

La faiblesse des pentes y élimine d'abord les risques graves d'érosion en même temps qu'elle facilite considérablement les façons agricoles. La déclivité n'intervient plus que pour nuancer la qualité des sols à l'échelle de la microtopographie des collines. A l'inverse, les zones basses jouent le rôle de réceptacle pour les matériaux arrachés aux reliefs encadrants et profitent ainsi d'un enrichissement continu au détriment des montagnes ou des coteaux voisins dont elles constituent en quelque sorte un heureux négatif.

Les sols sont pourtant, ici aussi, des sols jeunes, peu évolués, mais ils offrent l'avantage de se développer sur des roches mères dont les qualités agronomiques sont incomparablement supérieures à celles du calcaire ou du schiste. Deux types principaux de matériel géologique se partagent l'espace: les marnes tertiaires inégalement représentées selon les bassins et les formations alluviales et colluviales qui, au total, sont peut-être les plus caractéristiques des plaines et piémonts littoraux.

Bien que fort dissemblables dans le détail, les sols offrent dans leur ensemble quelques traits généraux qui permettent de les opposer simplement aux terroirs de versants:

- ils apparaissent par leurs caractères physiques beaucoup mieux équilibrés. On retiendra surtout leur nature fréquemment limoneuse et l'épaisseur de la couche arable souvent deux à trois fois supérieure à la maigre profondeur des sols de versants, dans la mesure où l'agriculteur utilise souvent aussi bien la tranche pédologique proprement dite que la roche-mère meuble sous-jacente: de là une structure assez souvent favorable et une meilleure capacité de stockage de l'eau.

- quant à la fertilité chimique, les différences sont considérables et le bilan parfois insuffisant. Il est à noter, pourtant, que les carences, lorsqu'elles apparaissent, sont rarement aussi accusées que sur les terroirs de montagne et presque toujours justiciables d'améliorations efficaces dans la mesure où le déficit demeure faible et limité à un terme isolé. D'une façon générale, les sols de bassin sont d'ailleurs bien dotés en éléments indispensables, carbonates calciques et phosphore, et ne présentent d'insuffisance nette qu'au niveau de la matière organique ou, irrégulièrement, de la potasse.

La topographie et la roche-mère permettent de distinguer deux catégories de terroirs aux vocations agricoles bien affirmées.

I- Les terroirs à blé des collines argilo-calcaires, correspondent aux paysages

doucement vallonnés de "campinas" que l'on rencontre surtout à l'Ouest dans la Hoya de Málaga, la dépression de Colmenar et à l'Est dans le bassin du bas Andarax où l'aridité leur confère des traits particuliers. Il s'agit des secteurs où la sédimentation tertiaire a accumulé les marnes, tantôt gréseuses ou calcaires à faciès de flysch (éocène) tantôt plus argileuses pour les dépôts néogènes.

Les sols qui s'y développent ont en commun d'être partout richement dotés en calcaire libre, en surface comme en profondeur, se rattachant ainsi dans la plupart des cas au type "rendzine" ou "sol brun calcaire" dont la couleur claire ou terne tranche vivement en général sur les tons sombres, parfois vifs, des reliefs encadrants. Ce sont aussi des terres de texture fine, de limoneuse à argileuse, souvent mêlées en surface d'éléments plus grossiers, cailloux hérités de minces nappes colluviales en grande partie disparues. Leur richesse en chaux comme leur consistance assez lourde souvent qui leur confère une honorable capacité de rétention en eau, en font traditionnellement des terres plus douées pour la culture sèche des céréales que pour l'arboriculture qui craint, dans certains cas, les excès de calcaire ou la compacité du sol.

La pente, même faible, et la nature plus ou moins argileuse du substratum introduisent cependant de notables différences quant à leur qualité agronomique et à leur utilisation. On voit ainsi apparaître de véritables "séquences de sols" au long des versants et une différenciation s'opérer en fonction de la part respective du calcaire et de l'argile, de la profondeur et de la fertilité chimique.

Le sommet des collines, surtout sur les marnes calco-gréseuses de l'éocène, donne des terres plus sèches, légères et amincies par l'érosion, excessivement calcaires en général: sols bruts à caractère rendziniforme (xérendzine) baptisés localement de "polvillares", "caracolillos" que l'on rencontre en de vastes étendues au fond de la Hoya de Málaga ou dans la région de Colmenar. Le défaut essentiel réside dans une excessive teneur en chaux (jusqu'à 30 et 40%) qui paralyse l'absorption du fer par les plantes, ralentit les échanges. La faible profondeur, de l'ordre de 30 cm

vient s'y ajouter en limitant la capacité de rétention en eau et aggravant la sécheresse en été. Ce sont les terres les moins fertiles du groupe, où la jachère s'impose au moins un an sur deux et qui autrefois étaient surtout vouées à l'assolement "triennal inversé" (une année de céréales, deux années de jachère paturée) plus favorable au parcours qu'à une riche production céréalière. L'olivier s'y adapte bien cependant, tolérant au calcaire, amateur de sol léger et capable, par ses racines, d'aller chercher en profondeur dans la marne du substratum l'eau qui fait défaut en surface. Aussi n'est-il pas rare de voir certaines collines marneuses couronnées d'olivettes.

La section moyenne ou basse des versants, les marnes plus argileuses miocènes offrent des terres plus profondes, plus lourdes aussi, du type "sol brun calcaire". Ce sont des sols fertiles, de texture argilo-limoneuse dont l'épaisseur atteint couramment 80cm à 1 mètre, et qui conservent l'humidité. Bien dotés en chaux (10 à 20%) sans excès, normalement pourvus en potasse et phosphore, ils constituent de bonnes terres à blé où la jachère autrefois réduite à une année sur trois (triennal normal) a aujourd'hui pratiquement disparu. Ils partagent avec les "vertisols" le nom local de "bujeo".

En effet, ces sols bruns passent parfois insensiblement aux vertisols sur les basses pentes ou dans les creux, chaque fois que la roche devient réellement argileuse. Leur extension est très réduite en fait, à quelques secteurs du centre de la Hoya de Málaga * *. Il s'agit d'une terre lourde contenant 50 à 60% d'argile sur toute l'épaisseur, peu perméable et ressuyant très lentement l'hiver après les pluies. L'été, au contraire, la sécheresse peut en craqueler la surface. C'est là un inconvénient qui les rend difficile à travailler sans attelage puissant et qui oblige à des labours rapidement conduits avant que les champs ne se gorgent d'eau avec les pluies. En revanche leur fertilité est proverbiale: l'humidité se maintient à faible

Analyse d'un sol sur marne éocène, sommet de versant (commune de Pizarra - Hoya de Málaga).

Profondeur	Eléments grossiers	Sable grossier	Sable fin	Limon	Argile	Capacité au champ (% poids)	Calcaire %	Mat. orga. %	PH
0-10 cm	—	22,2	19,7	33,6	24,5	9,5	25,5	0,6	7,8

Vertisol de pente - Villafranco del Guadalhorce (Hoya de Málaga).

Profondeur	Eléments grossiers	Sable grossier	Sable fin	Limon	Argile	Capacité au champ	Calcaire	Mat. orga.	PH
0-5	I	0,6	5,8	29,3	64,3	62,5	17,2	1,6	7,8
5-75	2,8	0,7	6,8	28,6	63,9	125,5	18,3	1,8	"
75-110	3	0,5	7,9	29,2	62,4	"	"	0,5	"
>110	0	0,1	17,4	26,8	56,1	"	"	—	"

profondeur jusqu'au coeur de la saison sèche, les minéraux d'échange se révèlent tous abondants, la structure grumeleuse permet une bonne aération. Aussi nourrissent-ils les meilleurs champs de céréales, sur des surfaces malheureusement restreintes en Andalousie méditerranéenne.

2- Les terroirs de vegas alluviales.

Ce sont les sols bruts d'alluvions actuelles qui occupent la plus grande partie des bassins et qui, en définitive, bénéficient de la meilleure réputation. Leur fertilité, sur le plan chimique, n'a pourtant rien d'exceptionnel et demeure souvent inférieure à celle des bons sols marneux si l'on considère, par exemple, leur teneur en potasse ou en phosphore. Les carences, il est vrai, sont rarement très graves et les corrections toujours possibles: ils "prennent" bien l'engrais en général. Notons, enfin, qu'ils recèlent normalement une proportion suffisante de carbonates.

Leur vertu essentielle tient, en fait, à ce qu'ils se prêtent bien à l'irrigation et sont d'un travail facile. Leur épaisseur supérieure à un mètre le plus souvent, une texture légère mais limoneuse et bien équilibrée * leur confèrent une bonne perméabilité et une honorable capacité de rétention en eau, favorisée le plus souvent par l'alternance de lits sableux et limoneux. Le colmatage périodique par le limon des eaux d'irrigation ou des inondations dirigées ("tarquin") contribue d'ailleurs à maintenir leurs qualités.

En fait, il ne s'agit là que de caractères moyens: la réalité se révèle éminemment changeante d'un lieu à un autre, à l'intérieur parfois de la même parcelle, au point qu'il paraît impossible d'en définir les nombreuses variantes. Les différences peuvent naître de l'origine du matériel alluvial, tantôt siliceux, tantôt plus calcaire qui détermine la richesse du sol en carbonates et entraîne parfois de sensibles contrastes de couleur: on oppose traditionnellement dans la Hoya de Málaga les vegas "colorées", rouges, de la rive gauche du Guadalhorce, enrichies des colluvions descendus des versants schisteux de l'Axaquia et de débris de sols fersiallitiques provenant de lambeaux de terrasses, aux terres grises de la rive droite, souvent un peu plus lourdes. Le niveau de la nappe phréatique intervient quant à lui pour régler la perméabilité du sol, freiner ou faciliter le ressuyage. Mais c'est surtout la granulométrie qui introduit les nuances les plus importantes. Elle varie souvent sur de très courtes distances selon la position capricieuse des lentilles de sable ou d'argiles. Cette réserve faite, elle témoigne cependant de tendances générales qui permettent d'établir une distinction entre deux grandes catégories de terroirs entre lesquels apparaissent d'ailleurs tous les stades intermédiaires.

Les sols les plus grossiers se rencontrent normalement vers l'amont, au débouché des torrents ou des rivières dans les zones basses. Là se déposent des lits

de galets et surtout les sables qui constituent alors la plus grande fraction de la nappe alluviale. Ce sont des terres très perméables qui supposent des arrosages fréquents et se montrent, en général, plus favorables aux vergers qu'aux plantes à enracinement superficiel.

Vers l'aval, les deltas comme les petits "cañadas" qui servent de bassins de décantation au ruissellement épisodique venu des versants, reçoivent au contraire une sédimentation plus fine, très limoneuse. Le sol se révèle alors trop compact pour l'arboriculture mais se prête bien aux cultures annuelles.

* - Sol limoneux sur alluvions: vega d' Orgiva.						
Cailloux grossiers	Sable grossier	Sable fin	Limon	Argile	% Calcaire	% mat. orga.
37,5	19,7	21,5	46,9	11,9	4	1,36

- Sol sableux sur alluvions: zone haute de la vega du Rio Campanillas (piémont Est de la Hoya de Málaga)						
(A) —	56,5	22,5	9,2	11,8	15,7	0,6
CI 50	63,8	17,5	7,9	10,8	25,2	0,5
C2 50	62,3	17,1	9,4	11,2		0,5

3 - Sols et terrains hostiles des bassins.

Terres justement réputées fertiles, les bassins ne sont pas exempts pour autant de difficultés d'ordre pédologique. Ici et là, on note la présence de zones réellement hostiles à la mise en valeur reléguées à la fonction de maigres terrains de parcours: limitées à des taches isolées et de faible ampleur à l'Ouest de Motril, ces espaces stériles acquièrent par contre une importance notable dans la partie orientale de notre région. Tel est le cas du Campo de Carchuna, du Campo de Dalías, des collines du bas Andarax.

La paralysie du drainage est par endroit un obstacle important. Elle ne devient réellement contraignante qu'en des secteurs heureusement peu étendus, lorsque la nappe phréatique se situe à proximité de la surface, et que les eaux superficielles n'arrivent plus à s'écouler faute d'une pente suffisante. C'est le cas, par place, dans les plaines deltaïques, en bordure du littoral ou près des berges des rivières lorsqu'une levée alluviale barre l'écoulement. Les pluies et l'affleurement de la nappe phréatique transforment, l'hiver, ces bas-fonds submersibles en marécages. La disparition de l'eau pendant l'été laisse une terre fine, grisâtre, sèche et craquelée. L'hostilité de tels sols provient moins, en fait, de leur engorgement saisonnier que de leur fréquente salinité. A proximité de la côte, la nappe superficielle est, en effet, souvent saumâtre, soit qu'elle dissolve des lentilles de sel éparses dans les alluvions, soit qu'elle entre en contact avec les eaux mari-

nes. Les remontées capillaires durant l'été ou l'élévation du niveau de la nappe elle-même entraînent ainsi une diffusion des chlorures et carbonates de sodium sur l'ensemble du sol. En général, ces solonetz ne sont d'ailleurs pas irrémédiablement stériles. Peu chargés en sel (0,5%), ils admettent certaines cultures comme la luzerne. Convenablement drainés et abondamment lavés par des arrosages d'eau pure, ils peuvent même au bout de quelques années porter de belles récoltes légumières. Leur utilisation suppose, en définitive, une parfaite maîtrise des eaux qui le plus souvent fait défaut.

Les encroûtements calcaires interdisent, par contre, toute mise en valeur. Ces cuirasses de "lastra" n'apparaissent heureusement qu'en des zones limitées à l'échelle de notre région: on les rencontre exclusivement, en fait dans le pays d'Almeria, surtout au-dessus des formations marno-calcaires mêlées d'alluvions ou de colluvions. Le long glacis de piemont qui frange la Sierra de Gador, au Nord du Campo de Dalias, en constitue un exemple remarquable par son ampleur, mais des encroûtements similaires, plus discontinus, peuvent être signalés sur le versant de rive droite de l'Andarax, à la retombée nord du massif de Gador. Leur genèse, discutée, importe peu ici. Le problème, pour l'agriculteur, tient essentiellement à la profondeur à laquelle se situe la croûte. Souvent très proche de la surface, à 20 ou 25cm, voire même affleurant, débarrassée du sol meuble qui la voilait, elle ne laisse d'autres possibilités que sa destruction à l'explosif: la terre fine et limoneuse qu'elle recouvrait se révèle alors souvent d'un bon usage.

Les sols réellement stériles sont, en définitive, fort rares dans les bassins, étroitement limités le plus souvent à l'échelle de quelques parcelles isolées. Sols salins, encroûtements calcaires ou marnes ravinées en bad-lands n'acquièrent une notable importance qu'aux confins orientaux de la région, sous le climat aride d'Almeria. Partout ailleurs, les dépressions se signalent, au contraire, comme des terres d'élection où semble se concentrer la fertilité qui fait si totalement défaut à l'ensemble des pays de montagne.

De fait, l'étude des sols comme celle de la topographie ne montre pas seulement une étroite correspondance entre les aptitudes agronomiques et les types de relief. Elle laisse aussi pressentir une intime solidarité entre les différents terroirs. Les deux principaux ensembles agricoles qui se partagent inégalement la région semblent ainsi reliés par une véritable chaîne: l'un, -le pays des rudes versants schisteux-, pauvre, sans autres possibilités que l'arboriculture sèche, perpétuellement griffé par l'érosion, perd sans cesse les éléments les plus fins de son sol; l'autre, -la constellation des petits bassins alluviaux-, tire au contraire sa richesse de l'accumulation de la terre arrachée aux versants.

C - Erosion et fragilité des sols : le problème de l'aménagement des versants.

L'érosion est ici un phénomène permanent dont les excès affectent l'ensemble du territoire. C'est elle qui au premier chef, est à l'origine de la distribution des sols: la montagne sans cesse nourrit les plaines. C'est elle qui, aussi, fait peser la menace de destructions répétées, de ravinement des versants comme d'ensevelissement catastrophique des vallées et bassins.

I- La violence de l'érosion, ses manifestations désastreuses ont été analysées assez longuement déjà (4) pour que nous y revenions en détail.

Les causes en apparaissent clairement. L'agressivité du ruissellement, d'abord, résulte aussi bien de la raideur des pentes que de l'intensité des précipitations. Les versants abrupts dont la déclivité excède 30% et parfois 60% sont les plus fréquents. Les rivières elles-mêmes présentent des pentes vertigineuses: 5,23% de moyenne pour le Guadalfeo, 8,83% pour le Rio de Adra, mais bien plus encore dans leur cours amont (10% pour le haut Guadalmedina, 14,6% pour le Rio de Poqueira en Alpujarra) (5). La brutalité des averses a tôt fait de transformer, dans ces conditions, les moindres "ramblas" en torrents dévastateurs, d'entailler les côteaux de rigoles profondes. Ainsi a-t-on pu mesurer des chutes de plus de 100mm en 24 heures à Mijas (15 Octobre 1923), à San Pedro de Alcantara (328mm en 7 jours de Novembre 1923), de 120mm par heure à Almeria (14 Octobre 1962), plus de 60mm par heure à Albuñol le 19 Octobre 1973.

L'efficacité des eaux courantes est d'autant plus grande qu'elles ne rencontrent qu'une faible résistance. La friabilité des schistes, l'abondance des débris qui recouvrent les pentes offrent des proies faciles à l'érosion en l'absence de protection végétale. La déforestation généralisée depuis le XVIII^e et XIX^e siècle, les cultures arboricoles de versants à faible taux de couverture laissent le champ libre aux dévastations. La corrélation est frappante, par exemple, entre les premières crues dévastatrices du Guadalmedina au début du XVI^e et les grands défrichements des Montes de Málaga qui alors ont substitué la vigne à la forêt.

Les manifestations de l'érosion sont d'ailleurs inégalement catastrophiques.

Une ablation progressive, régulière des versants lors des pluies automnales ou printanières n'ampute guère la couche arable dont les pertes sont automatiquement compensées par les apports venus des hauts. elle enrichit, par contre, incontestablement les bas pays. Les inondations saisonnières normales sont depuis toujours utilisées: elles apportent dans les champs le "tarquin", limon fin qui engraisse par exemple les terres du Bas Andarax ou les rives du Guadalhorce. Peu à peu,

elles augmentent même sensiblement l'étendue des bons terroirs gagnés sur la mer en favorisant la progression des deltas qui jalonnent la côte et dont le rythme de développement paraît s'être fortement accru depuis les grands défrichements de l'arrière-pays. J. Sermet décrit ainsi la formation progressive du delta et de la vega d'Adra depuis le XVII^e siècle, la conquête du sol au rythme des inondations (6).

Les accès brutaux, -orages violents, crues exceptionnelles-, sont par contre dévastateurs, font courir en plaine et en montagne les risques des grandes catastrophes.

Les versants connaissent alors les ravages de l'érosion. Le ravinement y laisse de profondes entailles, exporte en quelques heures le sol des champs les plus exposés. La dénudation des pentes calcaires autrefois couvertes de "terra rossa" en est le résultat le plus visible: les sierras calcaires sont aujourd'hui stériles. Dans les schistes les plus argileux, la solifluxion n'est pas moins dangeureuse: c'est presque chaque année que les glissements de terrain emportent des tronçons de route, menacent les champs dans l'Alpujarra (au-dessus d'Orgiva), dans la Contraviesa.

Pourtant les dangers les plus graves affectent surtout vallées et bassins, plus densément occupés. Les ravages des inondations sont tristement célèbres, ruinent en quelques heures des terroirs entiers ensevelis sous les gravats, provoquant des changements de lits dans les plaines et les deltas, entraînant aussi la mort de dizaines de victimes. Les excès de la rambla d'Albuñol se répètent ainsi régulièrement: le 30 Septembre 1969, des pluies torrentielles sur la Contraviesa (80mm en 30 minutes) provoquent la crue soudaine dont le front d'une hauteur de 20 mètres ruine tout sur son passage; moins de 5 ans plus tard, le 19 Octobre 1973, de véritables trombes d'eau dévastent La Rabita au débouché de la rivière, ravagent les cultures, tuent plus de 30 personnes tandis que la route côtière est arrachée sur plusieurs kilomètres par les glissements de terrain.

Les plus grandes rivières, dans leur cours inférieur sans cesse exhaussé par un alluvionnement surexcité, tendent à dominer rapidement le niveau de la plaine. Elles débordent alors, inondant les vegas voisines, ravagent les terroirs les plus exposés: les excès du Guadalmedina, dont la crue de 1907 est encore dans les esprits, sont redoutés à Málaga; les destructions répétées du Guadalfeo dans la plaine de Motril ont été tout aussi meurtrières au long du siècle dernier, celles du Rio Adra, en 1910, ont ruiné un grand nombre d'agriculteurs.

La lutte contre l'érosion apparaît, de la sorte, comme un devoir impératif, indispensable à la sauvegarde de l'espace cultivé. La maîtrise des cours d'eau et, surtout, la protection des versants, à l'origine de tous les maux, en constituent les termes prioritaires.

2- La défense des terres agricoles se révèle pourtant comme une entreprise étonnamment tardive, et finalement très incomplète.

La protection des vegas et des populations des bassins semble, en effet, avoir été négligée jusqu'à une époque fort avancée. L'endiguement des rivières, faute de moyens sans doute, n'est guère entrepris avant la fin du siècle dernier. Il faut qu'une ville de l'importance de Málaga soit régulièrement mise en péril pour que l'on se décide à élever des murailles le long du Guadalmedina, dès 1765. Ailleurs, la défense des terres agricoles paraît délaissée: les digues du bas Guadalfeo ne seront construites qu'au début du XX^e, celles de l'Andarax, de la rambla d'Albuñol à peine plus tôt, à la fin du XIX^e, et régulièrement élevées depuis. Fatalisme, indolence dont sont si souvent taxés les Andalous? En fait, les travaux d'endiguement n'offrent qu'une solution illusoire: la canalisation du courant accélère parfois l'accumulation et aggrave à terme les risques d'inondation !. En effet, c'est à l'amont, en montagne, que doit s'organiser la défense des basses terres: la construction de barrages régularisant les débits, la défense des versants eux-mêmes par reboisement en constituent la première condition, dont on ne se souciera guère avant 1940.

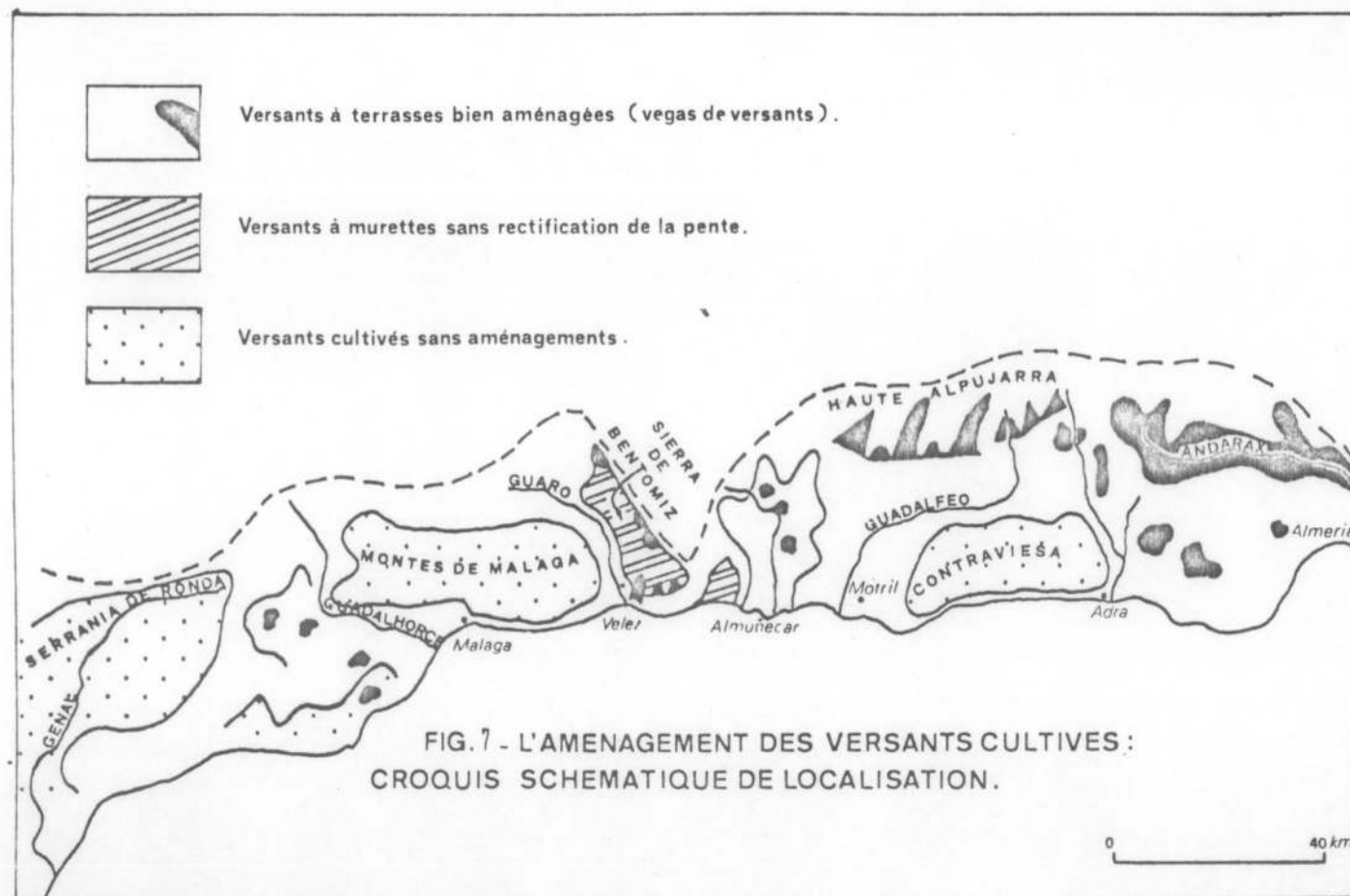
La protection des cultures de versants par l'aménagement de terrasses présente, de même, de curieuses lacunes, malgré la hardiesse des pentes défrichées.

Un jugement d'ensemble fait ressortir la médiocrité de l'aménagement des coteaux, d'autant plus étonnante qu'ils représentent, surtout aux XVIII^e et XIX^e siècles, le coeur de la vie rurale. On est surpris, d'abord, de la relative rareté des terrasses, souvent absentes de terroirs en forte pente entièrement labourés: des régions entières de la zone schisteuse aux sols pourtant fragiles en sont à peu près dépourvues.

Enfin, même lorsqu'ils existent, les aménagements sont en général rudimentaires, peu soignés: les banquettes sont rarement nivelées, les murets de soutènement discontinus souvent mal maçonnés. Les coteaux d'Andalousie méditerranéenne soutiennent difficilement la comparaison, de ce point de vue, avec d'autres cultures de versants aux vocations identiques comme le vignoble des Albères, en Roussillon, ou, plus proche, celui de la Marine d'Alicante.

La répartition des terrasses se révèle d'ailleurs fort énigmatique en première analyse, puisque des régions voisines, de même nature en apparence, se montrent tantôt convenablement aménagées, tantôt au contraire exemptes de tout ouvrage de défense. (Fig. 7).

Certains finages offrent des systèmes de terrasses bien constitués, généralisés à des terroirs entiers, soigneusement construits et souvent nivelés. C'est le cas de la Haute Alpujarra, même si l'aplanissement des banquettes y demeure imparfait, et plus encore des versants viticoles du haut et moyen Andarax. Les champs de ramblas



de la zone aride peuvent enfin être assimilés à ce groupe des secteurs bien aménagés.

Moins soignés, les coteaux viticoles de la Sierra de Bentomiz (partie orientale de l'Aaxarquía, au NE de Velez-Málaga) et plus épisodiquement les pentes de la Contraviesa sont barrés assez régulièrement de murettes de pierres sèches qui, sans corriger la déclivité, présentent cependant l'avantage de freiner le transit des débris.

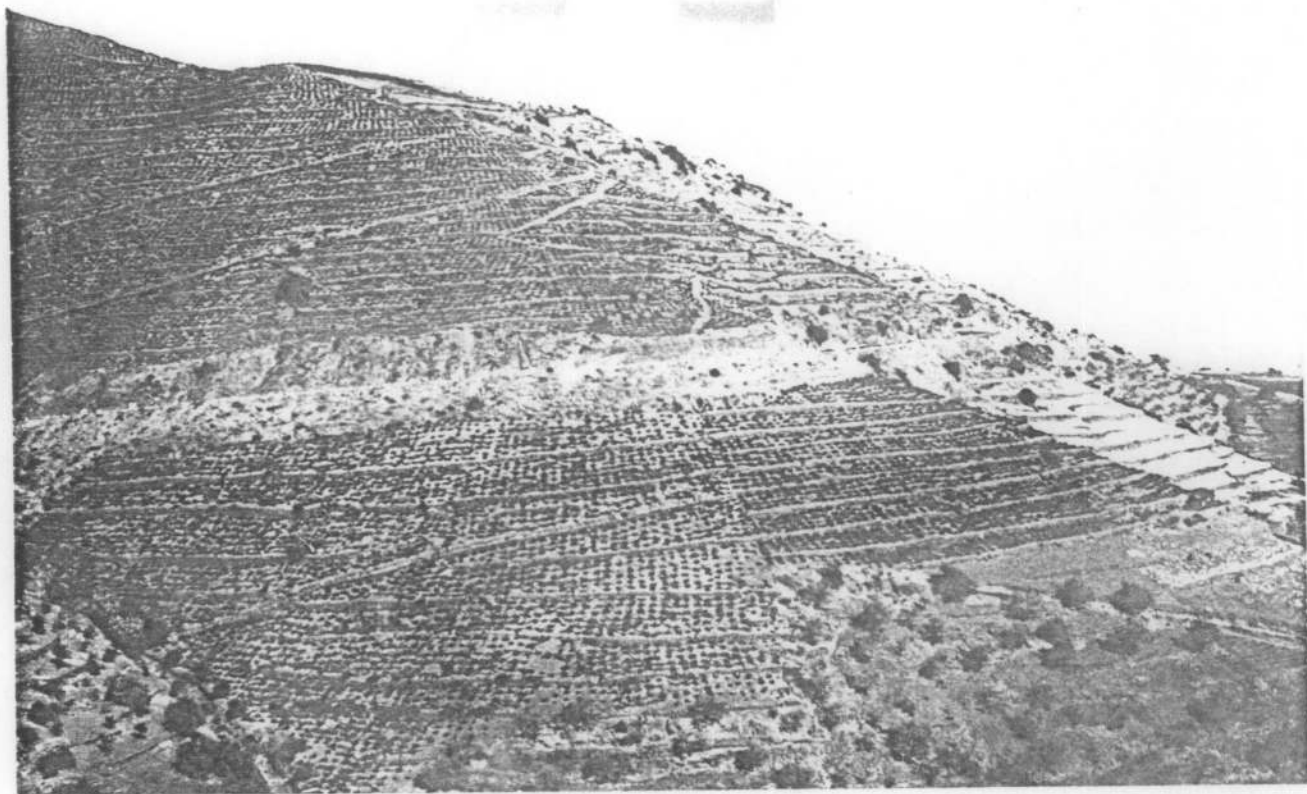
Par contre, ni les Montes de Málaga (à l'exception de la Sierra de Bentomiz), ni la Contraviesa sur une bonne partie de ses terres cultivées, ni le pays du Genal à l'Ouest, ne disposent d'aménagements de quelque continuité: le sol nu y est abandonné aux griffes de l'érosion.

Une telle situation ne laisse pas d'intriguer et mérite que l'on s'attarde quelques instants à en déceler les raisons (7). Le lien évident entre systèmes de culture et aménagements permet d'abord de résoudre les problèmes les plus simples. On constate, sans étonnement, que les terrasses les plus soignées correspondent aux systèmes irrigués (multiples vegas de piémont, Haut Andarax, Haute Alpujarra). La nécessité technique de l'irrigation impose là un nivellement minimum et la protection du sol facilement entraîné par des arrosages répétés. D'autre part, il est clair que la richesse des terres de regadio légitimait amplement l'effort consenti pour de tels travaux.

Des raisons inverses peuvent aussi bien expliquer l'absence de tout aménagement dans les pays pauvres du Genal. Un système extensif, moins sollicité par l'irrigation grâce à un climat beaucoup plus arrosé, ne méritait guère la débauche de peines que suppose le terrassement. L'importance de l'économie forestière, la modestie des zones défrichées sur les versants les plus raides, réduisent d'ailleurs considérablement ici les effets de l'érosion.

L'explication, pourtant, ne vaut guère pour les autres cas: les vignobles de secano des Montes ou de la Contraviesa ont représenté dans le passé une richesse formidable qui, sans doute, méritait aussi bien la précaution d'aménagements défensifs cependant limités. Surtout, comment comprendre que des terroirs voisins, en tous points identiques, n'aient pas bénéficié des mêmes traitements ?

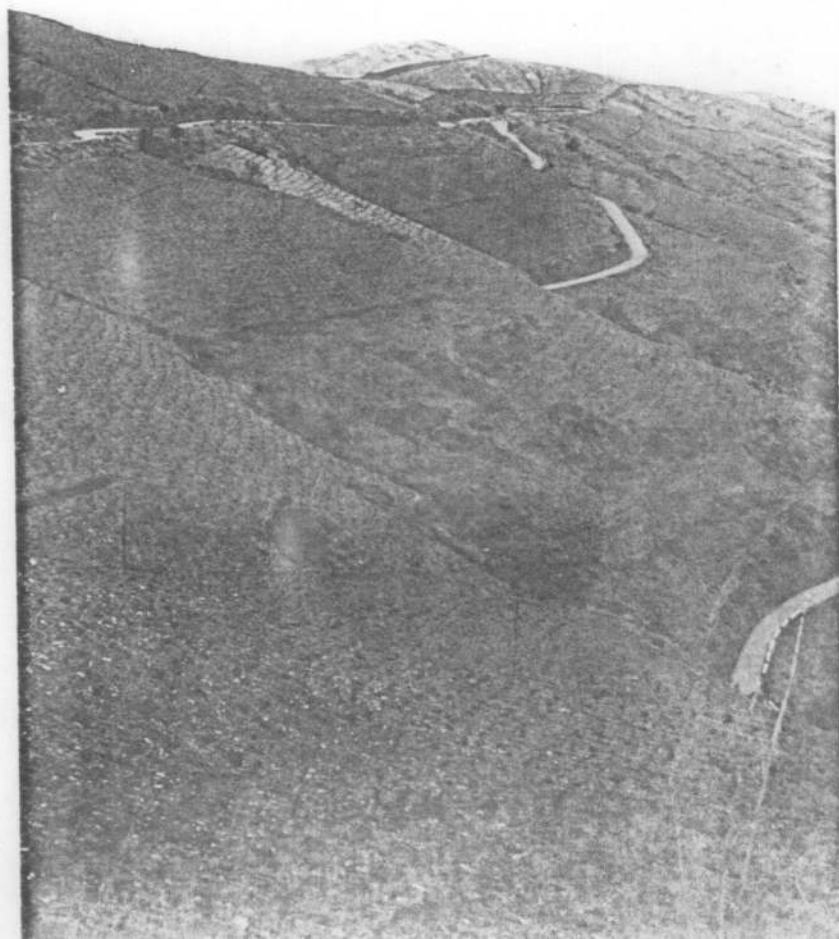
Le lien terrasses-peuplement apporte sans doute quelques éclaircissements. Les vignobles voisins de la Sierra de Bentomiz et des Montes de Málaga s'opposent radicalement du point de vue de l'aménagement des pentes. Pour comprendre l'existence de belles terrasses dans le premier cas, leur absence complète dans le second, on songe d'abord à une inégale densité humaine dans le passé, résultat possible d'une inégale précocité de la spécialisation viticole. C'est, en définitive, soupçonner une différenciation récente des deux régions, aux siècles de grande poussée du vignoble (fin XVIII^e - début XIX^e). On peut penser, en effet, que l'aménagement des



Phot.XI - Types d'aménagements
des versants viticoles.

Haut - Coteaux d'Almunecar :
versant bien aménagé. Murettes
de pierres sèches recoupées
par des rigoles construites
de drainage transverse.

Bas - Contraviesa : pentes
nues en dépit de très fortes
déclivités (enrochements
naturels, murettes exception-
nelles).



versants remonte, dans la Sierra de Bentomiz, au XVIII^e siècle, hypothèse d'autant plus séduisante qu'il semble avéré que c'est aussi l'époque de grande construction de terrasses en Alpujarra. Mais, il faudrait alors supposer que les Montes voisins sont à la même période beaucoup moins touchés par la fièvre viticole et l'essor démographique. Or, de ce que nous savons de cette époque, rien ne vient corroborer une telle hypothèse. Il est certain, en effet, que les Montes ne cèdent en rien, au XVIII^e, à la Sierra de Bentomiz quant à l'expansion du vignoble: Benamocarra est alors un grand producteur de "pasas"; Colmenar, Casabermeja revendiquent déjà depuis un siècle le libre écoulement de leur vin. D'autre part, les premiers dénombrements crédibles du XIX^e siècle (Madoz, puis premier recensement) ne semble pas différencier sensiblement les deux secteurs: les densités humaines sont même légèrement supérieures dans les Montes. Il apparaît donc bien improbable que la situation démographique ait pu être, un siècle plus tôt, nettement tranchée entre les deux zones surtout si l'on considère que, au cours du XVIII^e, le dénombrement de la Ensenada ne montre pas encore de très fort peuplement dans la Sierra de Bentomiz. Force est donc d'admettre que la différenciation des paysages agraires n'est pas, dans cette région, un phénomène récent de peuplement lié à l'expansion viticole, ni même à la Reconquête et aux repeuplements consécutifs qui partout se sont déroulés de façon comparable.

L'aménagement ou non des versants du vignoble ne peut donc provenir que d'une opposition ancienne du peuplement, antérieure à la Reconquête. De fait, l'on sait que la Sierra de Bentomiz, comme les coteaux d'Almuñecar, tous deux aménagés, sont à l'époque musulmane densément peuplés et déjà orientés vers les cultures de vente (mûrier et raisin) alors que les Montes de Málaga sont à la même époque à peu près déserts (Casabermeja ne sera créé qu'au XVI^e, Colmenar est un hameau insignifiant) et qu'ils ne seront mis en valeur que par la volonté expresse des Rois Catholiques. La présence de terrasses apparaît alors comme le résultat d'un fait de civilisation lié à la technique musulmane, qu'ignoraient les paysans castillans tard venus dans les Montes.

L'explication contient sans doute une large part de vérité et offre le mérite de poser la question des responsabilités humaines dans la médiocrité de l'utilisation du sol. Pourtant elle n'est que partiellement satisfaisante et ne fait, au fond, que reporter le problème. Comment comprendre alors que la Contraviesa, déserte jusqu'à la Reconquête, offre, par place, de beaux aménagements? Faut-il admettre, contrairement aux idées admises, qu'un peuplement musulman s'y soit développé de façon assez dense pour expliquer une maîtrise avancée du paysage agraire? Comment expliquer, de toutes façons, que les villages arabes se soient entassés dans la petite Sierra de Bentomiz sans souci des vastes espaces libres des Montes délaissés? C'est suggérer, en dernière analyse, l'importance des sollicitations physiques, peu appa-

rentes et cependant décisives.

Le lien terrasses -géologie s'avère, en définitive, fort étroit et sans doute déterminant. L'apparente uniformité des schistes masque, en effet, de profondes différences pédologiques auxquelles le peuplement musulman, —et par suite la répartition des terrasses —, a été sensible. On relève, en effet, une coïncidence parfaite entre les zones aménagées; anciennement colonisées, et les affleurements de schistes métamorphiques d'Almuñecar et de la Sierra de Bentomiz. Les géologues nous apprennent (8) que ces schistes se définissent essentiellement par deux propriétés: leur caractère très friable dû à la présence de lits épais de chlorite, leur teneur notable en carbonates. Il s'agit donc de versants susceptibles de fournir des sols épais et assez humides, capables, grâce à la chaux, de tolérer la plupart des cultures traditionnelles, et qui constituent finalement des terroirs relativement attractifs. Par contre, l'extrême sensibilité de la roche à l'altération imposait, du même coup, la construction de murettes. De même, les secteurs les mieux aménagés de la Contraviesa paraissent correspondre à des faciès de nature comparable.

A l'inverse, l'affleurement dans les Montes des schistes non métamorphiques de la nappe de Málaga offre des conditions très différentes à la mise en valeur. Il s'agit d'une série alternée de schistes et de grès souvent interrompus par des lentilles de calcaires sombres ("calizas alabeadas") qui donnent sur les pentes des ressauts irréguliers. Les aptitudes agricoles des sols qui en dérivent sont franchement médiocres: la terre est mince, percée fréquemment par la roche en place, sableuse et sèche, totalement dépourvue de chaux. On comprend que ces terroirs n'aient guère attiré avant les injonctions royales du XVI^e, et qu'ils n'aient guère suscité ensuite de défense particulière de la part d'agriculteurs castillans, par ailleurs peu portés à de tels aménagements.

L'explication de la curieuse géographie des terrasses s'avère au total fort compliquée et fait appel aussi bien à des raisons techniques, historiques et finalement physiques. Mais elle offre l'intérêt de souligner à la fois la responsabilité des hommes peu soucieux d'aménagements difficiles et en définitive médiocres, et le poids formidable d'une nature peu amène: l'ensemble permet de comprendre la pauvreté agricole de la région.

II - MONTAGNE , CLIMATS ET AGRICULTURES.

Le climat, par contre, n'offre guère de traits réellement montagnards. Le froid, en particulier, n'apparaît jamais comme une adversité redoutable hors de quelques secteurs étroits avoisinant les plus hauts sommets. Comme dans l'ensemble du secteur méditerranéen, la vie rurale est rythmée par le balancement d'un hiver relativement doux et humide et d'un été chaud et sec. En définitive, l'agriculture subit bien davantage les contraintes de l'aridité estivale que les rigueurs thermiques habituelles aux régions d'altitudes. La montagne ne semble donc pas modifier, pour l'essentiel, les conditions d'un milieu méditerranéen banal.

Pourtant, il serait faux de croire que sa présence est indifférente. Son rôle, sur le plan climatique est plus discret, moins direct en regard de l'influence déterminante du relief et des sols, mais se révèle fort important pour comprendre certains aspects de la géographie agricole.

L'altitude, d'abord, introduit depuis la côte jusqu'aux limites supérieures de la vie rurale des nuances sensibles qui aboutissent à définir un étagement bien marqué des aptitudes culturelles. C'est là un élément important pour expliquer la distribution des systèmes agricoles et affiner les grandes oppositions imposées par le relief et les sols.

Bien plus, la montagne intervient pour modifier sensiblement, par sa masse et son orientation, les données du climat régional. Le phénomène d'"écran" joue aussi un rôle singulier et dans l'ensemble exceptionnellement favorable à l'agriculture. Protégée des froids venus du Nord par une formidable barrière orographique, l'Andalousie méditerranéenne est en somme un gigantesque adret, un réduit de chaleur. De même, les hauts sommets concentrent suffisamment l'humidité pendant l'hiver pour servir de réservoir hydraulique et permettre de corriger grâce à l'irrigation, l'insuffisance pluviométrique des zones inférieures.

Par le biais du climat, l'agriculture méditerranéo-andalouse est donc aussi "fille de la montagne".

A - L'abri montagnard: privilèges thermiques et étagement agricole.

I - Les avantages thermiques d'un climat d'abri.

L'Andalousie de la Méditerranée se définit comme un gigantesque adret

aux températures extraordinairement clémentes.

Aucune contrainte thermique ne vient, en tous cas, limiter l'extension de l'agriculture. De fait, la totalité de l'espace cultivé s'inscrit entre les isothermes moyens annuels de 19° sur la côte et de 10° vers 1600 m. d'altitude, soit dans un cadre qui n'a rien de montagnard et qui offre presque partout des conditions méditerranéennes (II). L'agriculture d'ailleurs n'occupe pas l'ensemble de l'aire qui lui serait climatiquement favorable. L'isotherme annuel de 0° que l'on peut considérer comme la limite thermique à l'activité agricole (aucun mois ne bénéficie d'une température moyenne supérieure à 10°, Janvier a une moyenne voisine de -10°), se situe vers 2600-2700 m. d'altitude et n'exclut qu'une infime partie du territoire, à la base même des plus hauts sommets de la Sierra Nevada (Fig. 8). On peut donc en conclure que la vie rurale ne rencontre ici aucun obstacle thermique. La médiocre utilisation des terres au-dessus de 1500 à 1600 m. est moins sans doute la conséquence du froid qu'un fait de civilisation agraire.

La clémence des hivers exprime mieux encore les privilèges exceptionnels de la région. Notons d'abord que les températures estivales demeurent relativement modérées et ne sont que partiellement responsables des hautes valeurs annuelles: la moyenne du mois le plus chaud reste partout inférieure à 30° et les maxima absolus n'atteignent qu'exceptionnellement 40°. L'originalité de la région tient donc essentiellement à la douceur de l'hiver. Toutes les données convergent pour démontrer l'absence de période froide susceptible de paralyser l'activité végétative jusqu'à 700 m. d'altitude, soit sur la plus grande partie de l'espace agricole régional. Les températures moyennes de Janvier sont supérieures à 12° sur la côte, à 10° vers 500m et la limite des 7°, définie par Trumble (12) comme celle où la végétation entre en repos, n'apparaît que vers 700m. C'est aussi à la même altitude que se situe la ligne des minimas moyens de 3° pour le mois le plus froid, choisie par Sauvage (13) pour exprimer la limite au-delà de laquelle la vie végétale s'assoupit. Au total, l'hiver n'existe guère sur toute la partie de la région inférieure à 700 m. Les cultures délicates pénètrent ainsi au coeur de la montagne: on rencontre encore l'oranger sur les premiers contreforts de la Sierra Nevada comme dans le haut bassin du Genal au pied des chaînes rondenas. Aux endroits les plus privilégiés, sur le littoral, les spéculations les plus typiquement tropicales deviennent possibles.

Au delà, vers le haut, l'hiver apparaît mais sans vigueur jusque vers 1100 ou 1200m. La température moyenne de Janvier demeure supérieure à 5° et les minimas demeurent toujours positifs. La nouveauté tient à l'apparition du gel, surtout en Janvier-Février. En fait, les gelées blanches peuvent se manifester dès 500m d'altitude, mais les minimas négatifs n'acquièrent quelque importance qu'au-dessus de 700m (7 jours de gel par an à Lanjaron, le plus souvent entre 0 et -2°). Encore ne s'agit-il point d'une réelle contrainte: l'arboriculture méditerranéenne, l'olivier

Quelques éléments caractéristiques du climat de l'Andalousie méditerranéenne.

3 et 1000 mm.

7 et 12°.

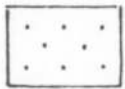
AUSSEN « Carte bioclimatique de la zone méditerranéenne ». Paris. Unesco. 1963.):



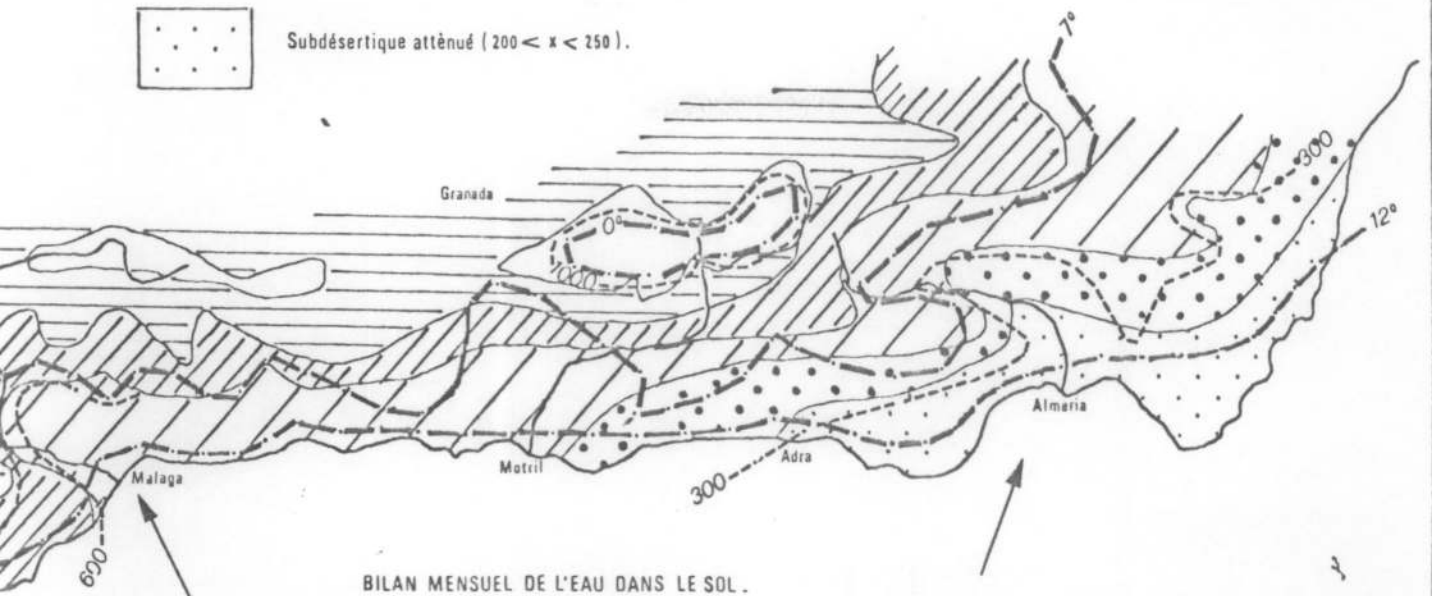
Thermoméditerranéen ($100 < x < 150$).



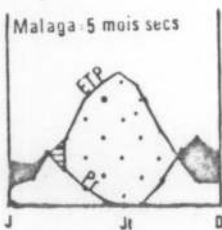
Xerothermoméditerranéen ($150 < x < 200$).



Subdésertique atténué ($200 < x < 250$).



BILAN MENSUEL DE L'EAU DANS LE SOL.



Malaga. 5 mois secs



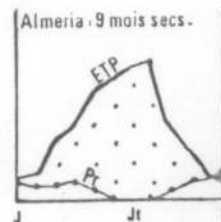
Excédents.



Réserves utilisables.



Déficit.



Almeria. 9 mois secs.

ETP: évapotranspiration potentielle (PENMAN).

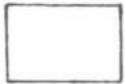
Pr: précipitations mensuelles.

Fig.8 - Quelques éléments caractéristiques du

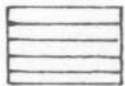
----- Isohyètes moyens annuels: courbes principales de 300, 600 et 1000 mm.

- . - . - Isothermes moyens de Janvier: courbes principales de 0, 7 et 12°.

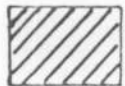
ZONES BIOCLIMATIQUES : durée de la saison sèche (selon GAUSSEN « Carte bioclimatique de la zone méditerranéenne ». Pa
 $x = \text{jours secs}$



Subméditerranéen ($x < 40$).



Mésoméditerranéen atténué ($40 < x < 75$).



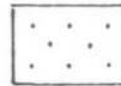
Mésoméditerranéen accentué ($75 < x < 100$).



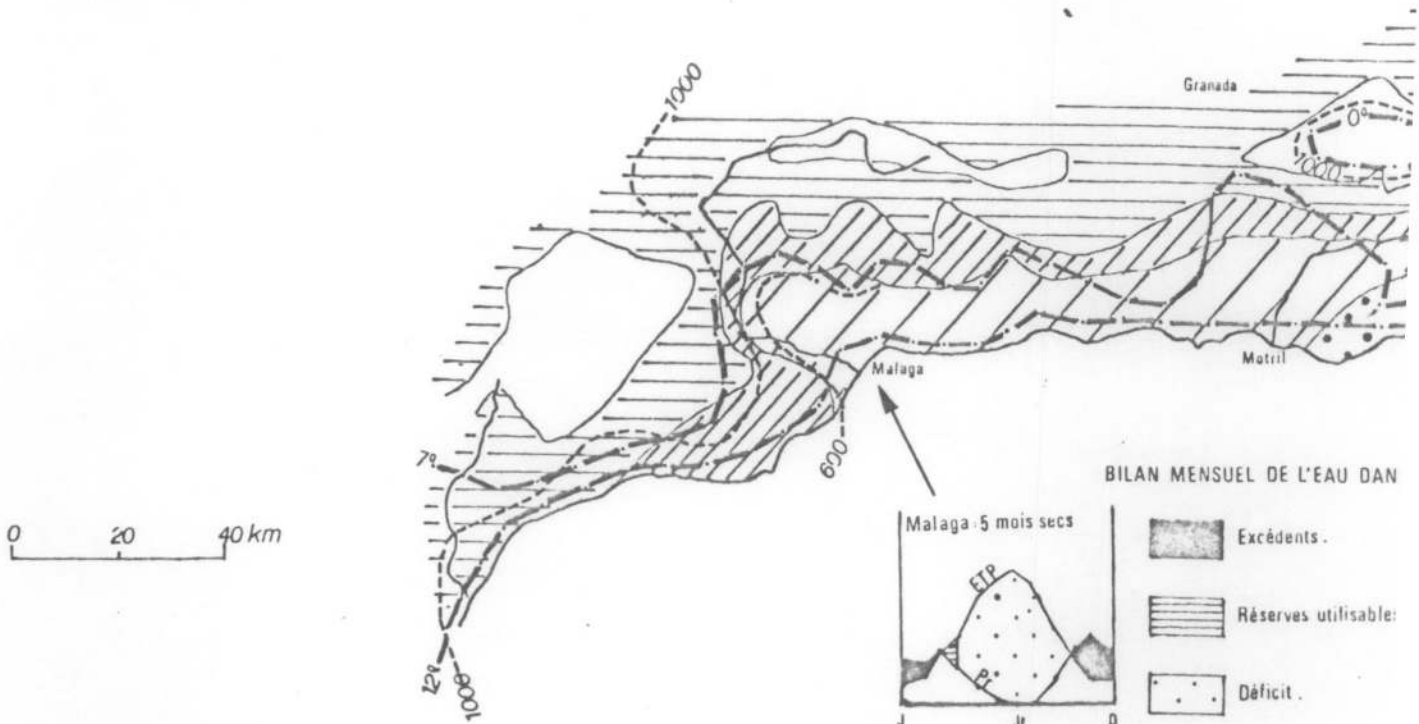
Thermoméditerranéen ($100 < x < 150$).



Xerothermoméditerranéen ($150 < x < 200$).



Subdésertique atténué ($200 < x < 250$).



en particulier, n'en est nullement affectée.

Finalement, la saison froide ne se manifeste avec quelque dureté qu'au-dessus de 1200 mètres. Le gel devient pratiquement quotidien en Janvier- Février et atteint alors des valeurs comprises entre -5 et -10°, tandis que les gelées tardives se prolongent jusqu'en Avril-Mai. Mais la ligne des 100 jours de gel par an qui pourrait signaler l'apparition d'un véritable climat montagnard ne se situe que vers 1500 à 1600 mètres alors même que disparaît toute agriculture permanente (14).

En définitive, la clémence remarquable des mois d'hiver constitue un avantage exceptionnel pour l'ensemble de l'agriculture régionale. Sauf en quelques hauts villages, fort peu nombreux au demeurant (une dizaine sur 180 communes sont au-dessus de 1100m), l'agression du froid est insignifiante voire complètement inconnue et permet de classer la majeure partie du domaine agricole dans l'aire du climat méditerranéen de nuance chaude.

La douceur du climat est d'autant plus significative qu'elle constitue, en fait, un réel privilège, très sensible par rapport aux autres régions de la Méditerranée Occidentale. L'avantage se marque nettement à tous les niveaux.

Sur les versants, la comparaison avec les montagnes voisines s'affirme très largement au bénéfice de notre région. L'opposition est particulièrement démonstrative, à altitude égale, entre les flancs septentrionaux de la Cordillère Bétique et la retombée méditerranéenne. Les moyennes annuelles sur cette dernière s'avèrent supérieures de 1 à 2° à celles des stations correspondantes du versant opposé. L'hiver surtout y est incomparablement plus chaud. Ainsi, vers 500 mètres d'altitude, Ojen (station de Sierra Bermeja) enregistre un avantage de plus de 3° en Janvier sur Loja (10,7° contre 7°) où trois mois accusent des moyennes inférieures à 10° alors qu'Ojen n'en marque aucun. De même, l'avantage de Lanjaron (Alpujarra) vers 700 mètres s'établit en Janvier à 2° par rapport à la vega de Grenade (8,6° contre 6,7° à Armilla). Des différences du même ordre, parfois encore plus accusées, pourraient être relevées au profit de l'Andalousie Méditerranéenne comparée aux versants de la montagne d'Huelva en Andalousie Occidentale, de la Cordillère Levantine (15) ou du Rif (16).

La conséquence la plus évidente en est une remontée importante des limites culturelles en Andalousie Méditerranéenne à des altitudes inégalées dans les régions voisines. L'oranger, par exemple, normalement cultivé à Lanjaron ou Yunquera vers 700 mètres est exclu de la vega de Grenade et même d'Antequera située pourtant à 500 mètres d'altitude seulement. De même, l'olivier qui grimpe jusqu'à 1100 et même 1200 mètres en Alpujarra ne dépasse guère 800 mètres sur le flanc nord de la Sierra Nevada comme sur le versant méditerranéen du Rif. Le seigle qui ne franchit guère dans le Rif la limite des 1800m, atteint par contre 2000 à 2200 m dans notre région.

Le décalage altitudinal au profit de la montagne méditerranéo-andalouse

s'établit donc, en définitive, autour de 300 mètres.

La côte quant à elle, apparaît comme le rivage le plus favorisé de la Méditerranée Occidentale. C'est là que l'agriculture bénéficie des avantages les plus substantiels par rapport aux littoraux maghrebins ou espagnols.

Les moyennes annuelles ne sont pas très supérieures à celles des stations côtières algériennes ou tunisiennes (18°6 à Motril contre 18°1 à Bizerte) mais marquent déjà une supériorité sensible sur celles du littoral levantin (17°5 à Alicante et Murcie), de l'Andalousie Occidentale (17°7 à Huelva) ou des rivages marocains.

Par contre, les privilèges de l'hiver sont beaucoup plus accusés. Avec une moyenne de 12°6 en Janvier, Motril par exemple bénéficie d'un avantage de 1°5 à 2° sur les côtes voisines du Levant et de l'Andalousie Occidentale (17) et se révèle même très légèrement supérieure à Alger (12°) ou Bizerte (12°1). Cet avantage se prolonge d'ailleurs pendant la plus grande partie de l'année et ne cède qu'au coeur de l'été: les températures moyennes y restent plus élevées qu'à Murcie et Séville pendant 7 à 8 mois.

En fait, pour l'agriculture, le privilège décisif tient surtout à l'absence totale de gelées alors que les minimas négatifs sont toujours possibles en Janvier-Février dans les plaines levantines et même nord-africaines. Il en résulte des conséquences d'une grande portée pour la vie rurale. En premier lieu la côte d'Andalousie Méditerranéenne offre une gamme de possibilités culturelles plus ouverte qu'en nul autre secteur de la Méditerranée Occidentale: aux cultures délicates caractéristiques de ces littoraux (légumes, agrumes) s'ajoutent les spéculations d'origine tropicale qui s'acclimatent difficilement ailleurs. La canne à sucre traditionnellement produite de Málaga à Adra n'a réussi durablement ni sur la côte levantine ni dans les plaines algéroises (18).

Les cultures moins originales bénéficient d'avantages non moins importants. Ainsi l'absence de gelée apporte aux agrumiculteurs une sécurité qui fait souvent défaut à leurs voisins valenciens et murciens. Enfin, d'une façon plus générale, la plupart des récoltes, -la remarque vaut surtout pour les légumes-, peut être avancée ici de plusieurs semaines, au coeur même de l'hiver, et profiter ainsi de débouchés que ne peuvent guère leur disputer alors les autres régions espagnoles.

On ne peut nier, au total, la spécificité sur le plan thermique d'un climat méditerranéo-andalou dont les bienfaits sont incontestables pour l'agriculture. C'est là, sans doute, l'un des facteurs les plus originaux de la vie rurale, -bénédicte, pour une fois-, et qui cesse aux limites mêmes de la région. Le privilège hivernal s'amenuise très vite aussitôt passé vers l'Est le Rio d'Almería et disparaît de même façon dès Gibraltar en direction de l'Atlantique.

Les causes d'un tel bienfait ne sont pas indifférentes à notre propos dans la mesure où elles permettent de mettre en évidence un aspect de la spécificité régionale. L'influence modératrice de la mer intervient sans aucun doute comme le

prouvent les mesures qui avantagent systématiquement les caps par rapport aux baies (moyenne annuelle de $19^{\circ}2$ au Cap Sacratif contre $18^{\circ}5$ à Motril, de 19° à la pointe de Calaburras contre $18^{\circ}4$ à Málaga). L'argument ne semble guère convaincant néanmoins puisque aussi bien les rivages voisins ne bénéficient pas de privilèges identiques, alors même que les courants marins n'introduisent aucune différence sensible.

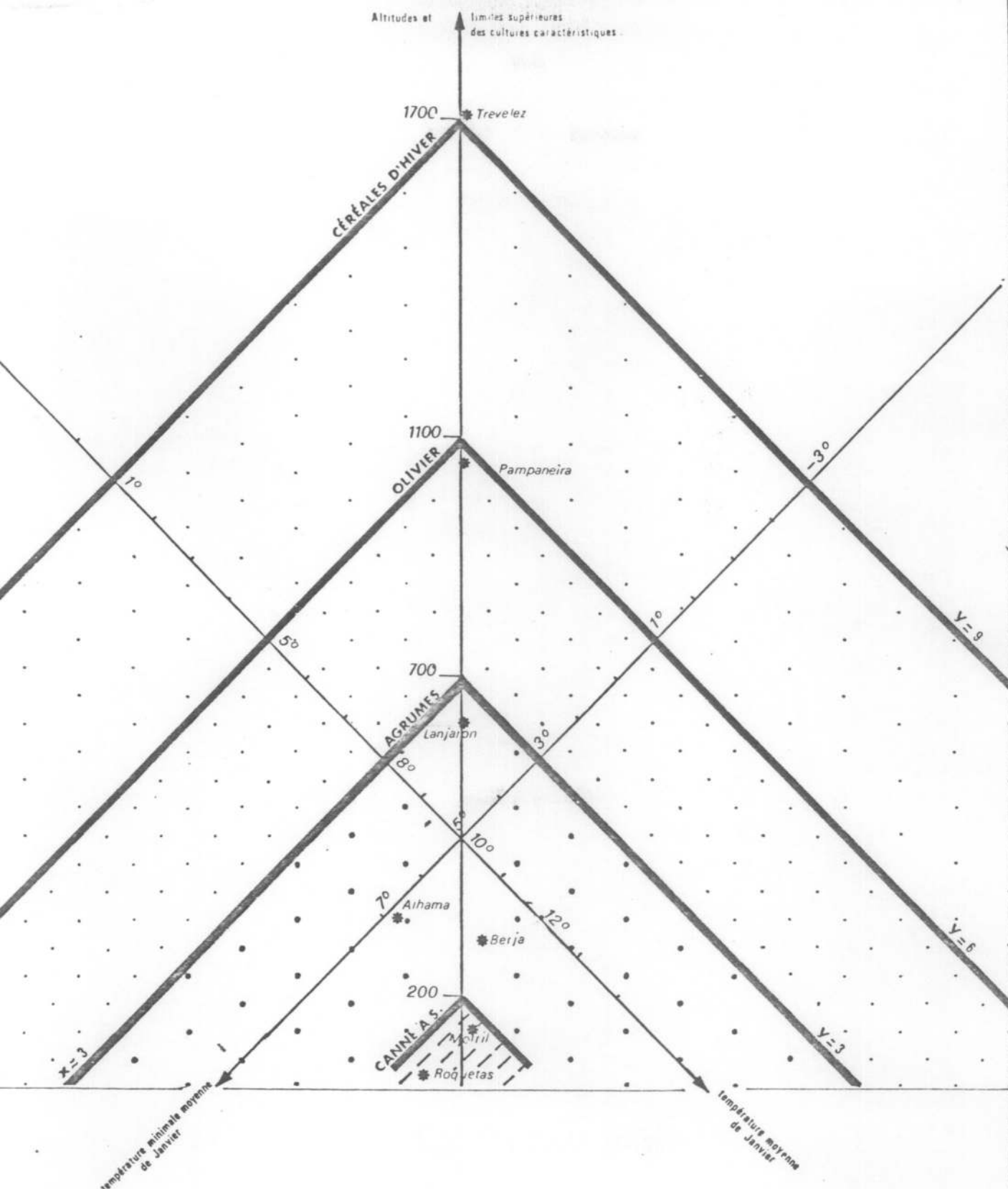
C'est donc, en définitive au phénomène d'abri qu'il convient d'attribuer le mérite de ces bienfaits thermiques. La formidable barrière montagneuse des chaînes bétiques dressées perpendiculairement aux vents froids du Nord constitue une protection exceptionnelle dont ne peuvent jouir ni la côte maghrébine, ni celle du Levant ou d'Andalousie Occidentale et qui avantage si nettement notre région par rapport aux flancs septentrionaux de la Cordillère ou du Rif. La rareté des vents du Nord, la prépondérance des vents de composante Sud confirment à l'évidence ce phénomène. De même, l'affaiblissement sensible des avantages thermiques chaque fois qu'au long des percées fluviales s'ouvre une brèche dans la barrière protectrice apporte la démonstration du rôle décisif de la montagne: la Hoya de Málaga plus ouverte est moins chaude l'hiver que les bassins fermés d'Almuñecar ou même de Motril; le val de l'Andarax, à l'arrière de Almería, enregistre des moyennes annuelles inférieures de 1 à 2° à celles de Dalias au creux de la Sierra de Gador.

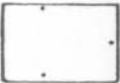



La montagne apparaît donc, une fois encore, comme le principe essentiel de l'originalité agricole de l'Andalousie méditerranéenne. C'est elle qui détermine enfin l'échelonnement en altitude des vocations culturelles.

2 - L'étagement des aptitudes agricoles .

Trois limites, celle des espèces cultivées les plus représentatives des différents étages de la montagne, permettent de préciser avec assez d'exactitude la distribution des potentialités agricoles du point de vue thermique. Il s'agit, du bas vers le haut, de la ligne de fructification extrême de l'oranger qui délimite l'aire des cultures "chaudes" les plus délicates, puis de celle de l'olivier qui borne traditionnellement le domaine de l'agriculture méditerranéenne normale, enfin à haute altitude, de celle du blé d'hiver qui correspond ici aux limites mêmes de la vie rurale permanente (Fig. 9).

L'étage inférieur, celui des cultures "chaudes", est celui qui, en Andalousie méditerranéenne, revêt sans doute le plus d'importance puisqu'il regroupe à la fois les formes les plus originales de système de production et qu'il recouvre la plus grande partie de l'agriculture régionale, sur les bas et moyens versants. La présence de l'oranger (19) jusque vers 700 m. d'altitude constitue un excellent témoin de ce milieu sans hiver sensible où la période végétative ne connaît pratiquement



-  Etage « sub-méditerranéen » (céréales d'hiver).
-  Etage « méditerranéen moyen » (olivier).
-  Etage « méditerranéen chaud » (agrumes).
-  Frange littorale à tonalité « tropicale » (canne à sucre).

* Station-type.
 x : nombre de mois où la température moyenne mensuelle est $< 10^{\circ}$.
 y : « « « « « « minimale moyenne mensuelle est $< 5^{\circ}$.

Fig. 9 - Etagement culturel et étagement thermique
 (correspondances entre différentes variables thermiques).

aucun répit (température moyenne toujours supérieure à 7°) et où le gel demeure exceptionnel et sans vigueur. De fait, les plus hauts vergers en production jalonnent assez fidèlement la courbe des 700m. depuis Yunquera, à l'Ouest, au pied de la Serranía de Ronda, jusqu'à Alcaucin (Sierra Tejeda), Talara (V. de Lecrin) puis Lanjaron en Alpujarra et enfin, au-dessus de Canjajar dans le val de l'Andarax.

Une distinction fondamentale s'impose cependant au sein de cette zone chaude, entre la frange littorale exceptionnellement douce en hiver et les coteaux de basse ou moyenne altitude où apparaissent les premières gelées blanches. Elle permet d'isoler le domaine agricole le plus original de l'Andalousie méditerranéenne.

a/ - Les bassins littoraux se caractérisent, en effet, par leur tonalité "tropicale" et leur orientation délibérée vers les cultures de pays chauds telles que la canne à sucre, le chirimoyo (annone), et même, à titre de curiosité, le bananier ou le caféier. Ce secteur étroit qui, pratiquement, peut se limiter à l'aire de production de la canne à sucre doit moins ses privilèges à de hautes moyennes annuelles qui paraissent même légèrement insuffisantes pour semblable spéculation qu'à l'absence totale de gel hivernal (20). C'est donc la courbe au-delà de laquelle apparaissent les premiers minimas négatifs qui borne cette frange "tropicale": elle ne monte guère au-dessus de 200 m. dans les bassins les mieux abrités (Almuñecar, Motril), pour se limiter par endroit à moins de 100 m., comme dans la Hoya de Málaga où, passé vers le Nord le rempart de la Sierra de Cartama, la canne gèle régulièrement et disparaît en conséquence des systèmes de culture. Intimement associée à l'abri montagnard, elle ne déborde jamais le littoral de l'Andalousie méditerranéenne dont elle représente ainsi l'un des termes les plus spectaculaires de spécificité: la canne disparaît complètement à l'Est d'Almeria et atteint difficilement à l'Ouest la longitude d'Estepona.

Doué pour les cultures exotiques, ce secteur se révèle à l'inverse peu propice, en raison même de l'extrême douceur de l'hiver, à certaines productions typiquement tempérées. Ainsi le pêcher fructifie difficilement faute d'une période fraîche suffisamment longue. De même, l'olivette est extrêmement rare: sans doute les vents salés ont-ils là quelques responsabilités mais il faut sans doute bien plus attribuer cette absence à la trop grande douceur de l'hiver. La température moyenne de Janvier est partout ici voisine de 12°5 alors qu'elle devrait pour permettre une bonne différenciation des bourgeons s'abaisser à moins de 11° (21).

Ainsi se précisent les aptitudes originales des plaines côtières mieux douées pour certaines cultures tropicales que pour les systèmes classiques méditerranéens.

b/ - Au-delà, entre la limite de la canne et celle de l'oranger, de 100-200 m. à 700 m., les versants moyens présentent l'aspect plus banal des agri-cultures méditerranéennes "chaudes" où se mêlent à la vigne et l'olivier les plantes sensibles au gel hivernal. C'est à l'intérieur de cet étage que se localisent essen-

tiellement les foyers agrumicoles, en regadio, les principales zones d'amanderales, en secano, partout où les minimas absolus de Janvier-Février n'atteignent pas de valeurs inférieures à -2 ou -3° . En fait, là encore, des nuances méritent d'être introduites.

L'étage de prédilection des agrumes se concentre surtout à moins de 500 m. comme le montre aisément la répartition des foyers actuels de monoculture du bas Guadalhorce ou du bas Andarax (limite entre Gador et Alhama de Almeria). Une remarque similaire pourrait être appliquée au cas de l'amanderaie de la Contraviesa qui atteint sa densité maximale à l'aval de Sorvilan. La raison en est claire: jusque vers 500 m., les températures négatives n'apparaissent pratiquement jamais sur les coteaux et les minimas se réduisent à quelques rares gelées blanches, voisines de 0° , nullement dangereuses pour les orangers ou la floraison précoce de l'amandier. De telles conditions offrent alors une entière sécurité à l'arboriculteur.

Il en va un peu différemment dès que l'on dépasse 500 m.. Le gel, quoique rare, peut atteindre assez régulièrement des valeurs négatives de -1 à -3° , voire exceptionnellement -5° . On relève d'ailleurs des conditions assez similaires à plus basse altitude dans les fonds de vallées où certaines journées d'hiver les froids peuvent être vifs. Aussi, l'oranger entre-t-il alors dans une aire marginale et perd de son importance au profit de plantes plus résistantes. Dans le Valle de Lecrin ou en Alpujarra (Orgiva) on a ainsi coutume de l'associer à l'olivier qui lui sert de protecteur contre le vent froid, illustrant ainsi la transition qui conduit de la zone "chaude" à l'étage "méditerranéen" classique.

L'étage moyen, celui des cultures méditerranéennes "classiques", se situe essentiellement entre 700 et 1100 m. d'altitude. Sa limite supérieure, celle de la vigne et de l'olivier, varie assez sensiblement en fonction de l'exposition. Sur les versants au Sud et à l'Est, l'olivette atteint parfois 1200 m. (près de Carataunas), le vignoble 1300 m. (Pampaneira). Mais dans l'ensemble, l'aire typique de l'arboriculture méditerranéenne classique d'où est exclu l'oranger ne s'échelonne guère que sur 400 m. d'altitude et représente donc une importance moindre que l'étage chaud inférieur. Elle correspond à des conditions hivernales marquées par un rafraîchissement sensible, 3 à 4 mois de repos végétatif, mais exempt de grands froids: 7 à 15 jours de gel par an, en moyenne, avec des minimas absolus tombant rarement au-dessous de -5 à -6° . Elle cesse, dès que l'intensité des gelées met en péril l'olivier (vers -7 à -8°) et que la température moyenne de Janvier n'atteint plus 4 à 5° . Un peu plus haut, la vigne disparaît à son tour lorsque la chaleur devient insuffisante au printemps (moins de $8-10^{\circ}$ en Mai, pour le débourrement) et en été (moins de 20° , pour la maturation) (22).

L'étage agricole supérieur, au-delà de 1100-1300 m., peut être qualifié de sub-méditerranéen. Si du point de vue thermique disparaissent les cultures médi-

terranéennes typiques, la sécheresse estivale ne permet pas d'en faire un milieu de type "tempéré moyen". Cette zone qui correspond ici aux foyers agricoles permanents les plus élevés peut être assimilée à la culture prépondérante du blé d'hiver qui, une fois disparue l'arboriculture méditerranéenne, constitue avec quelques arbres fruitiers tempérés (pommiers, poiriers) le terme spécifique des systèmes de haute Alpujarra. La saison végétative réduite à un semestre, l'affirmation d'un hiver rigoureux où les minimas peuvent descendre normalement à -10° et où le gel sévit pendant plus de 2 mois avec des gelées tardives possibles jusqu'en Mai ou Juin, réduit considérablement la gamme des productions en éliminant toutes cultures sensibles au froid. Le blé d'hiver trouve là des conditions suffisantes pour mûrir avant la saison sèche du cœur de l'été tant que le réchauffement printanier s'avère assez précoce pour permettre l'épiage en Mai: aussi la moyenne de 10° en Mai représente-t-elle la limite supérieure de son extension. Elle correspond à la courbe de 1600-1700 m. (cf. Trevelez) qui borne en même temps l'aire de l'agriculture permanente la plus avancée en altitude.

Ainsi l'occupation régulière de l'espace agricole cesse-t-elle avec la possibilité de cultiver le froment, soit dès qu'apparaissent de véritables conditions thermiques montagnardes. Au-delà, en effet, la longueur et la dureté de l'hiver réduisent la saison végétative à moins de 3 ou 4 mois tandis que le nombre des jours de gel dépasse largement la centaine. Pourtant, jusqu'au-dessus de 2000 m. toute agriculture n'est pas impossible: le seigle, l'orge, la pomme de terre peuvent encore fructifier et sont d'ailleurs cultivés de façon sporadique sans pour autant servir de base à un système autonome spécifiquement montagnard. La raison de cette répulsion vis à vis de la montagne n'apparaît guère en regard des seules conditions thermiques. Sans doute doit-on invoquer quelque trait de civilisation expliquant la réticence des hommes à s'aventurer hors du cadre connu de la polyculture méditerranéenne et à s'adapter à une vocation d'agriculteurs ou d'éleveurs de montagne. Mais ne s'agit-il point là d'une argumentation un peu hâtive et qui repose sur une analyse incomplète des conditions écologiques? Dans un milieu frappé d'aridité estivale, les données thermiques seules ne peuvent-elles permettre de trancher? Ainsi, les remarquables privilèges thermiques de l'Andalousie méditerranéenne ne représentent-ils pour l'agriculture que d'excellentes potentialités qui, sans eau, n'auraient d'autre intérêt que statistique, si l'on remarque que les cultures susceptibles d'en obtenir le meilleur profit sont presque toutes avides d'humidité (agrumes, plantes tropicales etc..).

Du moins cette analyse des températures permet-elle de souligner à la fois le rôle primordial de l'abri montagnard et la vocation essentiellement méditerranéenne, malgré l'altitude, de l'agriculture régionale.

B - Le problème de la sécheresse et la correction montagnarde.

L'insuffisance de l'eau constitue le principal facteur limitatif à l'épanouissement de systèmes de cultures riches si l'irrigation ne vient pas corriger les déficiences naturelles. La présence de la montagne revêt, de ce point de vue, une importance décisive aussi bien par les nuances régionales qu'elle introduit dans la plus ou moins grande rigueur de la sécheresse que par les moyens qu'elle apporte souvent à la combattre.

I - Les contraintes de l'aridité.

Le volume des précipitations annuelles, soit de l'eau disponible pour une agriculture non corrigée, révèle déjà en première analyse les termes essentiels du problème.

Une carte des isohyètes (Fig. 8) souligne d'abord à l'évidence le rôle de l'écran montagnard, face aux courants perturbés d'Ouest provenant de l'Atlantique (23). On y relève immédiatement 2 phénomènes essentiels:

— Le fléchissement progressif mais très marqué des pluies de l'Ouest vers l'Est: une section occidentale bien arrosée d'Estepona à Málaga reçoit plus de 500mm et s'oppose violemment à l'extrémité orientale de la région qui à partir d'Adra bénéficie de moins de 300mm. Entre ces pôles opposés, la partie centrale, la plus étendue, recueille sur la côte de 300 à 500mm. (24)

— L'importance des précipitations de relief qui gonflent très sensiblement les apports annuels en fonction de l'altitude. Ainsi, les massifs les plus élevés, même les plus orientaux, se signalent-ils comme autant d'îlots d'humidité bénéficiant toujours de 800mm au moins et souvent de beaucoup plus.

Ces constatations élémentaires permettent de dégager quelques conclusions intéressantes au plan de l'agriculture.

En premier lieu, si les disponibilités en eau paraissent suffisantes sur la majeure partie du territoire pour satisfaire aux cultures sèches traditionnelles du monde méditerranéen (céréales, vigne, olivier), elles se révèlent très largement inaptes à permettre les spéculations riches susceptibles de mettre à profit la douceur des températures dans les zones basses (besoins des agrumes, de la canne, des légumes équivalent à 1000 ou 2000mm.). La mise en valeur optimale des potentialités agricoles, notamment sur le littoral, suppose donc partout l'irrigation. A l'inverse, l'amélioration du bilan avec l'altitude s'avère à première vue d'un médiocre intérêt, alors que la dégradation des conditions thermiques ne permet plus la pratique, en montagne, des spéculations riches.

L'individualisation, d'autre part, d'un pôle de sécheresse exacerbée à l'Est d'Adra permet d'isoler dans les pays almerienses un milieu agricole particulièrement défavorable où toute culture devient aléatoire, voire impossible sans

arrosage. L'irrigation s'impose alors dans ces régions comme une pratique véritablement indispensable (25).

En fait, si l'on excepte ce cas extrême, le volume total des pluies annuelles ne peut guère fournir, à lui seul, que des indications sommaires et incertaines sur les possibilités effectives de l'agriculture.

La durée de la saison sèche, soit la répartition saisonnière des précipitations et leur efficacité dans le sol, permet par contre d'approcher avec plus d'exactitude les conditions réelles de la vie végétale. Il s'agit, en somme, d'établir un bilan de l'eau disponible pour les plantes, aux diverses périodes de l'année, en corrigeant les données simples des apports hydriques fournis par les précipitations, par la prise en compte des pertes qu'elles peuvent subir du fait de l'évaporation. On connaît les difficultés d'apprécier cette dernière avec exactitude, faute de pouvoir mesurer avec suffisamment de finesse les nombreux facteurs qui, en plus de la température, en règlent l'intensité. Des plus simples (Gaussen) aux plus complexes (Thornwaite, Turc, Penman) les différentes formules employées à cet effet apportent des réponses dissemblables mais suffisamment convergentes cependant pour saisir les termes essentiels du problème. Nous en résumons ci-contre les principaux résultats qui méritent quelques commentaires. (26).

La longueur de la période aride apparaît partout, et quelques soient les formules utilisées, supérieure à 4 ou 5 mois, ce qui classe sans conteste notre région dans la zone méditerranéenne de nuance méridionale à sécheresse prolongée (cf. Birot "La Méditerranée et le Moyen Orient").

De même, tous les indices confirment les variations suggérées par la carte des isohyètes. La longueur de la période aride s'accroît considérablement d'Ouest en Est alors qu'elle paraît s'affaiblir beaucoup plus lentement avec l'altitude, au moins jusqu'au niveau de la moyenne montagne. La péjoration climatique vers les régions orientales paraît donc revêtir pour la géographie rurale une importance beaucoup plus considérable que l'amélioration des totaux pluviométriques en montagne. Peut-être touche-t-on là un thème essentiel pour la vie agricole qui en Andalousie méditerranéenne souffre de contrastes naturels plus accusés encore dans le sens longitudinal, par suite de l'aggravation de l'aridité, que dans la direction verticale en raison des modifications montagnardes qui, au total, interviennent de façon plus progressive et nuancée.

Durée de la saison sèche = nombre de mois arides.

	Gausson (1)	Thornwaite (2)	Turc (3)	Penman (4)
Almeria	10	8	12	8 à 9
Alcala	6	6		
Alcala	5	5	5,5-6	6
Alcala	5	4,5	5	4
Alcala	5	3		
Alcala (700m.)	3	4,5		

(1) mois sec = $P_{mm} - 2T$ (degrés centigrades).

(2) - (3) - (4): bilan de l'eau dans le sol établi par différence des précipitations mensuelles et de l'évaporation calculée, la réserve hydrique maxima susceptible de se constituer dans le sol étant considérée comme égale à 100mm environ.

Reste, enfin, à préciser pour chaque cas la durée moyenne de la saison sèche où le sol est dépourvu d'eau utilisable par les végétaux. Les chiffres fournis par les différents indices ne présentent pas, en fait, de différences considérables sauf pour la station d'Almeria (de 8 à 12 mois). Connaissant les imperfections propres au calcul de chacune des formules utilisées, il est d'ailleurs loisible d'estimer le sens des erreurs ainsi provoquées. Les résultats peu nuancés obtenus au moyen de la méthode de Gausson ne nous surprendront guère, compte tenu de l'extrême simplicité de ses termes. On sait, par ailleurs, les risques encourus par les procédés de calcul de l'évapotranspiration. Ainsi, de l'avis de la plupart des spécialistes (26), l'indice de Turc pêche ici par excès et augmente anormalement la valeur de la sécheresse, alors qu'à l'inverse, les résultats de la formule de Thornwaite connaissent le défaut contraire. Aussi, tiendrons-nous, en définitive, les données obtenues par la méthode de Penman comme les plus proches de la réalité régionale. (Fig. 8).

Ainsi, l'aridité du sol paralyse normalement à Almeria la vie végétative pendant les $\frac{3}{4}$ de l'année (8 à 9 mois). Seuls les mois de Novembre-Décembre et Janvier présentent un bilan hydrique positif.

A Málaga, - et sur l'ensemble de la section centrale de la côte, si l'on se réfère en comparaison aux données fournies par Gausson et Thornwaite -, la saison sèche se prolonge encore sur 6 mois, de la mi-Avril à la seconde quinzaine de Septembre.

L'extrémité occidentale de notre région manifeste, par contre, un sensible allongement de la période humide. La saison aride s'y réduit, à Algeciras, aux 4 mois de Juin à Septembre. Les données incertaines et contradictoires obtenues pour quelques stations de moyenne altitude ne permettent malheureusement pas d'obtenir une image précise de la situation en montagne: sans nul doute, la période sèche y est sensiblement plus courte que sur le littoral sans toutefois effacer jamais la séquence aride estivale qui, si l'on en croit les rares chiffres en notre possession

se
emeure comprise entre 3 et 5 mois et ne différencie guère, par conséquent, des conditions définies pour les sections côtières occidentales.

Mais il convient finalement de s'interroger sur la validité, du point de vue agricole, de données qui ne définissent que des conditions moyennes, très imparfaitement fidèles sans doute aux réalités agronomiques.

Aussi n'est-il pas inutile de leur apporter quelques correctifs que nous signalons brièvement faute de pouvoir en mesurer la portée réelle avec exactitude.

L'irrégularité interannuelle et intersaisonnière des précipitations démontre d'abord à l'évidence la valeur relative pour l'agriculture des données établies plus haut.

La variabilité des pluies est considérable d'une année à l'autre et ne permet pas à l'agriculteur de tabler sur un apport moyen assuré. Pour une période de 20 à 25 ans, le rapport entre l'année la plus sèche et l'année la plus humide est de l'ordre de 1 à 3 dans la plupart des stations et tend même à atteindre l'écart de 1 à 4 pour Almeria.(27). On a pu calculer ainsi qu'à Coin, dans le bassin de Málaga, 20% des années seulement disposaient d'un volume pluviométrique voisin de la moyenne (464mm) tandis que 40% d'entre elles s'avéraient nettement plus sèches, contre 40% également plus arrosées. Or, toutes les saisons, à l'exception de l'été uniformément aride, sont sujettes à cette instabilité. Les variations les plus inquiétantes sont, sans doute, celles qui affectent le début ou la fin de la période humide et qui peuvent tantôt prolonger la sécheresse jusqu'au début de l'hiver, paralysant ainsi les labours et affectant gravement les récoltes tardives (des olives, par exemple), tantôt, au contraire, accuser une sécheresse absolue dès le coeur du printemps, au risque de ruiner les prochaines moissons. La coïncidence des deux anomalies définit les années les plus défavorisées, catastrophique pour l'agriculture puisqu'elle réduit de plusieurs semaines la longueur déjà comptée de la saison pluvieuse utile: ainsi 1975 a vu à Málaga une aridité à peu près totale s'étendre d'Avril à la mi-Décembre, accroissant de près de 2 mois la durée normale de la saison sèche. De la sorte, aucune période n'est dans l'année exempte du risque d'une sécheresse dangereuse pour les cultures, et le volume des précipitations assurées est très largement inférieur aux totaux moyens enregistrés. Si l'on en croit le calcul fait pour Málaga sur une période de 20 ans (1946-1965), la valeur des pluies minimales garanties dans une proportion de 80% des cas représente à peine la moitié des valeurs moyennes, les apports printaniers se révélant comme les moins instables*. C'est là, sans nul doute, un phénomène de grande portée pratique et

Précipitations mensuelles assurées à 80% (16 ans sur 20) 1946-1965												
31,4	13,5	50	28	6,3	0	0	0	0	12,5	36,6	26,5	Total: 204,8
Précipitations moyennes enregistrées												
72,1	57,9	72,7	45,1	33,6	4,9	1	4,9	34,7	43,3	79,9	88,5	Total: 542,6
J	F	M	A	M	J	Jt	A	S	O	N	D	

qui durcit singulièrement les conditions d'une agriculture plus assujettie encore qu'il n'y paraît à l'insuffisance de l'eau. Encore supposons-nous alors que les pluies sont toutes également profitables à la végétation.

La brutalité des précipitations, fréquente en ces régions, vient en effet aggraver encore la situation. On sait que les averses brutales ne pénètrent que partiellement dans le sol et ruissellent en surface, perdues pour la végétation: une bonne partie de l'eau ainsi apportée n'est donc d'aucune efficacité pour les cultures. Or le nombre de jours de pluie se limite dans notre région à 50 ou 60 par an, durant lesquels les abats sont, par contre, souvent impressionnants (voir plus haut, § érosion). Les données font défaut qui permettraient de mesurer la proportion des pluies efficaces par rapport aux pluies réelles. On peut estimer toutefois qu'elles en représentent souvent à peine la moitié. De même, il paraît évident que les conditions s'aggravent considérablement de ce point de vue sur les versants schisteux qui constituent une bonne partie de la région: le ruissellement y est exacerbé par la pente et l'imperméabilité du sol et provoque sans doute dans ces secteurs une sécheresse agricole réelle sensiblement plus marquée que dans les bassins, à précipitations égales.

Le rôle de l'humidité relative, enfin, doit être pris en compte. Il défavorise d'ailleurs, de même façon, l'intérieur montagnard par rapport à la côte. On constate en effet que les zones littorales bénéficient tout au long de l'année d'une humidité relative élevée (65 à 80%) qui réduit sans doute nettement l'évaporation et corrige partiellement le déficit hydrique. L'importance mal connue des brumes et des rosées matinales fréquentes intervient vraisemblablement de façon notable dans le même sens.(28). Par contre, l'humidité ambiante tombe très vite vers l'intérieur à des valeurs médiocres, surtout l'été, aggravant ainsi les effets agricoles de l'aridité en saison chaude (humidité relative voisine de 40 à 50%).

Il est, en définitive, impossible d'estimer avec exactitude le poids relatif de ces divers facteurs et leur importance finale dans le bilan hydrique. Du moins, ne doit-on pas les négliger et retenir l'idée que, dans l'ensemble, la contrainte de l'aridité est sans doute plus lourde encore que ne le laissent paraître les estimations. Ces dernières, - cartes pluviométriques et bilans hydriques saisonniers -, fournissent tout de même des éléments fort utiles et suffisamment convergents pour permettre d'envisager la possibilité d'un classement des aptitudes agricoles en regard des conditions régionales de l'aridité.

Trois ensembles nous paraissent s'imposer à l'évidence.

une zone orientale de caractère semi-aride s'isole très nettement autour d'Alme-

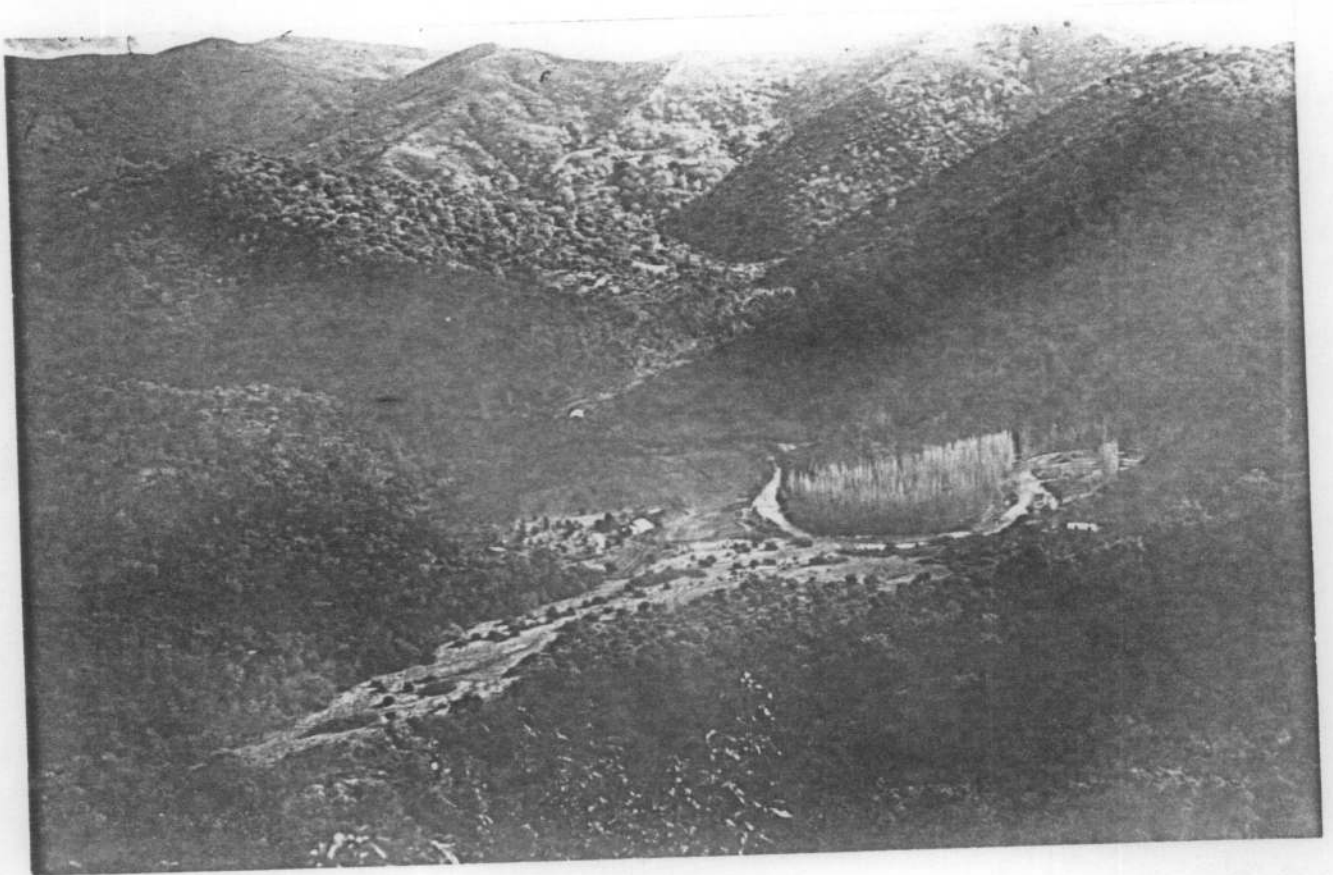


Phot. XII - Types de milieux naturels en Andalousie méditerranéenne.

(voir légende p.I20 bis).

XII - A - Photo du haut.

B - Photo du bas.



ria. C'est là le pôle "le plus aride d'Europe"(29), à l'intérieur de la courbe de 300mm. de précipitations annuelles et des 8 mois de sécheresse par an. La faiblesse insigne du total pluviométrique s'aggrave d'une irrégularité accentuée (variabilité de l'ordre de 40%) où l'on note, -phénomène typique de milieu semi-aride -, une fréquence nettement majoritaire d'années plus sèches que la moyenne que d'années exceptionnellement pluvieuses: sur une période de 39 ans, la première catégorie l'emporte 26 fois, contre 12 seulement la seconde. En définitive, l'agriculture, un an sur deux, ne peut compter que sur des précipitations très inférieures à la "normale", de l'ordre de 150mm., tandis que le sol, dans ces conditions se trouve desséché tout au long de l'année. Les rosées matinales, source d'une forte humidité relative, n'apportent sans doute qu'un modeste complément si l'on tient compte, en contrepartie, de la fréquence des vents qui stimulent l'évaporation.

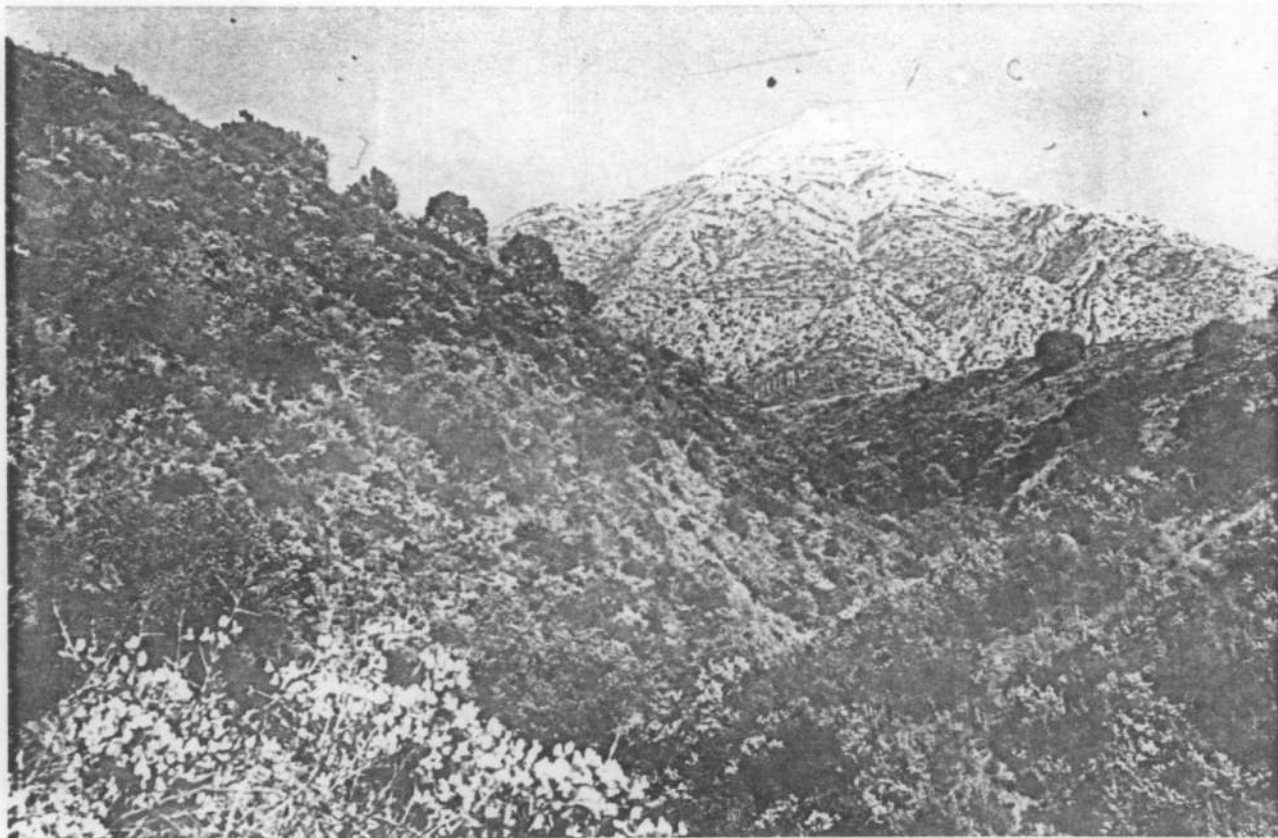
La dureté exceptionnelle de ce climat définit un milieu steppique, trop difficile déjà pour la plupart des espèces méditerranéennes typiques. Ainsi, depuis Adra jusqu'au cours moyen du Rio Andarax, le paysage offre l'aspect caractéristique d'étendues stériles et désolées, de versants nus et de longs glacis piquetés de loin en loin de maigres touffes de végétation. Fait remarquable, le chêne-vert est exclu de ces régions, tandis que le pin d'Alep pourtant si résistant aux conditions les plus défavorables n'y réussit que difficilement. C'est là, déjà, le domaine du jujubier et des plantes des marges arides (30).

Sans interdire radicalement l'agriculture, de telles conditions lui sont néanmoins éminemment défavorables. L'olivier ne se développe que difficilement s'il n'est arrosé de temps en temps par la déviation des eaux d'inondation (irrigation de boquera). La vigne elle-même ne donne que^{de} fort médiocres résultats et seul, en définitive, l'amandier offre suffisamment de résistance à la sécheresse pour coloniser, malingre, en peuplements épars, les terrains les plus frais. L'arboriculture sèche méditerranéenne est, en fait, pratiquement exclue faute de pouvoir prodiguer une production de quelque intérêt.

Les céréales, blé et surtout orge, ne fournissent elles-mêmes que des rendements dérisoires, le plus souvent inférieurs à 3 qx/ha. Surtout, elles offrent des résultats très aléatoires: une récolte moyenne n'est guère possible que tous les 3 ou 4 ans. Tout autant que l'insuffisance du total pluviométrique, la sécheresse des premiers mois de l'année leur est souvent fatale, au moment du pré-épiage. Il suffit que s'accroisse légèrement le creux habituel de l'hiver pour que la récolte se perde irrémédiablement.

Ainsi, malgré des avantages thermiques exceptionnels, l'agriculture est réduite à la misère d'une "production-loterie". Une vie rurale stable, assurée, n'est guère concevable, ici, sans recours à l'irrigation.

Un milieu méditerranéen typique s'affirme, par contre, sur la majeure partie de la région, depuis Adra jusqu'à l'Ouest de Málaga, au long du littoral et jusqu'à la



Phot. XII - Types de milieux naturels en Andalousie méditerranéenne.

A - Paysage des régions semi-arides autour d'Almeria: versants nus ou végétation steppique. Marnes ravinées en bad-lands.

B - Paysage des régions sub-humides (Serrania de Ronda). Versants forestiers (subéraie, chataigneraie). Fonds de vallées humides.

C - Paysage du milieu "méditerranéen moyen", à l'Ouest de Malaga. A l'exception des versants calcaires nus (Sierra Blanca de Ojen, à l'arrière-plan), végétation secondaire: "matorral" à genêts, cistes, pins, chênes-verts, etc...

moyenne montagne. Les précipitations varient sur ce vaste ensemble entre 400 et 600mm., tandis que la saison sèche s'étale sur 5 à 6 mois, de la fin Avril au début Octobre.

La végétation reflète ces conditions "moyennes". Le chêne-vert trouve là un milieu qui lui convient parfaitement mais qui se révèle souvent trop sec encore pour des espèces plus exigeantes comme le chêne-liège. La forêt, en fait, est extrêmement réduite: un matorral bas s'y substitue presque partout, composé des espèces méditerranéennes les plus caractéristiques (ciste, myrte, lavande etc..), qui constitue un ⁿterme essentiel du paysage.

L'agriculture dont les rendements demeurent irréguliers, soumis au caprice de la distribution des pluies, ne souffre plus cependant du caractère aléatoire qui frappe la zone précédente. La vie rurale, ici, peut se développer avec un minimum de sécurité. Elle demeure cependant rigoureusement limitée aux termes de l'agriculture méditerranéenne: céréales, oliviers, vigne etc.. et ne peut, sans l'artifice de l'irrigation, s'émanciper de ce cadre banal et étriqué pour mettre en valeur les privilèges thermiques dont elle jouit. Une distinction, enfin, doit être faite entre les zones littorales et les versants intérieurs: les premières doivent à leur atmosphère souvent humide, à la fréquence des vents, des aptitudes moindres pour l'arboriculture. L'olivier, la vigne n'y donnent souvent que de médiocres résultats et y sont normalement peu représentés. Le milieu littoral est, lorsque les sols le permettent, mieux doué pour la culture céréalière, tandis que les moyens versants représentent le siège d'élection privilégié du vignoble et de l'olivette. Sans doute, trouve-t-on là l'un des éléments d'explication permettant de comprendre la répartition des systèmes de cultures évoqués plus haut.

Un ensemble subhumide apparaît enfin sur le reste de la région, aux confins occidentaux de l'Andalousie méditerranéenne et, ailleurs, en montagne au-dessus de 1000m. environ. La saison sèche, bien que toujours très marquée, s'y réduit à 3 ou 4 mois. Les précipitations surtout s'accroissent considérablement, pour dépasser partout les 700mm et atteindre très vite, en montagne, des valeurs d'1 mètre ou plus. La plus grande humidité transparaît clairement dans un paysage plus forestier qu'ailleurs en Andalousie méditerranéenne, comme dans l'apparition d'espèces telles que le chêne-liège abondant à l'Ouest de Fuengirola, ou le châtaignier localisé en altitude dans la Serrania de Ronda et la Haute Alpujarra (31). Il est significatif, par ailleurs, que le pin d'Alep disparaisse progressivement, gêné par l'humidité.

La question essentielle est évidemment de savoir quelles répercussions sur l'agriculture peut avoir cette amélioration hydrique. L'accroissement des précipitations est-il suffisant, malgré la permanence d'une aridité estivale absolue, pour avoir la gamme des possibilités culturelles? Le problème semble devoir se résumer en fait à deux points essentiels: l'aptitude à permettre, dans les zones chaudes du littoral, la culture sèche de productions riches; les possibilités fourragères éventuelles des régions très arrosées de montagne.

Dans les deux cas, les réponses sont très décevantes: la sécheresse totale des mois d'été intervient, en définitive, de façon plus déterminante que l'augmentation du volume des précipitations annuelles, aussi importante soit-elle.

Ainsi, la côte humide et chaude, à l'Ouest de Fuengirola, n'offre guère d'aptitudes nouvelles par rapport au secteur méditerranéen banal, si ce n'est la possibilité de la culture sèche du maïs impossible ailleurs. Le prolongement de la saison humide vers le printemps est sans doute responsable du phénomène. Mais c'est là un avantage relatif, au total, puisqu'il n'exempte pas les cultures les plus intéressantes (agrumes, légumes) du recours à l'irrigation systématique.

La montagne, enfin, ne marque guère de prédispositions, malgré une forte pluviométrie, pour les productions herbagères. De fait, l'étage pastoral au-dessus de 1500-1600m. en Sierra Nevada, n'offre qu'un maigre pacage, ras et ligneux, sans grande qualité fourragère alors même que les précipitations dépassent 1200mm. On en devine aisément la raison, soit, plus que la pénurie des pluies estivales, l'insuffisance marquée de l'humidité printanière, en Mai et Juin surtout, dès Avril souvent, au moment même où la disparition des ultimes rigueurs hivernales devrait permettre une pousse rapide (32). La fonte des dernières neiges ou les quelques orages de Juin offrent finalement peu d'eau utilisable, vite évaporée ou perdue par ruissellement sur ces pentes imperméables. Il ne pourrait y avoir ici de véritable système d'élevage intensif sans production de fourrages irrigués. On comprend mieux, dès lors, le médiocre intérêt porté à la vraie montagne, trop froide pour une agriculture fructueuse, trop sèche pour un élevage suffisamment intensif capable de constituer la base d'un système de production. La faible altitude atteinte par la vie rurale, l'absence de vraies formules montagnardes sont peut-être moins étonnantes qu'il n'y paraît et ne mettent pas seule en cause une civilisation résolument agricole et méditerranéenne....

Le cas de ces régions "subhumides" nous paraît, en somme, fort révélateur, par son impuissance à surmonter la contrainte de la sécheresse saisonnière, du problème des climats agricoles de l'Andalousie méditerranéenne. On se trouve partout en présence d'une contradiction insurmontable entre de formidables aptitudes thermiques ^{estivales} et le sévère obstacle de l'aridité qui les rend vaines. Or, cette dernière, même réduite à quelques mois, l'emporte toujours pour condamner l'agriculture régionale à l'éventail étrié des productions méditerranéennes banales et lui interdire le profit de températures extraordinairement clémentes. Sans la correction de l'arrosage, la distribution des formules agraires serait sans doute réglée bien davantage par le durcissement progressif d'Ouest en Est des conditions de l'aridité que par un étagement thermique en altitude. Ce dernier, en fait, ne peut revêtir toute sa valeur qu'une fois surmonté l'obstacle de la sécheresse. Par là la diversité objective des systèmes agricoles, soit leur inégal enrichissement, apparaît finalement comme le résultat d'aptitudes inégales à l'irrigation. C'est ici qu'intervient à nouveau le ^{facteur} déterminant de la montagne.

2 - La montagne, dispensatrice d'eau: une relative richesse hydraulique.

La présence de hauts sommets, réceptacles d'humidité et centres de dispersion des eaux, fournit un heureux correctif à la sécheresse qui affecte plus ou moins rigoureusement les terres de culture. Ainsi, de toute antiquité, l'Andalousie méditerranéenne se glorifie de huertas nombreuses qui parsèment ses montagnes et lui valent une certaine réputation d'opulence. C'est donc là un trait permanent, une part de l'essence de ces campagnes pour qui la montagne représente un principe de vie qui leur est spécifique. C'est d'elle, en effet, que sourd avec les eaux d'irrigation la richesse des bassins et que naît, en définitive, pour bonne part, l'originalité régionale (33) face aux plaines de Basse Andalousie traditionnellement vouées au secano et, plus encore, face aux steppes du Levant murcien, arides de n'avoir pas d'encadrement montagneux suffisamment puissant pour les pourvoir en eau.

La Cordillère Bétique joue, en effet, par sa continuité et surtout ses hautes altitudes, le rôle d'un gigantesque impluvium. C'est à partir de 1500 m. et surtout de 2000 m. qu'apparaît le phénomène décisif: l'accroissement brutal des précipitations qui, malgré l'indigence des stations de mesure, semblent dépasser presque partout 1 m. par an dès 1500 m. d'altitude, pour atteindre sans doute plus de 2 m. au niveau des hauts sommets de la Sierra Nevada. Sans doute, la grande montagne n'échappe pas à la règle de décroissance d'Ouest en Est qui marque toute la région: ainsi la limite de 1 m. est-elle atteinte dès l'altitude de 1000 m. aux confins occidentaux de la Serrania de Ronda (34) et s'élève au-delà de 2000 m. dans les chaînes les plus avancées, à l'Est, dans les pays almerienses. Mais, quel que soit le volume exact des précipitations des hautes chaînes, l'essentiel demeure l'existence de ces grands môles de condensation que constituent les Sierra de Ronda, la Sierra Tejeda, la Sierra Nevada et même les cordillères littorales qui culminent souvent à près de 2000 mètres.

En effet, le volume des abats n'intervient pas seul et le rôle des précipitations solides, du stockage nival, revêt une importance considérable en prolongeant, au rythme des fontes printanières, la libération des eaux utiles à l'agriculture. Or, les quelques indications disponibles à ce sujet montrent que la neige ne commence à acquérir une certaine permanence hivernale qu'au-delà de 1500 m. Dès cette altitude, elle se maintient au sol une centaine de jours en moyenne. Entre 2000 et 2500 m., la durée du manteau nival paraît ensuite s'accroître considérablement: les crêtes supérieures des montagnes de Ronda, celles de la Sierra Almiara et même de la Sierra de Gador (cf. Abelanet), les hautes terres d'Alpujarra surtout demeurent continuellement enneigées durant 7 à 8 mois, de la fin Octobre à la mi-Mai.

Ainsi, l'Andalousie méditerranéenne apparaît-elle circonscrite par une ceinture à peu près ininterrompue de neiges hivernales relativement abondantes qui

représentent un stock hydraulique progressivement libéré jusqu'au début de l'été au profit des terres agricoles inférieures. L'altitude minimale de 1500-2000 m. paraît constituer la limite déterminante à ce propos, qui permet de comprendre du même coup le handicap du Levant murcien pourvu seulement de chaînes basses, faiblement arrosées et neigeuses.

Mais encore faut-il que ces précieuses réserves hydrauliques ne soient pas dilapidées en quelques jours par le ruissellement. La capacité des volumes montagneux à emmagasiner, pour partie au moins, les eaux abondantes de l'hiver joue alors un rôle évident. Or, de ce point de vue, l'Andalousie méditerranéenne n'est pas mal partagée grâce à la fréquence des chaînes calcaires, perméables, susceptibles de constituer autant de réservoirs capables de restituer progressivement les eaux captées sur leur sommets ou absorbées au contact des hauts massifs schisteux imperméables. La multiplicité des fractures qui affectent en un réseau complexe l'ensemble de l'appareil géologique constitue d'ailleurs vraisemblablement un remarquable système de drains qui favorise l'accumulation en profondeur de puissantes réserves hydrauliques.

L'Andalousie méditerranéenne dispose donc à la fois d'écrans de condensation d'une altitude suffisante et de massifs-réservoirs heureusement distribués pour en recueillir le produit, double condition qui fait défaut aux steppes levantines qui, passé l'Andarax, apparaissent en même temps que s'efface la montagne (35). Aussi, l'Andalousie méditerranéenne est-elle, en surface ou en profondeur, relativement riche en eaux.

/- L'inégal intérêt des eaux de surface.

Le versant méditerranéen est bien trop étroit pour que l'écoulement puisse se concentrer en organismes fluviaux de quelque importance. Aussi ne rencontre-t-on que des rivières courtes au réseau étrié, mal hiérarchisé, qui accusent directement les variations de la pluviométrie: toutes souffrent d'un régime très contrasté opposant hautes eaux voire crues dévastatrices de saison froide et étiages indigents de l'été, toutes montrent une extrême irrégularité interannuelle. Ce sont là autant de traits qui réduisent leur intérêt pour l'irrigation dont les besoins atteignent justement leur maximum au coeur de l'été, du moins en l'absence d'une régulation à peu près inconnue jusqu'au second quart du XX^e siècle et aujourd'hui encore fort peu développée. Aussi la valeur agricole de ces rivières varie-t-elle directement en fonction de leur abondance et surtout de la plus ou moins grande irrégularité de leur régime saisonnier, soit, en définitive, du degré d'évolution de leur réseau et du milieu climatique dans lesquels elles se développent. C'est, en définitive, distinguer de façon schématique les rivières perennes des cours d'eau intermittents, les amblas.

Les rivières à écoulement permanent sont aussi les plus longues, celles qui prennent naissance au coeur de la haute montagne, telles que le Rio Guadiaro

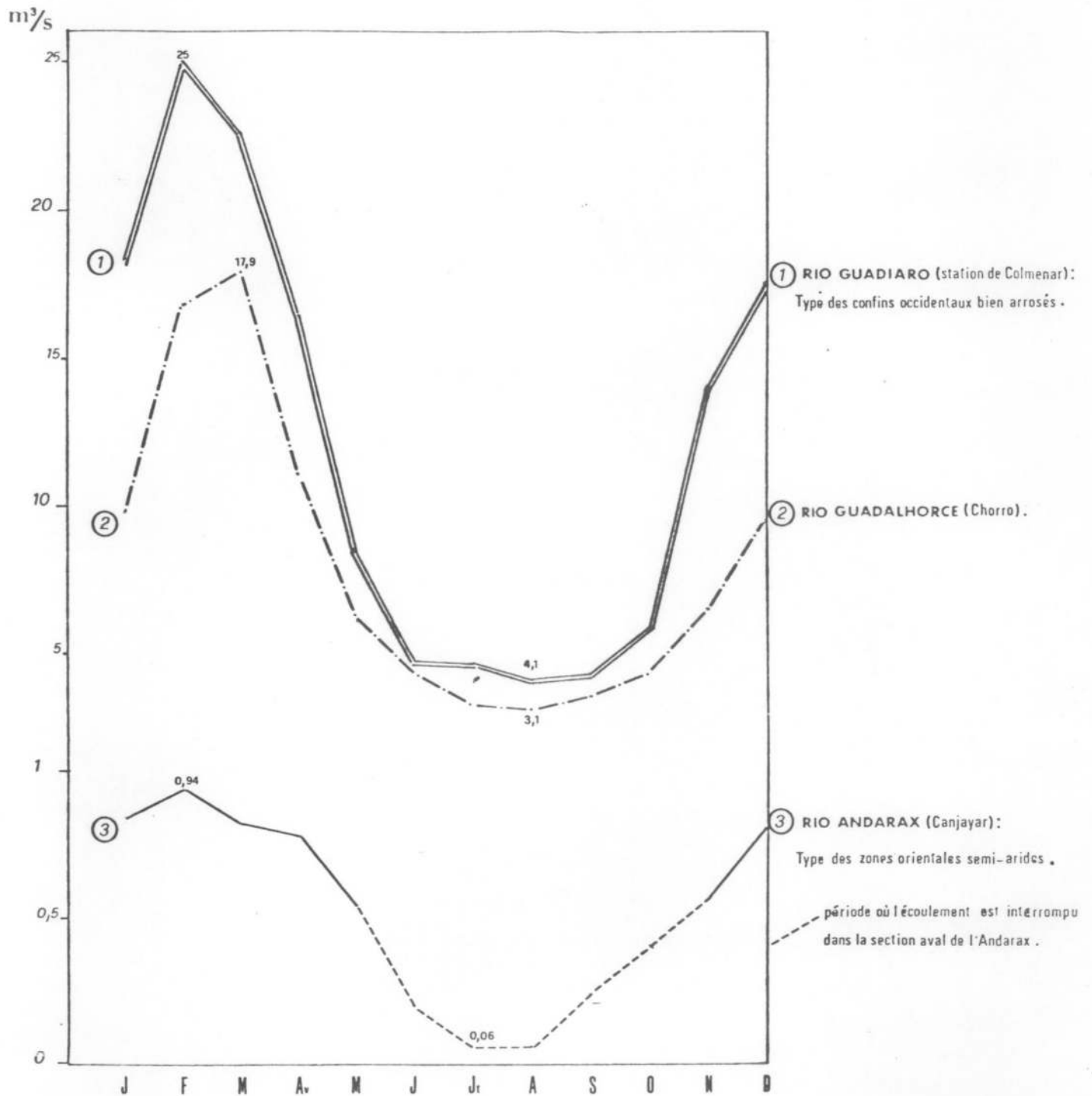
issu de la Serrania de Ronda, le Guadalhorce qui débouche aux portes de Málaga, le Guaro qui baigne Velez, le Guadalfeo, le Rio de Adra etc...

Elles se caractérisent par des débits assez modestes, le plus souvent inférieurs à $10 \text{ m}^3/\text{s}$ (le Guadiaro avec $12,67 \text{ m}^3/\text{s}$ est le plus abondant grâce aux fortes précipitations de la Serrania de Ronda), qui subissent de fortes oscillations saisonnières: ainsi le Guadalhorce, à son débouché dans la Hoya de Málaga, voit son module moyen varier de 1 à 6 entre l'hiver et l'été (36). Ce dernier fournit d'ailleurs un bon exemple: avec un débit moyen de $8,1 \text{ m}^3/\text{s}$, il présente des hautes eaux très nettement décalées vers la fin de l'hiver, après un creux sensible en Janvier, qui fait suite à l'écoulement des pluies d'automne; les mois de Février-Mars marquent le maximum ($18 \text{ m}^3/\text{s}$ en Mars), résultat sans doute de la fonte des neiges sur les montagnes encadrantes de moyenne altitude. Le module demeure en fait soutenu jusqu'en Mai grâce aux dernières pluies de printemps, pour se dégrader ensuite rapidement jusqu'au coeur de l'été où il se réduit à $3 \text{ m}^3/\text{s}$ (Fig. II). L'irrégularité de l'écoulement selon les années vient d'ailleurs aggraver périodiquement la médiocrité du module estival qui a pu tomber ainsi jusqu'à $0,20 \text{ m}^3/\text{s}$, sans toutefois que l'eau disparaisse complètement. Le cas du Guadalhorce est assez représentatif des conditions habituelles offertes à l'irrigation par les eaux de surface. Seul, le Guadalfeo né au pied de la Sierra Nevada propose une légère variante en conservant, au moins dans son cours supérieur, de hautes eaux jusqu'au début de l'été grâce à la fonte des neiges de haute altitude. Mais, les termes du problème n'en sont guère modifiés: le déphasage subsiste entre la période des apports abondants, au printemps, et celle des besoins maximum de la culture, insuffisamment satisfaits, en pleine saison chaude.

Ainsi l'irrigation traditionnelle par dérivation, de règle sur toutes ces rivières, n'apporte-t-elle qu'un correctif imparfait à la sécheresse climatique estivale: elle offre l'avantage de pourvoir parfaitement aux besoins importants de nombre de cultures à la saison cruciale du printemps, mais présente le risque d'une certaine pénurie, l'été, pour les plantes les plus exigeantes.

Au demeurant, c'est la nécessité de s'adapter à un tel régime qui explique l'identité en tous lieux des modalités d'utilisation de l'eau. Celle-ci, selon le modèle valencien, est propriété publique, donc disponible gratuitement pour tous les détenteurs de terre à l'intérieur du périmètre d'arrosage, au prorata de l'étendue de chaque propriété. L'usage en est partout libre pendant l'hiver, période de débit abondant et de modestes besoins, mais se trouve réglementé dès Avril-Mai jusqu'en Octobre-Novembre. Le système du tour d'eau prévaut alors, selon un cycle qui, d'amont en aval, revient au terme d'une durée plus ou moins longue (d'une à trois semaines) selon les disponibilités et la demande locale. Seules diffèrent, en cas de sécheresse exceptionnelle, les mesures de sauvegarde qui tantôt tendent à répartir

Fig.11 - Régime de quelques cours d'eau en Andalousie méditerranéenne.
(débits moyens mensuels calculés sur 30 ans).



On note :

- la similitude des régimes à étiages d'été très accusés : irrigation difficile de mai à novembre.
- la médiocrité croissante des débits d'Ouest en Est : utilisation problématique des cours d'eau orientaux à régime de "rambla" dans leur partie inférieure.

également la pénurie, tantôt visent à assurer une récolte jugée prioritaire au détriment des autres types de cultures. Des situations aussi dramatiques sont heureusement fort rares: malgré ses limites estivales surtout sensibles les années sèches et assez facilement perfectibles d'ailleurs, l'irrigation par les eaux des grandes rivières demeure en définitive à la base de la fortune traditionnelle des plus belles vegas.

Or, l'un des phénomènes les plus importants de la géographie agricole de l'Andalousie méditerranéenne est que ces cours d'eau pérennes se concentrent pour l'essentiel dans la moitié occidentale de la région et, passé le Guadalfeo, tendent à disparaître créant ainsi un contraste saisissant entre les bassins bien arrosés de l'Ouest, entre Motril et Estepona et le littoral traditionnellement stérile de la Contraviesa (Carchuna, côte d'Albuñol) et les pays almerienses (Campo de Dalías) (Fig. 10). Le Rio de Adra constitue, dans cette seconde section côtière, le dernier cours d'eau permanent, non sans perdre ses eaux toutefois, certains étés, dans les alluvions de son cours moyen pour les faire resurgir plus à l'aval sous forme de sources (les "ojos de Marbella"). La rivière d'Almería elle-même ne coule en permanence que dans la section supérieure de son cours et n'atteint jamais la mer pendant la saison sèche: l'aridité de ces régions réduit les débits, accentue l'évaporation jusqu'à transformer en "ramblas" les rios les plus importants.

Les "ramblas", cours d'eau intermittents, ne sont pas l'apanage des régions orientales. Nombre de petites rivières trop courtes, nées en pays schisteux, incapables d'une restitution progressive des eaux de pluie, tarissent dès les premiers jours de l'été: ainsi le rio de Campanillas sur la bordure ouest du bassin de Málaga. Mais il ne s'agit que de cas isolés, liés au caractère particulièrement défavorable de bassins-versants étroits et imperméables. Les ramblas ne deviennent la règle qu'à l'Est de Motril où elles se substituent à peu près complètement aux rivières pérennes. Leur écoulement se réduit à quelques semaines, voire quelques jours, où elles évacuent les brèves averses d'automne ou de printemps: en dehors de ces crues parfois catastrophiques, leur lit demeure désespérément sec. Ce régime spasmodique ne peut être assimilé pourtant à celui de l'oued: en effet, à la différence de ce dernier dont les crues totalement imprévisibles se manifestent sans la moindre périodicité, la rambla connaît un écoulement saisonnier, plus ou moins prolongé, mais régulièrement centré sur la saison froide. Ainsi, selon cette acception, des organismes importants comme le bas Andarax appartiennent encore à la catégorie des ramblas.

Le Rio Andarax, rivière la plus puissante des régions almerienses, n'offre pourtant qu'un débit fort médiocre de $0,5 \text{ m}^3/\text{s}$, à Canjajar, dans la section de son cours où l'écoulement est encore permanent. En fait, à l'aval, le rio est complè-

tement asséché tout au long des 6 à 7 mois de la saison chaude. Il ne reprend, à l'automne, qu'après les premières pluies abondantes de fin Octobre-Novembre pour atteindre son maximum en Février. Pourtant, même à ce moment là, saigné par l'irrigation, il ne réussit pas à atteindre la mer et disparaît au niveau de Viator. Le débit se réduit alors progressivement, le front d'assèchement remonte peu à peu vers l'amont: en Mai, tout écoulement a de nouveau disparu dans la section aval, dès Mars si l'année est sèche (Fig. II).

La saison froide n'offre, elle-même, que des débits très irréguliers. Les hautes eaux demeurent médiocres mais sont coupées, au printemps et à l'automne, lors de grosses averses quelque peu prolongées, de crues violentes qui inondent l'ensemble du lit majeur, et les digues érigées depuis la fin du siècle dernier au long du chenal n'évitent pas toujours les débordements catastrophiques.

On mesure, de la sorte, le médiocre intérêt pour l'irrigation de tels organismes dont le Rio Andarax représente pourtant la forme la plus élaborée. L'absence totale d'écoulement estival réduit considérablement leur intérêt agricole. Par contre, les risques de sécheresse au coeur même de l'hiver rendent cependant leur utilisation avantageuse. Aussi ne doit-on pas s'étonner que l'irrigation "de boquera" typique des pays du S-E aride (37) ait eu partout une importance décisive dans les systèmes traditionnels et soit soumise à des règlements rigoureux qui témoignent du prix accordé à ces eaux occasionnelles. Le procédé consiste simplement à dévier les eaux de crues sur les champs aménagés en terrasses d'où elles s'écoulent, après avoir inondé la parcelle située à l'amont, vers les terres en contrebas. Les usages de ces eaux troubles ("aguas turbias") sont multiples: irriguer, d'abord, pour favoriser la levée des semailles ou, au printemps, permettre l'épiage et la croissance des céréales; engraisser le sol caillouteux grâce au dépôt du limon véhiculé par l'inondation; procéder éventuellement à un dessalage du sol par un lessivage abondant.

Lorsque l'écoulement se prolonge au-delà des paroxysmes, comme c'est le cas pour l'Andarax, les "eaux claires" utilisées exclusivement pour l'arrosage sont réparties selon une réglementation extrêmement sévère, calquée, là encore, sur le système valencien. (38).

Mais, au total, l'utilisation des ramblas ne peut guère profiter qu'aux cultures hivernales et fondamentalement aux céréales. Elle s'adapte essentiellement à la polyculture traditionnelle et n'offre par contre aucun secours aux spéculations modernes, exigeantes en arrosages de saison chaude.

Ainsi, le régime des cours d'eau fait apparaître un contraste majeur, de part et d'autre de Motril, entre des vegas occidentales privilégiées, vouées de longue date aux cultures riches, et un littoral aride, à l'Est, ou condamné traditionnellement aux médiocres systèmes céréaliers.

En réalité, ce schéma ne se vérifie qu'en considération des seules res-

sources en eaux superficielles et doit être modifié en fonction des disponibilités offertes par les nappes souterraines.

b /- Une relative richesse en eaux souterraines.

Ce sont les conditions géologiques qui déterminent directement la présence et l'accessibilité des eaux souterraines.

L'extrême complexité des structures de la région, les recherches à peine naissantes de l'hydrogéologie ne permettent guère qu'une estimation très approximative et schématique du potentiel phréatique en Andalousie méditerranéenne. Une description, même esquissée à grands traits, des phénomènes majeurs de la géologie fournit cependant quelques éclaircissements sur ce problème.

La nature pétrographique des grands éléments du relief apporte d'abord des informations essentielles quant aux possibilités d'emmagasinement des eaux d'infiltration.

Les vastes massifs schisteux, - Axarquia, Contraviesa et surtout Sierra Nevada -, n'offrent pour leur part que de médiocres facultés de stockage hydraulique. La faible perméabilité de la roche est peu favorable à la filtration de l'eau ou ne permet localement qu'un emmagasinement de maigre volume et de courte durée. On signalera seulement, à ce propos, l'usage en vigueur dans quelques villages d'Alpujarra (Capileira, Mecina-Bombaron) qui consiste à aménager, à la base des névés ou au long des canaux d'amenée sur les hautes pentes, des replats destinés à absorber les eaux qui sans cela seraient inutilisées (la nuit) ou perdues: les phyllites restituent ces infiltrations quelques centaines de mètres plus bas, au niveau des terres de cultures, au bout de quelques heures ou de quelques jours. Ce système fort ancien ne réalise pas, en fait, de véritables réserves mais se contente de ralentir l'écoulement de façon originale, en l'enfouissant provisoirement. Mais, au total, les régions schisteuses sont fort pauvres en sources et en nappes souterraines.

Les massifs calcaires présentent un intérêt incomparablement supérieur. Les cordillères littorales cambriennes (Sierra Blanca de Marbella, Sierra de Mijas, Sierra Almijsara) ou triasiques (Sierra de Gador) sont constituées sur le même modèle, énormes voûtes anticlinales de dolomies ou de calcaires sur plusieurs centaines de mètres d'épaisseur souvent, reposant sur un noyau imperméable de schistes divers. C'est là, au contact des deux formations, un site privilégié d'accumulation des eaux d'autant plus abondantes que le massif est plus vaste et plus élevé ou qu'il se trouve en contrebas d'une haute chaîne cristalline lui servant de réceptacle. Ainsi l'altitude et le volume de la Sierra Almijsara-Tejeda, les dimensions de la Sierra de Gador et sa position au pied de la Sierra Nevada confèrent sans doute à ces massifs des aptitudes hydrauliques supérieures à celles des sierras plus petites et morcelées de l'Ouest. On ne s'étonnera pas que la Sierra de Gador renferme l'un des gisements les plus puissants dans ses 600 à 700 m. de dolomies: les sondages permettent d'estimer que la nappe sature les dolomies sur une épaisseur minimale de 250 m.. Ces abondants

niveaux aquifères qui affleurent parfois sur les flancs de la montagne dont les bordures sont ainsi des sites privilégiés de sources nombreuses, peuvent aussi se prolonger, à plus ou moins grande profondeur, sous les sédiments des dépressions voisines, dans le sous-sol de la Hoya de Málaga vraisemblablement, comme au-dessous du Campo de Dalías où la nappe de Gador a été repérée entre -500 et -700m. .

Les bassins tertiaires quant à eux, offrent aussi des possibilités nombreuses mais d'intérêt inégal selon la nature des sédiments qui les emplissent. Ainsi la Hoya de Malaga renferme des roches trop uniformément marneuses pour permettre la constitution de nappes abondantes et continues: sa richesse en eaux souterraines -qui reste encore à explorer - doit être assez modeste. Par contre, le Campo de Dalías, aux portes d'Almeria, est constitué de formations mio-pliocènes, transgressives sur les dolomies triasiques de Gador, beaucoup plus variées, où alternent passées marneuses et calco-gréseuses favorables à autant de petits niveaux phréatiques: surtout, apparaît, à quelques mètres de la surface, une couche de calcarénite épaisse de plusieurs dizaines de mètres et qui renferme une eau abondante et facile d'accès. Ajoutons enfin que les bassins favorisent l'accumulation des matériaux détritiques récents -cônes de déjection, alluvions des rivières- qui, au-dessus des marnes du "plancher", constituent le siège de nappes superficielles plus ou moins abondantes mais très généralement représentées.

Mais, les données de la tectonique bouleversent passablement ce schéma et viennent souvent perturber les conditions de gisement des niveaux aquifères. Le paroxysme "alpin" de l'éogène s'est traduit essentiellement par des mouvements tangentiels vers le Nord d'où résulte l'infinie complexité des chevauchements et fronts de charriages. Surtout, l'importance de la néo-tectonique cassante, multipliant fractures, horsts et grabbens, vient en s'y superposant, aggraver considérablement l'extrême discontinuité des niveaux souterrains. Les premières recherches à ce sujet (39) révèlent les dénivellations brutales des nappes profondes, le rôle fondamental des pendages et des failles tantôt obturant l'écoulement souterrain, tantôt au contraire favorisant sa progression et parfois sa mise à jour. Une connaissance détaillée des discontinuités de la structure géologique profonde permettra seule, en définitive, un bilan des capacités effectives de l'hydrologie souterraine.

Il est possible toutefois de résumer le potentiel en eaux souterraines à 3 ensembles phréatiques essentiels:

- un niveau profond de plusieurs centaines de mètres, le plus abondant, au contact des dolomies et des schistes sous-jacents des cordillères calcaires, est, malgré sa richesse, à peu près inaccessible par les moyens traditionnels et n'est utilisable qu'au gré du jaillissement naturel des sources de versants. Il promet cependant de fructueuses ressources futures pour les dépressions voisines, une fois mises en oeuvre les techniques modernes de pompage. Le Campo de Dalías semblerait alors le plus favorisé par rapport au bassin de Málaga moins bien alimenté sans doute

par la plus modeste Sierra de Mijas et surtout par rapport aux vegas de Velez et Motril séparées des massifs calcaires par la barrière imperméable d'épaisses zones schisteuses.

- un niveau moyen dont le plancher se situerait à quelques dizaines de mètres au-dessous de la surface des bassins tertiaires n'apparaît abondant, en fait, que lorsque la sédimentation souvent uniformément marno-argileuse se diversifie suffisamment. Le Campo de Dalias, grâce aux calcarénites mio-pliocènes, apparaît, une fois encore, comme le seul secteur réellement privilégié.

- de nombreux niveaux superficiels associés aux alluvions fluviatiles sont à la fois, les plus également distribués dans les bassins et les plus facilement accessibles. Ils représentent la nappe la plus intensément utilisée par l'irrigation traditionnelle.

Une brève revue de l'usage agricole de ces eaux souterraines nous permettra enfin de situer leur importance dans la vie rurale traditionnelle. Les 3 moyens d'extraction normalement utilisés dans la région, -sources, galeries, puits-, jouent en fait un rôle fort inégal selon les lieux et l'ancienneté de l'irrigation. (Fig. 10).

I /. Les sources ont été naturellement les premières utilisées. Présentes un peu partout, sur les versants, au profit de multiples niveaux stratigraphiques, elles n'offrent cependant de réel intérêt qu'à la périphérie des massifs calcaires, là où affleure la nappe profonde des dolomies, au contact des schistes sous-jacents.

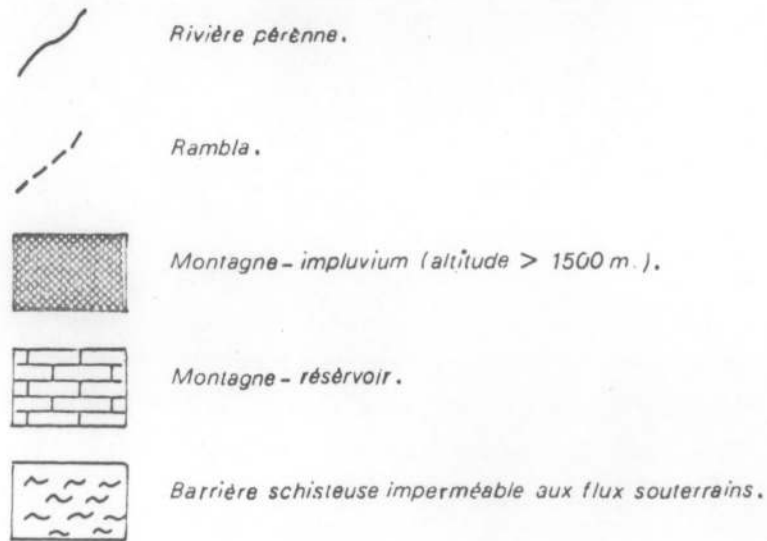
Elles règlent donc, en définitive, l'irrigation des pentes de la moyenne montagne et des piémonts. Les exemples sont multiples de ces petites vegas de versant disséminées dans toute la région: les petites vegas d'Ojen ou d'Istan au pied de la Sierra Blanca de Marbella, celles de Competa ou de Canillas de Aceituno au rebord de la Sierra Tejeda sont quelques cas typiques parmi des dizaines d'autres.

Le débit de ces sources demeure le plus souvent fort médiocre, inférieur à 10 l/s et même, en général, à 1 l/s. On comprend ainsi l'exiguïté de la plupart des vegas de versant, réduites à quelques dizaines d'hectares, et leur fragmentation extrême: aussi, dans bien des cas, l'irrigation est-elle insuffisante pour transformer radicalement l'économie des moyennes montagnes sèches. Seules font exception les quelques zones qui bénéficient d'écoulements particulièrement abondants ou d'une forte densité de sources (40). Ainsi peut-on isoler quelques foyers privilégiés qui correspondent aux principales zones de regadio de montagne, exception faite de la Haute Alpujarra:

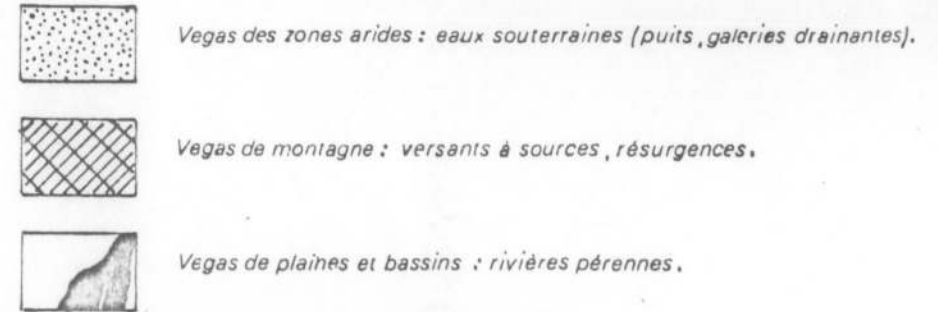
- le piémont oriental de la Sierra de Mijas concentre depuis Coin à Churriana et Torremolinos des sources nombreuses et abondantes dont

Fig.10.- L'irrigation : formules traditionnelles et potentialités physiques.

CONDITIONS NATURELLES ET DISPONIBILITÉS HYDRAULIQUES -



MODES D'IRRIGATION TRADITIONNELS -



le débit total atteint 560 l/s, à l'origine des vegas les plus anciennes et les plus prestigieuses de la Hoya de Málaga.

- le Valle de Lecrin à la retombée ouest de la Sierra Nevada profite d'importantes resurgences, surgies des écaillles calcaires qui frangent la montagne (41).

- les versants du Haut Andarax, surtout au pied septentrional de la Sierra de Gador constituent peut-être le plus important foyer d'irrigation par sources de la région. Une centaine de jaillissements menus commandent une myriade de petites vegas morcelées, juxtaposées les unes aux autres, qui illustrent parfaitement les conditions de l'irrigation de montagne, réglée selon le principe valencien. par une multitude de petites communautés d'irrigants aussi nombreuses que les sources.

2 /- Les galeries drainantes, véritables "sources artificielles", visent à capter une nappe au moyen d'une sorte de puits à l'horizontal susceptible de lui fournir un exutoire. Ces galeries qui ne sont pas sans évoquer les "foggaras" algériennes sont en fait l'apanage des pays arides d'Almeria où la rareté et le prix exceptionnel de l'eau sollicitaient seuls des efforts de cette ampleur. Historiquement, elles ont constitué la technique fondamentale de mise en valeur des eaux souterraines et ont, les premières, obtenu des débits volumineux, à l'origine du développement des vegas du Bas Andarax et, accessoirement, de la région de Dalías.

Les plus anciennes sont médiévales et remontent à l'époque arabe, comme la Fuente Redonda de la vega d'Almeria. La plupart, cependant, - "galerias", "fuentes" ou "minas" -, ont été creusées dans la seconde moitié du XVIII^{ème} et au XIX^{ème} siècle alors que la pression démographique imposait impérativement l'extension des zones irriguées. C'est de cette période que datent les "fuentes" des villages du Bas Andarax (Benahadux, Gador, Rioja) (42) ou l'approfondissement des galeries existantes (El Alquian . 1825). Celles de la région de Dalías sont plus récentes encore, fin XIX^{ème} surtout (1898 pour la Fuente Nueva) ou début XX^{ème} (Cauce de San Fernando).

Leur localisation s'explique essentiellement par des données techniques: l'implantation ne peut se faire qu'en un site où la nappe est très proche de la surface, légèrement en amont de l'origine du tunnel. Ainsi a-t-on surtout creusé aux flancs de vallons montagnards, là où l'existence de quelques sources voisines laissait prévoir celle de niveaux aquifères proches et abondants. L'empirisme de la "prospection" a d'ailleurs entraîné souvent l'échec ruineux de ces tentatives hasardeuses dans la Sierra de Gador, autour de Dalías. Cependant, la plupart des galeries se bornent à capter l'infero- flux qui s'écoule à faible profondeur dans le lit des rivières, au fond de la vallée du Nacimiento et surtout de celle de l'Andarax inférieur: elles exploitent donc essentiellement la nappe alluviale de l'Andarax.

La longueur de ces galeries varie considérablement en fonction de la plus ou moins grande rapidité du succès des recherches et surtout des moyens disponibles lors de leur percement. Nombre d'entre elles ont une centaine de mètres de

parcours mais certaines ne dépassent pas quelques dizaines de mètres (moyens insuffisants - résultats décevants). Par contre, quelques-unes présentent de grandes longueurs, la "fuente" de Viator sur le bas Andarax atteignant même 4 km.

Les débits obtenus sont eux-mêmes très variables. La plupart des galeries creusées dans les dolomies de la Sierra de Gador, relativement courtes, ont un module dérisoire inférieur à 1 l/s. Seule, la Fuente Nueva avec 80 l/s offre de réelles possibilités. Les "fuentes" de la nappe de l'Andarax sont mieux alimentées, fournissent des débits souvent supérieurs à 100 l/s (130 à Santa Fé, 160 à Viator, 300 à Benahadux, etc..). Leur régime subit cependant les fluctuations de l'écoulement de surface et accuse une baisse marquée en saison chaude: ainsi la fuente de Santa Fé qui débite 130 l/s l'hiver, peut baisser à 6 l/s au coeur de l'été.

Ces galeries drainantes permettent cependant la permanence des arrosages et demeurent à la base de l'irrigation dans toute la vallée inférieure de l'Andarax. L'ampleur des moyens nécessaires à leur construction puis à leur entretien a exigé l'association des villageois dont les descendants sont aujourd'hui propriétaires de l'eau; plus rarement, un riche possédant peut être à l'origine de la galerie (Rioja) et en détient la jouissance. La répartition de l'eau se fait alors en fonction des actions contrôlées par les familles des bailleurs de fonds (Fuente Nueva.) ou, plus souvent, dans la vallée de l'Andarax où le fonctionnement des fuentes est aujourd'hui régi par les "Ordenanzas" d'Almeria, en fonction de la surface de terre possédée par chaque agriculteur.

3 /- Les puits sont également d'utilisation fort ancienne, nombreux chaque fois qu'une nappe se trouve assez proche de la surface pour être exploitée sans grands moyens techniques. On les rencontre essentiellement dans les formations quaternaires qui contiennent des niveaux aquifères peu abondants mais faciles d'accès. De faible profondeur, -souvent moins de 10 m. -, exploités traditionnellement de façon manuelle ou par le biais de "norias" mues par un animal de trait, ils sont aussi très médiocrement productifs et fournissent dans la majorité des cas moins de 5 l/s. Aussi ne servent-ils le plus souvent que de complément aux autres formes d'irrigation.

Leur répartition souligne encore la prééminence des régions orientales dans l'exploitation des eaux souterraines.

Le littoral almeriense en présente les exemples les plus nombreux: le bas Andarax, et surtout son delta, en regroupe des centaines ainsi que la frange côtière du Campo de Dalías autour de Guardias Viejas. Au-delà, les petits ramblas d'Albuñol, Castell de Ferro y recourent également de façon intensive.

L'importance des puits diminue par contre dans les bassins occidentaux plus favorisés par un régime fluvial permanent: les rives du río Guaro, près de Velez, la plaine côtière de San Pedro d'Alcantara, en sont encore notablement pourvues.

mais il est significatif que la Hoya de Málaga n'en fasse, au contraire, qu'un usage modéré.

La situation, grâce aux techniques modernes de sondages profonds et de pompage motorisé, est en passe de revaloriser le rôle des puits qu'on voit se multiplier partout. Cet engouement récent confirme d'ailleurs avec force l'avantage des bas-pays arides de l'Est, seuls sans doute à disposer d'énormes réserves de l'abondance de celles que renferme le Campo de Dalías. Les pompages s'affirment là comme le moteur de l'irrigation moderne alors qu'ils demeurent essentiellement voués à un rôle d'appoint dans les vegas occidentales.

Ainsi s'accuse un partage riche de conséquences géographiques entre l'Est et l'Ouest de l'Andalousie méditerranéenne: les bassins occidentaux marquent un net avantage dans l'utilisation des eaux de surface, les zones arides orientales bénéficient, au contraire, d'une forte supériorité quant aux potentialités de l'irrigation à partir des nappes phréatiques. C'est là, en tous cas, une heureuse compensation aux rigueurs de la sécheresse dont souffrent ces régions almerienses qui, comme l'ensemble des bas-pays, profite^{nt} ainsi des eaux que prodigue la montagne.

III - LE POIDS DE L'ISOLEMENT.

On mesure sans mal l'obstacle quasi insurmontable que la nature, dans la passé, a pu opposer ici à la vie de relation. Coupée des plaines intérieures par la barrière continue des chaînes sommitales, fractionnée en cellules isolées les unes des autres, la région n'avait guère d'issues, -hormis quelques rares ouvertures sur le bassin de Grenade (Valle de Lecrin)-, que vers la Méditerranée. Comme la Corse qu'elle évoque à bien des égards, l'Andalousie de la Méditerranée est "une montagne dans la mer", un milieu insulaire en définitive. Tardivement levé, -il faut attendre le second tiers du XX^{ème} siècle, le plus souvent-, cet obstacle a pesé lourdement sur la vie rurale traditionnelle, condamnant le pays à une économie vivrière à l'exception des zones proches du littoral et des ports. Il n'est encore qu'imparfaitement levé: la difficulté et la lenteur des communications en témoignent, comme la persistance de foyers encore plus ou moins totalement enclavés.

Point n'est besoin de s'attarder sur les détails de l'histoire des communications (9) pour démontrer l'influence de l'isolement sur l'orientation de l'économie agricole, expliquer la distribution des systèmes vivriers et des foyers d'agri-

culture commerciale. Les zones littorales, toujours, se sont opposées aux mondes fermés de l'intérieur montagnard encore incomplètement libérés aujourd'hui d'un isolement durable.

I / - Isolement et systèmes vivriers de l'intérieur.

La plupart des régions intamontagnardes ont été réduites à l'isolement jusqu'au coeur du XX^{ème} siècle, à l'arrivée des premières routes. La circulation, limitée au trafic muletier intense encore jusque dans les années 1950-1960, n'offrait que peu de moyens capables d'écouler les produits locaux ou d'importer des denrées en volume suffisant pour satisfaire une consommation locale un peu développée: la montagne tout entière était ainsi vouée à une autarcie plus ou moins rigoureuse.

L'apparition des routes en un réseau à peu près cohérent tardera jusqu'aux années précédant la guerre civile pour s'achever seulement au cours de la décade 1950-60.

L'accès demeure cependant difficile encore, long et héroïque parfois, et les isolats n'ont pas tous disparu. Or, ces derniers réduits correspondent exactement à la carte des systèmes vivriers définis dans la première partie où 3 ensembles s'isolent nettement.

Les pays du Haut Genal, dans la Serrania de Ronda, n'ont été reliés à la côte par la route Ronda-San Pedro d'Alcantara qu'en 1935. Encore l'axe routier contourne-t-il la zone des villages sans y pénétrer réellement et, aujourd'hui encore, l'accès à nombre d'entre eux suppose un long détour de plusieurs dizaines de kilomètres, par Ronda. La "grand'route" n'a d'ailleurs pas rompu l'isolement intérieur: en 1917, 9 villages sur 15 sont totalement privés de chemins et ne communiquent avec leurs voisins que par d'étroites sentes muletieres. Il faudra attendre 1955 pour voir le déblocage des derniers d'entre eux (Pujerra, Juzcar, Jubrique, Genalguacil).

Les relations restent d'ailleurs fort difficiles: les cartes isochrones construites en 1970 (10) révèlent que l'ensemble du Haut Genal est encore à trois heures et demie de Malaga. La Haute Serrania est toujours un pays muré, réduit à l'autarcie.

La Haute Alpujarra connaît des conditions similaires. Le désenclavement routier ne s'est achevé qu'en 1956, introduisant d'ailleurs selon les lieux des différences significatives.

L'ouverture, dès le début du siècle, de la route du Valle de Lecrin à Orgiva a permis assez tôt de bonnes relations de l'extrémité occidentale du pays avec Grenade, responsable d'une ouverture commerciale relativement précoce des systèmes agricoles locaux. A l'inverse, le déblocage tardif et l'éloignement de l'Alpujarra centrale autour d'Ugijar, aussi distante d'Almeria que de Grenade, y perpétuent une polyculture vivrière proche des formules autarciques du passé.

Aujourd'hui encore, des hameaux entiers de la Contraviesa demeurent à peu près totalement isolés du monde extérieur, dépourvus de tout accès: ainsi pour la seule commune de Rubite, on recense en 1967 150 familles habitant à des distances de 10 à 20 km de la route la plus proche et, en cas de nécessité, à 6 ou 8 heures d'un secours médical. Cet exemple illustre assez bien les conditions auxquelles étaient soumises la plupart des populations montagnardes dans un passé récent.

Les Guajares, enfin, pourtant plus proches du littoral et de Motril, souffrent aussi d'un isolement tenace. La vallée est coupée de l'extérieur par le Guadalfeo, barrée une partie de l'année faute de pont pour franchir la rivière. L'ouvrage, enfin construit depuis quelques années, ne s'ouvre que sur une méchante piste inapte à un trafic de quelque ampleur.

L'enclavement, qui pèse souvent encore à l'échelle de fermes ou hameaux à l'écart des routes et plus encore au niveau de "pays" entiers, constitue donc un terme essentiel de la géographie agraire en Andalousie méditerranéenne. Il a cependant été rompu très tôt à proximité des rivages.

2 / -L'ouverture commerciale des zones maritimes.

La mer a représenté jusqu'à une date récente la seule voie de circulation facile. Aussi était-elle sillonnée par un trafic intense, cabotage actif entre les villes de la côte, commerce au long cours vers les grands ports, Almeria, Motril et surtout Málaga. Il est donc facile de mettre en relation la spécialisation précoce des systèmes agricoles des pays littoraux et la présence des ports.

Les vegas côtières ont bénéficié en premier lieu de cette facilité, puis les coteaux les plus proches tôt voués à la spécialisation viticole: l'Aaxarquia grâce au voisinage de Málaga, l'arrière-pays d'Almuñecar, la Contraviesa grâce aux embarcadères d'Almuñecar et de La Rabita. Plus tard, le développement du vignoble de l'Andarax n'est permis que par la proximité du port d'Almeria.

aussi

Le relief s'affirme donc comme le principe décisif des orientations économiques de l'agriculture régionale. Du moins intervient-il avec assez de rigueur pour créer, à l'intérieur, des conditions très défavorables aux échanges et, près du rivage, ouvrir des possibilités meilleures. Il convient de se garder pourtant d'un déterminisme trop étroit: le mûrier, par exemple, a représenté dans les cellules montagnardes les plus isolées un terme commercial de notable importance, dès avant la Reconquête; de même, la spécialisation viticole des coteaux précède largement l'ouverture des routes: la Contraviesa exporte au XIX^{ème} siècle autant d'eau-de-vie par muletage que de raisin ou de vin par la mer. L'essor du grand vignoble résulte, au total, aussi bien de l'absence d'aptitude céréalière des coteaux schisteux et des sollicitations de la bourgeoisie commerçante de Málaga que des facilités -relative- des relations avec la côte -

CONCLUSION.

Providence ou malédiction selon les cas, la montagne s'affirme en tous points comme le principe directeur de la vie rurale en Andalousie méditerranéenne.

C'est elle qui fait peser les plus lourdes contraintes sur l'agriculture: les pentes folles, la médiocrité de la plupart des sols, l'isolement qu'engendre le relief condamnant trop souvent les campagnes à une pauvre économie de versant figée dans les limites étroites d'une nature tyrannique.

Mais, c'est elle aussi qui, en contrepartie, dispense les bienfaits les plus exceptionnels: la douceur des hivers, l'abondance relative des eaux lui sont dus qui donnent parfois à ces pays le visage d'une terre extraordinairement féconde.

On saisit mieux alors la nature des contrastes qui marquent si violemment l'Andalousie méditerranéenne jusqu'à en apparaître comme l'essence même: la montagne ne distribue pas également bienfaits et interdits.

Les bassins, les plaines littorales surtout, bénéficient de toutes les faveurs. Ils regroupent les rares bons sols, arrachés aux pentes, monopolisent les terroirs plans, recueillent le meilleur des eaux, ignorent enfin les rigueurs de l'hiver. L'isolement aussi tend à disparaître grâce à la mer et aux villes qu'elle a fait naître. Sans doute, est-ce là l'un des milieux les plus originaux des rivages méditerranéens et certainement le plus fécond de l'Andalousie, apte aux spéculations tropicales comme aux plus riches formules méditerranéennes: rien de plus logique que d'y retrouver aujourd'hui, regroupés sur de faibles espaces, les systèmes les plus opulents et les plus variés. Du moins la remarque s'applique-t-elle chaque fois que l'eau est disponible en suffisance. Son absence peut, au contraire, transformer le rivage en désert. La géographie traditionnelle oppose ainsi les riches vegas de Motril, Velez, Adra ou Málaga etc.. aux campos côtiers de Carchuna, Dalías, du littoral de la Contraviesa frappés d'aridité, réduits à la dépaissance de rares troupeaux, condamnés à dérober quelques pauvres moissons aux maigres pluies d'hiver.

Les coteaux n'offrent que des possibilités fort étroites. La rudesse des versants, la médiocrité des sols schisteux, l'absence d'eau à une altitude trop basse encore pour stimuler les précipitations alors que l'imperméabilité de la roche ne permet aucune réserve hydrique, les contraignent à des systèmes de secano très limités et pauvres. Le bétail n'y trouve que des pacages indigents, les céréales, elles-mêmes s'y adaptent fort mal. Seule possible, l'arboriculture méditerranéenne y dispute l'espace au matorral. On comprend que, faute d'autres issues, la monoculture viticole ait choisi d'y éclore précocement.

Les milieux extrêmes rassemblent aussi bien la montagne et les pays de versants arides des régions orientales. L'agriculture rencontre là des obstacles

souvent insurmontables. L'adversité provient à la fois des rigueurs climatiques, - froid des hautes altitudes, sécheresse prolongée de la zone orientale- et de la médiocrité des sols rachitiques, incapables par leur nature et du fait de la pente de retenir une humidité suffisante (massifs calcaires, péridotite etc..). Les cultures éliminées de la plus grande partie de l'espace se contractent alors en noyaux exigus sur les terroirs les mieux doués, convenablement arrosés: petits placages de flysch marneux des pays du Genal, vegas de moyenne altitude en Haute Alpujarra, "oasis" des zones arides orientales. Tout autour, d'immenses terroirs réfractaires aux activités agricoles ne sont utiles qu'au parcours du bétail. Ce sont là les régions par excellence du système agro-pastoral que l'isolement confine de surcroît dans une économie attardée. Ces milieux peu propices à l'agriculture n'ont pas suscité pour autant de véritables formules d'élevage. Ce dernier demeure une préoccupation accessoire, même dans la haute montagne dotée de vastes pacages d'altitude. L'empreinte persistante de l'aridité estivale demeure très défavorable à la croissance de l'herbe et explique partiellement cette carence surprenante, liée aussi, sans doute, à une mentalité résolument agricole et aux structures spécifiques de la société rurale.

Ce dernier exemple exprime parfaitement la valeur et les limites de l'explication par les données physiques. Les contraintes naturelles sont, en Andalousie méditerranéenne, très rigoureuses: l'eau, les pentes et les sols, la montagne au total, régissent souvent de façon rigide les organisations agraires.

Mais, la responsabilité des hommes ne peut être sous-estimée pour autant: l'aménagement des versants, celui des ressources hydrauliques, le parti-pris agricole et le mépris de l'élevage en haute montagne témoignent des libertés que peut prendre la société rurale vis à vis des contraintes naturelles les plus impérieuses.

Une société qui, par ses caractères, paraît cependant intimement liée à une nature difficile, comme si la montagne avait engendré des structures sociales qui lui soient propres....

+ +
+

NOTES Chapitre II.

(1) - A. IGLESIAS CASADA, J. LOPEZ MARTOS : "Ordenacion racional de la cuenca hidrografica de la rambla de Albuñol".

Informacion comercial espanola. Ministerio de Comercio. Madrid. Julio 1975 n°503 p.90-95.

Les auteurs affirment que dans la Contraviesa, défrichée à 80%, les 2/3 des surfaces accusent des pentes supérieures à 40%.

(2) - Voir:

- Mapa de suelos de Espana I/I 000 000.

CSIC- Inst° Nacional de Edafologia y Agrobiologia - Madrid - 1968.

S'accompagne d'un livret de 115 pages décrivant les principaux types de sols.

- Mapa litologico de Espana I/500 000. Ed 1969 - Madrid-Zaragoza.

Inst°Geologico y Minero de Espana. Inst° Nat. de Edafologia. Servicio Geologico del Ministerio de Obras Publicas.

Il n'existe jusqu'ici pour l'Andalousie Méditerranéenne aucune étude autorisée permettant d'aborder les problèmes spécifiques de la pédologie régionale. Les cartes citées ci-dessus ont un caractère trop général pour notre propos. Les analyses d'échantillons fournies par les services agricoles, peu nombreuses, irrégulièrement réparties, n'apportent, par contre, que des données souvent fragmentaires et d'interprétation difficile. Aussi, bien des problèmes d'un intérêt capital ici, - modalités du transit sur les versants, comportement de l'eau dans le sol, etc.-, ne peuvent être qu'évoqués faute d'éléments.

(3) - E. GARCIA MANRIQUE : "El vinedo de la costa alpujarrena". Est. Geo. 1973.

n° 132.133.

(4) - Voir: J. SERMET : "L'Andalousie de la Méditerranée". Op. cité . Chap.II.B

(5) - Voir:

- J. CARANDELL : "Las condiciones del modelado erosivo en el vertiente mediterraneo de la Cordillera Betica".

Bol. Soc. Esp. Hist. Nat. 1935.

- J. MARTINEZ FALERO Y ARREGUI : "Trabajos hidrologico-forestal realizados en la capital de Malaga para su defensa contra las inundaciones".

Montes. Mayo-Junio 1950.n°33.

(6) - J. SERMET : "La vega de Adra". Est. Geo. Nov.1950 n°41.

De même, A. Iglesias Casada et J. Lopez Martos ont constaté (1) que lors des inondations catastrophiques d'Octobre 1973, le petit delta de La Rabita avait progressé de 234m. en 3 jours, gagnant 23 hectares, son voisin ayant avancé de 219m.

(7) - J. DESPOIS: "Pour une étude de la culture en terrasses dans les pays méditerranéens" - "Géographie et histoire agraires". Actes du colloque de Nancy (Annales de l'Est. 1959 n°21 p.104-117).

(8) - Voir les articles de J. BOULIN :

- " Sur la Bétique de Malaga aux environs de Velez-Malaga".

CR.Soc.Geol.de France. 1961 n°10.

- " Sur la série métamorphique de Velez-Malaga"

BSGF. 7ème série.t.IV 1962 n°2.

- " Les Alpujarrides occidentales et leurs rapports avec la nappe de Malaga".

BSGF. 7ème série.t.IV 1962 n°3.

(9) - Voir, pour plus de détails à ce sujet:

- J. SERMET: "L'Andalousie de la Méditerranée". Op. cité. Ière partie.

- (10) - P.A.D.I.M.A. "El desarrollo economico y social de Malaga" - Malaga 1973.
- (11) - La température moyenne annuelle demeure voisine de 17° à 500m. d'altitude, supérieure à 15° vers 700m. et à 12° vers 1100m. Seuls les quelques villages les plus hauts d'Alpujarra ne peuvent cultiver l'olivier.
- (12) - A.C. TRUMBLE : "The climatic control of agriculture in South Australia".
Waite agr. res. inst. 1937.
- (13) - Ch. SAUVAGE (1962) cité par G. MAURER "Les paysans du Haut Rif Central".
R.G. Maroc. 1968 n°14.
- (14) - Estimations à partir des relevés thermométriques du "Comisaria de Agua del Sur", malheureusement rares en altitude, et à la suite d'enquêtes orales.
- (15) - Températures moyennes de Janvier dans quelques stations situées vers 700 mètres d'altitude:
 Lanjaron (And. médit.) = 8,6
 Aracena (Huelva) = 6,3
 Valdeinfierno (Murcia) = 5,2
- (16) - G. MAURER : "Les paysans du Haut Rif Central". Op. citée.
- (17) - Températures moyennes de Janvier :
 Alicante = 11,2 Huelva = 10,9
 Murcie = 10,1 Seville = 10,3
 Cadiz = 11,4
- (18) - H. ISNARD : "La vigne en Algérie". Thèse Lettres. Gap 1951.
Signale l'échec des tentatives de cultures tropicales dans la deuxième moitié du XIX ème siècle.
- (19) - Conditions limites de la culture de l'oranger:
 T° moy. de Janvier : + 8° au moins.
 " " d'Août : + 21-22° au moins.
 T° minimale moyenne de Janvier : -2°.
 Selon R. HERIN "L'agrumiculture espagnole". Méditerranée . Oct-Déc. 1968.
- (20) - H. BLUME : "El cultivo de la cana de azucar en Andalucia comparado con el de la cana en Luisiana". Est. Géol. Fév. 1958 n°70.
- (21) - FLOURIOT : "L'oléiculture de la région de Marrakech". R.G. Maroc. 1966.n°9.
- (22) - G. EUVERTE : "Les climats et l'agriculture". Que Sais-Je? n°824. PUF Paris 1967.
- (23) - Voir, par exemple:
 H. NEUMAN : "El clima del Sureste de Espana". Est.Geo. Mayo 1960 n°79.
- (24) - Voir: Mme F.COUVREUR-LARATCHI : "Les précipitations dans quelques stations du littoral de la mer d'Alboran". R.G. Maroc. 1972.n°21.
- (25) - On considère le plus souvent que les courbes de 250 ou 300mm constituent un seuil pour l'agriculture sèche. Au-dessous de ces valeurs, l'arrosage devient une nécessité.
- (26) - GAUSSEN et BAGNOULS : "Saison sèche et indice xérothermique".
B. Soc.Hist.Nat. Toulouse. 1953.
 - sur les indices d'ETP et leur application en Espagne (indices de THORNWAITE, TURC, PENMAN) : "Evapotranspiraciones potenciales y balances de agua en Espana".
 Ministerio de Agricultura . Madrid. 1965.

(27) - Ecart maximum des totaux pluviométriques annuels :

Malaga	= 322 (1948) et 884 (1963)	(série 1946-1965).
Coin	= 240 (1950) et 725 (1941)	(série 1939-1966).
Almeria	= 131 (1964) et 483 (1949)	(série 1943-1967).

(28) - L'influence des rosées paraît particulièrement notable dans les zones les plus sèches de la région d'Almeria. Cf. P. MONTSERRAT RECORDER : "Contribucion al conocimiento de los pastos almerienses".

Archivo Instituto de Aclimatacion de Almeria.1961. X

(29) - G. DE REPARAZ : "La zona piu arida d'Europa".

Boll.Soc.R.Geogr.Italiana. Roma.1933. p.157-162.

- F. GEIGER : "El Sureste espanol y las problemas de aridez".

Revista de Geografia. Barcelona.1973. Vol.VII. n°1-2.

(30) - Cf. P. BIROT : "La Méditerranée et le Moyen-Orient". T.I. PUF. 2ème éd. 1964.

(31).- Voir : "Mapa forestal de Espana" I/400 000.

Ministerio de Agricultura. Madrid.1966.

(32) - A la station de Poqueira, située à 2100m. d'altitude, on constate que sur une série de 16 ans (1957-1972), 7 printemps ont été très secs, avec notamment des périodes d'un mois consécutif au moins sans pluies notables, surtout en Avril-Mai, alors que 4 printemps seulement étaient bien arrosés. (Selon données du "Comisaria de Agua del Sur".)

(33) - Voir à ce sujet les remarques de J. BRUNHES : "L'irrigation dans la péninsule ibérique et dans l'Afrique du Nord". Paris.1902.

(34) - Voir L. CEBALLOS, C. VICIOSO : "Estudio de la flora forestal de la provincia de Malaga". Instituto Forestal de Investigaciones y Experiencias. Madrid. 1933.

(35) - On comprend ainsi la médiocrité des résultats obtenus dans le Campo de Nijar, - en comparaison du Campo de Dalías -, par les tentatives actuelles d'irrigation. La Sierra Alhamilla qui le domine n'appartient plus déjà au système de l'Andalousie méditerranéenne: son altitude trop faible, sa nature schisteuse, son isolement du grand impluvium névadien ne lui confèrent guère de possibilités hydrauliques, pas plus que son volume insuffisant ne constitue un écran thermique efficace. L'Andalousie méditerranéenne s'arrête bien au Rio Andarax.

(36) - V. MASACHS ALAVEDRA : "El regimen de los rios peninsulares". Barcelona.1948.

(37) - Voir :

- J. VILA VALENTI : "La lutte contre la sécheresse dans le S-E aride de l'Espagne". Méditerranée. 1961. n°2.

- S. ILOBET : "Utilizacion del suelo y economia del agua en la region semiarida de Huerca-Overa". Est. Geo. Feb.1958 n°70.

(38) - Voir : "Ordenanzas de riego para las vegas de Almeria y siete pueblos de su rio". 1853. Archivo Municipal de Almeria

(39) - Travaux de l'entreprise de recherches A.D.A.R.O , à Almeria surtout, contractée par les services de l'I.R.Y.D.A (Ministerio de Agricultura).

(40) - Notamment les sources du piemont de la Sierra de Mijas dont 5 ont un débit supérieur à 50 l/s et, surtout, la source de Barranco de la Fuente, au-dessus de Dalías (Sierra de Gador) avec un débit de 100 à 130 l/s.

(41) - 40 sources pour le seul secteur de la dépression de Padul (selon VILLEGAS MOLINA : "El valle de Lecrin". Op. citée).

(42) - J.A. TAPIA : "Almeria, piedra a piedra". Almeria. 1970.

CHAPITRE III

UNE SOCIÉTÉ DE PETITS PAYSANS.

I - DES CAMPAGNES RICHES EN HOMMES.

Contrairement à ce que pourrait laisser supposer la trop fréquente médiocrité du milieu naturel, l'Andalousie méditerranéenne est bien peuplée. Si les riches bassins concentrent normalement de fortes populations, ce n'est pas sans surprise que l'on constate des densités relativement élevées dans les montagnes ou sur les versants les moins hospitaliers.

I/ La distribution du peuplement à la fin de l'époque traditionnelle, soit dans les années 1950, nous en offre une image significative. Sans doute l'éventail des densités totales est-il largement ouvert, de moins de 30 hab./km² à plus de 300 selon les lieux, mais il suffit d'observer une carte d'ensemble de l'Andalousie pour se convaincre que notre région ne souffre d'aucune infériorité démographique par rapport aux contrées voisines réputées plus fertiles. Les versants les plus difficiles y sont souvent mieux peuplés que les riches campinas du Guadalquivir autour de Cordoue et même de Séville, tandis que les bassins marquent un net avantage par rapport aux campagnes les plus humanisées de Basse Andalousie.

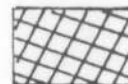
Une analyse par communes fait apparaître des ensembles assez homogènes, même si les valeurs obtenues souffrent dans le détail de quelques inexactitudes du fait du contenu plus ou moins composite de territoires municipaux parfois très étendus (Fig. I2).

Fig. 12- Les densités humaines à la fin de l'époque traditionnelle : densités brutes par communes, en 1950.

Densités kilométriques :



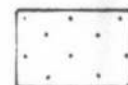
$DK > 200$.



$100 < DK < 200$.



$50 < DK < 100$.



$DK < 50$.

Principales agglomérations :



$> 50\,000$ habitants (fonctions urbaines).

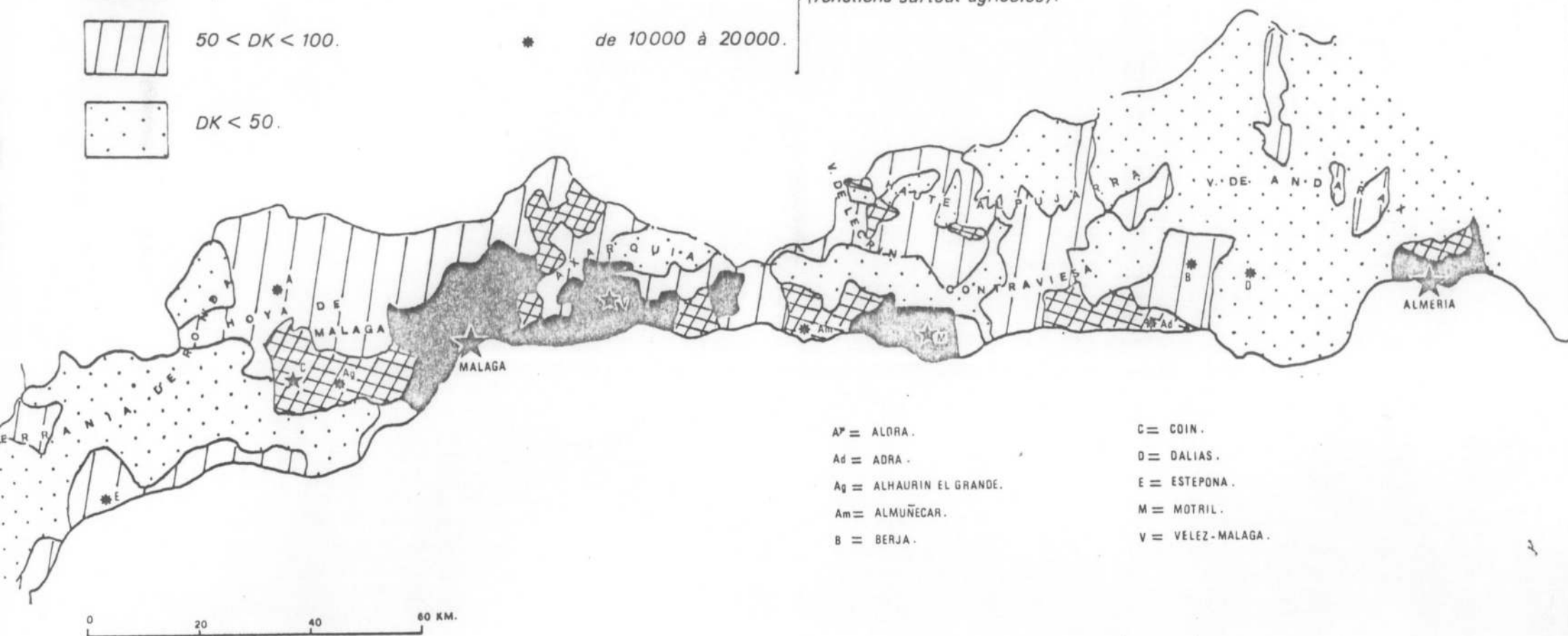


de 20 000 à 50 000.



de 10 000 à 20 000.

(fonctions surtout agricoles).



A^u = ALORA.

Ad = ADRA.

Ag = ALHAURIN EL GRANDE.

Am = ALMUNECAR.

B = BERJA.

C = COIN.

D = DALIAS.

E = ESTEPONA.

M = MOTRIL.

V = VELEZ-MALAGA.

- Des régions très peuplées se signalent immédiatement selon une fran-
ge côtière pratiquement continue à laquelle s'ajoutent quelques petits foyers inté-
rieurs isolés. Les densités partout y dépassent 100 hab./km². Un tel phénomène n'est
pas pour surprendre: toutes ces zones privilégiées correspondent aux secteurs d'agri-
culture irriguée dont la charge humaine est d'ailleurs inégale. Il convient ainsi de
distinguer les vegas intérieures, les plus anciennes (piémont de Coin; coeur du Val-
le de Lecrin), dont les densités se tiennent autour de 120, et la plupart des bassins
littoraux, souvent plus urbanisés, dont la charge dépasse normalement 200 hab./km²
autour de Velez, Motril, Adra ou Almeria.

Certains secteurs de versants, dans les Montes de Málaga, ou de collines
sèches (couloir de flysch de Colmenar) révèlent d'ailleurs par place des densités
aussi élevées.

- Les régions de secano anciennement spécialisées présentent cependant,
dans l'ensemble, des effectifs moyens compris entre 50 et 100 hab./km². En fait, il
s'agit là d'une charge élevée pour des pays aux aptitudes limitées au seul vignoble
ou à la céréaliculture sèche.

L'Aaxarquía, la Contraviesa enregistrent des moyennes de l'ordre de 70
et qui assez souvent approchent de 100. Le coeur céréalier de la Hoya de Málaga of-
fre des valeurs très voisines.

- Les pays de faible densité, inférieure à 50 hab./km², correspondent
aux régions de polyculture pauvre, aux montagnes les plus défavorisées. On trouve là
la zone du Haut Genal (Serrania de Ronda), les Guajares, la Sierra Nevada et les ver-
sants arides de l'Est almerienses. Les densités les plus couramment relevées sont de
l'ordre de 30 h./km², chiffre modeste en apparence, mais qui se charge de toute sa
valeur si l'on considère que l'agriculture ne dispose guère, dans la plupart des cas,
que du quart des territoires communaux.

Ce dernier exemple souligne d'ailleurs l'aspect trompeur des données de
la densité brute pour des pays aussi irrégulièrement mis en valeur que ceux de l'An-
dalousie méditerranéenne.

La considération des seules surfaces cultivées et de la population vi-
vant directement de l'agriculture permet, en définitive, une approche plus exacte de
la réalité (I).

2/ La charge des populations agricoles ainsi définie apparaît alors extraordinairement
élevée: elle est dans la plupart des régions supérieure à 100 personnes au km²
normalement exploité.

Ainsi dès qu'apparaît l'irrigation, dans les bassins, mais aussi en mon-
tagne, et même si la vega n'occupe qu'un faible espace, la densité agricole dépasse
150. Chaque hectare de culture supporte entre 1,5 et 2 personnes en Haute Alpujarra,
dans le vignoble irrigué du haut Andarax, sur le piémont de Coin (bordure de la Hoya

de Malaga). La charge s'élève entre 2 et 2,5 personnes au coeur du Valle de Lecrin pour dépasser 2,5 et 3 dans la plupart des bassins littoraux: les vergers du Bas Andarax font vivre de 3 à 5 personnes à l'hectare!

Bien plus surprenantes encore sont les densités atteintes dans les collines et sur les versants d'agriculture sèche, médiocrement doués. Les vignobles spécialisés, comme les zones céréalières supportent encore 1 personne à l'hectare au moins. Le premier cas est le plus curieux sans doute: les mauvaises terres des coteaux schisteux de la Contraviesa nourrissent 0,9 personne / hectare et celles de l'Ajarquia 1,5 à 2 encore!

Au total, rares sont les pays dont les densités tombent nettement au-dessous de 100 personnes/ km². Ce sont, aux extrémités de la région, les pays les plus déshérités: bassin du haut Genal où les moyennes se situent entre 0,6 et 0,8 personne / ha en incluant dans nos calculs d'immenses surfaces de forêts-pâturages et où localement la charge peut encore s'élever à 1,2 et 1,3 (à Jubrique, Juzcar, Pujerra notamment); versants de secano aride des montagnes orientales, -Sierra de Gador, par exemple -, où les densités se limitent à 0,4-0,6 personne/ha.

Ainsi, comparé aux possibilités de l'agriculture, en montagne comme dans les bassins, le peuplement s'avère partout très dense, et, toutes proportions gardées, plus exceptionnel encore dans les médiocres pays de versants. Une telle situation soulève un problème essentiel, si l'on veut en saisir la signification profonde:

quelle est la structure sociale de ces campagnes, capable d'engendrer une telle charge humaine ? Une société latifondiaire exploitant la masse d'un prolétariat rural surabondant ? L'hypothèse est, au départ, peu convaincante compte tenu des médiocres aptitudes de la montagne qui dans le cadre de grands domaines ne pourraient soutenir raisonnablement qu'un système très extensif incapable d'absorber autant de main-d'oeuvre, de nourrir tant de bouches. Le fort peuplement de l'Andalousie méditerranéenne nous oriente plus logiquement vers la rencontre d'une petite paysannerie, si habituelle d'ailleurs des économies méditerranéennes de coteaux.

II - L'EMIETTEMENT DU PATRIMOINE FONCIER.

lement au nombre de deux, d'un intérêt scientifique et pratique d'ailleurs fort inégal pour nos régions.

Le cadastre offre bien des lacunes et se révèle trop souvent d'une valeur discutable. C'est, en effet, un document ancien, élaboré entre 1910 et 1930 dans la presque totalité des cas, très largement antérieur aux années de guerre et qui n'a été que fort rarement remis à jour. Son contenu, parfois, doit même être considéré avec réserve, surtout dans les régions de topographie montueuse, où son établissement par des procédés estimatifs fait apparaître des erreurs importantes.

Or, il s'agit là d'une édition unique, sans précédent ni perfection ultérieure: les comparaisons, la mesure des évolutions sont donc impossibles.

De plus, le cadastre s'avère d'un maniement long et difficile. Faute d'index récapitulatif des propriétés, il devient indispensable de reconstituer patiemment, parcelle par parcelle, le patrimoine de chaque possédant: méthode fastidieuse et fort longue qui ne peut guère être généralisée ni servir de base à une analyse statistique à l'échelle régionale. Dans ces conditions, il paraissait raisonnable de renoncer à l'utilisation systématique du cadastre pour n'y avoir recours qu'à titre exceptionnel pour quelques communes choisies, dans chaque région, comme exemples représentatifs susceptibles de confirmer et de préciser les résultats obtenus à partir d'autres sources: en fournissant le contenu culturel et une estimation de la valeur agronomique de chaque parcelle, la matrice représente, en fait, le seul moyen de connaître avec exactitude l'affectation du sol.

Le "Padron de Rustica" constitue, en définitive, la source essentielle, à la fois plus exacte et d'usage plus facile que le cadastre. Il s'agit d'un document fiscal destiné à établir l'assiette de l'impôt foncier au niveau de chaque commune, annuellement remis à jour. On y trouve la liste des propriétés, de leur superficie et de leur "valeur imposable" établie en fonction de leur extension et de leur qualité (2). Malheureusement, pas plus que le cadastre, le Padron de Rustica ne signale la résidence des propriétaires. C'est là une lacune regrettable qui interdit notamment de mesurer avec exactitude la part de la propriété foraine. L'enquête est, sur ce dernier point, le seul moyen d'accéder à une connaissance approximative du phénomène.

Ce sont donc surtout les données du Padron de Rustica qui nous permettront de cerner la situation foncière de l'Andalousie méditerranéenne.

A - Latifondisme et microfondisme, mythes et réalités : les données apparentes de la structure foncière.

Si l'on s'en tient aux données brutes du Padron de Rustica, le classement des propriétés par catégories de tailles fait apparaître une constatation évi-

dente mais surprenante pour la région: la petite tenure, celle de moins de 10 hectares, domine numériquement de façon écrasante mais le grand domaine supérieur à 100 hectares s'assure très souvent le contrôle de la majorité de l'espace.

Les petites propriétés sont, en effet, par leur nombre, l'élément le plus caractéristique de la structure foncière. Dans l'ensemble, ce sont plus des $2/3$ des possédants qui se rangent dans la catégorie des moins de 10 hectares dont les tenures inférieures à 5 hectares représentent d'ailleurs l'écrasante majorité. Dans la plupart des régions, elles s'assurent même une quasi exclusivité, avec plus des $3/4$ voire même plus des $9/10$ des cotes: c'est le cas dans les bassins (Motril, Almuñecar, Málaga, vallée d'Almeria) comme dans les pays de versants (Alpujarra, Contraviesa, Axarquía). A l'exception de quelques rares secteurs comme la Sierra de Gador ou le haut Genal où son rôle fléchit notablement, la foule innombrable des petits possédants s'impose donc partout comme le terme fondamental de la vie rurale. Elle ne dispose pourtant, malgré son nombre, que d'une faible partie du sol: à peine le quart dans la majorité des bassins (moins du $1/10$ même dans les pays almerienses) et des zones de montagne comme la haute Alpujarra, le Valle de Lecrín ou la Serranía de Ronda. Elle ne s'assure en fait la maîtrise du sol que sur les pentes moyennes des Montes de Málaga et de la Contraviesa.

A cette exception près, le contrôle de la terre est, à l'autre extrémité de l'échelle, aux mains des grands domaines. Très souvent, en effet, les propriétés de plus de 100 hectares accaparent l'essentiel de l'espace: $1/4$ à $1/3$ du sol seulement dans les bassins, mais les $3/4$ par contre dans les régions arides d'Almeria et la plupart des montagnes (Serranía de Ronda, Haute Alpujarra).

Entre ces deux termes opposés, la catégorie intermédiaire des possédants moyens paraît singulièrement laminée: à peine représente-t-elle 10 à 20% des possédants, parfois moins, dans l'ensemble des régions de versants, et $1/4$ du sol. Par contre, sauf à l'Est, les bassins paraissent un peu mieux fournis: les propriétés de 10 à 100 hectares y contrôlent parfois près de 40% de la terre.

Il apparaît donc, en première analyse, que, dans l'ensemble de l'Andalousie méditerranéenne, et même si cette constatation doit être nuancée selon les lieux, la structure foncière est écartelée entre deux pôles opposés: une poignée de grands propriétaires, 1 à 2% des cotes, accapare l'essentiel de la terre et ne laisse que bribes à l'énorme majorité des petits possédants pourvus de minuscules tenures. Il convient cependant d'affiner l'analyse au niveau régional et de distinguer quelques types de structures de la propriété.

Un premier groupe, marqué par l'absence des grands domaines, paraît infirmer nos premières conclusions. Il s'agit des pays de versants de moyenne altitude, voués surtout à l'arboriculture. Les Montes de Málaga, la Contraviesa, notamment,

se signalent par un émiettement foncier à peu près absolu: les petites tenures inférieures à 10 hectares et pour l'essentiel à 5 ha. y représentent la presque totalité des cotes et une large majorité de l'espace. L'indice de concentration foncière, - rapport des surfaces monopolisées par les domaines de plus de 100 hectares à celles que contrôlent les petites tenures de moins de 10 ha. -, donne ici des valeurs infimes très inférieures à 0,1.

Les bassins littoraux, vegas surtout (Adra, Motril, Almuñecar, Velez), comme les secteurs de "campinas" céréalières constituent un second type marqué comme le premier par l'importance numérique des petits tenanciers, mais aussi par le rôle original des moyennes propriétés comme par l'affirmation des grands domaines. C'est là, en définitive, une structure exceptionnelle, assez bien équilibrée, où petits, moyens et grands possédants se partagent l'espace en parts équivalentes. L'indice de concentration foncière y est souvent voisin de 1.

Le dernier groupe, le plus nombreux, rassemble finalement les pays de structure violemment contrastée entre la masse des micropropriétaires et l'infime minorité des grands domaines qui monopolisent la plus grande part du sol. Il comprend aussi bien l'ensemble des zones arides d'Almeria que l'essentiel des régions de montagne (Sierra Nevada, Serranía de Ronda) où l'on trouve des indices de concentration très élevés, souvent très largement supérieurs à 5.

La carte de la grande propriété, telle qu'on peut l'obtenir du Padron de Rustica ou telle qu'elle apparaissait déjà dans l'ouvrage de P. Carrion (3), dessine ainsi trois bandes grossièrement parallèles au rivage: l'une, intérieure, qui recouvre la montagne et s'épanouit à l'Est sur tout le pays d'Almeria correspond à la zone d'emprise maximale du grand domaine, du "latifondisme de sierra" tel que le dénomme J. Bosque Maurel (4); la seconde, littorale, révèle une importance plus modeste mais encore décisive de la grande propriété, associée ici à la propriété moyenne ou petite; entre les deux, enfin, les coteaux de l'Ajarquia et de la Contraviesa ouvrent une zone de "vide", dépourvue de grands domaines, tout entière aux mains de la petite tenure. Etroite exception, au total, et qui semble mieux faite pour mettre en valeur la prépondérance des grandes propriétés partout ailleurs que pour symboliser l'emprise de la paysannerie, réduite ainsi à régner pleinement sur un îlot de mauvaise terre.

Grands domaines, masse de minuscules tenures qui s'y juxtaposent sont, en définitive, les termes définissant une structure latifondiaire pour la plus grande partie de l'Andalousie méditerranéenne. Cette dernière, à première vue, ne s'individualise guère, de la sorte, au sein du Midi ibérique et offre des traits peu différents de ce pays par excellence des grands domaines qu'est la Basse Andalousie des plaines occidentales. L'analyse semble donc accréditer l'idée, émise plus ou moins explicitement par plusieurs auteurs, de la non-spécificité sociale de nos régions (5).

Mythe ou réalité ? Il paraît difficile, en tous cas, d'accepter aussi légèrement une telle conclusion. La signification des superficies n'a pas la même valeur absolue ici, dans ces pays bouleversés, faits de contrastes, juxtaposant déserts et îlots de richesse, que dans les vastes territoires homogènes de Basse Andalousie ou du Sillon intrabétique. Peut-on légitimement tirer une leçon de la comparaison brutale, confrontée au même étalon de la surface, d'une petite tenure de vega, abondamment arrosée, féconde, et d'une immense propriété de terres vaines ou de maigre secano ? La sanction de la seule répartition des superficies est ici souvent vide de sens si elle n'est corrigée par la prise en considération de la valeur culturelle de chaque propriété.

B - Les réalités : le poids de la petite paysannerie.

La mesure exacte de la valeur de chaque type de propriété supposerait dans chaque cas une connaissance de la nature de leur production et notamment le décompte systématique du "regadio" et du "secano". Aucune statistique n'est malheureusement utilisable à ce niveau. Le cadastre seul pourrait fournir une idée, approximative d'ailleurs, de la situation, au prix de la reconstitution lopin après lopin de chaque tenure : travail démesuré, hors de portée des moyens du chercheur isolé. Il convient donc de procéder de manière indirecte en utilisant les données du Padron de Rustica qui fournit, pour chaque propriétaire, la valeur fiscale globale du bien possédé. Cette dernière, calculée en fonction du revenu, tient compte à la fois de l'étendue de la tenure et du rendement moyen qu'elle produit. Il devient alors possible de mesurer le poids économique de chaque catégorie de propriétés au sein d'une communauté rurale, d'en déterminer l'influence réelle dans l'agriculture locale. L'application de ce procédé apporte très rapidement quelques conclusions de grand intérêt.

I/ - La signification réelle de la grande propriété apparaît réduite, dans la plupart

des cas, à un rôle économique marginal. Ainsi, dans les régions où elle mobilise justement l'essentiel de l'espace, sa part du revenu agricole se limite à une fraction dérisoire du produit communal : moins de 10% du revenu imposable dans les pays de l'Est almeriense où elle rassemble pourtant plus des $3/4$ de la terre ; moins de 15% dans les montagnes d'Alpujarra où elle contrôle également les $3/4$ de l'espace. Il est clair, alors, que le grand domaine, loin de jouer le rôle prépondérant que semblait lui conférer le simple examen des surfaces, ne tient qu'une place effacée ou négligeable dans la vie locale, rassemble en fait les terres les plus médiocres,

parcours ou "monte" sans grand intérêt pour l'agriculture.

Il est des secteurs cependant où la grande propriété de plus de 100 hectares intervient avec plus de force, comme le souligne le tableau ci-dessous. Son rôle paraît décisif, même, dans quelques cas qui correspondent toujours aux pays de versant les plus misérables, attardés à la polyculture la plus extensive: ainsi représente-t-il près de la moitié de la valeur économique communale dans les Guajares, la Sierra de Gador ou la Serrania de Ronda. Surtout, son influence paraît notable dans la plupart des riches bassins du littoral où il s'assure le plus souvent 20 à 30% de la valeur fiscale globale, à Motril, Velez ou dans la Hoya de Málaga.

Importance économique de la grande propriété : part de la base imposable des domaines de plus de 100 ha.

	% Base imposable	Rappel : % surface possédée
Haut Andarax	0,5	86
Bas Andarax	5,5	77,5
Almeria	11	65,8
Contraviesa	10,6	0,2
Axarquía	4,6	0,2
Sierra Nevada Est	14	67,3
Sierra Nevada Ouest	14	73,9
Sierra de Gador	45	87,5
Serrania de Ronda	49	68
Hoya de Málaga :		
Cartama	30	23,9
Pizarra	35	35,5
Motril	22	39,1
Velez	22	8,5

Cette simple rectification bouleverse donc totalement la vision du cadre foncier régional obtenue dans notre première approche et restitue, en tous cas, sa spécificité à l'Andalousie méditerranéenne :

- le grand domaine ne joue ici qu'un rôle marginal ou n'intervient effectivement qu'en de rares secteurs essentiellement localisés sur le littoral, nouvel élément qui semble confirmer encore, de ce point de vue, une opposition souvent constatée déjà entre l'intérieur et les bassins côtiers.

- à l'inverse, on pressent le poids déterminant de la paysannerie petite ou moyenne dont il reste à définir la nature et les limites.

En effet, nous n'avons fait jusqu'ici qu'approcher de façon approximative les différents éléments de la structure foncière, différenciés par pure commodité au moyen de seuils arbitraires de 10 ou 100 hectares. Il convient dès lors de cerner avec plus de précision la réalité: quelle est la nature exacte de la propriété paysanne, celle du grand domaine, à quels niveaux s'établissent les coupures

effectives entre petites , moyennes ou grandes propriétés ?

2/ - Les types de propriétés.

Les trois variables statistiques fournies par le Padron de Rustica, si elles sont judicieusement combinées, permettent de délimiter avec suffisamment d'exactitude les contours de chaque catégorie foncière. Ainsi, pour chaque groupe de tenures considéré dans le cadre de la collectivité municipale, on établira une corrélation entre :

- V , le pourcentage de la valeur économique (fiscale) qu'elle représente dans le total communal.

- S , le pourcentage de la surface qu'elle contrôle.

- N , le pourcentage du nombre des propriétés qu'elle rassemble.

A la lumière des acquisitions précédentes qui laissent déjà entrevoir la silhouette de la structure foncière, nous distinguerons schématiquement 4 types de propriétés.

La petite tenure microfondiaire peut se définir statistiquement par des revenus unitaires insuffisants (la part de la base imposable est alors très nettement inférieure à la proportion des effectifs rassemblés par la catégorie). Elle se caractérise en outre très souvent, surtout dans les zones irriguées, par la haute valeur des terres dont elle dispose. Cette dernière ne devient proportionnellement inférieure au pourcentage de la surface contrôlée que dans de rares cas de systèmes pauvres de secano.

Elle se définit donc par la formule $N > V > S$ (exceptionnellement $N > S > V$) où N , le nombre, apparaît toujours comme le terme-clef.

La grande propriété extensive que l'on peut dénommer "grande propriété de monte" offrira, par contre, des caractéristiques opposées: des revenus unitaires honorables puisque rapportés à un très petit nombre de possédants, malgré une grande médiocrité économique traduite par l'infériorité très accusée de la masse fiscale par rapport à la surface possédée. La formule sera alors $S > V > N$, et S , la surface, l'élément essentiel.

La propriété moyenne, entre ces deux extrêmes, associe des revenus unitaires suffisants (la part de la masse fiscale sera égale ou supérieure à la part des effectifs concernés) et une bonne valeur économique (la masse fiscale sera supérieure ou égale à la surface possédée).

V , la valeur, devient dès lors le terme principal dans une formule qui peut s'écrire $V > N > S$ ou $V > S > N$. La première variante désigne plutôt, surtout si la taille de la tenure demeure modeste, une propriété "paysanne". La seconde indique par contre, lorsque la dimension du domaine devient importante en même temps que la supériorité de la surface sur le nombre de possédants s'accroît de façon considérable, le passage à la grande propriété active, intensive.

Les résultats obtenus par ce procédé peuvent se lire sur le tableau ci-contre.

a - Le microfundio, tenure trop exigüe pour procurer un revenu suffisant à son propriétaire, s'impose partout à l'attention. Il est affecté, sur le plan fiscal, d'un revenu imposable inférieur à 20 000 pesetas, valeur qui, selon les techniciens, marque le seuil correspondant aux ressources minimales indispensables à l'entretien d'une famille (10).

Il s'agit le plus souvent d'une tenure de dimension très faible. Limitée à moins de 2 hectares dans les pays d'irrigation (vallée de l'Andarax, vegas d'Almería, Adra, Motril, de Haute Alpujarra), elle y paraît soigneusement travaillée si l'on en juge par le rapport élevé qui s'établit entre la valeur fiscale et la surface possédée qui lui est toujours très largement inférieure.

Elle reste encore très petite sur les coteaux de viticulture sèche de la Contraviesa et de l'Axarquía où elle ne dépasse pas les 5 hectares, malgré un sol aux possibilités modestes.

Par contre, elle peut atteindre parfois une taille bien plus importante. La propriété des "campiñas" céréalières peut ainsi conserver des caractères de microfundio jusqu'à 10 et même 20 hectares. Dans les pays de versants les plus pauvres, comme la Serranía de Ronda, les Guajares, la Sierra de Gador, la rareté des sols cultivables repousse très haut, enfin, la limite du microfundio qui s'établit vers une cinquantaine d'hectares.

Aussi, bien que généralement menue, la tenure microfondiaire revêt selon les lieux des formes différentes, liées en bonne logique à l'hétérogénéité des conditions agronomiques.

Partout, cependant, elle revêt une importance prépondérante et constitue le fond de la société rurale.

Elle représente toujours la fraction majoritaire des cotes enregistrées, s'impose numériquement de façon écrasante, plus encore que les chiffres ne le laissent supposer si l'on tient compte du fait que le Padron de Rustica exclut les cohortes des plus petits possédants exemptés d'impôts (6). Correction faite, elle doit alors constituer partout entre les $\frac{2}{3}$ et les $\frac{9}{10}$ des possédants.

Elle contrôle, par contre, une part inégale du sol selon la présence ou non à ses côtés des grands domaines: 10 à 20% de l'espace seulement dans l'Est aride, la montagne, mais $\frac{1}{3}$ dans certains bassins (Hoya de Málaga, Motril) et jusqu'aux $\frac{2}{3}$ sur les coteaux d'arboriculture spécialisée.

Son poids économique, -et c'est bien là ce qui importe en définitive -, se révèle, lui, assez constant: le microfundio regroupe en moyenne le $\frac{1}{3}$ du potentiel fiscal.

b - La propriété paysanne. Nous rassemblons sous ce vocable la catégorie intermédiaire des possédants, comprise entre celles des grands "tierratenientes" et des microfondios. Elle se définit essentiellement par rapport à ces derniers comme une tenure un peu plus étoffée, capable d'assurer un revenu suffisant à son titulaire. Elle est affectée au Padron de Rustica d'un revenu imposable compris entre 20 000 et 100 000 pesetas, ce dernier chiffre révélant le passage à la "grande propriété". Il ne s'agit pas pour autant, dans la plupart des cas, d'une moyenne propriété mais plutôt d'une petite propriété sans véritable aisance.

Ses dimensions, en effet, ne doivent pas nous tromper. Atteignant jusqu'à une cinquantaine d'hectares dans les systèmes comportant des terres irriguées, jusqu'à 100 dans les pays de secano, elle recouvre en réalité un contenu de nature très diverse, mêlant bonnes terres, incultes ou parcelles médiocres en proportions variables. Aussi, souvent n'est-elle, malgré les apparences, qu'un prolongement vers le haut de la tenure microfondiaire, une petite propriété paysanne.

De fait, l'emprise foraine des citadins demeure généralement très faible à ce niveau. Elle est même complètement absente dans la plupart des régions pour n'apparaître timidement qu'en quelques bassins littoraux, autour de Velez, Motril ou Málaga. Cette règle ne souffre, en fait, qu'une seule exception importante, dans les vegas du Bas Andarax: la bourgeoisie citadine d'Almeria y contrôle les $\frac{3}{4}$ des terres irriguées, monopolisant ainsi les véritables propriétés moyennes entre 2 et 50 hectares. Nous aurons à revenir sur ce cas exceptionnel. Il ne doit pas masquer une réalité en général moins brillante.

La propriété paysanne, assez peu nombreuse dans les pays de versants où elle est souvent écrasée par la masse des microfondiaires, tend par contre à s'accroître dans les bassins. Elle contrôle cependant en tous lieux une part notable des superficies et du potentiel économique: à l'exception des coteaux les plus pauvres (Serrania; Sierra de Gador) où elle représente moins d' $\frac{1}{5}$ des valeurs fiscales, elle regroupe ailleurs la moitié environ de la masse imposable.

Paysans et microfondiaires, ajoutés, s'assurent ainsi presque partout la maîtrise du sol "utile" et de l'économie rurale. L'influence réelle du grand domaine s'en trouve réduite, de la sorte, à des cas peu fréquents.

c - Les grands domaines, définis d'abord par l'importance de leur superficie supérieure à 100 ha. en général, à 50 ha. dans les secteurs irrigués, recouvrent, en fait, des réalités fondamentalement différentes. Le "domaine de monte", vaste étendue sans grand intérêt économique, doit être opposé à la "grande propriété" véritable, foyer d'une importante production agricole et source de richesse.

Le "domaine de monte" est essentiellement l'apanage des régions à l'agriculture contractée sur de faibles espaces, abondamment pourvues au contraire d'immenses zones plus ou moins stériles. C'est là qu'on le rencontre, sur les terres vaines et les grands espaces de parcours des pays arides de l'Est almeriense ou des communes

montagnardes de la Serrania de Ronda, des Sierras Nevada, Gador, des Guajares.

Le "domaine de monte" d'appropriation privée constitue un premier type, assez modestement représenté dans l'ensemble.

Il est fort rare en particulier sur le versant méridional de la Sierra Nevada, en Haute Alpujarra, pourtant largement doté en immenses étendues incultes. Son rôle demeure également modeste dans les Guajares malgré la présence, ici ou là, de quelques grands "cortijos": un de 542 ha. à Guajar-Faraguit, un de 600 ha. à Guajar Fondon, etc... Même constatation pour les pays du Haut Andarax, en Alpujarra orientale.

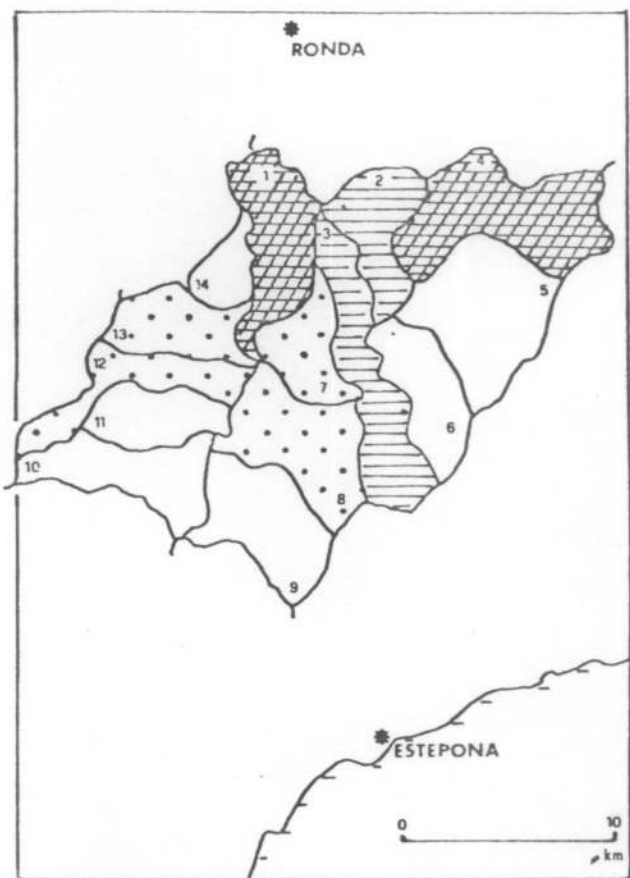
Il se concentre surtout, en définitive, en deux foyers, aux extrémités de notre région. Le premier correspond au pays du bas Andarax, aux environs d'Almeria, sur les terres riches qui encadrent la vallée et où il règne de façon exclusive. Le second surtout, est centré dans le pays du Haut Genal, à la retombée sud de la Serrania de Ronda, d'où il s'étire au travers des montagnes jusqu'aux abords de la mer. En fait, ce sont surtout les communes les plus septentrionales au contact de la chaîne calcaire de Ronda qui en regroupent l'essentiel, près de 7000 hectares pour 7 communes.

Ces immenses domaines qui dépassent fréquemment le millier d'hectares sont intégralement aux mains d'une propriété foraine originaire des villes voisines. Ainsi les quelques domaines privés de la Sierra Nevada et des Guajares sont-ils presque tous contrôlés par de riches familles de Grenade, ceux du Bas Andarax constituent l'apanage d'Almeria. Ceux du Haut Genal, enfin, appartiennent pour l'essentiel aux grands propriétaires nobles ou bourgeois de Ronda: ainsi à Alpandei où l'on note cependant la présence de quelques habitants de Jerez, ou bien à Parauta où la famille Coro, rondeña d'origine, règne sur plus de 1800 hectares répartis en plusieurs cortijos tandis que les 500 hectares du domaine de la Ventilla appartiennent au marquis de Parada, de Séville. Il arrive également que d'immenses propriétés soient possédées par des Sociétés industrielles, telle l'"Union Resinera Espanola" qui dispose en Serrania de 1187 ha. à Pujerra, de 1060 ha. à Juzcar et de quelques milliers d'autres à Istan et Benahavis.

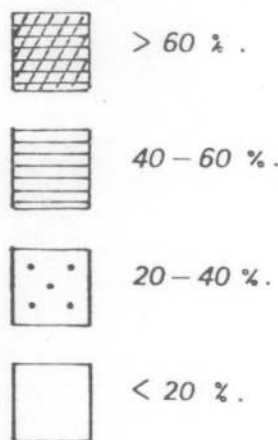
Les fonctions des "domaines de monte" apparaissent clairement: très faiblement cultivés, - quelques parcelles de maigres céréales ici ou là -, ils supportent, en fait, une économie de "cueillette". Ainsi, l'Union Resinera Espanola se contente-elle d'exploiter le bois du "monte alto" de la Serrania, primitivement destinée à alimenter les chantiers de construction de la voie ferrée Ronda-Algeciras. La plus souvent, le "domaine de monte" n'est que terrain de parcours, "dehesas" vouées au pacage saisonnier des troupeaux contrôlés plus ou moins directement par les propriétaires citadins. Mais cette fonction, en définitive, se réalise le plus souvent au profit des communautés paysannes.

Fig.14. PROPRIETE COMMUNALE ET GRANDE PROPRIETE FORAINE DANS LE PAYS DU GENAL (SERRANIA DE RONDA).

A - POIDS ECONOMIQUE DE LA GRANDE PROPRIETE PRIVEE.



Part de la grande propriété foraine (supérieure a 100 hectares et 20000 pesetas de base imposable) sur le total de la valeur imposable municipale :

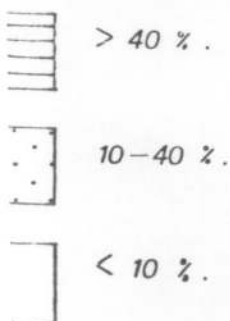


ON NOTERA :

- L' IMPORTANCE DE LA GRANDE PROPRIETE (SURTOUT PASTORALE) AU NORD . ET DECCROISSANCE EN FONCTION DE L'ELOIGNEMENT DE RONDA (FIG. A).
- LA LOCALISATION INVERSE DES PROPRIETES COMMUNALES (FIG. B).

IMPORTANCE TERRITORIALE DES COMMUNAUX.

Surface des biens communaux : % de la surface totale, par municipe :



Limites des communes .

- | | | |
|--------------|---------------|------------------|
| ALPANDEIRE . | 5: IGUALEJA . | 9: GENALGUACIL . |
| CARTAJIMA . | 6: PUJERRA . | 10: BENARRABA . |
| JUZZAR . | 7: FARAJAN . | 11: ALCATOCIN . |
| PARAUTA . | 8: JUBRIVUE . | 12: BINALAURIA . |



Le "domaine de monte" d'appropriation publique est, en effet, largement prépondérant. Biens forestiers de l'Etat quelquefois, il est dans l'immense majorité des cas propriété des communes qui, soit en cédent l'usage aux habitants, soit, le plus souvent l'exploitent au profit de la municipalité. Ainsi, le "latifundio de sierra" selon l'expression de J. Bosque Maurel (4) n'est-il en fait que le prolongement indivis de la petite propriété ou, du moins, demeure finalement à son service.

Dans la Serrania de Ronda elle-même, il représente malgré la présence des grands domaines privés quelques 7300 ha., soit une part légèrement supérieure à ces derniers, plus de la moitié des "montes" ou terres de parcours. Ailleurs, il constitue par blocs énormes de plusieurs milliers d'hectares le patrimoine à peu près exclusif des communes, dans le Haut Andarax, les Guajares et surtout la Haute Alpujarra où pour l'ensemble des plus hautes communes, il représente 75% du territoire, la totalité des pâturages d'été (7).

Ainsi, loin de la structure latifundiaire que laissait supposer, en première analyse, l'étude de la distribution des surfaces, la montagne est-elle en réalité le siège d'une petite paysannerie pratiquement exclusive. Il n'en va pas de même dans nombre de fertiles vegas littorales.

La grande propriété effective, cultivée, riche, se concentre en effet dans les bassins côtiers où elle dispose assez couramment du tiers des superficies et d'un poids économique au moins équivalent. Elle seule constitue, en fait, un réel obstacle à l'emprise de la petite paysannerie. Encore n'est-elle pas généralisée : certaines vegas l'ignorent totalement, celles d'Adra, d'Almuñecar, du piémont de Coin, pour ne citer que les plus importantes. On la rencontre surtout au total dans 2 types de bassins, - les plaines céréalières comme le centre de la Hoya de Málaga ou le couloir de flysch de Colmenar, et d'autre part dans les grandes vegas sucrières, Motril ou Velez -, où elle se présente d'ailleurs sous des formes sensiblement différentes.

Dans les bassins de céréaliculture sèche, dont le coeur de la Hoya de Málaga autour de Cartama et Pizarra peut servir d'exemple, les grands domaines occupent une part importante: 20% du territoire à Cartama, 40% à Pizarra selon les cadastres, beaucoup plus si l'on exclut les terres irrigables ou les plantations proches des villages et qui sont davantage aux mains de la paysannerie. Ainsi, comme dans les campinas de Basse Andalousie, la grande propriété paraît intimement liée à la culture sèche des céréales, alors qu'elle disparaît à peu près complètement dans les vieilles vegas du piémont autour de Coin et d'Alhaurin.

Ces domaines céréaliers sont pour l'essentiel nobiliaires, à l'exception de quelques propriétés roturières (les Barrionovo, Alarcon, Espana ou Navarro à Cartama) de tailles relativement modestes d'ailleurs. La plupart d'entre eux, vastes blocs d'un seul tenant ou association d'éléments à cheval sur plusieurs communes voisines, ne constituent en fait qu'un maillon du patrimoine possédé en d'autres provin-

ces par les grandes familles terriennes. On relèvera ainsi pour le coeur de la Hoya les noms de vieille noblesse mêlés parfois, mais assez rarement, à ceux moins prestigieux d'une bourgeoisie plus tardivement titrée: le Comte de Casapalma y détient 1790 ha., le Comte de Los Gaitanes 1380 ha., le Comte de Puerto Hermoso 1200, le Duc d'Abrantes 410, le Duc de Larios 257, le Comte Elda 390, le Comte Mieres 260, le Duc de Fernan Nunez, etc... Le total avoisine les 5500 hectares, contrôlés par une aristocratie absentéiste résidant à Madrid ou dans les grandes villes andalouses (8). Ainsi, sur les 2700 ha. de grande propriété à Pizarra, 43% sont contrôlés de Jerez (Comte de Puerto Hermoso), 35% de Madrid, 21% de Málaga dont le rôle s'avère étonnamment modeste malgré la proximité.

Des exemples moins spectaculaires mais de nature identique pourraient être relevés ailleurs, dans le petit bassin céréalier du Rio Fuengirola (communes de Mijas et Fuengirola) où le Marquis de Valenzuela possède en 1948 (9) 251 hectares dont une moitié en emblavures, la Comtesse de San Isidro 770 hectares dont 115 sont cultivés. La grande propriété nobiliaire s'associe un peu partout aux pays de "campinas", fort limités au demeurant en Andalousie Méditerranéenne.

Dans les vegas sucrières, celle de Motril-Salobreña surtout, mais aussi autour de Velez, dans le delta du Guadalhorce, la grande propriété irriguée, n'est pas moins importante mais se trouve, là, rassemblée tout entière aux mains des industriels qui contrôlent les sucreries. La fabrique contrôle la terre qui doit lui assurer son approvisionnement.

Ainsi, dans le bassin de Motril, c'est près de 40% de la surface plantée, quelque 750 hectares qui sont contrôlés par les trois sucreries locales - Rosario; Azucarera Motrileña; Azucarera San Francisco - et les quelques propriétaires aisés qui leur sont associés.

Plus à l'Ouest, dans la province de Málaga, la concentration foncière des terres plantées en cannes est plus forte encore: une seule famille, celle de la Sociedad Azucarera Larios, en possède la meilleure part, près de 2000 hectares au début du siècle répartis sur Velez, Málaga, San Pedro de Alcantara. Elle conserve cinquante ans plus tard une véritable mainmise sur les plantations de Velez, Torrox, Nerja où elle dispose au total de près de 1100 hectares. Pour la seule vega de Velez, la plus importante, elle contrôle ainsi 70% de la surface sucrière, 560 hectares sur 800.

"Domaine de monte", grande propriété "active", moyenne propriété se distribuent en définitive de façon fort inégale, aux côtés d'une petite propriété omniprésente. C'est pourquoi il paraît utile de reconstituer désormais la structure foncière caractéristique de nos différents ensembles régionaux.

PAYS D'ALMERIA

hectares	Haut Andarax			Bas Andarax			Almeria			
	N	S	V	N	S	V	N	S	V	
< I	26,5	0,5		38	I		40,5	I,I	5,7	microfundio N > V > S
I - 2	2I	I		22	I,5		I8	I,9	II	
2 - 3	IO	0,5		II	I		IO	I,8	IO,5	paysannerie moyenne V > N > S (V > S > N)
3 - 5	I7,5	2		9	2		IO,7	3,2	I6,9	
5 - IO	I4	2,5		8,5	3		8,9	4,2	20,8	
IO - 20	5	2		4,5	3		4,2	4,5	I3,5	
20 - 50	4	4		3	4,5		4	9,I	8,9	latifundio S > V > N
50 - IO0	I	I,5		I,5	5,5		I,4	8,I	3,8	
> IO0	I	86		3	77,5		2,2	65,8	8,8	

BASSINS LITTORAUUX

Salobrena (vega de Motril) Pizarra (Hoya de Malaga)

	N	S	V	N	S	V	
< I	) 9I,9	37,8	I3,7	36,2	6,2	I3,7	microfundio N > V > S
I - 2			I5				
2 - 3	2,1	3	7	24,7	IO,5	I3,8	paysannerie V > S V > N
3 - 5	2,6	6	9,8				
5 - IO	2	7,2	I3,4				
IO - 20	0,5	4	7	I7,7	I4,3	I4,5	Grande propriété S > V > N
20 - 50	0,4	6,6	7,6	IO,4	I8,I	II,8	
50 - IO0	0,I	4,9	2	3,5	I5	9,8	
> IO0	0,2	30,I	24	I,8	35,5	35,5	

COTEAUX ARBORICOLES

hectares \ %	Contraviesa			Axarquía			Bas versants Sa Nevada			
	N	S	V	N	S	V	N	S	V	
< 5	94,6	62,5	39,2	61,9	38,4	44,4	94,8	60,7	23,1	microfundio N > V, N > S
5 - 10	1,6	3,1	14,9	27,6	30,4	34,1	1	2,4	7,9	paysannerie moyenne V > ^S _N
10 - 20	1,7	6,1	13,5	8,6	18	14,1	1,8	7,7	15,6	
20 - 50	1,4	11	16	1,4	6	6,8	1,6	12,2	23,3	
50 - 100	0,4	7	5,7	0,5	7,1	0,4	0,5	14	25,5	
> 100	0,2	10,2	10,6	-	-	-	Σ	2,9	4,3	

COTEAUX DE POLYCULTURE ATTARDEE.

	Serranía de Ronda			S ^a de Gador			Guañares			
	N	S	V	N	S	V	N	S	V	
< 5				16,5	0,3	4,9	25	0,3	4,4	microfundio N > V > S
5 - 10	22	2	15,1	12,5	0,6	7,5	8,3	0,2	1,6	
10 - 20	19	3	7,3	15	1,5	12,5	33	1,5	16	
20 - 50	23	10	12,4	26,2	6,5	19	16,6	2,5	17,2	
50 - 100	17	17	16,2	8,7	3,5	10,2	8,3	2,5	31,2	paysannerie V > N > S
> 100	18	68	49	20	87,5	44,9	8,3	92,9	29,3	latifundio S > V > N

HAUTE ALPUJARRA .

	Sierra Nevada Ouest			Sierra Nevada Est			
	N	S	V	N	S	V	
< 5	91,2	12,9	28	92,9	20,8	33	microfundio N > V > S
5 - 10	3,3	2,1	16	3,1	2,5	18,8	paysannerie V > S > N
10 - 20	2,4	3,1	18	2,5	4	19,1	
20 - 50	2	5,2	18	0,7	2,4	9,8	
50 - 100	0,4	2,7	6,8	0,3	2,9	5,2	
> 100	0,5	73,9	13,1	0,2	67,3	14	latifundio S > V > N

C - Les structures foncières régionales.

Si la petite paysannerie domine partout et que le grand "domaine de monte", inutile et sans intérêt économique, n'entraîne guère de différenciation fondamentale au sein des communautés agraires, c'est au total la présence ou l'absence de la grande propriété "active", ou plus rarement celle d'une propriété moyenne qui permettent seules de susciter des oppositions sensibles entre les régions: c'est, une fois encore, souligner le fossé qui sépare les pays intérieurs de versants où la petite tenure règne sans partage et les plaines littorales aux structures plus diversifiées (Fig.I3).

I/ - La suprématie de la petite paysannerie dans les pays de versants.

Absolue, elle n'est nuancée que par l'apparition à ses côtés d'un "domaine de monte" marginal mais qui offre cependant la possibilité de distinguer deux milieux de nature quelque peu différente.

Les coteaux d'arboriculture spécialisée, les vignobles des versants schisteux de moyenne altitude, Contraviesa et Axarquía, constituent un premier type marqué par l'hégémonie exclusive de la micropropriété. Les vastes ensembles de communaux eux-mêmes en sont à peu près complètement exclus. Chacun, ici, est propriétaire mais doté d'un lopin si chichement mesuré qu'on a peine à admettre qu'il puisse satisfaire au besoins de la famille.

Arrêtons-nous, par exemple, à Competa, au coeur de la Sierra de Bentomiz, la zone la plus anciennement mise en valeur du vignoble de Málaga. La terre y est répartie en une multitude de "biens" très menus sans que jamais, ou presque, on ne signale un propriétaire un peu plus fort, un domaine un peu plus vaste. Le cadastre de 1948 y révèle que sur 1151 possédants, moins de 5% y disposent de 5 hectares ou plus, alors que plus des 2/3 des biens cadastrés y restent inférieurs à 1 ha.

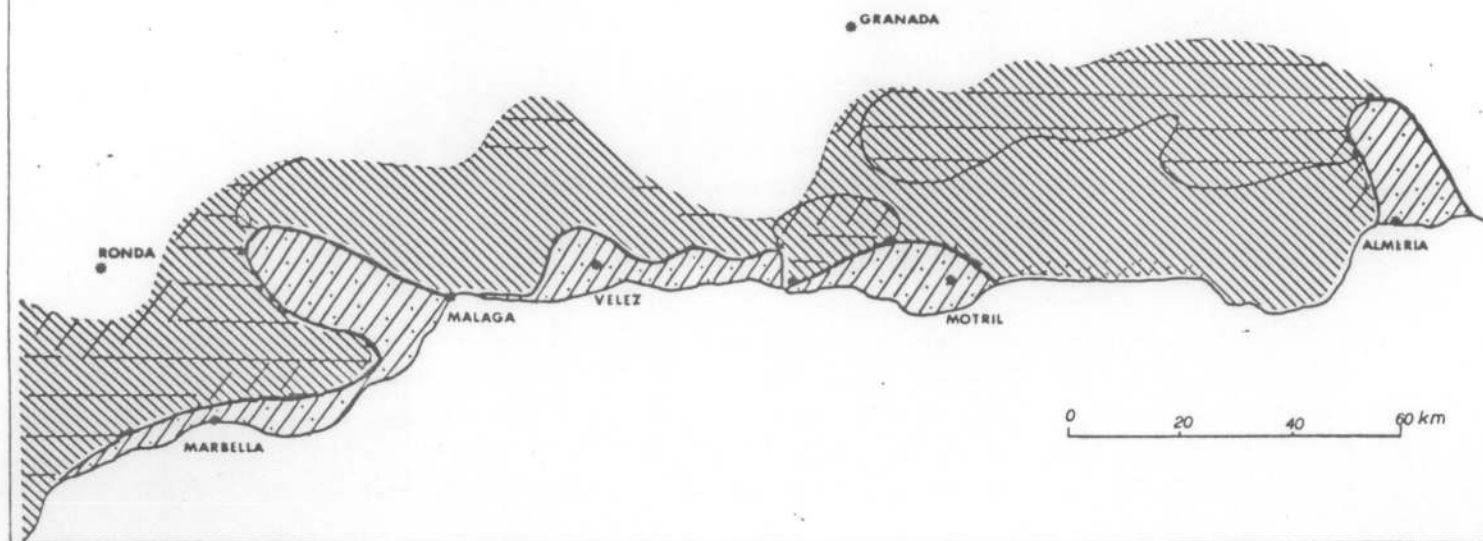
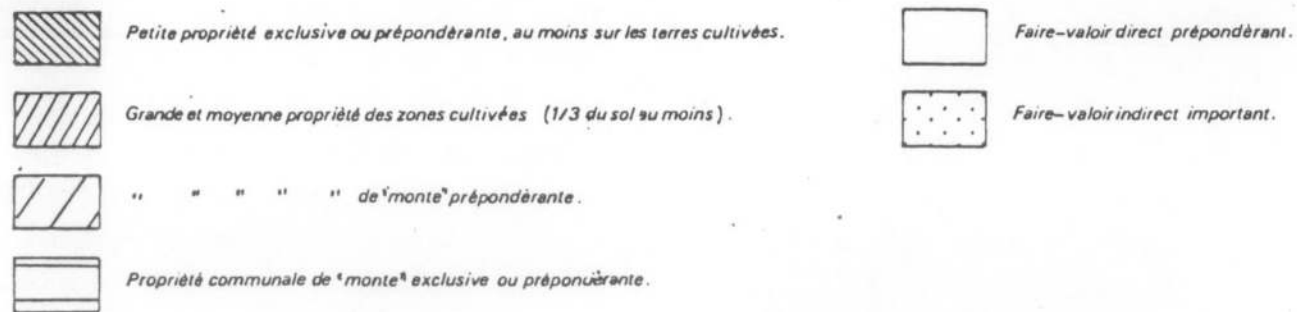
Competa : cadastre 1948.

	-1ha	1-2	2-5	5-10	10-20	20-30	30	Total
Nombre	780	158	171	28	12	1	1	1151
%	68%	13,5%	14,5%		4%			
	96%							

Cette atomisation foncière a d'ailleurs pour corollaire un extraordinaire émiettement des parcelles où chaque tenure apparaît éclatée en plusieurs lopins répartis souvent à grande distance les uns des autres: tel bien de 4 ha. est constitué de 11 parcelles, tel autre d'à peine plus d'un ha. en 6 parcelles, etc..

On ne peut rêver exemple plus caractéristique de micropaysannerie. Les chiffres cependant doivent être discutés: nombre

Fig. 13. Propriétés et modes de faire-valoir : croquis schématisé des types de structures foncières.



de ces tenures les plus minuscules, petits potagers familiaux notamment, ne peuvent être considérés comme de véritables unités agricoles. Les services fiscaux eux-mêmes les excluent de leur dénombrement et ne retiennent en définitive que 139 propriétés dans le "Padron de Rustica". Encore parmi celles-ci 43% (59) sont trop médiocres pour supporter l'impôt et en sont exemptées. Si l'on considère que les tenures exemptes restent inférieures à 5 hectares, on aboutit alors au classement suivant:

	5	5-10	10-20	20-50	50-100	Total
Nombre	86 62%	38 27,5%	11 8%	2 1,5%	1 1%	139
Surface	251 31%	268 33%	147 19%	44 5,5%	57 8,5%	792 ha.

D'après ce tableau, il apparaît que l'essentiel du sol est aux mains des petits propriétaires inférieurs à 10 ha.

Si l'on observe enfin la valeur imposable qui est affectée à ces différentes propriétés, excellent moyen de juger de leur importance économique, on reste alors frappé par la médiocrité des possibilités qu'elles révèlent: 98% d'entre elles affichent une valeur inférieure à 20 000 ptas jugée comme le seuil minimum équivalent à une certaine autonomie économique (10).

La structure foncière de Competa apparaît donc intégralement constituée de propriétés microfundiaires.

Or, l'exemple de l'Axarquia pourrait se répéter, identique, dans le vignoble de la Contraviesa et dans la plupart des communes de moyenne altitude de l'Alpujarra.

Les pays de montagne ne démentent pas la prépondérance du microfundisme.

Ils y ajoutent simplement une nuance: la présence d'immenses propriétés pastorales, "montes" et pacages, qui s'étendent sur les hautes pentes stériles.

La Haute Alpujarra jusqu'au bassin supérieur de l'Andarax, au pied des hauts sommets de Sierra Nevada, les flancs de la Sierra de Gador, la Serrania de Ronda, les Guajares, présentent tous cette même juxtaposition micropaysannerie - grandes propriétés de monte qui n'est qu'exceptionnellement d'ailleurs opposition sociale.

Dans la plupart des cas, nous l'avons vu, le grand domaine de plusieurs centaines ou milliers d'hectares est, en fait, propriété de la collectivité. Cependant, cette dernière ne constitue que rarement un "communal" librement disponible à l'usage des individus appartenant à la communauté villageoise. Elle représente, le plus souvent, un bien de "proprios" géré par l'administration municipale qui en réglemente strictement l'utilisation en fonction de ses intérêts financiers, concédant son exploitation au plus offrant. Par ce biais, la propriété municipale ne sert donc pas toujours au mieux les intérêts de la petite paysannerie pour qui elle ne constitue pas forcément un complément: elle peut en être détournée au profit de quelque personnage plus puissant, parfois même étranger à la commune (éleveur, collecteur de sparte, etc.). Toutefois, le caractère annuel de l'adjudication, la cohésion des petits propriétaires éventuellement associés offrent la possibilité de se prémunir d'une emprise extérieure contraignante. Ainsi, malgré les risques de la formule juridique

et quelquefois les abus de fait qui l'en rapprochent, elle ne peut être assimilée à la grande propriété privée, coupée, étrangère à la société paysanne.

Les pays de Sierra Nevada offrent de bons exemples de ce type.

Ainsi Capileira, l'une des plus hautes communes d'Espagne, révèle à côté d'une immense étendue de pacages communaux de 3660 ha., une vega cultivée de quelques centaines d'hectares émiettées entre une foule de petits possédants: les $\frac{3}{4}$ du sol (72%) sont aux mains de 94% des propriétaires dotés de moins de 5 ha. et la moitié des propriétés reste même inférieure à 1 ha. (II).

Berchules, quelques kilomètres plus à l'Est, présente une structure identique: une propriété communale de 5100 ha. en altitude, une vega de 431 ha. répartie entre 436 propriétaires. 96% de ces derniers ont moins de 5 ha., près de 75% moins de 1 ha. (II).

Dans l'ensemble des hauts villages, le Padron de Rustica montre que 96% des biens sont affectés d'un revenu imposable inférieur à 20 000 ptas, démontrant ainsi l'écrasante supériorité du microfundium.

Seule, la Serrania de Ronda, à un moindre degré les Guajares, offrent une structure quelque peu différente. Pourtant, même dans le Haut Genal, bien des communes présentent une structure purement microfondiaire: ce sont celles où dominent les communaux, les plus nombreuses au coeur de la région (I). 95% des propriétés, parfois même 100%, - à Genalguacil par exemple -, n'atteignent pas le seuil des 20 000 ptas de valeur imposable. (Fig.14).

La nouveauté provient, en fait, des communes les plus septentrionales limitrophes du bassin de Ronda au travers des sierras calcaires qui séparent les deux unités géographiques. Là, à Alpandeire, Juzcar, Cartajima se juxtaposent véritablement 2 catégories foncières: quelques immenses "cortijos", domaines de chasse ou de vie pastorale aux mains d'une aristocratie absentéiste, et la foule des tenures paysannes dont la suprématie, en réalité, n'est guère contestée sur les terres agricoles. Les latifundios demeurent donc marginaux et la société locale marquée, de fait, par le microfundisme dont la division et la pauvreté sont attestées un peu partout par la distinction de la propriété du sol et de la propriété des arbres qui y sont plantés.

L'ensemble des pays de versants, l'Andalousie méditerranéenne de la montagne, est bien partout, en définitive, le domaine de la micro-paysannerie.

2/ - La structure plus diversifiée des plaines littorales.

Les bassins, surtout près de la côte, présentent souvent une situation foncière plus complexe par suite de l'intervention aux côtés de la paysannerie de grandes ou moyennes propriétés citadines dont nous avons précédemment reconnu la nature. Tous, pourtant, n'offrent pas une image identique.

Les plaines marquées par la grande propriété se limitent uniquement aux vegas de la canne à sucre ou aux "campinas" céréalières. Ce sont d'ailleurs les plus

importantes, de la Hoya de Málaga à Velez et à la huerta de Motril. L'opposition y est flagrante entre la poignée des riches possédants qui monopolise souvent près de la moitié du sol et de la production, et la multitude de la petite paysannerie qui se partage le reste. L'existence d'un petit groupe de propriétés moyennes n'atténue guère le contraste, comme le souligne l'exemple de la partie du delta du Guadalfeo appartenant à la vega de Motril.

La catégorie paysanne y regroupe 96,5% des tenures. Parmi elles, 81,5% de moins de 1 ha. peuvent être considérées comme microfondiaires et 15% seulement, avec 1 à 5 ha., comme réellement paysannes. Le groupe des propriétés moyennes, entre 5 et 20 ha., se limite alors à 3% des possédants et celui des grandes propriétés sucrières qui monopolise une bonne part du sol à 0,6%. (12)

Le Padron de Rustica donne pour l'ensemble du territoire Motril-Salobreña des résultats voisins: 86,7% des propriétés n'atteignent pas 20 000 ptas de valeur imposable tandis que 11,4%, propriétés paysannes ou "moyennes", se situent entre 20 et 100 000 ptas. Seuls 1,8% des propriétaires dépassent les 100 000 ptas, limite de la grande propriété qui, ici, contrôle environ 40% des plantations.

La vallée du bas Andarax et la vega d'Almeria ne sont plus guère influencées par les grands domaines. L'opposition ici se manifeste entre les microfondiaires et une importante propriété moyenne, citadine, qui constitue la principale originalité de cette région.

La commune de Pechina révèle une image très représentative des structures de la basse vallée. La propriété de regadio s'y distribue selon les données du tableau ci-dessous:

Structure de la propriété irriguée à Pechina.

%	I	I-2	2-3	3-5	5-10	10-20	20-50
Nombre	55	18	11	6	6,5	2	1,5
Surface	11	11	12	10	21,5	14,5	20

La prépondérance numérique de la micropropriété inférieure à 2 ha. ne se dément pas: elle constitue 73% des possédants mais moins de 1/4 du sol.

La part privilégiée de la moyenne propriété qui contrôle les 3/4 des terres apparaît par contre avec netteté. Or, cette catégorie aisée est fondamentalement constituée par la bourgeoisie urbaine d'Almeria, à peu près exclusive à partir de 5 hectares.

Proportion numérique des citadins dans les différentes catégories de propriétés à Pechina (propriétés irriguées).

I	I-2	2-3	3-5	5-10	10-20	20-50
16%	40%	61%	56%	78%	100	100

Solidement ancré dans la mouvance foncière d'Almeria qui accapare 84% des terres foraines, le Bas Andarax se signale en définitive comme le cas unique d'une opposition entre un microfundium villageois nombreux et une moyenne propriété urbaine

maîtresse du sol. Là encore, une véritable paysannerie autonome est exclue entre ces deux extrêmes.

Les vegas dépourvues de la contrainte de la grande ou moyenne propriétés foraines ne sont pourtant pas inconnues. Tel est le cas d'Adra, par exemple, où la majorité du sol se distribue entre les minuscules propriétés voisines de 1/2 hectare. En fait, il s'agit là d'une situation récente (13). Par contre, les vieilles vegas polyculturelles de piémont, celles de Coin, Alhaurin, en bordure de la Hoya de Málaga, celles du coeur du Valle de Lecrin sont traditionnellement dominées par le microfundium: ainsi, à Alhaurin el Grande, 93% des possédants disposent de moins de 5 hectares, alors que la grande propriété est totalement absente. C'est là une situation qui évoque davantage la structure des pays de versants que celle des plaines littorales. Mais ne s'agit-il pas déjà, en fait, de régions intérieures de versants ?

En résumé, l'analyse de la structure foncière fait parfaitement apparaître la spécificité de l'Andalousie méditerranéenne au sein du Midi ibérique: la prépondérance de la micropropriété y est partout manifeste au point d'écraser la société rurale, tandis que l'apparition localisée d'une puissante propriété foraine, grande ou moyenne, vient accentuer l'opposition maintes fois soulignée entre les pays de versants et les plaines littorales.

C'est là une situation qui ne manque pas de soulever des problèmes passionnants. Comment expliquer notamment le poids si souvent exclusif de la paysannerie dans cette région d'Andalousie alors qu'ailleurs règne le latifundium ? Comment comprendre aussi l'absence énigmatique de domaines bourgeois dans les vignobles de Málaga ou de la Contraviesa alors même que la viticulture est née de la seule initiative urbaine et a vécu sous sa mouvance ? Pourquoi enfin, le littoral fait-il exception dans ce pays si généralement contrôlé par la petite paysannerie ?

Mais sans doute convient-il, avant d'aborder ces questions, de se consacrer à l'analyse plus précise de la société rurale, d'examiner les liens entre propriétés et exploitations, d'observer plus concrètement au total la vie de ces campagnes traditionnelles.

LA DISTRIBUTION DE LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE .

Tableau n° B.

Propriétés Régions ha.		< 5	5-10	10-50	50-100	> 100	* Indice de concen- tration foncière
A - COTEAUX : prépondérance paysanne.							
Contraviesa (1)	NB %	94,6	1,6	3,1	0,4	0,2	
	S %	62,5	2,4	19,9	14	2,9	0,04
Axarquía (2)	NB %	63,4	23,6	12,2	0,7		
	S %	39,5	23	29,7	7,7		0
Versants moyens d'Alpujarra (3)	NB %	94,8	1	3,4	0,5		
	S %	60,7	2,4	19,9	14	2,9	0,04
B - BASSINS : paysans et domaines							
Adra	NB %	52,9	18,7	24,8	2,4	1,1	
	S %	62	12,7	41,9	15,5	23,7	1,25
Motril	NB %	76,8	11,5	8,8	0,7	1,3	
	S %	17,2	11,3	26,1	7,2	39,1	1,37
Hoya de Málaga (4)	NB %	41,7	24,7	28,1	3,5	1,8	
	S %	6,4	10,5	32,4	15	35,5	2,10
Valle de Lecrin (5)	NB %	92,8	3	3,7	0,2	0,2	
	S %	18,8	6	11,5	4	59,7	2,4
C - STRUCTURE DESEQUILIBREE							
Pays arides de L'Est.							
Haut Andarax (6)	NB %	75	14	9	1	1	
	S %	4	2,5	6	1,5	86	13,20
Bas Andarax (7)	NB %	80	8,5	7,5	1,5	3	
	S %	5,5	3	7,5	5,5	77,5	8,80
Almería	NB %	79,2	8,9	8,2	1,4	2,2	
	S %	8	4,2	13,6	8,1	65,8	5,39
Berja	NB %	78,3	8,1	8,1	2,2	3,1	
	S %	5	3,2	10,1	8,7	73	8,90
Montagnes							
Sierra Nevada Est (8)	NB %	92,9	3,1	3,2	0,3	0,2	
	S %	20,8	2,5	6,4	2,9	67,3	2,88
Sierra Nevada Ouest (9)	NB %	91,2	3,3	4,4	0,4	0,5	
	S %	12,9	2,1	8,3	2,7	73,9	4,90
Sierra de Gador (10)	NB %	17,5	12,5	41,2	8,7	20	
	S %	0,3	0,6	8	3,5	87,5	97,2
Serranía de Ronda (11)	NB %	60	0- 20 ha	27(20-100)	13		
	S %	5		27	68		13,60

* Indice de concentration foncière = $\frac{\text{S. Propriétés } 100 \text{ ha.}}{\text{S. Propriétés } 10 \text{ ha.}}$

- (I) - 8 communes : Albuñol - Albondon - Gualchos - Polopos - Rabite - Sorvilan - Torvizcon et Alcazar-y-Frégenite.
- (2) - 4 communes : Benamocarra - Comares - Canillas de Albaida - Sayalonga.
- (3) - 4 communes : Cherin - Lobras - Narila - Yator.
- (4) - 1 commune : Pizarra.
- (5) - 7 communes : Durcal - Padul - Acequias - Conchar - Beznar - Melegis - Pinos del Valle.
- (6) - 6 communes : Canjajar - Ohanes - Padules - Illar - Instincion - Alhama.
- (7) - 5 communes : Santa Fé - Gador - Rioja - Benahadux - Huerca .
- (8) - 2 communes : Mecina Bombaron - Yegen.
- (9) - 8 communes : Capileira - Trevelez - Mecina Fondales - Ferreirolas- Soportujar - Bubion - Cañar - Pampaneira.
- (IO)- 2 communes : Enix - Felix.
- (II)- 6 communes : Alpandeire - Atajate - Benadalid - Farajan - Igualeta - Parauta.

III - LA SOCIÉTÉ RURALE : LE REGNE DE LA PETITE PAYSANNERIE.

A - Le règne de la "petite culture" : modes de faire-valoir et morcellement des exploitations.

L'étude des exploitations agricoles, plus encore que celle de la propriété foncière, offre de sérieuses difficultés qui ne permettent pas toujours de cerner le phénomène avec exactitude. Sans doute est-ce là le résultat de l'assimilation de fait qui s'établit très souvent, dans nos régions, entre bien possédé et terre exploitée: les données statistiques répercutent fréquemment cette confusion courante dans les esprits.

La réalité, il est vrai, confirme l'existence d'un lien évident entre propriétés et exploitations dont le nombre respectif est très voisin dans bien des communes: à Benahavis (Serrania de Ronda), par exemple, où l'on recense 131 propriétaires pour 127 exploitations; à Periana (couloir de flysch de Colmenar) où 791 exploitants travaillent sur 818 propriétés; à Alhaurin el Grande avec 2192 exploitations pour 2434 propriétés; à Benahadux (Valle du Bas Andarax) où 124 propriétés portent 155 exploitations, etc..

Les sources utilisables sont, malgré tout, rares et de qualité discutable. Le "Censo agrario" réalisé en 1962 dans toutes les provinces espagnoles représente la première tentative d'analyse en ce domaine et l'unique document disponible pour l'ensemble du pays. Il constitue, en définitive, malgré ses insuffisances, la source essentielle pour aborder l'examen de l'exploitation agricole. Ses défauts sont malheureusement nombreux, notamment pour ce qui touche aux modes de faire-valoir: imprécision qui, dans certains cas, aboutit à ranger la majeure partie du territoire municipal sous le vocable indéfini de "autres régimes de tenure", sans qu'il soit possible de déceler la signification réelle des phénomènes rangés sous cette rubrique; non-distinction entre terres irriguées, secano ou incultes qui dans nos régions violemment contrastées et surtout dans le cadre des municipes les plus vastes fausse singulièrement les perspectives; absence de classement numérique des exploitations selon le mode de faire-valoir. Le "Censo agrario" fournit, au total, des données trop douteuses pour permettre une analyse de détail, à l'échelle de la commune. Il n'offre d'intérêt qu'au niveau des ensembles régionaux groupant plusieurs municipes: la marge d'erreur se réduit alors à des proportions acceptables pour permettre l'élaboration de cadres indicatifs qui doivent ensuite être précisés à l'aide de sources complémentaires.

Les autres documents, plus précis et plus sûrs, susceptibles de présenter un tableau nuancé des situations locales ou communales sont rares et parfois difficilement accessibles. Il s'agit tantôt des dénombrements des "Hermandades de labradores" ou des statistiques locales des Services d'Extension Agraire qui d'ailleurs proviennent généralement des précédentes, tantôt, dans les zones de regadio, des listes d'irrigants dressées par les "Comunidades de Regantes". Ils peuvent être utilisés comme exemples particuliers mais représentatifs de petites unités régionales.

L'imperfection des sources ne laisse guère de doute cependant quant aux traits généraux de la structure des exploitations. Deux phénomènes s'affirment avec force dans l'ensemble de l'Andalousie méditerranéenne :

- La prépondérance très marquée du faire-valoir direct qui règne sur 80% des terres et confirme l'empire d'une paysannerie exploitante de ses biens, qui constitue la marque originale de ces régions. *
- L'absence presque totale de vastes tenures agricoles par suite du fractionnement systématique de la grande propriété en petites unités de culture et qui aboutit à un morcellement généralisé des exploitations, plus marqué encore que ne le laissait supposer l'analyse des structures foncières. Partout, même dans les quelques secteurs de grands domaines, le travail de la terre est affaire de petits cultivateurs.

I/ - La prépondérance de l'exploitation directe.

Les surfaces conduites en faire-valoir direct sont partout très largement majoritaires: structures foncières et structures d'exploitation sont ainsi étroitement assimilées dans la plupart des cas. Nulle part les terres travaillées par leurs propriétaires ne représentent moins des 2/3 de la surface agricole recensée en 1962. Les rares exceptions notables correspondent à quelques communes isolées de Haute Alpujarra ou du littoral malagueño (Mijas par exemple) où la statistique est extrêmement imprécise et attribue une importante fraction du sol à des systèmes indéterminés: aucune conclusion sérieuse ne saurait en être tirée. Partout ailleurs les résultats se révèlent remarquablement concordants: le faire-valoir direct règne sur une fraction

Modes de Faire-valoir en Andalousie Méditerranéenne (Censo agrario 1962)

Partie méditerranéenne de la province de :	Surface totale recensée	en Faire-valoir direct	en Fermage	en Métayage
MALAGA	377 245	311 514	32 090	15 776
GRANADA	182 960	144 660	8 817	20 848
ALMERIA	275 406	207 524	18 208	27 720
Total	835 611	663 698 79,4%	59 115 7,1%	64 544 7,7%

du territoire comprise entre 60 et 75% dans les pays de haute montagne (Sierra Nevada, Serrania de Ronda), sur certaines chaînes côtières orientales (Sierra de Gador, Contraviesa), pour s'imposer, le plus souvent, sur plus de 80% de l'espace dans les pays de versants secs (versants d'Alpujarra, du Genal, des Guajares ou des Montes de Málaga) comme dans les zones de vieille irrigation de piémont (autour de Coin, dans le Valle de Lecrín) et dans la plupart des communes littorales.*

Les résultats relatifs au nombre des exploitations classées selon leur mode de faire-valoir amènent à des conclusions comparables mais qui permettent cependant une description plus nuancée (I4).

L'ensemble des régions de coteaux est cultivé par des exploitants-propriétaires qui contrôlent partout plus des 3/4 et souvent plus des 9/10 des tenures agricoles.

Par contre, deux secteurs géographiques se signalent par une moindre emprise du faire-valoir direct qui ne demeure plus que difficilement majoritaire: le premier correspond aux communes de haute montagne, dans les zones les plus élevées de la Serrania de Ronda et de la Sierra Nevada; le second apparaît avec plus de netteté encore dans les bassins littoraux. Ainsi, la part des exploitations directes tombe-t-elle à 60% à Pizarra au coeur de la Hoya de Málaga, ainsi qu'à Velez, pour s'effondrer à moins de 50% dans la vega de Motril-Salobreña.

On remarquera qu'il s'agit, dans les deux cas, de pays où s'affirment plus qu'ailleurs les grandes propriétés. La correspondance n'est pas fortuite: le grand domaine en faire-valoir direct est en effet fort rare. Le système du riche propriétaire citadin déléguant ses pouvoirs à un régisseur (encargado) est, à l'opposé de la Basse Andalousie, à peu près inconnu dans nos régions. A peine si on en relève quelques exemples isolés sur les terres de parcours des Guajares ou de la Serrania de Ronda et dans les plaines littorales autour de Málaga, Motril ou Almería. Sauf dans ce dernier secteur, il ne s'agit que de cas d'espèces. La basse vallée de l'Andarax dont la particularité foncière a été signalée plus haut représente en fait la seule exception notable à cette règle: la bourgeoisie d'Almería y gère directement ses propriétés - moyennes plutôt que grandes - qui contrôlent la majeure partie des vergers d'agrumes.

L'exploitation directe, évitant les grands domaines, revêt donc surtout une signification paysanne et se calque sur la petite tenure familiale, base technique et sociale de l'agriculture régionale.

* Pourcentages des surfaces en faire-valoir direct (Censo agrario)

I/ Versants Pays du Genal : 84,6% Guajares : 96,5%

 Montes de Málaga, coteaux d'Almuñecar : 94,3%

2/ Pays d'irrigation de piémont

 Valle de Lecrín : 86%

 Piémont de Coin : 81%

3/ Zones littorales

 Bas Andarax : 81%

 Région de Motril : 85%

2/ - L'inégale importance des exploitations indirectes.

I - La distribution des exploitations indirectes paraît devoir s'expliquer simplement en regard des considérations précédentes: on s'attend à ce qu'elle se calque sur la géographie de la propriété, s'imposant avec le grand domaine, s'affaiblissant avec le triomphe de la petite propriété. Une telle correspondance s'avère, en réalité, très imparfaite: la répartition du faire-valoir indirect semble obéir à des règles plus complexes.

En première analyse, son importance paraît s'accroître en fonction de quelques tendances géographiques :

- on constate, d'abord, l'augmentation progressive de son influence de l'Ouest vers l'Est que démontrent les résultats généraux du Censo agrario: la partie "méditerranéenne" de la province de Málaga réserve 17,4% de son sol à l'exploitation indirecte, celle de Grenade 21%, celle d'Almeria enfin 24,7%. Une variation de même sens s'affirme également au niveau des principales unités régionales: dans la montagne, alors que la Serranía de Ronda et la Haute Alpujarra réservent 25% de l'espace au faire-valoir indirect, la Sierra Nevada almeriense lui abandonne 39% de son sol; sur les coteaux, on constate aussi une importante augmentation de ce type d'exploitation dans la moitié orientale du pays (6,7% dans les Montes de Málaga mais 31,4% dans la Contraviesa, 20,6% dans la Sierra de Gador). Le faire-valoir indirect semble donc varier dans le même sens que l'aridité sans qu'il soit possible d'établir a priori une relation claire entre les deux phénomènes.

- d'autre part, l'exploitation indirecte paraît s'accroître systématiquement, au sein d'une même région, dans les bassins et notamment dans les dépressions littorales. Dans l'intérieur, on voit ainsi Cadíar, Ugijar privilégier son importance par rapport aux communes voisines des versants d'Alpujarra (plus de 60% du sol contre 25% en moyenne pour l'ensemble de la Haute Alpujarra grenadine). Le phénomène s'affirme avec plus de régularité encore sur la côte: les vegas d'Estepona, Mijas, le coeur de la Hoya de Málaga, la plaine de Velez, les deltas de Motril, Adra, Almeria présentent partout, de ce point de vue, des valeurs nettement supérieures à celles de leur arrière-pays. Mais, la tendance générale souffre cependant de fortes différences locales qui compliquent encore la situation: le faire-valoir indirect est parfois anormalement faible, voire inconnu dans certaines dépressions littorales comme celles de l'Andarax ou d'Almuñecar.

Cette curieuse géographie paraît résulter, en définitive, de deux facteurs principaux qui tantôt se combinent, tantôt jouent isolément.

- a/ - La présence de la grande propriété, systématiquement morcelée en une foule de petites tenures, intervient toujours de façon évidente. Sa relative puissance dans les plaines côtières explique normalement la montée du faire-valoir indirect

dans les vegas littorales. Pourtant, l'explication demeure incomplète et ne permet pas de comprendre la croissance générale de la conduite indirecte vers l'Est ou sa présence en des secteurs où le grand domaine est absent, sur le littoral de la Contraviesa par exemple.

b/ - Le système de culture paraît, de son côté, influencer assez directement sur le mode de faire-valoir. Ainsi, l'irrigation semble favoriser en général l'apparition des exploitations indirectes, même en l'absence de grande propriété, alors que l'agriculture sèche est beaucoup plus complètement dominée par les exploitants-propriétaires. On peut comprendre de la sorte, pour une part au moins, l'accroissement du faire-valoir indirect à la fois en direction de l'Est aride et surtout dans les bassins, au fur et à mesure que s'affirme l'économie de regadio. Le fait est d'ailleurs explicitement démontré par l'enquête: le nombre des propriétaires-exploitants tombe à 42% dans la vega de Salobreña alors qu'il s'élève à plus de 90% sur les versants secs voisins; de même, une étude récente portant sur la province de Málaga montre que fermage et métayage affectent près de la moitié du sol dans les secteurs irrigués mais 20% seulement en moyenne pour l'ensemble du territoire (15).

La règle cependant mérite d'être précisée: le faire-valoir indirect semble, en effet, plus spécialement lié à certains types de cultures. Les vergers, - c'est le cas à Almuñecar comme dans la vallée de l'Andarax où la conduite indirecte est très rare -, lui sont assez peu favorables. Au contraire, on le voit s'épanouir manifestement avec les spécialisations légumières à Almería, Adra, sur le littoral d'Albuñol et, plus encore, avec la monoculture de la canne à sucre.

Au total, la conjonction des deux facteurs essentiels - structure foncière et système de culture - n'apparaît nullement indispensable: l'exploitation indirecte peut acquérir une grande importance dans le cadre de la petite propriété si celle-ci est irriguée (cas des vegas légumières souvent); de même, son rôle peut aussi bien devenir prépondérant en secano lorsque s'impose le grand domaine. Aussi, ne peut-on l'assimiler simplement ni à un type de structure foncière, ni à un système de culture. Sa distribution n'est point pourtant le fruit du hasard et répond au contraire à une logique profonde.

L'explication ultime tient à la tendance systématique des unités agricoles à se rapprocher au plus près de la surface que peut cultiver une famille moyenne, cette superficie optimale se réduisant de toute évidence en fonction de l'intensité des cultures pratiquées: quelle que soit la structure de la propriété, l'exploitation vise toujours à se modeler sur l'idéal paysan de la tenure familiale. Aussi la propriété se fractionne-t-elle automatiquement en unités plus petites dès que sa dimension excède nettement les forces de la famille: cas des régions de grands domaines aussi bien que des vegas de petites propriétés à cultures très exigeantes en travail. A l'inverse, chaque fois que le bien s'avère trop exigü, on cherche à l'arrondir par location

jusqu'à constituer une exploitation suffisante pour assurer le plein emploi de la famille et subvenir à son entretien.

En définitive, le faire-valoir indirect tend donc à s'affirmer dès qu'apparaît un écart trop important entre la taille de la propriété, - trop grande ou trop petite selon les cas -, et le modèle de la petite tenure familiale qui toujours cherche à s'imposer en Andalousie méditerranéenne.

On retrouve, du même coup, au plan des modes de faire-valoir, l'opposition majeure entre l'intérieur et les bassins littoraux. La montagne et les coteaux sont marqués par la prépondérance écrasante des petits paysans-propriétaires. Le faire-valoir indirect, moins de 20% du sol en général, n'y joue qu'un rôle marginal qui se résume en montagne à la location de quelques terres de "proprios" pour le parcours du bétail ou, un peu partout, à des locations partielles qui servent uniquement à arrondir des propriétés insuffisantes.

Au contraire, bassins et plaines littorales présentent une situation plus complexe où métayage et fermage prennent un relief particulier jusqu'à devenir parfois majoritaires (Fig.I3).

La petite huerta de La Rabita sur le littoral d'Albuñol illustre un cas souvent représenté: effritement généralisé des tenures dont la moyenne se tient autour de 1/4 ha., juxtaposition d'un groupe nombreux de métayers à la catégorie des propriétaires-exploitants-bailleurs. Sur un total de 114 exploitations, ces derniers cultivent 36 tenures, soit 32% : agriculteurs, ils ne travaillent en fait qu'une partie de leurs biens de taille modeste cependant et généralement inférieurs à 1 ha., dont ils donnent, en fait, l'essentiel en métayage. Aussi les métayers sont-ils les plus nombreux, 52, soit 45% du nombre des exploitants. Les tenures correspondant pour l'essentiel à la propriété constituent le reste, 23%.

L'exemple de la vega sucrière de Salobreña est assez comparable mais fait apparaître par contre les destinées de la grande propriété. En effet, aux côtés d'une multitude de petits propriétaires, la sucrerie Rosario regroupe 179 ha. de canne qu'elle répartit annuellement entre 830 "colons", à raison d'une vingtaine d'ares par tête (16). Parmi ces derniers 280 cultivent par ailleurs quelque lopin de leur propriété et 550 sont uniquement tenanciers. Le bilan s'établit donc finalement comme suit :

- 550 cultivateurs indirects = 52%
- 280 cultivateurs associant propriété personnelle et terres de location = 27%
- 225 cultivateurs directs = 21%

2 - Types d'exploitations indirectes.

a/ - La prépondérance du métayage est, dans la plupart des cas, manifeste, beaucoup plus en fait que ne le laisseraient supposer les résultats globaux du Censo agrario de 1962. Pour celui-ci, l'"aparceria" avec 7,7% des surfaces l'emporte de justesse sur le fermage (7,1% du sol) à l'échelle de l'Andalousie méditerranéenne

tout entière. En réalité, - sauf à l'Ouest, dans la province de Málaga -, le métayage s'impose toujours très largement et règne sur un territoire deux fois plus étendu que celui du fermage, dans les vegas comme sur les versants secs, à l'intérieur comme sur le littoral. Il constitue, au fond, le régime habituel, normal du faire-valoir indirect, une formule traditionnelle mais qui se maintient parfaitement. Sans doute, cette prépondérance n'est-elle pas le fait du hasard: elle traduit, au contraire, une adaptation justifiée aux conditions du milieu local.

Le métayage apparaît, en effet, comme la formule la plus profitable au bailleur comme au preneur. Il est, en réalité, indissociable du caractère "petit paysan" de la société rurale, se calque sur les maigres possibilités financières, sur la pauvreté des locataires. Le petit agriculteur contraint de payer le loyer de son lopin est d'abord trop dépourvu de numéraire pour accepter de verser une rente en argent: il préfère, sans aucun doute, céder une part de la récolte. De plus le métayage lui permet à la fois de partager les risques toujours importants d'une mauvaise récolte et de diviser les charges d'exploitation, que sa pauvreté ne lui permettrait pas de supporter seul. L'association avec le propriétaire devient alors la meilleure, la seule solution, aussi bien dans les pays de secano aride des régions orientales où les récoltes sont fort aléatoires, les risques maximum, que dans les riches vegas où les frais de culture - la fumure notamment - s'élèvent considérablement et grèveraient de manière insupportable le budget de l'exploitant. Aussi doit-on voir un lien étroit entre cette prédilection pour le métayage et la nature étriquée, menue, de la société rurale, comme avec la rudesse fréquente des conditions physiques. Par là, le métayage n'apparaît pas seulement comme un système de tradition mais surtout comme une formule adaptée aux conditions permanentes du milieu.

Le contrat n'est pas moins intéressant d'ailleurs pour le bailleur, petit propriétaire lui-même et intéressé aussi au partage des risques et des charges. Il prend toute sa valeur surtout dans le cas des cultures riches, exigeantes en travail, la vigne, les légumes: le bailleur obtient alors une part fructueuse de la récolte à peu de frais, profite ainsi de la main d'oeuvre à bon marché, du travail en quelque sorte sous-rétribué du métayer. On conçoit que la formule ait beaucoup de succès dans les vegas légumières comme dans les vignobles.

Le métayage ne revêt guère, dans la majorité des cas, de formes particulières. Il s'agit d'un contrat de "medianeria", où les frais et le produit de la récolte sont divisés en parts égales. Le propriétaire fournit la terre, paie l'impôt, procure les outils et éventuellement l'animal de trait. Le métayer, lui, apporte essentiellement son travail et supporte, s'il y a lieu, les frais de la récolte lorsqu'il convient d'avoir recours à des salariés à cette occasion (vendanges, récolte des fruits par exemple). Les autres frais sont partagés par moitié: fumure, engrais,

paiement de l'eau d'irrigation, etc...

Le même schéma banal se retrouve partout, affecté ici ou là de multiples variantes de détail. Parfois, le contrat ne porte que sur le sol et le produit des arbres complantés revient entièrement au propriétaire (Serrania de Ronda, Alpujarra orientale). La durée du bail est en général très brève, sans pour autant s'avérer réellement précaire: le contrat, verbal le plus souvent, ne porte que sur une année ou deux (réminiscence, sans doute, de l'assolement biennal) mais est reconduit tacitement à la volonté du preneur. Ainsi, connaît-on des familles de métayers jouissant de la même terre de père en fils sans posséder de véritable contrat à long terme. Telle est la formule habituellement en usage, celle que l'on rencontre notamment dans les vegas céréalières et légumières, à Almeria, Adra, sur la côte d'Albuñol, en Haute Alpujarra, ainsi que dans les vignobles de l'Andarax ou de la Contraviesa. Dans le cas de la viticulture, les contrats sont en fait extrêmement variés dans le détail: les gros investissements pour améliorations durables demeurent généralement au compte du propriétaire (réfection des murettes, réencépagement etc..) mais l'eau d'irrigation (dans le cas de l'Andarax) est tantôt à la charge du seul bailleur, tantôt partagée entre les deux parties. La part de fruit revenant au métayer est également variable selon la qualité de la vigne: elle s'accroît au-delà de 50% dans le cas de cépages vieillis, de terre de médiocre qualité ou mal arrosée.

Le contrat-type de métayage à mi-fruit se modifie d'ailleurs au profit du preneur chaque fois que se dégrade la valeur de la terre, dans les régions de climat extrême. Aussi trouve-t-on des formules un peu spéciales dans les secano arides d'Almeria comme en haute montagne.

Sur les campos frappés de sécheresse à l'Est d'Adra, le métayage peut, en fait, revêtir trois aspects différents. Le métayage à mi-fruit continue de prévaloir dans les secteurs normalement irrigués. Par contre, dès que l'arrosage devient aléatoire, soumis au seul débordement des "ramblas" (riego de boquera), ce sont les 2/3 de la récolte qui reviennent au métayer qui, en contrepartie, se charge de tous les frais de culture et notamment de la semence et de l'entretien des murettes. Le contrat devient plus avantageux encore pour le preneur dans le cas des terres sèches puisqu'il conserve alors les 3/4 de la production, fort aléatoire il est vrai. En fait le propriétaire se contente ainsi de prélever une modeste rente foncière sans participer aux risques de la culture: le bailleur n'est plus réellement intéressé à la conduite de la terre et le métayage se trouve, en définitive, dénaturé.

Les hautes terres à cultures temporaires d'été, en Sierra Nevada, offrent également des exemples spécifiques de métayage. Il s'agit des contrats de métayage "a terceras" aujourd'hui disparus, mais qui présentent l'intérêt de souligner le souci de partager les risques dans des conditions difficiles. En effet, dans ce cas, le bailleur, lui-même grand fermier de la commune souvent, se lie à deux métayers différents auxquels il se contente de confier la terre, un lopin irrigable dans un vallon de la zone d'alpage. Le premier métayer assure les travaux de culture, semailles

fumure, le second se charge de la récolte. Le partage des fruits s'établit alors à raison de 40% pour le bailleur et de 30% pour chacun des métayers (17).

b/ - La rareté du vrai fermage^{Il} n'apparaît clairement qu'à l'Ouest de notre région, dans les pays de Málaga. Peut-être doit-on en chercher la raison dans la moindre agressivité de la sécheresse qui fait craindre moins de risques aux récoltes ou dans une conscience plus évoluée de la valeur du travail qui amène le cultivateur à préférer verser une rente fixe en argent plutôt qu'à payer de sa peine. En fait, peut-être ne s'agit-il là que d'une situation récente: comme ailleurs, il semble bien que le métayage prévalait ici autrefois (18).

Le fermage ne revêt, en définitive, une importance notable et traditionnelle qu'en quelques situations très particulières où il adopte d'ailleurs des formes parfois ambiguës.

Le premier cas correspond aux vastes alpages communaux des plus hauts villages de l'Alpujarra. Chaque printemps, les municipalités en concèdent l'usage aux enchères à l'éleveur le plus offrant qui n'est en fait que le représentant de la masse des petits pasteurs entre lesquels il partagera le coût du fermage. Le contrat écrit fixe rigoureusement la date d'entrée des troupeaux, généralement le 1er Mars, et celle de leur redescente, le 30 Septembre. Il détermine également avec précision la charge maximale admise, variable d'ailleurs selon les périodes de l'estivage: ainsi pour Capileira, 500 têtes d'ovins seulement, sauf du 1er Juillet au 31 Août où le cheptel pourra atteindre 3000 têtes. Le signataire prend seul la responsabilité de faire respecter les termes du contrat.

C'est là, en fait, une forme de fermage caractéristique mais qui ne touche qu'un domaine très marginal de nos régions et un mode particulier d'utilisation du sol. Elle ne met guère en cause la prééminence habituelle du métayage.

Le second cas ne relève pas d'un type simple de fermage, mais plutôt d'une formule hybride, intermédiaire entre fermage et métayage. Il s'agit d'un système d'attribution des terres de la grande propriété sucrière aux petits colons de Motril, Vélez et autrefois Málaga, système qui tantôt est considéré sous l'angle du fermage, tantôt sous celui du métayage. (19)

Au fermage, le contrat qui lie la sucrerie au colon emprunte le paiement d'une rente annuelle en argent et la non-participation du propriétaire aux frais de culture et récolte, entièrement à la charge du "canero". Pourtant, le preneur est loin d'être dégagé du contrôle du propriétaire, une fois payé le loyer du sol. Bien au contraire ! Signalons d'abord que la rente foncière, bien que réglée en numéraire, est en fait, comme dans le cas du métayage, fixée par avance par équivalence à une fraction de la récolte, modique d'ailleurs, et qui varie de 1/3 à 1/5 (37% pour les meilleures parcelles, 31, 25 et 20% pour les plus médiocres). Surtout, le contrat comporte des obligations extrêmement contraignantes et qui ne laissent aucune latitude

à l'agriculteur: il est conçu, au fond, pour satisfaire aux exigences de l'industrie sucrière et à son approvisionnement régulier en matière première (voir exemple ci-contre). Ainsi, le colon est-il rigoureusement tenu de cultiver toute sa tenure en canne à sucre à l'exclusion de tout autre spéculation pendant les 4 années que dure le bail, en fonction du cycle habituel de la canne. De plus, il lui est absolument impossible de disposer librement de sa récolte qu'il doit livrer intégralement à la sucrerie propriétaire. Cette dernière, enfin, intervient jusqu'à imposer la variété de canne à cultiver et à en déterminer les règles techniques de plantation. Engrais, plantons sont généralement fournis par la sucrerie qui en déduit la valeur, ainsi que la rente du sol au moment de payer la livraison de canne apportée par le cañero. On le voit, ce dernier se trouve réduit à une entière dépendance vis à vis de son propriétaire, dépendance fort éloignée du principe du fermage, plus dure encore que l'association qui lie sur un pied d'égalité métayer et propriétaire et qui rappelle davantage en fait certains contrats en vigueur en Amérique du Sud et décrits, au Pérou, sous le nom de "yanaconaje". (20)

C'est là une formule très spéciale, fort représentée puisqu'elle affecte plusieurs milliers de colons dans les vegas sucrières entre Motril et Málaga, mais qui ne peut être rangée simplement dans le cadre du fermage que par commodité et par souci de respecter la coutume établie en l'occurrence.

c/ - La fréquence des faire-valoir associés doit, enfin, être relevée si l'on veut acquérir une image fidèle de la situation. L'importance du métayage, celle du colonage sucrier, n'est en effet que relative et ne s'affirme réellement qu'en quelques secteurs déterminés, essentiellement dans les plaines littorales. Ces exceptions, aussi remarquables soient-elles, ne doivent pas faire perdre de vue le phénomène majeur qui est presque partout l'énorme prépondérance de la petite culture directe. Aussi, très souvent, fermage ou métayage ne revêtent-ils quelque valeur qu'en fonction de la petite propriété familiale à laquelle ils servent de simple complément. La tenure familiale jugée trop exiguë est ainsi couramment arrondie par une ou plusieurs parcelles de location. Le phénomène est général mais difficile à estimer exactement faute de statistiques d'ensemble. Quelques sondages suffiront pourtant à en démontrer l'importance.

Dans les plaines littorales, là même où l'exploitation indirecte tendrait à s'imposer, elle est partout battue en brèche par la tenure en faire-valoir associé. Nous avons déjà évoqué l'exemple de la vega de Salobreña, au coeur du fief des sucreries: sans doute les colons purs s'imposent-ils nettement (52% des exploitations), mais les tenures en faire-valoir mixte l'emportent dans le groupe des cultivateurs "indépendants". 27% des exploitations sucrières ajoutent quelques lopins en colonage au noyau de la propriété familiale, alors que 21% seulement sont intégralement conduites "en direct".

Aussi significatif est le cas de la vega de La Rabita, déjà signalé lui aussi: bonne part des cultivateurs directs, 1/4 environ, y travaille aussi accessoirement quelques parcelles en métayage, alors qu'à l'inverse nombre des métayers, une douzaine sur 62, sont en même temps peu ou prou propriétaires d'un lopin insuffisant.

Les pays de versants, domaine par excellence de la petite culture directe, voient aussi la plus grande part des surfaces conduites indirectement s'intégrer dans le cadre du faire-valoir associé. Tel est le cas dans la région du Haut Genal où la plupart des propriétaires-exploitants s'adjoignent quelque parcelle en fermage. Même phénomène également en Haute Alpujarra: à Berchules, dans la vega, 70% des exploitations en métayage (qui ne représentent d'ailleurs que 14% des tenures) sont en fait des exploitations regroupant parcelles personnelles et lopins en location. On pourrait ainsi multiplier les exemples. Contentons-nous pour terminer d'évoquer celui des vignobles irrigués du Haut Andarax, si démonstratif à ce propos. En effet, les enquêtes à Ragol, Instincion, Ohanes, Canjayar, révèlent que, sur un fond de petite culture directe, le nombre des tenures conduites en faire-valoir associé avoisine 50% du total des exploitations. Les bailleurs sont presque toujours des micropropriétaires qui n'ont pas les moyens de cultiver eux-mêmes leur lopin mais en tirent ainsi un petit revenu. Parmi eux les retraités sont les plus nombreux (les 4/5 des bailleurs à Ohanes) et il arrive souvent d'ailleurs que le métayer soit un proche parent de son propriétaire, le fils ou le gendre dans bien des cas. Élément significatif, ajoutons enfin que la fréquence du "métayage associé" atteint son maximum dans la catégorie bien définie des exploitations familiales (ici entre 0,5 et 2 hectares) pour s'effacer au contraire au niveau des très petites tenures et à celui des exploitations un peu plus vastes.

Pourcentage des exploitations ayant recours au faire-valoir associé dans le vignoble du Haut Andarax (Almeria), selon la taille des exploitations.

	- 50 ares	50 ares à 1,5 ha.	1,5 à 2 ha.	> 2 ha.
Ragol	25%	50%	54%	
Ohanes	24%	51%	55%	

Ici, comme dans toute l'Andalousie méditerranéenne, la nature du faire-valoir associé telle que la définit le tableau ci-dessus, son rôle partout notable, traduisent clairement une vérité essentielle: le souci permanent d'atteindre au rang de l'exploitation familiale à partir d'un noyau de propriété qui, dans bien des cas, se révèle insuffisant et oblige à rechercher un complément de terre. Ainsi se révèlent à l'évidence les traits fondamentaux de la société agricole régionale: sa vocation profondément paysanne, la tare omniprésente du microfundisme.

Conclusion: L'empire uniforme de la micro-exploitation.

La structure de la propriété laisse subsister, malgré l'écrasante prépon-

dérance des petits biens, un contraste marqué, du fait de l'existence sur la côte de quelques riches et grandes possessions. L'analyse des modes de faire-valoir, en révélant le fractionnement systématique de la grande propriété en minuscules unités de culture, efface cette opposition, uniformise l'exploitation du sol sur le moule homogène de la très petite tenure. Ainsi, l'Andalousie méditerranéenne, surtout si on la compare aux autres Andalousies, retrouve-t-elle son unité paysanne et son originalité.

Il en ressort au plan de la statistique un émiettement généralisé des exploitations agricoles que souligne le Censo agrario de 1962 et mieux encore les données locales rassemblées ci-dessous.

Nous ne retiendrons du Censo agrario que la distribution en nombre des différentes catégories d'exploitations. La non-distinction entre secano et regadio, la prise en compte des vastes espaces communaux comme unités agricoles faussent par contre considérablement les données relatives à un classement selon la superficie occupée par les divers groupes d'exploitants en privilégiant anormalement les plus vastes domaines dont le rôle est, en réalité, négligeable.

Les résultats se passent de commentaires: les 9/10 des exploitations disposent de moins de 10 hectares, les 3/4 n'atteignent même pas les 5 hectares. Entre 10 et 50 hectares, leur nombre se réduit partout à moins de 10% du total, pour se limiter au-delà à des valeurs infimes.

- Classement numérique des exploitations selon leur taille.

Ensemble des communes de l'Andalousie médit. comprises dans la province de :	I	I-2	2-5	5-10	10-20	20-50	50-100	100
MALAGA 35 350 (Nb. de propriétés: 43 948)	7995 22,6%	8152 23,1%	10520 29,7%	4470 12,6%	2300 6,5%	1180 3,3%	386 1,1%	347 1%
GRANADA 23 136 (Nb. de propriétés: 44 914)	3782 38%	4597 19,9%	5532 24%	2307 10%	1179 5%	527 2,3%	90 0,4%	122 0,5%
ALMERIA 18 902 (Nb. de propriétés: 28 000)	8377 44,3%	3216 17%	3185 16,8%	1522 8%	1284 6,8%	713 3,8%	252 1,3	353 1,9
Total Andalousie méditerranéenne: 77 388 (Nb. total de propriétés: 116 852)	25 154 32,5%	15 965 20,6%	19 237 24,9%	8299 10,7%	4763 6,1%	2420 3,1%	728 0,9%	822 1,1

Les quelques exemples précis qui font suite démontrent parfaitement, enfin, l'homogénéité du morcellement agraire qui se vérifie également dans les bassins, les coteaux ou la montagne.

Dans tout le haut-pays, la grande majorité des exploitations se situe au-dessous de 10 hectares. Au coeur de la Serrania de Ronda, pratiquement dépourvue de regadio, le cas d'Alpandeiore évoqué par le tableau ci-dessous souligne l'émiettement des tenures dont les plus nombreuses se répartissent autour de 5 hectares face à quelques rares domaines pastoraux de médiocre intérêt. On notera aussi comment les exploitations s'articulent sur la structure de la propriété: leur nombre est à peine inférieur aux cotes cadastrales et ne traduit guère de regroupement ^{de la terre} au niveau des unités agricoles.

ALPANDEIRE (Serrania de Ronda)

Sources: Hermandad Sindical de Labradores et Cadastre.

Propriétés (nombre)	190	120 (63%)	42 (22%)	16 (8,4%)	6 (3,1%)
Exploitations	152	122 (80,2%)	13 (8,5%)	12 (7,9%)	5 (3,3%)
	Total	10 ha	10-20 ha	20-100 ha	100 ha

Dans les systèmes d'irrigation montagnarde comme c'est le cas en Haute Alpujarra, l'émiettement est logiquement plus accusé encore: dans la vega de Berchules, 96% des exploitations ont moins de 5 ha et regroupent la majorité du sol (59%). Les 3/4 des agriculteurs disposent en fait de tenures inférieures à 1 hectare.

Haute Alpujarra Grenadine : vega de BERCHULES (Source: Comunidad de Regantes)

	< 0,5	0,5-1	1-2	2-3	3-5	5-10	10-20	20
Nombre 472	276 58%	94 20%	46 10%	16 3,5%	21 4,5%	12 2,5%	5 1%	2 0,5%
	96%							
Surface 523 ha	64,5 12%	62,5 12%	62,5 12%	37 7%	83 16%	88 17%	60 11,5%	65,5 12,5%
	59%							

Les coteaux viticoles de la Contraviesou des Montes de Malaga offrent un visage peu différent où la presque totalité des exploitations dispose de moins de 5 hectares :

MONTES DE MALAGA

- Source: Servicio de Extension Agraria pour 10 communes (Almachar, Benamargosa, Cutar, Iznate, Borge, Benamocarra, Arenas, Canillas de Aceituna, Salares, Sedella).

< 1	1-5	5-10	10-20	> 20
31	59	7	2	1

CONTRAVIESA : commune de Servilan.

Source: Hermandad Labradores.

< 2	2-5	5-20	20-50	> 50
3556	158	45	4	6
94	4	1,2	0,1	0,1

Les bassins irrigués enfin, sur le littoral notamment, révèlent un fractionnement des exploitations qui fait disparaître toute trace de la grande propriété lorsqu'elle existe. Ainsi, à Motril, les tenures inférieures à 5 ha. représentent 80% des exploitations et couvrent 71% du sol.

Vega de MOTRIL : exploitations sucrières (Source: Tazmias)

	< I	I-2	2-5	5-10	10-15	> 15
Nombre I593	993 62%	197 12,3%	92 5,7%	32 2%	8 0,5%	5 0,3%
Surface I445 ha	745 51,5%		282 19,5%	283,5 19,6%		134,5 9,3%
	71%					

De même, à Alhaurin el Grande, sur le piémont irrigué qui borde la Hoya de Málaga, les exploitations sont à peine moins nombreuses que la multitude des cotes cadastrales. Le morcellement des plus petites unités agricoles, légèrement moindre que celui de la propriété pour la tranche inférieure à 1 ha., se marque par contre avec un maximum de force entre 1 et 5 ha. Au total, la structure des exploitations se calque presque exactement ici sur celle de la propriété: 93% des exploitations contre 91,5% des cotes cadastrales demeurent inférieures à 5 hectares.

ALHAURIN EL GRANDE : piémont SW de la Hoya de Malaga. Sources: Hermandad et cadastre.

	Nombre de propriétés	Nombre d'exploitations
< I	1178	632
I-5	1048 } 91,5%	1390 } 93%
5-10	133 } 5,5%	108 } 5%
10-20	56 } 2,3%	53 } 2,5%
20-100	15 } 0,7%	8 } 0,5%
> 100	4 }	1 }
Total	2434	2192

En définitive, dans les vegas sucrières ou les vieux piémonts irrigués, de même que dans les treilles du Haut Andarax, la microtenure rarement supérieure à 2 hectares l'emporte très largement.

Partout, propriétaire ou non, le petit cultivateur règne, seul, sur les terres de l'Andalousie méditerranéenne.

B - Les composantes de la société rurale traditionnelle.

Il n'existe guère de sources permettant de définir avec précision, de chiffrer exactement la part des différentes catégories sociales de la campagne. La

statistique est souvent muette à ce sujet, les données fort incertaines lorsqu'elles existent. Les listes nominatives du recensement de la population pourraient, à l'échelle de la commune, constituer un outil efficace si elles ne se révélaient presque toujours fort imprécises quant à la classification professionnelle des individus: s'il est facile de distinguer fonctions agricoles et non-agricoles, il devient pratiquement impossible de préciser la signification exacte des diverses professions de la terre, le plus souvent amalgamées sous le même vocable de "campo" appliqué aussi bien au chef d'exploitation qu'au journalier. En définitive, seule l'enquête appuyée de quelques données chiffrées éventuellement fournies par les Hermandades de Labradores ou les Services de l'Extension Agraria, peut localement fournir les bases d'une analyse. Une fois encore, ce sont les sondages fragmentaires qui permettront d'approcher d'une réalité générale.

Dans ses grands traits, la structure de la société rurale s'affirme d'ailleurs avec suffisamment de netteté. Deux thèmes s'en dégagent avec assez de force pour souligner l'originalité de l'Andalousie méditerranéenne:

Ces campagnes, d'abord, sont à peu près exclusivement agricoles: les métiers de la terre, jusque vers 1950, y représentent dans l'ensemble plus de 90% des activités et souvent la quasi-totalité. Le fait est banal, caractéristique de pays traditionnels, attardés.

Surtout, la société s'y révèle peu différenciée, homogène dans sa nature paysanne, et pauvre: en fait, tout le monde, ou presque, est à la fois petit propriétaire-exploitant et un peu journalier au besoin. Situation sans surprise, en fait, que laissaient prévoir les analyses précédentes mais qui, par contre, tranche vigoureusement sur celle des campagnes de Basse Andalousie où s'opposent si violemment une élite terrienne et la multitude du prolétariat agricole.

I / - Les bases de la société rurale : petits paysans et journaliers.

Si l'on se référait au rapport des besoins et des disponibilités en main-d'oeuvre propre à chaque type d'exploitations agricoles, le schéma théorique de la structure sociale pourrait s'établir autour de trois termes fondamentaux dans le cas d'une campagne à la société bien différenciée:

- au sommet de la hiérarchie, les grands exploitants, employeurs de main-d'oeuvre et notamment d'ouvriers permanents plus ou moins nombreux mais indispensables au fonctionnement du domaine.

- à l'autre extrémité de l'échelle sociale, complément naturel du groupe précédent, la masse des salariés agricoles dépourvus de terre, du moins en quantité suffisante, et réduits à vivre de leurs bras, cohorte des journaliers permanents ou éventuels.

- entre ces deux pôles, la paysannerie autonome, équilibrant les besoins de l'exploitation et les disponibilités du travail familial.

Ce cadre simple qui s'adapte assez bien en Basse Andalousie, du moins par ses deux premiers éléments, paraît ici totalement inadéquat. Les cas bien tranchés y sont rares, peu significatifs et il règne une apparente confusion qui recouvre, en réalité, un foisonnement de types sociaux intermédiaires, fort nuancés dans le détail, où se mêlent sans cesse le petit paysan qui vise à l'autonomie familiale et le journalier-paysan à la recherche d'un complément de ressources.

a - La faiblesse des catégories sociales extrêmes.

Conséquence du fractionnement de la terre et des exploitations, l'employeur agricole comme le salarié permanent sont, en effet, peu représentés, et lorsqu'ils existent, constituent une sorte d'exception.

Les exploitations de taille suffisante pour recourir à l'emploi d'ouvriers permanents sont le plus souvent absentes ou réduites à des cas d'espèces. La hiérarchie sociale est incomplète, tronquée par le sommet: le patron-employeur fait défaut. Totalement inconnu dans les pays de versants, en Haute Alpujarra, dans la région du Haut Genal comme dans les coteaux viticoles des Montes de Málaga, dans les Guajares, limité à quelques exemples isolés dans la Contraviesa, il n'acquiert quelque importance qu'au niveau des bassins littoraux où il représente d'ailleurs rarement plus de 10% des effectifs recensés.

Encore ne s'agit-il point de ces grands propriétaires comme on en rencontre en Basse Andalousie utilisant des dizaines d'ouvriers, mais seulement d'exploitants moyens qui se suffisent en général de 2 ou 3 salariés permanents et souvent même d'un seul.

L'ouvrier agricole, "bracero" de profession, sans autres ressources, est, par voie de conséquence, tout aussi rare, faute de besoins en main-d'oeuvre permanente. Il ne constitue guère, dans le meilleur des cas, que 5 à 10% du total des actifs agricoles: tel est le cas, logiquement, dans certaines dépressions côtières, à Motril, Velez-Málaga (5%), dans la Hoya de Málaga (5% à Pizarra, 15% à Coin). Ailleurs, les dénombremements municipaux n'en signalent même pas l'existence.

Ainsi disparaissent les classes sociales qui marquent si souvent les campagnes de l'Andalousie occidentale. Sauf en des secteurs limités, la société est en quelque sorte dépourvue de ses strates supérieures et inférieures: n'y subsiste, pour 90% ou 100% des cas, qu'une catégorie intermédiaire, une paysannerie pauvre dont le contenu apparaît d'ailleurs moins homogène qu'on pourrait le croire.

b - La diversité de la société paysanne.

"Tout le monde ici est propriétaire": cette petite phrase si souvent entendue dans les mairies résume assez bien la situation. Cependant, elle mériterait

d'être complétée par une formule similaire: "tout le monde (ou presque) est aussi journalier".

En effet, le modèle social vers lequel tend ici le campagnard est celui du petit exploitant familial, individualiste, capable de se suffire à la fois du travail de la famille et des ressources de sa terre: idéal, en fait, parfois réalisé mais souvent aussi battu en brèche par la nécessité.

Il est rare, en effet, que l'exploitation familiale puisse satisfaire exactement, et à tous moments, à ses besoins en main-d'oeuvre. Le calendrier agricole impose ses contraintes, surtout dans le cas des systèmes spécialisés (vigne, production fruitière), fait succéder des périodes de pointe, lors des récoltes notamment, où le recours à une aide extérieure s'avère indispensable, à des époques de moindre travail où, surtout en l'absence d'élevage, le sous-emploi est apparent. Une partie de la main-d'oeuvre familiale est alors disponible et - les fils le plus souvent - peut s'offrir à la "journée". Ainsi, même équilibrée, la petite exploitation paysanne peut être à la fois utilisatrice de journaliers et pourvoyeuse de main-d'oeuvre temporaire. Le salariat saisonnier est ainsi étroitement lié à l'agriculture paysanne.

Trop souvent, enfin, la tenure paysanne confine au microfundisme et se révèle, seule, incapable de subvenir aux besoins familiaux et d'utiliser les forces disponibles. Ainsi se dégage un groupe fort nombreux de paysans-journaliers, petits propriétaires en même temps que salariés éventuels.

Toute la société agricole s'organise, en définitive, autour de deux termes fondamentaux, le paysan et le journalier "éventuel", qui se nuancent à l'infini, se combinent jusqu'à définir, dans le détail, des situations souvent fort complexes qui oscillent entre l'état de "paysan-journalier" et celui de "journalier-paysan". C'est, en définitive, la part respective des ressources propres de l'agriculteur et des revenus gagnés au dehors qui seule permet de préciser statistiquement la limite des deux catégories, et de schématiser une structure confuse.

LES PAYSANS sont ceux, propriétaires dans l'immense majorité des cas, dont l'exploitation suffit pour l'essentiel à satisfaire aux besoins de la famille et qui ne recourent point, ou de façon accessoire, au travail à l'extérieur. Par contre, ce sont eux qui utilisent, presque toujours, une main-d'œuvre d'appoint quelques semaines à l'année: l'entraide suffit parfois, dans le cadre de la petite polyculture où les tâches s'évalent, mais le plus souvent on doit solliciter la venue de salariés, de journaliers du village.

Le paysan véritable, suffisamment nanti pour se dispenser de tâches complémentaires, ne constitue en fait que la fraction supérieure de la catégorie, plus ou moins importante selon les lieux et le fractionnement plus ou moins accusé de la structure foncière, mais toujours minoritaire: 10% seulement des agriculteurs en Serania de Ronda, à Alpandei, 15% à Nerja, petit bassin de la côte de Velez-Málaga,

41% à Jete dans la vallée du Rio Verde d'Almuñecar, près de 50% à Capileira en Haute Alpujarra.

Les "paysans-journaliers" sont souvent, en fait, les plus nombreux. Ils apparaissent dès que l'exploitation se révèle trop petite pour fournir en suffisance les ressources nécessaires à la famille: force est alors de trouver un revenu d'appoint au prix de quelques "journées" de travail dans les fermes voisines. On trouve là une masse de petits propriétaires dont l'exiguïté de la tenure, juste suffisante à la survie, met en péril l'autonomie économique aux moindres aléas: récolte médiocre, perte de bétail, nouvel enfant, etc... On y trouve aussi nombre de locataires, métayers ou fermiers, dont la production grevée de moitié par le loyer du sol se révèle trop modeste et les oblige à travailler au dehors.

Au total, plus ou moins complètement autonomes, les paysans représentent en général près de la moitié de la société villageoise.

LES JOURNALIERS se distinguent des précédents par le fait qu'ils retirent la plus grande part de leurs ressources du travail sur des exploitations étrangères. Leur tenure personnelle, trop exiguë, n'apporte qu'un complément, même si souvent ils s'essaient à l'agrandir par la location de quelques parcelles.

Les "braceros" procèdent souvent de familles où l'on est journalier de père en fils mais se révèlent parfois aussi d'origine beaucoup plus récente, lorsqu'une petite exploitation familiale se fractionne entre les enfants, ne laissant à chacun d'eux qu'un lopin insignifiant. Ainsi le groupe des journaliers s'alimente-t-il régulièrement à partir du haut, aux dépens de la catégorie paysanne sans cesse menacée par les partages successoraux, beaucoup plus rarement augmentée par contre par la réussite sociale des "peones" les plus entreprenants.

L'équilibre numérique qui s'établit entre les deux catégories essentielles de la société rurale, - moitié de paysans, moitié de journaliers -, apparaît parfois rompu au profit des uns ou des autres. Les journaliers tendent à s'imposer plus ou moins nettement dans les régions d'agriculture spécialisée, sur les coteaux viticoles, dans les bassins, là où la pulvérisation des tenures s'aggrave en même temps que les spéculations dominantes imposent des "pointes" de travail très marquées exigeant le recours systématique au salariat saisonnier. Dans le second cas, celui des bassins littoraux, l'existence de quelques exploitations plus fortes entraîne même exceptionnellement une différenciation sensible de la société où apparaissent alors une minorité d'employeurs et un groupe plus important de véritables ouvriers agricoles permanents.

Ailleurs, dans les économies montagnardes les plus fermées, la petite polyculture traditionnelle favorise davantage la prépondérance des petits paysans, tandis que la coutume de l'entraide réduit d'autant le rôle des journaliers.

Aussi pourrait-on résumer de façon schématique la structure sociale des campagnes d'Andalousie méditerranéenne en distinguant quelques grands ensembles géographiques :

- la zone littorale s'individualise une nouvelle fois, du moins dans plusieurs de ses bassins, grâce à une ouverture de l'éventail de la hiérarchie sociale que ne connaissent guère les autres régions. La pyramide, ici, est complète depuis le riche agriculteur-employeur jusqu'à l'ouvrier agricole permanent, en passant par le paysan et le journalier éventuel. Aussi, globalement, les actifs agricoles salariés (journaliers et ouvriers fixes) sont-ils largement majoritaires et peuvent-ils représenter jusqu'aux $3/4$ des effectifs employés dans l'agriculture.*

- les coteaux d'agriculture spécialisée, la Contraviesa par exemple, présentent par contre une structure sociale réduite déjà aux deux termes fondamentaux que constituent les paysans et les journaliers. Employeurs et salariés permanents sont pratiquement absents. Il est significatif, par ailleurs, de noter l'importance des journaliers aussi nombreux souvent que les paysans. (I)

- les pays montagnards de polyculture traditionnelle se différencient des précédents par la réduction notable du rôle des journaliers qui, le plus souvent, ne représentent moins de $1/5$ des effectifs agricoles. Le petit paysan domine alors très largement, recourant à l'entraide en cas de besoin plutôt qu'aux services de salariés saisonniers. La faiblesse du nombre des journaliers ne signifie nullement d'ailleurs une plus grande aisance de la paysannerie. Elle ne traduit guère, au fond, que de moindres besoins en main-d'œuvre saisonnière, résultat d'une moindre spécialisation économique. La pauvreté n'est pas moins sensible qu'ailleurs, ni les microfondiaires moins nombreux. Au contraire, ces derniers souffrent ici du manque d'emplois temporaires sur les exploitations villageoises et doivent alors trouver un complément de ressources hors de l'agriculture ou partir en quête de travaux saisonniers vers les campagnes voisines.

Source : Servicio Sindical de Estadísticas.

*	Source : Servicio Sindical de Estadísticas.		
	Agriculteurs-employeurs	Exploitants "familiaux" autonomes	Ouvriers agricoles éventuels et permanents
IN DE MOTRIL Motril Salobreña	II% 7,5%	II% II,5%	78% 71%
AUX VITICOLES DE RAVIESA Albondon Polopos	8,5% 2,5%	54,5% 35,5%	37% 62%
RA NEVADA Capileira Trevezes Berchules	-- -- --	95,5% 87% 89%	4,5% 13% 11%

2 / - Une société rurale étroitement agricole.

Hors de l'agriculture, les emplois sont fort rares dans les campagnes de l'Andalousie méditerranéenne. Ce sont moins de 10% des actifs qui, le plus souvent, vivent de métiers non-agricoles: 5 à 6% dans les Montes viticoles de Málaga, 9% dans les pays du Haut Genal, en Haute Alpujarra, etc.. dans les années 1950. Les chiffres s'élèvent à peine, à la même époque, dans les bassins côtiers pourtant proches des villes: 9% à Cartama, 5% à Pizarra, au coeur de la Hoya de Málaga, 20% à peine à Coin, Alhaurin el Grande, Alora, aux allures pourtant de grosses bourgades semi-urbaines.

On pourrait multiplier les exemples, tous concordants: partout on vit à peu près exclusivement de la terre. Le phénomène, au fond, ne doit guère étonner. Il répond à la nature même de l'économie et de la société rurale.

Les besoins de ces populations campagnardes sont extrêmement modestes, limités aux prestations de services élémentaires. La pauvreté est partout synonyme de frugalité, l'isolement fréquent renforce encore le souci d'autarcie domestique.

Les pays montagnards de polyculture traditionnelle, la Serrania de Ronda, les Guajares, la Haute Alpujarra orientale, sont, de ce point de vue, les plus caractéristiques, littéralement murés dans une économie qui tend à l'autosubsistance. Les activités commerciales se réduisent alors à leur plus simple expression: le jardin irrigué, le grain, l'huile, le vin, la viande d'un porc sacrifié chaque année, fournissent l'essentiel de l'alimentation familiale dans les villages du Haut Genal, mais en contrepartie ne dégagent pratiquement aucun excédent à la vente. Les achats se limitent en fait au poisson ou à quelques fruits transportés depuis la côte par de rares marchands ambulants. L'outillage agricole, fort modeste dans ces pays de petite culture manuelle, la consommation d'engrais infime ou nulle ne légitiment pas davantage l'existence d'un négoce véritable.

Les coteaux d'agriculture spécialisée, les bassins eux-mêmes n'offrent pas un panorama beaucoup plus diversifié quant aux activités non-agricoles. Le souci d'autoconsommation demeure toujours, incite à réduire les achats. Le commerce des produits agricoles, même, n'offre guère de possibilités sur place: l'acheteur de raisins ou d'agrumes est le plus souvent étranger à la région, voire à l'Andalousie, et n'intervient qu'au moment de la courte période de récolte. Les intermédiaires, courtiers, fondés de pouvoir, transporteurs, résident plus volontiers à la ville. Dans la plupart des villages, les non-agriculteurs sont comptés, exceptionnels: un café-bazar, quelques fonctionnaires, - gardes civils, secrétaire de mairie, instituteur -, un curé et souvent un petit groupe de muletiers, "arrieros", qui assument un trafic étriqué vers les bourgades voisines.

Seules les villes, capitales de "partidos judiciales" équivalents des

chefs-lieux de cantons français, ajoutent aux fonctions agricoles des activités plus diversifiées. Services locaux (justice, caisse d'épargne, notaires), commerces liés ou non à l'agriculture, offrent une gamme d'emplois tertiaires qui en font d'incontestables chefs-lieux rayonnant sur les campagnes voisines. Pourtant, même là, à Adra, Motril, Albuñol, Velez ou Coin etc..., les paysans dominent de façon écrasante. Les activités non-agricoles demeurent étriquées et témoignent ainsi de relations finalement réduites avec la campagne "profonde", fermée dans sa solitude villageoise.

Il est enfin une seconde raison pour expliquer la faiblesse insigne des activités non-agricoles et qui tient à la pauvreté même de cette petite paysannerie à l'affût de ressources complémentaires. Aussi, l'artisanat et le petit commerce sont-ils souvent moins rares que ne le laisse supposer la statistique qui ne prend en compte que la fonction dominante des actifs recensés. En effet, nombre de trop petits agriculteurs assurent parallèlement au travail de la terre des fonctions non-agricoles de nature fort diverse. Le phénomène est surtout net dans les montagnes, dans les pays de polyculture fermée où le salariat agricole saisonnier n'offre sur place que de faibles possibilités. Force est alors de se tourner vers d'autres sources de revenus, extérieurs à l'agriculture. L'exemple des villages de la Serrania de Ronda comme celui des Guajares ou de la Haute Alpujarra en est particulièrement démonstratif. Ainsi les pays du Haut Genal et de façon à peu près identique les Guajares, ont abrité jusque vers 1950, un nombre important de fours à chaux artisanaux, utilisant le calcaire des montes les plus pauvres, servis par 2 ou 3 hommes, petits agriculteurs en général à l'exception du maître, le "calero" professionnel. De même la chênaie fournissait du travail à une multitude de petits charbonniers qui, avant la généralisation récente du gaz butane, avaient pour tâche de procurer le charbon de bois utilisé partout l'hiver pour le chauffage. La cueillette du sparte, rude travail réservé aux hommes, est alors plus généralisée encore depuis la Serrania de Ronda jusqu'aux versants du pays d'Almeria, tandis que souvent la sparterie proprement dite est du ressort des femmes qui tressent divers petits objets et surtout de longues nattes vendues à des fabricants industriels. Activités plus banales, les petits commerces villageois, le bar, l'épicerie comme la forge du maréchal-ferrant sont également aux mains des agriculteurs. Comme aux temps d'avant la Reconquête, l'artisanat est le plus souvent associé à l'agriculture dont il ne se différencie guère.

CONCLUSION

L'Andalousie méditerranéenne est aussi profondément paysanne qu'elle est montagnarde. Cependant, des nuances internes assez accusées quant à l'appropriation du sol et des modes de faire-valoir permettent de différencier coteaux et montagnes

et, surtout, plaines littorales et versants: une corrélation étroite s'établit donc entre les divers types de structures agraires et les grandes familles de systèmes agricoles.

A ce stade de l'analyse, les correspondances étroites qui associent systèmes agricoles et milieux physiques d'une part, systèmes agricoles et structures sociales d'autre part, apparaissent séparément d'une clarté indiscutable. Confondues, elles mettent en évidence un rapport étroit entre sociétés et milieux naturels dont la signification profonde est par contre beaucoup plus ambiguë mais touche sans doute au coeur de l'explication.

Comment interpréter le phénomène qui accorde aux seules plaines littorales le monopole des grandes propriétés et, surtout, fait de la montagne le domaine exclusif de la paysannerie ?

Les relations sont si rigoureuses, systématiques, qu'on peut se demander s'il ne faut point y voir l'expression d'un véritable déterminisme physique, comme si le milieu naturel impliquait inéluctablement formules agronomiques et structures sociales spécifiques. On saisit bien, - au niveau des pays de versants surtout -, l'enchaînement logique qui conduit à une telle situation: la montagne, naturellement dépourvue de réelles aptitudes pour l'élevage, ne se prête bien qu'à certaines formules agricoles qui, à leur tour, ne sont guère compatibles qu'avec les structures morcelées de la paysannerie. De fait, il en est bien ainsi, et par là le phénomène montagnard paraît constituer le terme ultime de l'explication.

En réalité, c'est postuler exagérément la vocation exclusive du milieu de versants pour l'agriculture. Or, - comme il a été dit plus haut -, la faculté agricole de la montagne n'a rien d'absolu: sans doute, les pâturages sont-ils très médiocres, mais du moins pourraient-ils nourrir un élevage extensif sur de grands espaces. La fatalité agricole, en somme, ne devient absolue qu'en regard de l'émiettement foncier, et, on pourrait aussi bien imaginer une vie rurale de montagne, - à l'inverse de ce qui se produit -, fondée sur un système pastoral de grandes exploitations. Dès lors, l'explication finale semble résulter non pas d'un quelconque déterminisme physique mais plutôt d'un choix de société: c'est, par exemple, l'émiettement foncier qui implique une formule de production suffisamment intensive et le refus d'un système d'élevage que les conditions naturelles condamnent ici à une médiocrité incompatible avec les besoins de la petite tenure.

En définitive, la montagne seule n'entraîne par elle-même ni fatalité agricole ni fatalité paysanne. Par contre, contraintes sociales et naturelles ajoutées limitent si étroitement les possibilités de choix économiques qu'elles créent alors

un véritable déterminisme. Le principe ultime d'explication de la vie rurale réside, en Andalousie méditerranéenne, dans l'association intime du fait montagnard et du phénomène paysan.

NOTES Chapitre III.

(1) - Encore que les notions de "surface cultivée" et de "surface régulièrement exploitée" ne soient pas toujours très claires. Ainsi avons-nous exclu les pâturages d'altitude de Haute Alpujarra utilisés par les éleveurs spécialisés peu nombreux, les "montes" arides de très faible intérêt de l'Est almeriense, mais inclus les forêts d'utilisation régulière pour l'élevage, le liège ou les châtaignes de la Serranía de Ronda.

Quant à la définition de la population vivant de l'agriculture, nous avons simplement affecté les chiffres de population totale d'un coefficient correspondant, en 1950, à la part des actifs agricoles: 90% en moyenne pour l'ensemble de la région, sauf pour les vegas intérieures (80%) et les bassins côtiers suburbains (70%).

(2) - Voir, à propos de l'utilisation du "Padron de Rustica", l'article de R. PERRIN "Structures de la propriété foncière dans la partie orientale du bassin de l'Ebre".
Bul. Soc. Geo. du Languedoc. Montpellier. 1971 n°3.
 p. 319-335.

(3) - P. CARRION : "Los latifundios en Espana". 439 p. Madrid. 1932.

(4) - J. BOSQUE MAUREL : "Latifundio y minifundio en Andalucia oriental".
Coloquio sobre la geografia agraria. Salamanca. 1966.

(5) - Ainsi M. SIGUAN : "El medio rural en Andalucia oriental".
Col. Demos. Ariel. Barcelona. 1972.

L'auteur considère les terres arides du Sud almeriense sous le même angle du latifundisme que les plaines intrabétiques.

- De même, J. SERMET écrit dans "l'Andalousie de la Méditerranée", op. cité, Chap. II p. 771: ".....la structure sociale ne la dissocie guère de l'ensemble du Midi espagnol".

- MALEFAKIS etc...

(6) - Le nombre des exemptés représente parfois la majorité des propriétaires. On l'estime par exemple à 90% dans le Haut Andarax, à 40% dans le ce qui renforce souvent le poids réel du microfundisme jusqu'à le rendre exclusif.

(7) - Superficie des communaux: Capileira : 3660 ha.; Trevelez : 7065 ha.
 Berchules : 5100 ha.; Mecina-Bombaron : 2950 ha.

(8) - Cf. Cadastres de 1940-1945 pour Cartama, Pizarra, Alhaurin el Grande.

(9) - Cf. Cadastre de Mijas (1948).

(10) - Les techniciens estiment qu'un revenu imposable de 15 à 20 000 pesetas correspond au minimum nécessaire à une propriété familiale et que le seuil de 100 000 pesetas limite la grande propriété. Ces chiffres absolus sont en fait très largement sous-estimés. En effet, le revenu imposable ne représente généralement que la moitié environ du bénéfice réel.

(II) - Source : listes de propriétaires de vega communiquées par les "Comunidades de Regantes" de Capileira et Berchules.

(12) - Selon E. GARCIA MANRIQUE : "El minifundio de la Costa mediterranea andaluza".
Homenaje à J. M. CASAS TORRES. p.147-171. Zaragoza. 1972.

(13) - J. SERMET : "La vega de Adra". Est. Geo. 1950 n°41. Op. cité.

(14) - Sources : enquêtes auprès des "Hermandades de Labradores", des services de

1 "Extension Agraria", des "Comunidades de Rogantes".

(I5) - Selon P.A.D.I.M.A : "El desarrollo economico y social de Malaga". Malaga. 1973.

(I6) - De même, les terres de la Société sucrière Larios à Velez (560 hectares) sont distribuées entre plus de 800 colons.

Le principe est le même dans les petites vegas voisines de Nerja et Torrox, comme il l'était sur les domaines céréaliers du centre de la Hoya de Malaga.

(I7) - Voir à ce sujet E. LUQUE BAENA : "Estudio Antropologico-social de un pueblo del Sur". Granada . 1975.

(I8) - Les textes du XIX ème comme ceux de la première moitié du XX ème utilisent toujours le terme vague de "colon" sans définir son contenu exact.

(I9) - Ainsi E. GARCIA. MANRIQUE (Homenaje à J.M. Casas Torres p. I48-I69), parle à ce propos de "fermage" tandis que les contrats des sucreries s'intitulent contrats de "métayage".

(20) - Cf. O. DOLLFUS : "Observations sur quelques contrats agraires au Pérou" in "Problèmes agraires de l'Amérique Latine". CNRS. Paris.

Comme en Andalousie, le "Yanaconaje", impose au tenancier la nature du produit cultivé et sa livraison au propriétaire de l'hacienda. Le "yanacono" est, en plus, obligé à des prestations de travail sur l'hacienda.

PITRE IV

LA GENESE DES CAMPAGNES.

Le rôle de l'association montagne-paysannerie, jugé essentiel à la compréhension des campagnes actuelles, doit donc désormais retenir légitimement notre attention. Il devient indispensable de connaître la nature d'un tel lien, de retrouver ses origines. Immémorial, il s'affirmerait comme l'élément moteur de l'évolution qui aboutit aux réalités agricoles d'aujourd'hui. Tardif, au contraire, il pourrait apparaître comme la simple conséquence d'un processus de perfectionnement agronomique et de division sociale. Il s'agit, en somme, de rechercher si la paysannerie se situe à l'origine ou au terme de l'évolution des campagnes de l'Andalousie méditerranéenne.

Bien qu'ils soient liés, nous séparerons pour la clarté de l'exposé le problème des origines de la société rurale et celui de la genèse des systèmes économiques.

I - LA FIXATION PRECOCE DES CADRES SOCIAUX : LA RECONQUETE ET SES SEQUELLES (XV-XVI)

L'histoire agraire (I), celle du moins d'où procèdent les traits essentiels des campagnes d'aujourd'hui, commence fort tard en Andalousie méditerranéenne: le XV^{ème} siècle finissant marque une rupture brutale avec le passé. En effet, la Reconquête qui s'achève en 1492 avec la prise de Grenade, puis l'expulsion des Morisques

- le partage du territoire agricole préalablement recense en lots égaux ou équivalents, les "suertes", unités minimales constituées des divers éléments indispensables à la polyculture (labours, vigne, jardin etc..).

- l'attribution à chaque famille d'un nombre déterminé de lots, un ou plusieurs, en fonction de la qualité du postulant.

La structure foncière ainsi créée résulte donc fondamentalement de la taille des "suertes" et du principe plus ou moins égalitaire de leur répartition entre les individus.

I / - La mise en place de la paysannerie.

Les modalités du partage soulignent clairement la volonté d'établir une société menue et assez égalitaire.

La dimension des "suertes", d'abord, bien que variable selon les lieux en fonction de la qualité du sol et du nombre des habitants à doter, est partout remarquablement modeste. Elle exclut, en fait, toute possibilité de constituer de vastes domaines, s'adapte au contraire à la mesure d'une petite paysannerie. Nulle part, le lot-unité n'excède une vingtaine d'hectares: il n'avoisine cette valeur qu'en certains secteurs de culture sèche de versants, dans la Sierra de Bentomiz (Canillas de Aceituno), les Montes de Málaga (Casabermeja), la Serrania de Ronda (Alpandeire), atteint seulement une dizaine d'hectares dans les plaines sèches de la Hoya de Málaga (Alora, Cartama), demeure même inférieur à 5 hectares en bien des villages réputés prospères ou bien pourvus en eau du Valle de Lecrin, de l'Alpujarra orientale, du piémont de la Sierra de Mijas (Alhaurin el Grande), de la vallée du Rio d'Almeria, de la vega de Berja et même de l'arrière-pays d'Almuñecar (Lentegi, Itrabo).(2)

La répartition des "suertes" entre les chefs de familles confirme le souci de fonder une société paysanne relativement homogène. Le principe général est celui de l'attribution d'un seul lot par famille, la "suerte" étant conçue comme l'unité familiale-type. De fait, un peu partout, l'immense majorité des foyers ne reçoit pas davantage: 83% des agriculteurs à Berja, 78% à Canillas de Aceituno, 92% à Lentegi, 67% à Alhaurin el Grande, etc... Compte tenu de l'exiguïté de la "suerte" c'est donc une structure fort émiettée qui, dès l'origine, est ainsi installée.

Cependant, l'égalitarisme n'est pas absolu, les parts distribuées sensiblement différentes selon la qualité des individus fondant déjà une hiérarchie sociale que l'on peut réduire à 2 groupes principaux:

- au sommet, une minorité sensiblement avantagée, - chevaliers ou écuyers, notables (alcade, écrivain, etc..) -, obtient des propriétés qui le plus souvent comportent 2 suertes, exceptionnellement davantage (jusqu'à 5 parfois). Cette "élite" foncière est, en fait, peu nombreuse et se réduit à 2 ou 3 familles dans certains villages. D'autre part, elle n'est jamais dotée de domaines réellement importants

mais seulement de tenures moyennes, à peine plus grandes souvent que celles du commun.

- la masse de la population, des 2/3 aux 9/10 selon les lieux, est constituée par la petite paysannerie à 1 suerte. Parfois, cependant, on y distingue une subtile différenciation qui évoque déjà la structure de la société villageoise actuelle dont la permanence historique est ainsi attestée: si les laboureurs (labradores) bénéficient d'1 suerte, et parfois d'1 1/2, les journaliers (peones) ainsi que les artisans n'obtiennent qu'un demi-lot et souvent même un simple lopin de vigne. Mais, la confusion fréquente déjà dans la terminologie des "repartimientos" entre labrador-peon et peon-labrador, voire entre labrador et escudo-labrador souligne, au fond, la relative uniformité originelle de la structure agraire où la plupart des individus sont à la fois petits propriétaires et, plus ou moins accessoirement, journaliers. Nulle aristocratie foncière ne s'impose, en tous cas, dans un système dès le départ extraordinairement émietté.

Une telle situation se vérifie dans la plupart des régions, depuis les bassins et les zones arrosées de piémont comme le Valle de Lecrin, jusqu'aux coteaux schisteux et aux montagnes comme l'Alpujarra. Quelques exemples nous en fournissent la preuve.

Canillas de Aceituno (2), dans le pays schisteux de la Sierra de Bentomiz. Les "suertes", ici, sont relativement vastes, de l'ordre d'une vingtaine d'hectares, et réparties entre 80 familles.

La part des notables est assez importante, leurs propriétés de taille confortable: 2 d'entre eux, - dont l'alcade -, reçoivent 100 hectares, tandis que près d'1/3 du sol est contrôlé par des biens compris entre 50 et 100 ha. La concentration foncière n'est cependant pas excessive puisque la masse des laboureurs, 70% des possédants, maîtrise pratiquement la moitié de l'espace cultivé.

Propriétés	Nombre	Surfaces (hectares)
5 suertes = 100 ha	2	200
4 " = 80	1 12,5%	80 30,3%
3 " = 60	7	420
2 " = 40	7 17,5%	280 21,1%
1,5 " = 30	7	210
1 " = 20	56 70%	1120 48,5%
Total	80	2310

Lentegi et Itrabo (2), plus à l'Est, sur les coteaux de l'arrière-pays d'Almuñecar, présentent une structure foncière encore plus menue et égalitaire. Aucune tenure n'excède 25 hectares, tandis que la majeure partie du sol est aux mains des petits paysans pourvus d'une seule "suerte" de 5 hectares environ, presque totalement en secano.

Propriétés	Nombre	Surfaces (hectares)
5 suertes = 25 ha	2) 8%	50 21,2%
4 " = 20	1	20 8,5%
1 " = 5	33 92%	165 70,2%
	36	235

Trois siècles plus tard, au milieu du XXème, alors que le nombre des propriétaires (1090 pour les deux communes) ainsi que celui de la surface appropriée (2597 hectares) se sont considérablement accrus, l'émiettement foncier reste étonnamment comparable à celui des origines: un seul bien est supérieur à 25 ha., sans dépasser toutefois les 50 hectares, tandis que 88% des cotes cadastrales demeurent inférieures à 5 hectares.

Benalauria, dans la Serrania de Ronda, reçoit 30 familles disposant toutes de tenures égales à un suerte, soit une dizaine d'hectares, alors que seul l'alcade bénéficie de deux suertes (20 ha.).

Berja (2), l'un des bassins de la Basse Alpujarra orientale, offre une image assez comparable encore que mieux différenciée. La "suerte" n'atteint là que 3,2 ha. dont les 2/3 en terre sèche. Les 4/5 des propriétés y demeurent inférieurs à 10 ha.; la plus vaste n'excède pas 32 ha. Ici encore, on constate que la structure foncière actuelle n'est pas sensiblement différente de celle du XVIIème: malgré l'apparition, au-delà de 50 ha., de quelques vastes propriétés taillées dans le "monte" (5% du nombre total), les biens de moins de 10 ha. conservent aujourd'hui une proportion considérable (87% du nombre total).

Propriétés	Nombre	Surfaces
10 suertes = 32 ha	1	32
8 " = 25,6	2) 1,5%	51,2) 10%
6 " = 19,2	1	19,2
5 " = 16	1) 3%	16) 10,4%
4 " = 12,8	4	51,2
3 " = 9,6	8	76,8
2 " = 6,4	16) 13%	102,4) 21,5%
1 " = 3,2	150 82%	480 58%
	183	829

La répartition du sol cultivé, part modeste de chaque territoire villageois, est révélatrice de l'implantation d'une petite paysannerie. Le statut des immenses terres vaines est par contre plus indécis. L'inculte, exclu de la répartition, demeure parfois "baldios", c'est à dire terre royale dont l'usage est en général concédé aux collectivités villageoises qui, ultérieurement, en prendront souvent possession comme biens de "proprios". Pourtant, dès l'origine, nombre de patrimoines communaux sont déjà fixés, gérés par les municipalités qui en règlementent l'utilisation au profit des habitants (Alpandei) ou de locataires, éleveurs transhumants (en Alpu-

jarra, à Berja).

Ainsi, dans l'ensemble, les espaces incultes sont, comme les terres de culture, contrôlés par la société paysanne. Seuls, les baldios pourront parfois être l'objet de contestations de la part d'individus extérieurs, gros éleveurs le plus souvent. Mais, en général, le schéma est fort simple: le territoire se partage inégalement entre de vastes parcours d'usage collectif et d'étroits noyaux de cultures appropriés en petites tenures. Tout est conçu pour la paysannerie, exclusive dès le XVIème siècle, en pays de versants surtout.

2 / - Les exceptions régionales : la part des grands possédants.

Aux côtés des vastes territoires tenus par la paysannerie, se signalent en effet dès l'origine quelques foyers de grands propriétaires terriens (Fig.15). Il est remarquable de noter que leur situation correspond exactement à celle où l'on retrouve aujourd'hui les seuls grands domaines fonciers de l'Andalousie méditerranéenne: la montagne exceptionnellement, les plaines littorales pour l'essentiel. L'idée de la permanence des structures agraires depuis la Reconquête en sort singulièrement renforcée: les grands contrastes régionaux d'aujourd'hui sont, de ce point de vue, en place dès le XVIème siècle.

La grande propriété d'alors se concentre aux mains de l'Eglise d'une part, dans celles surtout de la haute noblesse d'autre part.

Les biens d'Eglise, constitués du XVème au XVIIème siècle, ont une origine bien connue. Ils sont issus fondamentalement du transfert des possessions des mosquées au profit des paroisses et des évêchés, lors des mesures de conversion obligatoire prises à l'encontre des populations musulmanes au début du XVIème siècle. Le patrimoine acquis de la sorte, déjà considérable sans doute, s'est accru ultérieurement de donations faites par la Couronne (Grâces royales) ou les particuliers.

Il se révèle en fait fort inégalement distribué dans l'espace, en liaison sans doute avec l'inégale richesse des anciennes mosquées.

Dans la majeure partie de la région, le monde rural pauvre des coteaux et de la montagne, pays de petits villages et d'églises modestes, l'emprise ecclésiastique apparaît très réduite. Dans la plupart des cas, - en Alpujarra, Valle de Lecrin, coteaux d'Almuñecar et de la Sierra de Bentomiz, Serrania de Ronda -, curés et sacristains doivent se contenter de la "suerte" attribuée par le "repartimiento". Comme sur les versants, la propriété de l'Eglise paraît tout aussi réduite dans les petits bassins intérieurs pourtant réputés riches: à Berja, elle s'élève à 10 ha. à peine à la fin du XVIème. (3)

Les biens ecclésiastiques se concentrent, en fait, au voisinage des cités importantes, sièges de puissantes mosquées relayées par les chapitres de cathédrales

et une multitude d'institutions religieuses. L'influence de Ronda sur les montagnes voisines fournit de ce point de vue une preuve éclatante. En effet, alors que la majeure partie de la Serrania, à l'image de l'ensemble des pays de versants, ne semble guère connaître de notable emprise ecclésiastique (ex. Benalauria), les villages les plus proches de la cité révèlent, au contraire, une pénétration exceptionnelle en montagne de la propriété d'Eglise: Alpandeire, notamment, réserve 33% de son sol, -quelque 400 ha -, aux possessions conventuelles de la ville de Ronda (4).

Mais c'est essentiellement sur la côte que se situent autour des grandes cités, Almeria et Málaga, les principaux foyers de la richesse ecclésiastique. Pour Almeria et son territoire qui s'étend sur les 7 villages de la vallée du bas Andarax, la Cathédrale et les 4 principaux couvents deviennent, après l'héritage des mosquées et quelques généreuses donations royales, l'un des plus puissants propriétaires de la région (5).

L'évêché et les couvents de Málaga sont tout aussi richement pourvus, tant dans la Hoya voisine que dans les Montes, sur le territoire proche de la ville comme dans les villages plus éloignés (Alora, Almogia, Comares) appartenant à la juridiction de Málaga: beaucoup plus d'un millier d'hectares, sans doute, si l'on se réfère aux données imprécises et partielles fournies par F. Bejarano Robles (6). S'y ajouteront ultérieurement d'importantes donations de particuliers: celle que fait Diego Garcia de Hinestrosa, bénéficiaire par grâce royale de 200 fanegas à Alhaurin el Grande, à l'Hopital Santo Tomé de Málaga, constitue un exemple donné parmi d'autres (7).

Les zones littorales, aux portes des grandes villes, regroupent donc le meilleur de la fortune foncière de l'Eglise. Le fait est d'importance si l'on remarque que ce sont précisément ces mêmes secteurs, comme prédisposés à la grande propriété, qui fixent les domaines de la noblesse.

La propriété nobiliaire revêt une importance supérieure à celle des biens ecclésiastiques tant par l'étendue de l'espace qu'elle contrôle que par les prolongements qu'elle maintient jusqu'à nos jours. Son origine est double.

Ses bases essentielles sont fixées, en fait, dès le XVIème s. par le biais des donations royales faites à quelques personnages de haut rang en récompense des services rendus lors de la guerre de Grenade. Ces attributions exceptionnelles portent sur des territoires exclusivement circonscrits aux plaines littorales, aujourd'hui les plus riches mais peu attractives alors pour la paysannerie et recherchées surtout pour leurs pâturages d'hiver. Ainsi, alors que les pays de versants ignorent pratiquement la grande propriété noble (8), les domaines aristocratiques occupent une bonne partie des bassins d'Almuñecar et Motril où la négligence des possédants absentéistes aboutit rapidement à la décadence de la canne à sucre (9), contrôlent l'utilisation du Campo de Dalías (10). Mais, ce sont encore la Hoya de Málaga et le Bas Andarax, dans le ressort d'Almeria, qui concentrent, en même temps que les meil-

leures terres ecclésiastiques, les plus vastes patrimoines nobiliaires.

A Almeria, c'est notamment Gutierre de Cardenas, Comendador de Leon, qui obtient les plus généreuses donations réparties entre les différents villages de la juridiction. On estime que, jointes aux biens de l'Eglise et à ceux de la Ville, ses propriétés représentent plus des $2/3$ de la richesse agricole du Bas Andarax, le reste étant morcelé sous forme de minuscules tenures entre 500 foyers de paysans (5).

Autour de Málaga, une bonne partie des terres lourdes du fond de la Hoya est concédée en grandes unités à des familles nobles. A Alhaurin el Grande, 130 ha. pris dans la partie basse du territoire villageois vont à Garcia de Hinestrosa; à Cartama, se constitue également un domaine de 130 ha. au profit de l'Alcade; à Alora, 5 familles reçoivent chacune des propriétés de plus de 100 ha. dont l'une d'elles, attribuée aux Sepulveda, correspond aux biens de 105 musulmans expulsés. Il en va de même à Casarabonela où un seul bénéficiaire reçoit les terres de 125 musulmans, à Pizarra dont le territoire passe pour l'essentiel aux Comtes de Via Manuel y Puerto Hermoso (II).

La grande propriété noble est, en somme, partout dans les plaines littorales. Il en résulte, dès l'origine, une concentration foncière caractéristique des zones côtières qui contraste singulièrement avec l'égalitarisme menu des pays de versants. Le tableau ci-dessous montre pour Alora et pour la partie de plaine d'Alhaurin el Grande (piémont irrigué et coteaux à vigne sont au contraire répartis en petites tenures) l'importance des grandes propriétés de plus de 100 hectares qui rassemblent plus de $1/3$ du sol.

La propriété à Alora et à Alhaurin el Grande (partie de la commune en secano de plaine) à la fin du XVI^{ème} siècle.

ALORA	Nb	Surface	ALHAURIN Gde	Nb	Surface
> 200 ha	1 1,3%	288 13%	-	-	-
100-200	4 5,2%	454 21%)34%	I	2%	120 33%
25-100	7 9%	411 18,7%	) II	22%	148 41%
15- 25	29 36%	626 28%			
10- 15	37 46%	407 18,5%			
5- 10	2 2,5%	12 0,5%	4	8%	22 7%
< 5			33	67%	66 18%

Source: Repartimientos de Alora et Alhaurin Gde
(Archives Mun. de Málaga).

Dans un second temps, au long du XVII^{ème} s. surtout, la propriété nobiliaire se consolidera, pénétrant même quelques nouveaux secteurs, sans modifier toutefois profondément son implantation originelle. C'est que, désormais, les moyens utilisés sont souvent illégaux et se heurtent aux protestations des communautés villageoises déjà installées.

L'usurpation des territoires communaux constitue une première voie aux

tions de certains nobles. C'est surtout aux confins occidentaux de notre région le procédé paraît avoir été utilisé: les gros éleveurs titrés de Ronda se sont vus attribuer de vastes territoires de parcours dans les montagnes les plus proches de la mer, au détriment des collectivités paysannes. Là, se situe certainement l'origine des grandes propriétés de montagne cantonnées aujourd'hui encore sur les hauts versants septentrionaux du bassin du Genal. Les procès réitérés des habitants d'Alpande contre le Marquis de Jarastepar pour récupérer de vastes territoires indûment saisis par ce dernier en portent témoignage (I2).

La pression nobiliaire se traduit également par des achats de seigneuries et le droit de pâturage, taillées dans les territoires jusqu'alors de juridiction royale: les besoins financiers de la Couronne, au XVII^{ème} s., favoriseront grandement ces tractations. Ainsi, une bonne partie de la dépression marneuse de Colmenar se prolonge au N-E le bassin de Málaga, est-elle peu à peu contrôlée par la noblesse, tout d'abord pour ce qui est de l'usage des terrains de parcours: Colmenar est partagé entre les éleveurs de Málaga et le Duc de Arcos; Casabermeja est vendu comme seigneurie au cours du XVII^{ème} siècle (I3).

En définitive, la progression nobiliaire du XVII^{ème} qui d'ailleurs se traduit aussi souvent par l'acquisition de droits que par l'appropriation éminente du territoire, ne semble pas avoir fondamentalement modifié la répartition foncière originelle. Les mutations foncières, par contre, nous paraissent très significatifs: le souci de conquérir de nouveaux espaces pastoraux, dans les bassins notamment, exprime à la fois la volonté prépondérante de la grande propriété et les aptitudes initiales du plat pays.

Au total, repeuplement et partages fonciers du XVI^{ème}, constituent certainement l'épisode décisif de l'histoire agraire de ces régions. En effet, les traits essentiels qui font aujourd'hui la spécificité de l'Andalousie méditerranéenne sont déjà clairement inscrits dans les cadres définis au lendemain de la Reconquête: la prépondérance d'ensemble de la paysannerie, de même que l'opposition majeure entre les plaines littorales et arrière-pays montagneux s'y affirment avec autant de force qu'actuellement.

Il reste, pour connaître les raisons d'un tel phénomène et comprendre la permanence des structures sociales, à s'interroger sur la signification d'un peuplement initial si radicalement différent dans son principe de celui qui a prévalu dans les plaines de Basse Andalousie, à déceler au fond les causes qui expliquent le contraste originel entre littoral et intérieur, bas pays et versants.

B - La signification de la colonisation agraire.

Colonisation officielle, obéissant à une volonté royale nettement définie,

la mise en place des structures agraires, après la Reconquête, répond à un choix délibéré. Expliciter le sens de ce choix permettrait de saisir la source de l'originalité sociale de l'Andalousie méditerranéenne par rapport aux autres Andalousies et d'entrevoir du même coup la nature profonde de ces campagnes.

I/ - Le choix politique apparaît clairement au travers des instructions royales qui préludent aux "repartimientos": il s'agit ici de favoriser l'installation d'une petite paysannerie et non, comme en Basse Andalousie, d'assurer la fortune de quelques familles de haute noblesse. Pourquoi ce changement d'attitude de la Couronne alors que rien, dans une région déserte vidée de sa population, n'interdisait de constituer de vastes dotations ?

La défiance politique d'un pouvoir central en voie de consolidation vis à vis d'une caste nobiliaire facilement indépendante et que l'on hésite à renforcer constitue sans doute une première explication. La rareté des donations importantes à la haute noblesse, le souci même de limiter les seigneuries juridictionnelles et de réserver la plus grande partie du territoire au domaine royal plaident assurément en ce sens.

Les conditions mêmes de la Reconquête, fort différentes de celles qui ont présidé à la victoire chrétienne en Basse Andalousie, impliquent d'ailleurs une autre politique, originale: elles imposent ici une colonisation de peuplement beaucoup plus qu'une colonisation "militaire". A cela, deux raisons au moins:

- il s'agit de remettre en valeur un pays brutalement déserté et d'attirer pour cela, en les dotant d'un toit et d'une tenure, des familles en nombre suffisant. L'installation d'une petite paysannerie constitue, sans nul doute, la meilleure réponse à ce problème.

- la guerre de Grenade, enfin, achève définitivement la Reconquête et écarte, du même coup, le risque important d'un retour musulman. Dès lors, l'importance de la noblesse militaire, considérable dans un contexte d'insécurité, s'affaiblit d'autant: il n'est plus aussi indispensable de rechercher sa gratitude par de généreuses récompenses.

Plusieurs faits paraissent d'ailleurs confirmer cette dernière hypothèse. On remarquera d'abord qu'il existe deux phases distinctes dans le processus de colonisation: la première, à la fin du XV^{ème}, alors que le peuplement morisque subsiste pour l'essentiel et fait peser un risque sur la sécurité des chrétiens, est marquée justement par l'attribution, autour de Málaga, Almeria, Motril, de vastes domaines aux membres de la noblesse; la seconde, après 1570 et l'expulsion des Morisques, est au contraire exclusivement paysanne tandis que tout danger militaire semble avoir disparu (Fig.I5).

La distribution géographique des types de propriétés peut enfin s'expliquer

de même façon: les risques d'un retour musulman ne pèsent réellement que sur le littoral, nouvelle "frontière" à défendre, là où on favorise justement l'implantation de la noblesse, l'arrière-pays étant par contre réservé à la seule paysannerie.

Les préoccupations strictement politiques ne sont certainement pas étrangères aux modalités originales de la colonisation en Andalousie méditerranéenne. Pourtant ce ne sont vraisemblablement que raisons immédiates et traduction superficielle d'une réalité plus profonde qui s'est imposée aux nouveaux maîtres du pays. Il suffit, pour s'en convaincre, de remarquer l'extraordinaire continuité des cadres agraires, par-delà l'épisode de la Reconquête. Cette dernière en effet n'introduit guère de changements structurels et se contente de substituer les hommes: la microexploitation prévalait déjà à l'époque nazride sur l'ensemble des pays de versants, les plaines littorales au contraire concentraient autour des villes les grandes fortunes terriennes des mosquées et des aristocrates, la vega de Salobreña, par exemple, appartenant tout entière à l'Emir de Grenade (14). La colonisation agraire du XVI^e ne fait donc que reprendre l'héritage musulman. La réutilisation de cadres préexistants représente-t-elle alors, pour la royauté victorieuse, une simple commodité ? Ou bien, la permanence des structures par-delà l'extraordinaire bouleversement politique de la Reconquête traduit-elle des vocations profondes, propres au pays, capables de s'imposer à tous, chrétiens ou musulmans ?

2/ - Structures foncières et vocations économiques.

Les modalités de la colonisation, la permanence de l'opposition foncière entre plaines et versants, paraissent bien répondre en effet à des intérêts économiques divergents séparant grands propriétaires et paysans.

La vocation de la grande propriété chrétienne, à l'origine, s'affirme clairement en faveur de l'économie pastorale comme le prouve le souci constant de la noblesse de s'approprier de nouveaux droits de parcours. Le choix est d'ailleurs fort logique de la part de propriétaires absentéistes et peu disposés à exercer la surveillance qu'implique l'agriculture, à une époque où la source essentielle du profit provient de la vente du bétail. Dès lors, la localisation des grands domaines s'explique beaucoup mieux: elle correspond exactement à la répartition des bons pâturages, soit à quelques secteurs de haute montagne (Serrania de Ronda) et surtout aux terres de parcours d'hiver, les plus recherchées, les plus indispensables (15), concentrées dans les plaines littorales aux sols marneux et frais (Hoya de Málaga, couloir de Colmenar) par ailleurs souvent impropres à la culture du fait de leur aridité (Campo de Dalías, de Carchuna) ou de leur caractère marécageux (basses vallées du Guadalhorce, du Guadalfeo etc..). Par contre, les versants de moyenne altitude n'offrent que de mauvais pacages et ne présentent, dans cette optique, qu'un médiocre intérêt. Aussi les abandonne-t-on à la paysannerie.

Cette dernière poursuit en effet des buts radicalement différents. Soucieuse de produire sa nourriture plus que de spéculer, dépourvue de moyens pour entretenir un élevage important, elle se consacre surtout à la polyculture vivrière. Aussi, la plaine avec ses sols répulsifs ou difficiles à travailler, peu sûre du fait de constantes incursions de pirates, n'offre-t-elle guère d'intérêt. Les versants, l'arrière-pays montagneux constituent son domaine d'élection.

Aussi ne doit-on s'étonner ni de la superposition des contrastes physiques et des oppositions foncières, ni de la permanence de celle-ci depuis le Royaume musulman jusqu'à la Reconquête et finalement jusqu'à nos jours. L'une et l'autre traduisent une sorte de lien organique entre petite culture paysanne et montagne et, à un moindre degré, entre grands domaines pastoraux et plaines littorales. En réalité, dans ce dernier cas surtout, l'explication doit être complétée car la vocation de la grande propriété pour l'élevage, pas plus que celle de la plaine pour le parcours, n'est absolue: les bassins côtiers disposent aussi de belles vegas agricoles que ne néglige nullement l'aristocratie foncière (Bas Andarax, Motril) tandis qu'à l'inverse, certaines zones pastorales parmi les plus importantes demeurent aux mains de la paysannerie (Haute Alpujarra). Il convient donc de préciser la nature des liens ainsi définis.

3/ - Structures foncières et influences urbaines.

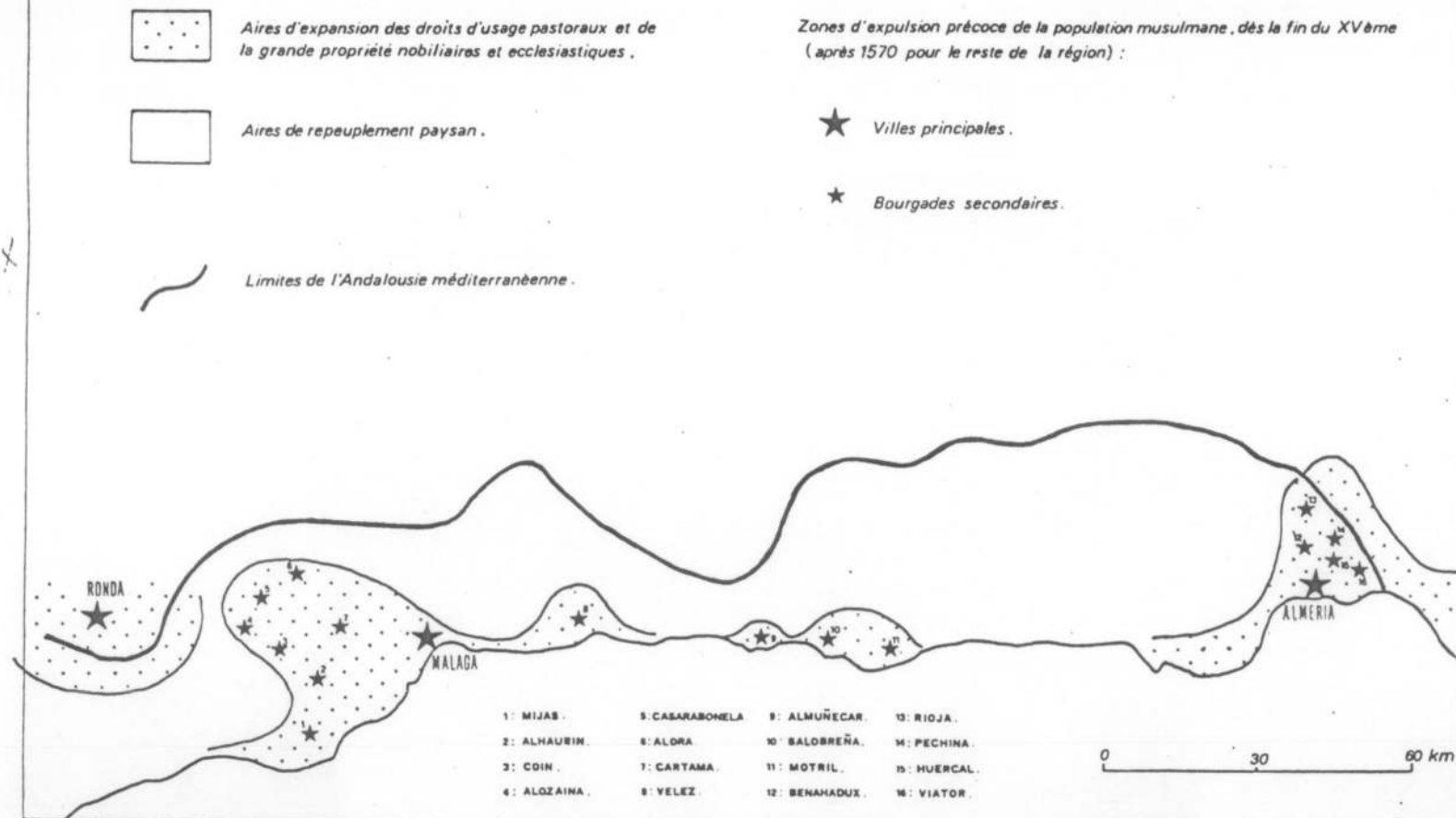
En dernière analyse on constate en effet que la meilleure part de la grande propriété se localise dans les régions proches des villes. C'est faire de ces dernières le principe actif de la différenciation sociale des campagnes: l'aristocratie terrienne, noble ou ecclésiastique, est fondamentalement citadine; les grands domaines s'inscrivent dans le rayon foncier des villes importantes.

Dès lors se définissent clairement deux ensembles géographiques:

- les campagnes péri-urbaines marquées par la présence des fortunes terriennes, - le Bas Andarax autour d'Almeria, le bassin de Motril, celui de Velez et de Málaga -, pour l'essentiel littorales mais quelquefois aussi intérieures et montagnardes comme les versants septentrionaux de la Serranía de Ronda, ou hors de notre domaine les flancs nord de la Sierra Nevada dont les pâturages sont contrôlés par l'aristocratie de Grenade (I6). (Fig. I5).

- les campagnes "profondes", isolées et difficiles d'accès, protégées des influences urbaines et domaine exclusif d'une société villageoise et paysanne: l'essentiel des pays de versants à l'écart des villes importantes ignore ainsi la grande propriété privée. Les exemples montagnards, celui de la Serranía de Ronda, celui de la Haute Alpujarra sont forts démonstratifs à cet égard. Dans le premier cas, l'influence des grands domaines pastoraux de Ronda s'efface très rapidement, passés les hauts sommets, vers le Sud, pour disparaître dans la majeure partie des

Fig. 15. A L'ORIGINE DES STRUCTURES AGRAIRES ACTUELLES : GRANDE PROPRIÉTÉ, FOYERS URBAINS ET PREMIÈRES EXPULSIONS MUSULMANES AUX LENDEMAINS DE LA RECONQUÊTE.



pays du Genal trop malaisément accessibles et abandonnés à la paysannerie. L'exemple de la Haute Alpujarra est plus remarquable encore: les immenses pâturages d'altitude du flanc sud de la Sierra Nevada, isolés de Grenade par les hauts sommets de la chaîne, demeurent aux mains des villageois alors que le versant septentrional, proche de la ville, est pour l'essentiel approprié par la noblesse grenadine.

En réalité, le rôle déterminant des influences urbaines rend compte de l'opposition fondamentale entre le littoral et l'intérieur sans exclure pour autant de l'explication la part des vocations économiques, vocation de la plaine pour le parcours, du grand domaine pour l'élevage. Il y a, en définitive, convergence entre les deux phénomènes.

On comprend alors, qu'enracinés aussi profondément dans les éléments les plus essentiels de la géographie régionale, le lien paysannerie-montagne comme l'opposition de la plaine littorale et des versants intérieurs puissent apparaître comme des données originelles et permanentes de l'histoire agraire, données initiales et contraignantes qui pèseront constamment sur l'évolution économique du pays.

II - DIVERSIFICATION DES SYSTEMES AGRAIRES ET AFFIRMATION DES STRUCTURES SOCIALES.

Les besoins d'une société paysanne de plus en plus nombreuse d'une part, les sollicitations commerciales de l'économie urbaine plus ou moins ressenties dans les campagnes d'autre part, constituent les moteurs principaux de la diversification des systèmes agricoles. C'est sous l'effet de cette double pression, inégale selon les lieux, que s'individualisent progressivement les différentes économies rurales d'aujourd'hui: les pays les plus montagnards, contraints à la fois par la nature et l'éloignement des villes demeurent fidèles -en dépit de quelques perfectionnements - aux vieilles formules agro-pastorales qui s'étendaient à l'origine sur l'ensemble de la région; les coteaux à partir du XVIII^{ème}, les plaines côtières à l'orée du XX^{ème} connaîtront par contre des changements profonds à l'origine des agricultures spécialisées de versants et des spéculations irriguées des bas pays.

En retour chaque "tournant" économique renforcera sensiblement les structures sociales préexistantes, accusant peu à peu les contrastes originels.

A - Le point de départ: prépondérance uniforme de la formule agro-pastorale

Au moment même où Séville et la Basse Andalousie s'enrichissent des conquêtes américaines, l'Andalousie méditerranéenne sombre, au XVIème siècle, dans une longue période de désolation. La Reconquête et, surtout, l'expulsion de la population morisque après 1570 entraînent à la fois une chute démographique brutale et un recul économique grave: le pays, en fait, devra se reconstruire sur des ruines.

A l'origine, un repeuplement médiocre, insuffisant, qui comble très imparfaitement le vide créé par le départ des Morisques et laisse des campagnes à demi désertes: dans l'ensemble du Royaume de Grenade, les auteurs s'accordent pour admettre l'installation de 12 500 familles, 60 000 personnes environ, auxquelles il faut ajouter quelques milliers d'individus immigrés depuis la fin de la Reconquête. C'est fort peu, au total, en comparaison des 350 000, voire 500 000 personnes qui peuplaient au XV ème le royaume musulman: 270 lieux habités seulement, sur 400 occupés antérieurement, redeviennent vivants (17). Dans l'ensemble, le repeuplement n'a assuré que pour 1/3 le remplacement de l'ancienne population. Les densités humaines se réduisent en moyenne à moins de 5 habitants / km². (18)

L'insuffisance de tels effectifs ajoutée à la mentalité et aux habitudes techniques des nouveaux habitants différentes de celles de leurs prédécesseurs aboutissent à la dégénérescence rapide des campagnes morisques.

La contraction de l'espace agricole en constitue le signe le plus évident tandis qu'un peu partout des terroirs anciennement cultivés retournent à la friche. Des exemples précis, obtenus des "repartimientos", montrent que dans les régions les plus difficiles, - Est aride, Guajares, Alpujarra, Serrania de Ronda -, c'est moins de 10% du sol qui est réparti entre les nouveaux habitants (5,6% à Lentegi et Itrabo; 1,6% à Dalias où le Campo autrefois travaillé retourne à la nature...). Les pays mieux doués sont à peine mieux occupés: dans le bassin de Málaga, Cartama cultive seulement 1/4 de son territoire, Alora moins d'1/5. Seuls quelques secteurs limités sont plus complètement mis en valeur: la Sierra de Bentomiz, par exemple, où Canillas de Aceituno travaille 39% de son territoire avec une densité humaine supérieure à 10 h/km²; le piémont de la Sierra de Mijas où Alhaurin el Grande utilise 32% de l'espace disponible. En définitive, une grande partie du domaine agricole, abandonné, reste à reconquérir.

La dégradation des formules agricoles morisques les plus élaborées n'est pas moins grave. Le déclin progressif des cultures riches marque un appauvrissement qualitatif incontestable: la canne à sucre des vegas littorales périlite après le départ des Morisques jusqu'à disparaître pratiquement au XVIIIème (19), le mûrier surtout et l'élevage des vers à soie qui faisaient auparavant la fortune des villes

et des campagnes connaît une crise analogue, la sériciculture est agonisante dès le milieu XVIIème (20).

Mais, c'est en réalité l'arboriculture en général qui fait les frais de la Reconquête et le déclin du mûrier n'en constitue qu'un exemple particulièrement spectaculaire. Les causes d'un tel recul révèlent au fond une réorientation fondamentale de l'économie agricole: le manque de compétence des nouveaux agriculteurs pour les productions arbustives les dirige vers d'autres spéculations; la politique de l'administration traduit elle-même des intérêts contraires aux agriculteurs, trop exclusivement favorables aux céréales et à l'élevage. L'obligation de la vaine-pâturage qui empêche pratiquement les plantations, voire même l'interdiction pure et simple de faire pousser des arbres sur les terres irriguées en témoignent sans conteste (21). Ainsi, à l'inverse des formules antérieures fondées sur une arboriculture minutieuse, tout est conçu dans le nouveau système au profit d'une économie extensive du labour et du bétail.

Un système agro-pastoral extensif règne vraisemblablement sur l'ensemble de la région. Cantonnées à d'étroites cellules villageoises, les cultures sèches vivrières, blé et vigne surtout, oliviers accessoirement, familières aux nouveaux-venus, constituent la base uniforme de l'agriculture sur les bonnes terres (Valle de Lecrin, piémont de Coin) comme sur les plus médiocres (coteaux schisteux de la Sierra de Bentomiz, coteaux d'Almuñecar) (22). L'irrigation même paraît délaissée souvent, ou ne devient qu'un élément technique secondaire, abandonnée parfois sur de vastes étendues qui retournent au secano ou au monte, en Haute Alpujarra (23), dans le Campo de Dalías (14).

L'élevage bénéficie par contre d'espaces immenses. Son importance paraît résulter d'ailleurs aussi bien des modestes possibilités agricoles de populations peu nombreuses que d'une volonté délibérée. La minutie avec laquelle on délimite les étendues pastorales, dont on en régleme l'accès, le soin avec lequel on définit les "dehesas" aux portes des villages, la vaine-pâturage imposée sur les terres de culture, l'interdiction ou le contrôle sévère des défrichements, en font également foi. C'est, en définitive, la majeure partie du pays que l'on abandonne aux éleveurs et les zones cultivées elles-mêmes ne sont pas toujours respectées si l'on en croit les plaintes fréquentes des agriculteurs (24), signe incontestable de la prééminence agressive d'un élevage extensif.

Dans l'ensemble, la vie rurale paraît s'organiser autour de deux foyers principaux plus ou moins autonomes:

- celui des régions basses, des plaines et des coteaux, où les cultures se cantonnent en d'étroites cellules periurbaines ou dans les zones colluviales de contact (piémont de Coin), tandis que les troupeaux disposent à la fois des pâturages de plaines côtières pour l'hiver (Campos de Nijar, Dalías, Carchuna, Hoya

de Málaga etc..) et du "monte" des coteaux de l'arrière-pays (Montes de Málaga, sierras littorales, dépression marneuse de Colmenar etc..).

- celui des pays d'altitude, Serrania de Ronda, Haute Alpujarra, où la vie agricole se disperse en de multiples petits noyaux alors que les troupeaux, utilisant les fortes dénivellations que séparent de faibles distances, alternent entre les basses pentes et les "estives" montagnardes. L'emprise des cultures est encore si faible, l'espace disponible si étendu, que les mouvements pastoraux à court rayon, locaux, paraissent dominer. La transhumance à grande distance, de la haute montagne à la côte, semble limitée aux gros troupeaux de Grenade, qui, l'hiver descendent en Basse Alpujarra, sur le Campo de Dalías (25), et n'affecter qu'assez peu les éleveurs de l'Andalousie méditerranéenne proprement dite. Ces derniers disposent entre bas-pays et montagne, à faible distance de l'un et de l'autre, de la vaste zone des coteaux schisteux, no man's land fort peu peuplé encore, - à l'exception de la Sierra de Bentomiz -, riche d'immenses territoires de parcours.

L'unité de la vie rurale est, en tous cas, frappante: les formules agro-pastorales les mieux adaptées alors à un peuplement médiocre et à l'empire des préoccupations vivrières constituent l'origine commune aux divers systèmes actuels. Elles ne se maintiendront, plus ou moins perfectionnées, - en Serrania de Ronda, en Haute Alpujarra, dans les montagnes de l'Est aride -, qu'aux endroits où la nature impose à l'agriculteur des contraintes difficilement surmontables. La pression paysanne, les sollicitations des marchés citadins auront progressivement raison, ailleurs, des territoires de parcours.

B - Le tournant des XVIII-XIX ème siècles : essor de l'arboriculture spécialisée des versants et affermissement paysan.

La première rupture économique apparaît au cours du siècle qui sépare le milieu du XVIIIème et les années 1850. Le pays tout entier connaît alors des changements importants mais ce sont les coteaux, délaissés jusque là, qui, grâce à la mise en place d'une authentique monoculture viticole, en retirent les meilleurs bénéfices, jusqu'à s'imposer comme le centre de gravité incontestable de l'économie régionale.

I / - Les conditions de la rupture se manifestent très clairement dans la seconde

moitié du XVIIIème alors que la pression démographique et l'ouverture du grand commerce maritime mettent en péril l'équilibre médiocre des formules agro-pastora-

*à l'heure
de
Ch. III*

les. L'Andalousie méditerranéenne participe aux progrès que connaît à cette époque l'Espagne périphérique.

La croissance de la population constitue, sans doute, le facteur le plus impératif du changement, contraint à accroître les ressources, à substituer partout les productions agricoles à l'élevage extensif. La pression démographique s'accroît, en effet, brusquement dans des proportions considérables: la population, dans l'ensemble, double pratiquement entre 1750 et 1850, triple même en certains secteurs (arrière-pays de Málaga, région d'Almería). Le rythme d'accroissement réduit à 1,5 ou 2% par an de la fin du XVI^{ème} au milieu XVIII^{ème}, s'élève alors à 5 ou 6% comme le soulignent les exemples réunis dans le tableau ci-dessous (26).

	1572-1752	1752-1857	1857-1877
Sierra de Bentomiz : Competa	-	9,7	8,2
Serrania de Ronda : Alpandei Benalauria	4-5	6	3
Alpujarra orientale	4	7,5	-
Valle de Lecrin	3,6	5,6	3,7
Piémont d'Alhaurin el Grande	-	5,3	4,7
Régions almerienses :			
Bas Andarax (Pechina, Gador)	4,5	7,5-9	7,5
Berja	-	7,7	-

Taux d'accroissement annuel (%)

Il en résulte une vague généralisée de défrichements qui aboutit au doublement de l'espace cultivé aux dépens des terres vaines vouées jusque là au parcours (27): le XVIII^{ème} siècle marque la revanche du paysan sur l'éleveur et le début du déclin définitif des activités pastorales.

L'essor du commerce maritime intervient de façon beaucoup plus sélective. Il n'influe guère que sur les campagnes facilement accessibles depuis la côte, favorise les seules productions aisément transportables. Il introduit, en fait, la diversification des agricultures régionales.

Son succès remarquable à la fin du XVIII^{ème} répond à deux causes fondamentales :

- la suppression du monopole de Cadix, en 1778, libère les relations avec l'Amérique et ouvre, à Málaga, le grand port régional, la route des marchés qui feront sa fortune.

- la constitution, à la même époque, d'une élite bourgeoise de grands négociants fournit les capitaux, l'esprit d'entreprise et marque l'origine du développement économique de Málaga. Les étrangers, français et britanniques notamment, aventuriers en quête de fortunes, dominent les affaires puis, liés peu à peu à l'aristocratie locale, fondent les grandes dynasties familiales qui règneront au XIX^{ème} sur l'économie régionale. La création en 1785 du Consulado, Chambre de Commerce omnipotente, exprime la réussite de cette bourgeoisie et du commerce malaguëño (28).

Il en résulte une véritable hégémonie mercantile de Málaga qui éclipse les concurrents plus modestes, - Almeria, Motril -, réduits au rôle de satellites (29); la cité malagueña s'érige alors en véritable métropole régionale et polarise à son profit l'ensemble des courants commerciaux, organise autour d'elle toute la vie rurale ouverte aux échanges. Elle représente en fait l'élément moteur de la véritable "révolution" agricole du XVIIIème qui depuis les Montes de Málaga jusqu'à la Contraviesa, engendre sur les coteaux le triomphe du premier système spéculatif, le vignoble qui nourrit l'essentiel du grand négoce (30).

2 / - Le développement du vignoble de coteaux et le partage des communaux.

a - l'essor spectaculaire du vignoble, à partir du milieu XVIIIème, procède, en fait, de lointains antécédents. On retrouve très clairement dès le Moyen-Age musulman, les origines de la production viticole, de raisins secs et même de vin, dans la Sierra de Bentomiz et les coteaux d'Almuñecar: les Génois, déjà, en assurèrent le transport jusqu'en Angleterre et en Flandres (14). Les premiers siècles chrétiens prolongent cette tradition et la renforcent: la vigne est la seule culture qui occupe dans les "repartimientos" une place notable aux côtés des céréales. Elle est même systématiquement encouragée, dès la fin du XVème, par les Rois Catholiques (31) chaque fois que les terres ingrates des coteaux schisteux font échec au blé: elle apparaît comme une culture de substitution qui permet cependant de coloniser les Montes, à condition toutefois de trouver un exutoire à la production de vin qui prévaut ici. En l'absence de grands marchés d'exportation, les débouchés se limitent à la ville de Málaga et les vigneronns locaux s'en réservent jalousement l'accès, défendus par une ordonnance royale de 1513 (30), régulièrement confirmée en 1640, 1698, qui interdit l'entrée de vins en provenance des autres communes durant les 8 mois qui suivent la vendange. Le développement du vignoble se trouve ainsi borné faute d'exutoire: les suppliques de Colmenar, de Casabermeja, emplissent le XVIIème, revendiquant l'ouverture du marché malagueño, démontrant ainsi le rôle paralysant de l'insuffisance commerciale (32). On mesure alors l'importance du décret de 1778 qui libère les relations avec l'Amérique et permet l'accès aux énormes débouchés du Nouveau Continent: l'obstacle qui paralysait l'essor du vignoble est désormais levé tandis que les Amériques absorbent la meilleure part d'une production en accroissement rapide (33).

La fièvre de plantation qui culminera peu après le milieu du XIXème triple les surfaces initialement en vigne qui, pour la seule province de Málaga passent de quelque 40 000 ha. à plus de 112 000 (1878). Si l'on tient compte des progrès parallèles enregistrés dans la province de Grenade et accessoirement dans celle d'Almeria, c'est un gigantesque vignoble de près de 150 000 hectares qui recouvre alors l'essentiel des versants accessibles de la côte, déborde même parfois sur les

terres basses du littoral. Centré sur les coteaux schisteux, il occupe depuis Albuol à l'Est jusqu'à Estepona à l'Ouest un axe de 250 km coupé seulement de brèves interruptions au niveau des chaînons calcaires (34).

L'Aaxarquia, - l'arrière-pays de Málaga (Montes) et de Velez (Sierra de Montomiz) -, en demeure la pièce essentielle qui produit les récoltes les plus abondantes et les plus réputées, prolongée au-delà de la coupure du Guadalhorce sur les versants qui bordent la Sierra de Mijas et la retombée de la Serrania de Ronda.

À l'Est, les coteaux grenadins concentrent les deux foyers-satellites les plus importants, séparés par les terres basses de la vega de Motril et les calcaires de la Sierra de Lujar: l'un, autour d'Almuñecar, connaît déjà une longue tradition viticole; le second, dans la Contraviesa, se constitue seulement aux XVIII^e - XIX^e s. Enfin, un petit noyau (500 ha.) producteur de raisin frais s'ébauche dans le Haut Andarax, autour d'Ohanes, qui étend la mouvance de Málaga jusqu'aux confins du S-E aride.

Il existe, en réalité, deux vignobles en un seul, d'importance équivalente. L'un procure les raisins secs, les "pasas", à partir de cépages Moscatel, l'autre le vin à base de Pedro Ximen (35). Les deux spéculations sont d'ailleurs fréquemment juxtaposées dans la mesure où leurs exigences respectives sont plus complémentaires que concurrentes: le séchage requiert un ensoleillement maximum et prévaut sur les basses pentes exposées à l'Est et au Midi, le vignoble à vin recherche au contraire les versants plus élevés et les expositions plus fraîches, favorables à une vinification normale (36). Cette complémentarité n'empêche pas cependant une certaine spécialisation régionale: le coeur de l'économie des "pasas" se situe autour de Velez, véritable capitale du raisin sec, ainsi qu'autour d'Almuñecar; l'aire principale de production des vins correspond, par contre, aux Montes de Málaga et, sur la côte grenadine, à la Contraviesa.

Le rôle de la tradition est sans doute important pour expliquer une telle répartition: les plus anciens foyers viticoles maintiennent leur vocation de producteurs de "pasas"; les nouveaux vignobles, - Montes et Contraviesa -, s'orientent vers la vinification.

Les contraintes du transport interviennent dans le même sens, à une époque où l'absence de chemins carrossables limite les possibilités de déplacement des entrées lourdes et encombrantes: le vin, même acheminé dans des outres, doit être produit à proximité des ports, ce qui favorise les Montes proches de Málaga, la basse Contraviesa grâce au petit port de La Rabita. Ailleurs, l'intérêt est de réduire la production à un volume minimal soit sous forme de raisin sec, soit sous forme d'eaux-de-vie (partie haute de la Contraviesa).

La portée de l'essor viticole est, en tous cas, considérable, à la fois comme instrument pionnier de la conquête agricole et comme moyen de propagation

de l'économie commerciale spécialisée. De ce double point de vue, le vignoble du XVIII^{ème} marque les véritables débuts de l'agriculture moderne en Andalousie méditerranéenne.

D'abord, il gagne à la culture l'immense *no man's land* des coteaux secs qui, de territoires marginaux à demi vides, voués au parcours, est promu au rang de région autonome, vivante et prospère. Le meilleur exemple en est fourni par les Montes de Málaga et la Contraviesa, pays répulsifs et déserts jusqu'alors, qui grâce à la vigne sont réunis au domaine agricole, défrichés jusqu'à leurs ultimes limites. Les secteurs anciennement habités de la Sierra de Bentomiz et de l'arrière-pays d'Almuñecar voient également parachever la conquête des terres disponibles: l'espace agricole y est multiplié par 2 ou 3 selon les lieux (à Competa, par exemple, les terres cultivées s'accroissent de 750 à 2000 ha. entre le milieu du XVIII^{ème} et la seconde moitié du XIX^{ème}). La géographie rurale s'en trouve bouleversée.

La spécialisation intégrale, enfin, du système de production confine dans le vignoble à une authentique monoculture, dès le XVIII^{ème}. La rupture avec la tradition vivrière est si absolue que les coteaux doivent acheter la totalité de leur grain. La Contraviesa produit à cet effet les eaux-de-vie qu'elle troque contre le blé des plaines intérieures de Guadix et Grenade. Il en va de même dans les Montes de Málaga où, dès 1787, le Consulado s'inquiète de la monoproduction, déplore la disparition des derniers bois et pâtures jusqu'à préconiser la réduction des surfaces viticoles et l'introduction de "nouvelles" cultures comme le mûrier.

Le vignoble, en fait, inaugure le cycle des monocultures spéculatives, rupture économique essentielle qui, pourtant, ne remet pas en cause les structures paysannes de la société agricole.

b - Le renforcement de la paysannerie s'affirme, au contraire, au rythme de la croissance démographique et des défrichements, confirmant la prépondérance de la petite culture sur les versants. Le phénomène, cependant, n'apparaît pas a priori d'une logique évidente si l'on tient compte du rôle déterminant d'une bourgeoisie urbaine en pleine ascension dans le développement de la viticulture. Cette dernière dont le succès se fonde essentiellement sur le trafic des produits du vignoble aurait dû normalement profiter de sa puissance pour s'assurer le contrôle de la terre qui lui garantirait à l'amont un approvisionnement régulier et sûr, ou plus simplement servirait d'exutoire à sa fortune. L'absence d'ambitions foncières de la bourgeoisie commerçante mérite explication.

La faiblesse de l'emprise terrienne du grand négociant résulte, pour le vignoble, d'un calcul parfaitement rationnel, d'un désintérêt paradoxal seulement en apparence. Partout règne uniformément le petit vigneron. Le domaine du commerçant-producteur-éleveur "à la bordelaise" est à peu près inconnu. A peine si l'on s'igna-

le, par exception aux abords de la ville, quelques riches "fincas", demeures de plaisance d'ailleurs plus qu'exploitations de rapport mais qui ont, semble-t-il, prêché l'exemple des plantations de vigne vers le milieu du XVIII^e s. (37).

Sans doute doit-on invoquer la résistance d'une petite paysannerie solidement enracinée déjà et d'autant plus difficile à déposséder qu'elle s'accroît considérablement par suite de l'essor démographique. Sans doute aussi est-il possible de penser qu'à l'inverse une bourgeoisie essentiellement étrangère, dans les débuts, ne trouve guère d'attrait à la possession du sol dans un pays où elle n'a pas d'attaches. Mais c'est surtout la nature même du mécanisme instauré par le grand négoce qui explique un désintérêt pour la terre pleinement conforme à ses vues. Il faut bien voir, en effet, que les premiers commerçants installés à Málaga n'ont d'autres buts que le profit immédiat et s'inspirent d'une véritable mentalité coloniale: le système qui réglemeⁿte l'économie viticole en dérive directement sous les traits d'un authentique mécanisme de traite qui assure la toute-puissance du négociant et réduit le producteur à la plus complète dépendance. Le principe, fort simple, consiste à maintenir les prix à la production au niveau minimum indispensable à l'entretien des familles paysannes. La chose n'offre guère de difficultés pour cette poignée d'exportateurs maîtres absolus des débouchés et leur procure en contrepartie des avantages substantiels: une marge bénéficiaire considérable qui permet l'édification rapide de grandes fortunes; l'assujettissement total des petits vigneron^s qui doivent s'endetter régulièrement pour assumer les frais de cultures, emprunter des avances sur récoltes au négociant qui, du même coup, réduisant le producteur à sa dévotion par le biais d'une véritable usure, est assuré d'un approvisionnement régulier, d'une "clientèle" indissolublement fidèle (38). Le danger ultime de voir le vigneron découragé s'évader vers d'autres spéculations est conjuré d'avance par la nature même ^{du pays} ~~l'impropre~~ à la plupart des autres cultures. L'essor du vignoble est bâti de la sorte sur l'exploitation systématique d'une petite paysannerie désarmée et sur les "super-profits" d'une caste "coloniale".

On comprend que, dans ces conditions, la bourgeoisie n'ait pas jugé nécessaire d'acquérir la terre, de s'approprier les moyens de production qu'elle contrôlait ainsi, indirectement, avec autant d'efficacité. Bien au contraire, la maîtrise foncière du vignoble lui eût été défavorable aussi bien en lui faisant assumer les risques de la production dont elle préfère se décharger sur les épaules du vigneron qu'en détournant ses capitaux vers des investissements en terre de médiocre productivité, au détriment des affaires fructueuses qu'elle entreprend dans le secteur commercial puis dans le domaine industriel (39). La bourgeoisie d'affaires avait, en somme, le plus grand intérêt à conserver les structures émiettées d'une paysannerie sans envergure, affaiblie encore par les partages successoraux et d'autant plus aisément réduite à sa merci.

des... 217

De même, la bourgeoisie urbaine ne retirera qu'un médiocre profit de la Desamortización de 1836 (dite de Mendizábal) qui démembré les propriétés ecclésiastiques. On voit que l'Eglise ne possédait d'ailleurs que peu de biens dans les pays de versants: partout moins de 10% des surfaces cultivées et, au surplus, émiettés en minuscules unités dont la vente n'a pu avoir grande portée, hors quelques secteurs étroitement limités dans les montagnes voisines de Ronda. La Desamortización ecclésiastique ne revêt donc ici qu'une médiocre importance en dehors des bassins littoraux, autour des villes principales, sur lesquels nous reviendrons plus loin. La paysannerie demeure maîtresse du terrain.

La progression de la petite propriété constitue, en définitive, l'événement social dominant des XVIII-XIX ème siècles. Les structures menues mises en place au XVI ème se consolident de façon définitive selon un double mouvement de division progressive des tenures et d'extension de la petite propriété privée sur la plupart des terres restées vacantes jusqu'alors. Le partage des communaux représente en effet le vecteur essentiel des progrès de la "petite culture". L'appropriation du sol s'achève au bénéfice de la paysannerie acculée à une "faim de terre" devenue chronique dont les effets sont particulièrement spectaculaires dans les pays de versants, là où abondait le "monte" public, dans l'Alpujarra, la Serrania de Ronda et surtout le vignoble en Contraviesa et Axarquía. Légalement, le phénomène est postérieur à la Desamortización civile de Madoz (1855) qui met en vente l'ensemble des terres d'Etat (baldios) et des biens municipaux (proprios et communaux). De fait, les lotissements se prolongent tout au long de la deuxième moitié du XIX ème s. mais, en réalité, l'appropriation individuelle du domaine public est alors, depuis les débuts du siècle, largement ébauchée déjà. Souvent la loi de Madoz ne fait qu'achever ou sanctionner des occupations de fait bien antérieures. Fragmentaires mais significatives, les indications abondent qui montrent, très tôt, ce grignotage progressif du monte: à Colmenar, dès 1813, où s'élève une querelle entre les éleveurs de Málaga et Antequera et les paysans locaux qui ont mis en culture des "baldios" du domaine royal; à Riogordo, village voisin, où des lots délimités dans les terres vaines de la "Dehesa del Rey" sont, à la même époque, attribués aux paysans sans terre; à Churriana où un rapport de 1854 affirme que, depuis de nombreuses années les journaliers s'approprient des terres publiques, enclosent des parcelles dans le "monte" et jusque sur l'emplacement des "cañadas" (40).

En fait, on le devine, l'appropriation du domaine public se réalise selon deux modalités différentes:

- par occupations individuelles et clandestines, usurpations courantes dans la première moitié du XIX ème, périodiquement légalisées par une administration dépassée et qui se traduisent dans le paysage par un parcellaire aisément

reconnaissable fait de champs irréguliers, informes, disséminés sur les versants.

- par lotissements systématiques organisés par les autorités municipales qui délimitent les parcelles distribuées parfois gratuitement, dans les débuts du siècle, vendues aux enchères surtout après 1855.

Ce dernier phénomène est d'ailleurs mal connu. Les documents relatifs à la Desamortizacion de Madoz dans la province de Málaga laissent cependant entrevoir ses principales modalités (41).

Il semble d'abord que les terres légalement vendues après 1855 couvrent, au total, une superficie très inférieure à l'étendue originelle du domaine public telle qu'on peut la définir au milieu XVIII^{ème} à partir du cadastre de la Ensenada: ce qui laisse supposer qu'une bonne part des anciens "baldios" et communaux était déjà appropriée à l'heure des mesures officielles. Il apparaît aussi que la taille des lots réduite à quelques fanegas, - de 2 à 10 (1,2 à 6,4 ha.) le plus souvent -, a dû, malgré les cumuls, favoriser surtout la paysannerie. Souvent même, dans le cas des biens de "propios" que les municipalités depuis longtemps avaient coutume de louer par petits lopins, les lots reprennent apparemment le cadre des anciennes unités locatives, facilitant ainsi l'accès à la propriété des tenanciers. La morphologie agraire héritée de ces lotissements officiels, si distincte de celle qu'ont engendrée les occupations individuelles, donne d'ailleurs une image assez expressive des principes qui ont présidé aux partages: parcelles modestes de 0,5 ha à 2 ha., alignées en lanières géométriques sensiblement égales entre elles, témoignent d'une volonté sociale et égalitaire.

Organisé ou sauvage, le mouvement consacre en tous cas la disparition presque complète du domaine public des coteaux, en même temps que le triomphe de la petite culture aux dépens de l'élevage dont l'effacement actuel est la conséquence: la résistance des pasteurs de Málaga et Antequera aux partages des Montes de Colmenar, les protestations vigoureuses des éleveurs de Tolox contre les défrichements de terres communales (42), témoignent, entre autres, de la fin d'une économie agropastorale qui ne survit désormais que dans les pays les plus répulsifs, hors des limites du vignoble.

3 / - Les limites de la "révolution" viticole.

L'essor du vignoble constitue certainement le phénomène majeur des XVIII^{ème} à XIX^{ème} siècles. Pourtant, cette première révolution agricole n'est ni générale dans l'espace, ni durable dans le temps: elle révèle des limites géographiques et économiques fort étroites.

Les limites géographiques excluent du succès viticole la plus grande part des versants intérieurs trop éloignés de la côte, contraints aussi par l'alti-

tude à des cultures moins fragiles. Aussi, les montagnes, la Serrania de Ronda, la Haute Alpujarra notamment, demeurent-elles fidèles au vieux système agro-pastoral.

La poussée démographique y impose cependant une extension considérable des cultures qui atteignent alors leurs limites définitives. Mais, les formules agricoles elles-mêmes n'en sont guère modifiées: la polyculture céréalière se perpétue, faute de sollicitations commerciales, aux côtés d'une activité pastorale maintenue aussi bien en raison des contraintes naturelles qui, vers le haut, interdisent le progrès des labours, que par suite de la résistance des éleveurs et d'une organisation agraire solidement enracinée (43).

Aussi les défrichements, l'appropriation des communaux, sont-ils ici fort importants mais partiels: ils aboutissent au perfectionnement de la formule agro-pastorale sans la remettre en cause. C'est alors que s'achève la mise en place des mécanismes de la vie rurale actuelle de montagne.

La conquête agricole est, en fait, dans ces montagnes, entreprise plus malaisée qu'ailleurs: les bons sols capables de nourrir des cultures permanentes sont rares et souvent utilisés déjà. Ce sont donc surtout les défrichements de champs temporaires, l'essor des labours de sierra, loin des villages, qui traduisent, surtout au XIX^{ème} s., l'expansion de l'agriculture montagnarde qui, peu à peu, s'adjoint en altitude des terroirs complémentaires plus ou moins fixes, plus ou moins nettement délimités. Le phénomène est clair dans la Serrania de Ronda où les défrichements de "monte" ouvrent des clairières au sommet des croupes schisteuses, sur les pentes moyennes des versants calcaires. Il l'est plus encore en Haute Alpujarra où, du milieu XVIII^{ème} à la fin XIX^{ème}, les cultures doublent de superficie.

Logiquement, on s'applique d'abord à achever la mise en valeur des meilleures terres, non loin des villages, à la périphérie des vegas. Mais c'est là une entreprise considérable qui suppose, au fur et à mesure de l'extension du territoire à arroser sur des pentes plus raides, un perfectionnement de la technique hydraulique et un réaménagement de l'infrastructure agraire. C'est alors la grande époque, - fin XVIII^{ème}, début XIX^{ème} -, de la progression des banquettes en terrasses plus ou moins régulières si caractéristiques aujourd'hui du paysage alpujarrëño (44). C'est aussi la période où l'on reconstruit partout les canaux plus ou moins abandonnés depuis l'expulsion des Morisques (23). Cependant, malgré l'ampleur de telles réalisations, le territoire conquis à l'irrigation demeure mesuré, insuffisant à satisfaire aux nouveaux besoins alimentaires.

L'extension des labours au coeur du domaine pastoral d'altitude répond à l'épuisement des dernières possibilités de mise en valeur dans le territoire traditionnel des cultures permanentes. Les défrichements se généralisent, au XIX^{ème}, dans toute la partie inférieure de l'étage montagnard où jusque vers 2000 m. les

récoltes sont encore possibles pendant la brève saison d'été: les creux arrosés, bien exposés, sont systématiquement plantés de seigle ou de pommes de terre qui connaissent alors un essor spectaculaire.

Ainsi se constituent définitivement les terroirs de sierra et s'affirme, - assez tardivement, en fait -, le dédoublement caractéristique de l'agriculture de Haute Alpujarra. Comme pour tous les systèmes de montagnes intérieures, c'est là un perfectionnement qui demeure étranger à la "révolution" économique des versants moyens proches du littoral.

Les limites économiques de la "révolution" viticole apparaissent d'ailleurs assez vite, au coeur des coteaux frappés dès le milieu du XIX^{ème} par une crise chronique qui s'achève avec la ruine brutale du phylloxera. L'ampleur du désastre, l'échec de la reconstruction démontrent la fragilité du système viticole et les limites réelles, fort étroites, du progrès de l'agriculture sèche de coteaux. Le visage actuel de ces pays de versants spécialisés dérive directement de la catastrophe de la fin du siècle dernier.

Les premiers symptômes d'un déclin sans doute irrémédiable apparaissent dans le vignoble bien avant les atteintes du phylloxera. A partir des années 1850, les difficultés d'écoulement de la production s'amplifient progressivement et deviennent chroniques. Le mal a une double origine: l'excès des plantations, d'une part, qui ne cessent de s'étendre au rythme de la poussée démographique et viennent encombrer un marché déjà rigide; la réduction progressive des débouchés consécutive à la dépréciation qualitative des produits malagueños face à la montée de nouveaux concurrents.

La baisse de qualité joue surtout au détriment des vins, aussi bien imputable aux vigneron qu'aux négociants-éleveurs. Les pratiques frauduleuses, le manque de soins, sont pour les premiers, pressés de dettes, un moyen indispensable d'améliorer leurs pauvres revenus, pour les seconds un procédé facile pour accroître leurs bénéfices (45).

La réduction des débouchés par le jeu de la concurrence pénalise tout aussi gravement les producteurs de "pasas". La responsabilité en revient surtout à l'essor rapide du jeune vignoble californien qui prive l'exportation malaguëña de son principal marché américain. Dans les deux cas, la baisse progressive des prix vient aggraver inéluctablement la situation déjà difficile des vigneron: l'affaiblissement de la demande est tel que même la réduction formidable de l'offre durant la décennie du phylloxera ne réussira point à enrayer la chute des cours(46).

L'avenir de la viticulture paraît donc gravement compromis avant même les premières atteintes du phylloxera. Ce dernier porte le coup de grâce, précipite la décadence. L'épidémie est aussi foudroyante qu'inattendue (47) : en 1888, une décennie après son apparition près de Málaga, la plus grande partie du vignoble

d'Andalousie méditerranéenne est détruite.

Signe d'une situation gravement compromise, la reconstruction fait long feu. Après une reprise d'abord prometteuse mais très vite éteinte, le vignoble retrouve vers 1900 un niveau médiocre qui ne sera plus dépassé (48): les 2/3 des vignes demeurent, dans l'ensemble, abandonnés définitivement. Les raisons de cet échec sont diverses:

- politique fiscale aberrante qui, loin d'aider les victimes de la crise, aggrave leurs difficultés en maintenant la totalité des impôts en vigueur. Nombre de vignerons ruinés par l'épidémie renoncent à entreprendre un réencépagement coûteux.

- médiocres perspectives commerciales confirmées par la disparition des principaux débouchés au cours des premières décennies du XX^{ème} s.: les guerres, la crise de 1929 paralysent les échanges internationaux, la concurrence victorieuse de nouveaux vignobles capture la clientèle traditionnelle (49).

Les difficultés de la deuxième moitié du XIX^{ème} et l'échec de la reconstruction post-phyllloxérique s'expliquent, au fond, par les mêmes raisons qui traduisent, en dernière analyse, les déficiences structurelles de la viticulture des coteaux: l'impuissance d'une trop petite paysannerie d'abord réduite aux artifices et à la fraude pour survivre, puis incapable de trouver les ressources de la reconstruction; l'indifférence de la bourgeoisie capitaliste du négoce peu soucieuse de participer au redressement du vignoble, de trouver de nouveaux débouchés et qui se désolidarise d'une production qui cesse de l'intéresser (50). Problème, au fond, et aboutissement logique d'un système de "traite"....

L'effacement définitif de l'économie des coteaux en constitue le résultat final, exprimé par la situation actuelle des systèmes d'arboriculture sèche spécialisée des versants qui ne représentent plus que le modeste reliquat d'un grand vignoble.

La viticulture d'aujourd'hui se contracte en effet en deux foyers isolés, indépendants: l'arrière-pays de Velez essentiellement voué à la production de raisin, la Contraviesa tournée vers la vinification au profit du marché régional (Fig. 16). Entre les deux ne subsistent que lambeaux sans importance: le vignoble des Montes de Málaga, celui d'Almuñecar, ont pratiquement disparu en même temps que la solidarité fonctionnelle de l'axe des coteaux autour de Málaga. Un ensemble géographique et économique s'est désagrégé (Fig. 16).

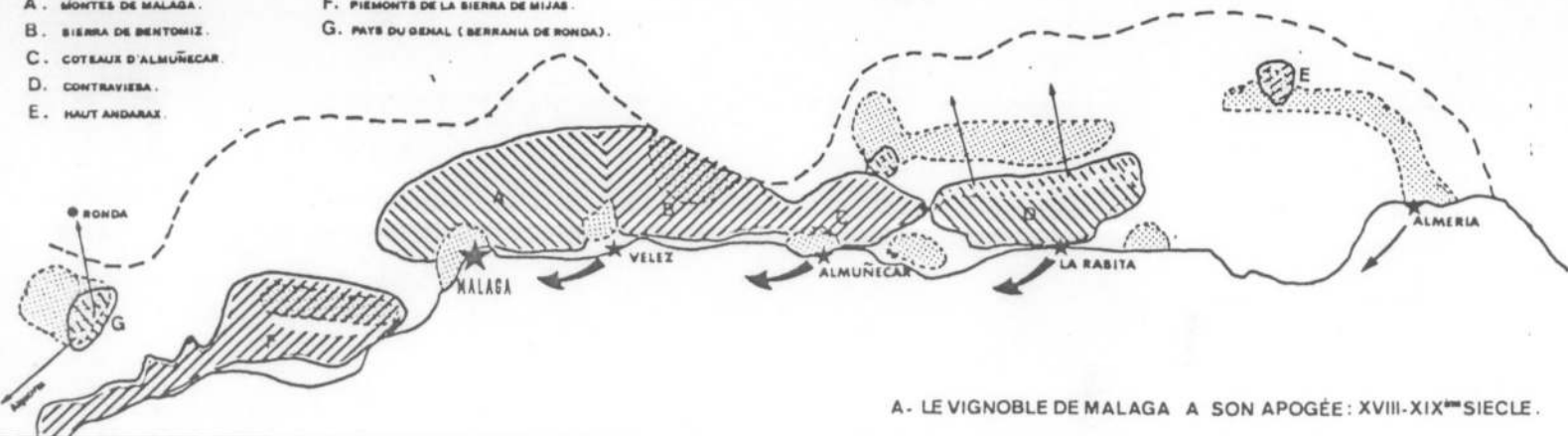
Le phénomène est d'autant plus grave que l'espace abandonné par la vigne n'a été que partiellement réoccupé. Le figuier et surtout l'amandier dont l'essor, depuis la fin du XIX^{ème}, est contemporain de la décadence viticole, ont conquis une bonne partie de la Basse Contraviesa, des collines sèches de Motril et d'Almuñecar, quelques secteurs des Montes de Málaga. Mais, - dans ce dernier cas notamment -, les progrès de la friche et la reconquête du "monte" ont souvent profité

FIG.16. LE VIGNOBLE DE MALAGA.

- A. MONTES DE MALAGA.
- B. SIERRA DE BENTOMIZ.
- C. COTEAUX D'ALMUNECA.
- D. CONTRAVIESA.
- E. HAIT ANDARAX.

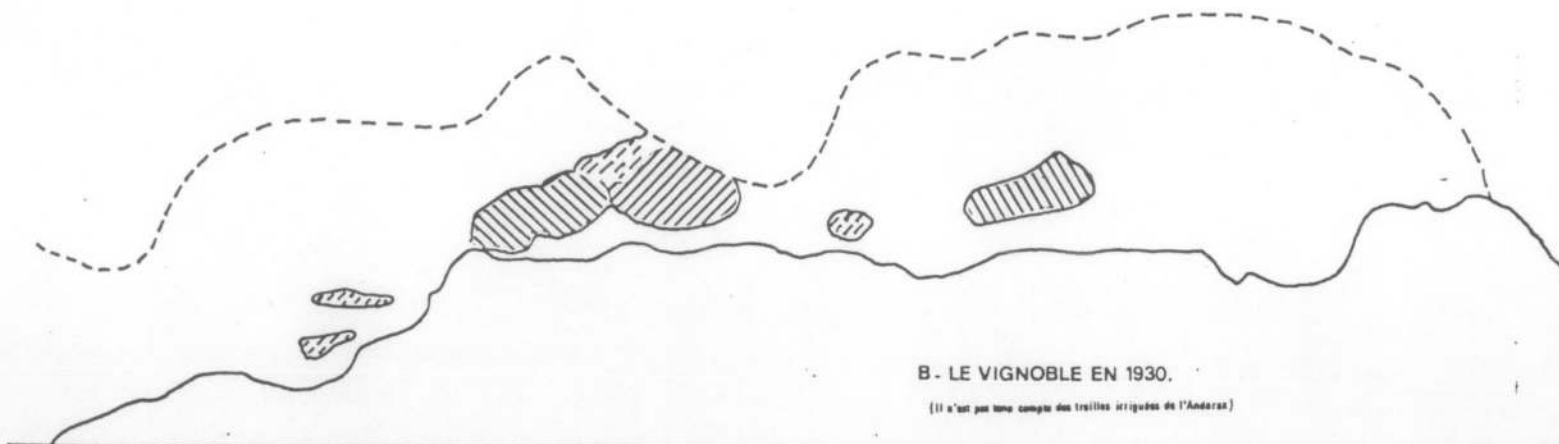
- F. PIEMONT DE LA SIERRA DE MIZAS.
- G. PAYS DU GEMAL (SERRANIA DE RONDA).

● GRANADA



A. LE VIGNOBLE DE MALAGA A SON APOGÉE: XVIII-XIX^{ème} SIECLE.

0 30 60 KM.



B. LE VIGNOBLE EN 1930.

(Il n'est pas tenu compte des treilles irriguées de l'Andarax)

LEGENDE.



Principaux foyers agricoles antérieurs à l'essor viticole du XVIII^{ème}.



Principaux foyers viticoles à tendance monoculturelle (vin).



Idem (raisin sec).



Foyers viticoles secondaires (raisin sec ou raisin d'Ohanes pour l'Andarax)



Idem (eau de vie).



Malaga: centre de conditionnement et d'exportation des produits viticoles.



Port-relai: cabotage vers Malaga.



Principales destinations de la production viticole (importance relative selon l'épaisseur des flèches).

du recul du vignoble.

L'abandon final d'une partie des coteaux, la contraction d'une économie qui se survit, soulignent parfaitement "a posteriori" les limites de la "révolution viticole" et de l'agriculture sèche des versants: une nature ingrate qui n'offre guère de possibilités de substitution hors la vigne; une société menue, désarmée, sans ressources. On retrouve là, associée, la double contrainte qui conditionne étroitement le destin de ces agricultures paysannes et "montagnardes", prédisposées ici à une monoculture fragile et dangereuse.

C - Richesse et variété des économies de bassin : une conquête du dernier siècle.

Si la période qui s'achève dans la seconde moitié du XIX^{ème} siècle a été marquée par l'empreinte du vignoble et de l'arboriculture sèche, le dernier siècle est surtout celui de l'essor des plaines côtières et de l'irrigation. Il en résulte une véritable inversion des valeurs: la culture sèche, peu à peu perd son intérêt au profit du regadio; le coteau relégué au rang des zones attardées cède la place au bassin littoral comme centre de gravité de l'économie agricole. De là s'amorce le fossé sans cesse approfondi qui, dès lors, sépare l'arrière-pays languissant d'une frange côtière dynamique qui attire de plus en plus exclusivement les initiatives.

I/ - L'épanouissement de l'agriculture des plaines littorales est tardif. Hors des

vegas périurbaines, la vocation pastorale des dépressions marneuses au sol lourd et frais (Hoya de Málaga, couloir de Colmenar), des bas-fonds marécageux au long du rivage et des rivières, des campos arides à l'Est de Motril (Carchuna, Dalías), n'est guère remise en cause jusqu'au coeur du XIX^{ème}.

Le "tournant" du XVIII^{ème} siècle n'a pas ici de conséquences décisives malgré une amélioration notable des conditions de la mise en valeur: l'insécurité, obstacle à la colonisation agricole, disparaît avec le danger de la piraterie, à la fin du XVIII^{ème} s.; le territoire cultivable s'est accru considérablement au rythme d'une progression rapide des deltas, conséquence du défrichement brutal des coteaux et de l'érosion furieuse qui en est résultée. En dépit de la poussée démographique, les plaines demeurent des terres marginales par rapport aux coteaux. Comme dans l'ensemble de la région, les défrichements pourtant grignotent les étendues pastorales, dans les bassins intérieurs surtout, au coeur de la Hoya de Málaga et de la Dépression de Colmenar, dans le Valle de Lecrin, substituant les céréales au par-

cours, provoquant même un essor spectaculaire de l'olivette promue alors au rang de culture de vente (cf: piémont d'Alhaurin, Valle de Lecrin etc..). Le visage des plaines littorales par contre ne change guère: terres de parcours à demi-désertes encore dans les années 1850 (34), vieilles vegas incomplètement mises en valeur offrent une image sans doute peu différente de celle du XVI^{ème} siècle. La Hoya de Málaga est irriguée, alors, sur moins de 1/20^{ème} de sa superficie, - 1500 hectares environ -, en dépit des projets qui se succèdent en vain (Madoz-19). Sa partie avale demeure pour l'essentiel inutilisée faute de drainage et d'irrigation. La vega de Motril est, pour les mêmes raisons, très incomplètement cultivée: en 1885 encore, 30 000 marjales sur 60 000 sont impropres au labour, ravagés par les crues du Guadalfeo, couverts de joncs (9). La vega d'Almeria, l'une des mieux travaillées pourtant, conserve aussi des zones incultes comme le Pago del Bobar qui en 1849 sert toujours de pacage (51). Néanmoins, la basse vallée de l'Andarax est le seul secteur à connaître des progrès importants, sans doute parce que dans ces pays arides la poussée démographique ne pouvait trouver d'exutoire satisfaisant dans les défrichements d'un secano stérile: les surfaces irriguées doublent entre le cadastre de la Ensenada et le milieu du XIX^{ème} (de 207 à 500 ha. pour Pechina; de 121 à 218 à Gador) grâce au creusement de 5 nouvelles "galeries drainantes" (de 1748 à 1752 pour Gador, Benahadux, Pechina; 1781 pour Rioja; 1825 pour El Alquian) et au prolongement des galeries existantes comme la Fuente Larga d'Almeria (51).

Les systèmes de cultures, eux-mêmes, ne changent guère. Paradoxalement au voisinage même des ports, la préoccupation céréalière demeure prépondérante, renforcée par la généralisation du maïs. Les tentatives de spéculation sont éphémères, comme celle de la cochenille autour de Málaga et même celle du coton à Motril.

On discerne assez bien, en définitive, les causes de la paralysie des plaines littorales à la fois techniques par suite d'une insuffisante maîtrise de l'eau, indispensable ici, et économiques faute de spéculations intéressantes, encore à découvrir: double obstacle qui ne sera surmonté qu'au cours du dernier siècle.

Les progrès hydrauliques s'avèrent, en effet, décisifs depuis la fin du XIX^{ème}. Citons par exemple le perfectionnement de l'arrosage dans la partie médiane du Campo de Dalías grâce à la construction depuis la Sierra de Gador de deux longues galeries, celle de la Fuente Nueva en 1898 et celle du "Caunce de San Fernando" au début XX^{ème}. C'est à la même époque qu'est assainie, drainée et définitivement conquise la vega de Adra grâce aux déviations successives et à l'endiguement du rio en 1872 puis 1910 (52) ou que la vega de Motril est entièrement gagnée à la culture. Plus à l'Ouest, la multiplication des petits barrages permet d'irriguer de nouvelles terres: 5 retenues à l'amont de San Pedro de Alcantara favorisent la mise en culture de plusieurs milliers d'hectares dans la seconde moitié du XIX^{ème}; le barrage du

Chorro, terminé en 1921, régularise l'arrosage dans la Hoya de Málaga et permet de dominer 4568 ha. La maîtrise de l'eau, incomplète encore (on avait prévu d'irriguer 15 000 ha. dans le bassin de Málaga) connaît partout cependant un essor remarquable qui accroît considérablement les possibilités des plaines littorales.

L'apparition, en même temps, de cultures à succès, canne à sucre, vergers d'agrumes, treilles, oriente alors la frange côtière vers des spéculations qui déterminent sa richesse moderne et façonnent les traits de son visage actuel. Les monocultures s'emparent des plaines littorales, poussent même des tentacules vers l'intérieur, à l'abri des vallées où l'eau est abondante.

2/ - Le succès des monocultures irriguées s'affirme à partir du milieu du XIX^{ème} en vagues successives ou simultanées (Fig. I7 et I8).

a - L'essor de la canne à sucre transforme brutalement les basses terres du littoral, les plus chaudes et les plus humides.

L'ensemble des zones deltaïques est uniformément conquis dans la seconde moitié du XIX^{ème}, depuis Adra jusqu'à San Pedro de Alcantara. Progressivement oubliée depuis le départ des Morisques, la canne devient alors l'objet d'une véritable monoculture organisée autour des sucreries et passe de quelque 500 ha. dans les années 1845 à près de 5000 vers la fin du siècle pour se maintenir depuis, par-delà les crises passagères, à des surfaces assez constantes (53).

Le succès de la canne est, avant tout, celui d'une culture industrielle. On retrouve, en effet, à l'origine, le rôle décisif de la rénovation technique du broyage, la fonction motrice de l'industrie. L'initiative en revient à Ramon de la Sagra qui sur la côte de Velez, à Torrox et surtout à Torre de Mar, installe en 1844 les premières machines modernes, permettant d'obtenir à un prix raisonnable un sucre blanc de qualité comparable au sucre européen. La rupture est, en fait, le résultat du passage de l'antique "ingenio", moulin à sucre traditionnel, à la raffinerie. Il n'y a d'ailleurs, au départ, aucune relation avec la production régionale: l'usine de Torre de Mar traite uniquement du sucre brut importé de Cuba. Reprise par la grande bourgeoisie de Málaga, -les Larios en l'occurrence -, l'industrie sucrière va ensuite se perfectionner et se développer tout au long de la côte, suscitant alors des plantations locales et le passage à la monoculture.

Le moment était, en effet, favorable: la crise des spéculations littorales, celle du coton, celle du raisin même qui avait conquis une partie des plaines, laisse le sol disponible à de nouvelles expériences commerciales. L'agriculture côtière trouve ainsi sa vocation moderne et définitive, associant son destin aux vicissitudes du marché du sucre espagnol: difficultés face à la montée betteravière, reprise avec la perte de Cuba en 1898, fluctuations liées à la politique douanière

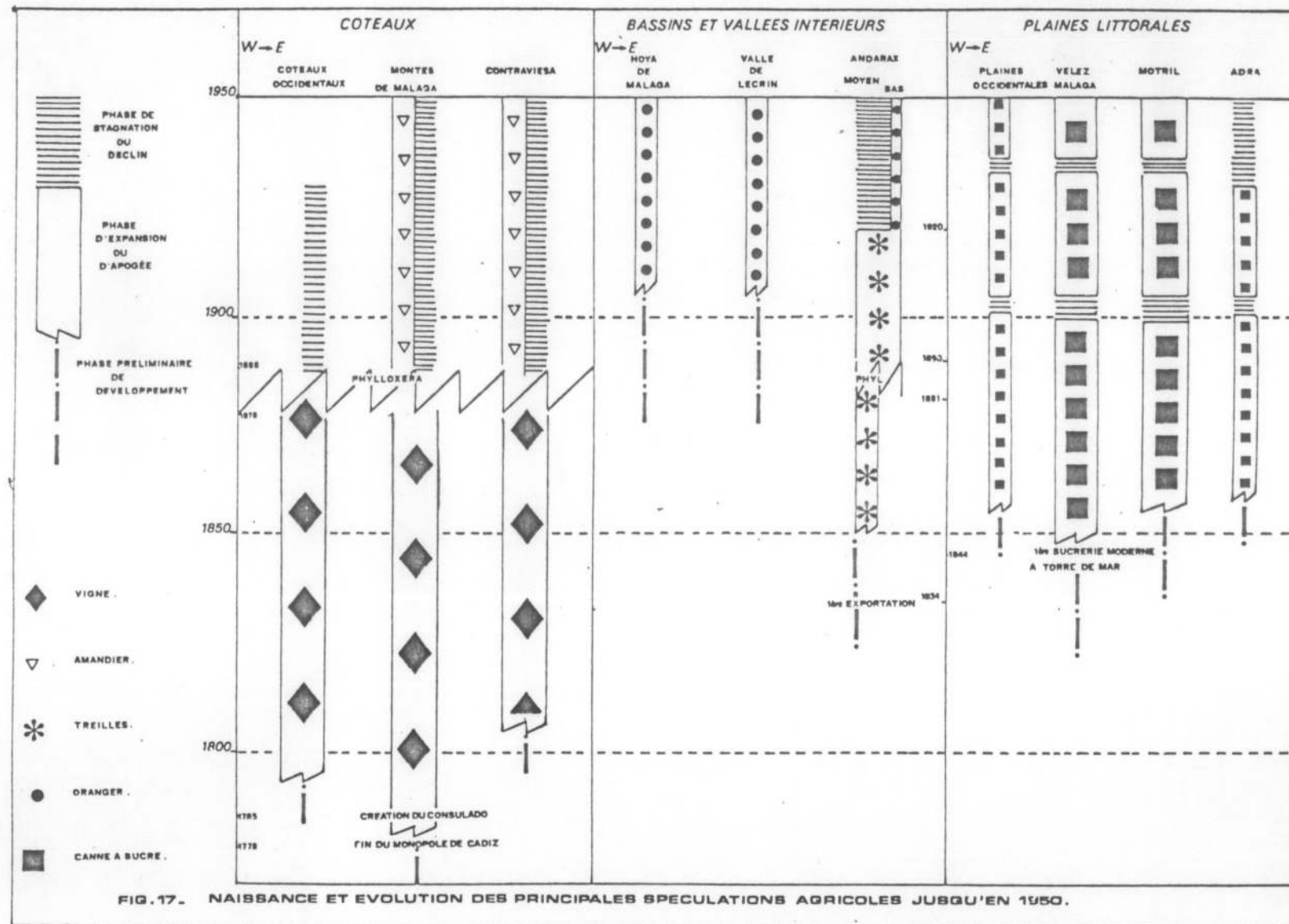


FIG.18. L'ESSOR DES SPÉCULATIONS IRRIGUÉES AUX XIX^{ème} ET DÉBUTS XX^{ème}.

TREILLES DE L'ANDARAX

 Zone "montagnarde" d'expansion initiale (1835—1860).

 Seconde phase d'expansion (1860—1881).

 Expansion ultime (1890—1920).

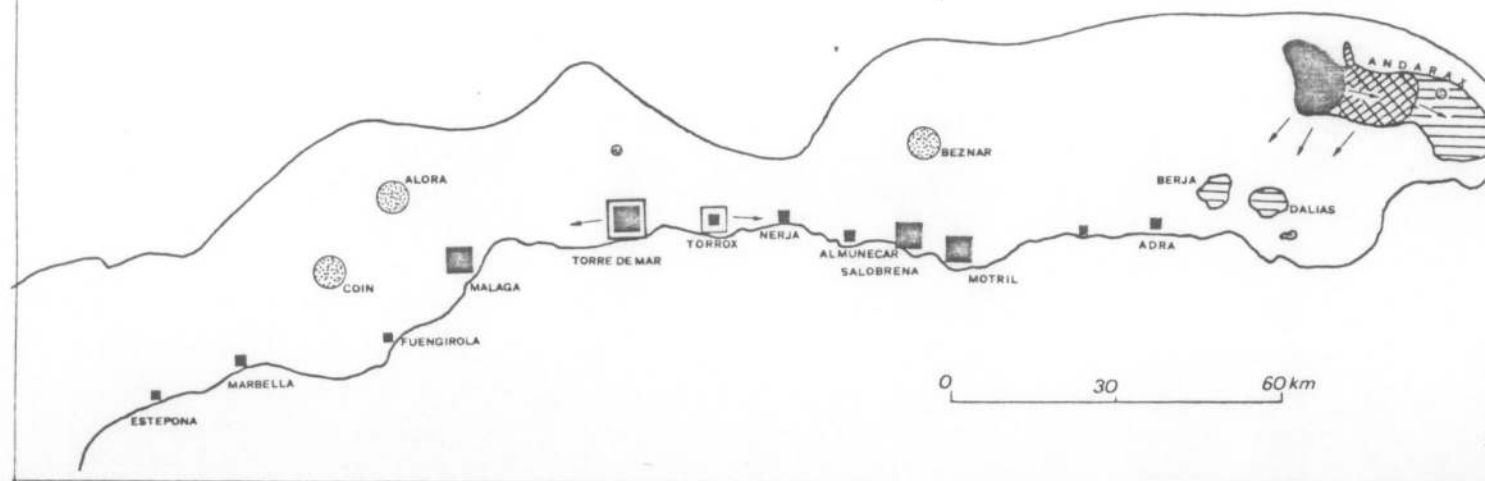
AGRUMES

 Foyers de développement de l'oranger dans la première moitié XX^{ème}.

CANNE À SUCRE

 Zones conquises pendant la seconde moitié du XIX^{ème}.

 Foyers initiaux de propagation (des 1844).



rythmeront désormais la vie économique du littoral sans modifier son orientation culturelle.

b - Vergers irrigués et spécialisations fruitières s'emparent à la même époque des vallées et bassins plus intérieurs, trop frais pour la canne à sucre. Les plantations d'agrumes gagnent la dépression du Guadalhorce, le Valle de Lecrin, tandis que le raisin de table s'impose dans toute la région d'Almeria, submerge la vallée de l'Andarax et les bassins voisins. La polyculture vivrière cède partout dans les bas-pays devant les spéculations commerciales qui confinent souvent à la monoculture.

L'essor du raisin d'Almeria en fournit l'illustration la plus remarquable. Il s'agit de la "uva de embarque", raisin de table de récolte tardive, d'excellente conservation, qui peut être consommé jusqu'au coeur de l'hiver. Sans concurrent en l'absence des techniques modernes de refroidissement, le raisin d'Almeria grâce à ses qualités spécifiques connaît dans la seconde moitié du XIX^{ème} un succès formidable qui le fait apprécier, hors saison, sur les tables aisées de l'Europe occidentale. Les "parrales", treilles arrosées, se substituent alors à l'ancienne polyculture céréalières des vegas jusqu'à fonder une monoculture absolue qui submerge l'ensemble des territoires irrigables des pays almerienses: les "parrales" qui occupaient quelque 300 hectares en 1830, recouvrent en 1910 plus de 6000 hectares.

La conquête "parralera" (54) s'effectue, en réalité, en 3 étapes bien marquées (Fig. 18).

- La première marque les débuts de la spécialisation viticole dans le Haut Andarax entre 1830 et 1860. C'est en effet dans les vegas de versant de la haute vallée, à Ohanes plus précisément, qu'aurait été mise au point, au XVIII^{ème} par hybridation accidentelle, ce raisin tardif à la peau épaisse (55). Une petite production est depuis lors traditionnellement écoulée pour Noël dans les villes voisines, voire même jusqu'à Cadix et Madrid. L'événement décisif se produit, à partir de 1834, lorsque le grand négociant de Málaga s'intéresse à ce raisin d'Ohanes si facile à transporter et qui supplante aussitôt la production traditionnelle de Lanjaron (Alpujarra) et surtout du piémont d'Alhaurin (56). La culture des parrales prend très vite l'allure de spéculation dans la région voisine d'Ohanes qui se voue entièrement alors au raisin d'exportation: sur les 3 communes d'Ohanes, Canjajar, Ragol, les treilles couvrent 500 ha. vers 1860.

- La seconde phase, de 1860 à 1880, souligne les progrès conquérants du raisin. Sans à-coup, les surfaces plantées atteignent 2500 ha., gagnant de proche en proche l'ensemble des communes du Moyen Andarax, d'Instincion à Santa Fé, et du bas Nacimiento son affluent. L'élan paraît irrésistible, alors qu'Almeria s'émancipe enfin de la tutelle commerciale de Málaga et stimule la production. Les premières plantations apparaissent déjà sur les terres du Bas

Andarax au moment où l'irruption du phylloxera vient ruiner le vignoble (1881-1890).

- La reconstitution post-phylloxérique inaugure le troisième épisode, aboutissant à l'apogée viticole. La spéculation du raisin revêt alors la dimension d'une véritable monoactivité régionale animant à la fois la fonction agricole, celle du commerce et de l'artisanat. Les surfaces en parras atteignent 6500 ha. (1910), submergeant désormais l'ensemble de la vallée de l'Andarax depuis le haut pays de Ohanes jusqu'à la mer où même une partie de la vega d'Almería est conquise, colonisent enfin les bassins intramontagnards du flanc sud de la Sierra de Gador, Berja, Dalias, et de là poussent quelques antennes sur les terres marginales du Campo de Dalias. Le bas-pays, les surfaces planes des bassins et du Bas Andarax, l'emportent alors en importance sur les vegas de versant de la haute vallée.

Un tel succès résulte de la convergence d'une série de facteurs favorables. Il s'explique, avant tout, par la réussite du négoce almeriense assez entreprenant pour s'émanciper d'abord de la tutelle "coloniale" de Málaga, pour élargir ensuite les débouchés européens du "raisin d'Ohanes". Ce sont, au départ, les commerçants malagueños qui permettent le développement de l'économie "parralera" mais sous la forme d'un véritable système de traite peu profitable à la région: le raisin est exporté, conditionné sous la dénomination de raisin frais de Málaga, tandis que les activités artisanales (emballage, tonnellerie) et commerciales échappent totalement à Almería (57). Dans ce cadre, l'expansion du vignoble demeure limitée à l'approvisionnement de la clientèle traditionnelle de Málaga, à la seule Angleterre.

Ce sont d'ailleurs les maisons d'importation anglaises qui aideront les compagnies commerciales d'Almería à se constituer, à concurrencer puis à éliminer le négoce malagueño, au moment où la consommation britannique augmente considérablement (58). Dès lors le volume des exportations ne cesse de s'accroître: il sera au début du XX^e dix fois supérieur à celui des années 1880. Le marché s'élargit au delà de l'Angleterre vers l'Allemagne, l'Europe du Nord et pour un temps vers les Etats-Unis. Le parallélisme entre le développement des parras et l'essor des exportations est évident: les raisons du succès sont donc fondamentalement externes. Pourtant l'éclat de la réussite répond à des causes internes suffisamment puissantes pour faire des pays de l'Andarax le foyer spécifique, dans toute la Méditerranée, de ce type de production.

Le raisin d'Ohanes est le seul, en effet, à réunir les conditions requises pour supporter les transports lointains. Il le doit à l'épaisseur de sa peau, à sa chair modérément sucrée, qualités produites essentiellement par une combinaison fragile entre les vertus desséchantes de l'aridité ambiante et un arrosage modéré, minutieusement dosé pour permettre la croissance des grappes sans favoriser la concentration des sucres et la teneur en eau qui, excessives, réduiraient les possibilités de conservation. De la sorte, la treille se révèle comme une adapta-

tion parfaite aux conditions agronomiques régionales, au soleil et à l'aridité almeriense comme aux faibles disponibilités en eau d'irrigation.

Son succès enfin répond, en ce milieu XIX^{ème}, à une attente de la société rurale. Le raisin apparaît opportunément comme un moyen privilégié d'intensification agricole à un moment où la population en hausse continue ne peut plus se suffire des ressources limitées de la polyculture céréalière. La treille, par les revenus qu'elle procure, par la main-d'oeuvre qu'elle occupe, - 3 ou 4 fois supérieure à celle qu'utilise le système vivrier -, représente alors une chance inespérée de résoudre une crise qu'aggrave, à la même époque, le déclin des mines de Gador.

Le développement des vergers d'agrumes est plus modeste, l'élan un peu plus tardif, surtout net dans les premières décennies du XX^{ème} siècle. Les marchés, dans ce cas, s'ouvrent en effet lentement, réduits pour l'essentiel à quelques exportations vers l'Angleterre et à la consommation des villes régionales. Il faudra attendre la période postérieure à la deuxième guerre mondiale et l'essor rapide du commerce des fruits "exotiques" dans les pays européens pour assister à la grande expansion de l'agrumiculture. Cette dernière, pourtant, commence à s'imposer au creux de quelques vallées abritées et bien arrosées.

Au fond de la Hoya de Málaga, - autour de Coin, au long du Guadalhorce vers Alora -, les vergers d'orangers connaissent un certain succès dès le XIX^{ème} et alimentent même un petit courant commercial par le port de Málaga. Pourtant, c'est surtout à partir des années 1920 et de la construction de la retenue du Chorro, que leurs surfaces s'accroissent notablement pour atteindre quelque 1500 ha. en 1930, surtout concentrées autour d'Alora et Pizarra (59).

Le processus est identique dans le Valle de Lecrin (60): progrès insensibles au long du XIX^{ème} puis développement rapide dans les débuts du XX^{ème} à partir de Beznar d'où les orangers gagnent peu à peu les terres du Valle inférieur.

La vallée de l'Andarax, elle-même, n'est pas insensible à ces premiers succès de l'agrumiculture. Dès 1930, les vergers s'étendent dans la partie moyenne du val entre les confluences du Nacimiento et du Rio Tabernas où, de Santa Cruz à Rioja, ils se substituent partiellement aux parrales touchés par la Grande Crise et la fermeture du marché américain. Mais, ici comme dans la Hoya de Málaga ou le Valle de Lecrin il ne s'agit encore que du prélude à la grande poussée des orange-raies postérieure à 1950.

Les spécialisations légumières, enfin, apparaissent timidement dans les vegas périurbaines épargnées par les monocultures sucrière et fruitière. Elles pénètrent en fait les vieilles polycultures céréalières sans les remettre encore fondamentalement en question. Les légumes frais pour le marché local, les pommes de

terre précoces, surtout, pour l'exportation, alternent avec le maïs dans les vegas d'Almeria, d'Adra, de Velez, sur le piémont d'Alhaurin.

Ainsi même dans les vieux foyers agricoles périurbains fidèles à la polyculture, les orientations spéculatives s'annoncent progressivement. Ailleurs, les monocultures, -la canne sur le rivage, les vergers vers l'intérieur -, ont conquis les bas pays. Le dernier siècle achève donc la mise en place des formules agricoles actuelles en creusant un fossé définitif entre l'économie difficile des versants, - attardée en montagne, déchue dans les coteaux -, et l'agriculture opulente du littoral fondée sur des spéculations au succès déjà bien établi (canne, raisin) ou sur des promesses qui ne tarderont pas à se réaliser (agrumes, légumes).

3/ - Bourgeois et paysans: les transformations foncières.

Le problème se pose enfin de savoir à quelle fraction de la société profite l'essor économique des plaines et bassins: est-il lié aux initiatives de la grande propriété traditionnelle qu'il aurait renforcée ou bien, au contraire, favorise-t-il la paysannerie ? A-t-il accentué ou estompé les contrastes fonciers entre versants intérieurs et bas pays côtier?

La réponse n'est pas simple ou, plutôt, mérite d'être nuancée. Les situations varient selon les lieux et, aussi, selon les spéculations entreprises. Souvent, la grande propriété s'accroît et s'enrichit en changeant de nature mais, parfois, c'est à l'inverse la paysannerie qui s'affirme.

a - Les progrès de la propriété bourgeoise dans les basses plaines constitue néanmoins le phénomène le plus spectaculaire.

La "desamortizacion" des biens ecclésiastiques, d'abord, a pu favoriser la pénétration foncière des citadins autour des villes où l'Eglise concentrait sa fortune. Quelques exemples permettront d'en estimer l'ampleur réelle.

Pour Málaga, les quelques renseignements fournis par les Boletines Oficiales de la Provincia (61) soulignent que le transfert foncier a été beaucoup moins important que celui des biens immobiliers. Il a porté cependant sur 761 lots. Ce nombre élevé, la modicité des prix de vente unitaire laissent à penser que les lots étaient de modeste étendue. La liste des acheteurs fait apparaître pourtant, en même temps que la fréquence des cumuls, la part privilégiée tenue par les citadins domiciliés à Málaga.

Autour d'Almeria, des conclusions comparables peuvent être dégagées. Là encore, on a exagéré la fortune terrienne de l'Eglise, beaucoup moins considérable que ses possessions immobilières.

Dans la vega d'Almeria, - pour l'essentiel aux mains des citadins -, la part de l'Eglise se limite en fait à 2% du sol seulement dans la "vega de Aca" (rive

droite de l'Andarax) et à 15,6% dans la "vega de Alquian" (rive gauche de l'Andarax) (62). A Pechina, l'un des 7 villages du Bas Andarax dans la mouvance d'Almeria, si les 2/3 du territoire appartiennent, milieu XVIII^{ème} (cadastre de la Ensenada) aux forains de la capitale, l'Eglise quant à elle n'en contrôle que 15%. Elle dispose, il est vrai, du quart des terres arrosées mais, en comparaison, la somme des biens citadins s'élève en ce domaine à 88%.

L'examen des ventes des biens ecclésiastiques pour Pechina (63) révèle d'ailleurs le rôle quasiment exclusif des bourgeois almerienses comme acheteurs. Les lots mis aux enchères sont de petite taille, - 20 lots pour 40 ha. de regadio -, mais sont cumulés par les mêmes acquéreurs invariablement domiciliés à Almeria.

La similitude des phénomènes à Málaga et Almeria, comme à Motril d'ailleurs (64), permet d'aboutir à quelques éléments de conclusion sur la portée de la Desamortizacion: la vente des biens d'Eglise a incontestablement profité à la bourgeoisie des villes qui a monopolisé la meilleure part des achats, mais le transfert a été beaucoup trop modeste, même en plaine, pour lui assurer des progrès très sensibles. La Desamortizacion, en définitive, n'a joué qu'un rôle accessoire.

L'essor des cultures industrielles, près du rivage, a été en fait le principal moteur de la pénétration foncière de la bourgeoisie citadine. Parallèle au succès de la canne, l'emprise terrienne des sucriers s'étend, dans la deuxième moitié du XIX^{ème}, dans la plupart des basses vegas jusqu'à aboutir parfois à l'entière possession de l'espace irrigable. Le désir de bénéficier d'une spéculation agricole intéressante est, sans nul doute, secondaire comme en témoigne^{nt} la rareté des grands domaines d'exploitation directe, la généralisation du "colonat". Il ne s'agit, au fond, - surtout lorsqu'apparaissent des sucreries concurrentes -, que de contrôler la matière première indispensable au bon fonctionnement de la fabrique. La propriété bourgeoise qui s'impose alors est fondamentalement une propriété industrielle: elle n'existe qu'en fonction d'une activité manufacturière dont les fluctuations régleront, plus tard, sa destinée.

La liste de ces grandes propriétés sucrières qui apparaissent après 1850 est impressionnante: elles s'imposent en fait sur la côte depuis Motril et même Adra jusqu'à San Pedro de Alcantara. Les petits industriels installés aux marges de l'aire de la canne, à Adra, à San Pedro, se taillent des domaines à leur mesure dans les vegas correspondantes (65). Mais, c'est surtout entre Motril et Málaga que s'édifient les plus vastes patrimoines sucriers: la vega de Motril-Salobreña passe, pour plus de moitié, sous le contrôle de quelques sucreries, celle d'Almuñecar également (66). Plus à l'Ouest, sur la côte malagueña commence l'empire de la famille Larios, détentrice de la totalité des terres de la petite vega de Maro (121 ha.), de la moitié de celle de Nerja et surtout de la basse vega de Velez autour de Torre de Mar ainsi que d'une bonne partie de la zone avale de la Hoya de Málaga. On peut suivre

dans ce dernier secteur la progression des achats de l'industriel dans les années 1870: 13 "fincas" réunies en une propriété de 275 ha. près de Churriana, un domaine de 135 ha., "el Peñon" à proximité d'Alhaurin de la Torre, un second ensemble de 646 ha., "Santa Amalia", dans la même commune, etc.. (69).

Comme le laisse supposer ce dernier exemple, la montée spectaculaire de la propriété bourgeoise ne se produit pas fondamentalement aux dépens de la paysannerie. Il est vrai pourtant que cette dernière subit aussi les conséquences de l'ambition des sucriers chaque fois qu'elle contrôle des terres utilisables pour la canne. Toutes occasions qui mettent en péril l'équilibre fragile des petites propriétés sont utilisées par les sucreries pour déposséder à vil prix le paysan de son bien. Les crues du Guadalfeo à Motril, celles du Guadalhorce dans la Hoya de Málaga profitent aux industriels qui rachètent alors les petites tenures ruinées par l'inondation. De même, dans la vega d'Almuñecar, les petits propriétaires réduits à la misère par la crise du phylloxera doivent, à la fin du siècle, céder leurs terres à la sucrerie contre l'argent qui leur permettra d'émigrer en Amérique (66).

Mais, en fait, la grande propriété industrielle s'édifie surtout au détriment de la grande propriété traditionnelle, nobiliaire notamment, qui régnait jusqu'alors dans les basses plaines. A Motril, elle se substitue au patrimoine forain qui monopolisait en 1843 plus de la moitié de la vega (48% de la terre revenait aux laïcs forains, 11% à l'Eglise): là, elle prend donc la suite des majorats qui, à eux seuls, disposaient de 36% de l'espace cultivable (67). Il en va de même, semble-t-il, dans la Hoya de Málaga où les Larios, Loring se portent acquéreurs de domaines nobles en voie de démembrement dont le Condado de Casapalma, réduit alors de 1800 à 350 ha., constitue un bel exemple.

L'essor foncier de la bourgeoisie est donc étroitement lié au déclin de la propriété nobiliaire traditionnelle défavorisée par l'évolution politique et économique du dernier siècle et qui, -nous y reviendrons -, ira s'accroissant jusqu'à nos jours. Il est aussi trop systématiquement associé à une spéculation manufacturière pour être définitivement stable et ne pas souffrir des avatars d'une industrie elle-même fragile. En définitive, il n'affecte guère, en général, les positions de la paysannerie et même, parfois, ménage à terme ses chances d'expansion.

b - Les progrès de la paysannerie ne sont pas, en effet, incompatibles avec ceux de la bourgeoisie. Ils s'appuient sur d'autres spéculations, s'affirment en d'autres lieux ou en d'autres époques.

Stimulés par la pression démographique ils apparaissent, d'une part, - hors des zones côtières réservées à la canne à sucre -, associés au grand mouve-

ment de conquête des terres vaines. Partages et défrichement de communaux n'ont eu dans les bassins pauvres en domaines publics qu'une portée modeste. L'appropriation des "proprios" s'est limitée souvent aux basses terres inondables qui longent les cours d'eau et surtout aux "dehesas" voisines des villages, réservées jusqu'alors au pacage du bétail domestique (cf. au coeur de la Hoya de Málaga). La pression paysanne semble, en fait, s'être davantage traduite par des défrichements et une occupation agricole des grands domaines aristocratiques sous-exploités et déclinants. Des échos imprécis mais convergents nous parviennent d'installations plus ou moins clandestines de "colons" sur certains latifundios du bassin de Málaga: mises en valeur tantôt spontanées, tolérées par des propriétaires curieusement indifférents (cf. le Cortijo Benitez près de Coin, par exemple, occupé et irrigué par des petits paysans), tantôt sollicitées par un maître soucieux d'intensifier son domaine (cf. une partie du Condado de Casapalma). Ainsi, au même titre que la bourgeoisie sucrière sur la côte, la paysannerie profite à quelque distance vers l'intérieur de la renonciation des grands propriétaires traditionnels, contemporaine du recul des vocations pastorales face à la poussée agricole.

La progression paysanne se marque même dans les secteurs cultivés, traditionnellement tenus par la bourgeoisie citadine, comme le Bas Andarax. Si l'on reprend l'exemple de Pechina, on constate en effet que la propriété foraine d'Almería profite moins du transfert des biens d'Eglise que la paysannerie ne bénéficie de l'arrosage de nouvelles terres. Aussi l'importance foncière de la bourgeoisie urbaine se réduit-elle relativement dans la vega de Pechina: elle contrôle 88% du territoire irrigué au milieu du XVIII^{ème} (183 ha. sur 207), 68% en 1886 (211 ha. sur 310) et 47% en 1931 (264 ha. sur 561). (71). La paysannerie s'est donc incontestablement renforcée jusqu'à remettre en cause l'hégémonie urbaine. Mais elle a été soutenue, dans ce cas, par le succès de la monoculture des treilles.

La montée de la paysannerie est, en effet, liée à la réussite de certaines spéculations. La culture "parralera" notamment lui est très favorable: exigeante en soins mais fructueuse sur de très petites surfaces, elle peut enrichir le modeste exploitant familial, faciliter ses ambitions foncières aux dépens des propriétés bourgeoises plus vastes mais moins bien adaptées à ce type d'agriculture. Aussi, dans l'ensemble du bassin de l'Andarax, la paysannerie progresse-t-elle nettement, à la fin du XIX^{ème} et au début du XX^{ème} s., lors de l'apogée du raisin d'Almería. Dans la basse vallée où l'emprise foncière citadine est forte et la conquête des treilles tardive, elle oblige cependant la propriété bourgeoise à reculer. Mais, c'est surtout dans le Haut et Moyen Andarax, là où les domaines citadins étaient minoritaires et où la fièvre du raisin fut la plus précoce, qu'elle s'impose totalement et élimine les quelques grandes propriétés foraines qu'elle se partage.

L'exemple d'Alhama est fort intéressant à ce sujet (68):
 - en 1885, l'"amillaramiento" permet d'y constater l'existence, face à une masse de petits paysans, de quelques domaines forains de dimensions moyennes. Ceux-ci accaparent notamment $1/3$ du regadio, la meilleure fraction, surtout composée des terres à blé d'irrigation permanente, tandis que les microfundiaires rejetés sur la périphérie de la vega moins régulièrement arrosée, se consacrent déjà à la culture des treilles. Les forains qui cultivent près de la moitié des céréales irriguées de la commune ne contrôlent que 10% des surfaces de "parrales".

- le cadastre de 1924, par contre, ne porte plus trace de cette propriété bourgeoise, absorbée sans doute par la paysannerie. Il est clair que les domaines bourgeois ont été victimes de leur fidélité au système céréalier et de leur indifférence à la spéculation fruitière: mis en péril par une raréfaction vraisemblable de main-d'oeuvre attirée ailleurs par l'aventure de la treille, ils sont peu à peu conquis par les petits vigneron enrichis.

Localement, enfin, sur la côte même, la paysannerie profite des difficultés conjoncturelles de l'industrie sucrière pour réoccuper certains territoires ou gagner de nouvelles positions. Crises commerciales (1920-1928), concentration des sucreries en unités plus fortes mais moins nombreuses réduisent, dans la première moitié du siècle, la pression foncière de la bourgeoisie dans les aires marginales de la production de canne tenues par des industriels de petite envergure. Ainsi à Adra, après 1920, où disparaît la grande propriété au profit de la paysannerie. Ainsi, à San Pedro de Alcantara, à l'autre extrémité de la frange sucrière, où les terres bourgeoises sont abandonnées aux colons. Ainsi, enfin, à Almuñecar où la petite sucrerie locale cède ses terres aux petits agriculteurs lors de la crise de 1920-1930. Autant d'exemples ponctuels en des zones sucrières secondaires mais qui témoignent en même temps de la vigilance d'une petite paysannerie prête à se relever et de l'instabilité relative de la grande propriété industrielle.

On constate partout, en tous cas, l'influence des transformations économiques sur les structures foncières, tantôt favorables aux paysans, tantôt, au contraire, profitables à la bourgeoisie citadine. Le bilan final demeure difficile à établir.

La paysannerie se renforce essentiellement dans les bassins ou les vallées intérieures, au coeur de la Hoya de Málaga, dans le Haut et Moyen Andarax, bénéficiant aussi bien de certaines spéculations que du recul des grands propriétaires traditionnels.

Les vegas côtières sont par contre conquises par la bourgeoisie industrielle dans toute l'aire de la canne à sucre. Les quelques défaillances locales signalées plus haut ne modifient guère la situation d'ensemble. Sans doute est-ce là le phénomène fondamental de la période 1850-1950. En effet, même si elle ne

change pas profondément l'étendue des rayons fonciers citadins, la propriété bourgeoise succédant aux vieux latifundios sous-exploités renforce considérablement, avec la canne à sucre, le poids économique de la grande propriété. Il semble donc qu'en définitive les progrès économiques de la plaine aient aggravé les contrastes sociaux entre le littoral et l'arrière-pays.

CONCLUSION de la I ère partie .

Au terme de ce tableau des campagnes traditionnelles dont les traits spécifiques s'imposent souvent avec force, on hésite pourtant à définir avec rigueur ce qui fait l'essence de la vie rurale en Andalousie méditerranéenne. C'est que l'on oscille constamment entre deux thèmes permanents et contraires, celui de l'unité, celui du dualisme.

L'unité profonde de ces pays repose sur deux phénomènes évidents :

- l'influence tyrannique de la montagne qui règle aussi bien la pauvreté des versants que les privilèges de la plaine, au demeurant fort limitée;
- le poids déterminant de la paysannerie, exclusive dans l'arrière-pays, pressante dans les bassins où elle "éclate" même dans les secteurs de grandes propriétés par le biais d'une micro-exploitation généralisée.

Le binôme montagne-paysannerie constitue l'âme de ces campagnes.

Le dualisme, voire l'antinomie, qui oppose terres basses du littoral et versants intérieurs n'en apparaît pas moins comme un fait essentiel. Préparé de longue date par les modalités divergentes du peuplement, favorisé par des potentialités naturelles inégales, le divorce économique et social n'a cessé de s'accroître entre le monde rude et pauvre de l'arrière-pays et les régions riches de la côte. L'histoire récente consacre la coupure entre ces deux parties d'un même ensemble devenues étrangères.

Les deux thèmes, -unité et dualisme-, ne constituent qu'un paradoxe apparent: ils se superposent plus qu'ils ne s'excluent. Ils traduisent, en fait, une forme permanente de rapports entre un monde indigène fondamentalement paysan et montagnard, -l'essence même du pays-, et des influences maritimes, plaquées de l'extérieur, qui l'ont partiellement pénétré par le biais du commerce et des bourgeoisies portuaires. L'opposition de la mer et de la montagne, de l'autochtone et de l'étranger est, en définitive, celle de la ville et de la campagne dont les relations constituent sans doute la clef du problème.

De fait, la ville, - cité maritime dont Málaga fournit le plus bel exemple -, ne s'est intéressée à la campagne que pour en drainer les richesses, - les hommes et leurs produits -, à son seul profit, pour réaliser une sorte de ponction "coloniale" à sens unique. La nature même de la ville aide à comprendre ce mécanisme: elle est surtout le siège ou le relais d'une minorité puissante, tournée vers l'extérieur, et qui se contente d'exploiter les possibilités immédiates de l'hinterland. Tel est le cas, déjà, de ces familles nobles, parfois étrangères à la

région, qui se bornent à prélever la rente foncière de ses possessions péri-urbaines. Puis vient, au XVIII^{ème}, l'épisode du vignoble né, de façon significative, de l'initiative de négociants étrangers. Ceux-ci établissent un véritable système de traite utilisant le travail d'une paysannerie de coteau qu'elle abandonnera à son sort au moment des difficultés. Le phénomène plus tardif de l'essor sucrier qui transforme les vegas littorales revêt, enfin, une signification comparable: tout est conçu en fonction d'une caste industrielle indifférente au sort des campagnes et de la paysannerie considérées comme de simples pourvoyeuses de matière première. La mentalité "minière", "coloniale" ne se dément jamais.

La ville, de la sorte, apparaît bien comme l'agent actif de transformations des campagnes qui, de l'extérieur, impose les choix conformes à ses intérêts, introduit ses cadres, - systèmes spéculatifs, grande propriété -, qu'elle superpose aux structures antérieures. C'est donc elle qui se situe à l'origine du contraste sans cesse accru entre l'arrière-pays et la côte: elle ignore l'intérieur, trop lointain et isolé, dont elle ne peut tirer profit, l'abandonne à sa nature; elle bouleverse au contraire les zones proches du littoral en fonction de ses besoins momentanés. D'où l'opposition entre les systèmes de montagne qui paraissent immobiliers et ceux du bas pays sans cesse renouvelés au gré des cycles spéculatifs.

Car par sa nature parasitaire, l'influence urbaine demeure plaquée et tend à s'estomper dès que cesse l'intérêt immédiat qui l'a provoquée. Les cadres qu'elle impose sont fragiles, changeants et visent à organiser momentanément à son profit la nature du pays plus qu'à la transformer en profondeur: la paysannerie, la présence montagnarde restent toujours sous-jacentes aux modifications superficielles, prêtes à se réaffirmer.

Mais, l'équilibre du monde rural tel qu'il apparaît vers le milieu du XX^{ème} siècle est d'autant plus incertain qu'il est tiraillé par le jeu souterrain de ces rivalités.

+

+

+

NOTES Chapitre IV

(1) - Il n'y a pas, à notre connaissance, d'oeuvre majeure intéressant l'histoire économique générale de l'Andalousie méditerranéenne pour la période qui nous occupe. Les travaux de BRAUDEL ou de VICENS VIVES ne touchent qu'accessoirement à notre région, ceux de CARO BAROJA portent sur les temps reculés du Moyen-Age musulman:

- F. BRAUDEL "La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II". Paris. 2^{ème} ed. 1966.
- J. VICENS VIVES "Historia economica de España". Ed. Vicens Vives. Barcelona. 1967.
- J. CARO BAROJA "Los Moriscos del reino de Granada". Instituto de Estudios Politicos. Madrid 1957. A compléter par:
- M.A LADERO QUESADA "Granada, historia de un país islamico". Ed. Gredos S.A. Madrid. 1969.

Nous avons donc utilisé des publications fort dispersées d'historiens régionaux, en les complétant lorsque c'était possible, au hasard des archives et d'un temps mesuré, par des dépouillements personnels de documents inédits relatifs surtout au XVI^{ème} (repartimientos) et au XVIII^{ème} (Catastro de la Ensenada), rares par contre pour le XIX^{ème} (amillaramientos, desamortizaciones, etc..)

(2) - Voir pour:

- Almeria : F. RODRIGUEZ MARTINEZ " Aspectos socio-economicos de la repoblacion de Almeria por los Reyes Catolicos".
Bol. Univ. de Granada. Cuadernos Geograficos . 1972 n°2.
- Berja : J.A TAPIA "Historia de la Baja Alpujarra". Almeria. 1965.
- Alpujarra orientale : G. NUNEZ NOGUEROL "La poblacion y las formas de aprovechamiento de la Alpujarra oriental".
Est. Geogr. 1969 n°115.
- Valle de Lecrin : F. VILLEGAS MOLINA "El Valle de Lecrin".
CSIC. Granada. 1972. Op. cité.
- Alpandeire : "Repartimiento de". (Archivo municipal).
- Casabermeja: " "
- Canillas de Aceituno: " "
- Lentegi. Itrabo: " "

(3) - Le cadastre de la Ensenada, confectionné au milieu XVIII^{ème}, permet de se faire une idée précise de l'importance des biens d'Eglise: pour la Sierra de Bentomiz, négligeables à Canillas de Aceituno, ils ne représentent à Competa que 1% des labours et 0,5% des vignes; dans le Valle de Lecrin, 130 ha. pour 6 villages, etc..

(4) - Catastro de la Ensenada. 1752. Arch. municipal d'Alpandeire.

(5) - F. RODRIGUEZ MARTINEZ "Aspectos socio-economicos de la repoblacion de Almeria por los Reyes Catolicos". Cuad.Geogr.de la Univ. de Granada. 1972 n°2. Op.cité.

(6) - F. BEJARANO ROBLES " El repartimiento y la repoblacion de Málaga".
Gibralfaro. n°24. 1972.

(7) - M. BURGOS MADRONERO "Historia de Alhaurin el Grande". Memoria de Licenciatura. Fac. de Filosofia y Letras. Granada. 1961. Inéd.

(8) - Ainsi, aucune trace de possessions nobiliaires n'a pu être relevée dans la Sierra de Bentomiz ou dans les coteaux d'Almuñecar. Selon VILLEGAS MOLINA (Op.cité),

le Valle de Lecrin en est également exempt à l'exception de Padul où le Conde de Villanueva possède 687 ha. de bas-fonds marécageux.

(9) - E. GARCIA MANRIQUE "Los cultivos subtropicales de la costa granadina".
Op. cité p.12.

(10) - Le Campo de Dalías est concédé comme pâturage d'hiver, en 1513, à Francisco de Cobos. Archivos G. Simancas. Camarera de Castilla. Mercedes L4. (cité par J.L. MARTIN GALINDO "Paisajes agrarios moriscos en Almeria". Est. Geogr. n°140-141.1975)

(11) - Voir :

- CHANTAL DE VERONNE "Recherches sur la population musulmane de la région de Málaga à la fin du XV ème siècle". Bulletin Hispanique. 1962. p.216-219.
- "Repartimientos de Alora y Cartama". Archi. muni. de Málaga.
- M BURGOS MADRONERO "Historia de Alhaurin el Grande". Op.cité.

(12) - D. VASQUEZ OTERO "Lucha de un pueblo malagueño por su independencia economica". Gibralfaro. 1956 n°6. p.3-28.

(13) - "Apuntes historicos de Colmenar". Archivo municipal de Málaga.
- Archivo munic. de Casabermeja.

(14) - Voir M.A LADERO QUESADA "Granada, historia de un país islamico". Op.cité.

(15) - Les textes de l'époque permettent de juger de l'intérêt porté aux pâturages de la côte, considérés comme les meilleurs, et dont l'usage est revendiqué notamment par les grands éleveurs nobles de Grenade malgré les protestations véhémentes des utilisateurs locaux. Ainsi, Málaga et Velez-Málaga s'attacheront à faire abroger le décret instituant la communauté de pacage sur l'ensemble du territoire du Royaume de Grenade. Voir notamment la "Requête de la ville de Málaga à Fernando de Talavera, archevêque de Granada" du 6 Août 1498.

La "Real Cedula revocando el privilegio de comunidad de pastos.....", textes transcrits et recueillis dans l'ouvrage de L MORALES GARCIA-GOYENA "Documentos historicos de Málaga, recogidos directamente de los originales". 2t. Granada. 1907.

(16) - Le fait est clairement confirmé dans "la Requête de la ville de Málaga à Fernando de Talavera" in "Documentos historicos de Málaga .." Op. cité. p.184.

(17) - Voir pour ce qui intéresse le repeuplement:

- M.A. LADERO QUESADA "Granada, historia de un país islamico". Op.cité.
- J. CARO BAROJA "Los Moriscos del Reino de Granada". Op.cité.

(18) - Les densités calculées à partir des données des "repartimientos" donnent à la fin du XVI ème 6 h/km² pour Alhaurin el Grande et Cartama, 5 pour Alpandeire et le Valle de Lecrin, 4 pour Berja, Lentegi-Itrabo, 3 pour Alora, 1 pour Dalías.

(19) - La côte grenadine, foyer principal de la canne à sucre, n'a plus que 7 moulins à sucre en 1643 alors qu'elle en possédait 21 au début XVI ème.

R. MADOZ "Diccionario geografico-estadistico-historico de Espana y sus posesiones de ultramar". Op.cité. Article Motril. Madrid. 1846.

(20) - La vega de Motril qui possédait 45 000 mûriers en 1519 n'en a plus que 2640 en 1751, selon E. GARCIA MANRIQUE "Los cultivos subtropicales en la costa granadina" Op.cité. p29.

(21) - F. VILLEGAS MOLINA "El Valle de Lecrin" op. cité: on interdit les plantations arbustives sur les terres irriguées en 1521.

(22) - Le grain l'emporte largement même sur les sols défavorables: il occupe les 3/4 de l'espace cultivé à Lentegi, dans les coteaux schisteux, 43% encore à Canillas de Aceituno où la vigne mobilise déjà cependant 39% de l'espace.

Sources : "Libros de apeo".

(23) - E. LUQUE. BAENA "Estudio antropologico-social de un pueblo del Sur." Granada 1975.

(24) - On note, par exemple, la querelle permanente qui dresse les paysans d'Alpandeire (Serranía de Ronda) contre les éleveurs rondeno (VASQUEZ OTERO "Lucha de un pueblo malagueño.." Op.cité), les plaintes des agriculteurs de Tolox qui obtiennent pour leur défense une Real Cedula en 1500 ("Documentos historicos de Málaga" Op.cité), celles des paysans de Berja et Dalías (TAPIA "Historia de la Baja Alpujarra" Op.cité).

(25) - J.M. TAPIA "Historia de la Baja Alpujarra". Op.cité p.217.

(26) - Ces calculs n'expriment que des approximations aussi bien en raison de la plus ou moins grande fiabilité des dénombrements anciens, notamment ceux de 1595 ("Censo de la poblacion de las Provincias y Partidos de la Corona de Castilla en el siglo XVI" par GONZALEZ TOMAS. Madrid. 1829), de 1757 (Catastro del Marques de la Ensenada), de 1787 (Censo de Floridablanca) que du fait que les chiffres relatifs à l'ensemble de la région portent en fait sur un domaine correspondant aux provinces actuelles, beaucoup plus vaste que la zone proprement méditerranéenne qui nous intéresse. Ils offrent néanmoins des ordres de grandeur parfaitement utilisables. Le taux d'accroissement moyen annuel a été calculé par rapport à la moyenne arithmétique des populations initiales et finales de chaque période.

1595	233 073		115 896
1787	295 641	) + 1,2% par an	165 242) + 1,8% par an
1857	451 406	) + 4,6%	315 644) + 6,9%
1877	500 322	) + 5,1%	349 076) + 5%
PROVINCE DE MALAGA			PROVINCE D'ALMERIA.

(27) - Le doublement de l'espace agricole apparaît comme un taux de progression, du milieu XVIII^{ème} à la fin XIX^{ème}, assez généralement vérifié: à Pechina, Gador, dans le Valle de Lecrin, la Haute Alpujarra, la Sierra de Bentomiz. L'accroissement est très supérieur cependant dans les Montes de Málaga et la Contraviesa fort médiocrement cultivés jusqu'au XVIII^{ème}.

(28) - Voir : R. HUELIN y RUIZ-BLASCO "Apuntes para una historia de la sociedad malagueña". Gibralfaro. 1970. n°22.

Les principales compagnies commerciales du XVIII^{ème} portent des noms significatifs: "Klentze, Hoppe y Cia; Grivegnée y Cia; Quilty; Membielle, Westertram y Lienan; Lambrecht; Manescau; Martínez y Didier etc... C'est de ce noyau d'origine que procèdent les 3 grandes familles qui au XIX^{ème} règnent sur le négoce, puis l'industrie et indirectement sur l'agriculture régionale: Héredia, Larios, Löring, maîtres du Consulado.

- Voir : F. BEJARANO ROBLES "Historia del Consulado y de la Junta de Comercio de Málaga (1785-1859)". CSIC.Madrid. 1947.

- On consultera, d'autre part, pour ce qui touche à l'économie malaguena des XVIII-XIX^{ème}, les publications de l'équipe d'historiens de la Fac. de Ciencias Economicas de Málaga sous la direction de J.A. LACOMBA, dans la revue Gibralfaro, ainsi que les ouvrages de :

- GUILLEN ROBLES "Historia de Málaga y su provincia". Málaga. 1863.

- CECILIO GARCIA DE LA LEÑA "Disertacion en recomendacion y defensa del famoso vino malagueno Pero Ximen y modo de formarlo". Réimpression de l'éd. de 1792. Ed. "Guadalhorce". Málaga. 1960.

(29) - Almería, Adra, La Rabita assurent essentiellement la concentration des produits par cabotage sur Málaga. Motril qui bénéficiait depuis la fin du XVIII^{ème} du droit de commerce avec l'étranger se voit retirer ce privilège en 1824, sur intervention du Consulado de Málaga (BEJARANO "Historia del Consulado...". Op.cité).

(30) - Le commerce malagueño se fonde presque exclusivement sur les produits agricoles : - aux exportations, les produits régionaux, fruits secs (amandes, figues et surtout raisins) et vin.

- aux importations, le grain surtout qui fait défaut à la région et qui constitue depuis les USA dont les ventes sont régulières à partir de 1783 un excellent fret de retour.

(31) - "Real Cedula" de la reine Isabelle (Alcala de Henares. 1503), précisée par une "Real Cedula" de la reine Jeanne (Valladolid. 1513), in "Documentos historicos de Málaga". t II. Op. cité.

(32) - D. VASQUEZ OTERO "Pueblos malagueños". t I. p.372-392. Public. de la Diputación Provincial de Málaga. 1966.

(33) - Le Nouveau Continent absorbe environ les 2/3 des ventes malagueñas, la part des USA étant fondamentale pour le raisin sec, celle de l'Amérique latine pour le vin dirigé en particulier sur Vera Cruz et Montevideo. L'Europe, - Russie, Pays-Bas, Angleterre -, n'intervient qu'accessoirement.

(34) - Voir les descriptions d'un voyageur attentif du XIX^{ème}: E. BOISSIER "Voyage botanique dans le Midi de l'Espagne pendant l'année 1837". Paris. 1839-1845.

(35) - Pour la province de Málaga, on recense alors 45 000 ha. de vignes à "pasas" et 51 000 ha. pour les cépages à vin. La proportion devait être sensiblement voisine dans la Contraviesa mais plus déséquilibrée en faveur des "pasas" dans la région d'Almúñecar. Dans l'ensemble, les surfaces consacrées au raisin sec devaient donc l'emporter légèrement.

(36) - C. GARCIA DE LA LENA "Disertacion en recomendacion...". Op.cité.

(37) - HUELIN y RUIZ-BLASCO "Apuntes para una historia de la sociedad malagueña."
Op. cité.

(38) - Cf - F. BEJARANO "Historia del Consulado...". Op.cité.
- MORILLA CRITZ "Problemas financieros y clases sociales en Málaga en el siglo XIX". Gibralfaro. n°27.1975.

(39) - Cf. J.A. LACOMBA "La economía malagueña del siglo XIX". Gibralfaro.n°24.1972
C'est en effet de l'accumulation de capitaux issus du commerce viticole que naissent les grandes entreprises industrielles du XIX^{ème} (sidérurgie, textiles) des Heredia-Larios- Löring.

(40) - Archivo municipal de Málaga. Legajo n°207I.

(41) - "Boletines Oficiales de la Provincia de Málaga (1855-1877)". Archivo de la Delegacion Provincial de Hacienda.
L'étude des Desamotizaciones reste à faire en Andalousie méditerranéenne. En l'absence de travaux historiques détaillés, nous avons dû nous contenter de sondages limités et de résultats approximatifs.

(42) - Cf. J. SANCHEZ JIMENEZ "El periodo revolucionario en un pueblo de la sierra (1868-1874)" in "Sociedad, politica y cultura en la España de los siglos XIX y XX". p.73. Edicusa. Madrid. 1973.

(43) - On voit ainsi dans la Serrania de Ronda des municipalités sensibles à la pression des éleveurs s'opposer à la volonté populaire et au lotissement des communaux.

Cf. Algotocin. Art. de MADUZ "Diccionario geografico-estadistico-historico ..." Op.cité.

La poussée viticole y est cependant sensible et se traduit, du fait de l'isolement, par la production d'eaux-de-vie exportées parfois par Algeciras: Alpandere, à la fin du XIX^{ème}, entretenait 12 alambics.

(44) - SIMON DE ROXAS CLEMENTE Y RUBIO "Ensayo sobre las variedades de la vid comun que vegetan en Andalucia". 1807. Madrid.

(45) - J.A. LACOMBA "La crisis de los vinos y viñedos en la Málaga del siglo XIX". Jábega. Rev. de la Diputacion Provincial de Málaga.n°12. Déc.1975.

La vendange obéit moins aux exigences d'une bonne maturation du raisin qu'au souci de profiter des bas salaires agricoles: on tend ainsi à récolter trop tôt ou trop tard hors des périodes de forte demande de main-d'oeuvre. Les paysans, d'autre part, n'hésitent pas pour accroître leur production à faire d'importants ajouts d'eau, compensés par adjonction de mauvaise eau-de-vie. Les éleveurs quant à eux mêlent indifféremment les vins d'origines diverses et réduisent le vieillissement à moins d'un an.

(46) - Voir : - MORILLA CRITZ "Vid malagueña y vid americana".

Gibralfaro. n°26. 1974.

- J. AGUADO SANTOS "Las exportaciones de pasa en Málaga durante el siglo XIX". Gibralfaro. n°27.1975.

(47) - C'est par Málaga, près de Benalgabon, quelques kilomètres à l'Est de la ville, que le phylloxera fait son entrée en Espagne en 1878 alors que la surveillance se concentrait aux frontières de France et du Portugal touchés depuis plusieurs années.

(48) - Pour la province de Málaga, 19 000 ha. sont replantés dès 1888 mais 10 000 seulement pour toute la décennie suivante. Le vignoble se stabilise alors à 30 000 ha.(1900), 32 000 (1930), 29 000 (1943).

(49) - Le vignoble californien alimente en raisins secs l'ensemble du continent américain, la Méditerranée orientale pourvoit aux besoins de l'Europe. L'Angleterre notamment qui, en 1913, s'approvisionnait pour 1/3 à Málaga, n'y achète plus que 8% de sa consommation en 1934.

(50) - La crise industrielle, d'ailleurs liée à la crise agricole, frappe à la même époque la bourgeoisie de Málaga qui, de ce fait, n'est guère disposée à participer à la reconstruction viticole.

Cf. J.A. LACOMBA "La economia malagueña del siglo XIX". Op.cité.

J. NADAL "Industrializacion y desindustrializacion del Sureste espanol (1817-1913)". Moneda y Credito. n°120. Madrid marzo 1972.

(51) - Cf. J.M. DE TORO "Memorial de las vicisitudes de Almeria". Almeria.1849.

(52) - J. SERMET "La vega de Adra". Est.Geo.n°41. Nov.1950. p.625.

(53) - Voir pour l'histoire de la canne à sucre :

- P. MADUZ "Diccionario geografico-estadistico....". Op.cité. Art. Motril,Velez.

- E. GARCIA MANRIQUE "Los cultivos subtropicales de la costa granadina". Op.cité.

- H. BLUME "El cultivo de la caña de azucar en Andalucia". Est. Geo. n°70. Feb.1958.

- P. RIVALS "La canne à sucre en Espagne du Sud".
"Journal d'Agriculture tropicale et de Botanique appliquée".
t VIII. 1961. p.293-302.

Réduite à une centaine d'hectares à la fin du XVI^{ème}, la canne disparaît pratiquement à la fin XVIII^{ème} (la vega de Motril n'en cultive plus qu'une vingtaine d'ha. en 1840). L'essor du dernier siècle sera périodiquement interrompu par des crises, - 1893, 1920-28, 1939-45 -, qui réduisent de moitié les surfaces. Ces dernières toutefois retrouvent assez régulièrement une dimension voisine de l'actuelle et qui oscille entre 4000 et 5000 ha.

(54) - Sur le développement du vignoble d'Almeria :

- F. RUEDA FERRER "La uva de mesa de Almeria". Ed. Salvat. Barcelona 1932. Ouvrage essentiel qui relate la progression du "parrales" vécue par l'auteur lui-même.

- J. BOSQUE MAUREL "La uva de Almeria". Geographica. VII.1960. (Zaragoza)

- B. ABELANET "Les problèmes économiques de la "uva de embarque" d'Almeria". Mémoire de maîtrise de géographie. Toulouse. Juin 1968. Inédit. Résumé in "Revue géo. des Pyr. et du Sud-Ouest" 1969. n°2.p.II7-I42.

(55) - Hybridation entre 2 cépages traditionnels, le "Jaen" raisin blanc cultivé en taille basse pour le vin, et le "Ragol" cépage local que l'on produisait en bordure de vigne, sous forme de taille haute, pour la consommation en frais.

(56) - En 1834, c'est un commerçant de Ugijar (Alpujarra) qui s'avise de transporter quelques caisses de raisin Ohanes à Málaga où, exporté en Angleterre, il remporte un vif succès.

(57) - Selon MADDOZ, "Diccionario geografico..." (Op.cité), Almeria ne commercialise en 1843-44 que 15% du raisin.

(58) - Les tentatives répétées des importateurs britanniques pour court-circuiter" les commerçants malagueños répondent essentiellement au souci de briser le monopole de vente de ces derniers de manière à imposer, au contraire, un monopole d'achat britannique à des exportateurs en concurrence et à faire ainsi baisser les prix. De fait, entre 1860 et 1880, le prix de l'"arroba" de raisin se maintient constamment au-dessous de 30 réales alors qu'il atteignait 40 et même 50 réales durant la période précédente (1850-65).

(59) - Cf. "Memoria sobre las enfermedades de las plantas cultivadas".
Cuerpo nacional de Ingenieros agronomos. Málaga 1934.

(60) - Cf. F. VILLEGAS MOLINA "El Valle de Lecrin". Op.cité.

(61) - Archivo de Hacienda. Deleg. Prov. de Málaga.

Les documents que nous avons pu consulter fournissent les noms et domiciles des acquéreurs, le montant de la transaction, mais ne précisent pas la localisation ni la superficie des terrains.

(62) - D'après J.M. DE TÔRO "Memorial de las vicisitudes de Almeria" (Almeria.1849) qui transcrit la liste des propriétés de la vega de Aca pour 1793, celle de la vega de Alquian pour 1805.

(63) - Archivo Historico Provincial de Almeria. Legajo S/N.

(64) - Selon MADDOZ "Diccionario geografico...". Op. cité. Article Motril, la propriété ecclésiastique dans la vega ne représente que 11% du sol.

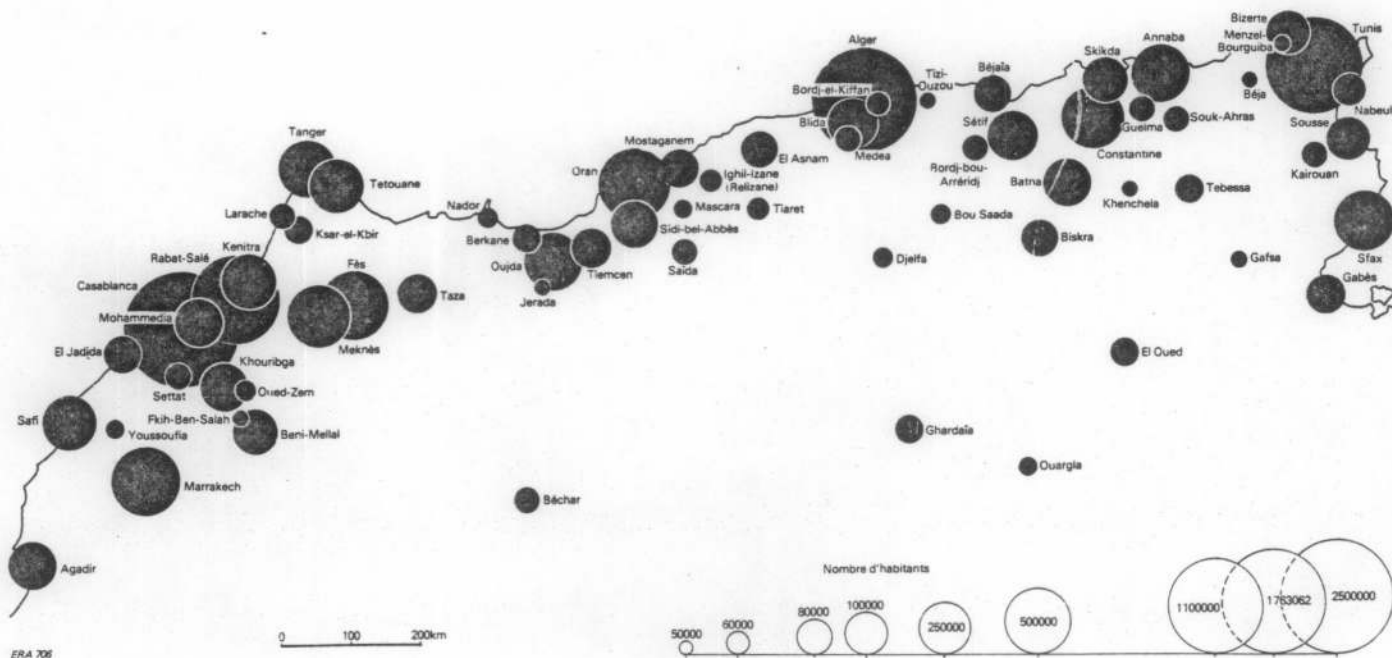
(65) - Cf. - J. SERMET "La vega de Adra". Est.Geo. 1950. (Op. cité).

- F. ALCALA MARIN "Historia economica de Marbella en el siglo XIX".
Publ. Colegio de Abogados de Málaga. A paraître.

(66) - E. GARCIA MANRIQUE "El minifundio de la Costa Mediterranea Andaluza".
Homenaje a J.M Casas Torres. Zaragoza. 1972. Pages 147-169.

(67) - Selon archives particulières. L'essentiel des possessions Larios de la Hoya de Málaga, ainsi que les terres sucrières de San Pedro de Alcantara, reviendront, dans la première moitié XX ème, à la Sociedad Gal Azucarera de España, la famille Larios conservant jusqu'à ces dernières années la sucrerie de Torre de Mar et les terres de la côte orientale de la province.

(68) - Archivo municipal de Alhama- de- Almeria.



1

Les villes de plus de 50 000 habitants au Maghreb
(estimation 1980)

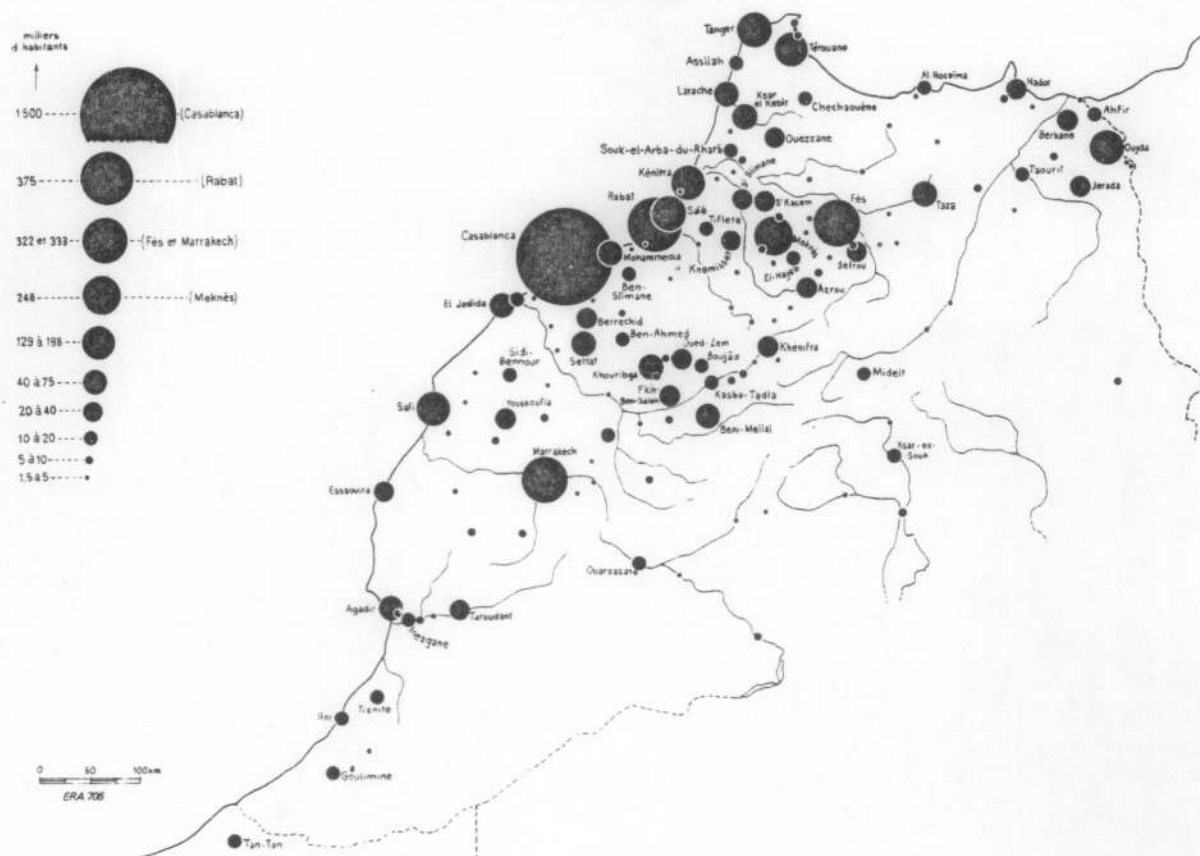


Fig. 1. L'urbanisation marocaine, 1971.

2

Hierarchie urbaine

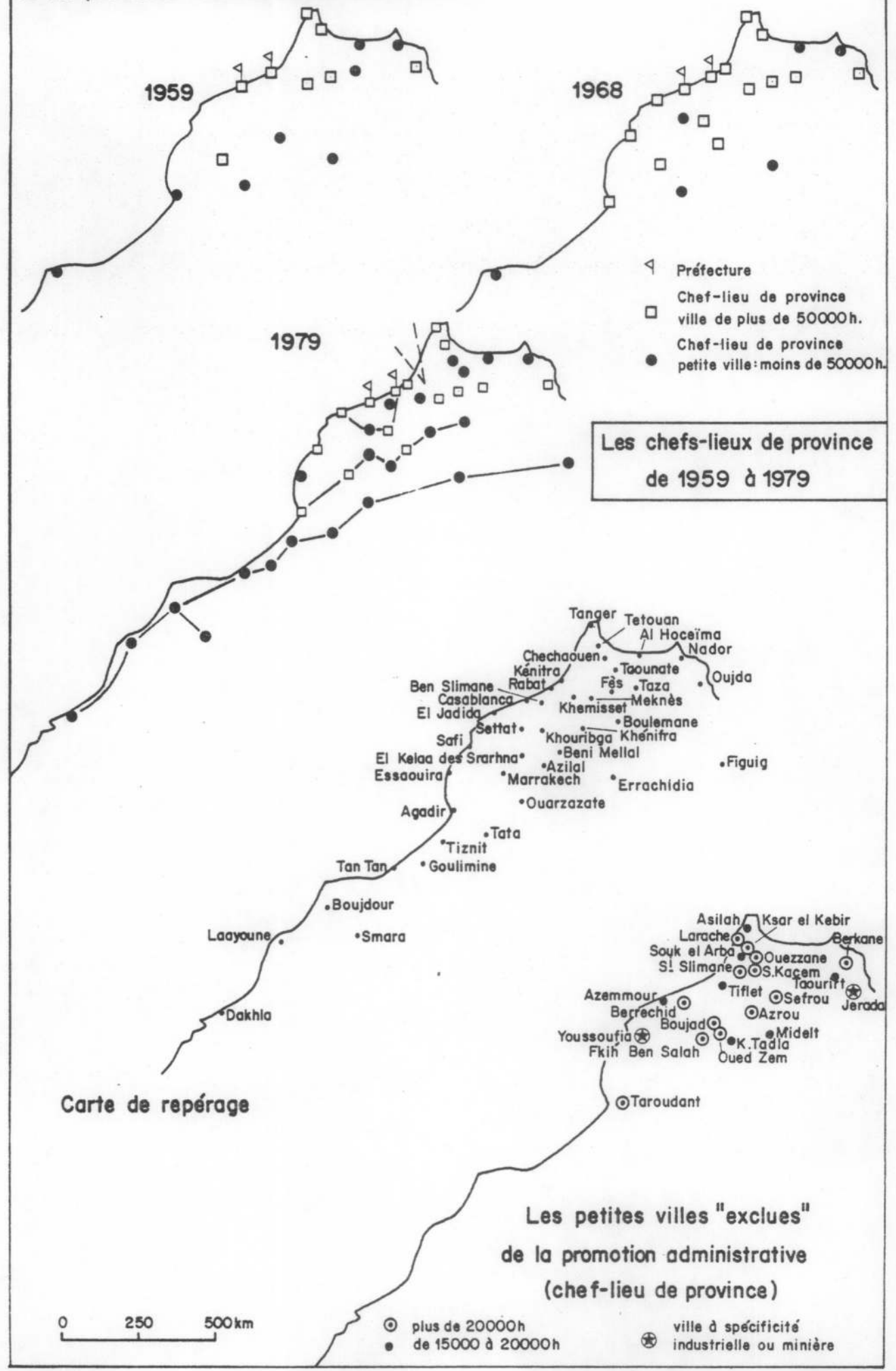
TABLEAU 3. DISTRIBUTION DES VILLES, SELON LA TAILLE (1900-1980)

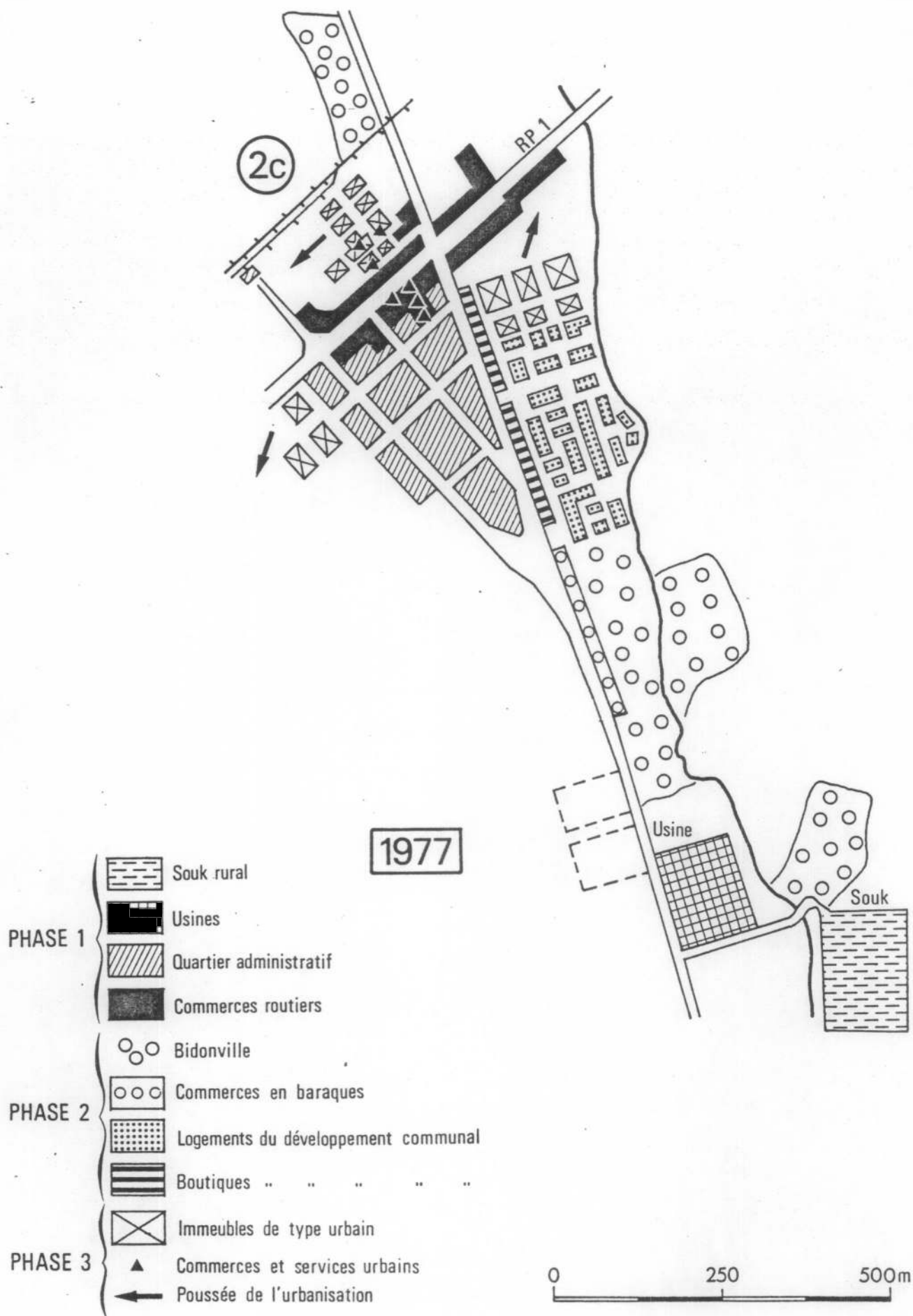
	1900	1926	1936	1952	1960	1971	1980
100 000 et plus	1	2	3	6	8	10	14
50 000 à 100 000	1	3	4	4	3	6	10-11
20 000 à 50 000	7	6	6	12	12	19	30-35
Moins de 20 000	18	37	45	70	84	110	145-150

2bis

Maghreb-Ma
nougé -
ERA 70
TOUR

2- La promotion administrative des villes





J.F. TROIN
TOURS, 1979

Fig. 2 c - Morphologie actuelle de Bouznika

Christian MIGNON

BIBLIOTHÈQUE
MAGREBINE
E.R.A. 706

MAG.T34

**CAMPAGNES ET PAYSANS
DE
L'ANDALOUSIE MEDITERRANEENNE**

MSH-TOURS



D 355 005233 7

UNIVERSITE DE CLERMONT II .

1978

d'un déséquilibre provisoire qui préluderait à un renouveau plus généralisé ? C'est en ces termes que se pose, en effet, le problème essentiel de l'avenir régional. Précisons.

La crise profonde que souffre aujourd'hui la majeure partie du pays est-elle seulement conjoncturelle, liée aux difficultés inévitables que soulève l'adaptation d'une agriculture difficile aux règles de l'économie moderne ? Est-elle, au contraire, structurelle et directement imputable à la nature même du pays, - montagne et paysannerie - ?

La signification et la portée réelle du renouveau localisé du littoral revêt dans cette problématique un intérêt considérable. S'agit-il d'expériences généralisables qui puissent s'appliquer au redressement de la région tout entière ou seulement de réussites isolées, locales, qui condamneraient l'Andalousie méditerranéenne à mourir derrière l'écran d'une brillante vitrine ?

Il convient pour en juger de définir avec précision les termes et les conditions de la crise et des renouveaux. On se bornera volontairement ici à définir des caractères, à tenter de comprendre des mécanismes de portée suffisamment générale de manière à éclairer la question dans son ensemble. On évitera donc d'aborder les problèmes locaux avec trop de précision, nous réservant de les nuancer avec plus de détails au cours de la troisième partie qui leur sera consacrée.

+

+

+

CHAPITRE I

EN TOILE DE FOND : L'EFFONDREMENT
DES CAMPAGNES TRADITIONNELLES.

Les difficultés ne sont point nouvelles dans les campagnes de l'Andalousie méditerranéenne, ni même, périodiquement les crises aiguës. Cependant, depuis moins d'une génération, le problème de la pauvreté, compagne fidèle du paysan d'ici, a changé de nature. La crise désormais est devenue si totale qu'elle met en cause l'existence même de la plupart des villages: tous les termes de la vie rurale sont gravement altérés, la société s'effrite, l'économie se désagrège sans qu'apparaissent de signes de redressement; tous les milieux sont atteints, plus ou moins gravement, la montagne et les coteaux surtout, mais aussi, souvent, les bassins réputés autrefois les plus riches. La paysannerie, pour la première fois, semble renoncer: la crise paraît insurmontable pour une agriculture qui, sauf en quelques cas exceptionnels désespère de s'évader du cadre traditionnel et ne survit plus que d'expédients.

I - LES MANIFESTATIONS DE LA CRISE : LE DEPART DES HOMMES.

plus évident de la crise d'une société rurale minée et peu à peu désorganisée par l'émigration.

A - La dépopulation (2).

Elle touche actuellement en Andalousie méditerranéenne plus de 4 commune sur 5 (3), davantage encore si l'on ne tient pas compte des secteurs typiquement urbains. En fait, sauf quelques minuscules enclaves privilégiées, la quasi-totalité du territoire rural est affectée à des degrés divers.

La courbe (Fig. I9) qui représente l'évolution démographique de l'ensemble de ces régions ^{rurales} aujourd'hui déprimées souligne clairement la marche du phénomène

- une lente montée jusqu'au maximum de 1950.
- la rupture depuis lors vers une chute qui s'accélère irrémédiablement.

La première moitié du siècle : une lente montée entre 2 crises.

Les débuts de ce siècle, en effet, font suite à une première rupture, celle qui met fin dans la seconde moitié du XIX^{ème} à la vigoureuse expansion démographique qui depuis le XVIII^{ème} a permis ^{de doubler} à la population régionale. Plus ou moins précoce, plus ou moins marqué, le phénomène est général. Il correspond à une rupture d'équilibre entre les ressources locales, difficilement extensibles après les grands défrichements, et les effectifs humains accumulés sur place pendant plus d'un siècle. Crise de surpopulation, donc, aggravée ou déclenchée par le dépérissement à la même époque d'activités économiques fondamentales jusqu'alors : disparition de l'artisanat de la soierie (Alpujarra), des mines (Alpujarra, Serrania de Ronda, Gador) dans la montagne, désastre du phylloxera dans les coteaux et les plaines, effondrement qui s'ensuit de l'industrie et du commerce malaguëño. La crise fini-séculaire marque, en définitive, la disparition d'un "ancien régime démographique", régime de "jeunesse" caractérisé par une croissance vigoureuse et générale des hommes jusqu'à une complète mise en valeur des ressources locales.

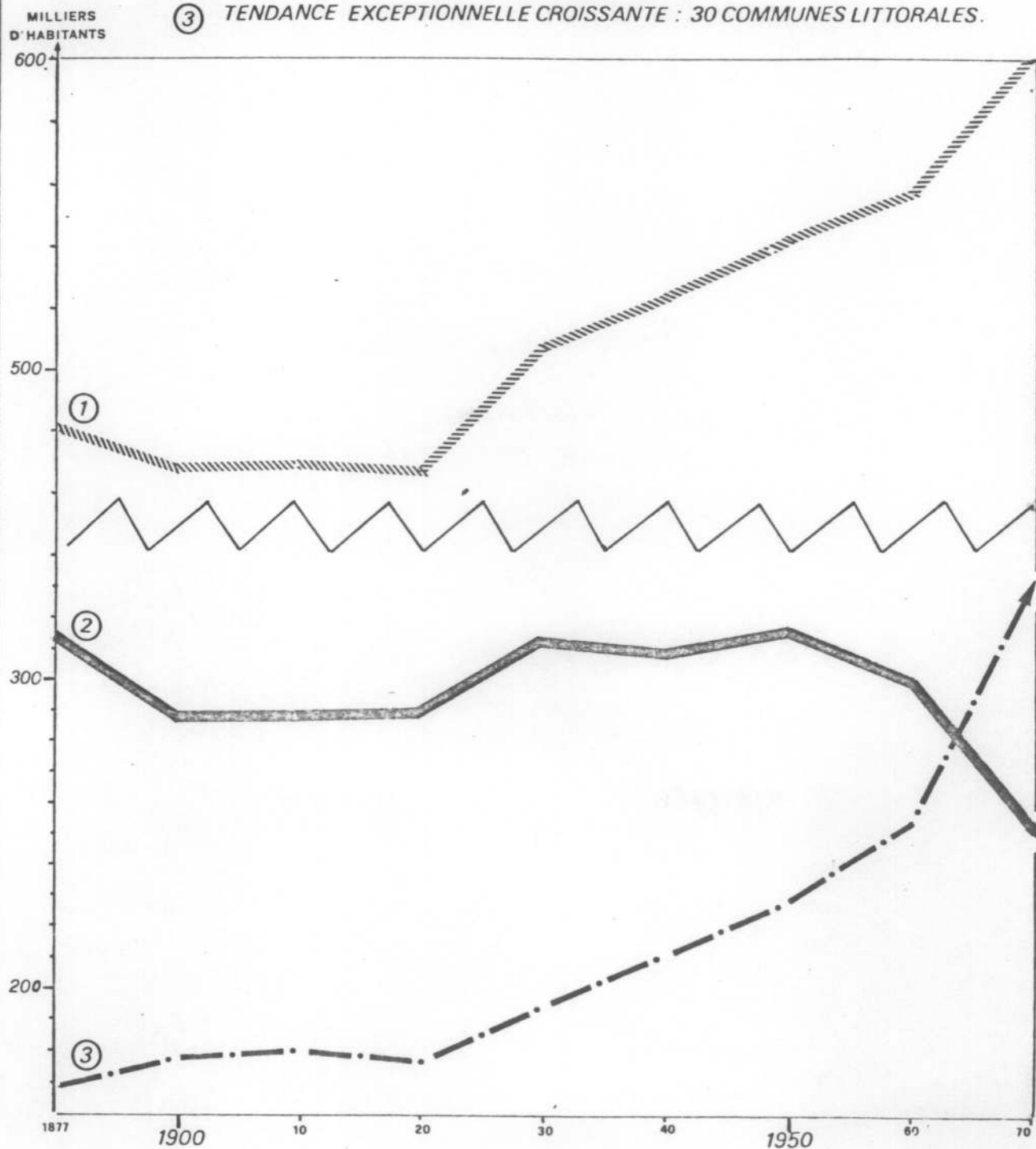
L'épisode qui lui succède, de 1900 à 1950, se définit par une augmentation sensible mais modérée de la population, par un "régime démographique mûr". Ainsi, la croissance démographique, bien que globalement continue, atteint à peine 10% en une cinquantaine d'années. Le rythme cependant en est inégal et il convient de distinguer 2 époques :

- la première, de 1900 à 1920, ne connaît qu'un accroissement infime ou nul. C'est une phase de stabilisation où, après les grandes difficultés de la fin du XIX^{ème}, la population, purgée de ses excédents, se réajuste malgré quelques acci-

de province

Fig.19 - Evolution de la population de l'Andalousie méditerranéenne depuis un siècle (capitales provinciales exclues).

- ① POPULATION GLOBALE : 186 COMMUNES.
- ② TENDANCE GENERALE DECROISSANTE : 156 COMMUNES.
- ③ TENDANCE EXCEPTIONNELLE CROISSANTE : 30 COMMUNES LITTORALES.



dents (grippe espagnole de 1917-1920; grandes sécheresses, etc..) à un nouvel équilibre.

- la seconde, de 1920 à 1950, bénéficie par contre d'une croissance nette mais sans excès, de l'ordre de 3 à 4 pour mille par an en moyenne, qui conduit l'ensemble du pays rural à un second maximum démographique, inférieur à celui de la fin XIX ème, mais qui marque une culmination ultime.

Ce schéma ne souffre guère d'exceptions sinon locales: celle des pays de l'Andarax, dans l'Est almeriense, qui liés exclusivement à la fortune du raisin d'Ohanes, connaissent avec lui un déclin précoce dès 1910; celle, au contraire, de rares communes, - les plus vouées, en général, à une économie céréalière, Valle de Lecrin, couloir marneux de Colmenar -, qui poursuivent leur croissance quelques années encore, jusque vers 1960 (Fig.20).

Mais dans l'ensemble, la décennie 1950-60 constitue une coupure radicale et inaugure un renversement durable de la tendance démographique globalement ascendante jusqu'alors.

La dépopulation actuelle semble constituer le terme d'une lente dégradation commencée à la fin du siècle dernier, l'aboutissement d'une logique inéluctable vers un régime démographique de crise chronique: la modeste croissance de l'époque antérieure s'est muée en pertes absolues dont le rythme ne cesse de s'accélérer.

L'ampleur de la chute est alarmante: 20% de la population a disparu de 1950 à 1970 pour l'ensemble des campagnes affectées, soit en deux décennies une perte absolue près de 3 fois supérieure à la totalité des gains enregistrés dans le demi-siècle précédent. Or, ce sont là des chiffres moyens qui masquent quelque peu la gravité réelle de la situation, non seulement parce qu'en bien des régions la déprise est nettement plus accusée, mais surtout parce qu'ils recouvrent une période au cours de laquelle le processus d'abandon s'est considérablement aggravé (Fig.21).

En effet, la décennie 1950-1960 n'offre encore qu'une baisse modérée, inférieure dans l'ensemble à 5%. En réalité, les communes qui connaissent alors des pertes très importantes sont rares, isolées, et la plus grande partie du pays cesse simplement de gagner des habitants tandis que quelques secteurs continuent même d'enregistrer un faible accroissement. Le phénomène fondamental est alors l'arrêt de la croissance, le changement de signe de la dynamique démographique et rien ne laisse soupçonner le tour catastrophique que va bientôt prendre la crise.

La dépopulation s'aggrave, par contre, dans des proportions effrayantes au cours de la décennie 1960-1970. La crise démographique, d'abord, se généralise, atteint durement les zones - nombreuses - qui jusque là n'avaient subi que des ponctions bénignes. L'Andalousie méditerranéenne se présente désormais, dans sa presque totalité, comme un ensemble uniforme en déclin précipité. Le phénomène de déprise

FIG. 20 - LA RUPTURE DÉMOGRAPHIQUE DE 1950. (DATES DES MAXIMA DEPUIS LE DÉBUT DU SIÈCLE).

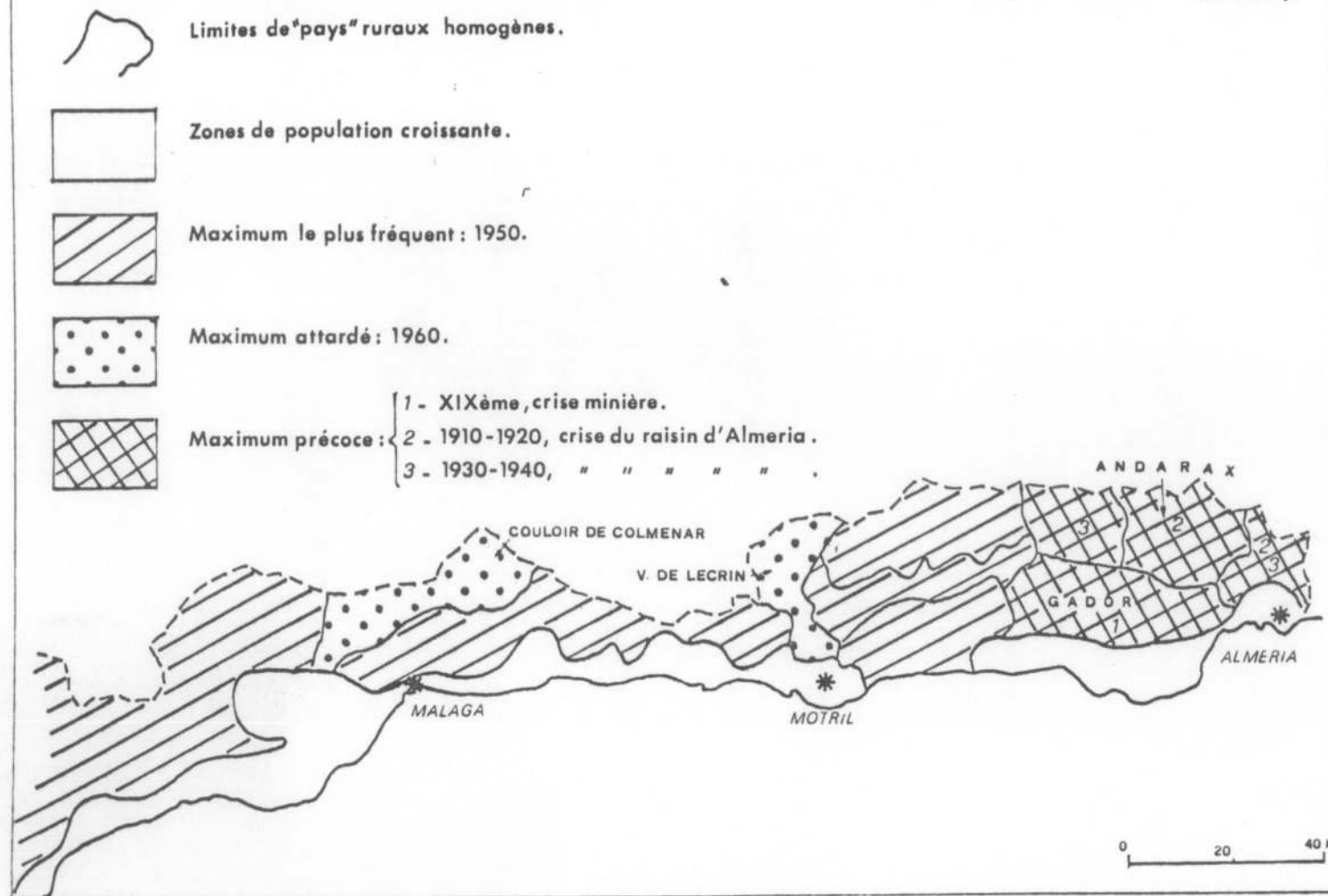


Fig. 21. La dépopulation de 1950 à 1970.

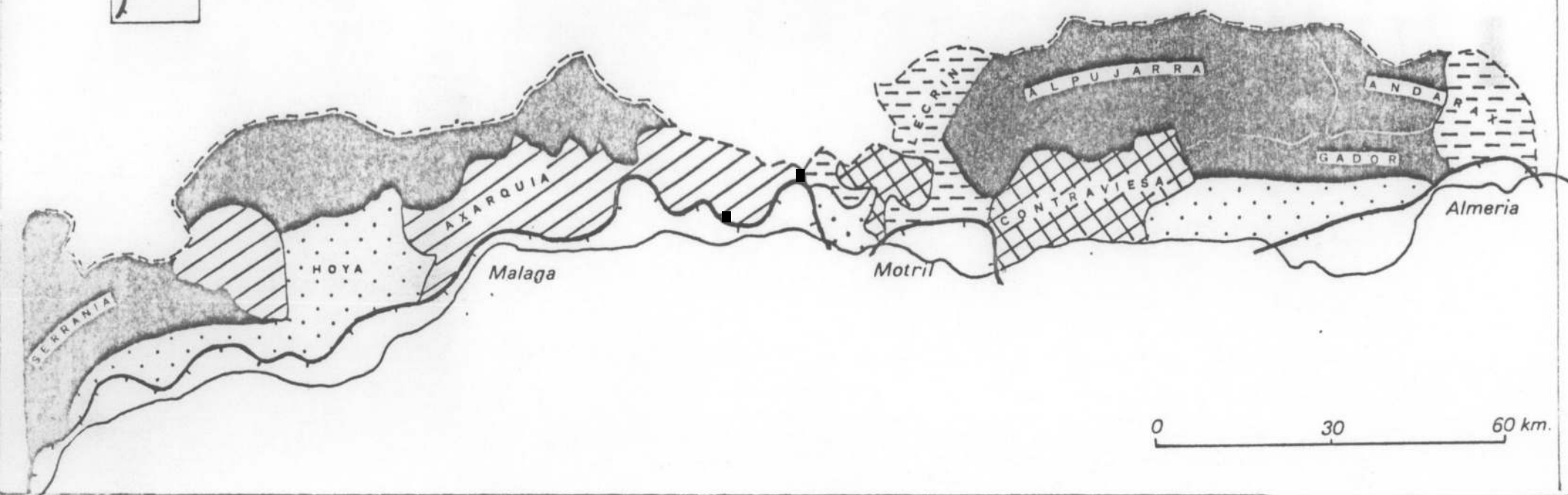
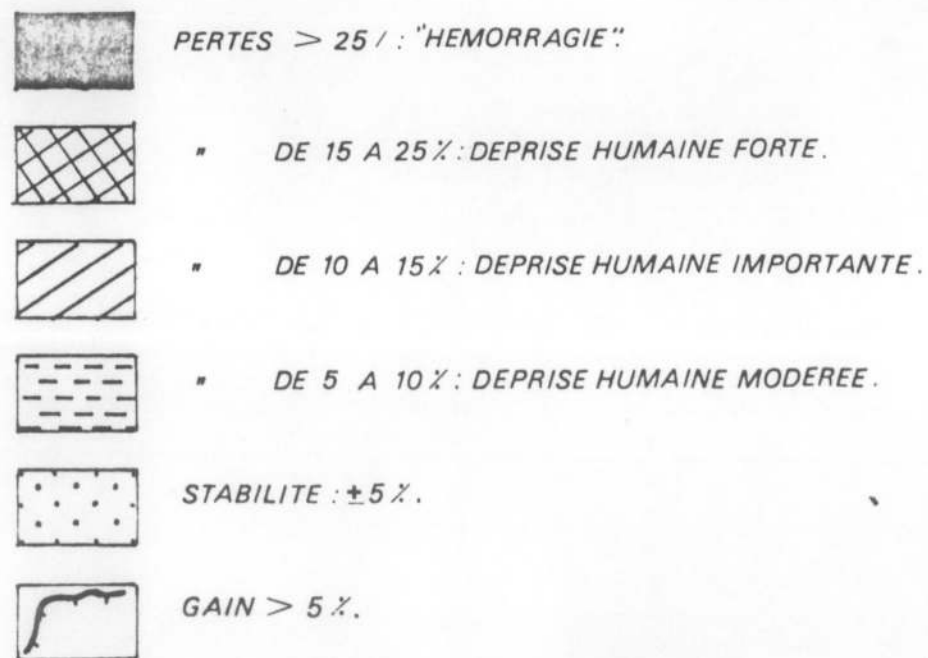
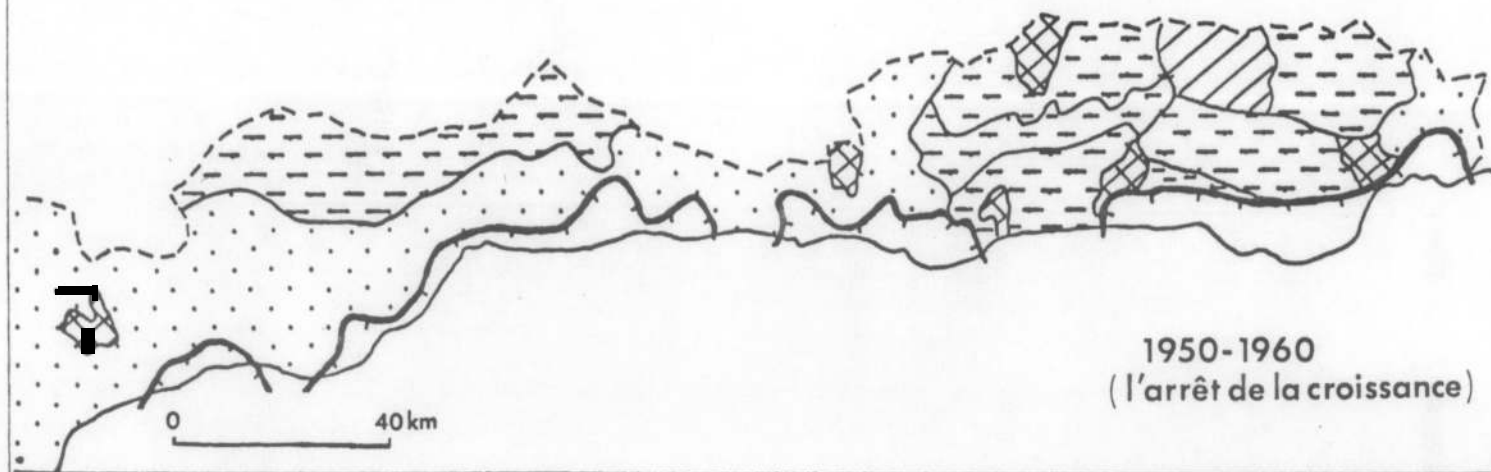
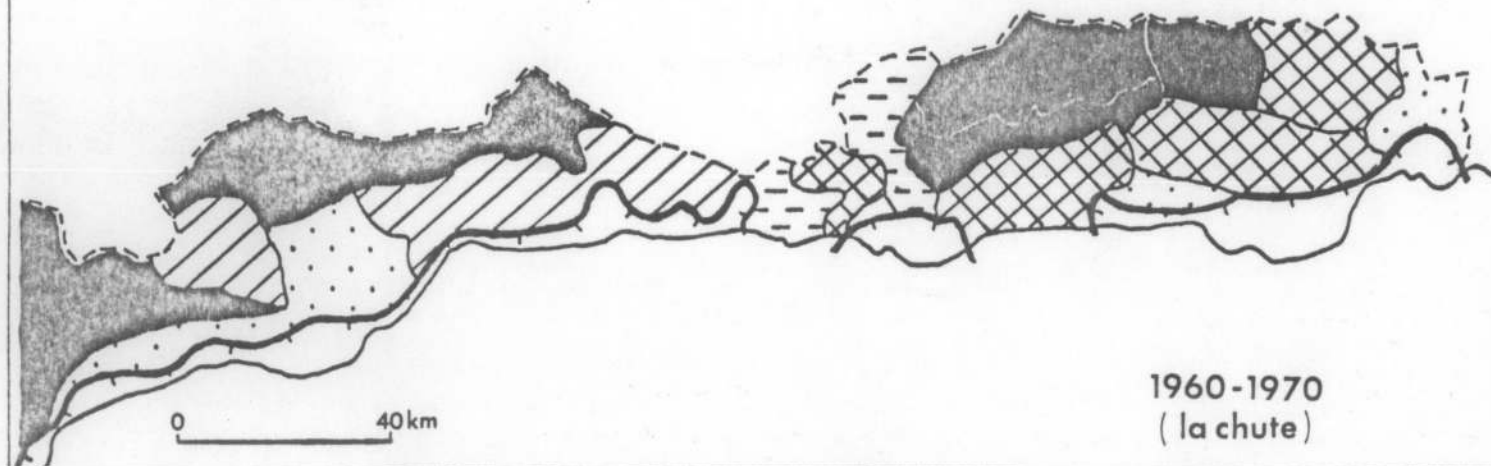


FIG. 21 bis ~ La marche de la dépopulation.

(Légende : voir fig. 21)



1950-1960
(l'arrêt de la croissance)



1960-1970
(la chute)

humaine se confirme de manière décisive et s'enfle démesurément. Le rythme de la chute s'accroît, en effet, jusqu'à atteindre pour 10 ans une intensité moyenne de 16%, de 3 à 4 fois supérieure aux taux de la décennie antérieure.

Au-delà des moyennes, la réalité est, une fois encore, souvent plus désastreuse qu'il ne semble. Les pays dont les pertes ne dépassent pas le taux moyen sont finalement limités à quelques secteurs bien peuplés de bassins ou de coteaux irrigués (Valle de Lecrin, Valle de l'Andarax, région de Tolox...). Ailleurs la crise démographique tourne à l'hémorragie avec des taux de baisse supérieurs à 2% par an (couloir ~~de l'Algarve~~ de Colmenar, Sierra de Gador, Contraviesa, Serrania de Ronda) et même à 3%-an (Alpujarra). Localement, la chute est vertigineuse: Juzcar, dans la Serrania de Ronda, détient par exemple le triste record d'avoir perdu plus de 51% de ses habitants en 10 ans; d'autres communes que l'on peut rencontrer dans la plupart des régions accusent des pertes de plus de 40%: 44% à Parauta (Serrania de Ronda), 42% à Alcazar y Fregenite (Contraviesa), 49% à Busquistar (Haute Alpujarra), 43% à Beires (haute vallée de l'Andarax),... Sans doute s'agit-il là de cas extrêmes, heureusement exceptionnels encore, mais qui soulignent bien l'extraordinaire gravité de la crise actuelle. Si le rythme de dépopulation que connaissent aujourd'hui la plupart de ses campagnes (2 à 3% par an) se maintenait durablement, la majeure partie de l'Andalousie méditerranéenne serait abandonnée, déserte, en l'espace d'une génération. Or, les dénombremens rectificatifs de 1975, malgré leur imperfection, ne laissent nullement espérer un arrêt de la crise démographique.

B - L'exode rural.

Phénomène majeur des campagnes d'aujourd'hui, l'exode rural est partout responsable de la dépopulation. Il lui est parallèle, largement supérieur même quant à son intensité et à son champ d'action.

L'accroissement naturel, en effet, demeure toujours vigoureux y compris dans les régions les plus touchées par la crise démographique. A l'échelle des 3 provinces d'Almeria, Grenade et Málaga il affiche le taux confortable de 15 à 16% par an (Fig.22): tandis que la mortalité a connu un recul spectaculaire et se trouve limitée aujourd'hui à un niveau compris entre 8 et 8,3%, la natalité bien qu'en baisse se maintient largement, en général, au-dessus de 20% (entre 23 et 24% au niveau provincial). Les valeurs enregistrées, localement, dans les campagnes, ne s'écartent guère de ces données moyennes: la mortalité reste constamment inférieure à 10%, la natalité atteint le plus souvent 20% et ne tombe pratiquement jamais à

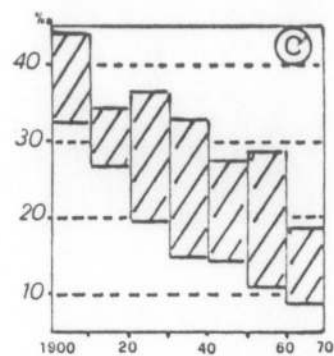
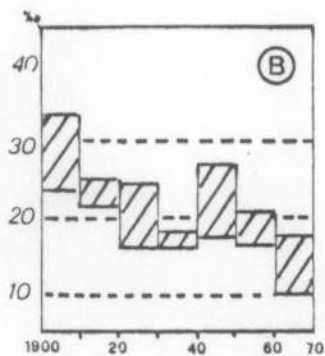
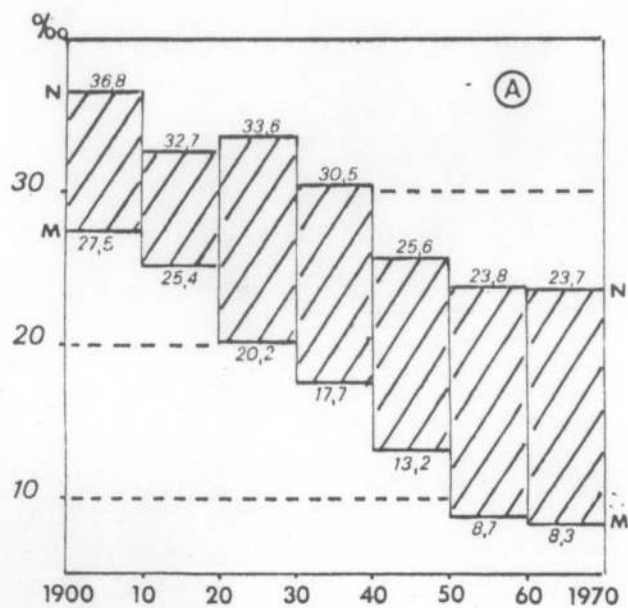
FIG. 22 - EVOLUTION DE LA CROISSANCE NATURELLE DE 1900 A 1970
(NATALITE - MORTALITE EN ‰).

(A) Ensemble de l'Andalousie méditerranéenne.

(B) Serrania de Ronda (Farajan)

(C) Haute Alpjarra (Capileira)

exemples locaux du maintien de la croissance naturelle dans les régions de forte dépopulation actuelle.



moins de 18% . Le bilan , sans doute, ne saurait demeurer longtemps aussi excédentaire compte tenu de la dépopulation. C'est là un problème sur lequel nous reviendrons, mais pour l'heure il suffit de prendre conscience de l'énorme fossé qui sépare un comportement naturel très vigoureux, au bilan largement positif, et la tendance démographique globale grâvement négative. Une telle divergence laisse soupçonner l'ampleur de l'émigration qui ravage un pays dont le rôle est celui d'un "réservoir" humain.

Le phénomène migratoire, en réalité, est ici exceptionnellement complexe. Le recensement des comportements locaux ou régionaux démontrerait que l'Andalousie méditerranéenne constitue, en définitive, un véritable musée des migrations où toutes les modalités de départ se juxtaposent, se mêlent ou se succèdent, à l'échelle du pays, du village ou même parfois de l'individu. Des formes anciennes comme les déplacements de récolte y survivent encore à côté de formes nouvelles d'exodes plus durables, plus lointains. Un échantillonnage ferait apparaître la plupart des types migratoires possibles en fonction de la durée de l'absence, - brève, moyenne, longue ou définitive -, comme de la destination, - locale ou régionale, nationale, lointaine (européenne voire transocéanique) -.

Il est clair, en fait, que ces diverses migrations n'intéressent pas également ou n'expliquent pas directement le phénomène de la crise démographique, de la dépopulation. Toutes dénotent un état de déséquilibre évident pour le foyer d'origine mais certaines seulement impliquent un réel abandon du pays. Ce sont ces dernières qui, seules, s'appliquent à notre propos actuel et qu'il convient d'analyser ici. Il est donc indispensable de définir, au préalable, la signification et la portée des différents types migratoires classés, en fonction de la durée de l'absence imposée à la communauté de départ, en trois grandes catégories: déplacements brefs (moins d'un an) qui correspondent aux migrations saisonnières; absences durables, de plusieurs années, que nous intitulerons migrations temporaires; migrations définitives enfin. Dans la réalité, les critères qui séparent les différents cas sont souvent incertains et leur distinction parfois difficile.

Départs définitifs et départs saisonniers constituent des situations relativement claires. Les premiers démontrent une évidente volonté d'abandon qui se traduit, en général, par la renonciation à la "citoyenneté" villageoise, la radiation des listes des habitants "de droit" au profit de la commune d'installation (4). Ils s'inscrivent indiscutablement au passif démographique du pays d'origine et peuvent être théoriquement dénombrés si les intéressés accomplissent les formalités administratives réglementaires. La seule difficulté provient de la fréquente inobservation de ce règlement ce qui, dans la pratique, rend souvent hasardeuse leur distinction par rapport à d'autres formes migratoires.

Les seconds, à l'inverse, ne signifient aucunement un souci d'abandon puisque le retour s'opère au terme de quelques semaines. Au contraire, ils traduisent souvent un désir de permanence au village au prix de brèves mais dures périodes de travail à l'extérieur. Ils manifestent au total une tentative de rééquilibrage de l'économie locale, radicalement étrangère à la démarche purement négative de l'exode rural qui nous occupe ici. Dans les faits, le phénomène est parfois moins clair: lorsque - comme il arrive en certaines régions (Guajares - Serrania de Ronda) - les départs saisonniers atteignent une telle intensité qu'ils deviennent un véritable système économique et cessent de représenter un simple appoint, ils aboutissent à un déracinement, à un abandon de fait des activités locales aussi préjudiciable que l'exode définitif. C'est là, cependant, un cas limite et, globalement, les départs saisonniers seront exclus de l'étude de l'exode rural.

L'émigration temporaire, surtout, constitue un phénomène ambigu, à la signification incertaine, dans la mesure où il se situe aux frontières mouvantes des deux cas précédents.

Théoriquement, les migrations temporaires ne sont pas de nature différente des déplacements saisonniers. Comme ces derniers ils se définissent par une absence provisoire et une volonté certaine de retour. Comme eux, ils signifient non un rejet radical du pays de départ, mais au contraire une tentative de rétablir au moyen du pécule rapporté du dehors les insuffisances de l'économie domestique, d'améliorer la situation, de moderniser par exemple l'exploitation familiale. A la différence de l'émigration définitive qui sanctionne un constat d'impuissance, la migration temporaire porte en elle la confiance dans le rétablissement sur place des conditions de vie. Tel est le cas notamment pour ces jeunes émigrés qui, dans l'attente de succéder au père à la tête de l'exploitation, vont au loin accumuler le capital qui aidera leurs débuts. Les motivations, au départ, se situent donc à l'opposé de celles des migrants définitifs.

Dans les faits, la migration temporaire est une migration de longue durée: plus d'une année, de 3 à 5 souvent, et parfois bien davantage. De plus, en dépit des prévisions et du désir de l'intéressé, le premier retour souvent n'est pas définitif mais prélude à de nouveaux départs, une fois constatée l'insuffisance du pécule rapporté. Devenue chronique, l'émigration temporaire revêt alors pour le village une signification très voisine de l'exode définitif par lequel d'ailleurs elle se conclut parfois: l'émigré n'est plus qu'exceptionnellement au pays, ses terres sont délaissées. L'émigration temporaire est devenue une émigration déracinante, une pratique d'abandon qui permet de l'assimiler à un véritable exode rural.

En définitive, la portée réelle de l'émigration temporaire dépend essentiellement de la longueur de l'absence et du caractère occasionnel ou chronique de sa pratique. Or, au départ, le comportement futur de l'intéressé est totalement

imprévisible quels que soient les illusions et le désir de retour rapide qu'il puisse nourrir. Au fond, c'est la dimension du déséquilibre local, à l'origine, qui déterminera le comportement futur de l'émigrant. Si la situation de l'exploitation, celle de l'économie locale ne sont pas trop dégradées l'absence pourra être brève et son profit fructueux. Si, par contre, la crise est trop grave, le départ initial s'avèrera insuffisant. L'émigration temporaire détournée de son but deviendra sans doute, alors, un genre de vie durable et recouvrira, en fait, un véritable abandon. C'est, en Andalousie méditerranéenne, l'issue sans doute la plus fréquente. Nous assimilerons donc, ici, l'émigration temporaire, - au même titre que l'émigration définitive -, à l'exode rural responsable de la dépopulation actuelle, en excluant par contre les départs saisonniers.

Ce choix correspond d'ailleurs aux possibilités statistiques d'estimer le solde migratoire. Les calculs portent en effet sur les différences intercensales de la "population de fait" (5), c'est à dire sur des variations d'effectifs enregistrant aussi bien les départs définitifs que les absences temporaires, souvent difficiles d'ailleurs à distinguer sûrement. La méthode est d'autant plus logique que l'accroissement naturel, d'autre part, ne prend normalement en compte que les seuls naissances ou décès survenus dans la population réellement présente.

Ainsi conçu, l'exode rural, soit l'émigration de longue durée, - définitive ou temporaire -, est en Andalousie méditerranéenne un phénomène déjà ancien dont on retrouve les traces évidentes depuis la fin du siècle dernier. C'est là un caractère original de ces régions qui permet de les opposer encore aux plaines de Basse Andalousie qui n'ont connu qu'assez récemment un véritable exode rural (6). Cependant l'émigration actuelle s'affirme sous des traits qui la distinguent nettement de celle d'autrefois.

I - La signification originale de l'émigration moderne.

Il existe entre l'exode rural actuel et l'émigration d'autrefois une énorme différence d'échelle qui aboutit finalement à une réelle opposition de nature. Par sa violence surtout, mais aussi par son contenu et ses objectifs, l'émigration d'aujourd'hui acquiert une signification inédite, amène à des conséquences inconnues jusqu'alors. Il est utile, pour mieux en mesurer la nouveauté, de revenir brièvement sur les formes migratoires du passé.

L'émigration traditionnelle, "émigration-trop plein".

La modestie de l'intensité migratoire en constitue la caractéristique fondamentale. En fait, l'examen des soldes migratoires conduit iné-

vitablement à séparer deux époques où l'on retrouve logiquement les cadres chronologiques évoqués plus haut à propos des courbes de population.

Lors de la phase ancienne qui se termine dans la 2^{ème} moitié du XIX^{ème}, il semble que l'émigration soit inexistante ou négligeable. La population s'accumule sur place, s'accroît en fonction directe d'un bilan naturel qui, malgré une natalité pléthorique le plus souvent supérieure à 40‰ et même 50‰, est réduit par une mortalité, - notamment infantile (jusqu'à 30% des naissances) -, extrêmement élevée, atteignant ou dépassant 30‰. L'accroissement en définitive n'est point si considérable qu'il ne puisse être absorbé sur place, tandis que l'agriculture et toute l'économie régionale sont en expansion. Les départs sont inconnus même - semble-t-il - dans les montagnes les plus pauvres comme la Serrania de Ronda, réputées pour être des foyers traditionnels d'émigration (7).

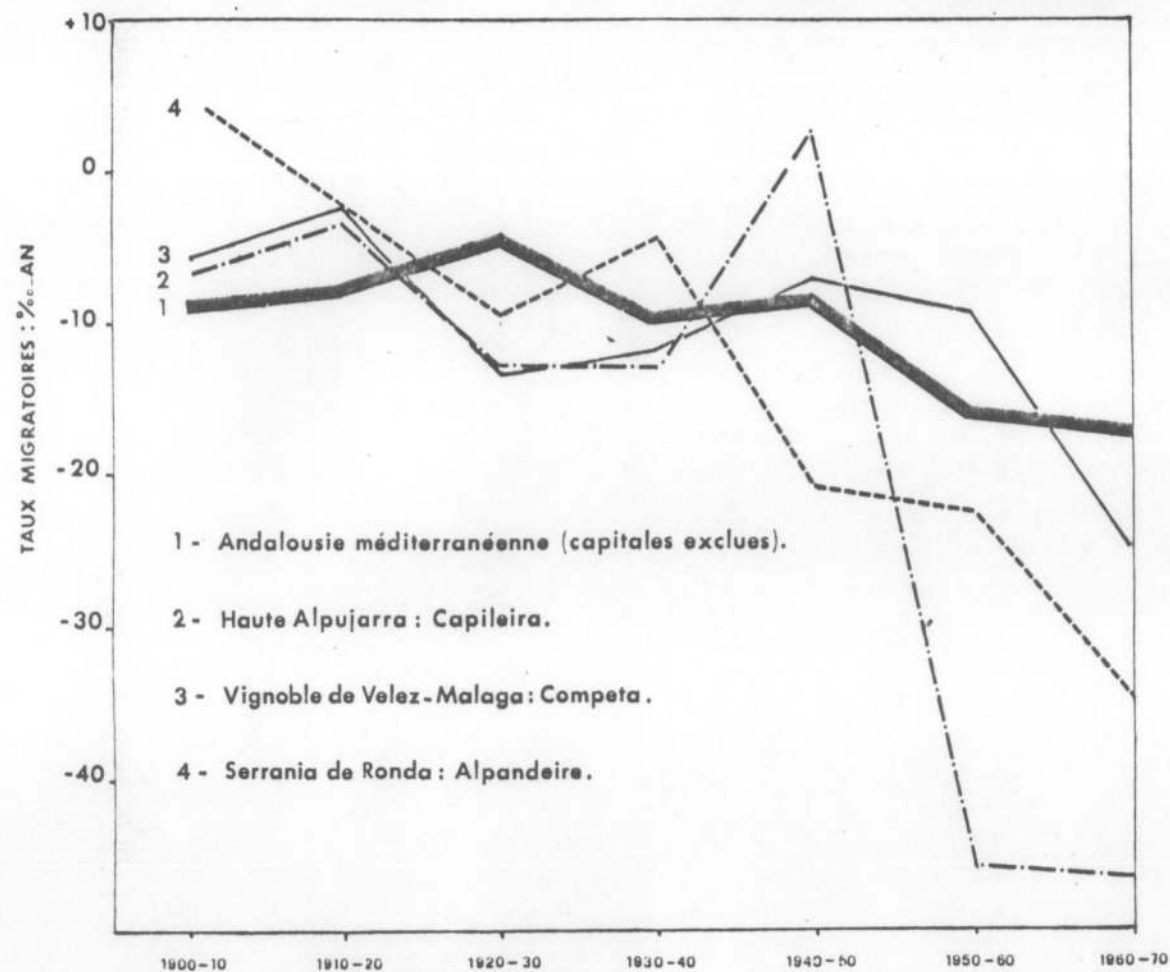
La période 1900-1950 représente donc la phase initiale de l'exode rural. Celui-ci apparaît avec les premiers symptômes de la surpopulation, au moment où se manifestent simultanément les effets d'une progressive saturation démographique, l'accroissement marqué des excédents naturels consécutifs à la baisse de la mortalité et la récession économique fini-séculaire.

C'est en réalité sur une crise violente, durant les deux dernières décennies du XIX^{ème}, que s'ouvre cette période. L'émigration atteint alors un rythme très intense, surtout dans les pays viticoles, - la plus grande partie de la région, alors -, touchés par la catastrophe du phylloxera: le solde migratoire voisine 30‰ par an dans le vignoble de Málaga (Competa), dans la vallée de l'Andarax, la Contraviesa, soit des valeurs aussi alarmantes qu'aujourd'hui. Hors même des vignobles, l'exode atteint des taux proches de 15‰ (Capileira en Haute Alpujarra). Mais ce ne sont là que crises accidentelles, peu durables et qui, passé l'épisode terrible de la fin du siècle, n'apparaissent qu'en brefs paroxysmes et en des secteurs étroitement limités. La vallée de l'Andarax en offre un bel exemple entre 1910 et 1920, alors que s'additionnent sécheresses dramatiques, mévente du raisin, épidémies.

Mais, sur l'ensemble de l'Andalousie méditerranéenne considérée tout au long de la première moitié du siècle, l'exode rural, réduit, se borne à évacuer une partie des excédents naturels dont l'accumulation sur place pourrait mettre en péril l'équilibre économique. Il intervient, au fond, comme une "saignée" salutaire qui rétablit la tension démographique à un niveau compatible avec les ressources disponibles. En effet, un peu partout, les soldes migratoires affichent le plus souvent des valeurs négatives sensiblement inférieures à 10‰ - an qui ont pour effet essentiel de ralentir la croissance démographique sans la faire disparaître (Fig.23).

L'émigration traditionnelle, peu volumineuse, présente d'autre part des caractères de gravité bénigne, si l'on considère son contenu et ses objectifs. En effet, hors des courtes périodes de crise, elle ne touche guère que les journaliers les plus démunis et semble ignorer le paysan: elle n'entraîne nul abandon et se

FIG. 23. L'EMIGRATION APPARENTE : évolution des soldes migratoires régionaux et locaux
(quelques cas représentatifs).



contente d'un réajustement de l'offre de main-d'oeuvre. Enfin, par sa destination à courte distance, elle aboutit surtout à une légère redistribution des hommes à l'intérieur même de l'Andalousie et souvent, dans le cadre de la même province, sans affecter sérieusement le potentiel humain régional (8).

L'exode lointain existe cependant mais il ne devient réellement important qu'au cours des brefs paroxysmes migratoires lors du phylloxera ou, plus tard, pendant la crise "parralera" de l'Andarax, ce qui explique sans doute son intensité plus grande dans la province d'Almeria. Il touche alors, dans ces moments exceptionnels de débâcle économique, tous les éléments de la société villageoise, le petit agriculteur-propriétaire comme le journalier. On se souvient encore, par exemple, autour d'Alhama de Almeria, de l'épisode terrible des années 1917-1918 où un grand nombre de petits vigneron ont dû vendre à bas prix leurs quelques terres et jusqu'à la charpente de leur maison, - que l'on s'attachait à conserver malgré tout -, pour payer leur traversée vers l'Amérique. Ce sont des souvenirs comparables que l'on évoque ailleurs, autour d'Almuniécar notamment, lorsque le phylloxera a acculé les paysans à se défaire de leur lopin et à prendre le bateau vers l'outre-mer. Car, en effet, l'émigration lointaine lorsqu'elle apparaît se dirige essentiellement au-delà de l'Atlantique ou de la Méditerranée. Le continent américain reçoit beaucoup de ces exilés, les Etats-Unis quelquefois à la fin du siècle dernier, mais surtout l'Amérique Latine de langue espagnole, Cuba, le Venezuela et avant tout l'Argentine, alors pays de grande colonisation. Cependant, - et cela marque bien les limites de ces départs lointains -, l'Andalousie méditerranéenne ne joue qu'un rôle secondaire dans la vague de l'émigration américaine des Espagnols, très loin derrière le Nord-Ouest galicien et asturien, les Canaries et les Baléares (9). Il en va de même, bien qu'à un degré moindre, pour l'autre grande destination d'alors qu'est l'Afrique du Nord, le Maroc avec Ceuta et Melilla, mais surtout l'Oranais où l'essor du vignoble absorbe un volume considérable de main-d'oeuvre espagnole (10). Mais, là encore, la participation andalouse paraît mineure par rapport à l'importance des contingents levantins d'Alicante ou Murcie. En fait, seules se détachent toujours les régions d'Almeria où les difficultés de la vigne et périodiquement la misère d'une agriculture-loterie ruinée par les sécheresses poussent plus régulièrement et plus intensément les campagnards à quitter le pays. C'est là encore que, dès la première moitié du siècle, l'on rencontre des mouvements notables de départ vers la Catalogne, exceptionnels à cette époque.

Dans l'ensemble, et hors des moments de crise aiguë, l'émigrant ne quitte guère la région. Il va grossir la foule des nouveaux citoyens qui assurent alors la croissance des capitales provinciales, Malaga et Grenade surtout qui attire des hommes de toute la partie orientale de l'Andalousie méditerranéenne. Emigration discrète, en définitive, et qui n'a guère marqué les esprits en comparaison du formida-

ble traumatisme qui, aujourd'hui, frappe toute une population rurale acculée sans recours à la fatalité de l'exode.

L'émigration actuelle, émigration-"vidange".

L'émigration aujourd'hui revêt, sous des formes nouvelles, une gravité exceptionnelle, effrayante.

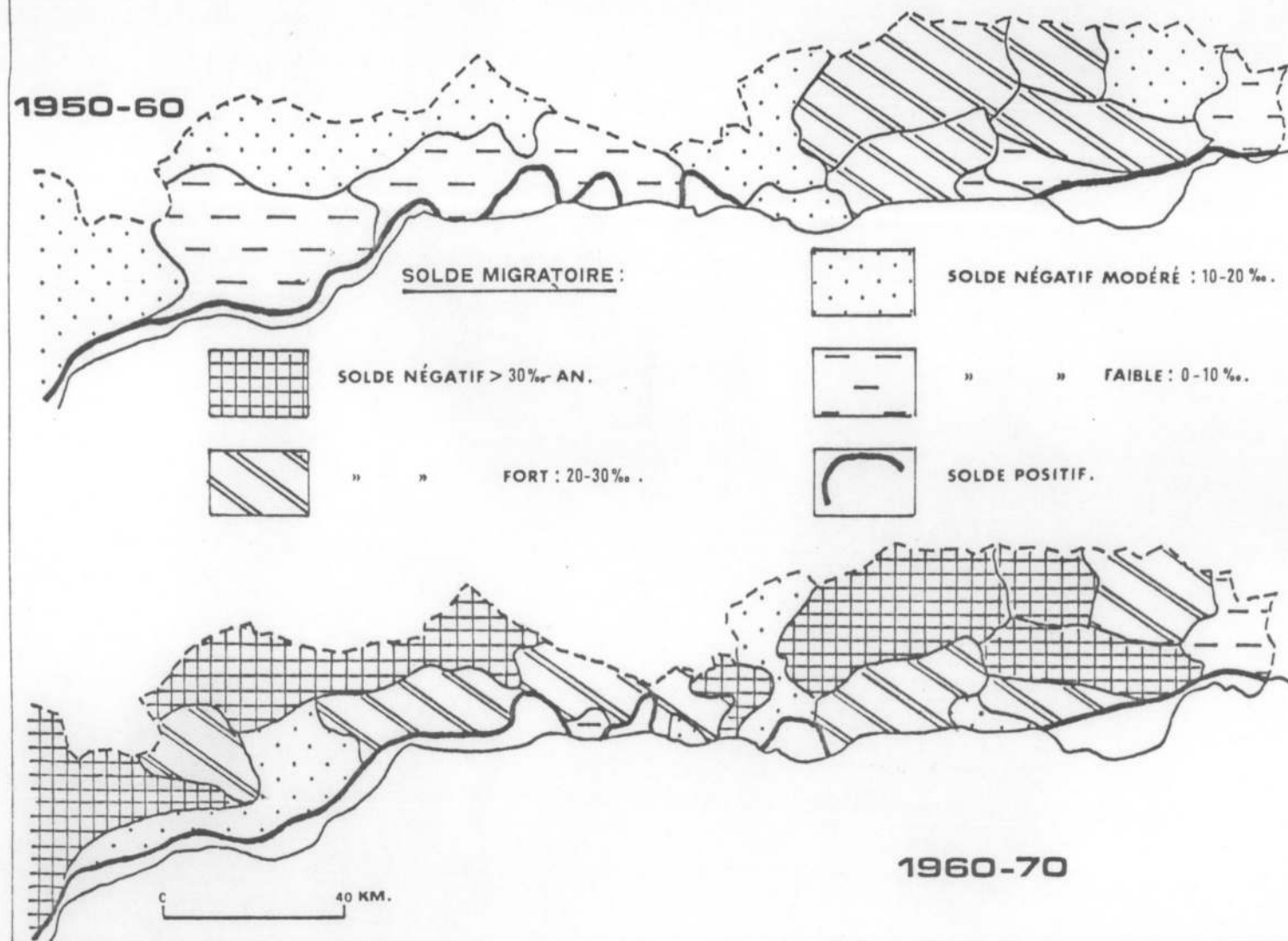
Il s'agit désormais d'un mouvement massif, continu et général. Contrairement aux effectifs relativement modestes qu'il touchait autrefois, l'exode porte maintenant sur un volume considérable: alors que le territoire espagnol est devenu l'un des grands foyers modernes de l'émigration méditerranéenne, l'Andalousie s'y affirme comme le pôle essentiel qui alimente pour près de moitié, - 40% de 1950 à 1960 -, l'énorme vague nationale. Or l'Andalousie orientale* en constitue, avec les 2/3 des effectifs, la principale base de départ. De plus, à la différence d'épisodes passés, l'intensité formidable de ce courant n'est ni le fait d'une crise passagère, ni celui de pays isolés: il ne cesse, au contraire, de s'enfler et touche pratiquement la région tout entière.

La coupure de 1950, si évidente sur les courbes de population analysées plus haut, marque les débuts de l'émigration moderne. Le solde migratoire subit à partir d'alors un brutal déficit, 3 à 4 fois supérieur à celui qu'enregistrait auparavant, de façon régulière, la première moitié du siècle. Au niveau de l'Andalousie orientale* dans son ensemble, on enregistre un passif net de 317 000 personnes entre 1900 et 1930, de 226 000 entre 1930 et 1950, de 414 000 enfin pour la seule décennie 1950-60: le rythme des départs demeure donc assez constant jusqu'en 1950, - autour de 10 000 personnes par an -, pour s'élever brusquement ensuite jusqu'à plus de 40 000 individus par an. Les seules régions de l'Andalousie méditerranéennes qui nous intéressent subissent des taux émigratoires comparables qui, entre 1950 et 1970, se chiffrent en moyenne autour de 20%.-an alors qu'ils demeuraient auparavant assez largement inférieurs à 10%.

L'accentuation progressive de la tendance est plus alarmante encore et témoigne du caractère durable d'une crise majeure. On peut calculer, en effet, que le taux d'émigration a pratiquement doublé au cours des deux dernières décennies: alors qu'il se situait en moyenne entre 15 et 20%.-an pour la période 1950-60, il atteint pour les 10 années suivantes des valeurs comprises entre 25 et 30%. L'élévation continue des moyennes recouvre une généralisation progressive du phénomène à l'ensemble de la région, à la presque totalité des campagnes. Ainsi, durant la décennie 1950-60 nul "pays" ne connaît encore de déficit migratoire supérieur à 30%.-an (Fig.24). Les plus touchés, - les montagnes orientales: Sierra Nevada et Contra-

* Les 4 provinces d'Almería, Grenade, Jaén et Málaga.

FIG.24 - Evolution régionale des migrations apparentes.



viesa -, présentent un solde négatif compris entre 20 et 30%. Tous les autres secteurs limitent leurs pertes nettes à moins de 20% et souvent encore à moins de 10%. L'émigration massive demeure donc cantonnée à quelques foyers isolés; l'exode n'atteint ailleurs qu'une intensité moyenne voire faible.

La décennie 1960-70 révèle enfin l'ampleur de la crise: à de rares exceptions près la totalité des campagnes enregistre un solde négatif supérieur à 20%, qui pour les montagnes les plus déshéritées de l'intérieur, dépasse la valeur considérable de 30%-an. L'émigration désormais ravage littéralement la plus grande partie de la région, s'affirme même, sans doute possible, dans les rares secteurs apparemment privilégiés où, plus modeste, elle est masquée par une forte croissance naturelle.

Les départs qui désormais rythment le cours de la vie quotidienne dans les campagnes ne se destinent plus guère aux villes andalouses. Ils représentent, dans leur majorité, une perte nette définitive pour la région. Aucun doute n'est permis à ce propos même si la statistique ne fournit, à un niveau global, que des chiffres très approximatifs, sans réelle valeur absolue, mais suffisants néanmoins pour signifier l'échelle relative des phénomènes (II). Deux courants se distinguent qui se révèlent fort inégaux.

a - L'émigration intérieure (I2), celle qui s'établit entre les provinces nationales sans franchir de frontières, domine de façon écrasante: elle porte, en fait, sur plus de 4 émigrants sur 5 (81%) et conserve la même importance relative de façon remarquablement constante, de l'une à l'autre des 3 provinces qui nous occupent. C'est aussi la forme d'exode la plus précoce: on la voit naître aux lendemains de la Guerre Civile, à partir de 1945, puis connaître un brutal essor vers 1950 alors que grâce aux aides financières américaines, l'Espagne inaugure un développement économique accéléré. Le courant se maintiendra et même se renforcera considérablement au cours de la décade suivante malgré le ralentissement économique des années 1960 consécutif au Plan de Stabilisation (1959). Les hommes qui massivement quittent depuis plus de 20 ans les campagnes andalouses fournissent donc avant tout la main-d'oeuvre indispensable à la croissance industrielle. De là, les caractères fondamentaux de l'émigration actuelle: un exode rural de la campagne vers les villes, mais presque exclusivement vers les zones urbaines bien dotées d'industries.

La débilite de l'attraction régionale s'explique donc facilement. L'Andalousie, sous-industrialisée, retient moins de 20% du courant migratoire intérieur. Encore s'agit-il pour la presque totalité (15 à 16%) d'une turbulence locale, interne à chaque province, et difficile à apprécier: les mouvements matrimoniaux entre

communes voisines, sans grande signification, y jouent vraisemblablement un rôle fort important. Quant aux véritables pôles d'attraction, très limités et de faible puissance, ils ne correspondent plus guère aux capitales régionales, Málaga, Grenade ou Almería. Nous aurons à y revenir ultérieurement. En définitive, les échanges entre les provinces de l'Andalousie méditerranéenne mesurent plus exactement les limites étroites de l'attraction régionale: ils atteignent à peine 3% du volume migratoire.

La prépondérance écrasante de l'émigration vers les foyers industriels du Nord de l'Espagne constitue par contre la grande nouveauté, alors que seuls, autrefois, les almerienses s'y destinaient, en petit nombre. C'est là, aujourd'hui, la forme presque exclusive, le terme fondamental, d'un courant migratoire qui vide le Sud au profit des régions septentrionales et singulièrement de la Catalogne. Nous nous attarderons plus loin à préciser les directions de cet énorme mouvement. Il suffit, pour l'heure, de montrer que l'exode représente désormais une perte absolue pour la région.

b - L'émigration extérieure (I3) a elle aussi considérablement évolué depuis les années 1950. Avec I/5 à peine du volume migratoire elle peut sembler accessoire, secondaire: elle porte en réalité sur des chiffres absolus de plusieurs milliers de personnes par an.

L'émigration d'autrefois vers l'outre-mer a décliné précipitamment depuis l'après-guerre, pour disparaître pratiquement de nos jours. Après une fugitive montée vers 1950, elle s'amenuise pour ne plus porter aujourd'hui que sur quelques dizaines d'individus isolés, moins du I/10 des départs à l'étranger. Le courant de l'exode lointain se détourne alors vers les nouvelles destinations de l'Europe industrielle, sans concurrence désormais sur le "marché" de l'émigration andalouse. L'événement se produit dans les années 1960, au moment où le plan de stabilisation réduit la croissance de l'emploi national alors que l'Espagne s'intègre définitivement dans une Europe en pleine expansion économique, à la recherche d'une main-d'œuvre supplémentaire. Mais, en définitive, le courant européen, en dépit de son importance, joue moins le rôle de relais de l'émigration intérieure que celui d'un flux supplémentaire qui s'y superpose sans en réduire l'intensité.

Ainsi, parallèlement à l'énorme croissance de son volume, l'exode rural moderne subit une réorientation complète quant à ses objectifs: de l'outre-mer à l'Europe continentale, des capitales provinciales aux foyers industriels du Nord espagnol, il se détourne tout entier de l'Andalousie. C'est là une grande différence en regard de l'émigration traditionnelle et un changement lourd de signification.

On ne peut plus parler, d'abord, de redistribution interne mais d'un énorme déficit humain pour la région dans son ensemble. Surtout, au-delà de l'abstrac-

tion d'un bilan chiffré, l'exode lointain généralisé est chargé, pour les hommes, d'un sens redoutable qui révèle sa nature profondément nouvelle, sa gravité exceptionnelle. Il implique, en effet, un déracinement complet. Lorsqu'on sait l'attachement viscéral de l'andalou à son pays, à son mode de vie, et plus particulièrement celui du paysan à sa terre, on mesure l'ampleur du sacrifice, - collectif aujourd'hui -, qui le pousse non seulement à quitter le village mais à renoncer même à l'Andalousie pour un exil aux couleurs sombres sur lequel aujourd'hui il ne se fait guère d'illusions. Il faut, qu'au départ, la nécessité qui le presse soit bien puissante et les difficultés sans remède.

Les départs lointains signifient également un déracinement professionnel et par là une rupture infiniment plus marquée qu'autrefois: l'émigrant désormais est presque toujours destiné à l'usine ou au chantier, à des activités pour lesquelles il n'offre aucune qualification. En quittant le pays, il cesse d'être agriculteur et perd sa compétence. Réduit trop souvent à vivre dans un taudis, dans une "barraca" barcelonaise ou un bidonville étranger, l'émigrant consent toujours à un réel déclassement.

Autant de signes qui révèlent sans ambiguïté le caractère désespéré de l'exode rural actuel qui, pour la masse des émigrants, n'est pas -s'il a pu l'être quelquefois - la recherche d'un mieux-vivre et d'une promotion mais, au contraire, une fatalité vitale, l'émigration inévitable de la misère.

Or, cette dernière, par le fait même des nombres sur lesquels elle s'applique, est aujourd'hui subie de plus en plus par toutes les catégories de la société villageoise. L'exode rural se montre moins sélectif et ne recrute plus seulement comme autrefois, hors de quelques moments exceptionnels, dans la frange excédentaire des journaliers.

Certes, les statistiques disponibles continuent d'accorder une écrasante majorité, les 4/5, aux ouvriers agricoles mais doivent être nuancées en ce qui concerne l'Andalousie méditerranéenne. Elles amalgament, en effet, à l'échelle provinciale, des réalités fort différentes: celle des plaines intérieures au Nord, pays de grands domaines et de salariés agricoles où ces derniers représentent effectivement le gros des départs; celle de nos régions, plus au Sud, où le microfundisme confond souvent l'exploitation directe et le salariat éventuel, difficiles à distinguer en bien des cas. Là, l'émigration touche indifféremment les unes et les autres mais gagne de plus en plus vers le haut des couches de la paysannerie familiale.

En fait, les paysans sans terre ou les plus démunis, -journaliers, journaliers-exploitants, artisans aussi -, ont été logiquement les premiers et les plus nombreux à partir. Mais, plus récemment, la petite exploitation familiale a été frap-

pée à son tour. Indirectement parfois, au travers de l'émigration des enfants et de l'absence de successeurs, plus directement aussi lorsque partent l'exploitant lui-même et sa famille. Dans la plupart des secteurs de la région, l'enquête au niveau du village ne laisse guère de doutes quant à la réalité locale du phénomène. Telle commune de Haute Alpujarra compte, par exemple, au nombre des émigrés de ces dernières années à peine plus d'I/4 de journaliers, parmi les derniers sans doute d'une catégorie en voie d'extinction, contre 75% de paysans, exploitants directs presque tous (Capileira).

La nouveauté de l'émigration actuelle est donc sur tous les points, -intensité, direction, groupes sociaux concernés-, fort évidente par rapport à l'ancienne. Elle se mesure surtout, en définitive, par l'extrême gravité de ses conséquences. Au contraire de l'émigration de la première moitié du siècle, l'exode d'aujourd'hui appauvrit considérablement le milieu de départ: la saignée d'autrefois s'est muée en hémorragie qui, si elle se prolonge, risque de laisser un pays exsangue.

Ce ne sont plus les excédents sociaux ou démographiques des campagnes qui sont ainsi évacués mais ses forces vives: non plus seulement des journaliers en surnombre mais les paysans, titulaires d'exploitations familiales, ceux-là même sur lesquels repose toute l'activité agricole; non plus seulement le surplus d'une croissance naturelle généreuse mais des effectifs si nombreux qu'ils amputent une population en décroissance rapide.

Pour l'heure, le capital humain ne paraît pas encore très profondément dégradé. L'hémorragie est trop récente pour avoir détruit toute la vitalité d'une démographie au départ remarquablement jeune et vigoureuse. Les symptômes du mal sont pourtant déjà sensibles. Les densités humaines sont tombées à 20 habitants/km² en certains pays de montagne (Serrania de Ronda, Alpujarra alta...) et, si elles se maintiennent ailleurs à un niveau plus élevé, le rythme de leur chute ne laisse pas d'inquiéter. Jusqu'à quand les hommes demeureront-ils assez nombreux pour maintenir les activités ?

Le phénomène est d'autant plus alarmant que la ponction ne touche pas également toutes les tranches de la population. Comme il est logique, les plus âgés restent, les jeunes s'en vont. Il n'est pour s'en convaincre qu'à visiter les villages où le tribut de l'émigration est le plus lourd: l'aréopage des vieux, assis à l'ombre de la place, règne souvent en maître et la "jeunesse", ici, celle qui continue à travailler, dénote souvent une maturité parfois très avancée.

Le vieillissement apparaît d'ailleurs au travers des statistiques provinciales rapportées à la population rurale (I4): en 20 ans, de 1950 à 1970, le nombre des personnes âgées de plus de 65 ans s'est accru de quelque 5%, à un ryth-

me très supérieur à celui qu'enregistre la baisse de la mortalité; à l'inverse, les adultes, de 15 à 65 ans, accusent une diminution équivalente. L'indice de vieillissement* affecte en conséquence une nette dégradation: son niveau actuel, voisin de 3, est à peine supérieur à la moitié de celui de 1950, proche de 6.

Cependant, nulle part encore la situation démographique n'est irrémédiablement compromise si l'on en juge par la proportion à peu près stable des enfants ou par l'évolution de la natalité qui conserve des taux souvent proches de 20‰. Nulle part le bilan naturel ne s'inverse. La population, même amoindrie, est encore prolifique, mais en bien des lieux cependant le déclin est amorcé. Le nombre de naissances s'affaïssit brusquement déjà et ne dépasse plus 16 à 18‰, dans des pays aussi divers que la moyenne vallée de l'Andarax, la Haute Alpujarra, l'Axaquia, la Serrania de Ronda.

En fait, pour une région rurale essentiellement réduite à la fonction de réservoir de main-d'oeuvre, un terme fatal paraît inéluctable. La question demeure de savoir jusqu'à quand elle pourra retenir assez de jeunes, alimenter une croissance naturelle qui lui permette de conserver une population suffisante au maintien de ses activités. La réponse n'est pas simple: elle dépend notamment de l'importance des retours éventuels, soit de la part relative des départs temporaires et définitifs.

2 - Types d'émigration : départs temporaires et définitifs.

a - L'émigration temporaire est, avec logique, présentée comme un mal relativement bénin. En dépit de la longueur des absences, - un an au moins -, qui peut perturber le fonctionnement de la vie locale, elle n'entraîne qu'un vide momentané que comble le retour. Bien plus, elle est susceptible d'apporter, à terme, quelques profits à la zone de départ: épargne, acquis technique parfois, ramenés par l'émigrant peuvent constituer par la suite un ferment de progrès. Telle est du moins l'hypothèse résolument optimiste fondée sur une vision schématique du phénomène. En fait, l'émigration temporaire est une réalité extrêmement complexe dont la nature et par conséquent les effets sont très variables: sa durée effective, son caractère accidentel ou chronique au niveau de l'individu, déterminent, entre autres causes, son agressivité ou sa benignité. Surtout, c'est d'abord son ampleur, globale ou rapportée au volume des départs définitifs, qui règle son influence, positive ou négative, sur le milieu concerné.

Le problème de l'estimation numérique de l'émigration temporaire est des plus ardu. On peut affirmer sans risque qu'elle porte chaque année en Andalousie

* Nombre de jeunes de moins de 15 ans rapporté à celui des personnes de plus de 65 ans.

méditerranéenne sur plusieurs milliers de personnes. Mais, si son importance ne fait aucun doute, sa mesure exacte s'avère à peu près impossible par suite de l'impuissance de la statistique à cerner un phénomène lui-même incertain: souvent, l'émigré ne sait pas au jour du départ quel sera le terme de son exil. D'ailleurs, au cas où ils seraient dénombrés avec certitude, le chiffre des départs ne fournirait qu'un renseignement de peu d'intérêt dans l'ignorance du nombre des retours qui, lui, est inconnu. Il ne pourrait donc pas apporter une estimation du poids véritable de l'émigration temporaire, exagérément forcé en l'occurrence, ni être comparé au volume de l'émigration totale.

L'unique moyen d'approcher le phénomène consiste alors, au niveau communal à dénombrer le nombre des absences enregistrées à la date du recensement. On sait qu'en effet l'émigrant conserve sa "citoyenneté" municipale jusqu'au moment où il demande sa radiation, soit logiquement dès qu'il a acquis la certitude de ne plus revenir: jusqu'alors, il est considéré comme absent et dûment enregistré sur les listes villageoises. Le nombre des absences, à la date précise du recensement, apparaît de la sorte comme un bilan entre les départs et les retours jugé représentatif du volume moyen des absents pendant la période intercensale. Il offre l'avantage fondamental de pouvoir se comparer au bilan global, connu, qu'est le solde migratoire et donc de permettre la distinction entre émigrés définitifs et émigrés temporaires.

La méthode cependant demeure fort incertaine et ses inconvénients ne doivent pas être sous-estimés. La qualité même du recensement est à prendre en compte, - les absents ne sont pas toujours signalés -, et peut parfois aggraver les risques d'erreurs inévitables. Ceux-ci se résument surtout à deux cas:

- tous les absents ne sont pas forcément des émigrés, l'absence pouvant être accidentelle (voyage, hospitalisation en ville etc..). On supposera toutefois que c'est là un risque secondaire qui ne fait, à la campagne, intervenir qu'un petit nombre d'individus.
- le retour momentané d'émigrés, pour quelques jours ou quelques semaines, constitue par contre un élément de perturbation beaucoup plus redoutable, à l'époque où est élaboré le recensement, à la fin de Décembre. Certains émigrants, en proportion non négligeable, reviennent au village à l'occasion des fêtes de Noël, et sont alors enregistrés comme présents. C'est là une cause notable d'erreur par défaut dans le dénombrement des émigrés réels, impossible à corriger dans la mesure où le taux d'erreur peut varier considérablement d'une commune à l'autre.

Aussi ne peut-on espérer mieux, à partir du comptage des absents, que d'obtenir un ordre de grandeur relatif à l'émigration temporaire, de fiabilité au demeurant fort inégale selon les lieux.

L'examen des résultats pour 1970 démontre d'ailleurs l'extrême variabilité du phénomène d'une région à l'autre. Ainsi, en face de communes où les individus ab-

sents constituent jusqu'à 30% des effectifs de la population légale (Juzcar, Parauta dans la Serrania de Ronda), il est des secteurs entiers où leur nombre s'avère nul ou négligeable, inférieur à 1% du total des habitants. En fait, si l'on se réfère aux zones où le phénomène est véritablement notable, - cas le plus fréquent -, on constate que le volume des absences peut se regrouper autour de deux valeurs souvent répétées: de 3 à 5% de la population "de fait" pour la valeur inférieure la plus courante, de 10 à 15% pour la valeur maximale la plus fréquemment enregistrée. Considérant que le taux d'émigration globale* varie entre 25 et 35% dans ces régions, on calcule que l'émigration temporaire ainsi mesurée représenterait de 10 à 20% du déficit migratoire total dans le premier cas et de 30 à 40% dans le second, pour la période 1960-70. L'incertitude de la méthode ne permet guère de préciser ces chiffres: on retiendra surtout que, dans l'ensemble des campagnes soumises à l'exode rural, les mouvements temporaires demeurent minoritaires, et souvent de beaucoup, par rapport aux départs définitifs. Dans le plus grand nombre des cas, l'émigration actuelle ne peut donc bénéficier que très partiellement du préjugé favorable de moindre gravité que l'on prête aux migrations temporaires.

L'enquête permet d'affiner ces premières approximations. Elle confirme surtout l'existence de deux grands types de comportement vis à vis des départs temporaires.

Certaines régions ne se prêtent que fort peu à ce genre d'émigration. Ce sont celles, d'ailleurs, où le rapport des absents enregistrés au solde migratoire est très faible, toujours inférieur à 10%. Il s'agit en particulier de l'Axaquia, de la Contraviesa, de la moyenne vallée de l'Andarax, plus exceptionnellement de certaines communes montagnardes de Haute Alpujarra, soit, au total, essentiellement des pays de coteaux, ceux surtout que domine la vigne.

L'émigration temporaire est ailleurs généralement pratiquée mais nourrit des courants d'intensité variable à partir de deux grands types de pays:

- la montagne, d'une part, où l'on distingue en particulier le cas de la Serrania de Ronda avec un volume de "temporaires" qui avoisine celui des pertes définitives. La Haute Alpujarra fournit par contre plus irrégulièrement ce type de migrations, parfois très faible, et qui ne dépasse que rarement le 1/5 de l'émigration totale.

- les bassins, d'autre part, ceux de l'intérieur comme le Valle de Lecrin, - l'un des points forts de l'émigration temporaire qui, selon les communes, représente de 20 à 40% des pertes totales -, au même titre que les vegas littorales comme celle de Motril, en particulier, mais aussi d'Almuñecar, Velez ou la Hoya de Málaga.

Répartition quelque peu paradoxale, qui n'offre pas d'explication simple.

* Solde migratoire calculé par rapport à la population moyenne durant une période de 10 ans.

La compatibilité relative de l'absence prolongée et du système agricole paraît jouer un rôle déterminant. Ainsi, la vigne supporte mal un abandon de quelques années sans risque grave de dégénérescence. A l'inverse, la polyculture des montagnes comme celle des vegas, surtout fondée sur les cultures annuelles, ne subissent en cas de départ qu'une jachère, partielle d'ailleurs le plus souvent grâce aux soins prêtés par les parents ou voisins.

On comprend plus difficilement l'importance comparable de l'émigration temporaire dans les zones riches des bassins et dans les secteurs les plus déshérités de la montagne. Quelques indices relevés dans l'Alpujarra fournissent cependant une hypothèse intéressante. On constate que la part des mouvements temporaires s'y accroît dans les villages où la dégradation économique est moindre, dans les dépressions (Orgiva) comme dans les communes d'altitude où commencent à s'affirmer quelques tentatives de rénovation (Trevelez), tandis qu'elle s'efface presque totalement dans les communes les plus diminuées. Son intensité paraît donc varier en fonction directe des chances d'avenir de la région de départ, son existence se lier au degré d'espoir conservé par l'agriculteur.

Par contre, le cas inverse de pays agonisants comme la Serrania de Ronda paraît infirmer radicalement semblable hypothèse....

Au total, si l'on distingue bien le poids de certaines conditions ou prédispositions propices au départ temporaire, il s'avère impossible de dégager de règles générales.

Sans doute se heurte-t-on, une nouvelle fois, à la diversité du contenu réel de l'émigration temporaire, à la complexité de ses motivations. Ses caractères extérieurs sont pourtant parfaitement clairs, homogènes.

L'émigration temporaire se dirige fondamentalement hors d'Espagne, vers les pays du Marché Commun. L'enquête ne laisse aucun doute sur cette prédilection européenne, si exclusive souvent que l'on serait tenté d'assimiler aujourd'hui migrations "extérieures" et flux temporaires: dans l'ensemble, l'Europe attire sans doute près des 3/4 de ces migrants.

Le choix repose, au fond, sur une raison évidente qui tient à la nature même de ce type migratoire: il s'agit d'obtenir le gain maximum en un minimum de temps, de façon à rentabiliser au mieux une absence toujours préjudiciable qu'il convient d'écourter. L'écart considérable encore entre le niveau moyen des salaires espagnols et celui des rémunérations en Europe industrielle favorise donc normalement cette dernière. D'autre part, l'émigration "européenne" est presque uniquement provisoire et ne peut être acceptée qu'ainsi. L'andalou ne s'intègre guère en Allemagne ou en France: la langue, le mode de vie, la dureté des tâches proposées, la médiocrité des conditions de logement qu'impose le souci de l'épargne forcenée

s'ajoutent pour faire de ce séjour une épreuve qu'on souhaite brève et que l'on ne peut envisager comme définitive. De fait, les cas d'installations durables en famille sont rarissimes et, de plus, circonscrits au Sud de la France.

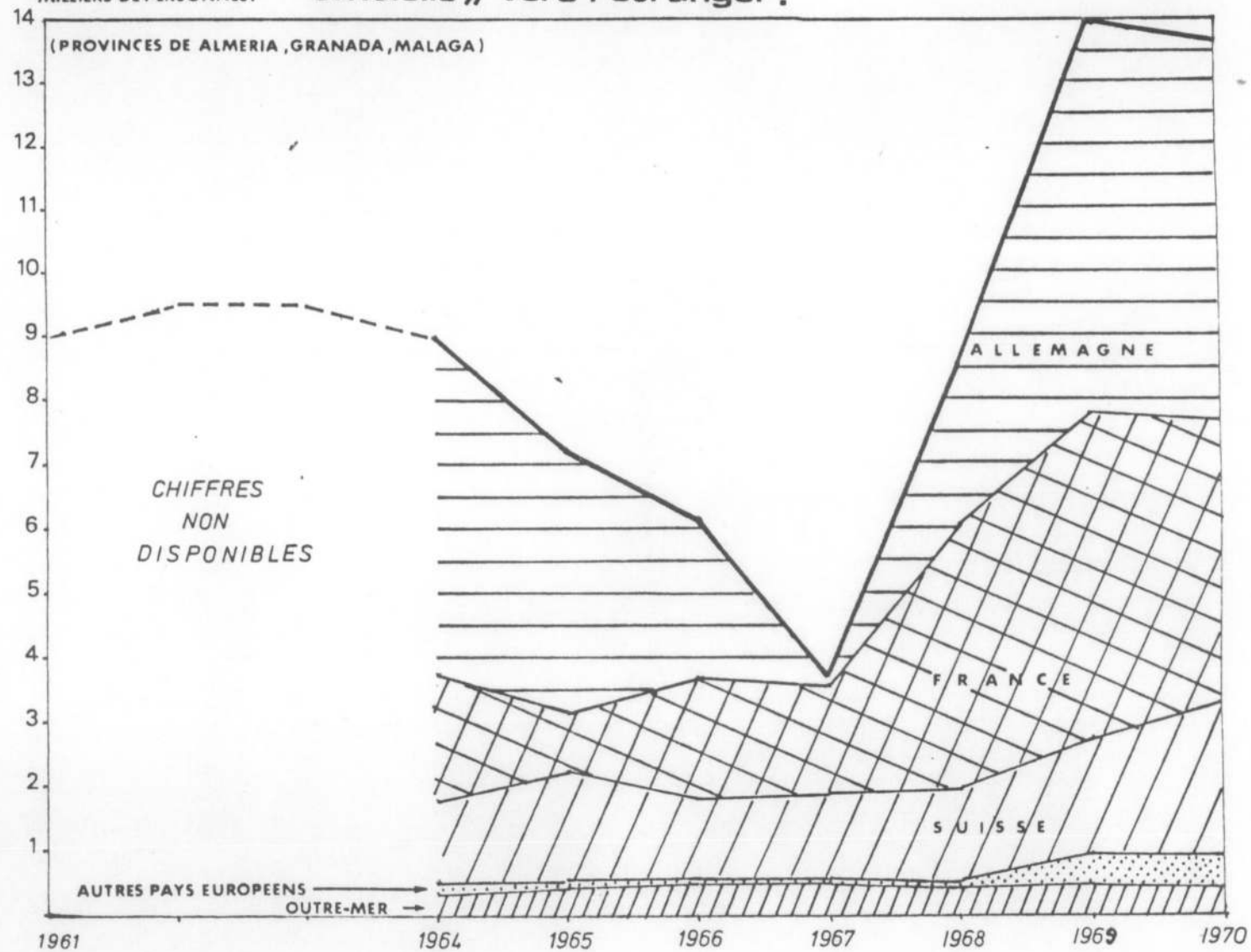
Ainsi existe-t-il un lien logique entre migrations européennes et départs temporaires.

Deux pays se partagent, en proportions comparables, le courant migratoire andalou (Fig.25). L'Allemagne, en raison des salaires élevés qu'on y sert, arrive en tête de plus en plus nettement. Elle attire cependant un flux assez irrégulier, brusquement amoindri lorsque se ralentit, comme en 1967, le rythme de la croissance économique. Sur l'ensemble de la décennie 1960-1970, elle a accueilli pourtant la moitié environ de l'émigration régionale vers l'Europe, si l'on en croit les sources officielles. En réalité, celles-ci ne s'appliquent qu'aux migrants pourvus d'un contrat de travail, encadrés par l'Institut espagnol d'Emigration, soit à la moitié peut-être des migrants réels qui, souvent, partent comme "touristes", avec ou sans propositions valables d'un employeur. Le phénomène de la "filière" est, en effet, très usité: l'émigré rejoint souvent un parent, un voisin installé à l'étranger et qui l'avise des possibilités d'emploi et de logement. C'est pourquoi, malgré les statistiques des départs "encadrés" qui la relèguent à la seconde place, la France accueille sans doute un contingent aussi important que l'Allemagne, plus régulier aussi. L'émigration "sauvage" y est, en effet, beaucoup plus volumineuse que vers l'Allemagne: la proximité plus grande, le moindre dépaysement d'une langue latine y favorisent davantage les tentatives individuelles hors de tout organisme. La Suisse, enfin, à un niveau plus modeste tient une place notable: elle reçoit 1/5 environ de l'émigration andalouse officielle, n'acceptant d'ailleurs que des travailleurs dûment nantis d'un contrat de travail (15). En fait, au niveau local, cette hiérarchie se vérifie assez rarement, chaque village se "spécialisant" de façon plus ou moins absolue au profit d'une seule destination parfois très précise. Ainsi tel village de la Serrania envoie la plupart de ses hommes en France, dans l'agglomération de Troyes par exemple (Alpandei), alors que la commune voisine se destine plutôt à l'Allemagne et à la Suisse. Il s'ensuit une absence curieuse de cohérence d'un village à l'autre, au sein du même secteur géographique, quant aux buts de l'émigration étrangère. Le phénomène de la "filière" qui fonctionne au niveau de la commune et de l'interconnaissance directe explique clairement ces comportements "villageois". Par contre, quelle que soit la destination choisie, les émigrants trouvent tous en Europe le même type de travail: les tâches inférieures ne réclamant aucune qualification, de l'industrie, du bâtiment et des travaux publics. Seules la Suisse et la France, en Roussillon notamment, utilisent quelques-uns d'entre eux dans l'agriculture.

Les départs vers l'Europe n'épuisent pas totalement, en réalité, le flux

FIG. 25. Destinations de l'émigration temporaire (séjours > 1 an)

MILLIERS DE PERSONNES. "officielle", vers l'étranger.



de l'émigration temporaire. Ils laissent subsister un courant secondaire vers les régions espagnoles, parfois négligeable, localement plus notable. Dans l'ensemble, la Catalogne industrielle de la région de Barcelone concentre la majorité des émigrants, suivie de très loin par les villes basques: les buts de l'émigration sont identiques à ceux que l'on poursuit en Europe, l'industrie, la construction. Mais, en définitive, l'émigration temporaire espagnole ne devient réellement importante, jusqu'à prévaloir parfois sur les départs européens, qu'en quelques zones étroitement circonscrites près des foyers touristiques du littoral. La région devient alors, exceptionnellement, par l'intermédiaire des emplois offerts dans le bâtiment et secondairement l'hôtellerie ou, pour les jeunes filles, le service domestique, un centre d'attraction surtout sensible dans l'arrière-pays de la Costa del Sol malagueña et beaucoup plus faiblement autour de Velez et d'Almuñecar.

Le cas de Velez offre un exemple assez caractéristique de cette variante: Torre de Mar y attire un petit contingent d'immigrants temporaires mais n'offre pas d'emplois suffisants pour éviter les départs hors de la commune. Ces derniers se distribuaient en 1970 selon 3 courants équivalents:

- L'Europe, réduite à 33% des émigrants (102 personnes) dirigés vers l'Allemagne pour la plupart.
- L'Espagne intérieure, représentée essentiellement par la région barcelonaise, avec 29% des départs (92 personnes).
- L'agglomération de Málaga et la Costa del Sol, enfin, avec 38% des émigrants (117).

Almuñecar, plus isolée à l'Est du foyer touristique malagueño, propose, dans le cadre d'une situation comparable où la faiblesse de l'offre locale n'épuise pas le potentiel migratoire, une légère variante. La vocation touristique locale, bien que modeste, a pour conséquence de réorienter les départs vers les grandes régions balnéaires espagnoles, les Baléares, la Costa Brava et accessoirement les Canaries. La part de l'Europe tombe à moins d'I/4 alors que celle des îles et de la côte catalane s'élève à 40%, le reste se dispersant en Espagne intérieure.

L'émigrant temporaire lui-même présente des caractéristiques très homogènes quelles que soient sa destination et son origine.

On constate d'abord la prépondérance écrasante des départs isolés: l'émigration temporaire n'est presque jamais familiale. Les célibataires sont, en général, les plus nombreux, - 2 sur 3 environ -, les chefs de famille constituent le tiers restant. Il arrive cependant que leur proportion s'équilibre ou s'inverse, en liaison semble-t-il avec la destination préférentielle de l'émigration villageoise, les chefs de famille, un peu plus âgés, s'imposent plus nettement dans les pays les plus lointains, l'Allemagne ou la Suisse.

Il s'ensuit, de toute façon, un double déséquilibre très accentué quant à l'âge et à la composition par sexe de la population émigrée. L'émigrant temporaire

est avant tout un jeune ou très jeune actif. Les enfants de moins de 15 ans sont pratiquement absents ainsi que les personnes âgées ou mûres au-delà de 40 ans. En fait, une très large majorité de ces migrants a entre 15 et 30 ans: la moitié selon les statistiques officielles, les 3/4 dans la réalité (Fig.26).

L'effectif féminin, d'autre part, est toujours très minoritaire et représente moins de 1/10 des émigrants. Il ne s'accroît sensiblement que dans le cas de départs à courte distance, vers les villes ou les zones touristiques locales, migration de jeunes filles "placées" comme domestiques dans des familles qui les laissent revenir chaque semaine au village.

L'émigrant temporaire, enfin, procède aussi bien d'une famille de petits exploitants que de celle d'un journalier. Salariés agricoles et aides familiaux dominent largement parmi les célibataires, les agriculteurs se recrutant plus souvent au niveau des chefs de famille.

Au total, les caractéristiques bien marquées de l'émigration temporaire aident à préciser son influence spécifique sur le milieu de départ.

L'absence prolongée d'une partie de la population se traduit immédiatement par des conséquences sensibles sur le plan de la démographie et de l'économie locales. A l'échelle du village, l'émigration temporaire introduit des perturbations très particulières. On ne peut nullement lui imputer la tendance au vieillissement démographique puisque ni les enfants ni les gens âgés n'y participent. Elle n'est pas davantage responsable de la diminution des naissances. Au total, elle ne porte pas préjudice au comportement vital de la population et justifie par là sa réputation de bénignité.

La ponction, sans cesse renouvelée par le "roulement" des départs, qu'elle exerce au niveau des jeunes hommes modifie par contre très profondément la structure des effectifs villageois. Dans les cas extrêmes, dans les pays de montagne de la Serrania de Ronda, dans certaines zones de la Haute Alpujarra, la population à l'instar de celle de Kabylie, se compose dès lors d'une majorité d'enfants, de femmes et de vieillards. Les pyramides de population (Fig.27) accusent clairement le déséquilibre, révèlent une encoche profonde entre la base large qui se maintient jusqu'à 15 ans et un sommet anormalement renflé au-delà de 40 ou 50 ans. Là, se situe, en effet, le préjudice fondamental de l'émigration temporaire: elle prive le pays de ses forces vives, réduit considérablement, lorsqu'elle prend quelque ampleur, son potentiel de travail à l'énergie minimale indispensable à l'entretien d'une vie économique en sommeil.

Deux exemples suffiront à mesurer l'importance du phénomène. Celui de Periana exprime un cas moyen: dans la dépression du flysch de Colmenar où s'étend la commune, l'émig-

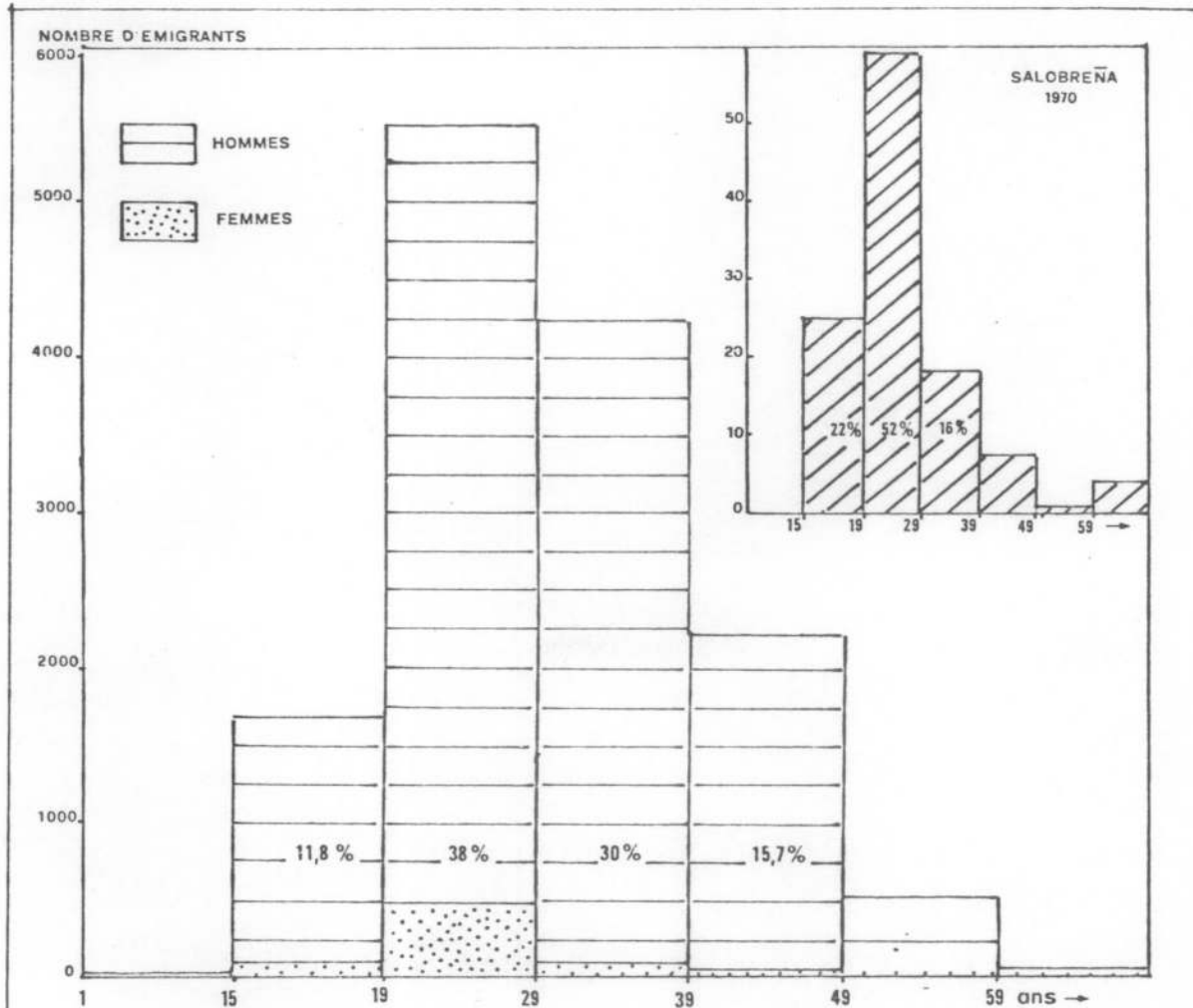


FIG. 26 - Structures (âges et sexes) de l'émigration temporaire.

- **DIAGRAMME PRINCIPAL : EMIGRATION « OFFICIELLE » VERS L'ETRANGER (MOYENNE ANNUELLE 1961-72 POUR ALMERIA, GRANADA, MALAGA.)**

- **CARTON : EXEMPLE CARACTERISTIQUE DES STRUCTURES DE L'EMIGRATION TEMPORAIRE, TOUTES DESTINATIONS.**

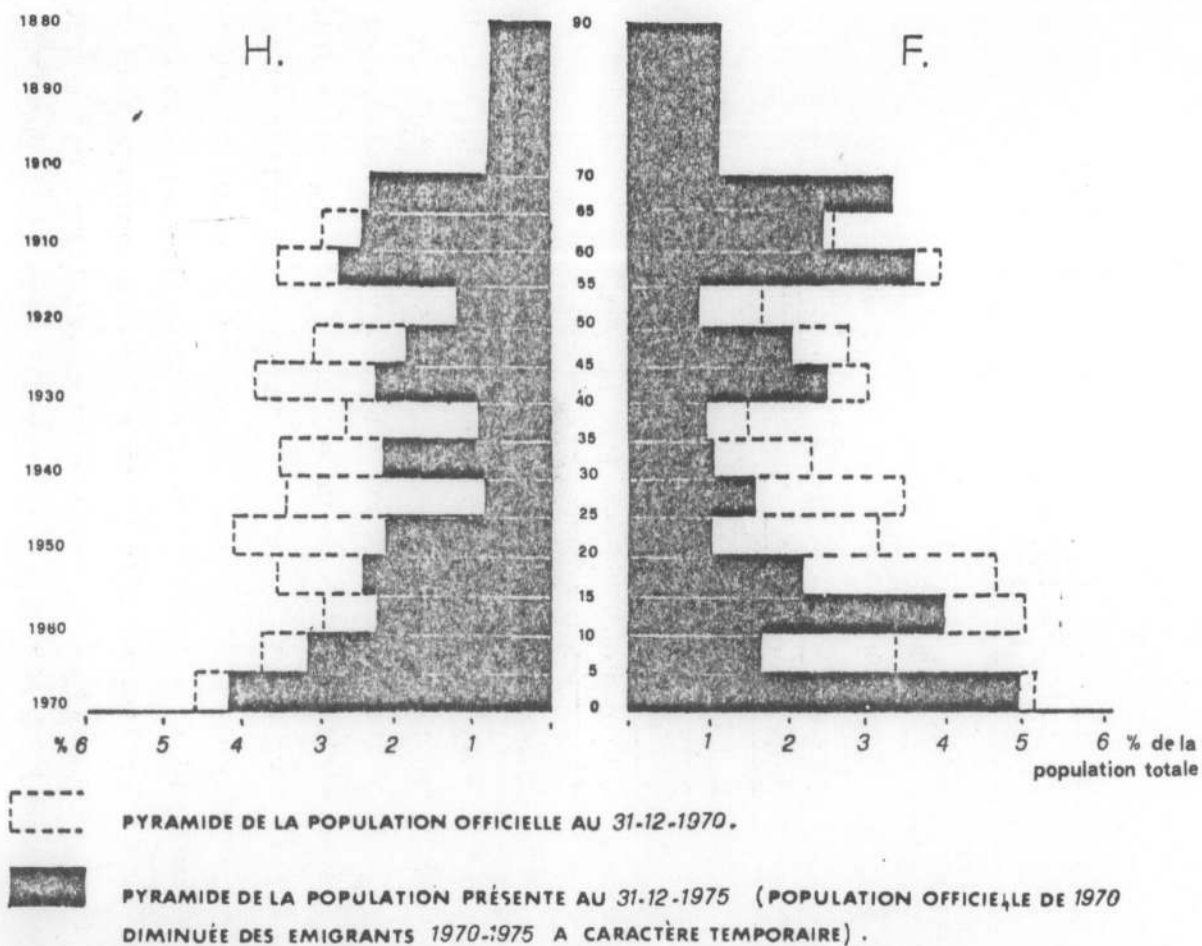


FIG.27- Influence de l'émigration temporaire sur la structure d'âges de la population sédentaire : Alpendeire (Serrania de Ronda).

gration temporaire est importante sans atteindre un volume exceptionnel. Or, en 1970, le tiers des actifs masculins entre 20 et 40 ans était mobilisé au dehors pour un temps indéfini :

PERIANA 1970

Actifs masculins	82	94	94	115	101
Emigrés temporaires	10	31	26	13	1
	12%	33%	27%	11%	1%
	15-20	20-30	30-40	40-50	50-60

L'exemple d'Alpandei, dans la Serrania de Ronda, révèle par contre une situation extrême où, de 15 à 30 ans, plus de 3 hommes sur 4 sont absents, et encore 1 sur 2 de 30 à 40 ans.

ALPANDEIRE

	15-20	20-30	30-40	40-50	50-60
Hommes recensés en 1970	23	31	38	35	38
Emigrés tempor. 1970-75 non revenus au village	18	27	19	9	9
	78,3%	87%	50%	25,7%	23,6%

L'économie villageoise repose, dès lors, plus ou moins complètement sur les envois de fonds des émigrés. Pour la famille du journalier, seule varie l'origine des subsides dont l'arrivée est sans doute plus régulière qu'au moment où l'homme travaillait au pays. Dans le cas de l'agriculteur, la question du devenir de l'exploitation pendant l'absence du chef de famille se pose avec acuité. Lorsque la population active demeure suffisamment nombreuse au village, la "finca" est confiée à un parent ou louée à un voisin qui l'entretient jusqu'au retour du propriétaire. Bien souvent, elle demeure pour l'essentiel à la charge de l'épouse qui, à la mesure de ses forces et de l'aide qu'elle rencontre, assure la survie partielle de l'exploitation familiale, récolte les olives, travaille les lopins les plus proches. Cette "agriculture intérimaire", si elle tend à se généraliser, devient malgré tout synonyme d'abandon et, peu à peu, aboutit à la friche, au même titre que l'émigration définitive. Comme cette dernière, l'émigration temporaire peut donc s'avérer gravement préjudiciable pour l'économie locale même si elle préserve sur place une certaine fraîcheur démographique. Mais, tout dépend, au fond, de son intensité, et surtout de la longueur effective de l'absence.

La gravité réelle de l'émigration temporaire se mesure, en fait, à la durée migratoire: le problème se résume en dernier ressort à la question épineuse du retour définitif.

La longueur de l'absence d'un émigrant temporaire est très variable:

tous les cas peuvent se rencontrer depuis les séjours brefs d'à peine plus d'un an jusqu'aux départs viagers de 20 ou 30 ans. On s'accorde généralement à considérer que la durée la plus courante de l'absence est voisine de 2 à 3 années. En fait, connaître le temps écoulé entre le départ et le retour ne fournit qu'un élément très partiel et souvent fallacieux quant au problème fondamental du déracinement réel provoqué par l'émigration temporaire. Il faudrait pour mesurer exactement son agressivité aborder deux points essentiels:

- celui du caractère exceptionnel ou chronique de la pratique migratoire au niveau de l'individu, qui détermine la valeur effective du retour, tantôt définitif, tantôt éphémère, simple intermède entre deux départs.

- celui, enfin, non moins insaisissable, de la relation existant entre les migrations temporaires et d'ultérieurs départs définitifs.

Nulle statistique, évidemment, ne permet d'approcher de telles questions. L'enquête elle-même s'avère incapable de fournir des réponses précises et n'apporte, au mieux, que des indications assez vagues. Il semble toutefois que l'on puisse isoler deux facteurs déterminants pour comprendre la signification véritable des mouvements temporaires.

La qualité de l'émigrant conditionne d'abord, très largement sans doute, l'issue finale de la migration. La double distinction entre jeune célibataire-chef de famille d'une part, entre journalier et petit exploitant d'autre part, s'avère très importante. L'existence d'une famille et d'un peu de terre au village constitue une puissante incitation au retour ou à la limitation des départs répétés. Dans le cas contraire, l'attache au pays est bien faible pour retenir durablement...

La qualité attractive du village, soit son état économique, intervient également de façon décisive.

Une agriculture susceptible d'amélioration, un système qui manifeste quelques possibilités d'avenir pour le petit paysan comme pour le journalier favorisent des migrations brèves et des retours durables. Un milieu profondément dégradé, une ambiance de découragement provoquent au contraire la prolongation des absences ou leur répétition, voire l'exode définitif si les conditions de vie au premier retour - chômage, non rentabilité de l'exploitation - ne marquent pas de progrès par rapport à la situation du départ originel.

La combinaison de ces divers facteurs aboutit dans le détail à des résultats fort complexes, variables selon chaque individu, mais que l'on peut résumer schématiquement à 3 cas principaux.

L'émigration temporaire brève, sans récidence et, au total, profitable se rencontre surtout, en dehors des exemples isolés partout possibles, dans les secteurs d'économie dynamique. Elle est particulièrement notable lorsque l'agricul-

ture connaît un renouvellement technique fructueux, surtout si apparaissent conjointement de nouvelles activités comme le tourisme et la construction capables de créer de nouveaux emplois. Le retour, souvent définitif, des émigrés est alors assuré dans le cas des journaliers qu'attirent des postes de travail plus nombreux comme pour les petits paysans. L'émigration temporaire des jeunes agriculteurs est, dans ce cas, très significative: elle répond au besoin d'accumuler rapidement le capital qui permettra de moderniser l'exploitation. Le pécule peut servir à la construction d'un petit équipement d'élevage sans sol, au perfectionnement de l'irrigation, à l'édification de serres, etc.. L'émigration est alors assurément bénéfique d'autant que la tenure ne souffre guère de l'absence et trouve facilement preneur, louée par les agriculteurs voisins ou travaillée par le père jusqu'au retour de l'émigré. On trouvera de tels cas autour de Velez, Almuñecar, sur la côte orientale entre Motril et Almeria, malheureusement fort limités, étroitement circonscrits en fait aux vegas littorales les plus actives et de bel avenir. Partout ailleurs, là où la vie rurale est réellement en danger d'abandon, les départs temporaires sont beaucoup plus déracinants.

L'émigration temporaire systématique représente une pratique très différente qui tend à constituer un véritable genre de vie d'errance, de semi-nomadisme. On aboutit, en réalité, à un renversement complet des termes normaux de l'émigration temporaire: l'absence devient quasi permanente et le retour provisoire. On connaît ainsi des migrations temporaires qui durent depuis 10, 20 ou même 25 ans, entrecoupées de séjours au village pendant quelques semaines ou parfois quelques mois, marquées par des périples impressionnants au gré des offres d'emploi et des salaires. Tel émigrant a pu travailler successivement à Madrid, Burgos, Vitoria ou Bilbao avant de passer en France, de Bordeaux à Paris, et de là en Allemagne (16).

Il est clair, dans ce cas, que l'émigration n'apporte rien au village: l'émigré n'intervient plus dans l'économie locale, l'exploitation qu'il peut posséder est abandonnée, laissée au soin de l'épouse et des enfants. Son objet se limite le plus souvent à assurer la subsistance de la famille restée au village par des envois d'argent plus ou moins réguliers à la Caisse d'Epargne. Au mieux, si à force d'économies le pécule s'arrondit suffisamment, l'exutoire n'est guère recherché dans l'agriculture locale sinon parfois pour acquérir, souvent par souci de prestige, une belle parcelle longtemps convoitée. C'est, en fait, un cas rare: on investit plutôt dans la réparation de la maison, ou parfois dans un appartement de rapport en ville ou sur la côte, ou bien, plus souvent encore on accumule quelque épargne dans la crainte d'un avenir incertain. Mais, surtout, cette émigration se borne à faire vivre la famille (17).

dans sa faculté de maintenir au village une certaine vitalité démographique, d'y conserver des écoles bien remplies et au total d'alimenter le réservoir qui fournira les futures migrations.

Sans doute, dans quelques cas, son rôle peut être positif mais elle contribue alors à approfondir le fossé qui sépare les rares secteurs dynamiques où elle peut aider au progrès et la masse des pays en crise où elle aggrave l'abandon.

b - L'émigration définitive se révèle beaucoup moins ambiguë quant à son importance, ses caractères, sa signification et ses conséquences. Elle traduit la renonciation pure et simple, l'abandon sans projet de retour prévisible.

Si l'on se réfère aux données établies par les mouvements temporaires, son volume relatif apparaît largement prédominant dans le cadre de l'effectif total des migrants de longue durée. Elle ne représente jamais moins de la moitié d'entre eux et parfois la totalité: sa valeur moyenne la plus fréquemment atteinte se situe entre les $\frac{3}{4}$ et les $\frac{4}{5}$ de l'émigration actuelle, déplacements saisonniers exclus.

En général ses caractères la différencient ^{assez} nettement des mouvements temporaires.

Sa destination d'abord qui exclut presque totalement les départs vers l'étranger au seul profit de l'Espagne et, surtout, fait prévaloir de façon écrasante, exclusive parfois, l'attraction formidable de la Catalogne industrielle.

Les statistiques officielles pour la période 1960-1970 portent sur l'ensemble des territoires provinciaux (Málaga, Grenade, Almería) dont l'extension déborde sensiblement notre région. Elles offrent néanmoins une image significative de la situation (Fig.28).

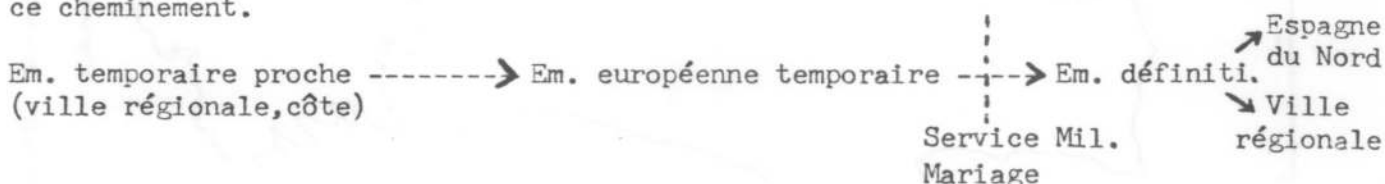
La Catalogne, à elle-seule, concentre plus de 55% de l'émigration interprovinciale en provenance de l'Andalousie orientale. La province de Barcelone, et plus précisément les banlieues industrielles de la capitale comtale, absorbent toujours l'essentiel, plus des 9/10 de ce courant catalan. Les autres provinces maritimes, Gérone puis Tarragone, ne font que compléter modestement le bilan.

Le reste du courant migratoire se diffuse très largement au sein du territoire national sans fournir de contrepoids véritable à la concentration catalane. On peut s'étonner de la place médiocre qu'occupent dans ce bilan les autres grands foyers urbains: Madrid n'attire guère que 2 à 4% du flux migratoire selon les provinces d'origine, le Pays Basque de 1 à 4%. Le poids des nouveaux pôles industriels andalous, à Cadix, Seville, Huelva, est encore plus faible. Seuls apparaissent notables finalement les courants dirigés vers les provinces côtières du Levant. - Valence, Murcie et surtout Alicante dont l'essor industriel est remarquable -, et les quelques foyers dynamiques intérieurs à l'Andalousie orientale. Encore que, dans ces derniers cas, l'importance relative de ces centres d'accueil varie considérable-

C'est là, malheureusement, une pratique fréquente dans les pays sans avenir où le premier retour révèle l'aggravation progressive de la crise, les difficultés croissantes de l'agriculture, le développement du chômage. Il n'y a point d'autre issue alors que de reprendre le chemin de l'exil. Les départs chroniques, à leur tour, désorganisent davantage l'économie locale, raréfient la main-d'oeuvre, accroissent l'abandon: on entre alors dans le cercle vicieux que connaissent bien des villages de montagne, dans la Serrania de Ronda, la Haute Alpujarra, inéluctablement voués à l'abandon ou à une survie artificiellement entretenue de l'extérieur.

Si l'on excepte le maintien de la famille sur place, celui d'une natalité entretenue par les retours périodiques des absents, cette pratique migratoire équivaut pour le village à un exode définitif dont rien d'essentiel ne la sépare sinon un fragile attachement au pays, à la maison ou à la terre, surtout vivace chez les émigrés dotés de familles.

L'émigration temporaire, prélude à l'exode définitif touche, en fait, les mêmes villages, ceux qui n'offrent ni travail ni avenir, mais concerne davantage les émigrés les moins attachés au terroir: les plus jeunes surtout et en particulier les célibataires, fils de journaliers comme de petits paysans. Le phénomène est classique dans tous les pays d'émigration: le premier départ est un essai, une reconnaissance, surtout pour les adolescents encore sous la tutelle des parents. Les jeunes filles notamment ou les très jeunes hommes avant le service militaire fournissent les migrations régionales, à courte distance, vers la ville voisine et la côte. Ils s'enhardissent ensuite pour des départs plus lointains qui souvent deviennent définitifs, soit au lendemain du service militaire, soit au terme d'un retour au pays qui démontre l'impossibilité d'y vivre convenablement, soit enfin à la suite d'un mariage unissant fréquemment deux émigrés rencontrés en exil. La trajectoire de l'émigration change du même coup et aboutit, en général, à un rapprochement relatif depuis l'étranger vers une région industrielle espagnole ou la côte touristique andalouse pour quelques-uns. Le schéma ci-dessous résume les étapes courantes de ce cheminement.



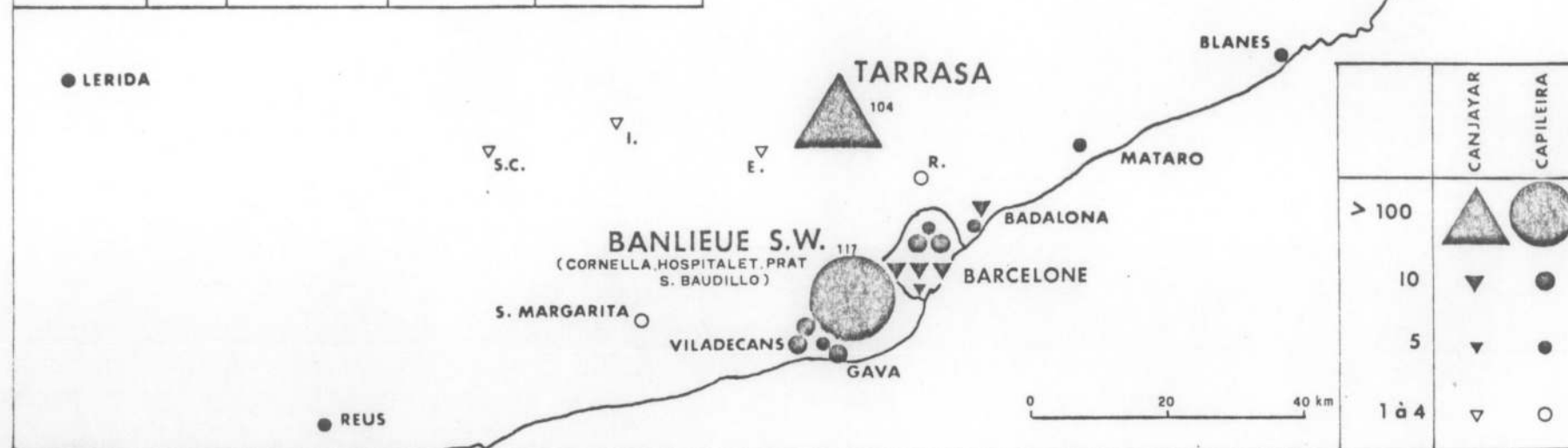
C'est, en définitive, un jugement très défavorable que l'on doit porter sur l'émigration temporaire en Andalousie méditerranéenne. Elle n'apparaît nullement bénigne dans la plupart des cas et prend place, au contraire, dans le grand mouvement d'abandon qui frappe le pays aussi bien sous sa forme chronique que comme tremplin à l'exode définitif. Sa seule vertu par rapport à ce dernier réside, au fond,

FIG. 29. ATTRACTION CATALANE ET IMPLANTATIONS PRÉFÉRENTIELLES DES ÉMIGRÉS DE 2 VILLAGES REPRÉSENTATIFS.

Destinations de l'émigration définitive extra - provinciale : 1961-70.

(Source: «bajas» municipales).

	Total	CATALOGNE	ANDALOUSIE	RESTE ESPAGNE
CAPILEIRA (Alpurraja)	451	90%	5%	5%
CANJAYAR (Andarax)	165	87%	5%	8%



ranéenne, est avant tout "catalan".

L'émigration définitive revêt, par ailleurs, un profil très différent de celui de l'émigration temporaire quant à sa composition : à l'inverse des départs isolés qui représentent l'essentiel du courant temporaire, l'exode définitif devient fondamentalement familial. Les données réunies par l'enquête au niveau communal fournissent des résultats remarquablement concordants quelles que soient les régions de départ. Le tableau ci-dessous en offre quelques exemples.

	Nombre de départs (%)			Nombre de personnes émigrées (%)		
	Isolés Célib. - Mariés	Familiaux		Isolés Célib. - Mariés	en famille	
Haut Andarax (1) Canjajar-Terque	60%	40%		25%	75%	
Haute Alpujarra (2) (Capileira)	50%	50%		28%	72%	
Contraviesa (3)						
Sorvilan	34%	18%	48%	14,5%	7,5%	77,5%
Albondon	33%	23%	43%	12%	9%	79%
Motril (4)	56%	44%		22%	78%	
Montes de Málaga (5) (Competa)				20%	80%	
Serrania de Ronda (Alpandeire) (6)				25%	75%	

Sources : bajas (Arch. municipales).

(1) - Période 1965-70

(2) - Capileira 1960-70

(3) - Albondon : 1960-70

- Sorvilan : 1965-70

(4) - Motril : 1965-70

(5) - données partielles : 1971

(6) - Alpandeire : 1965-1970

Dans l'ensemble, à peine moins de la moitié des départs, - de 40 à 50% -, se fait dans le cadre familial; les départs isolés se répartissent, en fait, entre une majorité de célibataires, - 1/3 du total environ -, et une fraction notable, - de 1/5 à 1/4 -, de personnes mariées qui représentent tantôt des chefs de famille qui, dans l'attente d'une stabilisation de leur emploi et de la découverte d'un logement acceptable, laissent provisoirement épouse et enfants au village, tantôt des épouses rejoignant leurs maris qui les ont précédées. Ce dernier cas recouvre, en réalité, une migration de type familial et devrait normalement s'ajouter au total des départs de ménages complets.

Si l'on considère le nombre effectif des émigrés, la prépondérance de l'exode familial s'affirme de façon écrasante: les 3/4 en moyenne, en comptabilisant uniquement les migrations de familles entières, plus des 4/5 sans doute si on y joint

les époux isolés rejoignant leurs conjoints.

Par suite, l'émigration définitive affecte une population très différente quant à sa composition par âges et par sexes de celle que mobilisent les migrations temporaires.

A l'énorme prédominance des hommes dans ce dernier cas répond ici un équilibre remarquable des effectifs masculins et féminins: les femmes sont à peine moins nombreuses, - 45% en moyenne -, et doivent uniquement cette légère infériorité à un déficit surtout accentué dans la tranche d'âge de 20-30 ans où les célibataires, presque uniquement masculins, sont les mieux représentés.

Le caractère familial de l'exode définitif se répercute également dans la distribution par âge des émigrants, beaucoup plus "étalée" que dans le cas des mouvements temporaires. Les jeunes actifs sont encore fortement représentés: la majorité des émigrés ont moins de 40 ans au départ, et sont surtout nombreux entre 20 et 30 ans. Mais, la différence essentielle par rapport à l'émigration temporaire tient à l'importance du groupe des enfants de moins de 15 ans qui constitue toujours plus du quart de l'effectif des partants. On pressent ici la signification nouvelle pour le pays de départ que revêt l'exode définitif en regard des migrations temporaires.

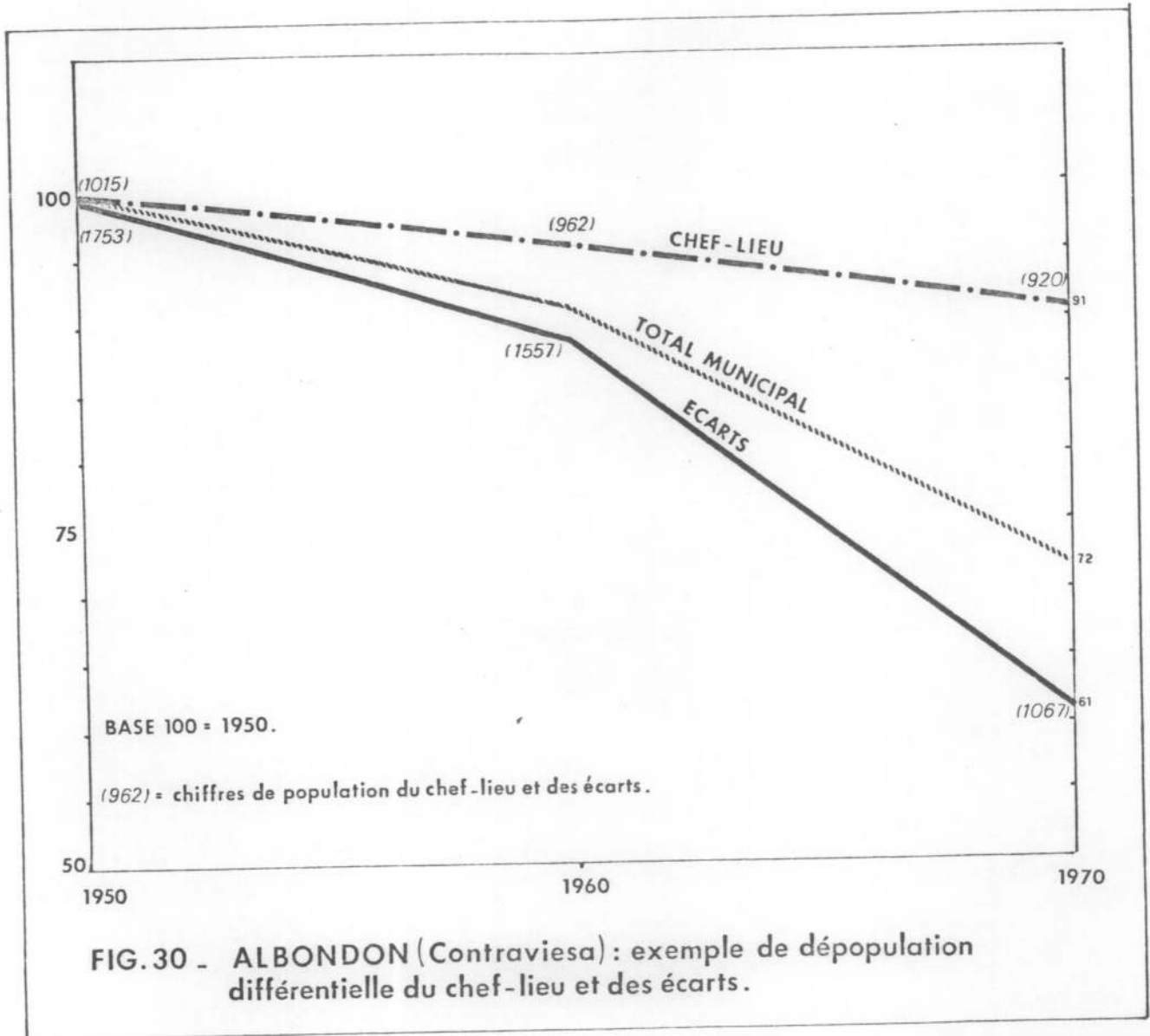
Quelques exemples de la composition par âges et par sexes des effectifs de l'émigration définitive.

%	H	F	15	15-19	20-29	30-39	40-49	50-59	60
Albondon	53	47	28%	10,5%	26%	12,5%	11%	4%	7,5%
Sorvilan	49	51	26%	11,5%	25,5%	12,5%	12,5%	2%	10%
Capileira	54	46	38,5%		23,5%	16%	8%	6%	8%
Motril	59	41	37%	12%	15%	13%	12%	5%	4,5%

Le préjudice causé par l'émigration définitive ne prête pas à contestation. L'abandon, complet, est par définition évident: l'émigré ne revient plus au village, s'il y conserve des parents, qu'à l'occasion des congés annuels; la terre qu'il y possède, rarement vendue, est en friche, au mieux donnée en location.

Surtout, l'ampleur de l'exode entraîne des conséquences profondes, inquiétantes pour l'avenir démographique, sur la population locale.

Il est, nous l'avons vu, responsable de la chute, alarmante en certaines régions, des effectifs humains. Les maisons fermées, les volets clos, deviennent en bien des villages un élément essentiel du paysage, évident lorsque la population est bien groupée au chef-lieu, moins nette quand elle tend à se disperser. Dans ce cas, l'émigration frappe davantage les écarts, l'habitat isolé, occupé souvent assez tard lors des phases de forte pression démographique et qui subit aujourd'hui plus durement le reflux: la médiocrité des terroirs souvent marginaux, l'absence de vie sociale et le manque de confort, - eau, électricité -, pressent les hommes



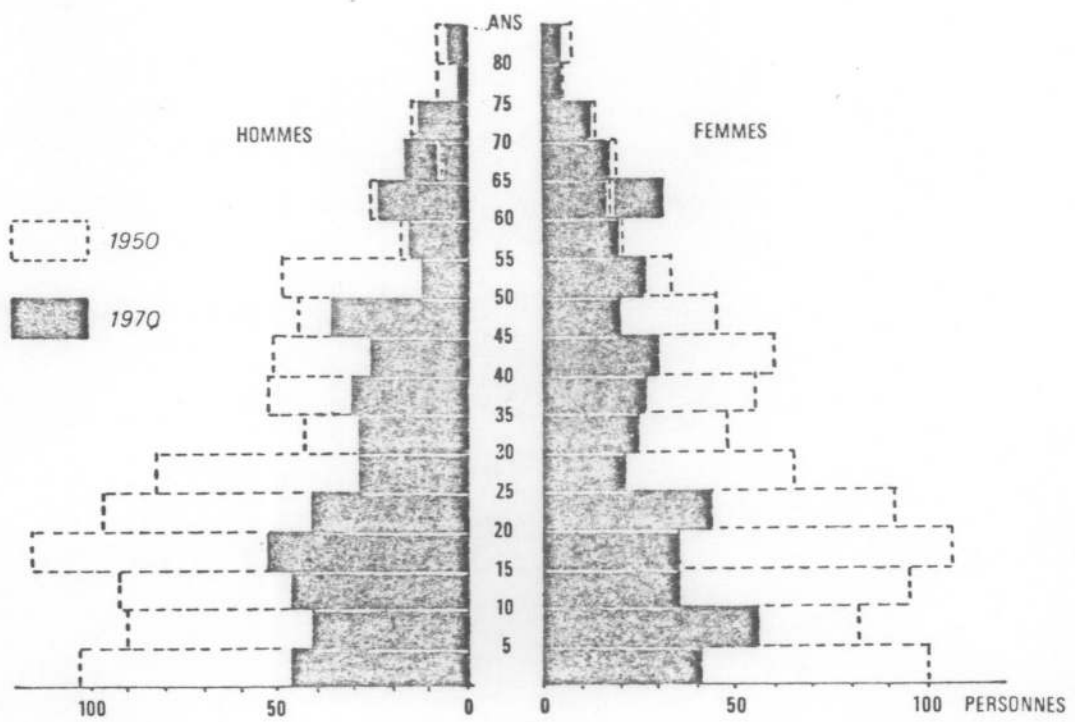


FIG. 31 - LE VIEILLISSEMENT DE LA POPULATION DE CAPILEIRA (Alpujarra) :
PYRAMIDES DES AGES 1950-1970.

plus qu'ailleurs à abandonner le pays. Souvent les personnes âgées elles-mêmes renoncent et vont s'installer au bourg. On aboutit ainsi à un mouvement de concentration au chef-lieu, sensible dans la plupart des pays où l'habitat se dispersait quelque peu. Ainsi dans les vegas du Haut Andarax, à Ohanes par exemple, où les maisonnettes semées dans les treilles ont, depuis 20 ans, fermé l'une après l'autre. De même, dans le vignoble de Málaga lorsque la proximité de la ville n'intervient pas pour maintenir une certaine pression humaine, ou bien dans la Contraviesa, dans la commune de Sorvilan, notamment, où le hameau d'Alforon se vide à un rythme précipité tandis que le bourg accueille les retraités (Fig.30).

Enfin et surtout, en entraînant les enfants l'exode définitif est porteur de graves menaces pour l'avenir démographique. Le vieillissement sans être alarmant encore, est déjà sensible dans les villages les plus lourdement frappés par l'exode. L'indice de vieillesse ($<20 \text{ ans} / >60 \text{ ans}$) est partout inférieur à 3 dans les zones intérieures: en Haute Alpujarra, il tombe de plus de 6 en 1950 à 2,6 pour Capileira, à 2,9 pour Carataunas en 1970; dans la Contraviesa il passe de 3,75 (1945) à 2,1 en 1970 (Sorvilan); il s'effondre même à moins de 2 dans la Serrania de Ronda, à 1,73 pour Atajate, 1,5 pour Alpandeire....

Les pyramides de la population enregistrent clairement la tendance: la base très étalée d'il y a 20 ans en est aujourd'hui très amoindrie alors que le sommet se renfle dangereusement. L'exemple de Capileira, ci-joint, en est significatif (Fig.31), aussi bien que celui de Ragol ou de Terque dans la vallée de l'Andarax, ou encore celui de Sorvilan (Contraviesa) etc.. Le réservoir humain peu à peu se vide irrémédiablement... La structure de la population résidente offre d'ailleurs un profil plus anormal encore lorsque l'émigration temporaire ajoute ses effets à ceux de l'exode définitif: on aboutit alors à une pyramide difforme diminuée à la base, considérablement amincie au niveau des actifs masculins, disproportionnée vers le haut et du côté des femmes (Fig.27). L'émigration démontre, dans ce cas, son agressivité maximale. Heureusement, cette dernière n'est pas aussi violente en tous lieux.

La déprise humaine ne recouvre pas, en effet, des comportements migratoires identiques. Aussi, convient-il de distinguer, pour conclure, entre les principales formules actuellement en vigueur, de mesurer par suite l'inégal préjudice subi par les grands ensembles régionaux (Fig.32).

L'émigration-système est la plus appauvrissante. Elle superpose, en fait, toutes les formes migratoires portées à leur plus haut niveau d'intensité: les départs temporaires longs, répétés, s'ajoutent à un exode définitif qui atteint là ses valeurs-record. Ce sont les montagnes, les zones intérieures les plus pauvres, qui

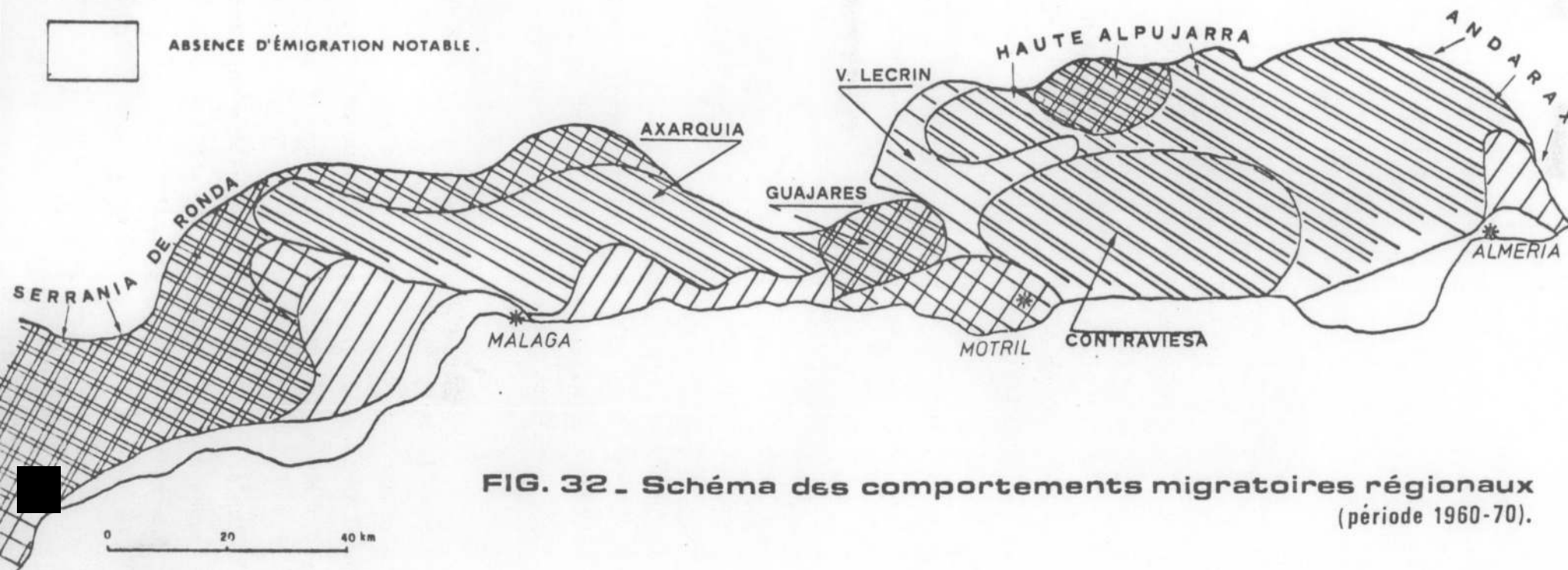
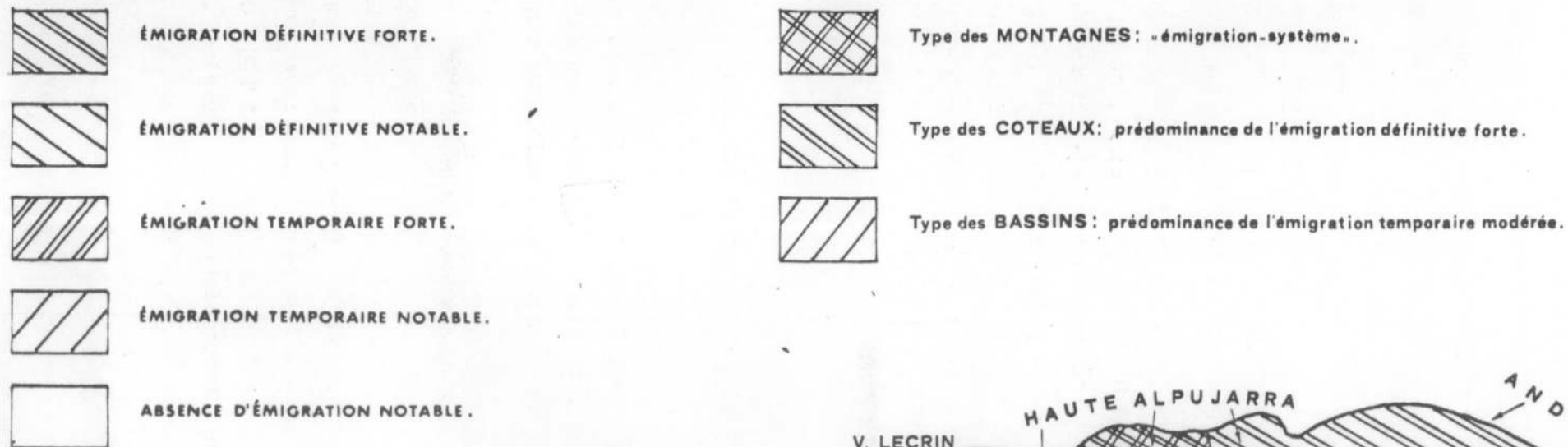


FIG. 32 - Schéma des comportements migratoires régionaux
(période 1960-70).

subissent surtout une telle évolution. On retrouve notamment dans ce groupe les régions qui pratiquent une économie agro-pastorale attardée: la Serrania de Ronda, nombre de communes de Haute Alpujarra, les Guajares etc...

L'émigration définitive, seule, rarement aggravée de départs temporaires en nombre important n'est pas moins préjudiciable, à terme, à la vie du pays. Pour le présent, elle offre cependant, par rapport au cas précédent, l'avantage relatif de ne pas amputer anormalement la population active qui demeure encore au village. Une pratique semblable prédomine surtout dans les régions de coteaux et d'arboriculture sèche spécialisée où, d'ailleurs, les soldes migratoires sont en général moins gravement déficitaires que dans la zone antérieure.

L'émigration temporaire, sans exode définitif important, constitue une formule bénigne mais rare. Il s'agit là des quelques foyers agricoles dynamiques de la côte où les départs temporaires sont souvent brefs et suivis de retours définitifs. C'est là, en fait, une pratique qui n'introduit pas de véritable abandon et se sépare radicalement des précédentes.

Partout ailleurs, l'émigration fait figure aujourd'hui de fléau, attaque les structures mêmes de l'économie des campagnes. Les symptômes du mal, déjà, sont parfaitement visibles.

C - L'abandon agricole.

Partout où l'émigration sévit avec quelque intensité, le déclin des activités rurales est aujourd'hui manifeste: la main-d'oeuvre des campagnes se raréfie à un rythme inquiétant; la terre abandonnée témoigne d'un repli accéléré de la vie agricole.

Les hommes, d'abord, sont de moins en moins nombreux à soutenir l'économie villageoise. Dans des pays étroitement animés par les seules fonctions agricoles et les quelques services qui lui sont plus ou moins directement liés, l'effondrement du nombre des travailleurs de la terre, est, en toute logique, parallèle au fléchissement démographique.

L'ampleur du recul de la population active agricole, pour évidente qu'elle soit dans les montagnes, les coteaux, les vieilles vegas intérieures, est cependant difficile à mettre en valeur à partir des statistiques publiées. Les données officielles fournies à l'échelle provinciale amalgament des réalités locales trop hétérogènes, enregistrent des phénomènes urbains qui brouillent la vision des phé-

nomènes spécifiquement ruraux. Aussi avons-nous choisi de nous référer aux seuls résultats obtenus, pour 1950 et 1970, des recensements sépouillés de façon exhaustive en quelques communes représentatives des différents secteurs de l'Andalousie méditerranéenne.

Effectifs des actifs agricoles masculins en 1950 et 1970.

	1950	1970	%
Serrania de Ronda : Alpandeire	309	147	- 52%
Haute Alpujarra : Capileira	521	183	- 65%
Montes de Málaga : Competa	969	680	- 30%
Contraviesa : Sorvilan	628	335	- 46%
Moyen Andarax : Regol	292	196	- 33%
: Terque	260	127	- 51%

Au-delà des variations de détail, l'importance du recul s'exprime selon des valeurs très comparables dans les communes choisies. On peut en conclure que, depuis 20 ans, la main-d'oeuvre agricole s'est réduite environ de moitié dans la majorité des campagnes frappées par la crise.

Or, cette déprise considérable représente une perte sans compensation pour l'économie locale, en l'absence de transfert vers d'autres activités rurales. La permanence des taux d'activité agricole à un niveau très élevé, toujours supérieur à 75% et souvent voisin de 90% du total des actifs, témoigne de la même prépondérance, presque exclusive, des fonctions agricoles. En fait, loin de pallier le fléchissement des emplois de l'agriculture, les métiers non-agricoles - l'artisanat, les services, etc.. - ont subi proportionnellement un recul comparable. Ainsi, l'arrivée tardive de la route a définitivement éliminé la cohorte nombreuse des muletiers; les activités traditionnelles du "monte" ou de la forêt - le four à chaux, le charbonnage, la sparterie - ont disparu face à la concurrence de l'industrie urbaine ou du gaz butane. Les mines ont fermé...

En définitive, toutes les professions rurales participent à la crise, subissent la même évacuation de main-d'oeuvre mais l'agriculture alimente à elle-seule l'essentiel du mouvement. Encore convient-il d'évaluer plus précisément la nature de ses pertes, la part prise par les journaliers et celle qui revient aux paysans.

L'examen de l'évolution du nombre des exploitations au cours de la dernière décennie peut fournir une réponse à la question. Réponse fort approximative, en réalité, compte tenu de la structure sociale particulière à ces régions qui mêle très souvent exploitants et journaliers de façon indistincte, aussi bien que du fait de la médiocrité des seules données en notre possession, celle des Censos agrarios de 1962 et 1972. Si l'on n'attache point trop d'importance à l'exactitude des chiffres, leurs résultats sont néanmoins suffisamment convergents pour marquer une tendance indiscutable à la diminution du nombre des exploitations agricoles: la baisse,

en général, est de l'ordre de 20 à 25% dans la Serrania de Ronda comme dans l'Alpujarra, au coeur de l'Ajarquia ou de la Contraviesa, sensiblement supérieure même dans les pays almerienses de l'Andarax (19).

Il est vain, sans doute, de s'arrêter trop longuement sur les anomalies relevées localement. Certaines communes affichent sans raison apparente des tendances contradictoires au mouvement enregistré par la majorité de leurs voisines: ainsi certains villages du Valle de Lecrin, de l'Ajarquia ou même de Haute Alpujarra. Le processus de subdivision des tenures se prolonge parfois jusqu'à contrebalancer la tendance inverse vers la diminution du nombre des exploitations; ailleurs, l'émigration temporaire maintient provisoirement en vie des exploitations léthargiques aux mains des femmes ou des vieillards. Mais l'incertitude des chiffres du Censo agrario ne permet guère de trancher et oblige à ne tirer des conclusions que des seuls faits suffisamment généraux pour être indiscutables. Nous retiendrons surtout que la chute de la main-d'oeuvre agricole est aussi bien imputable, - et dans des proportions équivalentes -, à la disparition de petites exploitations paysannes qu'à l'exode des journaliers.

Les effets en sont parfaitement lisibles dans le paysage. L'espace agricole se contracte, la friche conquiert une place chaque année plus notable jusqu'à devenir parfois un terme majeur des paysages en voie d'abandon.

La comparaison des surfaces cultivées des années 1950 (20) et de celles qu'enregistre en 1972 le dernier Censo agrario fournit une mesure suffisante du recul agricole. La superficie des cultures s'est réduite partout, sauf dans les quelques plaines littorales récemment transformées par l'irrigation.

La contraction demeure encore modeste dans les dépressions intérieures: elle se situe autour de 10% dans le bassin marneux de Colmenar et dans le Valle de Lecrin. Là, les sols relativement fertiles, les terroirs peu accidentés demeurent, pour l'essentiel, en production.

Par contre, la déprise se marque beaucoup plus nettement sur les bordures montagneuses, dans l'ensemble des pays de versants: on enregistre un recul de l'ordre de 25% dans les coteaux de la Contraviesa ou de l'Ajarquia, une chute maximale de 50 et même 75% dans les régions montagnardes, la Haute Alpujarra, la Serrania de Ronda.

Ce sont logiquement les terres marginales, les plus pauvres, les plus éloignées aussi, qui accusent l'abandon le plus total. Les cultures céréalières des médiocres versants ont été les plus touchées et presque entièrement conquises par le "monté": les "rozas", défrichements temporaires, mais aussi les grains que l'on semait sous le couvert de l'olivette ont aujourd'hui disparu. De là, l'effondrement maximal qui frappe les systèmes agro-pastoraux de montagne où l'étroit noyau céréa-

lier se réduit de plus en plus à un flot insignifiant étouffé par les terres vaines.

L'arboriculture a moins souffert, du moins en apparence, car l'abandon se révèle ici moins immédiatement. La vigne, l'olivette subsistent, même si les façons qu'on leur prodigue se réduisent jusqu'à disparaître parfois. La récolte est cependant assurée le plus souvent et maintient au moins une sorte d'agriculture - cueillette. Les coteaux viticoles subissent un recul agricole moins sensible que la montagne agro-pastorale mais néanmoins notable: les vignes abandonnées se multiplient ici ou là dans l'Axaquia, la Contraviesa, et ne sont que partiellement remplacées par une amanderaie extensive qui végète sans soins.

Seuls, en définitive, se maintiennent intégralement les terroirs irrigués. Mais ces derniers sont en fait si dispersés que, en dehors de quelques bassins plus importants, toutes les campagnes de l'Andalousie méditerranéenne connaissent un recul agricole plus ou moins grave mais toujours sensible.

Emigration précipitée, abandon de la terre sont devenus les thèmes essentiels, aujourd'hui communs à la majeure partie d'un monde rural en pleine décadence. En moins de 20 ans, la petite culture traditionnelle chargée jusqu'alors d'un excès de main-d'oeuvre se retrouve soudain confrontée à la difficulté inverse d'une pénurie de bras. La disparition brutale d'une fraction importante des travailleurs agricoles est au coeur du problème actuel des campagnes, à la fois cause et conséquence de la crise. C'est là un point essentiel sur lequel il convient de s'arrêter plus longuement si l'on veut comprendre l'évolution rapide de ces régions et mesurer leurs chances de survie.

II - AUX ORIGINES DE LA CRISE : L'IMPUISSANCE DE L'AGRICULTURE TRADITIONNELLE.

La question qui se pose, - la seule importante, en définitive, - est de savoir si la crise qui secoue aujourd'hui les campagnes et, déjà, prend des allures de naufrage est surmontable ou irréversible. Quelles sont les causes qui poussent les hommes à partir, les exploitations à disparaître ? Doit-on invoquer des raisons circonstanciées, la nécessaire mutation de l'agriculture vers des formes plus modernes, alors que toutes les formules sont plus ou moins affectées, des plus extensives aux mieux soignées, des plus autarciques aux plus spéculatives ? N'est-on point,

au contraire, face à une condamnation irrémédiable du système lui-même, perdu par sa nature propre, émiettement foncier et contraintes montagnardes étroitement liés ?

En vérité, c'est bien l'essence de l'agriculture régionale qui est en cause et la petite culture traditionnelle qui est vouée à une agonie sans remède. Elle manifeste le désarroi commun de systèmes qui s'avèrent totalement inadaptés aux conditions de l'économie moderne en raison même de leur nature profonde paysanne et montagnarde. En somme, le monde rural de l'Andalousie méditerranéenne est condamné par sa propre spécificité.

Concrètement, la crise s'exprime par la distorsion croissante, devenue rapidement insupportable, entre les deux termes caractéristiques de la petite culture de versants:

- la débauche de travail indispensable à sa conduite qui se traduit aujourd'hui par des coûts de production trop élevés, et.

- l'extrême médiocrité des résultats qu'elle prodigue dans le cadre général actuel d'une économie d'échanges urbaine et industrielle.

Le résultat commun est l'insuffisance ou l'absence de rentabilité des exploitations. La crise en Andalousie méditerranéenne n'a pas d'autres ressorts, en fait, que les tares qui perturbent l'ensemble de la petite paysannerie européenne. Les maux dont souffrent ces campagnes sont simplement portés, ici, à leur paroxysme par l'excès du morcellement social et la dureté particulière du milieu naturel, rendus plus spectaculaires, dramatiques, par la brutalité du changement.

A - Les travaux et les jours : une agriculture dévoreuse de travail.

Le caractère fondamental de l'agriculture régionale est, sur le plan technique, d'exiger un travail démesuré. Ses besoins sont ceux d'une "agriculture à la bêche".

En effet, les façons culturales, l'outillage utilisé relèvent toujours de procédés archaïques qui se perpétuent sans grande nouveauté depuis des siècles, adaptés aux difficultés de la pente aussi bien qu'à l'abondance des bras.

Les travaux manuels sont essentiels, l'énergie humaine la plus sollicitée. La traction animale se limite, en dehors des transports, à des opérations relativement peu nombreuses: les labours et le dépiquage des céréales surtout. Les mules, isolément ou par paire, l'attelage quelquefois de la vache et du mulet, sont seuls utilisés et conviennent le mieux aux façons légères que supposent les pentes au sol mince comme à l'exiguïté des parcelles et à la difficulté d'y manoeuvrer. Le rôle relativement accessoire de la traction animale permet de comprendre l'absence totale de bétail de trait dans nombre de petites tenures. En effet, la plupart des opé-

rations agricoles, surtout en pays d'arboriculture, se font "à bras": piochage, nettoyage, taille, moissons à la faucille, etc...

Le matériel d'exploitation est, de ce fait, fort réduit et rudimentaire. La houe aux formes adaptées aux divers types de travaux, l'araire romain ou à versoir, la faucille, en constituent les pièces fondamentales.

Par suite, les cultures, même les plus banales, absorbent un temps considérable, nécessitent une quantité énorme de travail. Les formules de polyculture irriguées les plus élaborées, celles qui mêlent plusieurs récoltes sur le même champ supposent une accumulation stupéfiante de travail qui peut atteindre 700 à 900 journées de labeur par hectare/an. Encore s'agit-il là de systèmes exceptionnellement riches dont les résultats peuvent légitimer de tels efforts. Mais, la monoculture de la canne requiert encore quelque 160 journées de travail à l'hectare, celle des treilles à raisin de table de l'Andarax plus de 170. C'est, en définitive, la culture de secano qui réclame, en regard du résultat attendu, la plus grande débauche de peines: 140 jours de travail/hectare pour la vigne à "pasas" de L'Axaquia, 30 à 40 pour l'olivier, une trentaine encore pour les céréales. La comparaison avec les temps consacrés aux mêmes productions dans les systèmes modernisés européens, - 3 à 4 fois plus faibles pour la vigne, 20 à 30 fois moindres pour le blé -, donne l'échelle de cet extraordinaire "gaspillage" de travail qu'engendre la culture traditionnelle en Andalousie méditerranéenne.

On doit tenir compte, enfin, des pertes de temps souvent très importantes qui sont dues à l'émiettement et à la dispersion des parcelles d'une même exploitation. Les déplacements à pied, les transports à dos de mulet, consomment de longues heures qui aggravent lourdement la dépense d'énergie consacrée au travail des champs. On estime, par exemple, que les trajets aboutissent à doubler le temps de travail dans le vignoble de l'Andarax ! De même, en Haute Alpujarra, ce sont des déplacements de plusieurs heures souvent répétés pendant la belle saison qui séparent les terres de la vega villageoise des champs temporaires de montagne.

En fait, - et c'est là le second trait caractéristique du fonctionnement des systèmes traditionnels -, ces énormes besoins en main-d'oeuvre n'assurent que rarement un équilibre harmonieux de l'emploi et paradoxalement n'évitent pas un chômage larvé. Les tâches agricoles se répartissent très inégalement selon les saisons et font alterner les périodes de pointe, surchargées, et les époques creuses, à demi-oisives, souvent les plus longues.

Si l'on excepte les systèmes de polyculture irriguée les plus intensifs qui sans éviter les épisodes de surmenage réussissent cependant à fournir du travail tout au long de l'année, la plupart des productions exigent des soins regroupés en quelques moments brefs et de labeur forcené.

Les phases de pointe concentrent l'essentiel du travail annuel sur 2 ou 3 séries d'opérations saisonnières :

- la préparation du sol, -labour à l'araire ou bêchage selon les cas -, à laquelle on peut associer pour les régions d'arboriculture la taille qui a lieu à la même époque. Ce sont là les tâches fondamentales de l'hiver.
- le nettoyage de printemps dans le cas des cultures herbacées, sarclage ou arrachage des mauvaises herbes à la main, auquel on peut assimiler le binage nécessaire à la vigne.
- les récoltes, surtout, qui constituent le moment crucial du calendrier agricole et qui, quelles que soient les cultures, mobilisent en général la moitié au moins du travail consacré à la production, si l'on prend en compte les différentes opérations de transport ou de conditionnement (dépiquage, vannage des céréales, séchage du raisin, etc..) qui leur sont liées.

En fait, la concentration des tâches ainsi que le calendrier saisonnier varient assez sensiblement selon les cultures, comme on peut en juger d'après les quelques exemples regroupés dans le tableau ci-joint (Fig.33). Ce sont, en général, les cultures sèches qui accusent les pointes les plus accentuées: ainsi pour le blé qui bloque la presque totalité des besoins en main-d'oeuvre sur 2 périodes, le sarclage printanier, quelque 15 jours de travail/ha., et la moisson-battage pendant près de 3 semaines en Juin-Juillet. Le calendrier de l'olivette est plus déséquilibré encore puisque les $\frac{2}{3}$ au moins du travail sont concentrés au coeur de l'hiver, au moment de la cueillette que suivent peu après la taille et le labour. La vigne, surtout quand elle se destine à la production de raisin sec, propose des occupations plus nombreuses et plus régulièrement étalées. Cependant, avec la taille en sec et surtout le piochage, les mois de Janvier-Février accaparent près du $\frac{1}{3}$ du travail annuel tandis qu'à l'automne la vendange et le séchage en revendiquent la moitié environ.

Bien que plus diversifiées, les activités qu'imposent les cultures irriguées n'échappent pas au problème des pointes. La récolte demeure toujours le point fort de l'année agricole. La canne à sucre constitue un cas extrême: la "za-fra" à elle seule peut absorber plus de la moitié du temps de travail (quelque 70 jours/ha.) hors des années de plantation où les façons se limitent surtout aux tâches d'arrosage. Les treilles arrosées de la vallée de l'Andarax sont moins exigeantes pour la vendange que pour les travaux d'hiver, labour et taille (40 jours/ha.), et l'"engarpe", fécondation artificielle qui réclame encore 40 jours/hectare.

Pourtant, la concentration saisonnière des gros travaux ne revêt pas pour l'agriculteur une égale gravité selon la nature des tâches à accomplir. Il convient de distinguer soigneusement les opérations qui admettent des délais assez souples et sont menées à bien, peu à peu, par le seul exploitant, de celles qui ne peuvent attendre sans gros risques ou qui sont affaires de spécialistes. Les labours, nettoyages du sol, la taille des arbres souvent répondent au premier cas, au niveau du

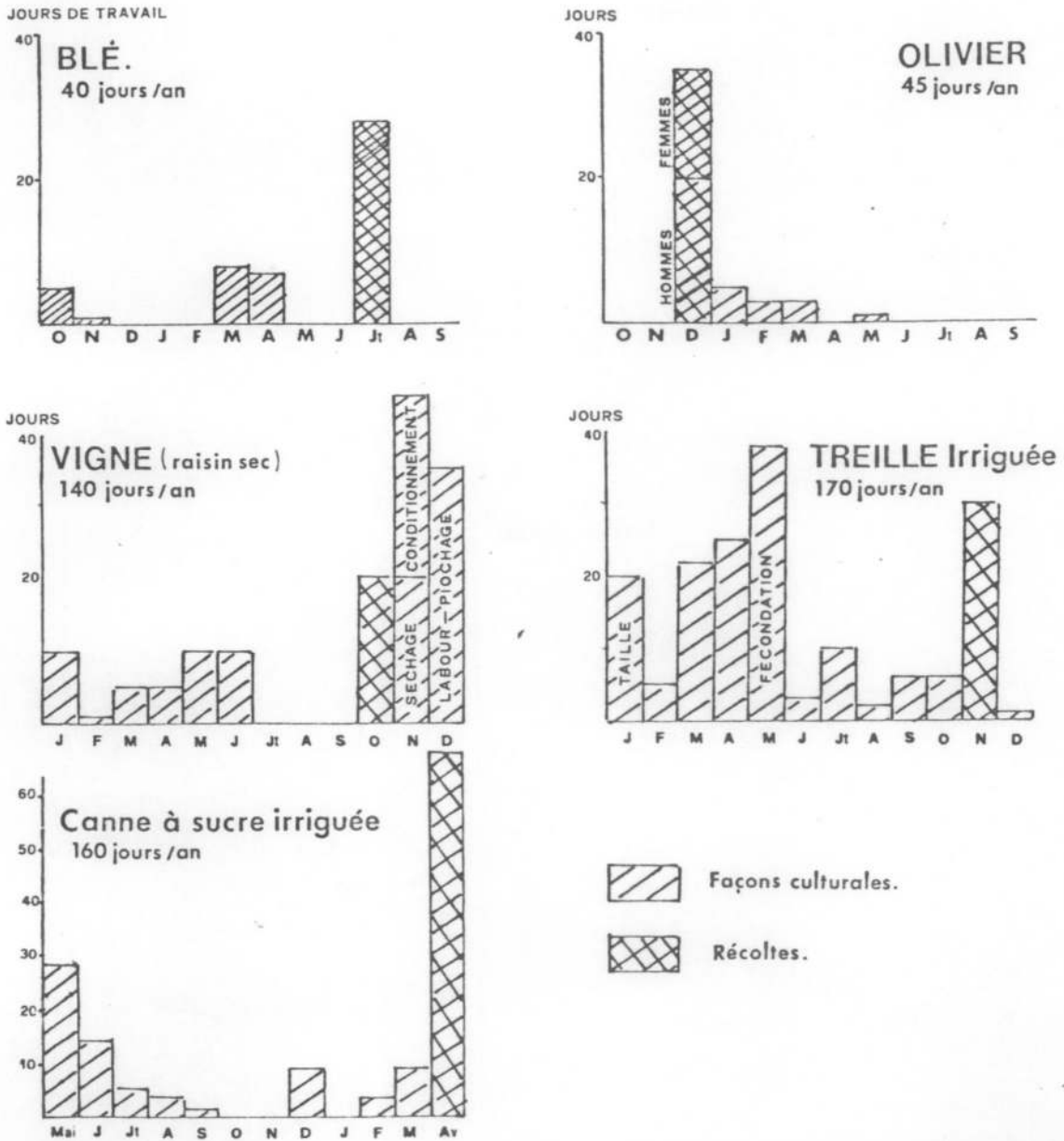


FIG. 33. CALENDRIER ET TEMPS MOYEN DE TRAVAIL POUR 1 HECTARE DE QUELQUES CULTURES FREQUENTES EN SYSTEME TRADITIONNEL.

moins des petites tenures. La plupart des récoltes ainsi que certains travaux spécifiques comme l'"engarpe" ou difficiles comme la taille des treilles appartiennent par contre au second groupe. Ces derniers ne peuvent être accomplis normalement sans aide extérieure, dépassent les possibilités ou la compétence de la main-d'oeuvre familiale. Il faut alors avoir recours à l'entraide, au système dit de "tornapeon" qui établit entre voisins des échanges de prestations non rémunérées et, souvent, fait appel au travail de salariés "éventuels". Ainsi, dans l'immense majorité des cas, l'agriculture paysanne ne peut normalement s'envisager ici sans recours saisonnier à la main-d'oeuvre des journaliers.

L'excessive concentration des tâches a pour corollaire, hors des périodes de pointe, un fléchissement accentué des besoins en main-d'oeuvre durant de longs mois. Si le sous-emploi n'apparaît guère chez le petit paysan de façon déclarée, il s'affirme par contre nettement par le chômage partiel des journaliers, plus ou moins déguisé par les embauches occasionnelles pour de petits travaux ou par le "bricolage" que propose la possession de quelque minuscule lopin. La durée de la saison creuse est maximale pour les cultures de secano, pour l'olivier surtout qui ne fournit guère de travail hors du coeur de l'hiver, à peine moindre pour les céréales. La vigne et surtout les productions irriguées ont, dans l'ensemble, des exigences supérieures tout au long de l'année sans éliminer toutefois un sous-emploi larvé qu'aggravent les tendances à la monoculture. C'est dans ce dernier cas, celui des vignobles spécialisés ou celui des plaines sucrières que le chômage de morte-saison est le plus durement ressenti, même s'il n'atteint pas les dimensions alarmantes qu'on lui connaît en Basse Andalousie, dans les pays de grandes exploitations.

En définitive, la petite culture traditionnelle subit ici une double contrainte: une très lourde charge annuelle de travail, une mauvaise répartition saisonnière des tâches préjudiciable au journalier durant la morte-saison, aussi bien qu'au paysan en période de pointe. C'est ce déséquilibre obligeant la petite exploitation à recourir épisodiquement à une main-d'oeuvre extérieure qu'elle ne peut employer très longtemps qui constitue sans doute la pierre angulaire du système. On discerne là l'élément-clef qui permet de comprendre à la fois les structures et le fonctionnement de la société traditionnelle comme, aujourd'hui, les difficultés de l'agriculture familiale.

La vie rurale trouvait jusqu'ici son équilibre au prix d'une adaptation étroite à ces impératifs techniques. Sa cohérence reposait entièrement sur la réalisation de quelques conditions indispensables qui seules permettaient la bonne marche du système et s'affirmaient, au total, comme les bases caractéristiques de la petite culture traditionnelle.

I - En premier lieu, l'exiguïté des exploitations apparaît aussi bien comme le résultat de nécessités fonctionnelles que comme une conséquence de la montée démographique. Dans le cadre de la tenure paysanne autonome qui toujours sert de modèle idéal, l'émiettement des structures répond, en effet, à une adaptation nécessaire des dimensions de l'exploitation aux disponibilités énergétiques fournies par la famille. Or, cette dernière ne suffit qu'à l'entretien de très petites surfaces, ne peut s'adapter, assujettie aux techniques manuelles si exigeantes en main-d'oeuvre, qu'à la microexploitation. Ainsi, et sans tenir compte de la récolte où l'appel à une aide extérieure est toujours nécessaire, une famille moyenne, -chef d'exploitation, un fils, la mère -, ne peut assurer normalement la mise en valeur de plus d'une dizaine d'hectares en polyculture sèche, de 5 hectares dans les formules viticoles comme celle de l'Axaquia. Le seuil s'abaisse davantage encore dans le cas de systèmes irrigués très spécialisés: on admet communément dans la vallée moyenne de l'Andarax qu'une famille ne peut travailler plus d'1 hectare de treilles, surtout si l'on comptabilise les pertes de temps que provoque l'émiettement parcellaire. Ainsi, l'agriculture paysanne se heurte très vite, en raison de l'archaïsme des techniques en usage, à un plafond dimensionnel qui la confine au rang de la petite ou très petite exploitation.

2 - Celle-ci, - et c'est là le fondement le plus essentiel de la petite culture traditionnelle -, ne peut remplir son rôle, assurer l'entretien de la famille qu'à condition de ne point susciter de sorties monétaires qui s'avèreraient vite insupportables du fait de la modeste envergure de l'exploitation. De là découlent les 2 conditions essentielles qui déterminent la survie du système:

- la rareté des achats à l'extérieur, réduits au minimum indispensable tant sur le plan des dépenses d'exploitation que sur celui de la consommation. D'où le comportement autarcique du paysan traditionnel, même dans le contexte d'une agriculture spéculative. Le jardin, une maigre récolte de blé dérobée sur quelque terre ingrate, marginale, l'engraissement d'un porc, permettent souvent d'éviter les achats vivriers et assurent une certaine autoconsommation familiale dont on retrouve le souci aussi bien dans les systèmes de monoculture viticole que dans les formules de polyculture classique. Le train de culture lui-même est limité à l'indispensable: les quelques outils qui suffisent aux façons manuelles sont le plus souvent confectionnés ou au moins entretenus par le paysan lui-même.

- l'existence, surtout, d'une main-d'oeuvre surabondante et à bas prix qui seule permet et légitime l'énorme dépense de travail occasionnée par la petite culture traditionnelle. Il s'agit aussi bien de la présence d'une nombreuse main-d'oeuvre familiale pour les travaux courants et dont la peine n'est pas comptabilisée que des journaliers indispensables pour les périodes de pointes et que l'on peut utiliser grâce au très faible niveau des salaires. On constate de la sorte que la

petite tenure paysanne ne peut se maintenir sans la présence à ses côtés d'une pléthore de journaliers éventuels, d'un excédent de bras qui garantit le faible coût du travail.

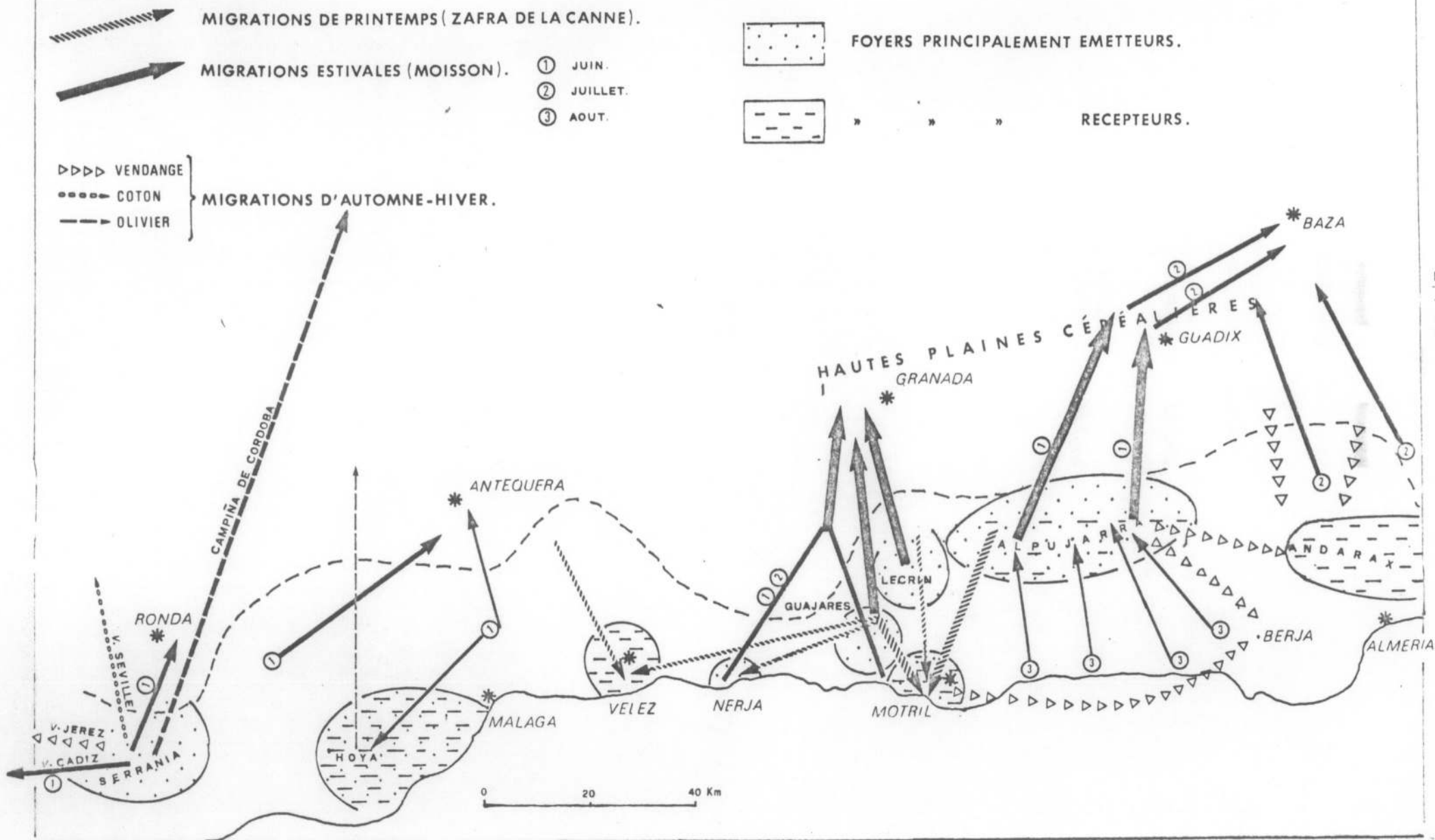
3 - Le maintien d'une population surabondante de travailleurs agricoles, - journaliers, journaliers-exploitants -, n'est guère concevable enfin sans l'appoint, hors des courtes périodes de plein-emploi, d'activités extérieures. On comprend ainsi le rôle décisif pour la communauté rurale tout entière des petits travaux de complément qui, en définitive, assurent l'équilibre du système économique et social traditionnel. Sur place, le "monte" a pu assurer une bonne part de ces ressources annexes et l'on s'explique facilement la résistance opiniâtre des collectivités villageoises aux reboisements imposés par l'Etat après la Guerre Civile (21). Il permettait à la fois un petit élevage de chèvres, la cueillette du sparte, systématique à certaines époques, le charbonnage, les fours à chaux.

Tout aussi généralement pratiquées ont été les migrations saisonnières de travail qui mettaient à profit le décalage des calendriers agricoles, celui des récoltes surtout, d'un point à l'autre de ces pays de montagne. De nombreuses équipes de moissonneurs quittaient ainsi la Serrania de Ronda au début de l'été pour les plaines céréalières gaditanes. Les mêmes souvent partaient l'hiver pour la cueillette des olives dans la campiña de Cordoue. Plus à l'Est, J. Bosque Maurel et F. Samanes ont décrit avec soin les mouvements complexes qui animaient périodiquement les régions grenadines de l'Andalousie méditerranéenne (8): descente massive de montagnards, au printemps, vers les bassins littoraux pour la récolte de la canne, montée des moissonneurs en été vers l'Alpujarra, départ ensuite des Alpujarreños pour la moisson et le battage dans les hautes plaines intérieures de Guadix (Fig.34).

La vie rurale traditionnelle s'organise ainsi en un système parfaitement cohérent qui lie indissolublement petite tenure paysanne-surabondance de main-d'oeuvre-existence dans la région de ressources complémentaires, et qui dérive au fond des conditions techniques imposées par la culture manuelle. Son équilibre, par contre s'avère extrêmement fragile et ne peut souffrir sans se rompre la défaillance d'un seul de ses termes.

La crise qui ravage aujourd'hui les campagnes et met en péril l'existence même de la petite culture paysanne n'a point d'autre origine que la rupture de l'équilibre délicat que nous venons de décrire. Il faut en rechercher la cause dans l'ouverture sur l'extérieur, -provoquée par l'industrialisation nationale et les progrès de l'économie de consommation en général -, qu'ont subi les populations rurales de l'Andalousie méditerranéenne. L'édifice instable de l'agriculture traditionnelle s'effondre alors brutalement, privé surtout de la clef-de-voute que représentait la surabondance de main-d'oeuvre.

FIG. 34 - PRINCIPAUX COURANTS DE MIGRATIONS SAISONNIÈRES DE TRAVAIL A L'ÉPOQUE TRADITIONNELLE.



L'émigration, en effet, peut être considérée comme le moteur déterminant de la crise avant d'en apparaître comme la conséquence la plus manifeste. C'est elle qui, au départ, déclenche la réaction en chaîne qui ruine les bases du système. L'exode rural répond, nous l'avons vu, à l'appel de main-d'oeuvre créé par l'industrialisation du Nord de l'Espagne. En fait, cette puissante sollicitation extérieure est, en bien des lieux, secondée par un événement interne à la région qui, en touchant à l'un des fondements de l'économie rurale, stimule les départs: la politique de reboisement des terres vaines, - imposée également du dehors -, et qui a pour effet de priver une fraction importante de la population locale de compléments de ressources indispensables. Parallèlement, la plupart des activités de morte-saison disparaissent peu à peu: concurrencées par les produits de l'industrie, la cueillette du sparthe, la fabrication du charbon de bois ou de la chaux perdent leur intérêt tandis que les migrations de moisson vers les plaines intérieures sont rendues inutiles par la mécanisation. Ainsi, très vite, les revenus complémentaires de l'agriculture se réduisent et privent la masse des journaliers et des microfundiaires des rentrées monétaires qui, seules, permettaient d'équilibrer les budgets familiaux. Le départ des hommes n'est donc pas uniquement le résultat d'une attirance vers les emplois industriels mais découle tout autant de la réduction des ressources locales qui accule les plus défavorisés à l'émigration. Avec la disparition progressive des travailleurs débute le processus d'effritement de toute l'organisation socio-économique.

La raréfaction de la main-d'oeuvre agricole condamne irrémédiablement les systèmes traditionnels fondés sur le principe d'un énorme investissement en travail "bon marché" et la faiblesse des coûts de production. De fait, même lorsque les journaliers demeurent suffisamment nombreux, leur utilisation s'avère de plus en plus onéreuse, obligeant le paysan employeur à des dépenses considérablement accrues ou à la réduction systématique de l'embauche. Dans les deux cas, on aboutit au même reniement des principes de la petite culture traditionnelle incapable de supporter une forte augmentation des coûts de production comme de se priver des bras indispensables à sa bonne conduite. Dans la mesure où la suppression complète du recours à la main-d'oeuvre extérieure est, en général, difficile, les frais d'exploitation subissent un renchérissement considérable parallèle à celui des salaires. Les chiffres officiels, en monnaie courante, démontrent pour l'ensemble de l'Espagne une augmentation moyenne de 140% de 1964 à 1972. En fait, les appointements réellement versés dans la région pour les travaux de pointe ont connu une hausse bien plus considérable: les salaires de récolte ont le plus souvent triplé en l'espace de 5 ans (1968-1972) passant par exemple de 180 ptas à 400 ou 500 pour la moisson, de 200 à 600 pour la coupe de la canne à sucre, etc..*

Or, par un mécanisme logique irrépressible, l'accroissement des frais de main-d'oeuvre se double d'une augmentation sensible des achats à l'extérieur jusqu'

* La valeur de la pesetas, pendant le même temps, a baissé d'environ 25% de 1968 à

alors très réduits. Les outils, l'engrais, la semence sont acquis en grande quantité, les dépenses alimentaires s'élèvent en même temps que se restreignent les cultures d'autoconsommation. L'augmentation de telles charges résulte, au fond, d'une réaction spontanée du petit exploitant qui ne voit d'autre issue pour pallier les nouvelles dépenses de main-d'oeuvre que d'accroître ses ventes. Pour cela, il réduit au maximum la place des productions vivrières, tente par des amendements plus ou moins empiriques d'élever les rendements... et n'aboutit en général qu'à accentuer le déséquilibre du bilan.

Ainsi déchaîné par l'émigration, se développe un processus inéluctable qui aboutit à transgresser, une à une, les règles vitales de la petite culture traditionnelle: la disparition des ressources d'appoint, la raréfaction de la main-d'oeuvre, la réduction dangereuse de l'autoconsommation représentent des phénomènes intimement liés. Ils se traduisent, dans un système basé sur une énorme débauche de travail, par une élévation considérable des coûts d'exploitation difficilement compatible avec la médiocrité des résultats obtenus, inhérente, elle aussi, à la nature de la petite culture traditionnelle.

B - La médiocrité des résultats.

En même temps qu'elle suppose des dépenses d'énergie considérables, la petite culture traditionnelle se définit par l'extrême faiblesse de ses résultats. Il en découle une productivité indigente, acceptable dans le contexte d'un genre de vie extrêmement fruste, caractérisé par la quasi-absence des sorties monétaires, mais qui devient insupportable avec les progrès de l'économie de consommation.

L'insuffisance du produit de l'agriculture traditionnelle traduit, en fait, une double déficience:

- celle de la production qu'occasionnent à la fois la médiocrité des rendements et l'exiguïté des dimensions de la tenure paysanne.
- celle de la commercialisation qui aboutit généralement à sous-valoriser de façon scandaleuse la production émiettée d'une petite paysannerie sans défense.

Dans les deux cas, c'est la nature même du système qui est en cause, l'ingratitude d'un milieu physique aux possibilités étroites, l'impuissance de structures sociales trop menues.

I/ - La faiblesse de la production.

La médiocrité des rendements se vérifie aussi bien dans les systèmes de

TABLEAU n° C.

RENDEMENTS MOYENS 1965- 1970.

	MALAGA	GRANADA	ALMERIA	ESPAGNE
<u>Secano</u> (qx/ha)				
BLE	6,5- 9,5	6,5-12,5	2-4	10,7
MAÏS	6,5-9	—	—	16,8
OLIVIER	10-15	8-10	3-10	10,5
VIGNE	11-13	7-10	4	30
<u>Regadio</u>				
BLE	9-12	21-25	8-16	23
MAÏS	20-25	22-23	13-20	34,4
OLIVIER	—	—	14	—

secano que, toutes proportions gardées, dans la plupart des formules irriguées pourtant plus intensives. Le tableau ci-contre qui rassemble les résultats moyens régionaux pour les principales productions en fournit une illustration explicite: les chiffres se limitent à des valeurs très basses, systématiquement inférieures aux moyennes nationales elles-mêmes peu brillantes.

L'agriculture sèche qui correspond ici à la plus grande part des systèmes traditionnels accuse des résultats extraordinairement faibles dont l'indigence est encore aggravée par l'extrême irrégularité des récoltes et, souvent, par la permanence de la jachère.

Les céréales, le blé en particulier, ne donnent que des rendements dérisoires, presque toujours inférieurs à 10 qx/ha. Ce chiffre moyen n'est dépassé que sur les meilleurs sols des bassins de flysch. Ailleurs la production n'excède guère 6 qx/ha et souvent se tient à moins de 5 qx/ha: le rendement moyen se situe actuellement dans le pays du Genal (Serrania de Ronda) entre 4 et 5 qx/ha, tombe entre 2 et 4 qx/ha dans les régions orientales d'Almeria. Or, ce sont là les milieux qui subissent les plus fortes irrégularités interannuelles réduisant parfois la récolte à néant et qui sont contraints aussi aux jachères les plus longues.

La vigne n'apporte pas de résultats beaucoup plus satisfaisants: 1500 Kg de raisin frais à l'hectare dans l'Axaquia, soit quelque 500 Kg de pasas, 15 à 16 hectolitres de vin à l'hectare dans la Contraviesa.

L'olivier, enfin, fournit des rendements très capricieux et fort variables d'une région à l'autre. De plus, il ne produit habituellement qu'une année sur deux. Dans quelques bassins, autour de Periana par exemple célèbre par la qualité de son huile, la récolte peut être excellente et atteindre 35 qx/ha. Sur les versants par contre elle se limite le plus souvent à 10 ou 15 qx. Au total, les 3/4 des olivettes n'offrent que des rendements inférieurs à 15 qx/ha, à diviser de moitié si l'on veut situer la production moyenne annuelle à l'hectare (22).

La faiblesse des productions irriguées est moins patente. La canne à sucre, les légumes, les agrumes, donnent des résultats fort convenables mais se trouvent cantonnés sur des espaces fort réduits, exceptionnellement privilégiés. Ailleurs, dans les vegas les moins évoluées, l'eau permet surtout de supprimer la jachère et de régulariser les récoltes sans pour autant provoquer d'augmentation très remarquable du rendement. Le blé d'hiver, couramment cultivé, ne donne guère que 20 à 25 qx/ha, le maïs qui le suit durant l'été n'atteint encore que 20 à 30 qx/ha. Ainsi, bien souvent, le regadio traditionnel ne fournit pas non plus de résultats très brillants.

A quelles insuffisances doit-on imputer la médiocrité générale des productions ? Les déficiences techniques, souvent, paraissent évidentes: les labours trop superficiels de l'araire, la parcimonie empirique des amendements et le manque de fumier découlant de la faiblesse de l'élevage, la mauvaise qualité des semences lo-

cales mal sélectionnées qu'on utilise encore trop fréquemment sont autant de raisons indiscutables de la pauvreté des rendements.

Pourtant, ce ne sont là, en définitive, que causes secondaires qui dérivent surtout des contraintes naturelles et sociales qui définissent la petite culture régionale.

La médiocrité des sols est responsable au premier chef des carences observées. C'est elle, aussi, qui impose les façons superficielles de l'araire, seules adaptées à une terre mince et fragile qui absorbe mal l'engrais, qui oblige, enfin, à un espacement très lâche, faute de réserves nutritives, de la vigne et des arbres de secano.

Or, le manque d'envergure de la paysannerie la prive de moyens suffisants pour lutter contre la pauvreté naturelle, la laisse sans recours, abandonnée à la routine.

La misère de la production paraît directement associée, de la sorte, à la notion de petite culture traditionnelle de versants.

La faiblesse des rendements aggrave singulièrement la déficience essentielle de l'agriculture paysanne: l'extrême indigence des productions dégagées par l'exploitation et, au total, la pauvreté des revenus familiaux. Il n'est guère utile de s'attarder longuement sur un point aussi évident. Qu'on s'imagine simplement le bilan annuel de quelques unes de ces petites tenures les plus courantes en Andalousie méditerranéenne.

Prenons d'abord le cas de ce petit polyculteur de la Serrania de Ronda: 12 ha. dont 4 seulement sont cultivables, le reste étant utilisé comme pacage pour les quelques chèvres de l'exploitation et l'engraissement d'un porc. Des terres labourées, le meilleur - 0,50 ha. - est un champ arrosé qui sert encore à l'autoconsommation, produit les légumes et quelques fruits. Restent 1 ha de châtaigniers et une petite olive de 2,5 ha semée un an sur deux de céréales. La production annuelle se résume donc pour l'essentiel à 3 t. de châtaignes (80 arbres), 6 à 7 qx. de blé et 13 qx. d'oliviers (12 qx. de blé et 25 qx. d'olives 1 an sur 2) !

Dans les Montes de Velez, telle tenure viticole, de taille très courante, produit sur 4 hectares quelque 6 t. de raisin frais qui, après séchage, laisseront environ 2 t. de pasas seulement qui devront assurer pour l'année la plus grande part des revenus familiaux.

Plus intensive, l'exploitation de regadio est aussi, en général, beaucoup plus petite. L'exemple des treilles irriguées de l'Andarax est fort démonstratif à ce propos: la ferme familiale se contente presque toujours de 75 à 80 ares qui donnent de 8 à 12 tonnes de fruits par an sur lesquels devront vivre 5 ou 6 personnes. La tenure légumière, grâce à 3 récoltes annuelles, est sans doute plus généreuse. Pourtant cette "corne d'abondance" qui, sans se lasser, accumule les productions absorbe le travail de plusieurs hommes. Moins dramatique, sans doute, le problème y demeure pourtant identique.

à celui de la petite exploitation de secano: chacun s'y dépense pour un résultat final très modeste voire insignifiant

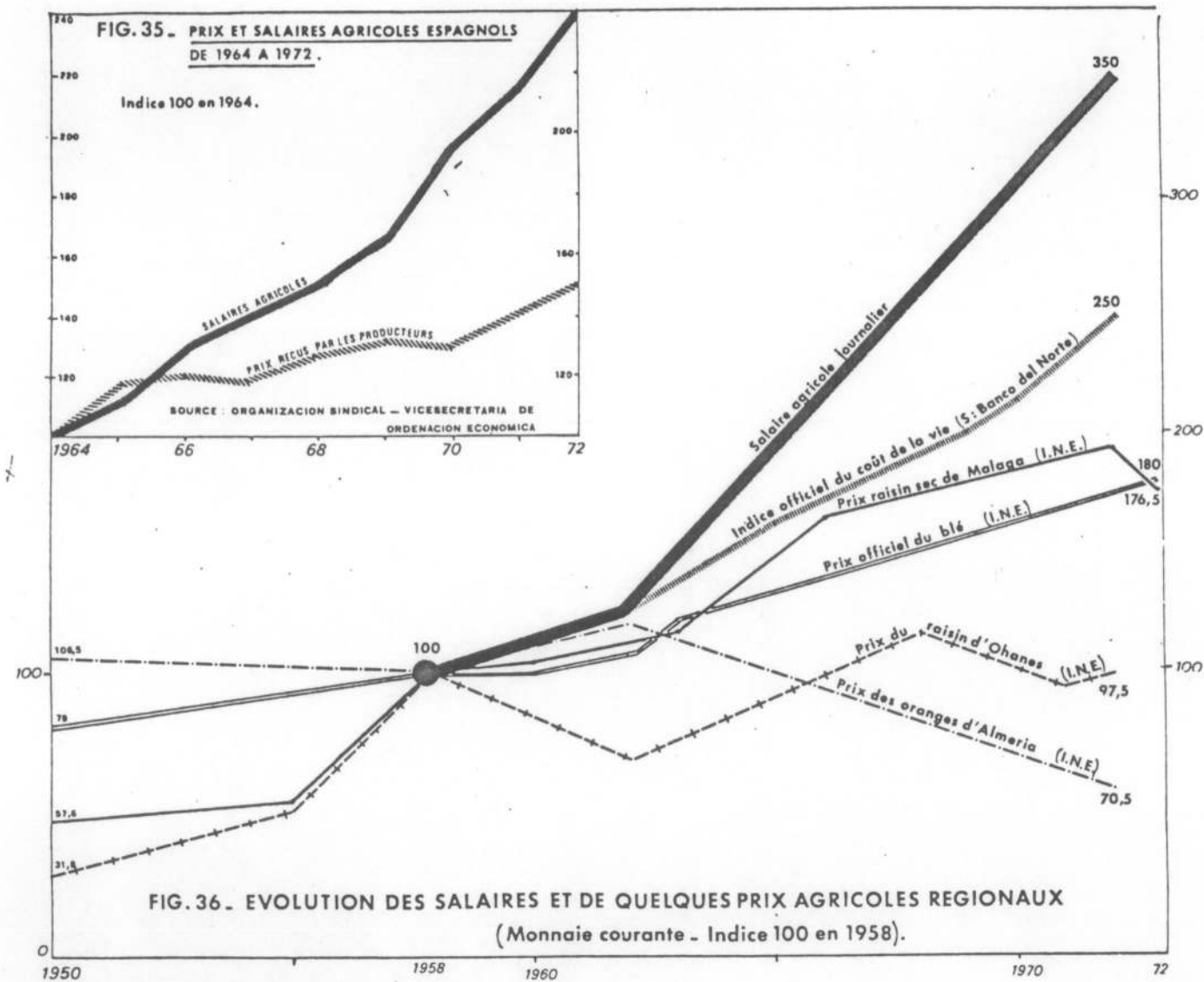
La petite culture traditionnelle souffre d'une sous-productivité chronique qui, moins voyante dans les systèmes irrigués, confine en secano à une indigence absolue. Pour être supportable, une telle situation supposerait que les produits de l'exploitation familiale, disponibles en si maigres quantités, soient hautement valorisés par le négoce jusqu'à fournir une rémunération minimale à la nombreuse main-d'oeuvre qu'elle mobilise. En fait, la réalité est trop souvent inverse: le petit producteur est plus particulièrement pénalisé par les déficiences du commerce agricole.

2/ - Les déficiences de la commercialisation.

La plupart des systèmes agricoles sont aujourd'hui tributaires du marché. Pressée par une évolution inéluctable qui l'oblige à accroître ses dépenses, la polyculture la plus traditionnelle est elle-même contrainte de s'ouvrir au commerce. Ailleurs, dans les plaines ou les coteaux, l'agriculture spécialisée est anciennement assujettie au négoce. Le succès précoce des monocultures spéculatives, - vigne, vergers, légumes -, axées sur des productions de haute valeur s'y explique d'ailleurs, pour partie, par le souci de valoriser au maximum une production trop menue.

Or, dans un cas comme dans l'autre, le petit producteur n'obtient plus aujourd'hui que des résultats fort médiocres, souvent très insuffisants. Limité par la modeste envergure de son exploitation, le paysan d'ici vend peu et surtout vend fort mal, à des cours qui, confrontés à la hausse rapide des dépenses, s'avèrent, - de plus en plus -, anormalement faibles. Intégrée à un marché moderne, la production traditionnelle durement obtenue paraît sous-valorisée. Le phénomène est d'ailleurs général, affecte l'ensemble de la paysannerie espagnole et européenne, comme en témoigne la figure n°35 où l'on mesure l'écart grandissant qui, au niveau national, sépare la rémunération de l'agriculteur (prix reçus) des dépenses de main-d'oeuvre (salaires).

Pour n'être pas spécifique de l'Andalousie méditerranéenne, la sous-valorisation des produits agricoles s'y répercute cependant plus cruellement qu'ailleurs. Tout se passe comme si les difficultés commerciales étaient ici amplifiées. De fait, l'avilissement des cours est d'autant plus difficilement supportable qu'il affecte des exploitations plus menues: la micropaysannerie locale est donc plus particulièrement pénalisée. Surtout, l'avilissement des cours semble toucher le plus sévèrement les spécialisations régionales jusqu'alors les plus rémunératrices, frappant au coeur les économies régionales les plus spécifiques. On s'en convaincra sans peine en examinant la figure n°36 qui représente l'évolution des prix de quel-



ques productions de l'agriculture spécialisée: la "pasa" de Málaga, le raisin d'Almeria, les agrumes. Dans les trois cas, après une phase favorable où, jusque dans les années 1960, les prix connaissent une hausse sensible, la tendance se dégrade rapidement tout au long de la dernière décennie: les cours, exprimés en monnaie courante, s'élèvent médiocrement (pasa de Málaga) ou même affectent une baisse sensible (raisin d'Ohanes: -2,7%; oranges: -29,5%) alors que dans le même temps le coût de la main-d'oeuvre et celui de la vie subissent un renchérissement accéléré (respectivement +250% et +150%)! Comparée à l'évolution moyenne nationale des prix agricoles, les courbes de ces quelques produits régionaux expriment nettement l'infériorité de l'Andalousie méditerranéenne. Entre 1964 et 1972, aucune des productions considérées n'a pu enregistrer la hausse de +40% qui a caractérisé la tendance moyenne espagnole: la "pasa", seule, s'en approche avec +35%, tandis que le raisin d'Ohanes perd -3% et l'orange -36%. On doit donc admettre, en définitive, la gravité exceptionnelle de la crise commerciale en Andalousie méditerranéenne, la sous-valorisation anormalement accusée des produits agricoles régionaux.

Prix moyens payés aux agriculteurs en 1969.

(Source: Ministerio de Agricultura; Secretaria General técnica)

	Oranges	Olives	Raisin de table	Amandes
Espagne	6,32	10,19	8,72	28,49
Andalousie orientale	4,81	9,18	8,53	24,76
Différence %	-23,9%	-9,9%	-2,1%	-13,1%

Sans doute peut-on arguer pour expliquer un tel phénomène du "vieillissement" des spéculations prises comme exemples. Le raisin d'Ohanes, la pasa de Málaga, l'orange d'Almeria sont peut-être moins prisés aujourd'hui qu'autrefois. En réalité, elles se heurtent surtout à des concurrences nouvelles dont le succès repose à la fois sur une meilleure organisation de la production et du commerce. De fait, les difficultés actuelles paraissent résulter fondamentalement de la déficience des structures de la production et du négoce régional plus ou moins manifestement inadaptés aux conditions du marché moderne. L'une et l'autre souffrent au fond de la même tare originelle, le microfundisme d'où dérivent les ressorts essentiels de la crise commerciale que l'on résumera autour de 3 thèmes principaux: le poids excessif des intermédiaires, l'impuissance d'une petite paysannerie désarmée, l'insuffisance du négoce régional.

Le fractionnement extrême des apports sur le marché est à la mesure de l'émiettement des exploitations. Ici, l'horticulteur livre au pas de sa mule les quelques kilos de fruits et légumes mêlés de la cueillette quotidienne. Ailleurs,

le vigneron ou le polyculteur portent au camion de collecte les quelques dizaines de caisses de raisins secs ou bien les quelques quintaux d'olives de la récolte annuelle. Tous vendent, mais en minuscules quantités. De là découlent les conséquences les plus préjudiciables au petit producteur.

La première résulte de l'allongement et de la complication excessive des circuits commerciaux par suite de la nécessité de regrouper des apports très menus et souvent fort hétérogènes. Pourvu d'une récolte trop modeste, démuné de moyen de transport, le paysan ne se déplace guère. Aussi constate-t-on, à la base, une prolifération étonnante des points de vente essaimés en une multitude de marchés minuscules, à l'échelle de la commune.

Le cas du commerce des olives, dans une région assez modestement productrice, est des plus démonstratifs. C'est par centaines que l'on compte les moulins à huile, de taille souvent dérisoire. Rares sont les communes, hors les pays ignorant totalement l'olivier, qui n'en possèdent pas un voire plusieurs exemplaires. Pour peu que la production oléicole devienne notable, dans les bassins de secano notamment, les "almazaras" alors se multiplient: dans le couloir de flysch de Colmenar par exemple, Alcaucin en possède 3, Periana 5, pour une production respective de 58 et 300 tonnes d'huile par an !

Les produits périssables, fruits et légumes, ont également suscité la création souvent ancienne de multiples marchés municipaux qui se limitent à collecter la production villageoise. Ceux d'Alhaurin ou de Coin, sur le bord sud de la Hoya de Málaga, celui de Algarrobo ou Torrox dans la région de Velez, en constituent de bonsexemples. Plus à l'Est, sur la côte de Grenade et Almeria, ce sont de petits entrepôts privés, les "corridas" ou "alhondigas" qui reçoivent et écoulent les légumes frais selon un système original d'enchères à la baisse dont nous aurons à reparler: nées il y a près d'un demi-siècle, les alhondigas s'égrènent aujourd'hui par centaines depuis Velez jusqu'à Almeria.

En l'absence d'infrastructure fixe au niveau communal, la production - celle du raisin, des pasas, des agrumes - est livrée au camion de collecteurs qui depuis la place du village, ou parfois l'exploitation, en assurent le transport jusqu'aux installations de l'acheteur.

Dans tous les cas, le commerce, au départ, est littéralement atomisé. Aussi le producteur n'est-il que rarement en contact direct avec les grossistes. La nécessité de regrouper les apports engendre, au préalable, l'apparition d'une foule d'intermédiaires, courtiers, commissionnaires, petits transporteurs dont l'intervention complique singulièrement le circuit commercial et en alourdit les charges.

Ainsi, le petit moulin à huile du village n'est-il souvent que le premier intermédiaire qui conduit au négociant. De même, le viticulteur de l'Axarquia traite seulement avec un courtier qui approvisionne plus ou moins directement l'exportateur

de raisins secs. Mais, la complication maximale se révèle sans doute au niveau du commerce des fruits et légumes où, du producteur au consommateur, interfèrent un nombre impressionnant de transactions successives où peuvent intervenir jusqu'à 6 ou 7 personnages différents: entreposeur (alhondigista), courtier ou commissionnaire, grossiste d'origine, exportateur ou grossiste-destinataire, etc.. (schéma ci-contre).

Cette prolifération exagérée des intermédiaires, résultat du manque d'envergure des producteurs, pèse gravement sur les frais de commercialisation qui, selon une enquête récente, seraient pour les fruits et légumes de la région de Málaga supérieurs des 2/3 à ceux que l'on admet normalement en Europe (23). Un tel renchérissement ne peut être imposé facilement au consommateur. Aussi se trouve-t-il répercuté pour l'essentiel au niveau des prix à la production qui supportent la plus grande part de ces coûts anormaux. On comprend mieux, de la sorte, la mauvaise valorisation des produits agricoles régionaux: le petit paysan est systématiquement pénalisé de sa trop médiocre envergure, d'autant plus aisément qu'il apparaît sans défense face aux pressions des négociants.

Le second préjudice subi par le producteur tient, en effet, à son impuissance complète à s'opposer aux entreprises souvent peu scrupuleuses de l'acheteur.

Le trop faible volume de ses livraisons suffit à expliquer son infériorité qui le laisse, isolé, à la merci d'un commerçant habile à déprécier la qualité du produit et, au besoin, à manier la menace d'un refus d'achat. De plus, le jeu de la libre concurrence est souvent faussé, resserrant le lien de dépendance qui soumet le paysan au négoce. En effet, le producteur n'est nullement au fait des cours pratiqués sur les autres marchés et doit s'en remettre aveuglément à l'acheteur, seul détenteur de ces informations. Surtout, il n'est pas libre, trop souvent, de s'adresser à un autre négociant et se trouve assujéti au bon vouloir d'un acheteur unique, maître de son sort. Il arrive parfois que le marché soit localement, pour certains produits, contrôlé par de véritables petits monopoles: ainsi le négoce du raisin dans la Contraviesa aux mains de deux maisons de vinification d'Albondón, celui de l'amande dominé sur la côte grenadine par un consortium d'exportateurs qui siège à Motril. Mais, plus généralement, la sujétion du petit producteur résulte de procédés plus subtils qui évoquent les systèmes de traite. Le paysan dépourvu de numéraire doit avoir recours à l'emprunt pour couvrir ses frais de campagne. Le commerçant joue alors le rôle de prêteur, fait des avances sur récolte, fournit l'engrais, la semence, contre l'engagement du débiteur de lui livrer sa production. La pratique, courante en bien des lieux, est particulièrement répandue dans certains secteurs légumiers où l'endettement des petits producteurs, soigneusement entretenu, fait souvent de l'"alhondigista" et du négoce en général, le maître absolu du marché local.

Dès lors, le paysan doit subir la loi du commerçant qui peut agir sur deux plans décisifs:

- d'abord, il impose ses prix, calculés au plus juste;

- il détourne aussi sur le producteur les risques de la commercialisation, attendant la meilleure conjoncture pour acheter, laissant courir à charge du paysan les pertes qu'occasionne l'attente dans le cas des produits périssables. Encore ce dernier ne perçoit-il pas toujours immédiatement le bénéfice de sa vente, une fois la récolte enlevée par le négociant. Il doit attendre fréquemment, comme c'est le cas dans le vignoble de l'Andarax, que le négociant ait à son tour réalisé avec succès l'écoulement de son lot pour en recevoir enfin le paiement, au bout de quelques semaines ou même de plusieurs mois. La manoeuvre permet souvent au commerçant d'arguer de difficultés imprévues pour réduire le prix initialement consenti et de reporter ainsi sur le producteur les avatars éventuels de l'expédition (pertes, variations de cours, etc.).

La paysannerie subit donc à tous les niveaux le handicap de sa taille insuffisante: elle supporte à la fois le coût excessif d'une profusion d'intermédiaires et la pression impitoyable d'un négoce qui l'exploite d'autant plus durement qu'il est souvent lui-même aux prises avec des difficultés nouvelles.

Les déficiences du commerce régional sont, en effet, de plus en plus apparentes. Assoupi sans doute dans la quiétude de profits trop faciles, il n'a pas toujours su s'adapter aux exigences du marché moderne et perpétue souvent, dans un immobilisme surprenant, des structures dépassées, des méthodes vieilles.

L'émiettement en unités de médiocre envergure en est la caractéristique principale. Ainsi, l'exportation des raisins secs de Málaga est-elle assurée par des entreprises familiales de faible dimension; celle du raisin frais d'Almeria est tout aussi morcelée. Pour la récente campagne 1973-1974, 51 expéditeurs ont commercialisé 34 millions de tonnes de raisin Ohanes sur le marché international, soit 668 tonnes par exportateur en moyenne. Or, comme en témoigne le tableau ci-dessous, les 2/3 d'entre eux, avec des ventes inférieures à 500t., n'atteignaient même pas cette moyenne.

Entreprises ayant exporté:			
moins de 100t.	19	soit	37% du nombre des exportateurs.
de 100 à 200t.	3		6%
de 100 à 500t.	13		25%
de 500 à 1000t.	8		16%
de 1000 à 5000t.	6		12%
plus de 5000t.	2		4%

Exportations de raisin frais d'Almeria (1973-1974)

Il n'est pas étonnant que, faute de moyens, ces petits négociants, par ailleurs peu entreprenants, aient quelques difficultés à soutenir le rythme imposé par la modernisation récente des techniques commerciales. Leur équipement, - chambres froides, par exemple -, leurs méthodes de vente davantage fondées sur la

té d'une clientèle traditionnelle que sur une prospection active des marchés accusent aujourd'hui un retard grandissant. Leur situation, en fait, ne cesse de se dégrader face aux concurrences qui, peu à peu les privent de débouchés et même, sur place, détournent leurs sources d'approvisionnement.

Au niveau de la vente, leur position s'affaiblit souvent de façon alarmante, conquise progressivement par le négoce plus dynamique de régions voisines, -celui du Levant murcien ou valencien surtout-, ou de pays étrangers. Les agrumes, les légumes de saison même, s'écoulent avec difficultés sur des marchés où la présence des nouveaux producteurs méditerranéens, celle du Levant espagnol par exemple, est devenue prépondérante. Les exportations régionales les plus traditionnelles souffrent les mêmes difficultés. La concurrence des raisins secs de Méditerranée orientale s'affirme victorieusement et prive la "pasa" de Málaga de ses meilleurs débouchés en Europe occidentale, la contraignant à rechercher l'exutoire incertain des pays de l'Est. Le raisin tardif d'Almeria se heurte à la montée des livraisons italiennes ou sud-africaines voire murciennes dont les variétés nouvelles sont mieux appréciées. Dans tous les cas, la passivité des exportateurs locaux est surprenante: aucune tentative pour orienter la production vers des formes plus compétitives (raisins secs sans pépins; raisins frais plus sucrés,...); peu d'efforts sérieux de prospection de nouveaux marchés. Le négoce régional paraît s'abandonner à un sort contraire.

Sur place, la pénétration des grandes maisons murciennes et valenciennes tend à capturer le meilleur du commerce régional jusqu'à s'assurer un véritable monopole pour le négoce de certains produits. Le phénomène est particulièrement net dans le cas des agrumes dont les circuits commerciaux sont entièrement contrôlés par quelques entreprises du Levant telles que Munoz, Tana, Riera, etc... Il est à peine moins sensible pour les expéditions lointaines de légumes ou d'amandes. Mais, l'exemple le plus démonstratif est sans doute celui du raisin d'Almeria dont l'écoulement était jusqu'à une date récente aux mains des exportateurs locaux et qui progressivement passe sous la coupe des expéditeurs de Murcie: ceux-ci commercialisaient à peine 20% de la production avant 1960 contre 25% dans la décennie suivante et près de 40% actuellement, dépossédant le négoce almeriense de ses débouchés européens les plus avantageux pour le reléguer aux marchés lointains et mal assurés les plus difficiles. Le succès des entreprises murciennes et valenciennes sur les petites "maisons" régionales ne saurait étonner: c'est celui d'un négoce moderne sur un négoce désuet et impuissant à se rénover. Les différences sont frappantes: d'un côté, de petits ou moyens commerçants trop étroitement spécialisés dans l'écoulement d'un produit unique, mal équipés; de l'autre, de puissantes sociétés aux activités diversifiées portant fréquemment sur toute la gamme des fruits et légumes (raisin, agrumes, abricots, amandes, etc...), dotées de moyens

matériels imposants pour le stockage et le conditionnement, pourvues de réseaux perfectionnés de correspondants sur les principaux marchés espagnols et étrangers. La "colonisation" du commerce levantin consacre en fait l'effacement d'un négoce régional condamné à jouer les comparses, relégué aux transactions de moindre ampleur comme celles de l'approvisionnement des marchés locaux, ou réduit à survivre d'expédients pour conserver une clientèle plus lointaine qui lui est infidèle.

Une telle situation n'est pas sans danger pour la paysannerie régionale. L'évolution du négoce -déclin du commerce indigène, conquête des maisons levantines- n'aurait guère qu'un intérêt anecdotique pour notre propos si elle n'affectait gravement la position déjà problématique des petits producteurs.

Les difficultés du négoce indigène se répercutent directement en effet au niveau de la production. Placés en position d'infériorité face aux gros acheteurs européens aussi bien qu'en regard de la plupart de leurs concurrents, les commerçants régionaux ne survivent qu'au prix d'une lutte fratricide qui les oppose entre eux et les conduit à de véritables surenchères à la baisse, à l'acceptation de prix anormalement faibles, réduits au minimum (24). Le manque à gagner résultant d'une telle politique ne peut être récupéré dans ce cas que par le blocage des prix à la production: avec les nuances qui s'imposent à propos de chaque type de produits, on peut considérer que, dans l'ensemble, la petite paysannerie fait ainsi les frais des insuffisances du système commercial. Le négoce régional ne survit, au fond, qu'au moyen d'une sorte de "dumping social".

Or, l'emprise croissante de commerçants extérieurs à l'Andalousie méditerranéenne n'est pas moins préjudiciable aux agriculteurs. L'attitude "coloniale" des Murciens ou Valenciens est fort connue: leur fortune -qu'il s'agisse du raisin, de l'amande ou des agrumes- repose avant tout sur l'écoulement des productions levantines, les produits andalous ne servant que de complément, voire de "volant de sécurité", utilisés à pallier une carence saisonnière ou momentanée des apports du Levant. Ainsi s'explique le comportement désinvolte de ces gros négociants, leur peu d'empressement à enlever les récoltes hors des rares périodes de transactions très actives sur les marchés de consommation, hors des années catastrophiques où à Valence ou Murcie le gel a réduit la production. Au total, l'hégémonie grandissante des commerçants extérieurs accroît considérablement les risques de mévente des produits agricoles locaux, favorise en tous cas la stagnation et l'avilissement des cours. Par ce biais, l'archaïsme et le déclin du négoce régional sont fortement préjudiciables aux agriculteurs de l'Andalousie méditerranéenne.

En définitive, ces derniers souffrent de tous les handicaps accumulés: une production chichement mesurée, sous-rétribuée, exagérément coûteuse. Tous ces défauts procèdent, au fond, d'une même insuffisance: l'inadaptation, criante désormais, des structures microfundiaires.

CONCLUSION : des revenus très insuffisants.

=====

A des degrés divers, les systèmes agricoles de l'Andalousie méditerranéenne subissent tous les maux que nous venons de décrire. En révélant les insuffisances profondes d'une agriculture gaspilleuse de peines mais avare de résultats, l'évolution économique des dernières décennies aboutit aujourd'hui à un bilan sévère qui résume l'essentiel de la crise: le laminage progressif des revenus qui confinent parfois à l'indigence, consacre en tous cas la non-rentabilité de l'immense majorité des exploitations actuelles.

Pour l'économiste, la tare fondamentale tient à l'insigne faiblesse de la productivité. S'il comptabilise l'ensemble des dépenses et prend en considération le labeur du paysan il doit même conclure souvent au déficit de l'exploitation dont les ressources ne suffisent plus à équilibrer les coûts de production dans le cas des formules les plus pauvres de la polyculture de versant ou même de la viticulture sèche spécialisée.

En fait, la gratuité du travail familial permet, seule, de masquer la gravité de la situation. Malgré tout, la faiblesse des ressources est telle qu'elle ne permet plus toujours de subvenir à la fois aux frais normaux de l'exploitation et à l'entretien de la famille. L'insuffisance du numéraire, catastrophique en secano, est également préoccupante dans nombre de systèmes irrigués. Plus ou moins aiguë selon le cas, la crise affecte pour des raisons identiques l'ensemble de l'agriculture traditionnelle comme en témoignent les quelques exemples rassemblés ci-dessous: nulle part, le revenu annuel des exploitations familiales caractéristiques des zones choisies n'atteint en 1974 une valeur équivalente à 10 000 francs. Dans bien des cas il révèle une réelle indigence.

L'équilibre de la société rurale tout entière s'en trouve gravement compromis.

Le paysan, contraint de réduire ses dépenses, réagit en supprimant dans la mesure du possible le recours à la main-d'oeuvre extérieure et reporte l'essentiel des tâches sur les membres de la famille. Il déclenche dès lors un processus qui, irrémédiablement, conduit à l'émigration: privé de travail le journalier doit quitter le village tandis que l'exploitant lui-même, impuissant faute d'une aide suffi-

sante à prodiguer les soins indispensables, voit souvent baisser sa production, de même parfois abandonner une partie de sa tenure. Lorsque, à bout de courage, il constatera que son exploitation lui fournit des ressources inférieures au salaire d'un journalier, il prendra à son tour le chemin de l'exode.

Trop profonde, liée à la nature même du pays et à ses structures sociales, la crise, presque toujours, apparaît sans remède.

Bilan annuel estimé pour quelques exploitations familiales caractéristiques.
(le coût de la main-d'oeuvre familiale n'est pas pris en compte)
en 1973-1974.

	Ventes annuelles ptas	Dépenses réelles ptas	Bénéfice annuel ptas
Serrania de Ronda : (exploitation de 7ha.secano)	90 000	63 000	27 000 (équivalent:2200
Vignoble de l'Ajarquia (exploitation de 6 ha.secano)	73 000	60 000	13 000 (1100
Vallée de l'Andarax (exploitation de 0,75 ha. treilles irriguées)	40 000	110 000	71 000 (5600
Vega d'Alhaurin-el-Grande (exploitation de polyculture fruitière et légumière irri- guée de 1 ha.)	50 000	130 000	80 000 (6400

C - Le cercle vicieux de la pauvreté.

Le problème de la modernisation de l'agriculture traditionnelle se pose théoriquement en termes clairs. Il n'est, en fait, que deux voies d'intervention visant à réduire, simultanément ou séparément selon les cas, les insuffisances actuelles les plus graves:

- la première consisterait à diminuer d'importance les frais de culture démesurés qui grèvent si lourdement les résultats d'exploitation. Il s'agit surtout de réaliser l'économie d'une main-d'oeuvre devenue ruineuse: c'est la voie d'une rationalisation qui passe fondamentalement par l'introduction du travail mécanisé.

- la seconde viserait à accroître les revenus dans des proportions sensibles en agissant aussi bien sur les formes et les méthodes de la production, - c'est la voie de l'intensification -, que sur les moyens d'obtenir du commerce une valorisation plus équitable des produits agricoles.

A l'examen, les deux voies s'avèrent très vite impraticables.

I/ - Les possibilités d'une rationalisation du travail agricole sont, de toute évidence extrêmement étroites. Il ne faut point s'attendre ici à une quelconque "révolution de la machine" capable de rénover profondément les conditions de l'exploitation paysanne.

La situation actuelle constitue déjà, à elle-seule, une preuve accablante. Alors que la plupart des régions voisines, celles du sillon intrabétique ou de la Basse Andalousie, ont massivement introduit l'outillage moderne, l'absence de mécanisation demeure encore totale en Andalousie méditerranéenne. L'état du parc de tracteurs, dans les années 1970, est éloquent à ce propos. On calcule en effet que la plus grande partie du territoire régional dispose seulement d'1 tracteur pour plusieurs milliers d'hectares cultivés: 1 tracteur pour 2000 hectares dans la Serranía de Ronda, 1 pour 4000 à 4500 hectares dans l'Alpujarra, la Contraviesa, les Montes de Málaga. Ces moyennes d'ailleurs n'ont qu'une valeur relative, les tracteurs recensés se répartissant de façon très irrégulière: pour l'Alpujarra, on les rencontre uniquement à Lanjaron ou Orgiva alors que le reste du pays en est totalement dépourvu. Il en va de même dans la Serranía de Ronda où toute la zone du haut et moyen Guadalquivir n'en possède aucun. En réalité, la motorisation est inconnue sur d'immenses espaces où le motoculteur même n'a guère pénétré.

Les tracteurs n'apparaissent, en définitive, qu'en quelques points fort limités qui correspondent aux plus riches bassins. Encore se réduisent-ils à quelques unités peu nombreuses, même dans ces cas privilégiés: 1 tracteur pour 200 à 300 hectares de culture, en général, alors que la moyenne espagnole s'établit à 1 tracteur pour 106 hectares. Surtout, leurs effectifs ne paraissent s'accroître que très lentement. Le bilan relatif aux motoculteurs n'offre pas non plus de perspectives très satisfaisantes bien que leur fréquence soit plus grande: si localement leur densité peut s'élever jusqu'à 1 appareil pour 30 ou 50 hectares, - sur le piémont de Coin-Alhaurin, par exemple -, elle se tient plus généralement autour de 1 pour 100 hectares.

En définitive, il faut donc conclure, en dépit de rares exceptions relatives, à la faiblesse insigne de la motorisation et de la mécanisation. Or, c'est là un trait spécifique de l'Andalousie méditerranéenne, si l'on en croit les statistiques publiées pour Grenade (25): la partie intérieure de la province possédait en 1968 1 tracteur pour 175 ha. en moyenne, contre 1 pour 1510 ha. seulement dans sa zone méridionale correspondant à l'Andalousie méditerranéenne.

La raison en apparaît très vite: le pays est inapte à la machine et, par là, rebelle au meilleur moyen de rationaliser et réduire le travail agricole. Les obstacles qui s'y opposent sont nombreux et, le plus souvent, insurmontables.

La pente d'abord représente un handicap infranchissable dans la plus gran-

de partie de la région. Sauf sur d'infimes surfaces, la plupart des terroirs de montagne et des coteaux sont impraticables aux machines. Dans certains cas - fréquents - l'outillage le plus léger comme le motoculteur est même inutilisable: les vignes des Montes de Málaga, par exemple, accusent de telles déclivités qu'elles ne permettent pas l'utilisation de la mule et obligent aux seules façons à la bêche. Ailleurs, dans l'olivette, l'amanderaie, sur les sols maigres de versants encore raides, il n'est pas démontré que l'usage du motoculteur soit réellement profitable: l'égratignage de l'araire et l'agileté de la mule permettent sans doute un travail plus aisé et peut-être plus rapide. Par sa nature, l'Andalousie méditerranéenne est donc pour l'essentiel condamnée à une agriculture "manuelle". La topographie plus douce des vallées, des bassins et des plaines littorales, seule, fait exception et explique la meilleure mécanisation de ces quelques secteurs. Pourtant, même là, l'usage de la machine est peu répandu.

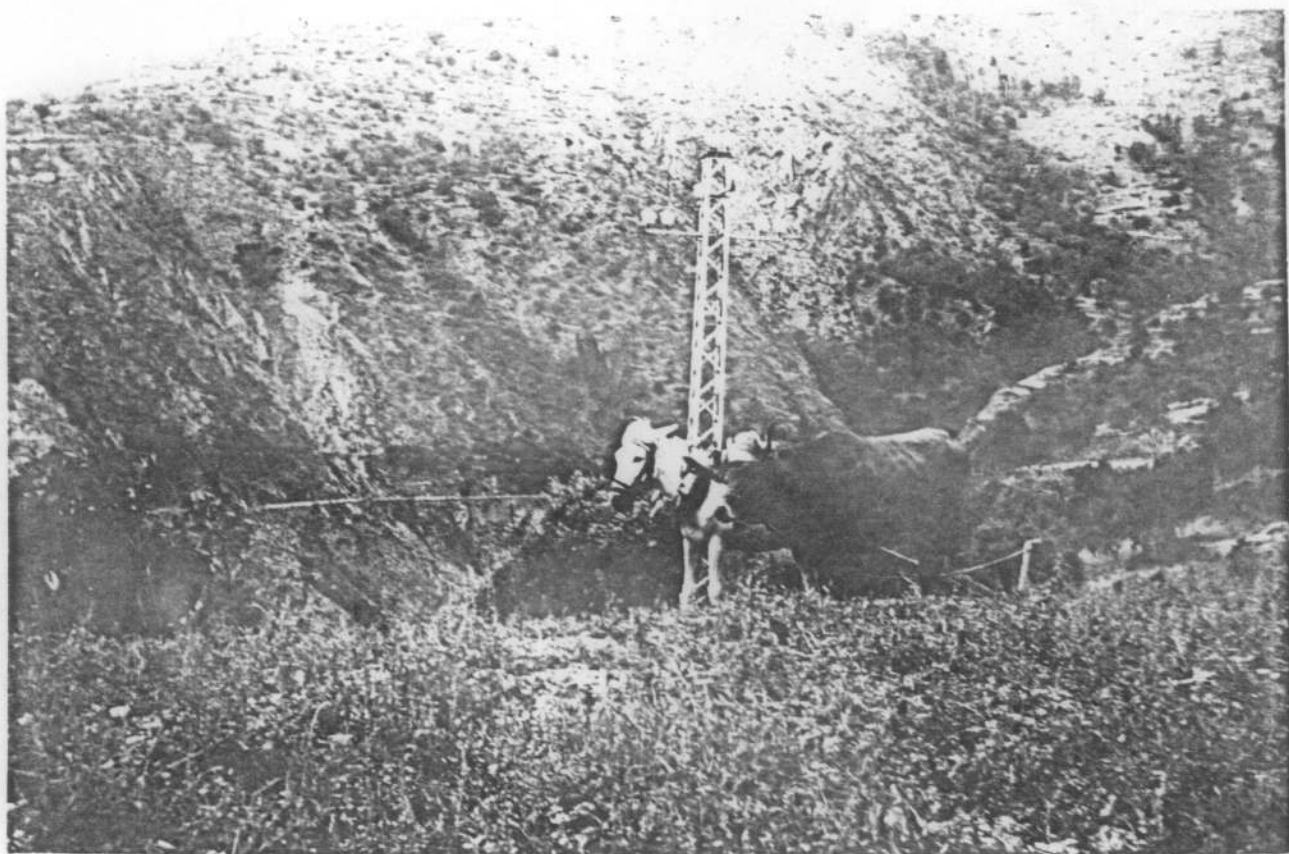
Les structures foncières, le morcellement des parcelles et des exploitations, opposent partout, en effet, un obstacle rigoureux à la mécanisation agricole.

Sur les terroirs cultivables, la dimension des champs est presque toujours trop exiguë pour se prêter au bon usage de la machine: le tracteur notamment manoeuvre avec difficultés sur des lopins trop étroits ou trop courts qui n'atteignent qu'exceptionnellement la taille d'un hectare. Or, le fractionnement parcellaire s'accroît malencontreusement avec la richesse agricole, dans les bassins irrigués, là où l'effacement des pentes lèverait tout obstacle topographique à la mécanisation: sur le piémont de Coin-Alhaurin, dans la vallée de l'Andarax ou la vega de Motril (26) les champs n'ont guère que quelques ares, 25 ou 30 en général, et interdisent l'utilisation de tout appareil important.

L'absence d'accès carrossables constitue d'ailleurs une difficulté supplémentaire. Dans tous les cas, le chemin est rare ou réduit à une étroite sente muletière qui ne saurait permettre le passage des engins modernes.

A ces handicaps techniques s'ajoutent enfin des contraintes économiques qui, de toutes façons, limitent étroitement la pénétration d'un matériel onéreux. L'exploitation ici est trop menue, trop pauvre pour disposer du numéraire indispensable à l'achat de machines. Les prêts spéciaux du crédit agricole ne permettent guère de résoudre le problème: dans la plupart des cas, la paysannerie est trop pauvre pour supporter l'amortissement d'une dette qui n'est pas à sa mesure.

Ainsi, la petite culture n'a guère à espérer de la mécanisation et d'une éventuelle rationalisation du travail. Les obstacles qui s'y opposent l'interdisent de façon définitive: on ne peut ni transformer la topographie ni même améliorer sensiblement les structures agraires. Malgré la déprise humaine et l'exode rural, l'émiettement parcellaire, celui des exploitations demeurent inchangés et nulle tendance à la concentration ne se manifeste: la terre, même délaissée, ne se vend pas et, au contraire, surtout dans les secteurs les plus fertiles, continue à se fractionner à



Phot. XIII - L'impossible mécanisation: attelage en Alpujarra.

Mulet et vache associés devant l'antique araire. Raideur des pentes, exigüité parcellaire, pauvreté paysanne paralysent les tentatives de mécanisation.

chaque génération. Pour toutes ces raisons, la "révolution du tracteur" paraît exclue en Andalousie méditerranéenne. Techniquement et financièrement mieux adapté, le motoculteur peut par contre pénétrer plus largement, au moins dans les bas-pays, mais sa modeste puissance est-elle susceptible d'améliorer très sensiblement les conditions du travail ? Privé de la solution qu'apporte ailleurs la machine, l'agriculteur ne peut envisager ici une réduction décisive de ses frais de cultures. La seule issue se résume dès lors à une augmentation notable des revenus de l'exploitation.

2/ - L'accroissement potentiel des ressources de l'exploitation traditionnelle ne

paraît pas offrir non plus de perspectives très brillantes. Il suppose une augmentation importante de la valeur de la production qui ne peut être acquise qu'au prix d'un effort vigoureux d'intensification d'une part, de rénovation des procédés commerciaux d'autre part.

Les possibilités d'intensification sont, le plus souvent, limitées, voire, parfois, inexistantes. Les procédés techniques habituels se heurtent ici à des "bloques" physiques ou sociaux d'autant plus rigoureux que le milieu agraire est, au départ, plus pauvre, plus attardé: ce sont les systèmes qui nécessiteraient les améliorations les plus décisives qui sont les plus dépourvus des moyens de les promouvoir.

L'accroissement des rendements, à condition d'être substantiel, constituerait une première solution capable de sauver les formules existantes sans bouleversement radical. En fait, les procédés "classiques" susceptibles d'être appliqués par la paysannerie locale sont ici d'une médiocre efficacité.

Une meilleure utilisation de l'engrais, d'abord, n'apporte, dans la plupart des cas, que des résultats modestes. Pourtant, la faiblesse actuelle des amendements laisserait supposer d'amples possibilités de progrès. Faute d'élevage suffisant, l'épandage de fumier est toujours très limité. Malgré des progrès évidents, - la consommation a presque doublé au cours de la décennie 1960-1970 en Andalousie orientale -, les apports d'engrais chimiques demeurent aussi très mesurés encore: 200 kg/ha en moyenne, si l'on ajoute les différents apports annuels, pour l'arboriculture sèche, moins encore pour les céréales, 400 à 500 kg seulement pour les formules pourtant exigeantes des vegas traditionnelles. Les améliorations à attendre d'épandages plus massifs sont, en réalité, très faibles: l'insuffisance des disponibilités financières de l'exploitant limite ses achats mais, surtout, de l'avis même des techniciens agricoles, les progrès obtenus dans la plupart des cas ne seraient pas à la mesure des efforts consentis. En secano surtout, là même où les rendements sont les plus bas, les sols sont au départ trop pauvres, trop dépourvus d'eau aussi,

pour assimiler correctement l'engrais. Les terres de versants, les plus étendues donc "prennent" mal l'engrais et se montrent rebelles à une fertilisation efficace. La progression insignifiante des rendements en culture sèche lors des dernières années en fournit la preuve alors même que l'utilisation des fertilisants chimiques s'est notablement développée. Les sols de vega eux-mêmes ne sont pas toujours mieux disposés: on retiendra le cas, notamment, du pays des treilles d'Almeria où la terre, fatiguée par de longues décennies de monoculture, réagit mal aux fertilisants et ne nourrit plus que des récoltes en baisse lente mais régulière.

Le large écartement des cadres de plantation en arboriculture sèche, - vigne, amanderaie -, est également responsable de la médiocrité des résultats obtenus. La densification des ceps ou le complant systématique n'offrirait cependant qu'une solution illusoire. La raison tient toujours à l'insuffisance des sols: leurs maigres capacités nourricières, leur sécheresse obligent à laisser à chaque plant une grande surface difficilement compressible sans risque de fléchissement de la production.

L'amélioration des espèces cultivées, la substitution de variétés modernes plus fécondes aux vieilles variétés indigènes offrirait peut-être de meilleures perspectives. Sur les terres irriguées, l'introduction récente du maïs hybride a déjà démontré son efficacité, de même que l'adoption d'un nouveau plant de canne à sucre: dans les deux cas, l'augmentation des rendements s'est avérée spectaculaire. Malheureusement, ce sont là des exemples limités aux seuls secteurs privilégiés des vegas, au sol riche et pourvu d'eau. Ailleurs, sur les coteaux de secano, on ne peut guère attendre de succès comparable: la pauvreté du sol n'admet guère que les espèces les plus frustes et, de toutes façons, la paysannerie, faute de moyens, n'a pas la possibilité matérielle d'entreprendre les lourds investissements que suppose une nouvelle plantation, ni le loisir de subsister durant les longues années qui précèdent son entrée en production.

Ainsi, à l'exception des formules irriguées, l'agriculture traditionnelle semble techniquement paralysée, vouée par sa pauvreté même à une médiocrité insurmontable. Les améliorations permises par l'agronomie moderne sont inadaptables ici, ou n'offrent qu'une efficacité dérisoire en regard des progrès indispensables à la survie de la plupart des systèmes de secano. Au fond, il n'y a guère de solution à la portée de la petite paysannerie des versants, ni d'espoir pour l'exploitation des pays pauvres, à moins d'un changement radical qui permettrait de passer directement aux formules intensives que seule l'irrigation serait capable de nourrir.

Le problème de la substitution du regadio au secano se situe en fait à une tout autre échelle. Il supposerait au niveau de vastes zones sèches à aménager entièrement des moyens que seuls les pouvoirs publics pourraient mettre en oeuvre. Or, même dans ce cas, les possibilités s'avèrent extrêmement modestes. Dans ces ré-

gions montueuses il n'est guère possible de conquérir que des espaces nouveaux exceptionnels, tous situés dans le bas-pays: nous y reviendrons longuement. Il suffit, pour l'instant, de relever les impossibilités majeures qui, partout ailleurs, s'opposent à de tels projets:

- l'eau, d'abord, est absente en quantité notable, - aussi bien en surface qu'en profondeur -, de la majeure partie des régions schisteuses. Les coteaux de la Contraviesa, ceux des Montes de Málaga, soit les plus vastes secteurs d'arboriculture traditionnelle, sont donc condamnés au secano.

- la topographie, enfin, interdit, sauf aménagements gigantesques, l'extension des terroirs arrosés sur des déclivités trop raides. En Haute Alpujarra, par exemple, on ne peut guère agrandir davantage, malgré l'eau des sommets, les terroirs de vegas étendus depuis longtemps jusqu'aux limites des pentes les plus folles.

Ainsi, alors que les bénéfices de nouvelles irrigations paraissent essentiellement réservés au bas-pays, l'ensemble des systèmes de versants est voué au secano qui semble lui-même paralysé dans sa médiocrité traditionnelle. La plus grande partie de l'Andalousie méditerranéenne se trouve donc aujourd'hui irrémédiablement condamnée par ses caractères les plus spécifiques: la pauvreté naturelle de ses montagnes, l'impuissance de sa société paysanne.

C'est cette dernière qui est aussi à l'origine des graves déficiences du commerce agricole et qui s'affirme enfin comme le principal obstacle à toute amélioration à ce niveau. Une meilleure valorisation des produits agricoles est inconcevable en effet sans un regroupement préalable des producteurs capable de contrebalancer la puissance des négociants, voire même de promouvoir l'écoulement direct de sa propre production. On supprimerait ainsi les défauts essentiels du système actuel: l'émiettement des apports individuels, la prolifération des intermédiaires, la pression exagérée des grossistes si préjudiciables aux résultats finaux des exploitations. En d'autres termes, il n'est pas de salut dans cette voie hors de la coopération.

En fait, les coopératives sont pléiades: les 3 provinces de Málaga, Almería, Grenade en comportaient officiellement 677 en 1970 et leur fraction méditerranéenne qui nous intéresse directement quelque 113! Or, nombre d'entre elles sont identifiées théoriquement, au moins pour une part de leurs activités, comme des organismes de commercialisation. Cette brillante apparence masque pourtant une profonde carence réelle du mouvement d'association. Un grand nombre de coopératives recensées n'ont, en fait, d'autre existence que formelle: elles ne fonctionnent pas et même parfois n'ont jamais fonctionné. Quant à celles que l'on qualifie d'"actives", elles se bornent souvent à des fonctions modestes qui consistent surtout à grouper les commandes d'engrais ou de semences. Dans le domaine de la commercialisation, elles se contentent en fait de rassembler la production des adhérents, parfois de lui faire subir une transformation sans intervenir véritable-

ment sur le marché: elles servent, au fond, d'intermédiaires commodés aux négociants en rassemblant les apports. Le cas des "cooperativas oliveras", les plus nombreuses et les plus vivantes, est très significatif: elles broient près des 3/4 des olives produites mais ne font souvent que camoufler, pour des raisons fiscales, les intérêts de l'ancien industriel, adhérent privilégié, qui grâce aux avantages concédés aux organismes coopératifs a pu par ce moyen moderniser ses installations à moindre frais. Il n'y a pas en définitive, sauf rares exceptions, de véritable coopération au niveau de la vente des produits agricoles dont moins de 10%,- pour les fruits et légumes en particulier-, est écoulé par des groupements effectifs de producteurs.

L'échec à peu près complet à ce jour d'un mouvement coopératif, encouragé pourtant par les voies officielles, n'est pas sans relations avec les structures mêmes de la société rurale dont les réticences instinctives ont été singulièrement renforcées sans doute par les maladresses d'application des mesures gouvernementales.

Il serait vain, tout d'abord, de nier le rôle paralysant des mentalités. L'individualisme forcené du petit paysan andalou s'adapte mal aux contraintes de l'association. Le souci prioritaire de l'indépendance est commun à la plupart des paysanneries européennes mais il a été grandement exacerbé ici par la volonté d'encadrement trop rigoureuse des organismes responsables, syndicats en particulier. Les agriculteurs qui, d'expérience, n'avaient pas toujours à se féliciter de ce genre de tutelle ont refusé d'instinct les sollicitations, les encouragements venus du haut et comme imposés. Pour réussir -et bon nombre de responsables le reconnaissent volontiers aujourd'hui- le mouvement devait provenir de la volonté même des intéressés, ménager leur susceptibilité, encourager au contraire leur intérêt. L'échec total de la coopération "officielle" résulte de son inadéquation absolue à la psychologie paysanne, de sa méfiance vis à vis de la spontanéité populaire. Une nouvelle tendance jouant au contraire sur l'intéressement et la participation active des paysans paraît peu à peu se faire jour et obtenir de premiers résultats encourageants, à Orgiva par exemple (Alpujarra) ou à Canjajar (Valle de Andarax): ce ne sont malheureusement que tentatives isolées, exceptionnelles. Il semble bien qu'ailleurs la maladresse officielle ait gravement lésé l'avenir de tels mouvements. Le paysan, surtout vieilli et découragé par la déconfiture de l'économie villageoise, ne se sent guère concerné: il se refuse à coopérer ou bien, - c'est souvent le cas pour les fruits et légumes-, ne livre à la coopérative que le plus médiocre de sa production. La pression insidieuse des négociants a beau jeu dans un tel contexte de décourager, par la persuasion ou la menace voilée, toute velléité dangereuse pour sa toute-puissance.

Les expériences malheureuses ont pesé lourdement aussi. Trop de coopératives ont été créées, dans un passé récent, au seul profit de quelques notables locaux jouant à la fois de leur position de petits responsables politico-syndicaux et de leur empire sur la paysannerie sans défense. Ainsi se sont multipliées les coopératives factices dont l'unique propos était de détourner les subsides officiels au bénéfice de quelques uns. Les coopératives réellement actives ont aussi souvent

échoué par suite des injustices flagrantes qui présidaient au partage des gains. Tel groupement de producteurs de raisin du Valle de l'Andarax retribuait aux meilleurs cours ses quelques dirigeants, les autres adhérents ne percevant que des prix largement inférieurs, excusés sans vergogne par les aléas du marché, et qui parfois se révélaient plus faibles même que les prix offerts par les négociants locaux... De telles exactions, trop fréquentes, ne pouvaient que jeter un discrédit souvent définitif sur toute forme d'association, aggraver de façon irréversible l'individualisme de la paysannerie.

Il convient, pour finir, de faire la part des difficultés pratiques auxquelles se heurtent, sur le plan commercial, les coopérateurs les plus convaincus. Confronté aux règles complexes du marché moderne, surtout lorsqu'il s'agit d'exportation, le petit paysan andalou dépourvu de formation se trouve souvent bien démuni et risque vite le découragement. L'assistance matérielle des organismes mis en place pour l'aider - l'U.T.E.C.O. (Union Territoriale des Coopératives Agricoles) - est précieuse à ce niveau grâce à ses moyens modernes d'information, son action de prospection des marchés, etc... Mais l'utilisation même de ces facilités suppose un savoir-faire, une compétence que, dans l'immense majorité des cas, le petit paysan depuis peu sorti de l'analphabétisme ne peut avoir acquise... Les quelques succès que l'on peut relever, ici ou là, en sont d'autant plus méritoires mais ne peuvent être, dans le contexte actuel, qu'exceptionnels.

En définitive, les raisons qui s'opposent au succès de la coopération, surtout au niveau de la vente, paraissent beaucoup trop nombreuses pour laisser envisager des progrès notables dans un proche avenir. La mentalité paysanne, le souvenir d'expériences déçues, le manque de connaissances sont autant d'obstacles difficilement surmontables à l'heure où l'émigration vide les campagnes de leurs éléments jeunes les plus dynamiques. Il n'est guère d'améliorations à attendre du commerce agricole, pas plus que de la mécanisation et, dans la plupart des cas, d'un progrès sensible des rendements.

La pauvreté même des systèmes traditionnels engendre leur impuissance à se rénover et porte en elle sa propre condamnation. Trop de "blocages" - physiques, sociaux, fonciers - se superposent pour permettre une évolution positive.

L'agriculture traditionnelle est promise à la disparition ou vouée à survivre d'expédients.

III - LA SURVIE D'UNE AGRICULTURE MARGINALE.

Découragée par tant d'adversités, la petite paysannerie traditionnelle a, un peu partout, renoncé: elle s'est massivement soumise à la fatalité de l'exode ou, pour ceux qui restent, recherche hors de l'agriculture les ressources qui, pour l'essentiel, permettront à l'exploitation de se maintenir encore. On objectera qu'une telle situation n'est guère nouvelle, qu'autrefois aussi les revenus d'appoint jouaient souvent un rôle décisif. En réalité, les conditions de cette quête ont profondément changé:

- tandis qu'elle intervenait surtout jusqu'ici au profit des plus défavorisés, - journaliers, microfondiaires, etc. -, elle affecte aujourd'hui, alors que ces derniers ont été chassés déjà par l'émigration, la grande majorité de la paysannerie, celle là même que le sort avait pourvu de petites exploitations familiales suffisantes. Le recours à l'extérieur s'est généralisé.

- ce recours enfin a cessé d'être un complément pour devenir souvent la pièce essentielle de l'économie familiale. Les revenus agricoles devenus accessoires, la paysannerie traditionnelle n'a plus désormais qu'une existence factice. L'agriculture traditionnelle tout entière est ainsi "marginale", ne survit ^{que grâce à des} expédients.

A - Les expédients de survie.

Les ressources extérieures accessibles à la paysannerie diffèrent sensiblement de celles d'autrefois. Nous excluons délibérément de ce propos les revenus procédant de l'émigration temporaire analysée plus haut, qui le plus souvent représentent l'unique moyen de subsistance des familles intéressées et ne sont plus associés qu'à des exploitations "fantômes": dans ce cas, l'agriculture déjà est abandonnée.

On distinguera finalement deux sortes de ressources extérieures associées aux revenus agricoles:

- les ressources d'origine locale, obtenues sur place, au village ou à proximité immédiate, et qui fournissent un apport financier régulier. Elles permettent une collaboration permanente entre le travail de la terre et les tâches non-agricoles.

- les ressources périodiques qui nécessitent, en général, un déplacement plus ou moins lointain. Elles proviennent des migrations saisonnières qui coupent le rythme de la vie agricole et s'y intègrent avec plus ou moins de bonheur.

/ - Les ressources locales permanentes, en provenance des activités non-agricoles,

sont certainement beaucoup moins nombreuses qu'autrefois. Alors, le petit artisanat, les multiples travaux du "monte", le muletage fournissaient un appoint notable aujourd'hui ruiné.

Il reste cependant, à l'échelle du village ou de la bourgade voisine, beaucoup de "petits métiers" qui offrent à nombre d'agriculteurs la possibilité de pratiquer le "pluri-emploi". Bien qu'anémiques, les fonctions du commerce de détail ou des services sont souvent associées à l'exploitation agricole: un petit café de campagne, une épicerie, un emploi municipal à mi-temps, un service léger dans une coopérative voisine ou à la Hermandad des agriculteurs constituent des moyens systématiquement utilisés pour accroître les revenus familiaux. Les petits travaux occasionnels - réparations variées, maçonnerie, manutention, entretien des routes - sont également très recherchés: souvent, avec l'aide d'une pension d'origine diverse dont jouit un "ancien", ils permettent d'équilibrer le budget domestique.

Mais, malgré tout, les possibilités restent fort maigres à la campagne, surtout dans les villages reculés. On a bien, ici ou là, tenté de reprendre quelques activités artisanales qui prodiguent d'ailleurs de très médiocres appointements aux femmes ou aux jeunes filles qu'elles emploient: les exemples se limitent finalement à deux ou trois cas, un atelier de tissage de tissus grenadins à Berchules (Haute Alpujarra), le travail de joaillerie à domicile que l'on pratique depuis peu à Casares, aux portes de la Serrania de Ronda. Il faudrait y ajouter quelques minuscules entreprises de salaisons que l'on rencontre parfois dans la montagne rondeña. Le bilan est insignifiant.

En fait, ce sont surtout les insuffisances de l'encadrement urbain élémentaire, celles des chef-lieux de "partidos" qu'il convient d'accuser. Les emplois y sont trop rares pour offrir du travail aux agriculteurs du pays proche et, finalement, pour appuyer efficacement l'économie agricole locale. Lanjaron, au pied de la Haute Alpujarra, utilise bien quelques dizaines de travailleurs dans ses ateliers d'embouteillage d'eau minérale; Alhama de Almeria, dans le Valle de Andarax, a bien bénéficié de quelques petites créations industrielles, mais, à une échelle supérieure, ni Ronda, ni Motril, ni même Velez ne suffisent à satisfaire les besoins de la campagne environnante. Elles réussissent mal à employer leur propre population et s'avèrent totalement impuissantes à assister leur hinterland rural. Seules, en définitive, les plus grandes cités - Málaga et Almeria - offrent au prix de brefs mouvements alternants des emplois complémentaires aux paysans des villages voisins.

Aussi, faute d'un soutien efficace de leurs villes, les campagnards en majorité doivent-ils renoncer à prétendre sur place à des ressources non-agricoles de quelque continuité. Le rôle des déplacements saisonniers s'avère dès lors fondamental.

2/ - Les migrations saisonnières de travail fournissent un pécule annuel sur lequel

vivent bon nombre de familles paysannes. Le tableau dressé vers 1950 par J. BOSQUE et FLORISTAN SAMANES des multiples déplacements saisonniers qui animaient alors les campagnes est aujourd'hui bien dépassé. Tuées par la contraction de l'agriculture ou la mécanisation des gros travaux dans les économies de plaine, les migrations régionales traditionnelles se sont considérablement réduites : quelques-unes cependant se perpétuent, d'autres, surtout, sont venues les relayer. Mais, dans l'ensemble, c'est au loin, à l'étranger, qu'il faut aller quérir désormais la provende des travaux saisonniers.

Des migrations saisonnières à l'intérieur de l'Andalousie méditerranéenne,

seules survivent sous leur forme traditionnelle celles qu'engendrent les récoltes difficilement mécanisables. Les déplacements pour les moissons ont totalement disparu. Par contre, trois types d'anciennes migrations agricoles conservent encore une importance locale non négligeable.

À l'automne, après les vendanges, les travaux de la "faena" -tri, classement, emballage du raisin d'Ohanes- dirigent encore des centaines de femmes vers les entrepôts des exportateurs regroupés aujourd'hui à Berja, Dalias, Alhama de Almeria. Ces opérations de conditionnement s'étalent sur près d'un trimestre et attirent une main-d'oeuvre paysanne faiblement éloignée, en provenance surtout des villages de l'Andarax ou de la Sierra de Gador.

Au coeur de l'hiver, la récolte des olives dans les plaines d'Antequera et de Cordoue provoque aussi le déplacement de familles entières depuis les régions occidentales de l'Andalousie méditerranéenne. Il n'y a plus, en fait, de mouvements massifs sensibles au niveau de zones entières mais, ici et là, dans la Serrania de Ronda, la Hoya de Malaga même, les Montes, etc.. des départs de groupes plus ou moins nourris qui touchent nombre de villages.

Mais, les migrations saisonnières traditionnelles les plus spectaculaires demeurent celles qu'entraîne, au printemps, la "zafra" dans la plaine de Motril-Salobrena. Il s'agit de couper la canne, de la nettoyer, de la transporter enfin jusqu'aux sucreries. Il y a là du travail pour tous pendant 2 mois au moins : aux hommes, la dure tâche de la coupe, aux femmes et aux enfants l'émondage des cannes, aux cohortes de mulets enfin le portage de la récolte. Aussi la "zafra" attire-t-elle beau-

coup de monde, 1 millier d'hommes en permanence, quelque 2000 mules: elle vide littéralement des villages entiers de leur population et de leurs animaux de trait: seuls demeurent dans les maisons désertes les vieillards trop faibles pour ces travaux pénibles. Les montagnes voisines, les Guajares surtout, les bordures du Valle de Lecrín ou l'Alpujarra occidentale de façon accessoire, pourvoient à ce courant saisonnier. Dans la plaine, les migrants sont hébergés sommairement chez leurs employeurs ou à la sucrerie, les bêtes, elles, sont nourries des feuilles de la canne. Les grandes migrations de "zafra", disparues autour de Málaga ou Velez avec le développement de la récolte mécanique, se réduisent aujourd'hui à la région de Motril, survivance qui durera tant que la machine n'aura pas réussi à s'y adapter et que la montagne conservera assez d'hommes et de "cavalerie" pour satisfaire aux besoins de la récolte manuelle. Sans doute, son avenir est-il compté...

Dans l'ensemble, les déplacements traditionnels de récolte sont d'ailleurs en grande régression. Ils sont relayés aujourd'hui par de nouvelles migrations régionales, agricoles ou non, qui revêtent une ampleur beaucoup plus grande. Toutes se dirigent vers la côte, du moins vers les secteurs qu'animent de nouvelles activités. Nous aurons l'occasion de revenir longuement sur ces dernières, d'en définir l'impact au cours du chapitre suivant. Nous nous limiterons donc ici à signaler brièvement les migrations qu'elles provoquent.

Celles qu'attire la nouvelle production légumière du littoral d'Almería, du Campo de Dalías surtout, mais aussi accessoirement de la côte de la Contraviesa, sont proches des migrations traditionnelles. Leur objet est, au moins en partie, identique: la cueillette des légumes dont les récoltes se succèdent tout au long de l'hiver et peuvent s'étendre parfois de Décembre à Juillet, requérant une abondante main-d'oeuvre féminine, plusieurs milliers de personnes au total. Le recrutement, individuel en général, se fait essentiellement parmi les jeunes filles de montagnes voisines, de la Contraviesa et de la partie orientale de la Haute Alpujarra grenadine. Ces régions déprimées bénéficient de la sorte d'un volumineux transfert de capital qui, année après année, les aide grandement à subsister.

Ces déplacements féminins de récolte se doublent d'ailleurs d'un second type de migration, estival et masculin, pour les travaux très lourds d'équipement et d'entretien que supposent les nouveaux systèmes agricoles: construction et entretien des serres, épandages massifs de sable et de fumier, etc...La saison est, cette fois, moins longue, 2 à 3 mois, mais beaucoup mieux payée: elle attire des centaines d'hommes des mêmes régions sud-orientales de Grenade mais aussi beaucoup d'agriculteurs de la vallée moyenne de l'Andarax.

Les déplacements saisonniers les plus massifs aujourd'hui sont en fait déclenchés par des activités non-agricoles: celles du bâtiment que l'essor du tourisme balnéaire a considérablement développé sur la Costa del Sol, à l'Ouest de Má-

laga, et ponctuellement sur le littoral de Velez et d'Almuñecar. Ces migrations, centrées sur l'été mais qui parfois se prolongent tout au long de l'année jusqu'à se transformer en véritables migrations temporaires, touchent donc surtout la province de Málaga et notamment sa moitié occidentale. Mais là, elles portent sur des effectifs considérables, plusieurs milliers, voire plusieurs dizaines de milliers de personnes venues des Montes de Málaga mais bien davantage encore de la Hoya, - l'agriculture microfondiaire du piémont de Coin-Alhaurin fournit des contingents très importants -, et surtout de la Serranía de Ronda. Ces montagnes, parmi les plus pauvres de l'Andalousie, constituent le principal foyer émetteur de ce type de déplacement au point que le pays tout entier a vécu essentiellement, au cours des dernières années, de l'argent ramené régulièrement de la côte: il n'est guère de familles qui n'y participent par l'un au moins de ses membres.

On peut rapprocher de ce type migratoire, les déplacements vers les métiers de la construction qui dirigent, ici ou là, certains paysans vers des régions plus lointaines, vers le Nord industriel de l'Espagne, - Pays Basque surtout -, voire même à l'étranger. Elles touchent dans l'ensemble des effectifs beaucoup plus réduits et sur des périodes courtes uniquement estivales. Elles semblent, en fait, constituer une sorte de spécialité locale: celle, notamment, du vignoble de la Sierra de Bentomiz qui, au printemps, envoie en Suisse nombre de ses jeunes hommes vers les tâches de la construction. Mais ce sont là, déjà, des mouvements à grande distance et ces derniers actuellement sont surtout représentés par les migrations agricoles vers la France.

Les migrations saisonnières internationales revêtent, depuis 15 ans environ, une ampleur considérable. Elles offrent à la plupart des pays de l'Andalousie méditerranéenne un appoint plus ou moins important qui permet, au total, le maintien de nombre de familles villageoises.

A l'exception des quelques déplacements vers la Suisse signalés ci-dessus, toutes se dirigent vers la France et les gros travaux agricoles. On peut y discerner trois objectifs principaux:

- La campagne de la betterave vers le centre du Bassin Parisien, le Nord, la Picardie. Elle se subdivise, en fait, en 2 périodes: la première, printanière (Avril-Mai), est celle du binage et démariage de la betterave; c'est la mieux suivie; la seconde, à la fin de l'été est provoquée par la récolte. Cette dernière suscite beaucoup moins de départs qu'autrefois, aussi bien du fait des progrès de la mécanisation que d'une possible concurrence avec la saison des vendanges. Fondamentale jusqu'aux dernières années, il semble bien qu'aujourd'hui la campagne betteravière ait, dans l'ensemble, tendance à attirer moins de monde.

- Les vendanges en Languedoc-Roussillon paraissent désormais jouer le plus grand rôle. A la différence des migrations betteravières uniquement masculines, elles

peuvent toucher également quelques femmes.

- Les récoltes de fruits et légumes de fin de printemps- début été vers les pays de l'Agenais et le Roussillon, plus rarement vers le Comtat, connaissent enfin un succès récent incontestable qui, dans certains villages, peut devenir exclusif.

C'est sans doute parce qu'elles se combinent facilement avec les autres travaux saisonniers et permettent ainsi de prolonger la campagne, sans retour au pays. En effet, si nombre de ces migrants sont "spécialisés" dans l'une ou l'autre des 3 opérations signalées, beaucoup tendent à les additionner passant de la betterave à la vendange par le lien de la campagne légumière. Plus généralement, on se contente d'ajouter légumes et vendanges ce qui, malgré tout, aboutit à 4 ou 5 mois d'absence.

Malgré l'intervention des femmes aux vendanges ou pour les récoltes de l'horticulture, ces migrations agricoles vers la France demeurent essentiellement masculines: 9 migrants sur 10 sont des hommes, en moyenne. Leur volume est cependant très important: 13 à 14 000 personnes par an y participeraient, dans les 3 provinces de Málaga, Grenade et Almería, selon les sources officielles. En fait, ces dernières sont largement incomplètes et sous-estiment, de moitié peut-être, les effectifs réellement concernés. Ce qui aboutit à estimer un chiffre de l'ordre de 10 000 individus pour la seule Andalousie méditerranéenne. Cette énorme marge d'incertitude s'explique par les modalités mêmes de ces migrations saisonnières: le recrutement est organisé, pour partie seulement, - dans certaines régions et pour les premiers départs -, par l'administration officielle de l'Institut National de l'Emigration qui regroupe les offres émises par les agriculteurs français. Dans de nombreux autres cas, surtout lorsque le migrant est un habitué que réembauche régulièrement le même employeur, les migrations se font spontanément dans des conditions matérielles comparables d'ailleurs à celles des départs "organisés", les frais de voyage étant dans les deux cas payés au saisonnier. Certains employeurs se déplacent eux-mêmes quelquefois pour recruter le personnel dont ils ont besoin et reviennent en général dans les mêmes villages là où déjà ils ont pu apprécier les qualités de quelques anciens employés: tel producteur de légumes du Lot-et-Garonne, par exemple, entreprend chaque année le voyage vers Itrabo, à l'arrière d'Almuñecar, où il contracte l'essentiel de sa main-d'oeuvre saisonnière. Nombre de villages de la Serranía de Ronda migrent aussi de la sorte, hors du canal officiel, et n'apparaissent guère dans la statistique. Ce qui fausse considérablement la géographie du phénomène, telle qu'on pourrait la dessiner à partir des documents existants (15).

En fait, peu ou prou, toutes les régions de l'Andalousie méditerranéenne participent à ces migrations saisonnières vers la France. On retrouve, en tête, les pays les plus pauvres de la polyculture traditionnelle: la Serranía de Ronda, les Guajares, la Haute Alpujarra. Mais on y trouve également des secteurs viticoles com-

me l'Ajarquia et même des bassins réputés opulents: le Valle de Lecrin et la vega de Motril, dans la province de Grenade, la commune d'Estepona dans celle de Málaga, constituent des foyers émetteurs de première importance. Simplement, leur prédilection s'affirme de façon dissemblable pour l'une ou l'autre campagne, selon les impératifs du calendrier agricole local. Comme il est normal, les pays de vignoble, - l'Ajarquia, la Contraviesa -, ne se prêtent guère aux migrations de vendange et préfèrent les travaux printaniers de la betterave ou des légumes. Il en va à l'inverse pour les zones de canne à sucre, à Motril, où la "zafra" monopolise au printemps l'essentiel de la main-d'oeuvre. Mais, les régions les plus pauvres de la polyculture souscrivent indifféremment à toutes les offres et cumulent souvent les différentes campagnes.

En définitive, on s'explique aisément le succès de ces migrations vers la France: l'insuffisance des emplois sur place n'en est pas l'unique raison et, parfois, les hommes des Guajares préfèrent la saison betteravière à celle de la "zafra" de Motril, ceux de la Serrania de Ronda peuvent se partager à la même époque entre la France et les travaux du bâtiment sur la proche Costa del Sol. Les salaires relativement élevés qui leur sont servis à l'étranger constituent une puissante raison de leur choix: il est possible d'accumuler en France un pécule suffisant au terme de quelques mois -lors qu'il faudrait, sur place, s'absenter bien plus longtemps pour obtenir le même résultat.

Mais, au total, qu'ils soient quasi permanents grâce à un petit emploi local, autour des villes surtout, ou gagnés sous forme d'un pécule saisonnier au prix de déplacements plus ou moins lointains, les revenus non-agricoles sont aujourd'hui une pièce vitale de l'économie paysanne. Soutenue d'expédients, l'agriculture traditionnelle est, en fait, devenue une activité "marginale".

B - Une agriculture marginale qui se généralise.

I / - La prolifération des exploitations agricoles "assistées" est aujourd'hui le

trait marquant de ces campagnes. Peut-être n'y a-t-il point, dans l'ensemble de l'Andalousie méditerranéenne, l'exploitation sur 10 qui vive avec suffisance de ses seules ressources: encore ces exploitations "autonomes" se concentrent-elles en quelques rares foyers privilégiés où l'agriculture traditionnelle a cédé la place à des formules nouvelles. Ailleurs, les tenures marginales règnent de façon exclusive.

Le Censo agrario de 1972 aborde ce problème, de façon fort imparfaite, sans doute, mais qui permet toutefois d'imaginer l'importance du phénomène. Les ré-

sultats obtenus quant au nombre des exploitations assistées sont, en effet, très largement inférieurs à la réalité par suite d'une définition très restrictive qui concerne uniquement les chefs d'exploitations occupant plus de la moitié de leur temps hors de l'agriculture. Sont ainsi exclus une foule considérable de cas fréquents dans la région:

- ceux où le chef d'exploitation travaille au-dehors pendant moins de la moitié de l'année tout en rapportant de l'extérieur la majorité des revenus familiaux: nombre de migrations saisonnières de 2 ou 3 mois, - en France, vers la côte -, entrent dans cette catégorie.

- ceux où, même si l'agriculteur ne quitte pas la ferme, les ressources extérieures sont obtenues par des aides familiaux, un fils ou une fille, parfois plusieurs.

- ceux où, l'exploitant même s'il ne travaille pas au-dehors, bénéficie d'une aide notable. Il s'agit surtout des tenures conduites par des personnes âgées qui souvent reçoivent le fruit de quelque pension ou bien des envois plus ou moins réguliers de la part des enfants émigrés.

Or, malgré des multiples omissions, le Censo aboutit cependant pour l'ensemble de la région au chiffre étonnant de 50,6% d'exploitations dont le chef occupe plus de la moitié de son temps à l'extérieur. Hormis quelques zones de vegas littorales, rares sont les secteurs où le taux de l'agriculture à temps partiel ainsi définie tombe à des valeurs inférieures. Par contre, dans la plupart des cas, dans les coteaux, en montagne, ce sont 2 exploitations sur 3, voire 3 sur 4 (Guajares, Valle de Lecrin) qui apparaissent ainsi sous la forme d'unités agricoles accessoires.

Nombre d'exploitations dont le chef occupe plus de 50% du temps à une activité non-agricole (en %). (Source: Censo agrario 1972)

Serrania de Ronda	62%	Hoya de Málaga	59%
Alpujarra	38%	Couloir de Colmenar	61,4%
Guajares	76%	Côte grenadine	69%
Axarquía	52%	Valle de Lecrin	72%
Contraviesa	43%	Littoral almeriense	25%
Costa del Sol	61%	Moyen Andarax	39%
Littoral de Velez	34%	Bas Andarax	55%

Total		= 50,6%	

Il ne fait aucun doute que si l'on ajoute à ce total la cohorte des cas énumérés plus haut que le recensement ne prend pas en considération, on aboutit à définir globalement l'agriculture régionale comme une agriculture assistée. En définitive, l'énorme majorité des exploitations, dans bien des villages, peut se répartir en deux catégories principales.

- Les exploitations à temps partiel qui, soit par leur chef, soit par un ou plusieurs membres de la famille, bénéficient de revenus non-agricoles qui, presque toujours, s'avèrent très supérieurs à ceux que prodigue l'agriculture. La ferme, dès lors, ne fournit plus que les ressources complémentaires : le logement, une base indispensable d'autoconsommation, quelques ventes. Elle demeure irremplaçable pour l'équilibre du budget familial -on ne pourrait vivre des seuls revenus extérieurs-, comme du point de vue de la sentimentalité terrienne qui caractérise le paysan, mais elle a cessé d'être le véritable fondement de l'économie domestique et, par là, de la vie rurale.

Ces exploitations, désormais, sont les plus nombreuses. On distinguera parmi elles celles où se réalise une association permanente, une alternance quotidienne entre l'activité agricole et un emploi extérieur. On les rencontre surtout autour des villes ou près des bourgades de quelque importance.

Voici, par exemple, l'exploitation de P. à Triana, un petit village à une dizaine de kilomètres au Nord-Ouest de Velez. Elle est moyenne pour la région, c'est-à-dire minuscule: 4,25 hectares dont 4 en vigne et 0,25 en légumes. Elle procure un revenu net annuel de l'ordre de 38 000 pesetas en 1972, une fois déduites les seules charges essentielles (engrais, recours à quelques journaliers). C'est là un résultat très insuffisant pour une famille de 5 personnes et P. doit se déplacer quotidiennement à Velez où il s'emploie à mi-temps à la coopérative agricole pour un salaire mensuel de 7200 pesetas. Au total, l'exploitation ne participe guère que pour 30% au budget familial.

A l'autre extrémité de la région, à Alhama de Almeria, au coeur de l'Andarax des treilles, l'exploitation sur 2 réalise une association permanente du même type et retire de l'activité non-agricole le meilleur des ressources familiales. Il en va de même autour d'Almeria, dans les Montes de Málaga, voire même parfois dans la Hoya.

Plus courantes encore sont les exploitations qui vivent du pécule rapporté des brèves migrations saisonnières. Elles existent partout mais dominent surtout dans les campagnes retirées, à l'écart des bourgades importantes et de leurs emplois. Les Guajares, la Serrania de Ronda en offriraient les meilleurs exemples.

Prenons le cas, dans cette dernière région, d'une exploitation-type, celle de R. à Parauta: 12 hectares dont 8 de "monte" qui nourrissent seulement quelques chèvres. Les 4 ha. de cultures produisent surtout céréales et légumineuses auxquelles il faut ajouter le produit d'une petite olivette et d'une châtaigneraie. Ils doivent faire vivre 8 personnes mais ne fournissent en fait que le quart des revenus. L'essentiel -les 3/4- provient du pécule retiré de 3 à 4 mois de travail sur la Costa del Sol dans quelque entreprise de construction.

On trouverait ailleurs, même dans les régions riches, des exemples aussi

nombreux: dans le Valle de Lecrin, notamment, où se généralisent les migrations saisonnières vers la France, sur le piémont de Coin-Alhaurin, au bord de la Hoya de Málaga, où la plupart des jeunes vont régulièrement "à la côte", à la construction, laissant le père, chef d'exploitation, s'occuper de la "finca" légumière ou fruitière.

- Les exploitations-retraite, enfin, consistent à côté de la véritable agriculture à temps partiel un phénomène de plus en plus fréquent. Il résulte de l'émigration définitive des jeunes et du vieillissement de la population agricole. C'est normalement dans les pays les plus déshérités, dans les systèmes les plus dépourvus d'avenir, qu'elles se révèlent les plus nombreuses. Le produit de la pension vieillesse -quelque 30 000 pesetas/an- que complètent souvent des envois d'enfants émigrés constitue dans bien des cas la pièce essentielle des ressources.

Le Moyen Andarax, autour de Canjayer ou Ohanes offre de multiples exemples de ce type. Dans la commune d'Ohanes, 45% des exploitations -86 sur 190- sont conduites par des retraités: leur part s'élève même à 76% des cas si l'on ne considère que les plus petites exploitations.

La Serranía de Ronda est également un foyer important, ainsi que l'Alpujarra, de cette forme dégradée d'agriculture.

En fait, bien souvent, les familles paysannes cumulent plusieurs ressources extérieures: tel ce petit agriculteur d'Ohanes qui bénéficie aussi bien des revenus d'une modeste épicerie en même temps que du pécule ramené de séjours réguliers en France pour la récolte des légumes en Lot-et-Garonne et, enfin, de la retraite du père. Beaucoup d'exploitations ne constituent donc pas des cas purs mais toutes participent de cette agriculture assistée où le produit de la terre n'intervient plus qu'accessoirement dans l'économie familiale.

2/ - La déprise agricole est une conséquence évidente de cette évolution. Devenue

marginale dans les revenus domestiques, l'exploitation est aussi délaissée, faute de temps ou d'intérêt. A côté de l'exode rural, le phénomène de l'agriculture assistée est pour bonne part responsable de l'abandon -partiel dans ce cas, mais globalement important- de vastes surfaces autrefois mises en valeur. Les terres les plus difficiles et les moins productives retournent parfois à la friche, en secano surtout. Plus souvent encore, on se contente de donner aux cultures les soins indispensables, on réduit la peine, même si la production s'en ressent: elle n'est plus essentielle. En définitive, les revenus extérieurs n'épaulent pas vraiment la vie agricole mais sont le signe de sa renonciation progressive, d'un sursis momentané qui prolonge une agonie. Elle ne retire aucune force nouvelle de cette assistance extérieure mais au contraire s'affaiblit au fur et à mesure qu'elle en dépend davantage, se contracte et régresse en qualité. On s'interrogerait plus haut sur une éventuelle

modernisation de l'agriculture traditionnelle: c'est en fait l'inverse qui se réalise: elle s'extensifie.

Quelques exemples suffiront à le démontrer.

En montagne, dans la Serrania de Ronda comme en Haute Alpujarra, les cultures pourtant réduites ne cessent de diminuer, non seulement sur les champs marginaux du "monte" - les "rozaz" en Serrania, les semailles d'été au coeur des pâturages d'altitude en Haute Alpujarra ont disparu-, mais même sur les meilleures terre du noyau villageois. L'élevage acquiert, par contrecoup, une importance relative nouvelle. Pourtant lui aussi se dégrade: il ne représente pas une substitution à la culture mais seulement un moyen plus facile d'utiliser l'espace à moindre peine. Malgré l'accroissement considérable des étendues dont il dispose, ses effectifs s'effondrent et sa qualité s'abaisse en fonction du recul agricole. Les meilleurs herbages, ceux qui venaient après défrichement périodique du "monte", font défaut. Dans la Serrania, les pacages sous bois de chênes sont aujourd'hui gagnés par les broussailles, faute de nettoyage. Un peu partout, il ne reste plus que la lande épineuse pour paître. L'agriculture s'effondre, l'élevage, de plus en plus "naturel", s'appauvrit. Le paysan ne songe guère aux améliorations: il regarde vers le dehors.

Plus bas, dans les coteaux, la tendance est peut-être moins marquée mais elle est identique. Dans le vignoble de Velez, on remarquera nombre de plantations en semi-abandon: on continue à vendanger et à tailler mais parfois on renonce au piochage. Les rendements peu à peu s'affaiblissent.

Plus près de la côte enfin, dans les villages du proche arrière-pays de la Costa del Sol, le renoncement est poussé plus loin encore: à Istan, à Benahavis, les labours ont à peu près disparu et l'on se borne à récolter les fruits, l'olive, l'amande ou la caroube. C'est là un cas extrême mais qui résume bien la tendance commune, celle de se limiter aux seules activités qui ne réclament guère de travail et fournissent cependant un produit intéressant. Le succès partout de l'amandier est le symbole de ces systèmes agricoles qui, à des degrés divers, confinent à l'économie de cueillette.

Conclusion.

L'agriculture traditionnelle est irrémédiablement perdue. Déjà elle ne survit plus que d'activités résiduelles. Ruinée par l'exode rural, affaiblie encore -pour ceux qui restent- par l'émigration à temps, la paysannerie a renoncé devant une fatalité implacable qui lui refuse tout avenir.

Sur la plus grande partie de l'Andalousie méditerranéenne, en montagne,

dans les coteaux, dans les bassins même parfois, elle est condamnée faute de disposer d'une voie possible de modernisation: la nature, par sa rudesse, ses insuffisances, s'y oppose radicalement; la société trop menue ajoute encore, par sa pauvreté, à l'impossibilité d'entreprendre, de progresser, au cas exceptionnel où les contraintes physiques le permettraient.

Sa survie, grâce aux expédients des ressources extérieures sur lesquelles tout repose désormais, est également mesurée sans doute. L'isolement, l'insuffisance de l'armature urbaine au coeur même de ces pays deshérités portent en eux la condamnation à terme du système qui prévaut aujourd'hui. Il n'existe pas d'emplois non-agricoles pour appuyer, relayer efficacement les activités agraires qui vivent encore. L'agriculture marginale actuelle ne peut se perpétuer indéfiniment si l'absence d'emplois, sur place, pousse à aller quêter au loin, régulièrement, les seuls moyens de subsister: le système débouche à terme sur l'exode définitif et l'abandon total.

Au fond, tout cela est inscrit dans la nature du pays, dans ses pentes sèches, ses sols maigres, sa pauvre société. Sur la plus grande partie de la région, l'agriculture ne pouvait être que sous ses traits traditionnels...ou renoncer.

Peu de campagnes échappent à cette destinée:

- . celles qui ne souffrent pas des "blocages" naturels, disposent d'eau et de bons sols pour envisager des formes neuves d'agriculture;
- . celles enfin qui jouissent de la proximité de villes dynamiques, bénéficient de l'impulsion urbaine et de sa manne d'emplois nouveaux.

C'est tracer là, en fait, des limites fort étroites autour des seules plaines littorales, celles du moins où l'urbanisation récente et les nouvelles entreprises agricoles font naître l'espoir d'un vif renouveau.

- 1 - GALLO M. Histoire de l'Espagne franquiste. Laffont. Paris. 1969.
- 2 - MIGNON C. Notes sur l'évolution récente de la population en Andalousie orientale Méditerranée - 1970 n° 4, p. 289-319.
- 3 - Au recensement de 1970, 95% des communes "méditerranéennes" de la province de Grenade avaient perdu des habitants pendant la dernière décennie, 84% de celles de la province de Malaga, 75% de celles d'Almería.

4 - Tout mouvement définitif de la population doit être enregistré par l'administration municipale des communes concernées: l'immigrant doit ainsi solliciter une "alta" dans le municipe d'accueil qui transmettra en contrepartie un avis de "baja" à la commune de départ. La consultation de ces fiches permet donc de mesurer l'émigration intérieure définitive et de connaître sa destination. En fait, il est fréquent que les intéressés négligent cette formalité et, dans la pratique, les fiches de "bajas" n'ont guère valeur que d'échantillons.

5 - Les recensements fournissent toujours 2 données numériques:

- le chiffre de la population de droit (tous ceux qui, habitant ou non la commune, n'y ont pas résilié leur citoyenneté; les forains ayant leur citoyenneté ailleurs, -voyageurs, résidents temporaires, touristes, etc.-, en sont exclus).
- le chiffre de la population de fait, soit celui du nombre d'habitants effectifs au jour du recensement. Il correspond au chiffre de la population de droit diminué du nombre des absents ou, éventuellement, grossi du nombre des forains.

6 - Voir notamment:

- HERMET G. Le problème du Midi de l'Espagne.
Cahiers de la Fondation Nationale des Sciences Politiques.
Colin - Paris, 1965.
- KOTTER H. et BOSQUE MAUREL J. Estudio socio-económico de Andalucía.
t. III p. 336. Estudios del Instituto de Desarrollo Económico. Madrid, 1971.
- Conocer Espana. n° 64 P.62. Ed. Salvat.

L'émigration n'apparaît en Andalousie occidentale qu'à partir des années 1930 et le solde n'y devient négatif qu'à dater de 1950. Pendant la même période, le déficit migratoire s'élève à 317.000 personnes pour l'Andalousie orientale (le bénéfice est au contraire de +96.000 en Andalousie occidentale).

7 - SERMET J. L'Andalousie de la Méditerranée, région géographique espagnole.
op. cité, chap. III.

8 - BOSQUE MAUREL et FLORISTAN SAMANES. Movimientos migratorios en la provincia de Granada.
Estudios geograficos; mayo 1957, n° 67-68.

9 - Voir à ce propos: BISSON J. La terre et l'homme aux îles Baléares.
Edisud. Aix-en-Provence, 1977.

10 - Voir: ISNARD H. La vigne en Algérie. Gap, 1951. op. cité.

II - La statistique officielle, à échelle provinciale, comptabilise une fraction seulement des mouvements migratoires: ceux qui, à l'intérieur de l'Espagne, sont sanctionnés par des changements de résidence enregistrés dans les mairies par les "altas" et "bajas", soit 1/4 à peine parfois du nombre réel. Quant à l'émigration vers l'étranger, la marge d'erreur est au moins aussi importante: seuls sont recensés les départs encadrés par l'Instituto Nacional de Emigración. Or les transferts clandestins représentent une part considérable du mouvement: on admet généralement que les sorties déclarées ne constituent pas plus de 1/2 des cas réels.

L'expérience montre toutefois que, s'il est impossible de se fier aux chiffres absolus, les valeurs relatives entre les différentes émigrations enregistrées donnent une estimation approximative valable. Nous utiliserons ici les données fournies de façon homogène entre 1962 et 1970 par:

Situación actual y perspectivas de desarrollo de Andalucía oriental. T. III
Confederación de Cajas de Ahorros - Madrid, 1975. (4 vol.)

- 12 - GARCIA BARBANCHO M. Las migraciones interiores españolas. Madrid, 1967.
- 13 - GARCIA FERNANDEZ J. La emigración exterior de España. Ariel; Barcelona, 1967.
- BARRUTIETA SAEZ A. la emigración española: el timo del desarrollo.
Ed. Cuadernos para el dialogo. Col. Los suplementos. n° 78. Madrid, 1976.

I4 - Il s'agit de la population totale diminuée de l'effectif des communes de plus de 10.000 habitants. Elle ne correspond qu'approximativement à la véritable population rurale.

I5 - Voir:

- CARVAJAL GUTIERREZ Ma.C. La emigracion al extranjero en la provincia de Granada.

- LOPEZ CANO D. La emigracion malagueña a Europa. 1961-1970.

dans Cuadernos geograficos de la Universidad de Granada; 1973. n° 3. p.25-76.

Dans les deux cas, sont essentiellement utilisées les seules sources officielles.

I6 - Une enquête portant sur 180 émigrants de la Serrania de Ronda en 1975 a révélé que 79% des personnes interrogées avaient quitté le village pendant plus de 5 ans. Parmi eux, un grand nombre a vécu à l'étranger durant plus de 14 ans...

Voir: La Serrania de Ronda: estudio de potencialidades; t.IV. Abril 1976.

Escuela Tecnico Empresarial Agrícola. Cordoba. Inédit.

I7 - La même enquête montre que 1/3 des émigrants se contentent d'épargner (76% des dépôts vont à la Caja de Ahorros de Ronda), tandis que 48% d'entre eux améliorent leur logement. 3% seulement, souvent les journaliers pour qui la terre a une valeur de prestige social, achètent de la terre.

En fait, en dehors des célibataires sans charges de famille, l'épargne est modeste (31% ont épargné moins de 50.000 pesetas, 26% de 50.000 à 150.000) et les envois à la famille pour son entretien demeurent essentiels (près de la moitié des émigrants ont envoyé plus de 300.000 pesetas et souvent près de 2.000.000) : il s'agit fondamentalement d'une émigration-subsistance.

La Serrania de Ronda: estudio de potencialidades. op. cité.

I8 - D'après l'enquête évoquée ci-dessus (I6-I7), sur 186 émigrants:

- 85% d'entre eux partaient vers l'étranger (dont 22% seulement par le canal des organismes officiels),

- 15% " " " " " " " l'Espagne.

I9 - Evolution du nombre des exploitations 1962-1972 (source: Censos agrarios).

Nb. d'exploitations Evolution en %	< 5 ha.	5-10	10-20	20-50	> 50	Total
Sierra de Gador	- 21,7	- 39,6	- 6,8	+ 15,3	- 43,7	- 22,2
Haut Andarax	- 40,1	- 33,8	- 9,6	+ 20	+ 11,4	- 37
Moyen Andarax	- 25,9	- 18,2	- 34,9	- 54,1	- 26	- 29,3
Haute Alpujarra Est	- 20,6	- 5	- 13,3	+ 33,3	+ 31,2	- 17,8
" " " " Ouest	- 35,4	- 6,8	- 31,6	- 6,1	+ 57,1	- 26,3
Valle de Lecrín	+ 13,8	+ 15,7	+ 27,6	--	+ 28,5	+ 20
Contraviesa	- 29,7	+ 0,5	- 11	+ 17,4	+ 17,2	- 17,9
Axarquía	- 21,5	+ 14,9	+ 1,3	+ 20	+ 70	- 20,1
Serrania de Ronda:						
Moyen Genal	- 32,3		- 10,2	+ 1,8	--	- 24,3
Haut Genal	- 37,4		--	+ 4,4	+ 25	- 29,1

20 - L'extension des cultures dans les années 1950 est obtenue du document du Ministerio de Hacienda intitulé "modelo VI-2".

21 - Voir, par exemple, le récit détaillé de tels événements dans l'étude historique des problèmes municipaux de Tolox que fait

SANCHEZ JIMENEZ J. Vida rural y mundo contemporaneo; 365 p. Ed. Planeta. Barcelona, 1976.

22 - ORTEGA ALBA F. El olivar: algunos problemas de base y crisis en Andalucía oriental y Cordoba. Informacion comercial espanola. n° 504. p. 69-85.

Ministerio de Comercio. Madrid, 1975.

23 - Alors que, depuis le producteur jusqu'au consommateur, le prix d'un produit horticole s'élève de 100 à 300 en moyenne en Europe, il passerait en Andalousie de 100 à 400-500 au terme des étapes suivantes:

Producteur = 100

Intermédiaire, commission = 150

Grossiste = 200

Détaillant = 400-500.

selon P.A.D.I.M.A. El desarrollo economico y social de Malaga. Malaga, 1973.

24 - Voir, par exemple, l'analyse des structures du commerce andalou dans:

KOTTER. Estudio socio-economico de Andalucia. t. III. p.113-122. op. cité.

25 - BANCO DE GRANADA . Nuevas posibilidades del campo granadino. p. 169.

Granada, 1970.

26 - MIGNON C. Paysage agraire et mécanisation dans la vega de Motril.

Actes du Congrès sur les paysages agraires européens. Perugia, 1975.

CHAPITRE II

POSSIBILITES ET LIMITES DES NOUVEAUX
DEVELOPPEMENTS ECONOMIQUES.

Il existe cependant des secteurs très vivants en Andalousie méditerranéenne. Par leur vitalité, ils s'inscrivent en vigoureux contraste sur le fond de crise générale qui pèse sur la majeure partie de la région.

Aux formules d'une économie rurale du passé incapable de surmonter ses contradictions, ils opposent le dynamisme d'activités neuves qui rompent délibérément avec la tradition. Systèmes agricoles modernes souvent originaux d'où naissent des campagnes nouvelles, activités à caractères urbains liées à la forte poussée du grand tourisme constituent les deux piliers essentiels d'un renouveau spectaculaire.

A l'exode humain qui frappe tant de vieux "pays", ils opposent aussi leur vigueur démographique de foyers en pleine croissance: ils attirent au lieu de rejeter.

Or, cette vitalité surprenante dans le cadre d'une région en pleine décadence se nourrit au fond d'une habile mise en valeur de potentialités proprement régionales: le soleil, les privilèges thermiques d'un immense adret méditerranéen sont à l'origine des succès touristiques comme de ceux des nouvelles agricultures. Le renouveau, lorsqu'il s'affirme, est donc en ce sens spécifique de l'Andalousie méditerranéenne. C'est là une source d'espoir possible pour l'ensemble de la région.

En réalité, un tel renouveau est actuellement borné à d'étroits espaces du bas-pays, à des zones littorales discontinues et sans grande profondeur. D'où la question fondamentale qui se pose pour l'avenir de l'Andalousie méditerranéenne: la

croissance localisée qui s'affirme ici ou là représente-t-elle un "modèle" extensible à l'ensemble de la région ? Il convient pour y répondre de définir à la fois les termes du renouveau et d'en rechercher, dans chaque cas, les possibilités et les limites.

I - LES NOUVELLES AGRICULTURES.

Le succès d'une agriculture moderne est lié ici à la mise en oeuvre de moyens susceptibles de fournir de hauts revenus sur de très petites surfaces. Il s'inscrit, en effet, dans le cadre des structures de la petite exploitation paysanne et procède obligatoirement d'un processus de "sur-intensification".

Le développement agricole implique donc, dans cette optique, un préalable technique indispensable: il s'agit de lever d'abord les obstacles naturels - celui de la sécheresse notamment - qui s'opposent au progrès décisif des productions. Ainsi, la rénovation des systèmes agricoles passe impérativement par le développement de l'irrigation.

Une fois satisfaite cette première condition, le succès dépend alors d'un choix économique judicieux, soit de l'élection d'une culture spéculative hautement rémunérée. Une utilisation habile des bienfaits combinés d'une eau abondante et d'un régime thermique exceptionnellement favorable peut ouvrir de larges possibilités en orientant les formules agricoles vers la production de denrées rares, saisonnièrement au moins, sur les marchés européens.

A - Les moyens du développement agricole : la sur-intensification.

I - L'eau : une condition préalable.

Comme dans toutes les régions méditerranéennes, il est indispensable d'irriguer pour pouvoir intensifier les productions. En réalité, l'irrigation est une technique fort ancienne ici et déjà passablement répandue. Aussi l'entreprise moderne de développement hydraulique revêt-elle deux aspects distincts mais complémentaires:

- l'amélioration, d'une part, de l'irrigation traditionnelle souvent rudi-

mentaire dans ses formes et médiocrement efficace dans ses résultats. Des travaux d'ampleur modeste permettent d'espérer à la fois une régularisation saisonnière des apports, insuffisants l'été, et un accroissement notable des eaux disponibles. Sur ce dernier point, les pertes énormes - estimées en général à des valeurs de l'ordre de 50% - que subissent les débits au long de longs trajets dans des "acequias" vétustes à peine rénovées depuis l'époque arabe, peuvent être très largement réduites par un simple revêtement cimenté des canaux.

- la création, d'autre part, de nouveaux périmètres irrigués conquis sur des territoires jusqu'ici incultes ou voués aux cultures sèches.

Depuis une vingtaine d'années, les deux types d'opérations ont fait simultanément l'objet d'efforts importants, assez souvent couronnés de succès (Fig.37). La variabilité des chiffres fournis par les différentes sources autorisées ne permet pas de mesurer les progrès avec toute la précision souhaitable. Divergences ou incertitudes proviennent surtout d'une définition insuffisamment rigoureuse du "regadio": les statistiques incluent ou excluent sans préciser les surfaces d'irrigation "éventuelle", comptabilisent parfois de simples améliorations de "regadios" préexistants avec les nouvelles conquêtes. Il est indiscutable toutefois que les progrès ont été très importants. L'irrigation des vieilles vegas a été en grande partie perfectionnée et dispose aujourd'hui de ressources hydrauliques beaucoup plus abondantes qu'autrefois.

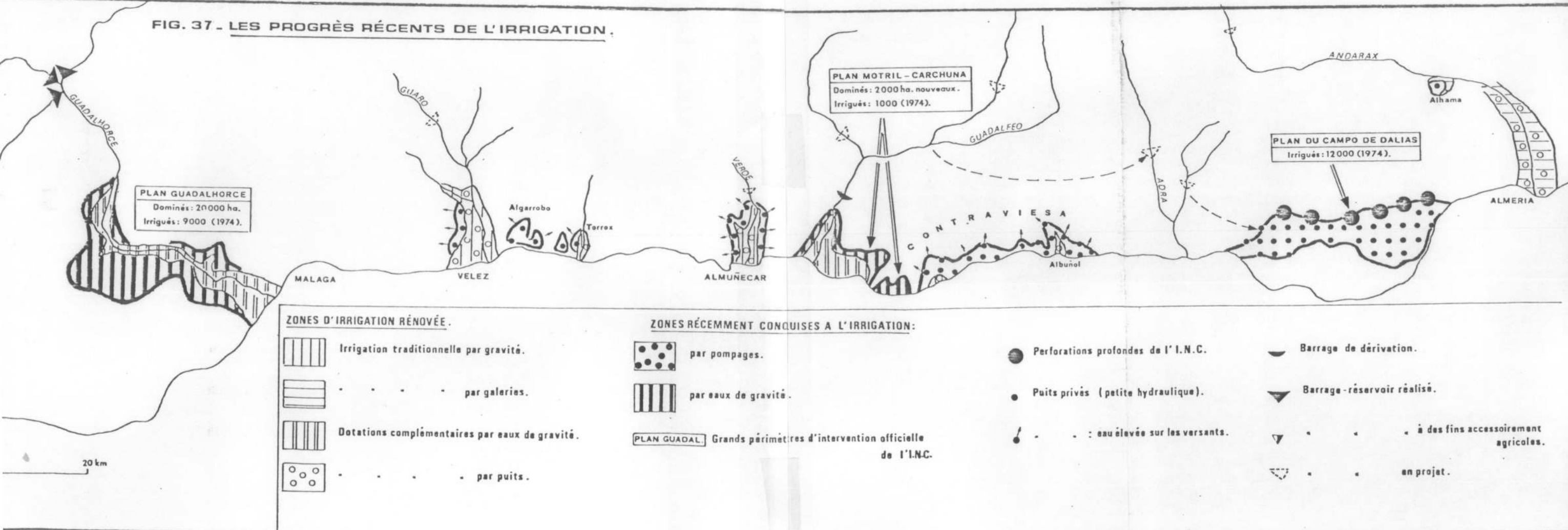
L'espace récemment gagné par le regadio est lui-même considérable: les terres irriguées s'étendent actuellement sur quelque 85 000 hectares en Andalousie méditerranéennes alors qu'elles couvraient à peine 50 000 hectares avant 1950. Le gain de 35 000 hectares représente donc un accroissement de près des 3/4 par rapport au regadio traditionnel, soit un essor extrêmement brillant. En fait, si le rythme des progrès a été un peu plus lent dans la partie grenadine de notre région, - + 45% environ -, il a par contre été remarquablement vif à Almeria comme à Málaga où les surfaces irriguées ont doublé en une vingtaine d'années.

Aussi, si l'on tient compte de la rénovation des vieilles vegas, peut-on estimer que les disponibilités hydrauliques ont vraisemblablement doublé, dans l'ensemble, depuis l'après-guerre.

C'est là le résultat d'initiatives diverses: initiatives privées, innombrables, partiellement aidées par les services publics, celles de la foule des paysans, isolés ou en groupe, celles aussi d'une bourgeoisie urbaine parfois intéressée par la nouvelle agriculture; initiatives officielles également, par le canal d'organismes spécialisés dans les entreprises d'hydraulique agricole.

Les unes et les autres, à partir de moyens inégaux, ont joué un rôle décisif mais de nature différente. C'est pourquoi il convient de les séparer au moment

FIG. 37. - LES PROGRÈS RÉCENTS DE L'IRRIGATION.



de définir les modalités du progrès de l'irrigation.

a - Les progrès de la petite irrigation privée.

Les initiatives privées, principalement celles de la paysannerie, ont contribué très efficacement à l'expansion du "regadio". Ce sont elles qui sont, pour l'essentiel, à l'origine du perfectionnement de l'irrigation traditionnelle, de l'amélioration des conditions d'arrosage dans les vieilles vegas. Mais là ne se borne pas leur mérite: elles ont également participé, pour la moitié environ des surfaces nouvellement gagnées à l'irrigation, au mouvement de conquête des terres sèches. Leur apport n'a donc pas été seulement un complément plus ou moins marginal aux grandes entreprises officielles mais au contraire une participation déterminante au progrès général: la réussite, en ce domaine, provient donc, ici, tout autant des efforts issus de la base paysanne que de l'action consentie, depuis le sommet, par l'appareil d'Etat.

Cependant, le développement des ouvrages d'irrigation privés concerne un champ assez spécifique et qui ne se confond qu'exceptionnellement avec celui des travaux officiels. La faiblesse des moyens économiques et techniques à la disposition de la paysannerie réduit obligatoirement son domaine d'intervention à celui de la petite hydraulique, de même qu'elle limite par contrecoup son territoire d'action aux seuls secteurs qui puissent se satisfaire d'équipements "légers".

Les puits s'affirment comme l'instrument privilégié sinon exclusif des progrès de la petite irrigation. Ce n'est que localement qu'ils cèdent la priorité aux captages de sources (piémont occidental de la Hoya de Málaga) ou au prolongement de galeries souterraines existantes (vallée de l'Andarax). Le pompage des nappes phréatiques intervient en effet de façon décisive aussi bien pour ce qui est de l'amélioration des regadios traditionnels que pour la création de nouveaux périmètres d'arrosages. Dans le premier cas, creusés en ligne sur les rives d'une rivière dont ils exploitent l'écoulement sous-jacent au profit de l'association d'irrigants existante, ou bien, dispersés sur les parcelles, à l'usage personnel du propriétaire, les puits représentent un complément à l'arrosage traditionnel par dérivation crucial pendant l'été. Sous cette forme, ils apparaissent dans toutes les vegas anciennes où ils se superposent aux vieilles techniques d'arrosage: la vallée de l'Andarax, le Valle de Lecrín, la vega d'Almuñecar, celle de Velez en offrent des exemples remarquables.

Dans le second cas, les puits offrent le moyen de conquérir de nouvelles terres au-delà des limites définies par les canaux extérieurs des vegas traditionnelles. La possibilité d'élever les eaux permet notamment de déborder aujourd'hui le

cadre des bas-fonds dominés par les vieilles acequias et d'étendre sur la périphérie le domaine irrigable. L'arrosage gagne ainsi vers le haut à Almuñecar, dans l'Andarax, et, en général, vers l'extérieur comme dans le Campo de Dalías où les pompages se sont multipliés de part et d'autre de la petite dépression axiale de la Mojónera (Fig. 37).

On assiste, au total, à une prolifération spectaculaire des puits privés qui, en une vingtaine d'années, se sont accrus par centaines et s'affirment de plus en plus souvent comme la pièce essentielle des systèmes actuels d'irrigation. A Velez et Torrox, par exemple, ils ont permis de doubler les surfaces arrosées. Dans certains cas, comme à Algarrobo, ils irriguent aujourd'hui des superficies bien supérieures à celles qu'alimentent les canaux traditionnels de dérivation. Dans le Campo de Dalías où ils sont exclusifs leur nombre s'accroît à un rythme accéléré: 46 en 1958, 130 en 1970, plus de 200 en 1973 pour la seule partie du Campo correspondant à la commune de Dalías. La figure 40 donnera une idée de leur multitude à l'échelle de l'ensemble du Campo de Dalías. Pour la fraction méditerranéenne de la province de Málaga, on en recense près de 4000 dès 1970, etc..

Le succès récent de l'irrigation "privée" par puits s'explique essentiellement par l'apparition de moyens nouveaux accessibles aux petits paysans. Ces facilités techniques ou économiques ont grandement favorisé l'expansion de la petite hydraulique.

Dans le domaine technique, il faut souligner la part primordiale tenue dans les progrès réalisés par la généralisation du moteur électrique qui, en plus d'une grande facilité d'utilisation et d'un coût de fonctionnement modéré, offre une puissance de pompage bien supérieure à celle des moyens traditionnels. L'effort d'électrification des campagnes a donc considérablement accru les possibilités de la petite hydraulique en permettant d'augmenter notablement les débits d'extraction, la profondeur des pompages et les facultés d'élévation des eaux à des hauteurs jusque là inaccessibles. Là se situe le vecteur essentiel du progrès de la petite irrigation. Il faut y ajouter les facilités nouvelles introduites par l'usage de puissants moyens mécaniques pour tous les travaux de terrassement et de nivellement indispensables lors de la mise en eau de parcelles nouvellement irriguées. Les gros engins de travaux publics ont énormément facilité la tâche des agriculteurs, en particulier dans le cas d'une extension de l'arrosage sur les coteaux.

Sur le plan économique l'avantage du puits est également décisif: il est d'une construction relativement peu coûteuse, beaucoup plus accessible en tous cas aux modestes moyens de la paysannerie que les autres procédés hydrauliques. Pourtant, malgré cela, les disponibilités financières des agriculteurs auraient été beaucoup trop faibles, dans la majorité des cas, pour leur permettre d'envisager de tels investissements. C'est ici qu'interviennent de façon opportune les aides officielles

consenties par divers organismes en fonction d'une législation développée et perfectionnée depuis une vingtaine d'années: sans elles une grande part des travaux réalisés n'aurait pu être engagée.

Les entreprises isolées, mises en oeuvre individuellement par de petits exploitants, ne concernent guère que des travaux modestes, les puits de faible profondeur creusés sur des terrains déjà aménagés. Le financement est alors assuré en bonne partie par les prêts à faible intérêt du Crédit Agricole et surtout de l'Institut National de Colonisation (I). L'apport personnel de l'agriculteur provient souvent d'un petit pécule amassé au prix de migrations saisonnières ou temporaires vers l'étranger (campagnes de récoltes en France, travail pendant quelques mois en Suisse dans l'industrie du bâtiment, etc...).

Les travaux plus importants impliquent des investissements beaucoup plus considérables et, par conséquent, l'association des agriculteurs. Le percement d'un gros puits susceptible d'irriguer plusieurs propriétés, - le cas est fréquent dans le Campo de Dalias -, la construction de véritables batteries de pompage au long des rivières pour pallier l'insuffisance des eaux de surface, à Velez par exemple, nécessitent le regroupement des intéressés. L'association peut conserver un caractère privé et se constituer en "communauté d'irrigants": elle dispose alors du même type d'aide que les entrepreneurs isolés. Elle peut aussi, à condition de regrouper 5 membres au moins, prétendre au bénéfice de la "colonisation d'intérêt local" et former un "groupe de colonisation" auquel sont conférés d'importants avantages financiers. Les groupes de colonisation, dont certains associent jusqu'à 150 ou 200 adhérents, demeurent pourtant relativement peu nombreux jusqu'ici, malgré les privilèges matériels qui s'y attachent: 21 seulement dans la province de Málaga (1970), presque tous concentrés dans les vegas orientales de Velez à Torrox; à peine 40, pour quelque 2500 hectares de regadio, dans le Valle de l'Andarax et le Campo de Dalias en ce qui concerne la province d'Almería (1972). En fait, les préférences semblent aller aux associations à caractère privé, plus informelles, et qui laissent aux adhérents une liberté plus grande. Le groupe de colonisation, contrôlé par l'INC, régi par un statut plus contraignant, est moins bien accepté en raison sans doute de la réticence innée de la paysannerie régionale à accepter une discipline collective.

Le cas du secteur d'El Ejido dans le Campo de Dalias est assez significatif de cette situation: 80% des nouveaux puits y ont été creusés par des agriculteurs isolés, 18% par des communautés d'irrigants à caractère privé, 2% seulement par des groupes de colonisation.

Mais, dans tous les cas, les progrès de la petite hydraulique n'auraient guère été possibles sans l'assistance économique de l'Etat, ni aussi spectaculaires sans la généralisation des techniques modernes de pompage.

Le caractère même de la petite irrigation privée, - rénovation de regadíos existants, aménagements d'ampleur limitée -, conditionne la répartition de son domaine d'activité. Les progrès de l'hydraulique paysanne sont surtout sensibles dans les vieilles vegas et sur leurs bordures: leur effet principal consiste à perfectionner et agrandir les périmètres d'arrosage existants. Le phénomène est sensible partout mais de façon plus ou moins nette: le Valle de Lecrin, les vegas d'altitude de Haute Alpujarra, la vallée de l'Andarax, la bordure méridionale de la Hoya de Málaga ont participé au mouvement sans en retirer cependant de bénéfices spectaculaires, sinon localement (à Alhama de Almería par exemple, sur le cours moyen de l'Andarax où la situation hydraulique, dramatique jusqu'en 1969, a pu être heureusement transformée par le percement réussi de quelques puits profonds). Les progressions les plus décisives se manifestent par contre en quelques secteurs peu nombreux: le littoral escarpé de la Contraviesa où l'irrigation s'est notablement étendue sur les versants à partir des petits foyers de regadío ancien concentrés jusqu'alors dans les ramblas (Albuñol- La Rabita; Melicena; Castell de Ferro); la vallée du Río Verde d'Almuñecar à Jete où les puits ont considérablement amélioré l'irrigation existante et permis de l'étendre sur les coteaux, gagnant ainsi près de 500 hectares; les vegas du littoral oriental de la province de Málaga où, de Velez à Algarrobo et Torrox, quelque 4000 hectares de nouveau regadío ont pu être créés, doublant ainsi les surfaces antérieurement arrosées.

Il est cependant un cas d'importance considérable où la petite hydraulique privée s'est emparée de zones entièrement neuves. C'est celui du Campo de Dalías où, depuis 1960 surtout, elle a transformé quelques 6000 hectares de terres jusqu'alors stériles. Au demeurant, le phénomène n'est ni surprenant, ni réellement contradictoire avec ce qui vient d'être exposé plus haut: la "colonisation" privée s'est ici juxtaposée à la "colonisation officielle" qui, comme nous le verrons, offre là le trait particulier de se fonder intégralement sur le creusement de puits. Les initiatives privées ont pu ainsi bénéficier de l'impulsion créée par l'entreprise officielle et surtout des gros équipements d'intérêt collectif mis en place par les organismes publics. L'exemple du Campo de Dalías n'infirme donc pas la règle générale: la petite hydraulique privée n'a guère les moyens de créer d'infrastructure à grande échelle et se trouve condamnée soit à l'agrandissement des vegas existantes, soit, dans les zones vides, à attendre l'installation préalable d'un équipement de base par les finances publiques, seules capables d'en assumer la charge.

b - Les grands périmètres d'irrigation.

La colonisation officielle est confiée, en Espagne, aux soins de l'Instituto Nacional de Colonización (INC) devenu récemment Instituto de Reforma y De-

sarrollo Agrario (IRYDA). Organisme dépendant du Ministère de l'Agriculture, l'IRYDA responsable de la conception et de l'exécution des grands projets de transformation des campagnes est assisté pour ce qui touche aux travaux d'infrastructure par les services du Ministère des Travaux Publics.

Son intervention a été fondamentale pour les progrès de l'irrigation en Andalousie méditerranéenne, non seulement par l'importance considérable des surfaces qu'elle affecte - 15 à 20 000 hectares dès maintenant transformés -, mais aussi et surtout par l'effet de ses compétences particulières.

En premier lieu, elle est seule à pouvoir mettre en oeuvre, grâce à d'énormes moyens techniques et financiers, des travaux de grande ampleur. D'elle dépend la réalisation de projets de portée régionale, la modernisation globale de secteurs entiers de l'économie agricole. D'où les caractères fondamentaux de ses interventions qui les distinguent nettement en général de la "colonisation" privée: la dimension spatiale considérable de ses périmètres d'action qui se mesurent en milliers d'hectares transformés en bloc; le recours, le plus souvent, aux moyens indispensables à cette échelle de la grande hydraulique: barrages, dérivations de cours d'eau, centaines de kilomètres de canaux ou, plus rarement, pompage à grandes profondeurs des nappes aquifères les plus abondantes. A la différence de la colonisation privée, les résultats de la colonisation officielle sont par conséquent beaucoup plus spectaculaires dans la mesure où elle peut transformer radicalement de vastes zones vides et créer "ex nihilo" des campagnes entièrement neuves: c'est en Andalousie méditerranéenne son mérite le plus évident.

La colonisation officielle, enfin, s'applique à une transformation totale du milieu qu'elle affecte. A l'aspect technique de son intervention (l'irrigation) s'ajoute une dimension sociale qui amène à un rééquilibrage de la richesse foncière, soit à une redistribution plus ou moins poussée de la terre, et, en conséquence, à la création d'un nouvel habitat. L'expropriation d'anciens propriétaires ne s'appliquant qu'au-delà de certaines normes parmi lesquelles l'intensité jugée insuffisante de la mise en valeur, on constate un peu partout les effets indirects fort importants du pouvoir de réorganisation foncière de l'INC. Poussés par la crainte plus ou moins justifiée de l'expropriation, nombre de propriétaires se sont attachés, pour en prévenir le risque, à améliorer sensiblement la qualité de leur bien. Par ses compétences foncières, la colonisation officielle a ainsi joué un rôle très actif d'incitation au progrès: la colonisation officielle peut dans son ressort provoquer efficacement les efforts de colonisation privée.

La colonisation officielle s'applique dans notre région à 3 grands périmètres où les travaux sont aujourd'hui en voie d'achèvement: celui du Plan Guadalhorce-Guadalteba qui transforme la Hoya de Málaga; celui de Puntalon-Llanos de Carchuna

qui vise à étendre vers l'Est la vega de Motril; celui enfin du Campo de Dalías qui met en valeur de vastes étendues désertes à l'Ouest d'Almería. La décision initiale, résultat d'études préalables aboutissant à déclarer la zone concernée "d'intérêt national", est plus ou moins précoce selon les lieux: elle date de 1941 pour le Campo de Dalías, de 1955 pour les Llanos de Carchuna, de 1956 pour le Plan Guadalhorce. En réalité, dans tous les cas, les premières transformations effectives sont à peu près contemporaines et ne remontent guère au-delà des années 1960.

Le Plan Guadalhorce a pour objet essentiel d'irriguer la Hoya de Málaga, la plus vaste dépression d'Andalousie méditerranéenne jusqu'alors vouée dans sa plus grande partie aux seules cultures sèches (céréales et olivettes). Il prévoit d'utiliser à cette fin les eaux régularisées du fleuve le mieux nourri de notre région.

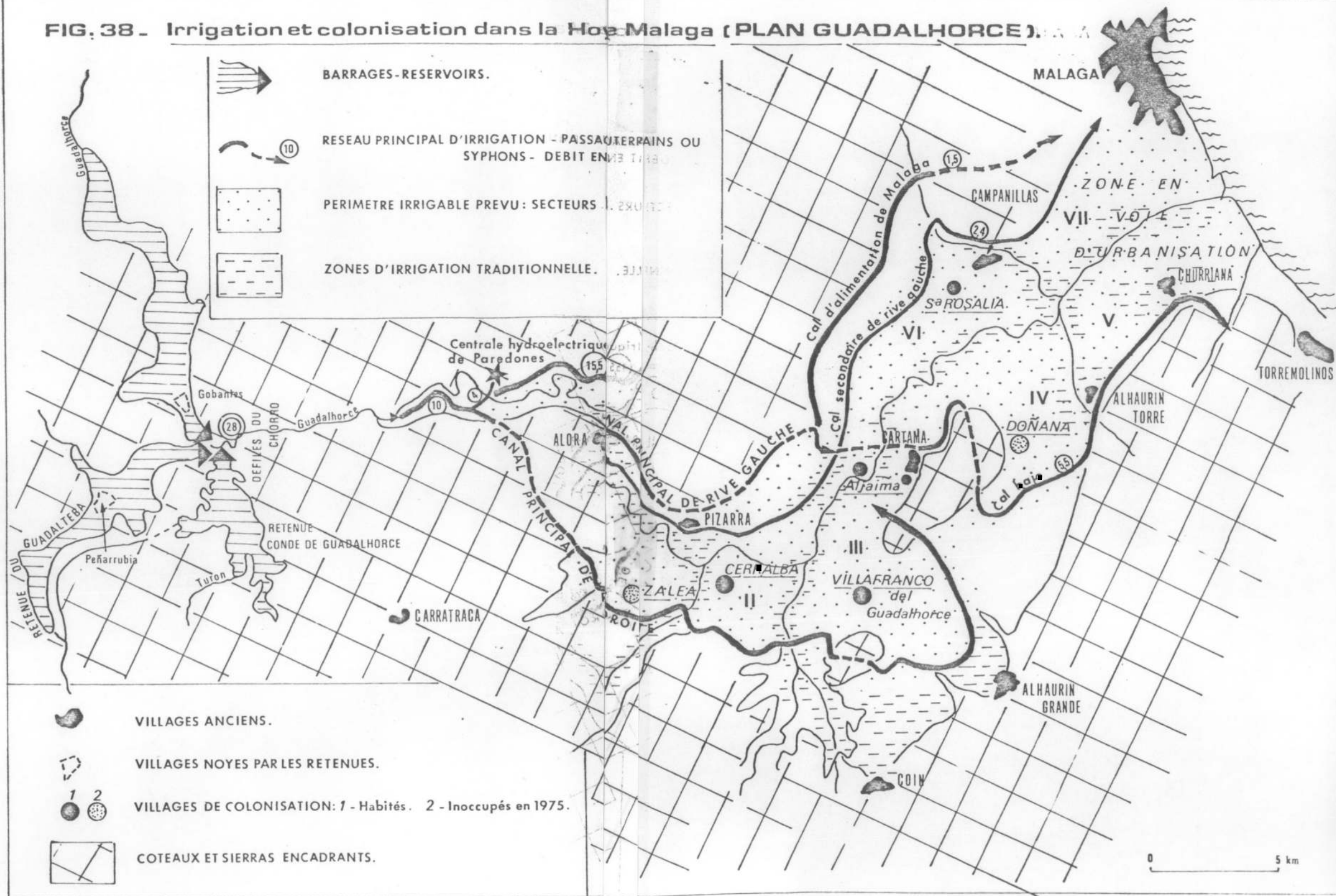
Le projet qui s'achève actuellement a, en fait, une longue histoire. Sans revenir sur les premières propositions sans lendemain qui apparaissent au XIX^e, il faut remonter aux débuts de ce siècle pour voir naître un projet très voisin de l'actuel, suivi des premières réalisations.

C'est, en effet, en 1914 que se constitue le "Syndicat agricole du Guadalhorce" qui obtient l'appui des pouvoirs publics pour la construction d'une retenue destinée à irriguer la Hoya. Dès cette époque, le projet révèle une double finalité: l'extension du domaine irrigable fixée approximativement à 16 000 hectares; l'alimentation de Málaga en électricité. Le site choisi est celui de la confluence du Turon, affluent de rive droite du Guadalhorce qui rejoint ce dernier à l'amont immédiat des gorges du Chorro, véritable verrou à l'extrémité septentrionale de la Hoya. Le barrage sera effectivement construit, achevé en 1921 sous le nom de "barrage du Conde de Guadalhorce" (ou du Chorro) avec une capacité de stockage de 76 millions de m³. Simultanément un barrage annexe était édifié (Gaitanejo) à l'aval immédiat du précédent, utilisant son exutoire à des fins hydroélectriques (Fig. 38). En fait, à l'heure où devait commencer la construction des canaux d'amenée des eaux d'irrigation, le projet était suspendu faute de ressources. Les seuls travaux notables seront dès lors la surélévation du barrage du Chorro entre 1945 et 1947 qui portera sa capacité à 86 M. de m³. Le périmètre irrigué de la Hoya n'avait aucunement progressé, couvrant à peine 5000 hectares au lendemain de la Guerre Civile.

Il faut attendre 1956 où la Hoya est déclarée de "haut intérêt national" et le projet repris par l'INC sous le nom de "Plan coordinateur du Guadalhorce" pour que soient effectivement repris les travaux. Les objectifs initiaux sont sensiblement amplifiés: on prévoit d'arroser désormais 22 000 hectares au lieu de 16 000 dans les prévisions originelles; on ajoute enfin une troisième finalité à celles existantes, - irrigation, hydroélectricité -, soit l'alimentation en eau potable de Málaga avec 47,5 M.m³/an.

L'ambition accrue du nouveau projet suppose, à son tour, une extension

FIG. 38 - Irrigation et colonisation dans la Hoy Malaga (PLAN GUADALHORCE).



importante des travaux jusqu'à utilisation complète du potentiel hydraulique du Guadalhorce par création de 2 nouvelles retenues (300 M.m³). Le plan Guadalhorce revêt désormais une ampleur considérable et une portée véritablement régionale.

Les termes en seront à peine modifiés par la suite: l'urbanisation rapide de la frange côtière de la Hoya (banlieues et industries de Málaga, extension de l'aéroport, résidences touristiques) obligeront, en 1960, à soustraire quelque 1600 ha. du périmètre d'irrigation prévu et à compenser cette perte par une extension du domaine arrosable sur la bordure S.W de la dépression grâce au pompage de l'eau dans le canal principal.

L'achèvement des travaux est alors fixée à 1969.

Les résultats, tels que l'on peut les mesurer aujourd'hui, sont considérables bien que de nombreux retards n'aient pas permis d'honorer le calendrier prévu et interdisent encore l'achèvement définitif des travaux.

Les ouvrages d'infrastructures ne sont pas tous terminés (Fig. 38).

La pièce maîtresse du système, - les barrages-retenues -, fait encore partiellement défaut par suite des difficultés techniques qui ont ralenti la construction des nouveaux ouvrages. Il s'agit d'ajouter à la retenue existante du Conde de Guadalhorce 2 barrages jumelés à la confluence du Guadalhorce et de son affluent de droite, le Guadalteba, immédiatement à l'amont de l'embouchure du Turon. Les deux barrages créeront en réalité une retenue unique dessinant deux bras reliés entre eux par des conduites souterraines: le volume d'eau ainsi stocké atteindra quelque 380 M.m³, portant la capacité totale à près de 500 M.m³ si l'on tient compte de l'apport du Turon. La disponibilité hydraulique réelle, assurée à 95%, est en fait estimée à 250 M.m³.

Des obstacles imprévus d'origine géologique, les travaux "annexes" (modification du tracé de la voie ferrée Málaga-Badilla; déplacement de la population des villages de Gobantes et Penarrubia noyés par le lac de barrage) ont renvoyé régulièrement la mise en eau finale prévue d'abord pour 1969, puis 1972, pour 1976 enfin et qui, pour l'heure n'est toujours pas effective. Imminent désormais, l'achèvement des retenues a cependant paralysé l'utilisation normale d'un réseau de distribution terminé de longue date.

Le réseau des canaux principaux mesure quelque 164 km. Il naît à la cote 180, au pied des grandes retenues, et doit répartir un débit total de 28 m³/s. selon le schéma ci-joint (Fig. 38). Le système est basé sur 2 canaux maîtres, un sur chaque rive du fleuve :

- le "canal principal de rive droite", commencé en 1924, aujourd'hui terminé, domine près de 13 000 ha. dans la partie centrale de la Hoya en amont de la Sierra de Cartama. Longeant le rebord des glacis du piémont méridional jusqu'au droit d'Alhaurin-el-Cartama. Avec un débit de 10 m³/s dont 4 sont destinés à alimenter la centrale électrique du Paredon, il absorbera plus du 1/3 des disponibilités totales.

- le canal principal de rive gauche de "riego y abas-

tecimiento" qui court au long du rebord septentrional de la dépression est doté d'un débit supérieur, 15,5 m³/s, soit plus de la moitié de la fourniture totale. C'est qu'il commande à la fois l'approvisionnement en eau potable de Málaga (1,5 m³/s) et l'irrigation des zones de rive gauche et de toute la partie aval de la Hoya. Pour ce qui est de l'arrosage des secteurs de rive gauche il provient directement des territoires qu'il traverse soit par gravité soit par pompage. Il est de plus doublé pour les parties basses voisines du fleuve par un canal parallèle, le "Canal Secondaire", qui court jusqu'au niveau de Campanillas, alimenté directement par les eaux du Guadalhorce lorsque le débit y est suffisant ou par soustraction de 2,4 m³/s au Canal Principal lorsque le niveau du fleuve est insuffisant.

Le Canal Principal dérive enfin 5,5 m³/s vers le "Canal bajo" chargé d'arroser les territoires de la Basse Hoya, sur la rive droite, depuis la Sierra de Cartama jusqu'au niveau de Churriana.

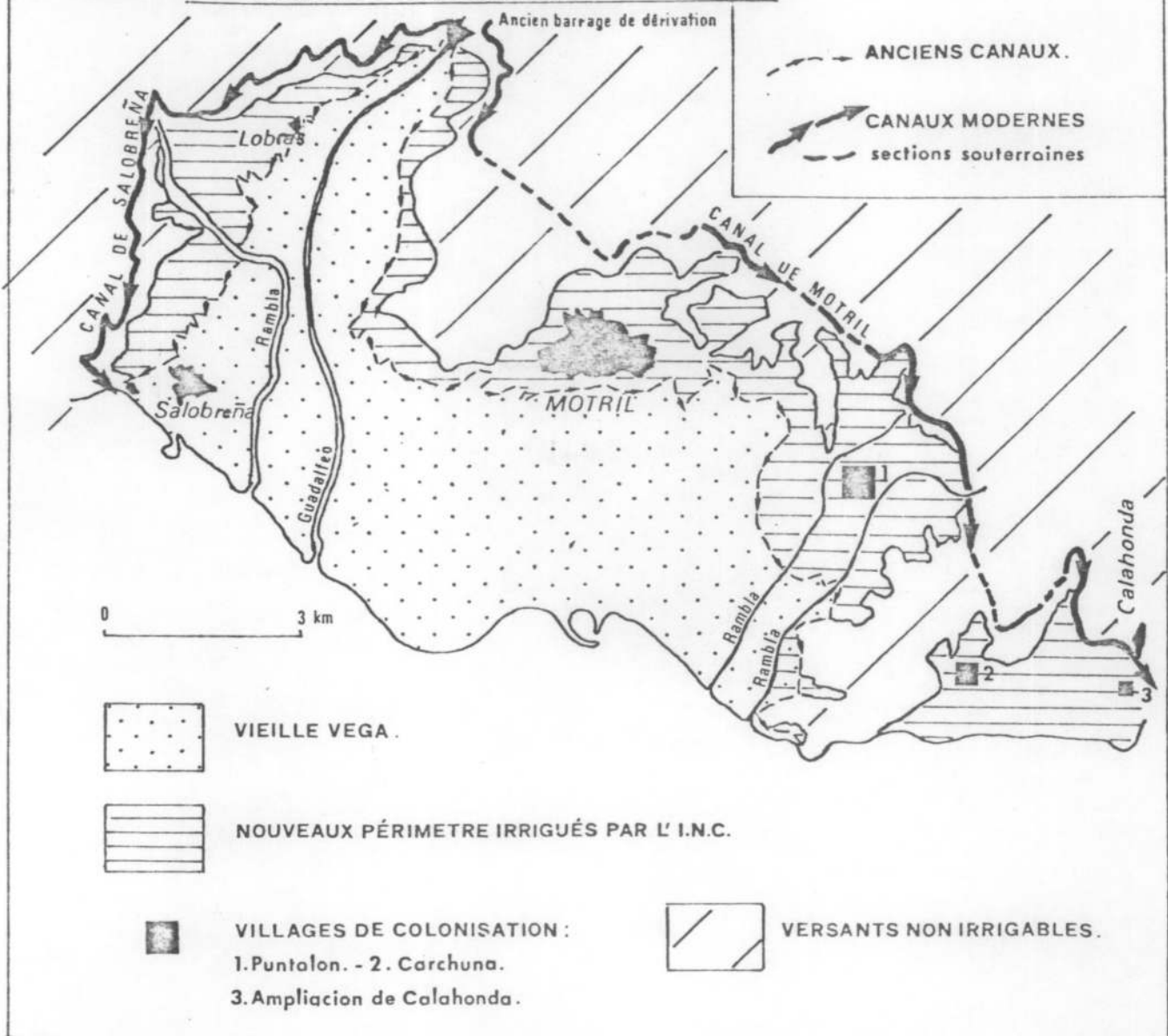
La topographie ondulée de collines douces que domine le réseau d'irrigation nécessitait d'autre part d'importants travaux de nivellement et de construction de terrasses. Près de 3000 ha. ont été ainsi aménagés par les soins de l'INC ou accessoirement par les particuliers. Il subsiste cependant quelque 11 000 ha. en attente de terrassement.

En définitive, l'inégal degré d'avancement des diverses tâches aboutit pour l'heure à un important décalage entre les potentialités et les résultats effectifs. Le périmètre réellement dominé est aujourd'hui de l'ordre de 20 000 hectares englobant 5000 ha. de regadio ancien et 15 000 ha. nouvellement irrigables. Mais jusqu'à ce que soit achevée la retenue Guadalhorce-Guadalteba, ce périmètre demeure très insuffisamment alimenté par le seul barrage du Gonde de Guadalhorce utilisé au maximum de ses moyens. La superficie effectivement irriguée est donc inférieure de plus de moitié au périmètre dominé; elle se limite actuellement à quelque 9000 hectares dont 5000 sont de vieux regadios améliorés.

Même imparfait, le résultat est déjà remarquable puisqu'il consacre un doublement des surfaces arrosées. Il reste que les effets définitifs du Plan Guadalhorce sont encore potentiels. Toutefois, on peut s'attendre dans un avenir très bref à l'achèvement complet des travaux d'infrastructure et à l'entrée en service de la plus grande partie du périmètre irrigable.

Le plan d'extension de la vega de Motril-Salobreña ne se situe pas à la même échelle. Beaucoup moins ambitieux en regard des surfaces qu'il espère transformer - 2500 hectares environ - comme des ouvrages qu'il met en oeuvre, il représente au fond un cas intermédiaire entre les grandes entreprises de colonisation et les travaux de la petite hydraulique. Il rappelle ces derniers par son objectif même: améliorer l'irrigation traditionnelle, insuffisante l'été, sur les 3000 ha. de la vieille vega de Motril-Salobreña et étendre le regadio sur les terres périphériques au périmètre anciennement arrosé (Fig. 39). Pourtant, par rapport au cas d'expansion des vegas traditionnelles du type Velez et même par rapport au Plan Guadalhorce, il

FIG. 39 - LES PROGRES DE L'IRRIGATION AUTOUR DE MOTRIL.



introduit une nouveauté importante: la mise en valeur d'espaces jusqu'alors entièrement stériles et déserts comme les Llanos de Carchuna, petite plaine côtière séparée du bassin de Motril par le promontoire du Cap Sacratif, où il réalise une véritable colonisation agricole "ex nihilo".

L'idée d'une utilisation plus rationnelle des eaux du Guadalfeo n'est pas le fait de l'INC. Dès 1947, un plan était établi par un groupe de Motrileños envisageant de rénover l'irrigation de la vega et de l'étendre aux Llanos de Carchuna. La situation n'était guère brillante, il est vrai: une simple digue de terre et de troncs d'arbres, emportée par les crues un peu fortes, dérivait les eaux du Guadalfeo fort insuffisantes en saison sèche. Il faut attendre 1948 pour voir construire un véritable barrage de dérivation situé au débouché du fleuve dans la vega. En fait, la situation antérieure n'en est pas radicalement transformée: les Llanos de Carchuna ne sont pas atteints et dans la vieille vega elle-même le débit estival très déficitaire, malgré les exigences relativement modestes de la canne à sucre, oblige les paysans à creuser des puits de complément.

C'est alors que l'INC entreprend en 1955 les travaux de son plan d'irrigation que l'on peut considérer aujourd'hui comme achevé. L'entreprise consiste à édifier un nouveau barrage dans le défilé du Guadalfeo avant son entrée dans la plaine côtière, soit quelques kilomètres en amont du barrage déjà existant, à peu de distance au Sud de Velez-de-Benaudalla. L'altitude supérieure de ce nouvel ouvrage permet de créer un réseau de canalisation à un niveau plus élevé que celui des anciennes "acequias" et par conséquent de gagner à l'arrosage les territoires situés entre les deux systèmes de canaux. Une première branche, "canal de Salobreña", longe le flanc occidental du bassin jusqu'à la mer, dominant un nouveau périmètre irrigable allongé en une bande étroite au-dessus du regadio ancien. Une seconde branche, "canal de Motril", joue exactement le même rôle jusqu'au niveau de la ville. A partir de là, il s'éloigne de plusieurs kilomètres en amont de la vega traditionnelle puis, après avoir traversé en tunnel les calcaires du Cap Sacratif, atteint enfin les Llanos de Carchuna: c'est là, à l'Est de la vieille vega, que se situent les deux zones essentielles de colonisation, celle du Puntalon encore dans le bassin de Motril, celle de Carchuna au-delà du cap.

Le gros-oeuvre achevé et le nouveau système mis en service en 1971, le bilan actuel peut s'établir comme suit: en plus des 3000 hectares de vieille irrigation renouvelée, c'est un nouveau périmètre dominé de 2700 ha., dont 2000 réellement irrigables, qui a été créé. En fait, c'est la moitié à peine de ce dernier chiffre qui a pu être effectivement transformée par suite des débits encore insuffisants fournis par le nouveau barrage: 7,5 m³/s au maximum, dont 4 pour le regadio ancien. C'est que, faute d'assises suffisantes dans un lit comblé d'alluvions sur plusieurs dizaines de mètres de profondeur, l'ouvrage ne crée pas de véritable retenue et se borne à jouer le rôle d'une digue de dérivation. Le repérage d'un infero-flux extrêmement

abondant sous le lit du Guadalfeo fait aujourd'hui envisager le creusement de gros puits dont l'apport permettrait de compléter le débit des canaux insuffisamment alimentés.

Dès maintenant, les résultats sont d'ailleurs loin d'être négligeables. Toutefois, l'utilisation réellement efficace du Guadalfeo supposerait la construction d'un véritable barrage-retendue qui ne pourrait guère se localiser que dans le cours supérieur du fleuve, en pleine Alpujarra.

La colonisation du Campo de Dalías constitue le troisième grand foyer d'intervention de l'INC dans notre région et, sans doute, la réussite la plus prestigieuse à ce jour (2).

Par rapport aux autres périmètres de colonisation officielle andalous ou même espagnols, l'originalité en est frappante à plus d'un titre.

En premier lieu, il s'agit là d'une colonisation au sens propre qui, mieux que la simple transformation d'un système antérieur, a conquis à l'agriculture un vaste pays jusqu'alors frappé d'aridité et à peu près désert, fait naître une campagne féconde du néant. Jusque vers 1950, les 300 km² du Campo de Dalías étaient seulement effleurés par l'activité agricole sur quelques 1000 hectares à peine arrosés par des puits ou irrégulièrement alimentés par les eaux en excédent de la vieille vega de Dalías située à une dizaine de kilomètres au Nord-Ouest. Sur 95% de son étendue le Campo de Dalías ne servait que de mauvais pâturage d'hiver aux rares troupeaux de l'arrière-pays. Depuis lors, 10 000 hectares au moins ont été gagnés à l'irrigation qui peut s'étendre encore sur une superficie équivalente dans un proche avenir (Fig 40 bis).

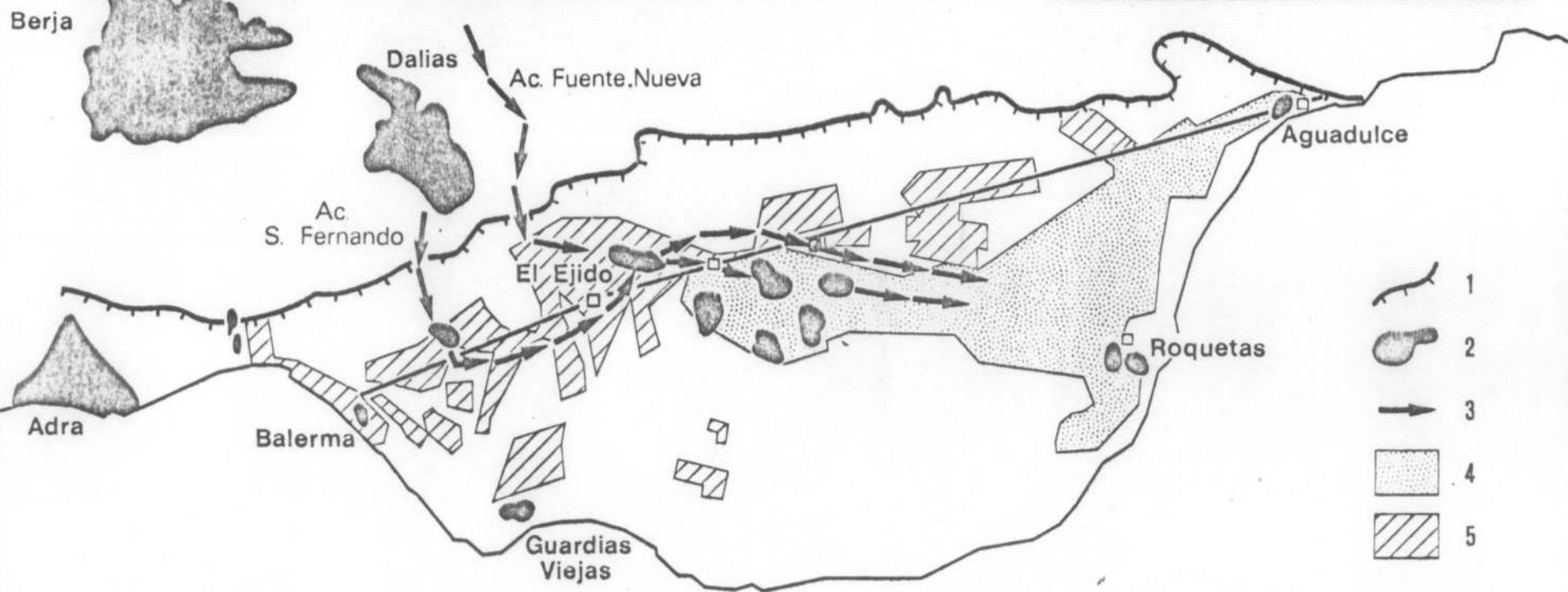
L'originalité du Campo de Dalías tient aussi aux techniques utilisées dans un cadre qui est celui de la grande irrigation. Contrairement aux méthodes utilisées ailleurs pour arroser d'aussi vastes étendues, on n'a point recours ici à la construction de barrages-retenues mais au creusement systématique de gros puits et au pompage des eaux souterraines. C'est là une adaptation judicieuse à l'aridité du milieu: les barrages-réservoirs, fort coûteux, seraient difficilement alimentés par des rivières au régime spasmodique et de plus risqueraient d'être très vite comblés par les atterrissements volumineux qu'apporte chaque crue; par ailleurs, la richesse formidable des nappes aquifères découvertes au fil des campagnes de prospection orientaient logiquement les responsables vers les procédés du pompage. En plus des nappes superficielles de modeste puissance qui suivent le tracé de la plupart des "ramblas", 2 niveaux essentiels ont été repérés* et sont en voie d'exploitation: l'un à profondeur moyenne, - vers - 40, -60 m -, dans les sédiments mio-pliocènes, a été jusqu'ici le plus sollicité; le second, profond (- 200 à - 600 m), réserve les plus riches promesses d'avenir.

Enfin, plus qu'ailleurs, le processus de mise en valeur a permis une

* Voir Ière partie . Chapitre II.

FIG. 40 BIS - L'ESSOR DE L'IRRIGATION DANS LE CAMPO DE DALIAS.

0 5 10 15 km



1. Escarpement méridional de la Sierra de Gador. - 2. Zones irriguées avant 1950. - 3. Canaux anciens. - 4 et 5. Zones irriguées depuis 1950 : I.N.C. (4), irrigation privée (5).

efficace collaboration de la colonisation officielle et des initiatives privées, au point que les résultats actuels procèdent en part sensiblement équivalente de l'une et des autres. Il est louable qu'ici l'impulsion initiale donnée par l'INC ait été prolongée par une contribution active - si déficiente dans la plupart des grands périmètres de colonisation - de l'ensemble de la population intéressée.

L'inutilité désolante des grandes étendues planes du Campo de Dalias confrontée aux besoins pressants d'une population aux ressources précaires dans tout le pays d'Almería, a suscité de longue date des rêves de mise en valeur par irrigation.

C'est en 1941 que l'INC est chargé de cette tâche après qu'une étude préalable ait révélé à la fois les premières possibilités hydrauliques du sous-sol et l'injustice paralysante de leur utilisation. Le décret de 1941 résultait en effet d'un double constat (3).

Le Campo de Dalias commence alors à laisser entrevoir ses riches possibilités hydrauliques. Les premiers sondages révèlent l'existence de deux nappes phréatiques abondantes à 12-15 m. et 40-45 m. Bien plus, les puits creusés récemment par les particuliers, près d'une centaine déjà, sont en grande majorité productifs et offrent des débits importants souvent compris entre 40 et 120 m³/heure. Des résultats particulièrement prometteurs sont obtenus dans le secteur d'Aguadulce à l'extrémité Nord-Est du Campo, à l'aval du glacis de piémont quaternaire qui longe l'abrupt de la Sierra de Gador.

Ces possibilités hydrauliques sont manifestement sous-exploitées. De nombreux puits, parmi les plus abondants, ne sont pas utilisés (une vingtaine au moins), d'autres ne le sont qu'une à deux heures par jour durant la plus grande partie de l'année. Le rapport de 1941 conclut en estimant à 1400 m³/h. au minimum le débit inutilisé qui pourrait arroser 600 hectares. Cette situation curieuse, - la demande est inférieure à l'offre, dans un pays littéralement assoiffé -, résulte d'un véritable blocage dont l'origine est à rechercher dans la dissociation entre propriété de l'eau et propriété du sol. Le propriétaire de l'eau propose des prix si élevés qu'il rend parfois son utilisation impossible, le revenu espéré de la récolte étant absorbé pour l'essentiel par les dépenses d'arrosage. Le coût prohibitif de l'électricité nécessaire au pompage aggrave enfin considérablement les conditions d'exploitation des puits de quelque profondeur qui souvent s'avèrent peu rentables. Le monopole de la Compagnie Electrique dite du "Valle de Lecrin" lui permet une spéculation éhontée: bien des propriétaires des puits les plus profonds et les plus abondants doivent renoncer à les exploiter aux tarifs imposés par la Compagnie et sont contraints finalement à les lui vendre. La société du Valle de Lecrin, s'instituant "marchande d'eau", spéculé à son tour sur l'irrigation. C'est ainsi que la compagnie électrique a pu

s'assurer le contrôle de plus de 50 puits d'origine privée, dominant en particulier toute la zone d'Aguadulce, la plus prometteuse, paralysant du même coup les progrès d'une irrigation rationnelle.

La nécessité de faire cesser une injustice si préjudiciable aux promesses collectifs, ajoutée à l'intérêt d'une mise en valeur systématique des ressources hydrauliques du Campo, légitimait amplement l'intervention des pouvoirs publics seuls dotés de moyens suffisants pour mener à bien une telle entreprise.

C'est pourquoi la colonisation officielle débute à l'Est du Campo à partir des puits de la Cie du Valle de Lecrin. Le "plan général de colonisation" est approuvé en 1953: il porte sur un périmètre de 1500 ha. environ situé à l'arrière du rivage entre Aguadulce et Roquetas, arrosé par les 2 groupes de pompage installés à Aguadulce (Fig. 40).

Depuis lors, le succès répété des nouveaux forages n'a cessé d'enrichir les possibilités d'irrigation et de faire progresser par "plans" successifs le domaine de la colonisation. Le périmètre officiel s'étend vers l'Ouest, axé sur la dépression limoneuse qui sépare le glacis caillouteux de piémont, au Nord, de la plateforme encroûtée qui se soulève au Sud jusqu'au rivage. Enfin, de part et d'autre de ce couloir médian long d'une quinzaine de kilomètres, la conquête agricole déborde peu à peu sur les zones voisines (Fig. 40).

- En 1958, est mis en chantier l'aménagement du secteur II qui prolonge vers l'Ouest le périmètre initial d'Aguadulce tout au long de la dépression médiane: 1840 hectares prévus, 2600 réellement arrosés en définitive par 25 nouveaux puits alignés au long de la base du glacis de piémont et qui fournissent un débit de 1660 l/s.

- En 1963, est délimité le secteur III, 1300 hectares en une bande étroite qui flanque au Nord le secteur précédent: le débit escompté de 9 nouvelles perforations, 675 l/s, sera en fait très largement dépassé. L'excédent s'élève à 1500 l/s, permettant d'envisager une extension notable du périmètre d'arrosage.

- Le secteur III bis, créé en 1965, va bénéficier de ces surplus inespérés. Pour la première fois, l'irrigation de la plateforme méridionale est envisagée sur 1350 ha. de sa partie occidentale. L'eau y sera acheminée par canal à partir des puits situés au Nord de la dépression à la base du glacis.

- En 1969, le succès des 35 perforations réalisées à l'Ouest du Campo au long d'une ligne Balanegra-El Ejido offre un nouvel apport de 2460 l/s. avec lesquels on envisage d'irriguer un vaste ensemble de 4000 hectares, le secteur IV qui prend en écharpe la partie moyenne du glacis de piémont de l'Ouest à l'Est du Campo.

- En 1970 enfin est défini le secteur VI, quelque 1100 ha de la partie occidentale de la plateforme côtière, à l'Ouest d'une ligne El Ejido-Guardias Viejas. De même que pour le secteur V qui, au Nord, achève le projet de colonisation du glacis de piémont jusqu'au pied même de la Sierra de Ga-

dor, l'arrosage devra être assuré par les excédents dégagés dans les périmètres antérieurs et, en cas de besoin, par le détournement des eaux du río Chico de Adra dirigés vers le Campo de Dalías.

Au total, la colonisation officielle touche donc quelque 14 000 hectares, soit près de la moitié de l'étendue du Campo. Seule, la masse encroûtée qui constitue la partie centrale de la plateforme littorale, jugée réfractaire à toute mise en valeur, a été laissée hors de tous projets. Mais, des découvertes récentes de volumineuses réserves d'eau en profondeur permettra sans doute de poser à nouveau le problème de sa colonisation. La conquête intégrale du Campo de Dalías apparaît donc désormais comme une hypothèse vraisemblable dans un avenir proche.

Pour l'heure, la colonisation officielle progresse rapidement: 6000 hectares (secteurs I - II - III) sont déjà normalement irrigués dans la partie orientale et la dépression médiane du Campo, tandis que 5500 hectares (secteurs III bis et IV) sont en cours de mise en valeur et vont être bientôt arrosés régulièrement.

Les zones périphériques du périmètre officiel, à l'Ouest surtout ou au Nord sur le glacis de piémont, sont encore à l'état de projet. En réalité, elles ont été déjà pour bonne part gagnées à la culture par les entreprises de colonisation privée qui ainsi tendent actuellement à s'assurer le contrôle de la moitié occidentale du Campo autour d'El Ejido tandis que l'INC domine sa fraction orientale d'Agua-dulce à Roquetas et à La Mojonera. (Fig. 40 bis)

Privée ou officielle, la colonisation a déjà radicalement transformé 10 000 hectares au moins dans le Campo de Dalías. L'extraordinaire richesse hydraulique du sous-sol que ne cesse de démontrer chaque nouveau sondage permet d'envisager sérieusement la mise en valeur à brève échéance d'une superficie équivalente. Symbole d'une aridité stérile, devenu soudain source d'une richesse longtemps insoupçonnée, le Campo de Dalías fait aujourd'hui figure de modèle quant aux possibilités d'une nouvelle agriculture en Andalousie méditerranéenne.

c - Irrigation, problèmes fonciers et colonisation.

L'entreprise de colonisation officielle joue indiscutablement un rôle déterminant dans le processus de modernisation technique de l'agriculture régionale: l'INC irrigue déjà 16 000 hectares sur un périmètre total qui, achevé, devrait atteindre quelque 30 à 35 000 hectares. Le bilan, de ce point de vue, est remarquable.

Par contre, l'intervention publique a été beaucoup plus discrète dans le domaine foncier.

Les terres placées sous le contrôle direct de l'INC, à l'intérieur des périmètres de colonisation officielle sont, en effet, très peu étendues: à peine 6500 hectares sur les 30 000 qui seront effectivement irrigués, soit 1/5 environ de l'espace transformé. Les proportions ne varient guère selon les lieux: 3365 ha. sur

20 000 dominés et 16 000 qui seront irrigués effectivement dans le cas du Plan Guadalhorce, 2500 sur 13 000 pour les zones d'arrosage "officiel" du Campo de Dalías.

La raison essentielle de la modestie de ces résultats tient à la nature même de la société rurale préexistante en ces régions: une émiettement foncier caractérisé qui n'est guère remis en question par l'existence ici ou là de quelques grandes propriétés. Aussi, la compétence de l'INC se trouvait-elle limitée de fait et son rôle quelque peu accessoire en ce domaine. La législation qui régit l'intervention foncière de l'INC ne trouve guère à s'appliquer ici. Trois catégories de terres sont distinguées:

- les terres "réservées" correspondent à la fraction des propriétés existantes laissée à leurs anciens titulaires, la dimension maximale de la réserve variant selon les zones de colonisation et la condition du propriétaire: 15 hectares dans la zone du Guadalhorce, 10 dans celle de Carchuna-Puntalon, 3,5 dans le Campo de Dalías. Des assouplissements sont prévus en fonction de la taille originelle de la propriété (la réserve est portée à 1/5 ou 1/6 de la superficie des grandes propriétés de plus de 21 ou 30 hectares à Dalías, de plus de 100 hectares dans la Hoya de Málaga, jusqu'à un plafond de 100 hectares) ou des charges familiales du propriétaire, la surface-type de la réserve étant multipliée par le nombre d'enfants vivant sur la propriété.

Compte tenu de la pulvérisation foncière de notre région et des aménagements qui assouplissent le régime général dans le cas des propriétés un peu plus vastes, les terres "en réserve" conservées à leurs anciens propriétaires représentent toujours une fraction importante des périmètres de colonisation officielle: 35% du sol irrigable dans la Hoya de Málaga, 40% environ dans la partie arrosée par l'INC du Campo de Dalías.

Le droit à préserver une "réserve" est soumis cependant à une condition absolue: la propriété doit être conduite en faire-valoir direct. La portée de cette clause demeure d'ailleurs limitée dans notre région à dominante paysanne. Dans le Campo de Dalías où pourtant le rôle du métayage était fort important elle a par contre suscité un mouvement de reprise des exploitations par leurs propriétaires.

- les terres "exceptées" sont celles qui, quelle que soit la dimension de la propriété, sont exclues de toute redistribution, pour porter déjà un système de culture jugé suffisamment productif. Cette prime à la production intensive s'applique en fait à toute propriété déjà irriguée au moment de l'intervention de l'INC. C'est là, en réalité, un moyen sûr d'échapper aux mesures d'expropriation et, indirectement, un levier très efficace pour solliciter les travaux d'irrigation privée. Partout, les progrès de l'arrosage privé précèdent l'entrée en action de l'INC de façon à en prévenir les risques: 40% du sol classé comme "terres exceptées" dans le Campo de Dalías, 45% dans la Hoya de Málaga (7100 hectares sur 16000 irrigables).

- les terres "en excès", enfin, doivent revenir à l'INC soit par vente

volontaire de la part du propriétaire, soit par expropriation indemnisée. Elles représentent donc peu d'espaces une fois définies les réserves et les terres exceptées.

Dans le périmètre du Plan Guadalhorce, 3365 ha sont devenus patrimoine de l'INC, les 2/3 provenant d'excédents au-delà de la réserve autorisée, le 1/3 de propriétés en faire-valoir indirect. Dans les deux cas, l'opération est apparue en général comme une issue heureuse pour les intéressés, grands propriétaires déçus par la péjoration des revenus de l'agriculture sèche et du métayage, peu désireux d'investir dans un quelconque projet de modernisation. L'intervention de l'INC a été ressentie sans doute moins comme une mesure coercitive que comme une fructueuse opportunité permettant de sortir d'une situation largement dégradée. L'indemnisation ou le prix d'achat, payés comptant par l'Institut, ont été suffisamment élevés pour apparaître parfois comme une sorte d'aide publique aux grandes fortunes. Aussi n'est-il guère étonnant que les terres en excès procèdent essentiellement, pour les 2/3, de ventes volontaires, souvent précoces: ainsi pour la plupart des anciens domaines de la famille Larios dans la Basse Hoya, passés depuis à la Sociedad General Azucarera de España et cédés par cette dernière à l'INC dès 1946 (Fincas Santa Amalia, El Peñon, San Isidro, etc.). L'expropriation de grandes propriétés se résume en fait à un seul cas notable: celui du domaine de Casapalma, 1791 hectares de terres à céréales sur les croupes sèches du cœur de la Hoya, le Comte de Casapalma conservant cependant quelque 350 hectares.

Dans le Campo de Dalías où la grande propriété était plus rare encore, le patrimoine de l'INC est aussi plus modeste et morcelé, en provenance surtout d'exploitations en faire-valoir indirect, vendues volontairement plutôt qu'expropriées: pour l'heure, 1670 hectares dispersés sur le territoire déjà arrosé (2500 hectares prévus au terme de la colonisation officielle).

Seul le cas de la région de Motril fait partiellement exception: la toute-puissance de la grande propriété sucrière hostile à toute réorientation du système de culture a obligé l'INC à exproprier l'essentiel des terres dans les périmètres de Puntalon et de Carchuna. Mais, un tel phénomène demeure exceptionnel dans nos régions. Dans l'ensemble, l'INC ne contrôle directement qu'une faible partie de l'espace qu'il transforme et se consacre surtout à l'amélioration des propriétés existantes. Aussi son pouvoir de redistribution du sol s'avère-t-il, en fin de compte, relativement limité.

Une fois irriguées, les terres placées sous le contrôle direct de l'Institut ont été attribuées à de nouveaux colons choisis dans les couches les plus défavorisées de la société agricole: en priorité les métayers des propriétés expropriées ou acquises, les ouvriers agricoles ainsi que les paysans ^{even} tuellement chas-

sés de leurs exploitations par les eaux des grandes retenues. Ce dernier cas est rare ici et ne touche que les habitants de 2 villages noyés dans le cadre du plan Guadalhorce: encore ceux-ci ont-ils souvent opté pour une indemnisation forfaitaire en place d'un lot foncier de substitution. La majorité des colons, dans la Hoya de Málaga comme dans le Campo de Dalías et à Puntalon-Carchuna sont les anciens tenanciers de la propriété locale.

Les petits paysans déjà propriétaires ainsi que les journaliers peuvent toutefois bénéficier de modestes dotations à l'échelle de petites parcelles de quelques ares. Dans le premier cas, il s'agit d'agrandir une micro-exploitation pré-existante, dans le second de fournir un jardin familial au journalier promu ouvrier agricole de l'INC et gratifié à ce titre d'un logement dans un "village de colonisation". Mais, en définitive, la plus grande partie du patrimoine disponible est concédé au travers d'exploitations - terre et maison - qui sont acquises à terme par les colons selon un système de location-vente. Les bénéficiaires doivent rembourser le sol - capital et intérêts - par annuités échelonnées sur 25 ou 30 ans, ainsi que la maison, - sans intérêts -, pour 65% de sa valeur sur 35 ans. Le cheptel mort et vif confié au colon est, quant à lui, intégralement remboursable en 5 ans par ponction directe de l'Institut sur les premières récoltes.

Le nombre de colons prévus est finalement assez élevé: 2100 environ pour l'ensemble des 3 zones de colonisation officielle où 1654 d'entre eux sont déjà installés, 500 familles pour les périmètres de Puntalon-Carchuna, 917 dont 604 déjà en place pour le Plan Guadalhorce, 750 dont 550 actuellement désignées pour le Campo de Dalías. La construction d'un habitat entièrement neuf, concentré en "villages de colonisation" édifiés au coeur ou à proximité des domaines allotis est la conséquence normale de ces attributions. Une vingtaine de villages, au total, presque tous achevés, déjà habités au moins partiellement pour 15 d'entre eux, se distribuent selon le tableau ci-dessous:

	Villages construits	Habités	Prévus
Plan Guadalhorce	7	5	--
Puntalon-Carchuna	3	3	--
Campo de Dalías	8	7	I
Total	18	15	I

Le nombre relativement important des colons, confronté à la modestie des surfaces possibles de redistribution, laisse deviner l'exiguïté des exploitations nouvellement créées. De fait, l'un des aspects les plus caractéristiques de la colonisation officielle en Andalousie méditerranéenne réside dans le fractionnement extrême des structures foncières mises en place. Celles-ci s'alignent au fond sur le module courant de la petite tenure familiale en vigueur dans les régions concernées. Si l'on excepte la création prévue de quelques rares unités de 100 hectares dans la

Hoya de Málaga, les lots constitués demeurent partout inférieurs à 5 hectares: de 3 à 5 hectares dans le cadre du Plan Guadalhorce, de 3,5 à 5 ha. d'abord, finalement réduits à 2 hectares dans le Campo de Dalías, de 0,90 à 1,25 ha. dans les zones de Puntalon-Carchuna où les exploitations initialement prévues devaient atteindre 10 ha.

La colonisation officielle, en ne laissant substituer dans l'ensemble que de petites tenures privées, ou en créant elle-même que de nouvelles micro-exploitations a généralisé le règne de la très petite paysannerie.

Tels sont les faits dont il reste à estimer la signification.

Le bilan de la "colonisation", officielle ou privée, suscite d'abord quelques conclusions d'ordre strictement technique.

L'irrigation, levier privilégié de la modernisation agricole, a réalisé des progrès considérables. Rappelons simplement que les travaux entrepris en une vingtaine d'années ont permis de doubler la capacité d'arrosage et de conquérir de vastes zones inutiles jusqu'alors ou sous-employées. Or, si l'on juge les moyens mis en oeuvre pour atteindre de tels résultats, deux constatations s'imposent qui soulignent une certaine originalité de l'Andalousie méditerranéenne en ce domaine:

I- La première touche à la part relativement faible - plus modeste en tous cas qu'en d'autres régions soumises à des entreprises comparables - tenue par les grands barrages-réservoirs. Ceux-ci sont responsables de la moitié à peine des surfaces transformées, moins encore si l'on se réfère aux seules surfaces effectivement irriguées à ce jour. Leur participation se résume finalement aux grands travaux d'aménagement du Guadalhorce et très accessoirement aux petits ouvrages édifiés sur le Guadalfeo et le Río Verde d'Istan, ce dernier n'ayant d'ailleurs aucune portée réellement agricole.

On doit donc souligner, à l'inverse, le rôle décisif de l'exploitation des eaux souterraines, l'ampleur inaccoutumée des travaux de pompage. Partout, par petites unités aux abords des vieilles vegas, à grande échelle sur les terres neuves du Campo de Dalías, les puits sont apparus comme le moyen privilégié des nouvelles irrigations.

Or, il ne semble pas que l'avenir puisse infirmer cette tendance. Les possibilités hydrauliques du sous-sol sont sans doute considérables encore, dans le Campo de Dalías, mais aussi à Motril, sous le Guadalfeo, à Velez et ailleurs. Par contre, l'achèvement de la retenue Conde de Guadalhorce ne devrait pas bouleverser le bilan, pas plus que les ouvrages secondaires en construction sur le río de Velez (Plan Guaro et barrage de la Viñuela) ou prévus mais sans cesse ajournés sur le río Chico de Adra ou sur le río Verde d'Almuñecar (projet de 2 petits barrages, de Lenteği et d'Otivar).

L'augmentation nouvelle de l'irrigation par pompage résulte en fait de

conditions spécifiquement régionales. On rappellera aussi bien les caractères naturels peu favorables aux eaux de surface, - rivières courtes et de débit modeste, aridité climatique d'une partie de la région -, mais par contre propices à l'accumulation de réserves souterraines (voir Ière partie-Chap.II) que les conditions humaines du progrès hydraulique.

2- Le second trait caractéristique du développement récent de l'irrigation résulte, en effet, du rôle très important joué ici par la petite hydraulique privée, qui explique dans une large mesure la part privilégiée des puits. Les progrès actuels sont redevables pour beaucoup aux efforts de la paysannerie locale. Il est clair toutefois que la réussite de la colonisation privée n'aurait sans doute pas été possible sans l'intervention des organismes publics et notamment de l'INC. La participation de ce dernier doit être finalement jugée comme décisive: non seulement par l'importance des travaux qu'il a conduit directement mais aussi par l'aide et l'incitation qu'il a prodiguées aux entreprises privées. La pression exercée par le risque d'expropriation des terres mal cultivées comme les crédits assez largement accordés aux projets de petite irrigation ont représenté un stimulant fort actif des initiatives individuelles.

Le véritable maître-d'oeuvre du progrès hydraulique a donc été, directement ou indirectement, l'Institut National de Colonisation. Mais la collaboration objective des pouvoirs publics et de la population locale demeure un phénomène suffisamment rare, ailleurs, pour marquer une certaine originalité de l'Andalousie méditerranéenne.

L'aspect foncier des interventions de l'INC n'est pas étranger, par ailleurs, au problème qui nous occupe. Par les implications sociales qu'il sous-entend, il conditionne assez étroitement, en effet, la voie du développement agricole, y compris dans ses dimensions économiques et techniques.

Le choix initial se situait fondamentalement entre l'adoption d'une politique à finalité sociale et la recherche, au contraire, d'objectifs résolument économiques visant à fonder avant tout une agriculture compétitive. Fallait-il opter pour une action capable d'assurer la subsistance aux couches les plus défavorisées de la population ou oeuvrer à la création d'exploitations modernes et rentables dans le contexte du marché national et international ? La seconde solution impliquait la constitution d'unités assez vastes et bien dotées en moyens mécaniques. La première nécessitait par contre une répartition plus menue mais touchant les plus grands nombres. Question de priorité et d'époque mais qui engageait définitivement l'avenir !

On connaît le choix délibéré de l'INC en faveur d'une solution paysanne même si, un peu partout, étaient tolérées voire encouragées les initiatives intéressées de la bourgeoisie citadine dont le rôle a pu être notable à Velez, à Almuñecar comme dans la Hoya de Málaga ou le Campo de Dalías. La modestie des "réserves" auto-

risées et plus encore l'exiguïté des exploitations créées par l'Institut révèlent le souci d'assister une population misérable en lui concédant des tenures juste suffisantes à l'autoconsommation familiale. Les systèmes de production mis au point par les nouveaux colons ne laissent aucun doute sur cet objectif: les formules proposées reposent essentiellement sur des cultures vivrières et le travail manuel.

Louables au moment de l'élaboration des projets, dans les années 1950, les décisions officielles allaient s'avérer assez vite comme le fruit d'une vision à court terme, bientôt dépassée par les besoins réels des agriculteurs. L'évolution du niveau de vie général et les exigences de l'économie moderne imposaient une révision des objectifs initiaux dans le sens d'une rentabilisation maximale des activités agricoles.

Le problème fondamental est donc désormais de concilier le morcellement foncier renforcé par l'INC et les impératifs de la rentabilité économique.

L'insuffisance de la taille des exploitations fermant la voie classique de la mécanisation, l'unique direction possible se résume finalement à la "sur-intensification" des micro-tenures existantes. On voit comment le rôle de l'INC a pu être décisif, aussi bien par son oeuvre proprement hydraulique que par les cadres fonciers qu'il a favorisés et qui déterminent aujourd'hui les choix économiques les plus essentiels.

Ce n'est point l'INC qui, d'ailleurs, allait prendre la direction de ce changement décisif, mais les initiatives privées, - paysannes et aussi, très largement bourgeoises -, soutenues par la volonté de spéculation. Le mérite de l'INC ne pouvait être dès lors que d'adopter une attitude de souplesse lui permettant de réviser ses conceptions initiales et de s'adapter aux exigences nouvelles qui d'abord lui étaient étrangères. La réussite finale de son entreprise ne dépend plus seulement de son oeuvre proprement hydraulique. Une fois acquise la disposition de l'eau en suffisance, le problème crucial est alors de décider ce que l'on va en faire.

2 - Du meilleur usage du soleil.

Une meilleure dotation en eaux ne peut suffire à promouvoir de progrès décisifs si elle ne soutient pas la transformation radicale - poussée à la limite de ses possibilités - du système de cultures: la simple amélioration des formules existantes ou l'implantation de formules "classiques" s'avèrent impuissantes à créer les conditions d'un développement suffisant dans le cadre de la petite tenure. On le verra plus loin dans le cas de la Hoya de Málaga. Aussi le problème fondamental se résume-t-il à trouver de nouvelles spéculations, assez fructueuses pour valoriser au maximum les eaux récemment maîtrisées, et pour permettre de dégager de hauts re-

venus sur de très modestes surfaces. Il s'agit pour cela de produire des denrées rares sur le marché et, pour cette raison, commercialisées à des tarifs très élevés. L'Andalousie méditerranéenne dispose, pour cette marche vers une agriculture d'exception, d'une arme spécifique: le soleil, les privilèges thermiques de l'hiver. C'est de celle-ci qu'elle va user pour définir les 2 voies assez révolutionnaires de son agriculture moderne:

- L'une s'oriente vers des productions physiquement impossibles à obtenir sur l'ensemble de l'Europe mais exceptionnellement praticables ici: les fruits tropicaux.

- La seconde exploite une rareté périodique par la culture de légumes "hors saison" livrés au coeur de l'hiver sur des marchés qui en sont insuffisamment pourvus.

a - Les plantations d'arbres fruitiers tropicaux. (4)

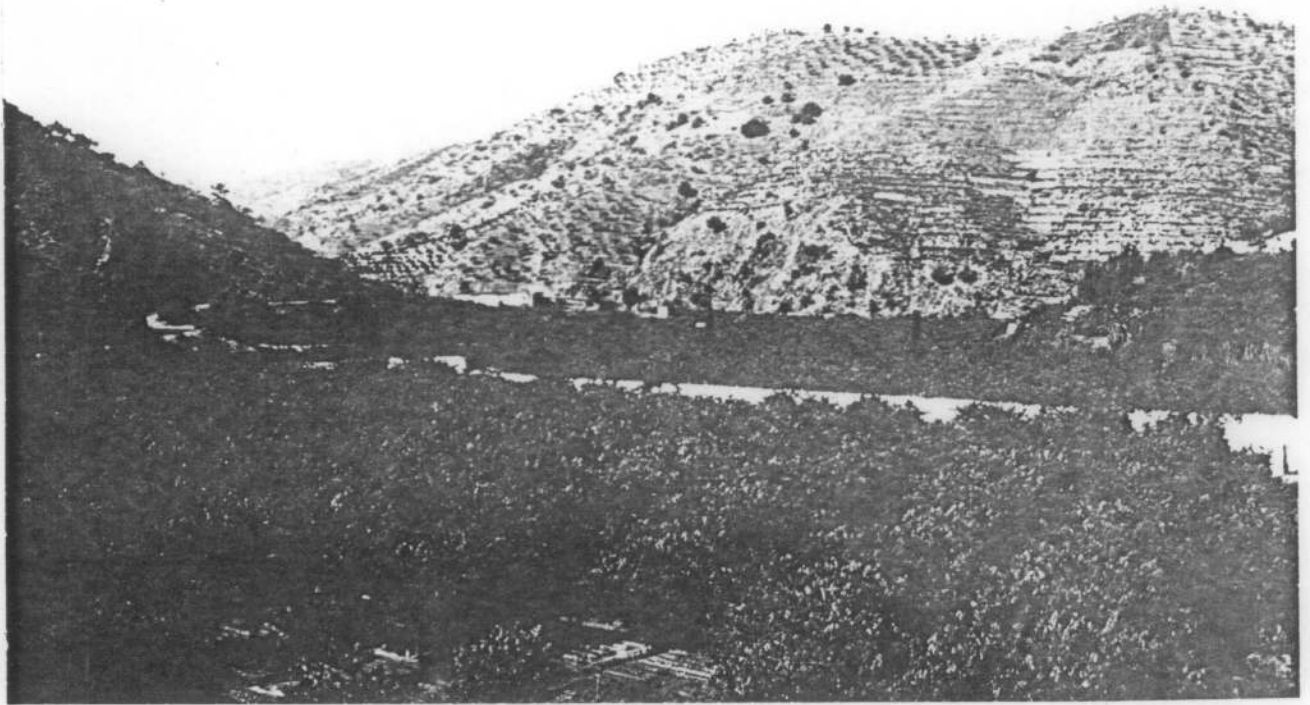
Elles ne revêtent encore qu'une importance limitée si l'on s'en tient aux seules surfaces mobilisées, un millier d'hectares environ concentrés pour l'essentiel, il est vrai, autour d'Almuñecar et de la vallée du Río Verde. Pourtant leur réussite représente une valeur bien plus considérable: elle témoigne de l'intérêt des tentatives hardies, des expériences pionnières et peut, de la sorte, montrer la voie à d'autres régions qui hésitent à rompre avec le passé. Elle est exemplaire aussi des possibilités de la très petite paysannerie, - l'immense majorité des propriétaires dispose ici de moins de 50 ares -, à qui l'on doit la meilleure part des innovations.

Ces vergers sont en effet entièrement nouveaux. La canne à sucre, vieille spéculation, régnait sans partage dans les vegas du río Verde devenues aujourd'hui le foyer de la fruticulture tropicale. La substitution a été totale et rapide: elle remonte, pour l'essentiel, à une quinzaine d'années.

Le système repose désormais sur la production de 3 arbres: le néflier du Japon, l'avocatier et le chirimoyo ou anonier. C'est ce dernier qui, en réalité, prévaut au point de constituer la base d'une quasi-monoculture.

Les vergers de chirimoyos jouent, en effet, un rôle-clef. Par leur extension d'abord, puisqu'ils recouvrent quelque 700 hectares, tapissant uniformément les vegas du río Verde pour gagner par plantations isolées les secteurs les plus chauds des bassins voisins, à la Herradura, autour de Motril et jusque dans la déjà lointaine dépression de Velez-Málaga. Par la genèse de leur succès, enfin, qui en fait le résultat spécifique des efforts paysans.

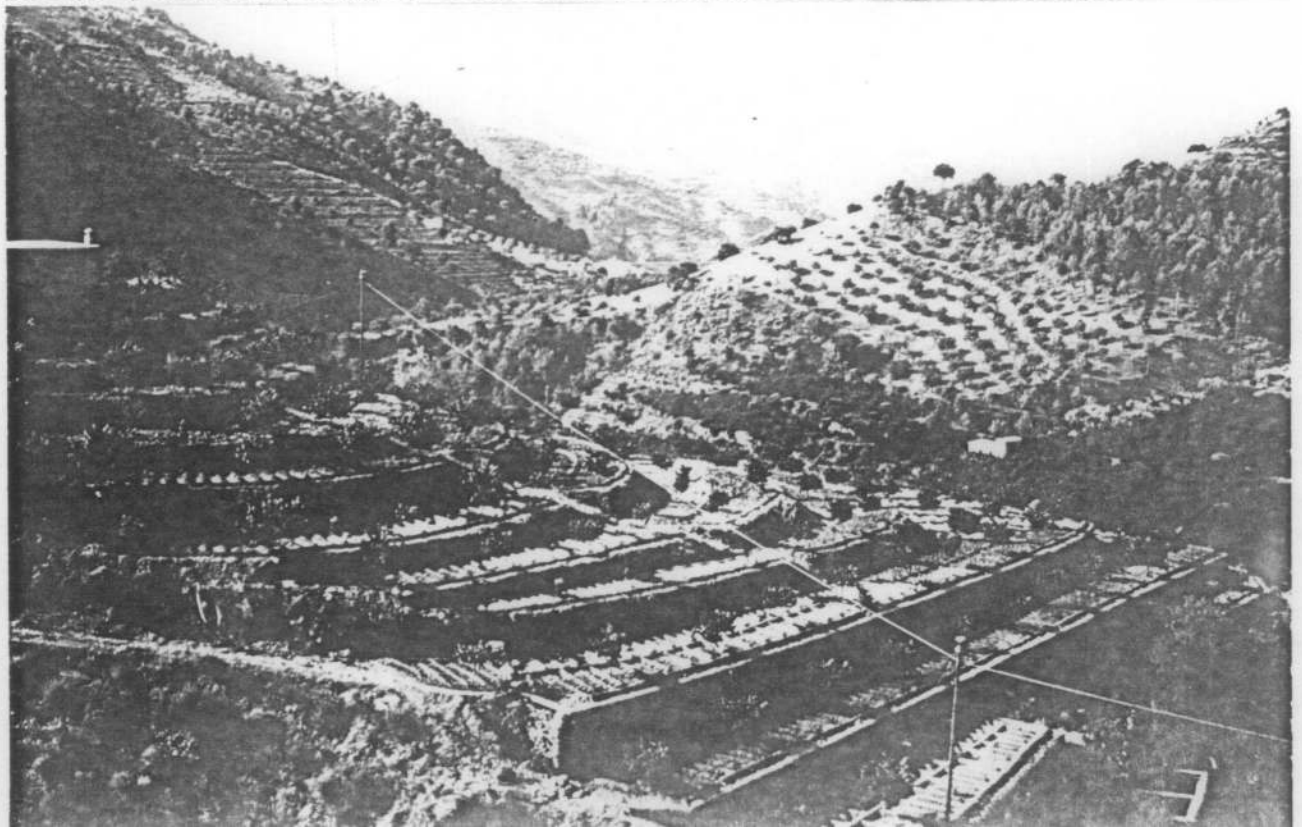
Le chirimoyo (*Anona Cherimolia*) est un bel arbre au feuillage touffu d'un vert intense qui peut atteindre une taille respectable de 5 à 10 mètres. Il donne des



Phot. XIV - L'essor des plantations de chirimoyos : la vallée du rio Verde à l'arrière d'Almunecar.

Haut - Monoculture des arbres tropicaux récemment substituée à celle de la canne à sucre. Conquête progressive des versants par les vergers irrigués tandis que la vieille amanderaie subsiste sur le haut des pentes.

Bas - Conquête coûteuse des versants par les jeunes plantations. Banquettes parfaitement nivelées, gros travaux de soutènement. Pompage électrique.



fruits lourds, de la dimension d'une grosse poire, à la chair onctueuse et sucrée. Originaire des versants andins du haut Marañon au Pérou, répandu aux Antilles, le chirimoyo a été introduit de longue date sur les côtes les mieux abritées de l'Andalousie méditerranéenne. Dès le XVIII^{ème} siècle, il apparaît à titre de curiosité ou d'arbre d'ornement dans les jardins autour de Málaga et d'Almuñecar. Réduit à quelques individus isolés, il est cependant assez familier aux gens de la vallée du rio Verde pour fournir peu à peu des souches locales qui prouvent une bonne et ancienne acclimatation au pays. Cependant son importance économique demeure nulle jusqu'aux lendemains de la Guerre Civile et même de la décennie 1950-1960. Depuis lors, l'ouverture d'un marché régional d'abord - a provoqué parallèlement la sélection des variétés les plus intéressantes et l'essor très rapide des plantations. Des 4 variétés locales, deux obtiennent un grand succès: la Campa mise au point près d'Almuñecar, améliorée par un agriculteur de Lobres (près de Motril), et la Jete surtout, qui porte le nom d'un village du rio Verde. Dès lors, la progression des vergers est ininterrompue: 150 hectares en 1958, 350 en 1967, près de 500 en 1970, 700 enfin en 1972. La région d'Almuñecar, foyer d'innovation, concentre les 4/5 de l'ensemble, mais depuis 1963, les chirimoyos se répandent peu à peu vers l'Ouest dans la province de Málaga (une cinquantaine d'hectares essentiellement groupés au fond du bassin de Velez). En dépit de leur extension encore mesurée, les plantations de chirimoyos constituent dès aujourd'hui une réussite très spécifique de l'agriculture de l'Andalousie méditerranéenne puisqu'elles représentent désormais le premier foyer mondial de production, peu concurrencé par les vergers chiliens de la vallée de l'Aconcagua (400 ha.), moins encore par les quelques plantations de Californie.

Le succès du chirimoyo s'explique d'abord par sa parfaite adaptation au milieu local, aux conditions physiques et humaines de la vallée du rio Verde.

Ses besoins écologiques conviennent remarquablement aux possibilités naturelles du pays d'Almuñecar. Les limites les plus impératives à son bon développement sont essentiellement d'ordre climatique. Le chirimoyo requiert une ambiance égale et craint tous les excès. Sur le plan thermique ses exigences sont à peine supérieures à celles du citronnier: il redoute les gelées, même faibles, tout en nécessitant un léger refroidissement hivernal, mais les fortes chaleurs supérieures à 30° sont au moins aussi dangereuses. Les vents un peu forts lui sont également très défavorables. Ces préférences mesurées doivent être encore nuancées pour la période critique de la pollinisation au début de l'été. Par suite d'un fâcheux décalage entre la maturation des fleurs mâles et femelles, la fécondation s'avère en effet très délicate. Les insectes, curieusement, ne jouent pas dans ce cas leur rôle habituel de vecteur et la pollinisation ne peut se faire que par l'intervention mécanique

du vent. Mais ce dernier n'est efficace qu'en de rares épisodes où sont réunies des conditions étroitement limitées: une brise légère mais constante, une humidité atmosphérique élevée, de l'ordre de 80%, une température voisine de 25°. Ces moments privilégiés semblent se situer en général aux heures du petit matin qui précèdent la sortie du soleil. Ce sont en tous cas les strictes exigences de la fécondation qui régissent surtout la réussite agricole du chirimoyo. En définitive, il ne peut guère s'adapter que dans un milieu abrité, exempt de froid et de fortes chaleurs, protégé des grands vents. La définition exclut pour l'une ou l'autre de ces raisons la plus grande partie des littoraux méditerranéens mais s'adapte par contre parfaitement au microclimat si particulier des côtes de l'Andalousie méditerranéenne: le chirimoyo est une culture d'exception pour un climat d'exception. Le succès des plantations de la vallée du rio Verde représente en quelque sorte l'exemple caractéristique d'une habile utilisation de la spécificité climatique régionale.

Par ailleurs, les pratiques agricoles qu'il nécessite s'adaptent remarquablement bien aux possibilités moyennes de la petite paysannerie. Aussi, l'une des bases de son succès réside assurément dans la simplicité technique de sa culture. Le chirimoyo est un arbre de grande vitalité et, en définitive, très rustique. Les soins qu'il réclame ne supposent ni compétence particulière, ni travaux astreignants: nul besoin de pépinières spécialisées, chacun cultive empiriquement ses patrons; nulle opération compliquée par la suite, la taille se résume en fait à un "nettoyage" qui consiste à éliminer les branches mortes ou au contraire trop vigoureuses. Pour le reste, les façons au sol sont assez limitées et consistent principalement en un labour superficiel.

Cette simplicité culturelle présente au moins deux avantages dans notre région: elle s'adapte bien aux capacités techniques des petits paysans, anciens cultivateurs de canne pour la plupart, dépourvus de réelle formation dans le domaine de l'arboriculture: la rusticité du chirimoyo explique assez largement la rapidité de sa progression et son succès généralisé à toutes les exploitations de la vallée du rio Verde. La légèreté relative de ses façons constitue aussi un argument d'importance pour de très petits agriculteurs. Le verger de chirimoyos libère un temps précieux. Il autorise en conséquence des cultures intercalaires -maïs ou légumes- qui permettent seules au paysan de survivre pendant la longue période de 8 années qui précède l'entrée en production. Il permet aussi, dans bien des cas, le recours à un travail extérieur d'appoint et convient remarquablement à l'agriculture à temps partiel.

Une bonne adaptation au milieu naturel, une correspondance étroite avec les possibilités et les besoins d'une petite société paysanne permettent de comprendre la force de son pouvoir de conquête. Cependant, bien plus que tout cela, l'excel-

Prax
Chirimoja

lence de ses résultats économiques est à l'origine de son succès: le chirimoyo produit abondamment et ses fruits se commercialisent facilement à des cours élevés.

Les récoltes sont à la fois généreuses et régulières si les vergers sont situés dans un cadre naturel favorable comme c'est le cas dans la région d'Almuñecar: les rendements se situent en moyenne entre 15 et 20 tonnes/ha selon les années et la qualité des sols. La période de production, centrée sur la fin de l'automne, culmine entre novembre et janvier, pour s'étaler dans les plantations de la vallée moyenne de Jete jusqu'aux environs de Pâques (Fig.4I): ces dates ne sont pas indifférentes au négoce.

La chirimoya se commercialise avec facilité et à des prix qui demeurent toujours élevés. Là se situe, au fond, la clef de sa réussite, dans sa rareté de produit exotique qui, de plus, apparaît sur le marché à une époque où la variété des fruits disponibles est assez réduite: la chirimoya se vend comme une denrée de luxe.

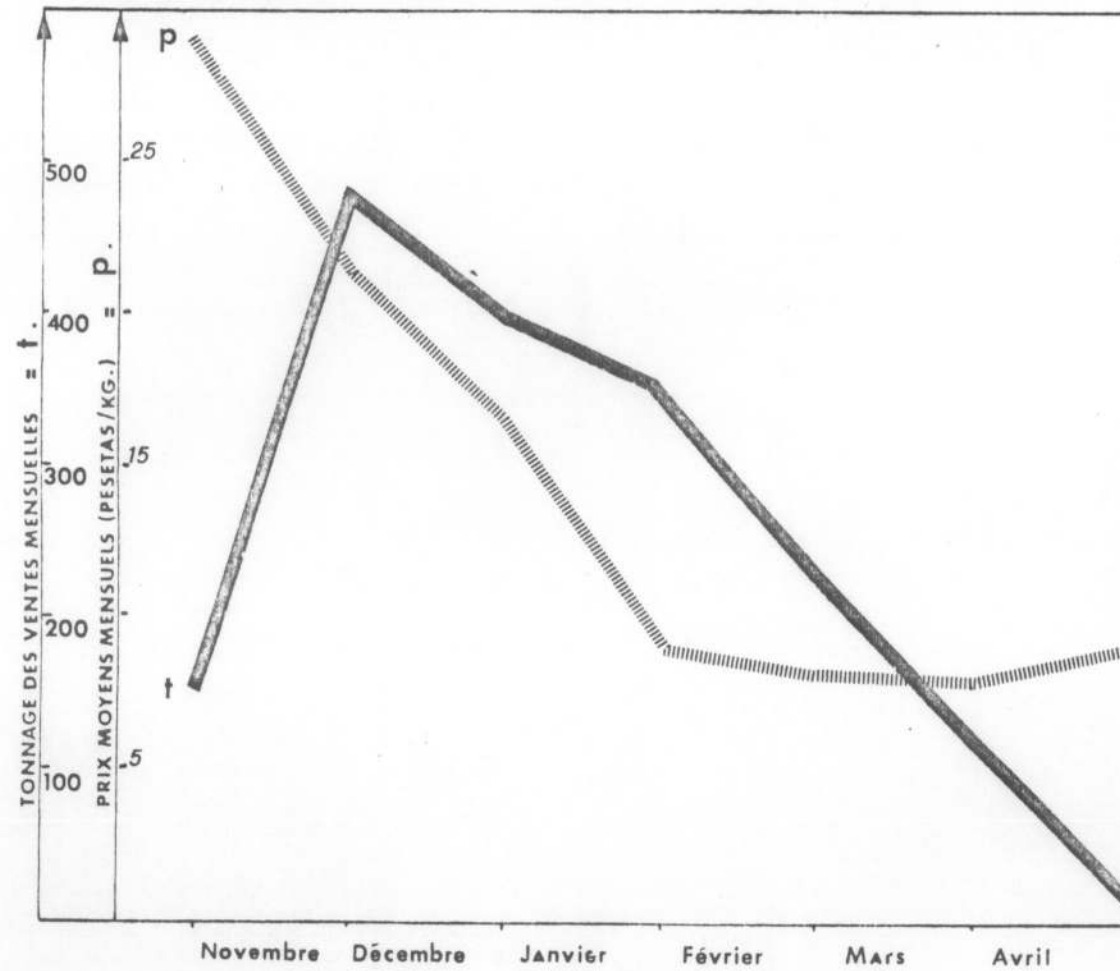
Les débouchés n'ont cessé de s'accroître depuis une dizaine d'années. La consommation réduite alors à quelques connaisseurs, s'est étendue assez largement à la clientèle des villes espagnoles. Le marché actuel est pourtant régional, encore, pour l'essentiel: Grenade et surtout Málaga soutenue par sa forte activité hôtelière, absorbent la plus grande partie de la production. Les grandes métropoles, Barcelone et Madrid, interviennent également mais de façon plus modeste.

Le marché international demeure par contre très faible: la chirimoya souffre aussi de sa rareté et n'est pas entrée, loin de sa zone de production, dans les habitudes gastronomiques. Cependant, les premières tentatives d'exportation réalisées en 1971, - 10 tonnes expédiées vers la France et l'Allemagne -, permettent d'espérer l'élargissement progressif de son aire de vente.

En réalité, dès aujourd'hui, la demande supérieure à l'offre soutient des cours élevés à la production (de l'ordre de 20 à 25 ptas/kg en moyenne pour 1972, au coeur de la période de production). Il est significatif de noter à la fois une augmentation rapide des prix de vente depuis 10 ans, au fur et à mesure de la vulgarisation de la chirimoya, et sur le plan saisonnier, le parallélisme de la courbe des prix à celle de la production (Fig.4I): loin de s'effondrer au moment des apports les plus massifs, les cours atteignent alors leur niveau optimal pour ne fléchir ensuite qu'avec l'amenuisement progressif des récoltes, la moindre régularité des livraisons et sans doute la baisse de la qualité.

Les résultats économiques sont, en conséquence, remarquables, d'autant plus que les coûts de production sont finalement assez modestes. Seule, la cueillette est onéreuse: la taille des arbres oblige à un travail long et difficile qui impose le recours à la main-d'oeuvre masculine, - la plus chère -, tandis que l'étalement de la maturation oblige à plusieurs passages dans le verger. L'exploitant, même très modeste, doit alors faire appel à des journaliers s'il veut livrer lui-même sa récolte.

FIG. 41. EVOLUTION MENSUELLE DES VENTES ET DES COURS MOYENS DE LA CHIRIMOYA A ALMUÑECAR (campagne 1971-72).



te aux grossistes de la "corrida" locale (5)... ou bien vendre ses fruits sur l'arbre et laisser le soin de la cueillette au négociant-acheteur. Les deux solutions sont également pratiquées, mais la seconde en offrant l'avantage de réduire considérablement le coût de production aboutit à diminuer le prix de vente de près d' $1/3$.

Dans tous les cas, les revenus s'avèrent remarquables: 70 fois ou 100 fois supérieurs aux bénéfices retirés d'une surface comparable de secano mais surtout 2 à 3 fois plus élevés que ceux d'une exploitation irriguée traditionnelle de taille équivalente (6). Aussi admet-on généralement qu'une famille peut vivre honorablement du produit d'un verger de 50 ares. En fait, $1/3$ seulement des exploitations atteint ou dépasse cette dimension (7): les autres, souvent dotées d'une trentaine d'ares doivent compléter leurs bénéfices agricoles par des ressources extérieures. Mais, là encore, le verger de chirimoyos représente l'une des activités agricoles les plus aisément compatibles avec la pratique de l'agriculture à temps partiel.

La plantation de chirimoyos s'affirme donc indiscutablement comme un moyen efficace de la "sur-intensification" imposée aujourd'hui par le microfundisme.

Les autres fruits tropicaux ne revêtent pas actuellement le même intérêt. L'importance des superficies plantées en avocatiers et néfliers est faible: une centaine d'hectares pour les premiers, 200 pour les seconds. Surtout, leur rôle dans le cadre d'une promotion de la petite exploitation est infiniment plus réduit que celui du chirimoyo: l'avocatier notamment n'est pas ici une culture spécifiquement paysanne.

Pourtant les uns et les autres sont, comme le chirimoyo, connus depuis longtemps dans la région. A quoi faut-il donc attribuer leur moindre succès actuel ?

Les exigences des uns et des autres sont, quant aux conditions naturelles, assez comparables à celles du chirimoyo. Leur adaptation au climat d'abri des zones basses ne semble pas poser de problème particulier, même si l'avocatier paraît très sensible à certaines adversités comme le gel, -il peut être endommagé à partir de -1° -, ou les sols lourds et mal drainés (8).

La technique de culture constitue, par contre, en ce qui concerne l'avocatier, un obstacle sérieux à son expansion rapide. A la différence du chirimoyo, l'avocatier est en effet un arbre fragile qui nécessite des soins délicats, notamment au stade de la reproduction en pépinière, de la greffe, etc...C'est, en somme, affaire de spécialistes, d'arboriculteurs rompus aux finesses du métier et non celle de paysans fraîchement convertis aux plantations. Aussi comprend-on facilement la lenteur de ses progrès et la faveur accordée au chirimoyo. De fait, l'introduction de la culture des avocatiers, sa mise au point et son exploitation ne sont pas le fait de la paysannerie mais résultent de tentatives étrangères à la région, en l'oc-

currence celles du "Rancho California" d'Almuñecar créé en 1957 par un propriétaire.. allemand de plantations chiliennes.

Le problème commercial, de même, n'est pas aussi simple que dans le cas du chirimoyo. Sans doute, l'avocat se vend-il à des cours très élevés ... mais à condition de disposer d'une clientèle. Or, si le marché international connaît une expansion certaine, il est déjà contrôlé par des fournisseurs attitrés. Le Mexique et la Californie sont de gros producteurs en Amérique et, pour l'Europe, Israël assure avec 200 hectares une bonne partie de l'approvisionnement. En Espagne même, l'Andalousie méditerranéenne est précédée largement par les plantations canariennes plus anciennes et plus importantes. Ainsi, contrairement au cas du chirimoyo, la région d'Almuñecar ne pouvait bénéficier des avantages de l'initiative pionnière. L'écoulement fructueux de l'avocat supposerait une organisation commerciale solide qui n'existe pas faute d'une production suffisante. La solution actuelle réside dans la vente directe: elle est réservée à quelques "grandes" plantations étrangères à la paysannerie locale.

Le cas du néflier est, de ce point de vue, sensiblement différent. Cependant, il ne s'agit pas d'une spéculation spécifique de l'Andalousie méditerranéenne, ni d'un produit rare. L'avantage essentiel de la région réside dans la précocité de la récolte qui se situe opportunément (vers Pâques) entre le moment où disparaissent les fruits d'hiver et celui où commencent les productions printanières et estivales. En fait, la raison décisive de sa modeste expansion tient à la concurrence efficace du chirimoyo qui occupe déjà le terrain.

Au total, sauf dans le cas des quelques plantations d'avocatiers étrangères à la paysannerie locale, néfliers et avocatiers ne constituent jamais de vergers homogènes: ils apparaissent uniquement par individus ou petits groupes dispersés dans les exploitations de chirimoyos.

Leur avenir dans les régions où la fruticulture tropicale est déjà installée, comme à Almuñecar, paraît fortement compromis. Par contre les obstacles qui s'opposent à leur expansion sur de nouvelles terres ne paraissent nullement insurmontables. Néfliers et avocatiers représentent pour l'Andalousie méditerranéenne des promesses de réussite comparable au succès actuel du chirimoyo.

b - L'essor des cultures légumières "hors-saison".

La seconde voie du progrès agricole actuel en Andalousie méditerranéenne consiste à rechercher la production de légumes frais à l'époque où le froid raréfie les livraisons sur l'ensemble de l'Europe. Il s'agit donc, là encore, de tirer profit d'un marché saisonnièrement sous-approvisionné où l'insuffisance des apports légumiers en fait pour un temps des produits de luxe.

Tentée pour la première fois en 1958, la culture des légumes "hors-sai-

son" a connu, depuis 10 ans surtout, un essor fulgurant (2). Elle occupe aujourd'hui 15000 hectares au moins, 20000 peut-être si l'on tient compte de la rapidité des progrès incessants qui rendent aussitôt caduques les essais statistiques. Conquérante sur les périmètres de colonisation nouvellement gagnés à l'agriculture comme dans les vieilles vegas où elle tend à se substituer à d'anciennes spéculations, elle s'affirme aujourd'hui, grâce à des procédés de "forçage" originaux, comme la culture-vedette indiscutée.

On s'interrogera, sans doute, sur les raisons d'un développement si spectaculaire qu'il fait figure de "révolution" et réduit à un rôle secondaire le succès pourtant méritoire des plantations "tropicales". Les arguments ne manquent pas pour justifier le choix initial.

Les avantages thermiques dont jouit la région interviennent sans nul doute de façon décisive. L'absence de froid, l'ensoleillement élevé tout au long de l'hiver (3000 heures par an, plus de 1100 heures d'Octobre à Mars) se combinent ici pour créer le milieu le plus favorable aux cultures hivernales que l'on puisse rencontrer non seulement en Europe mais même sur l'ensemble des côtes de la Méditerranée occidentale. On peut ici, à proximité des grands marchés, produire plus tôt dans l'année que nulle part ailleurs dans les régions voisines. C'est là un privilège qui ouvre de vastes horizons.

Il faut tenir compte aussi des habitudes culturelles qui ont sans doute largement facilité l'adoption d'un tel système. La production légumière - celle des tomates, haricots, pommes de terre - est une vieille tradition dans la plupart des vegas. Le paysan d'ici est en somme davantage jardinier qu'arboriculteur lorsqu'il s'agit d'agriculture irriguée, plus prêt par conséquent à promouvoir les techniques de "huertas" qu'aucun autre sans doute.

Mais, les deux arguments qui viennent d'être avancés ne représentent, au fond, que des prédispositions très favorables. Ils ne fournissent pas les raisons initiales du choix, ni même la clef ultime du succès: les bienfaits thermiques de l'hiver ne sont pas suffisants pour permettre, sans corrections techniques, des récoltes au coeur de la saison froide. C'est, en définitive, la mise au point d'un procédé de "forçage" original qui explique, pour l'essentiel, l'orientation et la réussite de la nouvelle agriculture légumière. Ainsi que bien d'autres découvertes retentissantes, la technique qui allait ici bouleverser les systèmes de huerta est née de circonstances plus ou moins accidentelles.

I - Les "miracles" de l'"enarenado".

La "révolution" qui allait brusquement bouleverser l'économie légumière

réside dans l'adoption de l'"enarenado" ou culture sur sable. C'est sur cette technique singulière que repose tout le système horticole d'aujourd'hui, c'est sur elle que se fonderont les innovations et les perfectionnements ultérieurs.

Sous sa forme actuelle, le procédé apparaît en 1957 dans les périmètres nouvellement irrigués du Campo de Dalias. Il naît en fait d'un échec, celui des premières exploitations constituées dans la zone d'Aguadulce. La polyculture très classique instaurée par l'INC fournit des résultats catastrophiques: en 1956, la récolte de maïs est nulle, celle des tomates extrêmement médiocre. On doit se rendre à l'évidence: l'eau exagérément chargée en sel est impropre à l'irrigation. Or, les prélèvements révèlent sur l'ensemble du Campo des teneurs très élevées, comprises entre 0,5 et 2 grammes de chlorures par litre: dans toute la partie méridionale de la zone, le seuil critique de 0,75 gr/l. est régulièrement dépassé, interdisant tout espoir de mise en culture. Les immenses promesses du Campo de Dalias semblent donc réduites à néant si une solution n'est pas trouvée au problème d'utilisation des eaux salines.

C'est alors que se place la "révolution" de l'enarenado adaptée d'une méthode traditionnelle en vigueur sur certains deltas de la côte grenadine (9). Les 10 hectares ainsi cultivés dès 1958 sur l'ordre de l'INC fournissent des récoltes magnifiques. L'obstacle des eaux salées qui paralysait la mise en valeur du Campo et, à terme, celle de la plupart des zones littorales à irriguer, était levé, ouvrant des perspectives formidables. C'est donc la nécessité absolue de résoudre le problème du sel qui impose d'abord le passage de l'horticulture classique de pleine terre à la culture sur sable. Mais, très vite les avantages de cette dernière se révéleront exceptionnels à bien d'autres titres... au point de reléguer au second plan sa vertu initiale "dessalinisante". Aussi va-t-elle supplanter les techniques légumières traditionnelles très au-delà des seuls territoires affectés par le sel.

Le procédé consiste à étaler sur l'ensemble du sol labouré de la parcelle une double couche de fumier d'abord (10-12 cm), de sable siliceux ensuite, préalablement lavé et trié, sur une épaisseur équivalente (10): le sol cultivé devient alors artificiel sur sa plus grande profondeur même si la plante s'enracine partiellement dans la terre sous-jacente.

Les avantages de l'enarenado, nombreux et décisifs, en font une technique réellement révolutionnaire.

Le premier d'entre eux tient à la possibilité qu'il offre de cultiver des zones entières jusqu'alors hostiles à toute mise en valeur.

- d'une part, il permet l'usage des eaux salines si fréquentes à proximité du littoral. C'est ouvrir la voie à un accroissement considérable de l'espace irrigué. En effet, on peut constater l'excellent comportement des plantes les plus sensibles au sel - haricots verts par exemple - qui tolèrent grâce au sable des arrosages réguliers avec des eaux très dures accusant des teneurs supérieures à 1 gr/litre.

La perméabilité du sable qui facilite un lessivage accéléré des sels dissous, la disparition des remontées capillaires due à une réduction importante de l'évaporation, la présence notable d'anhydride carbonique produit par une intense vie microbienne qui facilite la solubilisation des sels, sont autant de raisons de cette étonnante faculté.

On ajoutera d'ailleurs un argument supplémentaire en faveur de l'arrosage sur sable: la diminution importante de l'évaporation réduit de 20 à 40% les besoins en eau habituels de la végétation. C'est là un avantage non négligeable dans des régions où parfois les ressources hydrauliques sont mesurées.

- fondée sur un sol entièrement créé, la culture sur sable permet, d'autre part, de se libérer de la plupart des contraintes pédologiques. Tout terroir désormais, jusqu'au plus répulsif, est susceptible de mise en valeur, pourvu que soit respectée une condition unique: l'enarenado doit reposer sur un substratum meuble et bien drainé, sans excès de perméabilité. Les encroûtements calcaires fréquents dans la partie orientale de nos régions ne constituent plus un handicap sérieux: on fait aujourd'hui "sauter" la "lastra" sur de grandes surfaces pour retrouver la couche arable sous-jacente, ou bien, de plus en plus, on se borne à recouvrir la croûte d'une tranche de limon puisé ailleurs dans quelque fond de rambla. Le substratum comme le sol lui-même sont alors tous deux "importés": la culture sur sable devient totalement artificielle et transposable en tous lieux irrigables.

L'adoption de l'enarenado a donc considérablement élargi les possibilités d'expansion spatiale de l'agriculture moderne. Mais ce n'est pas sa seule vertu.

Le second bienfait de la culture sur sable touche directement à notre propos actuel: l'enarenado offre les moyens d'intensifier les productions habituelles dans des proportions considérables. Il réalise au fond une véritable rupture par rapport aux formules traditionnelles.

La raison fondamentale doit en être recherchée dans les propriétés calorifiques combinées du sable et du fumier. Le premier retient mal la chaleur mais, par contre, s'échauffe très rapidement aux rayons du soleil: il joue le rôle de réceptacle calorifique. La chaleur ainsi captée se transmet alors à la couche inférieure du fumier qui intervient comme réservoir thermique, conservant durablement les calories accumulées tandis que se refroidit le sable pendant la nuit. Ainsi, alors qu'un sol "normal" accuse pendant la saison froide une température de l'ordre de 16°, le même sable recouvert d'enarenado maintient une température comprise entre 18 et 20° tandis que la couche superficielle de sable peut atteindre, à sa base, 30 à 35°.

Ajoutons enfin que le sable, grâce à son pouvoir élevé de réflexion, entretient près du sol une atmosphère très lumineuse en même temps qu'il crée un microclimat exceptionnellement chaud au niveau des plantes qu'il supporte. Gorgée de chaleur au cours de la journée, maintenue à une température douce en permanence au niveau des racines, la végétation se

trouve ainsi grandement stimulée. Parallèlement, cette accumulation thermique agissant sur les matières organiques du fumier engendre une vie microbienne très intense qui assure la bonne fertilité du sol.

Il en résulte pour la production agricole des conséquences remarquables.

L'avancement des récoltes de plusieurs semaines -15 jours en moyenne - par rapport aux dates habituelles représente un gain considérable dans la mesure où il permet de se libérer de toute concurrence sur des marchés encore vides. L'enarenado en accélérant les cycles végétatifs constitue en fait l'arme décisive de l'agriculture "hors saison".

La production, par ailleurs, se trouve énormément accrue. La réduction du temps nécessaire à la croissance des plantes permet d'accroître notablement le nombre des récoltes annuelles: l'enarenado peut fournir normalement 4 à 5 récoltes, plus parfois, contre 2 ou 3 dans les meilleures formules traditionnelles. La fertilité du sol permet, il est vrai, de densifier les plantations à l'extrême, favorisant ainsi le mélange des productions dont les cycles se chevauchent plus qu'ils ne se succèdent.

Les rendements de chaque culture en sont enfin très largement augmentés, aussi bien du fait de la densité des plants que de leur meilleur développement individuel: le gain se situe généralement aux environs de 50 à 100% selon les légumes.

Au total, multiplication des récoltes et élévation des rendements aboutissent en moyenne à tripler les productions normales grâce à la culture sur sable. Si l'on tient compte enfin de l'énorme avantage économique que provoque l'avancement des dates de cueillette, on peut mesurer le formidable bond en avant que permet l'enarenado dans la voie de l'intensification.

Après de tels avantages, les inconvénients de cette technique révolutionnaire ne peuvent être que relatifs.

On notera d'abord que l'enarenado n'est guère adaptable qu'aux cultures de faible enracinement, aux légumes, et exclut d'autre part toute production d'été. Le réchauffement du sol est tel durant les mois de canicule, qu'il brûle littéralement toute végétation. La culture sur sable apparaît donc comme une technique spécifique de la production légumière de contre-saison. Il ne s'agit pas là, en vérité, d'un réel problème mais plutôt d'une réponse heureuse aux besoins de la petite culture régionale.

De même, l'enarenado ne convient bien qu'à un jardinage minutieux et aux travaux strictement manuels de la tradition paysanne. La nécessité de conserver un sable pur interdit en effet toute mécanisation, rend dangereuse toute façon qui remue le sol à faible profondeur. A la limite, la culture sur sable ne souffre guère l'usage de l'outil et impose beaucoup de travail: elle n'est normalement réalisable

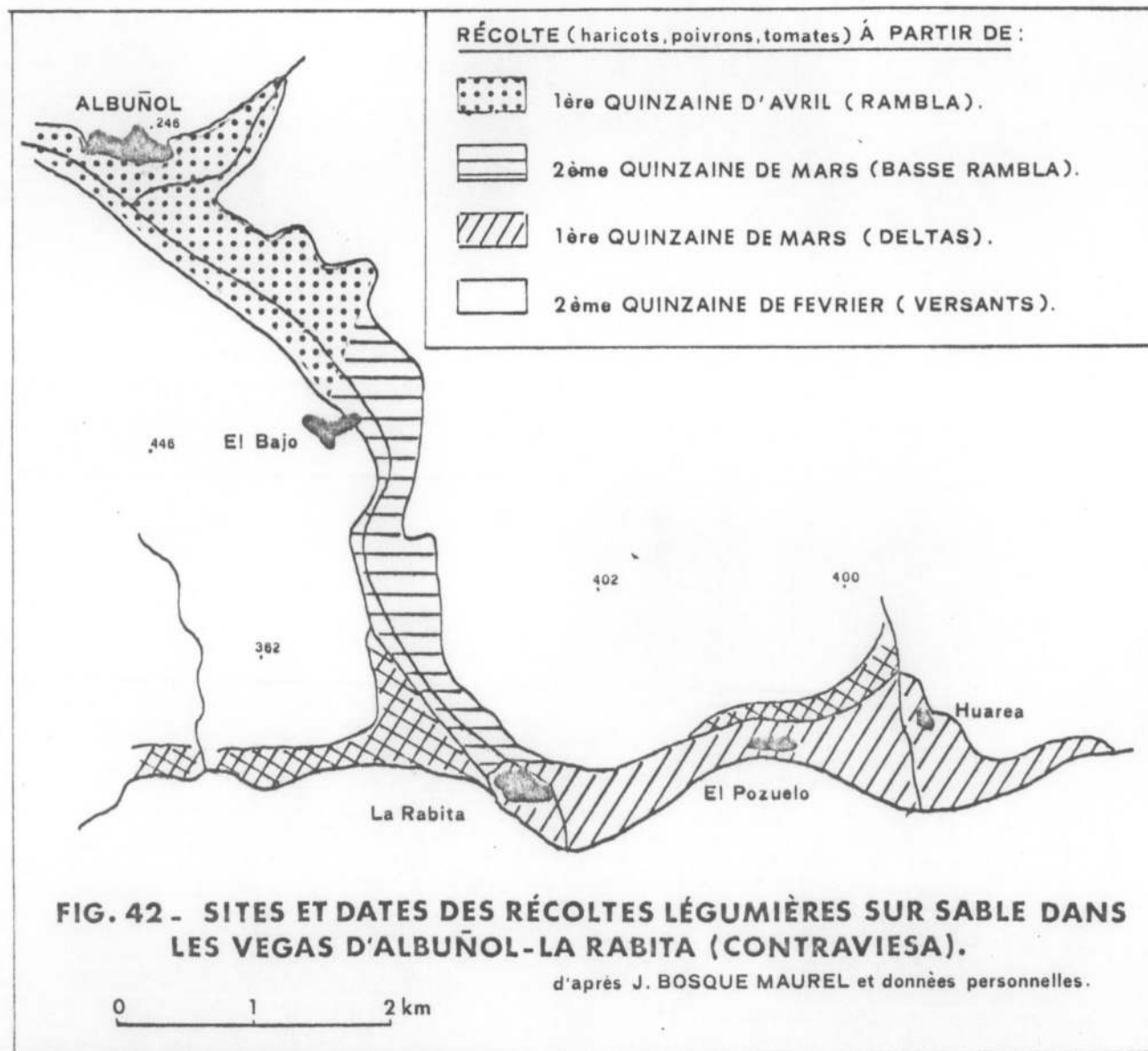
qu'à l'échelle de très petites exploitations. Inconvénient ou coïncidence opportune en regard de la structure sociale de nos régions ?

En définitive, la difficulté majeure soulevée par la culture sur sable provient du coût élevé de l'installation puis de l'entretien de le l'enarenado. Même s'il s'agit d'une parcelle préalablement aménagée, parfaitement nivelée, l'investissement nécessaire à l'épandage du sable (100 m³/ha.) et du fumier (80 t./ha.) demeure très important (II), d'autant que la rareté de l'élevage impose l'importation du fumier depuis de lointaines montagnes et que le souci de préserver les plages pour le tourisme exige de sérieuses limitations à l'extraction du sable. Or, quel que soit le soin porté à son entretien, le sable peu à peu perd sa pureté, se mêle de particules limoneuses, même s'il est arrosé avec des eaux très pures. Il perd alors ses propriétés et l'enarenado doit être rénové. C'est l'opération du "retranqueo" qui consiste à retirer le sable, le laver, tandis que l'on remplace le fumier après avoir aéré le sous-sol. Une telle pratique, fort coûteuse, doit se répéter tous les 3 ans en moyenne, jusqu'à ce que, au bout d'une dizaine d'années, le sable lui-même soit entièrement changé. De semblables investissements pèsent fort lourd sur les épaules de très petits agriculteurs, alors que les frais de culture sont eux-mêmes élevés par suite du recours à une main-d'oeuvre salariée indispensable en de nombreuses occasions, telles que les récoltes. L'enarenado représente donc une forme d'intensification à la fois coûteuse en travail et en capital. Il ne se justifie qu'en regard de profits importants et rapides qui permettent à l'horticulteur d'amortir très vite ses investissements, - au bout d'un an, en moyenne -, et de réaliser de substantiels bénéfices. Son succès spectaculaire est à la mesure de ces résultats extraordinaires qui en font désormais l'arme par excellence de la "sur-intensification" paysanne. En réalité, il ne s'agit là que de la phase initiale d'un processus qui n'a cessé depuis de se développer dans le sens de la recherche continue d'une précocité toujours plus grande. L'enarenado est le point de départ d'une véritable "escalade" du "forçage" légumier.

La seconde étape de l'intensification ne modifie aucunement les pratiques décrites ci-dessus. Elle vise simplement à placer l'enarenado dans les conditions microclimatiques optimales qui permettent l'avancement maximum des récoltes. Le procédé consiste à utiliser au mieux les bienfaits de l'exposition par le transfert des champs de plaine sur les versants bien orientés.

Le bénéfice est très considérable: quelque 15 jours d'avance à la production par rapport au même enarenado situé dans la vallée ou le bassin, plus d'un mois par rapport à une culture légumière "normale" (Fig.42).

La différence provient surtout d'un meilleur ensoleillement à la fois plus matinal, au-dessus des brumes marines qui couvrent parfois les fonds, et plus intense grâce à la moindre obliquité des rayons solaires sur les pentes. Souvent d'ailleurs, ce





Phot. XV - Les cultures sur sable à la conquête des versants. " Enarenados " en cours d'aménagement sur les pentes littorales de la Contraviesa. Banquettes inclinées pour favoriser un meilleur ensoleillement au sol. Haies coupe-vent (cannes séchées ou écrans de plastique). Vers le haut, " enarenados " aménagés en serres.

dernier avantage est artificiellement accru par la construction d'un mur de soutènement, au dos de la parcelle, qui réfléchit chaleur et lumière sur les cultures. La position sur-élevée de l'enarenado de versant évite, d'autre part, l'effet refroidissant des brises nocturnes qui balaient les talwegs.

Le résultat économique est, en tous cas, suffisamment fructueux pour compenser largement les fortes dépenses supplémentaires qu'entraîne l'aménagement de la pente. Les travaux d'infrastructures sont en effet très importants: édification de banquettes étroites à l'inclinaison soigneusement calculée pour permettre l'arrosage et offrir en même temps le terrain au soleil, construction d'accès permettant aussi bien d'acheminer les matériaux que d'écouler les récoltes représentent des frais énormes sur des versants en forte déclivité où la roche schisteuse résiste mal. L'arrosage, ensuite, est onéreux puisqu'il faut élever l'eau à partir des puits situés dans les fonds au prix, quelquefois, de kilomètres de tuyauterie et consentir des dépenses d'énergie considérables pour refouler un débit suffisant sur une dénivellation de 100 à 200 mètres. C'est pourquoi on adopte généralement en ce cas les techniques d'arrosage par aspersion, plus économe quant à l'irrigation, mieux adaptées aussi à la légère pente du "bancal".

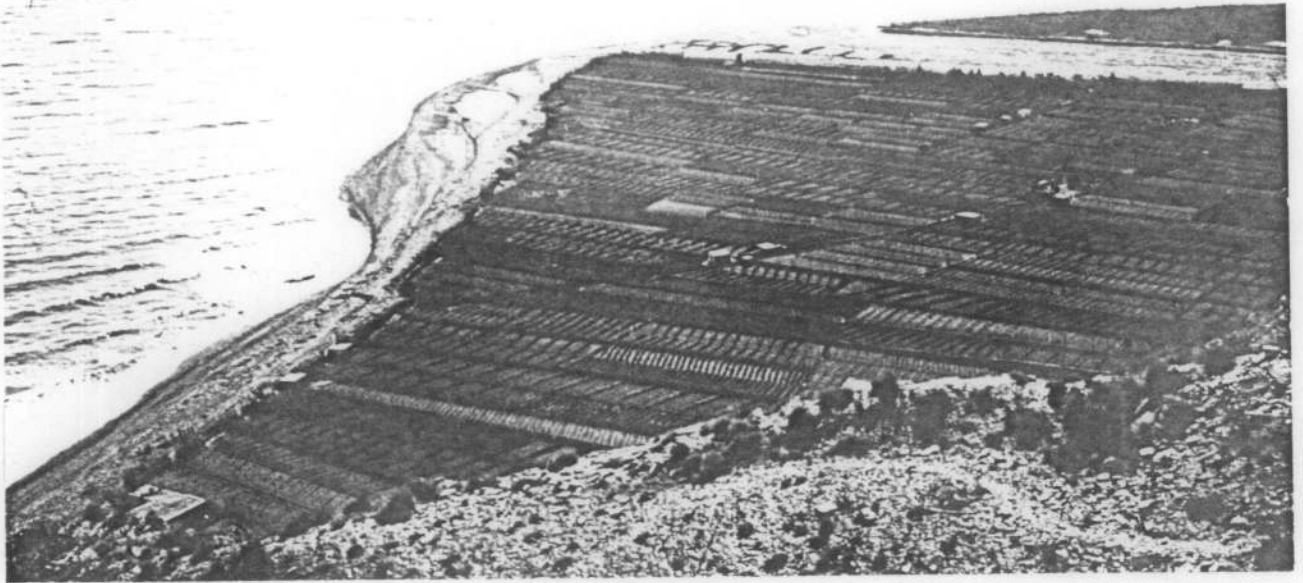
Au total, l'enarenado de versant, développé surtout entre 1965 et 1970, constitue un second niveau d'intensification atteint au prix d'investissements supplémentaires. Son application est d'ailleurs très sélective, au seul profit des secteurs de topographie coupée et à l'exclusion des plaines littorales un peu vastes qui restent le coeur de l'économie légumière. Aussi le rencontre-t-on essentiellement sur les basses pentes du littoral escarpé de la Contraviesa.

La troisième étape de l'intensification présente par contre une portée beaucoup plus générale, au point d'effacer progressivement aujourd'hui la pratique de l'enarenado simple.

Le principe, mis en oeuvre depuis 1970 surtout, une fois constatés les avantages des ventes précoces, est celui du "sur-forçage" artificiel des cultures sur sable déjà "naturellement" forcées. La généralisation des usages agricoles des matières plastiques en a fourni le moyen: il consiste simplement à surmonter l'enarenado d'une serre rudimentaire de feuilles de polyéthylène (invernadero). On aboutit ainsi à la superposition d'un microclimat artificiel à un sol lui-même artificiel: la culture légumière la plus moderne s'émancipe donc de plus en plus complètement des conditions naturelles dont elle se borne à exploiter le soleil et les privilèges thermiques pour en démultiplier les effets.

L'utilisation des abris plastiques s'adapte remarquablement bien, d'ailleurs, au milieu régional.

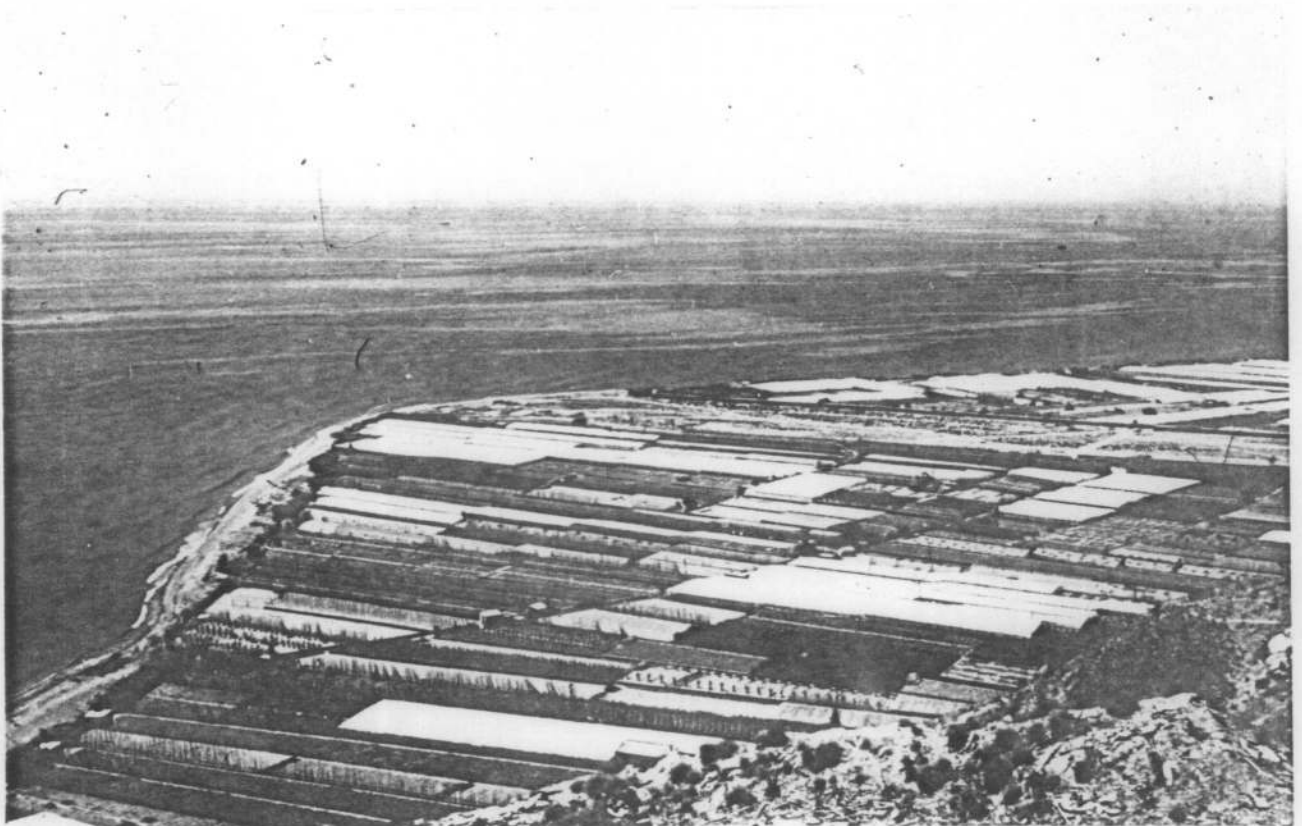
Techniquement, la serre non chauffée n'offre d'intérêt



Phot. XVI - L'escalade de la sur-intensification: delta du Pozuelo (Contraviesa).

Haut - 1ère phase: cultures légumières sur sable à l'air libre (1970).

Bas - 2ème phase: généralisation des serres de plastique (1975).
"Rambla" endiguée, irrigation par puits.



0 2 bis
+ 1/2

décisif qu'en pays très ensoleillé, dans la mesure où l'abri réduit sensiblement l'arrivée au sol des rayons infrarouges dont il emmagasine la chaleur. L'Andalousie méditerranéenne peut donc prétendre à obtenir le rendement maximum, d'autant plus que les vents sont, sur le littoral, très fréquents et parfois forts. En supprimant à la fois les dangers mécaniques et les déperditions thermiques entraînés par la turbulence atmosphérique, la serre réalise donc un progrès considérable: elle maintient durant le jour des températures constantes souvent 2 fois plus élevées que celles qui règnent à l'air libre. Son rôle pendant la nuit n'est pas moins important: les pertes de chaleur par rayonnement sont considérablement diminuées alors que la forte humidité de la serre réduit l'intensité de la déperdition thermique. Le risque même des "inversions thermiques" qui font craindre le gel sous les abris situés dans les régions moins chaudes est ici éliminé par la bénignité des minima hivernaux. En définitive, l'abri dispense ici ses effets les plus efficaces en exagérant les privilèges climatiques dont jouit la région, en accentuant ses avantages sur les autres secteurs d'horticulture méditerranéenne.

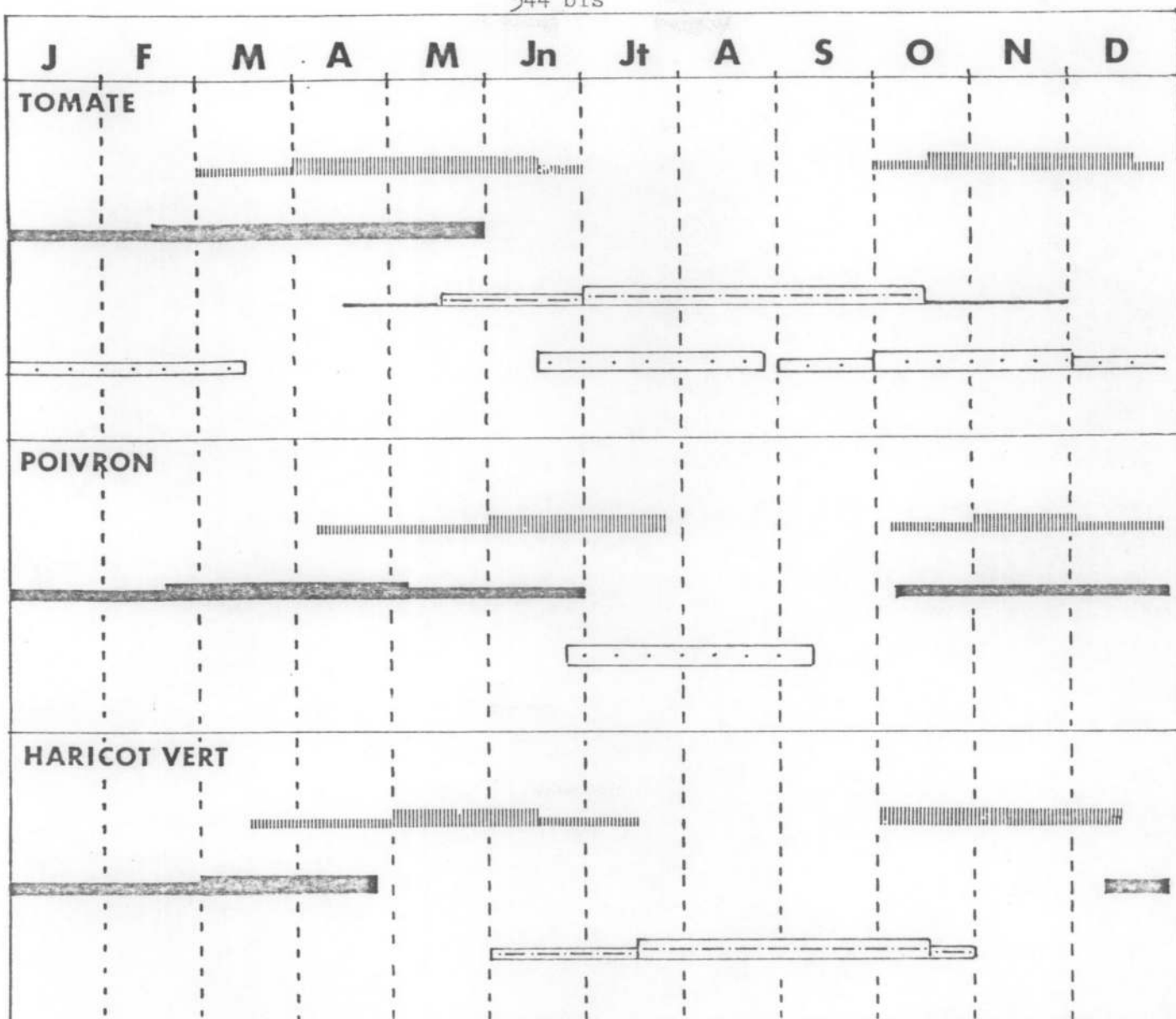
Sur le plan économique, la serre plastique est enfin d'un coût relativement modeste, à la portée en tous cas du petit exploitant. L'abri, en fait, demeure rudimentaire: armature légère métallique, voire même de bois, utilisation du polyéthylène (PE) peu résistant - il faut le changer chaque année -, mais d'un prix très inférieur au polychlorure de vinyle (PVC). Le caractère élémentaire de l'édifice est d'ailleurs un gage de simplicité qui, tout autant que la modestie de l'investissement nécessaire, s'accorde particulièrement bien aux moyens de la petite culture paysanne.

Les résultats de ce double forçage sont fort brillants. L'abri provoque en réalité un nouveau "bond en avant" par rapport à l'enarenado simple dont il multiplie tous les effets. L'accroissement considérable de la température et de l'humidité ambiante réduisent encore les besoins d'arrosage et, surtout, accélèrent énormément la croissance végétale. Sur les deux points fondamentaux de la précocité et de l'abondance de la production, les progrès sont étonnants:

- la nouvelle avance des dates de récoltes gagnée sur l'enarenado simple est de l'ordre de 2 semaines au moins. La portée de cette ultime progression est, en réalité, capitale: la production devient désormais possible, de façon sûre, tout au long de l'hiver. La fixation des périodes de récolte revient alors totalement au choix de l'agriculteur, doté de la possibilité extraordinaire d'accorder l'épisode de ses ventes aux prévisions saisonnières les plus favorables du marché (Fig.43).

- la production elle-même bénéficie grâce aux abris d'une amélioration très importante: meilleure qualité des légumes protégés des agressions atmosphériques, nouvel accroissement des rendements qui peuvent en moyenne doubler ou tripler les résultats obtenus par l'enarenado à l'air libre.

On mesure le chemin parcouru depuis une vingtaine d'années grâce aux progrès successifs de ces méthodes originales de forçage. Il n'y a plus de commune



 } sur sable, à l'air libre.
 Production de l'Andalousie méditerranéenne:
 } sur sable et sous plastique.

 Production du Sud de la France.

 Production du Levant espagnol.

 PRODUCTION MAXIMALE.

 PRODUCTION MOINDRE.

 PRODUCTION RÉDUITE, SOUS SERRES, EN FRANCE.

FIG. 43. Epoques de production des principales cultures légumières forcées en Andalousie méditerranéenne.

mesure, en fait, entre les résultats de la culture légumière traditionnelle et ceux qu'offrent aujourd'hui les formules les plus avancées: on peut considérer que les rendements moyens ont été multipliés par 10, tandis que le producteur se libérait intégralement des contraintes du calendrier "naturel" pour exploiter au mieux les possibilités saisonnières du marché. Il n'est guère d'exemples, sans doute, d'intensification à la fois si importante et si rapide. Chaque étape du processus a joué un rôle déterminant: l'"enarenado" représente la "révolution" initiale qui rompt avec la tradition et ouvre les voies du progrès ultérieur, mais seuls le bon usage de l'exposition et surtout l'adoption de la serre-plastique permettent d'en exploiter toutes les promesses.

2 - La situation actuelle de la culture légumière forcée témoigne suffisamment déjà d'une réussite exceptionnelle encore qu'inachevée.

Depuis Almeria jusqu'à Velez-Málaga, le pouvoir conquérant de l'enarenado s'affirme chaque année davantage et consacre, d'ores et déjà, la place prépondérante de l'Andalousie méditerranéenne dans le domaine de l'horticulture forcée espagnole. A partir des quelques dizaines d'hectares existants à la veille des années 1960 (10 en 1957, une centaine en 1959), le rythme de son expansion n'a cessé de s'accélérer jusqu'à atteindre sa rapidité maximale au cours de la dernière décennie: 2500 ha. environ en 1965, 10 000 vers 1970, 15 000 en 1975. En fait, si l'épisode 1965-1970 marque le grand essor de l'enarenado, le quinquennat suivant est placé sous le signe du succès croissant des abris de plastique qui s'y superposent: moins de 100 ha. en 1969, 1400 en 1972, 5000 ha. en 1975. Dès aujourd'hui, le tiers des cultures sur sables est couvert de serres. Ces dernières progressent désormais au rythme de la création des nouveaux enarenados et gagnent peu à peu les enarenados plus anciens. Il faut s'attendre à brève échéance à les voir recouvrir l'ensemble du domaine légumier moderne et, avec lui, se substituer de plus en plus complètement aux systèmes traditionnels de huerta. Déjà, les formules anciennes ont passablement reculé, voire disparu, du moins dans le cadre de l'agriculture légumière spécialisée, ne se maintenant avec solidité que lorsqu'elles s'intègrent à un assolement non-légumier (dans le cycle de la canne à sucre, par exemple) ou s'associent à l'arboriculture. Cependant, la réussite de l'horticulture forcée n'est pas encore, - pour l'instant -, aussi complète en tous lieux et s'affaiblit progressivement d'Est en Ouest, selon la trajectoire de sa propagation, la plus ou moins grande ancienneté de son développement (Fig.44). Le foyer d'origine est almeriense: depuis le delta de l'Andarax jusqu'à la vega de Adra sont concentrés les $\frac{3}{4}$ des cultures sur sable de nos régions. Les côtes grenadines, celles de la Contraviesa surtout jusqu'à Motril, ont suivi sans retard l'exemple de Dalias: elles disposent actuellement de 1500 à 2000 ha

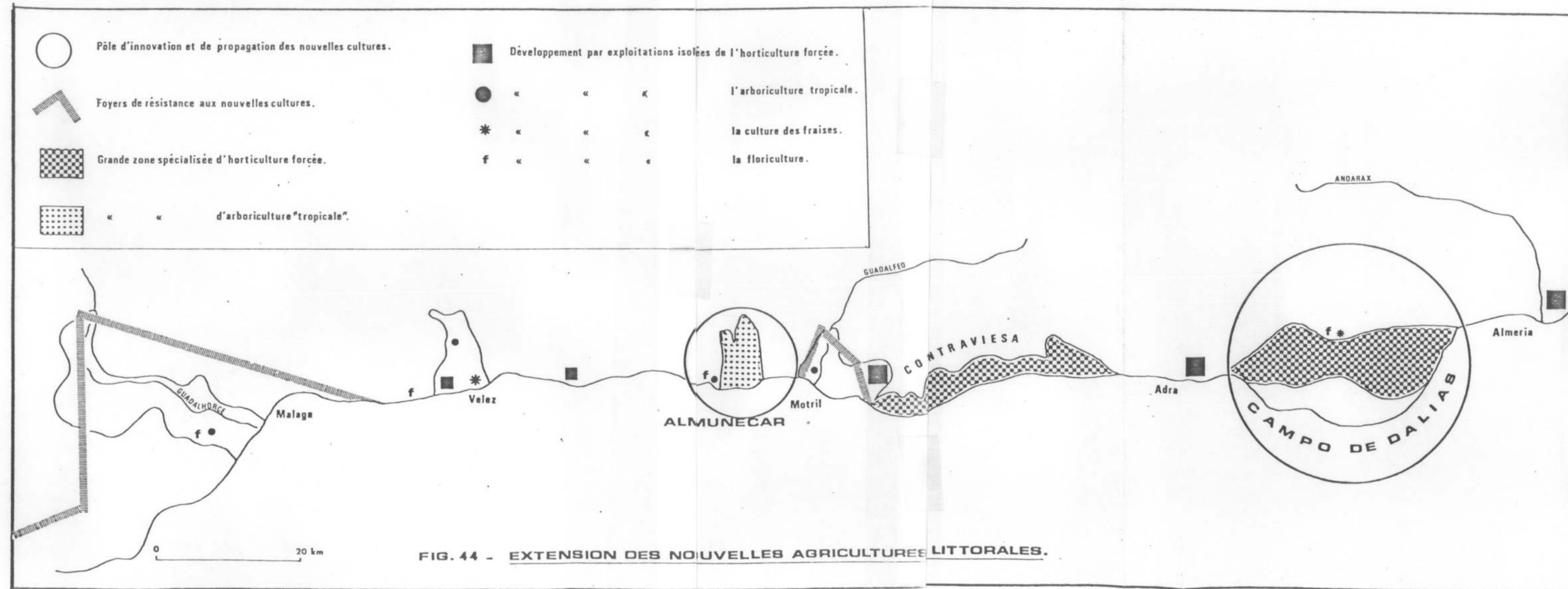


FIG. 44 - EXTENSION DES NOUVELLES AGRICULTURES LITTORALES.

d'enarenados. En dépit de surfaces 6 fois inférieures à celles dont se flattent les régions almerienses, le succès est cependant remarquable, puisqu'il ne laisse plus subsister aujourd'hui les formules spécialisées d'horticulture traditionnelle. La totalité des exploitations légumières a sacrifié aux nouvelles techniques.

Il en va différemment par contre dans les pays malagueños, tard venus à ces pratiques de pointe: les premières installations d'enarenados ne remontent guère au-delà des années 1968. Ce retard de 10 ans par rapport aux régions orientales se traduit logiquement par la moindre résistance actuelle de l'horticulture moderne: elle n'occupe encore que 400 à 500 hectares, moins du 1/5 de l'ensemble des surfaces légumières totales où continuent de s'imposer largement -surtout au-delà de Velez, vers l'Ouest- les systèmes les plus classiques.

L'expansion formidable de l'horticulture forcée s'est doublée d'un développement non moins exceptionnel de la production. On peut estimer à quelque 600 000 tonnes au moins le volume annuel moyen de la récolte obtenue dans ces nouvelles exploitations, soit une quantité près de 10 fois supérieure à celle produite dans les années 1960, dans le cadre du système traditionnel. Grâce à l'adoption des techniques modernes, l'Andalousie méditerranéenne s'est élevée au niveau d'un grand foyer légumier à l'échelle nationale et même européenne.

Les productions ne sont pas, d'ailleurs, sensiblement différentes de celles que l'on pratiquait autrefois. Les formules d'aujourd'hui demeurent fondées sur une base classique: tomates et haricots verts fournissent régulièrement plus de la moitié des livraisons. L'élément nouveau réside surtout dans l'accroissement notable de la part tenue par des légumes jusque-là secondaires comme poivrons et concombres. Ces derniers représentent les termes les plus spéculatifs du système, les plus fructueux mais aussi les plus risqués. Aussi leur importance varie-t-elle grandement d'une campagne à l'autre mais constitue rarement ^{moins} du 1/3 de la production totale. En définitive, seule la pomme de terre, longtemps culture-vedette des huertas traditionnelles, est pratiquement exclue, autant pour sa mauvaise adaptation au sol de l'enarenado très vite "salé" par les tubercules qu'en raison de son moindre intérêt commercial.

En effet, le principe même du nouveau système se fonde avant tout sur la haute valorisation de ses produits. Sa réussite découle d'abord de son succès commercial, sa nature est par essence spéculative.

La date d'apparition des légumes sur le marché est au coeur du problème. Il s'agit de prévoir avec exactitude le moment propice où, faute d'approvisionnement, les prix "flambent" sur les lieux de grande consommation. Susceptible de produire à n'importe quelle période, le système doit donc s'organiser exclusivement en fonction des concurrences possibles. Celle des secteurs maraîchers du Sud de la France n'est guère dangereuse: les possibilités d'avancement des récoltes y sont limitées et le

forçage aboutissant à une véritable production de contre-saison supposerait un chauffage artificiel trop coûteux. Il en va sensiblement de même pour les régions du Nord de l'Espagne comme la Rioja ou la Catalogne. Au total, le risque le plus redoutable provient des pays du Levant murcien et valencien qui, par ailleurs, bénéficient d'une infrastructure commerciale incomparablement plus efficace que l'andalouse. Le problème se résume donc à ne point télescoper la production levantine. Celle-ci n'est guère précoce par suite du danger toujours présent de gelées tardives: elle n'apparaît massivement qu'en Mai, peu de temps avant les premières récoltes du Nord espagnol ou de la Méditerranée française. Par contre, sa participation est beaucoup plus redoutable dans le domaine des légumes tardifs produits normalement à Valence ou Murcie jusqu'en Novembre-Décembre. L'éventualité d'une arrière-saison clémente oblige même à reporter parfois la fin de la campagne levantine en Janvier. Ainsi, l'époque optimale des récoltes se réduit-elle en Andalousie méditerranéenne à 4 ou 5 mois de Décembre à Mai, entre la fin des livraisons du Levant et les débuts des gros apports de fin de printemps de la plupart des régions maraîchères.

Au total, bien que les cueillettes ne cessent jamais entre Novembre et Juillet, et tenant compte de l'extrême complexité créée par les situations particulières à chaque type de légumes, on constate que le gros de la production se répartit entre deux épisodes privilégiés (Fig.45):

- celui des récoltes de "printemps" qui, en réalité, débute dès Février-Mars pour les tomates, haricots verts, poivrons, pour culminer en Avril-Mai où la plupart des légumes atteignent leur maximum annuel. Le mois de Juin est de moindre intérêt: la campagne s'achève alors, sauf pour le melon qui entre en pleine production. Elle fournit en moyenne les 2/3 des récoltes annuelles.

- celui de la campagne d'"automne" qui, après l'interruption totale de l'été, se fonde essentiellement sur tomates et haricots. Les premières livraisons apparaissent fin Novembre mais les récoltes les plus volumineuses sont centrées sur Décembre-Janvier, voire Février, où elles commencent à être relayées par la production de "printemps".

Dans tous les cas l'écoulement est assuré soit vers les marchés nationaux des grandes villes à haut niveau de vie (Málaga et la Costa del Sol, et surtout Madrid, Barcelone et Bilbao), soit vers l'Europe du Nord-Ouest. En fait, les parts relatives du marché intérieur et de l'exportation varient considérablement d'une quinzaine à l'autre en fonction du niveau fluctuant des cours et de la demande dans les différents centres de consommation. S'il est difficile d'apprécier exactement le rôle de chacun d'entre eux, - notamment parce que la plus grande partie des exportations se fait à partir de Murcie ou Valence par le canal des négociants levantins et se trouve répertoriée au départ de la zone de production dans la catégorie des ventes intérieures -, on peut toutefois dresser un schéma du mécanisme

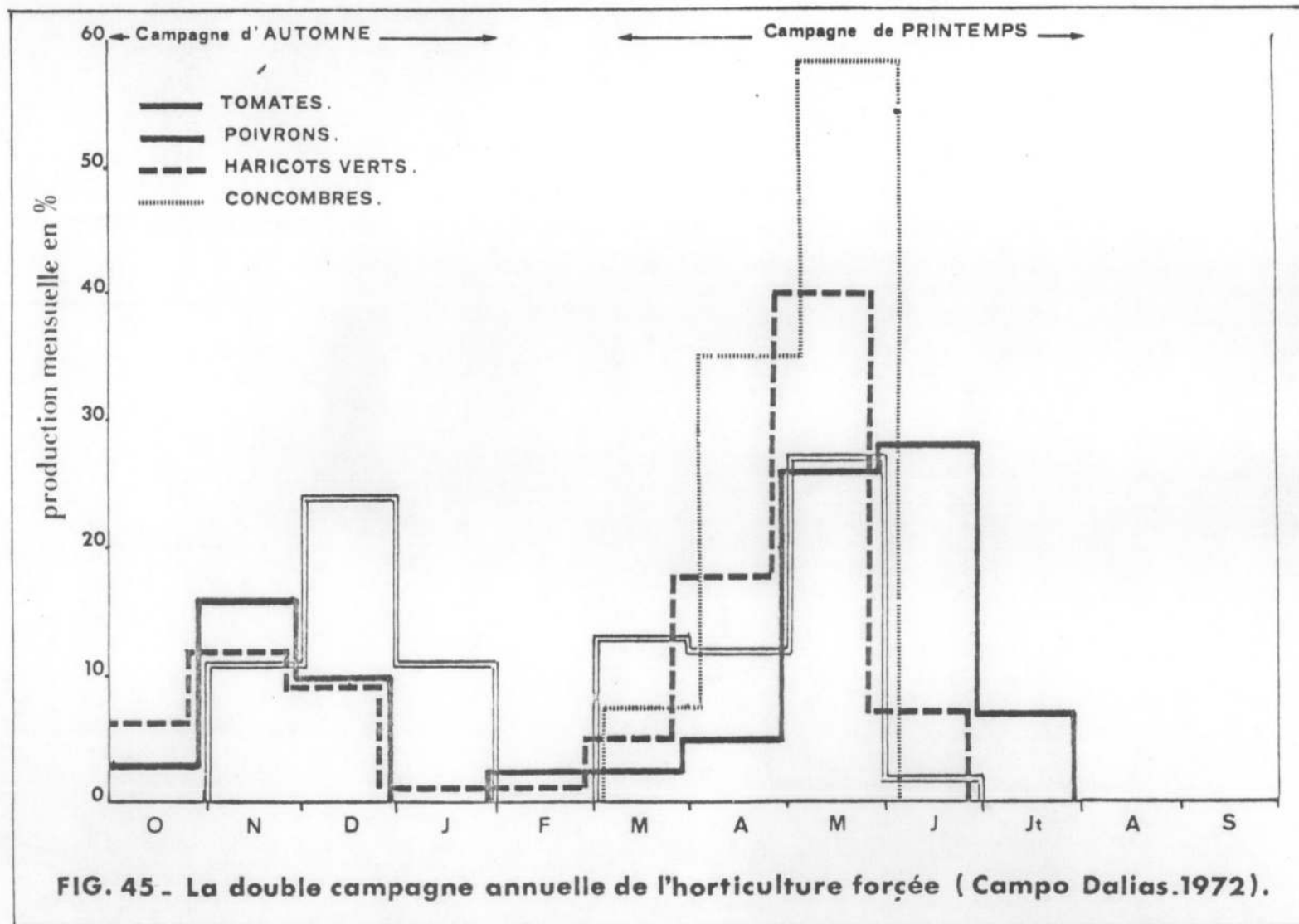


FIG. 45 - La double campagne annuelle de l'horticulture forcée (Campo Dalías.1972).

qui régit la ventilation géographique des ventes:

- l'exportation absorbe la plus grande part de la production, jusqu'à 80 ou 90% du total, dans le cas des récoltes les plus précoces (ou les plus tardives) alors que les apports sont encore faibles et les prix au plus haut. Le marché français, pour les haricots verts et les concombres surtout, ceux de l'Angleterre et de l'Allemagne, pour les tomates notamment, jouent alors un rôle décisif pendant une période variable de quelques semaines, en Janvier, Février ou Mars selon les cas. Le volume réduit des expéditions, leur valeur considérable, imposent et permettent à la fois le recours à des moyens de transport rapides et sûrs: si la route tient une place importante pour les envois à distance relativement courte, comme le Sud de la France, et pour les produits les moins fragiles comme les haricots, l'avion par contre s'impose nettement pour les expéditions lointaines des denrées très périssables comme la tomate.

- Les marchés intérieurs s'imposent ensuite progressivement, au fur et à mesure de l'augmentation du volume des récoltes, pour représenter à leur tour jusqu'aux 4/5 de la production au moment des apports les plus massifs où les prix fléchissent sensiblement, en Avril-Mai-Juin, en Novembre, etc...

La réalité est, -l'on s'en doute -, incomparablement plus nuancée que le schéma ci-dessus: tout se joue, en définitive, sur des décalages de quelques semaines entre la production locale et celle des régions concurrentes et, plus encore peut-être, sur des différences de quelques jours séparant, à l'intérieur du même secteur, une minorité de producteurs de la majorité de leurs voisins. On voit ici l'intérêt des techniques locales qui permettent de maîtriser totalement les cycles végétatifs et, à partir de là, le rôle déterminant de prévisions judicieuses qui peuvent modeler subtilement le calendrier des récoltes de façon à gagner, grâce à une avance de quelques jours par rapport à la masse de la production locale, une "prime d'exclusivité" extrêmement fructueuse. La culture légumière forcée est ici une course perpétuelle à la plus grande précocité, à la poursuite des prix les plus extraordinaires.

Les cours subissent, en effet, des fluctuations considérables au long d'une même campagne. Les variations quotidiennes sont parfois importantes, mais de moindre portée pour le producteur que les écarts moyens hebdomadaires. Ces derniers sont surtout brutaux au moment des premiers apports sur le marché où, après une semaine de prix très élevés, les cours baissent en général de moitié. On pourrait en citer de multiples exemples, répétés tous les ans: ainsi celui de la tomate aux Halles de Paris qui le 21 Février est vendue 2 fois moins chère que le 18, ou bien celui des premiers concombres sur le marché madrilène de Legazpi qui atteignent des valeurs inégalées entre le 3 et le 8 Avril 1972 pour baisser de près de 60% la semaine suivante. La "flambée" maximale est donc extrêmement brève. Elle fait place ensuite à des variations plus atténuées dont les tendances se répètent

assez régulièrement pour définir une courbe moyenne saisonnière. L'exemple, pour le même semestre, du marché de la tomate à Paris et à Madrid présente une image suffisamment fidèle des situations les plus courantes (Fig. 46). La courbe des prix se définit de Janvier à Juillet par deux pointes que séparent des épisodes de moindres rémunérations:

- le premier maximum se manifeste au coeur de l'hiver sur les marchés d'exportation: en Janvier-Février, alors que s'éteignent les produits de la récolte d'arrière-saison, tandis que les premières cueillettes de la campagne printanière apparaissent à peine, les cours plafonnent, portant sur une production menue qu'accaparent les places étrangères.

- le mois de Mars, alors que s'offre le gros des apports précoces "pré-printaniers", est une période transitoire de dépression relative.

- le second maximum, très sensible sur les marchés intérieurs, se marque surtout dans la seconde quinzaine d'Avril, au moment où fléchissent les apports précoces de l'Andalousie, mais avant que s'imposent les récoltes du Levant: les prix sont alors 2 fois supérieurs à ceux de la période précédente.

- les cours, par la suite, se dégradent progressivement, au fur et à mesure que les livraisons levantines se font plus massives. Par rapport au début du mois, les prix de la seconde moitié de Mai ont chuté de moitié. Ils connaîtront encore une baisse équivalente durant le mois de Juin. Dès lors l'intérêt du maraîchage précoce disparaît totalement.

En définitive, l'écart demeure très important entre les prix moyens maxima et minima obtenus aux différentes époques de la campagne "hors-saison": de 1 à 4 ou 5, en général, pour la plupart des produits commercialisés de Décembre à Juin. Cela situe à la fois les privilèges et les dangers d'un système qui est fondamentalement spéculatif. Pourtant ces aléas ne doivent point masquer la vérité essentielle qui légitime le succès des cultures hors-saison: quelle que soit l'ampleur des fluctuations périodiques des prix, les cours restent sur l'ensemble de la campagne exceptionnellement élevés par rapport à ceux dont se suffisent les autres régions maraîchères moins privilégiées. L'avantage de la culture forcée méditerranéo-andalouse est, de ce point de vue, considérable: il peut être fixé à un niveau moyen au moins deux fois supérieur à celui qu'atteint la culture maraîchère primeure "normale". Aussi, les baisses relatives en certains épisodes sont-elles aisément compensées par les cours soutenus, et parfois très élevés, qui règnent sur la plus grande durée de la campagne. L'horticulteur, habile ou heureux, qui réussit à produire massivement au moment le plus favorable réalise d'énormes bénéfices. Mais, l'agriculteur moyen, - celui qui compose la majorité -, n'obtient pas moins des résultats très satisfaisants en combinant les revenus du gros de sa récolte écoulée au prix très honorable qui s'applique aux périodes habituelles de production "hors-saison" et les ressources exceptionnelles que lui procure l'avant-garde de sa cueillette, peu volumineuse mais hautement valorisée pendant quelques jours ou quelques semaines.

Pour les uns et pour les autres, l'horticulture forcée résoud généreu-

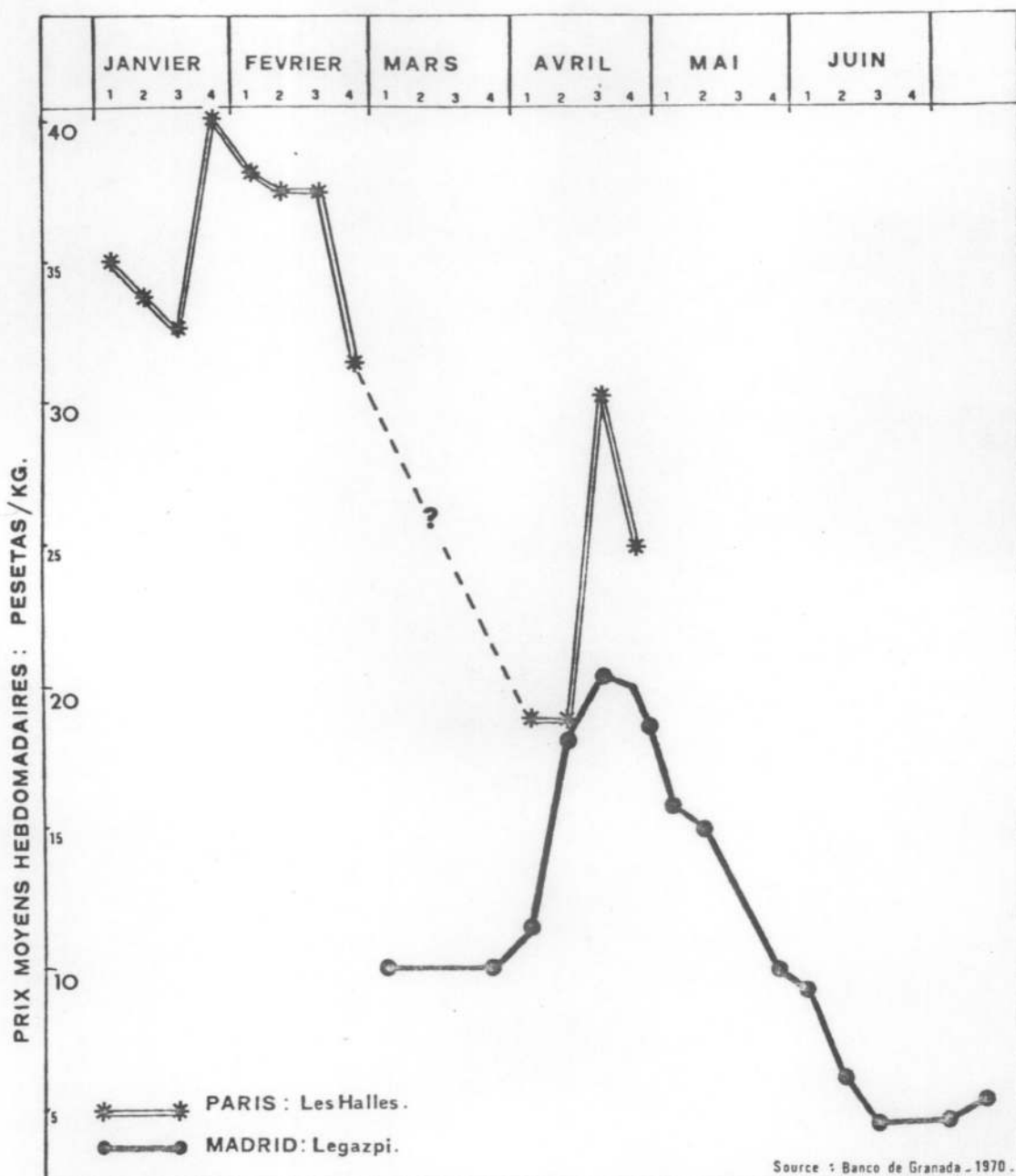


FIG.46.- EVOLUTION DU COURS MOYEN HEBDOMADAIRE DE LA TOMATE SUR LES MARCHES DE GROS (1er semestre 1969).

sement le problème de la "surintensification" sur de petites surfaces.

La culture sur sable est, en effet, un système spécifiquement paysan.

Son mérite principal est, d'abord, de prodiguer des ressources si abondantes qu'elles permettent de hisser la tenure microfundiaire au rang d'une véritable entreprise familiale, de promouvoir un pauvre lopin de journalier au niveau d'une exploitation aisée. En résumé, elle abaisse le seuil de rentabilité dans des proportions formidables, jusqu'à des limites jugées invraisemblables jusqu'ici. Qu'on en juge en regard des revenus comptables obtenus en moyenne sur 1 hectare de cultures forcées pendant l'année 1973:

	Enarenado à l'air libre	Enarenado sous plastique
Produit brut	500 000 ptas* (40 000 F)	1 300 000 ptas (104 000 F)
Frais de production (y compris amortissement des installat.)	220 000 ptas (17 600 F)	560 000 ptas (44 800 F)
Produit net	280 000 ptas (22 400 F)	740 000 ptas (59 200 F)

(* peseta 1973 équivalent approximativement alors à 8 centimes français.)

A partir de telles ressources, une famille paysanne peut vivre honorablement sur une surface infime de l'ordre d'1 hectare en enarenado simple, d'une cinquantaine d'ares seulement, équipés d'un abri-plastique. Le mode de vie fruste du paysan andalou forgé au long d'une vieille tradition d'extrême pauvreté permet même d'abaisser encore, dans les faits, la dimension de l'exploitation familiale à des surfaces qui souvent n'excèdent guère 25 ou 30 ares.

La culture sursable, plus ou moins perfectionnée, s'impose donc comme une arme remarquablement efficace pour la survie et la modernisation de la très petite tenure paysanne. Bien plus, elle s'affirme comme un instrument privilégié de promotion sociale qui non seulement enrichit le petit propriétaire mais facilite aussi l'accès du journalier entreprenant au rang de la paysannerie économiquement autonome: les bénéfices sont si abondants que les dépenses engagées pour l'achat et l'équipement d'un lopin peuvent être amortis en une ou deux campagnes.

"Procédé-miracle" venu opportunément au secours de la petite exploitation traditionnelle en pleine débâcle, l'enarenado n'est pas seulement une voie bien adaptée aux besoins de la paysannerie. Elle lui est, dans une large mesure, spécifique. A l'expérience, elle convient beaucoup moins bien, en effet, aux unités agraires de grandes dimensions.

C'est qu'il s'agit là essentiellement d'une intensification à base de travail où la réussite est au prix de dépenses considérables de main-d'oeuvre.

Le fonctionnement du système est extrêmement lourd. Prenons un cas con-

cret, celui d'une formule très répandue où sont associées sur le même lopin 2 cultures d'arrière-saison (tomate et haricot vert) suivies de 2 cultures de printemps (haricots et poivrons ou concombres). La mise en valeur optimale de l'espace et du calendrier entraîne la mélange systématique des légumes dont les cycles se chevauchent et une succession ininterrompue entre les cultures à production tardive et celles à production précoce. Dans l'exemple choisi, la campagne d'automne débutera par les plantations de tomates en Novembre, suivies, une quinzaine de jours plus tard, par les semailles de haricots disposés entre les rangs de tomate. La cueillette des unes et des autres s'étalera sur 2 mois environ, de la fin Décembre à la mi-Février. Durant la même période, les plans seront progressivement remplacés, au fur et à mesure de leur épuisement, par les semis de printemps: haricots verts à nouveau, auxquels se mêleront ultérieurement poivrons ou concombres. La récolte de haricots de la fin Mars à la mi-Mai sera alors relayée tout au long des mois de Mai-Juin par celle des poivrons ou des concombres.

La formule ainsi décrite peut connaître d'innombrables variantes au niveau des espèces associées comme des calendriers choisis. Elle demeure toujours identique dans ses principes: - les travaux sont ininterrompus tout au long de la campagne où l'horticulteur doit se partager entre les soins à porter à différentes espèces arrivées à des stades différents de leur cycle: il faut à tout moment semer, traiter, irriguer, repiquer, etc...

- les récoltes qui s'échelonnent de façon permanente sur 5 mois environ, se superposent fréquemment aux tâches d'entretien des cultures en cours de développement, aboutissant à une surcharge de travail très sensible au long de périodes durables, de Janvier à Avril.

Le bilan est lourd: 780 journées de travail par an, en moyenne, pour 1 hectare d'enarenado à l'air libre, plus encore dans le cas de cultures abritées où la densification des espèces est maximale et leur succession accélérée. L'horticulture forcée imposerait donc une charge minimale de 3 UTH/hectare. Mais, il s'agit là, en réalité, d'une définition moyenne qui ne peut satisfaire aux besoins qu'en certaines époques de l'année, les moins pressées, pendant l'été et l'automne. Au coeur de la campagne, alors que les tâches s'accumulent, la main-d'oeuvre nécessaire doit être doublée: la charge indispensable peut être estimée à 6 ou 7 travailleurs à l'hectare pendant 4 ou 5 mois.

Les frais de main-d'oeuvre représentent ainsi la plus grosse part du coût de production, - 80% environ -, compte tenu des dépenses d'équipement. On comprend, de la sorte, qu'un tel système soit difficilement praticable à l'échelle de grandes exploitations qui reposeraient sur un salariat trop nombreux, de plus en plus onéreux. En dépit de l'importance du revenu brut, la rentabilité décroît rapidement avec la taille des unités de production.

Par contre, l'horticulture forcée telle qu'on la pratique ici atteint son efficacité maximale dans le cadre des exploitations susceptibles de réduire très largement le recours à la main-d'oeuvre extérieure: elle assure un privilège incontestable à la tenure familiale, consacre, en définitive, le triomphe de l'économie paysanne. Aussi, le cadre normal, à peu près exclusif, de la production légumière moderne est-il celui de la petite culture conduite pour l'essentiel par les membres de la famille, - le chef d'exploitation et son épouse, 1 ou 2 enfants en âge de travailler -, qu'assistent au moment des récoltes une ou deux jeunes filles salariées. Car, l'un des avantages de l'enarenado est d'exiger un travail où ne s'imposent que rarement les efforts les plus durs: il requiert une main-d'oeuvre en bonne partie féminine et s'adapte particulièrement bien ainsi à la composition normale de la famille où l'intervention de l'épouse et des enfants s'avère déterminante.

La culture sur sable est, en conséquence, intimement liée à une structure foncière extraordinairement émiettée. Elle a même, partout où elle a pu s'implanter, accru dans des proportions considérables le morcellement des exploitations. Les revenus qu'elle prodigue permettent de se satisfaire de très modestes surfaces et surtout la capacité de travail familial limite étroitement la dimension maximale de la tenure: il n'est guère possible de mettre en valeur plus d'1 hectare d'enarenado à l'air libre, plus d'1/2 hectare de cultures sous abri. Ces seuils définissent, en fait, les modules effectifs de l'exploitation légumière courante, telle qu'on la rencontre aujourd'hui dans toutes les régions où elle s'est développée.

Mais, on assiste à un fractionnement systématique de l'exploitation dès qu'elle excède la taille de l'unité familiale, au-delà d'1/2 ou d'1 hectare. La vente de ces surplus entretient un marché foncier extrêmement animé en dépit de la hausse fabuleuse de la valeur du sol. Mais, surtout, la culture sur sable favorise l'émergence inattendue au sein de structures traditionnellement paysannes d'un métayage moderne qui désormais occupe une place équivalente ou supérieure à celle du faire-valoir direct. Les progrès de l'exploitation à mi-fruit sont en fait parallèles à ceux de la subdivision foncière et, au total, concomitants à l'expansion de la culture sur sable. Le succès d'une telle formule, habituellement condamnée comme un héritage archaïque, n'est paradoxal qu'en apparence. Le métayage s'avère, au contraire, comme l'un des modes de faire-valoir les mieux adaptés à la petite culture forcée, dans la mesure où il permet le partage des frais d'équipement et d'entretien trop lourds pour les épaules du seul exploitant, surtout au moment de son installation. Il représente enfin pour le bailleur le seul moyen possible - à l'encontre du fermage - de participer aux bénéfices réels de l'exploitation, de profiter pleinement de sa réussite. A l'inverse, le caractère hautement spéculatif du système, la fluctuation permanente des cours permettraient difficilement d'établir à l'avance et

pour toute une année le montant d'une rente fixe équitable.

L'essor du métayage apparaît donc, au même titre que le mouvement de division des tenures, comme une conséquence logique et pleinement justifiée de l'intensification. Il n'est pas rare d'observer le processus conduisant le petit paysan à fractionner son bien à la suite de l'installation d'une serre plastique - qui absorbera sur quelques dizaines d'ares la totalité de la main d'oeuvre familiale -, et de confier l'excédent qu'il n'est plus à même de travailler à un métayer. Par la seule vertu du forçage, l'ancien microfundium devient ainsi le siège de 2 exploitations actives dont le propriétaire est en même temps cultivateur direct et bailleur. En contrepartie, de telles tendances, propices à toutes les formes de la spéculation foncière, ne sont pas sans danger: nous aurons à y revenir plus loin.

Pour l'heure, les risques de la "révolution légumière" ne doivent point masquer les progrès extraordinaires qu'elle a entraînés, au plan social aussi bien qu'économique: elle a sauvé la petite culture d'une pauvreté croissante, assuré le triomphe d'une minuscule paysannerie qu'on jugeait condamnée.

Sous des formes quelque peu différentes, l'arboriculture "tropicale" et la culture légumière "forcée" qui s'avèrent comme les seules issues à la crise de la petite paysannerie s'arment au fond de moyens identiques: le dosage savant des bienfaits de l'eau et des privilèges du soleil est utilisé à produire des denrées difficiles à obtenir ailleurs dans des conditions aussi avantageuses. L'Andalousie méditerranéenne apprend à user peu à peu de ses privilèges spécifiques.

Dans les deux cas, le moyen de la "sur-intensification" n'est efficacement mis en oeuvre qu'au prix d'un véritable esprit pionnier: ce sont les paysans du Rio Verde, comme ceux du Campo de Dalías, qui ont su peu à peu améliorer des techniques qui aujourd'hui font fortune, prendre les risques de tenter des expériences jusqu'alors inédites.

Le besoin impératif de briser le cercle vicieux d'une pauvreté croissante, puis l'appétit du gain les ont puissamment soutenus jusqu'à confirmer heureusement des paris à l'origine fort hasardeux. En définitive, l'appétit de spéculation est à la racine même des succès.

Les résultats acquis en peu de temps soutiennent aujourd'hui une confiance euphorique qui ne semble pas admettre de limites. Pourtant, l'extraordinaire progrès ainsi réalisé ne semble pas susceptible de prolongements indéfinis, ni l'arme majeure de la spéculation exempte de danger pour ceux mêmes qui l'ont utilisée.

B - Possibilités et limites des nouvelles agricultures.

Pour rapide qu'il ait été, l'essor des nouvelles agricultures demeure encore fort limité dans l'espace. La carte (Fig.44) définit nettement une aire de progression réduite aux seules franges littorales et qui, même, n'arrive pas à couvrir l'ensemble des plaines côtières. En dépit des brillantes vertus qu'elles démontrent, les cultures modernes n'affichent donc qu'une réussite partielle au plan de la géographie, posant du même coup une question vitale pour l'avenir de la région: la solution heureuse qu'elles proposent est-elle applicable à l'ensemble de l'Andalousie méditerranéenne ou bien doit-elle demeurer le privilège étroit de quelques foyers agricoles "de pointe" ?

Son avenir, et, en même temps, celui de la région tout entière, semble dépendre de 2 facteurs :

- l'un, interne, tient à la nature même des nouveaux systèmes qui détermine leur puissance de propagation, leur force de séduction à l'égard des pays et des communautés qui ne les ont point encore adoptés. La rapidité de leur expansion semble jusqu'ici témoigner d'une extraordinaire capacité de conquête reposant sur les profits élevés qu'ils prodiguent, soit, au fond, sur une réussite hautement spéculative. Il est permis de se demander, cependant, s'il n'est pas des limites à ce phénomène-moteur de la spéculation, qui risqueraient à terme d'en réduire l'efficacité.

- l'autre, externe, fait dépendre l'expansion future des formules modernes des éléments de résistance, - physiques, sociaux ou économiques -, qu'opposent les milieux à conquérir.

I - Puissance et fragilité de l'agriculture spéculative.

Le succès de la nouvelle agriculture résulte très largement d'un mouvement spontané conduit par la paysannerie, même si l'intervention publique a souvent joué un rôle décisif en créant les conditions initiales du développement. En fait, autour d'Almuñecar comme dans les plaines de Dalías, l'esprit pionnier constitue une dimension fondamentale du progrès agricole, nourri en dernière analyse par un violent appétit de spéculation. L'esprit de spéculation, à la fois recherche insatiable de bénéfices aussi fructueux que rapides et acceptation du risque d'échecs parfois cuisants, baigne l'atmosphère où s'élaborent les nouvelles agricultures : nulle opération - agricole, foncière, commerciale - n'en est exempte, personne n'y échappe. Le producteur anticipe les fluctuations possibles du marché, le négociant utilise sa supériorité financière, ses informations gardées jalousement confiden-

tielles pour berner ou assujettir le producteur, tous enfin - paysans, commerçants, personnages les plus divers - interviennent pour jouer sur les plus-values foncières. Le jeu est d'autant plus prenant qu'il n'obéit encore à aucune règle rigoureuse: tout est possible dans ces systèmes en gestation. Aussi la spéculation, génératrice de toutes les hardiesses, s'affirme-t-elle comme le ressort de la plupart des initiatives, le nerf du progrès agricole. Mais, par ses excès inévitables, elle en constitue aussi la faiblesse principale. N'est-elle point, en effet, l'un de ces phénomènes qui, par nature, sont difficilement contrôlables et peuvent engendrer des effets inattendus jusqu'à contrarier les tendances qu'ils ont d'abord engendrées ?

Aussi est-il indispensable de s'interroger sur sa portée réelle, sur ses résultats, sur son devenir.

Cette spéculation se fait-elle au profit de la paysannerie ou bien, au contraire, agit-elle à son détriment ? Dans le premier cas elle soutiendrait vivement l'expansion, dans le second, par contre, elle risquerait en détournant le fruit du travail paysan, d'en affaiblir le rythme.

Enfin, la spéculation peut-elle constituer un moteur d'efficacité durable ? N'est-ce point, par nature, un phénomène passager lié aux brèves périodes de bouleversement et qui risque de s'atténuer au rythme de la normalisation progressive des systèmes en question ?

Autant de questions dont les réponses nous paraissent vitales pour la réussite future et les formes d'avenir de la nouvelle agriculture.

La spéculation intéresse plus ou moins toutes les activités liées à la nouvelle agriculture. Elle touche ainsi la plupart des membres de la société rurale: si elle nourrit les succès de l'agriculteur, elle engendre aussi un formidable parasitisme qui réduit d'autant l'intérêt du travail de la paysannerie. Là se situe le défaut majeur du système, sans doute inévitable, mais à terme dangereux pour son bon développement.

Les activités commerciales sont à l'origine d'opérations fructueuses qui échappent totalement à la paysannerie dont elles amputent gravement les revenus. On retrouve là, exacerbée par la fièvre de spéculation propre aux systèmes pionniers, l'une des tares fondamentales de l'agriculture régionale traditionnelle.

A l'amont, les besoins particuliers de la nouvelle production maraîchère ont suscité l'apparition de négoce inédits: on spéculé sur le sable, la terre, le fumier indispensables aux "enarenados". Ici et là s'ouvrent au bas des ramblas, de véritables carrières de limon destiné à constituer le substratum de l'enarenado dans les secteurs encroûtés. L'énorme consommation de fumier a nécessité également l'organisation d'un véritable trafic depuis les régions d'élevage de la montagne. Le sa-

ble, enfin, - dont les gros besoins se situent au coeur de l'été où, profitant de la morte-saison agricole, on équipe ou renouvelle l'enarenado -, est soumis à un régime de vente essentiellement spéculatif: les entreprises qui ont su stocker tout au long de l'année alors que la demande est faible, arguent de l'interdiction estivale d'exploiter les plages à l'heure du tourisme, pour prétendre à l'insuffisance de l'approvisionnement et provoquer la "flambée" des prix. C'est là une vieille pratique d'accaparement frauduleux qui, sur tous les matériaux indispensables au producteur, organise artificiellement un prétendu déséquilibre entre l'offre et la demande. Les frais de culture s'en trouvent anormalement accrus, réalisant un véritable transfert d'une partie des profits de la paysannerie au bénéfice de multiples entrepreneurs peu scrupuleux.

Mais, c'est surtout l'écoulement de la production agricole qui se prête aux manoeuvres les plus lucratives. Aussi a-t-il suscité un essor extraordinaire du négoce dont le fonctionnement est en grande partie parasitaire.

Le rouage essentiel du système - dans le cas des fruits tropicaux, comme des légumes hors-saison - est constitué par l'alhondiga, simple entrepôt où petits producteurs et acheteurs peuvent entrer en contact. Le personnage central est l'alhondigista, maître de céans qui dirige les tractations selon un procédé d'enchères à la baisse: l'alhondigista égrène à haute voix la litanie des prix descendants, - sur un rythme si vif qu'il rend la compréhension difficile -, jusqu'à ce qu'un acheteur le coupe et enlève le lot. En sus de la commission qu'il réclame au paysan (5% environ du montant de la vente), l'alhondigista dispose de divers moyens pour accroître considérablement sa rétribution. Tout repose, en fait, sur la complicité tacite ou la collusion manifeste qui unit alhondigista et acheteurs au détriment des paysans réduits à une entière dépendance. En effet, jouant des imperfections du mécanisme de crédit officiel ou de l'inorganisation des producteurs, l'alhondigista intervient de manière décisive dans les opérations de distribution d'engrais, semences, produits phytosanitaires ainsi qu'au niveau des prêts de campagne: le paysan rembourse ses dettes avec intérêts en fin de saison et se trouve ainsi obligé de livrer exclusivement sa récolte au débiteur, réduit sans recours à accepter les manoeuvres de celui-ci. Or le système de vente se prête à toutes les manipulations frauduleuses: en accord avec l'acheteur, l'alhondigista fixe à sa guise le montant des mises à prix, d'autant plus impunément qu'il est seul à disposer d'informations sérieuses sur les cours pratiqués dans les grands marchés espagnols ou européens; il peut aussi arrêter les enchères à son gré et il arrive souvent que la somme réglée au paysan soit nettement inférieure à celle qui paraissait avoir été fixée au moment de la criée.... L'ensemble de ces complaisances lui permet de gagner la reconnaissance intéressée des acheteurs et finalement de réaliser de mirobolantes affaires.

Si l'on ajoute à ce défaut majeur l'inconvénient supplémentaire qui ré-

h u

sulte des insuffisances du négoce régional et de la toute-puissance des commerçants murciens ou valenciens maîtres des réseaux d'exportation, on mesurera le préjudice qu'un tel système fait subir aux paysans. Ces derniers, assujettis aux lois d'une spéculation commerciale qui leur échappe, accusent un "manque à gagner" sans doute considérable. De semblables ponctions sur le fruit de leur travail sont, en tous cas, suffisamment massives et fructueuses pour entretenir une véritable prolifération des négociants.

La spéculation foncière est plus active encore, plus généralisée aussi à l'ensemble des catégories sociales ou professionnelles, du paysan à l'aventurier. Elle constitue, en fait, l'un des moteurs essentiels de la transformation dans les nouveaux foyers agricoles. Pourtant, même si ses bénéfices sont mieux partagés, ses effets demeurent finalement ambigus.

La spéculation foncière est nourrie par la plus-value considérable acquise par les terres nouvellement gagnées à l'irrigation et enrichies par les cultures à succès. Le prix du sol planté de chirimoyos atteint 4 à 5 millions de pesetas l'hectare autour d'Almúñecar, mais l'absence d'espaces nouveaux à conquérir limite les transactions. La situation est tout autre dans les plaines plus vastes où la conquête de terres neuves entretient le mécanisme spéculatif. Le Campo de Dalías en offre les exemples les plus remarquables: depuis 1950, les valeurs foncières ont été partout ici multipliées par 10 et souvent beaucoup plus. Ainsi, un terrain de bonne qualité mais non irrigué encore, valait de 15 à 20 000 ptas/ha en 1958, 36 000 ptas en 1963 et 150 000 ptas en 1970. Le même champ, arrosé, a pu passer de 180 000 à 750 000 ptas/ha de 1963 à 1970. Actuellement, les valeurs moyennes se situent autour de 50 000 ptas/ha pour la terre "blanche" c'est-à-dire non irriguée, de 500 000 à 800 000 ptas/ha pour la terre dotée d'un droit d'eau, et à plus de 1 million ptas/ha pour un champ aménagé pour l'enarenado.

Aussi, le marché foncier est-il extraordinairement animé: vendeurs et acheteurs misent à la fois sur une hausse continue dans le temps et sur les gains réalisés à partir de l'équipement des parcelles. Les transactions sont innombrables, s'enchaînant parfois sur le même lopin qui peut changer plusieurs fois de titulaire en quelques mois. Chaque opération réussie peut permettre d'ailleurs un nouvel investissement qui à son tour engendre une tentative à plus grande échelle... Par un processus classique de "boule-de-neige", la spéculation se nourrit d'elle-même. La pratique en est d'autant plus fructueuse qu'elle se situe hors de tout contrôle officiel et évite ainsi taxations fiscales et frais administratifs. Les tractations sont, en général, purement privées, une simple signature scellant la vente et les conditions du crédit qui souvent est consenti à l'acheteur. Le système jouit ainsi

d'une grande souplesse qui favorise largement la mobilité extraordinaire de la propriété. Ce n'est qu'au terme de plusieurs changements de mains, 5 ou 10 parfois, lorsque l'acquisition paraît définitive, qu'un acte notarié authentifie la vente en présence de tous les acheteurs-vendeurs depuis le premier bailleur jusqu'à l'acquéreur final. C'est entre ces derniers qu'est établi le document officiel, après règlement du contentieux existant entre les divers maillons intermédiaires. Bien qu'impossible à établir avec précision du fait du caractère souterrain et semi-clandestin des transactions, l'ampleur de la spéculation foncière est assurément formidable: elle toucherait actuellement quelque 5000 ha. chaque année dans le Campo de Dalias dont la superficie totale n'est que de 30 000 ha. Résultat du mouvement de conquête agricole, elle tend, par son intensité, à devenir peu à peu une activité en quelque sorte autonome.

Ses conséquences sont, en tous cas, considérables. Elles ne sont point toutes négatives: il est incontestable que la spéculation foncière constitue un ressort essentiel du progrès de la nouvelle agriculture.

Elle agit d'abord comme un puissant stimulant de la conquête et de la transformation de terres neuves qui, sans elle, serait sans doute moins rapides. L'appétit de gains faciles et généreux pousse inlassablement à creuser des puits qui permettront de conférer au sol une valeur énorme, il pousse ensuite à équiper la parcelle pour profiter d'une nouvelle plus-value. La spéculation est au fond l'animatrice la plus efficace du "front pionnier".

La spéculation foncière est aussi un moyen fort utile à la promotion des petites gens, s'ils sont entreprenants. Bien souvent elle a permis de financer l'accession à la propriété du journalier ou l'installation de l'immigrant. Le transit continu de la profession de salarié agricole à celle de journalier-possédant-un-lopin puis enfin à celle de propriétaire-exploitant représente, dans ces régions, un cheminement normal. Or, à l'origine, bien des réussites de petits paysans sont plus redevables à quelques bonnes affaires foncières qu'à leurs seules vertus agricoles.

Citons, par exemple, le cas de cet immigré de fraîche date dans le Campo de Dalias, nanti d'un petit capital issu de la vente de la propriété familiale au village d'origine, installé comme salarié permanent sur une exploitation maraîchère. Depuis 1969, notre homme a réalisé 6 opérations essentielles qui lui ont permis de s'installer enfin sur une belle propriété.

- 1969 : achat d'un lopin d'enarenado pour 300 000 ptas
- 1970 : le lopin est revendu pour 400 000 ptas à un acquéreur étranger à la région dont il devient fermier.
- 1971 : achat de 9000 m² non aménagés mais bien situés près de la route nationale, au prix de 500 000 ptas.
- janvier 1973 : vente des 9000 m² pour 765 000 ptas.
- juin 1973 : achat de 3800 m² "en blanc" pour la somme de 152 000 ptas.
- 1975 : après acquisition de 4000 m² nouveaux et

équipement, notre horticulteur, doté d'une trésorerie confortable, se trouve à la tête d'une exploitation familiale fort active. Seule, la spéculation foncière lui a offert la possibilité de constituer en un temps très bref une propriété enviable. Son cas n'est pas isolé: on agit de même partout, avec plus ou moins de bonheur.....

Instrument remarquable de la poussée agricole, la spéculation foncière n'est pas cependant une pratique sans danger pour la société paysanne. Ses succès attirent en effet une foule d'individus étrangers au monde agricole qui bâtissent des fortunes-parasites au détriment de la population productive.

Le cas de spéculateurs professionnels est particulièrement démonstratif à cet égard. Véritables aventuriers souvent dénués de scrupules mais doués du génie des affaires, ceux-ci profitent au mieux de la clientèle nombreuse des immigrants, mal informée des subtilités du marché local et facile à berner. Le principe est d'acquérir à bas prix, - au moyen d'un crédit à court terme souvent -, de vastes étendues incultes où l'on soupçonne la présence de l'eau. Le rôle du spéculateur se borne alors à subdiviser très vite le terrain en petits lots grossièrement aménagés qui seront revendus, - comptant -, à de modestes acquéreurs pour des prix prohibitifs. Les bénéfices sont souvent énormes pour le spéculateur, sans le moindre profit pour la région. De telles interventions stimulent au contraire une hausse purement artificielle des valeurs foncières qui freine considérablement l'installation des petits agriculteurs et réduit pour le moins leurs capacités d'investissements productifs.

Cependant, beaucoup de spéculateurs non-agricoles ne sont pas des aventuriers ou des professionnels mais se contentent d'user occasionnellement des avantages du marché foncier pour réaliser de fructueux placements dans les zones d'agriculture pionnière. Commerçants, médecins, avocats, etc..., membres de la bourgeoisie urbaine locale ou parfois lointaine interviennent nombreux. Parfois tentés par le trafic de terres, ils participent alors aux pratiques parasitaires dénoncées plus haut. Mais, le plus souvent, ils se contentent d'acquérir des propriétés pour y installer des métayers et bénéficier ainsi d'une rente foncière lucrative. Si leurs capitaux participent à l'aménagement des nouvelles zones agricoles, ils s'interposent cependant entre l'agriculteur et la terre et finalement exploitent le travail paysan dont les revenus sont diminués d'autant. C'est là une nouvelle forme de parasitisme, aux marges de la spéculation foncière proprement dite, qui fait craindre une pénétration trop généralisée de la propriété bourgeoise ou simplement non-agricole. La réussite de la paysannerie pourrait en être gravement compromise.

Le développement de l'intervention bourgeoise se manifeste dans toutes les zones de progrès agricole. Les initiatives extérieures au monde paysan se développent partout au rythme des réussites de la spéculation fruitière et légumière dont elles détournent une part des produits. L'intervention de la bourgeoisie s'affirme en réalité sous deux formes différentes.

Sous la forme du métayage, déjà évoquée ci-dessus, elle représente une capture très substantielle des fruits de l'effort des horticulteurs. Le phénomène est, en effet, essentiellement lié aux formules légumières de contre-saison mais, là, hors des périmètres directement contrôlés par l'INC, il constitue un fait d'ampleur considérable: près de la moitié des exploitations privées du Campo de Dalías, les 4/5 environ de celles du littoral de la Contraviesa, d'Albuñol à Castell de Ferro, sont conduites en métayage. Certes, semblable formule de faire-valoir est fort ancienne dans les vieilles vegas comme dans les secteurs autrefois arides, colonisés aujourd'hui par l'irrigation (cf. Ière partie - Chap. III). Cependant, son expansion actuelle dans le cadre des systèmes modernes revêt une portée nouvelle: son importance économique s'amplifie démesurément alors même que sa signification tend à s'infléchir. Le métayage n'est plus fondamentalement comme jadis un moyen de partager les risques, une assurance également profitable aux deux parties. Il s'affirme de plus en plus sous la forme d'un rapport d'exploitation où le possesseur du sol, par sa seule vertu de propriétaire, utilise à bon compte le travail aujourd'hui précieux de l'horticulteur pour obtenir une rente foncière sans doute excessive. Partout, dans ces régions, s'affirme désormais l'importance d'une bourgeoisie citadine, celle des villes voisines, ou d'une nouvelle bourgeoisie rurale héritière de propriétés sans grande valeur jusqu'ici et qui se contente de les lotir en multiples tenures métayères. Là, le "patron professionnel" qui vit exclusivement de la rente produite par 5 ou 10 tenanciers devient une figure essentielle du nouveau système.

Or, si dans l'immédiat la participation des propriétaires aux frais d'équipement de l'enarenado ou de l'abri aide utilement le petit agriculteur démuné, la ponction qu'elle réalise sur les bénéfices réduit considérablement la rémunération du travail: les contrats établis à "mi-fruit" dans le cas de l'enarenado, réservent jusqu'aux 2/3 de la récolte au bailleur pour une tenure sous plastique, alors que la totalité des frais de main-d'oeuvre restent à charge du métayer. Si l'on tient compte de l'extrême exiguïté des exploitations, il est clair que semblable système ne peut assurer des ressources familiales décentes qu'au prix d'une valorisation très élevée de la production. A terme, une moindre rentabilité des formules actuelles poserait le problème de manière très aiguë jusqu'à remettre en cause l'existence de telles rentes foncières. Une réussite durable de l'horticulture de pointe telle qu'on la pratique ici est-elle compatible avec ces régimes d'exploitation? La paysannerie autonome n'en serait-elle pas, au contraire, la seule garantie certaine?

La création de véritables entreprises agricoles constitue, ailleurs, une deuxième forme de pénétration de la bourgeoisie dans les nouveaux systèmes spéculatifs. On les rencontre, peu nombreuses encore, mais toujours présentes, aux côtés de la petite culture paysanne, dans tous les foyers où s'impose une agriculture de pointe. Elles y réalisent souvent les meilleurs bénéfices. Mais, en réalité, elles

n'entrent point en concurrence directe avec la paysannerie, monopolisant plutôt des systèmes qui lui sont spécifiques dans la mesure où ils imposent de gros investissements, nécessitent des techniques culturales et commerciales plus élaborées. Aussi est-ce souvent une bourgeoisie extérieure qui dirige l'essentiel des aménagements coûteux et pratique les cultures les plus originales.

La conquête des versants est en grande partie le fait d'initiatives extérieures à la paysannerie locale qui n'y participe que par le biais de trop rares "groupes de colonisation". La bordure occidentale du bassin de Velez, les pentes basses de la Contraviesa et surtout les flancs escarpés de la vallée du rio Verde d'Almuñecar à Jete ont été essentiellement transformés par les capitaux d'une classe aisée généralement citadine, parfois même étrangère à l'Andalousie, voire à l'Espagne. Ce dernier cas, celui du rio Verde, est sans doute le plus démonstratif: les quelques centaines d'hectares récemment gagnés sur les versants l'ont été au profit de "grandes" exploitations de 10 à 50 hectares conduites par des Allemands, Belges, Norvégiens, Italiens, tandis que la micropaysannerie indigène reste confinée, faute de moyens, aux terres basses trop mesurées.

Or, la plupart de ces exploitations bourgeoises pratiquent des systèmes de culture peu répandus chez les petits agriculteurs mais qui produisent les meilleurs résultats. Elles se fondent, en effet, sur une technicité de haut niveau inaccessible au paysan et sur des circuits d'exportation directs qui ne sont justifiables qu'à partir d'une production minimale que peut seule obtenir la grande exploitation. De même, le recours aux expéditions aériennes se trouve-t-il réservé aux producteurs capables de fournir une cargaison complète de fruits dont la valeur légitime de gros frais de transport. Aussi, n'est-il point étonnant de constater que les gros exploitants étrangers du rio Verde se spécialisent avant tout dans la culture de l'avocatier alors que les paysans se vouent uniquement au chirimoyo. Deux autres productions, peu répandues encore, les fraises d'hiver, les fleurs, sont plus spécifiquement encore le monopole de la grande entreprise "bourgeoise":

- la floriculture, une cinquantaine d'hectares au total, disséminés dans la région de Velez, celle de Motril (La Herradura) et le Campo de Dalías, est exclusivement le fait de grandes exploitations sous serres où s'allient la technique avancée de spécialistes catalans ou hollandais et les capitaux citadins d'origines diverses. On citera ainsi le cas de "Valle Niza" ou de "Malaga Flor" à l'Ouest de Velez, celui de "Primores S.A" au coeur du Campo de Dalías.

- la culture des fraises de qualité est soumise à des règles comparables, animée par quelques grosses entreprises très modernes: "La Mayora" (10 ha.), compagnie hispano-allemande, "Alegria S.A" (10 ha.), "Explotaciones Agrícolas Valencianas" (25-30 ha.) se concentrent autour de Velez, "Panfresa S.A" (6 ha.) implante la formule dans le Campo de Dalías.

Le succès de cette agriculture bourgeoise, d'extension d'ailleurs limitée, ne menace guère actuellement la progression de la petite culture paysanne elle-même en pleine euphorie. Aujourd'hui, formules "paysannes" et "bourgeoises" cohabitent sans s'influencer. D'un côté, l'intensification indigène repose presque uniquement sur le travail et un certain empirisme, de l'autre, la modernisation capitaliste se fonde sur des investissements généreux, des techniques agricoles et commerciales plus rigoureuses. Cependant, et surtout si l'on tient compte de l'exiguïté de l'espace disponible, l'idée d'une possible compétition dans l'avenir ne peut être totalement écartée entre deux méthodes qui refuseraient de se rapprocher. Sans doute serait-il souhaitable, en effet, que l'agriculture paysanne adopte progressivement de la "grande entreprise" l'exemple d'une technicité perfectionnée, d'une gestion plus rationnelle, d'un recours plus large au capital. L'affirmation de son succès est peut-être à ce prix, faute de quoi peut-on envisager sans crainte une progression soutenue d'exploitations entreprenantes, "importées" pour la plupart, qui entraînerait inévitablement un affaiblissement relatif de la petite culture indigène et bouleverserait la signification sociale du développement actuel ? Dans ces campagnes littorales où paysans et bourgeois citadins se sont heurtés depuis des siècles, c'est là un risque à ne point sous-estimer.

Il reste difficile au total de porter un jugement assuré sur l'avenir du succès incontestable des nouvelles agricultures paysannes. Par son contenu, par les forces qui l'animent, cette réussite brillante présente aussi des côtés ambigus. La spéculation est en même temps la base même du système et son point faible, un élément de grande fragilité interne, en tous cas :

- elle accroît considérablement les charges (foncières, commerciales, productives) de la petite exploitation, réduisant dans une proportion importante la productivité du travail paysan.
- elle assure l'emprise exagérée de catégories sociales extérieures ,
- largement parasites dans le cas des spéculateurs, des intermédiaires du négoce, des rentiers du sol -, provoque l'apparition d'une agriculture capitaliste dont le succès trop rapide pourrait à terme aller à l'encontre des intérêts de la société indigène.

S'agit-il simplement de troubles secondaires qui accompagnent nécessairement les épisodes de grand essor ? Sans doute. Mais ces inconvénients ne peuvent être supportables que dans un contexte de croissance vive. Tout l'avenir du système actuel se résume finalement à sa capacité interne de conserver un rythme soutenu de développement. Concrètement, les charges excessives que supporte le petit producteur ne sont acceptables qu'en raison des revenus très élevés dégagés aujourd'hui par les nouvelles formules agricoles. Un fléchissement des profits rendrait par contre très

vite insupportable le poids parasitaire accepté aujourd'hui, réduirait considérablement l'intérêt du système actuel, amenuisant d'autant sa puissance de propagation.

Or, le danger d'un avilissement des profits de la nouvelle agriculture existe réellement.

La haute valorisation des produits écoulés repose exclusivement sur leur rareté. On peut donc attendre logiquement une baisse progressive des cours, au fur et à mesure des nouvelles mises en valeur et de l'accroissement parallèle des livraisons. Déjà, le fléchissement relatif des prix pour les cultures les plus courantes comme la tomate d'arrière-saison ou l'effondrement périodique des cours de certaines productions à succès (concombre, poivron) sur lesquelles se portent parfois trop massivement les agriculteurs préfigurent une évolution qui risque de se généraliser. A terme, le rythme de propagation de la nouvelle agriculture en serait certainement amoindri.

De même, il est clair que la spéculation foncière, en dépit de ses graves inconvénients, demeure une arme privilégiée de l'expansion des systèmes modernes. Or, elle ne peut guère se perpétuer qu'à partir de la conquête de nouveaux espaces, nécessite des terres neuves à conquérir. Elle suppose à la fois le maintien de la force de propagation des formules à succès et la disposition d'espaces aptes à la transformation.

En définitive, deux hypothèses doivent être envisagées:

- dans un premier cas, on peut imaginer logiquement une réduction progressive des bénéfices et un affaiblissement parallèle de l'impulsion engendrée par la spéculation foncière: le pouvoir d'expansion des nouvelles agricultures se trouvera réduit. L'effort de la paysannerie devra viser alors à normaliser des mécanismes qui aujourd'hui lui échappent en grande partie, à organiser le système à son seul profit en évinçant les agents parasites. Une réforme des circuits commerciaux en constitue la condition fondamentale qui placerait l'écoulement des produits sous le contrôle des agriculteurs. On se trouverait alors dans une situation stabilisée, celle d'une agriculture paysanne moderne, rationnellement organisée, d'où auraient disparu à la fois les excès préjudiciables et les plus spectaculaires réussites actuelles. Un tel aboutissement n'est guère prévisible pour l'heure: la paysannerie n'est encore pas à même de se discipliner si l'on en juge par les piètres résultats obtenus par les quelques tentatives de coopération commerciale ou de rationalisation des circuits sous l'égide publique ("échec" de Mercovelez, de Mercoalmeria).

- la seconde hypothèse est celle d'un maintien du rythme de croissance actuel et du prolongement d'une poussée pionnière un peu folle. La réussite soutenue de cette dernière n'est point assurée: elle suppose au dehors des marchés continuellement favorables et, sur place, un champ d'expansion spatiale renouvelé. Cette ultime condition fait dépendre les progrès futurs des résistances qu'opposent les milieux

neufs à conquérir. Une expansion spatiale importante est-elle matériellement possible désormais ?

2 - Les résistances à la propagation des nouvelles agricultures.

a - les résistances physiques sont assurément les plus rigoureuses, les limites naturelles les plus étroites pour des systèmes fondés avant tout sur l'exploitation de privilèges thermiques exceptionnels, spécifiques de quelques secteurs très peu étendus. Les nouvelles agricultures sont vouées, par essence, à demeurer des agricultures d'exception. Elles ne peuvent donc apporter de remède à la crise des campagnes régionales qu'en quelques foyers ponctuels particulièrement doués, à l'exclusion de la majeure partie de l'Andalousie méditerranéenne. Précisons:

Les nouveaux systèmes de culture sont d'abord irrémédiablement exclus des montagnes et de la majeure partie des coteaux qui composent l'essentiel du pays. La raison en est évidente: leur intérêt disparaît dès que s'effacent les avantages climatiques qui assurent leur succès. En fait, ils ne peuvent se développer au-delà de la limite de la zone à tonalité "tropicale" définie par une absence totale de gelées hivernales (voir Chap.II- Ière partie). Celle-ci, on le sait, est réduite aux secteurs inférieurs à 200 m. d'altitude que la topographie heurtée de la région confine à une frange littorale mince et discontinue. A peine si les plus hauts vergers de chirimoyos dépassent cette altitude à l'amont du rio Verde pourtant bien abrité, tandis que le maraîchage sur sable reste partout au-dessous de la courbe des 100 m. Aussi, les nouvelles agricultures sont-elles condamnées à s'étendre dans l'ourlet étroit qui borde la côte. Encore leur expansion à l'intérieur de cet espace mesuré se heurte-t-elle à des obstacles importants.

Le bas pays littoral s'avère, en effet, inégalement propice à l'implantation des nouvelles cultures. On trouve là une première explication à leur géographie actuelle faite de plaques discontinues, surtout axées autour d'Almuñecar pour les vergers tropicaux, sur les côtes orientales pour l'horticulture forcée. Le problème majeur ici est celui de la rareté des espaces réellement favorables au développement des systèmes modernes.

Le relief, d'abord, est contraignant. Une bonne partie de l'aire climatiquement utile aux nouvelles cultures est occupée par des coteaux abrupts qui restreignent considérablement leur possibilité de progression. Sans doute, ici ou là, en bordure des bassins ou sur la côte de la Contraviesa, la colonisation des versants est-elle déjà largement entreprise. En fait, les gains ainsi réalisés se limitent à quelques centaines d'hectares pour l'ensemble de la région. Les difficultés techniques de

l'aménagement des pentes et de l'irrigation augmentent rapidement au fur et à mesure que l'on s'élève au-dessus des talwegs, le coût de telles opérations, déjà très lourd, devient alors prohibitif. Les possibilités d'extension demeurent donc réduites en ce domaine. Dès aujourd'hui, la conquête des versants paraît avoir souvent trouvé ses limites: si elle progresse encore autour d'Almuñecar, elle semble par contre définitivement stabilisée en basse Contraviesa où elle a connu d'abord son champ d'élection.

Les plaines côtières s'affirment, de la sorte, comme l'unique territoire réellement propice à une extension de quelque ampleur. Or, même là, bien des obstacles s'y opposent encore qui tiennent aux exigences techniques propres aux diverses cultures.

Le chirimoyo, malgré sa rusticité, ne paraît pas susceptible actuellement de déborder beaucoup son aire initiale autour d'Almuñecar. Diverses tentatives effectuées plus à l'Ouest, à Nerja ou dans la vega de Fuengirola, ont lamentablement échoué. La difficulté majeure dans ce cas tient au problème central de la pollinisation, délicate, mal connue, et qui impose des conditions microclimatiques très restrictives. Heureusement rassemblées autour d'Almuñecar, elles semblent par contre malaisées à découvrir ailleurs. Le vent, souvent furieux sur la côte, peut être également dangereux en certaines occasions dans les bassins trop ouverts au Nord. Si l'on ajoute à cela la médiocre adaptation du chirimoyo aux sols trop lourds et trop humides qui occupent la plus grande partie des basses plaines, on mesure les faibles capacités d'expansion des vergers tropicaux. Leur réussite n'est probable qu'en quelques réduits très abrités au fond des vegas bien défendues des vents, à l'amont peut-être de la plaine de Velez ou de celle de Motril-Salobreña.

L'expansion des cultures légumières sur sable se heurte à des obstacles quelque peu différents qui permettent de comprendre, dans une certaine mesure, leur origine puis leur développement surtout oriental.

L'intérêt optimal de l'enarenado est, d'abord, de se situer dans les zones aux hivers les plus chauds et les mieux ensoleillés. Or, ces privilèges se dégradent insensiblement d'Est en Ouest et, surtout, faiblissent nettement au-delà de Málaga: une moindre précocité des récoltes d'une ou deux semaines par rapport aux régions almerienses réduit notablement les avantages économiques du système sur les côtes de l'occident malagueño. On dispose là, sans doute, d'un élément d'explication qui légitime l'interruption des cultures sur sable au niveau de Velez. Localement, l'affaiblissement de l'effet d'abri chaque fois qu'une vallée s'ouvre trop largement au Nord, intervient dans le même sens: le "valle" inférieur de l'Andarax, la Hoya de Málaga souffrent assurément de ce handicap. En définitive, l'intérêt de l'enarenado diminue précisément dans les plaines les plus amples qui pourraient offrir les plus vastes espaces à sa propagation.

Les particularités techniques de la culture sur sable imposent enfin une seconde limitation: elle n'est praticable qu'avec des eaux d'une grande pureté. On comprend, du même coup, l'avantage des zones arides orientales qui arrosent exclusivement à partir de puits et le handicap, à l'inverse, des pays occidentaux usant surtout des eaux de surface, toujours plus ou moins limoneuses. L'expansion de l'énarénado vers l'Ouest trouve là un nouveau frein, notamment dans les grands périmètres d'irrigation comme la Hoya de Málaga qui fondent leur développement sur l'utilisation des fleuves.

En définitive, on est donc obligé de conclure sur une note quelque peu pessimiste: les possibilités d'expansion des nouvelles agricultures sont étroitement limitées dans l'espace, du seul fait des résistances naturelles. Exclues de l'ensemble des territoires supérieurs à 200 m. d'altitude, elles ne peuvent en aucune façon représenter la planche de salut qu'espère une région essentiellement montagnieuse à la recherche d'une voie impossible de modernisation. L'efficacité des nouveaux systèmes ne peut être que locale.

Au sein même de la frange littorale, leurs facultés de propagation sont grandement freinées. En fait, les obstacles physiques à leur développement ne sont point insurmontables. Il est permis d'espérer que les recherches agronomiques permettront assez vite de résoudre le problème de la pollinisation du chirimoyo dont l'essor très récent a jusqu'ici été fort empirique: les limitations actuelles à son expansion seraient alors levées. De même, l'inconvénient d'user des eaux de surface pour les cultures sur sable ne paraît pas très contraignant: le filtrage pourrait simplement supprimer la difficulté.... Aussi, dans les plaines côtières, les résistances physiques ne représentent-elles point de véritable blocage à l'essor des nouvelles agricultures mais se bornent à lui opposer des freins plus ou moins passagers. L'achèvement de la conquête du Campo de Dalías mais aussi la transformation des grandes vegas traditionnelles, celles de Motril, Velez, Málaga, demeurent les atouts maîtres de leur développement futur. En réalité, les résistances les plus rigides qu'elles y rencontrent ne sont point imputables à la nature mais aux hommes.

b - Les obstacles socio-économiques sont, en effet, à l'origine de l'impuissance des nouvelles cultures à pénétrer les grandes vegas les plus prometteuses, celle de Motril-Salobreña, la Hoya de Málaga, et dans une moindre mesure, la vega de Velez. Ici ou là, la résistance têtue des systèmes traditionnels répond à des causes diverses.

Le maintien obstiné d'une économie sucrière archaïque constitue actuellement un obstacle insurmontable à toute transformation, partout où se retranche la

monoculture de la canne. La vega de Motril en fournit l'exemple le plus caractéristique: elle se refuse, malgré de bonnes prédispositions naturelles, au moindre changement. Il en va de même dans la partie inférieure de la vega de Velez et de celle de Malaga. A contrario, les nouvelles spéculations ont pu s'implanter, hors des zones neuves, dans les seuls secteurs anciennement délaissés par la canne à sucre: tel est le cas de la vallée du Río Verde, du delta de Adra, voire même de la vega de Velez où l'essor progressif de l'agriculture forcée est parallèle à la décadence relative du système sucrier. La canne apparaît donc partout comme une spéculation radicalement contraire aux nouvelles formules, un élément majeur de blocage à leur progression.

La raison n'en est pas une quelconque compétitivité de l'exploitation sucrière dont les bons résultats rendraient inintéressante l'adoption de nouvelles formules. Bien au contraire. L'économie de la canne à sucre apparaît de plus en plus ici comme une spéculation d'arrière-garde, peu rentable, dont les profits sont sans commune mesure avec ceux que dégagent l'exploitation légumière moderne ou l'arboriculture "tropicale". En réalité, le petit cañero vit très mal.

La résistance du système sucrier puise uniquement ses forces dans les structures socio-économiques sur lesquelles il repose: une propriété foncière largement contrôlée par les industriels qui, soucieux de maintenir l'approvisionnement régulier des sucreries, s'opposent farouchement au recul des plantations de cannes. Leur résistance s'affirme d'ailleurs d'autant plus jalousement que, dans un contexte économique de plus en plus défavorable, la compétition se fait plus vive entre les différentes sucreries aux limites de la faillite. La paralysie est donc totale. N'y aurait-il d'autre issue à la suppression de ce verrou de conservatisme que l'effondrement total de l'économie sucrière ? Une modernisation est-elle possible au prix d'une réorganisation complète du système qui, conçu de façon plus rationnelle, pourrait en même temps rentabiliser la plantation de cannes et libérer une part de l'espace au profit des nouvelles formules ? L'examen de ce problème sera repris plus loin car sa portée est, au fond, essentiellement locale. Il suffit de constater, pour l'heure, l'immobilisme de la situation. Seul, le petit planteur autonome, propriétaire, pourrait entreprendre le changement. Il apparaît en fait peu capable de telles initiatives. Impuissant à vivre de sa trop petite exploitation, il s'est le plus souvent orienté vers des activités de complément qui, désormais, l'absorbent davantage que les soucis proprement agricoles. De plus, il est sans doute beaucoup trop isolé dans un contexte hostile: la pression des grands propriétaires sucriers, l'insuffisance des infrastructures qui permettraient matériellement le démarrage d'une nouvelle agriculture (commerce, approvisionnement en sable, fumier, etc..) constituent autant de freins à une volonté de changement qui ne paraît pas très vive.

La vega de Motril, territoire d'élection à bien des égards pour une expansion décisive des nouvelles agricultures, leur est aujourd'hui totalement interdite. Il en irait de même à Velez si l'hégémonie de la grande propriété sucrière ne souffrait pas actuellement une profonde déconfiture. Le cas de la basse Hoya de Málaga est par contre sensiblement différent: là, le progrès agricole se heurte, comme sur toute la côte occidentale de Málaga, à des obstacles d'un autre ordre.

La concurrence de nouvelles activités urbaines intervient puissamment pour limiter la propagation vers l'Ouest des systèmes agricoles modernes. Au fond, ceux-ci se trouvent confrontés à un autre mode de croissance basé ici sur le grand tourisme dont l'expansion est telle qu'elle absorbe toutes les énergies. Par l'emprise immobilière qu'il impose sur l'espace, au rythme de l'urbanisation, et plus encore par l'attraction qu'il exerce sur la main-d'oeuvre en créant des emplois à caractère urbain, l'essor balnéaire tend à devenir exclusif de tout autre forme de développement: les hommes détournés de la terre vers les fonctions plus brillantes de la ville ne sont plus disponibles pour l'effort que suppose le progrès agricole.

Aussi, n'est-ce point sans doute une simple coïncidence si les nouvelles agricultures disparaissent complètement vers l'Ouest à partir de Velez, à l'endroit même où s'impose brutalement la prééminence des fonctions balnéaires. La croissance touristique paraît ici antinomique de l'essor agricole: c'est une voie toute différente de renouveau qui s'affirme, et elle s'avère exclusive. Peut-elle servir, à son tour, de levier efficace pour conjurer la crise régionale alors que la réussite des nouvelles formules agricoles ne s'applique qu'en des espaces étroits du littoral et où, même là, sa progression hors des territoires pionniers du Campo de Dalías semble aujourd'hui stabilisée ?

II - L'ESSOR TOURISTIQUE .

Une économie agricole défaillante peut de moins en moins espérer de salut sans un soutien urbain efficace. Du moins peut-elle trouver dans l'appui de viles dynamiques un recours qui stimulera ses forces et lui permettra d'échapper aux déficiences internes qui la paralysent sans qu'elle puisse les surmonter d'elle-même. La proposition est particulièrement justifiée dans le cas de l'Andalousie médi-

terranéenne: des campagnes surchargées d'hommes, d'exploitations trop menues, des systèmes empêtrés dans les insuffisances du tissu commercial peuvent espérer beaucoup d'une urbanisation qui offrirait à la fois un marché de main-d'oeuvre capable d'assainir les structures de l'emploi agricole et un marché de consommation susceptible d'orienter au mieux les productions. Or, l'encadrement urbain s'est révélé jusqu'ici fort déficient et les villes -même les plus grandes- peu dynamiques.

Cependant, depuis peu, l'irruption du grand tourisme vient bouleverser le schéma traditionnel: c'est lui qui, secouant la torpeur citadine, est aujourd'hui le principal moteur d'une urbanisation vigoureuse dans les lieux où il s'épanouit. En fait, le problème n'est pas uniquement quantitatif: le tourisme engendre des phénomènes urbains très particuliers, des fonctions spécifiques qui ne peuvent être assimilés aux faits habituels de la croissance urbaine "courante". Ses effets risquent d'être sensiblement différents de ceux que l'on attend de l'essor des villes ordinaires (I2). Le développement spectaculaire du tourisme et de l'urbanisation conséquente est-il susceptible de créer les conditions d'un renouveau du monde rural concerné, voire de la région ? La réponse dépend, pour bonne part, de l'ampleur et des caractères du phénomène touristique.

A - L'essor touristique de la Costa del Sol .

I - L'explosion du grand tourisme.

La "Costa del Sol" qui, depuis Gibraltar au cap de Gata, correspond exactement au littoral de l'Andalousie méditerranéenne est aujourd'hui l'une de ces "usines à vacances" (I3) qui ont fleuri nombreuses sur les rivages méditerranéens de l'Europe. Les indications statistiques témoignent suffisamment de ce gigantisme touristique: depuis 1973 et jusqu'en 1975 elle a reçu chaque année quelque 3 millions de visiteurs (pour une population résidente de l'ordre de 1 million d'habitants en Andalousie méditerranéenne), "vendu" 25 à 30 millions de nuitées (I4), soit plus des 3/4 de la fréquentation andalouse totale, 1/10 environ de celle de l'Espagne tout entière.

L'infrastructure d'accueil est à la mesure de cet afflux volumineux : 400 000 places disponibles dont le 1/5 environ en hôtels et campings, les 4/5 en appartements ou villas. Un volume qui permet d'imaginer l'ampleur de l'urbanisation touristique... C'est là, en fait, une dimension à l'échelle des Baléares (I5), de la Costa Brava (I6) ou des Canaries: légèrement postérieur à l'essor balnéaire des

deux premières citées, mais antérieur aux dernières, le développement de la Costa del Sol appartient cependant à la même génération, celle qui vit s'affirmer la vocation du grand tourisme espagnol depuis un quart de siècle.

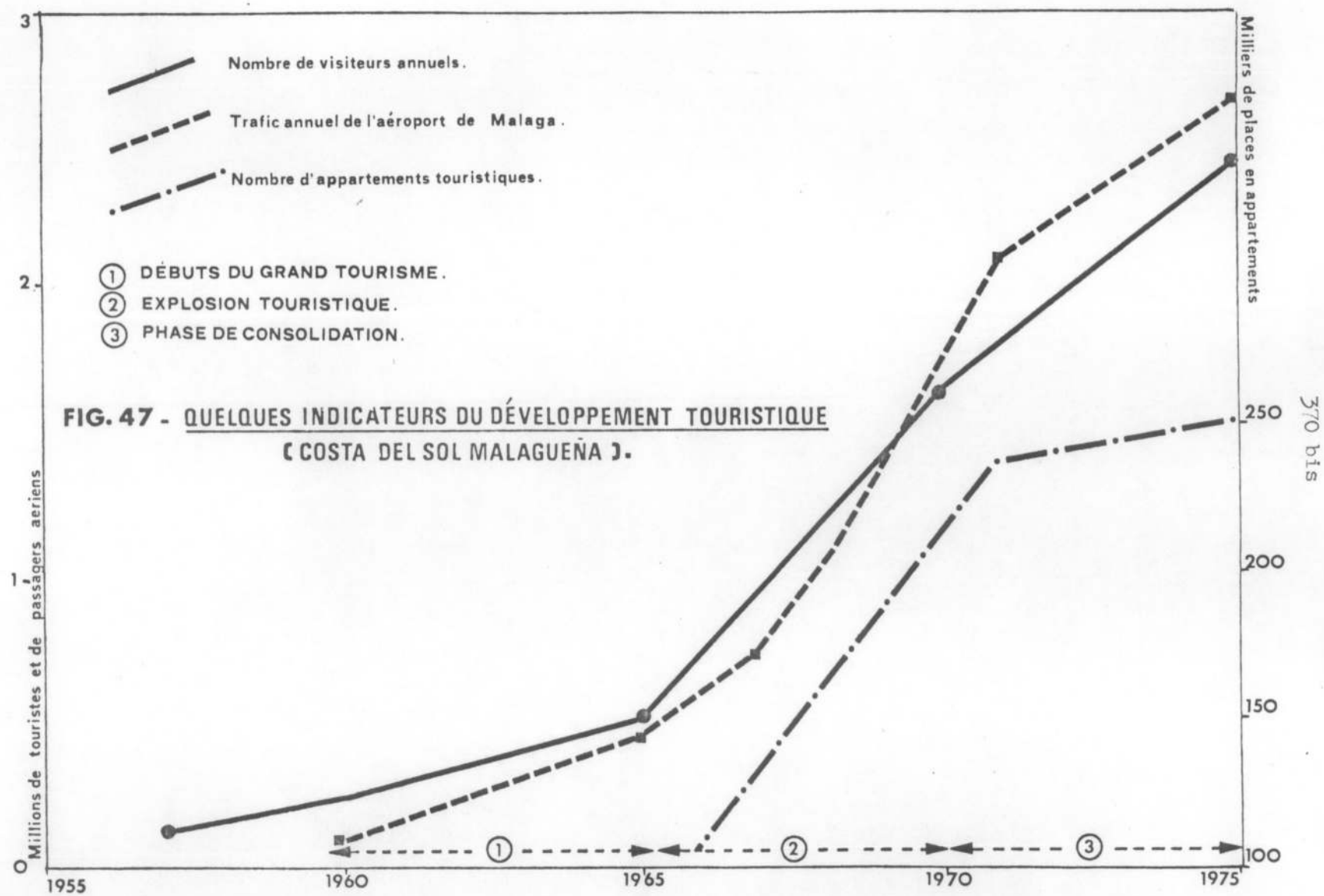
Le phénomène touristique est ici d'autant plus spectaculaire qu'il a "éclaté" très récemment et a grandi brutalement, au rythme d'une véritable "poussée-champignon". Sans doute existait-il en Andalousie une tradition "touristique": celle des voyageurs romantiques du XIX^{ème}, mais elle effleure à peine notre région pour se fixer à Séville et surtout Grenade. Málaga, pourtant, jouissait depuis le début de ce siècle d'une petite fonction de villégiature hivernale dont témoigne encore l'architecture vieillot et quelque peu ampoulée du petit quartier résidentiel de la Malagueta. En fait, c'est là une activité très modeste et qui n'a rien de comparable à la fortune de Nice ou de la Riviera italienne: quelques madrilènes aisés, des britanniques surtout, "gibraltariens" désireux de s'évader périodiquement de leur rocher, nourrissent seuls une fonction résidentielle embryonnaire.

En définitive, le tourisme d'aujourd'hui représente un phénomène neuf, sans filiation véritable avec les timides prémisses antérieurs. Il éclate tardivement, remontant à peine au-delà des années 1960: vers 1955, les premiers hôtels qui apparaissent sur la côte occidentale de Málaga font figures de pionniers, et il faut attendre 1959 pour voir ériger le Pez Espada (Torremolinos), doyen de l'hôtellerie de luxe, qui marque le véritable point de départ de la fonction balnéaire moderne. Depuis lors, en 15 ans, la croissance s'affirme par contre de manière extrêmement vive et continue: de 1960 à 1975, le nombre moyen de visiteurs est multiplié par 10, passant de 300 000, à peine, à plus de 3 millions.

Ce véritable "boom" dont la vigueur ne se dément jamais au long des 15 dernières années présente néanmoins un cheminement variable qui permet de distinguer 3 étapes successives (Fig.47):

- la période 1960-1965 est celle des débuts du grand tourisme. Elle succède à quelques années de balbutiements où une fréquentation timide, soutenue par un équipement encore très modeste, marque sur la côte occidentale les débuts de la fonction balnéaire moderne. Infrastructure d'accueil et nombre de visiteurs vont doubler au cours de ces 5 années: pour la première fois le nombre des touristes dépasse le seuil des 500 000, pour la première fois aussi les étrangers arrivent les plus nombreux. La vocation de la Costa del Sol est, dès lors, parfaitement fixée: c'est celle d'un tourisme de masse, international, qui encore ne s'affirme clairement que sur le littoral occidental de Málaga.

- l'épisode 1965-1970 est celui de la véritable "explosion touristique". Une sorte de fièvre s'empare de la côte, pulvérise les records de croissance, gagne vers l'Est des zones jusque-là peu touchées, autour de Velez, Nerja, Almuñecar, Almería. La fonction balnéaire s'enfle considérablement, s'étale dans l'espace jusqu'à fixer les traits essentiels de son visage actuel. La capacité d'accueil triple



pour dépasser 300 000 places en 1970, le nombre des visiteurs connaît un développement identique, tandis que les succès de l'aéroport international de Málaga dont le trafic fait plus que quadrupler (1,7 million de passagers dès 1970) invitent à l'aménagement de celui d'Almería pour les voles européens. La construction de logements touristiques -hôtels, appartements- connaît alors son rythme maximum qui culminera vers 1968: en une seule année, l'hôtellerie augmentera sa capacité d'accueil de quelque 25% !

- la dernière étape, de 1970 à 1975, pourrait être qualifiée de "phase de consolidation". A partir de 1971-1972 le taux de croissance, vertigineux jusque-là, se ralentit pour se stabiliser à un niveau plus raisonnable mais fort élevé encore qui ne fléchira enfin qu'avec les séquelles de la crise économique européenne: le nombre des visites augmentera d'environ 50% pendant le quinquennat considéré. La Costa del Sol est devenue une "usine à vacances".

A quelles raisons attribuer un succès si spectaculaire ? Et pourquoi en Andalousie méditerranéenne, alors que les régions voisines de Basse Andalousie ou du Levant murcien sont beaucoup plus modestement touchées ? Les causes profondes n'en sont pas facilement perceptibles, même si la Costa del Sol ne manque pas d'atouts spécifiques.

On songe d'abord au soleil, exigence première, décisive, de la clientèle touristique d'aujourd'hui. L'Andalousie méditerranéenne est, de ce point de vue, remarquablement partagée, bien mieux notamment que les Baléares, la Costa Brava ou les Canaries en été: elle jouit de 3000 heures d'ensoleillement annuel contre 2700 à Palma de Majorque, 2500 à Ajaccio, 2400 sur le littoral catalan au Nord de Barcelone. La dénomination de "Costa del Sol" n'est donc pas un titre usurpé. Le soleil, condition indispensable du succès, habilement mis en valeur par la publicité, n'est pas cependant la clef déterminante de la réussite: l'explication n'est pas suffisante. Il suffit pour s'en convaincre de constater que l'Andalousie méditerranéenne néanmoins n'a point l'apanage des records d'ensoleillement: la courbe des 3000 heures englobe aussi la plus grande partie du Levant murcien tandis que la Basse Andalousie littorale peut compter jusqu'à plus de 3200 heures de soleil, sans bénéficier pour autant d'un développement touristique très spectaculaire.

Les autres arguments publicitaires -la plage, l'Andalousie- complaisamment étalés par les agences de voyage, ne sont d'ailleurs pas plus spécifiques de la Costa del Sol: les plages sont ici incontestablement moins belles que sur les côtes gaditanes ou onubenses et l'exotisme andalou se conserve aussi beaucoup plus vivant en Basse Andalousie.

A l'heure où les vacances sont devenues essentiellement des marchandises commerciales, les raisons du succès touristique découlent au fond des initiatives des investisseurs professionnels. L'offre, dans ce cas, précède la demande et la canalise. Doit-on voir pour autant dans l'essor de la Costa del Sol le fruit d'un hasard qui aurait fixé ici le choix des promoteurs plutôt que sur les côtes voisines placées au départ dans des conditions comparables ? Non, sans doute: un tel choix ne

peut résulter que d'une estimation raisonnée des avantages propres à ce secteur. C'est retrouver, au-delà du bienfait de l'ensoleillement, banal dans le Sud de l'Espagne, des raisons de succès spécifiques à l'Andalousie méditerranéenne.

L'une d'elles tient à ce qu'elle était mieux connue, du moins dans sa partie occidentale, que les côtes voisines: avantage, au départ, d'un poids incontestable. Málaga, d'abord, jouissait de longue date dans les milieux aisés de Madrid d'une réputation de cité balnéaire agréable: elle se trouvait ainsi heureusement prédisposée à capter à la fois, le moment venu, clientèle riche et investissements de la capitale. Les qualités de la Costa del Sol étaient déjà suffisamment reconnues pour que les premiers placements de capitaux n'y paraissent point une trop grande aventure. Bien plus, d'Algeciras à Málaga, le littoral était parcouru depuis longtemps de façon régulière par des groupes de ressortissants étrangers dont le rôle allait être par la suite fort important:

- en premier lieu, les Britanniques qui, depuis Gibraltar fréquentaient la région en quête de brèves évasions de week-end ou même de séjours solitaires plus prolongés.

- les Français du Maroc, d'autre part, en route vers la France qui, après avoir traversé à Algeciras, empruntaient la route de ce littoral pour eux familier.

Les uns et les autres - Madrilènes, Britanniques, "Pieds-Noirs" du Maroc à l'heure de la décolonisation - interviendront certainement de manière décisive pour favoriser les débuts touristiques de la Costa del Sol: ils apportent à la fois les capitaux qui permettent de créer les premiers éléments de l'infrastructure d'accueil et fraient la voie à une clientèle qui, au départ, est surtout madrilène, anglaise et "marocaine". Le choix initial ainsi déterminé, l'élan était donné qui, par un classique phénomène de "boule de neige", allait promouvoir la Costa del Sol au rang des grands foyers touristiques espagnols.

Les initiatives originelles, puis celles qui les ont suivies, ne constituent pas cependant un pari hasardeux. Elles reposent au fond sur une analyse raisonnée des avantages propres à la Costa del Sol:

- avantages climatiques, d'une part, ou absences de contraintes naturelles par rapport aux régions voisines: le vent violent, les moustiques qui rendent désagréables, souvent, les séjours sur les plages de Cadix et Huelva sont inconnus ici; l'aridité qui marque trop sévèrement les paysages du Levant murcien et parfois pose de façon aiguë le problème de l'alimentation en eau est beaucoup moins contraignante en Andalousie méditerranéenne. Surtout, enfin, la clémence exceptionnelle des hivers permet d'escompter une fréquentation touristique étalée sur la "saison froide" et une meilleure rentabilité des équipements: le succès de la Costa del Sol

s'assoit ainsi, pour une part, sur la mise en valeur de sa spécificité thermique.

- avantages fonciers, aussi qui prédisposaient plus facilement le promoteur à investir ici: alors que la majeure partie du littoral de Huelva, contrôlé par des biens communaux inaliénables, oppose à la construction des obstacles juridiques ou des perspectives aléatoires (I7), les coteaux qui bordent la Costa del Sol, d'appropriation privée, n'imposent aucun frein à la spéculation et offrent au contraire des sites de qualité et des terrains à bas prix en égard de leur médiocre valeur agricole.

- l'existence enfin d'un aéroport international à Málaga, dont la modernisation ne présentait guère de difficultés, constituait un élément extrêmement favorable, par rapport aux régions voisines: elle levait le handicap d'un accès difficile et ouvrait les larges perspectives d'un tourisme "étranger", de provenance lointaine.

Le succès de la Costa del Sol répond donc finalement à des origines complexes, à un faisceau de causes convergentes plutôt qu'à une raison unique trop souvent assimilée à la seule vertu du soleil. On y retrouve cependant la marque d'une spécificité régionale: l'Andalousie méditerranéenne, par la voie du tourisme comme par celle de l'agriculture de pointe, construit largement son renouveau sur ses privilèges thermiques. Ces origines aident, en tous cas, à comprendre les caractères essentiels de la fonction balnéaire actuelle: ceux-ci, à leur tour, ne sont pas sans influencer sur la nature des rapports entre tourisme et milieu d'accueil.

2 - Les caractères majeurs du phénomène touristique.

Le tourisme de la Costa del Sol présente, en effet, quelques caractéristiques originales sur lesquelles il convient de s'arrêter un instant (I8).

La première, la plus importante quant aux conséquences qu'elle entraîne, est sa fonction internationale. Marquée dès l'origine, cette vocation n'a cessé de s'affirmer: dès 1961, les visiteurs espagnols deviennent minoritaires; entre 1965 et 1970, au fur et à mesure que s'enflent les chiffres de fréquentation, la clientèle étrangère atteint les 2/3 environ du total des touristes; depuis lors, elle s'impose davantage encore jusqu'à en représenter les 3/4.

La provenance de ce volumineux courant international est exprimée en détail par la figure 48. La grande majorité des visiteurs est originaire des grandes concentrations urbaines et industrielles de l'Europe du Nord-Ouest (les 2/3 environ) et de l'Amérique septentrionale (1/4 environ).

Il est plus difficile, faute de statistiques, de connaître avec précision l'origine du petit contingent de touristes espagnols. Celui-ci semble alimenter deux flux distincts: l'un, national, nourri d'une clientèle souvent fortunée, procède surtout des grands foyers urbains du Nord, - Madrid, Pays Basque et Catalogne -;

le second, régional, issu des villes andalouses intérieures, - Séville, Jaen et surtout Cordoue -, paraît essentiellement formé par les membres de la moyenne bourgeoisie citadine (juristes, médecins, etc..). Mais, au total, son importance relative est trop faible pour marquer sensiblement le milieu touristique. Le ton est donné par les étrangers: ce sont eux qui définissent l'ambiance, imposent leurs goûts, finalement imités par les vacanciers nationaux.

Il en résulte des conséquences d'une grande portée:

- le rôle fondamental de l'avion, - le "charter" surtout -, pour l'acheminement de cette clientèle lointaine: l'aéroport de Málaga, le plus important, atteint en 1975 un trafic de près de 2,7 millions de passagers dont plus de 1,5 transportés par charters.

- la nature "enclavée" des zones touristiques, parfaitement étrangères au pays, noyaux de luxe et de plaisirs sophistiqués enkystés au flanc d'une région encore sous-développée: le touriste importe ici ses goûts de citadin, recherche un milieu familial, celui de la société habituelle, refuse au fond de connaître le milieu d'accueil. Les cités balnéaires se trouvent ainsi étrangement "délocalisées", extérieures au monde de l'Andalousie méditerranéenne. C'est là un phénomène d'une portée considérable dont on tentera plus loin d'exprimer les effets essentiels pour la région.

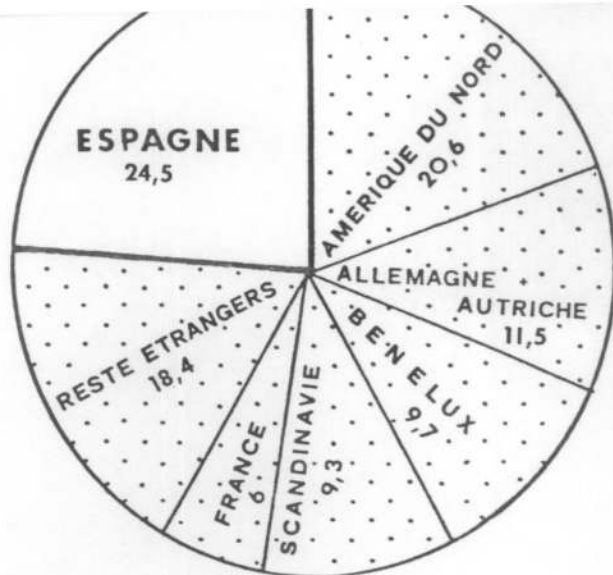
- la qualité, enfin, de l'équipement touristique, faite pour répondre aux exigences d'une telle clientèle.

La Costa del Sol peut, en effet, se définir en second lieu comme un foyer touristique de bon standing. La structure de l'équipement, incomparablement meilleure que celle des côtes de Basse Andalousie, voire même supérieure à celle des grandes régions balnéaires consacrées comme les Baléares, en porte témoignage (Fig. 48).

Le tourisme de faible niveau, à caractère "social", ne dispose que de peu de moyens. Les campings notamment ne représentent qu'à peine plus de 1% de la capacité d'accueil. Cette carence s'explique sans doute par l'éloignement des pays émetteurs qui rend plus difficilement praticable une telle formule mais résulte surtout d'un choix délibéré des promoteurs. En effet, l'hôtellerie de rang modeste n'est guère mieux partagée: pensions et hôtels de 1 et 2 étoiles n'offrent que le 1/4 des places disponibles.

Le tourisme de niveau moyen est beaucoup mieux doté. Il dispose de plus du tiers du volume hôtelier (hôtels de 3 étoiles) et utilise en masse la plus grande part des appartements en immeubles collectifs ainsi qu'une fraction importante des villas individuelles en lotissements.

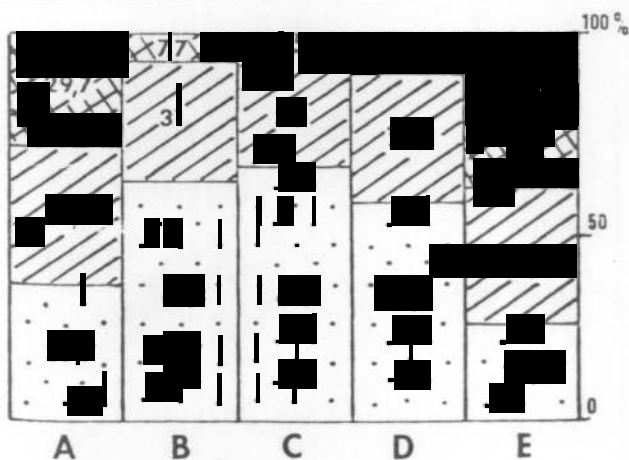
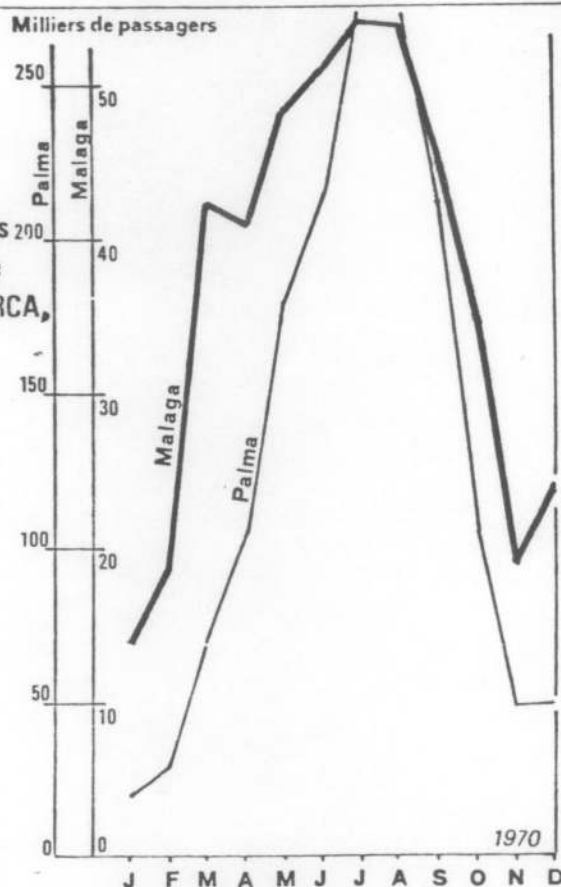
Mais c'est finalement l'équipement de luxe qui marque les traits les plus significatifs de la Costa del Sol. Les hôtels de grand standing (4 et 5 étoiles) regroupent ici 30% des places (moins de 8% aux Baléares). La multiplication des



UN TOURISME INTERNATIONAL.
(visiteurs 1973).

**UNE FRÉQUENTATION RELATIVEMENT
ETALÉE :**

trafic comparé des arrivées internationales
aux aéroports de MALAGA et PALMA de
MALLORCA,



- A - COSTA DEL SOL.
- B - BALEARES.
- C - COSTA BRAVA.
- D - CÔTE D'ALICANTE.
- E - CANARIES.

- Places en hôtels de luxe : 4 et 5 étoiles. (1975)
- - - - - catégorie moyenne : 3 étoiles.
- - - - - inférieure : 1 et 2 étoiles

UN TOURISME DE BON STANDING.

FIG. 48 - LES CARACTÈRES DU TOURISME SUR LA COSTA DEL SOL

ports de plaisance, parfois somptueux (José Banus à Marbella, par exemple), celle des terrains de golf entretenus à grands frais, - une douzaine actuellement -, soulignent la même tendance.

Semblables orientations correspondent aux exigences d'une clientèle aisée mais qui, dans le détail, se partage en deux grandes catégories et engendre, schématiquement, deux formes d'urbanisation:

- un "tourisme de masse" originaire des classes moyennes européennes. C'est lui qui alimente la clientèle des vols charter, utilise les équipements confortables mais stéréotypés construits de préférence à proximité des aéroports. Aussi a-t-il provoqué une urbanisation compacte, dense, de véritables cités balnéaires comme celles qui, non loin de l'aéroport de Málaga, occupent le littoral de Torremolinos à Fuengirola. Ailleurs, à faible distance de l'aérodrome d'Almería, il a suscité des complexes touristiques entièrement neufs, nés au milieu d'espaces vides (Aguadulce; Roquetas de Mar, etc...).

- un tourisme de luxe, celui des riches visiteurs, souvent américains ou allemands, marqué par les séjours princiers ou ceux des vedettes de la politique, des affaires ou du cinéma.... Celui-ci a suscité une urbanisation plus aérée: palaces ou riches demeures s'isolent dans les jardins, séparés par d'amples espaces verts consacrés au golf, au tennis, à l'équitation... Marbella en constitue un bon exemple.

Dans les deux cas, dans le second surtout, le niveau élevé de la fréquentation touristique suppose des services élaborés et, dans l'ensemble, un personnel de bonne compétence: la population locale à peine sortie d'une pauvre tradition paysanne est-elle à même de répondre à ces besoins ?

La troisième caractéristique du tourisme sur la Costa del Sol tient à son étalement au long de l'année. C'est là, en même temps, la conséquence des privilèges thermiques de l'hiver local et celle d'une fréquentation aisée ou riche qui fournit une clientèle capable de s'évader en toute saison, voire de résider en permanence sur les lieux de vacances.

Sans doute la prépondérance de l'été demeure-t-elle évidente: 43% des visiteurs se concentrent sur 4 mois, de Juin à Septembre. Pourtant, par rapport aux fortes inégalités qui marquent la plupart des régions balnéaires, la Costa del Sol est nettement avantagée. Si on compare, par exemple, les statistiques mensuelles de de l'aéroport de Malaga et celles de Palma de Mallorca qui contrôle l'essentiel des entrées de touristes aux Baléares, on est frappé par la plus grande régularité saisonnière des arrivées sur la Costa del Sol. Le rapport du mois le moins fréquenté (Janvier) au mois le plus fréquenté (Juillet ou Août) n'est que de 8% pour les Baléares contre 25% sur la Costa del Sol. Surtout, comme l'illustrent parfaitement les

courbes, la Costa del Sol bénéficie de 2 "pointes" hors-saison qui font défaut aux stations plus septentrionales: l'une, secondaire, se signale au coeur de l'hiver, à l'occasion des fêtes de fin d'année; l'autre, plus accusée, se place autour de la Semaine Sainte dont l'attraction demeure puissante en Andalousie (Fig.48).

En définitive, si l'on prend l'été comme référence de pleine utilisation des capacités hôtelières (Juin-Juillet-Août-Septembre), on constate que les 4 mois les plus défavorables, en automne-hiver, bénéficient encore d'une fréquentation supérieure à 50% de celle de l'été et que le printemps, quant à lui, jouit d'un "remplissage" aux $3/4$ par rapport au maximum estival.

C'est là, pour la région, un fait de grande importance: la fonction touristique ne cesse jamais au cours de l'année et alimente une activité continue dans le temps. Hôtels, commerces, salles de spectacles ne ferment pas.

Peut-être aurons-nous le sentiment de nous être attardé trop longtemps sur des faits touristiques qui ne semblent pas concerner directement notre propos. Pourtant, on pourra mesurer plus loin l'importance de la nature même de ces phénomènes pour la région tout entière: la massivité du tourisme, la brutalité de son essor, son caractère international comme sa qualité ont des répercussions sensibles sur les effets qu'en ressentent les campagnes environnantes.

B - Les effets positifs du tourisme .

L'effet le plus visible de l'essor touristique se manifeste par une croissance urbaine rapide: il s'agit d'héberger une énorme population saisonnière, sans doute proche d'un million de personnes au coeur de l'été. Soucieux de définir ici des mécanismes généraux davantage que de décrire des situations locales variées et complexes, nous nous bornerons, dans un premier temps, à ébaucher un schéma rapide du phénomène, sans autre but que d'éclairer les termes majeurs d'un problème dont les nuances seront discutées ensuite.

L'urbanisation paraît susceptible de provoquer une évolution favorable de l'économie rurale traditionnelle paralysée par deux insuffisances notoires: la pauvreté paysanne, la surcharge humaine de campagnes cruellement dépourvues de nouveaux horizons de travail. A ces maux, elle peut en effet apporter des remèdes efficaces: source de profits liés aussi bien aux plus-values foncières qu'à l'offre d'emplois nouveaux, elle fournit à la fois l'occasion d'accumuler les capitaux indispensables aux investissements futurs, et d'assainir les structures encombrées de

la société rurale.

I - L'expansion urbaine et l'espace agricole : une source de profits .

L'urbanisation touristique revêt au long de la Costa del Sol des formes comparables. On reconnaîtra en tous lieux le même cadre constitué de 3 éléments principaux partout répétés :

- un front de mer dominé par une muraille continue de hauts immeubles modernes abritant hôtels et surtout appartements touristiques, longé d'une promenade monumentale dont s'enorgueillit toute station. C'est là le coeur longiligne mais dense de la vie balnéaire qui, partout, de Torremolinos à Estepona, de Torre de Mar à Almuñecar ou Roquetas, adopte toujours le visage impersonnel de l'urbanisme de série.

- immédiatement à l'arrière, sur l'axe de la route littorale, s'étalent les quartiers de services: magasins, restaurants, agences immobilières, salles de spectacles, etc... constituent le noyau actif et bruyant des agglomérations touristiques. Créés de toutes pièces (Aguadulce, Roquetas ou même Torremolinos) ou greffés sur de vieilles bourgades dont l'habitat est peu à peu fossilisé par les constructions neuves (Fuengirola, Almuñecar, Torre de Mar, etc..), ces foyers balnéaires représentent des cités compactes, linéaires ou ponctuelles selon leur importance mais qui ne gagnent guère vers l'intérieur.

- à leur périphérie, par contre, l'urbanisation se dilue en auroles plus ou moins amples sur les interstices libres de la côte et surtout sur les cotéaux qui conduisent aux premières pentes de la montagne. Là, les villas individuelles anarchiquement distribuées et surtout les lotissements de bungalows disséminent leurs constructions basses et aérées sur des superficies souvent considérables.

Ainsi, la même règle se vérifie partout: la densité urbaine, maximale sur le rivage des vieilles agglomérations côtières aujourd'hui submergées par le tourisme, s'affaiblit progressivement vers la périphérie. Une pression très vive n'affecte finalement que des espaces mesurés; amoindrie, plus légère, elle s'exerce par contre sur d'amples territoires du pourtour: l'urbanisation étale ses effets.

Aussi le marché foncier s'est-il trouvé soudain ranimé sur une bande littorale dont les dimensions excèdent rarement le territoire limite des stations elles-mêmes. La spéculation s'est emparée, en fait, de vastes zones rurales peu à peu pénétrées par les lotissements lâches, ou simplement susceptibles d'être colonisées à l'avenir par les résidences. La valeur du sol, partout, enregistre des plus-values considérables: dès les débuts de l'essor touristique, le prix moyen du ter-

rain sur la côte est multiplié par 50 entre 1957 et 1965 (19). Elle ne cessera de s'affirmer à proximité des cités balnéaires, atteignant sur le rivage des sommets quelquefois fabuleux. Surtout, elle va se propager vers l'extérieur pour gagner des zones de campagne parfois éloignées de plusieurs kilomètres des noyaux urbains. Alors que la valeur du sol avant 1957 demeurait en moyenne inférieure à 10 ptas/m², elle se chiffre aujourd'hui par milliers de pesetas le m² sur la côte, vers 150 ou 200 pesetas le m² à quelques distances du littoral, demeure supérieure à 50 ptas/m² jusqu'à fort loin parfois vers l'intérieur.

Les chiffres absolus, très variables, difficiles à connaître avec exactitude, n'importent guère d'ailleurs. L'essentiel, au fond, est de souligner les possibilités fructueuses ainsi ouvertes aux propriétaires fonciers, paysans ou citadins, qui tous ont pu réaliser de généreux profits par la vente de quelques parcelles. Ici ou là, la rumeur colporte la légende dorée de ^{petits} paysans soudainement enrichis. Au-delà des cas exceptionnels ou des mythes collectifs, il est certain que beaucoup de petits agriculteurs ont acquis de la sorte des capitaux importants. L'importance des profits ainsi réalisés peut se mesurer à l'ampleur des superficies récemment urbanisées: on peut les estimer aux environs de 15 000 hectares pour l'ensemble de la Costa del Sol, volume considérable touchant plus ou moins une foule de propriétaires, et qui doit être largement majoré sans doute si l'on veut tenir compte de l'espace non encore construit mais cependant affecté par la hausse foncière.

On peut en déduire avec certitude que le tourisme a introduit par ce biais des disponibilités financières très notables dans un milieu rural qui en était particulièrement démuné. Les conséquences en sont théoriquement de grande portée si l'on suppose que cette injection de capitaux doit servir à moderniser et à relancer des systèmes agricoles défaillants ou à créer des activités non-agricoles presque inexistantes. Les structures de l'économie rurale peuvent s'en trouver heureusement assainies. Le paysan dispose désormais des moyens d'améliorer son exploitation au prix de la vente de quelques parcelles: son patrimoine légèrement amputé gagnera en qualité ou bien sera reconstitué intégralement sur de nouvelles bases plus à l'intérieur. Les bénéfices de la spéculation foncière ont pu financer de la sorte l'achat de motoculteurs, le captage de nouvelles sources, voire même la constitution d'exploitations nouvelles: de tels exemples, comparables à ceux décrits à Ibiza par J. Bisson (20), peuvent être relevés ici ou là, sur les bordures notamment de la Hoya de Malaga. Le journalier-microfundiaire qui se sépare de son unique parcelle, totalité de son bien, peut quand à lui trouver à s'employer dans les activités nouvelles engendrées par le tourisme: son départ vers d'autres fonctions soulagera d'autant une société agricole étouffée par le nombre.

Or, cette colonisation immobilière, impressionnante par son ampleur et

qui pourrait faire craindre une amputation fatale de l'espace cultivable, ne paraît pas avoir affecté trop gravement, dans l'ensemble, le territoire utile de l'agriculture. Les terroirs conquis par l'urbanisation sont, en général, de médiocre valeur agronomique et n'intéressent que les zones marginales des foyers agricoles: hors du périmètre étroit des stations elles-mêmes, les plus vastes espaces enlevés aux paysans se situent sur les maigres coteaux du littoral, terrains de parcours d'un "monte" rachitique ou versants d'arboriculture sèche en pleine décadence. Les terres basses, irrigables, ont par contre été fort peu touchées. En fait, les intérêts du touriste et ceux des promoteurs paraissent converger avec ceux des agriculteurs: les premiers recherchent des sites agréables, proches du rivage, bien aérés, s'ouvrant vers un panorama marin; ils boudent au contraire les zones basses à l'arrière de la côte; les promoteurs, eux, sont attirés par la valeur relativement faible des terrains de versants, reculent devant le coût élevé des terres riches de vegas; les paysans, enfin, n'hésitent pas à se défaire de champs sans intérêt actuel, heureux de profiter de l'aubaine qui leur permet d'en tirer un bon prix. Au total, la société rurale semble, de ce point de vue, obtenir à bon compte de fructueux profits de l'essor touristique.

En réalité, un jugement définitif concluant au bienfait sans partage des investissements immobiliers mériterait d'être nuancé. Pour la paysannerie, le résultat effectif de semblables phénomènes dépend de multiples variables: de la répartition réelle des bénéfices entre les différentes catégories sociales, de leur utilisation ultérieure, et surtout de l'intensité locale de la pression touristique qui, trop faible risque d'être sans effets ou, trop concentrée, entraîne le danger d'une désorganisation de l'espace agricole. Notre conclusion n'a donc que la valeur d'un schéma provisoire qui devra être détaillé à l'échelle des secteurs concrètement intéressés.

2 - L'urbanisation du travail : un exutoire pour les campagnes.

C'est surtout en créant des emplois nouveaux que l'urbanisation touristique peut agir efficacement pour décongestionner un monde rural sans horizon, condamné à l'émigration chronique ou, pour beaucoup, à un chômage larvé quasi permanent.

En dépit de l'incertitude des statistiques, les résultats d'ensemble peuvent être considérés comme remarquables. Si l'on s'en tient au volume global des postes de travail engendrés directement ou indirectement par l'essor touristique, c'est par milliers qu'il faut calculer le nombre des créations nouvelles: 15 000 déjà au cours des premières années, de 1957 à 1963, avant le grand élan ultérieur (19). Actuellement, on peut estimer à 100 000 au moins le nombre des emplois liés à l'ur-

banisation balnéaire (21): 1/10 de la population totale de l'Andalousie méditerranéenne, - 1 million de personnes environ -, est donc ainsi touché, 1/3 au moins des actifs. Bilan exceptionnel qui place le tourisme au rang des plus importants utilisateurs de main-d'oeuvre de la région, hors de l'agriculture.

Les nouveaux emplois induits par l'essor balnéaire se partagent à peu près également, en effet, entre les secteurs secondaire et tertiaire.

Services et commerces, de nature extrêmement diverse, ne se rattachent que partiellement à l'activité touristique proprement dite. Hôtellerie, restauration, agences de voyages, spectacles ne représentent qu'une part sans doute minoritaire des postes de travail, 1/3 environ. Les métiers para-touristiques liés au développement d'une population urbaine souvent aisée sont les plus nombreux: commerces de tous types, du banal "supermarché" à la boutique de mode, entreprises de transport, professions libérales ont proliféré à un rythme très rapide.

L'industrie du bâtiment et des travaux publics constitue par ailleurs l'un des termes essentiels du bilan de l'essor touristique, l'un des piliers fondamentaux de l'emploi régional. Son expansion considérable tient à peu près uniquement aux besoins de l'équipement des zones balnéaires, à "la fièvre du ciment" qui s'est emparée soudain de bien des zones littorales. Dans cette région particulièrement dépourvue d'activités manufacturières, elle représente désormais le meilleur de la fonction industrielle.

On en vient à conclure que le tourisme est en Andalousie méditerranéenne le moteur principal, sinon exclusif, de l'urbanisation et du développement des fonctions non-agricoles.

L'urbanisation balnéaire suscite en tous cas des conséquences importantes sur le marché régional du travail.

Au premier rang, on situera l'effet de rééquilibrage qu'elle provoque dans les structures professionnelles jusqu'alors trop exclusivement agricoles, un assainissement certain des sociétés rurales.

C'est, logiquement, sur le littoral, à proximité des grandes stations que le phénomène est le plus sensible. Dans les cas extrêmes, sur la côte occidentale de Málaga par exemple, on a pu assister à un véritable transfert des fonctions agricoles vers les nouvelles activités qui monopolisent jusqu'aux 9/10 de la population active: on est là désormais dans le cadre de campagnes urbanisées. Ailleurs, l'évolution a été moins brutale et a pu aboutir à des structures plus équilibrées: à Velez, à Almuñecar, ainsi qu'en d'autres bourgades plus petites, l'agriculture qui en 1960 accaparait les 3/4 des actifs a reculé sensiblement devant l'emploi secondaire et tertiaire qui, dix ans plus tard, occupe 1/3 à 1/2 des travailleurs.

Mais, l'influence de l'urbanisation touristique ne se borne pas uniquement au littoral. Elle pénètre par endroit vers les campagnes intérieures où elle entraîne une certaine diversification professionnelle. On le saisit parfaitement dans certaines communes de la Hoya de Málaga, par exemple: à Cartama, à Pizarra la population active agricole est tombée respectivement à 47% et 67% en 1970 au profit de métiers nouveaux où le bâtiment tient une place privilégiée. Dans certains cas, elle s'insinue plus loin encore, jusqu'au coeur de la Serrania de Ronda où certains villages comme Alpandei ou Benalauria, voués pour plus de 90% de leurs effectifs à l'agriculture (1960), n'y emploient plus que les 2/3 des actifs en 1970.

En fait toute la région ressent cette tendance, à des degrés plus ou moins marqués, mais le plus souvent en liaison avec la croissance urbaine touristique. Les statistiques globales, même à l'échelle des provinces, y sont sensibles:

Pourcentage des actifs employés dans les différents secteurs économiques en 1960 et 1970.

		I	II	III
Málaga	1960	52,5	17,4	30,1
	1970	31	29	40
Grenade	1960	59,6	17,5	22,9
	1970	49	20,1	30,9
Almeria	1960	65,8	16,5	17,7
	1970	48,1	21,8	30,1

L'urbanisation balnéaire suscite en effet des mouvements migratoires inédits qui en diffusent les bénéfices dans l'arrière-pays. Migrations de tous ordres: durables, voire définitives, qui nourrissent l'essor des villes côtières; temporaires ou saisonnières relayant parfois les déplacements traditionnels de récolte ou les campagnes lointaines vers l'étranger; quotidiennes aussi lorsque la proximité en fournit l'occasion.

Nous ne nous attarderons pas ici sur l'analyse de ces nouveaux mouvements de population dont la variabilité locale est trop grande pour s'inscrire dans un raisonnement général: elle sera entreprise plus loin. Il suffira pour l'instant de souligner leur rôle de vecteur dans le mécanisme qui permet au tourisme de diffuser ses effets en profondeur. Leur attraction sur la fraction la moins favorisée de la société rurale aboutit à une double conséquence:

- le délestage d'une main-d'oeuvre flottante, excédentaire, - celle des journaliers -, qui pesait gravement sur l'équilibre des campagnes. On constate, partout où peut intervenir l'influence touristique, une réduction importante du nombre des salariés agricoles. A Pizarra, Cartama, pour^{re} prendre l'exemple de la Hoya de

Málaga, leurs effectifs jusqu'alors pléthoriques ont fondu des 4/5 pour se reporter massivement vers les emplois non-agricoles du littoral. Le chômage latent dans ces villages a diminué d'autant, l'émigration lointaine ou l'exode définitif ont été considérablement ralentis, parfois supprimés.

- l'appoint de ressources complémentaires indispensables à l'équilibre des plus petites exploitations peut être dégagé désormais grâce à des prestations plus ou moins régulières dans les entreprises des zones balnéaires. En permettant le développement de l'agriculture à temps partiel, le tourisme apparaît ainsi comme un pilier essentiel pour le maintien de la petite paysannerie.

A s'en tenir à ces premières constatations d'ordre général, l'essor touristique paraît s'imposer comme la planche de salut qu'espéraient des campagnes en pleine décadence. Diversification de l'emploi, injection de capitaux dans un pays particulièrement pauvre: le tourisme intervient comme un partenaire irremplaçable dans le processus de modernisation de l'économie régionale. Il fournit le soutien indispensable d'une infrastructure urbaine qui jusque-là faisait défaut.

Le ralentissement de l'émigration, la baisse du chômage, l'augmentation des revenus individuels varient actuellement en fonction directe de son importance (22). C'est là sans doute la meilleure preuve de l'efficacité de son action.

Cependant, un jugement appuyé sur une vision générale du phénomène demeure quelque peu théorique, superficiel, et par là ambigu. Les bienfaits de l'essor touristique au niveau de l'économie régionale et surtout au sein des campagnes ne peuvent être pleinement ressentis que s'ils parviennent réellement à modifier ~~à modifier~~ de façon durable les conditions de vie des catégories sociales les plus nécessiteuses des secteurs géographiques les plus déprimés. Il faudrait, d'abord, pour cela que le tourisme soit assez également distribué. Il faudrait aussi que les gens du pays en retirent les meilleurs bénéfices.

Autant de préalables qui dépendent essentiellement de l'ampleur et de la nature du tourisme selon les lieux et qui obligent par conséquent à affiner notre analyse. Levier possible pour un renouveau régional, l'essor touristique peut être aussi une arme dangereuse.

C - Limites et dangers de l'essor touristique.

Pour une estimation justifiée de l'impact du tourisme en Andalousie méditerranéenne, le bilan brièvement proposé ci-dessus doit être précisé en regard de 2 questions essentielles:

- quelle est, d'abord, son extension spatiale ? Quelles sont les dimensions de

l'aire géographique qu'il affecte de façon sensible ? La réponse définira le pouvoir régional réel du tourisme, les possibilités physiques de son influence.

- quelle est, enfin, la nature exacte de son intervention dans la société et l'économie des zones qu'il touche avec assez de force ? Il s'agit, au fond, de tenter de comprendre comment se distribuent concrètement les bienfaits de la croissance globale définie jusqu'alors par des chiffres commodes mais abstraits. Quelle est la part qui revient aux hommes du pays ?

C'est rechercher, en définitive, si la croissance touristique est capable de créer, sur place, les conditions du développement, de servir de stimulant pour un renouveau de l'économie régionale, ou simplement de jouer le rôle d'un calmant qui rendrait ses maux moins douloureux.

I - Un essor géographiquement limité.

Le développement touristique s'est fait en Andalousie méditerranéenne sur un espace fort étroit. Il n'intervient que sur une modeste partie de la région (Fig.49).

Réduit à une fonction uniquement balnéaire, il se trouve - par définition - strictement confiné sur les plages, au long d'une étroite frange littorale. Faute d'autres formes notables de tourisme, l'intérieur tout entier, la majeure partie du pays, s'en trouve totalement privé. Le tourisme de passage, celui des villes monumentales, Grenade, voire Ronda, demeure extérieur à notre région. La montagne, quant à elle, a suscité des projets ambitieux jamais suivis de réalisations: les sports d'hiver sont logiquement cantonnés au versant nord de la Sierra Nevada, là où l'exposition permet un enneigement plus durable ; les séjours d'été en altitude n'attirent qu'une clientèle insignifiante... regroupée pour l'essentiel dans le seul village alpujarreño de Capileira ! En définitive, ce sont encore les stations thermales traditionnelles, surannées, qui depuis plus d'un siècle représentent le meilleur du tourisme de l'arrière-pays: Alhama-de-Almeria sur le moyen Andarax, Tolox aux confins orientaux de la Serrania de Ronda ne sont que des survivances d'un passé plus brillant, équipées de quelques rares hôtels vieillots; Lanjaron, seule, au contact de la Haute Alpujarra et du Valle de Lecrín tient un rang honorable avec une trentaine d'hôtels de niveau moyen et une fréquentation annuelle de 5 à 6000 personnes...

Le tourisme, donc, ignore à peu près l'arrière-pays. Du moins peut-on supposer que son influence s'étend suffisamment vers l'intérieur à partir de la côte où il se concentre. Nous avons signalé plus haut les mouvements migratoires qu'il peut déclencher jusque dans des contrées relativement lointaines. Même si l'on ne

discute point pour l'instant de la portée réelle des déplacements qu'il engendre ainsi, il est clair que ceux-ci n'acquiescent quelque importance qu'en raison d'une force d'attraction suffisante des côtes les plus proches, soit d'un stade d'urbanisation balnéaire assez avancé et d'un dynamisme touristique soutenu. C'est postuler, si l'on veut admettre une influence régionale du tourisme étendue à la majeure partie de l'arrière-pays, que l'énorme potentiel touristique créé depuis 15 ans est régulièrement distribué au long des 300 km de rivage de l'Andalousie méditerranéenne. Il n'en est rien.

La Costa del Sol est, en fait, très inégalement marquée par la récente expansion balnéaire. La carte (Fig. 49) démontre parfaitement sa forte concentration géographique sur des espaces limités. Né à l'Ouest de nos régions, le tourisme s'y est accumulé pour le meilleur de sa croissance, ne réussissant ailleurs qu'à créer des foyers isolés d'envergure secondaire. On est donc conduit ainsi à délimiter 2 ensembles géographiques d'intérêt très inégal:

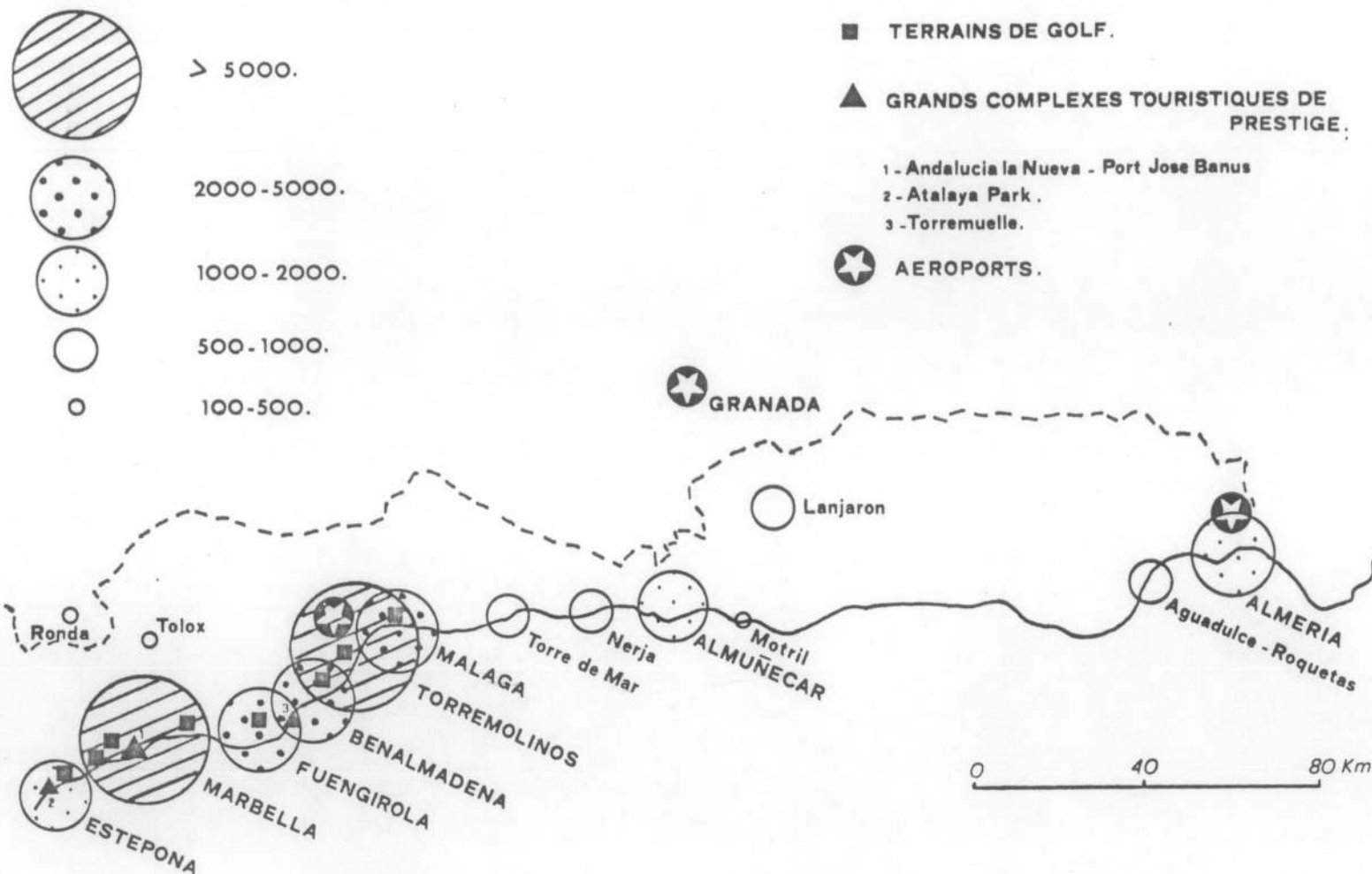
- la Costa del Sol de Málaga regroupe sur une centaine de kilomètres, à l'Ouest de cette ville et jusqu'au-delà d'Estepona, aux limites de notre domaine, les 4/5 du potentiel touristique de l'Andalousie méditerranéenne tout entière. Avec plus de 300 000 places en hôtels, appartements ou villas, elle représente le plus important foyer balnéaire du Sud espagnol, à l'échelle des plus grandes concentrations touristiques européennes. C'est aussi la zone la mieux équipée où se rassemblent la totalité des terrains de golf, des grands ports de plaisance, les hôtels de haut standing, et qui attire, en conséquence, la clientèle la plus internationale et la plus fortunée. L'urbanisation tantôt dense, tantôt aérée frange continûment tout ce littoral ponctué de stations désormais connues: Torremolinos, Benalmadena, Fuengirola, Marbella, Estepona.

- à l'Est de Málaga et jusqu'à Almería, le tourisme se dilue par contre en une géographie ponctuelle: 100 000 places à peine, 1/5 de la capacité d'accueil totale, s'égrènent sur plus de 200 km. de côtes. Les stations ici sont modestes: quelques milliers de lits, un équipement élémentaire. Isolées les unes des autres par de longs espaces vides de vacanciers, elles ne réussissent à créer de fonctions urbaines notables qu'en quelques foyers d'ampleur finalement limitée: Torre del Mar et Nerja sur la côte orientale malagueña, Almuñecar sur celle de Grenade, Roquetas, Aguadulce, Almería, tout à l'Est, sur les rivages du Campo de Dalías et du bas Andarax. La vie balnéaire ici est accessoire, fondue modestement au sein d'un monde rural sur lequel elle ne peut prétendre influencer sensiblement.

Sans doute peut-on arguer d'une situation provisoire, envisager un essor avenir qui élèverait le littoral oriental au rang de la Costa del Sol malagueña,

FIG. 49. LA REPARTITION DE L'EQUIPEMENT TOURISTIQUE EN ANDALOUSIE MEDITERRANEEENNE.

EQUIPEMENT HOTELIER : nombre de places en 1970.



offrant ainsi l'ensemble de nos régions aux effets de l'urbanisation balnéaire.

L'examen, même superficiel, des raisons du retard touristique des côtes grenadines et almeriennes ne permettent guère, en fait, de retenir cette hypothèse optimiste: l'inégalité spatiale du phénomène tient à des causes profondes.

Notons, en premier lieu, le handicap qui résulte du retard chronologique enregistré par la croissance balnéaire des rivages orientaux: celle-ci ne s'affirme guère qu'à partir des années 1970 ou immédiatement antérieures, soit 10 ans après les grands débuts de la côte malagueña, à un moment où cette dernière s'est déjà dotée d'un équipement formidable, peut-être demesuré, capable d'absorber la totalité des candidats aux vacances andalouses. Si l'on admet que l'expansion touristique dont jouit une région donnée ne dispose pas d'un champ infini, il semble que les côtes orientales de l'Andalousie méditerranéenne arrivent trop tard sur le marché des vacances, du moins sous la forme où il est exploité sur la Costa del Sol malagueña. Leur chance alors se situerait dans la promotion d'un tourisme différent, plus modeste, d'origine plus régionale.

Il est vrai, d'autre part, qu'au-delà de Málaga, vers l'Est, le littoral n'offre plus les mêmes avantages pour le grand tourisme. L'accès à la côte, obstacle décisif, est difficile, héroïque même, par des routes étroites et sinueuses. Surtout, les aéroports manquent pour desservir toute la partie médiane de la région: Motril, Almuñecar sont à plus de deux heures de route des pistes de Málaga, de Grenade ou Almería. Pour le secteur le plus oriental, l'aéroport récent d'Almería ne paraît pas d'ailleurs modifier radicalement les tendances d'un développement balnéaire qui reste modeste.

C'est que, au fond, l'environnement ici n'est pas très attractif. Si l'on excepte les magnifiques corniches de la retombée de la Sierra Almijara, peu propices d'ailleurs à l'urbanisation, les paysages ne sont pas toujours très agréables: uniformité monotone des plantations de canne à sucre autour de Motril, grands versants d'aspect pouilleux des côtes schisteuses de la Contraviesa, vides des étendues arides des pays d'Almería n'offrent guère d'intérêt pour le touriste banal.

Ajoutons enfin que la population n'avait peut-être pas ici le même désir que celle de Málaga de solliciter le grand tourisme: un renouveau agricole bien amorcé déjà sur une bonne partie de ces côtes détournait les énergies et les espoirs vers d'autres horizons.

On se trouve donc face à des situations radicalement différentes: une activité balnéaire relativement limitée sur la plus grande longueur du littoral; une concentration massive, monstrueuse même, sur le tiers occidental de nos côtes.

Une telle discontinuité modifie considérablement les termes et la nature

du rapport entre le tourisme et la région. Peut-on attendre des relations harmonieuses hors d'un certain équilibre entre la force de pénétration de l'un et la capacité d'assimilation de l'autre ?

Le médiocre développement touristique des 2/3 orientaux du littoral qui précisément animent le meilleur de l'agriculture moderne ne permet guère d'envisager une influence sensible des activités balnéaires. On en retiendra une première conclusion: insignifiant ou marginal sur de trop vastes étendues, le tourisme ne peut avoir actuellement de réel pouvoir régional, ni servir de levier à un renouveau d'ensemble de l'Andalousie méditerranéenne. Son pouvoir est surtout local.

Là, au contraire, où il s'impose avec tant de vigueur, sur la fraction occidentale du pays, son poids est tel, son dynamisme si démesuré en regard de l'apathie du milieu receveur qu'il faut craindre pour l'identité même des pays qui l'accueillent. Il s'ensuit, dès lors, une question capitale: agira-t-il sur l'économie et la société traditionnelles comme un stimulant, une force de progrès, ou, à l'inverse comme un élément perturbateur, une arme de désagrégation ? Le danger existe et pose le problème très général de la validité du tourisme comme outil de développement des campagnes attardées. C'est dans ce sens qu'il faut donc désormais orienter la réflexion si l'on veut mesurer l'apport réel de l'essor touristique dans la modernisation de l'Andalousie méditerranéenne.

2 - Une croissance qui peut être dangereuse.

a/ - Modernisation ou désorganisation de l'économie traditionnelle ?

C'est en ce terme que se pose d'abord le problème de l'impact touristique. Dans un pays essentiellement rural, la question capitale est donc celle des rapports tourisme-agriculture. Les campagnes vont-elles se trouver stimulées, paralysées ou ruinées par l'urbanisation balnéaire qui s'étend à leur voisinage ? Problème complexe qui mérite, si l'on veut en clarifier les données, que l'on s'arrête un instant sur les termes possibles de l'intervention touristique. Cette dernière peut normalement se manifester à trois niveaux différents (I2):

- au niveau du marché de consommation, l'accroissement massif de la demande liée aux visiteurs est susceptible d'orienter la production et d'en faciliter l'écoulement.

- au niveau du marché foncier, la spéculation immobilière réduit inévitablement l'espace agricole mais peut aussi prodiguer des profits financiers qui faciliteront d'utiles investissements. Il reste à déterminer les termes d'un bilan entre ces deux effets.

- au niveau du marché de l'emploi, enfin, l'attraction du tourisme sur la main-d'oeuvre rurale réalise-t-elle un délestage souhaitable de la société campa-

garde ou va-t-elle jusqu'à un détournement préjudiciable des forces vives du monde agricole ?

C'est en essayant de répondre à chacune de ces interrogations que nous pourrions cerner avec plus d'exactitude le cas de nos régions.

L'influence de la consommation touristique sur les systèmes de production agricoles paraît faible, voire insignifiante dans toute l'Andalousie méditerranéenne.

Les formules existantes n'ont guère trouvé sur les lieux de vacances l'exutoire qui pouvait les revivifier: les ventes de raisin, d'oranges n'ont pas connu de redressement sensible du fait de l'essor balnéaire. Les fruits et légumes dans leur ensemble sont, pour l'essentiel, destinés à l'exportation hors de la région, même si à certaines époques les récoltes s'orientent en partie vers les marchés des centres touristiques.

La consommation des foyers balnéaires n'a pas davantage suscité de nouvelles vocations. Les gros besoins en produits animaux, lait et viande, sont satisfaits par des achats hors des montagnes locales et n'ont pas fait naître de véritable élevage régional: les quelques ateliers de production de volailles ou de porcs apparus récemment à proximité des côtes, dans la Hoya de Malaga surtout, ne modifient guère un bilan très médiocre. Le développement des cultures florales, quelques dizaines d'exploitations depuis Alhaurin de la Torre jusqu'au Campo de Dalías, pourrait par contre être mis en relation avec la demande touristique: en fait, hormis quelques rares pépiniéristes, les nouveaux producteurs travaillent encore essentiellement pour les marchés lointains.

Au total, le bilan ne permet aucune équivoque: si l'on excepte un très petit nombre de cas d'espèces, il n'y a guère de rapport entre la production régionale et la consommation d'une clientèle balnéaire pourtant volumineuse. Un tel phénomène peut paraître surprenant. Il s'explique mieux néanmoins si l'on constate la distorsion existante entre l'offre et la demande. Les besoins de la population touristique dépassent singulièrement les possibilités de la production régionale, en quantité aussi bien qu'en qualité. Ils se portent massivement sur des denrées, lait et viande notamment, que l'Andalousie méditerranéenne ne fournit qu'en faible volume. Le recours obligatoire à un approvisionnement lointain réserve finalement le marché à des zones de production spécialisée et tend à exclure une offre locale étreinte, dispersée, difficile à canaliser facilement vers les lieux de consommation. En somme, ni la production ni le réseau commercial défaillant de la région ne sont à l'échelle de la demande. Le caractère saisonnier de la fréquentation touristique, largement centrée sur la période estivale, renforce encore les difficultés: les risques d'un écoulement problématique au cours d'une longue morte-saison font hésiter

les agriculteurs qui voudraient spécialiser leur production en fonction de la population balnéaire; bien plus, les spéculations en place fournissent pour la plupart des récoltes hivernales qui disparaissent plus ou moins complètement au moment où culmine l'arrivée des vacanciers: tel est le cas notamment pour la grosse production de légumes forcés, pour les chirimoyos, les avocats, les oranges, etc... L'agriculteur et le consommateur-touriste ne peuvent se rencontrer. D'autant moins que la clientèle urbaine qui emplit les cités de vacances réclame souvent des produits sophistiqués, élaborés par un conditionnement qu'on néglige généralement dans la région.

Au total, c'est une sorte de divorce qui sépare l'offre de la demande. Il permet de comprendre le médiocre effet d'entraînement du tourisme sur les systèmes agricoles actuels. L'obstacle, bien réel, n'est pourtant pas insurmontable et la responsabilité des paysans est sans doute engagée dans cet immobilisme ignorant des ressources que pourrait prodiguer la consommation touristique. Prudence campagne ? défaut d'initiative ? recherche de solutions plus immédiates ou plus faciles ? selon les cas, ces différentes raisons interviennent plus ou moins pour provoquer une attitude peut-être regrettable.

Les effets de la spéculation foncière et immobilière sont, par contre, beaucoup plus sensibles. Le danger pour les communautés agricoles concernées est évident. La hausse considérable des valeurs de la terre dans les secteurs proches des cités balnéaires a été signalée plus haut. L'appât d'un gain facile et un peu fabuleux pour ces paysans peu habitués à posséder de l'argent se traduit par une fièvre de vente qui peut aboutir à des conséquences désastreuses:

- sur la frange littorale, dans les secteurs touchés par l'urbanisation, c'est une compétition vitale qui s'engage entre l'espace à construire et le territoire agricole. Or, la lutte est inégale: aucune terre, même la plus fertile, ne peut concurrencer les profits offerts par une vente aux bâtisseurs. Poussé à terme, le processus peut aboutir à priver l'agriculture de tout espace, à la ruiner sans recours.

- mais les effets de la spéculation foncière ne se limitent pas aux seules zones littorales. Ils devancent plus ou moins largement le front de l'urbanisation sur une auréole intérieure encore exclusivement rurale. Là, ils entraînent des réactions inverses à celles qui se manifestent plus près des villes: à l'animation frénétique du marché de la terre péri-urbaine se substitue ici une paralysie totale des transactions. Pour l'agriculture, le préjudice est à peine moins grand. En l'absence de tractations foncières figées par l'attente de futures ventes spéculatives aux promoteurs, les structures agraires se trouvent délibérément bloquées, au moment même où l'indispensable modernisation supposerait une concentration rapide des ex-

ploitations.

Ainsi, par le simple jeu de la spéculation foncière, l'urbanisation touristique peut mettre en péril l'existence même de la vie agricole ou, sur des zones plus vastes, freiner, voire inhiber les chances de rénovation. Le risque doit en être pesé.

A ce propos encore, les réponses seront nuancées: les dangers de l'urbanisation touristique varient selon les lieux, selon les époques.

Il faut reconnaître que dans bien des cas, sur la majeure partie du littoral, l'agressivité du tourisme sur l'espace agricole est faible ou nulle. On a signalé déjà le caractère sélectif de l'emprise touristique sur les sols et les sites: elle colonise de préférence les zones de plage impropres à la culture, les coteaux de bord de mer voués à une pauvre arboriculture sèche devenue marginale aujourd'hui, les terres de parcours du "monte". Les complexes balnéaires de Roquetas ou d'Agua-dulce s'étendent sur les rivages désolés du Campo de Dalías que le vent et le sel interdisent à l'agriculture. Autour d'Almuñecar, les lotissements s'étalent davantage mais ignorent la vallée du rio Verde: ils escaladent les collines schisteuses depuis longtemps abandonnées par le vignoble, à peine reprises par quelques amanderales souffreteuses. Là, cependant, la progression urbaine entre en concurrence avec les tentatives récentes d'irrigation et de plantation des versants: mais comme dans la plaine de Motril où elle conquiert parfois quelques parcelles avancées de canne à sucre, elle affecte une profondeur trop faible pour représenter un véritable danger. Les mêmes constatations pourraient être faites à Nerja, à Torre del Mar, sur toutes les côtes de Málaga à Almería. La pression touristique y demeure trop modeste pour dérégler le marché foncier et porter atteinte à l'espace cultivé. Du même coup, elle n'amène que des profits modestes par les ventes de terrains à bâtir, incapables de fournir globalement les moyens financiers de l'investissement agricole.

Or, jusqu'à une date récente qu'on peut situer souvent entre 1965 et 1970, bien des communes qui abritent aujourd'hui les plus importants foyers balnéaires se trouvaient dans une situation comparable: à Mijas, par exemple, au coeur de la Costa del Sol malagueña, l'urbanisation se limitait aux landes stériles des rivages de Calahonda, du Chaparral, ignorant totalement la vega ainsi que les coteaux travaillés au pied du village.

C'est là le cas des régions affectées par une expansion touristique raisonnable: ni agressive, ni réellement bienfaisante, l'activité balnéaire demeure, au fond, indifférente au monde rural. C'est aussi, souvent, une première étape.

Dans une seconde phase, la situation change, en effet, de façon radicale. Passé un certain seuil, le développement touristique, lorsqu'il se poursuit, en-

gendre une pression urbaine qui s'accroît quantitativement très vite en même temps qu'elle se diversifie. A ce stade, les besoins d'espaces à bâtir s'amplifient à un rythme beaucoup plus rapide que celui de la simple croissance de la clientèle. La colonisation urbaine revêt effectivement des formes nouvelles:

- les équipements à usage collectif apparaissent dès que la population touristique devient suffisante et légitime leur multiplication. Ce sont, en général, de gros consommateurs d'espace, qu'il s'agisse des routes et surtout des aires consacrées au sport, terrains de golf en particulier.

- aux lotissements bien délimités de la première phase, circonscrits à quelques sites choisis, succède le foisonnement des constructions individuelles, l'essimage, sur la plupart des terroirs, de villas privées qui cherchent à s'isoler au milieu de leurs jardins. Le résultat pour l'agriculture est catastrophique. Grande gaspilleuse de terrains, cette urbanisation désordonnée détruit rapidement la continuité du tissu agraire: troué d'îlots bâtis, haché de servitudes nouvelles, l'espace agricole perd sa cohérence et se trouve désorganisé.

Parallèlement, l'accoisement brutal de la demande favorise la montée des prix, aggrave la spéculation, décide les agriculteurs encore réticents à se défaire de leurs terres. On assiste, dès lors, à un phénomène de "boule de neige" qui aboutit très vite à la désagrégation du territoire agricole.

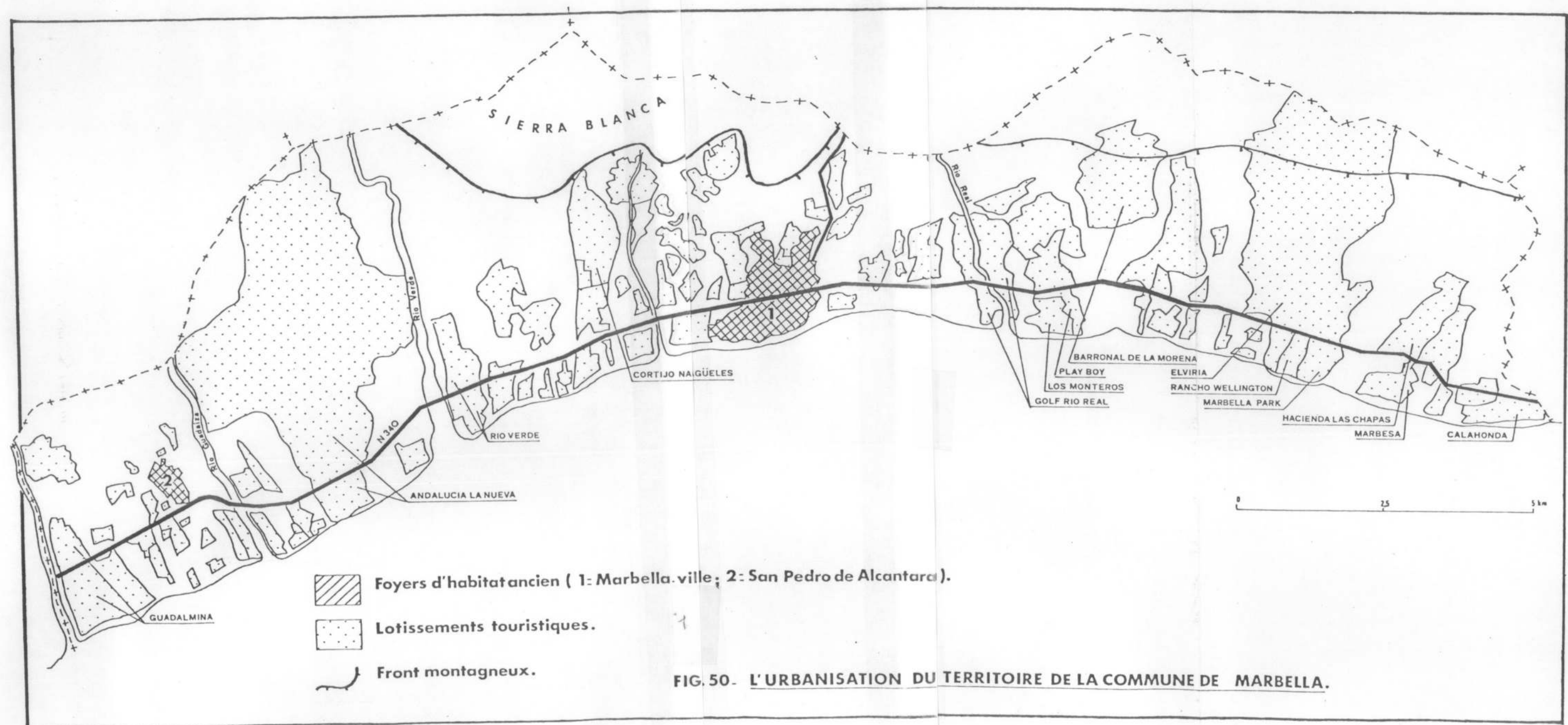
Une telle situation est aujourd'hui celle de la Costa del Sol malaguenne. Avec l'extraordinaire montée du tourisme, l'urbanisation a provoqué un recul précipité du territoire agricole. Toutes les communes littorales subissent désormais une véritable agression urbaine qui submerge la campagne par milliers d'hectares. La Fig.50 illustre pour Marbella l'ampleur du phénomène. Aucun terroir ne trouve grâce pourvu qu'il soit techniquement "constructible". Les coteaux cultivés par une nombreuse paysannerie sont conquis, vidés de leur population indigène (Mijas, par exemple). Les vegas, à leur tour, sont utilisées par les lotissements et surtout par les dizaines d'hectares de pelouses bien arrosées des terrains de golf.

En fait, en dépit d'une formidable pression urbaine, tout l'espace n'est pas colonisé. Pourtant, même indemne des atteintes directes de la construction, il n'est plus qu'exceptionnellement cultivé: la "friche sociale" tend à combler les vides de l'urbanisation. On trouvera à cela plusieurs raisons.

La première tient à la difficulté matérielle de maintenir en fonction une agriculture résiduelle, réduite à la défensive au sein d'un milieu dominé par les besoins touristiques. Des servitudes nouvelles apparaissent qui désorganisent plus ou moins gravement les activités agraires. Nous en citerons deux qui, par leur fréquence, sont à l'origine de bien des abandons:

- la détérioration de la voirie agricole joue souvent un rôle très important. Bien des champs sont indûment et impunément privés d'accès par les clôtures dressées par les nouveaux propriétaires soucieux de s'isoler. Les antiques droits de passage

1521



pour le bétail sont violés, les terrains publics des vieilles "cañadas" ont même parfois été usurpés.

De même, d'anciens canaux d'irrigation ont été coupés et détruits à la traversée de parcelles nouvellement acquises par des résidents qui refusaient le transit de l'eau sur leur propriété...

- l'appauvrissement des réserves hydrauliques pour l'arrosage constitue également un préjudice fréquent pour l'agriculture. La prolifération des piscines, l'augmentation considérable des pompages pour les usages domestiques ou l'entretien de dizaines d'hectares de pelouses amputent sérieusement les stocks phréatiques: le débit des petits puits utilisés par les paysans baisse dangereusement pendant l'été, jusqu'à tarir parfois en année très sèche. On a pu observer ainsi d'anciens lopins de regadio réduits désormais à ne nourrir que des cultures d'hiver. De toute façon, toute possibilité d'intensification par l'eau est devenue impossible faute de pouvoir creuser de nouveaux puits: dans la plupart des cas, une réglementation interdit formellement les forages ou en réserve le privilège à des fins non-agricoles; les grands travaux hydrauliques quant à eux, et malgré les promesses faites aux cultivateurs, servent uniquement à l'alimentation urbaine (cf. le barrage du rio Verde de Istan).

Désorganisée, l'agriculture peu à peu s'avère impraticable dans les secteurs de forte pression urbaine: le tourisme devenu trop puissant recompose l'espace en fonction de ses seuls besoins, sans souci des destructions qu'il provoque dans les infrastructures préexistantes.

Cependant, aussi contraignantes soient-elles, semblables perturbations ne peuvent pas expliquer, seules et en tous lieux, l'abandon agricole. Le phénomène de la "friche sociale" n'est pas exclusif des zones littorales dans l'immédiate périphérie urbaine: des signes de désintérêt pour l'agriculture peuvent être observés bien au-delà vers l'intérieur, dans l'arrière-pays voisin des grandes agglomérations balnéaires. La désaffection pour le travail de la terre a donc d'autres raisons plus profondes que l'emprise urbaine directe ou indirecte sur l'espace agricole. Celle-ci, d'ailleurs, n'est effective que sur les territoires étroits d'un littoral sans grande épaisseur. Or, même là, elle ne représente peut-être qu'une cause externe et secondaire du déclin de la vie rurale. L'agriculture a été sans doute moins conquise par le tourisme qu'abandonnée par sa main-d'oeuvre.

L'attraction des emplois liés au tourisme, ceux de l'hôtellerie, ceux surtout du bâtiment, s'exerce en effet avec une vigueur exceptionnelle sur les populations agricoles.

Les journaliers, presque toujours "éventuels" dans nos régions, trouvent ainsi une solution au chômage qui les frappait durant une bonne partie de l'année. Ils sont conquis surtout par les salaires élevés servis sur la côte: les gages

quotidiens d'un manoeuvre de la constuction sont restés, de façon constante, 2 fois supérieurs environ à ceux d'un "péon" agricole.

Les petits paysans, - privés de main-d'oeuvre pour les travaux de pointe, découragés parfois par la désorganisation de l'agriculture -, cèdent à la double tentation de vendre leur terre et de bénéficier des bonnes rétributions offertes par les nouveaux emplois. Logiquement, le phénomène affecte d'abord les plus défavorisés, mais ne se limite pas toujours aux franges marginales de la société agricole. Délestage salutaire ou capture de main-d'oeuvre ? Une fois encore, la réponse ne peut être unique. Elle se nuance en fonction d'un seuil, celui du volume touristique qui règle directement sa puissance attractive sur les populations indigènes.

Partout où le développement balnéaire demeure à un niveau modeste, sur la plus grande partie du littoral, les emplois offerts sont assez peu nombreux et ne peuvent satisfaire qu'une faible minorité des candidats intéressés. La paysannerie elle-même n'est pratiquement pas touchée, la main-d'oeuvre flottante des ouvriers agricoles n'est enfin que partiellement absorbée. Le maintien de l'émigration lointaine, malgré la croissance touristique, constitue la meilleure preuve de l'inefficacité ou de l'insuffisance des nouvelles activités non-agricoles: à Velez, à Almuñecar, les départs temporaires vers l'étranger ou la Catalogne n'ont pas sensiblement diminué malgré un certain développement balnéaire. Dans ce cas, le plus fréquent, le tourisme s'avère finalement impuissant à corriger les déficiences de la société agricole. Il n'est point suffisamment solide pour cela.

A l'inverse, autour des zones de grand tourisme, l'attraction des nouveaux emplois littoraux s'exerce à la fois sur de vastes espaces et sur toutes les couches de la population campagnarde. Les besoins de main-d'oeuvre sont énormes, les possibilités d'embauche très ouvertes. Pour les activités traditionnelles, les résultats n'en sont guère profitables pour autant. Démesurées, les nécessités de l'urbanisation touristique dépassent largement le seuil des conséquences souhaitables pour les sociétés agricoles: celles-ci ne s'en trouvent point assainies, délivrées du poids de leurs excédents humains, mais appauvries, vidées de leur énergie.

Sur les lieux mêmes du développement urbain et touristique, l'agriculture disparaît plus ou moins complètement, privée d'hommes, réduite à quelques survivances au sein d'une économie citadine. A l'échelle des 6 grandes communes de la Costa del Sol malagueña, de Torremolinos à Estepona, le secteur primaire n'emploie plus désormais que 4% de la population active (1973). La terre vendue, la paysannerie s'est finalement coupée de ses racines, sans espoir de retour: sauf cas exceptionnels, les profits retirés de la spéculation foncière ou des travaux "touristiques" n'ont jamais nourri des investissements agricoles reportés, à l'arrière du front de l'urbanisation, sur l'achat et l'amélioration de nouvelles exploitations.

Au mieux, les pécules ainsi amassés ont servi à l'acquisition de maisons plus confortables ou d'automobiles. Le tourisme, là, a ruiné la vie rurale, détourné radicalement les hommes de la terre.

A l'intérieur, dans l'auréole d'un proche arrière-pays, l'influence touristique est moins apparente. Elle n'est pas moins sensible en profondeur sur la vie quotidienne des campagnes comme la Hoya de Málaga: les migrations temporaires ou saisonnières, les mouvements pendulaires surtout, jusqu'à 20 ou 30 km de la côte, drainent une abondante population rurale vers les métiers du bâtiment. C'est par centaines que, de chaque village ou bourgade concerné, convergent les hommes, journaliers mais aussi petits paysans. Au-delà d'une réduction salutaire du nombre des ouvriers agricoles, le résultat est surtout la généralisation des exploitations à temps partiel. Issue favorable, dans bien des cas, lorsque, sur les bas versants de la Serrania de Ronda, - à Istan, Benahavis par exemple -, le sol trop ingrat, les pentes folles condamnaient sans recours la petite culture à l'agonie: grâce à l'injection prépondérante des salaires du littoral, celle-ci survit malgré tout, réduite aux activités de cueillette, la récolte des olives notamment. Par contre, dans les campagnes fertiles comme celles du piémont de Coin-Alhaurin, le diagnostic est assurément négatif: l'apport d'argent frais venu du tourisme aurait pu faciliter la modernisation des petites tenures de vega qui, pour la plupart, envoient un homme "à la côte". En fait, loin d'être considérés comme un appoint et une source d'investissement, les revenus du travail touristique ont très vite constitué un objectif prioritaire pour l'équilibre des budgets familiaux: l'agriculture n'a point été abandonnée mais s'est trouvée ravalée à un rôle plus ou moins secondaire. Aussi n'a-t-elle guère bénéficié de ces rentrées monétaires utilisées d'abord à satisfaire la consommation des ménages. Au contraire, faute d'initiatives, de volontés, elle s'est trouvée paralysée dans l'état initial où elle apparaissait à l'arrivée du tourisme, figée dans son visage traditionnel. En détournant les hommes des efforts productifs, le tourisme a inhibé les progrès de systèmes dépassés qui, grâce à lui survivent artificiellement.

Plus loin, vers l'intérieur, au coeur des montagnes frappées à mort par la saignée formidable de l'exode rural, on pouvait au moins espérer du développement massif de l'emploi "touristique" une réorientation et un changement de nature du courant migratoire. Les possibilités nouvelles de travail à l'intérieur de la région, à des distances relativement proches, pouvaient transformer les départs définitifs vers les lointains pays septentrionaux en déplacements temporaires ou saisonniers qui maintiendraient la vie dans ces villages désertés. Tel est bien le cas dans la Serrania de Ronda, mais à une échelle très inférieure à ce qui était espéré. Les déplacements vers la Costa del Sol se sont développés de façon importante, sous toutes leurs formes, temporaires, saisonnières, hebdomadaires. Mais, ils n'ont pu ar-

rêter pour autant l'hémorragie vers l'étranger ou la Catalogne qui parfois même s'accroît (23). L'attraction touristique s'avère ici insuffisante ou inadéquate, en dépit de sa puissance formidable.

Au total, les rapports tourisme-vie rurale ne se prêtent pas, en Andalousie méditerranéenne, à un bilan très encourageant. L'agriculture ne trouve guère dans le tourisme l'élément de stimulation qu'elle pouvait en espérer. Bien au contraire, si dans la plupart des cas elle n'en retire aucun profit sensible, indifférente aux effets limités d'une urbanisation modeste, elle en subit ailleurs de graves préjudices en lui livrant ses forces vives. Des constatations similaires pourraient être faites à propos de l'activité industrielle privée d'hommes et d'investissements dès que la fonction balnéaire acquiert une importance significative.

Les causes de semblables inadaptations sont du même ordre et tiennent aussi bien aux caractères de l'essor balnéaire qu'à l'état du milieu récepteur :

- on soulignera d'abord le rôle fondamental du volume touristique. Trop modeste, il s'avère impuissant à modifier efficacement le cadre économique et social où il s'insère. Trop massif, il tend par contre à devenir exclusif, à s'imposer tyranniquement jusqu'à ruiner ou paralyser les activités qui ne le servent pas directement. Le niveau optimal, celui d'un tourisme suffisamment développé pour peser dans la vie régionale, mais point trop démesuré pour ne pas écraser les autres fonctions, n'est jamais atteint en Andalousie méditerranéenne. Les situations basculent brutalement de part et d'autre d'un seuil rigide qui sépare l'insuffisance de l'excès.

- la vitalité du milieu rural au moment de l'essor balnéaire règle aussi dans une large mesure, la portée des influences touristiques. Fragile, languissante, l'agriculture n'est guère capable de résister aux sirènes des solutions faciles que propose le tourisme : la société trop menue des régions malaguenas a été confrontée trop précocement à une croissance touristique trop vive ; les campagnes, surprises avant que d'avoir pu se moderniser, n'ont eu d'autres recours que de renoncer pour se mettre à la remorque d'une économie nouvelle. Au contraire, plus à l'Est, tard venu aux côtés d'une agriculture en pleine rénovation, le tourisme est souvent ignoré de la population rurale. Il végète, indifférent aux yeux d'une paysannerie occupée à ses propres affaires.

Au fond, tout se passe dans nos régions comme si tourisme et vie rurale étaient confrontés en un véritable rapport de forces, oublieux de toute complémentarité, qui finalement, à considérer le champ géographique de leur expansion respective, se traduit par une sorte de rapport d'exclusion.

Du moins peut-on penser que, là où il s'affirme en maître, le tourisme substitue aux ruines qu'il provoque une base nouvelle sur laquelle édifier un développement réel, une prospérité durable des hommes et de la région. C'est alors qu'

intervient la nature même de son contenu.

b/ - Une croissance fragile et superficielle.

Même lorsqu'il affiche une croissance spectaculaire, le tourisme n'apparaît guère ici comme un levier efficace du développement régional. En effet, ses bénéfices sont détournés pour la meilleure part, hors de portée de la population indigène: profits financiers, emplois sont réservés en priorité à d'autres que les gens du pays. Ceux-ci doivent se contenter de l'écume d'une vague touristique qui, une fois retombée, risque de les laisser totalement dépourvus. C'est que, par sa nature étrangère, l'activité balnéaire demeure ici plaquée au flanc d'une région où elle ne s'intègre pas: née et contrôlée de l'extérieur, elle sert avant tout des intérêts extérieurs; le pays trop faible et attardé pour faire entendre sa voix et en tirer un profit substantiel ne sert que de cadre commode à une croissance qui lui échappe. On songe immédiatement à un mécanisme de nature "coloniale". Il faut pour s'en convaincre examiner de plus près la distribution des bienfaits qu'il prodigue.

Les profits financiers du tourisme ne bénéficient que médiocrement à la région. Les deux sources essentielles d'enrichissement, - spéculation foncière et immobilière, revenus de fonctionnement -, sont exploitées surtout par des agents étrangers au pays.

La spéculation foncière et immobilière, à l'origine des plus grandes fortunes, n'a apporté aux propriétaires initiaux que des profits mineurs. Ceux-ci, de fait, n'ont pu intervenir qu'au niveau le moins fructueux du processus, celui de la vente du terrain agricole. Sans doute, certains d'entre eux ont-ils réalisé parfois des opérations fabuleuses, lorsque la plus-value, d'emblée, atteignait des sommets exceptionnels. Semblables cas, malgré tout, demeurent rares: la majorité des possesseurs de terre agricole a obtenu des profits intéressants mais non extraordinaires. Beaucoup n'ont pu céder que des biens trop étroits - un ou deux lopins - pour en retirer un capital substantiel. D'autres au contraire, mieux dotés, n'ont su obtenir que des prix assez modestes pour avoir vendu leur "finca" en bloc pour une somme forfaitaire au lieu de traiter en terme de surface: c'était là une coutume du pays mais qui s'adaptait fort mal aux moeurs des "affaires". La valeur du mètre carré, dans ce système, baisse en fonction directe de la taille de la "finca": dans bien des cas les cours n'ont pas dépassé 30 à 40 ptas le m². Les meilleurs bénéfices à ce premier stade de la spéculation, ont d'ailleurs échappé à la paysannerie pour profiter surtout aux grands propriétaires dont l'emprise est maximale en bordure de la côte, sur les anciens terrains de parcours. Dans les sites recherchés en priorité par les promoteurs, ce sont ces grands domaines qui ont fourni les plus gros profits

à leurs possesseurs, le plus souvent absentéistes, citadins de Madrid ou Málaga: tel est le cas pour la plus grande partie des Chapas de Marbella, pour les rivages de Calahonda (famille Van Dulken) et du Chaparral (Comtes de San Isidro) près de Fuen-girola, et dans la plupart des zones densément colonisées par le tourisme. Les plus fortes ressources issues de la vente des terres agricoles sont allées enrichir une aristocratie citadine, accusant ainsi les contrastes sociaux préexistants, consacrant déjà une évasion des profits hors des campagnes intéressées.

Or, les bénéfices ainsi réalisés ne représentent qu'une fraction mineure des revenus de la spéculation foncière. Celle-ci n'acquiert d'intérêt véritable qu'en un second stade, celui de la promotion immobilière où les plus-values les plus extraordinaires apparaissent avec la viabilisation et le lotissement de parcelles bâties ou non. C'est là justement le domaine d'élection des hommes d'affaires: les populations locales en sont totalement exclues faute de moyens et de savoir-faire, les grands propriétaires eux-mêmes, pourtant dotés de capitaux, n'y interviennent presque jamais (24). Les énormes profits obtenus de la sorte, - moteur décisif sans doute de l'essor balnéaire -, vont enrichir en priorité des hommes ou des sociétés étrangères à l'Andalousie méditerranéenne. L'apparition, ici ou là, de promoteurs issus exceptionnellement de la bourgeoisie des villes régionales, - de Málaga en l'occurrence -, ne modifie pas sensiblement la nature du phénomène. L'examen systématique de l'origine des promoteurs en deux communes situées au coeur de l'aire du grand tourisme (Marbella et Benalmadena) démontre clairement le contrôle extérieur des opérations les plus fructueuses.

%	Promotion espagnole	Promotion étrangère	Sociétés anonymes
Surface urbanisée (26 896 143 m ²)	22	32,5	45,5
Nombre d'opérations	32,5	36	31,5

Direction des grandes opérations de promotion immobilière à
Marbella et Benalmadena.

(source: Colegio Oficial de Arquitectos. Delegacion de Málaga).

On relèvera d'abord la part considérable - 1/3 environ - conquise par les promoteurs nommément étrangers, allemands, anglo-saxons, belges ou français. Elle est nettement supérieure, surtout si l'on considère les surfaces contrôlées, à celle des urbanisateurs nationaux (à peine 1/4). En fait, la comparaison est largement faussée par le rôle prépondérant des sociétés anonymes dont le contenu est, par définition, difficilement identifiable. Cependant, on y reconnaîtra sans mal l'importance sans doute décisive des capitaux étrangers et de ceux qui proviennent du Nord de

l'Espagne, du Pays Basque en particulier. Au total, on peut conclure sans grand risque d'erreur que la promotion immobilière espagnole contrôle ici moins de la moitié des surfaces urbanisées: or, la meilleure part en est assurément tenue par les "affaires" basques et catalans, accessoirement madrilènes. L'Andalousie méditerranéenne n'en maîtrise sans doute qu'une fraction infime, inférieure peut-être au 1/10^e du total. L'énorme majorité des revenus lui échappe: malgré le manque d'informations sur les flux réels de capitaux, il est clair que la plus grande partie d'entre eux a été soit investie hors de la région, soit réinvestie dans de nouvelles affaires immobilières (25). Hors du secteur touristique qui s'auto-finance de la sorte, l'économie régionale n'a pu en profiter.

L'examen de la répartition des bénéfices de fonctionnement du tourisme amène à des constatations similaires. Les ressources issues directement de l'exploitation de la clientèle des vacanciers ne sont acquises à la région que dans une modeste proportion. Il faut en rechercher la cause dans la nature même de ce tourisme dominé de façon écrasante par la fréquentation étrangère, bâti partiellement sur des initiatives étrangères, contrôlé enfin, dans le cadre désormais classique du tourisme de masse, par les intérêts étrangers des pays "émetteurs". Rappelons simplement quelques points fondamentaux:

- Tourisme de masse d'origine lointaine, le système est en fait aux mains des organismes spécialisés qui assurent le recrutement et le transport des vacanciers. Les puissantes sociétés de "tour-operators", "marchands de soleil", associées aux compagnies aériennes de vols "charter", maîtrisent la plus grande part du marché touristique et en retirent les meilleurs profits. Situation infiniment préjudiciable à la région d'accueil qui ne retire que des profits mineurs de l'activité balnéaire, extrêmement dangereuse surtout lorsqu'on sait que la réussite ou l'échec dépendent du bon-vouloir ou des intérêts d'organismes extérieurs qui règlent le flux des vacanciers internationaux (25). Les "tour-operators" accaparent en fait l'essentiel des bénéfices sur le transport comme sur les dépenses de séjour, réglées d'ailleurs au lieu d'origine des clients et dont le produit n'entre même pas dans la région d'accueil. Seule est reversée à l'hôtelier une quote-part réduite au minimum par des contrats sévères qui le lient aux agences étrangères.

- Les profits directs réalisés par la fonction d'accueil, laminés par la pression des "tour-operators" qui canalisent une proportion considérable de la clientèle vers les hôtels, restaurants, salles de spectacle (27), ne sont enfin que très partiellement acquis aux professionnels de la région. En effet, là encore, au niveau des "moyens de production", les Andalous ne possèdent qu'une très modeste fraction des équipements d'accueil: la moitié environ est contrôlée par des capitaux étrangers, une importante partie du reste est aux mains d'hommes ou de sociétés du Nord

de l'Espagne. La maîtrise régionale est sans doute plus faible encore hors de l'hôtellerie, au niveau des appartements et des pavillons à fonction touristique (28).

Ainsi, de toute évidence, les grands profits du tourisme s'évadent d'Andalousie méditerranéenne. Les capitaux ainsi produits dans la région ne sauraient être mobilisés à son service pour financer un renouveau économique pourtant indispensable.

Les métiers nés du tourisme semblent, par contre, avoir donné une vigoureuse impulsion à l'économie régionale, apporté une solution opportune au problème angoissant du sous-emploi. Pourtant, à ce propos également, un examen plus précis de la nature des tâches ainsi offertes et de leur distribution entre la main-d'oeuvre indigène et celle des immigrants lointains oblige à tempérer un optimisme excessif. Les populations locales ou régionales n'obtiennent du tourisme que des emplois de rang inférieur et souvent de durée aléatoire, abandonnant à d'autres les métiers les plus sûrs et les mieux rémunérés.

Ce sont, en effet, des professionnels étrangers à l'Andalousie qui monopolisent le meilleur du travail engendré par l'essor balnéaire. Le phénomène est particulièrement sensible pour les emplois tertiaires, les plus directement liés au tourisme. L'exemple de la commune de Mijas où nous avons recherché l'origine de tous les travailleurs recensés en 1975 est fort probant à ce sujet (29): on constate que 40% des employés de l'hôtellerie et 47% des professionnels du "tertiaire non-hôtelier" sont nés hors de la province. La population régionale ne profite donc, globalement, que de la moitié environ des emplois tertiaires dont une part équivalente est réservée à un personnel récemment immigré. L'avantage de ce dernier est, en réalité, indiscutable si l'on tient compte de la qualité des fonctions exercées: il détient invariablement les professions les plus spécialisées et les mieux rémunérées.

Ainsi, malgré l'ouverture d'une école hôtelière -d'ailleurs peu fréquentée- à Málaga, les métiers qualifiés de la fonction d'accueil reviennent presque toujours à des non-Andalous: la main-d'oeuvre régionale se trouve systématiquement reléguée, faute de compétence, aux rôles inférieurs de femmes de chambre, garçons de cuisine, jardiniers (à Mijas, 88% d'entre eux sont nés dans la province) ou, au mieux, barmen et serveurs.

Il en va de même dans la branche des commerces. Les indigènes ne conservent guère que les commerces banals les plus traditionnels tandis que la totalité des magasins spécialisés est aux mains de gens venus de l'extérieur: boutiques de mode, d'objets d'art, librairies, etc.. sont en grande majorité exploités par des étrangers. Au total, c'est moins d'I/3 du négoce dans son ensemble qui, pour Mijas, revient à la population régionale.

La situation est tout aussi tranchée dans le cas des services élaborés: agences de voyages, agences immobilières, métiers d'art, professions juridiques ou médicales, etc.. sont monopolisés par un personnel venu le plus souvent de Madrid ou de l'étranger, beaucoup plus rarement de Séville ou Grenade, les villes universitaires andalouses. A Mijas, les professions libérales sont contrôlées à 77% par des gens nés hors de la province.

En définitive, hors des basses fonctions qui lui sont abandonnées dans le secteur tertiaire, la main-d'oeuvre régionale est fondamentalement utilisée par les métiers du bâtiment. C'est là, au fond, son domaine exclusif: à Mijas, 90% des emplois de la construction sont occupés par les indigènes. C'est aussi, indiscutablement, la plus mauvaise part de la provende touristique:

- le bâtiment, d'abord, n'embauche pour l'essentiel qu'un personnel au plus bas niveau de qualification: des manoeuvres, "peones" à tout faire, requis pour le temps d'un chantier, le plus souvent sans contrat. La construction, en fait, fructifie grâce à cette main-d'oeuvre flottante toujours disponible en cas de besoin, révocable à merci et contrainte d'errer d'une entreprise à l'autre, au gré des propositions d'emploi. Les conditions du travail ne sont pas différentes au fond de celles qui régissent l'utilisation des journaliers agricoles: pour l'immense majorité du personnel d'origine régionale, le tourisme n'offre que des emplois inférieurs, souvent saisonniers, sans réelle sécurité. On peut comprendre ainsi le choix signalé plus haut de nombre d'émigrants lointains de la Serrania de Ronda qui lui préfèrent, au prix d'un déracinement radical, les professions de la grande industrie européenne. Du moins, grâce au dynamisme du bâtiment, il apporte dans l'immédiat une solution adaptée aux moyens et aux besoins de la société rurale: ces emplois sans qualification conviennent seuls à une main-d'oeuvre abondante mais dépourvue de toute compétence technique; surtout, ils sont suffisamment nombreux pour satisfaire à la demande massive qui provient des campagnes surchargées. La construction, même si elle ne permet pas de véritable promotion professionnelle, a donc le mérite de résoudre quantitativement les problèmes les plus pressants du sous-emploi rural. Elle ne représente malheureusement qu'un palliatif, une solution passagère.

- l'insuffisance fondamentale de la croissance touristique pour un développement régional durable tient justement au caractère éminemment périssable de l'activité de la construction qu'il sécrète, la seule qui, ici, ait de profondes résonances au sein de la population indigène. Le bâtiment, grand consommateur de main-d'oeuvre tout au long des phases initiales de la croissance et de l'équipement touristique, est voué par la suite à un déclin progressif, voire à une chute brutale, une fois achevés les grands travaux de l'infrastructure d'accueil. Ainsi, à moins d'imaginer un développement indéfini de la fréquentation balnéaire, ses possibilités sur le marché de l'emploi ne peuvent que s'affaiblir à terme plus ou moins rappro-

ché (30). Comme ces grands chantiers hydrauliques qui, le temps de l'édification des barrages, ont permis une survie provisoire dans bien des montagnes européennes, il risque ensuite de rejeter la main-d'oeuvre qu'il emploie massivement: solution éphémère qui ne peut que freiner momentanément les effets de la crise qui subsiste, latente, dans les campagnes voisines.

C'est donc une conclusion un peu désabusée qu'inspire aujourd'hui l'essor touristique en Andalousie méditerranéenne. Les grands espoirs qu'il a pu susciter chez beaucoup d'hommes du pays semblent souvent peu fondés, déjà déçus parfois. Sans méconnaître les effets positifs qu'il peut exercer ici ou là, dans l'immédiat, il apparaît fort limité quant à son pouvoir d'entraîner efficacement l'économie régionale, limité dans l'espace, borné surtout dans le temps si l'on considère ses rapports privilégiés - l'utilisation d'une main-d'oeuvre non qualifiée - avec la population indigène. Bien pis, il faut bien reconnaître que, dans les foyers qu'il a le plus brillamment investis, son essor profite moins à la société locale qu'il n'en désorganise gravement les structures socio-économiques traditionnelles. Pour la région, pour les gens du pays il s'agit au fond d'une croissance sans véritable développement: en contrepartie des ruines qu'il provoque dans les activités voisines, - l'agriculture, l'industrie -, le tourisme n'apporte guère que des bienfaits superficiels en l'absence de solides perspectives d'emplois durables.

Doit-on conclure, pour autant, sur un constat d'échec et renoncer à la "voie touristique" comme outil de développement ? Il faut assurément se garder d'un pessimisme exagéré et davantage encore de tout jugement définitif. Pour décevant qu'il soit, le bilan actuel ne fait que sanctionner un épisode, celui de la phase initiale de croissance touristique, mal engagée sans doute en regard des besoins régionaux et qui s'achève dans la désillusion. Même si les erreurs du passé doivent peser sur l'avenir, il n'y a là, au fond, rien que de provisoire et qui ne puisse être aménagé dans une direction plus profitable au pays. Les insuffisances de la croissance balnéaire actuelle sont imputables avant tout à son intégration déficiente à l'économie régionale. Il est permis d'envisager pour l'avenir des relations plus étroites entre le tourisme et le pays: une meilleure répartition des bénéfices qui pourraient alors soutenir des investissements productifs, une participation plus active de la population indigène peu à peu formée aux "affaires" touristiques, permettraient à la région d'espérer un progrès en profondeur du support balnéaire.

Dès lors, le noeud du problème, la raison ultime du relatif échec d'aujourd'hui comme les chances futures d'un succès véritable pour la région, se situent au niveau des relations possibles entre le tourisme et le pays d'accueil. La réponse,

en définitive, dépend de la nature même des deux protagonistes. Or, dans le cas qui nous occupe, il faut bien reconnaître que ces derniers paraissent assez difficilement conciliables:

- d'un côté, un milieu rural attardé, inapte à fournir les éléments techniques et financiers qui lui permettraient un contrôle effectif du phénomène touristique, mais acculé par la crise à répondre sans conditions aux besoins immédiats que suscite sa croissance: une situation d'infériorité, de dépendance absolue.

- de l'autre, au contraire, un monde totalement "importé", celui du tourisme étranger conçu pour une clientèle lointaine, contrôlé de l'extérieur au profit d'intérêts indifférents à la région: l'urbanisation touristique représente ici un exemple parfait de ces villes "insulaires" définies par E. Juillard comme des corps étrangers stérilisants pour leur arrière-pays (31).

Entre ces deux milieux si éloignés l'un de l'autre, la confrontation est ici particulièrement dangereuse car elle fait naître le risque d'un véritable mécanisme de type colonial qui, soucieux de s'entretenir, épuise pour l'avenir l'espoir d'une réelle promotion régionale. Loin de favoriser un développement indigène contraire à leurs intérêts, les entreprises extérieures, -celles de l'étranger ou du Nord espagnol-, profitent au contraire sans scrupules du "sous-développement" en exploitant à bon compte ces "matières premières" que représentent ici une terre ensoleillée acquise à bas prix, une masse de main-d'oeuvre flottante facile à utiliser. C'est pourquoi le tourisme, s'il se perpétue sous sa forme actuelle, ne peut guère nourrir l'illusion de servir un futur développement régional en Andalousie méditerranéenne.

Du moins la leçon peut-elle être profitable et guider la croissance future de nombreuses zones qui ne sont point encore trop impliquées dans le phénomène du "grand tourisme". Il s'agira pour celles-ci de conserver le profit de leur propre essor balnéaire soit, au fond, d'éviter une participation extérieure trop puissante: c'est renoncer du même coup à une fréquentation massive qui jusqu'ici ne peut guère provenir que de l'étranger, sous le contrôle d'agents extérieurs. On s'acheminerait ainsi vers un schéma nouveau de croissance touristique défini par deux termes essentiels:

- un volume plus mesuré, quantitativement et qualitativement plus modeste, faisant appel à une clientèle surtout nationale et régionale, condition restrictive sans doute indispensable à sa bonne intégration.

- une part équilibrée dans un processus de développement économique commun à toutes les branches d'activité, de manière à ne pas détourner par un dynamisme trop vif les forces de progrès de l'agriculture ou de l'industrie. L'avenir de ces pays passe, en définitive, par une croissance simultanée des différents secteurs d'activités, capables de s'épauler sans se concurrencer. Il serait au contraire

malheureusement compromis par une tendance trop marquée à la monoactivité.

C'est peut-être sur une voie semblable, moins brillante mais plus sûre que celle du grand tourisme, que s'orientent certaines stations côtières de nos régions: à Almuñecar, comme sur les rivages du Campo de Dalias ou même à Velez, le développement balnéaire est notable mais discret. Il s'associe utilement au renouveau de l'agriculture qui précisément s'affirme à partir des mêmes foyers. Là, les deux activités participent parallèlement, sans se concurrencer, à un progrès économique indiscutable.

Spontané, ici, ce développement harmonieux, seul effectif, ne pourra être atteint dans les zones de grand tourisme conquérant qu'au prix d'un effort volontaire de rééquilibrage entre les différentes activités: le danger d'un essor débridé du tourisme tel qu'il s'affirme depuis dix ans ne pourra être conjuré que par un changement radical des mentalités qui admettrait de concevoir cet épisode comme une simple phase transitoire relayée par un développement suffisant de l'industrie et d'une agriculture modernisée: affaire de choix politique d'abord, de réorientation notamment des investissements publics détournés jusqu'ici au seul service du tourisme....

CONCLUSION de la 2ème PARTIE .

La crise, celle de la montagne et des coteaux, celle de la petite culture paysanne, est au coeur de la réalité d'aujourd'hui dans les campagnes de l'Andalousie méditerranéenne. La population rurale saignée par l'exode, l'agriculture dégradée apparaissent désormais comme les termes les plus courants de la situation régionale et en définitive comme les principes les plus évidents d'une unité scellée par l'abandon: les campagnes traditionnelles s'effondrent sans recours.

Car, en effet, les succès plus ou moins brillants des nouvelles activités, du tourisme ou de l'agriculture moderne, demeurent trop étroitement limités dans l'espace, trop contraints par des conditions rigoureuses de développement pour pouvoir infléchir efficacement le cours de la décadence générale. Leurs solutions ne sont guère applicables ailleurs qu'en quelques zones privilégiées.

On retrouve finalement, à l'issue d'un quart de siècle de bouleversements, les termes permanents de l'identité régionale, - l'unité et le dualisme -, sur lesquels nous avons conclu notre définition des campagnes traditionnelles. Ils s'expriment seulement sous des dehors nouveaux.

L'unité est donc tristement évidente: c'est celle de l'abandon qui résulte fondamentalement des traits les plus spécifiques de l'Andalousie méditerranéenne, la nature ingrate d'un pays montagnard, l'impuissance d'une société agraire trop menue. Les impératifs de la modernisation leur ont été fatals.

Le dualisme s'en est trouvé considérablement renforcé entre l'intérieur et le littoral qui, seul, en évitant les obstacles qui paralysaient l'arrière-pays, a su promouvoir de nouveaux succès. En fait, l'histoire de ces dernières années n'a fait qu'accentuer les inégalités antérieures. Inégalités naturelles d'abord: tandis que la majeure partie de la région se voyait condamnée par des adversités physiques insurmontables, une étroite frange littorale apprenait au contraire à mettre en valeur les privilèges spécifiques de son soleil et de ses avantages climatiques. Inégalités humaines aussi sans cesse renforcées par le déclin démographique de l'intérieur confronté à l'expansion urbaine des littoraux.

Plus que jamais l'opposition de la mer et de la montagne, de la ville dominatrice et de la campagne dépendante, de l'autochtone passif et de l'étranger entreprenant paraît régler la logique du système régional. L'exemple du grand tourisme de la Costa del Sol ne fait que perpétuer en l'amplifiant le mécanisme "colonial" qui présidait autrefois à l'essor viticole, à celui de la canne à sucre ... Troublante continuité où la ville agissante, étrangère et comme plaquée sur le pays, semble

apparaître comme une fatalité!

Pourtant, en dépit de son emprise tentaculaire qu'illustrent bien les grandes urbanisations touristiques et de la décadence sans doute irrémédiable de la petite culture montagnarde, le triomphe actuel de la ville ne paraît pas plus définitif que l'effacement de la paysannerie. La première impose sous sa forme présente un cadre trop superficiel pour espérer surmonter longtemps les accidents de l'histoire future, la seconde, par contre, peu à peu évincée des versants, se retrouve ailleurs, renforcée par des efforts couronnés de succès. La paysannerie, vivante, s'enracine solidement dans la réussite des nouvelles agricultures littorales. Au fond, tout se passe aujourd'hui comme si l'affrontement séculaire de ces deux forces se traduisait concrètement par des choix d'avenir divergents: la ville tente de s'imposer par la voie du grand tourisme international, la paysannerie lui résiste en optant pour la voie indigène de la modernisation agricole. C'est une sorte d'épreuve de force qui s'installe ainsi et se traduit dans l'espace par un véritable rapport d'exclusion interdisant la cohabitation des deux nouvelles formes d'activités.

Il s'ensuit, en tous cas, des phénomènes de grand intérêt pour le pays. Nous les signalerons brièvement afin que, présents à l'esprit, ils puissent éclairer la suite de notre propos.

L'un des faits majeurs que démontre l'évolution des dernières décennies est certainement l'affirmation des possibilités d'existence et de succès de la petite culture familiale. Ses facultés de modernisation, son adaptation optimale aux formes les plus intensives de l'agriculture de pointe témoignent, tout au long des rivages orientaux de la région, des heureuses perspectives ouvertes à la petite paysannerie.

Paradoxalement, ce sont ces terres d'élection que représentaient pour elle les pays de versants qui aujourd'hui la rejettent, tandis qu'elle renaît avec plus de force dans le domaine de la plaine côtière davantage réservée dans la tradition à l'emprise antagoniste bourgeoise ou aristocratique. Dans le premier cas, l'exploitation familiale doit, pour survivre, renoncer à son identité faute de pouvoir occuper et nourrir normalement la famille; l'émigration, l'agriculture à temps partiel permettent artificiellement son maintien en l'obligeant à "éclater" sous l'effet de la dispersion plus ou moins systématique de ses membres, envoyés en quête de ressources complémentaires. La paysannerie alors se désagrège en même temps que l'exploitation familiale cesse d'être une réalité fonctionnelle.

Dans le deuxième cas, par contre, elle réapparaît sous des traits inattendus qui exagèrent à outrance ses caractères habituels: sur des tenures incroyablement exiguës où s'accumule la main-d'oeuvre, les nouvelles agricultures font du travail exclusivement familial le principe de leur réussite.

De façon curieuse, l'histoire récente illustre simultanément la ruine et le triomphe de la paysannerie. Ainsi, l'avenir des campagnes de l'Andalousie méditerranéenne relaie le passé sous le même signe de la vocation paysanne.

L'effondrement de la petite culture des versants, l'émergence sur les côtes d'activités nouvelles, vivantes mais antagonistes, se traduisent enfin par des modifications considérables de l'organisation régionale traditionnelle.

Le fossé qui, toujours, séparait l'intérieur du littoral s'est approfondi au bénéfice de ce dernier jusqu'à consacrer un divorce radical et sans doute définitif. L'opposition traditionnelle exacerbée par l'évolution des dernières décennies a désormais atteint son terme: désorganisé, l'arrière-pays ne peut envisager d'avenir que dans l'orbite des activités dynamiques des régions côtières. La réorganisation de l'espace régional dépend entièrement aujourd'hui des forces de polarisation du littoral.

+

+

+

NOTES Chapitre II .

(I) - I.N.C. devenu récemment I.R.Y.D.A. (Instituto de Reforma y Desarrollo Agrario).

L'INC n'est pas seulement chargé de diriger les grands travaux de mise en valeur hydraulique. Par la "loi de colonisation d'intérêt local" elle assiste aussi financièrement les entreprises privées de modeste ampleur touchant à l'irrigation: elle concède notamment des prêts pour l'amélioration des "regadíos" existants, la création de nouveaux "regadíos", le nivellement des parcelles. Les conditions de crédit ont été modifiées selon les époques; elles répondent cependant à des règles assez constantes dans l'ensemble:

- montant du prêt pouvant atteindre 80% du devis jusqu'à un plafond fixé uniformément par individu emprunteur.

- taux d'intérêt variant en fonction du marché financier mais fixé à un niveau modeste (5 à 6% pendant longtemps).

- durée du prêt: 10 à 20 ans selon les travaux.

Des conditions plus favorables sont réservées aux travaux associant 5 personnes au moins ("groupes de colonisation"): prêt jusqu'à 90% du devis, non remboursable pour une fraction de 20%.

Plus limités, remboursables à plus brève échéance, les prêts du Crédit Agricole sont dans l'ensemble moins intéressants pour ce type de travaux.

(2) - Ch. MIGNON : "Un nouveau Sud en Espagne: colonisation et pionniers du Campo de Dalías". Espace Géographique. 1974. n°4. p.273-286.

(3) - "Informe sobre la zona denominada "Campo de Dalías"".
Abril 1941. Archivo del INC. Almería.

(4) - Voir E. GARCIA MANRIQUE : "Los cultivos subtropicales de la Costa Granadina".
Universidad de Granada. 1972.

(5) - Voir 2ème Partie. Chap.I (p.75). La "corrida" est le terme général s'appliquant au système de vente par enchères à la baisse pratiqué à l'Est de nos régions dans les "alhondigas".

(6) - On peut estimer que le bénéfice moyen d'1 hectare de chirimoyos se situait dans les années 1972 entre 150 000 et 200 000 ptas.

Dans le même temps, une exploitation de 1 ha. en polyculture fruitière et légumière irriguée fournissait un bénéfice de l'ordre de 80 000 ptas (Alhaurin el Grande) une tenure de 75 ares en treilles arrosées dans le Valle de l'Andarax, un bénéfice de 71 000 ptas. (Cf. 2ème partie. Chap.I. p.83).

(7) - La répartition des propriétaires-exploitants de chirimoyos à Jete (selon GARCIA MANRIQUE) et à Almuñecar (sondage personnel pour les exploitations du bas Río Seco) offre des résultats très voisins: seulement 45 exploitations sur 153 à Jete, 30 sur 106 à Almuñecar disposent de plus de 50 ares de vergers.

(8) - "Diez temas sobre plantas subtropicales".
Ministerio de Agricultura. Madrid. 1969.

(9) - L'origine de l'"enarenado" paraît se situer vers la fin XIX ème dans les petits deltas de la région d'Albuñol. On commence alors à utiliser le sable pour quelques cultures légumières ou même les céréales sur les terrains bas et salins. D'abord amassé en petits tas autour de chaque pied, le sable est finalement épandu sur l'ensemble de la parcelle, en couverture d'une couche de fumier. Le procédé peut être rapproché de certaines techniques traditionnelles en vigueur sur les côtes des Canaries.

Cf. J. BOSQUE MAUREL : "El cultivo en huertos enarenados en la costa mediterranea entre Almeria y Málaga".

Aportacion espanola al XX Congreso Geo. Internacional. CSIC. Madrid. 1964
p.219-227.

(I0) - Pour plus de détails techniques sur les cultures sur sable:

- ZOILO SERRANO CERMENO : "Cultivos hortícolas enarenados".

Ministerio de Agricultura. Madrid. 1974.

- F. RUEDA CASSINELLO y J.M. RUEDA CASSINELLO : "Cultivos enarenados de hortalizas". Ed. Mundi. Prensa. Madrid. 1965.

(II) - On peut estimer que - pour 1973 - le seul épandage de sable et fumier nécessite, main-d'oeuvre comprise, un investissement de l'ordre de 110 000 à 150 000 ptas par hectare. Le coût est évidemment identique pour chaque opération triennale de "retranqueo".

(I2) - Ch. MIGNON : "Agriculture et tourisme: l'exemple de la Costa del Sol occidentale".

Actes du Colloque de Géo. Agraire de Madrid. Aix-en-Provence. 1972

- Ch. MIGNON : "L'impact du tourisme sur la Costa del Sol et son arrière-pays" in "Etude des potentialités socio-économiques du tourisme en Andalousie occidentale".

Recherches interdisciplinaires de la Casa de Velazquez. Madrid. Ouvrage collectif en préparation.

(I3) - Terme emprunté aux auteurs d'un rapport sur le tourisme français dont les réflexions de portée générale sont applicables au cas espagnol: "Perspectives pour l'aménagement du littoral français: rapport au gouvernement de Novembre 1973".

Aménagement du territoire. SESAME-DATAR. Doc.Frcse. Paris. 1974. 266p.

(I4) - Les données statistiques sur le tourisme procèdent essentiellement:

- des "Boletines de Informacion estadística" régulièrement publiés par le Ministerio de Informacion y Turismo. Madrid.

- des publications périodiques de l'I.N.E.: "Movimientos de viajeros en establecimientos hoteleros". Madrid.

- du livre édité en 1972 par la Presidencia del Gobierno. "III Plan de Desarrollo economico y social: turismo e informacion y actividades culturales". Madrid.

- des données provinciales des Delegaciones de Informacion y Turismo.

(I5) - J. BISSON : "La terre et l'homme aux îles Baléares". Thèse.

Edisud. Aix-en-Provence. 1977. 415p.

(I6) - Y. BARBAZA : "Le paysage humain de la Costa Brava". Thèse.

A. Colin. Paris. 1966.

(I7) - F. FOURNEAU : "Le développement touristique et ses conséquences sur le littoral d'Huelva" in "Etudes des potentialités socio-économiques du tourisme en Andalousie occidentale". Op. cité.

(I8) - G. NIEMEIER : "Die Fremdenverkehrslandschaft Costa del Sol".

Geographische Rundschau. 3.73. p.104-113.

(I9) - Gobierno Civil de Málaga. Gabinete tecnico de Coordinacion y Desarrollo.

"La Costa del Sol y sus problemas". Malaga. 1964.

(20) - J. BISSON : "La terre et l'homme aux îles Baléares". Op. cité. p.335.

(2I) - Estimations personnelles à partir de diverses sources, notamment:

- "Esquema de Planificacion del Desarrollo de la Costa del Sol occidental".

Promotores de la Costa del Sol, S.Cooperativa. Málaga. 1974.

- "El turismo en la region de Andalucia y Badajoz".

Cameras de Comercio, Industria y Navegacion. Jornadas Técnicas. Torremolinos. 1974. 16 p.

A défaut de statistiques officielles fiables qui sous-estiment largement l'emploi hôtelier et celui de la construction, qui, de plus, n'isolent pas les activités liées au tourisme dans l'ensemble des secteurs secondaire et tertiaire, on aboutit à calculer un effectif compris entre 100 000 et 150 000 personnes.

(22) - Le revenu moyen par tête diminue singulièrement en fonction de l'éloignement des zones touristiques. En 1973, pour la province de Málaga, ils étaient supérieurs à 50 000 ptas/an sur toute la côte, compris entre 30 et 50 000 dans le bassin du Guadalhorce, inférieurs à 30 000 au-delà. (Source: Organizacion Sindical Provincial-Secretaria de Asuntos Economicos).

(23) - F. HERAN : "L'impact du tourisme sur les migrations de la Serrania de Ronda" in "Etudes des potentialités socio-économiques du tourisme en Andalousie occidentale". Op. cité.

(24) - Sur une vingtaine de grandes propriétés examinées, conquises récemment à l'urbanisation touristique, nous avons relevé un seul cas de promotion par l'ancien propriétaire lui-même.

(25) - Colegio Oficial de Arquitectos de Andalucia oriental. Deleg. de Málaga : Informe Málaga. marzo 1976. Málaga. 32p.

(26) - MARIO GAVIRIA "España a go-go : turismo charter y neocolonialismo del espacio" Ed. Turner. Madrid. 1974.

- VI Pleno del Consejo economico-social-sindical de Málaga : Ponencias y conclusiones. Malaga. 1973.

Selon ce dernier rapport, les "tour-operators" les plus actifs et les plus pressants sur la Costa del Sol sont Scandinaves, Neerlandais, Allemands et Britanniques. On signale notamment les sociétés Neckermann, TUI, Tjaereborg, Cosmos, etc

(27) - La part des passagers "charter" représente les 3/4 du trafic international de Málaga. Les "tour-operators" qui usent de ce moyen de transport alimentent ainsi plus de la moitié de la fréquentation étrangère de la Costa del Sol.

(28) - Nos enquêtes personnelles sur la Costa del Sol malagueña permettent d'avancer les chiffres suivants quant aux participations étrangères: 41% de l'hôtellerie de haut niveau (plus de 3 étoiles), 39,3% des restaurants, 45,5% des cafeterias (sans tenir compte du rôle important mais difficile à préciser des capitaux étrangers dans les sociétés anonymes).

Pour les villas, un recensement exhaustif réalisé à Mijas révèle que 84,5% des édifices érigés dans le cadre de lotissements appartiennent à des étrangers. La part restante est aux mains pour l'essentiel de Basques, Catalans, Madrilènes.

(29) - En l'absence de données en 1975 sur l'origine migratoire récente des habitants, nous avons utilisé les lieux de naissance signalés par le recensement. Ce dénombrement ne touche que les résidents permanents à l'exclusion des migrants saisonniers ou pendulaires.

(30) - Le risque pressenti depuis longtemps a été ouvertement exprimé en 1974 par les "Promotores de la Costa del Sol" dans "Esquema de Planificacion del Desarrollo..." (Op. cité). Depuis lors, les événements ont dramatiquement confirmé ces inquiétudes: le bâtiment est devenu le principal pourvoyeur de chômeurs pour la province de Málaga, l'une des provinces d'Espagne les plus touchées par le chômage actuel.

(31) - E. JUILLARD : "L'urbanisation des campagnes en Europe occidentale". Etudes rurales. 1961. n°1.

Christian MIGNON

BIBLIOTHEQUE
MAGHREBINE
E.R.A. 706

MAG. T 34

~~1978-1979~~

**CAMPAGNES ET PAYSANS
DE
L'ANDALOUSIE MEDITERRANEENNE**

MSH-TOURS



D 355 005232 0

UNIVERSITE DE CLERMONT II .

1978

Christian MIGNON

BIBLIOTHEQUE
MAGHREBINE
E.R.A. 706

MAG. T 34

(03)



**CAMPAGNES ET PAYSANS
DE
L'ANDALOUSIE MEDITERRANEENNE**

UNIVERSITE DE CLERMONT II .

1978

3^{ème} PARTIE .

" PAYS " ET REGION :

UNE NOUVELLE GEOGRAPHIE .

INTRODUCTION.

La première partie de ce travail analysait la variété des systèmes agraires traditionnels. Elle fournissait un point de départ dont bien des termes ont été rendus caduques par un quart de siècle d'évolutions rapides. La seconde visait par contre à définir les mécanismes généraux d'une transformation récente, à identifier le sens global d'un aboutissement. Elle laissait volontairement dans l'ombre l'examen des situations concrètes infiniment nuancées.

Considérée sous des angles si divergents et qui se complètent imparfaitement, la réalité de l'Andalousie méditerranéenne d'aujourd'hui risquerait d'être appréciée de manière incertaine. Il revient donc à une dernière partie de produire les éléments d'une synthèse.

Son objectif sera d'abord de proposer une analyse actualisée du monde rural saisi dans la diversité des "pays" qui le composent. On y examinera les réactions des différents systèmes agricoles soumis aux forces de changement. Cet effort indispensable de "mise à jour" permettra de préciser, à partir de la complexité des situations particulières, les nouveaux états de la campagne. Il n'est point suffisant pour autant: il risque de figer la réalité en une vision statique et comme définitive où se juxtaposeraient le fractionnement des cas isolés. Il servira par contre de point de départ à une nouvelle réflexion générale.

Une synthèse dynamique doit donc normalement prolonger l'analyse des phénomènes particuliers: elle cherchera à reconstituer des lignes

directrices dans un ensemble régional désorganisé par de profonds changements internes. En effet, les différents systèmes en présence et, dans l'espace, les "pays" qui leur servent d'assiette territoriale, n'ont pu enregistrer de grandes transformations sans affecter du même coup l'équilibre de l'édifice régional. Des relations anciennes sont rompues, de nouvelles s'y substituent alors que s'établissent des courants inédits, alimentés par le flux des hommes rejetés des zones devenues répulsives vers les foyers rendus soudainement attractifs. Aussi, tandis que s'effacent de vieilles solidarités, une géographie nouvelle s'élabore, une région neuve à la cohésion encore hésitante s'ébauche peu à peu. Ce sont ces structures régionales en gestation, les axes de force qui les soutiennent qu'il nous faudra déceler au coeur des ruines de l'Andalousie méditerranéenne traditionnelle.

I/- L'idée simple d'un divorce radical et définitif entre les zones lit-

torales et l'arrière-pays s'impose d'abord. Les considérations générales du chapitre précédent la laissent déjà clairement pressentir. La tendance d'ailleurs n'est pas nouvelle: on assiste depuis près d'un siècle au glissement progressif des forces vives vers la côte. Cependant, l'histoire récente l'a précipité brutalement jusqu'à la muer en une coupure si profonde qu'elle apparaît désormais comme l'articulation majeure de la nouvelle géographie régionale.

Cette division fondamentale s'affirme d'emblée comme un phénomène quantitatif de première importance si, négligeant les anomalies locales, on considère les faits à l'échelle des grands ensembles territoriaux.

Ainsi, l'observation des courbes démographiques relatives aux deux domaines révèle sans ambiguïté une distorsion qui ne cesse de s'accroître depuis le début du siècle (Fig.5I). D'abord réduite à de modestes

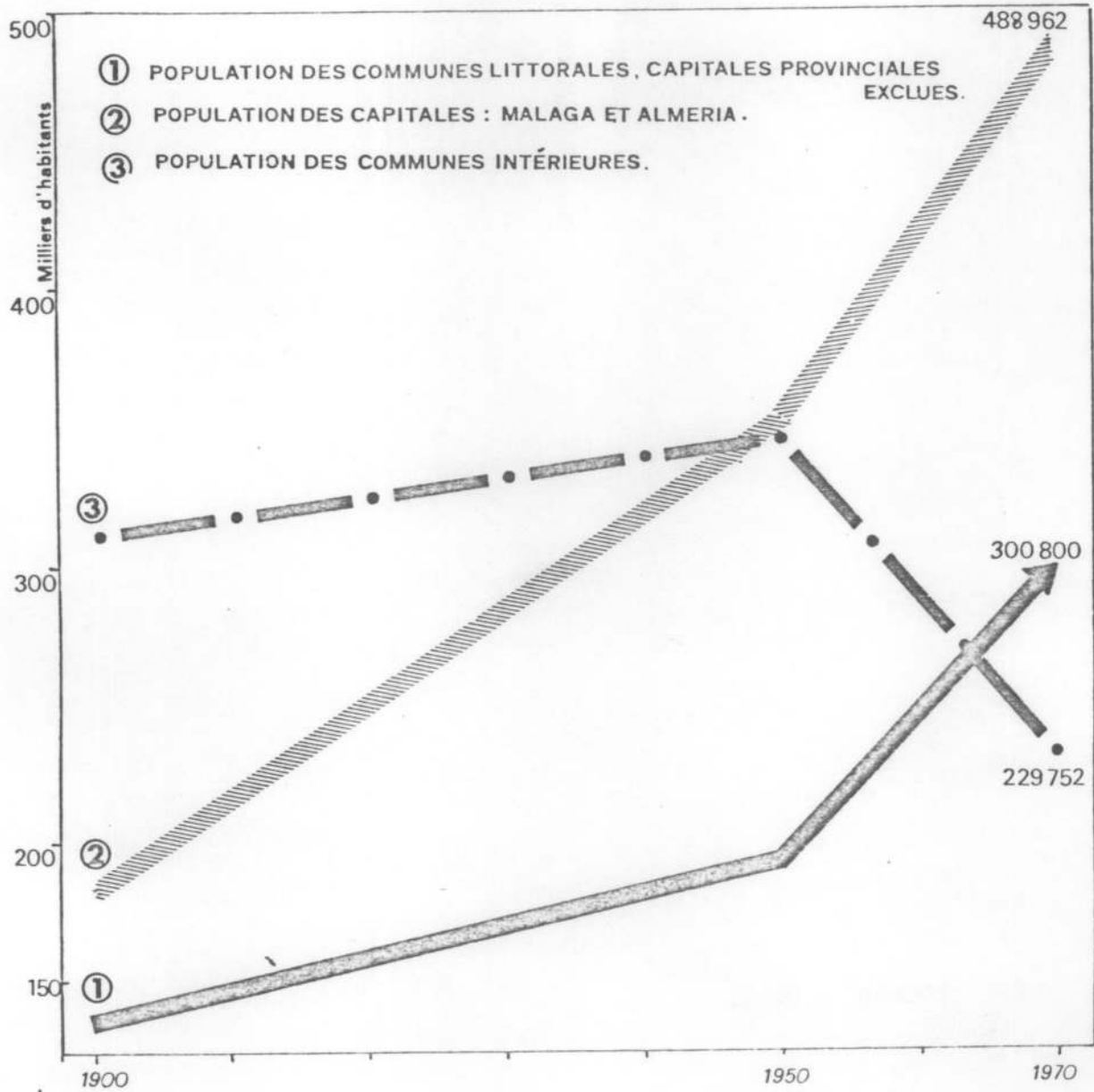


FIG. 51- EVOLUTION COMPARÉE DE LA POPULATION DES ZONES LITTORALES ET INTÉRIEURES.

proportions pendant un demi-siècle, la divergence a fait place depuis 1950 à une véritable rupture qui sanctionne désormais l'existence d'un énorme fossé entre les zones côtières et l'arrière-pays. Or, le phénomène ne peut guère être imputé à la seule croissance des grandes villes -Almería et Málaga- dont le taux de développement s'avère au contraire nettement inférieur au rythme de l'essor enregistré par les populations littorales diminuées du poids des capitales provinciales (38% contre 54% entre 1950 et 1970). Ainsi se vérifie le divorce entre les régions intérieures en pleine décadence et une façade littorale, villes et campagnes, globalement en rapide expansion.

Mais, l'opposition est plus fondamentalement d'ordre qualitatif. Elle permet de séparer sans ambiguïté les pays intérieurs et certains secteurs du littoral (bassin de Motril, Bas Andarax) pourtant réunis aujourd'hui par les mêmes difficultés apparentes. La crise, dans les deux cas, diffère moins par son inégale intensité que par ses perspectives ultimes. En fait, la coupure essentielle se situe entre la situation désespérée d'un arrière-pays condamné sans recours et les problèmes d'une modernisation retardée pour quelques zones littorales riches de promesses encore imparfaitement exploitées.

L'opposition repose, en définitive, sur l'extrême inégalité des potentialités naturelles qui règlent de manière plus ou moins rigoureuse les possibilités du progrès agricole. On sait en effet que la petite culture de ces régions n'a de chance de survivre qu'au prix d'un accroissement considérable de la productivité, étroitement déterminé aujourd'hui par des aptitudes climatiques exceptionnelles. Dès lors, la pauvreté physique de l'arrière-pays devient vice rédhibitoire en l'absence d'avantages thermiques suffisants, tandis que les privilèges du littoral acquièrent une valeur qui lui réserve des chances spécifiques de succès.

Fait pour le 1^{er} de projet
démogr. sur les côtes de
Côte / littoral.

413

Plus sévère, l'opposition fondée ainsi sur de rigoureux critères climatiques est aussi beaucoup plus sélective. Aussi, le partage ne s'établit-il plus comme auparavant entre pays pauvres de versants et bons terroirs des bassins et des plaines: la coupure fondamentale se déplace pour isoler une mince frange côtière, seule pourvue de bienfaits climatiques suffisants, et d'un ensemble intérieur, bassins et versants confondus désormais dans la même impuissance thermique.

2/ - Cependant, une telle opposition -assurément essentielle- n'est point partout également marquée. L'organisation régionale en une structure dualiste n'est pas achevée en tous lieux, ou ne se réalise pleinement qu'autour de quelques foyers particulièrement actifs, seuls capables de capter et de concentrer le flux des hommes de l'intérieur. En d'autres termes, le littoral n'est pas uniformément attractif, "polarisant", ni l'arrière-pays également "polarisé". Au schéma simple de deux grands ensembles doit donc être substituée la hiérarchie plus complexe de toute une gamme de situations intermédiaires -foyers attractifs, majeurs ou mineurs, enveloppes "polarisées", campagnes profondes indifférentes- dont la distribution est encore mal ordonnée. Dans le détail, la géographie actuelle demeure donc très nuancée, juxtapose des territoires rigoureusement organisés autour de centres vivants à des aires encore vastes littéralement désorganisées par la crise et que rien encore ne vient structurer. L'ensemble peut finalement paraître quelque peu incohérent. On évoque une sorte d'éclatement de la région. Situation provisoire qu'effacera la généralisation du développement littoral ou état durable, voire définitif, qui consacrerait alors la disparition de l'Andalousie méditerranéenne en tant qu'entité régionale ? La question est décisive pour l'avenir. Elle doit donc être posée

même si aujourd'hui elle ne peut trouver de réponses autres qu'hypothétiques.

+

+

+

CHAPITRE I.

LA DECADENCE DES PAYS INTERIEURS.

L'intérieur tout entier, depuis les premiers coteaux jusqu'aux sommets montagnards, se présente aujourd'hui comme un vaste ensemble dépressif. Crise démographique, désagrégation sociale, désorganisation économique l'affligent partout des mêmes maux, imputables aux mêmes causes: la pauvreté de systèmes traditionnels impuissants à surmonter leurs déficiences.

Sans forces propres, ces pays doivent renoncer à leur personnalité et tombent peu à peu dans la dépendance d'un monde extérieur, proche ou lointain, seul à leur insuffler encore un peu de vie: ils sont réduits à jouer le rôle passif de réservoirs de main-d'oeuvre.

Entre eux les différences sont mineures. La situation des montagnes, celle des coteaux et même des bassins reflètent seulement des degrés plus ou moins accusés de dégradation, expriment l'inégale rigueur des contraintes naturelles ou humaines qui les paralysent plus ou moins brutalement aujourd'hui.

I - LA RUINE DES POLYCULTURES MONTAGNARDES.

La vie rurale des montagnes, celle de la Serrania de Ronda ou de la Haute Alpujarra, a conservé fort tardivement les formes des systèmes traditionnels les plus rudimentaires: une organisation agro-pastorale, reflet de la médiocrité du milieu naturel, une vocation étroitement vivrière imposée par l'isolement.

A peine transformés dans leurs principes fondamentaux, ces systèmes de pauvreté ont pu se perpétuer sans grand changement depuis la Reconquête jusqu'au coeur du XX^{ème} siècle. Les circonstances exceptionnelles des années d'après-guerre, renforçant l'isolement et les préoccupations alimentaires les plus essentielles, ont pu les prolonger tels quels jusque vers 1950. Depuis lors, l'ouverture soudaine, l'expansion rapide de l'économie nationale, ont révélé brutalement l'anachronisme de leur condition. L'effondrement allait être rapide, complet et sans recours, aboutissant aujourd'hui à une ruine totale.

Face aux exigences de la modernisation, ces systèmes étaient incapables de surmonter leur pauvreté. Les plus démunis au départ, ils subissaient un handicap impossible à combler, rendu plus infranchissable encore par le carcan rigide des difficultés naturelles.

Conscients de l'inutilité de leurs efforts, les montagnards n'avaient bientôt d'autre issue que de fuir un pays condamné: l'exode est général, massif. La montagne se vide de ses habitants à un rythme inconnu ailleurs.

Dès lors, la crise enchaîne sa logique jusqu'au terme. Défigurée par les absences, la société paysanne ne peut plus soutenir une économie rapidement désorganisée à son tour: le "monte", pièce fondamentale et spécifi-

que du système est abandonné, l'agriculture elle-même est réduite à l'état de relique. Les formules montagnardes ont finalement perdu leur identité.

A - La Serrania de Ronda : la ruine de la moyenne montagne.

Au Sud de Ronda, les pays du Genal constituent un cas extrême. L'évolution désastreuse des dernières décennies y a conduit à une désorganisation complète des structures économiques et sociales. Depuis des années, la réalité centrale est celle de l'émigration, devenue la principale activité. La vie rurale, déjà, a perdu toute signification; le pays vit de ses émigrés.

C'est ici qu'il faut découvrir la genèse et l'enchaînement d'une crise et d'une déchéance malheureusement exemplaire.

I/ - La rupture de l'équilibre fragile sur lequel reposait l'organisation traditionnelle remonte seulement aux années 1950- 1960.

On ne reviendra sur la définition du système agraire de ces régions que pour en rappeler brièvement les termes essentiels (voir Ière partie- Chapitre I). La clef en est la pauvreté: pauvreté naturelle de grands versants schisteux, chaotiques, ou de causses déserts que traduit l'infime faiblesse des espaces cultivés perdus au coeur d'un "monte" envahissant; pauvreté sociale aussi que mesure le morcellement foncier sans cesse aggravé par les partages successoraux et que reflète la condition paysanne ravalée au rang du microfundisme. Quelques grands domaines aristocratiques ou bourgeois ne modifient guère le schéma: isolés aux confins des finages, dirigés du dehors, ils demeurent étrangers à la communauté villageoise.

Pour celle-ci, la subsistance est l'unique souci, acquise au prix d'une combinaison où s'associent étroitement les médiocres produits d'une polyculture vivrière, avant tout céréalière, et les ressources variées prodiguées en complément par le monte. En dépit des apparences, le monte est loin, pourtant, de n'être qu'un élément accessoire du système, mais, absolument indispensable à son équilibre, il en constitue au contraire le rouage vital, la pierre angulaire.

C'est, en effet, de la disparition soudaine des activités du monte que naît la rupture. Les causses steppiques comme les forêts de chêne des pentes schisteuses nourrissaient aussi bien un grand nombre d'artisans qui y assumaient leurs fonctions principales que l'immense majorité des paysans-journaliers en quête de travaux d'appoint ou de produits de cueillette. Les montagnes calcaires qui ferment le Nord de la région soutenaient deux activités essentielles.

Les fours à chaux s'y dispersaient par dizaines, trouvant sur place matière première et combustible. La pierre était extraite aux abords immédiats des installations, le bois fourni par la végétation ligneuse ^{de} la garrique. Chaque four utilisait une main-d'oeuvre relativement abondante: en plus de l'artisan, plusieurs "peones", 4 ou 5 parfois, étaient indispensables de façon plus ou moins continue pour assumer les tâches simples mais pénibles comme l'extraction du calcaire et surtout les coupes de combustible. Journaliers et paysans trouvaient là une issue intéressante au sous-emploi plus ou moins saisonnier de l'agriculture. Jusqu'au-delà des années 1950, la difficulté des transports routiers et l'indigence de l'industrie des matériaux de construction assurèrent localement des débouchés suffisants. Peu après commença le déclin précipité d'un artisanat incapable de résister à la concurrence de la production industrielle qui se répandit rapidement: les fours s'éteignirent les uns après les autres, définitivement. Les montagnes aujour-

*devant de Ronda
un des fours à chaux de la garrique,
du liège, du charbon de bois, du gypse,
mélange*

d'hui sont constellées de leurs ruines. Témoins attardés, un ou deux exemplaires persistent à fonctionner à la périphérie de la région, à Benahavis, près de la côte, à Benaojan. Mais, signe des temps, ils ont dû renoncer au combustible de la garrigue, long et pénible à rassembler, pour lui substituer le brûlage ... des vieux pneumatiques: avec la hausse générale des salaires, l'essartage est devenu impossible, l'emploi d'une main-d'oeuvre nombreuse refusé aux derniers artisans.

Les montagnes calcaires comme les péridotites de la Sierra Bermeja fournissaient aussi le sparte en abondance. Toute la population agricole participait aux activités de ramassage ou du tressage dont elle obtenait des revenus non négligeables. Aux hommes était réservée la tâche la plus rude, la cueillette sur les versants surchauffés de l'été. Les femmes travaillaient ensuite à domicile pour confectionner des nattes grossières ou fabriquer des cordages recherchés par le négoce d'Algeciras.

L'usage industriel des fibres synthétiques dont l'expansion est surtout remarquable après 1960 va réduire considérablement l'intérêt et la valeur du sparte. Les commerçants se détournent, les prix s'effondrent: les cours sont, en 1970, 8 fois inférieurs à ceux de 1960 (l'arroba est payée 100 ptas en 1960, 60 en 1970). L'exploitation, considérablement réduite, subsiste cependant mais comme une activité dérisoire encore pratiquée, faute de mieux, par des hommes sans travail. Des acheteurs viennent encore de Ronda et d'Osuna (Séville) charger quelques camions, mais, au fond, le rôle économique du sparte a disparu pour la population locale.

La chânaie qui recouvre la plus grande partie des serres schisteuses a perdu, dans le même temps, l'importance décisive qu'elle avait autrefois.

Le liège des subéraies n'est plus que rarement recueilli, victime

des succès du plastique et des difficultés d'exploitation qu'impose ici le relief. L'accès est souvent impossible aux camions, le travail des hommes long et coûteux dans un sous-bois abandonné, obstrué de broussailles.

La disparition totale du charbonnage constitue, en effet, la raison principale du déclin des fonctions du "monte" forestier. Ce dernier animait pourtant une vie intense dont le poids dans l'économie locale était des plus considérables. Produit indispensable pour le chauffage, le charbon de bois était non seulement utilisé sur place mais surtout massivement acheminé vers Ronda qui le redistribuait vers les plaines agricoles mal pourvues de forêts. Là encore, si les charbonniers formaient une corporation nombreuse d'artisans professionnels, une fraction considérable de la population agricole était intéressée par les travaux indispensables à l'alimentation des fours. Le nettoyage des sous-bois fournissait le combustible, mobilisant plusieurs mois par an une main-d'oeuvre abondante de paysans et de journaliers.

Depuis une décennie, le charbonnage a cessé, tué par la généralisation de l'usage du gaz butane. Sa disparition a marqué sans doute le tournant décisif de la crise dans la Serrania: la masse de la paysannerie se voyait privée d'un travail de complément dont il était le meilleur pourvoyeur, la chaîne privée de nettoyage devenait impraticable, fermée à la plupart des fonctions diverses qu'elle soutenait jusqu'alors. Nombre de métiers qui en dépendaient plus ou moins directement allaient être entraînés dans sa ruine.

Le muletage fut, parmi eux, le plus important. C'était jusqu'à il y a peu une activité essentielle, présente en chaque village, qui nourrissait des dizaines de familles.

Son rôle s'expliquait d'abord par la rareté des routes -le réseau local est achevé depuis dix ans à peine- et la faiblesse du trafic motorisé.

Le mulet représentait donc le moyen normal pour les transports les plus divers à l'intérieur de la région, comme pour la circulation de transit depuis la côte vers Ronda dont bien des serranos firent profession. L'acheminement régulier du poisson alimentait notamment un mouvement appréciable, particulièrement en certains villages (Igualaja, Parauta) promus, sur l'itinéraire habituel, au rang de petits centres d'"arrieros". Cependant le muletage vivait surtout à l'aval de l'artisanat local, des activités du "monte". Utilisé pour la vidange du liège, le transport de la matière première et du combustible vers les fours, il était sollicité davantage encore pour les besoins de l'acheminement de la chaux et du charbon de bois vers Ronda. Ce dernier, en fait, représentait souvent l'essentiel de son fret, justifiait l'existence du plus grand nombre de muletiers.

Condamné par l'ouverture à la circulation moderne, le muletage a été d'abord directement ruiné par la décadence du charbonnage. Dans chaque village, sa disparition a posé en tout cas de graves préjudices, supprimé nombre d'emplois. A Alpandei, par exemple, où résidaient plus de 10 "arrieros" professionnels avant 1950, 7 seulement subsistent en 1960, 1 seul en 1965, disparu en 1970.

Fabrication de la chaux et du charbon de bois, exploitation du liège et du sparte, muletage, c'est tout un pan de l'économie traditionnelle qui disparaît ainsi brutalement. La simultanéité de ces crises sectorielles est frappante. Elle n'est pas fortuite mais résulte de causes communes à l'ensemble des activités déchuës: toutes subissent également les effets de l'ouverture et de la diffusion des produits industriels qu'elles ne peuvent concurrencer, devenues impraticables hors du contexte d'une économie archaïque; la plupart d'entre elles, enfin, sont solidaires et participent d'un système cohérent, dont la défaillance d'un élément entraîne la ruine des

autres.

La notion de solidarité, au fond, est essentielle si l'on veut comprendre la crise de la vie rurale traditionnelle. Or, la décadence des activités du "monte" joue incontestablement le rôle-clef dans cet enchaînement désastreux.

Le déficit net de leur disparition est, d'abord, irréparable. Ce sont des centaines d'emplois qui brusquement font défaut, des ressources importantes, indispensables pour assurer la satisfaction des besoins alimentaires de la plupart des familles paysannes. Bref, c'est l'équilibre des pauvres revenus de toute une population qui est brusquement rompu.

Mais, bien plus, ce n'est pas seulement un terme quelconque du bilan économique qui disparaît. D'autres activités ont cessé -la contrebande, les migrations de moisson- sans créer de traumatisme comparable. Avec les activités du "monte", c'est à la fois la pièce originale, spécifique de la vie rurale de montagne qui fait défaut et la cohésion interne de tout le système agraire qui est gravement lésée. L'agriculture, l'élevage apparemment indépendants des destinées du "monte" y sont, en réalité, si étroitement associés qu'ils en ressentirent la crise comme une amputation irréparable.

Venue du causse et de la forêt, termes faussement accessoires de la vie rurale traditionnelle, la rupture est consommée. Elle ruinera l'édifice tout entier de l'économie des pays du Genal.

2/ - L'enchaînement de la crise apparaît alors comme le résultat d'une logique rigoureuse. L'aboutissement, en moins de deux décennies, en est la situation actuelle, vestige d'une vie rurale entièrement désorganisée où l'émigration est à la fois la réalité quotidienne la plus marquante et la

seule "activité" notable.

La disparition rapide des principales ressources du "monte" posait en effet à la majorité de la population locale le problème d'une survie immédiate. Deux solutions seulement étaient envisageables.

La première aurait été de compenser la perte des revenus du "monte" par le report du travail disponible sur les activités agricoles, améliorées et accrues. La tâche allait immédiatement s'avérer impossible. Pour le petit paysan-propriétaire, les difficultés techniques d'augmenter la production se montrent vite insurmontables: le point de départ est trop médiocre, les contraintes naturelles trop rigides tandis que l'effacement du "monte" réduit encore les possibilités. Loin de s'intensifier, la petite culture tend au contraire à s'appauvrir parallèlement à l'abandon du "monte".

Pour le journalier, l'artisan, dépourvus de terre, la situation est plus critique encore, la "reconversion" vers l'agriculture impraticable. La plupart d'entre eux pourtant, pressés par la nécessité, ont tenté l'aventure. Ici ou là, de petites tenures s'offraient dont les propriétaires citadins ou récents émigrés proposaient l'affermage. Mais, la demande de terre brutalement accrue allait provoquer une hausse des loyers disproportionnée par rapport aux maigres ressources de la production et aux faibles moyens des fermiers. L'exploitation en fermage dégageait à peine le revenu nécessaire au paiement du loyer.

Aux uns comme aux autres, l'unique issue restante s'imposait: partir, quitter le pays pour y ramener d'ailleurs les ressources nécessaires à l'entretien de la famille, ou même l'abandonner sans retour. La pauvreté de l'agriculture chassait les hommes dont le départ massif allait à son tour accélérer les dégradations du système agraire. La logique d'un appauvrissement croissant ne pouvait plus être enrayée. C'est ainsi que les pays du Genal allaient être conduits à souffrir la crise démographique la

plus grave de l'Andalousie méditerranéenne, l'altération la plus spectaculaire des économies rurales traditionnelles.

Écoutons ce paysan-journalier d'Alpandei nous résumer son histoire. L'homme a 51 ans: son destin s'identifie depuis plus de 30 ans à celui de la population locale tout entière.

" Je n'ai rien de plus que ce petit lopin. Je le tiens de mon père. Nous étions cinq frères et soeurs et nous avons partagé entre les cinq. Ce petit morceau est tout mon capital, vous voyez là-bas ce qui est semé de vert avec les oliviers ? Au-dessus, ce qui est labouré est la part revenue à ma soeur et, plus loin, ce champ vert est à une autre soeur.

...Mon père vivait grâce aux bêtes car à l'époque il y avait des muletiers. Son travail était de transporter le charbon de bois d'ici à Ronda. Il transportait aussi du liège des montagnes jusqu'à la route. C'est alors que mon père a acheté cette petite propriété en 1930.

...J'ai travaillé avec les bêtes moi aussi. Je transportais du charbon de bois jusqu'à Ronda. Je ne le fabriquais pas moi-même, je ne suis pas charbonnier, je le transportais. Mais tout est perdu, tout: le liège, le charbon. On a fait des chemins à travers la montagne, les camions y passent maintenant....Alors, comme les bêtes ne servaient plus à rien, j'ai dû les vendre et partir. J'étais obligé de faire ça, je n'avais plus rien à faire ici.

Avec la fin du muletage, je suis parti travailler dans une ferme. Mais, auparavant, j'avais pris des terres en fermage, là-bas, sous ces rochers. C'étaient des oliviers mais aussi du terrain de labour. Comme j'avais les mules pour le travailler, j'ai labouré, semé. Mais la rente (fermage) était trop chère, les années étaient mauvaises, ces oliviers-là donnaient une olive qui ne valait rien: j'ai été obligé de vendre mes bêtes pour payer le fermage. Je me retrouvais complètement "à sec".

Alors je suis parti " (I)

L'émigration est, dans tout le pays, le phénomène majeur des dernières décennies. Véritable "fuite au dehors", elle a provoqué une complète

désorganisation du tissu social villageois.

La dépopulation atteint ici des records. L'ensemble du pays a perdu en un quart de siècle (1950-1975) le tiers de ses habitants et rassemble moins de 10 000 personnes aujourd'hui, surtout rassemblées dans les plus gros villages où, hors de l'agriculture, la diversité des ^{petits} métiers est plus grande. En réalité, dans la plupart des communes, l'ampleur de l'hémorragie humaine est bien plus considérable: pour un tiers d'entre elles les pertes se chiffrent autour de 40% et, pour un second tiers, à plus de 50% de la population de 1950. Surtout, loin de se ralentir, la tendance s'aggrave de façon alarmante: depuis 1960 le rythme de la chute démographique atteint une moyenne de 3% par an !

Pourtant, l'émigration est incomparablement plus intense que ne le laissent supposer ces chiffres ou les taux du déficit migratoire apparent, compris le plus souvent entre 3 et 5% par an. Seuls les départs définitifs sont ainsi mesurés et ils ne représentent qu'un aspect, parfois minoritaire, de l'émigration réelle. En fait, toutes les formes migratoires coexistent, s'additionnent même au sein de nombreuses familles qui toutes sont touchées. Bref, l'émigration est à la fois générale et extrêmement variée dans ses modalités: elle est devenue système.

Départs définitifs et mouvements temporaires semblent porter sur des effectifs comparables. Le cas du village d'Alpandeuire nous en apporte la démonstration pour la décennie 1960-1970.

On peut estimer l'émigration définitive à Alpandeuire à quelque 261 personnes pendant cette période. C'est du moins ce que laisse apparaître le calcul prenant en compte l'évolution de la population "de droit" (-180) et la croissance naturelle au cours des mêmes années (+81).

Or, un comptage exhaustif de la totalité des sorties suivies ou non de retour au village nous a permis de dénombrer 518 départs entre 1960 et 1970. Migrations définitives et migrations à

terme s'équilibrent presque exactement. On remarquera aussi l'extraordinaire ampleur du phénomène dans un village qui, en 1960, ne comptait que 799 habitants: 2 personnes sur 3 ont en moyenne participé au mouvement. Pourtant, au terme de la décennie, 216 maisons demeuraient encore occupées contre 65 définitivement abandonnées.

Comme ailleurs en Andalousie méditerranéenne, l'émigration définitive prend forme d'un exode rural classique vers les régions urbaines les plus dynamiques de l'Espagne. La Catalogne est la destination presque exclusive des familles entières qui dans ce cas prédominent. L'attraction de Málaga, celle plus modeste encore de Ronda, ne modifient guère la tendance générale.

L'émigration à temps revêt par contre des formes extrêmement variées. Si elle porte en majorité sur des départs isolés, jeunes, filles ou garçons célibataires, hommes mariés laissant au village le reste de la famille, elle est remarquablement diverse quant à sa durée et à sa destination. La Serrania de Ronda apparaît de ce point de vue comme une sorte de musée des formes migratoires. Elle aboutit d'abord, à l'échelle du village et plus encore au niveau de l'ensemble des communes, à une véritable diaspora géographique: départs vers l'étranger, France et Allemagne surtout, vers le Nord de l'Espagne, vers diverses régions voisines de l'Andalousie, pays gaditans, Costa del Sol, contrées rondéñas, etc.. se mêlent en proportions variables selon les villages. Toutes les issues en fait sont exploitées. De même, la longueur des absences peut varier dans des proportions considérables: aux déplacements saisonniers qui, l'été, dirigent les hommes vers la France (récoltes) ou la Costa del Sol (construction) se superposent des migrations temporaires relativement brèves, 1 an ou 2, vers la côte ou le Nord de l'Espagne et des migrations fort longues, surtout vers l'étranger, qui s'étalent couramment sur plus de 5, 15 ou même 20 ans.

En réalité, il n'existe aucune coupure rigide, définitive, entre

*mais il y a des départs à
avec retour et retour*

ces différentes pratiques migratoires: on exploite toutes les possibilités, on tire profit du hasard des circonstances. Le même individu pourra selon les offres de travail jouer successivement sur des déplacements proches ou lointains, prolonger ou diminuer son absence selon le cas. Migrations saisonnières et migrations temporaires longues ou brèves se transforment au gré du marché de l'emploi: l'émigrant, ballotté par les caprices de la conjoncture, ne choisit que rarement sa migration.

Donnons à nouveau la parole au journalier d'Alpandei: la suite de son histoire est révélatrice.

"... Alors je suis parti à Ronda, dans une ferme où on élevait des poules. On ne gagnait pas plus de vingt "douros" par jour. Impossible de vivre avec ça ! Je suis parti au bout de cinq mois.

Alors je suis parti en France, à Orléans. Je voulais y travailler dans une "serra", vous savez, ces cultures de légumes qui sont couvertes. Ce sont des amis qui travaillaient là-bas qui m'ont appelé. Le patron, un Français, aurait voulu que je reste. Il préférerait que nous restions avec lui plutôt que de prendre des Français. Parce que les Français faisaient des fugues, alors que nous, sans endroit où aller, nous restions sur place, nous travaillions plus d'heures.

Seulement, quand je suis arrivé à Orléans, une grève a éclaté, c'est en 1966, je crois. Je voulais rester, mais on m'a dit que non: "les étrangers dehors ! le travail aux Français !" Qu'est-ce qui me restait à faire ? Je suis rentré. Je n'ai pas réussi à travailler un seul jour. J'avais payé le voyage en retirant 5000 pesetas du Mont-de-Piété de Ronda. Au moment de revenir, je n'avais plus d'argent. Je me suis caché dans un train bondé jusqu'à Irun. A ce moment-là, un jeune de Grenade qui venait aussi d'Orléans m'a prêté de l'argent. Nous avons pu ensemble arriver jusqu'à Vitoria. Là, nous avons cherché du travail. Nous avons trouvé un chantier de construction pour un mois, du 7 février au 27 mars. Puis, le chantier a fermé, il manquait d'argent.

Alors, je suis revenu au village. J'ai travaillé aux essarts et puis, quand il y a eu du travail sur la côte, je suis allé dans la construction, près de Marbella. J'ai travaillé deux mois là-bas. On dormait sur des sacs... Puis je suis parti sur un autre chantier qui payait mieux: l'hôtel, le "Marbella-Hilton", les ciments, c'est moi ! ... J'y ai travaillé 13 mois. Ensuite on m'a mis au magasin. Parce que moi, je sais écrire ! Je suis resté dans le bâtiment pendant 2 ans, sur plusieurs chantiers.

Après, je suis devenu cuisinier dans une colonie pour les enfants de l'Organisation de la Jeunesse, à Marbella. Trois mois de l'été, sans un jour de repos.

... Je ne sais pas si je retournerai cette année. Ça dépend si on m'appelle. Je vais là où on me donne du travail. Je suis toujours prêt à tout. Ce qui m'intéresse, c'est un poste de travail ... N'importe où, pour faire n'importe quoi ! Si par exemple un ami me trouvait quelque chose en France, en Allemagne, j'irais. Qu'est-ce que je peux continuer à faire ici ? (I)

Les mêmes péripéties, sous d'autres formes ou en d'autres lieux, pourraient être rapportées par la plupart des hommes de la Serrania. Sauf pour ceux que la chance a favorisé davantage et qui, à Paris ou sur un chantier de la Ruhr, conservent jalousement leur emploi de femmes de ménage ou de manoeuvres et prolongent leur séjour, c'est dans toutes les branches le même récit d'une vie itinérante entrecoupée de retours forcés au village. On en retiendra deux conclusions.

L'émigration temporaire qui, aux yeux des intéressés, ne paraît obéir qu'à des circonstances accidentelles est en fait régie depuis une vingtaine d'années par une succession de cycles au cours de laquelle se substituent les foyers d'emplois. L'appel des régions industrielles du Nord espagnol, des grands travaux hydrauliques en Aragon ou Catalogne survient opportunément au moment où s'effondre l'économie locale. Il s'affaiblit à l'époque où l'expansion de l'industrie européenne ouvre grandes les portes de France ou d'Allemagne. L'essor touristique surgit alors sur la Costa del Sol. L'exis-

tence de l'émigration temporaire généralisée et par là de la survie de la Serrania dépend, au fond, de la permanence de ces cycles, de la continuité de leur enchaînement.

La nécessité impérative d'émigrer est par tous clairement affirmée. De l'avis unanime, le pays ne peut plus nourrir ses habitants. C'est alors que se pose le problème d'expliquer le curieux comportement des émigrants, la volonté si générale de retour, la préférence accordée aux départs temporaires sur l'exode définitif, alors que sur place nulle amélioration n'est envisagée. Comment comprendre cet attachement têtue à un pays que l'on sait condamné ?

La raison sentimentale est certainement puissante. On ne se résoud pas à abandonner définitivement la maison, la terre. On ne cultive plus le champ mais on refuse obstinément de vendre. Les transactions foncières sont très rares, faute d'acheteurs peut-être, mais bien plus par absence d'offres.

En fait, d'autres causes interviennent, plus matérielles: l'insécurité de l'emploi au dehors impose une prudente réserve. Lorsque manque le travail, le village, le champ et la maison constituent un refuge dont on ne peut se priver. C'est pourquoi, au fond, les campagnes du Genal continuent de vivre, même si toute activité cohérente y a pratiquement cessé.

Car, loin de soutenir l'économie locale, l'émigration temporaire systématique apparaît aussi préjudiciable au pays que l'exode définitif. L'une et l'autre aboutissent rapidement à une situation démographique si dégradée qu'elle hypothèque gravement les chances de maintien des activités locales.

Le vieillissement de la population s'accélère brutalement. La part des personnes âgées ne cesse de s'accroître dans des effectifs considérablement diminués. Celle des jeunes s'amenuise moins vite du fait de l'importance

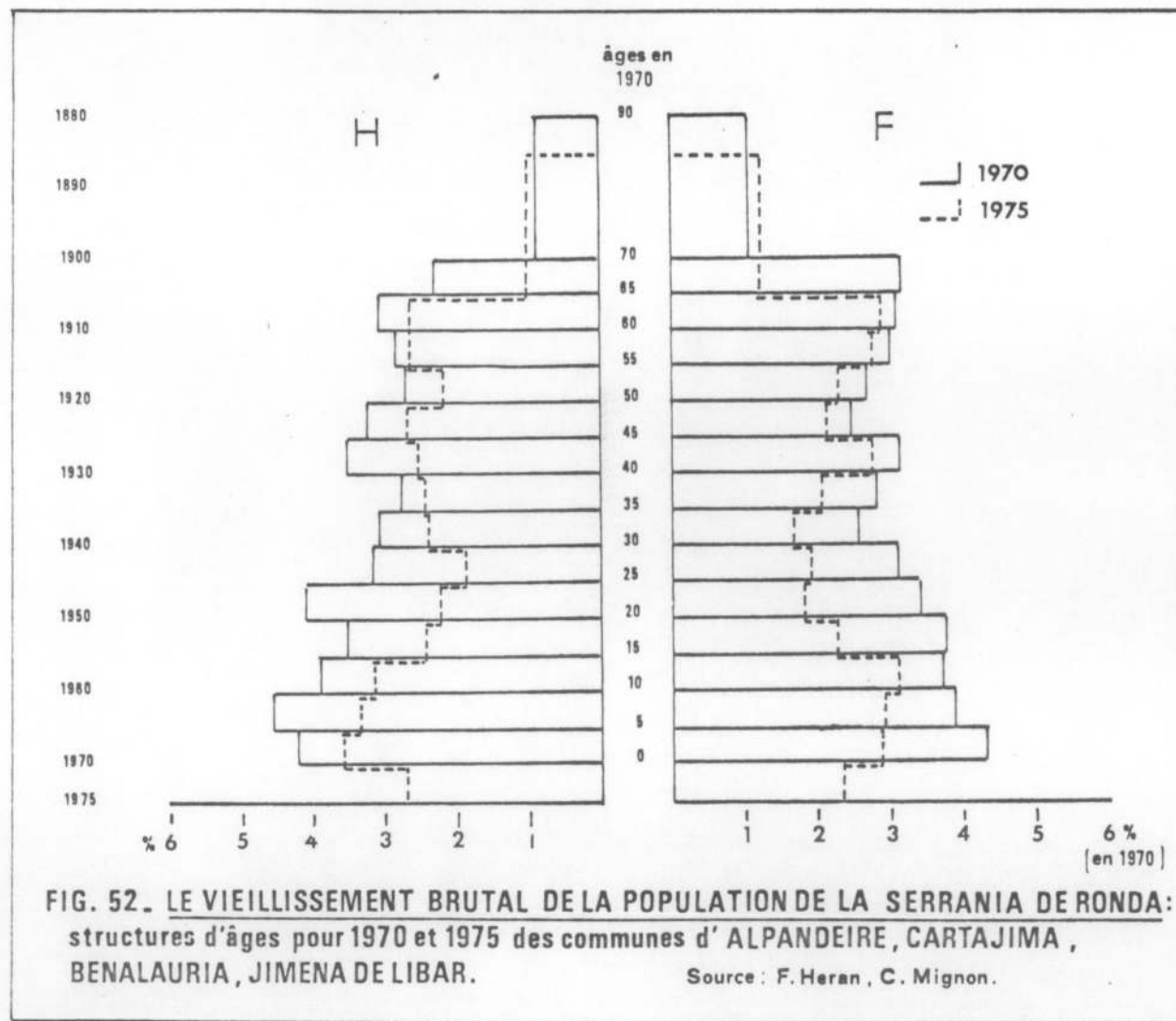
de l'émigration temporaire qui maintient les enfants au village. La tendance est alarmante pourtant comme le démontre le tableau ci-dessous relatif à Al-pandeire.

%	Moins de 20 ans	de 20 à 59 ans	60 ans et plus
1950	34,6	52,4	13
1960	38,1	48,5	13,4
1970	32,9	48	19,1
1975	29,4 (36,4)	43,4 (51,5)	27,2 (12,1)

Population classée par groupes d'âges dans la commune d'Alpandeire.

(entre parenthèses les chiffres relatifs à la population de l'Es-pagne.)

L'examen des pyramides d'âges en 1970 et 1975 pour l'ensemble de 4 communes de la Serrania permet de préciser le mouvement, de mesurer son ag-gravation au cours des dernières années (Fig.52): on notera l'élargissement rapide du sommet de la pyramide mais aussi, -faits nouveaux qui révèlent soudain une dégradation démographique irrémédiable-, le creusement considé-rable en un quinquennat des classes d'âges moyens, la réduction massive du nombre des enfants les plus jeunes. La dépopulation semble entrer désormais dans la phase ultime où les structures démographiques subissent une altéra-tion irréversible. Un détail encore doit être souligné: la réduction plus rapide, aux âges moyens, des catégories féminines, lourde de conséquence pour un proche avenir. Le célibat, deux fois plus élevé en proportion chez les hommes que chez les femmes, atteint chez les premiers des valeurs consi-dérables qui continuent de s'accroître: 87,5% en 1975 entre 20 et 30 ans, 45% entre 30 et 40 ans pour les 4 communes de référence citées ci-dessus. On ne se marie plus guère dans les villages ou bien on quitte le pays au lende-main des noces. On possède là sans doute l'explication de la chute brutale de la natalité réduite soudain à 14-16‰ vers 1970 et qui équilibre diffici-lement désormais le nombre des décès (12 à 15‰). L'aggravation effrayante



du célibat présage non moins certainement la généralisation prochaine de l'exode des jeunes. "Dans 15 ou 20 ans, avant peut-être, les villages seront déserts", prophétisent certains responsables locaux.

Dès aujourd'hui, les effets cumulés de l'exode définitif et des absences temporaires aboutissent à un appauvrissement considérable du potentiel humain disponible avec suffisamment de continuité pour assurer sur place le maintien des activités. En réalité, la majorité des hommes ne reste au village qu'épisodiquement. On a déjà signalé plus haut (2ème partie - chap.I - p.245) le cas d'Alpandeiore comme exemplaire à ce sujet: entre 1970 et 1975, la commune ne disposait à demeure que de 50% de ses hommes de 30 à 40 ans, de 13% de ceux de 20 à 30 ans. La superposition de la pyramide d'âges des émigrés entre 1970 et 1975 à la pyramide de la population municipale en 1970 exprime la gravité d'un tel phénomène (Fig.27): le pays désormais souffre du manque de bras. Faute d'hommes au travail, l'économie locale, déséquilibrée déjà par la disparition de l'un de ses termes essentiels, est désormais vouée à l'abandon.

Agriculture, élevage sont désorganisés, réduits à des activités-reliques en passe de disparaître. Loin de s'améliorer, de s'intensifier en se concentrant dans un volume plus réduit, elles ne cessent au contraire de se dégrader sous les effets, conjugués aujourd'hui, de la rupture des complémentarités qui les liaient au "monte", puis, enfin, de l'absence des hommes.

La petite polyculture vivrière s'effondre sans avoir modifié ses termes et ses méthodes traditionnelles. Elle s'efface, peu à peu délaissée. L'espace cultivé est une peau de chagrin qui se rétrécit en îlots de plus en plus discrets au coeur d'un "monte" envahissant et inutile. Le paysage, en friche, révèle immédiatement l'ampleur de l'abandon. Dans l'ensemble, et si l'on se

réfère à la période d'après-guerre où l'étendue des cultures était sans doute maximale, le reflux se mesure aux $3/4$ environ des surfaces travaillées dans les années 1950: de 750 ha (1950) à 380 (1962) puis 190 (1970) à Alpandei-
re; de 894 ha à 260 pour la même période, dans la commune voisine de Parauta. Déjà réduite autrefois à des taches discontinues, l'emprise agricole est aujourd'hui à peine sensible, limitée à $1/20$ environ du territoire.

Pourcentages des terres cultivées dans l'espace communal (1950-1970)

	1950	1962	1970
ALPANDEIRE	22%	11%	6%
PARAUTA	22%	12%	6,5%

L'abandon, cependant, a été sélectif.

Les cultures annuelles en ont été les principales victimes, les céréales surtout, base essentielle jusqu'alors de l'économie vivrière. A Alpandei-
re, commune éminemment céréalière à l'origine, la superficie emblavée s'est réduite des $5/6$ jusqu'à couvrir moins de 100 hectares en 1970 (650 ha en 1940, 300 en 1962, 93 en 1970). En définitive, si l'on affecte respectivement la totalité du territoire cultivé et les seules emblavures du même coefficient (100) en 1950, on constate que les terres céréalières se sont réduites, surtout au cours des dernières années, dans des proportions 2 fois plus importantes que l'ensemble du domaine agricole.

ALPANDEIRE : évolution relative du territoire agricole et des emblavures (base 100 en 1950).

	1950	1962	1970
Domaine agricole total	100	50	25
Emblavures	100	46	14

Le déclin des cultures céréalières apparaît donc comme la manifestation fondamentale du recul agricole local . Le phénomène est d'ailleurs très logique. On sait, en effet, qu'une bonne part -la moitié environ- des

*Servant de la...
Rogier,
ambassadeur...
Bolnès...
mieux*

terres ensemencées était représentée par des champs temporaires ouverts à grand peine dans le "monte". L'abandon de l'essartage, de ces "rozas" dont les marques lépreuses sont encore visibles sur la plupart des versants, a été normalement la première manifestation de la déprise agricole. Notons d'abord que le sort de ces essarts était intimement lié aux activités artisanales du "monte": on utilisait parfois le sous-bois dégagé pour le charbonnage et surtout les secteurs nettoyés autour des fours à chaux. La recherche de combustible dans la garrigue soutenait directement la céréaliculture temporaire du "monte". La disparition des fours allait précipiter la disparition des "rozas". Leur profit réduit à une infime production de grain ne légitimait plus le travail considérable de l'essartage. Progressivement, la raréfaction de la main-d'oeuvre allait ensuite élargir de proche en proche le domaine des labours abandonnés. Les terres ensemencées aujourd'hui se cantonnent aux meilleurs champs, à la proximité immédiate du village.

L'arboriculture se maintient beaucoup plus solidement et, face à l'effondrement des labours, elle acquiert même un rôle nouveau. L'olivier tend aujourd'hui à occuper la première place dans le système agricole. Ici ou là, il gagne même un peu de terrain. A Alpandei, il progresse de 50 hectares à 55 entre 1950 et 1962, atteint 70 hectares en 1970. Plus localement, l'intérêt se concentre davantage sur la châtaigneraie (Parauta) ou les arbres fruitiers (Cartajima). La raison de cette relative promotion est claire: l'arbre, peu exigeant en travail, s'adapte mieux au manque de main-d'oeuvre dont souffre le pays. Rustique, gratifié de soins de plus en plus réduits, il continue cependant à fournir une récolte. Cette dernière est souvent l'occasion d'un bref retour des migrants temporaires les moins éloignés. Le maintien de l'arboriculture est donc bien plus le signe d'une activité agricole réduite à la cueillette que celui d'une reconversion de l'économie locale.

La médiocrité persistante, voire aggravée, des techniques et des

résultats de l'agriculture confirme indiscutablement pareille affirmation. Méthodes et rendements demeurent inchangés, accusent un archaïsme évident. Le repli céréalier sur les meilleures terres n'a pas supprimé pour autant la jachère, une année sur deux. Succédant au blé ou à l'orge, les fèves n'ont que partiellement conquis, sur 30 à 40% de son étendue, la sole laissée en repos. Or, le produit annuel reste dérisoire: 4 à 5 quintaux de blé à l'hectare, à peine plus en orge. Sans doute, la médiocrité du sol est-elle la principale responsable de si pauvres résultats, mais l'usage persistant de semences locales plus ou moins dégénérées, la parcimonie des épandages d'engrais témoignent aussi d'un désintérêt certain pour un progrès agricole sur lequel on ne compte plus guère.

En dépit du regain de faveur dont elle bénéficie, l'arboriculture est à peine mieux partagée. L'olivette elle-même, pourtant la mieux soignée, n'échappe pas au mouvement général de désaffection. Les soins qu'elle nécessite, peu nombreux, paraissent encore trop lourds. On réduit les façons au minimum: ici on supprime un labour ou un nettoyage sur deux, ailleurs on espace les années de taille. Le paysan dont l'intérêt est ailleurs ménage ses efforts. Les résultats s'en ressentent: les rendements, d'abord moyens, tendent à baisser, les bonnes récoltes deviennent de plus en plus irrégulières. En fait, dans les communes où il existe, le châtaignier est préféré à l'olivette pour sa rusticité et l'économie maximale de main-d'oeuvre qu'il permet. Il exprime le mieux la vocation de la polyculture locale ravalée au rang d'une simple activité de cueillette, d'une activité de complément à "temps perdu" entre deux migrations. En définitive, l'agriculture ne compte plus beaucoup dans les pays du Genal.

L'élevage connaît, en regard du recul agricole, une relative promotion. Sa place dans l'économie est incontestablement plus importante qu'au-

*Élevage ne se mesure
qu'en apparence*

trefois alors que prévalait la céréaliculture. Reconversion du système agricole vers une spécialisation mieux adaptée aux ressources du pays ? Assurément non ! La promotion apparente de l'élevage n'est qu'une fausse promotion. Pas plus que la culture, il n'échappe au mouvement de dégradation et devient de plus en plus extensif.

Loin de bénéficier de l'énorme extension des terres vaines consécutive au recul agricole, le cheptel tend au contraire à s'appauvrir, la charge en bétail se réduit continuellement.

L'évolution du gros bétail n'est guère significative. Elle traduit davantage l'effondrement des cultures qu'une tendance à l'élevage proprement dit. La disparition complète des bovins, vaches de trait essentiellement, n'est que la conséquence de l'abandon des labours et de la raréfaction des fourrages cultivés. Les mules plus sobres et mieux adaptées aux travaux légers de l'arboriculture leur ont été provisoirement substituées: elles tendent à disparaître à leur tour, victimes de l'extension des friches, et signe d'un abandon agricole de plus en plus total.

Le petit bétail représente par contre le terme essentiel de l'élevage commercial dans ces pays. Les chiffres suivants montrent son recul actuel, à l'échelle d'une douzaine de communes :

	Ovins	Caprins	Porcins
1970	5999	10 016	887
1974	5477	8 341	828

(Source: Jef. Prov. de Prod. Animal)

Dans tous les cas, les causes habituellement évoquées pour expliquer cette régression ne sont point essentielles: la peste pour les porcins, le reboisement pour les ovins et caprins constituent des handicaps évidents mais superficiels. Le mal est plus profond, lié, en fait, au processus général de déclin de la vie rurale. Il est, de ce fait, difficilement curable.

D'abord, la médiocrité technique du petit élevage ne permet que de pauvres revenus. Les méthodes n'ont aucunement évolué, perpétuent les pratiques traditionnelles les plus extensives: élevage "naturel" des races indigènes les plus rustiques, il s'avère de plus en plus d'un rapport très insuffisant.

L'élevage ovin orienté aujourd'hui vers la production d'agneaux de boucherie repose exclusivement sur la race "Entrefina", variété de Merinos, plus douée pour la laine que pour la viande. Malgré sa rusticité, l'animal souffre aussi des conditions qui lui sont faites: absence totale de stabulation dans un pays où le froid est parfois vif, absence totale de nourriture de complément même au cours des périodes de gel où le pacage est impraticable. La sous-alimentation est chronique durant une bonne partie de l'hiver, de même qu'en été: la disparition ancienne de la transhumance ne pallie plus l'insuffisance saisonnière des pâturages. Aussi la mortalité est-elle forte, le taux d'agnelage médiocre, le croît lent. L'insuffisance alimentaire, le défaut de sélection ne permettent jamais qu'un agnelage annuel au coeur de l'hiver, dans les conditions les plus défavorables: les agneaux survivants -les pertes atteignent 20%- doivent attendre plus de trois mois pour atteindre un poids médiocre de quelque 20 à 25 kg et arriver sur le marché après Pâques au moment où fléchissent les cours. Les résultats sont finalement fort mauvais.

L'élevage des porcs obéit à des règles comparables. Le système de la glandée, la "montanera", demeure exclusif. Seul le porc ibérique est capable de se soumettre au régime de famine que l'insuffisance des pâturages lui impose hors de l'automne et d'une partie de l'hiver. Aussi, 18 mois à 2 ans sont-ils nécessaires pour obtenir un animal de quelque 120 kg à peine.

Or, cet élevage si extensif est voué à s'appauvrir encore, à subir une dégradation fourragère évidente en dépit d'une extension apparente

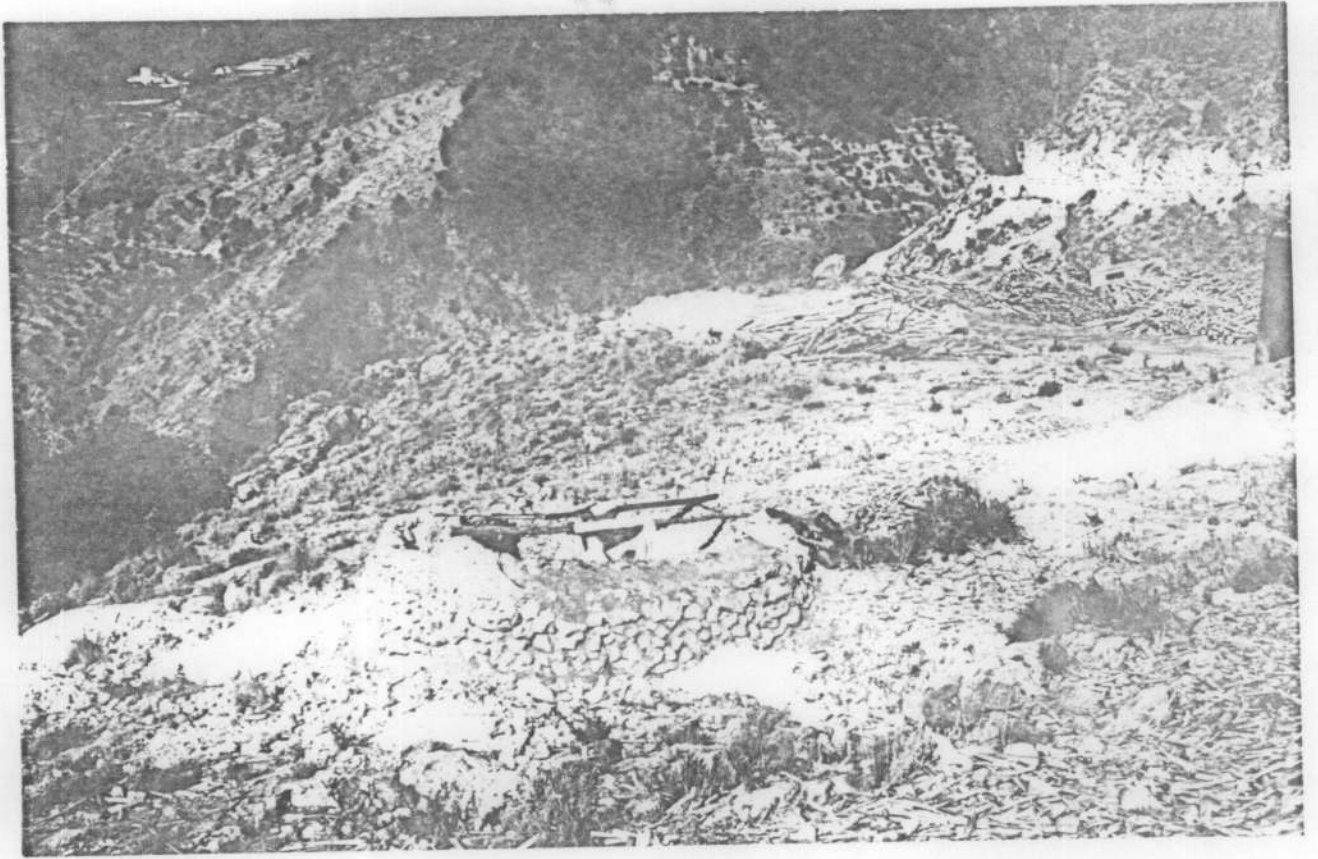
des terrains de parcours. Bel exemple de la solidarité des éléments du système traditionnel, il est en fait condamné par le recul des cultures et l'abandon du "monte" à devenir de plus en plus "naturel", plus extensif encore.

La céréaliculture était en effet indispensable à son équilibre. Sur les champs de modeste qualité, l'assolement habituel -triennal inversé- lui assurait la jouissance des jachères sur les 2/3 du terrain: chaumes puis repousse de l'herbe, rapide sur ces sols travaillés, lui fournissaient un heureux complément aux moments opportuns. Ainsi, avec le déclin des cultures, l'élevage, celui des ovins surtout, perdait ses meilleurs pâturages. Transformés en friche, les anciennes terres cultivées portent aujourd'hui une charge 2 à 3 fois inférieure.

Réduit désormais aux seuls pacages naturels, le bétail subit enfin les conséquences de la disparition des activités du "monte". Les ressources fourragères s'y sont aussi singulièrement appauvries. Dans le causse, l'abandon des fours à chaux et des "rozas" a supprimé aussi les chaumes et l'herbe qui poussait plus dru sur les longues jachères. L'essartage, pour le combustible ou le grain, était au fond un moyen indispensable d'amélioration périodique des pâturages.

Le problème est identique, peut-être plus accentué encore, dans la chênaie délaissée par les charbonniers. Faute d'un nettoyage régulier du sous-bois, l'herbe est étouffée par les broussailles, les glands plus difficilement accessibles. Enfin, le rendement de la glandée ne cesse de décroître depuis que les arbres ne sont plus taillés au bénéfice des fours. La "montanera" est de moins en moins productive.

L'élevage se dégrade donc inéluctablement au rythme du déclin agricole et de l'abandon du monte. Sous sa forme traditionnelle, la seule envisagée dans la région, il est voué à une médiocrité croissante. Pas plus que la polyculture déjà ruinée, il n'est susceptible de sauver la vie rurale.



Phot. XVII - L'agonie des activités traditionnelles en Serrania de Ronda.

Haut - L'un des derniers fours à chaux artisanaux encore en activité.

Bas - Porcs ibériques à la glandée: scène de "montanera" devenue rarissime.



La désaffectation des pasteurs et des porchers ne permet pas d'ailleurs d'envisager un maintien durable: l'émigration a chassé les bergers comme les paysans. Dans la plupart des villages, le porcher communal (pastor concejil) qui rassemblait les bêtes des petits agriculteurs a disparu; sur les grands domaines, les bergers salariés sont désormais difficiles à trouver tandis que la médiocrité des revenus du troupeau permet à peine d'assurer le renchérissement considérable des gages à verser.

L'élevage devient aussi une activité résiduelle. Profondément touchée dans chacun de ses termes, l'économie rurale est en fait définitivement désorganisée.

3/ - Aucune exploitation n'échappe plus aujourd'hui à la crise.

La taille de la tenure pas plus que sa vocation ne changent rien au problème: le grand domaine d'élevage comme la ferme du petit polyculteur se trouvent également dans une situation critique, voués à disparaître ou à survivre à partir d'expédients provisoires. C'est là le signe incontestable d'un délabrement définitif et sans issue de l'économie locale tout entière.

La petite polyculture paysanne offre désormais une image uniforme: celle d'exploitations "marginales" qui, sans exception, ne représentent plus qu'un intérêt accessoire dans les ressources familiales, un complément souvent dérisoire.

Dans tous les cas, l'essentiel des revenus provient de l'extérieur, de l'émigration surtout, dont les profits constituent en moyenne les 3/4 des rentrées d'argent.

L'exploitation qui, de plus en plus souvent, mobilise moins de la moitié du temps de travail, prodigue surtout quelques produits d'autoconsommation. Avec la décadence céréalière sa vocation vivrière a reculé cependant: la production fruitière (olives, châtaignes, etc..), devenue essentielle, est

vendue, ainsi que quelques animaux. Néanmoins, plus de la moitié des produits est encore consommée sur place. Les oeufs, le lait, la viande surtout si l'on excepte quelques chevreaux, quelques porcs, alimentent la table familiale. A Alpandei, durant l'hiver 1971, 30 porcs seulement ~~xxx~~ ~~72~~ ont été commercialisés sur 70 sacrifiés à la fin de la montanera. En contrepartie, les achats demeurent réduits au minimum: un peu de poisson, du riz, quelques fruits. L'ensemble représente des dépenses très modestes, estimées en moyenne à 100 pesetas par tête et par mois. Le souci vivrier reste primordial dans cette polyculture-relique en dépit du bénéfice des rentrées d'argent extérieur.

C'est que globalement la somme des revenus, ressources extérieures et produits de la ferme, demeure à la fois très modeste et irrégulière. Le pays n'échappe point à sa tradition de pauvreté: les revenus par tête dans la Serrania de Ronda sont encore inférieurs de moitié à la moyenne provinciale pourtant peu reluisante (2). Ce qui explique assurément le maintien obstiné de ces exploitations marginales mais encore indispensables à un équilibre financier toujours problématique. Leur survie pourtant ne peut être durable. Les jeunes, mieux armés que leurs pères, émigrent définitivement. Déjà la plupart des tenures encore vivantes sont condamnées faute de succession. En définitive, 3 types d'exploitations peuvent être distingués. Leur avenir est également fermé.

- l'exploitation familiale à temps partiel paraît actuellement la plus active grâce à une main-d'oeuvre encore jeune et nombreuse.

Prenons le cas représentatif de ce petit paysan d'Alpandei, 46 ans, 5 enfants dont le plus âgé atteint 18 ans, au total une famille de 7 personnes. Propriétaire de 5,5 hectares de terre cultivable, il a comme la plupart renoncé aux céréales, à l'exception de 1/2 ha d'orge destiné à compléter l'alimentation de 2 porcs. Le reste de l'exploitation est constitué de 5 ha d'oliviers. La vente des olives et des porcs procure un revenu annuel de l'ordre de 40 000 pesetas.

En fait, le père et le fils aîné travaillent au dehors pendant plus de la moitié de l'année: quelques semaines pour la

récolte des olives dans la région d'Antequera, p.
la construction" sur la Costa del Sol. En définitive,
quelque 150 000 pesetas qui proviennent de l'extérieur, s
des 3/4 des ressources familiales.

Le système fonctionne tant bien que mal. Il pourrait se
perpétuer ainsi aussi longtemps que l'embauche demeurera facile à
proximité du pays. Il est en réalité voué à se désagréger avec le
départ des enfants. L'aîné émigrera bientôt définitivement après
le service militaire d'où il espère pouvoir s'engager dans la Gar-
de Civile. De la même façon, les parents ne souhaitent pas que les
cadets demeurent au village.

Ainsi, dans la quasi-totalité des cas, l'exploitation familiale à temps
partiel est promise, au fur et à mesure du départ des enfants et du vieillis-
sment des parents, à se muer en exploitation-retraite.

- l'exploitation-retraite constitue en effet un groupe nombreux, déjà
majoritaire, vers lequel évolue l'ensemble des fermes encore en activité.
Dès lors, l'abandon des cultures se précipite aussi bien du fait d'énergies
vieillissantes que par la diminution des besoins, une fois supprimée la char-
ge des enfants. Le gros des ressources provient encore du dehors même si,
presque toujours, les migrations ont cessé: les envois des enfants émigrés y
suppléent périodiquement mais surtout les pensions-vieillesse qui désormais
font vivre une bonne partie de la population (3).

- l'exploitation conduite par un célibataire représente enfin un cas
assez fréquent pour constituer un groupe spécifique. C'est au fond une va-
riante du type I signalé ci-dessus mais dont la condamnation irrémédiable
à court terme évoque davantage la situation de l'exploitation-retraite. La
fonction agricole est dans ce cas extrêmement fragile. Réduite, faute de
bras, elle subit aussi avec plus de rigueur les absences de l'exploitant:
les cultures sont pendant toute la durée des migrations délaissées. De plus,
si l'embauche est fructueuse, elle court le risque d'un abandon définitif de
la part d'un homme que nulle famille ne rappelle au village.

Dans tous les cas, la survie de la petite polyculture paysanne n'est qu'une rémission dont seule la durée probable permet de différencier les exploitations actuelles.

La grande exploitation pastorale ne connaît pas un sort meilleur. Installée sur les contreforts calcaires des bordures de la région, elle dispose de très vastes étendues -supérieures à 500 ha. en moyenne et très souvent à 1000 ha.- entièrement incultes. Le système fondé essentiellement sur l'élevage des ovins et caprins fournissait jusque-là de bons résultats à des propriétaires absentéistes, citadins fortunés, nobles ou bourgeois.

Or, les uns après les autres, les "terratenientes" abandonnent l'exploitation. Mais, à la différence de la désaffection paysanne dictée par un sentiment confus d'impuissance, la décision résulte ici de rigoureux calculs de rentabilité. La grande exploitation pastorale n'est plus viable: les capitaux immobilisés dans l'entreprise sont retirés, déplacés vers des investissements plus productifs, vers d'autres exploitations parfois que ces grands propriétaires possèdent ailleurs dans des régions plus fertiles. L'élevage sur les médiocres pacages de la Serrania ne dispense qu'un modeste produit, tandis que le déplacement permanent des troupeaux impose une nombreuse main-d'oeuvre: plusieurs bergers permanents, des aides temporaires, un régisseur. Le très faible niveau des salaires permettait seul autrefois de substantiels bénéfices: l'élévation rapide des rétributions rend aujourd'hui le phénomène caduque.

Voyons le cas de ce vaste domaine de 1290 hectares situé sur les terres hautes de la commune de Parauta. Il appartient à une riche famille de Ronda.

Entièrement inculte, le Cortijo de las Navas nourrit un cheptel de 540 brebis et de 490 chèvres auxquelles il faut ajouter un petit troupeau de 22 vaches indigènes ("retintas"). La charge est

faible, - I UGB pour 4 à 5 hectares environ-, et la production médiocre: chèvres et brebis donnent moins d'un chevreau ou d'un agneau par an (0,6 à 0,7 en moyenne) et les pertes dépassent en général 10%.

En contrepartie, la main-d'oeuvre est nécessairement nombreuse: I régisseur, 3 bergers permanents auxquels s'adjoignent plusieurs assistants à l'époque de l'agnelage.

Le bilan comptable s'établit de la manière suivante pour 1974:

Produit brut (ventes) :

Agneaux	(380)	487 000
Laine	(1200kg)	55 800
Brebis de réforme	(40)	55 000
Chevreaux	(300)	510 000
Chèvres de réforme	(50)	55 000
Fromages		94 000
Vaches de réforme	(3)	49 000
Veaux	(6)	152 400

I 458 200 ptas.

Frais réels

Main-d'oeuvre: - régisseur	250 000	} 743 600
- bergers permanents	438 000	
- main-d'oeuvre temporaire	55 600	
Frais bétail : - aliments	198 000	} 218 000
- vétérinaire	20 000	
Location pacages (hivernage vers Ronda)	56 000	
Charges sociales, assurances, impôts.	244 140	
Entretien, réparations, divers	275 000	

I 536 740 ptas.

Les bénéfices apparents, en année moyenne, sont donc négatifs désormais. Or, si l'on estime les frais invisibles (rente du sol: 800 000 pesetas + intérêt du capital investi: 420 000 ptas),

le déficit apparaît alors considérable, atteignant quelque 1 300 000 pesetas.

Les progrès, sans doute, ne seraient pas impossibles. La pose de clôtures permettrait à la fois une importante économie de main-d'oeuvre et une utilisation plus rationnelle des pâturages. Associée à une amélioration de l'herbage par semis de "trèfle souterrain" et à une meilleure sélection du cheptel, elle offrirait des résultats notablement plus fructueux qu'actuellement. En fait, ce début d'intensification est unanimement refusé par les propriétaires: les investissements sur de telles étendues seraient considérables sans assurer un rendement équivalent aux placements sans risque de l'immobilier ou même du marché financier ... Les grands propriétaires, étrangers au pays, se désintéressent de son devenir.

Aussi l'évolution des grands domaines pastoraux est-elle partout identique. Elle combine trois aspects.

L'abandon de l'exploitation directe et le fractionnement du domaine en unités familiales confiées à des métayers représentent la solution généralement adoptée. Elle consiste à reporter intégralement le coût de la main-d'oeuvre sur le tenancier qui ne comptabilise pas ses peines. Le cheptel initial appartient en parts égales au propriétaire et au métayer, le croît est partagé. Les bénéfices sont finalement médiocres pour l'un et pour l'autre.

Surtout le système est définitivement paralysé, la tradition extensive maintenue: le métayer ne dispose pas des moyens qui permettraient quelque tentative d'amélioration. De la sorte, l'élevage ne connaît qu'une rémission provisoire.

Par ailleurs, une partie des domaines, dans les zones les plus élevées, est souvent reboisée avec l'appui financier et technique des pou-

voirs publics.

Enfin, la fonction de prestige -la chasse du petit gibier- demeure. Le cortijo est alors occupé par les maîtres pour un bref séjour.

La vie rurale des pays du Genal est moribonde. Des solutions existent-elles qui permettraient d'en préserver quelques éléments modernisés ? La voie d'une agriculture intensifiée est techniquement interdite. L'orientation vers un élevage amélioré du petit bétail paraît seule praticable. On a vu comment elle était obstinément rejetée par les grands propriétaires. Est-elle possible dans le cadre de la petite exploitation paysanne ? Elle supposerait alors des pratiques hautement intensifiées: élevage porcin "sans sol", élevage laitier à condition de doter la région d'un réseau de ramassage et d'une laiterie (4) et surtout d'entreprendre une véritable "révolution fourragère" dans les "huertos" abandonnés ... En définitive, plus que l'absence d'infrastructures et le retard technique, la dégradation extrême du "capital humain" représente aujourd'hui un obstacle insurmontable: les bras aujourd'hui font défaut, la volonté ou l'énergie manquent à une population vieillie et résignée.

Du moins peut-on envisager le maintien des jeunes qui grandissent encore au pays, à condition de créer des emplois hors de l'agriculture. Or, Ronda, enclavée entre ses montagnes, constitue un support défaillant: les implantations artisanales et industrielles y sont rares malgré les promesses et les encouragements officiels. Elles suffisent à peine à fournir du travail à la population urbaine.

Le tourisme ? La beauté des montagnes, leur fraîcheur boisée sont, à l'arrière de la Costa del Sol, des atouts incontestables. En fait, la population ne saurait en profiter qu'accessoirement, à condition de pouvoir louer un habitat désormais spacieux à une clientèle familiale. La déficience des infrastructures élémentaires -absence d'eau courante, d'électricité- jointe

à l'isolement et au faible pouvoir émetteur d'une clientèle modeste de week-end de la part des villes régionales rend de tels projets illusoires.

La situation est sans issue. La Serrania deviendra sans doute le Parc naturel déjà envisagé comme le "poumon" d'une Costa del Sol saturée, vouée à la grande chasse et aux excursions de quelques riches touristes attirés par le charme d'une nature sauvage et ... déserte.

B - La Haute Alpujarra : la crise de la haute montagne.

Un peu moins graves peut-être, mais de nature comparable, les difficultés actuelles poussent aussi la haute montagne vers un abandon progressif.

Le cadre de vie est à l'origine quelque peu différent de celui des pays rondeños de moyenne altitude. Le système traditionnel repose ici sur la superposition d'activités agricoles concentrées dans les "vegas" villageoises, complétées par l'utilisation saisonnière des "cortijillos" de montagne, et d'une fonction pastorale active fondée sur l'"estivage" à haute altitude suivi d'une descente "à la côte" durant l'hiver. Elevage et agriculture sont pour l'essentiel radicalement séparés: l'éleveur se borne exclusivement à l'administration de ses troupeaux; le paysan ne pratique qu'un petit élevage domestique, très accessoire.

L'évolution récente du système a suivi par contre un schéma identique à celui déjà exposé pour la Serrania de Ronda. Avec l'ouverture, la disparition des quelques ressources d'appoint, l'émigration a soudain vidé les villages, privé la vie rurale de sa main-d'oeuvre. Comme en Serrania, l'abandon du "monte" d'altitude a amputé l'économie locale de sa spécificité montagnarde. L'élevage comme l'agriculture se réduisent à des pratiques de

le tissage de la laine pour la fabrication de "tissus de Grenade" ne sont plus que des survivances dès la première moitié du XX^{ème} siècle.

En réalité, l'équilibre de l'économie rurale est rompu ici par la décadence d'activités qui, à la différence des pays du Genal, ne s'intègrent pas directement à l'agriculture locale: migrations de moissons vers les plaines de Guadix qui cessent entre 1950 et 1960, achèvement à la même époque des derniers chantiers hydro-électriques de la Compania Sevillana de Electricidad, fermeture surtout des mines et carrières qui employaient jusqu'alors des centaines d'ouvriers temporaires. L'extraction du mercure à Castaras cesse en 1957, celle du minerai de fer et du plâtre à Soportujar et Carataunas en 1960; la mine de fer du Conjuero enfin, près de Busquistar, la plus importante, renvoie ses ouvriers en 1973.

Au total, la disparition simultanée de nombreux emplois pousse alors nombre de journaliers et parfois de petits paysans à l'exode. Mais, ici, à la différence des pays du Genal, les activités agricoles elles-mêmes ne sont point touchées directement par l'arrêt des fonctions artisanales. L'absence de solidarité fonctionnelle agriculture-artisanat, la coupure marquée entre élevage et agriculture ne permettent pas de mettre en cause un enchaînement logique qui, de proche en proche, affecterait les divers éléments étroitement imbriqués du même système. La crise en Haute Alpujarra frappe parallèlement des fonctions séparées. La dégradation s'affirme dans chaque cas pour des raisons identiques: l'ouverture qui révèle à la fois les insuffisances insurmontables des diverses activités locales et la possibilité d'y échapper par l'émigration.

L'exode rural, une fois déclenché, s'aggraverait jusqu'à représenter ensuite le facteur principal de la crise. Ses conséquences apparaissent en effet aussi néfastes qu'en Serranía. Célibat, vieillissement rapide de la population que traduisent les pyramides d'âges relatives à Capileira (Fig.3I)

aboutissent au même résultat: privée de journaliers, puis de paysans, la vie rurale n'a plus aujourd'hui suffisamment de bras pour maintenir ses activités ou se transformer. D'où la désorganisation soudaine du système traditionnel.

2/ - Le mécanisme original de la vie rurale traditionnelle a été brisé par

le déclin parallèle de l'élevage de montagne et de la petite culture de vega. Il n'en reste aujourd'hui que le reflet déformé qu'exprime une formule hybride de survie. L'organisation rigoureuse qui, dans l'espace communal comme dans la société villageoise, séparait agriculture et élevage s'est définitivement désagrégée. Le système de Haute Alpujarra a du même coup perdu sa spécificité.

Le déclin de la petite culture paysanne sanctionne d'abord la pauvreté d'un système incapable de s'émanciper des cadres trop étroits du micro-fundisme et d'accroître sensiblement les ressources dérisoires de l'exploitation familiale.

La taille des tenures est, à la veille de la rupture des années 1950, remarquablement constante et notoirement insuffisante: 1,5 hectare (5 obradas) de vega, dans la plupart des cas, auxquels il convient d'ajouter 1 à 2 hectares de champs de montagne autour du "cortijillo" d'altitude.

En dépit du perfectionnement relatif de la polyculture vivrière, acquis au prix d'un labeur harassant, les résultats demeurent dérisoires. La double récolte des terres irriguées -blé d'hiver/maïs d'été ou légumes- même complétée par la production de pommes de terre du "cortijillo" et quelques têtes de petit bétail parvient à peine à nourrir la famille.

Dans les parties occidentales de la montagne plus proches des routes de la côte ou de Grenade, le développement des productions commerciales.

plus en plus extensives.

I/ - La Haute Alpujarra est, avec la Serrania de Ronda, le foyer majeur de la dépopulation régionale. L'ampleur des pertes y est également considérable, de l'ordre de 3% par an en moyenne (Fig. 2I).

Les modalités de l'émigration s'y révèlent quelque peu différentes pourtant. Ici, l'exode rural définitif vers la Catalogne prédomine; des mouvements saisonniers très actifs s'y ajoutent, vers la France surtout, parfois aussi vers les nouvelles zones agricoles du littoral d'Almeria. Le trait distinctif, par rapport à la Serrania, est, par contre, la moindre importance des migrations temporaires: plus "stables" lorsqu'elles existent et surtout dirigées vers l'étranger, elles n'acquièrent en fait d'ampleur très notable qu'en quelques communes (Trevelez). Elles sont ailleurs secondaires. L'ambiance villageoise est par conséquent assez dissemblable de celle des pays du Genal où la vie quotidienne, rythmée par le va-et-vient continu des migrants, repose sur les ressources de cette turbulence migratoire. En Haute Alpujarra, la situation est au fond plus tranchée: l'abandon est total ou, pour la population restante, la vie sur place plus sédentaire.

Les origines de la rupture démographique, brutale à partir des années 1950, ne sont pas non plus exactement comparables à celles décrites pour la Serrania.

Sans doute, comme dans les pays du Genal, la crise a-t-elle été précipitée par la disparition soudaine d'activités complémentaires qui soutenaient efficacement jusqu'alors la petite agriculture. En fait, l'artisanat traditionnel déjà ne comptait plus guère: les ateliers de soierie à Laroles, Ugijar, relancés au XIX^{ème} par un industriel lyonnais ferment très tôt face à la concurrence de la soie artificielle; la poterie autour d'Ugijar,

et l'ultime intensification des formules de vega n'améliorent pas sensiblement la situation: l'essor de la vente des haricots verts permet l'obtention d'une troisième récolte, systématiquement complantée entre les rangs de blé. Ainsi augmentées, les ressources sont encore très réduites sur d'aussi minuscules exploitations dont la bonne conduite suppose cependant une énorme débauche de travail manuel, accrue de Pâques à la Toussaint par les "allers-retours" incessants entre le village et le cortijillo de montagne. Il n'est guère possible d'obtenir davantage ni de travailler plus durement: le système est bloqué.

L'exode rural, interdit jusqu'alors par l'absence d'exutoire, va être libéré à partir de 1950 par l'appel des régions industrielles. L'énorme vague de cette émigration de pauvreté va brusquement bouleverser le visage de la société agricole.

Capileira, au pied du Mulhacen, perd en 20 ans quelque 800 habitants sur une population de 1737 personnes en 1950. Les conditions de la vie rurale s'en trouvent radicalement modifiées, à un double titre :

- La disparition des $3/4$ environ de la population active masculine réduit considérablement les possibilités de la mise en valeur. Nous avons pu dénombrer, pour la seule décennie 1960-70, 171 départs sur les 320 hommes actifs de 1960.

- L'abandon des exploitations constitue un phénomène tout aussi impressionnant. Une fois disparus les journaliers, d'ailleurs minoritaires dans la société traditionnelle, les familles paysannes ont constitué le gros des effectifs de l'émigration: 73% des départs pour la même décennie 1960-70. Il en résulte une libération considérable des terres agricoles.

Moins d'hommes sur beaucoup plus d'espaces: situation nouvelle qui permettrait d'espérer enfin une solution au problème microfundiaire et, au total, une réorganisation décisive du système traditionnel. En réalité, on constate au contraire une dégradation incontestable des activités agricoles.

La réduction massive du territoire cultivé confrontée à l'augmentation étonnamment modérée de la taille des tenures, toujours insuffisante, apporte une première preuve de l'impuissance de la petite culture actuelle.

L'abandon a touché d'abord les terres marginales, les plus ingrates et les plus dures à travailler. Le secano est totalement délaissé. De même les champs de montagne, à 4 ou 5 heures de marche du village, sont entièrement désaffectés. Dans les deux cas, l'évolution est logique.

Plus surprenante est la déprise qui se manifeste dans les "vegas" villageoises, sur les terres de culture permanente, régulièrement arrosées. Or, partout, à Capileira, Pitres ou Trevelez, le recul agricole y est considérable: la moitié du sol en moyenne n'y est plus labourée, laissée à la friche ou à un demi-abandon. La population restante est trop diminuée pour continuer à mettre en valeur l'espace libéré par les familles émigrées. Fait significatif, le loyer de ces terres âprement disputées jusqu'alors s'effondre à des valeurs insignifiantes qui permettent à peine de payer l'impôt et les droits d'eau: calculé jusque vers 1960 sur la base de 8 fanegas* de blé par obrada*, il ne fournit plus aujourd'hui que 2 fanegas / obrada !

Pourtant, les exploitations encore vivantes ne profitent guère de cette offre de terre. Sans doute leur surface moyenne a-t-elle doublé: elle atteint aujourd'hui 10 obradas (3 hectares) contre 5 autrefois. Mais elles demeurent toutefois limitées à une dimension qui les confine encore au niveau de microfundios notoirement insuffisants. Le paradoxe n'est qu'apparent. Privé par la pente de l'usage des machines -il n'existe aucun tracteur ni motoculteur en Haute Alpujarra-, l'agriculteur ne peut cultiver davantage que l'énergie familiale, parfois réduite par l'émigration, ne le lui permet: le seuil des 10 obradas paraît difficilement franchissable. Le blocage technique apparaît finalement plus rigoureux que le blocage foncier.

* La fanega équivaut à un volume de 55 l. de grain. L'obrada vaut en Haute Alpujarra 33,3 ares.

Loin de compenser l'insuffisance de la taille de ce nouveau microfundium par des formules plus intensives, l'évolution du système de culture marque au contraire une évidente dégradation.

Les termes, imposés par les limites rigoureuses du climat, n'ont pas changé. Seules ont varié leurs proportions respectives au détriment des produits vivriers, au profit des cultures de vente. Dans la partie orientale de la montagne, la plus facile d'accès, la polyculture peu à peu se spécialise: les céréales se réduisent, les pommes de terre de présentation défectueuse, dédaignées par le commerce, ne sont plus produites que pour la consommation domestique. En définitive, le système se centre de plus en plus étroitement sur la production de haricots verts de semence. -la variété indigène Mocha- complétée par la culture estivale du maïs. Le blé, de plus en plus, doit se cantonner au rang de tête d'assolement irremplaçable, maintenu par un reste de prudence vivrière et, surtout, faute de culture de substitution pendant l'hiver. On estime qu'aujourd'hui la moitié au moins, les $\frac{2}{3}$ souvent, des revenus de l'exploitation paysanne proviennent de la vente des haricots.

Semblable évolution pourrait laisser croire à un véritable progrès de l'économie agricole de montagne fort éloigné de la déchéance complète de la polyculture des pays du Genal. Il n'en est rien. En fait, le système alpujarreño actuel ne traduit aucune amélioration par rapport à la formule traditionnelle mais plutôt une péjoration technique, une fragilité économique accrue et finalement des résultats aussi médiocres.

La spécialisation de la polyculture vivrière d'autrefois n'est, au fond, que le signe d'un appauvrissement du système traditionnel par abandon de certains de ses termes. La meilleure preuve en est que le recul des céréales ou des pommes de terre n'a pas été réellement comblé par un accroissement des nouvelles cultures-clefs. Ces dernières font plutôt figure de productions résiduelles de plus en plus extensives: au total, l'exploitation

produit sans doute moins qu'auparavant. L'assolement, au niveau de la parcelle, s'est considérablement appauvri avec la disparition générale du complant. Faute de temps ou par simple souci de simplification, le champ ne porte plus chaque année qu'une récolte, blé, haricots ou maïs. Les rendements s'en trouvent considérablement diminués. L'insuffisance des soins portés aux cultures joue aussi dans le même sens et témoigne d'un certain désintérêt. L'absence de sélection des semences, la réutilisation par mesure d'économie des graines de la récolte antérieure, aboutissent à une dégénérescence très préjudiciable, à une baisse progressive des rendements et de la qualité. La sous-utilisation des engrais, celle des herbicides alors que le désherbage manuel est de plus en plus négligé, ajoutent encore à la médiocrité des résultats qui, selon les techniciens locaux, pourraient facilement être accrus de moitié au prix de soins plus généreux. Le système s'est incontestablement "extensifié".

Plus spécialisée, la formule est aussi devenue plus fragile, ses résultats plus aléatoires. En fait, les cours du haricot de semence ne cessent de se dégrader. Le débouché principal voire exclusif est celui de la nouvelle horticulture littorale. Apparemment prometteur, cet exutoire tend au contraire à se réduire progressivement alors que la qualité de la production légumière s'affine pour satisfaire aux exigences de l'exportation. Le haricot "mocha" est remplacé peu à peu par des variétés mieux prisées à l'étranger mais trop fragiles pour être cultivées en montagne. Les quelques tentatives de substitutions pratiquées en Haute Alpujarra se sont soldées par des résultats catastrophiques. L'insuffisance des pratiques culturales, des traitements surtout, ne sont sans doute pas étrangères à cet échec inquiétant pour l'avenir. La désaffection pour une agriculture qui en définitive se révèle impuissante à trouver un équilibre hors de la formule vivrière d'autrefois risque d'en être précipitée.

Cer, au total, la pauvreté demeure. Le bilan des exploitations d'aujourd'hui n'est pas sensiblement meilleur que celui des minuscules tenu-



Phot. XVIII - L'abandon de la vie montagnarde en haute Alpujarra.

"Cortijillo" en ruine, témoin de la disparition de l'agriculture saisonnière d'altitude.

res de la tradition. Figée dans des techniques désuètes qui la condamnent à se limiter à des surfaces exiguës, figée par le climat dans l'éventail étroit de ses choix cultureux, l'agriculture de Haute Alpujarra est, comme celle des pays du Genal, vouée à l'abandon. Déjà ne subsistent plus que des exploitations résiduelles ou celles qui, au prix d'une désaffection croissante et délibérée pour les cultures, s'associent un secteur d'élevage devenu prépondérant.

L'élevage ovin a cependant enregistré un déclin spectaculaire.

Le cheptel, surtout concentré dans les plus hautes communes, Capileira, Berchules, Trevelez, était estimé à plus de 20 000 têtes dans les années 1950 (6). Il est actuellement très largement inférieur à 10 000, réduit en moyenne au 1/4 de ses effectifs d'autrefois. L'abandon des pâturages d'altitude, des "estives" communales les plus élevées surtout, consacre cette décadence: depuis 1961, l'adjudication annuelle des pacages municipaux de Capileira n'a attiré aucune candidature ou n'a provoqué que des offres dérisoires venues d'éleveurs étrangers au village. Les "montagnes" sont délaissées ou partiellement colonisées par des troupeaux venus du bas-pays, de la région de Dalias en particulier. Comme la Serrania de Ronda, la Haute Alpujarra abandonne donc la pièce la plus spécifique du système montagnard, le "monte" pastoral.

Pourtant, en dépit de son déclin, l'élevage conserve un rôle qui, en regard de l'effondrement agricole, est relativement plus important qu'autrefois. En fait, il a changé radicalement de nature et n'est plus porteur de la même signification sociale.

Le gros éleveur-spécialiste qui monopolisait toutes les activités pastorales dans le système traditionnel a complètement disparu aujourd'hui.

Peu nombreux, les propriétaires de moutons disposaient de troupeaux importants de l'ordre de 1000 têtes qu'ils se bornaient à administrer depuis le village. Le système reposait intégralement sur l'emploi de pasteurs salariés, promus à la garde de "manades" réduites à 70 têtes de bétail. Chaque éleveur

utilisait donc une dizaine d'employés au moins, bien plus si l'on compte les jeunes aides-bergers. La formule de la "hateria" qui garantissait une très modeste rémunération de la main-d'oeuvre permettait seule le bon fonctionnement du système: le contrat se bornait essentiellement à fournir la nourriture du berger ainsi qu'une modeste quantité d'argent de poche et à l'autoriser à élever quelques brebis à son compte (7).

Les ultimes contrats de "hateria" ont été dénoncés dans les années 1970. Avec eux, le grand élevage traditionnel a définitivement disparu: les jeunes refusent la rude vie d'errance du pasteur et préfèrent émigrer. Les derniers postulants ne consentaient à s'embaucher qu'avec la garantie d'un salaire en numéraire leur assurant un revenu comparable à celui de l'émigration. L'éleveur professionnel est désormais incapable de supporter les charges d'une main-d'oeuvre dispendieuse que ne peut compenser le produit d'une activité pastorale extensive. La crise de l'élevage spécialisé traditionnel répond exactement à celle des grands domaines pastoraux de la Serrania de Ronda: les raisons en sont identiques et les "solutions" comparables.

Comme en Serrania, le grand élevage à salariés est aujourd'hui relayé par un petit élevage familial seul capable d'éviter un recours ruineux à la main-d'oeuvre extérieure. Par contre, les modalités du phénomène sont dissemblables de celles qui prévalent en Serrania, plus profitables aux nouveaux éleveurs. Dépourvus de grandes propriétés foncières, les gros entrepreneurs d'élevage n'ont pas eu ici le recours du métayage, leur effacement est total. L'activité pastorale est désormais le fait de petits exploitants autonomes issus de 2 catégories professionnelles :

- les anciens pasteurs salariés promus au rang d'éleveurs-propriétaires dont certains s'adjoignent par location une tenure agricole dans la vega.
- les paysans que l'insuffisance des revenus de la culture amène à tenter l'expérience de l'élevage.

Le déclin parallèle de chacune des deux grandes activités traditionnelles, jusque là rigoureusement indépendantes, aboutit donc à leur fusion au niveau de la petite exploitation familiale: phénomène d'une portée considérable puisqu'il met fin à la séparation économique et sociale qui représentait en fait la base spécifique du système montagnard en Haute Alpujarra. La vie rurale repose désormais sur des structures homogènes définies par le petit polyculteur-éleveur totalement étranger à la tradition. Le visage des activités pastorales s'en trouve considérablement transformé.

L'émiettement des troupeaux en est la marque la plus visible en même temps que la multiplication du nombre des éleveurs. Les troupeaux actuels ne comportent plus qu'une centaine de brebis, soit dix fois moins qu'autrefois. L'accroissement de leur nombre -il y a aujourd'hui 2 à 3 fois plus de propriétaires de moutons qu'auparavant- ne compense pas cependant la réduction des effectifs unitaires et l'ensemble du cheptel s'en trouve énormément diminué.

Capileira abritait dans les années 1950 une dizaine de gros éleveurs qui, réunis, possédaient près de 12 000 têtes de bétail. On y compte aujourd'hui (en 1972) 21 troupeaux mais qui totalisent moins de 3000 brebis: deux d'entre eux seulement atteignent ou dépassent 200 têtes (280 et 200) et 5 se situent entre 150 et 200 brebis. Les autres troupeaux -les 2/3 du total qui représentent plus de la moitié du cheptel municipal- ne disposent que de 70 à 150 têtes.

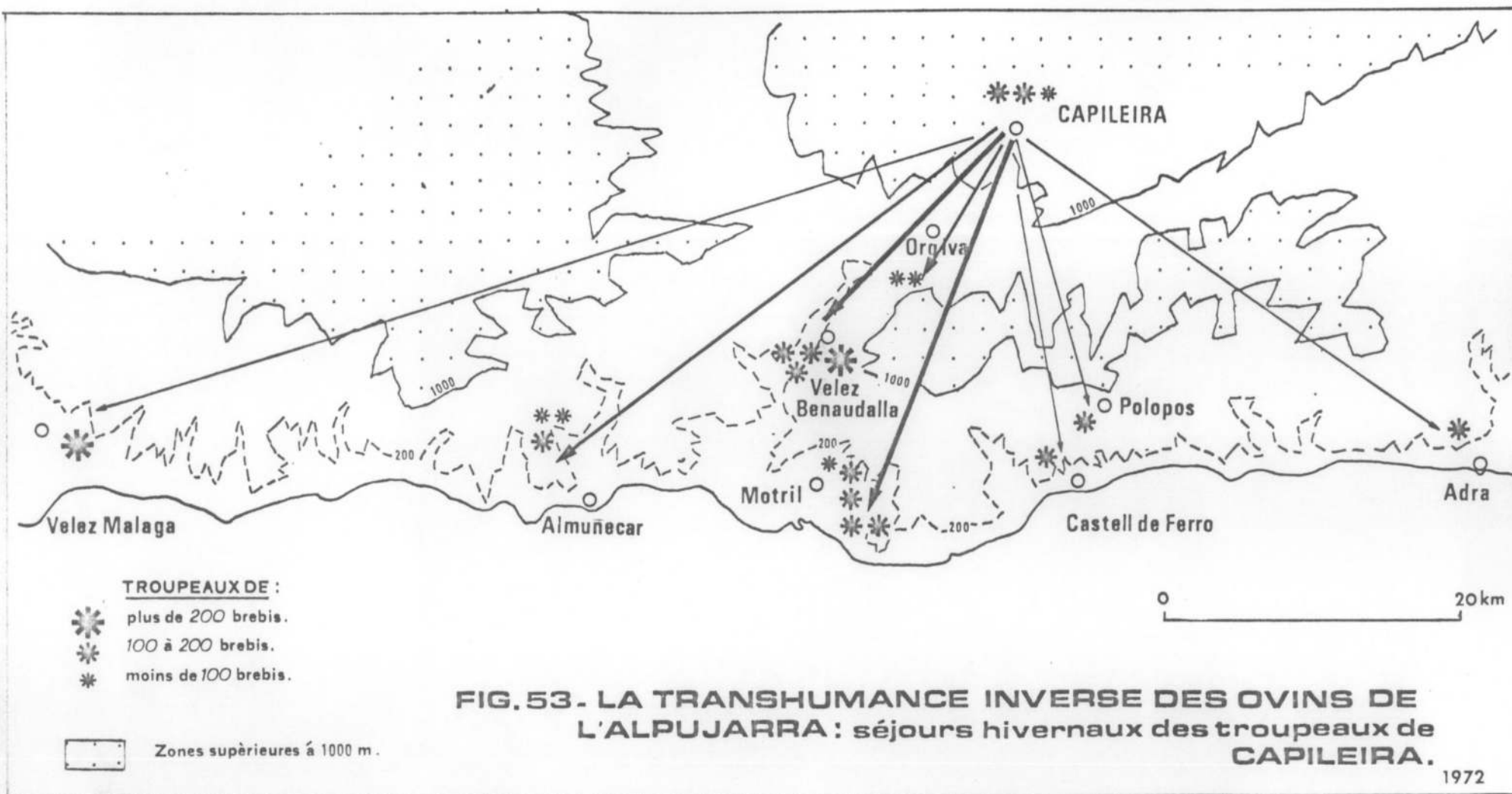
Les pratiques pastorales ont également beaucoup changé: on constate partout un raccourcissement notable des rayons de transhumance qui confine quelquefois à l'abandon pur et simple des déplacements saisonniers. Les troupeaux aujourd'hui s'éloignent de moins en moins des villages, demeurent parfois une grande partie de l'année dans les vegas d'où ils étaient autrefois rigoureusement exclus. La raison en est claire. Elle tient d'abord à la modification du statut de l'éleveur, souvent paysan aujourd'hui, qui pour

satisfaire à ses obligations agricoles peut difficilement s'éloigner des terres de culture. Elle tient également à la déprise agricole et pastorale qui libère de vastes espaces: la réduction massive du cheptel permet de se satisfaire des pâturages de basse altitude tandis que la friche qui conquiert les "vegas" fournit aussi de nouveaux pacages aux portes du village..

La transhumance estivale vers les alpages s'est la plus dégradée. On délaisse de plus en plus complètement les pâturages communaux de haute altitude, cédés à de rares troupeaux exogènes. On se borne, en fait, à occuper l'étage inférieur de la montagne, l'étage agro-pastoral des "cortijillos" où l'abandon des cultures saisonnières fournit de bonnes pâtures irrigables. Il arrive même de plus en plus souvent que l'on rentre chaque soir au village: l'habitude se généralise dans certains villages où tous les troupeaux redescendent la nuit dans la vega (Pitres).

La transhumance inverse vers la "côte" se maintient mieux en général, en dépit de son coût élevé: transport par camions de plus en plus habituel, location de terrain de parcours et surtout achats indispensables d'aliments complémentaires par suite de la médiocrité des pâturages. Rejetés des plaines conquises aux nouvelles cultures (Campos de Dalías, de Carchuna) les troupeaux doivent aujourd'hui se contenter des terres sèches et de l'herbe rare des amanderaies de coteaux. La pratique, cependant, demeure vivante. C'est que l'hiver, le paysan-éleveur est moins pris par les travaux des champs et peut plus facilement quitter le village. Surtout, le froid est rigoureux au niveau des plus hautes vegas et, en l'absence de stabulation, impose toujours le déplacement des troupeaux vers des pays plus cléments.

A Capileira, les 9/10 des troupeaux vont l'hiver "à la côte". La majorité d'entre eux se rendent dans les coteaux du proche arrière-pays de Motril et d'Almuñecar, plus rarement sur les basses pentes de la Contraviesa. Par contre, 2 éleveurs se bornent à un bref déplacement sur le territoire voisin d'Orgiva, dans la vallée



du Guadalfeo, à quelques heures du village. Deux troupeaux enfin subissent une migration plus lointaine, l'un vers Adra dans la province d'Almeria, l'autre vers Velez-Málaga (Fig. 53).

On notera pourtant -tendance significative- que 3 manades ne participent pas à la transhumance hivernale et demeurent dans la vega.

En fait, la "descente à la côte" n'est plus générale ni systématique. Même dans les plus hautes communes, à Capileira, à Berchules, à Trevelez, la transhumance inverse est pour beaucoup d'éleveurs réglée par la plus ou moins grande rigueur de l'hiver: si le temps le permet, l'espace disponible dans la vega évite de recourir à de coûteux déplacements. La tendance est plus sensible encore dans les villages de moindre altitude: à Pitres, la majorité des troupeaux renonce désormais à la transhumance hivernale. Ici et là, on sent venir le moment où peu à peu les déplacements saisonniers réduits en nombre et en distance, vers la montagne ou la côte, disparaîtront totalement pour cantonner les troupeaux dans les vegas villageoises ou leurs abords immédiats. L'effacement progressif des traditions pastorales souligne en fait l'ampleur d'une déprise agricole qui abandonne ses meilleures terres à un élevage en voie de sédentarisation.

Devenu prépondérant dans une économie paysanne, ce nouvel élevage n'a point connu pourtant de progrès techniques très sensibles. Le cadre exigu de l'exploitation familiale n'a point abouti à forcer l'intensification. La limitation des déplacements, la cohabitation de plus en plus habituelle de l'élevage et des cultures sur les mêmes terroirs et au sein des mêmes exploitations n'ont point suscité de réelle intégration, de véritable complémentarité des deux activités. Celles-ci restent juxtaposées. L'élevage demeure extensif, à peine moins médiocre qu'autrefois.

Les rendements se sont peu améliorés. Le double agnelage reste exceptionnel ou, dans le meilleur des cas, n'intervient qu'un an sur deux.

Cette stagnation est moins imputable sans doute aux déficiences de la sélection qu'aux insuffisances de l'alimentation. En effet, la brebis locale -la Manchega croisée de Merinos ou de Sevillana-, rustique et forte, constitue un cheptel bien adapté au pays. Par contre, l'alimentation demeure essentiellement naturelle: pacages du "monte" et friches des vegas. L'achat parcimonieux d'aliments du bétail constitue la seule nouveauté. Utilisé pour le forçage des agneaux et parfois pour compléter la nourriture des brebis-mères, ce recours, même limité, permet cependant de déplacer l'agnelage vers le coeur de l'hiver, à une époque où l'insuffisance des pacages l'interdisait totalement jusqu'alors. Le bénéfice est notable car il permet la vente de l'agneau gras à l'époque pascalle où les cours sont les plus élevés.

Par ailleurs, la production n'a guère progressé. La vente d'agneaux dits "de lait" entre 2 et 3 mois s'est substituée à l'élevage d'animaux traditionnellement engraisés jusqu'à 6 ou 7 mois. Les prix ainsi obtenus sont nettement supérieurs mais le rendement-viande relativement plus faible: l'agneau vif ne pèse que 16 à 17 kg. en dépit du recours aux aliments du commerce. Les rendements en lait et la production de fromages demeurent médiocres et accessoires. Au total, l'élevage ovin est aujourd'hui, dans le cadre de la petite exploitation, aussi extensif qu'il l'était autrefois dans le système des grands troupeaux. Ses résultats sont malgré tout très supérieurs à ceux de la culture et expliquent son importance croissante. Il apparaît finalement comme un palliatif à la crise agricole, mais faute de renouvellement ne peut prétendre constituer une solution véritable.

On voit bien le défaut du système actuel: il se contente d'amalgamer deux types d'activités de médiocre profit dont l'addition n'amène aucun progrès décisif. Sous cette forme, la petite exploitation "mixte" paraît aussi sûrement condamnée que l'ont été séparément élevage et agriculture.

L'unique voie de salut pour la petite entreprise familiale est l'orientation

vers un élevage intensif que seule peut promouvoir une "révolution fourragère" délibérée. Cette dernière est d'ailleurs possible sans grandes difficultés: la production d'herbages pourrait se substituer aux récoltes traditionnelles de médiocre profit ou s'étendre sur les friches si nombreuses des vegas en offrant le moyen d'alléger notablement la peine de l'agriculteur qui renoncerait ainsi aux lourds travaux de la culture légumière. La tendance déjà sensible à renoncer aux longues transhumances offre de plus une transition ménagée vers un élevage qui se sédentariserait sur les cultures fourragères des vegas. Ces dernières ne sont d'ailleurs pas totalement inconnues. Le mélange de luzerne-vesces-orge dit "alcarcel" est quelquefois semé à très petite échelle au profit de quelques animaux domestiques: il produit 3 ou 4 coupes annuelles de bonne qualité.

Or, paradoxalement, nul ne paraît avoir conscience des avantages et de la nécessité d'une "révolution fourragère". Sans doute, ce curieux comportement résulte-t-il des mentalités attachées au statut des nouveaux éleveurs. Pour les uns, paysans de tradition, la renonciation aux cultures "riches" de vega n'est guère concevable: une orientation fourragère serait ressentie comme un recul technique. Pour les autres, anciens bergers, l'élevage ne peut être que pastoral ... En fait, on touche là aux raisons essentielles qui perpétuent la crise et rendent sans doute tout renouvellement illusoire: le poids formidable de la routine, la rareté des initiatives sont le fait d'un appauvrissement continu du potentiel humain, vieilli et résigné au fond à la dégradation progressive de l'économie montagnarde.

3/ - Pourtant, si le système traditionnel paraît définitivement condamné, la

situation n'est point autant désespérée qu'en Serrania de Ronda. Les hommes restent ici plus disponibles, moins détournés des activités locales par les migrations temporaires systématiques. Le cadre agraire offre aussi de meilleu-

res possibilités: des terres arrosées, des pâturages plus fournis. ... Aussi la renonciation n'est-elle pas si absolue qu'en Serrania: par endroits de timides tentatives se font jour qui s'efforcent d'ouvrir de nouvelles perspectives à l'économie montagnarde. Signes discrets mais encourageants dont il reste à estimer les chances de réussite.

L'apparition de nouveaux types d'élevage est sans doute le phénomène capital dont la réussite conditionne l'avenir régional.

L'élevage bovin, par l'ampleur qu'il a déjà acquise en certains villages, à Trevelez et Berchules surtout, est à placer au premier rang des tentatives de transformation de l'économie montagnarde. Réduit autrefois à l'entretien de quelques bêtes de trait, il tend dans quelques communes élevées à supplanter les ovins aussi bien que l'agriculture de vega: à Trevelez comme à Berchules où le cheptel dépasse un millier de têtes il représente déjà une véritable rupture avec la tradition. En réalité, si la volonté de changement est fort louable, elle demeure aussi limitée: les résultats actuels laissent mal augurer du succès de l'entreprise. L'expérience pêche aussi bien en effet par son cadre économique que par sa conception technique. Elle paraît, telle quelle, gravement inadaptée aux moyens du milieu local.

Elle se définit d'abord par les dimensions trop étriquées des troupeaux dans le contexte de la petite exploitation familiale. La grande majorité d'entre eux compte moins de 10 têtes, 5 à 6 seulement dans le cas le plus fréquent. Les "gros" éleveurs sont très rares qui disposent d'un cheptel de plus de 20 têtes. Encore doit-on constater que dans cette éventualité, le bétail est -en tout ou en partie- conduit en régime de métayage: sauf la fraction du cheptel fourni au départ par le propriétaire et qui reste en son entière possession, le reste du bétail produit par un croît également partagé entre les parties est en fait l'addition de deux troupeaux différents.

Les moyens limités de ces petits paysans-éleveurs leur interdisent de constituer un élevage d'envergure suffisante qui supposerait au départ de gros investissements.

Ces petits élevages sont, de surcroît, fort peu productifs. Alors que s'imposeraient des méthodes intensives visant par de hauts rendements à compenser l'insuffisance de leur dimension, ce sont au contraire les techniques les plus extensives d'une sorte de "ranching" à l'échelle ... microfon-diaire qui prévalent uniformément.

En fait, l'élevage bovin se calque exactement sur le système pas-toral en vigueur jusqu'ici pour les ovins. Le troupeau de vaches -les "blon-des" indigènes, extraordinairement rustiques par bonheur- s'est simplement substitué à la manade de moutons. On voit encore parfois ovins et bovins, mê-lés dans le même élevage, subir les mêmes pérégrinations, user des mêmes pa-cages arides.

La formule habituelle -celle qui prévaut à Trevelez notamment- repose uniquement sur l'utilisation des terrains de parcours. Elle ignore la stabulation et se trouve par conséquent régie par les lois d'une double tran-shumance saisonnière identique à celle que pratiquaient les ovins. L'été est la période de montée à l'alpage, sur les pâturages privés de l'étage infé-rieur d'abord, sur les pâturages communaux de haute altitude ensuite. L'hi-ver oblige à de très longs déplacements, les régions basses du voisinage n'offrant aucune possibilité pour la dépaissance du gros bétail: les trou-peaux sont conduits, au terme d'une marche épuisante de trois semaines, jus-qu'aux terres de parcours de la Sierra Morena, à plus de 100 kilomètres, au Nord des provinces de Jaen ou Cordoue ! Le passage des pacages estivaux aux lointains pâturages d'hiver se fait directement, sans répit notable au niveau du village: l'arrêt ne dure que le temps nécessaire à l'installation des jeu-nes élèves incapables de résister aux fatigues de la transhumance.

On imagine facilement les faiblesses d'une telle formule. Aux énormes dépenses d'énergie infligées au bétail dont le poids fond littéralement au cours des déplacements, s'ajoute surtout l'insigne déficience d'une alimentation naturelle de très médiocre qualité. Les herbages d'altitude ne sont en réalité que de mauvais pacages à moutons hérissés de genêts piquants, très pauvres en végétaux nutritifs. Les pâturages de la Sierra Morena sont à peine meilleurs, dégradés par les charges exagérées qu'impose le souci d'économie des locataires. Aussi les résultats ne sont-ils guère satisfaisants: le croît est lent, le rendement en viande très faible. Les taurillons vendus à la fin de l'été pèsent à peine 400 kg vifs à l'âge de 18 mois. Les plus maigres sont gardés une année supplémentaire: il leur faut alors près de 3 ans pour atteindre le poids limite des 400 kg ! Les génisses, quant à elles, sont systématiquement élevées pour assurer le renouvellement du troupeau.

Quelques améliorations apparaissent timidement ailleurs, à Berchules notamment où l'éleveur est resté davantage paysan, attaché à la culture des haricots. Elles ne sont pas décisives.

La nouveauté tient essentiellement à l'abandon de l'épuisante et coûteuse migration hivernale vers la Sierra Morena. Mais, à l'exception des fatigues ainsi épargnées, le bétail ne gagne guère à ce séjour au village. La stabulation, dans ces habitats exigus où rien n'était conçu à cette fin, se fait dans des conditions affligeantes. Les animaux sont entassés dans des réduits obscurs d'où ils sortent uniquement pour paître les friches ou l'herbe rase des bords de chemins. C'est en fait une longue période de sous-alimentation chronique où, faute de réserves fourragères, le foin apparaît comme une denrée rare réservée à quelques élèves. La nourriture de complément se résume en réalité à quelques sous-produits des cultures: un peu de paille, les rames séchées des haricots.

Dans ces conditions, les essais d'amélioration du cheptel sont pro-

mis à de pauvres résultats. Les croisements de la "blonde" locale avec la "brune des Alpes" permettent d'obtenir une meilleure conformation des animaux sans augmenter sensiblement leur vitesse de croissance ni leur rendement en viande. Faute d'une alimentation suffisante, les reproducteurs importés de Suisse résistent difficilement au régime subi par les races indigènes: ils perdent en un an la moitié de leur poids à l'arrivée, faisant douter du bien-fondé de leur coûteuse acquisition

Basé sur des pâturages naturels indigents, conçu dans le cadre de trop petites exploitations qu'il est incapable de soutenir convenablement, l'élevage bovin pastoral se révèle en définitive totalement inadapté au pays et aux hommes de l'Alpujarra. Symbole d'une incontestable volonté de changement, il s'avère incapable, au fond, d'adopter les moyens de son ambition: il ne démontre aucun progrès par rapport au système ovin traditionnel, se révèle de surcroît notoirement moins adéquat aux conditions naturelles et sociales du milieu local. Le fait qu'il se développe surtout aujourd'hui dans les villages signalés comme les seuls foyers d'une émigration temporaire importante n'est pas une coïncidence: il exprime à la fois le refus d'un abandon définitif, le souci d'une transformation fructueuse et l'insuffisance d'une "solution bovine" qui oblige à recourir au complément systématique de ressources extérieures.

L'inadéquation d'un tel choix manifeste finalement le désarroi de la population rurale la plus ouverte à la rénovation et, surtout, témoigne de son impuissance à surmonter les obstacles de la tradition. L'incapacité à concevoir la nécessité d'une "révolution fourragère" impérative, préalable à toute forme d'élevage modernisée, souligne les limites étroites de toute entreprise de renouvellement de l'économie de montagne. La production de fourrages cultivés dans les vegas n'est nulle part envisagée. Toute perspective d'amélioration des pâturages est également écartée. Les solutions techniques -épandages d'engrais, semis d'herbe, clôtures- sont aussi bien ex-

clues par la coutume des contrats de location annuels qui découragent l'usage de tout investissement que, surtout, par la mentalité pastorale des éleveurs.

Il est vain d'espérer du nouvel élevage bovin un progrès décisif. Il est clair, d'ailleurs, qu'une "révolution fourragère" réussie ne suffirait pas à sauver de micro-exploitations sans une réorientation systématique de la production au profit d'une formule laitière très intensive. Or, de toute évidence, cette dernière est impraticable en Haute Alpujarra: hors des difficultés considérables que supposerait l'organisation d'un ramassage laitier dans ces pays isolés et le remplacement du cheptel existant, le manque de compétence des éleveurs actuels apparaît comme un handicap impossible à combler.

L'élevage porcin intensif, souvent évoqué comme l'une des solutions les plus susceptibles de sauver la petite société montagnarde, souffre en fait des mêmes difficultés. Son développement disposerait pourtant d'atouts non négligeables: la réputation du jambon d'Alpujarra dit "de Trevelez" qui en fait une sorte de produit de luxe au prix fort élevé (8). Jusqu'ici sa production reste modeste et provient uniquement des surplus du petit élevage domestique d'abord conçu pour l'autoconsommation.

L'ambition des services officiels -Extensión Agraria, notamment- serait de promouvoir un élevage spécialisé solidement soutenu par un réseau d'abattoirs et d'ateliers de charcuterie dont le centre principal se trouverait à Trevelez (9). Le cadre de la microexploitation familiale supposerait une formule hautement intensive de type "industriel" où la nourriture du bétail serait fournie par les produits de la culture et surtout les achats d'aliments du commerce. La création et le bon fonctionnement de cet élevage "sans sol" soulève cependant des problèmes importants.

Le problème est financier d'abord. Il s'agit, au départ, de payer

la construction de porcheries modernes et l'acquisition du cheptel initial. Subventions et prêts des organismes officiels s'avèrent très insuffisants pour la majorité des exploitants. Un complément peut être trouvé grâce à l'émigration saisonnière ou temporaire qui représente un recours déjà fréquent. En fait, la solution la plus immédiate, actuellement pratiquée par certains éleveurs, entraîne des risques considérables pour l'avenir de l'exploitation paysanne. Elle consiste à faire appel au financement des industriels de l'alimentation du bétail ou des commerçants de produits charcutiers qui imposent, en contrepartie, leur contrôle sur l'élevage, s'assurent le monopole de l'approvisionnement en aliments fabriqués ou celui de la vente des animaux gras. L'exploitant se retrouve alors dans une situation d'entière dépendance où il perd les meilleurs bénéfices de son travail et qui le ravalent parfois au rang de simple gérant voire d'ouvrier agricole des "maisons" commerciales ou industrielles. Les cas sont nombreux déjà où le négociant fournit les porcelets qu'il vient ensuite "récolter" au terme de l'engraissement: l'éleveur n'est que modestement intéressé aux profits, obtient l'équivalent d'un médiocre salaire. Il est en fait réduit à la fonction d'homme de peine sur sa propre exploitation.

Il n'est d'autres solutions en définitive pour ces microfundiaires dépourvus de capitaux, désarmés face aux pressions du négoce ou de l'industrie, que celle de l'association. Cette dernière s'impose comme un préalable déterminant au niveau de l'achat des produits alimentaires comme à celui de la vente du bétail où le contrôle coopératif des ateliers de charcuterie apparaît nécessaire.

Une telle voie est techniquement possible, vivement sollicitée par les organismes officiels prêts à obtenir les aides financières indispensables. Elle se heurte à la résistance obstinée de la paysannerie réfractaire à toute forme d'association organisée.

L'obstacle des mentalités est, une fois encore, à l'origine des

principales difficultés. Le refus de la coopération n'en est qu'un aspect. L'attachement aux pratiques pastorales reste, dans le cas de l'élevage porcin comme dans celui des bovins et des ovins, la cause fondamentale de résistance à un progrès décisif. Il explique le peu de succès à ce jour des porcheries modernes, isolées et fragiles. Qu'il s'agisse de brebis, de vaches ou de porcs, l'animal doit trouver seul sa nourriture: pour la majorité des hommes une "révolution fourragère" qui mettrait la culture au service de l'élevage constitue une nouveauté inconcevable.

Dans tous les cas, la promotion d'un système intensif seul capable de renouveler le petit élevage montagnard reste impossible.

Impuissante à s'arracher à la tradition d'une économie extensive, la vie rurale de Haute Alpujarra semble, en définitive, condamnée par les hommes eux-mêmes.

Le tourisme dont les débuts se manifestent timidement ouvre, enfin, quelques perspectives nouvelles à l'économie montagnarde. Peut-il, dans l'hypothèse d'une réussite, représenter la fonction non-agricole susceptible de relayer efficacement les activités agraires défaillantes ?

Les réalisations actuelles sont encore très discrètes. En fait, seule la commune de Capileira bénéficie d'un petit développement touristique. Depuis les années 1970, une petite clientèle familiale originaire de la région anime durant 2 mois d'été les deux hôtels récemment créés au village. Une soixantaine de chambres sont ainsi occupées auxquelles il faut ajouter les locations de meublés, une quinzaine, qui bénéficient des prêts d'aménagements selon un système comparable à celui des "gîtes ruraux" français. Ces "casas de labranza" apparaissent aussi depuis peu dans les villages voisins, à Bubion, Pampaneira jusqu'à délimiter un embryon de foyer touristique étendu à l'ensemble du Val de Poqueira.

Dans le même temps, est née une modeste fonction résidentielle ali-

mentée par quelques familles britanniques qui vivent à Capileira la plus grande partie de l'année. L'initiative procède de l'idée intéressée d'un architecte anglais d'acheter à bas prix quelques dizaines de maisons vidées par l'émigration pour les aménager puis les revendre à ses compatriotes.

Résidents étrangers et estivants réunis ne constituent pas jusqu'ici une clientèle suffisante pour peser sensiblement sur l'économie villageoise. Le tourisme n'apporte que les modestes revenus des locations (4000P/mois en 1973), suscite quelques emplois hôteliers pendant deux mois, aide au maintien de quelques petits commerces de campagne. L'exode rural qui continue à sévir violemment révèle l'impuissance d'une intervention touristique trop modeste.

Les projets, par contre, sont ambitieux, touchent l'ensemble des hautes communes de la Sierra Nevada occidentale, la plus facile d'accès. Ils ont en commun d'être promus par des sociétés étrangères, d'être conçus à une échelle grandiose. L'idée est née de l'euphorie suscitée par le "boom" touristique espagnol et l'essor formidable de la proche Costa del Sol. Il s'agit d'attirer une clientèle internationale nombreuse qui trouvera à la montagne d'agréables compléments aux séjours sur la côte: la neige l'hiver, une fraîcheur reposante l'été. Les plans existent déjà de futures stations de sports d'hiver aux flancs du Mulhacen: "Sierra Nevada-Sur" conçue par une société scandinave, "Sierra Nevada-Sol" proposée par une compagnie néerlandaise qui prévoit même l'installation d'un chemin de fer depuis la côte et Salobreña. Déjà sont entrepris les travaux de construction de grands complexes résidentiels à plus basse altitude, au niveau inférieur des alpages. A Cañar, Pitres, Portugos, Capileira, plusieurs centaines d'hectares ont été achetés pour édifier des lotissements associant hôtels, immeubles collectifs et pavillons individuels.

Mis provisoirement en sommeil par la récession touristique des

dernières années, ces grands projets verront-ils le jour ? Leur conception, si étroitement inspirée par le modèle de la Costa del Sol, ne laisse guère espérer en tous cas de conséquences plus profitables pour le pays d'accueil.

Sans doute l'Alpujarra occidentale pourrait-elle bénéficier ainsi d'une offre de travail considérable pendant la durée des travaux de construction: on parle de 7000 emplois nécessaires à la mise en oeuvre du projet "Sierra Nevada-Sol" ! Mais, comme sur la Costa del Sol, l'essor de l'industrie du bâtiment ne pourra être qu'éphémère et l'on peut craindre ensuite que la population locale, dépourvue de formation, soit exclue pour l'essentiel des activités de fonctionnement touristique.

Massif ou limité à une petite clientèle familiale, le tourisme ne peut guère constituer qu'une utile source de revenus complémentaires. Il serait sans doute déraisonnable d'en espérer davantage qu'un appoint aux activités rurales. L'avenir de la Haute Alpujarra demeure donc lié avant tout à la modernisation de l'économie agraire: ses chances paraissent gravement compromises.

En définitive, même si la gamme des possibilités paraît incontestablement plus ouverte en Alpujarra, la situation d'ensemble de la haute montagne n'est guère différente pour l'essentiel de celle de la Serranía de Ronda. Dans l'un et l'autre cas, l'abandon est aujourd'hui le terme fondamental de la réalité régionale. Seuls varient les comportements: le paysan de Serranía s'est entièrement résigné à la crise, celui d'Alpujarra tente par contre d'y résister, ne réussissant qu'à se débattre à l'aveuglette, de façon désordonnée. La divergence des tentatives d'un village à l'autre révèle au fond le désarroi d'une paysannerie impuissante à concevoir une solution efficace à ses difficultés: les villages occidentaux bercent l'illusion d'un "miracle" touristique, ceux de l'Alpujarra centrale s'orientent

vers l'élevage bovin, ceux de l'Est enfin, au-dessus d'Ugíjar, s'abandonnent

à une ruine totale où ont déjà disparu la polyculture et une activité pastorale jusque-là considérable (10).

En fait, quelles que soient les réactions locales, l'évolution des vingt dernières années a suivi partout un schéma identique. En Haute Alpujarra comme en Serrania de Ronda, le cheminement de la crise et son aboutissement sont étroitement comparables. La violence de l'émigration, la déprise territoriale qui en résulte confinent aux mêmes résultats: la destruction des traits les plus spécifiques du système agro-pastoral de montagne dont l'abandon du "monte" représente le terme le plus spectaculaire. Dans les deux cas, la décadence de la polyculture paysanne comme celle de la grande vocation pastorale amènent à un repliement commun sur une médiocre économie familiale récemment convertie à un élevage de pauvre qualité. Dans les deux cas, l'incapacité à concevoir de solutions aux causes fondamentales de la crise -le microfundisme, l'extensivité de la production- souligne l'impuissance d'une population trop affaiblie pour s'arracher au carcan des mentalités traditionnelles. Le refus de l'association, celui de la "révolution fourragère" condamnent définitivement sans doute des systèmes voués à vivre pauvres et isolés ou à disparaître dans le contexte de l'économie moderne.

II - LES COTEAUX ET LA CRISE DES MONOCULTURES VITICOLES .

Les systèmes spéculatifs des coteaux, pas plus que les formules vivrières des montagnes, ne sont épargnés par la crise. Les difficultés atteignent aussi bien les vieux vignobles de terres sèches - l'Axaquia, la Contraviesa - que la viticulture irriguée plus récente de l'Andarax.

La crise cependant n'y paraît point aussi violente qu'en montagne. La dépopulation depuis 20 ans est notable, de l'ordre de 10 à 25%, sans atteindre l'intensité qui vide les pays montagnards. Elle n'est d'ailleurs très sensible que depuis les années 1960. Pourtant, depuis lors, l'exode rural s'amplifie, traduisant l'aggravation du mouvement d'abandon et la précipitation du déclin agricole.

En général, le paysage reflète peu jusqu'ici la dégradation qui s'accroît. La vigne, les plantations arbustives enregistrent moins rapidement que les cultures annuelles les marques de l'abandon. Même plus ou moins délaissées, gratifiées de soins parcimonieux, elles ne laissent point paraître encore les signes manifestes d'un déclin récent: la friche qui submerge les terroirs de montagne demeure discrète dans les coteaux viticoles. Simplement, le processus de la crise est moins avancé qu'en Haute Alpujarra ou en Serrania de Ronda. La gravité des problèmes qui se posent aux viticulteurs ne permet guère pourtant d'espérer de meilleur avenir.

Les raisons initiales de la rupture sont, en fait, très différentes de celles qui ont provoqué la ruine des systèmes vivriers de montagne.

La crise, dans les coteaux, se révèle toujours au travers des difficultés commerciales: elle manifeste d'abord la décadence de spéculations vieilles.

La dépréciation des produits du vignoble déséquilibre de plus en plus gravement la vie rurale de zones entières fondées sur la monoculture.

A partir de causes spécifiques, la crise obéit ensuite à la même logique qu'en montagne, évolue vers un aboutissement identique. Comme les systèmes vivriers d'altitude, les monocultures de coteaux sont irremplaçables, condamnées à mourir pour les mêmes déficiences sans remèdes:

- la pauvreté naturelle, celle des sols surtout, impose des limites rigoureuses à une amélioration du système. En vérité, elle interdit pratiquement toute substitution de cultures, voue le pays à la vigne ou à des productions de moindre intérêt.

- la pauvreté sociale, celle d'une paysannerie microfundiaire, ajoute un second handicap, non moins insurmontable, qui rend les difficultés plus sensibles encore, l'impuissance plus manifeste.

A - La décadence du vignoble de Málaga.

En réalité, la décadence est ancienne. Depuis le phylloxéra, le grand vignoble de Málaga a définitivement perdu son lustre d'antan et renoncé à la prospérité (cf. Ière partie - chap. IV). La reconstitution très incomplète se réduit au quart des surfaces antérieurement consacrées à la vigne. Elle s'accompagne d'une modification capitale de l'assiette du vignoble qui délaisse peu à peu les parties occidentales des Montes de Málaga pour se centrer de plus en plus exclusivement dans les coteaux de Velez (Fig. 54). Ce glissement géographique entraîne une transformation essentielle dans l'éventail traditionnel des productions: le vin, spéculation surtout réservée

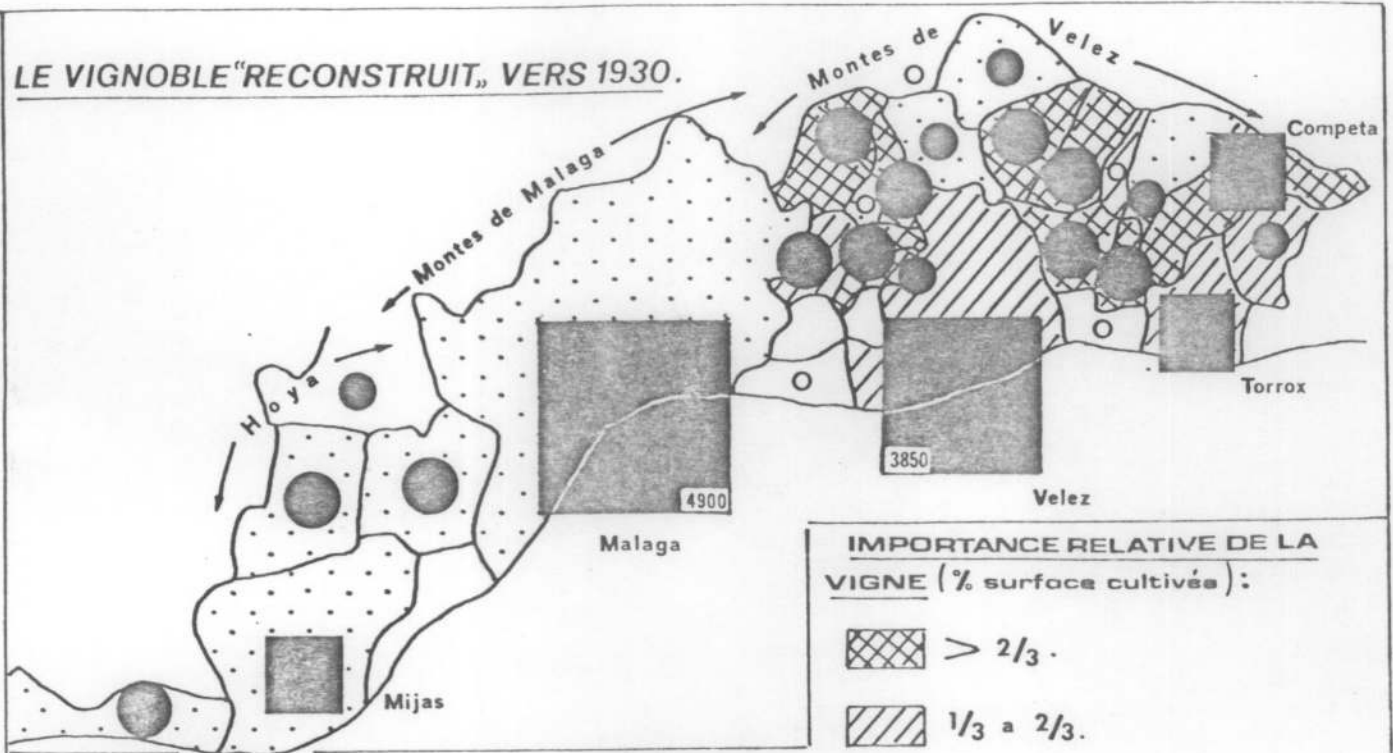
aux Montes, ne joue plus qu'un rôle accessoire; le raisin sec, vieille spécialité du pays de Velez, s'impose au contraire comme la seule production importante. Ces changements n'amènent pas pour autant de renouveau décisif: l'économie viticole demeure languissante.

I/ - Le malaise, latent depuis les débuts du siècle, se transforme aujourd'hui en crise ouverte.

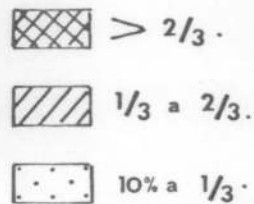
a- Les difficultés tiennent d'abord aux aléas du commerce d'exportation, principal exutoire de la production de "pasas".

Tout au long de la première moitié du siècle, les marchés extérieurs ne cessent de se réduire et, dès avant 1950, la situation est déjà gravement compromise. Les accidents de l'histoire - lère Guerre mondiale, Grande Crise de 1929, Guerre Civile - sont en fait autant de prétextes pour les clients les plus traditionnels à se détourner du vignoble de Málaga. Les acheteurs les plus fidèles de l'Europe du NW - l'Angleterre en premier lieu - portent leurs préférences au raisin de Corinthe, aux sultanines de Smyrne. La Grèce et la Turquie accroissent massivement leur production jusqu'à concurrencer victorieusement les produits de Málaga: la Grande-Bretagne, principale consommatrice de raisins secs, ne se fournit plus en Andalousie que pour 8% de ses besoins en 1934, alors qu'elle y achetait encore plus du tiers de ses importations en 1913. La fermeture progressive des marchés américains, pendant le même temps, n'est pas moins décisive. L'essor du vignoble californien évince peu à peu le raisin malagueño non seulement des Etats-Unis mais bientôt aussi de l'Amérique Latine. L'arrêt brutal des importations américaines en 1931 consacre, sous le couvert circonstanciel de la Grande Crise, une longue dégradation: le vignoble de Málaga a perdu ses débouchés d'outre-Atlantique et ses meilleurs clients européens. Stagnante depuis le phylloxéra, la production s'effondre; le vignoble se réduit, disparaît alors des zones occidentales de la province (Hoya de Málaga, Mijas, Montes occiden-

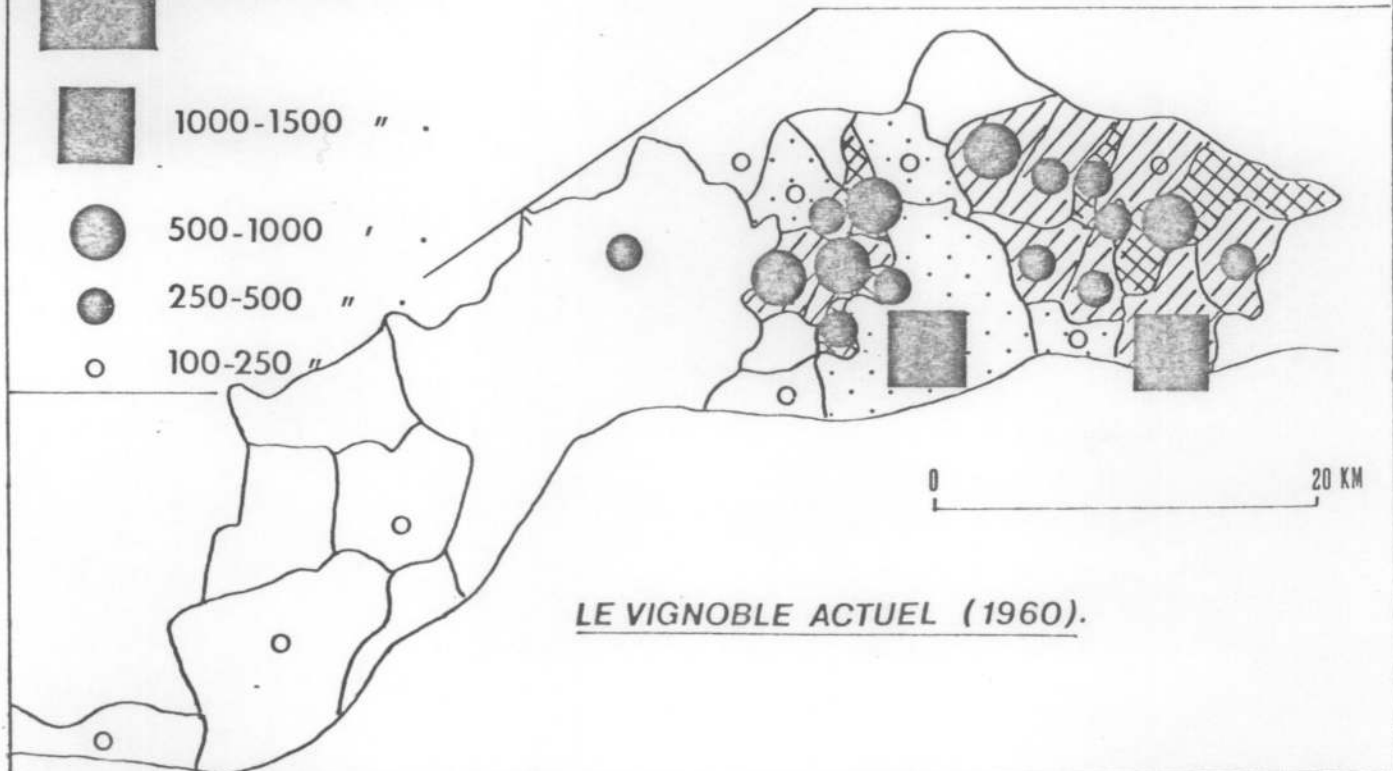
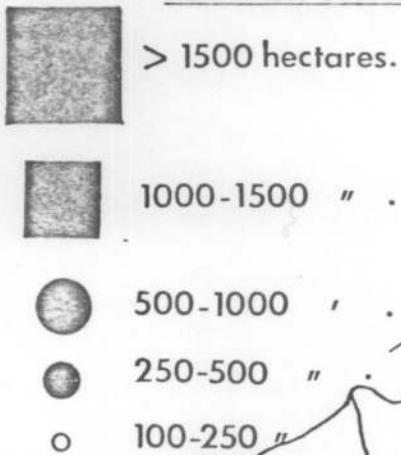
LE VIGNOBLE "RECONSTRUIT", VERS 1930.



IMPORTANCE RELATIVE DE LA VIGNE (% surface cultivée) :



SURFACE VITICOLE PAR COMMUNE :



LE VIGNOBLE ACTUEL (1960).

FIG. 54. LA CONTRACTION RÉCENTE DU VIGNOBLE DE MALAGA.

taux) (II). La Guerre Civile parachève la crise (Fig. 54).

Les années d'après-guerre soutiennent cependant une reprise sensible. On replante, surtout entre 1950 et 1960, quelque 4500 hectares, jusqu'à retrouver une superficie viticole identique à celle d'avant la crise. Les aides officielles qui financent alors les nouvelles plantations sont pour beaucoup dans ce renouveau. En fait, en dépit de la reprise des échanges internationaux, les marchés extérieurs ne s'ouvrent guère. Le vignoble de Málaga devra désormais se résigner à n'exporter qu'une part relativement modeste et irrégulière de sa production: il a cessé d'être un grand vignoble d'exportation pour se replier sur un marché national de moindre intérêt.

Telle est la situation actuelle.

Les expéditions vers l'étranger ne représentent plus que la moitié des ventes environ: de 40 à 60% selon les années. Les débouchés traditionnels -Amériques et Europe du NW- n'ont pu être que très partiellement reconquis, et ce sont aujourd'hui les pays de l'Europe orientale qui tendent à s'affirmer comme les meilleurs clients. L'URSS notamment s'impose depuis quelques années au premier rang des acheteurs. Le marché socialiste fournit donc un relais opportun pour l'écoulement des "pasas" privé du meilleur de sa clientèle occidentale. La substitution est cependant très imparfaite. On notera d'abord qu'elle ne permet d'absorber qu'une fraction fort insuffisante de la production. Or, rien ne laisse espérer un accroissement très notable des achats de la part de pays où la consommation des denrées de luxe n'est guère encouragée. Il est clair également que la nouvelle structure du commerce extérieur des "pasas" souffre d'une diversification trop étroite, impose une dépendance trop grande vis à vis d'un nombre réduit d'acheteurs à la fidélité aléatoire et dont l'intérêt actuel n'a pu être capté qu'au prix des sacrifices consentis sur les tarifs de ventes. La nouvelle orientation du négoce vers l'étranger n'est donc ni très satisfaisante pour le présent ni très prometteuse pour l'avenir. La crise des exportations n'est nullement conjurée.

Le marché intérieur joue donc désormais un rôle considérable. Depuis un quart de siècle son importance n'a cessé de croître avec l'élévation progressive du niveau de vie national et les progrès de l'urbanisation. Heureux palliatif à la contraction des achats extérieurs, il ne constitue malgré tout qu'un pis-aller. On lui reproche surtout de ne point permettre une valorisation du raisin équivalente à celle qu'offrent les ventes extérieures: les possibilités d'absorption de produits de luxe demeurent encore limitées et, si l'Espagne consomme une bonne part des "pasas" de premier choix, ce sont surtout les raisins de qualité moyenne qui trouvent sur place le meilleur écoulement. La capacité du marché intérieur reste d'ailleurs modeste en ce domaine, incomparablement plus faible que pour le raisin frais. C'est pourquoi une part importante de la vendange normalement destinée au séchage est, en fait, vendue sous la forme de raisin frais: ce dernier peut représenter jusqu'à la moitié de la récolte totale, les années où l'exportation s'annonce difficile. On mesure bien à ce phénomène la signification du marché national: il intervient surtout comme un élément compensateur des défaillances du commerce extérieur, s'amplifiant ou se réduisant en fonction des tendances conjoncturelles de l'exportation, orientant du même coup la nature de la production, fraîche ou séchée en quantités variables selon les années. Normalement cantonné au rôle de "volant de sécurité" en période difficile, d'exutoire complémentaire aux ventes étrangères en temps habituels, le marché intérieur n'est devenu un recours essentiel et permanent qu'en raison de la carence chronique des acheteurs internationaux. Il n'offre pas en fait de solutions satisfaisantes à la crise commerciale dont souffre l'économie des "pasas". Le problème demeure celui d'une "sous-valorisation" des produits du vignoble, directement liée à la dégradation des ventes à l'étranger.

L'impuissance notoire de la viticulture malagueña à reconquérir

une clientèle extérieure suffisante est donc la cause la plus apparente de ses difficultés. Elle résulte aussi bien de l'inadaptation de la production au goût des consommateurs -britanniques notamment- que du manque de dynamisme des exportateurs régionaux.

L'attachement au "moscatel" -raisin à pépins- contribue depuis longtemps déjà à placer la "pasa" de Málaga en position d'infériorité sur les marchés étrangers: peu à peu dépréciée, elle fait désormais figure de spéculation désuète. La routine ou le manque de clairvoyance des viticulteurs sont sans doute responsables. En réalité, la dépendance complète du producteur vis à vis du commerçant, maître absolu des cours et de l'information, oblige à reporter sur le négoce la plus grande part des responsabilités. On ne peut manquer d'être frappé de l'immobilisme des exportateurs, de leur désintérêt apparent pour améliorer une situation difficile: l'absence de tentatives sérieuses pour infléchir la production vers des formes plus compétitives, la médiocrité des efforts de prospection des marchés apparaissent comme les carences les plus manifestes d'une politique commerciale d'abandon. Les raisons de cette attitude surprenante de renonciation sont en fait étroitement liées à la structure même du négoce.

La médiocre envergure des maisons d'exportation, considérablement affaiblies depuis le phylloxera, explique pour une part l'inefficacité de leurs interventions sur les grands marchés internationaux. La crise commerciale serait due à l'impuissance d'un négoce trop émietté, trop faible pour résister à l'ascension de concurrents plus solides et mieux organisés. C'est là, assurément, une raison décisive des difficultés persistantes que rencontrent les produits malagueños sur les marchés étrangers. Pourtant, elle ne permet pas de comprendre la curieuse renonciation des commerçants locaux, leur résignation tranquille à une situation déjà ancienne acceptée sans réactions.

L'immobilisme du négoce répond, en définitive, à la nature des

rapports traditionnels inchangés entre producteurs et commerçants. Trop faibles face à leurs concurrents, les négociants régionaux sont par contre tout-puissants vis à vis des petits viticulteurs pour lesquels ils représentent l'unique moyen d'écouler la récolte. Aussi font-ils les prix à leur convenance et se ménagent-ils de larges bénéfices, indépendamment de la conjoncture commerciale. En fait, ils reportent sur le producteur la totalité des risques du marché, lui font subir le coût intégral de la dépréciation des ventes. Bien mieux, l'insuffisance des débouchés leur permet de jouer sur une atmosphère de surproduction, d'entretenir le spectre de la mévente qui décourage toute velléité de protestation des producteurs. Position facile et fructueuse qui n'incite aucunement à rechercher une amélioration hypothétique du système d'exportation, qui rend inutile toute tentative de changement. L'absence de solidarité entre vignerons et commerçants, la subordination trop absolue des premiers aux seconds représentent en définitive la raison profonde d'une crise commerciale dont le négoce a pu longtemps se satisfaire sans risques. Pour se perpétuer, un tel système doit cependant assurer une rémunération minimale au producteur, lui permettre de vivre sur son exploitation. L'aggravation récente de la crise n'offre plus que difficilement les moyens de satisfaire à cette condition élémentaire et met désormais en péril l'existence même du petit vigneron. Privé d'approvisionnement, le négoce, victime de l'imprévoyance de sa politique égoïste, risque à terme d'être entraîné dans la ruine de l'économie viticole.

L'avilissement relatif des cours à la production est le résultat logique du mécanisme qui vient d'être décrit. Après une longue période de stagnation où la hausse du prix du raisin compense tant bien que mal une augmentation modeste du coût de la vie et des salaires, la situation se dégrade brusquement à partir des années 1960: les cours de la "pasa" ne s'élèvent plus que lentement, puis plafonnent au moment où le développement économique

national provoque une inflation croissante. Le tableau ci-dessous, qui compare le rythme de dépréciation de la monnaie et l'évolution des cours du raisin sec, souligne clairement l'effondrement catastrophique des rémunérations du vigneron.

Base 100 en 1960	Indice de dépréciation de la peseta (source : I.N.E)	Indice d'évolution des prix à la production du raisin sec
1960	100	100 (200)
1966	168	140 (280)
1972	225	175 (350)
1974	307	150 (300)

(Les chiffres entre parenthèses indiquent le prix moyen réel de la caisse de 10 kg de raisins secs de première qualité)

En 15 ans, la "pasa" a perdu environ la moitié de sa valeur. On mesure les conséquences dramatiques d'un tel phénomène dans un système voué à la monoculture: le vignoble est littéralement acculé à la ruine par la dégradation précipitée des conditions commerciales.

b- La crise commerciale est assurément le moteur immédiat de la crise viticole. Elle n'en est point, en réalité, la raison profonde. L'effondrement des prix ne fait que précipiter une évolution inéluctable, révèle avec brutalité les tares fondamentales d'un système des coteaux inadaptable aux conditions de l'économie moderne, amplifie l'image de ses déficiences internes. Ce sont ces dernières qui condamnent le vignoble, indépendamment de la conjoncture commerciale. On retrouve, en fait, le modèle caractéristique qui commande partout l'évolution irréversible de la petite culture de versants.

Le microfundium apparaît d'abord comme l'un des termes déterminants de la crise. La tenure viticole* ne dépasse pas 5 hectares dans 90% des

* Pour plus de détails on se reportera au chap.III de la Ière partie.

cas et ne dégage qu'une très modeste production. Seule une bonne valorisation du raisin lui permettait d'atteindre un équilibre économique fragile. La réduction considérable des prix de la "pasa" n'assure plus, à l'échelle de l'exploitation, que des rentrées dérisoires incapables de satisfaire aux besoins de la famille et aux frais de cultures. Les difficultés commerciales mettent cruellement en valeur l'insuffisance des structures sociales. Ces dernières pourtant ne font qu'aggraver les effets de la crise, la rendre plus rapidement insupportable sans en constituer la cause véritable.

Le système de production porte en lui-même sa propre condamnation, paralysé dans ses cadres traditionnels totalement inefficaces aujourd'hui.

La viticulture malagueña est trop peu intensive. Le rendement moyen n'excède guère 12 quintaux de raisin frais à l'hectare soit 400 kg de "pasas". La faiblesse des résultats n'est pourtant pas imputable aux méthodes de culture: les soins sont assurés correctement, traitements et fertilisation paraissent suffisants, la vigne elle-même plantée ou rajeunie lors de la reprise des années 1950 ne souffre qu'exceptionnellement de vieillesse. La production par cep -de l'ordre de 500 grammes^{par cep} en moyenne- s'avère d'ailleurs très honorable. En définitive, la médiocrité des rendements résulte surtout de la faible densité des plantations qu'imposent la sécheresse et la pauvreté du sol. L'obstacle est insurmontable: les déficiences naturelles découragent l'intensification.

La viticulture des coteaux est surtout trop peu productive. Intégralement manuelle, elle requiert des dépenses considérables de travail, quelque 140 jours/hectare, étroitement groupés d'ailleurs en 2 périodes de pointe que séparent de longs mois d'activités réduites. Piochage et bêchage représentent environ 55 journées de travail; vendange, séchage, tri et emballage -opérations essentiellement féminines- mobilisent une soixantaine de jours/ha. Cette peine démesurée est donc fort mal rémunérée par des rendements modestes. Trop irrégulièrement répartie dans le temps, elle s'adapte

mal à la main-d'oeuvre familiale, sous-employée une partie de l'année mais insuffisante aux moments de surcharge dès que l'exploitation dépasse 1 ou 2 hectares. Or, dans ces villages qui se vident, l'entraide s'avère de plus en plus difficile. Le recours à la main-d'oeuvre salariée s'impose désormais plus impérativement encore qu'autrefois: une exploitation de 5 hectares doit aujourd'hui faire appel aux ouvriers agricoles à raison de 80 à 100 journées par an, réparties en parts égales entre les hommes pour la vendange et les femmes pour le tri-emballage (les "pasas" sont classées en 8 catégories de qualités différentes). Une telle situation devient insupportable alors que, face à l'avilissement des prix à la production, le niveau des salaires a connu une hausse très rapide qui, au cours du dernier quinquennat, se traduit par le doublement ou le triplement du coût de la main-d'oeuvre (12). Or, faute de possibilités de mécanisation, les dépenses de travail sont incompressibles dans le système actuel: les pentes folles du vignoble interdisent l'emploi de machines, de même que le large éventail de la classification du raisin et la nécessité du séchage en grappes rendent illusoire l'utilisation d'un appareillage mécanique.

En définitive, le système est rigoureusement "bloqué" en son état technique actuel dont la dépréciation commerciale récent rend manifestes les insuffisances fondamentales: une intensité médiocre, une productivité dérisoire qui n'apportent plus que des résultats misérables.

Les bilans économiques établis depuis une dizaine d'années traduisent la dégradation rapide des revenus réels du vigneron, leur insigne médiocrité actuelle: en pesetas courante, le bénéfice annuel d'un hectare de vigne s'établit en moyenne autour de 6000 en 1966, de 4000 en 1972, de \pm 2200 en 1974 (13). Or, il s'agit là de calculs utilisant uniquement le montant des dépenses effectives et qui ne comptabilisent pas le travail du viticulteur ni les frais généraux comme l'amortissement de la vigne, les impôts, etc ...

La conclusion est évidente. L'économie du raisin sec non seulement se situe hors de tout concept de rentabilité mais n'est même plus susceptible d'assumer l'entretien des familles paysannes. Or, la taille des exploitations ne change rien au fond du problème: c'est par ses termes les plus essentiels -travail manuel incompressible, dans une formule de faible intensité- que pèche le système. Totalement inadaptée aux impératifs élémentaires de l'économie moderne, cette vieille spéculation n'apporte plus désormais que misère. Accroché à ses pentes vertigineuses, le vignoble de Málaga n'est plus que le vestige attardé d'un autre siècle. Sans doute ne saurait-il ainsi survivre très longtemps désormais.

2/ - Au travers du vignoble, c'est l'agriculture des coteaux elle-même qui est finalement condamnée.

La vigne était en fait le meilleur, voire l'unique, moyen d'utiliser ces versants raides, ces sols secs et maigres d'une grande pauvreté. L'extrême médiocrité des conditions naturelles interdit toute possibilité de substitution culturale qui permettrait de remédier aux causes de la crise actuelle. Les voies de la rationalisation du travail comme celle de l'intensification sont également fermées. L'économie des coteaux est aujourd'hui dans l'impasse.

a - La réorientation de la production viticole pourrait apparaître comme l'une des rares issues à la crise actuelle. En conservant la vigne elle offrirait deux avantages considérables: le maintien de la culture la mieux adaptée sans doute au milieu physique et au savoir-faire des paysans, l'absence de bouleversements coûteux qu'entraînerait une transformation plus radicale.

Le problème paraît simple: il s'agit de renoncer au séchage du raisin qui élève démesurément les charges de main-d'oeuvre au profit d'une spéculation -vin ou raisin frais- capable d'amener une rémunération suffisante sur de petites exploitations. On parie de la sorte sur un abaissement sensible des frais de production en même temps que sur une meilleure valorisation du produit.

La production de raisin frais permettrait de réduire les coûts au minimum. La disparition du séchage pourrait à elle seule diminuer de près de moitié les dépenses de main-d'oeuvre; les charges de vinification qu'imposerait la seconde solution sont elles-mêmes exclues. Par contre, les difficultés commerciales sont importantes et sans doute malaisément surmontables comme le suggèrent les expériences déjà tentées en ce sens.

La vente de raisin frais est en effet pratiquée actuellement par bon nombre de vignerons, surtout par ceux des versants de basse altitude (Algarrobo, Benamargosa, etc..). Les limites d'une telle formule apparaissent très vite: les exploitations qui produisent du raisin frais ne peuvent jamais s'affranchir complètement des ventes de "pasas". Seules les grappes les plus précocement mûries, dès la fin juillet, sont commercialisées en frais. La raison en est simple: dès le début d'août, les apports qui arrivent de la plupart des grandes régions viticoles encombre les marchés et provoquent une baisse spectaculaire des prix. Dès lors, le vigneron a intérêt à se tourner vers le séchage, la "pasa" assurant malgré tout une meilleure rémunération. D'ailleurs, même en juillet, l'écoulement du raisin frais n'est pas exempt de risques dont la réalité se fait de plus en plus évidente: la spécialisation croissante de grands vignobles vers une production primeure adaptée aux goûts de la clientèle provoque une concurrence de plus en plus dure et une baisse progressive des cours: après une période d'augmentation régulière, le prix du Muscat de Málaga à la production subit depuis 1970 une

chute spectaculaire.

Pour être efficace, la réorientation du vignoble de Málaga supposerait aujourd'hui un choix radical. La création d'une viticulture spécialisée est très improbable. Pour prétendre obtenir de bons résultats et résister à la concurrence, la production de raisin frais doit désormais satisfaire à une double exigence: fournir une vendange précoce, offrir un fruit apprécié par les consommateurs. Or, le cépage Moscatel aujourd'hui exclusif ne remplit aucune de ces conditions: la pulpe de ce raisin, peu aqueuse, convient parfaitement au séchage mais n'est que médiocrement estimée par le clientèle; sa précocité, même sur les bas versants les plus favorables, est notoirement insuffisante. Il faut admettre par conséquent la nécessité d'un remplacement intégral du vignoble actuel. Techniquement, plusieurs variétés sont disponibles dont la plus intéressante semble être la "Cardinale" déjà cultivée dans la région d'Estepona. Sa maturation remarquablement précoce permet de produire dès la fin juin, soit trois semaines ou un mois avant les vendanges normales. Son rendement enfin est sensiblement supérieur à celui du Moscatel.

La réalisation d'un tel projet de réencépagement paraît par contre difficilement praticable. Dans ce pays exsangue où la majorité des vignerons est acculée à la faillite, le coût des plantations (estimé à 10 ou 15000 pesetas/ha) suppose des investissements insupportables. La nécessité d'attendre plusieurs années l'entrée en production des nouvelles vignes soulève également un problème impossible à résoudre pour une paysannerie totalement démunie de réserves monétaires. La substitution progressive des jeunes plants aux anciens serait une solution économique mais qui prolongerait trop longtemps la situation actuelle d'extrême indigence que, déjà, la majorité des vignerons ne souffre plus qu'avec peine. De fait, les plantations de nouvelles vignes à raisin frais sont extrêmement rares: elles sont surtout le fait

d'agriculteurs bénéficiant de notables ressources extérieures, disposant notamment de "huertos" maraîchers dans les basses vallées. Le coeur des cotteaux et du vignoble n'est pas touché et, sans doute, ne le sera jamais.

La vinification n'offre pas de meilleures perspectives. Elle promet par rapport à la formule actuelle les mêmes avantages (réduction du travail) et se heurte, en définitive, aux mêmes obstacles infranchissables que la production de raisin frais. Le problème initial est aussi celui de l'écoulement du vin.

La vente aux grands chais de Málaga qui, pour l'élaboration de vins de dessert, s'approvisionnent à bon marché aux grandes caves de la Manche, ne paraît pas ouvrir de possibilités intéressantes. Les prix ainsi obtenus par les vigneronns seraient sans doute beaucoup trop bas pour espérer rentabiliser leurs petites exploitations.

La fabrication locale d'un vin doux naturel, le "Moscatel", pourrait par contre constituer une issue plus profitable. La consommation régionale, et notamment celle des zones touristiques, paraît capable d'absorber facilement une production dont le volume maximal resterait modeste. Les difficultés se manifestent alors à deux niveaux :

- la vinification, d'abord, soulève de sérieux problèmes. Dans ce vignoble où la fabrication du vin n'est pas dans la tradition, les installations font défaut aussi bien que les compétences techniques. Un apprentissage serait sans doute nécessaire. Surtout, la construction de locaux, l'achat de matériel supposeraient des investissements importants.

- l'organisation des ventes doit également être conçue de façon à conserver aux producteurs le meilleur des bénéfices. Ceux-ci doivent donc assurer eux-mêmes la commercialisation de leur vin présenté sous la forme la plus élaborée.

En fait, seule une formule coopérative à l'échelle communale ou pluri-communale pourrait répondre à ces exigences, permettre le financement des installations et la constitution d'un réseau d'écoulement. L'expérience a été tentée déjà, à petite échelle, par une poignée de vigneron de Competa: convenablement présenté, le vin de Competa, vendu au village et dans les commerces de la station touristique de Torre del Mar, procurait ainsi des revenus honorables. La tentative, pourtant, a tourné court: en dépit de ses résultats positifs, la coopérative a dû fermer au terme de quelques années faute d'avoir gagné l'adhésion de nouveaux viticulteurs et notamment celle des plus jeunes. Cet échec est significatif du découragement général de la petite paysannerie, alors même que s'offrait une solution relativement économique dans la mesure où elle n'imposait pas le remplacement des vignes. Mais, au fond, la résignation est logique: elle traduit l'impuissance lucide de la viticulture des coteaux à surmonter ses carences fondamentales. En fait, les meilleurs résultats obtenus à partir de la vinification ou de la production de raisin frais n'apportent que des améliorations mineures, sans résoudre les problèmes essentiels d'un système confronté à des limites infranchissables:

- celle de l'extrême faiblesse des rendements que la médiocrité des sols ne permet pas d'augmenter sensiblement et qui, dans le cadre du micro-fundium, n'offrent qu'une production très insuffisante.
- celle des exigences démesurées du travail manuel dans un pays où les pentes vertigineuses se refusent à toute mécanisation.

En définitive, les coteaux ne peuvent échapper ni aux techniques traditionnelles ni à l'éventail restreint des spéculations arbustives les moins exigeantes. Sans autre issue que la monoculture viticole, ils sont voués à l'abandon par leur pauvreté naturelle.

b - Les possibilités de substitution culturale sont inexistantes hors de l'arboriculture sèche la plus extensive. Seul l'amandier, le plus rustique des fruitiers méditerranéens, est de bonne venue sur ces pentes ingrates. Il fructifie en réclamant le minimum de soins, fournit une récolte facile à écouler sur un marché déficitaire. Aussi se développe-t-il rapidement depuis quelques années.

Pourtant l'amandera^{ie} est bien incapable de relayer efficacement l'économie viticole. Assurément moins coûteuse à obtenir, sa production est également inférieure à celle de la vigne, trop modeste en tous cas pour faire vivre de petites exploitations. Elle marque une évolution vers des formules de moindre intensité, économes de travail, financièrement justifiables à l'échelle de grandes plantations, mais incompatibles avec la microfundium. En définitive, son succès relatif ne fait que traduire ici une démarche d'abandon: en libérant le paysan des tâches les plus astreignantes, l'amandier lui offre le moyen de se tourner vers d'autres activités. L'exploitation est alors réduite à la fonction d'agriculture-cueillette.

La progression de l'amanderaie est d'ailleurs inégale. Nombre de villages -les plus hauts surtout, les plus éloignés des emplois du bas-pays- négligent cette fausse solution: la vigne alors cède devant la friche. Pour certains responsables agricoles désenchantés, il n'y a pas d'autre avenir que le reboisement en pins.

3/ - Le vignoble désormais est à l'abandon.

La déprise humaine en est le signe le plus spectaculaire. Sanctifiant la brusque dégradation de l'économie viticole, la rupture n'apparaît nettement qu'à partir des années 60. Bien que faiblement décroissante, la population du vignoble ne subit pas de pertes très sensibles jusqu'alors.

Les effectifs continuent même d'augmenter légèrement dans certaines communes. En fait, depuis 1930, la tendance est à la stagnation.

La décennie 1960-70 inaugure par contre un déclin démographique général: en 10 ans, l'ensemble du pays viticole perd environ 15% de ses habitants. Or, cette valeur moyenne, tempérée par la meilleure tenue des communes périphériques partiellement intégrées aux économies plus vivantes des bassins bordiers, traduit mal l'intensité réelle de la dépopulation au coeur des coteaux et du vignoble. Là, on enregistre des chutes alarmantes qui dépassent 20% et même 30% dans certains cas (Borge - Cutar). L'ampleur des pertes, confirmée par l'évolution du quinquennat 1970-75, définit une crise démographique dont la gravité serait désormais assez comparable à celle qui vit de les montagnes si elle ne s'appliquait à une population considérablement plus dense au départ.

L'émigration aujourd'hui est à peine moins violente que dans les hautes terres, acquiert un rythme proche de celui de l'exode des années dramatiques consécutives au phylloxera. Avec un solde migratoire apparent de - 20 à - 30%/an, le vignoble entre dans le second épisode de "catastrophe démographique" de son histoire....

A ces départs définitifs dont l'importance mesure bien le sentiment d'impuissance qui s'empare des viticulteurs, se superpose un volumineux courant de migrations à temps. A la différence des pays montagnards comme la Serrania, les mouvements temporaires sont rares, sans doute parce que le travail de la vigne s'accommode mal de longues absences. Une plantation délaissée pendant 2 ou 3 ans est en fait promise à un abandon définitif. Le choix se résume donc à une alternative: l'exode sans retour ou les migrations brèves qui permettent d'assurer un minimum de soins à la vigne et de faire la vendange. Aussi les déplacements saisonniers sont-ils extrêmement nombreux, marqués de caractéristiques assez originales pour individualiser clairement

une pratique propre au vignoble: une durée comprise entre 3 et 6 mois qui s'inscrit systématiquement entre les épisodes de "pointe" de la viticulture, soit entre l'hiver (taille - piochage) et la fin de l'été (vendanges). Le gros des départs est donc printanier, la majorité se situant au mois d'avril, tandis que les retours s'échelonnent au long de l'été. Une seconde vague, beaucoup plus réduite, se place en automne, après les vendanges mais avant la récolte des olives, dans le cas des communes pourvues de quelques olivettes (Sierra de Bentomiz).

L'exemple de la commune de Competa, l'un des bastions les plus anciens de la viticulture, illustre assez bien la situation commune à l'ensemble du vignoble.

En 10 ans, de 1960 à 1970, Competa a perdu 17,5% de sa population, réduite de 3142 habitants à 2594, puis à 2400 selon les chiffres approximatifs du "padron" de 1975.

L'émigration définitive, essentiellement vers la Catalogne, plus accessoirement vers Málaga, a touché chaque année une cinquantaine de personnes en moyenne. Le solde apparent -de l'ordre de - 25‰ /an de 1960 à 1970- affiche aujourd'hui des valeurs 2 fois supérieures à celles de l'épisode de crise des années 1930 (- 13‰-an) et qui se rapprochent des taux records enregistrés entre 1877 et 1887 (- 30‰) lors de la ruine du phylloxéra. Exode essentiellement familial, portant sur les ménages jeunes (la majorité des chefs de famille a entre 25 et 35 ans et assume la charge de 3 à 4 enfants en moyenne), l'émigration définitive, bien que récente, fait déjà sentir ses conséquences habituelles. La tendance au vieillissement se manifeste déjà par le biais de nombreux indices: la mortalité supérieure à la moyenne régionale (10 - 11‰ contre 8‰), la natalité en baisse plus rapide que dans l'ensemble de la province et qui atteint à peine 17‰, la proportion médiocre des enfants dans la population communale (la population en âge scolaire -moins de 14 ans- représente seulement 18% de la population totale contre 30 à 40% en moyenne dans l'ensemble de la population provinciale).

L'émigration temporaire se limite à quelques cas exceptionnels -une dizaine à peine- de départs en Allemagne ou vers la

Costa del Sol. Les déplacements saisonniers affectent par contre la majorité des familles et se chiffrent chaque année par centaines. Ce sont les jeunes hommes célibataires qui aident ainsi à équilibrer le budget familial tandis que le père reste habituellement sur l'exploitation. Avec ou sans contrat de travail, la plupart de ces migrants se dirige vers l'étranger. La France accueille la majorité d'entre eux au moment des gros travaux de printemps-été dans les exploitations maraîchères et fruitières du Roussillon, du Bas Rhône ou de la Moyenne Garonne. Par contre, les migrations de vendange vers le Languedoc sont pratiquement inconnues, incompatibles avec les exigences du calendrier viticole local. Un contingent très important se dirige enfin très régulièrement vers les chantiers de construction à forte embauche saisonnière soit en France, soit surtout en Suisse. Curieusement, les saisonniers du bâtiment négligent toujours les possibilités offertes par la Costa del Sol de Málaga pourtant peu éloignée. C'est là un phénomène sur lequel nous aurons à revenir.

Systématiques, les pratiques saisonnières aboutissent en tous cas à priver le vignoble de ses jeunes pendant de longues périodes qui peuvent couvrir la moitié de l'année. Elles ajoutent aux effets de l'émigration définitive pour faire de la viticulture une activité de plus en plus réservée aux personnes âgées.

Le recul des activités viticoles se précipite au fil des années. Dépourvue d'intérêt économique, la vigne est abandonnée ou, au mieux, réduite à une fonction marginale dans le cadre d'exploitations résiduelles.

Pour le vigneron privé de ressources suffisantes, il n'est en effet que deux solutions possibles qui, toutes deux, provoquent une désaffection plus ou moins complète pour la viticulture:

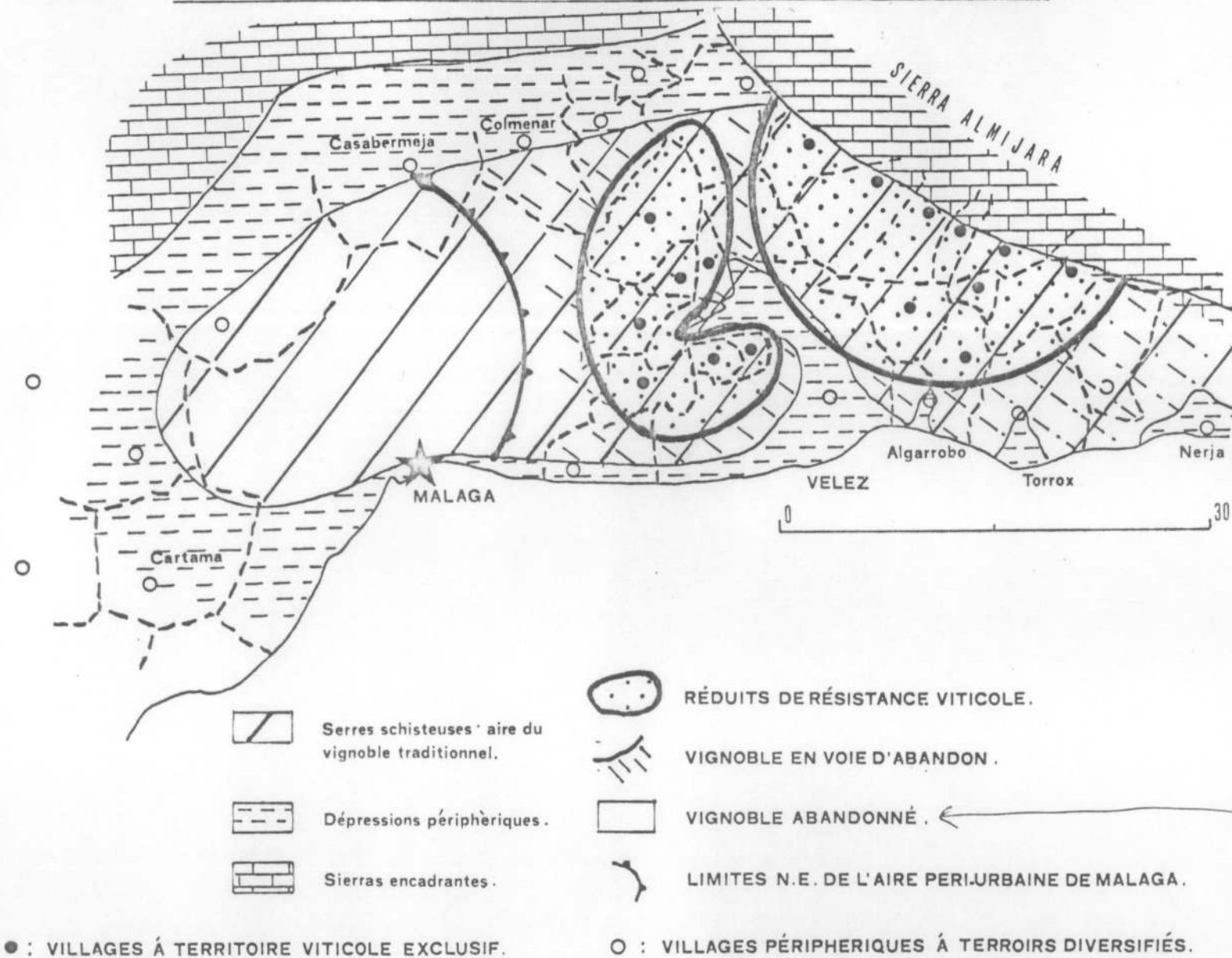
- l'abandon total consacré par l'exode définitif. Il en résulte une contraction rapide de l'espace cultivé progressivement conquis par la friche. Le processus est inégalement avancé selon les lieux: il triomphe souvent aux marges de la région, dans les communes les plus basses où disparaissent les

dernières vignes, demeure plus discret au coeur des coteaux où la friche pourtant s'enhardit progressivement jusqu'à gagner du terrain aux abords immédiats des villages.

- l'abandon partiel qui consiste à maintenir la vigne en production au prix des travaux les plus indispensables mais à renoncer aux tâches les plus prenantes: nombre de plantations ne sont plus nettoyées, envahies d'herbe, certaines même ne sont plus qu'irrégulièrement taillées. Les rendements s'en ressentent mais la viticulture confine peu à peu à une activité marginale de cueillette. Chaque année plus nombreuses, ces exploitations résiduelles n'occupent plus qu'accessoirement leurs titulaires pressés par le besoin d'aller quérir ailleurs les ressources nécessaires à l'économie familiale. Exploitations à temps partiel de migrants saisonniers ou de pendulaires, elles caractérisent finalement une viticulture assistée, sans réalité propre, une viticulture en sursis.

Dans le paysage comme dans les faits, il reste souvent difficile de distinguer entre l'abandon total et la désaffectation partielle: la friche récente se confond avec la vigne à peine entretenue; cette dernière ne représente souvent qu'une étape provisoire et brève avant le terme d'une renonciation définitive. Sans doute le vignoble tout entier est-il promis à une ruine plus ou moins rapide. Sa survie actuelle ne dépend, au fond, que de l'insuffisance des activités de substitution qui lui conserve, malgré tout, une certaine fonction d'assurance et, faute de mieux, un répit incertain. On constate en effet que chaque fois que les ressources extérieures acquièrent une régularité et un volume suffisants, la vigne alors connaît un abandon souvent définitif. Aussi la situation du vignoble varie-t-elle surtout désormais en fonction des possibilités, fort inégales selon les lieux, de lui trouver des activités de substitution. C'est en considération de ce phénomène décisif qu'il convient de dresser un bilan de la viticulture actuelle

FIG. 55. SITUATIONS ACTUELLES DU VIGNOBLE DE MALAGA.



489 bis

*Fig. 55 (Cite...)
Tous : vignoble en voie d'abandon ?*

marqué de contrastes locaux de plus en plus évidents (Fig.55).

Les Montes de Málaga proprement dits, soit la moitié occidentale de la région schisteuse qui s'étend de la Sierra Almiñara à la Hoya de Málaga, sont aujourd'hui totalement délaissés.

Ils ont souffert la décadence la plus précoce et la plus totale. En fait l'abandon remonte pour l'essentiel au phylloxéra: le vignoble n'est reconstitué que sur de médiocres étendues, partiellement remplacé par l'amandier. La crise de 1930 consacre enfin la ruine de cette viticulture résiduelle, mais de manière inégale selon les secteurs.

La partie Ouest des Montes renonce plus tôt et plus complètement, dès les années 30. La raison en est claire, tient essentiellement à la proximité immédiate de Málaga: dans un rayon d'une vingtaine de kilomètres, cette région de coteaux escarpés s'intègre alors à l'aire suburbaine de la capitale provinciale. Hormis quelques activités résiduelles -les amandiers, de rares olivettes- l'agriculture disparaît au profit d'une fonction uniquement résidentielle, tandis que les travaux de défense de la ville contre les inondations du Guadalmedina aboutissent au reboisement systématique des versants, achevé dès les années 50.

Sur des milliers d'hectares, on a là aujourd'hui un paysage de friche ou de pinèdes où seuls quelques murettes en ruine, quelques oliviers oubliés sous les conifères, quelques ceps noircis rappellent encore l'ancienne vocation agricole. Oñas, Totalán, voire Almogía et Casabermeja devenus villages-dortoirs ne conservent plus que quelques dizaines d'hectares de vigne. La commune de Málaga, qui en 1930 possédait encore 4500 ha. de vignoble, n'en a plus que 107 dans les années 60, finalement abandonnés au cours de la décennie suivante.

La partie Nord des Montes de Málaga a maintenu plus longtemps les

vestiges de l'économie viticole. On recense encore une centaine d'hectares de vigne dans les coteaux schisteux de Colmenar, autant dans les serres de Riogordo ou de Periana. Mais peu à peu délaissés, les restes épars de ces vignobles subissent enfin un ultime abandon depuis quelques années. L'activité agricole tout entière se reporte désormais sur les bonnes terres de la dépression de flysch qui borde au Nord les Montes.

On touche là à la raison fondamentale de la décadence si complète du vignoble des Monts de Málaga: tous les anciens villages viticoles sont installés hors de la zone des coteaux, dans les bassins bordiers, et disposent, hors des terroirs à vigne, de vastes étendues de "tierras calmas" qui ont permis la reconversion de l'économie agricole dès les premières difficultés sérieuses de la viticulture. Les seules communes entièrement installées dans les serres (Oliás, Totalán) aux portes de Málaga, se sont transformées très tôt en villages-dortoirs.

Ces recours opportuns font par contre défaut plus à l'Est, dans les Monts de Velez.

Les Monts de Velez représentent en effet le dernier bastion viticole, quelque 10 000 hectares de vigne répartis sur une vingtaine de communes. C'est que, ici, les villages sont situés au coeur même des coteaux et n'ont en général d'autres terroirs que ceux des grands versants schisteux. En fait, dans ces conditions, la résistance du vignoble est une fatalité à laquelle on ne peut échapper. Aussi la situation est-elle particulièrement dramatique dans ces pays condamnés aujourd'hui à une monoculture sans profit. Encore convient-il de distinguer plusieurs cas.

Les basses vallées disposent d'avantages désormais décisifs. La proximité de Velez et de sa grande vega offre la possibilité de recourir à des emplois complémentaires qui échappent aux villages plus éloignés. Sur-

tout, l'élargissement progressif des talwegs favorise le développement des cultures irriguées qui, grâce à la généralisation des puits, permet de relayer au moins en partie la viticulture défaillante. L'évolution actuelle de la vigne sur ces bas versants se fait aujourd'hui en fonction directe des possibilités d'extension du regadio.

Algarrobo, à l'aval de la rivière du même nom qui descend au travers de la Sierra de Bentomiz, apparaît ainsi comme une commune privilégiée. Depuis une dizaine d'années, la multiplication des puits, le nivellement des dernières pentes ont permis de tripler les superficies arrosées réduites jusque-là à quelque 170 hectares de vieille vega en terrasses acrobatiques. On s'oriente délibérément vers les productions légumières, abandonnant les quelque 400 hectares de vignes sur lesquelles reposait traditionnellement le meilleur de l'économie villageoise. Les friches envahissent les versants inaccessibles à l'irrigation. Algarrobo échappe opportunément à la fatalité viticole, renonce complètement à la vigne. Mais il s'agit là d'un cas exceptionnellement favorable.

A une quinzaine de kilomètres au Nord-Ouest, Triana dispose aussi d'un mince ruban de regadio au long du rio Benamargosa, mais les possibilités de développement de l'irrigation sont limitées ici par de grands versants schisteux toujours drapés de vignes. Les cultures légumières ainsi que les migrations quotidiennes de travail vers Velez permettent de résister aux atteintes les plus graves de la crise viticole, mais demeurent toutefois insuffisantes pour que l'on puisse s'émanciper réellement de la vigne. Aussi, à la différence d'Algarrobo, le vignoble ici se maintient et connaît même quelques tentatives de réorientation vers le raisin frais, nourries d'ailleurs par les revenus de la vega.

L'exploitation de J. G. est assez représentative de la situation locale. Elle se compose de 0,75 hectare de cultures légumières irriguées et de 5,5 ha. de vignes.

La production de tomates et haricots assure à elle-seule

la totalité des ressources effectives de l'exploitation: 150 000 pesetas de revenu brut qui, une fois défalquées les charges réelles -75 000 pesetas (fumure, engrais, quelques "journées")-, laissent un bénéfice de 75 000 pesetas. L'exploitant réserve la quasi-totalité de son travail à la huerta.

La vigne, en fait, est un poids mort. Les 5,5 hectares de plantations produisent aujourd'hui du raisin frais, quelque 8 tonnes par an en moyenne, qui procurent de 50 à 70 000 pesetas de ventes les bonnes années.

En réalité, faute de temps, entièrement absorbé par la culture légumière, la vigne est essentiellement travaillée par des salariés, à raison de 130 journées par an environ: la dépense s'élève à près de 50 000 pesetas. Le bénéfice est donc à peu près nul et, les années de moindre rendement ou de fléchissement des prix, la vigne absorbe même une part des revenus du maraîchage ! La viticulture ne se maintient donc qu'artificiellement grâce au soutien de la culture irriguée.

Son abandon paraît cependant difficile: la partie légumière de l'exploitation est trop exiguë pour être suffisante et G. espère de meilleurs profits de la vigne qu'il souhaite replanter progressivement en cépage "Cardinale".

En fait, la présence du regadio permet de souffrir la crise sans trop de drames et on ménage l'avenir avant d'opérer un choix radical mais incertain entre une production irriguée "sur-intensifiée" par des procédés coûteux et une viticulture réorientée vers le raisin de table précoce. Pour les techniciens, il n'est pas permis d'hésiter: l'option pour l'horticulture s'impose. Mais le paysan est ici profondément vigneron et renonce difficilement à la vigne qui depuis si longtemps emplit toute la vie rurale.

- Au coeur des coteaux, la monoculture viticole n'a point de substitut. Son abandon signifie la ruine de l'économie agricole tout entière et la désertion des villages. En fait, il semble que le système atteigne maintenant le terme de sa résistance.

Il n'est plus aujourd'hui d'exploitations réellement vivantes.

Sans exception, elles ne subsistent plus depuis une dizaine d'années que du produit de ressources extérieures: rares emplois urbains que le modeste dynamisme de Velez propose avec parcimonie et que l'éloignement rend difficilement praticables avec régularité, travaux épisodiques dans les vegas côtières, etc ... Le Censo Agrario de 1972 signale que, selon les communes, de 70 à 90% des chefs d'exploitation occupent plus de la moitié de leur temps hors de leur propriété. Or, ce dénombrement ne peut tenir compte du rôle décisif des migrations saisonnières lointaines surtout pratiquées par les jeunes: en réalité, elles apportent, au prix de 3 ou 4 mois de travail, la meilleure part du revenu annuel de nombre de familles. Dans tous les cas, la viticulture ne participe plus que très accessoirement à l'économie locale. Cette existence factice, maintenue au moyen d'artifices incertains, ne pourrait se prolonger que soutenue par l'espoir d'une amélioration prochaine qui s'avère de plus en plus illusoire. Las d'attendre vainement, les vigneronns aujourd'hui renoncent.

Depuis quelques années, le déclin se précipite à un rythme qui laisse présager une ruine bientôt complète. Les jeunes partent définitivement de plus en plus nombreux. La vigne, maintenue tant bien que mal en production jusqu'alors, est maintenant délaissée sur des terroirs entiers. L'évolution est extrêmement rapide. En 1972, nous avons pu estimer comme suit l'état du vignoble dans 3 communes de la Sierra de Bentomiz (Salares, Sedella, Canillas de Albaida) :

- 30% des vignes étaient normalement travaillées.
- 50% des surfaces étaient partiellement abandonnées. Beaucoup d'entre elles n'étaient plus piochées qu'un an sur deux.
- 20% des vignes, enfin, retournaient à une friche définitive.

En fait, au terme de quelque 5 années seulement - la désaffectation ne s'est manifestée sensiblement qu'entre 1965 et 1970- les 3/4 du vignoble déjà étaient promis à la disparition.

A Competa, le village voisin, sur 1200 hectares de vigne, 300 ha. avaient cessé de produire en 1971. Or, beaucoup de vignes encore en production n'étaient déjà plus taillées à cette époque que de façon très irrégulière et vouées à une dégénérescence rapide. Deux ans plus tard, on signale que plus de 800 ha. sont abandonnés (14).

Au terme de près d'un siècle d'existence difficile, prolongé jusqu'aux limites extrêmes de sa résistance, le vignoble de Málaga achève de mourir, avec l'abandon soudain précipité de ses derniers réduits.

B - La crise du "vignoble de la Costa"* et de l'arboriculture de la Contraviesa.

L'arboriculture sèche de la Contraviesa se heurte aux mêmes problèmes: ceux d'un système spéculatif pauvre paralysé par son impuissance technique, sa faiblesse sociale (15).

Or, la crise actuelle du "vignoble de la Costa" est d'autant plus révélatrice des tares fondamentales de la monoculture sèche des coteaux qu'elle procède beaucoup moins directement des difficultés commerciales que celle des Monts de Málaga. En fait, depuis le phylloxéra, l'agriculture de la Contraviesa s'est nettement séparée des voies du vignoble de Málaga dont elle ne représentait jusque-là qu'une annexe:

- sans renier ses prédilections viticoles, elle s'est totalement émancipée de la tutelle commerciale malaguëña en renonçant à la production traditionnelle des "pasas" ou des vins de dessert pour se tourner vers la fabrication de vin courant essentiellement destiné au marché régional. L'écoulement de la production ne souffre aucune difficulté.

* expression usitée dans les régions grenadines pour désigner les vignes à vin de la Contraviesa.

- à la différence de l'Ajarquia, la vigne n'est plus, d'autre part, la vocation exclusive. L'amanderaie lui dispute le terrain depuis les débuts du siècle, occupe des superficies équivalentes: 8 à 9000 ha, d'amandiers contre quelque 7000 ha de vignoble. En fait, leur distribution est distincte - l'amanderaie sur les bas versants jusque vers 700 m, la vigne au-dessus - et définit une double monoculture juxtaposée dans les mêmes finages plus qu'un système réellement diversifié. Selon les époques, les variations incessantes de leur importance respective, les avancées ou les replis alternants de l'une ou de l'autre témoignent d'une stratégie typiquement spéculative.

I / - Le jeu réciproque de la vigne et de l'amandier exprime depuis près d'un siècle les aléas de l'agriculture locale. C'est lui qui résume l'originalité de la Contraviesa et explique finalement sa physionomie actuelle. On reconnaît assez facilement la succession de 3 étapes principales

L'épisode de la reconstruction après le phylloxéra se prolonge en fait sur près d'un demi-siècle, jusqu'à la Guerre Civile. Il définit les cadres fondamentaux de la nouvelle économie régionale.

Le vignoble n'est que partiellement reconstitué, sur moins de la moitié des surfaces antérieurement plantées. La lenteur et le caractère incomplet du réencépagement, sont d'ailleurs aisément compréhensibles. L'effondrement brutal de la population au cours de la dernière décennie du XIX^{ème} constitue à lui-seul une explication suffisante: les communes viticoles perdent en quelques années le 1/4 ou le 1/3 de leurs habitants, beaucoup plus parfois (Albondon) et sont réduites à des forces diminuées. D'autres raisons interviennent dans le même sens avec, en premier lieu, les difficultés techniques ou commerciales du nouveau vignoble qui freinent la reconstitution: la disparition du débouché traditionnel par Málaga oblige à rechercher un mar-

avant porte-greffe!

ché régional lent à se structurer, d'autant que les routes font encore totalement défaut et que les transports vers les villes de l'intérieur, Grenade notamment, restent très difficiles; des erreurs successives dans le choix de porte-greffe mal adaptés aux sols et au climat, -le Riparia, puis l'A-ramon- abandonnés l'un après l'autre avant l'adoption du Rupestris du Lot, retardent encore la reconstruction. Il faut signaler aussi comme une séquelle de la grande crise la réapparition des soucis vivriers chez la plupart des petits paysans: on réserve désormais une partie du sol aux céréales, on défriche même des morceaux de "monte" dans les parties hautes de la Contraviesa. C'est alors que se développent également les plantations de figuiers, véritable substitut au pain dans un pays où le grain vient avec peine: intercalés dans les vignes, les figuiers seront plus tard systématiquement multipliés au cours des années difficiles de la Guerre Civile. En définitive, vigne et figuiers n'occupent que la moitié supérieure des versants.

La grande nouveauté consécutive au phylloxéra est, en effet, l'essor de l'amandier qui se substitue intégralement au vignoble sur toute la partie inférieure de la sierra. Dès lors, le visage actuel de la Contraviesa se trouve fixé dans ses grandes lignes: la vigne occupe les hautes pentes au-dessus des villages, l'amandier les versants situés en contrebas. Mais, dans l'ensemble, l'amanderaie tient une place plus importante que le vignoble.

La seconde étape, celle de l'après-guerre, est marquée par un renversement des proportions relatives des deux principaux protagonistes. L'amandier recule. La médiocre valeur de l'amande et, au même moment, la hausse considérable du charbon de bois entraînée par la pénurie de combustible poussent à l'arrachage des arbres: l'amandier fournit un charbon de qualité ...

La vigne réoccupe ainsi certaines positions qu'elle avait dû a-

bandonner. Encouragée par la politique officielle d'aide à la replantation des coteaux, par l'ouverture des routes qui favorise l'acheminement du vin, elle gagne vers le bas jusqu'à accroître ses surfaces de 30 à 40% et quelquefois de bien plus. Sorvilan qui disposait de 858 ha. de vignoble en 1923, en recense 1430 en 1944, 1600 en 1951. Le mouvement atteint son paroxysme entre 1945 et 1955, puis retombe.

L'épisode actuel qui débute vers 1960 amène un second renversement des tendances. A Sorvilan, la vigne se réduit à nouveau à 950 ha: elle a reculé de 40%, de même qu'à Albondon (1330 ha. en 1944; 800 actuellement) et dans la plupart des communes les plus viticoles.

La stagnation relative des cours du vin, la hausse importante du prix des amndes stimulée par une demande européenne croissante favorisent à nouveau l'amandier qui profite par ailleurs de récoltes meilleures et plus régulières grâce à l'amélioration des traitements chimiques. Planté entre les ceps qui seront arrachés lorsqu'il entrera en production, l'amandier progresse au niveau des villages de moyenne altitude qu'il tend peu à peu à dépasser vers le haut.

Pourtant, l'essor récent de l'amanderaie, surtout vif depuis 10 ans, ne se chiffre qu'à 15 ou 20% des surfaces qu'elle occupait auparavant et ne compense que très imparfaitement le recul du vignoble. Ce dernier en effet ne se réduit pas uniquement devant la progression de l'amandier par le bas: il s'effrite tout autant à partir du haut, là où les risques de gel à la floraison écartent l'amanderaie. Le phénomène est d'importance: il exprime une contraction globale de l'espace agricole, la tendance nouvelle à une désaffectation qui est en fait le signe de difficultés profondes. Le système de la Contraviesa enregistre actuellement un tournant décisif.

En fait, au terme d'un long cheminement autonome depuis le phyl-

loxéra, l'arboriculture de la Contraviesa rejoint à nouveau le vignoble de Málaga dans le même aboutissement d'une crise aux ressorts identiques, à l'issue aussi inéluctable. Les formes apparentes qu'elle y revêt sont teintées de particularités qui découlent de l'histoire récente que nous venons de retracer, mais ses mécanismes fondamentaux sont communs à l'ensemble des agricultures sèches des coteaux.

2 / - Les difficultés du vignoble de la Costa révèlent avec le plus d'acui-

té les modalités du déclin actuel de la Contraviesa. Elles résultent avant tout des carences irrémédiables de la production, plus que des problèmes de commercialisation.

La médiocrité de la production découle de la nature très extensive du système viticole. La vigne donne peu d'une vendange de qualité discutable. Les rendements, forts variables, demeurent bas en règle générale: 25 quintaux de raisin à l'hectare en moyenne, rarement plus, souvent moins. De la sorte, un hectare fournit de 15 à 18 hectolitres de vin seulement, une vingtaine par exception.

Les techniques culturales, intégralement manuelles, demeurent cependant faiblement intensives et peuvent expliquer la modestie des résultats obtenus. Les plantations sont pourtant relativement serrées. Les ceps disposés selon un cadre de 2 m / 2, mais qui en réalité n'a rien de rigoureux, atteignent une densité de l'ordre de 3000 à l'hectare. La production par pied est donc très basse.

Les soins prodigués à la vigne sont en effet rapides, beaucoup plus que dans le système viticole malagueño, quelque 40 journées à l'hectare, vendange comprise. L'engrais ou le fumier sont distribués avec une ex-

trême parcimonie: une fumure légère tous les 4 ans ou, plus souvent, quelques dizaines de kilos d'engrais chimiques à l'hectare (200 à 250 kg. de superphosphate de chaux et de sulfate d'ammoniaque tous les 2 ou 3 ans). De même, les traitements sont réduits à un sulfatage très léger. Mais, au total, il semble que le principal responsable de la faiblesse du rendement soit le procédé de taille très sévère qui ne laisse subsister qu'un moignon au ras du sol et un court rameau porteur de 1 à 3 bourgeons.

En réalité, ces déficiences techniques ne sont qu'apparentes et traduisent plutôt une sage adaptation des procédés culturaux aux étroites limites d'une nature excessivement difficile. L'engrais massivement répandu reste d'aucun effet sur un sol sec et pauvre qui ne l'absorbe pas. La taille très basse constitue la meilleure utilisation d'une terre aux maigres possibilités nourricières: moins sévère, elle permettrait de meilleurs rendements mais réduirait considérablement la durée de la vigne. La médiocrité insigne des conditions physiques impose donc des méthodes extensives et oppose une résistance infranchissable à leur perfectionnement.

L'âge avancé du vignoble ajoute encore à sa médiocrité naturelle, dans un milieu où le vieillissement des ceps est rapide. La rareté des vignes jeunes en pleine production porte témoignage de la désaffection des dernières décennies: 5% à peine ont été replantées depuis moins de 15 ans. Finalement, les plantations les plus productives ont entre 15 et 40 ans et remontent à l'époque de poussée viticole de l'après-guerre: mais elles ne représentent que 40% des surfaces. Le reste, soit la moitié du vignoble environ, accuse un âge compris entre 40 et 80 ans: il date de la reconstitution post-phyllloxérique qui s'est prolongée sur tout le premier tiers du siècle. La vieillesse frappe donc une bonne partie des vignes où elle aggrave très notablement la faiblesse des rendements qui chutent alors à 1500, voire 1000 kg de raisin à l'hectare.

Peu prolifique, le vignoble de la Contraviesa n'offre guère, par ailleurs, de garanties suffisantes quant à la qualité de la production. L'histoire agitée de la longue reconstruction viticole, la succession des arrachages et des re-plantations, en sont en grande partie responsables. Les tâtonnements multiples visant à adopter les cépages les plus résistants, l'essai de nouvelles variétés à chaque épisode de poussée viticole ou lors du remplacement des pieds dégénérés ont abouti à une stupéfiante hétérogénéité du vignoble: à l'échelle de la parcelle se mêlent ^{très} généralement 5 à 6 cépages différents (Jaen, Mantuo, Perruno, Pero Ximen pour le blanc; Bobal, Jaen pour le rouge) de qualités et d'âges dissemblables, arrivant à maturité à des époques distinctes.

Or, les pratiques viticoles ne tiennent aucun compte de cette confusion. La vendange est faite en une seule fois, indistinctement, toutes grappes mêlées. On évite la difficulté de récolter le raisin encore vert des espèces les plus tardives, en ne commençant la cueillette qu'à une date très avancée de l'automne, fin octobre ou début novembre. Mais, on ramasse alors des grappes parfois touchées par le pourrissement, surtout lorsque les pluies débutent précocement.

Le retard systématique de la vendange a d'ailleurs un autre but: il permet de n'entreprendre la vinification que passé les grosses chaleurs, à une époque où une température plus modérée ne risque pas de perturber la fermentation. La fabrication du vin entreprise par les vignerons eux-mêmes est restée fort archaïque en effet, à partir d'un outillage rudimentaire et disparate qui se résume à un pressoir à bras et une cuve de châtaignier. Le raisin est pressé tous cépages confondus. La fermentation est souvent rapide - I mois environ, jusqu'à 3 mois au maximum pour les moûts les plus généreux. Faute de place pour un vieillissement d'ailleurs aléatoire, le vin est vendu dans l'année, sans transvasement antérieur.

fermentation
rapide = 1 à 3 mois !!

Le résultat, assez inégal selon les lieux et les années, souffre toujours du mélange exagéré des cépages, de l'inégale maturité du raisin, des pratiques rudimentaires de la vinification. L'abondance du soleil lui assure heureusement une certaine générosité qui masque partiellement ses défauts: le vin titre en moyenne 14 à 15° d'alcool, un peu moins lorsqu'il procède des vignes les plus hautes, mais jusqu'à 18° pour les terroirs inférieurs bien exposés. Son aspect et son goût révèlent par contre ses origines bâtardes: d'une couleur jaunâtre mal définie entre le blanc et le rosé, il manque généralement de limpidité, conserve toujours une allure trouble. Sa saveur surtout est assez incertaine et laisse trop souvent un arrière-goût imputable sans doute à la vendange de grappes en voie de pourrissement. Tout cela fait un vin original, le "vino de la Costa" à la spécificité bien établie dans les régions grenadines mais qui, au-delà, risque de n'être guère apprécié.

La commercialisation, néanmoins, ne pose aucun problème mais par contre les prix souffrent incontestablement de la qualité incertaine du produit. L'écoulement de la production est assuré par deux voies différentes.

La vente directe du vigneron aux détaillants - les débits de boisson locaux ou ceux des régions immédiatement voisines - représente la formule traditionnelle qui aujourd'hui recule rapidement. Les acheteurs viennent normalement s'approvisionner sur place et assurent le transport dans des outres de peau d'une contenance de 70 à 80 litres. Au cours des dernières années (1971-1973), les prix obtenus de la sorte s'établissaient entre 10 et 15 pesetas le litre (de 0,70 à 1 franc le litre).

L'implantation et le développement récent de deux grandes caves à Albondon (Société Lardon Hermanos et Société Granados) ont ouvert une seconde possibilités d'écoulement de la récolte qui aujourd'hui tend à prédo-

miner de plus en plus nettement. Ces grands négociants touchent près d'un millier de producteurs. Ils achètent parfois le vin déjà élaboré par les petits vigneronns qu'ils se contentent de redistribuer dans l'année aux détaillants ou semi-grossistes de la côte jusqu'à Almería, et de l'intérieur jusqu'à Grenade et Jaen. Ils acquièrent surtout la vendange, achetée à la vigne si elle est accessible aux camions ou à la cave dans le cas contraire. La vinification industrielle permet de surmonter partiellement le handicap du mélange des cépages grâce à un pressage en grosses quantités et un coupage ultérieur avec des vins de la Manche: elle aboutit ainsi à un vin rosé courant (12° environ) de qualité homogène, plus facile à écouler. Seule, la première pression sert à fabriquer un vin jaune supérieur, "Flor de Albondon", qui titre 15° et subit un vieillissement moyen de 2 ans en cuve. Pour les vigneronns, l'existence de ces caves modernes offre l'avantage incontestable d'assurer une vente facile de la production grâce à un meilleur conditionnement du vin (embouteillage) et à un réseau commercial solide qui étend le marché bien au-delà de la clientèle locale seule accessible aux producteurs isolés. Elle leur propose aussi le moyen d'alléger leur tâche en se chargeant de la vinification: mal outillés, les vigneronns renoncent de plus en plus à faire leur vin. C'est là en fait un nouveau témoignage du désintérêt pour l'activité viticole qu'on réduit désormais aux seuls travaux indispensables, même au prix d'une moindre valorisation de la production: les caves d'Albondon achètent la vendange de 5 à 7 pesetas le kilo (1971-74), soit à un cours qui correspond à la qualité très mêlée du raisin mais qui n'autorise qu'une très faible rentabilité de la vigne.

Le bilan économique du système viticole actuel est, en effet, très médiocre.

Les bénéfices réels d'un hectare de vigne de qualité moyenne sont ridiculement faibles :

Produit brut annuel :

- 1550 l. de vin de 10 à 15 ptas = de 15 500 à 23 250 ptas
ou
- 2500kg de raisin de 5 à 7 ptas = 12 500 à 17 500 ptas

Coût d'exploitation :

- théorique (main-d'oeuvre comptabilisée) = 14 600 ptas
- réel, si main-d'oeuvre uniquement familiale = 5 000 ptas
si recours éventuel à salariés = 10 000 ptas

Le bénéfice théorique s'élève au maximum à 8 650 ptas (500 F. en 1975), mais peut aussi se révéler à peu près nul.

En ne tenant compte que des dépenses effectives, le bénéfice réel s'établit finalement entre 2 500 ptas (150 F.) et 18 000 ptas (1000 F) à l'hectare selon les années et l'importance du travail salarié.

Les revenus de l'exploitation familiale sont donc extrêmement bas. Même accrue jusqu'à la taille maximale de 8 hectares permise par les disponibilités en travail manuel d'une famille normale, la tenure ne prodigue que des résultats indigents. Or, à de rares exceptions près, les exploitations demeurent inférieures à 5 hectares (à Sorvilan, les 9/10 d'entre elles ont moins de 2 hectares. Cf. Ière partie - Chap.III). La vigne aujourd'hui n'amène que la misère. La sous-productivité d'un système extensif jointe aux insuffisances d'une société microfundiaire conduit à une crise aussi profonde que celle qui sévit dans les Monts de Málaga et Velez.

3 / - La crise est irrémédiable, pour les mêmes raisons qui entraînent à la ruine les coteaux de Málaga.

L'impossibilité technique d'une amélioration du système ou de son remplacement résulte avant tout des contraintes étroites imposées par le milieu naturel.

Un accroissement sensible des revenus de la viticulture suppose-

rait une forte augmentation de la production qui, dans ces pays pauvres voués aux formules extensives, impliquerait d'abord un agrandissement considérable de la dimension des exploitations en même temps qu'un rajeunissement systématique de la vigne. Il faudrait au moins décupler la surface des tenures et en replanter la plus grande partie de façon homogène. De toute évidence, l'entreprise est irréalisable à partir des misérables moyens de la société microfundiaire: la terre aujourd'hui ne se vend pas faute d'acquéreur.

En fait, même avec des disponibilités financières importantes, la solution se révélerait caduque: elle achoppe sur l'obstacle insurmontable de la mécanisation qui seule permettrait l'entretien rationnel de vastes superficies. Comme dans tous les coteaux, les pentes formidables d'une topographie chaotique sont absolument interdites aux machines.

En définitive, une telle issue est réservée à quelques cas d'espèces sans signification à l'échelle de la Contraviesa: grandes propriétés de 50 à 100 hectares, heureusement situées sur le haut adouci des versants, qui aujourd'hui replantent selon un cadre compatible avec l'usage des tracteurs (1 m / 3). Il s'agit de rares exemples -3 ou 4-, illustrés notamment par les familles négociantes d'Albondón...

A l'échelle de la petite tenure paysanne contrainte au travail manuel, la rentabilité de la vigne ne serait assurée -hors d'une augmentation massive des rendements que la pauvreté pédologique rend totalement illusoire- que par une très haute valorisation du raisin. Ainsi, la définition d'une aire de production de vins d'"appellation contrôlée" a pu être envisagée dans cette perspective. Le projet se heurte en fait à des difficultés insurmontables: celle de l'hétérogénéité des cépages qui nécessiterait un réencépagement systématique à partir de variétés nobles et dans les meilleures expositions uniquement. Semblable ambition n'est pas à la mesure

des petits vignerons qui, d'ailleurs, ne manifestent aucun intérêt pour une tentative jugée impraticable.

En définitive, la viticulture se refuse au changement et peu à peu se dégrade davantage avec le vieillissement de la vigne non remplacée et la réduction des soins qu'on lui prodigue. La progression de l'amandier dément seule l'immobilisme d'une paysannerie qui renonce. En fait, il ne s'agit nullement d'une substitution qui réorienterait l'économie de ces coteaux. L'amanderaie procure des revenus équivalents à la vigne mais à moindre peine. Elle n'exprime pas une tentative de résistance à la crise mais traduit une désaffection grandissante pour l'agriculture.

L'abandon, là encore, est la seule voie envisagée dans ces villages sans avenir. Il se manifeste comme ailleurs, dans les coteaux, par l'émigration accélérée, la survie incertaine d'exploitations résiduelles soutenues par des expédients.

Depuis 1950, la Contraviesa a perdu le quart de sa population. L'exode rural atteint un rythme moyen de 2 à 3% -an, supérieur même dans les zones hautes les plus viticoles, légèrement inférieur dans les parties basses. C'est que l'émigration définitive se double de mouvements saisonniers importants vers les foyers d'horticulture du littoral. L'intensité de ces déplacements s'accroît normalement avec la proximité plus grande de la côte: aussi les hameaux des versants inférieurs souffrent-ils un exode définitif un peu moindre. Des migrations temporaires plus importantes que dans les Monts de Málaga s'y ajoutent aussi, sans revêtir cependant une ampleur décisive: elles se dirigent rarement vers l'étranger, se limitent surtout aux villes catalanes où elles préparent souvent des départs définitifs.

Les conséquences de ce mouvement rapide de désaffection sont banales. L'agriculture se réduit à des exploitations marginales conduites par

une paysannerie vieillissante.

Les tenures les plus petites sont abandonnées par leurs titulaires qui émigrent, cédées en métayage à quelque parent ou voisin. Aussi la taille habituelle des exploitations s'est-elle généralement agrandie jusqu'à 5 ou 6 hectares. En fait, c'est là une dimension qui excède souvent les forces d'un vigneron âgé: aussi les vignes en métayage sont-elles mal soignées et produisent les rendements les plus faibles, en constante diminution. Par ce biais, une bonne partie du vignoble actuel, bien que maintenue en production, connaît une rapide dégradation ou, vers le bas, est arrachée au profit de l'amandier.

Agrandies mais médiocrement cultivées, ces exploitations ne peuvent plus fournir qu'une part réduite des ressources familiales. Elles se transforment alors en exploitations à temps partiel chaque fois que s'offrent des possibilités d'embauche à l'extérieur. En fait, seules Albuñol et les caves d'Albondon proposent quelques dizaines d'emplois. Finalement le pays vit surtout des subsides de l'émigration: les vignerons d'âge avancé bénéficient souvent des envois d'argent de leurs enfants émigrés; les autres retirent le meilleur de leurs ressources des déplacements saisonniers auxquels femmes et hommes participent.

Comme le vignoble de Málaga, celui de la Contraviesa connaît donc une décadence précipitée. La présence des grandes caves d'Albondon et les facilités commerciales qu'elles permettent soutiennent encore une production qui décline peu à peu. Les négociants doivent désormais s'approvisionner dans la Manche ou le vignoble du Levant (Jumilla) pour près de la moitié de leurs stocks s'ils veulent satisfaire leur clientèle (16): le fait est significatif. Le vignoble de la Contraviesa meurt et, avec lui, le pays tout entier, paralysé par l'intransigeance d'une nature ingrate.

C - Le vignoble irrigué des coteaux de l'Andarax.

Il peut paraître curieux de ranger les treilles de l'Andarax dans le groupe des pauvres arboricultures sèches de versants. Elles ne semblent s'y associer que par une même vocation à la monoculture de la vigne. Au-delà de cette ressemblance superficielle, le système de l'Andarax s'avère au fond radicalement différent des formules extensives de la viticulture de la Contraviesa ou de l'Axaquia: il s'y oppose par sa nature intensive, la relative richesse d'une agriculture irriguée qui, au travers de la vigne, se consacre plutôt à une production fruitière de luxe (le raisin tardif) qu'à une spéculation viticole banale; il appartient enfin, d'un point de vue génétique, à une génération beaucoup plus récente, épanouie depuis un siècle à peine alors que justement s'effaçait la prospérité des vignobles traditionnels des coteaux secs. Nous avons retracé plus haut les principaux épisodes de l'essor des "parmales" dans le cadre général de l'expansion tardive des spéculations irriguées du bas-pays (Voir Chap.IV - Ière partie).

Aujourd'hui pourtant, en dépit de sa qualité et de ses origines différentes, le vignoble de l'Andarax rejoint les destinées de la viticulture décadente des coteaux de Málaga ou de la Contraviesa. La crise frappe ces campagnes d'apparence opulente avec la même gravité que les médiocres versants d'arboriculture sèche: le raisin d'Ohanes, peu à peu déprécié, souffre les difficultés d'une spéculation irrémédiablement "vieillie"; la petite paysannerie progressivement s'appauvrit et renonce.

Surtout, la crise procède des mêmes insuffisances et des mêmes "blocages" -à peine moins accusés ici- que celle qui paralyse et asphyxie les monocultures sèches de coteaux: "blocage" social d'un microfundisme généralisé qui ne peut plus se suffire d'une modeste production dévalorisée;

"blocage" technique qui, du fait de la nature des treilles et surtout de la pente fractionnée en parcelles minuscules impose un travail "à bras" et interdit la machine qui seule pourrait accroître la productivité; "blocage" physique finalement qui, faute d'eau en suffisance, de sols assez riches, aujourd'hui épuisés par un siècle de monoculture, faute de températures assez élevées, ne permet pas d'envisager de substitutions prometteuses au profit de formules plus intensives.

L'agriculture de l'Andarax est contrainte dans des limites à peine moins étroites que les vignobles de Málaga ou de la Costa. Comme eux, elle est vouée à une monoculture qui la condamne à une pauvreté croissante.

I/ - La crise d'une spéculation vieillie.

Les avatars commerciaux du raisin d'Ohanes ne sont pas sans rappeler les difficultés anciennes de la "pasa" de Málaga: comme ces dernières, ils sont liés, depuis plus d'un demi-siècle, aux aléas des marchés d'exportation.

a - Le prix de la dépendance extérieure et la fin de l'ère "parralera" : la crise de 1920 à 1950.

La période euphorique qui succéda au phylloxéra conduit le vignoble d'Almería à son apogée: les treilles conquièrent la vallée de l'Andarax tout entière, gagnent les bassins de Berja et Dalias, s'avancent jusque sur les campos arides du littoral. Les exportations qui absorbent la totalité de la production culminent alors avec des expéditions annuelles qui atteignent 60 000 tonnes, soit un volume 10 fois supérieur à celui des ventes moyennes de la période antérieure au phylloxéra (17).

Cet essor formidable se termine précocement, dès les années 1910-1920, pour faire place à un marasme quasi permanent pendant trois décennies.

Produit de luxe, le raisin d'Ohanes occupe en effet une position extrêmement fragile sur les marchés internationaux prompts à se fermer d'abord aux importations superflues. De plus, la trop faible diversification de sa clientèle réduite à 3 pays pour la presque totalité des expéditions (Grande-Bretagne; U.S.A.; Allemagne) ajoute encore à sa faiblesse (Fig.56).

Trois événements principaux jalonnent une crise commerciale qui aboutit finalement à une surproduction dramatique et à l'effondrement de l'économie viticole de l'Andarax :

- la I ère Guerre mondiale à laquelle participent les trois clients essentiels ouvre la période des grandes difficultés. La réduction des flottes de commerce, l'insécurité des mers, la diminution volontaire des achats des pays belligérants multiplient les années de méventes -les 2/3 de la récolte restent invendus en 1917-, occasionnent une baisse moyenne du quart des expéditions.

- la fermeture soudaine du marché américain en 1924 inaugure en fait une véritable décadence du vignoble. Les Etats-Unis, qui absorbaient jusqu'à près du tiers de la production, interdisent définitivement l'entrée du raisin d'Ohanes après avoir découvert la présence d'un parasite, la "mouche méditerranéenne", dans un baril en provenance d'Almeria.

- la grande crise de 1930 vient enfin aggraver dramatiquement l'instabilité d'un marché limité alors à deux partenaires qui réduisent considérablement leurs achats. En 1932, les Accords d'Ottawa consacrent le retranchement de la Grande - Bretagne derrière les barrières douanières de son empire colonial et la perte d'un nouvel élément essentiel du marché.

La Guerre Civile espagnole, puis la Seconde Guerre mondiale vont achever la ruine d'un système déjà sérieusement ébranlé. Les exportations tombent à 10 000 t. à peine après 1935, jusqu'à disparaître presque complètement en 1938 (4 700 t.). L'Espagne coupée du monde par sa position politique, Almeria isolée de l'Espagne par les griefs que lui valent les sympathies affirmées pendant la Guerre Civile, autant de conditions qui limitent

*Andarax la V.
l'équivalent de 100 ha/ha*

111-8

aussi bien les ventes à l'extérieur qu'à l'intérieur. Sans débouchés, mal entretenu faute d'engrais, de produits anticryptogamiques, de fil de fer, le vignoble est délabré, en passe de s'effacer complètement: il ne couvre plus, en 1940, que la moitié des surfaces occupées en 1910 (3500 ha/ contre 6500), ne produit plus que le 1/6 des récoltes d'alors. La province tout entière, dont il représentait la principale richesse, en est affectée et subit une crise démographique permanente depuis 1920. Le Haut Andarax enregistre une violente reprise de l'émigration vers Barcelone, l'Oranais et même l'Amérique qui se chiffre par une dépopulation de l'ordre de 40% entre 1910 et 1950.

Pourtant, peu à peu, le vignoble va retrouver un nouvel élan. En réalité, le règne du raisin est aboli, sa prospérité passée.

b - Nouveau vignoble et nouveaux problèmes.

A partir de 1950, le vignoble connaît une véritable reconstruction. La production enregistre un essor exceptionnel jusqu'à dépasser les meilleures récoltes du début de siècle (100 000 t. en 1968 contre 60 000 en 1910). Cette expansion formidable tient aussi bien au progrès des plantations, qui atteignent désormais la superficie-record de 8000 ha/, qu'à l'élévation rapide des rendements, doublés en moyenne depuis l'après-guerre : c'est que, en plus d'une meilleure utilisation des fertilisants, le vignoble est en grande partie un vignoble jeune, presque entièrement replanté depuis 20 ans.

Pourtant ce renouveau remarquable ne doit pas faire illusion, pas plus qu'une apparente prospérité qui, sur les versants de l'Andarax, doit plus à l'absence d'autres solutions qu'à la richesse réellement prodiguée par le raisin. En fait, la spéculation "parralera" a changé de nature et subi un tournant qui n'est pas sans poser de graves problèmes.

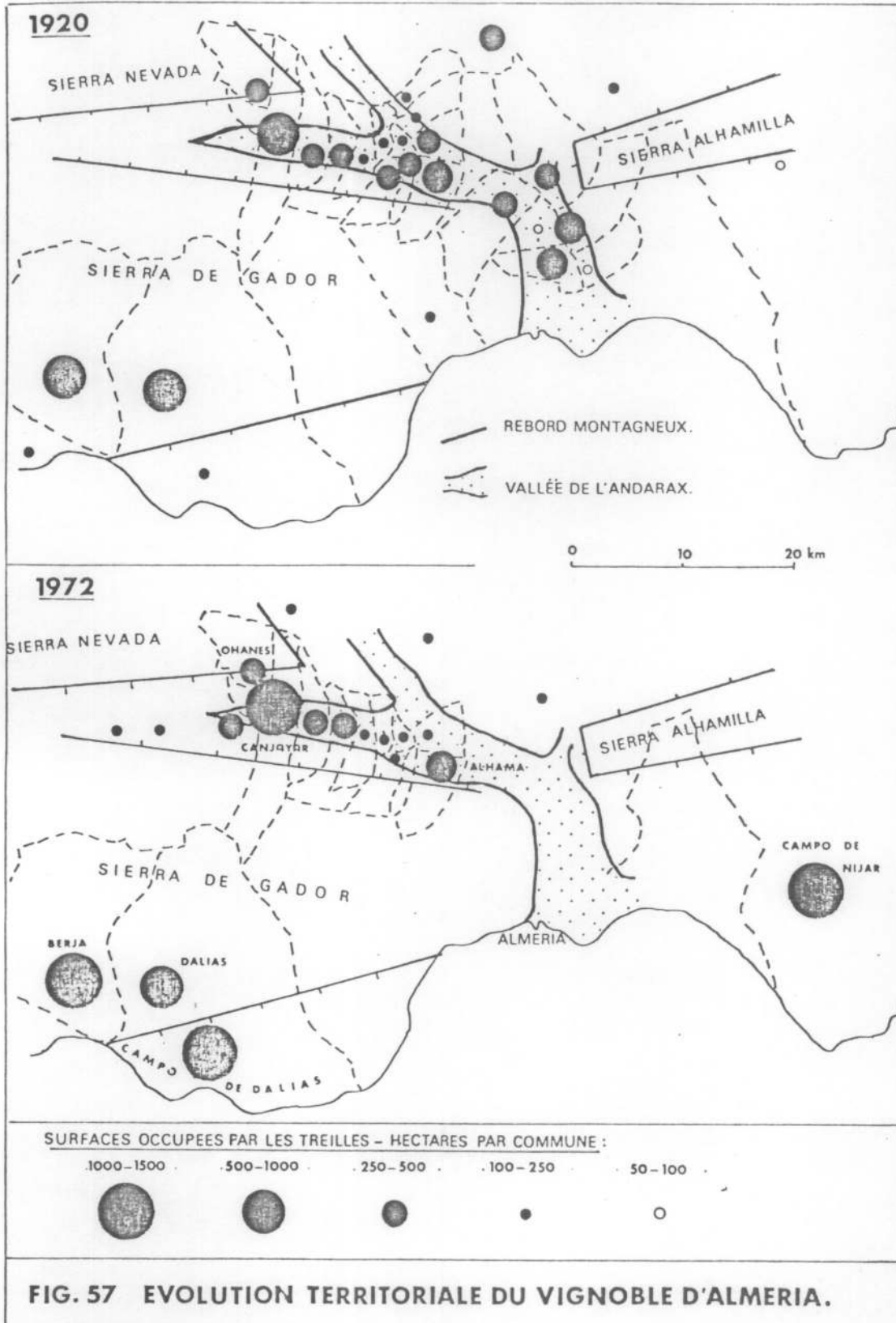
Le changement de l'assiette territoriale du vignoble consitue un signe expressif de cette transformation (Fig.57). Deux phénomènes peuvent être constatés :

- la contraction des "parrales" à l'intérieur de l'aire de production traditionnelle de l'Andarax. Les treilles ont disparu complètement de la basse vallée, l'une des pièces essentielles de l'ancien vignoble, où elles ont été remplacées par les plantations d'agrumes. Elles se cantonnent désormais sur les pentes de la haute et moyenne vallée, berceau originel de la spéculation du raisin.

- le déplacement du centre de gravité viticole vers des zones nouvelles: la vallée septentrionale de l'Almanzora qui, en fait, appartient déjà au Levant murcien et, surtout, les basses plaines littorales des Campos de Dalías et Níjar où la treille a bénéficié des progrès récents de l'irrigation sans représenter toutefois ^{une} qu'une spéculation accessoire.

Ces changements sont lourds de signification. Ils soulignent d'abord, en dépit de l'énorme croissance statistique de ses superficies, l'effacement relatif du vignoble qui a cessé d'être la culture souveraine des régions almerienses, délaissée sur des secteurs entiers sans reconquérir pour autant de réelle primauté dans les zones de plus forte expansion où il n'est qu'un comparse mineur de l'horticulture. L'unité de l'agriculture régionale a éclaté avec le recul relatif de la vigne.

Bien plus, la nouvelle géographie du vignoble témoigne d'une mutation profonde des conditions de l'économie du raisin. Les nouvelles treilles, aujourd'hui les plus importantes, sont des vignes de plaine cultivées dans un cadre technique et social rénové capable de s'adapter aux impératifs de l'agriculture moderne (18). Les vignes de l'Andarax représentent par contre le vestige d'une vieille formule traditionnelle des versants de petite culture: elles constituent un réduit, une zone-refuge qui résiste, faute de



solutions de rechange, mais souffre profondément aujourd'hui de son inadap-
tation aux conditions de l'économie actuelle.

Les nouvelles conditions commerciales notamment ne favorisent
guère la petite viticulture traditionnelle.

La reprise des exportations depuis 1950 a cependant été vive,
constituant en fait le moteur principal de l'expansion récente des planta-
tions. Comme autrefois, l'économie du raisin d'Almeria est totalement dépen-
dante des marchés extérieurs qui absorbent encore 90 à 95% de la récolte.
Comme autrefois, le faible nombre de clients fait peser un risque considéra-
ble sur le bon fonctionnement du système puisque trois groupes d'acheteurs
seulement assurent les 9/10 des achats : la Grande-Bretagne, l'Allemagne et
les pays scandinaves (Fig.56). Les tentatives de diversification des ventes
n'ont apporté jusqu'ici aucun résultat probant. Certes, de nouveaux clients
sont apparus nombreux, en Europe (France - Suisse - Hollande - Autriche), en
Amérique latine (Brésil - Vénézuëla), en Extrême-Orient, mais ne représen-
tent qu'un marché très modeste et fort capricieux. Au fond, les structures
du commerce n'ont guère changé depuis l'avant-guerre et manifestent les mê-
mes faiblesses qu'autrefois. Or, si l'écoulement du raisin ne souffre pas
de graves difficultés, - il n'y a pas actuellement de problème de surproduc-
tio -, il est par contre assuré dans un contexte totalement nouveau qui af-
faiblit beaucoup la position des producteurs almeriens, la rend de plus
en plus fragile.

Le durcissement des conditions commerciales résulte de l'appari-
tion d'une offre concurrente qui accroît énormément l'incertitude des ventes
et pèse sur l'évolution des cours. Almeria a définitivement perdu le monopo-
le du raisin tardif de longue conservation et doit désormais affronter une
compétition difficile sur l'échiquier international. L'essor de nouveaux

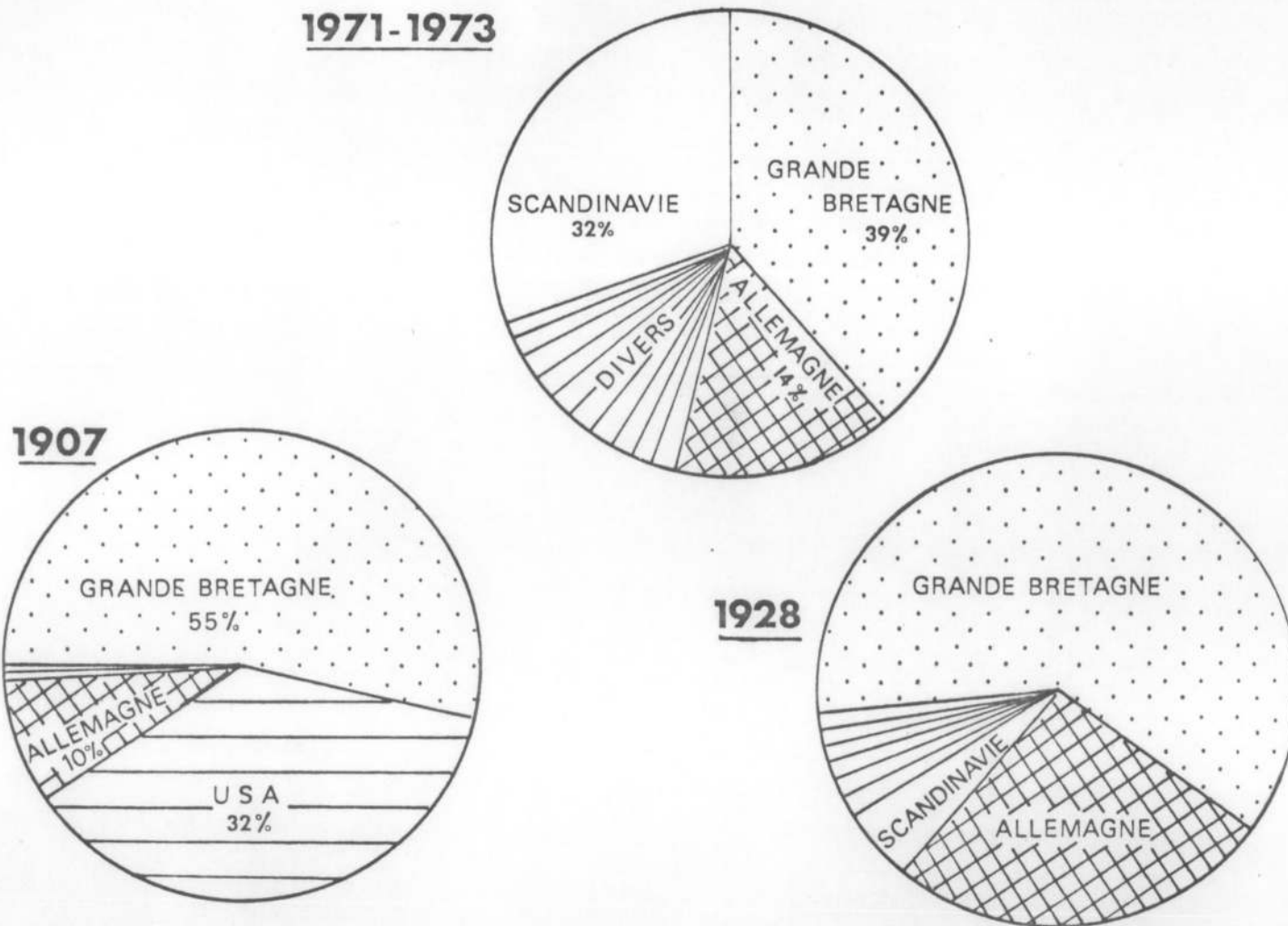


FIG. 56 - DESTINATION DES EXPORTATIONS DE RAISIN D'ALMERIA.

producteurs représente un danger d'année en année plus préoccupant. A l'intérieur même de l'Espagne, le succès des plantations murciennes de "parrales", soutenu par un négoce entreprenant, constitue une nouveauté inquiétante. Déjà, Almeria ne produit plus que la moitié de la récolte nationale de raisin d'hiver (19) et souffre des excellents résultats obtenus par le commerce levantin sur les marchés les plus dynamiques comme celui de la Scandinavie approvisionné par plus d'un tiers par le raisin murcien (37% en 1964). Au dehors, la situation n'est guère plus encourageante. L'Italie, avantagée par son appartenance à la C.E.E., tend à conquérir le marché allemand qu'elle alimente déjà à 50% (contre 20% à l'Espagne), fait peser un risque sur la fidélité du marché britannique qui par ailleurs recourt plus fréquemment aux livraisons d'Afrique du Sud.

A la concurrence de ces vignobles plus modernes, mieux organisés, capables de produire à meilleur prix, s'ajoute pour Almeria un second handicap tout aussi préjudiciable.

Les progrès décisifs des techniques du froid qui permettent désormais la conservation des fruits les plus fragiles annulent, en effet, l'avantage essentiel du raisin d'Almeria. Le danger est d'autant plus grave que les nécessités de la conservation naturelle du raisin d'Ohanes obligent à produire un fruit à peau épaisse, à chair peu sucrée alors que le goût des consommateurs les porte à préférer des raisins plus moelleux qui, conservés artificiellement, peuvent être aujourd'hui proposés jusqu'au coeur de l'hiver.

En définitive, le raisin tardif d'Almeria a cessé d'être un produit rare et une denrée de haut luxe. Une offre de plus en plus abondante qui, peu à peu, tend à saturer les marchés, la concurrence sévère des nouveaux producteurs conduisent logiquement à la dépréciation relative du raisin d'Ohanes, à un fléchissement des cours dont les conséquences sont énormes.

L'avilissement des prix est surtout sensible depuis une dizaine d'années, concomitant de la montée récente des concurrents. La Fig.39 évoque le phénomène. En fait, en monnaie constante, le raisin d'Ohanes a perdu environ la moitié de sa valeur entre 1960 et 1972 (indice 100 à III pour le raisin, 100 à 225 pour la peseta).

On s'explique assez bien ainsi les transformations de la géographie du raisin d'Almeria, sa progression dans les exploitations modernes des plaines littorales, son recul ailleurs au profit de cultures plus rémunératrices.

Au total, dans les cadres immuables de la viticulture traditionnelle des versants de l'Andarax, le raisin d'Ohanes n'est plus désormais qu'une spéculation vieillie dans une économie en crise.

2 / - L'inadaptation du vignoble de l'Andarax.

Les structures traditionnelles de l'économie "parralera" des co-teaux ne pouvaient se satisfaire que d'une haute valorisation du raisin, produit et commercialisé à l'échelle de minuscules entreprises. Elles s'avèrent aujourd'hui incapables de faire face à une situation défavorable et qui se durcit progressivement.

a - Les déficiences du négoce, d'abord, pèsent lourdement, exagèrent les tendances négatives du marché. Elles ont déjà été évoquées plus haut, à titre d'exemple (2ème partie - Chap.I) : pulvérisation des maisons de commerce locales incapables de préserver leurs positions autrement qu'en proposant des prix de vente anormalement faibles dont le "manque à gagner" est répercuté directement sur des producteurs sans défense; pénétration conquérante des gros négociants murciens en quête d'approvisionnements complémentaires pour pallier l'insuffisance périodique de la production levantine et dont

l'attitude désinvolte ajoute à l'incertitude des viticulteurs.

La description des pratiques commerciales actuellement en vigueur montre assez bien les conséquences désastreuses pour les petits vignerons de ces insuffisances de structure.

La fixation des cours à la production dépend des seuls grossistes exportateurs. Dépourvus d'informations sérieuses sur les marchés extérieurs, sans autre exutoire que le négoce privé (les coopératives assurent à peine 10% des ventes), incapables faute de compétence et d'un tonnage suffisant d'assurer un écoulement direct de leur récolte, les producteurs sont à l'entière merci des commerçants. Ceux-ci usent largement de cette liberté pour imposer des conditions très dures.

Le procédé habituel, destiné à faire chuter les prix et à briser toute velléité de résistance de la part des paysans, consiste à retarder au maximum la date des achats, menaçant ainsi le vigneron de pertes qui croissent de jour en jour. Il arrive souvent que le viticulteur ne reçoive aucune proposition de longues semaines durant, alors que le raisin est déjà mûr. Les cours fléchissent donc jusqu'au moment où le grossiste juge opportun de faire une offre. Soucieux de sauver sa récolte, le paysan devra accepter les conditions de l'exportateur ou bien le risque d'avoir à transformer sa vendange en quelque sous-produit mal rémunéré (raisins secs ou vin). Dans le contexte d'un marché extérieur plus ou moins saturé, cette pratique permet au négociant de n'acheter qu'en cas de commandes assurées et ainsi de reporter la totalité des risques sur les producteurs.

Dans le cas normal où le vigneron reçoit des promesses d'achat, -purement verbales-, la latitude de l'exportateur n'est pas moins grande. Si le marché est paresseux, il n'enlèvera la récolte qu'après s'être assuré de l'écoulement, laissant courir à charge du paysan les pertes occasionnées par l'attente: la promesse d'acquisition a ainsi l'avantage de lui réserver un approvisionnement sans lui faire assumer les risques du stockage. Une fois

prise en charge par le négociant, la vendange n'est effectivement payée au producteur qu'au terme d'un délai plus ou moins long de quelques semaines à quelques mois, lorsque le négociant aura recueilli le bénéfice de la vente. Au cas où celle-ci n'aura pas répondu à ses espérances, il ne se sent point tenu par les promesses initiales et peut alors consentir au paysan un prix sensiblement inférieur à celui qui avait d'abord été prévu.

Ainsi, la médiocre position des exportateurs est-elle, par ce biais, entièrement assumée par les producteurs. Le négoce survit en répercutant sur les vigneronns la totalité des risques du marché et en lui imposant des prix généralement très médiocres.

Les diverses modalités de vente sont néanmoins inégalement défavorables aux vigneronns. Deux systèmes sont usités parallèlement.

- l'achat de la récolte sur pied est la plus profitable pour le paysan dans la mesure où elle lui garantit l'écoulement de sa vendange tout entière et lui évite les frais de ramassage qui sont à la charge du négociant. La formule n'est en fait appliquée qu'aux produits de haute qualité - les raisins les plus beaux et les plus tardifs - dont l'exportateur s'assure ainsi l'approvisionnement régulier. Elle n'est utilisée enfin que pour les vignes d'accès facile, desservies par une route ou un chemin carrossable.

- l'achat de la production au magasin (ou au camion) de l'exportateur prévaut plus généralement. Les vigneronns supportent alors la totalité des frais de vendange et de transport - à dos de mulets dans le cas le plus fréquent des parcelles enclavées et lointaines -: le prix de revient de la production peut s'en trouver majoré d'un tiers.

Dans le contexte d'un marché international difficile où les produits almeriens et les exportateurs locaux ne sont plus en position de force, ces pratiques ne font que traduire la résistance désespérée d'un né-

goce inadapté et réduit à la défensive. Elles aboutissent à un véritable "blocage" commercial qui amplifie la dépréciation de la production et soumet la petite paysannerie à une évolution ruineuse au moment même où elle aurait besoin d'une rapide progression des prix pour surmonter les handicaps de ses propres insuffisances.

Car, au fond, l'origine de tous les maux est à rechercher dans les structures mêmes de la production : la déficience des techniques traditionnelles, la médiocre envergure d'une paysannerie microfundiaire impuissante face au négoce limitent les effets de la crise du raisin d'Almeria aux coteaux de vieille culture "parralera". Les grandes exploitations modernes de la plaine peuvent, au contraire, grâce à une production massive obtenue à moindre frais, assurer elles-mêmes leurs ventes et échapper aux difficultés qui frappent les systèmes traditionnels de versants. Ce sont donc les bases mêmes de la petite culture des coteaux qui sont ainsi mises en accusation.

b - L'inadaptation des structures de production résulte à la fois de l'émiettement des exploitations pulvérisées en unités minuscules et de la charge humaine considérable qu'elles supportent du fait des pratiques culturelles en vigueur. La tenure familiale souffre donc de l'insuffisance brute de sa production en même temps que des coûts de plus en plus élevés qu'elle occasionne.

La pulvérisation foncière est impressionnante. La propriété du sol, sur laquelle se calque étroitement les exploitations, se fractionne jusqu'à des limites extrêmement basses et remarquablement homogènes (Cf. I ère partie - Chap.III).

Dans la vallée de l'Andarax, comme dans les bassins de Berja et

Dalias, les $\frac{3}{4}$ des biens sont inférieurs à 1 hectare. A cette énorme majorité microfundiaire se juxtaposent un petit nombre de propriétés comprises entre 1 ha et 1,5 ha qui représentent un embryon de "classe paysanne" et une minorité de "nantis", -moins de 1/10 du total- qui disposent de 1,5 à 5 hectares.

La structure de l'exploitation est assez comparable, plus uniformément émiettée encore. A Ohanes, berceau du vignoble de l'Andarax, on relève la distribution suivante :

- 72% des exploitations ont de 30 à 60 ares. Elles contrôlent 57% des treilles.
- 25%, qui occupent 35% des surfaces, travaillent environ 1 hectare.
- 3% seulement atteignent 1,5 ha. et ne couvrent que 8% du territoire viticole.

Ainsi, comme dans toute la région des treilles, les exploitations supérieures à 2 hectares sont aujourd'hui pratiquement inconnues, tandis que les tenures les plus exiguës (moins de 30 à 50 ares) tendent à se raréfier. On aboutit ainsi à une situation extrêmement homogène qui concentre la presque totalité de la viticulture entre des limites étroites qui vont de 0,5 à 1,5 ha. Les quelques lopins de secano qui complètent souvent ces minuscules tenures n'ont guère qu'un intérêt négligeable -quelques amandiers souffreteux- ou nul. Encore l'exploitation, issue d'une histoire complexe d'héritages et partages successifs est-elle constituée de bric et de broc: il est fréquent qu'elle se distribue en une dizaine de parcelles de quelques ares disséminées aux quatre horizons de la commune, mal reliées entre elles par des sentiers difficiles.

L'homogénéité remarquable de la taille des exploitations provient du jeu du métayage qui permet de compléter les propriétés les plus petites par la location de quelques parcelles issues du fractionnement des propriétés les plus importantes. La structure actuelle peut donc se définir par la

juxtaposition de 3 groupes de tenures : une minorité de tenures en métayage (10% environ) qui, pour permettre de satisfaire à la fois le paiement de la rente et l'entretien de la famille, sont normalement les plus grandes (entre 1 et 1,5 ha); une majorité d'exploitations de taille "courante" (0,5 à 1 ha), composée en parts équivalentes d'exploitations directes et d'exploitations en faire-valoir associé.

Ainsi, loin d'assister à une concentration de la terre que semblerait imposer l'insuffisance des productions dégagées par d'aussi petites unités de culture, on constate au contraire un fractionnement systématique des plus grandes propriétés et une paralysie complète du marché foncier. Cette curieuse tendance qui semble contredire les nécessités de l'économie paysanne, résulte en fait des exigences d'une technique culturale purement manuelle qui limite la taille des tenures à des dimensions très réduites compatibles avec les forces de travail disponibles à l'échelle familiale.

La culture traditionnelle des treilles suppose effectivement une énorme dépense de travail : 170 jours par an et par hectare en moyenne.

Les tâches banales de la viticulture sont sensiblement alourdies par la nature particulière du "parral". Les travaux au sol sont beaucoup plus nombreux qu'en une vigne normale par suite des effets de l'irrigation par submersion qui favorise le tassement du sol et la prolifération des mauvaises herbes : aussi doit-on multiplier les labours -5 par an dont 1 en profondeur- et les opérations de nettoyage. De même, les risques de maladies cryptogamiques, très nettement accrus par l'humidité entretenue par l'arrosage, imposent des traitements répétés contre le mildiou et l'oïdium. La taille, opération essentielle de l'hiver, est aussi sensiblement compliquée par le port inhabituel des ceps qui grimpent à 2 mètres de hauteur et par les soins extrêmes qu'exige une bonne distribution des fruits. Elle obéit à des canons rigoureux qui requièrent le recours à des tailleurs-spécialistes : assisté de 2 ou 3 aides, le maître-tailleur passe 5 journées par hectare, environ, ce qui représente donc au total près de 3 semaines de travail / homme.

Par la suite, l'attachage des sarments puis celui des grappes, qui doivent être solidement fixées à leur support et convenablement exposées au soleil, occupent encore de nombreuses journées (15 à 20 par an).

La vendange enfin réclame des précautions inhabituelles: elle utilise 2 personnes par pied et, au total, une vingtaine de journées de travail à l'hectare.

Des tâches spécifiques viennent encore aggraver la lourdeur des travaux banals. L'arrosage (5 par an), l'entretien de l'armature du "parral" consomment beaucoup de temps. Mais ce sont surtout les particularités physiologiques du cépage Ohanes incapable de fructifier naturellement qui imposent un énorme surcroît de travail. Il faut, au printemps, procéder à la fécondation artificielle, l'"engarpe". La fleur encapuchonnée par la corolle des pétales ne peut recevoir le pollen. C'est là l'office de nombreuses équipes de femmes qui, armées de rameaux de vigne mâle cultivée à cet effet, viennent doucement frapper les branches à féconder, sarment après sarment. Il faut une quarantaine de journées de travail pour traiter ainsi un hectare de treilles.

Le système de l'Andarax mobilise donc une main-d'oeuvre considérable. Les façons entièrement manuelles -seuls les labours utilisent un attelage de mules-, les exigences du calendrier qui imposent la réalisation rapide de certaines opérations (engarpe, vendange), les pertes de temps occasionnées par la dispersion et l'éloignement des parcelles, limitent étroitement la surface que peut normalement cultiver une famille : 1 hectare de treille constitue la dimension maximale communément admise pour une exploitation familiale disposant de 2 hommes. L'économie du raisin d'Almeria suppose, de la sorte, une charge humaine démesurée, voisine de 2 UTH/ha., valeur qui est effectivement atteinte dans l'ensemble des communes du moyen Andarax.

Le problème des travaux de pointe aggrave encore les exigences restrictives du système. Certains d'entre eux, la taille et surtout l'engarpe et la vendange, ne peuvent être assumés par le seul travail familial et nécessitent le recours périodique à des journaliers. Or, le volume des salariés indispensable à la bonne conduite de la vigne s'élève très rapide-

ment passé le seuil de la tenure familiale de 1 à 1,5 ha. Le souci de réduire les charges de main-d'oeuvre dont le coût s'avère de plus en plus prohibitif pousse donc l'agriculteur à se replier sur une exploitation dont la taille est la plus adéquate aux disponibilités de l'énergie domestique. Ainsi s'explique le refus d'un agrandissement sensible des tenures.

Les contraintes techniques de la culture traditionnelle, renforcées par le durcissement des conditions d'emploi des salariés, aboutissent à enfermer la viticulture de l'Andarax dans des structures microfondiaires aux limites de plus en plus infranchissables.

c - L'insuffisance notoire des résultats économiques de la viticulture familiale actuelle procède directement de ces limitations.

Hors de toute considération sociale, la treille pourrait théoriquement apparaître comme une spéculation encore fructueuse. Le revenu brut à l'hectare, avec un rendement moyen de 15 t. de raisin, se situe entre 100 000 et 150 000 pesetas. Par contre, le coût de la production est élevé, atteignant 50⁰⁰⁰ à 70 000 pesetas à l'hectare, par suite de la multiplicité des façons et du recours inévitable à la main-d'oeuvre salariée pour certaines d'entre elles. Il en résulte toutefois des bénéfices honorables à l'unité de surface (50 à 80 000 pesetas / ha en 1973-74) à condition de ne point comptabiliser le travail familial.

En fait, replacées dans le cadre inextensible d'exploitations minuscules, ces ressources s'avèrent dérisoires. Le laminage progressif des bénéfices consécutif à l'avilissement des prix de ventes et à la hausse spectaculaire du travail salarié dont la valeur a doublé en moins de 5 ans (20) ruine aujourd'hui l'équilibre fragile d'un système beaucoup trop menu. L'évolution récente du contexte économique accuse donc les insuffisances de la petite culture: la baisse relative des cours rend plus sensible la faiblesse de la production, l'augmentation rapide des dépenses en main-d'oeuvre

vre et en produits industriels amplifie considérablement les coûts naturellement élevés de la culture. Privée de ses bases fondamentales -valorisation élevée du raisin, faible valeur du travail- la tenure parralera ne peut plus vivre de ses surfaces trop exiguës, ni remédier à son manque d'envergure. Nulle exploitation n'échappe désormais à cette fatalité.

Les "grandes" exploitations, celles qui disposent de 2 à 5 ha. de treilles, sont justement les plus sensibles à la crise, dans la mesure où elles subissent le plus gravement la hausse des salaires agricoles. En effet, leur dimension impose le recours systématique à une main-d'oeuvre extérieure volumineuse dont, en dépit d'un produit brut relativement élevé, elles ne peuvent plus assumer la charge. Fort peu nombreuses à l'origine, elles sont aujourd'hui en voie de disparition complète, illustrant à l'évidence le blocage rigoureux des structures traditionnelles.

Ainsi à Ohanes, les 2 grandes propriétés de 3 à 4 ha ont cessé leur activité pour se fractionner en une douzaine de petites unités familiales en métayage.

Les tenures microfondiaires, à l'opposé de l'échelle sociale, sont aussi rigoureusement condamnées. Avec moins de 1/2 hectare, elles ne dégagent que d'insignifiantes ressources de plus en plus difficilement complétées par des "journées" au dehors, alors que les exploitations voisines s'ingénient à réduire ou supprimer le travail salarié. Les microfondiaires, dépossédés de leurs moyens d'existence traditionnels, sont ainsi contraints à l'abandon. Ils alimentent ainsi le marché des parcelles offertes en métayage qui permettent à certains d'entre eux -les moins mal dotés- de s'élever au rang des exploitations familiales.

L'exploitation familiale "moyenne", de 70 ares à 1,5 ha, paraît en effet moins immédiatement menacée. Elle le doit à sa relative autosuffisance en main-d'oeuvre, à son indépendance vis à vis d'un salariat prohibi-

tif. En fait, elle ne survit que difficilement d'une production étriquée.

L'exploitation de M.I. à Instincion, près de Canjajar (vallée supérieure de l'Andarax), en fournit un bon exemple : 30 celemines, soit 0,70 hectare, intégralement en treilles, réparties en 7 parcelles distinctes. La tenure fait vivre 4 personnes : le père, la quarantaine, et son épouse ainsi que les 2 grands fils de 17 et 19 ans. Tous participent activement au travail de la vigne, intégralement manuel. Le matériel se réduit à sa plus simple expression : une charrue et un pulvérisateur pour l'essentiel.

Avec une production annuelle de l'ordre de 10 t. de raisin, l'exploitation dégage un revenu brut de quelque 80 000 pesetas seulement. Les frais de culture sont réduits au minimum et le recours aux journaliers exceptionnel : l'engarpe et la vendange sont elles-mêmes réalisées par les seuls membres de la famille, au risque parfois de quelques avatars (travail trop rapide). Au total, les ressources agricoles réelles se réduisent à 50 ou 60 000 pesetas pour l'année. Aussi les besoins élémentaires sont-ils à peine satisfaits. On vit chichement avec l'appoint des produits du jardin (les légumes, un peu d'huile), de la volaille et un porc. Surtout, on achète fort peu, excepté l'indispensable. Enfin, on tire profit des moindres possibilités : quelques "journées", rares, assurées par l'épouse ou l'un des fils.

La situation des exploitations en métayage est plus difficile encore. Elles doivent, pour pallier la réduction de leur produit dont une moitié est due au propriétaire, s'agrandir jusqu'au maximum de surface compatible avec les disponibilités énergétiques de la famille. Aussi leur dimension est-elle en général supérieure à celle des exploitations directes et peut-elle atteindre jusqu'à 1,5 ha. Le souci d'assurer l'essentiel des travaux sans aide extérieure aboutit alors à une détérioration de la qualité des soins et finalement à la baisse des rendements et des revenus familiaux.

De telles exploitations, les meilleures aujourd'hui, ne sont évidemment pas viables. La médiocrité du niveau de vie qu'elles dispensent

n'est acceptable que si elle apparaît comme une condition passagère, laissant entrevoir des perspectives meilleures.

Les possibilités d'amélioration du système actuel sont, en fait, extrêmement réduites, peu susceptibles en tous cas d'amener les progrès décisifs que supposerait une véritable rénovation de l'économie familiale.

La mécanisation, si elle permettait d'alléger les tâches les plus lourdes, serait un excellent moyen de lever l'obstacle majeur à l'agrandissement des exploitations et, par là, à une augmentation importante de la production familiale. Or, inapplicable aux opérations les plus pressantes (engarpe, vendange, taille, etc..), elle n'offre aucun espoir de transformer notablement les horizons de travail de la treille. Son intervention se limiterait aux seules façons au sol, relativement secondaires ici.

Même bornée à ces modestes ambitions, l'introduction de la machine est d'ailleurs difficile, voire impossible dans la plupart des cas. Souvent, l'étroitesse des banquettes, imposée par la raideur des pentes, est telle que le motoculteur - seul engin à pouvoir pénétrer sous les treilles - y est d'un emploi malaisé. Surtout, l'absence de chemins carrossables interdit l'accès aux champs et les transferts perpétuels d'un matériel quelque peu encombrant entre les parcelles systématiquement dispersées d'une même exploitation. L'usage du motoculteur demeure donc exceptionnel (1 pour 9 exploitations en moyenne), limité à des situations particulièrement favorables. Sa généralisation supposerait d'énormes travaux préalables de remembrement parcellaire et de voirie rurale, pour un profit médiocre. En définitive, l'intérêt d'un remodelage des structures agraires serait moins de faciliter une mécanisation sans portée décisive que de réduire les pertes de temps en trajet et d'alléger les frais de transport du raisin.

L'intensification demeure donc la seule issue pour des tenures condamnées à leur cadre étroit et à des techniques coûteuses. Or, la formule traditionnelle n'admet guère de perfectionnements.

L'augmentation des rendements ne peut être très considérable désormais, quels que soient les progrès réalisés dans l'emploi des fertilisants. On se heurte partout à une limite physique infranchissable: la pauvreté des sols, médiocres à l'origine, dangereusement lessivés de tout élément fertile par un siècle d'irrigation peu précautionneuse. L'épuisement du terrain est partout sensible, jusqu'à provoquer une diminution graduelle du rendement en dépit de l'apport accru d'engrais. En définitive, la viticulture traditionnelle de l'Andarax ne peut être améliorée.

La solution ultime d'un changement de système de culture est tout aussi illusoire. L'implantation de formules plus intensives, fondées par exemple sur la production de légumes hors-saison, se heurte à des limitations naturelles insurmontables: la faiblesse des disponibilités hydrauliques, acceptable pour la vigne seule, l'insuffisance de l'abri thermique découragent toute initiative en ce sens.

Le vignoble de l'Andarax accumule donc les défauts qui affligent aujourd'hui l'ensemble de la petite culture des versants, enfermée dans le cercle hermétique de ses handicaps techniques, sociaux ou naturels intimement liés. La monoculture viticole des coteaux d'Almeria est condamnée, alors que les coteaux sont eux-mêmes condamnés à la monoculture viticole.

3 / - Les manifestations de la crise.

L'émigration, phénomène familial dans ces campagnes surpeuplées,

connaît depuis une dizaine d'années un paroxysme qui mesure le désarroi de la société viticole. Le rythme des départs a doublé depuis lors, atteignant des valeurs identiques à celles que l'on déplorait au cours des épisodes les plus catastrophiques de la fin du XIX^{ème} (phylloxéra) ou de la décennie 1910-1920 (sécheresses répétées, épidémies, mévente): le solde migratoire se situe entre - 2 et - 3‰ par an.

Comme dans les autres vignobles, l'émigration définitive prévaut très largement sur les mouvements temporaires qui restent peu nombreux. Cet exode est, avant tout, celui des journaliers et des plus petits propriétaires privés aujourd'hui de travail, celui aussi de bien des aides familiaux dont l'absence est souvent lourde de conséquence pour l'exploitation paternelle. Tous se dirigent en priorité vers la Catalogne et plus particulièrement vers Tarrasa où se retrouvent les émigrés de l'Andarax (Fig.29).

L'émigration, peu à peu, engendre ses conséquences habituelles. L'ensemble des pays de viticulture traditionnelle, sauf rares exceptions, accuse une forte chute démographique: le Haut Andarax a perdu 15% de ses habitants en une décennie (1960-70), les vegas de Dalias et Berja, pourtant proches d'un littoral dynamique, ont enregistré dans le même temps une baisse de 10%. Partout, la population accuse un vieillissement significatif qu'exprime nettement l'évolution des indices de vieillesse *: de 0,29 à 0,57 à Terque, de 0,52 à 0,80 à Ragol pour la période 1950-1970.

L'agriculture, comme toujours en pareil cas, se réduit progressivement à une fonction marginale. Les exploitations familiales, incapables de survivre de leurs propres ressources, sont contraintes de s'adjoindre des revenus extérieurs, souvent irréguliers d'ailleurs.

Les possibilités d'emploi dans le vignoble sont en effet extrêmement réduites et ne peuvent soutenir une véritable agriculture à temps

*

$$I = \frac{\text{Personnes de plus de 60 ans}}{\text{Personnes de moins de 20 ans}}$$

partiel. Comme autrefois, la population active demeure confinée aux seules professions agricoles, les activités de relais sont absentes. En définitive, les revenus d'appoint proviennent essentiellement de la participation féminine aux travaux de "faena" qui consistent à assurer le tri et l'emballage du raisin avant exportation. Bien que nombreux -un millier environ pour la vallée de l'Andarax, autant à Dalias-Berja- ces emplois sont en fait limités aux seuls centres de négoce (Dalias - Alhama - Canjajar) et surtout n'occupent guère que 2 mois par an, à l'automne. Leur rôle dans nombre de petites exploitations n'est pas négligeable mais reste insuffisant.

Les migrations saisonnières de récolte constituent, par ailleurs, une seconde source de revenus. Sauf dans les communes les plus proches du littoral qui envoient leur main-d'oeuvre vers le Campo de Dalias, elles se dirigent essentiellement vers les régions fruitières ou légumières du Midi de la France, vers la Moyenne Garonne, le Roussillon ou le Comtat. Bien que touchant assez régulièrement une proportion notable des agriculteurs -une quarantaine à Ohanes, par exemple, qui compte 190 exploitations- ces migrations sont loin d'être généralisées pourtant. Les travaux de "faena" et les mouvements saisonniers n'aident finalement qu'une fraction des familles.

Les ressources complémentaires les plus fréquentes proviennent en définitive des pensions de retraite versées par la Mutualité agricole aux personnes âgées. Elles ne soutiennent pas seulement les exploitations-retraites, qui représentent d'ailleurs près de la moitié des tenures (45% à Ohanes), mais profitent également à beaucoup d'exploitations familiales de plein exercice qui se chargent en contre-partie de l'entretien de parents âgés. On aboutit ainsi à une conclusion étonnante: le vignoble de l'Andarax survit dans une large mesure grâce aux maigres ressources de ses retraités.

Semblable phénomène mesure bien la gravité de la situation, l'é-

tat désespéré d'un système marginal réduit à des issues aussi précaires.

La crise, partout alarmante, ne revêt pas cependant des dimensions aussi catastrophiques en tous lieux. Ici ou là, de modestes avantages viennent en atténuer les effets, introduisent des nuances secondaires en apparence mais qui peuvent avoir une portée capitale. Deux types de phénomènes doivent ici être pris en considération.

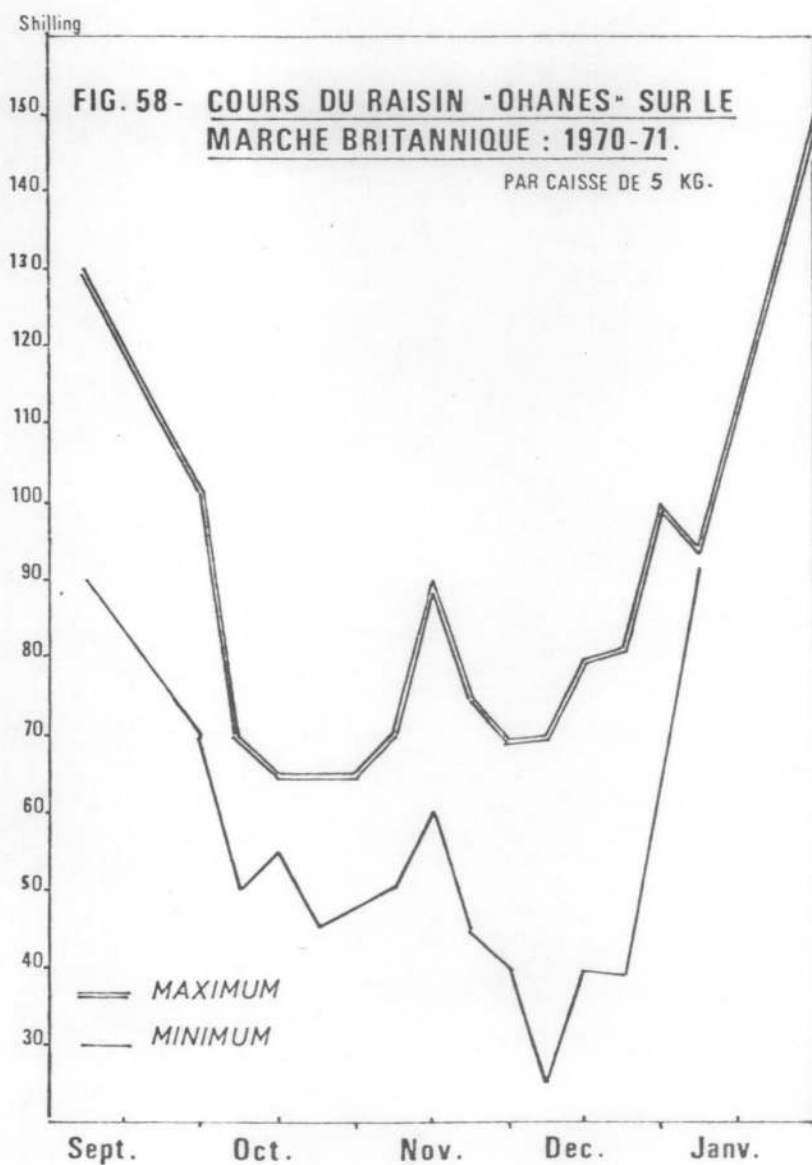
L'inégale qualité du vignoble provoque d'abord des différences très sensibles au niveau des revenus d'exploitations familiales de tailles comparables.

D'une part, la variabilité des rendements est assez grande pour créer de notables distorsions entre les communes plus ou moins favorisées par le milieu naturel. Les meilleures conditions se rencontrent sur les versants de la moyenne vallée entre Alhama et Canjajar: la production moyenne à l'hectare atteint ou dépasse couramment 20 t. (50 kg. par pied environ dans un cadre de plantation de 5/5). Ailleurs, les résultats sont nettement plus faibles. Sur les sols les plus médiocres, trop humides dans les fonds de la vallée, à Terque, Bentarique, ou gravement lessivés dans les bassins de Berja-Dalias, les rendements n'excèdent que rarement 10 t./ha. Il en va de même, en raison du fléchissement des températures, vers le haut, dans les territoires déjà montagnards des communes les plus élevées comme Beires ou Ohanes.

La date des vendanges détermine, d'autre part, des inégalités parfois considérables dans la rétribution des récoltes. C'est là le résultat de l'impossibilité de différer les ventes après la vendange, faute de bons moyens de stockage et de conservation: il s'ensuit un approvisionnement fort irrégulier du marché et d'importantes variations des cours dont la Fig. 58 donne un exemple.

Les prix très élevés en début ou en fin de campagne chutent dans

529 bis



des proportions très sensibles au moment où la plus grande partie du vignoble entre en production, en octobre et début novembre. Le privilège d'obtenir une récolte tardive ou précoce dépend fondamentalement de la situation géographique, dans la mesure où le cépage Ohanes partout exclusif n'introduit lui-même aucune différence dans les dates de la maturation du raisin. Les parties inférieures du vignoble -vegas de Dalias-Berja; Moyen Andarax autour d'Alhama- bénéficient de la sorte d'avantages notoires grâce à des températures plus soutenues et l'absence de gelées de fin d'automne: elles peuvent aussi bien prétendre obtenir une vendange sensiblement avancée ou retardée selon les années par rapport à la production des régions d'altitude supérieure. Au contraire, le vignoble de montagne, celui de la haute vallée de l'Andarax autour de Canjayar, est assujéti à des conditions rigoureuses: les chaleurs moins fortes de l'été ne permettent pas d'obtenir de récoltes précoces tandis que le gel, toujours possible en novembre, oblige à vendanger sans retard.

Ainsi se dessine une opposition relativement marquée entre régions hautes et zones de moyenne ou basse altitude qui influe de façon non négligeable sur les revenus de la viticulture familiale.

La présence d'emplois non-agricoles de plus en plus indispensables au maintien des petites exploitations intervient enfin de manière décisive pour ajouter aux avantages du bas-pays. Le Haut Andarax, dépourvu d'activités non-agricoles de quelque importance, se trouve encore défavorisé par rapport à la moyenne vallée où apparaissent de nouvelles fonctions artisanales ou industrielles et plus encore par rapport aux vegas de Dalias et Berja qui bénéficient des "retombées" que provoque l'extraordinaire fortune du littoral.

Il convient donc de distinguer soigneusement le cas du vignoble "montagnard", le plus durement frappé par les difficultés actuelles, de ce-

lui des régions plus basses moins totalement désarmées face à une crise un peu atténuée.

a - Le vignoble du Haut Andarax (Fig.59).

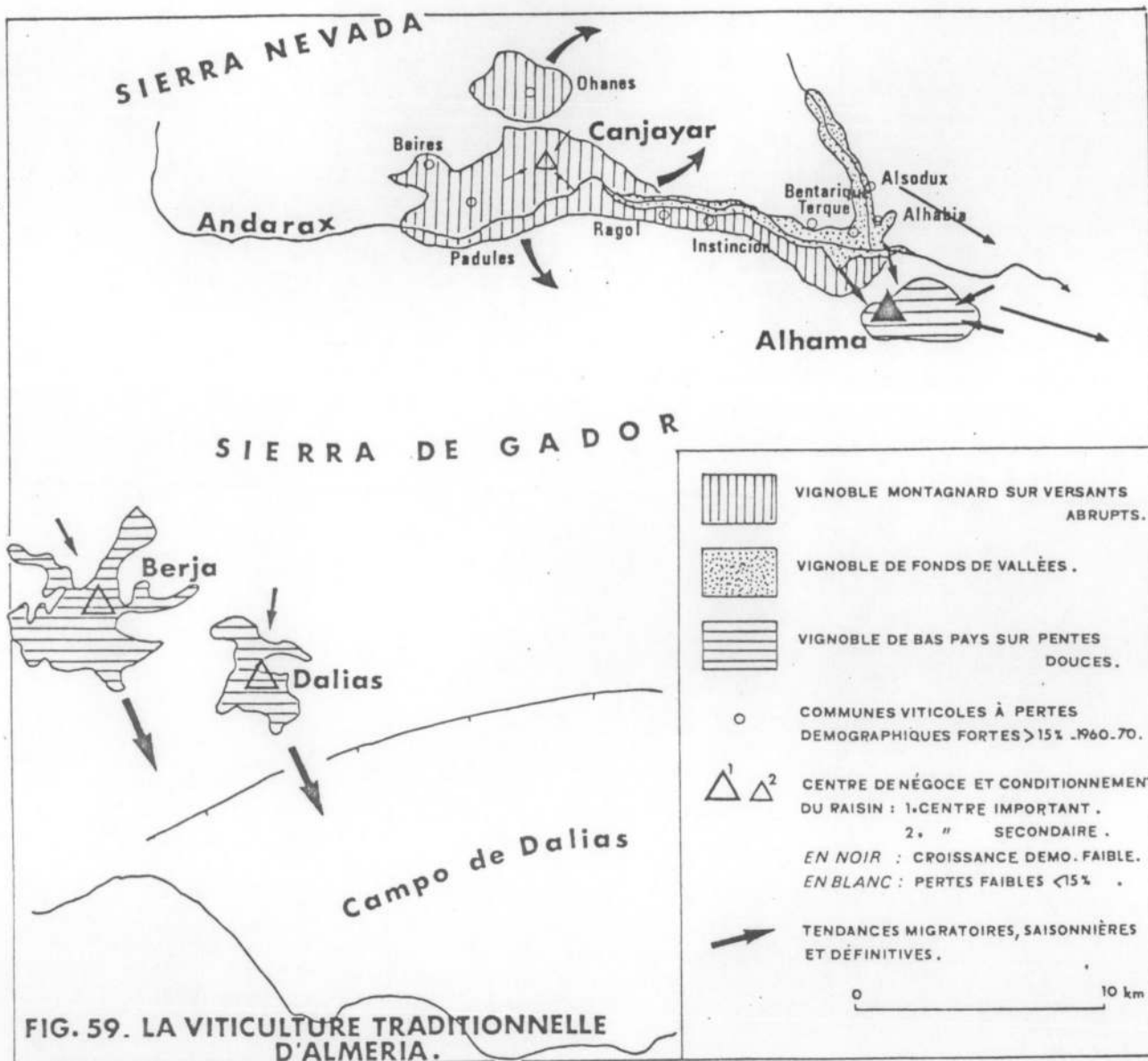
Berceau de la viticulture almeriense, le pays de Canjayar souffre aujourd'hui une situation désespérée.

Les handicaps spécifiques de la viticulture de montagne aggravent singulièrement les défauts du système traditionnel.

Les difficultés d'exploitation sont accusées à l'extrême par la topographie de pentes raides qui oblige à fractionner les parcelles en minuscules banquettes sans accès, à fractionner les terroirs en petites unités séparées selon le débit d'une source, l'intensité irrégulière des déclivités. L'émiettement des tenures est porté à son comble: il en résulte d'énormes pertes de temps en trajets difficiles, un travail pénible pour des résultats réduits.

Les conditions commerciales, surtout, sont particulièrement désavantageuses. L'essentiel de la production arrive ici à l'époque la plus défavorable où les risques de mévente sont les plus grands, où les marchés saturés offrent les cours les plus médiocres. Dans le meilleur des cas, les températures déjà fraîches de l'automne interdisent de retarder la vendange au-delà de la première quinzaine de novembre, autour de Canjayar. Plus haut, à Ohanes, Padules, la récolte se termine dans les premiers jours de novembre.

Les négociants savent évidemment tirer avantage de la situation. pour peser sur les prix au maximum. Par ailleurs, arguant de l'inaccessibilité des parcelles, ils refusent systématiquement les achats de récolte sur pied, laissant aux vignerons les charges très élevées ici de la vendange et de son transport.



Au total, la viticulture de montagne obtient les rémunérations les plus basses et supporte les coûts de production les plus lourds. Elle subit la crise dans toute son intensité.

Le développement des coopératives de vente constitue aujourd'hui la marque originale du Haut Andarax et l'unique forme de réponse aux difficultés de l'économie paysanne. En l'absence de possibilités d'interventions efficaces au niveau des techniques de production, faute de moyens pour accroître les rendements ou réduire les tâches, la meilleure valorisation du raisin ouvrait la seule voie de progrès. L'écoulement direct de la récolte devait permettre d'obtenir de meilleurs prix et d'améliorer sensiblement les résultats d'exploitation paralysés jusqu'alors par le monopole du négoce privé. Le bilan actuel du mouvement coopératif souligne à la fois l'intérêt et les limites d'une telle orientation.

Il existe actuellement une douzaine de coopératives de vente du raisin dans le Haut Andarax, une, parfois deux, par commune, dont la grande majorité a moins de 10 ans. En fait, la plupart d'entre elles sont purement nominales et manipulent des tonnages négligeables. Créées à des fins surtout fiscales (exemptions d'impôts) ou gérées au profit d'une poignée de propriétaires-fondateurs, elles ont souvent accru les réticences paysannes vis à vis de l'association. Tout le mal provient au fond de la pratique en usage des ventes sans publicité et du règlement de campagne par lots individuels: chaque adhérent perçoit un prix coïncidant en théorie au cours où a été écoulée sa production. En réalité, les quelques personnalités dominantes se paient aux meilleurs prix, les autres n'obtenant en compensation que des cours fort médiocres. Découragée par ces méthodes arbitraires, la plupart des paysans se détourne de la coopérative ou n'y livre plus que la fraction la plus médiocre de leur vendange, difficilement vendable auprès des négociants. Ces erreurs préjudiciables ont entraîné l'échec d'une pre-

mière forme d'association mais ont favorisé par contre, en réaction, la constitution de nouvelles coopératives qui, tirant la leçon des expériences malheureuses, ont su élaborer un système efficace et profitable à tous.

Ces nouvelles coopératives, les seules à être réellement fonctionnelles désormais, sont peu nombreuses mais très actives: à Ohanes, Padules, Canjayar elles acquièrent progressivement des fonctions grandissantes. En fait, deux d'entre elles seulement possèdent une envergure notable: la coopérative Sierra Nevada (150 à 200 t. de raisin exporté par an) et la Cruz Blanca surtout (de 500 à 1000 t.), toutes deux installées à Canjayar.

La coopérative Cruz Blanca constitue le meilleur exemple du dynamisme de ces nouvelles associations, triplant ses ventes en moins d'une dizaine d'années. Son succès résulte de l'effort porté en quelques points déterminants :

- la coopérative s'est d'abord constitué elle-même un marché fidèle assurant des ventes régulières. Elle diffère radicalement en cela des premières associations qui fonctionnaient surtout de manière exceptionnelle les années de mévente, sans clientèle propre, se contentant de livrer la production à l'UTECO (Union territorial de Cooperativas del Campo) qui se chargeait de l'écouler au mieux.

Par une prospection opiniâtre des marchés, se faisant connaître par une publicité judicieuse dans les revues internationales de la profession, la coopérative Cruz Blanca s'est solidement liée à des coopératives scandinaves de consommateurs en quête d'un approvisionnement régulier. Les 3/4 de ses ventes se destinent ainsi à des associations finlandaises (S.O.K., KESKO, OTEK), norvégiennes (NKL) ou danoises (FEDV, etc..), les marchés britanniques et allemands tenus respectivement par le négoce murcien ou italien ne servant à écouler qu'une fraction complémentaire de la production. La sécurité des ventes est acquise par le biais de contrats annuels où les acheteurs s'engagent à absorber un tonnage déterminé à l'avance, payé au cours moyen du moment. Les informations indispensables sur les tendances du marché sont fournies par les services officiels de l'UTECO à Almería.

- un effort méritoire d'équipement a grandement facilité le succès. L'essentiel en est une chambre frigorifique de 750 m³ construite grâce aux prêts du Crédit Agricole. Une installation de traitement du raisin, indispensable pour conserver la vendange souvent très mûre et mouillée par les pluies d'octobre, complète les moyens de stockage (chambre étanche, pulvérisation d'anhydride sulfureux, maintien à température constante entre 0,5 et 3°). Ces équipements, joints à un étalement planifié des récoltes (chaque adhérent ne peut livrer que le 1/4 de sa production, en 4 fois échelonnées sur un mois), permet une réelle souplesse à la vente en offrant le moyen de différer les expéditions en cas d'effondrement des cours et d'attendre le moment opportun pour la commercialisation.

- la gestion enfin garantit une juste répartition des bénéfices. A la différence des premières coopératives, le règlement collectif des lots individuels assure un prix égal pour tous, calculé sur la moyenne des cours obtenus durant la campagne. Chacun est ainsi rémunéré au prorata du volume du raisin livré.

Le bilan de telles coopératives est incontestablement positif: les associés jouissent d'abord d'une remarquable sécurité quant à l'écoulement de leur production; les prix obtenus sont supérieurs de 20% en moyenne aux cours offerts par les négociants; le bénéfice d'un salaire saisonnier grâce aux emplois de la "faena" réservés aux épouses des adhérents s'y ajoute encore pour améliorer notablement les ressources des viticulteurs membres de coopératives modernes.

Les limites de ce succès sont cependant très apparentes. La première tient à la modeste envergure de ces organisations de producteurs, incapables d'accueillir l'ensemble de la paysannerie qui souhaiterait y adhérer. Faute d'équipement frigorifique suffisant, contraintes par la prudence nécessaire à la prospection de nouveaux marchés, ces coopératives ne touchent qu'une minorité d'exploitants et finalement traitent moins de la moitié de la production (de 30 à 40% selon les années). En définitive, elles ne fonc-

tionnent avec profit qu'en réunissant les agriculteurs les plus dynamiques, écartant les producteurs moins consciencieux. Le mouvement coopératif semble devoir réserver ses bienfaits à une petite élite paysanne et ne résoudre guère les problèmes de la majorité des viticulteurs, les plus menus, les plus âgés -exploitants-retraités-, les possesseurs de vigne de moindre qualité. Sans doute sa réussite encourageante vient-elle trop tard, dans un système déjà trop profondément dégradé.

Encore doit-on s'interroger sur la valeur des bienfaits que la coopérative prodigue à ses propres bénéficiaires. Il est permis de se demander si un accroissement des ressources de l'ordre de 20% est susceptible de soutenir longtemps des exploitations aux revenus très limités malgré tout.

La coopération risque de n'apporter qu'un répit provisoire à une minorité de vigneron, l'arrière-garde d'une société paysanne en pleine décadence.

La portée de ces initiatives courageuses demeure en effet dérisoire dans l'ensemble du Haut Andarax où le déclin viticole est extrêmement rapide, alors que le relais des emplois non-agricoles est inexistant (quelque 300 emplois saisonniers seulement pour la "faena"). Tous les faits convergent pour en témoigner: la disparition de nombreuses exploitations dont le nombre a diminué de 20 à 40% selon les communes entre 1962 et 1972, la multiplication des exploitations-retraites qui laisse présager à court terme une aggravation de la tendance, les taux-records de la dépopulation enfin qui affichent 20 à 30% de pertes entre 1960 et 1970 (Instincion et Laujar: - 23%; Ohanes: - 26%) et jusqu'à 43% à Beires.

b - Les vignobles des bas coteaux.

Sur les bordures méridionales de la moyenne vallée de l'Andarax, les perspectives de la vie rurale sont nettement meilleures qu'à l'amont,

non que le vignoble ne souffre point des mêmes maux structurels mais parce que le milieu naturel et économique fournit quelques avantages décisifs. Les treilles sont d'un meilleur rapport et, surtout, la bourgade d'Alhama (2800 hab.) bénéficie d'une croissance opportune de l'emploi non-agricole et commence à jouer le rôle d'un petit foyer d'animation pour les communes voisines. La plupart des petites exploitations jouissent sur place de revenus d'appoint: l'agriculture à temps partiel devient ainsi le phénomène caractéristique et la meilleure chance de maintien pour la vie rurale.

Le relatif dynamisme du vignoble est, en fait, spécifique aux terroirs d'Alhama perchés à mi-hauteur sur un vaste replat calcaire au pied de la Sierra de Gador.

Les privilèges de cette petite région sont d'abord d'ordre naturel: des sols de qualité, profonds et bien drainés, -les "rubiales" qui s'opposent aux terres marécageuses des fonds de vallée et fournissent d'excellents rendements, deux fois supérieurs souvent à ceux des communes du talweg; un climat extrêmement favorable qui allie les avantages de l'air sec de la montagne et les bienfaits thermiques du bas-pays: le gel est inconnu alors qu'il sévit 1 an sur 2 en automne dans les vignes des bords de l'Andarax quelques centaines de mètres plus bas.

Il s'ensuit pour le raisin d'Alhama, plus tardif et d'excellente qualité, de substantiels avantages commerciaux. Soucieux de s'en assurer le contrôle, les négociants lui consentent des attentions exceptionnelles. Non seulement les risques de mévente lui sont épargnés mais les cours dont il jouit sont les plus élevés de la région et excèdent régulièrement de 15 à 20% en moyenne les prix enregistrés ailleurs. De plus, les travaux de vendange sont le plus souvent assumés par les acheteurs ce qui réduit notablement les frais de production. Au total, le viticulteur d'Alhama est envié dans toute la vallée et l'exploitation familiale dégage ici des ressources

supérieures de 30 à 50% à celles que recueillent ses voisins du Haut Andarax ou des fonds de vallée.

Ces résultats encourageants expliquent sans doute la multiplication des initiatives qui créent une ambiance vivante totalement inconnue ailleurs.

L'accroissement des plantations -augmentées d' $1/3$ environ- constitue d'abord un phénomène remarquable. Il répond à une extension heureuse du territoire irrigué qui témoigne cependant de l'esprit d'entreprise et de la volonté d'une paysannerie pourtant acculée à la ruine, il y a peu de temps, par le manque d'eau. Jusqu'en 1970 en effet, l'arrosage était assuré par une source privée -la Fuente Principal- dont le débit fort insuffisant faisait l'objet d'enchères publiques. Le coût de l'irrigation atteignait un tel niveau qu'il n'était plus que difficilement compensé par le produit des treilles et entraînait rapidement l'agriculture à la faillite. C'est alors que les recherches désespérément entreprises par la majorité des paysans associés allaient enfin porter leurs fruits, au terme de longues années d'efforts sans résultats: à la fin de 1969, une nappe était atteinte à près de 200 m. de profondeur; quelques mois plus tard, de nouvelles réussites étaient enregistrées portant le débit disponible à 350 l/s contre 60 auparavant. La vega était sauvée, étendue même jusqu'à 400 ha. Ce succès allait renforcer la confiance et susciter de nouvelles tentatives de progrès.

La création d'une voirie rurale en représente une bonne illustration. L'ouverture de chemins, favorisée il est vrai par la moindre raideur des pentes, permet aujourd'hui de desservir normalement les $2/3$ de la vega. Les travaux en sont grandement facilités ainsi que la petite mécanisation.

L'expérimentation de techniques nouvelles traduit les mêmes tendances même si elle se situe dans le cadre exceptionnel d'une grande exploitation qui peut, malgré tout, jouer un rôle exemplaire auprès de la petite

paysannerie. Il s'agit de la "Finca de Huechar", propriété du plus gros exportateur régional, qui compte une trentaine d'hectares de treilles. La nouveauté consiste à rechercher une production plus étalée bénéficiant des cours élevés des vendanges précoces et tardives: la récolte débute dès la fin juin puis se prolonge jusqu'au début de l'hiver. Un tel objectif peut être atteint au prix de deux types d'aménagements techniques: l'introduction partielle de variétés hâtives -Cardinale et Napoléon- en remplacement du cépage Ohanes; le forçage et l'abri sous des tunnels de plastique d'une douzaine d'hectares de parras. La formule pêche par l'énorme surcroît de main-d'oeuvre qu'elle nécessite ainsi que par le poids des investissements qu'elle suppose au départ. Difficilement transposable telle quelle sur les petites exploitations paysannes, elle présente cependant l'avantage de leur signifier l'intérêt des innovations techniques et de servir de possible vecteur à la propagation du progrès agricole.

Le développement des activités non-agricoles constitue par ailleurs un atout déterminant sans lequel la petite viticulture locale survivrait difficilement, en dépit de son relatif dynamisme. Alhama présente, en effet, l'originalité d'offrir près d'un millier d'emplois salariés à ses habitants et aux populations des villages voisins.

Aux services et commerces de petite bourgade-centre qui fournissent quelque 150 postes de travail masculins (courtiers, transporteurs, fontainiers, maçons, etc..), s'ajoute une certaine activité artisanale d'origine récente le plus souvent: ateliers de menuiserie, de fabrication de matériaux de construction emploient surtout les hommes tandis qu'une petite usine liée à l'industrie des "radio-cassettes" (Dyloga) utilise les femmes. L'artisanat propose, au total, 150 emplois supplémentaires.

L'essentiel cependant se rattache aux travaux para-agricoles liés à la grande exploitation de la Finca de Hueclar, en même temps entre-

prise d'exportation. Les opérations saisonnières de la "faena" requièrent près de 600 personnes pendant 5 mois (juin - septembre) et jouent un rôle déterminant dans la région par la masse salariale qu'elles permettent de distribuer à un grand nombre de familles rurales. A ces tâches essentiellement féminines, il faut encore ajouter l'embauche périodiquement offerte aux hommes pour les travaux d'entretien ou de construction des serres de plastique utilisées sur le domaine.

L'importance de l'emploi non-agricole confère à Alhama le rang d'un petit foyer d'attraction qui anime toute la moyenne vallée. Si les activités permanentes sont monopolisées par les habitants d'Alhama et des plus proches villages, les travaux saisonniers suscitent par contre de petits courants migratoires féminins jusqu'à Ragol vers l'amont et Rioja vers l'aval. Alhama est actuellement le seul foyer d'immigration du vignoble et l'unique pôle de croissance démographique: la commune a accru sa population de 8,5% entre 1960 et 1970.

La généralisation de l'agriculture à temps partiel représente le meilleur gage du maintien de la vie rurale: à Alhama et Terque, le village voisin, plus de 60% des exploitations occupent leurs titulaires pendant moins de la moitié de l'année; à Bentarique, celles-ci constituent encore 51% des tenures en activité. Si l'on tient compte enfin de l'influence décisive des salaires féminins de la "faena" qui ne distraient nullement les chefs d'exploitations eux-mêmes, on peut conclure que l'agriculture de la petite région d'Alhama bénéficie tout entière des revenus distribués par cette bourgade dont la vitalité apparaît comme la pierre angulaire de la vie rurale actuelle.

Les vegas de Berja et Dalias, bien qu'extérieures à la vallée de l'Andarax, appartiennent au même système de vieille monoculture traditionnelle et souffrent des mêmes maux: microfundisme, impossibilité de reconversion



Phot. XIX - La monoculture des treilles d'Almeria : bassin intérieur de Dalias.

Pentes adoucies et terrasses de dimension plus confortable que sur les versants du haut Andarax.



par manque d'eau, de sols assez riches.

La situation, moins dramatique que dans le Haut Andarax, est assez comparable à celle du pays d'Alhama:

La viticulture bénéficie de conditions commerciales meilleures qu'en montagne. La faible altitude favorise les vendanges tardives qui profitent de cours intéressants. La pratique de vente de la récolte sur pied est généralisée. Pourtant, malgré cela et en dépit des tentatives de forçage du raisin qui apparaissent ici ou là avec les tunnels de plastique, la petite culture supporte des carences trop graves pour résister sans l'appoint de revenus extérieurs systématiques.

La pratique générale de l'agriculture à temps partiel permet seule le maintien des exploitations viticoles. Les travaux saisonniers massivement offerts par l'horticulture du Campo de Dalias voisin (récoltes, construction des serres, etc..) nourrissent pour bonne part le budget de la quasi-totalité des familles paysannes.

La différence essentielle par rapport au pays d'Alhama résulte de ce que les emplois de complément sont trouvés hors des vegas et bourgades traditionnelles, sur un littoral dont la puissance d'expansion risque à terme de provoquer la décadence des régions viticoles voisines en difficulté. Le déséquilibre dynamique entre le Campo de Dalias et les vieilles vegas est trop considérable, la force d'attraction de la côte trop violente pour ne pas engendrer un glissement de la population vers les foyers en plein essor. Le mouvement est déjà bien amorcé: contrairement à Alhama, Berja et Dalias, petites capitales locales ensommeillées, souffrent du voisinage dangereux du littoral, se vident de leur population ou sont entraînées peu à peu à la fonction subalterne de bourgades-dortoirs.

définitivement scellé. Tous sont voués sans échappatoire à une même monoculture sans alternative, aux mêmes pratiques manuelles irremplaçables et finalement à la même pauvreté devenue insupportable. On retiendra surtout que la paralysie de ces systèmes -aggravée par l'étroitesse du cadre social- dérive d'abord de la rigidité des contraintes naturelles (pentes, médiocrité des sols, manque d'eau) qui s'oppose à toute amélioration. La paysannerie des coteaux est condamnée à une monoculture viticole immuable ou à disparaître.

III - LES DIFFICULTES DES BASSINS INTERIEURS.

En dépit d'une réputation élogieuse de "bons pays", la situation des bassins intérieurs est à peine meilleure aujourd'hui que celle des pauvres versants qui les encadrent. Leurs difficultés sont plus discrètes cependant et n'attirent guère l'attention, sans doute en raison de la médiocre étendue qu'ils occupent dans la région ou bien du fait des apparences de prospérité que conservent des paysages mieux soignés, d'aspect réellement opulent parfois dans le cas des dépressions irriguées.

Sous ce masque trompeur, les signes indubitables de la crise transparaissent vite pourtant: l'émigration sévit gravement depuis quelques années que ni les efforts d'amélioration agricole, ni le soutien inefficace des petites capitales locales n'arrivent à enrayer ou simplement à freiner; on constate même dans certains cas une contraction déjà sensible du territoire cultivé. A des degrés divers, le couloir de Colmenar, le Valle de Lecrin, les petits bassins d'Alpujarra sont finalement logés à la même enseigne que les coteaux ou les montagnes voisines.

Les contraintes naturelles y sont pourtant incomparablement moindres: des sols souvent fertiles, des pentes modérées, des eaux parfois abondantes offrent d'indiscutables possibilités de progrès qui manquent totalement aux versants. Et, de fait, à la différence de ces derniers paralysés dans une tradition immuable par des limites physiques rigoureuses, les systèmes de bassins ont connu récemment diverses tentatives de transformation. Les efforts se sont multipliés en vue d'arroser les terres sèches ou de mieux orienter la production en réduisant l'éventail de la polyculture traditionnelle, etc... En vain ! Même accrue, l'intensité agricole s'avère toujours insuffisante. Aujourd'hui, le perfectionnement des vieilles formules de bas-

sins semble toucher à son terme sans résoudre les difficultés de l'économie paysanne.

En réalité, celles-ci procèdent fondamentalement de l'extrême pulvérisation des structures sociales, du handicap insurmontable d'un microfundisme généralisé. Au fond, la nature manque encore de générosité pour permettre des progrès assez spectaculaires capables de se répercuter efficacement au niveau de trop petites tenures.

Au total, agricultures de versants et de bassins ne diffèrent aujourd'hui que par la hiérarchie des "blocages" dont elles souffrent ensemble: blocages physiques, avant tout, pour les versants, d'abord sociaux dans les bassins, mais qui se traduisent ici et là sous la même forme d'une crise de sous-productivité chronique.

A - La situation des bassins de culture sèche.

Le couloir de Colmenar, allongé entre les Monts de Málaga et les sierras calcaires d'Antequera, en offre aujourd'hui le seul exemple de quelque importance. Il s'agit d'une zone de collines marno-gréseuses, jalonnée de gros villages -Colmenar, Riogordo, Periana, Alcaucín- et mise en valeur selon un système à base de céréales et d'olivettes caractéristique des régions de "campiñas".

Cet ancien "bon pays" à grain connaît actuellement une crise aiguë.

Les symptômes en sont apparus tardivement, depuis les années 60 surtout, mais manifestent aujourd'hui une virulence presque aussi dévastatrice qu'en montagne.

L'évolution démographique y est tout aussi défavorable. La déno-

pulation atteint le rythme d'une véritable hémorragie humaine qui ne cesse de s'aggraver: de 1960 à 1970, l'ensemble des communes de la dépression a perdu environ le 1/4 de ses habitants et les dernières estimations pour le quinquennat 1970-75 soulignent l'accentuation de la tendance. (le municipe de Periana a encore perdu 20,2% de ses effectifs en 5 ans !).

L'émigration atteint en effet une intensité record qui se calcule selon un solde négatif de - 3% par an, du même ordre que dans les pays de montagne. Elle y revêt d'ailleurs des formes aussi variées.

L'exode définitif est le plus volumineux. A Periana, il touchait dans les dernières années une moyenne de 180 personnes par an sur une population peu supérieure à 4000 habitants, la plupart d'entre elles, parties en famille, sont attirées par l'agglomération barcelonaise et notamment par les industries d'Hospitalet (automobiles Seat et textiles SEDA surtout). Beaucoup d'autres, plus de 60, se dirigent vers les activités manufacturières de Durango et Eibar sur la côte basque, quelques unes vers Valence ou Castellon.

L'émigration temporaire porte aussi sur un contingent considérable qu'on peut estimer au tiers environ de l'effectif des migrants définitifs. Les entreprises de construction de Málaga, l'industrie catalane accueillent une minorité tandis que le plus grand nombre s'exile vers l'Allemagne ou parfois la France pour une durée moyenne de 2 à 3 ans.

Il faut tenir compte enfin de l'intensité des mouvements saisonniers qui concernent désormais la plupart des familles: migrations de récolte vers la France, embauches périodiques dans les entreprises de construction ou les exploitations légumières de la côte bénéficient à quelque 100 ou 200 personnes selon les années.

Semblable comportement traduit évidemment un malaise profond, les carences graves d'un système agricole jugé prospère autrefois et qui désormais ne peut plus assurer l'entretien de la population.

Les données du problème sont assez faciles à isoler: le système céréalier s'avère aujourd'hui beaucoup trop extensif dans le cadre de la petite culture.

Bien qu'installée sur des sols qui lui conviennent assez bien, la formule blé-olivier demeure, en effet, d'un faible rapport. Grâce à un usage plus nourri des engrais, la jachère a partout disparu des terroirs céréalier au profit d'une sole de légumineuses, pois chiches surtout et fèves. Pourtant, en dépit d'une progression sensible, les rendements en blé -honorables pour la région- restent modestes et ne dépassent qu'exceptionnellement 15 qx/ha. L'olivette, quant à elle, produit une récolte de haute qualité fort recherchée pour son bouquet et sa faible acidité: l'industrie des oléagineux l'utilise pour couper les huiles faibles, d'origine plus septentrionale, et lui consent des prix élevés. Les rendements sont bons, d'ailleurs, malgré une grande irrégularité selon les plantations, et atteignent assez souvent 25 à 30 qx/ha. L'olivier ne produit, il est vrai, qu'une année sur deux.

Ces résultats pourraient finalement paraître fort acceptables, voire même supérieurs à ceux des formules du même type qui prospèrent dans les plaines d'Antequera et de Basse Andalousie. Le système de Periana et de Riogordo se situe parmi les agricultures sèches les plus intensives et pourrait sans doute soutenir des exploitations très vivantes à condition de disposer d'espaces suffisants et d'un train de culture convenablement mécanisé.

Dans le cadre social et technique de la région, il pêche par contre par sa très médiocre productivité et se définit comme une formule à la fois extensive et coûteuse.

Les exploitations dans leur immense majorité sont, de toute évi-

dence, incapables de subsister sur les étendues dérisoires dont elles disposent. Alors qu'en Basse Andalousie semblable agriculture fructifie sur des domaines de plusieurs centaines d'hectares, la tenure moyenne confine ici au microfondio. A Periana qui compte quelque 578 exploitations, une dizaine seulement travaille plus de 50 hectares, surface jugée minimale pour assurer un profit convenable, et une seule dépasse 100 hectares. Par contre, 75% d'entre elles (432 sur 578) sont bornées à moins de 5 hectares ! Or, l'écart entre dimensions actuelles et superficies souhaitables est bien trop considérable pour qu'il soit possible d'envisager, dans la plupart des cas, une concentration efficace des structures foncières. Le fractionnement des héritages, les achats de prestige réalisés par les émigrés temporaires -les anciens journaliers surtout- tendent au contraire à aggraver le fractionnement et à concurrencer victorieusement l'agrandissement de la minorité la mieux nantie.

La faiblesse de la mécanisation représente par ailleurs un lourd handicap qui se traduit par une forte augmentation des coûts de production. L'exiguïté des tenures et la médiocre envergure des exploitations, mais aussi la pente qui demeure parfois très raide sur les versants gréseux freinent grandement la pénétration des machines. Sur quelque 4800 hectares de terres cultivées, Periana n'utilise que 12 tracteurs et 9 motoculteurs en 1971 ! A l'inverse, on dénombre à la même époque une centaine de char-rués et 60 "trillos", herses à traction animale pour le dépiquage du grain: les travaux, pour bonne part, continuent à se faire "à bras" et nécessitent pour la moisson ou la récolte des olives le recours aux journaliers.

Ainsi conçu, le bilan du système des bassins de secano ne diffère plus sensiblement aujourd'hui de celui des formules traditionnelles de versants et n'offre guère de meilleures perspectives.

Mr. Amador

La marge de progrès est en effet fort étroite et ne laisse espérer que de modestes gains d'intensivité.

Le passage au regadio paraît seul susceptible de créer les conditions d'un essor important de la production. Les possibilités de l'irrigation sont malheureusement très limitées. Les sources sont relativement nombreuses mais médiocrement abondantes. Les nappes phréatiques accessibles, situées au contact de passées argileuses et gréseuses sans continuité, n'offrent elles-mêmes qu'un faible intérêt: les puits sont rares, de débit modeste et irrégulier. Les eaux courantes représentent finalement le meilleur du potentiel hydraulique dont le bilan demeure pauvre. Le rio Guaro, dans la commune de Periana, et, accessoirement, le rio Benamargosa, son affluent, pour celle de Riogordo, n'écoulent qu'une modeste tranche d'eau sujette à de fortes variations saisonnières. Le rio Guaro peut fournir quelque 300 l/s. au printemps, mais le dixième seulement de ce faible débit (30 à 50 l/s.) en été, au moment où les besoins agricoles seraient les plus importants. L'arrosage s'avère donc impuissant à transformer radicalement les horizons traditionnels de la culture sèche. Seuls quelques dizaines d'hectares peuvent être régulièrement irrigués; ailleurs, sur la plus grande partie des périmètres dominés, l'arrosage est trop irrégulier, trop parcimonieux pour nourrir de nouvelles cultures riches: il ne peut servir qu'à améliorer les meilleures des productions sèches ou favoriser le développement de quelques spécialisations rustiques, de peu d'exigences. Sa portée reste finalement très mesurée, en dépit des efforts qu'il suscite partout.

Dans le meilleur des cas, le système traditionnel évolue vers une formule semi-intensive où l'irrigation éventuelle joue désormais un rôle capital. La commune de Periana, la mieux pourvue en eau, est caractéristique de cette transformation.

L'activité agricole tend aujourd'hui à se replier dans la "ve-

ga" étendue sur les flancs parfois raides de la vallée du rio Guaro, au pied du village. C'est plus d'un millier d'hectares qui sont ainsi quelque peu enrichis par 2 ou 3 arrosages annuels. Hors de rares jardins légumiers abondamment irrigués, les cultures exigeantes sont exclues au profit d'une spécialisation arbustive plus banale, capable de se satisfaire de maigres apports hydrauliques. L'olivette, densifiée, étendue progressivement, a été la principale bénéficiaire des progrès imparfaits de l'irrigation: la moitié des plantations communales (1200 ha. environ sur 2500) appartient désormais à la vega. Parallèlement, l'extension plus récente des arbres fruitiers constitue la grande nouveauté: le poirier et surtout le pêcher sont devenus le symbole du progrès agricole. Rarement regroupés en vergers homogènes, ils pénètrent partout les plantations d'oliviers entre lesquels ils s'intercalent confusément. Le processus d'un complant de plus en plus dense est caractéristique des méthodes classiques d'intensification de la petite culture.

Du même coup, l'équilibre du système traditionnel se trouve rompu au profit exclusif de l'arboriculture et aux dépens de la production céréalière. Le blé recule dans toutes les communes: la superficie qu'il occupe actuellement est inférieure de 25 à 30% à celle qu'il recouvrait il y a une quinzaine d'années. Les plantations de plus en plus serrées dans les secteurs irrigables l'ont évincé des olivettes où il était jusqu'alors systématiquement complanté. Il a dû quitter de la sorte les sols les plus fertiles, rejeté sur les champs secs les plus médiocres de la périphérie des finages dont une partie, conquise autrefois sur de mauvaises terres de parcours, tend peu à peu à être abandonnée.

Ainsi modifiée, la formule se situe désormais à mi-chemin de la vieille céréaliculture sèche et de l'agriculture irriguée intensive. Les progrès sont en tous cas beaucoup trop imparfaits pour satisfaire les besoins

nouveaux de l'économie paysanne assujettie aux règles du marché.

La grande majorité des agriculteurs -petits paysans, journaliers- sont inéluctablement rejetés par un système qui ne permet pas de subsister sur moins de 5 hectares. Ceux-ci alimentent les cohortes de l'exode rural ou vivent de migrations instituées en principe de survie.

La situation n'est guère acceptable que pour un petit nombre. La grande exploitation céréalière mécanisée est assurément rentable mais n'est représentée, à l'échelle de la dépression, que par quelques cas d'espèces, voués à rester phénomènes d'exception.

Les quelques dizaines d'exploitations paysannes de plus de 5 ou 10 hectares constituent finalement le dernier élément notable de la résistance agricole. En fait, leur position est extrêmement fragile. Leur maintien n'est assuré que provisoirement, dans le cas de familles riches d'enfants en âge de travailler, d'aider efficacement aux travaux de la ferme ou d'apporter au budget domestique l'appoint des migrations saisonnières. Le salut dépend alors essentiellement de la cohésion familiale, davantage battue en brèche au fil des années. Le problème ne se situe donc plus uniquement sur le plan de l'économie. Le refus des jeunes d'accepter plus longtemps un genre de vie assurément difficile, leur désir d'évasion vers les villes hypothèquent gravement un avenir déjà bien compromis. Les échecs ou les succès paresseux des mouvements d'association pour l'achat et l'utilisation de machines agricoles indispensables au renouvellement de l'agriculture paysanne témoignent sans doute de ce désintérêt que provoque l'absence de perspectives.

B - Le cas des bassins de polyculture irriguée.

Le degré d'intensité incomparablement supérieur de la polyculture

*Le crin
n'apport
V. L. L. L. L.
L. L. L. L. L.*

des bassins irrigués qui jalonnent le pourtour de la Sierra Nevada ne suffit pas à inverser la tendance négative observée dans les systèmes moins perfectionnés de culture sèche. Les difficultés sont particulièrement évidentes dans les vegas les plus fraîches -celles de Cadiar en Alpujarra, celles de l'amont du Valle de Lecrin- où l'arrosage ne modifie nullement les termes d'une formule céréales-oliviers identique à celle des "campiñas" de secano. Mais elles sont également très sensibles, à plus basse altitude, dans le cas des dépressions les plus prospères où la profusion des arbres fruitiers apporte une note d'incontestable fécondité, dans la cuvette d'Orgiva ou la partie aval du Valle de Lecrin.

Dans tous les cas, un fort mouvement d'émigration signale la situation alarmante d'une vie rurale à peu près exclusive. La dépopulation a réduit notablement le nombre des habitants des dépressions d'Alpujarra: leurs pertes s'élèvent en 1970 à 25% environ des effectifs de 1950 (Orgiva, Cadiar). Par contre, la crise démographique n'apparaît très nettement qu'à partir de 1960 dans le Valle de Lecrin mais, en une décennie, la plupart des communes accusent des pertes de l'ordre de 10 à 15%.

A l'exode rural s'ajoutent d'ailleurs d'intenses courants de travailleurs temporaires ou saisonniers qui témoignent des mêmes insuffisances de l'économie locale. Les absences de longue durée (en Allemagne ou en France) sont extrêmement fréquentes dans la région d'Orgiva. Les déplacements saisonniers, vers l'étranger surtout, deviennent aussi une pratique systématique: dès la première moitié de la décennie 1960-70, ils portaient déjà annuellement sur quelque 1500 à 2000 personnes (21) dans le Valle de Lecrin (une douzaine de communes) qui devait s'affirmer depuis lors comme l'un des principaux foyers de l'émigration grenadine vers l'Europe occidentale (22).

La responsabilité du malaise, qui depuis peu se transforme en crise ouverte, incombe avant tout au microfundisme qui bloque toute moder-

Bas Valle Lecrin : poly
avec des maïs - arboriculture
Recul du secano panifiable

551

nisation ou en réduit la portée à des effets secondaires et inefficaces. Il suffira de rappeler que les tenures inférieures à 5 hectares consistent 88% du nombre des exploitations du Valle de Lecrin (21), 96% de celles du bassin d'Orgiva (23). Toutes intègrent d'ailleurs une part notable de terres sèches de plus en plus délaissées actuellement, si bien que l'exploitation-type de ces bassins de vieille polyculture irriguée se fonde pour l'essentiel sur 1,5 à 2 ha. de vega.

La petite tenure paysanne et, avec elle, toute l'agriculture de ces riches vegas d'autrefois, n'est plus rentable. Plus grave encore est l'impuissance du système à dépasser les limites d'une intensification traditionnelle qui semble avoir utilisé ses ultimes possibilités. L'exemple des bassins les mieux doués, à moyenne altitude, en apporte la preuve.

Le perfectionnement de la polyculture traditionnelle, sans doute poussé à son terme, s'avère incapable d'arrêter la dégradation progressive de la petite économie paysanne.

La formule actuelle exprime l'aboutissement d'une évolution, surtout sensible depuis un quart de siècle, à partir d'un système encore largement vivrier qui se fondait partout sur l'association du blé et de l'olivette. Les transformations ont revêtu deux aspects fondamentaux.

I/. L'affirmation des objectifs commerciaux de la polyculture a, peu à peu, modifié son contenu en réduisant, chaque fois que le climat le permettait, la part des céréales panifiables et même de l'olivier au profit des productions les plus fructueuses à la vente: le maïs et surtout les arbres fruitiers -orangers en tête- sont ainsi devenus les termes-clefs d'une nouvelle polyculture à la fois plus diverse et plus spécialisée que l'ancienne. A Beznar, par exemple, l'une des communes les plus représentatives du Valle de Lecrin inférieur, les arbres fruitiers occupent désormais

50% des surfaces irriguées contre 45% tenues encore par l'olivette et 5% seulement par les céréales.

Parallèlement, l'abandon de la plus grande partie des cultures sèches, jugées de rapport trop médiocre et réduites aujourd'hui à une mauvaise amanderaie, confirme la concentration de l'activité agricole sur l'arboriculture irriguée ... et sur des tenures limitées aux seules terres de vega.

2/. La densification maximale des cultures, imposée par le manque d'espace, a constitué le moyen habituel d'accroître l'intensité d'un système agricole résolu à intégrer de nouvelles spéculations sans pour autant renoncer totalement au bénéfice des anciennes productions. Ainsi, l'arbre fruitier n'apparaît qu'exceptionnellement en vergers homogènes: il s'est mêlé -toutes espèces confondues parfois, orangers, pruniers, pêchers, etc...- aux vieilles plantations d'oliviers, s'est superposé aux cultures annuelles. On aboutit de la sorte au paysage si original -l'olivier abritant l'oranger- des basses vegas du Valle de Lecrin ou des bassins occidentaux de l'Alpujarra. Sur les champs les plus fertiles ou les mieux soignés, la cohabitation des cultures est savamment organisée. Au sol, l'espace se partage, l'hiver, entre une sole de blé, d'une part, et une sole de pommes de terre et de fèves, d'autre part, qui, l'année suivante seront interverties; l'été, la parcelle est par contre entièrement consacrée au maïs. A ces deux récoltes du niveau inférieur s'ajoute le produit de la double cueillette des arbres qui s'y superposent: oranges et olives.

On voit mal comment demander davantage à une terre qui n'est pas inépuisable, comment accroître encore l'intensité d'une formule qui, sur une bonne part de l'espace, fournit jusqu'à 4 récoltes par an !

Les résultats sont pourtant très décevants par suite de l'exigüité des tenures et de la très faible productivité du travail qu'aggrave le

(Lecrin)

caractère jardinatoire d'un système difficilement mécanisable. On peut douter au fond de la validité économique des perfectionnements récents. Sans doute, d'aussi petites exploitations ne pouvaient-elles point se satisfaire de la polyculture insuffisamment intensive d'autrefois, mais il est vrai que les gains obtenus par l'amélioration de la formule culturale ont été chèrement acquis au prix de dépenses (travail, engrais, traitements, etc...) qui ont crû dans des proportions comparables.

L'intensification, finalement, n'a guère été "payante" et se solde, à l'échelle des microexploitations les plus courantes dans la région, par des résultats qui contraignent les familles paysannes à une vie de plus en plus difficile.

Le bilan, pour la campagne 1973, d'une tenure familiale caractéristique de la vega d'Orgiva peut témoigner de la médiocrité économique du système. L'exploitation est pourvue de 1,5 ha. de terres bien irriguées dont une moitié environ porte 3 à 4 récoltes et l'autre moitié se partage entre cultures annuelles et plantations mêlées d'oliviers-orangers.

Le produit brut qui s'élève à 128 000 pesetas (9000 F environ), comme on pourra le noter dans le tableau ci-dessous, souligne la part prépondérante des ventes de fruits (52% du total) et de maïs (20%) très significative de la nouvelle orientation économique locale. Son volume peut paraître relativement confortable.

Produit des ventes :

Oranges (150 qx)	= 37 000 ptas
Olives (36 qx)	= 30 000 "
Maïs (45 qx)	= 25 000 "
Pommes de terre	= 18 000 "
Blé	= 10 000 "
Fèves	= 8 000 "

Total 128 000 ptas.

Les frais, en contrepartie, sont assez considérables pour absorber les 2/3 au moins du produit brut, le coût du tra-

vail familial étant exclu des calculs. L'accumulation des cultures sur la même terre a en effet renchéri les dépenses en engrais nécessaires pour maintenir la fertilité du sol, mais ce sont surtout les arbres qui occasionnent les plus grosses sorties: jusqu'à la moitié du produit de la vente pour les différents traitements, le paiement des journaliers dont l'appoint est indispensable au moment des récoltes. En définitive, les frais directs de production totalisent quelque 73 000 pesetas pour l'exploitation de 1,5 ha. considérée, atteignent plus de 80 000 pesetas si l'on tient compte des dépenses générales régulières (eau, impôts, etc...).

La tenure dégage donc finalement un bénéfice apparent de l'ordre de 45 000 pesetas (environ 3000 F) par an.

On mesure l'extrême médiocrité de la productivité du travail sur ce type d'exploitation qui mobilise en général de 1 à 2 UTH. Plus concrètement, on devine les difficultés de la vie quotidiennes pour les familles paysannes soumises à de dures privations ou forcées de s'adjoindre des ressources extérieures à l'agriculture. Même intensifiée au maximum, la petite polyculture familiale vit trop mal pour se suffire et, en l'absence d'emplois non-agricoles sur place (quelques rares postes de travail dans l'hôtellerie ou l'embouteillage des eaux à Lanjaron, dans les fabriques de matériaux de construction à Padul et Durcal), engendre obligatoirement les volumineuses migrations saisonnières ou temporaires signalées plus haut.

Un tel système ne pouvait prospérer dans le cadre du microfundisme qu'à la condition d'obtenir des rémunérations très élevées en spéculant sur des produits de luxe que le climat ne permet pas d'obtenir ici. Bien au contraire, les problèmes commerciaux aggravent chaque année davantage le déséquilibre du bilan économique dont le principal responsable s'avère être la production d'agrumes malencontreusement érigée en culture-vedette. L'orange, en effet, s'écoule de plus en plus difficilement ou ne

trouve preneur qu'à des prix dérisoires (de l'ordre de 2 à 3 pesetas le kg). Au-delà des déficiences de l'organisation commerciale commune à l'ensemble de l'Andalousie méditerranéenne, de l'allongement excessif des circuits encombrés d'intermédiaires, il faut bien accuser l'inadaptation à la demande de la production locale. L'oranger du Valle de Lecrin ou d'Orgiva, comme d'ailleurs celui du Bas Andarax ou des vieilles plantations malagueñas soumis aux mêmes difficultés, appartient essentiellement à une variété indigène dite "Comun" qui donne des fruits douceâtres très sucrés, peu prisés pour la consommation en frais. Ainsi se pose un véritable problème de surproduction qui a pu aboutir à l'interdiction de nouvelles plantations (24) en l'absence d'industries de fabrication de jus de fruits capables d'absorber la récolte.

La situation défavorable de la petite polyculture actuelle n'offre guère d'issue. On ne voit guère comment améliorer une formule déjà si touffue à moins d'envisager l'hypothèse, fort improbable, d'un agrandissement sensible des exploitations et d'une réorientation parallèle du système agricole vers des formes rationalisées plus productives.

Une concentration foncière suffisante ne paraît pas possible, même à moyen terme. En dépit de l'exode rural, le marché foncier est bloqué, comme dans la plupart des régions microfundiaires. L'émigrant vend rarement et, d'ailleurs, les départs libèrent jusqu'ici peu de bonnes terres, dans la mesure où ils affectent d'abord les catégories les plus démunies de la société rurale. Ainsi qu'en d'autres lieux, l'émigration temporaire joue au contraire un rôle plutôt négatif lorsque les émigrés de retour, souvent à la veille de la retraite, s'attachent à acquérir quelques terres tantôt pour des raisons de prestige tantôt pour s'occuper sur de minuscules exploitations, inévitablement les plus archaïques. Le résultat, alors que l'offre est très limitée, est une montée rapide des prix du sol qui rend

son acquisition inaccessible au paysan: la valeur de la terre de regadio atteint actuellement quelque 400 000 pesetas l'hectare (entre 25 et 30 000 F)! Dans ces conditions, l'unique possibilité d'agrandir les exploitations consisterait à irriguer les champs de secano, pratiquement inutiles, dont la plupart disposent. Une meilleure utilisation des eaux abondantes descendues de la Sierra Nevada, notamment par le rio Torrente, pourrait sans doute étendre sensiblement l'irrigation dans le Valle de Lecrin: un barrage, la construction de puits pour capter l'écoulement souterrain sont périodiquement remis à l'ordre du jour sans qu'interviennent de réalisations décisives ...

Sans doute a-t-on conscience de l'inutilité d'agrandir les tenures sans modifier parallèlement le système de production. Or, les plantations qui recouvrent la plus grande part des vegas aggravent encore l'inertie de la formule actuelle pour laquelle on conçoit difficilement une substitution profitable. Sous l'instigation des conseillers agricoles, l'idée se fait jour cependant -à Orgiva notamment- du passage à un élevage laitier intensif en stabulation permanente. La qualité de l'irrigation qui permettrait une abondante production fourragère, l'existence d'une centrale laitière à Grenade que les difficultés d'un approvisionnement très déficitaire pousse à proposer des prix élevés à la production locale, interviennent en faveur de telles expériences. Restent des obstacles décisifs à surmonter : l'équipement, l'achat du cheptel et d'un matériel moderne ne sont guère concevables qu'à une échelle coopérative; l'absence totale de compétences de ces agriculteurs de tradition en matière d'élevage de qualité suppose enfin un apprentissage technique qui ne souffre pas d'improvisations. L'expérience pourrait être tentée cependant: une association spontanée de paysans, assurée de l'encadrement technique de conseillers agricoles, paraît se constituer à Orgiva sur le projet modeste d'exploitation collective d'une centaine de vaches laitières hollandaises. Une telle tentative peut jouer un rôle pionnier si elle parvient à démontrer la meilleure rentabilité du petit

élevage laitier. Pourtant, même dans cette hypothèse favorable, il reste peu probable que l'individualisme de la paysannerie, comme la crainte d'une rupture aussi radicale avec la tradition, permettent la généralisation d'une expérience si révolutionnaire dont les timides réalisations déjà observées dans la vega de Grenade montrent toute la difficulté (25).

Au même titre que celle des bassins de secano, l'agriculture des vegas des dépressions intérieures ne mérite plus la réputation élogieuse dont elle jouissait jusqu'ici. Ses défauts actuels ne permettent guère d'espérer pour ces anciens "bons pays" d'avenir beaucoup plus engageant qu'ailleurs dans l'ensemble des pays intérieurs de l'Andalousie méditerranéenne.

CONCLUSION . = = = = =

A l'issue d'une vingtaine d'années d'évolution précipitée, l'état des campagnes intérieures ne peut prêter à des conclusions équivoques. On en retirera surtout une double constatation: la tendance commune à l'appauvrissement de l'ensemble des systèmes agricoles de montagnes, de coteaux et même de bassins; la désorganisation rapide de la vie locale qui s'ensuit et laisse des "pays" exsangues, démunis de toute énergie propre, "à la dérive".

La crise généralisée des économies paysannes répond sur tous ces territoires à des causes identiques: la sous-productivité d'une agriculture de main-d'oeuvre aux marges de progrès dramatiquement limitées. L'insuffi-

sance de la production nécessiterait d'abord un accroissement considérable de l'intensité des formules agricoles héritées de la tradition. Or, les structures microfundiaires comme, le plus souvent, l'extrême médiocrité du milieu naturel engendrent partout des situations de blocages -sociaux, techniques, économiques- apparemment insolubles: les modes de production traditionnels sont figés, réfractaires aux transformations radicales qu'imposerait la gravité de la crise.

Les difficultés, loin de se résorber, semblent devoir s'aggraver. Elles provoquent, pour l'heure, des réactions partout identiques qui bouleversent profondément le visage des campagnes:

- l'exode rural et la dépopulation qui désorganisent la vie locale;
- un certain nivellement de la société rurale consécutif à un repli général dans le cadre de la tenure familiale qui, par souci d'autonomie en matière de main-d'oeuvre, aboutit à éliminer les journaliers, les plus pauvres tenanciers, et à fractionner systématiquement les exploitations les plus grandes. La paysannerie et l'exploitation familiales sembleraient finalement s'en trouver consolidées: il ne s'agit en fait que d'un ultime mouvement de défense, désespéré et provisoire;

- la tenure familiale demeure toujours insuffisante, en effet, et se transforme inéluctablement en exploitation de complément que seules les ressources extérieures, les migrations saisonnières ou temporaires, permettent de maintenir en activité. Or, ces habitudes migratoires sapent rapidement la cohésion familiale et ruinent à terme, les derniers moyens de résistance d'une agriculture qui s'est précisément refermée sur la famille: la renonciation progressive des jeunes semble condamner définitivement le système.

Avec l'altération profonde des activités agricoles qui les définissaient, les pays intérieurs ont perdu leur identité. Ils risquent aussi

de perdre bientôt toute vie si cette dernière doit continuer de dépendre aussi étroitement de lointaines ressources acquises au prix de longues migrations, vite déracinantes, et qui se muent, peu à peu, en exode définitif.

Sur place, l'absence ou la médiocrité des activités non-agricoles -hors quelques cas exceptionnels (Alhama de Almeria, Lanjaron ..)- ne permet guère d'espérer la promotion d'une véritable agriculture à temps partiel, dernière solution envisageable pour retenir la population paysanne.

En définitive, la meilleure chance de ces pays pour l'avenir tient à la capacité des régions actives du littoral à leur offrir, à proximité, l'emploi qui fait défaut sur place et les oblige à se vider vers de lointaines destinations. Au total, la cohésion régionale de l'Andalousie méditerranéenne tout entière est ainsi mise en jeu.

+ +

+

NOTES - Chap. I -

(1) - Interview réalisée à Alpandere en décembre 1976 par F. HERAN et nous-même.

(2) - E.S.T.E.A. "La Serrania de Ronda : estudio de potencialidades".
Cordoba. 1976.

(3) - On citera pour s'en convaincre l'anecdote rapportée d'un village de la Serrania lors des élections législatives de 1977. L'argument majeur inlassablement répété par les tenants du parti "conservateur" pour combattre l'influence redoutée de la gauche fut que les socialistes allaient supprimer les pensions de retraite ! Contre toute attente dans ce pays de pauvreté, les résultats furent, de façon écrasante, favorables à la Droite

(4) - Exemple significatif à ce sujet que celui d'un petit paysan d'Alpandere qui avait tenté l'expérience d'un petit élevage laitier à partir de.. 3 vaches hollandaises. La tentative s'est soldée par un échec faute de pouvoir écouler la production: le village, -quelque 500 habitants-, ne pouvait absorber le lait de 3 vaches ! Deux d'entre elles ont dû être revendues.

(5) - Ventilation de l'émigration à Capileira entre 1960 et 1970.
Sur 633 émigrés: - départs définitifs = 90% (dont 75% vers la Catalogne).
- migrations temporaires = 10% (dont 70% en Allemagne,
20% en France, 10% en Suisse).

(6) - Consejo economico-sindical de Granada. "Ponencias y conclusiones.1964".
Ponencia "Alpujarras". Granada. 1964.

(7) - Cf. Contrat-type de "hateria" à Capileira. La rétribution mensuelle du berger est composée de la façon suivante (1969).

- a/. 1,5 fanega de blé soit 82 litres.
- 0,5 " de maïs soit 27 litres.
- 1,5 celamines de haricots soit 7 litres.
- 5 litres d'huile.

- b/. droit d'élever à son profit 15 brebis et 2 chèvres.
c/. solde de 300 pesetas.

(8) - La haute qualité du jambon "de Trevelez" tient à la sécheresse de ces climats d'altitude qui permettent le séchage sans salaison.

(9) - Voir, par exemple, les projets et propositions du Consejo economico-sindical dans "Ponencias y conclusiones.1964".

(10) - A propos de la ruine de la Haute Alpujarra orientale on signalera les déficiences particulières dont souffrent ces régions: une moindre altitude, une sécheresse accrue interdisent toute possibilité d'élevage bovin tandis que l'isolement, aussi bien à partir d'Almeria que de Grenade, paralyse toute tentative de spécialisation agricole.

L'élevage ovin, autrefois fondamental, est en voie d'abandon: la région d'Ugijar qui nourrissait 30 000 têtes de bétail (cheptel local et transhumant) ne compte plus que deux troupeaux totalisant 300 têtes, auxquels il convient d'ajouter 3000 têtes de transhumants venus d'Almeria...

(II) - Voir FOSTER A. - La région de la pasa malagueña- Est.Geo. XI.1950.
pp.93-109.

On apprend, par exemple, que Fuengirola qui vendait chaque année 80 000 caisses de "pasas" a alors arraché la totalité de ses vignes.

La légère reprise postérieure à la Guerre Civile ne touchera ensuite que les zones voisines de Velez. La contraction du vignoble dans les Monts de Velez est alors consacrée.

(12) - Le salaire masculin pour la vendange est passé, entre 1966 et 1972, de 125 à 300 - 350 pesetas par jour. Dans le même temps, le salaire féminin pour le tri-emballage est passé de 10 à 20 pesetas par caisse.

(13) - Bilan économique pour 1 hectare de vigne à raisin sec dans l'Axaquia en 1974 :

	Rendement en frais (kg)	Rendement raisin sec (caisse 10 kg.)	Prix moyen par caisse	Revenu brut ptas	Coût de production	Bénéfice ptas
(A)	1300	43,3	180	7 800	10 000	- 2 200
(B)	1200	40	300	12 000	10 000	+ 2 200

Le calcul (A), fourni par le Consejo economico-sindical de la Province de Málaga-zone Est, exprime les résultats d'une vigne dégradée ne produisant que des raisins de faible qualité, médiocrement rémunérés.

Le calcul (B), établi à partir des résultats observés chez un grand nombre de viticulteurs, traduit une réalité plus courante.

(I4) - JIMENEZ A.M. - "Axarquia 1974 = Competa en la encrucijada".

Jábega - 1973 - n°4.

(I5) - GARCIA MANRIQUE E. - El viñedo en la costa alpujarreño.

Est.Geo. 1973 n°132-133. pp.501-538.

(I6) - A titre d'exemple, les chais de la Société Lardon, la plus importante d'Albondon, traitent la production suivante en 1973:

- 10 000 hecto. de vin obtenus à partir de 1 500 t. de raisin de la Contraviesa, vendues par des producteurs qui livrent de 5 à 10 t. de vendange chacun.

- 30 000 hecto. de vin achetés après vinification soit 10 000 obtenus des vignerons locaux et 20 000 acquis à Jumilla (Murcia) et Valdepeñas.

50% du vin commercialisé par cette entreprise proviennent donc de l'extérieur.

(I7) - Voir : - RUEDA FERRER F. "La uva de mesa de Almeria".

Ed. Salvat - Barcelona - 1932.

- BOSQUE MAUREL J. La uva de Almeria - Estudio geografico.

Geografica -VII- 1960 pp. 3-27.

(I8) - ABELANET B. Les problèmes économiques du vignoble d'Almeria.

R.G.P.S.O. n°40. 1969. pp.143-156.

(I9) - CAMILLERI A. Estado actual de los productos hortofructicos en España. Madrid. 1967.

(20) - Evolution des salaires agricoles journaliers dans la région de Can-Jayar (pesetas courantes) :

	1955	1965	1970	1974
Hommes	30-35	100	150	275
Femmes	25	75	110	200-250

(21) - VILLEGAS MOLINA F. El Valle de Lecrín

Instituto de Geografía aplicada del Patronato "Alonso de Herrera" - Granada. 1972.

(22) - CARVAJAL GUTIERREZ M.C. La emigración al extranjero en la provincia de Granada.

Cuadernos geográficos de la Universidad de Granada. Vol.3. 1973.

(23) - Données obtenues du Servicio de Extension Agraria de la Comarca de Orgiva.

(24) - Consejo economico-sindical de Granada. El Valle de Lecrín. II. Pleno.
Granada. 1969-70.

(25) - Voir OCANA OCANA M.C.

- La ganadería vacuna en una comarca minifundista.

Est. Geo. 1973. n°132-133 pp.557-594.

CHAPITRE II.

L ' ESSOR INEGAL DES LITTORAUX ET L ' ECLATEMENT REGIONAL .

Les zones côtières monopolisent aujourd'hui la croissance démographique et économique de l'Andalousie méditerranéenne tout entière. Grâce aux privilèges exclusif de leur climat ou à l'attrait de leurs rivages, elles concentrent toutes les activités modernes -agricultures de haute rentabilité, tourisme- et sans doute les seules chances de progrès futurs.

Face à un arrière-pays passif, défait, qui sombre dans une crise sans remède et y perd toute cohésion, elles représentent à la fois la pièce maîtresse de l'économie et le seul principe organisateur du tissu régional. L'Andalousie méditerranéenne se reconstruit désormais autour de son littoral. L'intérêt de l'analyse du phénomène côtier dépasse donc de beaucoup la définition des systèmes qui l'animent, la description de leur dynamisme dont les termes essentiels ont d'ailleurs été examinés plus haut (2 ème Partie - Chap.II). Il s'agit bien davantage de saisir l'émergence de nouvelles structures régionales dont la trame se confond finalement avec les axes de l'influence littorale sur un arrière-pays invertébré.

retour : Tunisie à l'W
 mais centre essor à l'E.
 justification de allure - système

Mais, la réalité actuelle n'est pas simple. En effet, au-delà d'une certaine vitalité d'ensemble qui permet de les opposer globalement aux pays intérieurs, les zones côtières n'offrent guère d'unité.

Les diverses sections du littoral ne jouissent pas, d'abord, d'un dynamisme comparable. Les foyers les plus actifs - la Costa del Sol malaguëña, les côtes orientales - demeurent séparés par de vastes secteurs languissants, encore attardés dans une tradition routinière (I).

Les zones les plus vivantes suivent elles-mêmes des voies divergentes, se développent indépendamment sur des bases qui leur sont exclusives : à l'Ouest, le tourisme représente le moteur essentiel de la croissance ; à l'Est, au contraire, l'horticulture moderne constitue le terme fondamental de l'expansion.

On se trouve donc en présence d'un milieu littoral très diversifié, juxtaposant des cellules hétérogènes dont chacune évolue à un rythme propre, vers des buts personnels.

Une telle situation engendre des conséquences évidentes quant à l'articulation régionale de l'Andalousie méditerranéenne. Chacun des foyers littoraux se constitue, en fait, une aire d'influence autonome dont il règle l'étendue à la mesure de sa vitalité. Aussi l'espace méditerranéo-andalou ne peut-il se définir comme une région homogène s'articulant simplement sur la solidarité d'un ensemble côtier et d'un vaste arrière-pays. Il offre, au contraire, l'image dissociée d'une juxtaposition de "systèmes régionaux" indépendants, inégalement cohérents et qu'aucune hiérarchie fonctionnelle n'harmonise.

I - L'ANGLE MORT DES PAYS MEDIANS. (Fig.7I)

Entre tourisme à l'Ouest et horticulture de contre-saison à l'Est, la section centrale de la côte méditerranéenne andalouse : paraît étrangement calme, comme endormie dans des fonctions traditionnelles et routinières. Les activités dynamiques qui assurent le succès des littoraux de Málaga et Almeria sont absentes ou réduites à un niveau trop modeste, en des zones trop ponctuelles, pour animer efficacement ces pays.

La croissance balnéaire demeure faible. Insignifiante sur les rivages de Motril, elle n'acquiert qu'une importance encore secondaire à Almuñecar, Nerja, Velez-Málaga. D'autre part, le développement d'une agriculture moderne de haute rentabilité n'est guère significatif qu'à l'échelle de minuscules vegas, celle du rio Verde d'Almuñecar, celle de Velez, incomplètement transformée d'ailleurs. Dans l'ensemble, spéculations et techniques agricoles restent traditionnelles, surtout dans la plaine de Motril-Salobreña fidèle à la vieille monoculture de la canne à sucre.

Dépourvus d'activités motrices suffisantes, ces littoraux n'ont engendré aucun foyer économique assez vivant pour agir efficacement sur l'arrière-pays. Ni Almuñecar ni Velez ne sont assez puissantes pour intervenir valablement en ce domaine. Motril, seule ville de quelque importance (32 000 hab. en 1970), manque de dynamisme pour jouer un véritable rôle régional. La principale faiblesse de ce "vide médian" tient au fond à l'absence de capitale active. La responsabilité en incombe d'abord à Motril, à sa médiocrité urbaine comme à son immobilisme agricole. Or, privés de direction, ces pays demeurent également insensibles à l'influ-

ence des grands pôles attractifs des littoraux voisins: les relations avec le Campo de Dalías ou la Costa del Sol malaguëña, gênées sans doute par les difficultés de circulation, sont très faibles. Grenade, capitale intérieure impuissante à absorber les excédents humains de sa propre vega (2), n'a guère d'influence notable que sur les confins septentrionaux du Valle de Lecrin.

Aussi, de l'Alpujarra occidentale au pays de Velez, de vastes territoires offrent l'image d'un agglomérat de "pays" qui évoluent isolément. Rejetant massivement leurs populations, ils alimentent une émigration lointaine, entièrement perdue pour l'Andalousie méditerranéenne.

Il reste à comprendre les raisons décisives du manque de dynamisme de ces côtes, de la lenteur de pénétration des activités modernes. C'est dans les plaines de Motril où la résistance obstinée de la canne à sucre symbolise le mieux le refus catégorique du progrès proposé par les littoraux voisins qu'il faut d'abord rechercher une réponse à la question. Ailleurs, la rénovation plus ou moins incomplète de l'économie des petits foyers agricoles comme Almuñecar et Velez montre néanmoins la voie du développement et fournit "a contrario" un complément d'explication à son retard dans les autres secteurs.

A - La vega de Motril-Salobreña: la sclérose de l'économie sucrière. (3)

La plaine du Guadalfeo, la plus belle de cette section du littoral, présente l'exemple le plus achevé d'une monoculture à la fois absolue et immuable. Depuis le XIX^{ème} siècle, la canne à sucre règne sans

partage sur les 3000 hectares des vegas confondues de Motril et Salobreña qui concentrent ainsi plus de la moitié des plantations andalouses (4). Là, se situe le principal foyer espagnol de production du sucre de canne.

Sur l'ensemble des terres basses de la plaine, la canne étend un manteau égal, uniforme. A peine si, de loin en loin, quelques lopins légumiers viennent rompre la simplicité monotone du paysage: encore ne s'agit-il pas de cultures concurrentes mais seulement de productions intégrées au cycle de la canne qui au bout de 4 ou 5 années cède la place pour quelques mois à une brève sole de pomme de terre. Les spéculations modernes - horticulture sur sable, vergers de chirimoyos - n'entament nulle part le domaine traditionnel de la canne: elles n'ont pu se développer, -médiocrement-, que sur les marges du bassin, sur les bordures récemment conquises au secano.

L'habitat lui-même se tient à l'écart, comme s'il craignait de disputer le sol à l'hégémonie des plantations de canne. Motril, Salobreña, Lobres -près de 40 000 personnes dont les 2/3 au moins vivent de l'agriculture- se tassent au contact des collines ou sur quelque piton rocheux, hérissées des hautes cheminées des sucreries qui jalonnent le pourtour du bassin.

L'empire de la canne n'est pas seulement absolu et immuable dans ses limites. Il est aussi figé dans des règles techniques invariables, conservateur de pratiques besogneuses qui héritent, sans doute sans grand changement, des méthodes de l'époque musulmane (4).

Le système, entièrement fondé sur l'abondance d'une main-d'oeuvre bon marché, est aujourd'hui désuet. C'est là une agriculture qui témoigne d'une époque révolue et qui, cependant, malgré les difficultés qui l'assaillent, se refuse à la modernisation.



Phot. XX - La monoculture sucrière maintenue à Motril.

Canne à sucre exclusive dans la partie orientale du bassin de Motril.

moelle de l'expérience. Canéva

I/ - La sclérose de l'économie sucrière.

Le système sucrier, tel qu'il se présente à Motril, est régi par deux phénomènes essentiels: la prépondérance du rôle des sucreries, des industriels qui contrôlent aussi bien la production agricole que sa transformation; le fractionnement extrême des cadres de l'exploitation. Tous deux résultent des nécessités de fonctionnement de l'économie traditionnelle.

La pulvérisation des exploitations agricoles est caractéristique de structures microfondiaires. Elle a déjà été évoquée dans la première partie (Chap.III). On rappellera seulement que 80% des producteurs travaillent sur des tenures inférieures à 5 hectares qui représentent 71% de l'espace cultivé. En fait, à s'en tenir aux seules plantations de canne et en excluant les parcelles de secano qu'englobent la plupart des exploitations, le morcellement est bien plus accentué encore. Pour la vega de Motril, 91,5% des "caneros" cultivent moins de 2 hectares, et la majorité d'entre eux disposent de tenures inférieures à 0,50 ha (5). En définitive, seuls quelques dizaines d'exploitants -étroitement associés en général aux intérêts de l'industrie sucrière- travaillent plus de 5 hectares, ce qui correspond à 1/4 seulement de la superficie sucrière totale.

Aussi menue soit-elle, l'exploitation de canne se fractionne à son tour en plusieurs champs. Le parcellaire souffre donc d'un émiettement extraordinaire: la surface de l'unité de culture moyenne se tient, le plus souvent, entre 1/4 et 1/3 d'hectare. 1/10 des parcelles seulement atteint 1 hectare tandis que les 2/3 d'entre elles demeurent inférieures à 30 ares.

Néanmoins, l'enchevêtrement du puzzle inextricable des champs se révèle difficilement dans le paysage, fondu sous le couvert homogène des plantations. C'est que l'extrême rareté des chemins ne permet pas de matérialiser le réseau complexe des limites parcellaires. L'accès aux champs se fait au long d'étroites sentes qui se faufilent d'un lopin à l'autre, juste suffisantes au passage d'un homme ou d'un mulet. Les chemins carrossables - quelques pénétrantes greffées/perpendiculairement à l'axe de la route nationale qui traverse la plaine d'Est en Ouest - constituent une trame embryonnaire dont la vocation initiale est d'ailleurs étrangère à la vie agricole: ils ont été conçus pour permettre la circulation vers le rivage. Aussi, la vega se révèle apparemment comme une masse compacte de plantations étendues d'un seul tenant de la mer aux premières pentes. Les champs se trouvent donc assemblés par centaines en masses serrées d'une centaines d'hectares sans ouvertures, totalement enclavés pour les 9/10 d'entre eux.

L'impression de morcellement est plus sensible, lors des périodes de labour, au niveau de l'aménagement interne des parcelles. L'irrigation, régie par les canons stricts d'une tradition héritée -dit-on- de l'agriculture musulmane, suppose en effet l'agencement du sol selon un réseau complexe de diguettes qui fractionnent le sol à l'infini. La trame est donnée par des billons étroits, espacés de 1,10 m., qui portent les plants de cannes. Entre eux, la raie est cloisonnée en petits casiers géométriques par des levées d'une dizaine de centimètres ("pataratras" dans la terminologie locale): une diguette longitudinale divise la raie en deux parties, les autres disposées en quinconce lui sont perpendiculaires. L'objet de ces cuvettes est de retenir l'eau de façon à ce que le pied faiblement enraciné de la canne soit directement baigné.

Ainsi, de la tenure au champ et à la microtopographie parcellaire, l'exploitation de la canne est d'abord marquée par ce phénomène de morcellement, de subdivision systématique de l'espace en unités de plus en plus exiguës. Ce caractère dominant n'est point fortuit et ne revêt pas seulement un intérêt physionomique. Il résulte, au contraire, de nécessités fonctionnelles, celles des méthodes culturelles de la tradition strictement fondées sur des façons manuelles.

Le fractionnement extrême du paysage agraire est, en effet, l'expression d'un mode de culture jardinaire. Les travaux sont assez peu nombreux, en fait, mais presque intégralement conduits "à la main". Les plantations des boutures, l'épandage abondant de fumier, les sarclages, la construction des billons et diguettes sont assurés à partir de la seule énergie humaine. Les labours eux-mêmes étaient remplacés, jusqu'à la Guerre Civile, par un bêchage, alors que le rapprochement des billons à 80 cm interdisait le passage de l'araire attelé. Ce n'est que depuis une vingtaine d'années que l'écartement des cannes permet l'utilisation de l'araire tiré par une mule, voire même parfois du tracteur. Ce modeste progrès n'a pas amélioré pour autant la qualité du labour: le défonçage demeure superficiel et provoque la formation, à faible profondeur, d'une "semelle" très compacte et imperméable dont les conséquences sont considérables. Le médiocre enracinement de la plante, sa sensibilité à la "verse", la mauvaise pénétration des engrais en résultent directement, de même que la nécessité de recourir à un système d'arrosage par submersion expliquant l'aménagement des "pataratras".

Mais, c'est surtout la récolte ou "zafra" qui impose les plus grandes dépenses de travail. Intégralement manuelle, elle suppose le recours à une volumineuse main-d'oeuvre saisonnière -2000 hommes environ

pour la vega de Motril-Salobrena, accompagnés de leur famille- ainsi qu'à une nombreuse cavalerie. La zafra, organisée par les sucreries à l'exclusion des planteurs qui n'y participent jamais, comprend en fait 2 opérations simultanées :

- la coupe proprement dite est un travail pénible réalisé au moyen de hachettes. Elle est confiée à des équipes d'hommes qui avancent en ligne au rythme lent de l'abattage. Derrière eux femmes et enfants assurent l'émondage.

- le transport de la canne à la sucrerie constitue le second aspect de la zafra. Les mulets tiennent là le rôle essentiel. Leurs longues files s'égrènent du champ à l'usine ou, plus souvent aujourd'hui, jusqu'à la route la plus proche où charrettes et camions se chargent de la canne.

Ainsi, à aucun moment du cycle de la production n'interviennent les machines ni même le simple attelage. Tout repose sur le travail de l'homme et l'énergie du mulet de bât. Ces méthodes ne ressemblent en rien aux pratiques modernes puissamment mécanisées que l'on connaît ailleurs, aux Etats-Unis ou en Australie. Elles expliquent bien, par contre, les principaux caractères de la structure d'exploitation.

L'exiguïté de la parcelle, d'abord, peut être mieux comprise: la taille du champ demeure à la mesure de la seule énergie manuelle. Il en va de même pour la taille de l'exploitation qui, quelle que soit la dimension de la propriété, se subdivise jusqu'à s'adapter à la capacité de travail du cañero.

Dans ce contexte de morcellement nécessaire où chaque lopin acquiert une valeur considérable, l'absence de chemins apparaît à son tour comme un phénomène logique. L'enclavement des parcelles n'impose d'ailleurs aucune gêne dans le cadre du système traditionnel: les sentiers suffisent

au passage des hommes et des mulets. Au contraire, l'existence de larges accès équivaldrait à une perte d'espace cultivable, trop limité et précieux pour être gaspillé sans besoin évident. De telles préoccupations sont toujours présentes à l'esprit des agriculteurs. On a pu en juger durant la guerre, lorsque quelques chemins ont été ouverts d'autorité au travers des plantations, ... et immédiatement recolonisés par les cultivateurs riverains.

L'émiettement des tenures et des champs, l'enclavement des parcelles, caractéristiques du système d'exploitation motrileño, répondent donc à une logique parfaitement cohérente. Celle-ci n'est point incompatible d'ailleurs avec l'emprise toute-puissante de l'industrie sucrière sur l'économie agricole.

Le contrôle de l'économie sucrière se trouve concentré, de fait, entre les mains d'un petit nombre d'industriels, sans qu'il y ait là de réelle contradiction avec le morcellement des structures d'exploitation.

Les 6 sucreries du bassin de Motril-Salobreña contrôlent d'abord étroitement la production agricole.

La propriété du sol constitue le moyen le plus sûr de commander le système de culture et, par là, d'assurer l'approvisionnement des usines. C'est pourquoi la concentration foncière apparaît comme l'expression logique d'un système économique conçu et dirigé par la fabrique. De fait, la grande propriété -celle de la sucrerie ou des actionnaires qui en composent la direction- regroupe près de 40% des surfaces plantées en cannes. Une partie de ce territoire est exploitée directement. C'est le cas des quelque 200 hectares possédés par la poignée d'actionnaires de la Sucrerie San Francisco à Salobreña. Ceux-ci -25 au total- disposent le plus

souvent de domaines de 5 à 50 hectares qu'ils confient à des régisseurs chargés de diriger les équipes de salariés. En réalité, c'est là un système peu courant: la sucrerie Rosario ne cultive qu'une trentaine d'hectares de la sorte, de même que l'usine Montero. L'exploitation de la grande propriété sucrière est, en général, confiée à des colons sous la forme d'une multitude de tenures minuscules. La Société Motrileña fait travailler ainsi la totalité de ses terres, plus de 200 hectares; la Sucrerie Rosario, surtout, qui possède près de 400 hectares, emploie de 800 à 900 colons auxquels elle répartit ses 1014 parcelles.

Maîtresses d'une bonne part des terres, les sucreries contrôlent du même coup la production, de manière évidente dans le cas de l'exploitation directe, de façon non moins sûre dans le cas du colonage. Les colons sont en effet liés à la sucrerie par un contrat qui les engage à cultiver la canne sur la totalité de la tenure et à livrer la totalité de la récolte à l'entreprise propriétaire. La conduite de la plantation est également soumise aux directives techniques de la sucrerie: c'est cette dernière qui impose les variétés à cultiver, en fournit les plantons. C'est elle qui distribue l'engrais et finalement organise la "zafra".

Les usines dépourvues de propriétés foncières importantes et dont le fonctionnement est soumis à la régularité des livraisons de la foule des petits planteurs indépendants s'assurent par d'autres moyens un approvisionnement sans aléas. Le procédé consiste alors à lier les petits producteurs par un système de contrat établi chaque année ou pour la durée du cycle de la canne (4 ou 5 ans). Chaque sucrerie dispose, en fait, d'une clientèle fidèle et stable, tenue de lui livrer sa production et de se conformer à ses directives techniques. Comme dans le cas précédent, c'est la fabrique qui organise la récolte. Dans la pratique, ce système utilisé surtout par les sucreries N.Sa del Pilar, S. Luis, Montero, ne diffère pas

fondamentalement du colonage et ne s'en distingue que par l'absence de rente foncière à verser à la fabrique. Dans tous les cas, petits paysans ou colons sont assujettis aux mêmes règles qui garantissent le pouvoir des industriels. Quel que soit le statut de la sucrerie -sucrerie-proprétaire-exploitante (S. Francisco), sucrerie-proprétaire à colons (Rosario) ou sucrerie à clientèle paysanne sous contrat- celle-ci dirige sans partage l'économie de la canne.

Maîtresses de l'emploi, les sucreries régissent aussi, dans une large mesure, la situation sociale de la zone tout entière. Par le biais du colonage ou du salariat agricole, elles contrôlent environ 2000 postes de travail permanent dans l'agriculture, soit plus de la moitié de l'emploi en ce domaine. A l'occasion de la zafra, elles offrent enfin un exutoire à quelque 2000 montagnards voisins, candidats aux migrations saisonnières et qui trouvent ainsi à s'occuper pendant 3 mois autour de Motril. Leur rôle n'est pas moins notable au niveau du salariat industriel: les sucreries n'utilisent guère que 300 ou 400 employés fixes mais recrutent par contre un millier de saisonniers durant le trimestre de récolte où les usines fonctionnent à plein.

Distributrices à la fois de travail agricole et industriel, permanent et saisonnier, elles jouissent d'une position déterminante sur le marché local de l'emploi.

Adapté aux techniques besogneuses de l'agriculture manuelle par le fractionnement de ses structures d'exploitation, concentré aux mains d'une poignée de sucreries qui, pour les besoins de l'économie industrielle, en contrôlent étroitement les termes décisifs, le système motrileño démontre une parfaite cohérence dans les cadres de l'économie traditionnelle. Mais aujourd'hui cette organisation rigoureuse témoigne d'un archaïsme préjudiciable aux agriculteurs comme aux industriels: le système sucrier con-

naît des difficultés grandissantes.

La crise de l'économie sucrière est d'origine structurelle. Elle exprime les insuffisances aujourd'hui rédhibitoires d'un système singulièrement dépassé.

Les difficultés de l'agriculture proviennent fondamentalement de l'aggravation considérable et continue des frais de production devenus prohibitifs. L'archaïsme des techniques culturales trop exclusivement manuelles en est directement responsable. La zafra surtout qui absorbe la moitié, à elle seule, du temps de travail annuel constitue le problème crucial du système actuel.

Tout repose, en effet, sur la réalisation d'une double condition: le faible coût du travail humain, la disponibilité d'une abondante main-d'oeuvre saisonnière. Aujourd'hui, l'une et l'autre sont remplies de plus en plus difficilement.

Le coût du travail salarié s'est accru dans des proportions considérables, en réponse à l'élévation générale du niveau de vie national et par suite de la concurrence des migrations saisonnières lointaines (vers la France notamment). Le prix d'une journée de coupe (6) a triplé en 5 ans, passant de 200 à 600 pesetas de 1967 à 1972, pour atteindre quelque 1000 pesetas en 1975 !

Les difficultés du recrutement, chaque année plus sensibles, aggravent encore la tendance. La main-d'oeuvre montagnarde se raréfie progressivement, à la cadence de l'émigration. Ceux qui demeurent préfèrent souvent des travaux moins pénibles et aussi rémunérateurs et s'orientent davantage -les jeunes surtout- vers les tâches saisonnières du bâtiment

sur les littoraux touristiques ou vers les lointains déplacements de récolte vers le Midi de la France. A cette évasion des hommes s'ajoute le problème tout aussi inquiétant de la réduction rapide des effectifs de mulets indispensables au transport de la canne. Ceux-ci disparaissent des campagnes céréalières au fur et à mesure de la mécanisation tandis que, en montagne, le cheptel de trait est décimé au rythme croissant de l'exode rural.

De la sorte, les frais de récolte qui représentent déjà beaucoup plus de la moitié du coût de production tendent à devenir de plus en plus malaisément supportables. Or, en dépit des rattrapages périodiques du prix du sucre, la valeur de la production n'est pas susceptible de suivre à long terme la production inéluctablement rapide des dépenses de main-d'oeuvre. Les marges bénéficiaires sont promises à un laminage croissant et qui paraît inévitable: le seuil de rupture est atteint où cette agriculture dévoreuse de travail est en passe de ne plus pouvoir en supporter les charges. Les frais de récolte atteignent ici des valeurs 5 fois supérieures à celles que l'on admet dans les systèmes modernisés (7).

Les progrès enregistrés par les rendements depuis une dizaine d'années ne compensent guère ce déséquilibre croissant. La substitution intégrale de la variété NCO (Natal) à la vieille POJ (Java) usitée jusqu'alors a permis d'accroître à la fois la production à l'hectare de quelque 20% en moyenne, et la teneur en sucre de près de 25%. Le produit de la récolte payée selon sa richesse en saccharose s'est donc sensiblement élevé. Pourtant, en dépit de rendements moyens qui atteignent aujourd'hui 90 à 100 t/ha, l'intensité s'avère encore très insuffisante en regard du coût de production.

La médiocrité croissante des ressources dégagées par la culture de la canne est cruellement ressentie à l'échelle de la micro-exploitation. Le morcellement des structures sociales amplifie la crise. La plupart des

tenures s'avèrent incapables de faire vivre aujourd'hui une famille paysanne sur 30 ou 50 ares. Or, pour un grand nombre de producteurs, colons des sucreries, le paiement d'une rente foncière qui varie de 20 à 40% de la production selon les cas, ampute encore des revenus déjà très réduits. Sachant qu'un hectare de canne fournissait un bénéfice de l'ordre de 50 000 pesetas dans les années 70 (5) et que sa valeur ne s'est aucunement accrue depuis (la hausse du prix de la canne a à peine compensé l'augmentation des frais), le bilan d'une exploitation moyenne s'établit à quelque 25 000 pesetas par an, à 20 000 à peine dans le cas d'une tenure de colon. Résultats dérisoires si l'on tient compte, de surcroît, de l'absence de produits d'autoconsommation dans un tel système: la population agricole, entièrement dépendante du commerce pour satisfaire à ses besoins élémentaires (alimentation, habillement, etc...) subit donc sans compensation la hausse générale du coût de la vie. La canne à sucre apparaît aujourd'hui comme une spéculation trop peu productive à l'échelle d'une société agraire si menue. On estime que, désormais, une famille de cañero devrait disposer de 10 hectares environ pour vivre convenablement dans le cadre du système motrileño. Or, moins de 1% des exploitations actuelles atteint ce seuil minimal. Plus encore qu'autrefois, l'agriculture sucrière est ici génératrice d'une pauvreté qui confine à la misère.

En réalité, -expression manifeste de l'impuissance du système-, la culture de la canne ne supporte pas de véritable économie paysanne. Depuis longtemps déjà, mais de façon de plus en plus évidente aujourd'hui, les exploitations sucrières ne servent que de compléments à d'autres ressources professionnelles. Le Censo Agrario de 1972 constate que 65% des chefs d'exploitation de Motril, 67% de ceux de Salobreña s'occupent pour plus de moitié de leur temps à des tâches extérieures.

Phénomène surprenant dans un cadre agraire si morcelé, mais qui

seul peut expliquer le maintien d'une petite agriculture si mal rémunérée, la véritable tenure paysanne est extrêmement rare. La formule habituelle consiste, pour les petits propriétaires comme pour la plupart des colons, à faire travailler leur exploitation "à la tâche" par des ouvriers agricoles, de façon à se consacrer entièrement à d'autres activités. Le "canero", ici, ne cultive pas la canne mais se contente d'en retirer les bénéfices -même très modestes- au terme de la campagne. Ses ressources essentielles -sauf s'il possède une plantation assez vaste- procèdent de l'exercice d'autres fonctions: métiers citadins ou de la sucrerie (ouvrier, employé de bureau), migrations saisonnières aussi, faute d'emplois permanents en nombre suffisant.

En définitive, la véritable population agricole -la seule à cultiver la canne- est celle des journaliers. Ceux-ci, en plus de quelque minuscule lopin cultivé à leur profit, travaillent les plantations des grands et petits exploitants. La concentration des tâches sur de brèves périodes entraîne d'ailleurs un fort chômage temporaire, tare chronique de la région de Motril, qui aujourd'hui pousse un grand nombre de journaliers aux pratiques de l'émigration saisonnière.

Au total, l'agriculture sucrière vit ainsi sur des bases assez malsaines, sans soutenir d'exploitations réellement autonomes. C'est, au fond, cette fonction économique accessoire qui permet de comprendre sa permanence dans des cadres irrationnels, son maintien hors de toute norme de rentabilité. La sécurité des ressources compense dans ce système la faiblesse des bénéfices: l'exploitant est assuré de vendre sa production à un prix garanti et se satisfait de revenus complémentaires modestes mais sûrs. La pression des sucreries, soucieuses de conserver un approvisionnement indispensable, intervient puissamment aussi pour sauvegarder l'intégrité du domaine de la canne. Leur volonté en ce sens est d'autant plus tenace qu'elles se trouvent également menacées par l'évolution de l'économie in-

dustrielle qui leur est défavorable.

Les difficultés de l'industrie sucrière sont comparables à celles de l'agriculture.

Les bénéfices de la transformation de la canne se réduisent à des marges très faibles. Fondées sur le principe de la liberté des prix qui autrefois leur permettait de fixer les cours de la canne, conçues pour fonctionner à l'aide d'une main-d'oeuvre à bon marché, les sucreries souffrent actuellement de l'augmentation rapide des charges salariales et des frais fixes incompressibles qui accroissent considérablement les prix de revient du sucre. En contrepartie, elles ne peuvent guère compenser cette évolution négative en jouant sur les cours fixés par l'Etat.

Le problème des sucreries motrileñas peut se résumer, au fond, à deux insuffisances principales.

La première tient à l'émiettement des unités de production, à leur médiocre capacité de traitement. Il y a trop de sucreries dans la plaine de Motril, et de trop médiocre envergure: les 6 usines actuelles ne peuvent traiter que 700 à 800 tonnes de canne par jour pour les plus importantes, de 300 à 500 tonnes pour les plus petites. En définitive, la production finale est trop modeste pour dégager des bénéfices suffisants tandis que les frais de personnel permanent (administration, entretien) sont anormalement accrus par le morcellement des entreprises. On signalera simplement, pour mesurer l'insuffisance de ces usines, que la capacité minimale admise actuellement pour assurer la rentabilité d'une sucrerie s'élève à 1500 tonnes par jour, soit 2 à 4 fois le volume traité par les fabriques de Motril.

Les difficultés des sucreries sont considérablement aggravées, enfin, par la brièveté de leur période d'activité. Elles ne travaillent

la durée de la
du sucre
le sucre
(le sucre capital)

guère que 70 jours par an, en moyenne, sans qu'il soit possible d'étaler la durée de broyage: la canne doit être transformée sans attendre pour ne point perdre sa qualité et n'autorise aucun stockage. La longueur de la "morte-saison" est d'autant plus difficilement supportable que la capacité de traitement est plus faible. Or, les sucreries de Motril ne parviennent pas cependant à fonctionner à plein rendement faute d'une alimentation suffisante, la production de canne de la vega étant légèrement inférieure aux possibilités d'absorption de l'ensemble des usines.

Le problème est suffisamment aigu pour mettre en péril l'existence même de l'industrie sucrière. Certaines usines envisagent de fermer comme l'a fait la Motrileña il y a quelques années. Les 5 fabriques survivantes maintiennent un équilibre fragile au prix d'artifices incertains: la possession du sol permet à certaines d'entre elles d'obtenir la canne à des prix réduits de 20 à 40% (la valeur du fermage), une entente entre les entreprises règle la répartition de la matière première afin d'éviter une hausse des cours de la canne que ne manquerait pas de provoquer une compétition trop vive entre les industriels; surtout, c'est grâce à la fabrication d'alcool, sous-produit du broyage, officiellement considéré comme alcool de consommation et vendu à un tarif élevé, que les fabriques compensent l'insuffisante rentabilité de la production du sucre.

Le système sucrier tel qu'il se présente à Motril souffre aujourd'hui d'archaïsme. C'est là une économie attardée qui, logiquement, ne devrait plus satisfaire ni les agriculteurs ni les industriels. L'urgence d'une reconversion profonde paraît indiscutable.

Le système sucrier est menacé d'asphyxie à brève échéance s'il

ne se soumet pas à des transformations profondes. Pour résoudre la crise une simple alternative se présente: - accroître l'intensité de la production jusqu'à atteindre un seuil de rentabilité minimale à l'échelle de la microexploitation: la canne n'est guère susceptible de progrès suffisants pour satisfaire à de telles exigences et, dans cette optique, devrait être abandonnée au profit de nouvelles spéculations;

- réduire considérablement les frais de production de façon à rationaliser le système actuel tant au niveau de l'agriculture que de l'industrie sucrière. C'est la voie qui impliquerait d'abord la mécanisation agricole, seule capable de réduire notablement les dépenses de main-d'oeuvre.

Pour des raisons techniques ou par suite des résistances sociales, les deux issues semblent actuellement bloquées. Toute réforme paraît impossible sans véritable "révolution" qui bouleverserait complètement les cadres traditionnels.

a/ - L'adoption d'un système de culture hautement intensif offrirait l'avantage appréciable de ne point nécessiter de bouleversement des structures agraires: les spéculations de très grande rentabilité pourraient s'adapter directement à l'échelle de la microexploitation et se satisfaire de la pulvérisation parcellaire. Or, les possibilités ici sont extrêmement ouvertes. Des modèles existent déjà aux portes de Motril, ceux de la culture sur sable des légumes ou ceux de l'arboriculture tropicale qui ailleurs assurent la prospérité de tenures généralement inférieures à l'hectare. Les conditions naturelles sont elles-mêmes très favorables: l'hiver est ici plus clément qu'en aucun autre point du littoral; les prétendus obstacles du sel ou des sols lourds de basse plaine ne sont guère sensibles pour le maraîchage forcé et peuvent tout au plus limiter l'extension des

vergers de chirimoyos.

Mais, de fait, les progrès des nouvelles cultures sont inexistant hors des marges périphériques du bassin, sur les terres récemment irriguées, extérieures à la plaine sucrière. La vega traditionnelle demeure obstinément fidèle à la canne et réfractaire à toute innovation culturelle. La résistance du système actuel paraît irréductible en effet. Elle se fonde surtout sur l'attachement des industriels à la culture de la canne dont la superficie ne peut diminuer sans mettre en péril l'existence des sucreries: leur approvisionnement est déjà limité au minimum indispensable à leur activité. Or, le pouvoir de la fabrique est suffisamment puissant pour interdire toute substitution. La possession d'une bonne partie des plantations, jointe à l'inertie d'un système où l'exploitant n'est qu'accessoirement dépendant de la production agricole, suffit à paralyser toute tentative de remplacement de la canne à sucre.

b/ - La mécanisation de l'agriculture sucrière s'impose, dès lors, comme la seule issue capable de rénover le système. Il s'agit essentiellement de supprimer les énormes frais de main-d'oeuvre occasionnés par la zafra, responsable à elle seule de plus de la moitié du coût de production: les dépenses de récolte pourraient ainsi être réduites des 4/5. Le problème paraît, en théorie relativement aisé à résoudre: il suffit pour cela de remodeler le parcellaire qui interdit l'accès et l'usage de la machine. En fait, on s'aperçoit très vite que la moindre modification du paysage agraire aboutit à une remise en cause globale du système sous tous ses aspects, techniques, sociaux et économiques. La mécanisation implique une authentique "révolution" agricole dont la mise en oeuvre s'avère particulièrement difficile.

La nécessité du remodelage parcellaire s'impose d'abord. Elle ne peut être efficace qu'au prix de transformations profondes sur 3 points essentiels.

a/ - le désenclavement parcellaire, en premier lieu, est indispensable pour permettre l'accès aux champs des grosses machines-coupeuses aussi bien que des camions. Cette seule opération entraînerait déjà une diminution importante des frais de récolte du simple fait de la suppression du muletage, remplacé par le transport automobile, sans rupture de charge de la plantation à l'usine. Il est hors de propos toutefois de chercher à ouvrir suffisamment de chemins pour toucher la multitude des lopins existants. Il convient donc, simultanément, de procéder au regroupement des parcelles.

b/ - le regroupement parcellaire devrait aboutir à constituer des unités de culture d'une taille au moins égale à 1 hectare, surface minimale pour l'utilisation rationnelle des machines. C'est donc vers cette dimension, 3 à 4 fois supérieure à la superficie moyenne des champs actuels que doit tendre la concentration.

c/ - la simplification de la micro-topographie des parcelles est tout aussi impérative. L'étroitesse des sillons et, surtout, l'existence du réseau serré des diguettes d'irrigation rendent le terrain totalement impraticable aux machines, provoquant de continuels incidents mécaniques. Il faudrait donc à la fois élargir les sillons à 1,40 m. au moins et supprimer obligatoirement les "patarattras". On aboutirait ainsi à réduire l'aménagement des parcelles à un simple système de billons espacés.

En réalité, l'exécution d'un tel programme soulève d'énormes difficultés, tandis que les conséquences de ces transformations, apparemment superficielles, entraîneraient par une sorte de "réaction en chaîne"

la remise en cause du système tout entier.

Les implications du remodelage parcellaire touchent, en fait, tous les aspects de l'agriculture sucrière actuelle.

Les implications sociales et économiques paraissent déterminantes. En effet, on sait que plus de 80% des propriétés de la vega sont inférieures à 1 hectare, la taille minimale requise pour la mécanisation. Les opérations de remembrement resteraient donc sans effet pour l'immense majorité et seraient profitables aux seuls propriétaires bien nantis, soit surtout aux industriels. L'unique solution à ce problème est donc à la fois un regroupement des petites exploitations et une réorganisation du fonctionnement des sucreries.

L'association des petits exploitants viserait à additionner des tenures jointives jusqu'à constituer, au moment de la récolte, des unités suffisamment étendues pour permettre le travail de la machine. En fait, une nouvelle difficulté s'oppose à la mise en pratique d'une telle formule: elle tient à la complexité des réseaux d'approvisionnement de l'industrie sucrière. Chacune des 5 sucreries possède en effet sa clientèle attirée de microproducteurs tenus de lui livrer sa production et de se soumettre au calendrier de récolte fixé pour chaque usine. Ainsi, dans nombre de cas, la canne de tenures voisines est promise à des sucreries différentes et ne peut être coupée aux mêmes dates. Une telle situation réduit donc à néant le bénéfice d'un éventuel regroupement des producteurs, à moins d'une harmonisation très poussée de l'activité des sucreries.

Ainsi, une entente inter-sucreries visant à se répartir la production par zones géographiques homogènes ou, au moins, à coordonner les opérations de récolte au niveau de chaque secteur de la vega, apparaît

comme une condition indispensable au succès de la mécanisation.

Sous peine de juxtaposer deux types d'agricultures violemment opposées -l'une moderne et mécanisée sur les terres des propriétaires bien nantis, l'autre manuelle chez les microfundiaires-, la refonte parcellaire doit donc se doubler obligatoirement d'une politique de regroupement au niveau de l'exploitation comme à celui de la transformation de la canne. C'est préconiser ainsi une véritable "révolution" dans l'esprit d'une population rurale très individualiste et peu encline aux associations.

Les implications techniques de la mécanisation éventuelle de la zafra supposent également une transformation radicale des pratiques agricoles.

L'usage des machines, en imposant la suppression des "pataratras", ne provoque pas seulement une modification de détail de l'aménagement parcellaire. Il entraîne, en fait, une grave perturbation du système traditionnel, au point d'en imposer la réorganisation complète. Ces diguettes répondaient en effet à un besoin précis: celui de baigner directement le pied de la canne dont l'enracinement très superficiel est dû à la présence d'une "semelle" argileuse, asphyxiante et compacte, à faible profondeur. Le problème est crucial: la disparition des diguettes risque de réduire considérablement l'efficacité de l'irrigation et d'entraîner, en conséquence, l'effondrement de la production. Il est donc nécessaire de reconsidérer tout le principe d'arrosage.

La réorganisation technique de l'arrosage est d'ailleurs souhaitable pour d'autres raisons. La canne cultivée selon les méthodes actuelles convient mal à la récolte mécanique: faiblement enracinée, elle est extrêmement sensible à la "verse", encombrée d'un feuillage surabondant dû à une irrigation trop copieuse elle diminue le rendement des machines de plus de 50%.

La solution à ces problèmes semble résider dans l'adoption de la technique du "sous-solage" qui permettrait de détruire la "semelle" compacte provoquée par le lissage répété des labours superficiels: la canne pourrait alors s'enraciner profondément et l'eau s'infiltrer régulièrement jusqu'aux racines. L'irrigation serait alors possible sans aménagements particuliers. Le sous-solage entraînerait d'ailleurs d'autres conséquences bénéfiques: une meilleure efficacité des amendements réduite jusqu'ici par la mauvaise diffusion de l'engrais dans le sol; la possibilité d'adopter la technique du brûlage de la canne sur pied, encore impraticable du fait de la surabondance du feuillage, et qui permettrait vraisemblablement de doubler le rendement de la coupe.

Par un enchaînement de conséquences souvent insoupçonnées, la mécanisation impose donc, par le biais d'une simple réorganisation parcellaire, une authentique "révolution" agricole: réforme profonde des techniques culturales, regroupement des exploitations, association des sucreries.. Elle suppose, en fait, une renonciation totale au système traditionnel. C'est sans doute en raison de la brutalité de cette rupture pourtant nécessaire que la mécanisation se heurte à des résistances difficiles à surmonter: une centaine d'hectares seulement sont récoltés mécaniquement, à titre expérimental. Profondément individualiste, routinier, le petit planteur saura-t-il se plier aux exigences d'une révision si radicale des conceptions traditionnelles ?

De son côté, la modernisation indispensable de l'industrie sucrière ne va pas sans soulever d'énormes difficultés. La rentabilité des sucreries pourrait être sensiblement accrue par un allongement modeste de leur période d'activité: une centaine de jours de travail par an -contre

70 actuellement- pourrait suffire dit-on à assurer leur équilibre. La mise au point de nouvelles variétés de canne à maturation plus précoce pourrait, à terme, résoudre le problème. Une autre solution consisterait à équiper les usines pour leur permettre de broyer indifféremment cannes et betteraves et ainsi de fonctionner pendant une saison beaucoup plus longue. La sucrerie Rosario déjà bénéficie de cette ambivalence. En fait, un tel progrès n'est guère décisif en regard des difficultés de l'approvisionnement en betteraves: celles-ci ne sont guère cultivées sur place, tendent même à reculer dans le foyer de production traditionnel de la vega de Grenade. Le transport lointain de la matière première risque, de toute façon, d'élever considérablement le coût de la transformation

En fait, il n'est sans doute d'autre solution que la concentration de l'industrie sucrière: l'entreprise Rosario déjà a absorbé une part de l'approvisionnement de l'ex-sucrerie Motrileña. Mais, les projets de fusionnement se heurtent aux résistances de chacune des entreprises, soucieuses de leur indépendance et résolues à lutter pour préserver tant bien que mal leur position actuelle.

Le système motrileño est donc figé dans ses cadres traditionnels, paralysé dans la médiocrité croissante d'une économie désuète par ses structures agraires et industrielles qui opposent une inertie obstinée à toute transformation radicale.

B (Au fond, le drame de l'agriculture motrileña est de se situer à mi-chemin d'un riche jardinage familial et de la grande culture capitaliste dotée d'espace et de capitaux. Sans vocation affirmée pour l'une ou l'autre voie, sans possibilité d'évolution facile dans l'un ou l'autre sens, elle se trouve aujourd'hui en porte-à-faux entre les exigences de l'économie et les contraintes du cadre agricole ou industriel. La rationali-

sation du système sucrier qui sauverait les intérêts des familles dominantes serait sans doute impuissante à promouvoir l'immense majorité des petits exploitants. Ces derniers, en définitive, ne pourraient qu'espérer la généralisation des systèmes de haute intensité interdite par l'opposition des industriels.

2/ - La faiblesse du rôle régional de Motril.

La médiocrité de l'influence de Motril découle directement des insuffisances de son économie incapable d'offrir les emplois sollicités par les effectifs excédentaires de l'arrière-pays.

L'activité agricole, principale fonction, s'avère impuissante à occuper régulièrement la seule population locale. On recense 3000 chômeurs dans les mois hivernaux, hors des périodes de pointe de la culture sucrière (8): 1 actif sur 3 est alors touché par le sous-emploi. Or, le développement modeste de l'irrigation et des entreprises de colonisation officielle ne permet guère de réduire les difficultés de façon décisive: les nouveaux périmètres d'arrosage de Puntalon-Carchuna n'accueilleront que 500 familles. Au total, la vie agricole de la plaine de Motril repose essentiellement sur la pratique de l'émigration saisonnière lointaine qui, seule, compense l'insuffisance des ressources locales. Journaliers aussi bien que petits propriétaires participent par centaines aux campagnes de récolte du Midi de la France: le bassin de Motril constitue l'un des foyers d'émission de saisonniers parmi les plus actifs de la province grenadine (9).

La faiblesse des activités urbaines ne peut guère pallier en effet l'insuffisance des travaux agricoles et fournir à toutes les familles

des travailleurs de la canne les ressources complémentaires qu'elles nécessitent. L'éventail des fonctions de cette petite ville n'est pas à la mesure des besoins: l'activité portuaire assez réduite (trafic de 500 000 t.), l'industrie limitée en dehors des sucreries à une usine de cellulose (Empresa Nacional de Celulolas de Motril, S.A.) occupant quelque 500 personnes, les commerces et services pour la plupart élémentaires, le bâtiment modestement stimulé par une croissance touristique embryonnaire ne peuvent, réunis, satisfaire aux demandes d'emploi.

Aussi, exceptionnellement sur ces côtes méditerranéennes, Motril est à la tête d'une plaine littorale d'où l'on émigre en grand nombre. Le solde migratoire est légèrement négatif dans la commune de Motril, en dépit de la présence de la ville; il est fortement déficitaire dans celle de Salobreña, au coeur du delta du Guadalfeo (-20% par an de 1960 à 1970). Or, le phénomène s'aggrave indiscutablement, alors que les jeunes tendent de plus en plus à refuser le genre de vie de leurs parents, fait de perpétuelles migrations saisonnières et de travail sans stabilité sur les exploitations de canne ou dans les usines sucrières. Nous avons pu recenser à Motril quelque 300 départs définitifs par an, en moyenne, de 1965 à 1970, pour les 2/3 destinés à la région barcelonaise: la majorité d'entre eux -les 4/5- touchent des familles et, surtout, des jeunes ménages. Or, il convient de tenir compte également d'un fort mouvement d'émigration temporaire qui double et souvent précède l'exode définitif. Les départs temporaires vers l'étranger (France - Allemagne) ou la Catalogne portent sur plus de 500 personnes dont les effectifs s'accroissent régulièrement au fur et à mesure que s'allonge la durée des absences. De 1965 à 1970, le nombre des absents travaillant au loin a augmenté au rythme de 150 individus par an. Il en va de même à Salobreña, dans des proportions équivalentes.

L'immigration, en contrepartie, est extrêmement faible. Nulle à Salobreña, elle demeure légèrement inférieure au mouvement inverse dans le cas de Motril. La modeste croissance démographique de ces communes côtières est due essentiellement à de généreux excédents naturels. Semblable situation mesure parfaitement la médiocrité de l'influence régionale motrilène. En fait, sur les 700 nouveaux-venus à Motril entre 1965 et 1970, on recense près de 50% d'émigrés de retour -provisoire- de Catalogne (28%) et de l'étranger (13%): ici l'immigration traduit surtout la turbulence des mouvements temporaires. L'immigration en provenance de l'arrière-pays porte cependant sur 43% des effectifs mais correspond, pour la moitié environ, à la mise en place des nouveaux périmètres de colonisation (employés des entreprises de Travaux Publics, installation de colons) dont l'attraction cessera une fois terminés les travaux d'équipement et les opérations de peuplement des nouveaux regadios.

En définitive, l'influence de Motril sur l'arrière-pays des Guajares ou de l'Alpujarra occidentale se mesure essentiellement aux mouvements saisonniers hérités d'une tradition aujourd'hui décadente: la transhumance hivernale des ovins de Sierra Nevada vers les coteaux qui encadrent la plaine, la venue printanière des coupeurs de canne dont l'avenir est compromis sans doute à brève échéance.

A ce titre, la vega de Motril, alternativement attractive pour les saisonniers montagnards à l'époque de la zafra puis répulsive pour ses propres habitants poussés par le chômage aux migrations de récolte vers la France, représente un cas fort original. Elle exprime, aussi, une impuissance totale à jouer un rôle d'animation régionale, à organiser un vaste arrière-pays désesparé qui se vide au profit de lointaines contrées faute d'un foyer économique assez vivant pour en utiliser sur place l'énergie.

B - Velez et Almuñecar : le rayonnement limité des petites plaines côtières.

A l'Ouest de Motril, les dépressions côtières de Velez et Almuñecar partagent bien des points communs. Toutes deux peuvent d'abord se définir comme des cas intermédiaires. Sièges d'activités dynamiques en progrès rapide, leur rayonnement demeure cependant très modeste: elles représentent, en quelque sorte, une forme de transition entre les grands pôles de croissance malaguëño ou almeriense et les littoraux endormis de Motril. Basé à la fois sur une notable expansion touristique et sur l'essor des nouvelles agricultures, leur style de développement emprunte aussi bien au modèle du Campo de Dalías qu'à celui de la Costa del Sol.

Dans les deux cas, le faible retentissement de leur réussite obéit aux mêmes raisons. Le manque d'ampleur de leur croissance en est, sans doute, la cause principale. Inachevée à Velez, la transformation demeure trop partielle encore pour avoir une grande portée. De même, bornées par l'étroitesse de la dépression du rio Verde ou le profil escarpé de la côte, les nouvelles activités d'Almuñecar ne représentent qu'un volume restreint. C'est, au fond, l'insuffisance des espaces libres qui limite leur développement et leur influence régionale. Le manque d'arrière-pays ne leur laisse guère d'espoir d'ailleurs de jouer un rôle efficace de pôle d'attraction pour les "pays médians". Leur position excentrique par rapport à ces derniers, dont ils sont isolés par des reliefs contraignants, n'est guère favorable à l'établissement de relations actives avec les montagnes de l'Alpujarra occidentale ou des Guajares. Almuñecar est enclavée, à l'écart de l'axe de pénétration du Valle de Lecrin qui débouche à Motril. Ve-

Almuñecar

Poste 10
importante à
mettre de
Jete

lez est coupée des régions grenadines de la Méditerranée par la barrière de la Sierra Almiñara et regarde naturellement vers l'Ouest dont, pourtant, elle se sépare aujourd'hui en ne s'intégrant pas dans le système du grand tourisme de la Costa del Sol. En définitive, Almuñecar comme Vélez constituent des foyers de croissance quelque peu ponctuels, isolés.

La médiocrité de leur rayonnement se traduit d'ailleurs par des comportements démographiques comparables: une population en faible augmentation, une immigration très modeste et sans grande signification régionale que compense le courant inverse d'une émigration faible mais persistante.

I/ - Le cas d'Almuñecar et de la vallée du rio Verde qui se pro-

longe jusqu'à Jete vers l'amont est significatif des limites étroites d'un développement confiné par le manque d'espace.

Les progrès économiques, la rénovation des activités traditionnelles sont cependant fort avancés.

L'essor agricole d'Almuñecar a été décrit plus haut. Profitant de la faible résistance de l'économie sucrière qui depuis quelques années a complètement disparu (10), la vallée du rio Verde est devenue le centre pionnier de l'arboriculture tropicale, l'un des foyers de la nouvelle agriculture à haute rentabilité. La réussite est complète sans susciter pourtant une attraction humaine comparable à celle que provoque l'horticulture des littoraux almerienses. La raison essentielle tient, ici, à l'absence de nouveaux espaces à conquérir, de nouvelles terres à peupler. L'essor des vergers de chirimoyos s'est fondé essentiellement sur des exploitations préexistantes, bénéficiant à la seule population locale. L'exiguïté du bassin, la raideur des pentes bornent très vite l'expansion agricole sur les versants qui, désormais, semble avoir atteint ses limites.

La croissance des activités touristiques obéit à des contraintes identiques. Almuñecar est devenue aujourd'hui

la principale station balnéaire -la seule notable- du littoral grenadin. Elle dispose actuellement de près de 8000 lits. Pourtant, ce succès demeure trop mesuré pour fonder un fort mouvement d'attraction sur les populations voisines. Surtout, ce développement ne semble guère susceptible de se prolonger faute d'espace. La bourgade d'Almuñecar, serrée entre la plage et les rebords de la vallée, n'offre plus guère de place pour construire. Les lotissements eux-mêmes qui représentent l'essentiel du potentiel d'hébergement (6 à 7000 places) sont contraints d'escalader des versants de plus en plus escarpés dont l'accès s'avère de plus en plus difficile. On peut considérer, en fait, que la phase d'équipement est actuellement achevée: l'expansion des activités du bâtiment qui fournit la plus abondante source d'emplois accessibles aux populations locales est donc rigoureusement bornée.

Il reste qu'aujourd'hui Almuñecar (14 000 hab.) offre l'image d'un bassin prospère: une agriculture paysanne dynamique, dominante, une activité urbaine animée par le fonctionnement saisonnier d'un tourisme très vivant. Mais Almuñecar demeure isolée, trop modeste pour animer un arrière-pays qui, finalement, n'est guère concerné par sa réussite.

L'évolution démographique exprime parfaitement l'équilibre de l'économie locale en même temps que sa médiocre portée régionale. La population augmente lentement, à un rythme qui correspond à la croissance naturelle. Le solde migratoire est nul: immigration et émigration, également modestes -de l'ordre de 8‰-an se compensent.

La persistance d'un courant d'émigration ne témoigne pas pour autant de réelles difficultés locales. Les départs définitifs demeurent d'ailleurs très rares. Les absences de durée limitée -saisonnières ou temporaires- dominent très largement, marquées, de façon exceptionnelle dans nos régions, par la prépondérance des destinations "touristiques". Plus de la moitié des émigrants se dirigent vers l'hôtellerie, les services et la construction qui animent les grands foyers balnéaires, à l'exception toutefois de la Costa del Sol malagueña dont l'influence est ici insignifiante. Les Canaries, les Baléares, la Costa Bra-

va ont capté la majorité d'entre eux au long de la période 1965-70, attirant les saisonniers en quête de travail durant la morte-saison hivernale très sensible à l'échelle du tourisme trop modeste d'Almuñecar, ou bien des jeunes, soucieux de parfaire leur formation professionnelle dans des centres balnéaires réputés.

Les départs temporaires vers l'industrie catalane ou "européenne" sont donc anormalement réduits par rapport à la plupart des autres régions de l'Andalousie méditerranéenne: ils touchent surtout de petits agriculteurs en quête d'un pécule indispensable à quelques travaux de modernisation.

L'immigration révèle, par son contenu, la faiblesse de l'influence d'Almuñecar sur l'arrière-pays voisin. Les nouveaux-venus qui en proviennent représentent moins de 20% du courant d'immigration et aucun d'entre eux n'est originaire de l'Alpujarra. L'attraction d'Almuñecar n'est guère sensible que dans les Guajares, le Valle de Lecrin et Motril où d'ailleurs elle ne touche que quelques individus. La composition professionnelle des immigrants explique parfaitement cette indifférence: agriculture et bâtiment, seuls à fournir des emplois adaptés à la qualification des montagnards, attirent à peine 20% des nouveaux-venus, démontrant ainsi les possibilités limitées d'une croissance agricole ou d'un équipement balnéaire achevés. En fait, l'immigration procède pour plus des 3/4 de régions plus lointaines -Grenade, Madrid, l'étranger- et se destine essentiellement aux métiers du tourisme (hôtellerie, spectacles, etc..) ou aux commerces et services qui dérivent de son expansion. Ces emplois nécessitant compétences particulières ou capitaux ne peuvent guère intéresser les populations de l'arrière-pays et sont pourvus en majorité par des citadins.

2/ - L'exemple de Velez-Málaga exprime un état transitoire entre

tradition et modernisme, celui d'un système en voie de transformation, freiné dans son développement par les dernières résistances de l'agriculture traditionnelle.

L'économie traditionnelle subsiste encore sur plus

de la moitié des 2000 ha de la vega, sur le meilleur de sa partie aval autour de Torre del Mar et tout au long du rio Velez vers l'amont. Elle occupe, en fait, le coeur de la plaine, l'essentiel des zones basses.

Comme à Motril, et pour les mêmes raisons, c'est la monoculture sucrière qui constitue l'âme de la résistance. L'usine Larios de Torre del Mar absorbe la totalité de la récolte des 800 hectares de canne et possède en même temps les 3/4 de la surface plantée. Elle contrôle donc totalement le système depuis la production jusqu'à la transformation, répartit ses terres entre une foule de petits tenanciers (800 environ) liés à la sucrerie par un contrat de colonage identique à celui qui prévaut à Motril, organise la zafra sur l'ensemble des plantations.

Les problèmes de l'économie sucrière sont tout aussi aigus qu'à Motril. La médiocrité des résultats d'exploitation résulte d'abord de l'archaïsme des techniques traditionnelles qui aggrave considérablement les frais de production. La zafra demeure entièrement manuelle tandis que la mécanisation se heurte aux mêmes impossibilités que dans la vega du Guadalfeo: l'émiettement des structures agraires, la pulvérisation des parcelles, l'absence de chemins. L'exiguïté des exploitations, inférieures à un hectare dans la majorité des cas, accroît encore la sensibilité du système: tandis que 800 colons se partagent les quelque 600 ha. de la sucrerie, les 200 ha. restants sont répartis entre plus de 200 micro-propriétaires. Or, comme à Motril, le contrôle de l'industrie soucieuse de préserver son approvisionnement provoque une opposition résolue à l'abandon de la canne et perpétue anormalement une spéculation de médiocre intérêt pour la majorité des agriculteurs.

La petite culture légumière de plein champ constitue un second aspect de l'agriculture traditionnelle conservée sur quelques centaines d'exploitations paysannes réparties en marge du domaine de la canne. La formule est celle d'une horticulture intensive à force de travail qui, aujourd'hui, souffre de sa faible productivité. La production est abondante mais mal

Vely ralye -
2) culture légumière

rémunérée et, surtout, coûteuse à obtenir. Le système repose sur un assolement riche qui permet la succession de 3 ou 4 récoltes annuelles: les pommes de terre précoces cueillies à l'époque de Pâques, les tomates qui occupent le terrain jusqu'en juillet, les haricots d'automne, représentent les cultures-clef parfois associées au maïs. Pourtant, en dépit de ces brillantes apparences, la petite culture légumière traditionnelle, conduite dans le cadre d'exploitations familiales d'à peine 1 hectare le plus souvent, est aujourd'hui difficilement rentable. Elle est d'abord beaucoup trop dispendieuse, réclame 500 à 600 journées de travail à l'hectare pour chacune de ses productions et la présence de 2 à 3 UTH / ha. est indispensable, sans compter le recours nécessaire à la main-d'oeuvre salariée au moment des cueillettes.

Or, les conditions commerciales ne sont guère favorables pour cette production de pleine saison qui se heurte à la concurrence des grandes régions légumières du Levant ou de Rioja dont les exploitations plus modernes travaillent à meilleur compte. L'écoulement des récoltes presque intégralement destiné au marché national ou régional est, d'autre part, grevé de frais excessifs par suite de la mauvaise organisation du négoce et de la prolifération des intermédiaires.

Cependant, privée de rentabilité, la culture légumière de plein champ n'est pas comme la canne à sucre paralysée par des structures rigides. Le système ne subsiste guère sans changement que chez les exploitants les plus âgés. Il tend à évoluer ailleurs vers des formes plus modernes.

L'émergence d'une économie moderne dont le développement est assez avancé, déjà, pour contrebalancer le secteur traditionnel a débuté tardivement. La croissance touristique de Torre del Mar comme l'apparition d'une nouvelle agriculture remontent à une dizaine d'années à peine, s'affirment surtout à partir de 1970.

L'agriculture moderne se fonde ici, comme à Almuñecar ou dans le Campo de Dalías, sur les privilèges du climat

*vel. v. c.
3) h. agricole paysanne
forcée et en grande
et agricole capitaliste
(Horta et serre
en ph. plastique)*

et l'obtention de produits délicats de contre-saison. Installée hors de la "réserve" sucrière qui monopolise le coeur de la vega au profit de la canne, elle a bénéficié des progrès récents de l'irrigation, de la multiplication des puits et même de la conquête des premiers coteaux périphériques. Plus nettement qu'ailleurs, elle apparaît ici sous deux formes bien distinctes : une agriculture paysanne visant à l'autonomie familiale sur des exploitations "sur-intensifiées", une agriculture "capitaliste" en grosses unités, issue généralement d'initiatives extérieures à la région.

La nouvelle agriculture paysanne a adopté les systèmes à haute rentabilité mis au point à Almuñecar ou sur la côte almeriense. Elle relaie la petite culture légumière traditionnelle, transformée souvent au prix de migrations temporaires vers l'étranger ou la Catalogne qui fournissent les capitaux nécessaires à l'équipement.

C'est l'horticulture forcée qui, à l'imitation du Campo de Dalías et avec un succès comparable, progresse le plus rapidement. Son introduction tardive a permis ici l'adoption simultanée de l'"enarenado" et de l'abri plastique. Limitée à 4 hectares en 1970, elle occupe déjà 50 hectares en 1972, plus de 200 en 1975.

L'arboriculture tropicale a connu une expansion plus modeste, limitée d'ailleurs aux zones intérieures de la vega les mieux abritées du vent marin, aux sols les plus légers. L'avocatier -une cinquantaine d'hectares- bénéficie d'une plus grande faveur que le chirimoyo réduit à quelques rares plantations.

L'agriculture "capitaliste" est, au contraire, orientée vers des spéculations qui lui sont spécifiques. Nécessitant des moyens financiers considérables, des techniques élaborées qui supposent une main-d'oeuvre très spécialisée, des relations commerciales bien établies, elles s'adaptent difficilement aux moyens de la paysannerie.

La floriculture, développée entre 1965 et 1970, est très caractéristique de ces formules "capitalistes". D'abord implantée à l'air libre, elle est actuellement pratiquée sous serres pour la totalité des 30 hectares dont elle dispose. Elle utilise en

fait les techniques les plus avancées -serres vitrées automatiques, arrosage au "goutte à goutte", culture en bacs sur sol artificiel- inconnues des agriculteurs locaux. Aussi est-elle conduite par des spécialistes extérieurs à la région, venus de Catalogne ou de l'étranger. La production -roses et, pour l'essentiel, oeillets américains- est exportée par avion vers les capitales européennes à l'exception de petites quantités promises aux grossistes locaux.

Le système réclame des capitaux considérables fournis par la bourgeoisie citadine qui contrôle les 4 grosses exploitations actuelles dont la plus importante dispose d'une vingtaine d'hectares.

La culture des fraises obéit à des règles comparables. Introduite en 1968 par le centre d'expérimentation hispano-germanique de la Mayora, elle s'étend actuellement sur quelque 50 ha.. Le système de production -à l'air libre ou sous plastique- vise à obtenir le gros de la récolte en contre-saison grâce aux vertus conjuguées de la variété californienne (Fresno) et de la douceur de l'hiver local. La cueillette est donc centrée sur 2 périodes: hiver-printemps et automne. La formule convient mal aux possibilités de la petite paysannerie et se trouve, de fait, essentiellement réservée à 3 grosses exploitations (2 de 10 ha.; 1 de 30 ha.;). Les frais de culture sont en effet très élevés et requièrent d'importants capitaux de roulement: les travaux, surtout manuels, imposent l'utilisation d'une main-d'oeuvre considérable, notamment pour le repiquage et la cueillette. Or, la nécessité d'obtenir une production de premier choix oblige à replanter les fraisiers chaque année, la qualité du fruit se dégradant très rapidement au-delà de cette courte période: il s'ensuit une grosse augmentation des coûts de production. L'exportation de la récolte par voie aérienne au moment où les cours sont les plus hauts, aggrave encore les frais.

Aussi, les quelques exploitations paysannes qui se vouent à la production de fraises -7 totalisant à peine 2 hectares- sont-elles très défavorisées dans ce contexte. Incapables de supporter les frais imposés par la production de luxe que pratiquent les grandes entreprises, elles doivent se borner à des pratiques

moins dispendieuses: les plants sont conservés plusieurs années et ne fournissent donc qu'une récolte de seconde qualité, écoulée à moindre bénéfice sur le marché régional. En définitive, seule la grande culture "capitaliste" peut retirer un important profit de ce type de spéculation. La paysannerie, au contraire, obtient les meilleurs résultats dans le cadre de l'horticulture forcée qui s'adapte le mieux à l'économie familiale.

Le développement touristique de Torre del Mar et, plus à l'Est, de la côte d'Algarrobo, offre sans doute moins d'intérêt pour la population locale. Comme à Almuñecar, l'expansion balnéaire revêt une ampleur limitée: la commune de Velez dispose de 6 à 7000 places, un millier dans les hôtels, 5 à 6000 dans les immeubles ou les lotissements de Torre del Mar et Benajárf. En fait, l'activité du bâtiment qui a culminé avant 1972 -près de 2000 demandes de permis de construire en 1968 et 1970, années-records- ne représente plus aujourd'hui une source d'emplois très importante. La phase d'équipement terminée, le tourisme se borne désormais à soutenir saisonnièrement des fonctions commerciales ou des services qui, sans être négligeables, ne jouent point un rôle décisif.

L'avenir, ici, demeure fondamentalement lié au progrès agricole dont les possibilités restent considérables. En effet, à la différence d'Almuñecar, la vega de Velez dispose encore de vastes espaces susceptibles d'être gagnés à l'agriculture moderne. Les premiers coteaux n'opposent pas ici les mêmes obstacles à la mise en valeur que les versants abrupts du río Verde: leur colonisation demeure possible, d'autant que l'aménagement du río Guaro, enfin entrepris, doit fournir de nouvelles disponibilités hydrauliques. Surtout, les vastes périmètres encore consacrés aux cultures traditionnelles constituent une réserve territoriale promise à terme à l'extension des spéculations modernes. Alors que la Société Larios vient d'abandonner l'exploitation de sa sucrerie (1975), l'hypothèque de la canne

paraît désormais pouvoir être levée. On peut attendre, sans doute, de nouveaux progrès de l'horticulture au détriment de la production sucrière.

Pour l'heure, l'incomplète rénovation de la vieille économie s'exprime parfaitement au travers d'une situation démographique incertaine. La population communale (42 000 habitants) augmente faiblement (+10% seulement en 15 ans, de 1960 à 1975). L'immigration, très modeste, davantage dirigée cependant vers les nouvelles activités agricoles qu'attirée par les fonctions touristiques de Torre del Mar, définit la médiocre influence de Velez. Celle-ci ne s'étend guère qu'aux Montes voisins et mesure les limites étroites d'un pouvoir régional étriqué. L'expansion de Velez est d'ailleurs insuffisante encore pour assurer la reconversion d'une population viticole acculée en grande partie à l'émigration lointaine.

Mais, même conduite à son terme, la rénovation de l'économie velenã ne peut guère prétendre soutenir un rayonnement régional sensible au-delà de l'arrière-pays immédiat du vignoble. La proximité de Málaga et du grand tourisme borne définitivement son pouvoir vers l'Ouest, tandis que l'éloignement des montagnes méridionales de Grenade lui interdit toute influence en direction de l'Est. Au sein de "l'angle mort des pays médians", Velez est, comme Almuñecar, promise au rôle subalterne de petit centre d'intérêt local.

II - LA REGION OCCIDENTALE : LA COSTA DEL SOL ET SON ARRIERE - PAYS

L'essor du grand tourisme est seul à l'origine de la croissance

spectaculaire des côtes occidentales de l'Andalousie méditerranéenne. Concentré au-delà de Málaga, sur une centaine de kilomètres de rivage, il a depuis 1960 ranimé la vie languissante d'un littoral agricole en déclin, promu soudain au rang des foyers balnéaires les plus brillants d'Espagne, érigé en pôle d'attraction majeur au niveau régional.

Car l'activité intense qui règne autour des plages n'a pas seulement bouleversé la physionomie de la frange côtière. Les effets s'en sont répercutés avec plus ou moins de force sur les populations de l'arrière-pays, infléchissant parfois de manière imprévue la trajectoire économique et sociale des campagnes intérieures. En bref, dans cette partie de l'Andalousie méditerranéenne, l'équilibre régional tout entier s'est trouvé modifié par le développement touristique.

Les axes d'activités les plus dynamiques puis, à leur suite, les foyers de contrôle de la vie régionale ont migré dans l'espace selon une double translation.

On soulignera, d'abord, le glissement du centre de gravité économique depuis les coteaux vers la mer. Commencé depuis longtemps déjà, il s'achève avec l'avènement de la fonction balnéaire. A la prépondérance des versants viticoles, relayés plus tard par la promotion de l'agriculture irriguée des plaines littorales, se substitue, pour finir, l'essor des rivages eux-mêmes, d'une frange de cités touristiques ancrées sur la plage.

Consécutif à ce dernier épisode, la translation d'Est en Ouest du pôle de l'animation régionale bouleverse plus profondément encore les principes traditionnels de l'organisation de l'espace. La prééminence souveraine de Málaga paraît caduque aujourd'hui. La vieille capitale avait toujours conservé jusque-là le contrôle des éléments vitaux de l'économie régionale: sa bourgeoisie négociante et manufacturière avait su canaliser la prospérité viticole et maîtriser l'expansion industrielle du XIX^eème; de même, ses grandes familles de l'agro-industrie sucrière -les Larios notam-

le *bw*
Tourisme

ment-avaient soigneusement encadré l'essor agricole de la Hoya et des plaines littorales. Désormais, alors que tout dynamisme repose sur une fonction balnéaire qui lui est largement extérieure, Málaga ne peut plus être le pôle d'animation incontesté de la région. Ce derniers se situe désormais sur la Costa del Sol, entre Marbella et Torremolinos.

C'est à partir de la Costa del Sol (*) désormais que doit être appréciée la réalité régionale.

A - Le foyer touristique et son rayonnement régional.

I/ - Des campagnes brutalement urbanisées.

L'effet le plus évident de l'explosion touristique a été d'engendrer une véritable vague d'urbanisation. C'est là, sur toute cette côte autrefois agricole, le phénomène essentiel qui marque profondément les paysages et les activités comme il explique la rapidité de la croissance démographique.

a - Paysages et activités traduisent immédiatement la toute-puissance des fonctions balnéaires.

La Costa del Sol offre aujourd'hui le visage classique des franges littorales récemment conquises par le grand tourisme moderne : une longue chaîne de cités balnéaires qui confinent parfois à de véritables conurbations épousant les contours du rivage, sans profondeur. Les grands immeubles stéréotypés qui jalonnent les bords de mer, les lotissements de villas individuelles à l'arrière, tendent à envahir tout l'espace, à fossiliser les

(*) - Le terme de Costa del Sol sera utilisé tout au long de ce chapitre dans son acception courante: le littoral occidental de la province de Málaga, depuis Torremolinos à Estepona.

restes des anciens villages, témoins anachroniques d'une vie d'autrefois.

Le paysage, en effet, exprime parfaitement le caractère aujourd'hui exclusif de la fonction résidentielle. Alors que jusque vers 1960 l'agriculture occupait ici plus des $2/3$ et souvent plus des $3/4$ de la population, les professions secondaires et tertiaires, étroitement liées au tourisme, font vivre actuellement la quasi-totalité des habitants. En 1974, la structure de l'emploi se distribuait comme suit (II):

- secteur primaire = 4%
- secteur secondaire = 36% (bâtiment surtout)
- secteur tertiaire = 60%

En fait, la vie rurale a disparu ou se trouve réduite à quelques activités résiduelles. Le tableau mérite cependant d'être nuancé et l'on distingue assez nettement 2 sections différentes au long de la Costa del Sol (Fig.60).

La section orientale, de Torremolinos à Fuengirola, présente la forme la plus achevée du schéma défini ci-dessus.

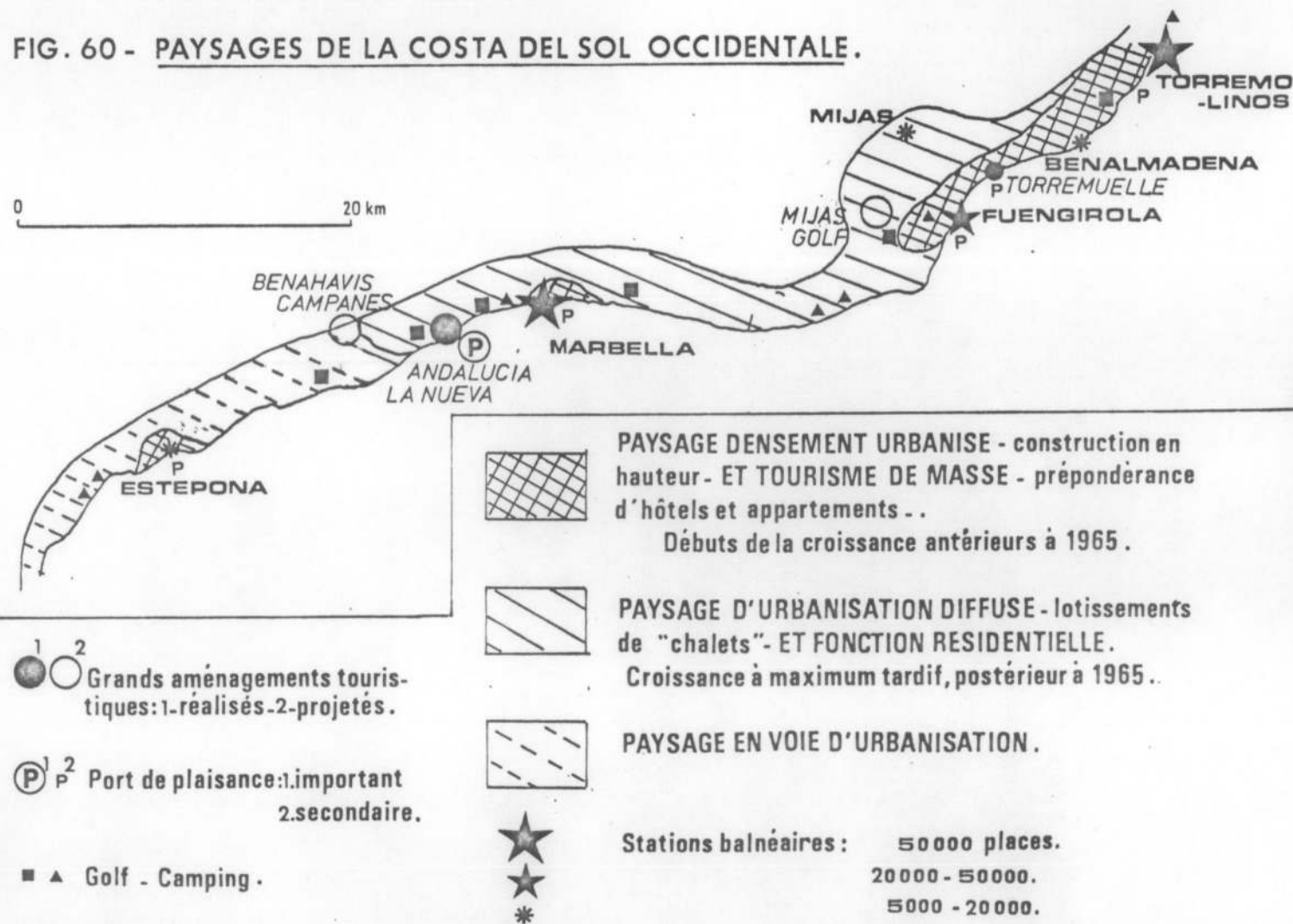
Les paysages, sur une trentaine de kilomètres, sont essentiellement citadins, densément construits. Les espaces libres sont rares. Partout, les grands immeubles dominent, chapelet continu et serré au long du rivage, qui tend à s'épaissir vers l'intérieur. A l'inverse, les "chalets" demeurent discrets, confinés en d'étroits secteurs.

La monoactivité touristique est absolue. L'agriculture, la pêche n'ont laissé aucune trace de leur prééminence pourtant peu ancienne.

L'empire sans partage de l'urbanisation balnéaire sur cette partie de la côte peut se comprendre facilement.

La précocité relative de l'expansion touristique explique l'essentiel. C'est à partir de l'Est que s'est en effet propagée la vague du tourisme. La section orientale de la Costa del Sol jouit donc, par rapport aux littoraux plus éloignés de l'Ouest, d'une avance qu'elle a su conserver: elle concentre encore les $2/3$ de la capacité d'accueil hôtelière,

FIG. 60 - PAYSAGES DE LA COSTA DEL SOL OCCIDENTALE.



plus des 3/4 des appartements touristiques.

La configuration de la côte en cet endroit, suivie de près par les contreforts abrupts de la Sierra de Mijas, n'offre par ailleurs que des espaces limités. Il est donc assez logique d'observer une telle densité urbaine, la prépondérance des constructions en hauteur sur les lotissements bas. La rareté de la place, jointe à la vigueur de l'expansion touristique, explique de même la disparition totale des anciennes activités agricoles.

Notons enfin que c'est ici que s'exprime le plus parfaitement la fonction de tourisme de masse. La prépondérance des établissements hôteliers de grande capacité et de niveau "confortable" (3 étoiles) exprime une adaptation très nette aux besoins de la clientèle des classes moyennes qui alimentent séjours organisés et vols "charters". Là encore, le phénomène paraît assez logique en raison de la proximité immédiate de l'aéroport de Málaga. Il permet également de comprendre la préférence accordée à l'urbanisation en grands ensembles.

Torremolinos, comme Benalmadena qui en constitue le prolongement, exprime le mieux l'ensemble de ces caractères. Le paysage, hérissé de buildings "à l'américaine" est totalement urbain. Torremolinos est, d'un point de vue quantitatif, la capitale de la Costa del Sol, l'"usine à vacances" la plus achevée. Tout y est organisé pour satisfaire aux besoins de brefs séjours organisés: énorme concentration d'hôtels et d'appartements, de "boîtes de nuit" (plus de 200), de boutiques où fleurissent généreusement les articles-souvenirs.

A l'autre extrémité de ce secteur oriental, Fuengirola et Mijas semblent offrir une transition vers la seconde section de la Costa del Sol. Le paysage devient plus ouvert, l'urbanisation se desserre. Fuengirola, allongée au long de ses plages, est une réplique plus modeste de Torremolinos, restée plus espagnole. Mijas, par contre, accrochée au pied de la sierra, dominant un vaste horizon de collines qui la séparent de la mer, offre assez d'espace pour permettre l'étalement des villas individuelles dont le



Phot. XXI - Paysages touristiques de la Costa del Sol.

Haut - Urbanisation dense de la section orientale de la Costa del Sol :
Playamar à Torremolinos (la mer est à droite...).

Bas - Urbanisation diffuse en "chalets" caractéristique de la section
occidentale: les collines au pied de Mijas (on devine, au fond, les "buildings"
du rivage de Fuengirola).



semis tend peu à peu à submerger l'ensemble des coteaux. Les transformations du paysage et de l'économie locale, plus progressives qu'à Torremolinos, sont ici plus faciles à analyser. C'est là que nous les observerons.

Par rapport à la frange du rivage, Mijas a subi l'invasion touristique avec retard: la rupture se situe entre 1965 et 1970 et la grande fièvre d'urbanisation est surtout sensible depuis cette dernière date. La commune maintient jusqu' alors une activité fondamentalement agricole qui occupe encore les 3/4 des actifs en 1965.

Les 14 000 hectares du territoire municipal ne touchent à la mer que dans la partie SW de la commune, sur moins d'une dizaine de kilomètres, mais englobent par contre une énorme masse de sierra dolomitique au Nord. Le reste de l'espace offre des terroirs variés (Fig. 61a):

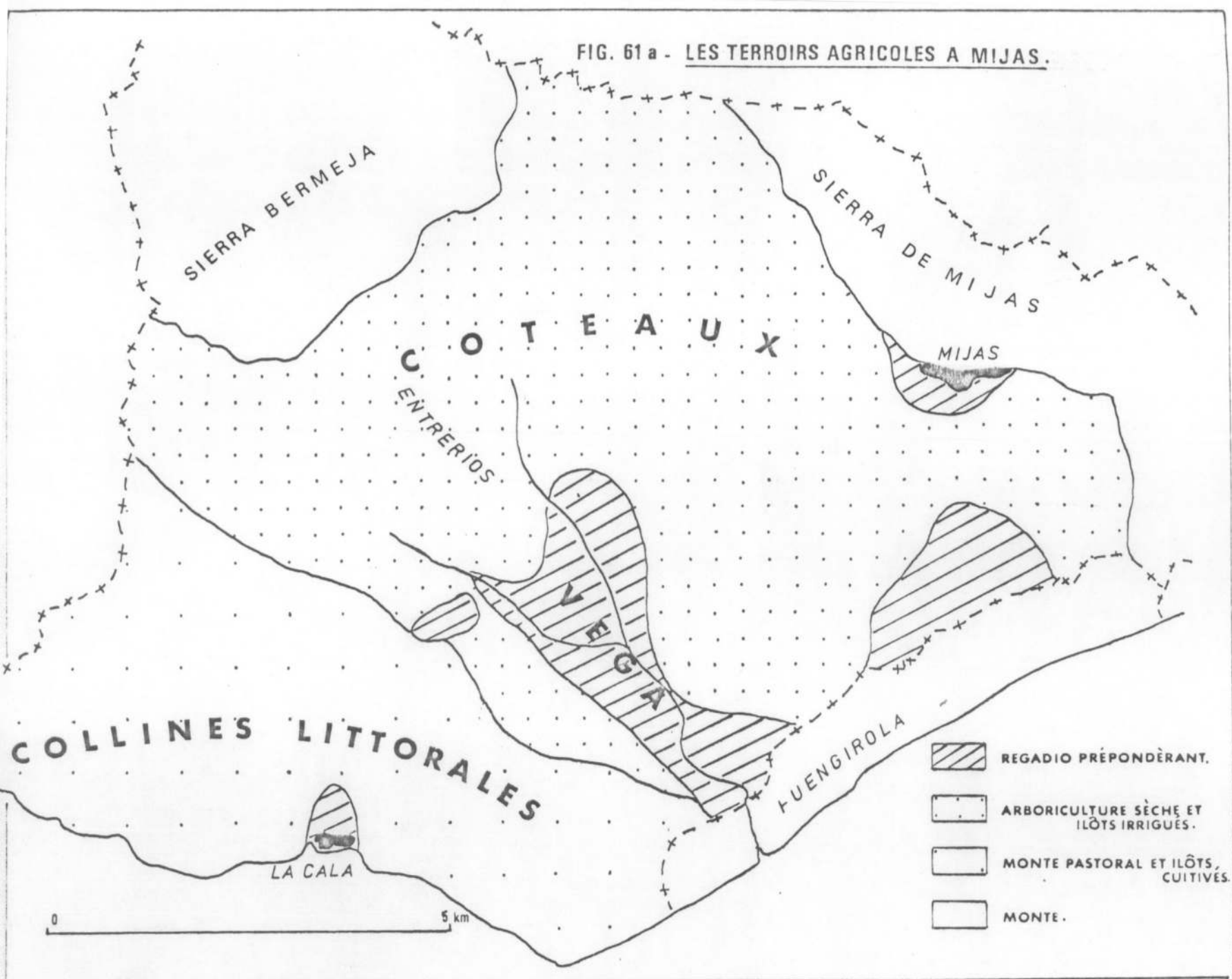
un ensemble de coteaux schisteux, dédale de croupes raides et de vallons, est accolé à la montagne selon un ample demi-cercle dont le centre serait représenté par le chef-lieu, fixé au contact de la sierra où les sources abondent. C'est là un paysage aimable où se mêlent assez confusément l'arboriculture sèche des versants, de minuscules vegas nichées dans les creux et une profusion de petites fermes blanches semées au flanc de chaque colline;

la zone littorale, au SW, présente par contre l'image totalement différente d'un vaste domaine hostile et vide, envahi sur plusieurs kilomètres de profondeur par une lande basse, de médiocres terrains de parcours à peine interrompus par quelques vergers, quelques mauvais champs de céréales;

entre ces deux unités s'interpose enfin le ruban alluvial irrégulier qui longe le rio Fuengirola. Des sols profonds, irrigués, portent les plus belles cultures.

En fait, plus ou moins perfectionné selon la qualité des terroirs, le même système agricole prévaut partout. Il associe toujours, selon les canons de la polyculture méditerranéenne classique, les cultures sèches -céréales et arboriculture fréquemment complantées- et les productions irriguées de quelques champs de vega où le blé occupe toujours une part notable aux côtés des légumes (pommes de terre, piment, etc..). La

FIG. 61 a - LES TERROIRS AGRICOLES A MIJAS.



formule est banale et, surtout, paraît singulièrement attardée dans les années 60. On s'étonnera de sa faible intensité, surtout dans le cas des terres arrosées largement vouées aux céréales. Sa médiocre spécialisation est également évidente, comme le faible rôle des productions spécifiquement commerciales, témoins de vieilles spéculations déchuës (quelques lopins de vigne sur les coteaux, de canne à sucre vers le bas) plus que d'une orientation moderne. La petite polyculture de Mijas n'est point, en réalité, l'expression attardée d'une formule originelle, mais le résultat tardif d'une crise mal surmontée: comme toutes les régions malagueñas, Mijas sacrifiait jusque dans les années 30 à la production quasi monoculturale du raisin sec, étendue aux coteaux et jusqu'à la basse vega. L'état de l'agriculture pré-touristique marque donc une régression par retour au vieux système traditionnel dont le maintien témoigne de son impuissance à se perfectionner. A la veille de l'essor touristique, l'équilibre de l'économie agricole est fragile, d'autant plus qu'il repose sur une base sociale étriquée: la petite culture familiale exclusive, fondée sur des exploitations généralement inférieures à 10 voire à 5 hectares.




Or, en dépit des apparences, la société rurale manque de cohésion. La grande propriété de plus de 100 hectares, systématiquement fractionnée en petites tenures métayères ou fermières, ne se révèle guère dans le paysage. Elle monopolise pourtant l'essentiel des parties basses de la commune, les vastes étendues de "monte" des collines littorales comme les meilleures terres de la vega du rio Fuengirola (Fig.6Ib). Tenue par une poignée de familles nobiliaires ou bourgeoises -une quinzaine-, elle demeure étrangère à la vie communale. Les propriétaires absentéistes ne marquent aucun intérêt pour les affaires locales. Toute la partie méridionale de la commune sous leur contrôle se trouve ainsi coupée du reste du territoire municipal, comme extérieure, marginale.

La paysannerie qui se cantonne essentiellement dans la zone des coteaux présente elle-même un contenu fort diversifié. Les véritables exploitations paysannes, autonomes, sont en fait minoritaires. Vers le bas de l'échelle sociale, el-





FIG. 61^b REPARTITION DE LA PROPRIETE A MIJAS EN 1948.

(Source : cadastre)

PROPRIÉTÉS DES "CACIQUES":

-  Famille L.
-  " A.
-  " V.

DISTRIBUTION DE L'ESPACE ENTRE :

-  Petites propriétés < à .5 hectares.
-  Propriétés de 5 à 100 hectares
-  Propriétés de plus de 100 hectares.
-  Propriétés communales.

0 2 4 km

Elaboration : F. Jurdao.

COMMUNE DE FUENGIROLA

les ont engendré par contre le groupe le plus nombreux: celui des microfundiaires, multipliés au fil des partages successoraux, et qui sont contraints de compléter leurs revenus par des travaux extérieurs, "journées" chez les agriculteurs voisins ou, pour les plus pauvres, exploitation des ressources de la sierra communale (bois sec, sparte, chaux, etc..).

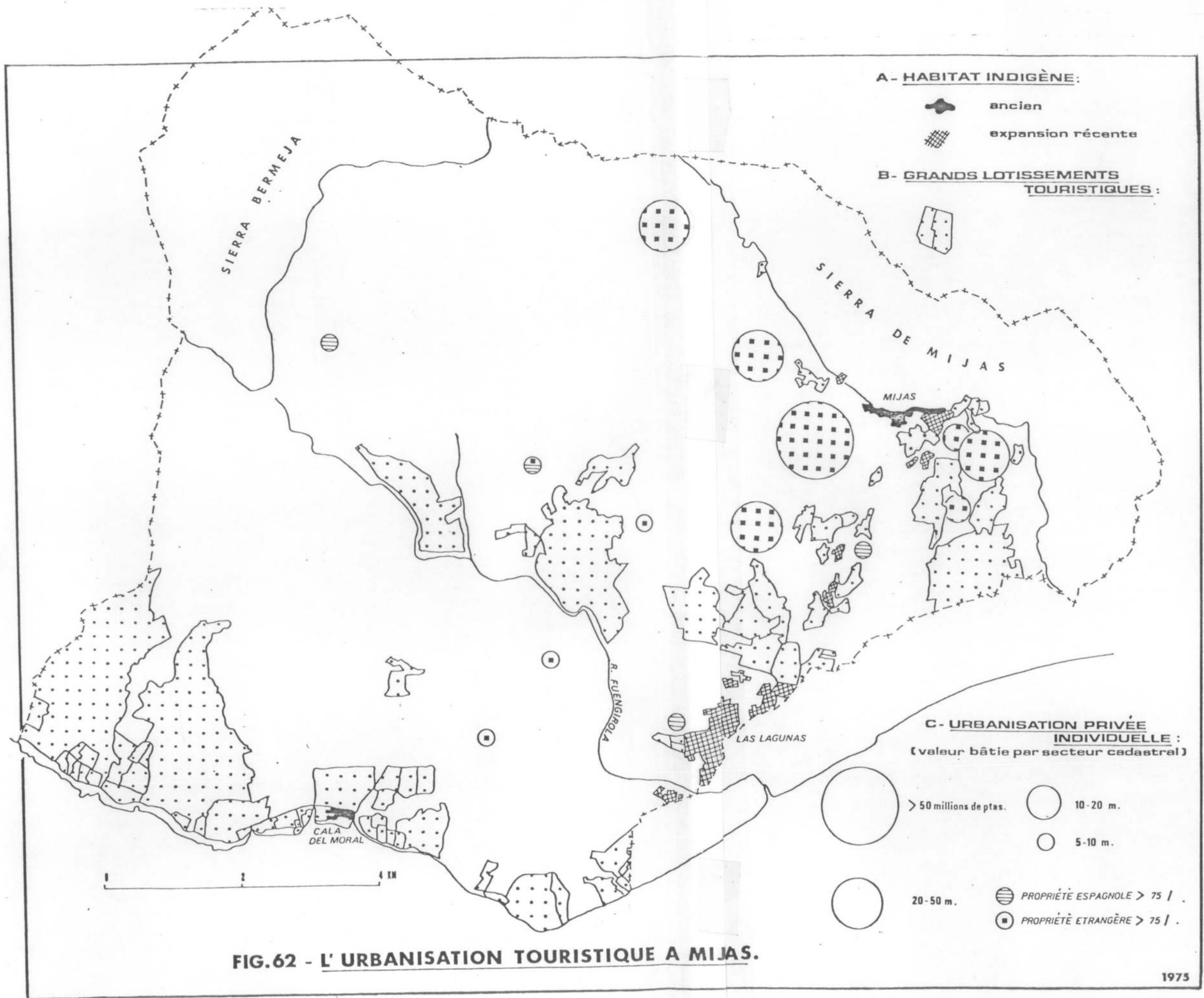
A l'autre extrémité de la hiérarchie, quelques familles paysannes ont pu s'élever au rang de moyens propriétaires, le plus souvent grâce à quelque spéculation commerciale plus ou moins scrupuleuse. La possession de magasins de campagne stratégiquement bien situés aux carrefours principaux, la pratique des ventes à crédit, voire des prêts usuraires, ont permis à quelques familles de s'enrichir jusqu'à occuper une position sociale dominante. Leurs propriétés constituées progressivement à partir de parcelles hypothéquées se dispersent autour de la "tienda"... Ces quelques familles, craintes, pourvues d'une nombreuse clientèle, jouent le rôle de "caciques" et se partagent le pouvoir local dédaigné par les grands "terratenientes".

En définitive, ni l'économie agricole routinière, médiocrement intensive, ni la société rurale partagée en groupes aux intérêts divergents ne paraissent capables de s'adapter avec profit à l'essor touristique. Ce dernier ne fera qu'exacerber les divergences, accuser les carences et finalement fera éclater ces cadres trop fragiles.

Aussi, en moins de 10 ans, l'intrusion du tourisme va-t-elle faire table rase de toute l'organisation traditionnelle.

La disparition de l'agriculture est aujourd'hui consommée. L'urbanisation rapide du territoire agricole apparaît clairement sur la Fig.62 : quelque 3000 hectares, soit la meilleure part de l'espace cultivable dont les éléments conservés sont eux-mêmes désorganisés par les servitudes qu'imposent les propriétés bâties en désordre.

La première étape de la progression touristique se borne exclusivement, jusque vers 1965, aux zones littorales, sous la forme de grands lotissements dont les contours com-



cident exactement avec les limites des grandes propriétés (comparer avec la figure 6I bis). La société agricole, la paysannerie ne sont donc guère concernées jusque-là. Seuls, les gros propriétaires absentéistes profitent des ventes massives de terres de médiocre intérêt.

La seconde phase est par contre beaucoup plus décisive. L'urbanisation envahit l'intérieur. Les derniers grands lotissements organisés se centrent sur les propriétés de quelque importance: celles des caciques notamment, au long de la route Mijas-Fuengirola, celles des terratenientes de la vega du rio Fuengirola. En fait, depuis les années 1970 surtout, ce sont les villas construites individuellement qui représentent la forme la plus spectaculaire de l'expansion touristique: la plupart des zones de coteaux sont pénétrées, voire submergées, les terres paysannes acquises à leur tour.

Dès lors, l'agriculture a perdu la meilleure part de son territoire, dans les coteaux comme dans la vega.

La disparition de la population agricole, détournée vers les emplois de la construction surtout, a été tout aussi brutale au cours de la dernière décennie. Le tableau ci-dessous résume le phénomène:

Population active %	1950	1965	1975
Primaire	85%	75,4%	8,8%
Secondaire	4%	11%	47%
Tertiaire	11%	13,6%	44,2%

Evolution des structures professionnelles à Mijas.

On notera le maintien tardif des structures traditionnelles, le poids prépondérant aujourd'hui de la construction dont la supériorité, encore sensible sur le secteur tertiaire, est caractéristique d'une phase d'équipement touristique inachevée.

Il ne reste plus actuellement de véritables agriculteurs à Mijas. Ceux qui ont conservé leur ancienne tenure l'abandonnent à la friche pour aller travailler "à la côte", ou se contentent de cultiver quelques légumes pour l'autoconsommation, d'assurer la récolte des derniers vergers d'oliviers ou

de figuiers. Dans cette partie de la Costa del Sol, ne subsistent plus que les dernières traces d'une vie rurale qui se confond avec une sorte d'"agriculture du dimanche".

L'éclatement de la société traditionnelle n'a guère atténué les contrastes devenus plus sensibles au contraire.

L'urbanisation a surtout enrichi les gros propriétaires du littoral, ainsi que les "caciques" dont les qualités commerçantes ont trouvé à s'employer dans la spéculation foncière. Ceux-ci ont incontestablement profité du tourisme mais, en contrepartie, ont perdu leur position dominante dans la nouvelle société: les "terratenientes", en aliénant leurs domaines, ont rompu leurs dernières relations avec la commune, les "caciques" ont perdu leur pouvoir sur une paysannerie désagrégée.

Les petites gens, au contraire, n'ont guère gagné au change. Journaliers, microfundiaires et même paysans avaient trop peu de choses à vendre pour s'enrichir, d'autant que leurs lopins, enclavés, éloignés de la mer, n'ont pas obtenu des prix aussi intéressants que les terres littorales. Privés de leur tenure et d'un possible retour à l'agriculture, privés souvent de leur maison, ils se trouvent en fait prolétarisés, dépendant des offres éphémères du marché du bâtiment, leur médiocre pécule englouti dans la construction d'une nouvelle demeure.

Leur situation paraît d'autant plus dépréciée qu'une nouvelle catégorie sociale, étalant une prospérité ostentatoire, domine aujourd'hui la commune: celle des résidents étrangers, basques, catalans ou madrilènes qui occupent actuellement les villas de la côte et des collines.

Les nouveaux contrastes de l'organisation de l'espace répondent à ce bouleversement économique et social.

L'inversion du poids relatif des zones intérieures et de la frange littorale apparaît de façon spectaculaire. La paysannerie, surtout concentrée jusque-là sur les coteaux agricoles, s'est installée massivement sur les basses terres, à proximité des emplois de la côte. La distribution du peuplement s'en trouve radicalement transformée :

% de la population municipale	Zone intérieure		Zone côtière
	Mijas et coteaux	Vega du rio Fuengirola	
1960	74,6	12,7	12,7
1965	73,1	10,7	16,2
1975	45,1	6,5	48,4

En réalité, le partage de l'espace entre zones résidentielles et quartiers indigènes est plus radical encore. On distingue très vite 3 ensembles différents :

les zones intérieures distribuées à l'amont de la vallée du rio Fuengirola, basses et difficiles d'accès, ont été négligées par l'urbanisation, abandonnées à leur population agricole... qui s'effondre à un rythme précipité. La plupart des hameaux ont, en 10 ou 15 ans, perdu la moitié ou les 3/4 de leurs habitants. Certains même sont pratiquement déserts: l'Arroyo de la Cala ne compte plus que 5 familles contre une centaine il y a 10 ans à peine;

les coteaux et Mijas ont maintenu leur population en changeant complètement de nature. La colonisation des "chalets" et la disparition de l'agriculture aboutissent à une véritable transfusion humaine: les résidents étrangers se sont substitués aux indigènes, cantonnés aujourd'hui dans les quartiers périphériques de Mijas dont le centre "typique" a été envahi par les boutiques à touristes.

les secteurs littoraux ont accueilli, en même temps que les vacanciers, la plus grande part des anciens habitants des coteaux et de l'intérieur. En fait, la ségrégation est rigoureuse entre les deux groupes. Le tourisme occupe la plus grande partie de l'espace, confinant la population indigène en quelques zones étroites de moindre intérêt: la Cala del Moral, en bord de mer, vieil habitat étouffé aujourd'hui par l'encerclement des grandes "urbanisations"; Las Lagunas, surtout, masquée à l'arrière des hauts buildings de Fuengirola, campagne déserte il y a 15 ans, et qui entasse aujourd'hui quelque 4000 habitants nouvellement installés.

En quelques kilomètres, la violence des contrastes

est saisissante. Aux dizaines de piscines, au golf, aux routes modernes construites à grands frais pour les zones résidentielles s'oppose le silence des campagnes un peu plus reculées : le hameau d'Entrerrios, à 5 km de la côte, n'est accessible que par une mauvaise piste qui franchit le rio à gué; ses 70 familles ne disposent ni d'électricité, ni d'eau courante, ni de téléphone....

L'urbanisation touristique, à Mijas comme sur toute la zone littorale fortement affectée, a bouleversé le visage des campagnes et de la société rurale sans diffuser très profondément une apparente prospérité. La médiocre résistance d'un monde agricole languissant, confrontée à la puissance débridée de l'expansion balnéaire, est sans doute responsable de ces graves imperfections..

La section occidentale de la Costa del Sol, de Marbella à Estepona, présente des caractères sensiblement moins outrés, un visage plus humain. La densité urbaine y est beaucoup moins forte tandis que s'impose la dispersion ou l'ordre lâche des pavillons individuels, une fois dépassés les noyaux citadins peu étendus des stations.

L'espace, il est vrai, n'est pas aussi mesuré qu'à l'Est: le front montagneux s'écarte de la côte et dégage ainsi une large bande de terres basses, petites plaines et collines. Surtout, la conquête touristique, légèrement plus tardive qu'à l'Est, est aussi moins complète. La fréquentation, enfin, est sensiblement différente, beaucoup moins basée sur le tourisme de masse organisé: l'éloignement de l'aéroport en est en partie responsable, sans doute.

Ainsi, Marbella s'affirme comme la station de haut standing de la Costa del Sol, point de rassemblement d'une clientèle huppée comme en témoigne la prépondérance de l'hôtellerie de 4 et 5 étoiles, le luxe des propriétés enfouies dans de vastes jardins, celui des équipements, golf, ports (Jose Banus) ou grands ensembles de prestige (Andalucía la Nueva).

Sous des dehors moins agressifs, Marbella est cependant tout aussi entièrement consacrée au tourisme que les cités plus orientales. L'emprise des lotissements est totale (Fig.50) ainsi que depuis peu l'activité urbaine (12).

Aux marges occidentales de la Costa del Sol, Estepona par contre a été moins totalement touchée. Bien qu'amoindrie, la vie agricole subsiste sur près de 200 exploitations de plus en plus totalement centrées sur 700 hectares de terres bien irriguées, disposées en petites vegas à l'aval des vallées. Elle exprime même un certain dynamisme de la part d'une très petite paysannerie dont la majorité dispose seulement de 1 à 2 hectares de regadio.

Le système de culture a subi une évolution positive.

La spécialisation sur quelques produits de bon revenu en est un témoignage. La vigne constitue aujourd'hui la seule utilisation des terres de secano, abandonnées par ailleurs: cantonnée sur les sols calcaires, elle se voue à la production de raisin de table Muscat que l'on tend progressivement à remplacer par des variétés plus précoces.

En fait, l'essentiel est actuellement la culture irriguée à peu près intégralement consacrée aux vergers de citronniers dont la récolte est en grande partie regroupée par une coopérative qui assure les premiers traitements et la vente aux négociants.

Les progrès rapides du motoculteur qui, peu à peu, se généralise constituent un indice supplémentaire de la vitalité de cette petite agriculture qui commence à envisager l'essai de productions nouvelles à haute rémunération comme les fruits tropicaux.

Car, en dépit de son dynamisme, la paysannerie ne pourrait que difficilement se suffire des résultats de tenures aussi exiguës: à l'encontre de l'évolution observée plus à l'Est, la petite culture a su ici s'adapter au développement touristique et y trouver un soutien efficace.

L'exploitation à temps partiel s'est généralisée, systématique-

ment confortée par les revenus d'un emploi dans l'hôtellerie ou le bâtiment. Ce sont d'ailleurs les nécessités de ce partage d'activités qui ont dicté, dans une large mesure, l'évolution récente du système agricole: spécialisation sur les cultures les moins exigeantes en travail qui a favorisé le citronnier (ou l'arboriculture tropicale à l'avenir) aux dépens des légumes, mécanisation rapide, etc...

L'intégration de l'agriculture au tourisme va même quelquefois beaucoup plus loin et certains exploitants ont su utiliser les possibilités nouvellement offertes par la clientèle balnéaire. Hors de l'organisation des promenades à dos de mulets -les "safaris-burros" !-, des fêtes champêtres au cortijo arrosées de vins généreux, des agriculteurs pratiquent de plus en plus souvent la vente directe qui procure d'intéressants profits. Ceux-ci, comme l'illustre l'exemple caractéristique que nous rapportons ci-dessous, cherchent à s'assurer la clientèle régulière des hôtels qu'ils approvisionnent en citrons.

Cette petite exploitation située au débouché du rio Guadalobon, à quelques kilomètres à l'Ouest d'Estepona, ne dispose que de 3 hectares dont 2 de secano sans grand intérêt. Sur 1 hectare, le verger de citronniers concentre tous les efforts et produit une part importante du budget familial commun à 3 frères associés. L'un de ceux-ci travaille dans l'hôtellerie et ne participe aux travaux agricoles qu'épisodiquement mais apporte son salaire à la caisse familiale. Les 2 autres se vouent à l'exploitation, l'un plus spécialement aux tâches culturales, l'autre davantage orienté vers la commercialisation directe de la production vers les hôtels. La grande idée a été, en effet, de s'assurer un écoulement régulier et rémunérateur sur le marché touristique local. L'expérience commencée en 1968, facilitée par les relations du frère-employé d'hôtel, a été fructueuse. L'association a pu bientôt se doter d'une camionnette de livraison et tend même, désormais, à accroître son rayon de vente en commercialisant la récolte achetée à des exploitations voisines.

*Parti à l'ouest
Extrême de la Costa del Sol
de l'effectif sans*

Sans être très fréquent, le cas décrit ci-dessus n'est point isolé. Il illustre parfaitement les possibilités offertes à la petite agriculture dans les régions balnéaires. La paysannerie peut très bien tirer profit et assurer son maintien de la croissance touristique, à condition que celle-ci, comme à Estepona, ne soit ni trop puissante ni trop brutale, à condition aussi que l'agriculture jouisse au départ d'une vitalité suffisante. Ces conditions, ailleurs, n'étaient point remplies et Estepona demeure une exception, un cas marginal sur une côte intégralement urbanisée.

b - L'explosion démographique traduit aussi bien l'essor de l'urbanisation touristique que le vif contraste qui, désormais, oppose la Costa del Sol aux populations languissantes du reste de la région.

Les records de la croissance démographique pour l'Andalousie tout entière se concentrent sur cette frange littorale depuis plus d'une décennie. Si l'on tient compte des résidents étrangers installés de façon permanente (quelque 15 000), c'est une population stable de 150 000 personnes environ qui vit sur la Costa del Sol en 1975, contre 40 000 en 1950, 50 000 en 1960. En 15 ans, les effectifs ont donc triplé au moment même où le reste de la province (capitale exclue) perdait régulièrement des habitants. Le poids de la Costa del Sol n'a donc cessé de s'accroître: 5,5% de la population provinciale en 1950, 6,5% en 1960, 11% en 1970, 15% enfin en 1975. Or, il ne s'agit là que des effectifs installés à demeure: au fort de l'été, la population réelle, gonflée de la masse des touristes et des travailleurs saisonniers, atteint sans doute 500 à 600 000 personnes !

Le rythme de la croissance démographique, très élevé partout depuis 15 ans, a connu cependant de sensibles variations dans le temps et dans l'espace.

C'est à partir de 1950 que le comportement de la Costa del Sol diffère de celui du reste de la province. Le tourisme naît et le taux

d'expansion demeure encore modeste: 2% par an, en moyenne. Il n'est d'ailleurs très marqué qu'à l'Ouest, le plus tôt conquis par les vacanciers et à Marbella, déjà réputée. Ailleurs, la croissance est à peine sensible à Fuengirola, Mijas, Estepona.

La phase de poussée maximale se marque au cours de la décennie suivante. La "fièvre touristique" atteint son paroxysme, le taux d'accroissement, quintuplé, parvient à 9% par an ! C'est l'époque où l'essor démographique s'étend à toute la côte et même se marque avec le plus de vigueur dans la section occidentale au cours du quinquennat 1965-70.

Les dernières années se signalent enfin par un certain assagissement (1970-75). La croissance encore forte est partout plus modérée: la zone orientale tend à saturation; la zone occidentale vouée à une urbanisation plus lâche, de faible densité, enregistre des taux sans excès.

Une puissante vague d'immigration permet seule de comprendre cette extraordinaire poussée démographique. En un quart de siècle, ce sont quelque 80 ou 90 000 personnes qui se sont installées sur cette côte, définie jusqu'alors, depuis le début du siècle, comme un foyer d'émigration modeste mais continue. Le solde migratoire apparent affiche des valeurs positives partout supérieures à 2% par an qui, lors de l'épisode 1960-1970, ont pu atteindre des chiffres-records de plus de 5% par an.

La masse de ces immigrants se répartit pour les 4/5 en deux groupes principaux dont les fonctions sont directement ou indirectement liées au tourisme: la majorité s'est portée sur les métiers de la construction et de l'hôtellerie (barmen, cuisiniers, femmes de ménage, etc...); le reste compose un ensemble au contenu disparate mais qui se définit toujours par ses relations étroites avec l'économie balnéaire: commerçants, transporteurs, membres des professions libérales (médecins, architectes, juristes...).

Les effets d'une immigration aussi massive se sont très rapide-

ment fait sentir. La composition essentiellement familiale de cet afflux de nouveaux-venus -près des $3/4$ du contingent sont constitués de familles arrivées au complet- explique d'abord le vif redressement de la natalité qui, partout, se tient entre 20 et 25% . Surtout, le milieu humain des zones littorales s'en est trouvé bouleversé. L'élément indigène est aujourd'hui noyé dans la foule des nouveaux installés: alors qu'en 1960 il représentait encore les $3/4$ des habitants nés sur place, il ne constitue plus actuellement qu'une minorité (32% à Marbella, 36% à Mijas, etc...).

Enfin, l'arrivée si brutale et volumineuse de ces immigrants n'a pas été sans créer de difficiles problèmes matériels, au premier rang desquels se place la question de l'hébergement. En effet, le logement de ces travailleurs souvent désargentés s'avérait épineux dans des cités entièrement consacrées à l'accueil fructueux des touristes. Une bonne partie des effectifs nouveaux-venus a dû s'installer à l'écart des villes, dans de nouveaux quartiers populeux, hâtivement construits. Beaucoup d'immigrants, enfin, n'ont pu demeurer sur place: ils se sont redéversés sur les communes voisines, dans les premiers villages de la montagne où la crise libérait de nombreux logements à bon marché.

Le phénomène de l'immigration apparaît de la sorte comme un élément privilégié pour comprendre la nouvelle géographie régionale engendrée par l'essor touristique. Il permet aussi bien de délimiter l'aire d'influence de la Costa del Sol que de révéler, au travers de la démographie, les modifications inégales qu'elle provoque dans les "pays" voisins (redéversement migratoire ou, au contraire, allégement démographique, etc...).

2/ - L'aire d'influence de la Costa del Sol.

La croissance touristique se limite étroitement à la frange littorale pour disparaître complètement dans l'arrière-pays resté essentiellement rural. Cependant, les pays intérieurs n'ont pu rester indifférents à

un phénomène d'une telle ampleur et en subissent indirectement les effets.

De toute évidence, c'est en drainant la main-d'oeuvre nécessaire à son développement que le tourisme intervient, au premier chef, sur les zones voisines transformées en réservoir de travail. Les retombées qu'il a pu provoquer sur les activités locales de l'arrière-pays ne sont, en définitive, que les conséquences de ce phénomène fondamental.

L'aire d'influence de la Costa del Sol -soit la nouvelle région qui se dessine en Andalousie méditerranéenne occidentale- correspond donc essentiellement au "bassin de main-d'oeuvre" qu'elle utilise. De la sorte, c'est en définissant les flux migratoires qui convergent vers le littoral balnéaire que l'on pourra apprécier les termes principaux de la nouvelle organisation régionale.

a - L'aire de recrutement de la Costa del Sol et les nouvelles structures régionales.

Seules sont accessibles les données relatives aux mouvements migratoires définitifs enregistrés par les recensements jusqu'en 1970 (13). Les déplacements à terme, saisonniers ou quotidiens, sont par contre impossibles à chiffrer. Nous ne traiterons donc ici que de l'immigration définitive sur la côte pour la période 1965-1970. Elle permet néanmoins de définir avec assez d'exactitude l'"hinterland" du littoral touristique.

On constatera d'abord que l'influence de la Costa del Sol est essentiellement andalouse.

C'est ce qui ressort clairement du tableau ci-dessous :

Immigrants provenant de :	Torremolinos	Fuengirola	Estepona	Marbella	Total
Province de Málaga	21	31,6	40,8	36,7	39,1%
Reste de l'Andalousie	37,4	36,7	28,2	34,4	32,3%
Espagne non andalouse	30,6	15,2	21,6	20,3	18,9%
Etranger	11	16,5	9,4	8,6	9,7%

*W. J. R. de
st. le cas*

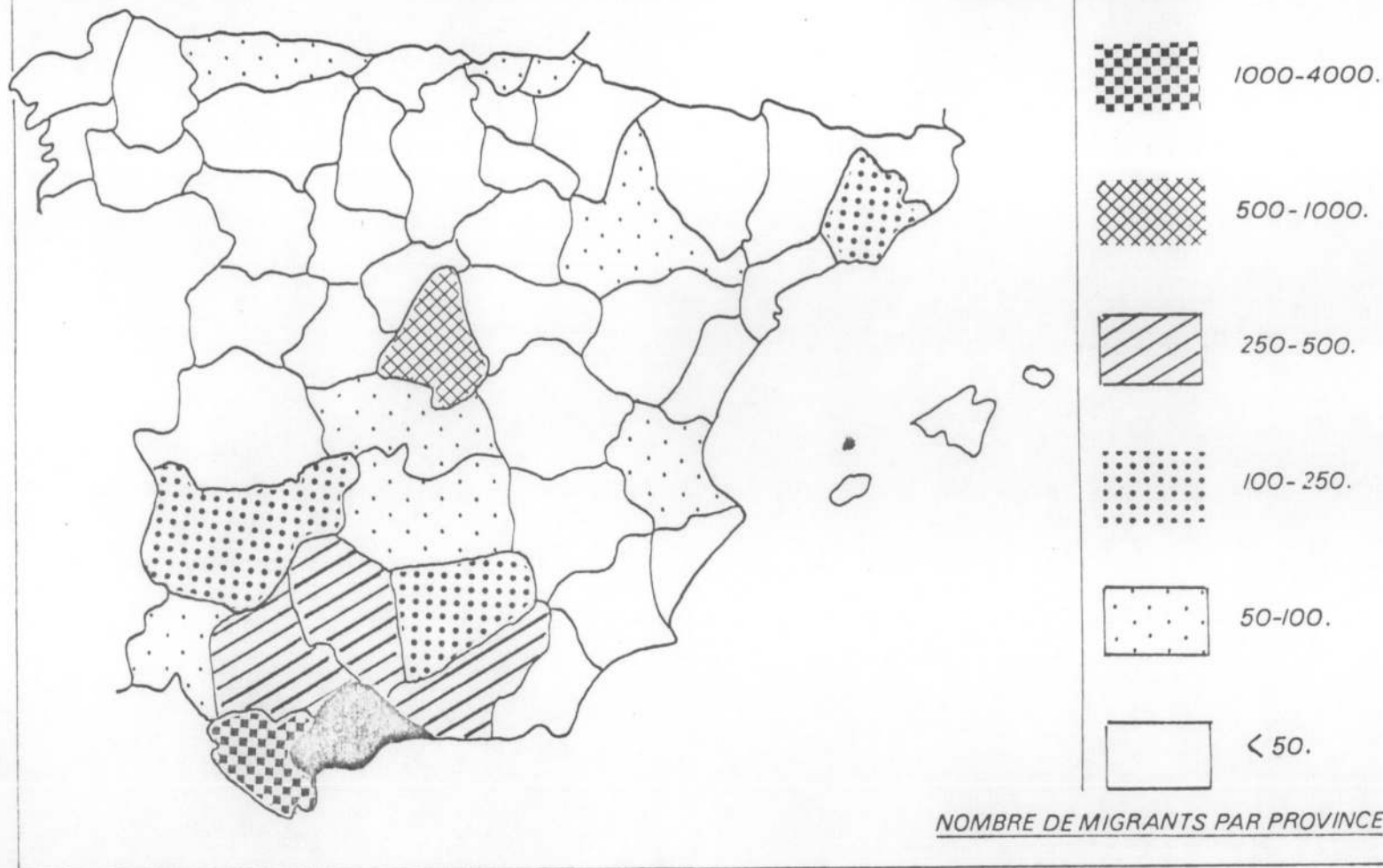
Ainsi, près des $\frac{3}{4}$ des immigrants proviennent des provinces andalouses alors que le reste de l'Espagne fournit à peine 20% du courant migratoire. Le phénomène ne peut surprendre si l'on considère que les besoins les plus massifs portent sur une main-d'oeuvre non qualifiée (construction, bas emplois des services) surabondante dans la région. La part un peu exceptionnelle de migrants lointains reçus par Torremolinos pourrait s'expliquer, de la sorte, par la plus forte proportion des services de niveau supérieur qui s'y concentrent.

La Fig. 63 permet de préciser cette première impression. On y relèvera 2 séries d'indications complémentaires :

I - hors d'Andalousie, l'attraction de la Costa del Sol n'est sensible que dans les 2 grandes métropoles de Madrid et Barcelone. Pour cette dernière, il s'agit surtout de retours d'émigrés malaguëños en Catalogne. Dans le cas de Madrid, la situation est, par contre, sensiblement différente comme en témoigne la profession des intéressés: une majorité d'entre eux appartient aux professions libérales, au commerce de luxe ou à des entreprises très spécialisées inexistantes dans la région (électronique, installations spéciales de l'hôtellerie, travaux publics portuaires, etc...). La capitale pourvoit donc aux insuffisances de l'Andalousie en personnel hautement qualifié;

2 - en Andalousie, l'influence de la Costa del Sol s'affaiblit très rapidement avant même les limites de la région. Son pouvoir s'avère à peu près nul aux extrémités orientales et occidentales, à Huelva où il se heurte sans doute à la concurrence de l'industrialisation comme à Almeria où il est contrecarré par l'essor de la nouvelle agriculture et l'attraction contraire du Levant. En définitive, l'influence de la Costa del Sol est surtout bornée à l'Andalousie centrale, aux provinces voisines: encore Cadix est-elle le seul foyer de recrutement massif, hors de la province de Málaga qui fournit, au total, l'essentiel des besoins (40% du flux migratoire).

FIG. 63 - ORIGINES DES MIGRATIONS INTERIEURES DEFINITIVES VERS LA COSTA DEL SOL
1965-1970.



Une analyse plus détaillée -par communes- permet de distinguer des auroles d'inégale polarisation au sein de l'aire d'influence qui vient d'être définie à grands traits.

La Fig.64 représente la participation en valeur absolue des différentes communes andalouses intégrées au flux migratoire vers la Costa del Sol. On y retrouve d'abord les limites externes du champ d'attraction sensible du grand tourisme malagueño: elles ne dépassent pas, au Nord et à l'Ouest, le cours du Guadalquivir, soit une ligne Cadix-Séville-Cordoue, pénètrent à peine dans la province de Jaen et atteignent difficilement Grenade. L'aire d'attraction notable de la Costa del Sol se borne donc à un demi-cercle de quelque 150 à 200 km. de rayon qui n'intègre que les fractions les plus proches des provinces limitrophes. A l'intérieur de l'espace ainsi défini, l'intensité de cette attraction varie assez considérablement pour permettre de distinguer une zone d'influence périphérique modestement intéressée et un foyer de recrutement maximal.

L'aurole externe ne subit que faiblement l'attraction du littoral touristique.

Au-delà des frontières de la province de Málaga, l'influence de la Costa del Sol se dilue sur de vastes étendues au sein desquelles se signalent seulement 3 zones plus nettement affectées :

- les Campiñas du Sud de la province de Cordoue;
- les bordures de la sierra aux confins orientaux des provinces de Cadix et Séville où, comme dans le cas précédent, la grande propriété agricole aujourd'hui mécanisée rejette des excédents de salariés;
- le littoral gaditan surtout qui trouve ainsi un exutoire pour une population gravement touchée par la crise de la pêche traditionnelle (Vejer, Barbate) ou les difficultés du Campo de Gibraltar.

Dans le cadre même de la province de Málaga, les zones les plus éloignées de la Costa del Sol, au-delà d'une cinquantaine de kilomètres,

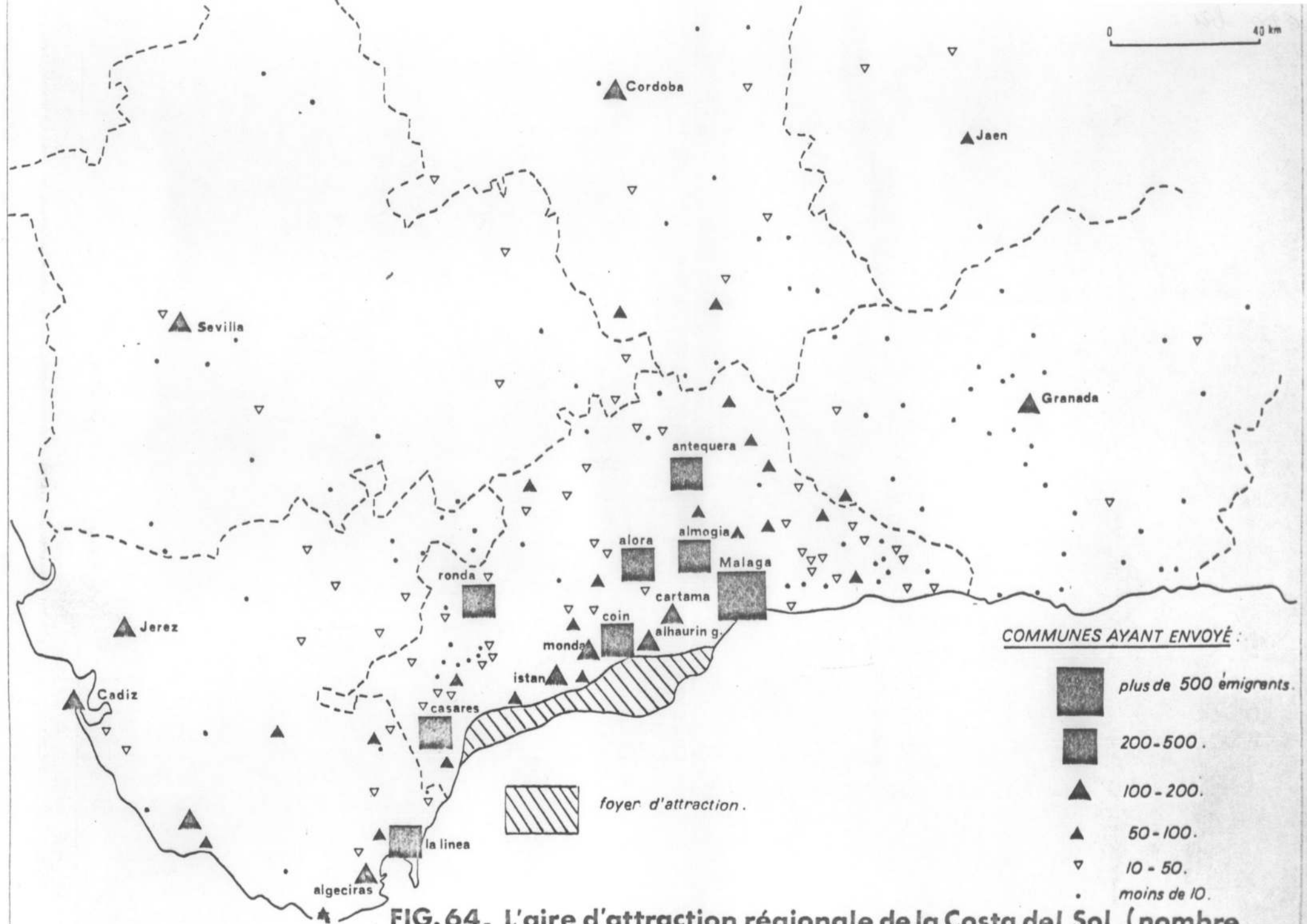


FIG.64. L'aire d'attraction régionale de la Costa del Sol (nombre absolu de migrants définitifs - 1965-70).

subissent une influence plus régulière mais encore très modeste du littoral touristique. Le vignoble de Velez, à l'Est, les plaines céréalières au Nord, jalonnées par Ronda et Antéquera, participent aux migrations vers la côte par la plupart de leurs villages. Mais, chacun d'eux n'envoie que de très faibles contingents.

La Fig.65 qui s'applique non plus aux nombres absolus de migrants mais à leur proportion dans la population de leur commune d'origine confirme très remarquablement le faible rôle attractif de la Costa del Sol dans ces pays. En dépit des effectifs localement importants qu'elle a pu capter, la Costa del Sol a attiré en général moins de 20% -moins de 10% le plus souvent- des habitants des plaines intérieures et des Montes de Málaga et Velez.

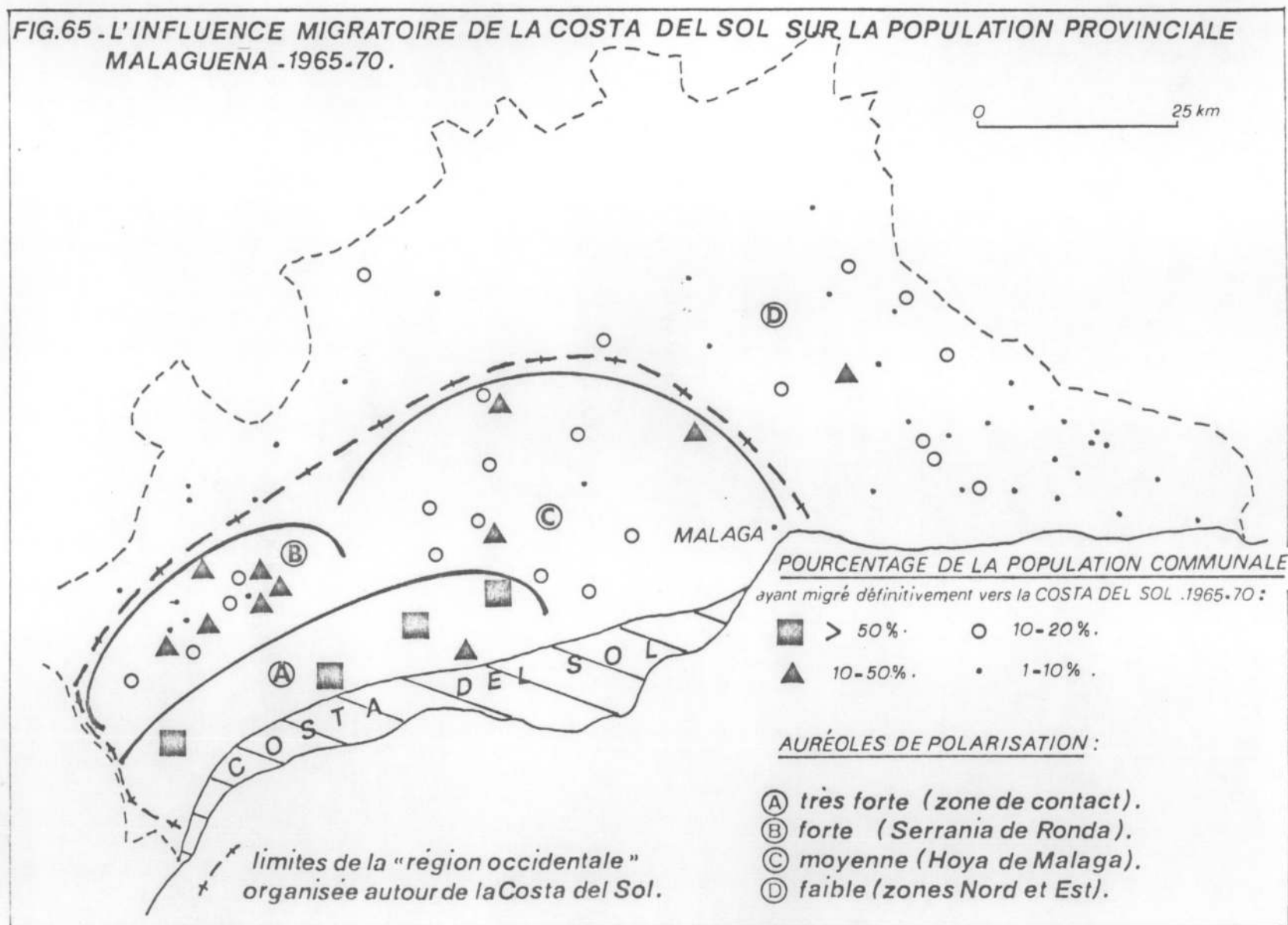
Tous ces secteurs sont trop médiocrement polarisés pour appartenir réellement à la région qui s'organise autour du foyer touristique.

La zone interne qui subit profondément l'influence de la Costa del Sol peut seule constituer le cadre d'une région vitale structurée à partir du nouveau pôle balnéaire.

Les figures 64 et 65 sont, toutes deux, fort explicites à ce sujet. La première définit le coeur du bassin de main-d'oeuvre de la côte comme une aire relativement étroite, à proximité immédiate du littoral touristique: elle ne s'étend guère au-delà de la ligne des crêtes de la Serrania de Ronda, s'arrête très vite à l'Est au rebord des Montes de Málaga. La seconde révèle l'importance primordiale des migrations vers la côte, à l'intérieur de cet ensemble: dans la Hoya, la bande des coteaux qui court à l'arrière de la Costa del Sol, ainsi que dans la Serrania de Ronda, la plupart des villages ont envoyé plus de 20% de leur population -plus de 50% parfois- vers la Costa del Sol.

En résumé, si le champ d'influence du foyer touristique peut s'étendre sur un rayon de près de 200 km., on est frappé par la relative exi-

FIG.65 - L'INFLUENCE MIGRATOIRE DE LA COSTA DEL SOL SUR LA POPULATION PROVINCIALE MALAGUENA -1965-70.



guité de son aire d'attraction intense qui exclut toute la partie septentrionale et orientale de la province de Málaga. La nouvelle région péri-touristique se borne aux limites de la moitié occidentale de la province.

b - La structure interne de l'arrière-pays de la Costa del Sol mérite enfin d'être précisée si l'on veut saisir ensuite, de manière plus complète et nuancée, la nature de l'influence touristique.

On se bornera ici à exposer les éléments caractéristiques qui permettent d'isoler les différents modes de relation entre le littoral et l'intérieur, de distinguer enfin 2 types de pays qui reçoivent inégalement l'influence côtière. En toute logique, la proximité intervient de façon décisive.

Le proche arrière-pays de la Costa del Sol peut se définir à l'intérieur de l'isochrone d'1 heure à partir du foyer balnéaire. Il comprend les premiers contreforts de la Serrania de Ronda, depuis Istan surtout jusqu'à Ojen et Monda, ainsi que la Hoya de Málaga -capitale inclus- où se signalent plus particulièrement les campagnes du piémont d'Alhaurin-Coin.

L'ensemble de ce secteur s'individualise d'abord par l'intensité prépondérante des migrations pendulaires vers la côte. Du fait de la diversité des moyens de transport utilisés (autobus réguliers mais aussi services de ramassage privés des entreprises de construction, véhicules particuliers en grand nombre) ainsi que des fortes variations saisonnières ou conjoncturelles, il est impossible de chiffrer ce mouvement avec exactitude. Il est, en tous cas, considérable: on a pu l'estimer à 20 000 personnes en provenance de Málaga, à plus de 10 000 issues des campagnes (14).

Les autres caractéristiques de ces zones -on exclura Málaga qui pose des problèmes spécifiquement urbains- résultent au fond de ce phénomène majeur. On en retiendra deux qui seront développés plus loin :

Dans ces villages accrochés aux premiers contreforts de la Serrania, -à Istan, Ojen, Benahavis-, comme dans ceux de l'Axaquia occidentale, la vieille polyculture des versants ou la viticulture étaient déjà moribondes à l'heure de l'essor touristique. L'attraction du littoral a eu pour effet essentiel d'arrêter l'hémorragie humaine qui vidait ces pays, sans leur redonner de vie propre. Toute l'économie repose désormais sur les migrations pendulaires. L'agriculture, sur place, achève de se contracter en quelques activités de cueillette, sur quelques jardins ou vieilles plantations (oliviers - amandiers) perdus dans les friches. Tous ces coteaux, aux portes de la Costa del Sol ou de Málaga qui lui sert de relais, se sont transformés en aire périurbaine banale, en zone de villages-dortoirs qui accueillent parfois le surplus des émigrants non hébergés sur la côte.

Le cas de la Hoya de Málaga est d'un autre intérêt et l'on s'y arrêtera plus longuement. C'est là, en effet, l'une des plus belles dépressions agricoles de l'Andalousie méditerranéenne qui, de surcroît, a bénéficié depuis 20 ans d'un important effort de modernisation. Les résultats de la confrontation directe entre les tentatives de progrès agricole et les influences de l'essor touristique voisin peuvent y être observés et servir d'éléments essentiels pour juger de l'effet régional du développement balnéaire.

I/ - Les transformations récentes de la Hoya.

En un quart de siècle, c'est en fait un véritable bouleversement qu'a connu la vie rurale de la Hoya de Málaga.

La situation traditionnelle pouvait se définir selon un schéma relativement simple juxtaposant deux unités économiques et sociales bien distinctes.

Le cœur de la dépression, cloisonné en deux sous-ensembles par

)

Le piémont méridional de la Hoya qui, d'Alhaurin de la Torre à Coin, frange la retombée de la Sierra de Mijas pouvait passer, par rapport au centre de la dépression, pour un véritable pays de cocagne. Ses caractères essentiels l'en différenciaient très nettement. L'abondance des sources jaillies de la montagne y nourrissait d'opulentes vegas, à la base d'une réelle prospérité agricole : la vie rurale reposait essentiellement ici sur l'irrigation. Les gros villages installés au contact de la sierra abritaient aussi une population incomparablement supérieure à celle du centre du bassin, composée d'une petite paysannerie remarquablement homogène qui, depuis la Reconquête, avait su résister efficacement aux tentatives des grands propriétaires des territoires voisins. La formule agricole était celle de la petite polyculture irriguée intensive accumulant fruits et légumes en un mélange d'une étonnante

Tr. hydraul.
du Guadalhorce
et en regadio
secano

profusion. La proximité de Málaga avait d'ailleurs sollicité très tôt l'ouverture du système: raisins, oranges, fruits tempérés, légumes divers étaient dès le XVIII^{ème} siècle écoulés vers la capitale, voire exportés.

Aussi, à l'échelle de la Hoya, le piémont était-il sans conteste le meilleur secteur agricole, le foyer privilégié d'une vie rurale plus riche, d'une société plus équilibrée que dans le centre de la dépression. Mais, l'évolution rapide des dernières décennies allait brouiller la simplicité du schéma, redistribuer les atouts et finalement inverser la hiérarchie traditionnelle.

Le Plan Guadalhorce et les transformations agricoles.

Les grands travaux hydrauliques entrepris sur le Guadalhorce ont été décrits plus haut (2^{ème} Partie - Chap.V). Il suffira donc d'en rapporter ici les principaux effets actuellement sensibles dans la Hoya.

Les progrès de l'irrigation ont essentiellement profité au coeur de la Hoya, ignorant par contre les zones du piémont. Le tracé des canaux dessine en effet un nouveau périmètre qui se limite aux terres basses du centre de la dépression et mord à peine sur les pentes inférieures du glacis méridional (Fig.38). Les perspectives d'irrigation par refoulement des eaux en amont des canaux ne paraissent pas devoir modifier sensiblement la situation et n'ont, en tous cas, connu aucune réalisation jusqu'ici.

L'arrosage a ainsi, depuis peu, bouleversé le visage de l'agriculture traditionnelle du coeur de la Hoya: le territoire irrigué s'est étendu sur des superficies 2 à 3 fois plus vastes qu'auparavant, dans les années 50; dans le même temps il demeurait pratiquement stable dans les vegas de piémont. Ainsi, la commune de Cartama, d'ailleurs avantageusement dotée d'une vega traditionnelle au long du Guadalhorce, a vu progresser ses terres arrosées de 961 ha. en 1945, à 1650 ha. en 1970, à plus de 2000 ha. aujourd'hui, tandis que les possibilités d'extension prochaines demeurent

*Syr. actuel
de l'ancien
Hoya qui n'est plus*

encore considérables. A l'inverse, la commune de Coin, la plus représentative du piémont, n'enregistrait qu'un faible développement de l'irrigation, de l'ordre de 10% environ, d'ailleurs surtout redevable à la mise en valeur des parties basses du municipe intégrées aux nouveaux périmètres de colonisation.

L'arrivée de l'eau sur les croupes marneuses aménagées en banquettes de la zone centrale du bassin a provoqué une intensification rapide de la vieille formule oléo-céréalière. La réduction brutale des surfaces en cultures sèches en est le signe le plus spectaculaire. Elles ne couvrent plus en 1970 que le 1/3 de leur extension de 1950. Bases de l'économie traditionnelle, les céréales ont été le plus durement touchées: de 4200 ha. à 450, elles ont perdu à Cartama les 9/10 de leur territoire entre 1945 et 1970. Le recul des olivettes, généralement situées sur les points hauts plus difficilement accessibles à l'irrigation, est par contre à peine sensible même si la moindre conviction de leur entretien dénote une certain désintérêt à leur endroit. En réalité, la retraite du secano n'est pas uniquement imputable au progrès de l'arrosage: une bonne part de l'espace délaissé par les emblavures est en fait retourné à la friche, sur les terres les plus médiocres. Le déclin précipité des cultures sèches correspond donc à une contraction du territoire agricole parallèle à l'abandon de la vieille économie.

Le système du coeur de la Hoya se fonde essentiellement désormais sur de nouvelles spéculations irriguées dont l'essor a été remarquable. Cette "révolution" s'est faite au profit de cultures préexistantes mais accessoires jusqu'alors qui tendent progressivement à dominer l'économie agricole de toute cette partie de la Hoya. On citera, par ordre d'importance croissante, les légumes, la canne à sucre, l'arboriculture fruitière.

Les deux premières productions marquent surtout le système de la Basse Hoya, à l'aval de la Sierra de Cartama.

Hors des progrès localisés des cultures légumières classiques de cette région (pomme de terre, ail, oignon, chou, etc...), la grande nouveauté résulte de l'essor d'une production peu répandue jusque-là, celle de l'artichaut: 160 ha. en 1958, 450 en 1965, 1000 aujourd'hui surtout concentrés dans les vegas de Churriana et Campanillas. Son succès repose essentiellement sur les avantages commerciaux que lui vaut sa précocité: il apparaît sur le marché dès l'automne (fin octobre - début novembre), bien avant le gros des productions concurrentes.

La canne à sucre tend cependant à s'imposer comme la culture - clef de la Basse Hoya, strictement limitée à ce secteur par le risque des gelées qui l'évince des zones plus intérieures, une fois dépassé l'écran efficace de la Sierra de Cartama. Son essor beaucoup plus tardif qu'ailleurs, à Velez ou Motril, s'explique par des exigences hydriques élevées qui, jusqu'aux grands travaux récents d'irrigation, la cantonnaient aux seules vegas traditionnelles, au long du Guadalhorce, ou autour des puits disséminés dans le delta. Au fond, en dehors de quelques périodes d'engouement éphémère dans la 2^{ème} moitié XIX^{ème} ou aux débuts du XX^{ème} siècle, la canne ne jouait ici qu'un rôle limité jusqu'en 1960: 250 ha. en 1950, 1400 ha. en 1970 que les projets de colonisation envisageaient d'étendre à plus de 3500 ha. une fois les travaux achevés. Sur les terres anciennement irriguées, les spéculations essentielles de la période antérieure ont été éliminées par ce développement soudain: la betterave sucrière surtout, mais aussi le tabac, voire même quelques rares plantations de cotonniers ont disparu aujourd'hui.

Mais dans l'ensemble, sur toute la Hoya intérieure et, par longues traînées au long du Guadalhorce jusque dans la Basse Hoya, c'est l'arboriculture fruitière qui a, au premier chef, bénéficié des progrès de l'arrosage jusqu'à conférer sa tonalité dominante à la nouvelle agriculture. La progression des vergers d'agrumes -orangers surtout- a été, de très loin,

la plus spectaculaire. Les plantations d'orangers ne représentent point une nouveauté cependant: développées depuis le début du siècle, elles couvrent déjà quelque 2000 ha. en 1950, au long du fleuve, dans la zone amont de la Hoya, autour d'Alora et Pizarra. Peut-être favorisée par une habitude culturelle déjà ancienne, leur superficie a doublé au cours des 20 dernières années, atteignant plus de 5000 ha. en 1970. (6000 ha. pour l'ensemble de la Hoya, si l'on tient compte des vergers de la zone de piémont). Or, le processus de plantation est encore inachevé: les techniciens agricoles envisageaient, il y a peu, son extension jusqu'à un maximum de 10 000 hectares qui ferait du bassin de Málaga un important foyer agrumicole. Exclusifs sur les terres basses des rubans alluviaux, les vergers d'orangers cèdent par contre une part des zones de collines nouvellement irriguées à d'autres productions fruitières "tempérées": pêcheurs et poiriers n'occupaient cependant que 650 ha. en 1970.

L'intensification spectaculaire des systèmes agricoles du centre de la Hoya, promus soudainement de la céréaliculture sèche à l'économie de riche vega, ne résume point toutes les transformations. Le remodelage de la société agraire, consécutif aux interventions de l'I.N.C., constitue un élément de progrès non moins considérable.

Un peu plus de 3300 ha. ont ainsi changé de mains, consacrant l'effacement -sinon la disparition complète- de la grande propriété, et la promotion de la paysannerie. Quelque 600 familles de journaliers ou de métayers ont été dotées d'exploitations de 3 à 5 ha., plusieurs centaines de petits propriétaires ont pu arrondir leur tenure par l'acquisition de parcelles complémentaires.

Le simple passage du secano au regadio a, d'autre part, singulièrement accru les possibilités économiques de l'ensemble des agriculteurs dont beaucoup, pauvres microfundiaires dans le cadre du vieux système céréalier, accèdent, du seul fait de l'irrigation, au rang de paysans. Aux structures traditionnelles qui opposaient grands domaines et microfundios

succède donc un régime foncier beaucoup plus équilibré qui assure l'avènement d'une paysannerie que, dans le cadre de notre région, l'on serait tenté de qualifier de "moyenne". Cette promotion, spécifique des zones affectées par les grands travaux récents, n'a pu toucher, par contre, les communes de piémont où le morcellement extrême des vieilles vegas est resté inchangé. Le tableau ci-dessous permet de mesurer le caractère nouveau de l'opposition qui sépare les sociétés agraires de la Hoya centrale et les zones de piémont :

Classement des propriétés selon leur valeur foncière (1970).

	%	PIÉMONT	CENTRE DE LA HOYA	
		Alhaurin el Grande	Cartama	Pizarra
Petite propriété (base imposable < 15 000 ptas)	Nb	90	60	53
	Surf.	64	38	27
Moyenne propriété (B.I. = 15 - 100 000 p.)	Nb	9,6	37	42
	Surf.	37	40	41
Grande propriété (B.I. > 100 000 ptas)	Nb	0,4	3	5
	Surf.	3	13	32

A Alhaurin, la prépondérance de la très petite propriété demeure donc écrasante, alors que dans le centre de la dépression, à Cartama comme à Pizarra, l'émergence d'une catégorie d'agriculteurs moyens réduit sensiblement la part des grandes propriétés comme celle des microfundiaires : la majorité de l'espace, déjà, leur appartient.

Les transformations récentes de l'agriculture ont donc favorisé de manière exclusive l'économie et la société agraire du coeur de la Hoya. La hiérarchie traditionnelle qui privilégiait nettement jusqu'alors les systèmes de petite culture intensive du piémont s'en trouve bouleversée. C'est là, incontestablement, l'un des phénomènes majeurs des dernières décennies qui aboutit à une véritable inversion des rapports entre les divers éléments du bassin : le dynamisme appartient désormais à l'agriculture co-

dernisée des territoires du centre de la Hoya, la cristallisation des formules du piémont signale au contraire une évidente stagnation, un retard grandissant des vieilles vegas.

En dépit de l'importance considérable de ce renversement de situation, la simplicité du schéma géographique ne serait guère affectée si un second facteur de transformation ne venait le compliquer en agissant indifféremment sur les zones basses et sur celles du piémont. Il s'agit de l'influence puissante de l'urbanisation récente du littoral.

Les influences urbaines dans la Hoya.

Les influences urbaines fortement ressenties dans la Hoya depuis les années 60 proviennent à la fois de Málaga et, surtout, des cités touristiques de la Costa del Sol entre Torremolinos et Fuengirola.

Elles revêtent des formes variées mais d'importance inégale.

Le développement des activités industrielles, bien que modeste, est sensible en plusieurs secteurs de la Hoya. On signalera d'abord l'installation de petites usines ou ateliers dans plusieurs bourgades rurales: à Cartama, à Coin, à Alhaurin el Grande (bonneterie), à Alhaurin de la Torre surtout (confection, matériel photographique, viande). L'ensemble ne représente guère, en fait, que quelques centaines d'emplois, surtout féminins. Le rôle de l'industrie n'intervient de manière notable qu'aux portes de Málaga. La localisation des zones industrielles soit en bordure du littoral, soit à l'Est de Campanillas (Fig.66) tend à conquérir une part importante de la Basse Hoya et fournit des possibilités de travail aux habitants des localités les plus proches.

Le développement des zones résidentielles ou des espaces à vocation touristique obéit à des règles assez comparables.

Les lotissements -villas de week-end des malagueños aisés, ré-

sidences plus ou moins permanentes d'étrangers- apparaissent auprès des nombreux villages, à Cartama, Alhaurin el Grande, Coin mais surtout à proximité du littoral: les collines qui bordent le territoire d'Alhaurin de la Torre sont ainsi littéralement colonisées par les "urbanizaciones".

De même, les grands équipements collectifs -aéroport, golf- se fixent uniquement sur les espaces plans de la Basse Hoya où, comme les zones industrielles, ils absorbent une part croissante du territoire agricole.

Les migrations de travail représentent cependant un phénomène d'une autre ampleur qui font de la Hoya un des éléments essentiels du bassin de main-d'oeuvre du littoral. C'est là le résultat majeur de l'influence urbaine de Málaga (emplois féminins surtout dans les services, quelques emplois industriels masculins) mais, bien plus encore, de l'attraction de la côte touristique qui, de façon plus ou moins saisonnière, recrute ainsi le personnel nécessaire aux entreprises du bâtiment. Ces mouvements quotidiens touchent plusieurs milliers de personnes et marquent donc profondément la vie actuelle et l'économie de la plupart des communes de la Hoya, pour s'affaiblir seulement au niveau des bourgades les plus éloignées à l'amont, à Pizarra, Alora. On a pu estimer qu'un effectif de 10 à 15 000 travailleurs pouvait ainsi participer plus ou moins régulièrement à ces déplacements vers la côte (14) sur une population totale qui, dans la Hoya, s'élève à quelque 80 000 personnes. Une proportion considérable des familles rurales est donc directement concernée de la sorte par l'urbanisation touristique de la Costa del Sol.

Les résultats de l'influence urbaine sur ces campagnes fondamentalement agricoles sont, globalement, difficiles à juger.

La nature même des conséquences -positives ou négatives- d'un tel phénomène est problématique. Elles sont apparemment bénéfiques si l'on

considère l'évolution démographique et la transformation des structures professionnelles des villages concernés. La population de la Hoya, après avoir connu une lente mais régulière montée tout au long de la première moitié du siècle, a accusé la rupture générale des années 1950-1960 : la croissance s'est arrêtée, voire même légèrement inversée parfois, alors que l'émigration devenait partout plus notable. Depuis lors, à partir de 1965 surtout, le mouvement de baisse a été pratiquement enrayé : dans la majorité des communes, à l'exception de celles situées à l'extrême amont, la population s'est stabilisée ou même augmenté faiblement. Le mérite en revient essentiellement aux migrations quotidiennes vers les emplois urbains de la côte qui ont permis aux catégories les plus défavorisées de la population d'éviter ainsi un exode lointain : les cités littorales paraissent donc avoir joué avec bonheur leur rôle de soutien auprès des campagnes voisines surpeuplées.

A l'inverse, le phénomène urbain a pu entraîner des effets nettement contraignants. On notera d'abord que les migrations pendulaires ne se sont pas bornées aux seules catégories de travailleurs agricoles excédentaires, mais se sont aussi généralisées plus ou moins massivement aux petits exploitants. La croissance rapide de l'agriculture à temps partiel revêt ici une signification très différente de celle qu'on lui prête dans les pays de versants : elle signale un certain détournement des activités agricoles au profit d'une attraction urbaine parfois excessive. Le préjudice est sensible ici, dans ces "bons pays" où l'évolution des systèmes agricoles n'est point toujours à la mesure des promesses exceptionnelles qu'offre la qualité du milieu. On constate souvent un certain désintérêt, un manque de dynamisme qu'il faut bien attribuer à la concurrence des revenus offerts par les activités urbaines. C'est là un sujet sur lequel nous devrons revenir.

La progression rapide de l'urbanisation a, d'autre part, conduit

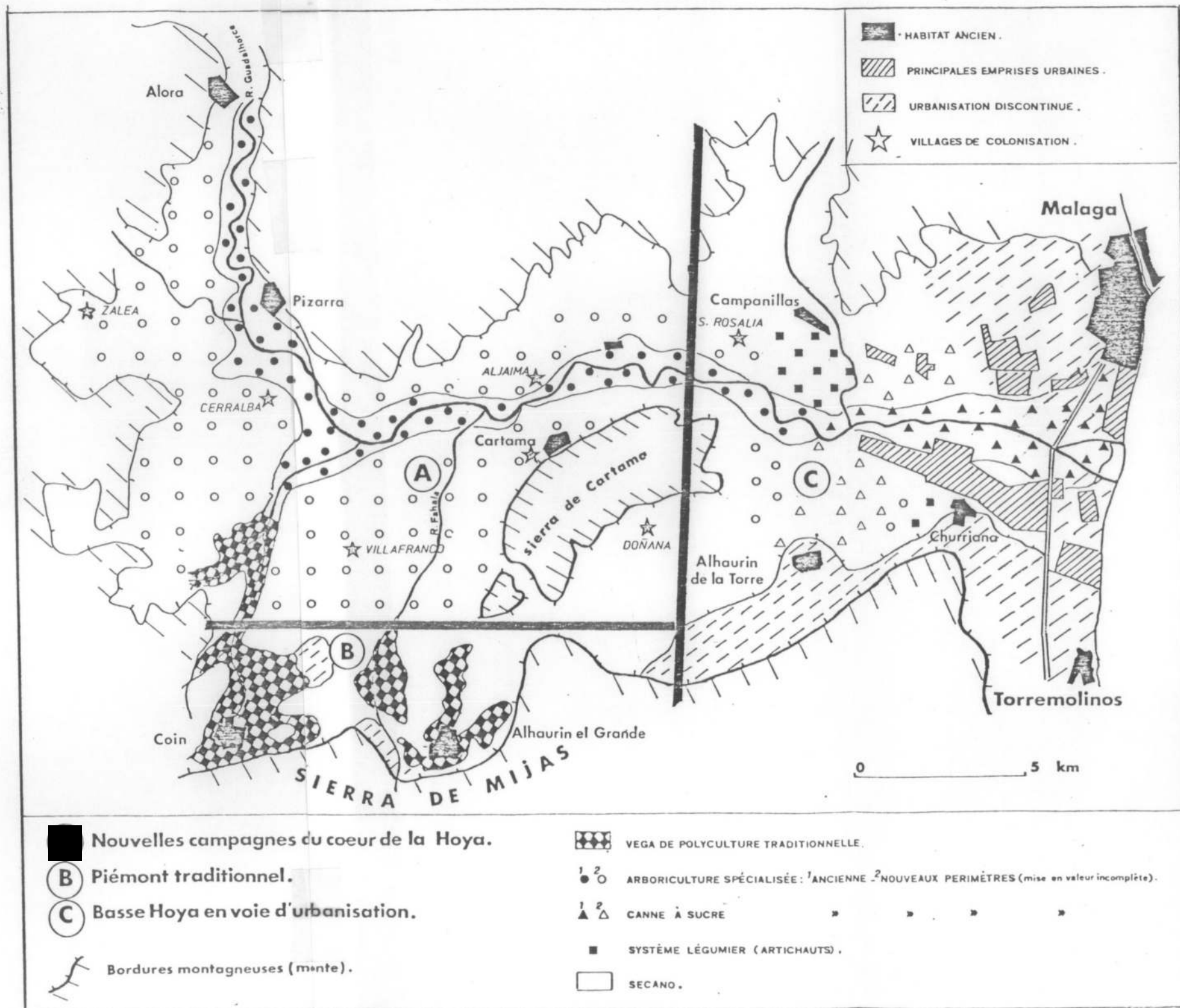
de vastes espaces et soustrait des terres fertiles à l'agriculture qui, dans l'ensemble de nos régions, en manque si cruellement. En réalité, le préjudice est dans ce cas bien localisé aux zones de la Basse Hoya qui ont seules été gravement affectées par l'émorise urbaine.

Cette dernière remarque résume le problème essentiel de la Hoya: les influences urbaines soutiennent-elles les progrès agricoles souvent entrepris à grands frais ou bien tendent -elles au contraire à les contre-carrer ? Elle marque en même temps la nécessité d'en nuancer les réponses en fonction des zones considérées.

Il est clair que les effets de l'urbanisation littorale varient sensiblement selon la proximité des centres d'attraction. La Basse Hoya -piémont et plaine confondus- subit très profondément une influence urbaine qui s'y manifeste sous toutes ses formes jusqu'à infléchir les destinées agricoles de la zone tout entière: elle apparaît de plus en plus comme un secteur en voie d'urbanisation. La partie plus amont, située au-delà de la Sierra de Cartama ressent encore très fortement l'attraction littorale, sans subir pour autant de bouleversements extérieurs très sensibles: elle demeure essentiellement rurale.

Ainsi les transformations consécutives à l'urbanisation côtière viennent perturber le schéma qui permettait d'opposer simplement la plaine et le piémont. Elles s'y superposent, le recourent en imposant une nouvelle distinction entre zones amont et basse Hoya. Les conséquences cumulées des grands travaux agricoles et de l'influence littorale imposent donc un nouveau découpage géographique, plus complexe. Trois unités s'isolent désormais: le coeur amont de la dépression profondément marqué par la "colonisation" agricole, le piémont au visage traditionnel dans les communes d'Alhaurin el Grande et Coin, la Basse Hoya devenue zone péri-urbaine (Fig. 66). C'est au travers de cette distribution de l'espace que l'on devra considérer les problèmes du rapport entre progrès agricoles et influences touristiques.

FIG.66. LA HOYA DE MALAGA.



2/ - Le coeur de la Hoya : une réussite agricole manquée ?

a - Les nouvelles campagnes du centre de la dépression présentent l'aspect d'un milieu rural en pleine évolution. Le paysage en porte d'ailleurs les marques, dans les communes de Pizarra et Cartama, notamment, qui couvrent la plus grande partie de ce secteur: les champs nus d'autrefois ont été gagnés par les vergers aux lignes géométriques, de nouveaux villages de colonisation, régulièrement quadrillés, éclatants de blancheur, ponctuent des territoires vides jusqu'alors. On a l'impression aujourd'hui d'une campagne moderne, plus vivante, moins sévère aussi qu'auparavant. Une analyse plus approfondie permettra de dégager les principaux éléments du progrès.

Des structures sociales en voie d'équilibre.

La réduction du sous-emploi, l'amélioration des structures d'exploitation représentent, en effet, une composante essentielle de la modernisation du milieu rural traditionnel.

Le délestage d'une société agricole excédentaire apparaît clairement à l'examen des transformations enregistrées récemment par les horizons de travail locaux. En 20 ans, le poids excessif des activités agricoles s'est considérablement allégé: alors qu'en 1950 elles occupaient 95% des actifs à Pizarra, 91% à Cartama, elles n'utilisent plus respectivement que 66% et 47% des travailleurs.

Dans le cas de Cartama, on constatera à la fois que l'évolution a été surtout sensible au cours de la dernière décennie et qu'elle résulte fondamentalement de la croissance rapide des emplois secondaires au sein desquels le bâtiment joue un rôle écrasant.

Evolution des structures professionnelles à Cartama.

	% des actifs : Agriculture	Secteur non-agricole	
			dont construction (% secteur non-agric.)
1950	91	9	11
1960	87	13	18
1970	47	53	61

Hors des services banals présents dans toute bourgade et qui n'ont guère connu d'augmentation sensible, ce secteur n'a bénéficié de progrès notables qu'au profit d'une main-d'oeuvre féminine jeune employée dans les commerces ou bureaux de Málaga: quelques dizaines de personnes au total.

Par contre, l'essor de l'emploi industriel est considérable grâce à la pratique des migrations quotidiennes. Le travail dans les ateliers de Cartama (confiserie d'olives, abattage de poulets) et surtout dans les usines de Málaga (établissement textile Intelhorce, Ammoniac S.A et plus encore, innombrables briquetteries jalonnant la route de la capitale) attirent une centaine d'ouvriers. Mais, en ce domaine, les métiers du bâtiment l'emportent largement: ils mobilisent 950 hommes tantôt embauchés directement sur les chantiers de la Costa del Sol, tantôt utilisés par les entreprises de Málaga qui, d'ailleurs, travaillent essentiellement aussi sur la côte touristique. Pour les 9/10, ces ouvriers de la construction occupent des postes de manoeuvres sans qualification. La majorité d'entre eux sont d'anciens ouvriers agricoles, beaucoup des microfundiaires qui, grâce à des horaires adaptés (5 H. - 14 H. en été) peuvent sans difficulté continuer l'exploitation de leur tenure.

La pénétration des influences urbaines jusqu'au coeur de la Hoya a donc permis de réduire pour l'essentiel les difficultés chroniques du sous-emploi agricole. C'est là, sans nul doute, un progrès décisif qui permet aujourd'hui aux activités agraires de se concentrer sur les éléments les moins fragiles de la société rurale.

L'assainissement des structures d'exploitation est à la fois la conséquence de ce délestage et le résultat de l'entreprise de colonisation. On a signalé plus haut les transformations intervenues au niveau de la propriété foncière. L'évolution du cadre des exploitations est plus significative encore, par suite des progrès du mode de faire - valoir associé qui a permis à nombre de tenures de s'arrondir de parcelles complémentaires souvent offertes par l'I.N.C. sous des régimes divers. Si l'on en croit les

à ses qualités marchandes. Si l'orange "Comun" résiste encore dans les vergers les plus anciens, l'effort s'est porté ailleurs sur les variétés les mieux prisées: "Navel" précoce dont la récolte s'étale de novembre à Noël et, depuis peu, "Verna" tardive dont l'essor est remarquable.

Les autres spéculations demeurent accessoires et, d'ailleurs, représentées encore, pour l'essentiel, par l'arboriculture. Pêchers et poiriers, tous deux précoces, souffrent de l'insuffisance du refroidissement hivernal et aussi de l'absence d'une solide infrastructure commerciale. Les productions légumières, à l'exception de l'artichaut, sont enfin très réduites.

L'étroite spécialisation des nouvelles formules leur confère assurément une certaine fragilité économique, surtout dans le cas de l'agrumiculture sans cesse menacée par l'encombrement des marchés d'exportation. Par contre, elle permet une efficacité technique qui fait gravement défaut aux vieux systèmes de vegas. C'est là un trait de réel modernisme.

Les méthodes de culture témoignent en effet d'un effort évident pour améliorer la productivité.

Les façons culturales obéissent à des principes incontestablement plus rationnels que dans les plantations traditionnelles. Les apports d'engrais sont importants et atteignent en moyenne 2 à 2,5 tonnes/ha., soit un volume conforme aux objectifs définis par les agronomes. Les labours sont aussi beaucoup plus soignés qu'autrefois: plus profonds, plus souvent répétés ils favorisent une meilleure aération du sol qui permet ensuite une certaine économie à l'arrosage. Les rendements sont, en conséquence, fort honorables: 15 tonnes d'oranges / ha., en moyenne, pour un verger en pleine production.

Les tentatives visant à réduire les temps de travail sont, en fait, bien plus significatives de la modernisation du système. La rationa-

lisation des techniques de plantations, d'abord, révèle dans le paysage des différences fondamentales par rapport aux vieux vergers touffus, hétérogènes de Coin ou Alhaurin. Le mélange des arbres, comme les cultures au sol ont disparu. Les plantations, désormais uniformes, organisées en lignes géométriques, sont cependant plus denses que dans le cas des vergers en désordre des vegas traditionnelles: alors que ces derniers ne comptaient guère que 50 à 60 arbres à l'hectare, celles-ci, débarassées du souci de trop ombrager les cultures au sol, ont réduit l'espacement au cadre de 6 m / 6 qui permet d'atteindre une densité moyenne de 150 à 200 pieds / ha. Le port des arbres, enfin, est très différent: aux énormes frondaisons des magnifiques orangers de la tradition, a succédé la taille basse qui facilite grandement les travaux.

La mécanisation, difficile dans les vieux vergers, en a été favorisée. Inconnus dans les anciennes vegas, les tracteurs ont fait ici leur apparition à partir de 1960. Dix ans plus tard, Cartama comptait déjà 90 engins auxquels il faut ajouter une soixantaine de motoculteurs. On aboutit ainsi au taux de motorisation honorable d'un engin pour 40 hectares, et même d'un pour 20 ha. si l'on considère que l'essentiel de l'énergie est dépensé sur les terres de regadio (on a, pour ce calcul, considéré qu'un motoculteur équivalait à 1/3 de tracteur).

Les nouveaux systèmes peuvent ainsi réaliser de précieuses économies de main-d'oeuvre. La charge en hommes s'en trouve diminuée de 2 à 4 fois par rapport aux formules de vieilles vegas: 0,5 UTH / ha. à Cartama contre 1 à 2 UTH / ha. à Alhaurin ou Coin.

Les types d'exploitations sont, dans l'ensemble, assez peu différenciés. La petite tenure paysanne vouée à l'agrumiculture domine aujourd'hui très largement, mais il existe cependant, de part et d'autre de cette catégorie fondamentale des exploitations plus modestes ou plus vastes cons-

tituant des groupes secondaires.

Les nouvelles exploitations paysannes composent donc l'élément caractéristique du système bâti sur les récentes irrigations. Elles disposent en très grande majorité d'une surface comprise entre 3 et 6 hectares de regadio. En fait, plus que par leur étendue relativement constante, elles se distinguent surtout par leurs origines et les nuances qui séparent leur orientation actuelle. On isolera donc le cas des exploitations villageoises de celui des tenures conduites par les colons de l'INC (IRYDA actuel).

Les exploitations villageoises sont les vieilles tenures paysannes respectées par l'INC comme "terres de réserve". La résidence du propriétaire n'a pas varié: elle se situe au village, comme autrefois. Ces exploitations, légèrement agrandies souvent par adjonction de quelque parcelle cédée par l'INC, se signalent par deux traits caractéristiques: elles sont les plus étroitement spécialisées, presque toujours intégralement dans la production d'agrumes; elles sont aussi très souvent les mieux soignées, les plus avancées dans la pratique des méthodes modernes (engrais, mécanisation, etc...).

L'exemple de cette exploitation de Cartama représente assez bien le modèle courant de la petite culture villageoise.

L'exploitation correspond exactement à la propriété -9 hectares dont 3 de secano- et n'a guère subi de changement quant à son étendue: 1/2 ha. seulement acquis à l'INC.

Elle évolue rapidement vers une spécialisation intégrale. Les 3 ha. de terre sèche emblavée jusqu'en 1969 ont été depuis délibérément abandonnés à la friche. La tenure se réduit donc à 6 ha. irrigués dont 4 de citronniers et 2 de légumes (artichauts). En réalité, ces derniers jugés trop coûteux en travail, sont depuis peu exclus de fait de l'exploitation et confiés à un fermier.

L'exploitation s'est donc contractée sur 4 ha. d'agrumes,

dans le cadre habituel ici de la tenure arboricole totalement spécialisée.

Le système de culture a été modernisé. Il est assez représentatif d'une "bonne moyenne" locale. Les plantations régulières, en taille basse, n'admettent aucune production intercalaire qui épuiserait le sol et gênerait les travaux. Le souci de maintenir la fertilité est, en effet, manifeste tant au niveau des épandages d'engrais (une fumure tous les 2 ans, plus un apport annuel de 2 tonnes d'engrais complet à l'hectare) que du soin porté aux labours.

Le train de culture dispose d'un matériel suffisant: un tracteur de 38 cv. et son équipement, un appareil à bêcher.

Les besoins en main-d'oeuvre demeurent cependant élevés: 2 salariés permanents. Le travail de l'exploitant lui-même est, il est vrai, anormalement réduit du fait des fonctions publiques qu'il assume par ailleurs. La charge un peu forte de 0,75 UTH/ha. doit être sensiblement corrigée en regard de cette situation particulière.

Les résultats économiques de cette exploitation ne sont pas connus avec exactitude mais peuvent être estimés à partir de quelques indications.

Les coûts d'exploitation sont sans doute assez lourds: calculés pour 1971, ils approchent vraisemblablement quelque 225 000 pesetas (les 2/3 en dépenses de main-d'oeuvre, le reste se divisant en parts équivalentes entre frais de cultures -engrais surtout- et frais d'amortissement du matériel).

Les revenus de la production (13 à 15 tonnes de citrons par hectare) se caractérisent par contre par de fortes irrégularités interannuelles consécutives à l'inégale agressivité de la concurrence levantine. A la suite d'un hiver froid qui affecte la récolte murcienne ou valencienne (1970), les cours élevés ont permis d'obtenir un produit brut de 600 000 ptas, soit un bénéfice très remarquable, à l'échelle de cette petite exploitation, de quelque 375 000 ptas (30 000 F.). En fait, les années moyennes apportent des profits beaucoup plus modestes qui peuvent tomber à 75 000 ptas (6 000 F.).

On touche là au problème majeur dont souffre ce système

capable de fournir les plus beaux résultats comme les bénéfices les plus étriqués. Dans le cadre de l'agriculture paysanne, une telle spécialisation n'est pas sans dangers.

Les exploitations de colonisation, créées de toutes pièces par l'INC et confiées à des colons, présentent un visage quelque peu différent. Centrées sur les nouveaux villages de colonisation, elles se situent à l'écart des terroirs occupés par l'agriculture villageoise: alors que cette dernière monopolise les secteurs anciennement arrosés de la périphérie des bourgades et surtout des zones alluviales qui bordent les rivières, les terres de colonisation investissent plutôt les croupes marneuses autrefois vouées à la céréaliculture sèche.

Les tenures à colons dont la taille est très comparable à celle de l'exploitation villageoise -5 hectares en moyenne- s'en distinguent par le contexte dans lequel elles évoluent. En effet, elles subissent, du fait de leur régime, des contraintes qu'ignorent les anciens paysans: nécessités de remboursements du sol et de l'habitation qui grèvent lourdement les budgets; encadrement technique et économique de l'INC -dans les débuts du moins- qui pèse de façon décisive sur l'orientation ultérieure du système.

Finalement, la formule des exploitations de colonisation est marquée par deux traits originaux :

- une spécialisation sensiblement moins accusée que dans le cadre de l'agriculture villageoise, même si l'arboriculture est encore très prépondérante,

- des méthodes de culture moins modernes, moins soigneuses, sans doute en raison des moindres possibilités financières du colon comme de sa moindre compétence technique: ancien salarié ou métayer des domaines de secano, il ne bénéficie pas de la même pratique que les paysans depuis longtemps rompus à la culture irriguée.

*Hm - les experts de 2 ref. par an
 rr - spécialistes qui
 celle issue de la tradition
 de qui se transmettent*

L'exploitation-type de 5 ha. se voue à un large éventail de productions, à une polyculture orientée en 3 directions principales:

- l'arboriculture irriguée demeure à la base du système. Les agrumes et surtout les arbres fruitiers tempérés occupent ensemble la moitié de la surface environ.
- les légumes, voire les cultures industrielles, mobilisent une partie notable du reste, de 1 à 1,5 ha. L'artichaut bénéficie d'une nette préférence mais d'autres légumes (pomme de terre, oignons, etc...), voire des fèves ou la betterave sucrière, peuvent prendre une place notable.
- les productions fourragères -maïs, luzerne, bersim- s'étendent sur 1 hectare ou 2 et soutiennent pour l'essentiel l'élevage d'1 ou 2 vaches laitières et de 2 truies nourries par ailleurs des sous-produits éventuels de la betterave et des légumes. Ce petit cheptel fournit aussi bien une petite production de lait et quelques veaux maigres vendus à 2 mois pour engraissement qu'un apport appréciable de fumier qui permet de limiter les achats d'engrais.

La formule se situe donc à mi-chemin de la polyculture traditionnelle et du système agrumicole spécialisé.

L'exploitation repose, par ailleurs, sur le travail familial et des façons médiocrement mécanisées. L'éventail cultural a été largement conçu en fait pour que chaque production, étendue sur de très petites surfaces, puisse se satisfaire de la seule main-d'oeuvre familiale: le calendrier agricole vise à s'adapter aux possibilités du colon et à éviter tout recours, sinon exceptionnel, aux salariés.

Enfin, hors de quelques gros travaux -labours profonds surtout- qui imposent l'utilisation du tracteur fourni par une organisation coopérative, les façons demeurent essentiellement manuelles. L'exploitation est dépourvue de machines, dotée seulement du matériel élémentaire et d'une mule. Les colons peuvent, à leurs frais, acquérir un motoculteur: ces appareils sont cependant peu répandus, beaucoup moins fréquents surtout que dans les exploitations villageoises.

Au total, on retire d'un tel système une curieuse impression, celle d'un modernisme voulu par une orientation totalement commerciale mais teinté d'éléments d'archaïsme tels que l'insuffisance du matériel, la dispersion des buts culturels. "Polyculture-assurance" soucieuse de réduire les risques de marchés instables, projet d'utiliser aussi une importante main-d'oeuvre familiale sur de faibles surfaces ? Les deux explications, sans doute, ne s'excluent pas.

Les résultats, en année moyenne, paraissent malgré tout sensiblement inférieurs à ceux qu'obtiennent les exploitations villageoises de taille équivalente. Les charges particulières au colon -les traites de remboursement à l'IRYDA- grèvent au surplus des bénéfices qui finalement s'avèrent assez modestes.

Des exploitations plus exceptionnelles viennent cependant diversifier quelque peu le cadre uniforme de la petite culture paysanne.

La grande exploitation n'a point été totalement exclue par l'entreprise de colonisation. Elle est néanmoins très minoritaire, réduite à quelques exemplaires.

Les exploitations bâties sur les restes de la grande propriété en constituent un premier type. Elles procèdent tantôt de domaines "exceptés" de la redistribution par suite de leur intensification antérieure (le domaine des Comtes de Puerto Hermoso, à Pizarra, qui conserve par exemple 950 ha. de son étendue originelle de 1200 ha.), tantôt des "réserves" laissées aux propriétaires touchés par la loi de colonisation. (les restes de la propriété du Comte de Casapalma, par exemple, aux confins des communes d'Alhaurin et Cartama).

Ces domaines nobiliaires résiduels se caractérisent tous aujourd'hui de même façon, par suite des règlements édictés par la loi de coloni-

sation: l'abandon des modes de faire-valoir par métayers et le passage à l'exploitation directe généralement confiée à un régisseur; l'intensification grâce à la plantation de grands vergers d'agrumes, la mécanisation systématique.

L'exploitation bourgeoise spéculative -de 50 à 100 ha. en général- est beaucoup plus significative de l'évolution récente. Sans être très fréquente, elle est apparue surtout à l'occasion de la rupture des années 60 où l'appel du littoral touristique a été vivement ressenti par nombre de petits agriculteurs découragés, surtout dans les zones de secano. Ces nouveaux domaines résultent souvent, de la sorte, de l'acquisition de terres paysannes ultérieurement regroupées. En fait, cette récente appropriation citadine est exceptionnelle. Elle n'est pas non plus le fait de la vieille bourgeoisie régionale mais plutôt celui des nouvelles classes moyennes aisées des professions libérales.

L'exemple du domaine de Doña Carmen -65 hectares sur les croupes marneuses qui bordent le río Fahala- est très caractéristique.

Ses origines, d'abord: la constitution de cette propriété est très récente et montre une évidente volonté spéculative. L'acheteur est un citadin de Málaga, ingénieur des Travaux Publics, qui après avoir participé aux travaux hydrauliques du Chorro, a su réaliser au bon moment une fructueuse opération. La terre a été acquise dans un secteur de secano entièrement voué à l'olive, fractionné en une soixantaine de tenures. Sa situation permettait néanmoins d'envisager son arrosage sans grandes difficultés. Ainsi le domaine a été acquis pièce par pièce, pour un prix très modeste: les champs non irrigués étaient de plus en plus dévalués par l'enclavement.

La vocation de Doña Carmen n'est pas moins significative. Irriguée, l'exploitation est conduite par un régisseur mais, en fait, suivie de très près par le propriétaire qui fait de fréquentes visites et assume effectivement la direction. L'orien-

tation témoigne de la volonté de trouver une voie neuve, bien adaptée au milieu régional, et qui évite de sacrifier à l'agrumiculture généralisée dont l'avenir est incertain.

C'est l'élevage qui a été choisi comme spéculation fondamentale, en considération des graves insuffisances de la production régionale en ce secteur. D'abord orienté vers l'engraissement des porcs, jugé rapidement de médiocre intérêt et abandonné, il est depuis exclusivement tourné vers l'élevage laitier. Le cheptel constitué de 50 vaches hollandaises est essentiellement nourri par les cultures fourragères qui recouvrent la plus grande partie de l'exploitation (50 à 55 ha.): maïs, sorgho, luzerne surtout, tandis que le blé n'est conservé que pour les nécessités de l'assolement (5 ha.). La pratique de l'ensilage en vert permet de constituer des réserves suffisantes qui limitent les achats d'aliments industriels à quelque 25 tonnes / an destinées uniquement à procurer des rations de complément. L'élevage se fait à peu près totalement à l'étable et le troupeau sort moins d'un mois par an. La production, absorbée par la Centrale Laitière de Málaga, est honorable: 3000 l. de lait / an par tête. Elle demeure cependant moyenne sans doute parce que le système en est encore à ses débuts et que la taille de l'exploitation permet de se suffire d'une intensité moyenne qui pourrait être facilement accrue.

La spécialisation n'est point totale cependant. Un secteur horticole est maintenu qui évite toutefois la production d'agrumes: 2 ha. de poiriers, 4 ha. d'artichauts qui s'intègrent d'ailleurs dans l'assolement fourrager.

L'exploitation, assurément bien équipée, utilise encore une abondante main-d'oeuvre. Etables modernes, abreuvoirs automatiques, traite mécanisée, 2 tracteurs, n'empêchent pas l'utilisation de 8 ouvriers permanents auxquels s'ajoute le régisseur, soit, au total, 10 UTH si l'on tient compte du recours complémentaire à quelques journaliers.

Au total, Doña Carmen offre l'exemple d'une exploitation cherchant sa voie définitive. L'intensité pourrait être facilement améliorée au niveau de l'élevage, la productivité accrue par la suppression du secteur horticole qui aggrave singulière-

ment les frais de main-d'oeuvre.

Elle est très représentative toutefois de ces nouvelles exploitations "bourgeoises", entreprenantes, à la recherche de formules neuves (5).

L'intérêt de ces expériences est sans doute considérable: elles montrent les possibilités d'une nouvelle voie économique pour le regadio qui semble dans la Hoya trop exclusivement voué, comme condamné, à une arboriculture dangereuse. Un élevage bien conduit pourrait être aussi rémunérateur que la production d'agrumes et fournirait sans doute des résultats beaucoup plus réguliers.

Ces exemples originaux ne sont pas d'ailleurs sans provoquer d'échos auprès de la paysannerie: de petites fermes d'élevage intensif apparaissent déjà, ici ou là.

La petite exploitation à temps partiel se situe, à l'opposé de l'échelle sociale, dans un groupe plus nombreux. Insuffisante pour satisfaire à elle seule les besoins de la famille, elle représente le complément d'un salaire gagné le plus souvent sur la côte et dans l'industrie du bâtiment. Deux cas peuvent se présenter:

- celui des petits propriétaires de secano, dans les secteurs transformés par le Plan Guadalhorce. Dotées de I à IO ha. de blé, d'amandiers et d'oliviers, ces exploitations ne fournissent que des revenus accessoires par rapport au travail extérieur. Par contre, elles mobilisent peu de temps, se muant peu à peu en tenures de cueillette, au fur et à mesure que les soins se font moins réguliers.

- celui des microexploitations de regadio -I ou 2 ha.- incapables de fournir des ressources suffisantes mais qui, cependant, prennent une part essentielle dans le budget familial. L'abandon en est rare mais, au contraire, l'intensité en est parfois poussée jusqu'au jardinage par l'accumulation systématique des productions, selon la méthode traditionnelle:

orangers, légumes divers se superposent auxquels s'ajoutent souvent plusieurs porcs et parfois même 1 ou 2 bovins !

L'exploitation paysanne et l'uniformité de la spécialisation agrumicole demeurent, malgré tout, les traits fondamentaux de l'agriculture des nouveaux territoires irrigués au coeur de la Hoya. Par rapport à la situation antérieure, le progrès est incontestable, spectaculaire même. Toutefois, dans le contexte difficile de l'économie moderne, aux portes d'une zone en cours d'urbanisation accélérée, est-il suffisant ? Les résultats, en général, sont très moyens et semblent même se dégrader progressivement.

b - Le malaise : des progrès insuffisants ?

L'agriculture actuelle du coeur de la Hoya reste, sans doute, très en-deçà de ses véritables possibilités. Elle ne met point à profit les extraordinaires privilèges que lui confèrent le climat, la proximité d'un marché urbain dynamique, utilise mal les moyens hydrauliques dont l'ont dotée les grands travaux du Plan Guadalhorce. Pour tout cela, elle n'exprime qu'une réussite partielle, un succès avorté.

Les signes du malaise agricole se révèlent avec une netteté croissante alors même que l'entreprise de colonisation est à peine achevée.

Le médiocre pouvoir d'attraction de ces secteurs modernisés, de ces campagnes fertilisées à grand frais, est un objet d'étonnement, surtout si l'on établit quelque comparaison avec d'autres régions transformées par l'arrosage et qui manifestent un dynamisme exceptionnel (les côtes almeriennes notamment). En réalité, les nouveaux périmètres du Plan Guadalhorce n'exercent aucune séduction sur les populations voisines, et la population elle-même demeure stagnante: les effectifs réunis des communes de Pizarra et Cartama ne se sont accrus que de 2% entre 1960 et 1970. Cette médiocre

augmentation suppose donc, compte tenu d'une croissance naturelle notable, le maintien d'un courant d'émigration à peine inférieur à 10% par an. Exode modeste mais significatif d'une économie nouvelle qui, loin d'être attractive, décourage une fraction de la population !

D'autres phénomènes sont plus directement symptomatiques de certaines difficultés agricoles.

La lenteur de la colonisation "officielle" est, parmi eux, des plus inquiétante. Alors que les villages nouvellement construits sont achevés depuis longtemps, bien des maisons demeurent inoccupées. Certains d'entre eux ne sont que très partiellement habités (Villafranco), voire même déserts (Doñana). En fait, l'INC semble avoir quelque difficulté à attribuer ses lots dont 1/3 n'a point encore de titulaires: beaucoup de terres demeurent incultes dans certains périmètres de colonisation soit parce qu'elles n'ont pas encore trouvé preneurs, soit même que le colon ne s'empresse pas de les mettre en valeur ou n'irrigue qu'une partie de l'exploitation. C'est là l'indice d'une certaine réticence de la population concernée à s'engager dans la voie tracée par l'INC.

Les progrès du genre de vie mixte, des exploitations à temps partiel ou des migrations saisonnières, traduisent également une situation anormale au sein de l'agriculture paysanne, celle des tenures villageoises comme celles des zones de colonisation officielle. Dans les villages neufs de Santa Rosalia ou d'Aljaima, nombre de colons cherchent ou occupent un emploi complémentaire dans les entreprises de Málaga. Partout, les travaux saisonniers sur la côte ou pour la récolte des olives dans les plaines de Cordoue, Seville ou Antequera, mobilisent une majorité de paysans. La nouvelle agriculture ne semble pas conférer l'équilibre économique qu'espéraient les exploitations familiales. La "fronde" récente des colons de l'IRYDA qui, au printemps de 1978 se refusent à payer les traites dues à l'organisme de tutelle, révèle la gravité du malaise. De quelles insuffisances procède-t-il ?

Les insuffisances de la nouvelle agriculture.

Les arguments officiels invoqués par l'IRYDA imputent les difficultés au retard des réalisations techniques -inachèvement des barrages, de l'électrification des villages- et tendent à accréditer l'image d'un problème passager résolu avec la fin des travaux. S'il est vrai que certains terroirs sont encore imparfaitement irrigués et que la mise en place définitive de certaines exploitations s'en trouve freinée, l'explication demeure cependant superficielle. Ce sont au fond les formes revêtues ici par la colonisation qui sont mises en cause. Les principes sociaux comme les choix économiques qui ont présidé au modelage de ces campagnes neuves, -justifiés peut-être au moment des projets-, sont aujourd'hui notoirement caduques.

Les cadres sociaux instaurés par le Plan Guadalhorce apparaissent aujourd'hui fort insuffisants. L'exiguïté des lots de colonisation, comme celle des exploitations villageoises à peine agrandies par des dotations accessoires de l'INC, promet des ressources limitées aux familles paysannes. En fait, on vit difficilement sur 4 ou 5 ha. et les bénéfices sont, en tous cas, trop réduits pour permettre des investissements productifs. La volonté "sociale" de l'INC visant à doter un maximum de familles dans un milieu rural surchargé était sans doute méritoire à l'époque où ont été entrepris les travaux. Elle a malheureusement abouti à fonder des structures qui, avec le temps, se révèlent inadaptées aux besoins. Sans doute peut-on reprocher à l'INC de n'avoir pas su infléchir sa politique au fur et à mesure de l'évolution du contexte économique et, alors que l'urbanisation côtière provoquait un délestage important de la population agricole, de n'avoir pas favorisé l'implantation d'une paysannerie plus solide, dotée d'exploitations 2 ou 3 fois plus grandes. Ou bien, à conserver des cadres aussi étroits, elle n'avait d'autre issue que d'accroître

sensiblement la qualité du système de production qu'elle avait la charge de promouvoir.

La sous-intensification des formules culturelles mises en place à la suite des grands travaux est finalement -en regard de l'exiguïté des exploitations et des formidables possibilités naturelles- la tare fondamentale de cette nouvelle agriculture.

Le choix d'une spécialisation étroitement fondée sur les agrumes constitue sans doute une erreur regrettable. L'acuité de la concurrence internationale sur les marchés européens, le contrôle absolu du négoce levantin sur l'écoulement de la récolte espagnole placent les foyers secondaires de production, comme la Hoya de Málaga, dans une situation économique difficile et extrêmement fragile. Les cours de l'orange se sont lentement dépréciés depuis les années 60 et se révèlent actuellement de plus en plus irréguliers. En définitive, les "bonnes années" se limitent aux hivers rigoureux où le froid réduit la récolte levantine et ouvre ainsi des débouchés aux zones andalouses, favorisées alors par leur climat.

L'agrumiculture est en tous cas une spéculation hasardeuse désormais, insuffisamment rémunérée pour assurer la rentabilité de plantations trop petites. On s'accorde à penser aujourd'hui qu'elle ne peut soutenir correctement l'économie de tenures inférieures à 5 ou 6 ha. (15). L'immense majorité des exploitations se tient ici au-dessous de ce seuil minimal. L'installation de structures foncières aussi étriquées ne pouvait donc se justifier qu'au prix du développement d'un système de culture nettement plus intensif.

Or, l'ignorance de cette règle paraît d'autant plus regrettable qu'elle néglige des possibilités considérables qui plaçaient, au départ, la Hoya dans une situation extrêmement favorable.

A l'instar des côtes plus orientales, le climat privilégié de ce secteur aurait pu permettre le développement des "productions de luxe"

hautement rémunérées qui consacrent le succès de la petite paysannerie du littoral almeriense. Bien que légèrement défavorisée par rapport à ces régions du fait du rafraîchissement un peu plus sensible de l'hiver, la Hoya pouvait s'engager dans la voie d'une "sur-intensification" à partir de l'horticulture forcée ou même de l'arboriculture "tropicale". Le développement de ces spéculations dans la proche vege de Velez démontre la possibilité de semblable orientation, négligée ici ou réduite à quelques cas exceptionnels.

D'autres choix, moins brillants mais plus favorables cependant que celui de l'agrumiculture, s'offraient du simple fait de la proximité d'une forte concentration urbaine. Une agriculture péri-urbaine mettant à profit la demande citadine pouvait assurer la promotion de la petite paysannerie. On a vu, plus haut, le peu de succès de telles initiatives: la floriculture, les pépinières, l'élevage sans sol même, sont le fait de quelques exploitants isolés qui, en général, n'appartiennent pas à la société locale.

La question se pose enfin de savoir si, -dans l'hypothèse de l'impossibilité d'une généralisation de tels systèmes, techniquement très élaborés,- il n'eût pas été préférable de s'orienter vers l'élevage laitier. L'énorme déficit de la production locale assure au lait de fortes rémunérations. L'eau et le climat peuvent soutenir par ailleurs une production fourragère extrêmement intensive capable de nourrir un cheptel important sur de faibles espaces. L'obstacle principal demeure le manque de traditions en ce domaine. La réussite de plusieurs expériences paysannes montre qu'il n'est point insurmontable. On citera, par exemple, le cas de ce petit propriétaire de 5 ha., installé près du rio Fahala, qui nourrit 15 vaches à partir de cultures fourragères complétées par quelques achats d'aliments industriels. La charge remarquable de 3 UGB / ha. peut, selon lui, être acruée. Or, en l'état actuel, cette exploitation procure régulièrement un bénéfice très supérieur à celui que fournit, en moyenne, la vente des agru-

mes sur une plantation de taille équivalente.

Dans l'ensemble, on a donc développé dans la Hoya une agriculture impuissante, trop étriquée dans ses structures foncières, mal intensifiée, une agriculture qui néglige d'énormes possibilités. Sans doute la responsabilité incombe-t-elle à un certain manque de clairvoyance ou de souplesse des techniciens qui ont encadré ou guidé la réalisation du Plan. L'application rigoureuse des projets initiaux, qui progressivement se révélaient plus inadaptés aux transformations du contexte socio-économique, contraste fortement en cela avec l'attitude très évolutive de l'IRYDA qui, ailleurs, permettait ainsi le succès des nouveaux périmètres de Dalias.

Or, dans la Hoya de Málaga, les effets de l'urbanisation littorale devaient accroître considérablement l'impuissance de la nouvelle agriculture, révéler ses insuffisances avec une acuité particulière: c'est elle qui, en définitive, entrant en concurrence avec un système agricole fragile, est directement responsable du malaise de ces campagnes, de l'échec partiel de la colonisation. En effet, les salaires offerts en masse par l'industrie du bâtiment à l'heure du grand essor touristique ont détourné une part importante de la population rurale d'exploitations à la viabilité incertaine. Ainsi s'explique le peu d'empressement des journaliers à postuler pour un lot de colonisation: la faible rentabilité de ces tenures, la perspective d'un long endettement offraient assurément moins d'avantages qu'un emploi de maçon dont la rémunération est bien supérieure aux ressources dégagées par une exploitation de 3 à 5 ha. Le choix au profit des métiers de la construction est certainement moins manifeste pour la paysannerie villageoise, propriétaire de sa terre et attachée à sa mise en valeur. La déception consécutive à des résultats médiocres a cependant beaucoup aggravé les risques de séduction de la côte. Le développement rapide des exploitations à temps partiel témoigne à la fois d'une certaine désillusion vis à

la dépression, la paralysie qui frappe les vieilles vegas de Coin et l'Alhaurin el Grande se révèle comme un phénomène saisissant. Le paysage admirable, la formule agricole élaborée par une longue tradition paraissent immuables ... et singulièrement dépassés aujourd'hui. Le système ne diffère pas fondamentalement de celui de la petite polyculture intensive des bassins intérieurs, du Valle de Lecrin, d'Orgiva, etc... Plus perfectionné, du fait des avantages climatiques de la zone et de sa très ancienne vocation commerciale, il souffre malgré tout des mêmes maux: l'extrême exigüité des exploitations, l'insuffisante productivité d'une formule traditionnelle.

La modernisation d'une telle agriculture supposerait un agrandissement important des tenures ou une "sur-intensification" du système de culture. Or, en dépit des possibilités thermiques qu'ouvre en ce sens la position basse et littorale de ce secteur, les initiatives font curieusement défaut.

a - La paralysie du système traditionnel se manifeste à tous les niveaux.

Le blocage foncier est absolu. Il maintient et même renforce progressivement des structures typiquement microfundiaires.

Le marché de la terre, analysé à Alhaurin el Grande, se caractérise par une absence à peu près totale des transactions. Hors quelques ventes touchant des parcelles marginales extérieures à la vega, on ne note guère que des échanges de champs qui n'affectent aucunement la répartition des différentes catégories de propriétés. Les interventions de l'IRYDA dans les secteurs susceptibles d'irrigation par pompage dans les nouveaux canaux se heurtent à des refus systématiques dès qu'il s'agit de céder une parcelle: tout regroupement est impossible.

Au contraire, peu à peu, le morcellement s'accroît au gré des

partages successoraux. Le cadastre, mis à jour en 1975, révèle que 48,4% des propriétés sont inférieures à 1 hectare, que 91,5% n'atteignent pas 5 ha. Plus significatif encore est le fractionnement général des biens qui aboutit à un glissement vers les catégories inférieures de tous les types de propriétés et notamment de celles comprises entre 5 et 10 hectares.

La moindre tendance à la concentration n'est pas davantage perceptible au niveau des exploitations. Leur exiguïté - 91% d'entre elles sont inférieures à 5 ha. - ne cesse de s'accroître. La comparaison des "censos agrarios" de 1962 et 1972 montre que le groupe des tenures de 5 à 10 ha. a perdu 5,2% de ses effectifs tandis que la catégorie inférieure des exploitants de moins de 5 ha. s'est accrue de 6% ! En réalité, on constate que le processus de démembrement a surtout profité aux exploitations comprises entre 0,5 et 2 ha. dont le nombre a augmenté de 33%.

De fait, l'enquête sur le terrain confirme que la tenure caractéristique dispose de 1 à 1,5 ha. de regadio, parfois doté d'un complément de quelques mauvaises parcelles de terre sèche. La concentration n'a donc réalisé aucun progrès, en dépit de la nécessité impérieuse d'agrandir sensiblement des exploitations aussi menues.

Le blocage du système de production n'est pas moins évident alors que, seule une croissance notable de l'intensité culturale permettrait de compenser l'insuffisance de taille des tenures.

Sur le plan technique, la marge de progrès possible est étroite, du fait du perfectionnement de la formule traditionnelle. Toutefois, nombre d'indices soulignent un curieux immobilisme à cet égard.

Le système d'irrigation n'a guère connu de changements et le territoire arrosé ne s'est pratiquement pas étendu. A l'exception de rares captages de sources de faible importance, on ne constate aucun effort dans

cette direction. A l'inverse, il est fréquent que, dans les zones basses du piémont accessibles à l'eau de l'IRYDA, les paysans se désintéressent des nouveaux arrosages et refusent l'eau, arguant de l'éloignement du village ou des servitudes qu'entraîne l'enclavement parcellaire.

La mécanisation, par ailleurs, n'a guère de possibilités par suite de l'émiettement des structures agraires. Les motoculteurs cependant se vulgarisent: leur nombre (150 en 1970) a pratiquement doublé depuis lors, sans toucher cependant plus d'une exploitation sur deux ou trois. L'agriculture demeure fondamentalement conçue pour des façons manuelles et utilise encore 2 UTH / ha.

Les formules culturales elles-mêmes restent fidèles à la tradition: l'accumulation désordonnée des mêmes productions -arbres fruitiers divers, légumes, voire céréales et fourrage- est de règle. Dans le cadre d'un tel système, le perfectionnement n'est guère possible. La tendance, en fait, est inverse et marque un certain souci de simplification visant à une économie de travail mais aboutissant à réduire quelque peu la production en même temps que la densité des cultures. Le recul du complant, l'apparition de champs spécialisés est manifeste. Globalement, 2 spéculations ont été bénéficiaires de ce mouvement: les agrumes, souvent en plantations homogènes, qui tendent à dominer autour de Coin (+ 400 ha. entre 1950 et 1970 pour Coin et Alhaurin); le maïs, presque absent en 1950 et qui couvre aujourd'hui quelque 1200 ha. dans les 2 communes. Par contre, les cultures légumières stagnent, la pomme de terre surtout, spéculation-clef jusqu'alors, victime du succès des nouvelles productions.

En réalité, les progrès relatifs de la spécialisation ne parviennent nulle part à éliminer la prépondérance de la petite polyculture familiale traditionnelle. L'exploitation-type des verges de Coin ou d'Alhaurin continue d'offrir l'image d'un surprenant mélange: au petit verger d'orangers se juxtaposent quelques parcelles nues porteuses de 3 récoltes

en général (légumes de printemps, maïs, légumineuses à l'automne, par exemple), un lopin de fourrages qui nourrira une vache, 1 ou 2 porcs.

Le blocage économique est le résultat normal de la permanence des structures foncières et du système de production. Pour une charge humaine considérable, l'exploitation dégage des revenus notoirement insuffisants, d'autant que les rendements -jugés fabuleux autrefois- paraissent seulement moyens aujourd'hui. L'immense majorité des tenures n'est pas rentable et ne peut suffire aux besoins des familles qui les cultivent.

En dépit des difficultés de modernisation d'une telle agriculture, l'immobilisme si total de la société rurale peut pourtant étonner. Il convient d'en discerner les mobiles.

b - Les effets de l'attraction littorale s'avèrent très largement responsables de cette paralysie.

Les migrations quotidiennes qui dirigent massivement la population rurale vers les emplois de la côte soutiennent en effet le meilleur de l'économie locale. Elles expliquent la permanence, anormale en apparence, d'une agriculture dépassée, le maintien d'une population nombreuse.

La stabilité démographique serait totalement illogique en regard des seules ressources locales dont l'insuffisance actuelle devrait nourrir un fort courant d'émigration. De fait, l'exode rural s'est bien manifesté ici au tournant des années 1950-1960 pour se réduire ensuite progressivement avec l'appel des emplois de la Costa del Sol. Depuis lors, la courbe de la population est remarquablement étale: entre 1960 et 1970, Coin a perdu 1,3% de ses habitants tandis qu'Alhaurin el Grande a accru ses effectifs de 1,9%.

En fait, les migrations pendulaires -parfois hebdomadaires- vers l'industrie du bâtiment touchent plus ou moins régulièrement la plupart des

familles par l'un au moins de leurs membres.

Elles ont, d'une part, fixé sur place une abondante population de journaliers promis, sans cela, à l'exode lointain. A Coin, leur nombre, supérieur à 1000 lors de l'enquête agricole de 1953, peut être ramené à moins de 200 aujourd'hui. Les 4/5 d'entre eux se sont entre temps mués en ouvriers du bâtiment. Par là, les villages du piémont se sont en partie transformés en habitat-dortoir.

Elles ont, par ailleurs, généralisé sur les petites exploitations la pratique de l'agriculture à temps partiel. Les ressources ramenées de la côte par les paysans ou, souvent, leurs fils, permettent seules de comprendre la survivance du système traditionnel. A Alhaurin el Grande, 89% des chefs d'exploitation occupent en 1972 plus de la moitié de leur temps à des travaux non-agricoles. Si l'on tient compte des migrations des "aides familiaux", c'est la totalité des tenures qui, à de rares exceptions près, participe à cette mixité. De la sorte, l'agriculture de piémont est aujourd'hui une activité quelque peu artificielle, voire une préoccupation accessoire aux yeux de la paysannerie. On peut comprendre ainsi son immobilisme.

Les causes de la paralysie agricole deviennent, en effet, très claires.

Le blocage foncier, si préjudiciable au progrès, s'explique d'abord par l'inutilité des efforts de concentration pour une paysannerie qui trouve ailleurs l'essentiel de ses ressources. Les revenus extérieurs permettent un équilibre qui évite les durs sacrifices financiers que supposerait l'agrandissement des exploitations. Au contraire, détourné de la terre pour une bonne partie de son temps, le paysan n'a aucun intérêt à accroître l'étendue d'une tenure qu'il serait incapable de travailler. Le maintien ainsi possible des exploitations les plus petites interdit d'ailleurs toute libération de terre.

A cette raison fondamentale s'ajoutent, enfin, d'autres mobiles aux conséquences identiques. L'implantation ici ou là des premières résidences de week-end -une soixantaine à Alhaurin el Grande, occupées par des familles aisées de Málaga et même par une petite colonie étrangère- a fait naître, chez tous, un véritable appétit de spéculation. L'espoir, même vague, de fructueuses opérations aboutit logiquement à la rétention systématique de la terre et à une hausse considérable des prix du sol (de 2 à 5 M. de pesetas / ha. en vega) qui en rend l'acquisition impossible au paysan éventuellement intéressé. Dans tous les cas, l'influence urbaine, en généralisant l'exploitation à temps partiel ou en nourrissant l'illusion des progrès d'une colonisation immobilière, se trouve directement à l'origine de la paralysie des structures agraires.

Le blocage des systèmes de production obéit aux mêmes ressorts. L'insuffisance du revenu agricole pour une exploitation de plein exercice n'apparaît pas dans le cas d'une tenure à temps partiel. Aussi les tentatives d'amélioration de la formule traditionnelle ne s'imposent-elles nullement. Cette dernière se prête assez bien au contraire au genre de vie mixte grâce à un certain étalement des tâches et continue à fournir une part de la consommation domestique (légumes, porcs, lait...). En définitive, les seules tendances d'évolution visent surtout à mieux l'adapter au système à temps partiel, soit à réduire les travaux: telle est la signification des progrès de la petite mécanisation, des tentatives de simplification culturelle. Ce souci peut même dans certains cas se traduire par des attitudes excessives qui aboutissent à délaisser ouvertement l'agriculture intensive pour des pratiques plus extensives mais économes de travail. Dans quelques cas, l'exploitant renonce à l'entretien trop prenant des champs irrigués pour se reporter sur quelques parcelles d'arboriculture sèche, d'oliviers ou d'amandiers: il opte délibérément pour l'agriculture-cueillette.

Tout aussi significatif est le choix de ces propriétaires qui, abandonnant les cultures de haut rendement, consacrent aujourd'hui leur tenure à l'armandier au coeur même de la vega (Alhaurin el Grande) ! l'ensemble de ces comportements démontre que l'agriculture n'est plus, dans ces pays pourtant fertiles, une préoccupation essentielle.

Or, semblable évolution s'avère d'autant plus regrettable que -à la différence des bassins plus intérieurs- l'agriculture disposait ici de notables possibilités de modernisation, délibérément sacrifiées. Comme dans le centre de la dépression, les pratiques de forçage des légumes (enarenados, plastique) sont possibles et devraient permettre une production de contre-saison capable de rentabiliser les tenures les plus petites. Elevages sans sol, cultures de banlieue pouvaient offrir des solutions voisines. Or, à l'exception de rares cas d'espèces représentés le plus souvent par des exploitants à temps plein venus du dehors, les formes de petite culture "sur-intensifiée" sont inconnues.

Au total, la modernisation de ces vieilles vegas de piémont était possible et pouvait permettre un avenir brillant à la petite paysannerie. En détournant les agriculteurs de l'indispensable effort de transformation pour leur proposer les profits plus faciles des emplois de la côte, le tourisme a donc inhibé le progrès agricole. Alors que la fragilité de l'industrie du bâtiment laisse entrevoir le caractère éphémère du plein-emploi littoral, l'influence de l'urbanisation balnéaire s'est, au fond, révélée ici stérilisante. Beaucoup de paysans ont sans doute lâché la proie pour l'ombre....

4/ - La Basse Hoya en voie d'urbanisation.

de la Hoya est sans doute la mieux douée pour une agriculture riche: la planité du delta du Guadalhorce constitue un avantage certain, l'abri de la Sierra de Cartama élimine tout risque de gelée et offre la possibilité de produire les récoltes les plus délicates. Mais, sur les collines du piémont d'Alhaurin de la Torre comme dans la plaine, le phénomène décisif est aujourd'hui celui de la pression urbaine qui, depuis Málaga et Torremolinos, tend à transformer ce secteur en zone de banlieue et à ravalier l'agriculture à un rôle accessoire. Or, les systèmes de production dominants -la canne à sucre surtout- sont trop peu efficaces pour s'opposer à la conquête urbaine ou même la freiner. La vie agricole de la Basse Hoya est promise, pour bonne part, à disparaître.

a - La poussée urbaine.

L'expansion de la ville a été extrêmement vive depuis une vingtaine d'années dans la plaine du Guadalhorce. Sans doute est-elle vouée à s'accélérer encore dans la mesure où ni Málaga à l'Est, ni Torremolinos à l'Ouest -une agglomération de 400 000 habitants au total- n'ont d'autres exutoires pour se développer commodément.

La conquête du territoire agricole progresse rapidement depuis les zones agricoles d'intérêt secondaire vers les secteurs les plus fertiles. Sur le piémont, les lotissements résidentiels colonisent déjà l'essentiel des terroirs de culture sèche, l'olivette qui bordait le pied de la Sierra. Ils gagnent peu à peu les zones irriguées autour d'Alhaurin de la Torre et de Churriana.

Dans la plaine, la progression urbaine est plus spectaculaire encore. Les grands équipements de banlieue ont déjà envahi pratiquement toute la partie inférieure du delta, de moindre qualité agricole, et s'étendent vers l'amont jusqu'à une ligne Churriana-río Campanillas (Fig.66).

L'emprise des zones industrielles de Málaga (plus de 800 ha.) occupe ainsi le meilleur des terrains de rive gauche du Guadalhorce tandis qu'à l'Ouest, la Basse Hoya est surtout mobilisée au profit des équipements à vocation touristique (aéroport - lotissements - golf - club hippique - emprise autoroutière et ferroviaire).

En définitive, l'agriculture a perdu déjà plus de la moitié de son territoire dans la Basse Hoya et se trouve rejetée progressivement dans sa partie amont. Les projets de l'INC en ce secteur ont dû être abandonnés.

L'évolution rapide des activités professionnelles traduit normalement les effets de la progression urbaine. La population délaisse les tâches agricoles pour se consacrer en majorité à des activités citadines, industrielles surtout. Purement campagnarde jusque vers 1960, la commune d'Alhaurin de la Torre conserve moins d'I/3 d'actifs agricoles parmi ses habitants actuels.

b - La fragilité de l'agriculture ne peut que faciliter l'expansion urbaine.

La canne à sucre, prépondérante sur l'ensemble de la Basse Hoya est, en fait, une spéculation à caractère traditionnel même si son essor ici est relativement récent. Ses profits sont trop modestes pour lui permettre de cohabiter longtemps avec les activités citadines. Déjà, son développement est arrêté, avant que sa stabilisation provisoire sur quelque 1500 hectares ne se transforme en recul progressif.

La résistance passagère de la canne résulte ici de progrès techniques importants, d'une modernisation plus avancée que dans les autres végétaux sucriers.

Les rendements comme la teneur en sucre ont été considérablement augmentés par l'adoption de nouvelles variétés: la NCO, importée du Natal, a conquis pour plus de 95% les plantations actuelles (17). Elle per-

met désormais d'atteindre une production de 100 à 120 t. de canne à l'hectare, supérieure de 20 à 30% aux rendements obtenus auparavant.

Surtout, la mécanisation de la récolte, bien qu'incomplète encore, assure à la Hoya une économie importante par rapport aux énormes frais occasionnés par la "zafra" manuelle en pratique à Motril par exemple. La coupe est assurée, après brûlage de la canne, par 2 engins acquis par la coopérative de "cañeros". Le transport à la sucrerie est enfin totalement motorisé et évite le recours dispendieux aux caravanes de mulets. Cette avance en regard des pratiques traditionnelles conservées à Motril résulte d'une structure foncière et parcellaire moins contraignante qui permet l'accès et le travail des machines: une fraction importante des champs avoisine la dimension requise de 1 ha., les chemins sont nombreux, les exploitations elles-mêmes plus vastes que sur la côte grenadine (1/3 d'entre elles dispose de plus de 5 ha. alors que près des 9/10 des tenures restent inférieurs à 2 ha. dans la vega de Motril).

Au total, le système sucrier a sensiblement accru sa rentabilité grâce à une augmentation importante des rendements et à une réduction des frais de récoltes qui devrait s'affirmer décisive avec le développement de la mécanisation.

Ces progrès n'assurent point cependant une intensité suffisante pour permettre à des exploitations de modeste envergure de résister durablement à la concurrence urbaine. En fait, la stabilité actuelle de la canne répond à des raisons essentiellement conjoncturelles: la pression de la sucrerie et, surtout, la hausse brutale des cours du sucre qui, récemment, a permis de doubler les prix offerts aux producteurs (de 900 pesetas, en 1973, à 1960 ptas en 1975). Cette augmentation considérable a soudain redonné espoir aux petits exploitants découragés. La canne est à nouveau rentable pour la majorité des agriculteurs qui cultivent de 2 à 3 ha. (les 2/3 des producteurs environ).

La spéculation sucrière connaît ainsi une sorte de répit mais qui semble être éminemment fragile. La hausse exceptionnelle des cours ne peut être envisagée comme une opération régulière qui périodiquement viendrait sauver de trop petites exploitations. Leur salut face à la pression urbaine se résume sans doute au passage vers les formes plus intensives d'une agriculture de banlieue.

La rareté des spéculations péri-urbaines laisse mal augurer, par contre, d'une telle issue.

La ceinture légumière qui, à Churriana et surtout Campanillas, borde la plaine sucrière ne peut guère représenter une véritable agriculture de banlieue. La spécialisation sur la culture de plein champ des artichauts demeure sans doute insuffisamment intensive sur de très petites tenures, conduites souvent à temps partiel.

L'apparition d'authentiques spéculations de banlieue demeure finalement exceptionnelle et, là encore, étroitement associée à l'installation d'exploitants immigrés dotés de compétences techniques et de capitaux qui font défaut à la paysannerie locale. On citera, par exemple, tel domaine consacré à la production d'avocats, telle exploitation qui, sur près de 30 hectares, se voue à la floriculture sous la direction d'un propriétaire catalan, ou bien les plus nombreux ateliers d'élevage industriel (volaille, porcs).

Au total, l'urbanisation de la Basse Hoya est vraisemblablement inéluctable et, à terme, le recul agricole logique.

On jugera, par contre, de manière beaucoup plus nuancée l'évolution récente des autres secteurs de la Hoya. Les résultats des grands travaux de bonification et, bien plus encore, ceux de l'influence littorale appellent de sérieuses réserves.

I/. Gêné par la concurrence urbaine, handicapé par les insuffisances de sa propre conception, le Plan Guadalhorce n'a pas, au fond, atteint ses objectifs. Il n'a pas réussi à promouvoir une paysannerie réellement prospère et dynamique, ni à faire de la Hoya un véritable pôle d'attraction et d'animation régionale. Son médiocre comportement démographique en témoigne.

La Hoya est, en fait, entrée dans l'orbite des foyers touristiques côtiers et son avenir, désormais, en dépend trop largement.

2/. Le rôle de l'urbanisation littorale s'avère, par ailleurs, fort décevant.

En contrecarrant l'épanouissement des nouvelles campagnes du coeur de la dépression, en figeant l'évolution des vegas de piémont, l'influence urbaine de la côte a paralysé le progrès agricole. Elle s'est, en définitive, opposée à un développement dont les possibilités étaient brillantes.

Or, en contrepartie, ses effets positifs ne paraissent nullement décisifs. Le délestage de ces campagnes surchargées d'hommes a sans nul doute favorisé un meilleur équilibre de la société rurale. Mais, on ne peut manquer de voir que ce délestage est le résultat de l'attraction essentielle, sinon exclusive, des activités du bâtiment dont la prospérité -déjà contestée aujourd'hui- est liée aux besoins provisoires de l'équipement touristique: ses résultats, une fois achevés les grands travaux d'infrastructure, risquent d'être éphémères.

C - Un arrière-pays profond imparfaitement polarisé.

L'arrière-pays lointain, incontestablement polarisé par la Costa

del Sol, se réduit pour l'essentiel à la Serranía de Ronda (Fig.65).

Dans le cas de ces montagnes qui, aujourd'hui, ne vivent plus que des ressources de l'émigration, le problème de la solidité des relations d'appartenance au système régional commandé par la côte peut se poser en termes relativement simples :

- l'influence de la Costa del Sol a-t-elle été suffisamment puissante pour détourner à son profit les courants migratoires dirigés jusqu'alors vers des destinations lointaines ? Le littoral touristique est-il devenu, à ce prix, le véritable centre régional pourvoyeur d'emplois pour ces montagnes qui désormais ne vivraient plus que de sa prospérité ?

- une telle réorientation des horizons de travail est-elle profitable aux Serranos ? Le bénéfice d'un raccourcissement des migrations réduites à de courtes distances peut-il améliorer quelque peu la situation gravement dégradée du pays ? Le travail à proximité est, sans nul doute, susceptible de mieux fixer la population, voire même de provoquer le rapatriement des ressources humaines exilées hors de la région. Mais, peut-il par sa qualité soutenir la comparaison avec les emplois offerts au loin et légitimer ainsi le retournement des habitudes acquises ?(18)

I/ - L'essor des migrations vers la Costa del Sol : un renversement partiel des habitudes migratoires.

L'offre d'emplois du littoral touristique a, de fait, profondément bouleversé la géographie des courants migratoires issus de la Serranía, au point d'apparaître comme une solution de rechange à l'exode lointain. Depuis 5 ans surtout, les pays du Genal vivent de plus en plus des ressources obtenues sur la côte voisine. Le repérage exhaustif des migrants de la commune d'Alpandeire à différentes époques permet de suivre les progrès de l'attraction littorale. Le tableau ci-dessous en résume les résultats

essentiels.

Destination de l'émigration non-définitive (saisonniers exclus) à
partir de la commune d'Alpandei.

%	Etranger	Espagne non-andalouse	Régionale dont Costa del Sol	Total
I965 (sondage sur 60 cas)	40	37	23 7	100
I965-70 (259 cas)	27	15	58 21	100
I970-75 (I92 cas)	20	14,5	66 47	100

On assiste donc, en une décennie, au triomphe des migrations régionales qui représentent désormais les 2/3 des effectifs concernés alors que les départs plus lointains se réduisent de moitié. Or, dans le même temps, les déplacements traditionnels vers Ronda ou la Basse Andalousie gaditane se sont notablement amenuisés, assurant ainsi le meilleur profit à la Costa del Sol qui capte aujourd'hui la moitié environ de l'émigration globale. Son pouvoir d'attraction a sextuplé depuis 1965, doublé depuis 1970. Or, si l'on tient compte de l'inertie logique qu'opposent à ce renversement du flux migratoire les habitudes anciennement acquises, on peut sans doute situer la force de l'appel du littoral à un niveau encore supérieur à celui que définissent les chiffres.

Dans ce cas, la Costa del Sol s'affirme incontestablement comme un véritable pôle régional. Réduisant la dépendance des Serranos vis à vis des provinces septentrionales, de l'étranger et même des zones andalouses voisines, elle a singulièrement renforcé l'unité d'une région malaguenne dont les secteurs périphériques se détourraient partiellement jusque-là.

malgré tout incomplet. Le cas d'Alpandeirol montre d'ailleurs la permanence d'un fort courant vers l'extérieur: la moitié des départs encore ne se destine pas au littoral touristique. Or, il s'agit là d'un exemple où l'influence de la Costa del Sol apparaît peut-être plus puissant qu'en d'autres communes de la Serrania.

Le comportement d'ensemble des pays du Genal n'est nullement homogène en effet, se définit, au contraire, par la diversité des attitudes locales. Le tableau ci-dessous souligne clairement l'extrême variabilité des situations :

Destination de l'émigration non-définitive dans 3 villages de la Serrania (1970-75) (%).

%	Costa del Sol	Ronda	Reste Espagne	Etranger	Migrations locales	Total
CARTAJIMA	14,8	8,9	11,2	65,1	--	100
JIMENA DE LIBAR	16	12,8	33,9	4,5	32,8	100
BENALAURIA	60,8	19,2	16,8	3,2	--	100

Si la commune de Benalauria démontre la prépondérance écrasante de l'attraction de la Costa del Sol, les deux autres exemples définissent par contre des comportements représentatifs de choix très différents: Cartajima émigre essentiellement vers l'étranger, fidèle à des canaux migratoires déjà anciens vers Marseille et Paris; Jimena de Libar accorde ses préférences à la Catalogne ainsi qu'aux déplacements à court rayon liés aux travaux d'entretien de la ligne de chemin de fer Algeciras-Bobadilla qui traverse la commune.

Dans ces deux villages, l'attraction de la Costa del Sol demeure très accessoire. Le rôle des filières migratoires solidement implantées déjà contrecarre efficacement l'influence du littoral touristique pourtant plus facilement accessible.

Les limites de la fonction régionale de la Costa del Sol sont ainsi clairement exprimées. Le foyer balnéaire n'a pu capter qu'une partie, parfois minoritaire, d'une main-d'oeuvre qui continue à dépendre d'influences extérieures.

2/ - La nature des migrations dirigées vers la côte éclaire suffisamment

les causes de cette relative inefficacité.

L'examen de la composition par groupes d'âges des émigrés vers la Costa del Sol comparée à celle des migrants plus lointains fait apparaître l'originalité de l'attraction du littoral touristique.

Composition par âges des courants migratoires vers la Costa del Sol, l'étranger et le Nord de l'Espagne. (4 communes: Alpendeire, Cartajima, Benalauria, Jimena de Libar). 1971 - 1976.

%	Costa del Sol	Etranger	Nord Espagne
0 - 14	<u>25,3</u>	20,4	20,6
15- 29	42,9	50,3	<u>58,1</u>
30- 44	17,2	<u>24,8</u>	10
45- 59	<u>12</u>	2,6	6,9
> 60	2,6	1,9	4,4
	100	100	100

On relèvera deux faits essentiels :

- l'infériorité relative de la Costa del Sol quant à l'attraction des migrants ayant de 15 à 45 ans. Ces derniers qui constituent la part la plus active de la population, et bon nombre de jeunes ménages, préfèrent sensiblement les départs plus lointains.

- à l'inverse, l'influence de la côte touristique prévaut nettement au niveau des catégories plus jeunes et plus âgées, soit des familles les

plus chargées d'enfants.

On devine, au total, que l'attraction de la Costa del Sol ne s'impose réellement qu'aux migrants pour qui les charges de famille constituent un obstacle aux départs lointains. Pour les autres, plus libres de leur choix, la préférence se porte davantage sur les déplacements extra-régionaux.

L'explication apparaît assez vite en regard de la structure des emplois offerts respectivement par le foyer touristique et les autres régions d'émigration.

Professions occupées par les émigrants selon leur destination (%).

	<u>Costa del Sol</u>		<u>Etranger</u>		<u>Nord Espagne</u>	
	H	F	H	F	H	F
Agriculture	I	-	I6	7	II	-
Industrie	-	4	48	4	I9	3
Bâtiment. T.P.	52	-	23	-	39	-
Hôtellerie	27	60	6	6	6	5
Service domestique	5	20	2	83	3	50
Commerce-Transport	9	8	4	-	6	25
Divers	6	8	I	-	I6	I7
	I00	I00	I00	I00	I00	I00

La spécificité de la Costa del Sol tient évidemment à la prépondérance écrasante des emplois du bâtiment et accessoirement de l'hôtellerie pour les hommes, du travail hôtelier ou de service domestique pour les femmes. Par contre, les métiers de l'industrie apparaissent essentiels pour les hommes émigrés à l'étranger. Enfin, on remarquera que l'attraction de la Costa del Sol est nettement battue en brèche au niveau même de ses "spécialités" professionnelles: une large fraction des candidats à la construction préfère l'étranger ou le Nord de l'Espagne et surtout, pour les

femmes, les services domestiques sont bien davantage prisés hors de la Costa del Sol.

Cette situation ne fait, au fond, que souligner la moindre qualité des emplois proposés par la côte touristique. Cette infériorité qui définit en même temps la faiblesse essentielle et la fragilité de l'attraction régionale de la côte est très sensible sur deux points :

- l'instabilité du travail sur le littoral balnéaire a déjà été maintes fois relevée. Le caractère très saisonnier de l'embauche (hôtellerie, construction et même services domestiques), l'insécurité de l'industrie du bâtiment à l'avenir borné font préférer souvent les emplois plus durables offerts par l'étranger ou le Nord de l'Espagne.

- la médiocrité des rémunérations versées sur la Costa del Sol en regard des salaires servis à l'étranger pour les mêmes fonctions joue assurément au désavantage de la côte malagüeña. Les gages d'une femme de ménage sont, sur la Costa del Sol, inférieurs de moitié à ceux qu'elle obtiendrait à l'étranger. L'écart est plus important encore dans le cas du bâtiment (différence de 1 à 3 par rapport à la France). Pour les plus dynamiques ou les plus ambitieux, l'exode lointain est donc toujours largement motivé.

Il reste, en définitive, que l'attraction touristique n'a réussi à détourner qu'une partie de l'émigration de la Serrania. Ses progrès évidents n'ont pu absorber qu'une fraction de la main-d'oeuvre disponible, même dans les branches d'activités les plus spécifiques: bâtiment, hôtellerie, service domestique. L'emprise régionale de la Costa del Sol demeure donc très imparfaite.

L'examen de la Serrania de Ronda, celui de la Hoya de Málaga, celui enfin des foyers balnéaires eux-mêmes conduisent aux mêmes conclusions:

I/- La puissance de l'expansion touristique a incontestablement modifié l'évolution des campagnes malagüèñes jusqu'à servir de base exclusi-

ve à une réorganisation régionale commandée par la Costa del Sol.

2/ - La croissance balnéaire, cependant, n'engendre pas de développement équilibré dans son aire d'influence: dans la montagne, le détournement partiel des courants migratoires au profit de la région n'a nullement enrayé la dépopulation qui tend, au contraire, à s'aggraver; dans les campagnes fertiles de la Hoya de Málaga, l'attraction littorale a inhibé des progrès agricoles prometteurs; sur la côte elle-même, l'expansion touristique s'est réalisée au prix d'un bouleversement générateur de nouveaux contrastes sociaux souvent défavorables à la population indigène. Ainsi, dans l'ensemble, l'urbanisation balnéaire exerce plutôt une influence stérilisante sur son arrière-pays.

Sans doute, l'expansion parallèle de nouvelles activités dynamiques -agricoles et industrielles- constitue-t-elle une condition nécessaire à la consolidation d'un édifice régional que le caractère quelque peu artificiel et "insulaire" de la fonction touristique rend trop instable.

III - LA REGION ORIENTALE .

A - Le nouveau centre de gravité de la vie régionale.

Comme dans les pays malagueños, le centre de gravité de la vie régionale almeriense a subi une double translation dans l'espace : de la

montagne vers la mer; de la vieille capitale provinciale, organisatrice des activités traditionnelles, vers de jeunes foyers d'animation apparus sur des territoires neufs.

La migration vers la côte du pôle de l'économie régionale est ici particulièrement spectaculaire dans la mesure où elle s'inscrit dans une durée très brève -quatre décennies à peine-, dans la mesure aussi où elle se caractérise par une évolution extrêmement heurtée, une suite d'épisodes qui, sans transitions véritables, consacrent avec brutalité la déchéance ou la promotion des pays concernés.

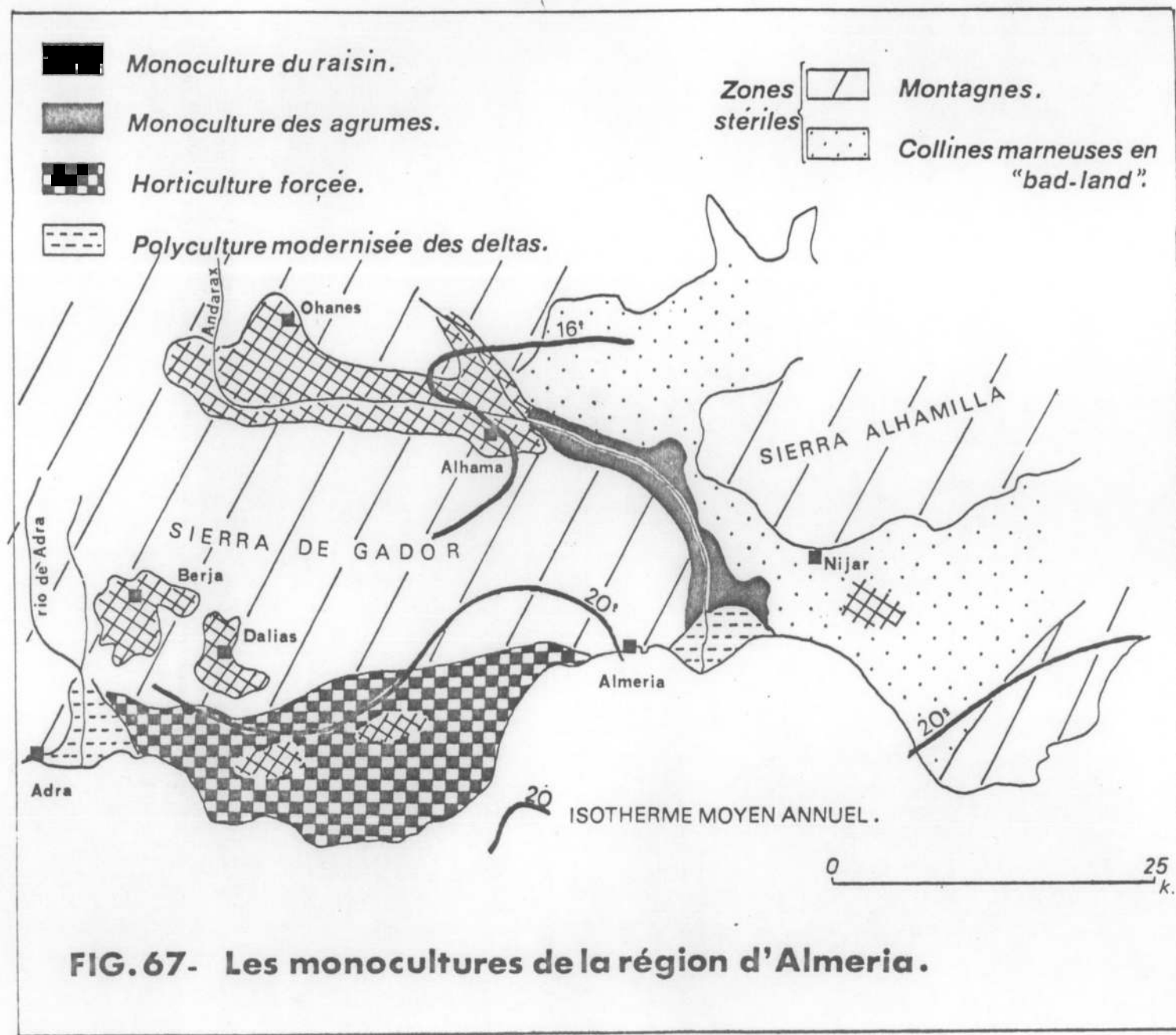
Elle obéit, en effet, à une succession de cycles spéculatifs qui s'épanouissent sur des aires de plus en plus étroites au fur et à mesure qu'elles se rapprochent du littoral :

- le cycle du raisin ~~de table~~ s'étend jusqu'à la Guerre Civile. Les treilles couvrent alors l'ensemble du territoire irrigable et dominent l'ensemble de l'économie régionale. Le coeur du système est montagnard cependant: il se situe sur les versants du haut Andarax, foyer originel et toujours prépondérant de la viticulture.

- le cycle des agrumes lui succède, alors que les difficultés du raisin d'Almería ne cessent de s'aggraver. Il est à la fois plus bref -limité à une période de forte expansion d'une vingtaine d'années, de 1940 à 1960- et assis, pour des raisons climatiques, sur un territoire beaucoup plus exigu: la basse vallée de l'Andarax, vouée depuis lors à la monoculture des oranges.

- le cycle de l'horticulture forcée vient enfin relayer la spéculation agrumicole en plein marasme aujourd'hui. Mais il affecte des secteurs strictement littoraux, centrés autour du Campo de Dalías.

Ainsi, la succession des cycles de l'économie agricole aboutit-elle à une promotion très sélective de la frange côtière et parallèlement



à la déchéance des secteurs intérieurs. Le succès de chaque nouvel épisode spéculatif, lié à des conditions climatiques de plus en plus restrictives, ne peut pourtant effacer les traces des cycles antérieurs. On aboutit de la sorte, à partir d'une situation remarquablement homogène à l'origine, lorsque les treilles dominaient sans partage l'ensemble du pays et de l'économie, à une diversification très accusée de l'espace agricole. Trois systèmes monocultureux, témoins de trois époques, se juxtaposent désormais (Fig.67), organisés aujourd'hui autour du littoral selon une hiérarchie qui reste à définir.

De même, le foyer d'impulsion de l'économie régionale s'est déplacé vers l'Ouest au cours du dernier épisode, depuis Almeria vers le coeur du Campo de Dalias. Sans doute la vieille capitale a-t-elle largement bénéficié de l'essor agricole des zones côtières voisines mais elle en est tributaire sans en assurer le contrôle. Ce dernier reste aux hommes du Campo de Dalias et les affaires décisives, les opérations commerciales, sont traitées sur place, à El Ejido souvent qui, de plus en plus, s'affirme comme le centre de direction de la nouvelle économie agricole.

I/ - Le Campo de Dalias, coeur de l'agriculture pionnière (I9).

La promotion soudaine du Campo de Dalias exprime en effet les éléments caractéristiques qui définissent les conquêtes pionnières: naissance brutale d'une campagne densément humanisée à partir d'espaces stériles et déserts jusque-là; utilisation de moyens techniques révolutionnaires; spontanéité de la poussée colonisatrice animée par un appétit effréné de spéculations qui, au-delà des grands travaux officiels, explique le succès actuel.

Le moteur de ce bouleversement -irrigation et surtout mise au point des pratiques de la culture sur sable-, ses mécanismes aussi -la multiplication des opérations spéculatives- ont été longuement analysés plus

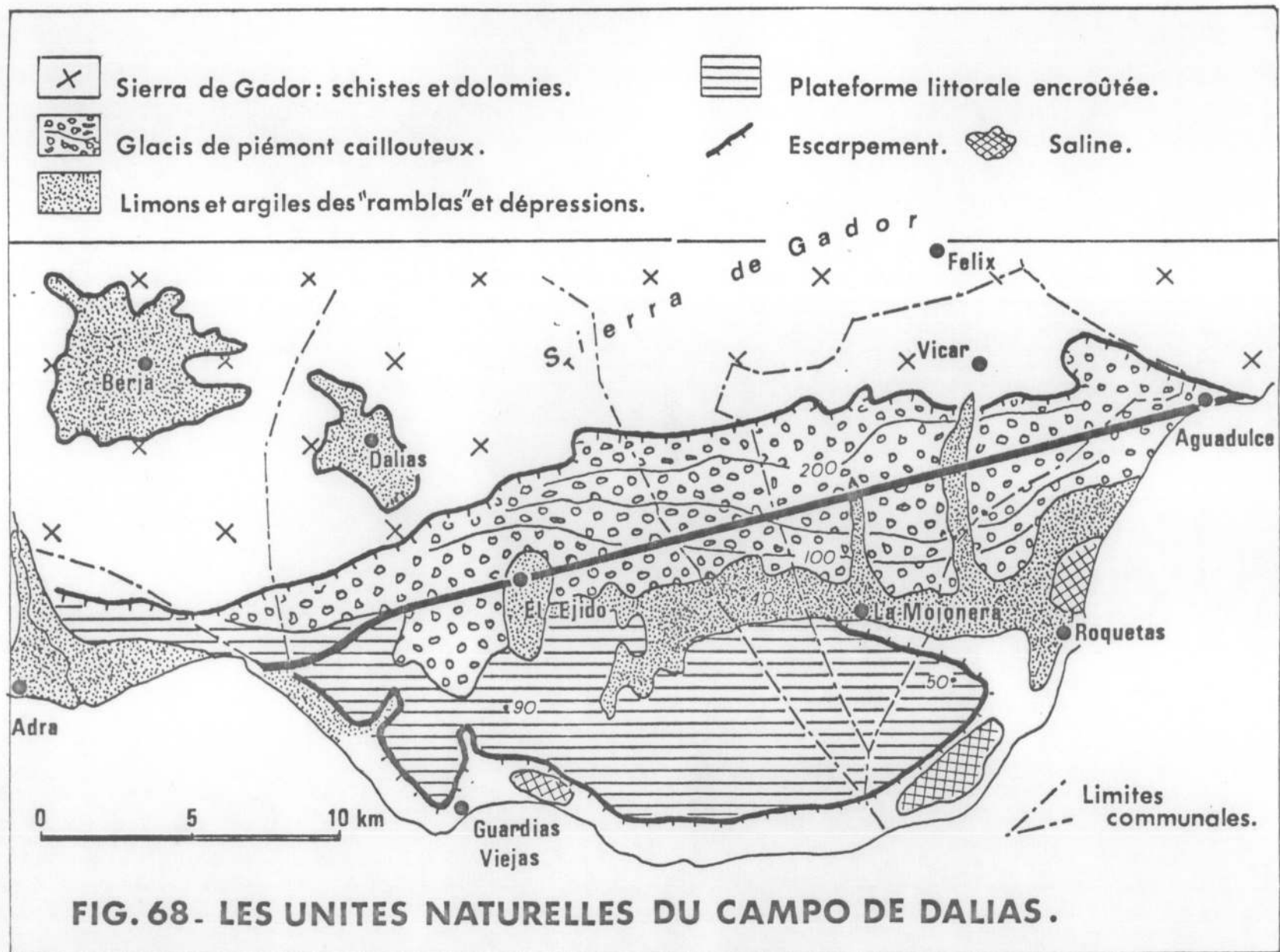
haut. Il convient seulement de préciser ici les principaux traits qui en résultent et modèlent le visage actuel du Campo, ses paysages, les hommes qui l'animent.

a/ - L'aspect du Campo de Dalías traduit un état provisoire, celui d'un immense chantier encore inachevé mais en progrès continus et rapides.

Il faut, pour mesurer les résultats déjà acquis, imaginer la situation de cette large plaine il y a un quart de siècle. Arrondi au pied de l'abrupt rectiligne de la Sierra de Gador en un ample demi-cercle de 300 km² qui s'achève aux extrémités dans les vieilles vegas de Adra à l'Ouest, d'Almeria à l'Est, le Campo de Dalías, dépourvu de cours d'eau permanents, cuirassé de croûtes calcaires était un pays vide et répulsif.

La moitié Nord est occupée par un glacis de piémont recouvert de matériaux torrentiels grossiers fortement encroûtés à l'aval; la partie méridionale, une longue ondulation anticlinale qui soulève les sédiments miocènes, est également recouverte d'une carapace calcaire sur sa plus grande partie (Fig.68). Ces deux unités, les 9/10 du Campo, n'offraient aucune possibilité agricole hors des années exceptionnellement pluvieuses: seules les terres limoneuses des "ramblas" ou les creux libres d'encroûtements étaient alors ensemencés. Le reste servait uniquement de pâturage d'hiver pour les petits troupeaux paysans des villages de montagne rassemblés autour de modestes maisons et de la citerne, l'"algibe". Cette médiocre utilisation saisonnière ne pouvait animer de véritable vie locale; le Campo n'était qu'une dépendance négligée des communautés agricoles de la Sierra de Gador, celles de Felix, Vicar, Dalías.

Cependant, entre ces deux ensembles répulsifs, s'ouvre un étroit couloir allongé dans les marnes et les grés pliocènes. Bien que salines par-



fois, les terres, dépourvues de croûte, sont ici de meilleure qualité. Quelques puits autour d'Aguadulce, les excédents d'arrosage de la vieille vega de Dalias et une galerie creusée au flanc de la sierra (Fuente Nueva) permettaient ici d'arroser quelques centaines d'hectares voués aux légumes, à la vigne et surtout aux céréales. Là se situait le seul noyau agricole notable du Campo auquel il convient d'ajouter quelques minuscules secteurs légumiers disposés sur la côte occidentale autour de Guardias Viejas.

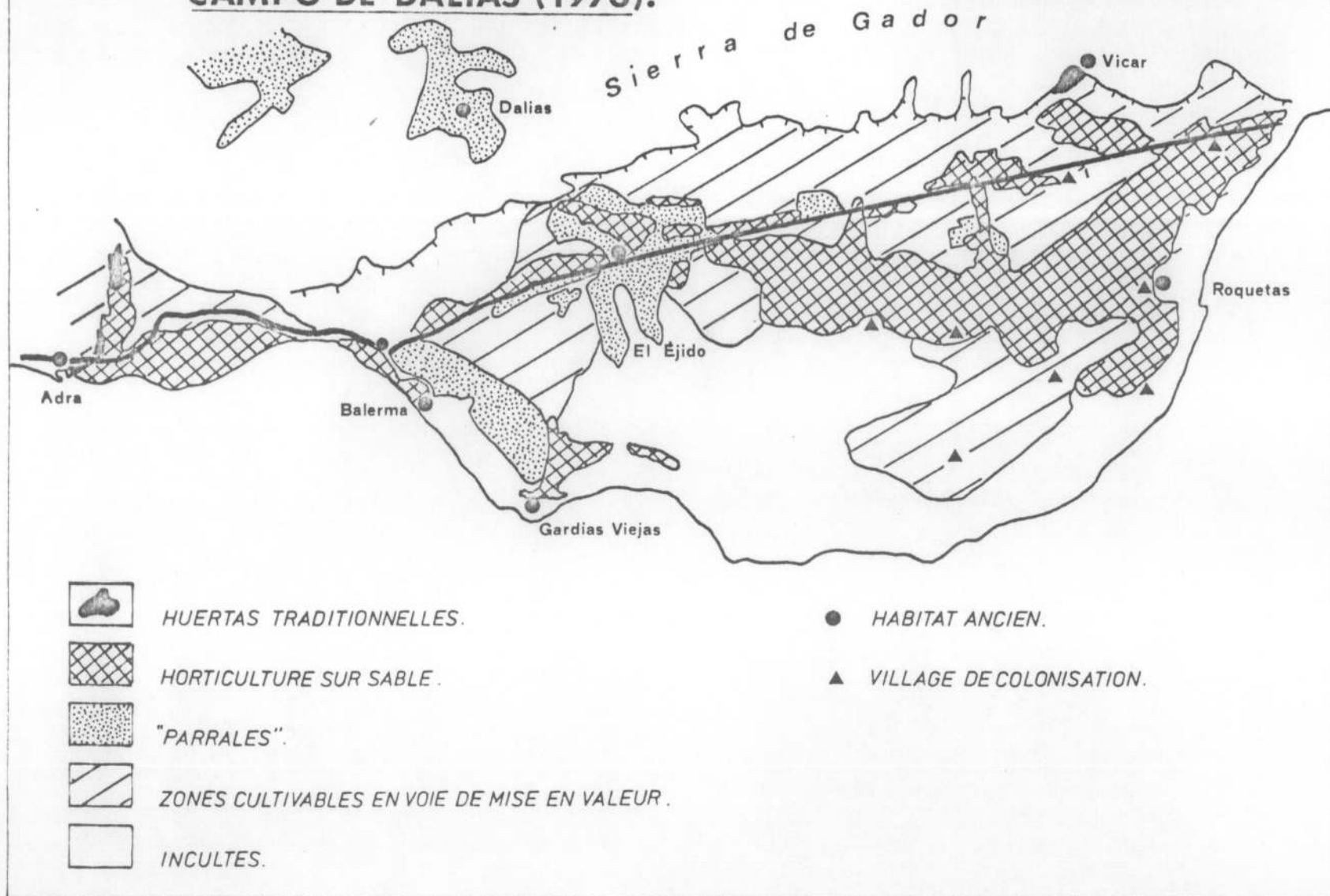
⁴ Un carte de l'occupation actuelle du sol (Fig.69) révèle le chemin parcouru depuis lors: 10 000 hectares, en progression constante, sont aujourd'hui régulièrement arrosés et cultivés.

Les cultures légumières sur sable et, désormais, sous abris de plastique monopolisent le meilleur du nouveau territoire agricole. Elles ont envahi intégralement la dépression médiane de la Mojonera, s'étalent largement à l'Est entre Roquetas et Aguadulce. Cependant, au fur et à mesure des progrès de l'arrosage, elles colonisent progressivement les bordures du piémont, mordent par places le plateau méridional, gagnant d'abord les secteurs bas, le cours des ramblas, puis s'accrochant aux surfaces encroûtées elles-mêmes. L'horticulture n'est pas exclusive pourtant.

D'autres systèmes, de moindre importance, ont bénéficié des conquêtes de l'irrigation, surtout dans les zones bordières où ils concurrencent la poussée légumière.

Les treilles à raisin de table, notamment, occupent une étendue importante de quelque 1300 hectares. En regard des profits considérables de l'horticulture, leur progression ici peut surprendre, alors que l'économie du raisin d'Almeria connaît d'évidentes difficultés. En fait, la situation des exploitations viticoles du Campo est incomparablement meilleure que celle des tenures traditionnelles de l'Andarax ou des vieilles vegas de Dalias et

FIG. 69- REPARTITION ACTUELLE DES MASSES CULTURALES DANS LE CAMPO DE DALIAS (1973).



Berja. Même si l'on isole le cas encore exceptionnel des grands domaines modernisés, les structures agraires sont ici plus favorables: l'exploitation moyenne atteint près de deux hectares grâce à des pratiques culturales rationalisées. Elle s'intègre souvent d'ailleurs dans un système diversifié où la culture maraîchère joue le rôle essentiel. La jeunesse des plantations, les avantages thermiques du climat interviennent enfin de façon décisive pour assurer des récoltes plus abondantes et de meilleure qualité.

Il reste pourtant que les profits du "parral" ne peuvent concurrencer ceux de la production légumière. Le succès de la treille répond à d'autres raisons dont les effets paraissent provisoires. La moindre qualité du sous-sol dont l'influence est malgré tout sensible sur les cultures sur sable, des disponibilités hydrauliques plus limitées permettent d'expliquer leur présence dans les secteurs marginaux les plus tardivement colonisés et encore imparfaitement améliorés, à l'Ouest du Campo surtout, près de El Ejido ou à l'arrière de Balerna. Mais il semble que souvent la raison essentielle soit ailleurs: la plantation de treilles est une solution d'attente pour nombre de spéculateurs. Elle permet à la fois de se préserver d'une éventuelle expropriation par l'IRYDA sans avoir à engager les lourds investissements nécessaires à la création d'une exploitation d'horticulture forcée et de patienter au prix d'un travail relativement réduit jusqu'au moment jugé optimal pour la vente.

L'existence de systèmes semi-intensifs dans les mêmes secteurs répond à des causes voisines. Il s'agit de labours en vue d'une production céréalière ou fourragère irriguée qui soulignent, par places, une première phase de mise en valeur dans les zones en cours de colonisation.

La confusion anarchique du paysage résulte du mélange désordonné des différents systèmes, de l'inégal progrès de la colonisation. Elle exprime, en fait, l'inorganisation propre aux régions qui changent si vite qu'il est impossible d'en maîtriser la croissance.

Le désordre de l'habitat traduit le caractère spontané du peuple-

ment qui, fréquemment, interdit tout aménagement préalable. Chacun s'installe à son gré, comme il peut, à proximité de la parcelle qu'il met en valeur. Un peu partout, des maisonnettes élémentaires cubiques surgissent dans la campagne. L'usage des matériaux agglomérés d'utilisation facile permet à chaque famille de réaliser elle-même l'essentiel des travaux. Il s'ensuit à la fois l'aspect un peu fruste de l'habitat dépourvu de coquetterie superflue et la distribution anarchique du peuplement ni bien groupé, ni totalement dispersé. En fait, seuls les 8 villages de colonisation de l'IRYDA, soigneusement ordonnés, rigoureusement délimités, font exception. Ailleurs, les nouvelles constructions bourgeonnent partout, plus nombreuses au long des routes ou à la périphérie des bourgades préexistantes. Là, elles forment des quartiers inorganiques, des agglomérats d'habitations sans rues bien tracées ni centre apparent. Elles se dispersent davantage dans les zones en voie de conquête, sur le piémont surtout.

L'équipement, partout, est encore rudimentaire. Parfois, les chemins d'accès sont à peine tracés et l'électricité, l'eau courante font défaut dans les secteurs les plus tardivement habités. L'infrastructure scolaire, enfin, se révèle sans cesse insuffisante, débordée par les arrivées toujours plus nombreuses et imprévisibles de nouvelles familles. Les services publics, municipalités et postes, sont totalement débordés, ignorant la plupart de leurs administrés perdus dans l'anonymat des constructions récentes. L'équipement commercial est plus satisfaisant. Un peu partout, dès qu'une densité suffisante est atteinte, apparaissent spontanément des boutiques d'alimentation, des cafés. Les bourgades anciennes, surtout, ont développé une infrastructure de services à la mesure des nouvelles populations. El Ejido, dont l'aspect dénote la croissance récente, tend à s'imposer comme le centre de relations principal. Des immeubles de belle apparence, alignés au long de la route, concentrent banques, commerces, cabinets médicaux, tandis qu'à l'arrière de cette

façade trompeuse s'agglomèrent en désordre les quartiers bas et poussiéreux où résident les familles récemment installées.

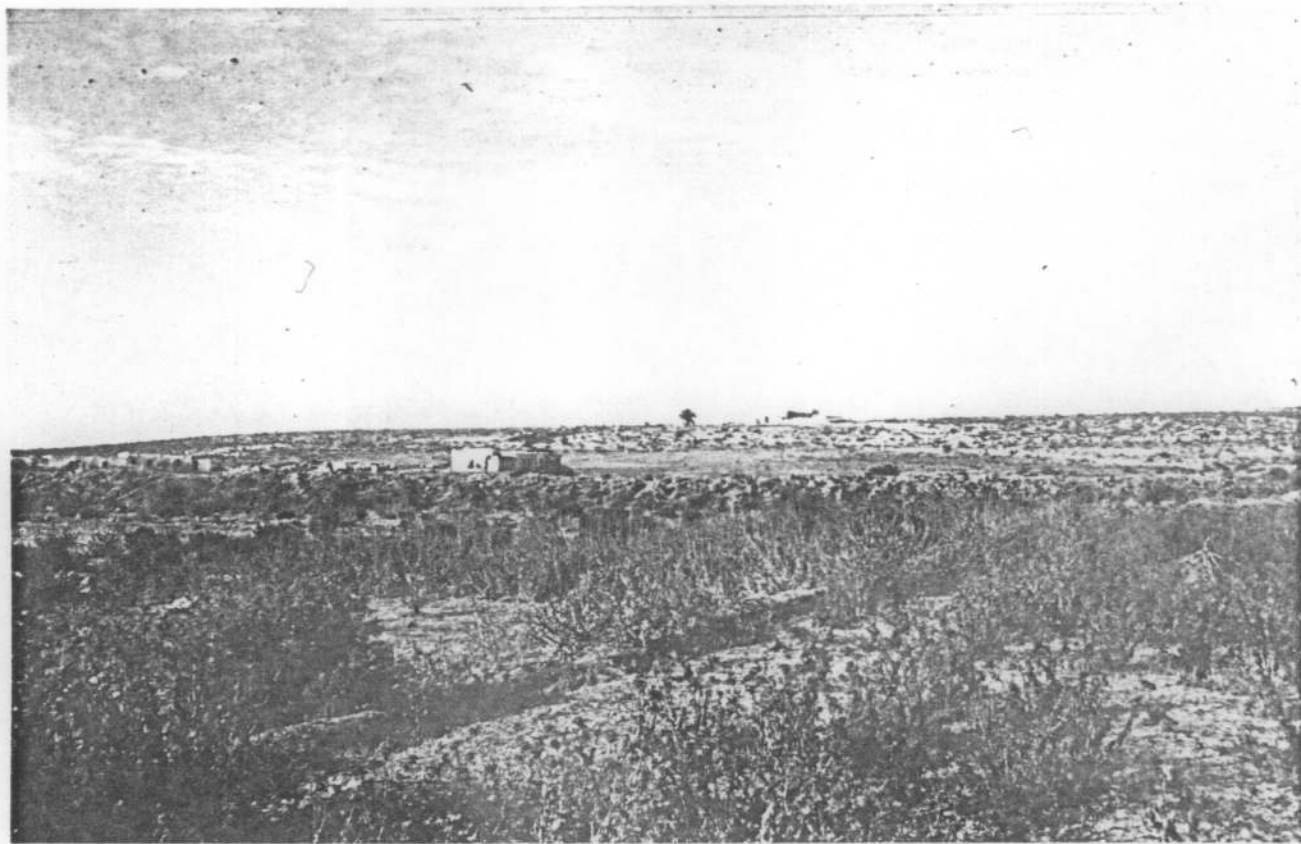
Ces contrastes, la confusion qui semble s'imposer résultent en fait de l'inachèvement de la mise en valeur. Le Campo juxtapose, au fond, trois visages différents.

Le paysage encore vierge des secteurs non irrigués subsiste sur des espaces importants, sur la plateforme méridionale notamment. On retrouve là l'aspect traditionnel du Campo: étendues rases et désertes d'une steppe lépreuse, seulement ponctuées de loin en loin par quelque "cortijo" en ruines, quelques creux labourés parfois.

Le paysage des secteurs complètement aménagés, autour d'El Ejido et surtout dans la dépression centrale, présentent par contre des traits radicalement opposés: pullulement humain, habitat essaimé en grappes, morcellement menu d'un parcellaire de "huerta" moderne cloisonné par une infinité de coupevent de canisses. La généralisation des serres apporte enfin la note dominante, celle d'un paysage agraire "construit" où s'enchevêtrent sur des kilomètres les armatures des abris, les toits gris et brillants de plastique. C'est là que s'exprime l'extraordinaire réussite du Campo.

Ses qualités pionnières se marquent ailleurs, sur les marges. Il est rare, en effet, que les paysages définis ci-dessus se juxtaposent sans transition. Plus souvent, une frange d'aspect incertain les sépare. L'impression d'anarchie prédomine alors que se mêlent les témoins de la vieille économie -maisons et enclos ruinés, puits délabrés, champs abandonnés de figuiers d'Inde- et la marque conquérante de la nouvelle agriculture: champs récemment ouverts, serres en construction, maisons inachevées.

b/ - L'expansion démographique est à la fois l'une des conditions et le résultat de la réussite du Campo de Dalías. Elle constitue, en tous cas, par sa rapidité, l'un des termes caractéristiques de sa nature pionnière.



Phot. XXII - Aspects du Campo de Dalias.

Haut - visage traditionnel de la partie non transformée du Campo : la plateforme littorale encroûtée . "Monte" steppique, labours éventuels dans les creux. "Cortijos" abandonnés.

Bas - la dépression de la Mojonera et le glacis de piémont de la Sierra de Gador conquis par les cultures sur sable. Au premier plan, infrastructure hydraulique pour la mise en valeur de la plateforme littorale.



L'accroissement de la population a été spectaculaire. En deux décennies, le nombre des habitants du Campo a quintuplé. Les effectifs qui, en 1950, stagnaient autour de 8000 personnes, passent à 18 600 en 1960, à 40 000 en 1970. En dépit de l'incertitude du "padron" de 1975 dans ces régions, on peut estimer qu'ils atteignent aujourd'hui le chiffre de 50 000 habitants. C'est là le rythme d'une véritable "poussée-champignon" qui s'accélère au fur et à mesure de l'avance de la mise en valeur: la population qui, entre 1950 et 1960, s'augmentait d'un millier d'individus par an, s'enfle depuis à la cadence régulière de plus de 1700 personnes/an.

Toujours très vif, le rythme de croissance n'est point partout aussi rapide. On peut distinguer assez nettement, par exemple, les zones les plus précocement colonisées qui ont connu leur record de croissance entre 1950 et 1965 et les foyers de mise en valeur plus tardive dont l'expansion est actuellement la plus vigoureuse. Dans le premier cas se situent les campagnes de Roquetas et Aguadulce, celles de la dépression de la Mojonera, soit de la partie orientale du Campo. Par contre, la fraction occidentale de la plaine établit depuis 1965 des records d'accroissement démographique, dans le piémont et autour d'El Ejido. El Ejido, médiocre bourgade, s'est soudain trouvée promue au rang de ville: un millier d'habitants en 1950, près de 4000 en 1965 et.... 16000 en 1975.

L'ensemble du Campo, à demi désert autrefois, supporte aujourd'hui des densités humaines supérieures à 150 habitants/km² alors que sa mise en valeur ne touche encore que la moitié de son étendue.

Par sa structure, cette nouvelle population confère au Campo de Dalías les caractères d'une campagne à la fois moderne et exceptionnellement jeune.

La distribution professionnelle des actifs dénote la vocation essentiellement "terrienne" du Campo mais révèle aussi l'importance des activi-

tés non-agricoles associées à l'agriculture. C'est là un caractère très moderne et un élément d'équilibre pour la société rurale. C'est aussi l'expression des facultés "multiplicatrices" du nouveau système agricole, capable de promouvoir le développement des autres secteurs économiques. En 1970, 60% des actifs travaillaient dans l'agriculture, partagés selon des groupes équivalents entre chefs d'exploitation et ouvriers. Une moitié de ces derniers étaient des salariés permanents; la plupart étaient journaliers mais assurés de trouver de l'embauche tout au long de l'année. Les fonctions non-agricoles utilisaient donc 40% de la main-d'oeuvre. Deux groupes d'activités employaient la plupart d'entre eux: les métiers associés à la construction et à l'entretien permanent des serres et des "enarenados" (création et remplacement périodique du sol, édification des abris, extraction du sable, etc...); les services liés à la commercialisation des produits agricoles (employés des alhondigas, des banques, courtiers, commissionnaires, transporteurs, etc...).

L'ensemble de cette population récemment installée est très jeune. C'est là une conséquence évidente de l'immigration, responsable de l'essor démographique: les nouveaux-venus arrivent en général par familles entières, jeunes ménages accompagnés de nombreux enfants qui gonflent énormément les catégories d'âges les plus jeunes. La plupart des habitants ont entre 15 et 40 ans, mais le tiers d'entre eux sont des enfants de moins de 15 ans. Cette jeunesse, qui garantit la vitalité du Campo, se manifeste également au niveau des seuls actifs. Près des $\frac{2}{3}$ de la population active agricole accusent moins de 40 ans, 37% ont moins de 30 ans. L'exceptionnel dynamisme de ces campagnes doit beaucoup sans doute à cette jeunesse.

2/ - Le Campo de Dalías, pôle d'attraction régionale.

Le peuplement accéléré du Campo de Dalías, sa mise en valeur n'au-

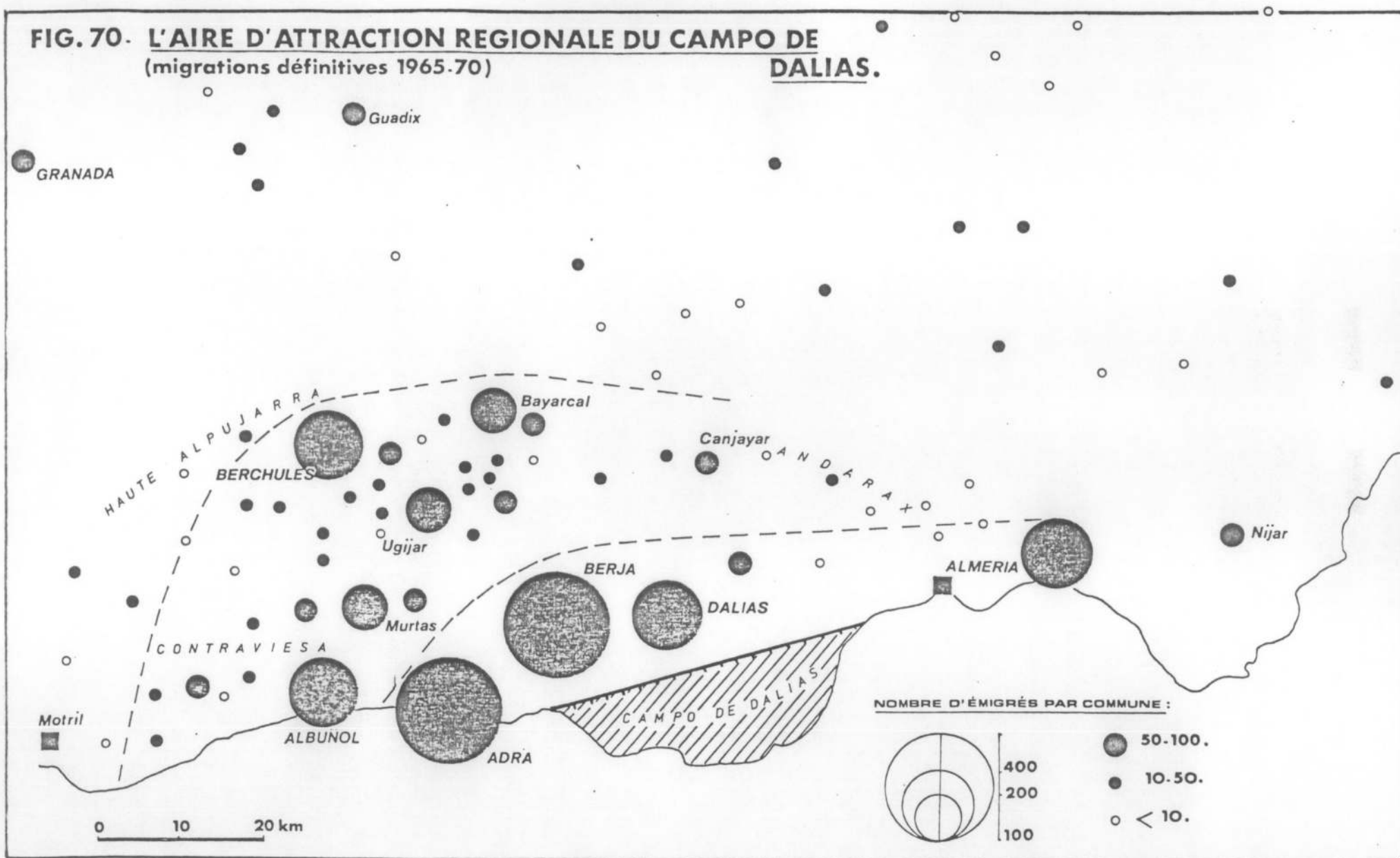
raient pas été possibles sans un volumineux courant d'immigration. En fait, la rapidité du succès agricole a été grandement favorisée par l'existence à proximité d'un abondant réservoir de main-d'oeuvre. Les campagnes voisines -montagnes et bassins surpeuplés, voués à l'émigration ou à une pauvreté croissante- n'ont point fourni seulement des effectifs en nombre suffisant pour coloniser les plaines littorales. Elles ont aussi nourri le Campo d'hommes poussés à réussir par une misère pressante, animés d'une volonté résolue, prêts aux sacrifices les plus durs. L'élan pionnier a puisé là ses forces vives et ainsi le succès du Campo de Dalías s'avère inséparable de l'effort produit par son arrière-pays. En fait, la nouvelle agriculture côtière est, pour l'essentiel, l'oeuvre de la région tout entière. Il reste à définir les limites de ce bassin de main-d'oeuvre: elles correspondent aux frontières du nouvel édifice régional qui s'organise autour du Campo de Dalías.

Nous avons utilisé à cette fin les données du recensement de 1970 qui, pour les différents secteurs du Campo, signale la provenance des habitants en précisant le lieu où chacun d'entre eux était inscrit lors du précédent "padron" de 1965. Le dépouillement exhaustif des listes nominatives fournit donc ainsi l'origine et l'intensité des courants d'immigration définitive pour la période 1965-1970. La Fig. 70 donne les principaux résultats obtenus après repérage de 4592 immigrants.

L'immigration vers le Campo est essentiellement régionale: l'Andalousie orientale assure les 9/10 du courant migratoire.

L'influence lointaine du Campo n'est point négligeable cependant. Elle porte sur quelque 450 personnes installées en 5 ans dont le nombre paraît s'accroître régulièrement. Les arrivées les plus nombreuses proviennent de Basse Andalousie (Jaen, Seville, Cadix), du Levant (Valence, Murcie) et des

FIG. 70. L'AIRE D'ATTRACTION REGIONALE DU CAMPO DE DALIAS.
(migrations définitives 1965.70)



régions castillanes (Madrid, Ciudad Real). Il existe également un petit courant issu de l'étranger: Europe du Nord-Ouest, Afrique du Nord ou Amérique Latine. Partiellement composé d'émigrés almerienses revenus au pays, il comporte aussi plusieurs dizaines de non-Andalous -Français, Allemands, Belges, Britanniques- venus tenter leur chance dans ce milieu pionnier.

Mais, pour l'essentiel, le recrutement procède de l'arrière-pays montagnard. L'aire d'attraction maximale qui fournit les $3/4$ des immigrants dessine un demi-cercle d'une centaine de kilomètres de rayon qui se réduit au N-E à une cinquantaine de kilomètres de profondeur. Les limites en sont nettement marquées: elles suivent au Nord la crête de la Sierra Nevada, tracent à l'Ouest une ligne reliant Motril au Valle de Lecrin, se font plus imprécises au N-E où elles n'englobent que le tiers méridional de la province d'Almeria. Elles isolent donc la moitié orientale des chaînes bétiques andalouses. Au delà, l'influence du Campo diminue très rapidement: la partie occidentale de l'Andalousie méditerranéenne, attirée vers la Costa del Sol, n'est guère affectée; pas plus que les hautes plaines intrabétiques ou le Nord de la province d'Almeria davantage orientés vers Murcie: seules les vegas surpeuplées de Guadix et Grenade envoient des contingents notables.

A l'intérieur même de la zone d'influence ainsi définie, l'attraction du Campo de Dalías est fort inégale. On y reconnaîtra facilement le rôle de la plus ou moins grande proximité.

Une auréole externe, à l'Ouest, n'est que médiocrement attirée: il s'agit de la partie occidentale de l'Alpujarra, plus proche de Grenade et surtout fort isolée de Dalías par un relief qui rend les relations difficiles. De même, les mouvements saisonniers à destination de la côte almeriense demeurent extrêmement faibles dans tous ces secteurs. Cette zone ne peut appartenir à la région fonctionnelle qui se constitue autour du Campo de Dalías.

Une auréole plus étroitement circonscrite qui englobe les foyers de relations intenses avec le littoral définit l'espace véritablement polarisé par le Campo. Elle correspond, en définitive, à l'Alpujarra orientale et peut se décomposer en 3 ensembles :

- une zone basse, voisine de la côte, qui regroupe de vieilles vegas imparfaitement modernisées (Almeria, Adra) et surtout les bassins voués à la monoculture traditionnelle du raisin (Berja, Dalias). Toutes ces campagnes surpeuplées envoient des cohortes considérables vers le Campo. Elles coïncident essentiellement avec ce que l'on pourrait dénommer l'"aire des parrales" (40% du courant migratoire).

- le vignoble de la Contraviesa, surtout dans sa partie orientale (Albuñol, Albondon, Murtas), ne trouve dans la nouvelle agriculture de son propre littoral qu'un exutoire insuffisant et assure 20% environ du flux migratoire vers le Campo.

- la Haute Alpujarra orientale, celle de la haute montagne sèche, grenadine (Berchules, Ugijar, etc..) aussi bien qu'almeriense (Bayarcal, Alcolea, ...) fournit enfin un contingent équivalent (20% du total).

L'arrière-pays qui aujourd'hui gravite autour des nouveaux foyers agricoles littoraux est donc essentiellement montagnard et alpujarrêno. Il ne s'étend guère par contre dans les régions arides de l'Est et du N-E almeriense au-delà de l'Andarax et reste ainsi cantonné dans les limites strictes de l'Andalousie méditerranéenne.

L'espace circonscrit de la sorte n'offre cependant qu'une définition approximative de la nouvelle "région" à partir des seules données indicatives de l'émigration définitive. Cette dernière, d'utilisation commode, n'exprime qu'une forme partielle des relations qui s'établissent entre la côte et l'arrière-pays. A s'en tenir à ces données, on pourrait s'étonner par exemple de la médiocre attirance du Campo sur la vallée pourtant proche de l'Andarax qui semble mal s'intégrer au nouveau système régional.

B - Une nouvelle région.

La nouvelle région orientale se distribue en trois unités bien distinctes: une frange littorale en plein essor sous la direction du Campo de Dalias; un proche arrière-pays étroitement polarisé par la côte (bassins et vegas proches du littoral, bas Andarax); la montagne qui joue surtout le rôle de réservoir de main-d'oeuvre. (Fig.7I)

I/ - Un littoral en pleine expansion.

Depuis le delta de l'Andarax jusqu'aux confins de la vega de Motril, soit sur une centaine de kilomètres, la frange côtière connaît une vive expansion démographique, partout liée à l'essor de l'horticulture. Mais, seul, le Campo de Dalias, foyer d'impulsion de cette nouvelle économie à succès, assure une véritable fonction d'animation régionale. De part et d'autre, les zones littorales qui participent à sa prospérité n'en sont, au fond, que des "annexes".

a/ - Le Campo de Dalias n'est pas seulement le siège étroitement circonscrit d'une économie dynamique, ni un simple pôle d'attraction pour les "pays" voisins réduits à nourrir sa propre croissance. A la différence de la Costa del Sol malaguëña, foyer de prospérité quelque peu "insulaire", il joue un rôle d'animation régionale incontestable: les mouvements essentiellement centripètes, caractéristiques des zones de grand tourisme, se doublent ici de forces centrifuges qui tendent à étaler la prospérité vers les secteurs périphériques. Le Campo de Dalias est à la fois un centre de diffusion du progrès agricole dont il assume la direction et un véritable pôle d'animation pour

l'arrière-pays.

L'influence régionale du Campo s'exprime d'abord par le rayonnement de son système de culture. On a défini plus haut son aire d'expansion jusqu'aux marges de la vega de Motril et, au-delà, jusqu'à Velez. Dans tous ces petits bassins littoraux, voués auparavant à la canne à sucre, l'influence du Campo de Dalias a du même coup supplanté l'emprise traditionnelle de Motril, dernier bastion des sucriers. Servi par ses réussites éclatantes, l'exemple du Campo a été, de fait, le meilleur instrument de cette conquête légumière, le promoteur de la nouvelle prospérité agricole. Il a joué pour cela le rôle empirique de centre d'essai, puis de foyer de vulgarisation des méthodes de culture. C'est sur son territoire que sont apparues puis se sont propagées les innovations techniques révolutionnaires: la mise au point moderne des anciens procédés de culture sur sable, les abris de plastique, les formules commerciales partout usitées. Modèle de développement pour les campagnes côtières, il a -bien que dans une moindre mesure- créé aussi les conditions d'un perfectionnement de l'agriculture montagnarde. Les vegas de haute Alpujarra ont, sous l'impulsion de la demande de l'horticulture littorale, orienté leur production vers la culture de semences (haricots "mocha"). En dépit du déclin précipité de la vie rurale des hautes terres, de son évolution récente vers des formes d'élevage irrationnelles, il n'est pas impossible que les plus dynamiques des paysans montagnards puissent peu à peu s'adapter à la production des graines nouvelles utilisées massivement sur la côte et trouver ainsi une véritable spécialisation. Ainsi, la nouvelle agriculture littorale semble s'intégrer bien davantage à la vie régionale que ne le fait le grand tourisme malagueño.

Initiateur du progrès agricole, le Campo de Dalias assume également la direction de la nouvelle économie, l'encadrement du système qu'il a diffusé bien au-delà de ses limites.

L'industrie des biens d'équipement nécessaires au fonctionnement

de l'horticulture forcée s'est développé à un rythme rapide. Ateliers de fabrication des caisses d'emballage, usines de tubes métalliques, "films" de matière plastique (fi^{me} Eiffel S.A) se dispersent sur le Campo et assurent l'approvisionnement des exploitations maraîchères de la côte tout entière.

De même et malgré la prolifération des entreprises de transport et des "alhondigas" (20) tout au long du littoral, le Campo joue un rôle capital dans la commercialisation des légumes. Il concentre près des 2/3 des quelques 150 alhondigas de la côte orientale, -les plus importantes-, et assure les 3/4 des ventes pour les productions fondamentales (tomates, haricots, poivrons, concombres). L'ouverture en 1973 de Mercoalmeria à El Ejido vise à concentrer le négoce sur un marché d'expédition pourvu de tout l'équipement moderne d'information, de conditionnement, de manipulation: organisme mixte (21) régi par l'Etat et les municipalités locales, destiné à réduire le nombre des intermédiaires et à assurer l'honnêteté des transactions, Mercoalmeria devrait, une fois surmonté les difficultés de mise en place du système, consacrer définitivement la prééminence commerciale du Campo de Dalias. El Ejido assurerait ainsi sa fonction de place centrale du négoce légumier pour la région tout entière. Pour l'heure, ce rôle est encore contesté par Roquetas qui groupe une part importante des "alhondigas" et dont les entreprises de camionnage interviennent jusqu'à Motril. Mais, déjà, El Ejido paraît imposer un contrôle décisif dans le domaine des affaires. De nombreux indices témoignent de son importance prépondérante: le nombre des téléphones, des établissements bancaires y est le plus élevé de toutes les villes de la province, Almeria exclue; il en va de même pour l'intensité du trafic postal et du volume de la consommation de carburant...

Le Campo de Dalias contrôle donc l'essentiel de la nouvelle économie agricole des côtes orientales. C'est, là encore, une différence importante par rapport à la Costa del Sol balnéaire dont l'activité dépend très large-

ment au contraire des décisions d'agents extérieurs à la région (tour-opérateurs, propriétaires étrangers des établissements touristiques, etc..). L'autonomie commerciale du Campo de Dalias est cependant imparfaite encore: l'essentiel du trafic d'exportation reste aux mains du négoce murcien ou valencien dont les grandes entreprises expédient le meilleur de la production almeriense sous leur propre label. Pour être complète, la fonction directrice du Campo de Dalias et l'indépendance de l'économie horticole régionale gagneraient donc à conquérir le contrôle des opérations ultimes d'expédition. C'est là un objectif qui peut être atteint progressivement au fur et à mesure que la jeune paysannerie locale acquerra la maturité nécessaire à l'animation de coopératives, que le négoce almeriense appuyé sur les installations existantes de Mercoalmeria saura prendre l'initiative de créer son propre réseau commercial.

Le Campo de Dalias joue enfin le rôle essentiel de pourvoyeur de travail pour l'ensemble des régions voisines.

En attirant une fraction croissante de l'émigration définitive, il détourne à son profit les courants orientés jusqu'ici vers des destinations lointaines. Chaque fois que la migration s'accompagne de la vente de la tenure familiale au village d'origine et de l'achat d'un lopin dans le Campo, il provoque parallèlement un transfert de capitaux qui enrichit l'agriculture littorale au détriment de l'arrière-pays.

Mais, son influence sur les pays intérieurs ne peut se réduire à cette simple ponction d'hommes et de capitaux. Il soutient, en contrepartie, un important mouvement de redistribution financière par le biais de volumineux courants migratoires à temps.

Tout au long de l'année, le Campo nécessite l'appoint d'une main-d'oeuvre saisonnière difficile à chiffrer mais que l'on peut estimer à plusieurs milliers de personnes. De l'automne au début de l'été, la récolte de légumes attire des cohortes de jeunes travailleurs de plus en plus nombreuses,

jeunes filles surtout, qui au bout de quelques mois rapportent à leur famille un pécule notable. L'été, par contre, est la grande époque des migrations masculines alors que l'arrêt de la production est mis à profit pour l'aménagement et l'entretien des "enarenados" et des serres. Le nettoyage du sable, l'opération du "retranqueo" (substitution du sable "usé", épandage du fumier), la réfection des châssis de serres, le remplacement annuel du plastique imposent le recours à une main-d'oeuvre extrêmement volumineuse fournie par l'arrière-pays. Alors que les migrations traditionnelles pour la moisson dans les plaines intrabétiques ont cessé avec la mécanisation, le Campo de Dalías offre un exutoire opportun qui relaie avec profit les activités complémentaires d'autrefois. La progression constante des terres cultivées requiert d'ailleurs en toutes saisons une main-d'oeuvre importante pour les travaux de "construction" des nouveaux champs. Aussi les migrations estivales peuvent-elles parfois se muer en véritables migrations temporaires qui retiennent les hommes tout au long de l'année. Par la distribution de cette masse de salaires saisonniers, le Campo provoque en tous cas une injection considérable de capitaux dans les campagnes intérieures et constitue ainsi une ^{pièce} irremplaçable pour l'équilibre actuel de l'économie paysanne de montagne.

En dépit des apparences, son rôle en ce domaine n'est guère comparable à celui que joue la Costa del Sol touristique. Alors que cette dernière offre essentiellement des travaux saisonniers liés à la construction durant la phase initiale d'équipement balnéaire, -éphémère par définition-, l'agriculture du Campo propose au contraire des emplois saisonniers indispensables à son fonctionnement et dont la pérennité se trouve donc garantie. Sous cet angle, comme sous celui de la maîtrise du développement ou de la faculté de diffusion du progrès, le modèle de croissance présenté par la nouvelle agriculture se révèle donc incomparablement supérieur à celui que propose le grand tourisme. En cela, le Campo de Dalías apparaît comme un authentique foyer d'animation régionale.

b/ - Les "annexes" littorales du Campo de Dalias.

La côte de la Contraviesa, les vieilles vegas d'Adra et d'Almería imitent fidèlement le modèle du Campo de Dalias et participent à sa prospérité sans réussir cependant à constituer de véritables pôles d'attraction régionale.

Le littoral de la Contraviesa -ses minuscules deltas (La Rabita, El Pozuelo, Castell de Ferro, etc..) et surtout ses pentes schisteuses- s'est entièrement converti à l'horticulture forcée. Les anciennes vegas (Albuñol notamment) ont abandonné les vieilles cultures céréalières et la canne à sucre au profit des productions légumières tandis que les versants, stériles jusqu'alors ou voués à une médiocre amanderaie, représentent un domaine agricole neuf. La brillante réussite de l'horticulture se limite d'ailleurs à une bande très étroite, linéaire, qui n'affecte nullement l'intérieur des collines littorales condamné à la monoculture de la vigne et de l'amandier. Il s'ensuit, au sein de chaque territoire municipal, une distorsion grandissante entre les bourgades prospères de la côte, en plein essor démographique, et les villages et hameaux de versants vidés par l'émigration. On constate partout un glissement très sensible de la population des coteaux vers le rivage jusqu'à vide ou médiocrement habité par quelques familles de pêcheurs. C'est ainsi que La Mamola (commune de Sorvilan) a pu accroître ses effectifs de 4% entre 1950 et 1970, que Castell de Ferro (Gualchos) a bénéficié d'un gain de 35% durant la même période. Les bourgades côtières désormais rassemblent des effectifs généralement très supérieurs à ceux des chefs-lieux communaux situés sur les coteaux: Castell de Ferro groupe 2025 habitants, La Mamola 829 alors que Gualchos et Polopos, leur chef-lieu respectif, n'ont plus que 638 et 778 habitants. Cependant, l'essor de la frange littorale parvient mal à compenser le déclin des versants tandis que l'absence de nouveaux espaces à conquérir sur cette

*Qui en devra
le succès d'Adra ?*

côte escarpée ne permet pas d'espérer l'extension sensible de l'horticulture. On mesure là les limites de la réussite agricole trop étroitement bornée en étendue pour avoir une influence très sensible sur le proche arrière-pays. Finalement, le gros des migrations des coteaux de la Contraviesa se dirige vers le Campo de Dalias.

Le cas des anciennes vegas d'Adra et d'Almeria est assez comparable. Toutes deux ont substitué aux anciens systèmes de production les formules de l'horticulture forcée. La canne à sucre a totalement disparu de la vega d'Adra en dépit de la présence d'une sucrerie. Là, comme dans la vega d'Almeria, c'est une polyculture menue associant céréales, fourrages (luzerne, maïs), et surtout légumes de plein champ qui prévalait depuis la guerre. La pomme de terre pour l'exportation représentait en fait la base de l'économie. Depuis une dizaine d'années, la culture sur sable puis les abris de plastique pénètrent progressivement le système légumier traditionnel sans l'évincer complètement. Cependant, aujourd'hui, pommes de terre ou fourrages ne constituent plus qu'un terme secondaire de la production dominée de plus en plus complètement par les tomates et les haricots de contre-saison. A l'image du Campo de Dalias, l'horticulture forcée a conquis les vieilles vegas. Pourtant, le succès de l'horticulture forcée a réduit l'essentiel du sous-emploi de ces campagnes surpeuplées sans le faire disparaître complètement. En définitive, comme sur le littoral de la Contraviesa, l'absence de nouveaux espaces à conquérir diminue singulièrement l'influence de la rénovation agricole. L'économie de ces campagnes en a été considérablement enrichie sans susciter de véritable foyer d'attraction. Le Campo de Dalias demeure le pôle exclusif de la vie régionale.

L'expansion récente d'Almeria, particulièrement brillante depuis 20 ans (de 75 000 à 115 000 habitants, soit + 53%) est elle-même en grande partie redevable à la réussite agricole du Campo de Dalias. Sans doute, un

modeste développement industriel, une croissance plus notable de l'activité touristique interviennent-ils pour soutenir cette expansion urbaine. Mais, pour l'essentiel, l'origine de celle-ci est à rechercher dans l'essor rapide des fonctions commerciales et des services. Or, le rôle de capitale provinciale est trop ancien pour expliquer ce phénomène récent qu'il faut bien rattacher au succès de la nouvelle agriculture. L'expansion d'Almería apparaît ainsi comme une "retombée" majeure de l'essor économique des campagnes voisines. De fait, Almería participe à plusieurs titres de la prospérité du Campo de Dalias. Elle assure d'abord les services urbains de haut niveau que nécessitent le fonctionnement et la croissance de la nouvelle agriculture: fonction d'encadrement technique et administratif avec les sièges des services de l'IRYDA, de sociétés d'investigation hydrogéologique (ADARO), d'une station de recherche agronomique; centre d'expédition des produits agricoles grâce au port, à la gare et à l'aéroport. Elle bénéficie enfin d'un essor remarquable des entreprises de transports par route, des travaux publics et surtout d'un développement spectaculaire des commerces de consommation spécialisés (confection, librairies, électroménager, etc...) à relier directement à l'accroissement rapide de la circulation monétaire issu de l'enrichissement des nouvelles populations rurales. Ainsi, la prospérité actuelle des littoraux orientaux découle à la ville comme dans les campagnes de l'essor agricole promu par le Campo de Dalias.

2/ - Le proche arrière-pays.

Dans un rayon d'une vingtaine de kilomètres, les campagnes voisines de la côte vivent de plus en plus directement dans l'orbite de l'économie littorale. Fortement attirées par le Campo de Dalias ou par Almería qui lui sert

souvent de relais, elles peuvent se définir aujourd'hui par deux caractères significatifs :

- une démographie stable, faiblement déficitaire, parfois dynamique en dépit des graves difficultés de l'économie agricole marquée par la crise des monocultures vieilles (parras, agrumes);

- l'intensité des migrations de travail vers la côte -mouvements pendulaires, saisonniers- qui soutiennent l'essentiel de la vie locale et tendent parfois à transformer certains villages en bourgades-dortoirs.

On reconnaîtra aisément deux types de "pays" dans cet ensemble.

Les communes en contact direct avec le Campo de Dalias constituent un premier groupe. Il comprend essentiellement les villages de la Sierra de Gador: Enix, Felix et surtout les bassins viticoles de Dalias et Berja, déjà évoqués plus haut. Cette zone a été l'une des principales pourvoyeuses des migrations de peuplement du Campo. Pourtant, le glissement de la population vers la côte n'a pas affecté très gravement la démographie de ces bourgades: ainsi, Dalias n'a perdu que 10% de ses habitants entre 1950 et 1970, tandis que, pendant le même temps, Berja (II 429 habitants en 1970) augmentait même faiblement ses effectifs. C'est que, désormais, la population active retire le meilleur de ses revenus des travaux effectués dans les exploitations maraîchères du Campo, et les mouvements pendulaires vers le Campo, plus ou moins permanents, sont désormais vitaux. Les vieilles capitales "parraleras" sont ravalées, pour bonne part, aux fonctions subalternes de zones-dortoirs.

Le bas Andarax, plus éloigné du Campo mais dominé par la présence d'Almería, offre un cas quelque peu différent, partagé entre l'influence de ces deux foyers d'attraction. Son évolution, plus complexe, est déjà assez originale pour que l'on s'attache à la décrire plus longuement. Elle servira

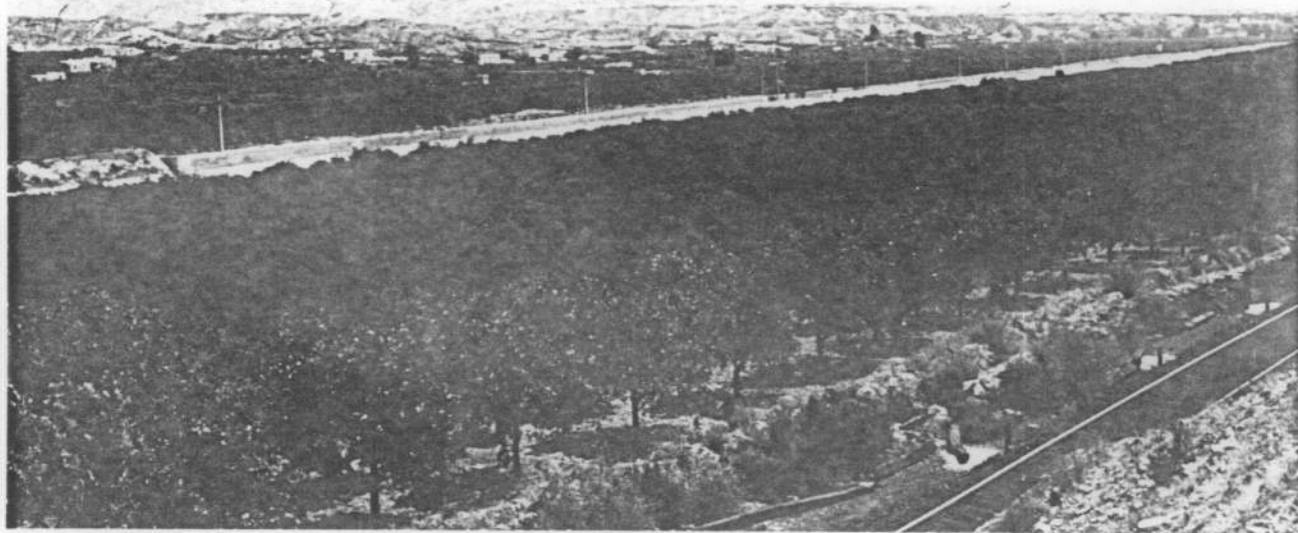
d'exemple caractéristique pour ces campagnes du proche arrière-pays.

Le Bas Andarax - 7 communes depuis les portes d'Almeria jusqu'à Santa Fé de Mondújar, regroupant quelque 15 000 habitants- est aujourd'hui profondément marqué par deux phénomènes majeurs: la crise catastrophique de la monoculture des agrumes; l'importance fondamentale des migrations de travail vers la côte, dominées par l'attraction urbaine d'Almeria.

a/ - La crise de l'économie agricole du Bas Andarax est caractéristique de l'effondrement des spéculations "vieillies".

L'essor puis le triomphe de la monoculture des agrumes sont cependant très récents. Ce n'est qu'après la guerre que les plantations d'orangers s'imposent réellement et supplantent la monoculture des treilles. En réalité, le début de l'expansion des agrumes correspond très exactement à la crise "parralera" des années 1930. Le mouvement démarre dans les communes amont du bas Andarax, entre les confluences des rios Nacimiento et Tabernas. Les cadastres confectionnés à l'époque montrent que les vergers d'agrumes occupent déjà une surface équivalente à celle des treilles à Santa Fé, Gador, Rioja, tandis que la viticulture demeure exclusive encore à l'aval. Il faut alors attendre l'après-guerre pour assister à l'essor décisif des plantations : modeste jusqu'en 1950, il revêt dans la décennie suivante les allures d'une véritable "explosion agrumicole" qui aboutit enfin à une nouvelle monoculture. Les surfaces en orangers ont triplé, passant de 1500 ha à 1725 en 1950, puis à 4500 ha en 1960.

La crise succède sans transition à la prospérité d'une courte décennie. Aujourd'hui, la monoculture des agrumes connaît une décrépitude plus accusée encore que ne l'est celle de la vigne plus à l'amont. Les mécanismes



Phot. XXIII - La monoculture des agrumes dans le bas Andarax.

Exclusivité des vergers d'orangers de part et d'autre de l'Andarax. Au premier plan, voie ferrée minière Linares-Almería.

de la crise sont d'ailleurs très comparables à ceux qui expliquent les difficultés de la viticulture.

L'effondrement de l'agrumiculture répond d'abord à des raisons structurelles. L'émiettement des exploitations représente une déficience majeure : la plupart des tenures disposent seulement de 0,5 à 1 ha de terre irriguée, plantée intégralement en orangers, soit de 150 à 350 arbres en moyenne. La production annuelle se réduit donc à des tonnages très faibles -10 à 20 tonnes de fruits- qui ne peuvent suffire à la subsistance d'une famille qu'au prix d'une haute valorisation des agrumes. Or, les tares de la structure commerciale ajoutent encore à la fragilité du système. Plus encore que les viticulteurs, les petits producteurs d'oranges sont ici dans la complète dépendance d'un négoce entièrement contrôlé par les maisons du Levant. Ces dernières, maîtresses du marché, demeurent libres d'acheter ou non, de fixer les prix à leur convenance. Jusqu'en 1960, le déficit du marché international garantissait cependant l'écoulement de la récolte et des rémunérations élevées. Les difficultés de la conjoncture actuelle se répercutent de façon dramatique sur des exploitations beaucoup trop exigües, à l'équilibre précaire.

L'effondrement commercial consécutif à la saturation des marchés détourne progressivement les acheteurs valenciens et murciens d'une région de production somme toute marginale et médiocrement adaptée aux besoins des consommateurs. Aujourd'hui, la tare fondamentale de l'agrumiculture de l'Andarax tient en effet à la qualité des oranges produites. On cultive une variété traditionnelle, la "Castellana", qui souffre d'un double handicap :

- une saveur très douce, de moins en moins appréciée, qui la destine essentiellement désormais à la fabrication de jus de fruits, totalement inexistante dans la région. Ce changement de vocation correspond, en fait, à un véritable déclassement.

- la précocité de l'orange almeriense la fait entrer en concurrence di-

recte avec les fruits plus prisés, produits hors de la région, dans le Levant ou à l'étranger. L'essor de la Navel, surtout, a porté un coup fatal à la production de l'Andarax, récoltée également de fin octobre à fin février.

Dès lors, le problème de la mévente se pose chaque année avec plus d'acuité. La masse des invendus ne cesse de s'accroître jusqu'à représenter la moitié de la production (1971), voire même sa quasi-totalité (1977) (22). La récolte, alors, s'abîme sur pied.

L'avitilissement des cours, régulier et irréversible, n'est pas moins grave. En prix courants, la valeur des oranges de l'Andarax a baissé de plus d' $1/3$ à la production depuis les années fastes de la période 1950-60. Ecoulées alors au cours de 4 ptas/kg, elles ne trouvent plus preneurs aujourd'hui qu'au prix dérisoire de 2,65 ptas (1971-72) qui compense à peine les seuls frais de cueillette. Aussi, renonce-t-on de plus en plus à la récolte.

De graves difficultés phyto-sanitaires viennent enfin parachever la ruine complète du système. Une violente épidémie, provoquée par un insecte -la "mosca blanca"-, ravage les vergers depuis quelques années: les arbres dépérissent et meurent en grande quantité. La lutte contre la maladie est difficile et onéreuse (les traitements répétés coutent quelque 20 000 ptas/ha) au moment même où la chute des prix réduit les ressources à néant.

La conjonction de ces difficultés aboutit finalement à une situation d'une extrême gravité: l'agriculture du Bas Andarax s'effondre.

L'évolution actuelle du Bas Andarax agricole révèle cependant des tendances divergentes.

L'abandon, partiel ou total, des exploitations d'orangers représente le cas le plus fréquent. C'est là une réaction générale, la seule possible de la part de la micro-paysannerie incapable d'assumer les frais d'une reconversion à l'issue hypothétique. Tandis que l'ouverture de la vallée vers le Nord limite l'intérêt d'une réorientation vers l'horticulture de contre-saison

soumise ici aux vents froids de l'hiver, la substitution à la "Castellana" de variétés modernes d'orangers demeure impraticable pour la majorité des producteurs. L'abandon total est cependant très rare: la location des tenures est, en effet, d'un médiocre intérêt, faut de demande; les ventes sont également peu fréquentes, du fait du prix très élevé des terres de regadio. L'abandon partiel et le passage à l'agriculture-cueillette deviennent donc la règle. On réduit l'entretien au minimum (arrosage surtout), supprimant plus ou moins complètement les travaux au sol et les traitements. Les plantations envahies d'herbe offrent souvent un visage désolant. La récolte elle-même n'est pratiquée qu'en cas de vente certaine. La fonction agricole est ainsi peu à peu ravalée au rang d'une cueillette éventuelle. Dans la plupart des cas, elle a cessé d'être une véritable activité économique: les vergers subsistent dans l'attente d'une reprise commerciale illusoire ou, par inertie, faute de réelle volonté de reconversion.

La reconversion se manifeste pourtant dans certains cas, toujours associés à la propriété bourgeoise citadine dont on a reconnu plus haut (Ière partie-Chap.III) le rôle exceptionnel dans le Bas Andarax. A la différence des structures exclusivement paysannes de la haute vallée viticole, les vegas du bas Andarax sont en effet contrôlées pour les $\frac{3}{4}$ du sol par des propriétaires de la ville (70% à Rioja, 5% à Benahadux, 80% à Pechina, etc.). Or, contrairement à la masse des petits paysans, la bourgeoisie citadine dispose de ressources suffisantes pour entreprendre une véritable reconversion agricole. Ainsi, comme toujours dans ces campagnes périurbaines, les initiatives, les progrès techniques, les réorientations économiques procèdent de la ville: c'est la bourgeoisie almeriense qui, déjà, était à l'origine du remplacement de la treille par l'oranger -les cadastres d'avant-guerre ne laissent aucun doute à ce sujet-, c'est elle aussi qui a provoqué depuis lors la multipli-

cation des puits, qui aujourd'hui enfin entreprend la rénovation de l'agrumiculture. La réorientation actuelle consiste à arracher la vieille orange-raie pour la remplacer progressivement par une nouvelle production facile à écouler, celle des clémentines surtout qui bénéficient de cours élevés, et, accessoirement, celle de citron ou de l'orange Navel.

On peut estimer qu'actuellement 25 à 30% de l'orangerie du Bas Andarax a été replantée, toujours à l'instigation des propriétaires forains. Ces initiatives entraîneront-elles peu à peu la masse des paysans sur la voie de la reconversion agricole ? Alors que l'attraction des emplois du littoral se fait de plus en plus puissante, la valeur de l'exemple bourgeois paraît grandement affaiblie. La population agricole, les jeunes surtout, semblent avoir opté pour d'autres fonctions qui les détournent de l'exploitation familiale.

b/ - Le rôle des activités urbaines est aujourd'hui décisif pour les populations rurales du Bas Andarax, surtout dans sa partie inférieure.

Alors que, sur place, l'agriculture n'offre plus de ressources suffisantes, la bonne tenue démographique de ces campagnes en crise peut d'abord paraître surprenante. Depuis 1960, la population de l'ensemble du Bas Andarax s'est accrue de 5%. L'exode rural existe cependant mais se réduit à des taux extrêmement faibles et qui vont décroissant: les départs lointains, vers l'Allemagne surtout, ont pratiquement cessé aujourd'hui; l'émigration vers la Catalogne qui vide la haute vallée ne touche plus ici que des effectifs très modestes. L'émigration définitive vers le Campo de Dalías est elle-même fort rare (Fig. 70).

Cette stabilité assez exceptionnelle résulte évidemment de la proximité des foyers d'emplois littoraux qui permet la généralisation des migrations pendulaires de travail. Les migrations quotidiennes vers les tâches agri-

coles ou para-agricoles du Campo de Dalias et accessoirement du Campo de Nijar et même d'Alhama ("engarpe" de printemps et "faena" d'automne) touchent également hommes et femmes mais sont surtout saisonnières. Par contre, les déplacements vers les métiers urbains d'Almeria sont réguliers, permanents. Ajoutés, ces différents mouvements pendulaires tendent à transformer le Bas Andarax en un "arrière-pays-dortoir" du littoral et, de plus en plus, en une zone péri-urbaine.

Le développement des fonctions de banlieue apparaît aujourd'hui comme le caractère dominant de l'évolution récente du Bas Andarax. Au coeur de la Vallée, l'exemple des communes de Pechina et Benahadux, situées à 10 et 15 km d'Almeria, fournit une bonne illustration de ce phénomène.

On soulignera, d'abord, l'essor rapide des activités non-agricoles, aujourd'hui prépondérantes, qui sanctionne une mutation récente vers des genres de vie péri-urbains. En 1970, 55% des actifs à Pechina, 75% à Benahadux exerçaient des professions à caractère urbain. Or, il s'agit là d'un phénomène tardif qui remonte à moins d'une décennie, résultat conjugué de l'expansion d'Almeria et de la crise agrumicole: en 1950, 70% des actifs de Benahadux dépendaient encore du seul secteur agricole.

Une partie seulement de ces emplois -de 30 à 40% si l'on en croit le recensement de Benahadux quelque peu imprécis à ce sujet- supposent des migrations quotidiennes vers l'agglomération d'Almeria. Un contingent considérable de la population active -plus de la moitié- s'est donc reconvertie sur place, profitant de l'expansion des activités tertiaires et secondaires issue de l'essor almeriense. Commerces et services ont enregistré le développement le plus rapide et emploient sur place la majorité des "non-agricoles" sédentaires. Alors que les vieux métiers, très nombreux encore en 1950, de mulletiers, tonneliers (pour l'expédition du raisin) ont totalement disparu, tandis que les magasins de conditionnement et d'emballage des oranges emploient seulement quelques dizaines de personnes, ce sont les petits commerces banals

qui utilisent aujourd'hui les effectifs les plus nombreux. Leur essor très vif doit être rattaché au développement du genre de vie urbain et surtout à l'accroissement de la circulation monétaire provenant en particulier des salaires distribués par la ville ou le Campo de Dalías. Les activités industrielles ont connu également une certaine expansion. Surtout représentées autrefois par les mines de fer de la Sierra Alhamilla qui n'emploient plus que quelques ouvriers, elles bénéficient actuellement de la présence de quelques petites usines (fabriques de boissons -limonade, alcool-, briquetteries) et du maintien des effectifs de la gare ferroviaire de Benahadux. Mais elles profitent surtout du développement sur place des entreprises du bâtiment qui constituent désormais une source essentielle de travail.

La fonction résidentielle acquiert, en effet, une importance grandissante qui confirme la vocation de banlieue de ces communes. Ici et là, commencent à s'édifier par dizaines des logements en blocs collectifs, tandis que se constituent les premiers lotissements. Dans la vega, les résidences secondaires font une timide apparition, au rythme de la déprise agricole: quelques "cortijos" abandonnés sont rachetés, réparés et transformés en maisons de campagne. Ainsi se prolonge la tradition des résidences de loisirs depuis longtemps liée ici à l'existence des propriétés de la bourgeoisie citadine que signalent les maisons de maîtres aux grilles monumentales. La fonction résidentielle, sous sa forme la plus élaborée -maisons secondaires, ensembles collectifs-, demeure toutefois embryonnaire encore: plus qu'une banlieue, le Bas Andarax est une campagne en voie d'urbanisation.

La fonction agricole est cependant devenue accessoire. A Benahadux, le nombre absolu des actifs de l'agriculture s'est réduit des 2/3 depuis 1950.

Les chefs d'exploitation, qui représentaient plus du tiers des effectifs agricoles en 1950, n'en constituent plus que le 1/4 aujourd'hui: c'est mesurer la décadence de la fonction agricole locale devenue notoirement marginale. En fait, les tenures paysannes qui subsistent se composent soit d'exploit-

tations-retraite , soit d'exploitations à temps partiel pour lesquelles les ressources agricoles sont très secondaires. Le pourcentage de chefs d'exploitation d'âge avancé atteint ici des records qui témoignent de l'importance du premier groupe: la paysannerie est plus vieillie encore que celle du Haut Andarax viticole.

Exploitants	de moins de 55 ans	de plus de 65 ans
Benahadux	37,2%	41,2%
Pechina	38,9%	34%
Rioja	38,3%	33%

Source: Censo agrario. 1972.

Mais, dans le cas général, les exploitations ne survivent qu'au prix d'un genre de vie mixte, grâce aux ressources acquises au dehors.

L'agrumiculture, sur de petites surfaces, s'adapte d'ailleurs parfaitement à ce système et laisse suffisamment de temps libre. L'abandon des soins les plus prenants, depuis quelques années, accroît encore la disponibilité des paysans. En réalité, l'association permanente de l'exploitation agricole et d'une activité extérieure régulière n'est pas très fréquente: une trentaine d'agriculteurs sur 175 sont dans ce cas, à Rioja. Il s'agit alors de personnes disposant d'un emploi fixe sur place (commerces notamment) ou, surtout, à Almería, dans la construction. Plus habituel est le recours à l'appoint des travaux saisonniers auxquels participent parfois, à des époques différentes, tous les membres de la famille: les déplacements vers la France subsistent encore, mais c'est surtout le Campo de Dalias qui attire aujourd'hui la majorité des saisonniers.

Toutefois, la plus grande partie de la population agricole est constituée -pour les 3/4 environ- de salariés. Ceux-ci, résidant dans les communes du Bas Andarax, exercent en fait leurs fonctions à l'extérieur. Migrants quotidiens ou hebdomadaires, ils sont essentiellement employés, de façon plus ou moins continue, par l'horticulture du Campo de Dalias.

Ainsi, alors que l'agriculture locale subit un effondrement complet ou se reconstitue seulement dans les exploitations de la bourgeoisie citadine, la vie du Bas Andarax dépend de plus en plus intégralement des activités littorales, partagée entre l'influence urbaine d'Almeria et l'attraction agricole du Campo de Dalias. L'importance relative de ces influences extérieures varie sensiblement, d'ailleurs, selon la proximité de la ville.

La partie inférieure de la vallée s'individualise très nettement comme une campagne en voie d'urbanisation accélérée. Là, sur les 3 communes de Viator, Huerca de Almería, Benahadux, l'influence d'Almeria prévaut sur celle du Campo de Dalias. Les activités agricoles, considérablement réduites, sont remplacées aujourd'hui par des fonctions urbaines nettement prépondérantes: selon les villages, le développement de l'emploi sur place (Benahadux) ou les déplacements pendulaires (Viator, Huerca) commandent plus ou moins étroitement la vie locale.

La croissance démographique est partout vive, d'autant plus que l'on se rapproche de la ville: +4,5% à Benahadux au cours de la décennie 1960-70, mais plus de + 17% à Huerca, + 40% à Viator. L'immigration excède nettement désormais le flux inverse qui se réduit rapidement. Elle procède d'un double courant que l'on a pu estimer dans le cas de Benahadux. Sur 317 nouveaux-venus, arrivés après 1965 surtout :

- 43% provenaient de l'amont, du Haut Andarax viticole ou des communes voisines de Gador, Rioja et Santa Fé, traduisant un mouvement de "descente" vers les emplois urbains d'Almería et de sa banlieue;

- un nombre légèrement inférieur constituait un flux de direction inverse à partir de la ville et de ses villages-satellites. Ce courant correspond au contraire à un retournement d'Almeria vers la campagne voisine qui s'explique aussi bien par le développement de l'emploi dans le Bas Andarax

que par la possibilité d'y trouver à se loger à meilleur compte.

Quelle que soit leur provenance, la plupart de ces immigrants se destinent à des professions non-agricoles. La vallée inférieure évolue ainsi progressivement vers une fonction de banlieue.

Le Bas Andarax, dans sa partie amont faiblement urbanisée, est par contre beaucoup plus sensible à l'influence du Campo de Dalias.

La prépondérance de la fonction agricole demeure écrasante à Rioja, Santa Fé, Gador en dépit de l'effondrement de l'économie fruitière. Plus proche d'Almeria, mais isolée faute de pont sur la rive gauche de l'Andarax, Pechina représente une sorte de cas intermédiaire entre les deux sections de la basse vallée. Les actifs agricoles constituent les 3/4 de la population laborieuse à Gador et Santa Fé, à peine moins à Rioja, 45% encore à Pechina. Les déplacements saisonniers vers Alhama pour les femmes, et surtout vers le Campo de Dalias pour les jeunes filles et les hommes sont généralisés et soutiennent toute la vie locale. Ainsi, à Rioja, une dizaine de personnes seulement travaillent régulièrement à Almeria tandis que la quasi-totalité des familles participent aux migrations périodiques vers la côte.

La baisse de la population traduit, à l'inverse des communes de l'aval, l'absence d'activités non-agricoles de relais. On émigre donc vers la Catalogne encore, mais surtout vers Almeria et le littoral de Dalias. Le déclin démographique demeure cependant modéré: les effectifs stagnent à Gador, baissent de 4,5% à Rioja, de 11% à Pechina entre 1960 et 1970.

Ce secteur encore proche de la côte, mais trop éloigné déjà d'Almeria pour en ressentir une influence décisive, définit au fond une sorte de transition entre les territoires étroitement polarisés par le littoral et l'arrière-pays plus lointain de l'intérieur. Il appartient encore incontestablement aux premiers mais annonce déjà le second.

3/ - L'hinterland profond.

L'arrière-pays lointain du Campo de Dalias recouvre essentiellement les montagnes et coteaux de l'Alpujarra orientale: la vallée supérieure de l'Andarax, la Haute Alpujarra à l'Est de Cadiar et Berchules, la Contraviesa. Ce vaste ensemble territorial, partout gravement affecté par la crise des systèmes agricoles traditionnels, subit fortement aujourd'hui l'attraction du Campo de Dalias. L'influence du pôle littoral s'exprime là sous des formes quelque peu différentes de celles que l'on a pu décrire dans le proche arrière-pays. Deux traits distinctifs doivent être soulignés qui définissent les rapports caractéristiques des nouveaux foyers agricoles et de l'intérieur:

- l'éloignement interdit les relations journalières avec la côte, spécifiques du proche arrière-pays, et impose des migrations de durée plus longue: déplacements saisonniers de plusieurs semaines, voire de plusieurs mois; départs définitifs surtout qui font de ces secteurs le réservoir humain privilégié où s'alimente le peuplement des terres neuves du littoral. Cet arrière-pays lointain est donc moins intimement associé à la vie quotidienne des régions côtières que ne le sont les campagnes voisines en rapports permanents avec les foyers agricoles du littoral. Au fond, dans ces montagnes où l'exode rural est aujourd'hui le phénomène majeur, le rôle décisif du Campo de Dalias est de capter les courants migratoires à destinations lointaines jusqu'ici, pour les détourner progressivement au profit de la région et de son développement.

- l'influence littorale ne se traduit donc point par une stabilisation démographique. A la différence des zones du proche arrière-pays, la population continue à décliner, en dépit de l'apport financier des migrations saisonnières qui permet le maintien de la plupart des exploitations encore en activité.

D'un pays à l'autre, cependant, les nuances sont sensibles.

La vallée supérieure de l'Andarax, malgré sa relative proximité du littoral, n'est qu'imparfaitement attirée par le Campo de Dalias (voir plus haut. pp. 527-28). Pourtant, l'influence de la côte s'affirme progressivement avec plus de force, mais de façon très incomplète encore et, par rapport à d'autres zones, avec un retard étonnant. A Canjajar, Padules, Paterna del Rio, les départs vers le Campo ne représentent guère que le 1/4 du courant migratoire entre 1965 et 1970, à peine plus de 1/3 dans les années suivantes.

La Haute Alpujarra orientale est, malgré son éloignement, beaucoup plus sensible à l'attraction du Campo de Dalias. Le pays tout entier, autour d'Ugijar et jusqu'à Cadiar et Berchules, offrait en fait des prédispositions à une telle influence. Dépourvu de relations faciles vers Grenade, il est naturellement orienté vers l'Est et Almeria: les mouvements de transhumance ont établi une longue tradition de contacts avec les régions côtières orientales, les relations routières, depuis l'ouverture des voies carrossables, se font surtout vers Berja, Adra et Almeria (services d'autobus actuels).

Aujourd'hui, les déplacements saisonniers vers le littoral almerien se sont intensifiés et représentent l'essentiel des migrations de courte durée. Ils ont opportunément relayé les mouvements traditionnels vers les plaines de Guadix, disparus depuis les années 60 avec la mécanisation de la moisson, concurrençant victorieusement l'expansion momentanée des migrations vers l'industrie du bâtiment de la principauté d'Andorre qui, ici, connaissent une faveur particulière, 3 ou 4 mois par an. Ces mouvements saisonniers vers le Campo affectent avant tout les jeunes gens à l'époque des récoltes hivernales: garçons parfois, mais jeunes filles surtout quittent la montagne par centaines de novembre à mai. A Berchules, par exemple, on estime que la quasi-totalité de la main-d'oeuvre féminine entre 15 et 25 ans est ainsi occupée sur la côte pendant la moitié de l'année. Au total, les salaires ramenés du Campo de Da-

lias représentent aujourd'hui un terme essentiel de l'économie de ces régions, l'appoint indispensable à l'équilibre des exploitations survivantes. Or, de plus en plus, -chaque fois que l'élevage, d'ailleurs rare dans ces montagnes sèches (à l'exception de Berchules), n'impose pas une présence permanente- , les déplacements saisonniers tendent à se généraliser à des familles entières: les hommes trouvent à s'embaucher pour la construction des serres ou les travaux agricoles les plus durs et s'associent, de plus en plus nombreux, aux migrations féminines de récolte.

Ces mouvements saisonniers familiaux préludent très souvent d'ailleurs à des départs définitifs. Ils jouent le rôle de migrations de reconnaissance où l'on s'initie aux problèmes de l'hôticulture, l'on s'informe des possibilités d'emploi, voire d'achat de terrain, des facilités d'hébergement. L'installation ultérieure se fait en général pour un temps limité par le biais du métayage: c'est là l'occasion de s'essayer directement à la conduite d'une exploitation maraîchère et de réaliser, sans gros investissements, les premiers bénéfices qui permettront l'installation définitive avec l'achat d'un lopin et la construction d'une maison. Ce processus classique désormais a ainsi assuré la promotion de beaucoup de familles montagnardes acculées à la misère. Aussi, aujourd'hui, les migrations vers le littoral concurrencent-elles avec bonheur les départs plus lointains, réduisent-elles progressivement l'influence catalane. Elles provoquent même le retour des émigrés temporaires à l'étranger qui, à leur tour, se dirigent vers les côtes almerienses.

En détournant à son profit les courants migratoires lointains, la nouvelle agriculture côtière joue donc, avec un succès de plus en plus affirmé, son rôle de foyer d'attraction régional. On peut considérer déjà que les montagnes d'Alpujarra orientale sont désormais pleinement intégrées dans son orbite.

Les coteaux de la Contraviesa entrent également dans cette mou-

vance du Campo de Dalias et leur avenir dépend de plus en plus complètement de la nouvelle agriculture littorale. Le maintien de la viticulture est assujéti aux ressources d'appoint fournies par les migrations saisonnières de récoltes tandis que, à l'inverse, l'exode rural qui vide les campagnes est capté dans une proportion croissante par la mise en valeur du Campo de Dalias. A terme, la survie de la Contraviesa dépend de l'équilibre entre ces deux forces contraires, centrifuges et centripètes, toutes deux commandées par le même foyer. Si, comme il est probable, la colonisation des espaces encore vierges du Campo se poursuit au même rythme quelques années encore, l'issue finale ne laisse guère de doutes: les plaines maraîchères auront concentré la plus grande partie des populations de la Contraviesa. C'est, en tous cas, ce que laissent entendre les résultats d'une analyse du courant migratoire définitif vers le Campo, la constatation de son intensité et surtout la croissance continue de son volume. Ainsi, en un quinquennat (1965-1970), les communes de Turon, Rubite, Albondon ont envoyé chacune de 50 à 100 émigrants définitifs vers le Campo tandis que Murtas participait au mouvement avec quelque 130 personnes et Albuñol avec près de 400 individus ! Plus significative encore est la tendance du littoral almeriense à détourner une part de plus en plus importante du flux qui jusqu'alors s'exilait hors de la région. L'évolution est assez claire dans le cas d'Albondon où le dépouillement de près de 650 fiches de "bajas minicipales" a permis de reconstruire les étapes de cette capture progressive. On y distingue finalement 3 épisodes :

Nbre d'émigrés (%) à destination de	Catalogne	Province de Grenade	littoral maraîcher d'Almeria à Castell de Ferro
1960-65	40%	33%	24%
1965-70	29,5%	24%	47%
1970-73	24%	8%	68%

Destination des émigrés définitifs à partir d'Albondon.

- jusqu'en 1965, l'influence du Campo de Dalías demeure peu sensible (à peine 1/4 des émigrés). L'essentiel de l'exode rural converge vers la Catalogne (40%) et, pour une part notable (33%) se disperse dans les villes (Grenade, Motril) et campagnes grenadines.

- la période 1965-70 représente le tournant où l'attraction des nouveaux foyers agricoles côtiers commence à s'imposer et absorbe déjà près de la moitié du courant migratoire. Mais cette fraction du flux à destination littorale se partage entre le Campo de Dalías et la côte voisine de la Contraviesa alors en pleine expansion légumière. L'industrie catalane continue, par ailleurs d'exercer une vive attirance (1/3 des émigrés).

- depuis 1970, alors que le rôle de la Catalogne se réduit à moins du quart du courant migratoire et que le littoral de la Contraviesa intégralement colonisé n'attire plus guère, l'influence du littoral almeriense s'exerce enfin de façon prépondérante. Le Campo de Dalías s'est imposé comme un pôle régional majeur.

Moins tapageur que l'essor balnéaire des côtes occidentales, l'expansion de la nouvelle agriculture maraîchère paraît cependant asseoir plus solidement le pouvoir régional du Campo de Dalías que ne l'a fait le tourisme pour la Costa del Sol malagueña. Son influence sur les populations montagnardes de l'arrière-pays "profond" est finalement plus absolue que ne l'est l'attraction de la Costa del Sol sur la Serrania de Ronda. Surtout, au-delà des similitudes apparentes suggérées par l'identité des phénomènes engendrés ici et là par le développement des économies littorales -migrations pendulaires, saisonnières, définitives- son intervention est incontestablement plus positive: elle constitue à la fois une source d'emploi durable -car liée au fonctionnement même des nouvelles activités et non aux seules nécessités d'une phase d'équipement- et un moyen de promotion sociale authentique pour

la masse de la population indigène. Enfin, à la différence du tourisme dont l'essor tend à freiner le développement agricole des campagnes voisines (Hoya de Malaga), les succès du Campo de Dalías servent au contraire de modèle à partir duquel le progrès se diffuse sur l'ensemble des secteurs physiquement aptes à le recevoir. A la croissance touristique, "insulaire" et souvent stérilisante pour l'arrière-pays, le Campo de Dalías oppose une solution certainement plus féconde pour la région qu'il domine.

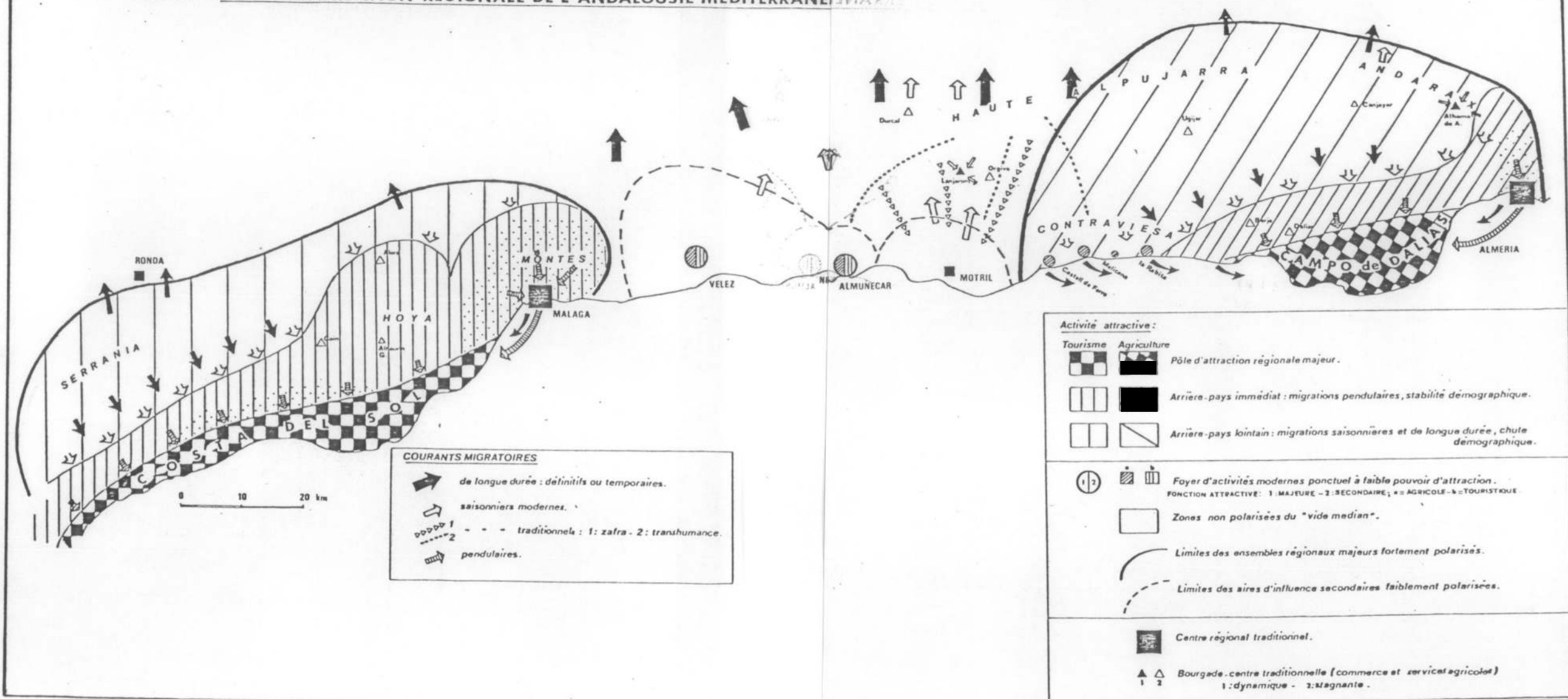
C O N C L U S I O N de la 3^{ème} PARTIE .

L'Andalousie méditerranéenne est écartelée.

La distribution à ses extrémités des seuls grands foyers d'activités modernes séparés par un large espace médian sans dynamisme sanctionne une déchirure profonde du tissu régional (Fig. 71). L'Andalousie méditerranéenne y perd son unité, faute d'une impulsion unique capable d'influer sur l'ensemble de son territoire et d'en orienter l'économie dans une direction commune. Malaga, qui autrefois a joué ce rôle, a perdu son ancienne primauté étendue, à certaines époques, jusqu'aux fonderies puis aux sucreries d'Adra, aux vignobles de la Contraviesa et aux treilles de l'Andarax. L'Andalousie méditerranéenne se structure en deux ensembles autonomes, indifférents l'un à l'autre. Surtout, l'existence, entre ces deux unités fonctionnelles, d'un assemblage invertébré de "pays" sans direction renforce l'isolement des deux fractions actives du territoire, cristallise son éclatement.

La persistance d'une telle situation consacrerait non seulement la dissociation de l'Andalousie méditerranéenne mais pourrait aussi modifier

FIG. 71. LA RÉORGANISATION RÉGIONALE DE L'ANDALOUSIE MÉDITERRANÉENNE



la structure régionale du Midi andalou tout entier. Le risque existe, en effet, que les ensembles territoriaux qui s'organisent à l'Ouest autour de la Costa del Sol, à l'Est autour du Campo de Dalías, trop modestes pour conserver isolément une vie indépendante, soient peu à peu attirés dans l'orbite de pôles extérieurs plus puissants, intégrés à des systèmes régionaux périphériques de dimension supérieure.

L'Ouest malagueño, imparfaitement soutenu par un essor touristique qui s'intègre mal à l'économie provinciale, est trop proche de la Basse Andalousie du Guadalquivir pour ne pas en ressentir peu à peu l'attraction. Les relations, déjà, se font avec l'Andalousie occidentale davantage qu'avec les pays de l'Est almeriense: la Costa del Sol a attiré beaucoup plus de travailleurs gaditans et cordouans que de grenadins ou d'almerienses; le port de Málaga vise à accroître son trafic par l'extension de son hinterland vers les plaines de Cordoue. Surtout, l'hypothèse d'une future croissance du grand tourisme se fonde sur la conquête du littoral occidental, vers Gibraltar et les côtes de Cadix, plus que sur l'occupation difficile des rivages escarpés de l'Est andalou. On pourrait voir se constituer ainsi une Andalousie occidentale -celle des grandes agglomérations, de l'urbanisation rapide et des violentes oppositions villes-campagnes- à laquelle les territoires malagueños seraient associés comme une aile orientale détachée du reste de l'Andalousie méditerranéenne.

A l'opposé, le foyer almeriense, privé de relations vers l'Ouest, pourrait s'intégrer alors dans une vaste région murcienne, "huerta" de l'Espagne et de l'Europe. L'empire du négoce levantin, l'organisation des courants d'exportation soumettent déjà les campagnes d'Almería à la tutelle de Murcie. Si le contrôle de cette dernière devait se maintenir ou s'affirmer encore, l'Andalousie méditerranéenne orientale n'apparaîtrait plus alors que comme l'apophyse méridionale d'un vaste Sud-Est agricole à direction murcienne.

A l'heure où l'actualité révèle avec tant de force le souci de l'i-

dentité régionale andalouse, semblables problèmes ne devraient pas laisser indifférents les hommes de l'Andalousie méditerranéenne.

N O T E S Chap. II - 3 ème PARTIE.

(1) - Cette division tripartite du littoral méditerranéen andalou peut être retrouvée dans l'ouvrage récent de :

HUETZ DE LEMPS A. L'Espagne. Col. Géographie des Etats. Masson,
Paris, 1976 (pp. 138-144).

(2) - OCAÑA OCAÑA Ma.C. La vega de Granada. CSIC. Granada, 1974 (560 p).
C.R. en français de MIGNON C. - Méditerranée, I, 1977, p.88.

(3) - MIGNON C. Paysage agraire et mécanisation dans la vega de Motril.
Actes du Congrès "Les paysages ruraux européens". 1973.
Perugia, 1975 (pp.337-388).

(4) - Sur l'évolution historique de la culture de la canne en Andalousie,
voir notamment :

- LA SAGRA, R. de -Informe sobre el cultivo de la caña y la fabrica-
cion del azucar en las costas de Andalucia. Madrid, 1845.

- BLUME H. El cultivo de la caña de azucar en Andalucia. Estudios geo-
graficos, 70, 1958.

- GARCIA MANRIQUE E. Los cultivos subtropicales en la costa granadina.
Universidad de Granada, 1972.

(5) - GARCIA MANRIQUE Los cultivos subtropicales..... Op. cité .

(6) - Le coupeur est, en réalité, rémunéré à la tâche, un homme abattant en
moyenne 1 à 2 tonnes de canne par jour.

(7) - L'augmentation généreuse des prix du sucre consentie depuis 1973 par
l'Etat en conséquence du déficit national en la matière a assaini provisoi-
rement la situation. Mais un tel réajustement ne peut être qu'accidentel et
offre seulement un répit passager.

(8) - Consejo Economico Sindical de la zona de la Costa. II Pleno, Granada
1970.

(9) - CARVAJAL GUTIERREZ C. La emigración al extranjero en la provincia de Granada. Cuadernos geograficos de la Universidad de Granada, 3, 1973.

(10)- La faible résistance de l'économie sucrière à Almuñecar peut être comprise, par rapport à la situation de Motril, à la lumière de 3 faits essentiels .

1/- La disparition de la canne résulte, en première analyse, du succès particulièrement vif des nouvelles spéculations comme le chirimoyo placées ici dans les conditions optimales de réussite (tradition, micro-climat, etc.). L'essor des vergers s'est effectué sur l'espace jusqu'alors réservé à la canne, occasionnant très vite la ruine de l'industrie sucrière privée d'approvisionnement.

2/- En fait, l'extension du chirimoyo n'a été possible qu'en raison du manque de puissance de la sucrerie qui n'a pu, au départ, s'opposer au développement des cultures concurrentes de la canne. En effet, à la différence de celle de Motril et Salobreña, l'industrie sucrière d'Almuñecar ne disposait plus du contrôle foncier de la vega et ne pouvait donc dominer la production agricole. Sevrée de matière première, desservie par ailleurs par sa médiocre envergure et son isolement, la sucrerie était amenée à cesser rapidement ses activités.

3/- La vitalité particulière de la paysannerie d'Almuñecar constitue peut-être l'explication ultime d'une telle évolution. Contrairement à celle de Motril, la grande propriété sucrière n'a pu s'installer ici qu'à la faveur des crises majeures de la petite culture (après le phylloxéra surtout) et n'a pu se maintenir face à la pression paysanne. Cette dernière, appuyée sur les succès de spéculations neuves développées à son initiative (agrumes dès la première moitié du siècle, puis vergers tropicaux), s'est appliquée lors des phases de difficultés sucrières (période 1920-30; "post-guerre") au démantèlement progressif de la grande propriété.

On trouvera quelques éléments à ce sujet dans les travaux de :

GARCIA MANRIQUE E. El minifundio en la Costa mediterranea andaluza.

Homenaje a J.M. Casas Torres, Zaragoza, 1972 (p.156).

Los cultivos subtropicales.... Op. cité.(p.101 et suiv.).

(11)- Selon les données du Consejo economico-social-sindical de Málaga. Sept.1975

(12)- Evolution des structures professionnelles à Marbella :

%	1960	1965	1970
Secteur primaire	39	20,5	6,5
Secteur secondaire	30	28,3	30,5
Secteur tertiaire	31	51	63

(13)- Les recensements de la population indiquent le lieu où chaque individu a été recensé lors du précédent "padron", soit sa commune de résidence 5 années auparavant. Ces données précieuses disparaissent malheureusement des derniers recensements ou ne sont plus fournies qu'irrégulièrement: le repérage des immigrants et de leur provenance devient impossible après 1970.

Nous avons donc dépouillé le seul recensement de 1970 pour Estepona, Marbella, Mijas, Fuengirola, Torremolinos et Churriana, touchant ainsi un échantillon important de quelque 12 000 immigrants.

(14)- P.C.D.S. Esquema de planificacion del desarrollo de la Costa del Sol occidental. (t.I, p.19). Málaga, 1974.

(15)- Si le développement d'une agriculture citadine demeure trop modeste pour relayer véritablement l'ancienne grande propriété nobiliaire, il est assez notable cependant pour qu'on en relève des exemples dans la plupart des communes. La majorité de ces exploitations entreprennent des productions jusqu'ici peu répandues dans la Hoya: élevages industriels de poulets, raisin de table, avocats, etc. Leur rôle éventuel de ferment ne peut être négligé.

(16)- Voir le rapport critique des économistes auteurs de : P.A.D.I.M.A. El desarrollo economico y social de Málaga - Málaga, 1973 (t.I, pp.108-109).

(17)- OLALLA MERCADE L. La caña de azucar en Málaga. Jabega, 6, 1974.

(18)- Cette analyse de l'évolution récente des comportements migratoires en Serrania de Ronda doit beaucoup à la contribution du sociologue F. HERAN avec qui nous avons mené une campagne commune sur le terrain en 1976.

(19)- MIGNON C. Un "nouveau Sud" en Espagne: colonisation et pionniers du Campo de Dalías. Espace géographique, 4, 1974 (pp.273-286).

(20)- L' "alhondiga", lieu de rencontre entre producteurs et négociants est le local où se pratiquent les enchères pour la vente des légumes (voir 2^{ème}

Partie, Chap.II, p.356).

(21) Mercoalmeria appartient au système des "marchés d'origine" officiels institués dans les principaux foyers de production agricole sous la dénomination générale de MERCASA. On vise ainsi un triple but :

- regroupement des apports et raccourcissement des circuits commerciaux,
- équipement moderne,
- défense des petits producteurs au niveau des transactions grâce à un personnel garanti contre la pression des négociants.

(22)- Renseignements recueillis auprès du "Sindicato frutos de Almeria".

CONCLUSION

GENERALE

On peut, au terme de cette étude, s'interroger sur la spécificité actuelle des campagnes que nous achevons de décrire. Leur personnalité traditionnelle était-elle suffisamment vivace pour perdurer au-delà d'un quart de siècle de profonds bouleversements ?

La ruine des agricultures de coteaux, la promotion des plaines littorales, l'essor du tourisme et de l'irrigation sont des thèmes courants autour de la Méditerranée. Les caractères si particuliers de certains phénomènes -cultures sur sable, production de fruits tropicaux, etc...- sont-ils eux-mêmes davantage que des curiosités locales, des détails techniques qui ne définissent nullement l'individualité profonde des systèmes concernés ? Faut-il conclure à l'originalité ou bien à la banalité du comportement de ces campagnes ?

Les termes spécifiques de la vie rurale traditionnelle en Andalousie méditerranéenne sont étroitement liés -rappelons-le- à deux phénomènes ma-

Jeux: le poids d'une nature écrasante, l'émiettement de la société agraire.

Le fait montagnard, d'abord, conditionne vigoureusement toute l'activité agricole et lui impose une marque très originale. La genèse et l'évolution des campagnes ont dû tenir compte de données physiques pressantes et leurs formes modernes en dépendent largement. Pays de pentes tyranniques et de sols pauvres, l'Andalousie méditerranéenne est avant tout le domaine de l'agriculture de versants, médiocre, difficile. Mais, gigantesque adret au climat privilégié en même temps que réservoir hydraulique, la montagne est aussi mère de fécondité. De là le caractère ambigu en apparence de la vie agricole, à la fois extraordinairement prospère par endroits et profondément empreinte de pauvreté ailleurs. Les campagnes de l'Andalousie méditerranéenne forment un puzzle aux pièces vivement contrastées: hautes terres, coteaux, plaines littorales supportent des systèmes variés que la rigueur des seuils physiques sépare radicalement. La complexité de cette mosaïque, la violence des oppositions individualisent puissamment déjà l'Andalousie méditerranéenne au sein du Midi ibérique. Radicalement différente de l'Andalousie du Guadalquivir riche et uniforme sous ses grandes plaines à blé et ses molles collines d'olivettes, elle est distincte aussi des pays du Sud-Est aride où la sécheresse contraint souvent l'agriculture à délaisser les pentes. En définitive, la prédominance de l'arboriculture de versants constitue sans doute la marque personnelle la plus évidente de l'Andalousie méditerranéenne, avant même l'exotisme curieux des formules de vegas littorales. Mais, toujours, la montagne est aux sources de la spécificité régionale.

La paysannerie, l'émiettement extraordinaire des structures sociales constituent un trait non moins fondamental de ces campagnes. Au coeur d'un Midi que l'on a trop schématiquement défini par le latifundisme, l'Andalousie méditerranéenne est un bastion de microfundisme. Cette "exception" remarquable à l'échelle d'une région entière doit donc être considérée comme un

type particulier d'organisation agraire andalouse, comme l'une des facettes majeures -trop souvent oubliée- de la vie rurale du Midi ibérique que ne résume pas le stéréotype du grand domaine des "campiñas".

Pourtant, la petite paysannerie, les pentes excessives se trouvent associées en bien d'autres régions du pourtour méditerranéen, depuis la Kabylie aux montagnes grecques et à la Corse, depuis le Rif à l' "espalier ligure" et aux Alpes maritimes françaises. Mais ces caractères si fréquents sont ici exacerbés et accusent les traits les plus personnels d'une agriculture paysanne de versants. C'est de cette exagération des données physiques et sociales ajoutées que naît l'originalité brutale du monde agraire méditerranéo-andalou, faite d'excès, d'une juxtaposition de réalités diverses mais toujours outrées : richesse et pauvreté, formules vivrières les plus fermées et monocultures spéculatives les plus absolues.

Sans doute la petite paysannerie de versants ne résume-t-elle point toute la réalité régionale mais elle la domine de manière écrasante. Ici ou là, la plaine côtière, la grande propriété qui parfois s'y associe font plutôt figure d'exceptions et finalement multiplient, accusent les contrastes.

L'effondrement des systèmes de versant , l'essor des activités littorales résument l'évolution du dernier quart de siècle. Le renforcement de l'opposition entre coteaux ou montagnes déchus et plaines côtières en expansion constitue un phénomène ordinaire dans le monde méditerranéen moderne. Notre région n'échappe point aux destinées communes et y perd certainement bonne part de son originalité. Pourtant sa personnalité s'affirme encore parfois tant est forte l'influence montagnarde et opiniâtre la présence paysanne.

Le destin des économies de montagne et de coteaux est partout iden-

tique, inscrit comme une fatalité dans la nature profonde des systèmes de versants. Obstacles physiques -la pente et la médiocrité des sols, la sécheresse ou le froid- et handicaps sociaux -la pauvreté paysanne- opposent une résistance insurmontable à leur modernisation: l'impossibilité de s'émanciper des techniques manuelles, celle d'atteindre une intensité suffisante, maintiennent l'agriculture paysanne à un niveau si faiblement productif qu'elle est incapable de supporter la confrontation redoutable avec les économies de régions moins défavorisées. Aussi s'effondre-t-elle, sans que l'on puisse discerner d'issue possible, de solution autre que sa disparition complète. Figés dans les cadres rigides de la tradition pour les coteaux viticoles, défigurés par l'altération de ses formes les plus spécifiques en haute montagne (effacement du "monte", de l'usage de l'estive agricole, abandon des vegas), systèmes viticoles et formules montagnardes subissent la même loi de l'abandon.

La crise inéluctable des économies de versants qui ruine la plus grande partie de l'Andalousie méditerranéenne atteint du même coup les traits les plus caractéristiques de la vie agraire régionale. Destin banal ! Semblable évolution n'est point propre à l'Andalousie méditerranéenne mais partagée au contraire par la plupart des systèmes de petite culture de versants autour de la Méditerranée: la crise frappe sans discernement les montagnes d'Afrique du Nord comme celles de l'Europe méridionale, et, en Espagne même, celles des Baléares comme celles du Levant. Partout, le thème de l'émigration domine désormais la vie rurale des régions de versants uniformisées par des comportements identiques.

Le déclin des pays de versants de l'Andalousie méditerranéenne est souvent plus tardif qu'en d'autres régions. Il faut attendre les années 50, 60 parfois, pour constater les signes évidents de la rupture. Ailleurs, l'abandon s'est amorcé beaucoup plus précocement: dès le XIX^{ème} siècle pour les

Cévennes, la Corse, la Haute Provence, la grande olivette de la Sierra de Tramuntana aux Baléares, à partir de 1920 pour les montagnes ombriennes ou ligures, à peine plus tard pour certaines régions de Grèce (certaines îles, le Peloponnèse, etc.) (1). Ce retard dans le processus d'abandon est en fait moins andalou que -plus généralement- espagnol et lié aux conditions anormales de l'économie autarcique d'après-guerre: les sierras murciennes, les montagnes aragonaises, entre autres, connaissent le même phénomène.

De plus, l'intensité de la crise est magistrale. C'est la brutalité de la chute démographique qui, peut-être, définit le mieux la personnalité actuelle des pays de versants de l'Andalousie méditerranéenne. La rapidité de la décadence est effrayante: en 2 décennies, des pays entiers se sont vidés de leur population, ont abandonné l'essentiel de leurs activités. La Haute Alpujarra -surtout à l'Est-, la Serrania de Ronda révèlent des records de dépopulation. Dans son ensemble, l'Andalousie méditerranéenne des versants représente certainement l'un des pôles principaux de l'émigration espagnole, le foyer de répulsion où elle s'impose le plus violemment. Exode définitif, migrations temporaires, départs saisonniers s'ajoutent pour faire du genre de vie migratoire la réalité fondamentale de ces régions. L'intensité des migrations saisonnières lointaines prête à la Serrania de Ronda, dont l'économie est sur place devenue résiduelle, un visage caractéristique des montagnes nord-africaines, un style comparable à celui du Rif ou de la Kabylie. Ailleurs, en Haute Alpujarra, dans les coteaux, l'émigration définitive revêt un aspect plus courant, habituel des montagnes européennes qui se vident au rythme de l'exode rural vers les villes.

L'Andalousie méditerranéenne y perd sa personnalité, qu'elle ne manifeste plus -pour un temps- que par l'acuité extrême de la crise.

Le développement des littoraux repose, en l'absence de vocation industrielle, sur la promotion exclusive de 2 types d'activités: le tourisme, l'agriculture moderne.

La voie du grand tourisme international empruntée avec éclat par la Costa del Sol malagueña n'exprime nullement un choix déterminé par les aptitudes ou les besoins particuliers de l'Andalousie méditerranéenne. Comme sur la plupart des littoraux méditerranéens récemment promus au rang de grands foyers balnéaires, elle n'est que l'expression d'un phénomène largement extérieur à la région, comme plaqué sur le pays.

On pourrait imaginer que les privilèges naturels spécifiques à ces rivages aient joué un rôle fondamental. D'évidence, il n'en est rien ou, du moins, là n'est pas l'essentiel. La promotion touristique de la Costa del Sol -le choix de ce nom publicitaire est significatif- résulte d'abord du souci le plus banal d' "exploiter le soleil", ce bienfait recherché aujourd'hui en priorité par la masse des estivants. Sur ce point-clef, l'Andalousie méditerranéenne ne se distingue guère de l'ensemble des littoraux méditerranéens. Son succès est de même nature que celui des Baléares, de la Costa Brava, des foyers balnéaires adriatiques, tunisiens ou marocains. Ses avantages les plus spécifiques -la douceur des hivers- n'interviennent que très accessoirement dans sa réussite.

L'essor touristique n'est pas davantage le produit des hommes de la région, mais celui d'intérêts extérieurs plus puissants. Pourtant, les caractéristiques du milieu humain autochtone n'ont point été indifférentes. La pauvreté d'une économie agricole exclusive, la faiblesse d'une société rurale menue, surchargée d'hommes, ont constitué autant de facteurs favorables à la croissance accélérée du tourisme. L'abondance de main-d'oeuvre, indispensable à la mise en oeuvre des grands travaux d'équipement, l'ilotisme d'une micro-paysannerie sans défense, éblouie par l'appât de gains faciles qui lui paraissaient fabuleux, ont servi grandement l'ambition des promoteurs du tourisme: le faible coût du sol et du travail leur garantissait des profits accrus. Le "sous-développement" local, le microfundisme ont pu être, de

ce point de vue, des éléments importants de l'essor spectaculaire des fonctions touristiques. Cependant, la spécificité du milieu socio-économique régional n'a pu être qu'un facteur favorable mais non déterminant de ce type de croissance. Le pays et ses hommes ne servent que de cadre commode, de composantes utiles mais marginales d'un phénomène "délocalisé", sans spécificité régionale. Un tel phénomène peut d'ailleurs paraître normal aujourd'hui: il est commun en tous cas à la plupart des régions nouvellement conquises au grand tourisme international.

Dès lors, on comprend que les résultats de l'expansion balnéaire répondent mal aux besoins de la région. Produit par des forces extérieures, le tourisme ne s'enracine pas dans le pays et ne lui apporte que des profits vite décevants. En fait, ses conséquences les plus évidentes procèdent d'un mécanisme rigoureusement logique, défavorable à terme aux intérêts régionaux:

- asphyxie des fonctions préexistantes par une croissance touristique qui confine à la monoactivité, détourne à son seul profit le bénéfice de toutes les forces de progrès, inhibe le développement agricole et industriel et conduit finalement à un déséquilibre économique redoutable.

- marginalisation des hommes du pays réduits dans leur immense majorité à des tâches subalternes ou éphémères (le bâtiment).

La croissance balnéaire est, au fond, largement indépendante du milieu régional dont elle se nourrit, pour un temps, sans le féconder vraiment.

Conséquences habituelles, en fait! Ce sont celles qui, toujours, procèdent de l'irruption de puissantes activités modernes, importées sans précautions dans un milieu trop faible pour les assimiler, les maîtriser. Traumatisme souffert par toute économie sous-développée trop brutalement confrontée à des fonctions trop sophistiquées... L'Andalousie méditerranéenne n'apporte, en l'occurrence, qu'une illustration supplémentaire des risques engendrés par un processus à caractère "colonial". Le tourisme, en effet, ne pouvait être fécond pour les populations locales qu'à la condition de s'insérer

dans un milieu socio-économique suffisamment évolué pour savoir en tirer avantage, assez solide pour résister à ses exigences les plus excessives. Le problème se résume bien, de fait, à un rapport de forces qui, ici, était particulièrement défavorable au monde régional: agressivité maximale d'une croissance touristique trop brutale et massive pour être intégrée au milieu local, insigne faiblesse au contraire d'une société paysanne trop pauvre pour l'assumer.

Impuissante, l'Andalousie méditerranéenne a subi le grand tourisme sans pouvoir en retirer les moyens d'un développement durable. Semblable mésaventure ne lui est pas particulière cependant. La plupart des régions récemment conquises au grand tourisme de masse ont subi, à des degrés divers, des préjudices comparables: les côtes espagnoles notamment -les Canaries surtout- mais aussi celles de nombre de pays aux structures socio-économiques attardées (2).

La singularité de la Costa del Sol tient uniquement à la particulière médiocrité du bilan touristique pour la région, à l'extrême modestie de ses effets positifs (travail saisonnier, allègement opportun des structures de l'emploi à une époque cruciale) en regard de l'importance de ses conséquences négatives (blocage du développement industriel, frein à la modernisation agricole, reflux dramatique de l'emploi para-touristique, etc...). C'est là, sans doute, le résultat d'un déséquilibre particulièrement accusé au départ entre agents extérieurs et résistance locale. De là l'infériorité de l'Andalousie méditerranéenne en comparaison d'autres foyers touristiques où, chaque fois que ce déséquilibre initial s'est avéré moins grave, les profits régionaux de la croissance balnéaire ont été bien plus considérables.

Ainsi la Costa del Sol ne peut, de ce point de vue, être assimilée aux plus anciens foyers touristiques méditerranéens, à la Riviera italienne, à la Côte d'Azur, en dépit d'un appareil balnéaire aujourd'hui comparable par son volume. Sans doute la fonction balnéaire est-elle aussi exclusive

autour de Nice ou de San Remo qu'autour de Malaga mais sa croissance a été beaucoup plus progressive, étalée dans le temps: elle a été du même coup incomparablement moins agressive, s'intégrant peu à peu au milieu jusqu'à animer réellement la vie régionale. Le traumatisme touristique a pourtant affecté durement aussi l'équilibre des Alpes maritimes françaises (3), l'urbanisation "insulaire" de la Côte d'Azur a pu précipiter le déclin de l'arrière-pays et avoir des conséquences stérilisantes (4). Il ne semble pas, malgré tout, que l'essor balnéaire y ait eu une agressivité aussi grande, aussi brutale que sur la Costa del Sol. La Côte d'Azur et sa population, les Alpes maritimes dans leur ensemble même, vivent aujourd'hui du tourisme. Ce n'est pas le cas aux portes de la Costa del Sol où la population andalouse perturbée dans ses activités personnelles n'a point réellement bénéficié en contrepartie d'un emploi touristique de substitution capable d'assurer son avenir.

Enfin, la Costa del Sol se distingue également de bien d'autres foyers balnéaires espagnols appartenant comme elle cependant à la même génération, très récente, du grand tourisme de masse international. On songe surtout aux rivages catalans, à la Costa Brava (5), aux Baléares (6). Là, au contraire, la vitalité de l'économie préexistante au tourisme, la solidité plus grande des sociétés rurales ont limité considérablement les effets les plus négatifs de l'essor balnéaire: les populations locales ont pu en retirer, souvent, de durables et substantiels bénéfices. Les profits du tourisme ont pu même relancer l'économie agricole, faciliter sa modernisation: le paysan du centre de Majorque, celui d'Ibiza aussi - l'île pourtant la plus soumise à l'invasion immobilière extérieure -, tous deux saisonniers "à la côte", ont pu ainsi financer l'irrigation de nouvelles terres en dépit de l'aide insuffisante des organismes de crédit agricole. Le tourisme, alors, a été le ferment d'un progrès effectif.

Au terme de quinze années de croissance spectaculaire, le tourisme de la Costa del Sol n'a point engendré le développement en profondeur escompté pour l'Andalousie méditerranéenne. Il reste pour l'avenir des populations locales à surmonter le traumatisme de l'irruption balnéaire et à espérer le rééquilibrage des structures d'une économie trop dépendante: La promotion de nouvelles activités de relais-agricoles, industrielles- au service des hommes du pays apparaît aujourd'hui comme une nécessité impérative.

La voie de l'agriculture moderne, celle qui s'illustre surtout au long des côtes orientales, offre par contre plus d'originalité et davantage de sécurité. Le succès en est moins tapageur que celui du grand tourisme, la façade moins brillante, mais les effets incomparablement plus positifs.

L'agriculture moderne -vergers "tropicaux", cultures sur sable-, au contraire des activités balnéaires, représente à la fois une voie originale de l'Andalousie méditerranéenne et une base remarquable pour son développement.

L'originalité des nouveaux systèmes agricoles s'exprime avec force par tous leurs caractères. Les techniques -celle surtout de l' "enarenado"-, les productions, uniques en Méditerranée -celles de la chirimoya ou des légumes dont les dates de cueillette obéissent totalement à la volonté de l'homme-, les cadres sociaux extrêmement morcelés de la très petite culture, les résultats économiques exceptionnels à ce niveau constituent ensemble un système sans équivalent à cette échelle dans les régions méditerranéennes. On songe parfois à une sorte de compromis curieux entre le perfectionnement technique, le caractère méticuleux d'une horticulture de pointe "à la hollandaise" et l'aspect besogneux traditionnel, le jardinage manuel de certaines paysanneries asiatiques, ...mais un compromis qui représente une formule spécifique de la Méditerranée andalouse.

La spécificité régionale des nouvelles agricultures se marque d'autant plus nettement, en effet, qu'elle est issue de la combinaison inimitable des caractères les plus personnels du milieu méditerranéo-andalou. Elle résulte d'abord et fondamentalement des privilèges thermiques exceptionnels que procure l'abri montagnard: il est significatif à ce propos que les vergers "tropicaux" ou les cultures sur sable disparaissent dès que s'efface la montagne et que cesse l'Andalousie méditerranéenne. Mais, elle dérive tout autant de la culture profondément paysanne qui caractérise ces pays. Les nouvelles formules découlent, pour l'essentiel, de procédés locaux fort anciens et, au fond, d'un perfectionnement ingénieux de techniques ou de productions traditionnelles: ainsi pour le chirimoyo comme pour l'"enarenado". Surtout de tels systèmes ne sont guère concevables que dans le cadre exclusif de la micropaysannerie et de pratiques purement manuelles dans le droit fil de la tradition.

Aussi, et parce que, précisément, elle naît de l'âme régionale et s'intègre parfaitement à ses traditions, la nouvelle agriculture représente une base extrêmement solide pour le développement économique et social de l'Andalousie méditerranéenne. Mise au point par les hommes du pays, conduite par eux et à leur profit, elle constitue une source réelle d'enrichissement pour la région, une chance inespérée de promotion pour les plus démunis, un exutoire formidable pour les populations rejetées de la montagne.

Une telle réussite est certainement exemplaire. Peut-être même est-elle susceptible d'ouvrir des horizons nouveaux à d'autres milieux agricoles attardés dotés de quelques privilèges thermiques et d'une paysannerie abondante, de servir de modèle de développement applicable en d'autres lieux. Facteurs fondamentaux de succès, les avantages thermiques et la présence d'une nombreuse main-d'oeuvre habituée au travail manuel ne sont point suffisants néanmoins à assurer la réussite. Pour s'exprimer avec bonheur ces conditions indispensables doivent encore s'appuyer sur quelques

préalables au rôle fort important: préalables matériels -dotations hydrauliques et équipements-, préalables mentaux enfin -une volonté novatrice, pionnière- dont l'influence est décisive.

I - Une politique hydraulique -dont on a voulu faire le levier fondamental voire exclusif du progrès agricole- n'est point suffisante à elle seule pour assurer l'essor de telles économies à succès. Elle est indispensable mais non déterminante. L'exemple de la Hoya de Malaga en fournit une démonstration éclatante. En dépit de son envergure remarquable, l'entreprise d'irrigation du Plan Guadalhorce n'a nullement suscité une réussite agricole à la mesure des possibilités locales. Le moindre succès des périmètres malaguëños ne fait que souligner, une fois de plus, l'insuffisance de la seule politique hydraulique comme moyen de développement. L'eau n'est point un remède absolu aux problèmes de l'agriculture méditerranéenne, ni même un moyen forcément efficace de sa promotion. La conclusion n'est point nouvelle. Depuis quelques années, d'autres que nous ont insisté sur cet aspect, notamment à propos des destinées de l'irrigation languedocienne, de la politique hydraulique espagnole ou du Levant murcien (7). L'eau n'est réellement efficace que si elle est bien utilisée et sert à promouvoir des systèmes suffisamment rémunérateurs pour solliciter l'appétit de progrès.

2 - Les formes de la colonisation agraire revêtent, dès lors, une importance capitale et gagent en définitive le succès de l'entreprise. Or, l'ampleur des infrastructures nécessaires comme les conditions -toujours délicates- du changement de systèmes agricoles -du secano au regadio, du traditionnel au moderne- supposent dans la plupart des cas l'intervention tutélaire d'organismes publics seuls capables d'assurer l'encadrement de telles opérations. Les modalités de l'action officielle -celle de l'IRYDA en l'occurrence pour nos régions- jouent donc un rôle prépondérant quant à l'issue de l'entreprise. Son succès dépend fondamentalement de l'attitude de participation active de la paysannerie concernée. Dès lors, les moyens

propres à stimuler le dynamisme des hommes ne peuvent être négligés.

L'espoir d'une véritable réussite économique est d'abord le facteur essentiel de l'enthousiasme individuel, le moteur agissant. Or, on reproche souvent à la colonisation espagnole d'avoir fondé trop d'exploitations à médiocre rentabilité, d'avoir créé une classe de colons souvent déçus et peu progressistes. L'analyse du Plan Guadalhorce aboutit, en ce sens, à des conclusions comparables à celles qu'ont fréquemment suggéré les études antérieures sur le Plan Badajoz ou les zones de colonisation de basse Andalousie, celles du Viar ou du Guadalquivir (8) :

- l'insuffisance des attributions foncières est généralement incriminée pour expliquer le médiocre bilan de la colonisation officielle. A Malaga, Cadix ou Badajoz, les nouvelles exploitations sont beaucoup trop petites pour fournir des bénéfices intéressants tandis que, très souvent, subsistent de vastes domaines préservés de toute redistribution. La colonisation officielle a voulu faire -à tort sans doute- "l'économie d'une réforme agraire" (Bethemont). Là n'est pas cependant le problème-clé pour ce qui concerne l'Andalousie méditerranéenne: la rareté de la grande propriété y réduirait considérablement la portée d'une nouvelle redistribution foncière.

- la "sur-intensification" peut par contre résoudre le problème des petites tenures de colons grâce aux avantages climatiques exceptionnels de la zone. Or, à Malaga, contrairement à Almeria, l'erreur principale de l'INC est certainement de n'avoir su favoriser l'éclosion de telles formules et même d'en avoir occulté les perspectives en préconisant des productions (agrumes) inadéquates dans le cadre de la micro-exploitation. Sans doute touche-t-on ici à un terme capital du problème: la conception d'un encadrement efficace.

Pour les organismes de tutelle, le souci de préserver la spontanéité créatrice des agriculteurs constitue certainement l'un des éléments centraux qui conditionnent la réussite. Cette dernière ne va pas sans une certaine

souplesse du système qui laisse aux intéressés la liberté d'entreprendre et d'en assumer les risques. Au fond, le succès de la colonisation qui est avant tout création d'espaces neufs, d'une société et d'une économie nouvelles ne va pas sans une certaine mentalité pionnière. L'exemple du Campo de Dalias est là pour le prouver comme, a contrario, celui du trop "classique" Plan Guadalhorce. Le cas du Campo de Dalias pourrait par contre servir de référence pour une colonisation efficace. Il se définit essentiellement comme l'association des principes d'intervention directe de l'Etat et de la liberté largement offerte aux actions spontanées. La formule puise son efficacité dans l'appui mutuel que se prêtent ces deux éléments apparemment antinomiques.

L'intervention de l'Etat a été incontestablement déterminante. Sans elle, toute tentative eut été vaine ou promise à des résultats limités, car seuls les pouvoirs publics disposent de ressources suffisantes pour créer l'infrastructure nécessaire à une colonisation de quelque ampleur. L'entreprise privée individuelle a, par contre, constitué le moteur décisif de la conquête agricole proprement dite. Libre de contraintes sur la plus grande partie du Campo, exempté de tout contrôle foncier de l'INC, la poussée pionnière résulte surtout d'une prolifération spontanée de petites entreprises individuelles. Le lotissement des terres, le peuplement, la mise en culture ont été assurés avant tout par des initiatives privées.

Il est clair que le ressort déterminant de l'action pionnière, dans le cadre d'une économie de marché, est l'attrait de gros profits individuels qui seul suscite l'enthousiasme indispensable à une telle entreprise. Dans ce contexte, le rôle de la spéculation est assurément décisif : l'efficacité de la colonisation repose sur la réussite d'une culture typiquement spéculative dont les bénéfices importants permettent l'amortissement rapide des lourdes dettes contractées par les exploitants ; de même, le jeu de la plus-value foncière favorise la redistribution spontanée des terres.

Admettre l'efficacité de telles motivations implique que toute latitude soit laissée aux hommes: la liberté en matière de cultures comme en matière de transactions foncières.

Le dirigisme étroit, au contraire, se prive du levier essentiel de l'enthousiasme pionnier. Il oppose la sagesse réaliste du planificateur à l'aventure individuelle. En limitant les responsabilités privées, il se charge de la totalité des risques de l'opération et, par là, se condamne à une prudence paralysante qui n'utilise qu'imparfaitement les énergies disponibles. Sûres, raisonnables, les cultures préconisées le plus souvent permettent aux colons d'atteindre un niveau de vie décent, incontestablement supérieur à l'état de sous-développement où ils se trouvaient auparavant; par contre, elles n'autorisent guère que des bénéfices modestes et confinent les intéressés dans un avenir médiocre, exempt de misère mais dépourvu de l'attrait d'une pleine réussite. L'élan pionnier est absent, faute de motivations suffisantes, et la portée régionale de la colonisation reste souvent limitée.

L'expérience a suffisamment montré l'importance de tels défauts pour qu'un interventionnisme plus souple prévale partout aujourd'hui. Sans doute est-il trop tard cependant pour relancer utilement le Plan Guadalhorce qui -il est vrai- n'a guère bénéficié d'une conjoncture favorable: la colonisation à Malaga a vu ses déficiences malencontreusement amplifiées par la réussite simultanée d'une activité balnéaire trop attractive. Le plein succès de la colonisation du type Campo de Dalías suppose assurément une débauche d'énergie, une somme gigantesque d'efforts individuels difficilement compatibles avec l'existence d'autres activités dynamiques où la réussite peut sembler plus facile. Le succès des nouvelles agricultures n'est-il point ainsi conditionné par l'absence d'autres issues qui oblige les hommes à se surpasser, hypothéqué à l'inverse par la concurrence d'autres

fonctions plus brillantes comme le tourisme?

Grand tourisme ou nouvelle agriculture? L'un et l'autre exercent actuellement une attraction équivalente en Andalousie méditerranéenne. Leur rayonnement intervient sur des espaces de mêmes dimensions (fig.7I) habités vers 1950 par des populations rurales de même grandeur: quelque 120.000 à 150.000 personnes dans un cas comme dans l'autre... Si la Costa del Sol malagueña a depuis lors attiré 100.000 individus environ, les nouvelles agricultures côtières ont fixé 60 à 70.000 nouveaux habitants, l'avantage des zones touristiques à ce niveau résultant seulement d'une immigration non-andalouse plus importante. En définitive, le poids régional relatif de l'une et l'autre voie est quantitativement très comparable.

Or, ces forces équivalentes paraissent s'exclure spontanément. En effet, l'une des constatations les plus curieuses que l'on retire en observant la distribution des nouvelles activités côtières est la séparation géographique rigoureuse de leurs aires de développement, tourisme à l'Ouest, agriculture à l'Est. Hasard, caprice de la géographie? Conditions spécifiquement favorables au tourisme d'un côté, aux nouvelles agricultures de l'autre (accès plus facile, paysages plus aimables dans le premier cas; grands espaces neufs à conquérir, douceur maximale des hivers dans le second)? La rupture est trop violente, l'exclusion trop systématique pour admettre des explications aussi rapides.

L'incompatibilité des deux types de croissance résulte plutôt de l'antagonisme de leurs besoins respectifs. L'essor du grand tourisme et celui des nouvelles agricultures font appel aux mêmes moyens, aux mêmes énergies: leur développement simultané en des endroits communs est donc difficile sans concurrence dangereuse qui affecterait le plein épanouissement de chacun des protagonistes. La concurrence sur l'espace, sur l'eau n'est

point, sans doute, la plus contraignante. Par contre, celle qui s'exerce sur les hommes est certainement décisive. Pour s'installer et croître, le grand tourisme nécessite la participation massive de la main-d'oeuvre locale ou régionale qui, alors, n'est plus disponible pour des tâches aussi lourdes que celles de la conquête agricole. Le problème est plus fondamentalement encore celui d'un changement de mentalité: le tourisme, en proposant très vite des gains relativement faciles, en offrant l'apparente promotion d'un genre de vie urbain, exerce une attraction plus vive sur les populations, et sur les jeunes surtout, et suscite finalement le refus de la voie agricole. Cette dernière paraît beaucoup plus ingrate en effet: elle ne va sans peines, sans opiniâtreté, sans risques. La nouvelle agriculture suppose, au fond, cet esprit pionnier que, au contraire, le tourisme tend à paralyser. D'un côté, l'aventure agricole, de l'autre, l'attitude passive d'employés asservis à une fonction touristique qui les dépasse.

Sans doute, en d'autres lieux, dans un contexte différent, l'incompatibilité n'est point forcément fatale, ni le choix aussi nécessairement absolu. Un tourisme plus modeste et mieux enraciné dans le pays, une agriculture moderne moins exigeante en énergie pourraient cohabiter sur des espaces moins mesurés. Mais, en Andalousie méditerranéenne, chacune des deux voies de croissance est, en quelque sorte, trop "totalitaire" pour admettre un partage de l'espace et des forces humaines que, en un point donné, elle absorbe intégralement. D'où la spécialisation étroite des sections du littoral, seul site acceptable et sans ampleur pour les activités modernes régionales.

Grand tourisme ou nouvelle agriculture? Le paysan devrait, à notre sens, demeurer l'agent essentiel du développement de l'Andalousie méditerranéenne et le garant de sa personnalité maintenue.

(I) - Voir notamment:

FEL A. Les hautes terres du Massif Central. Clermont, 1962.

LAMORISSE R. La population de la Cevenne Languedocienne. Montpellier, 1975.

RONDEAU P. La Corse. CAC. Paris, 1963.

BLANCHARD R. Les Alpes occidentales. Tome 7: essai d'une synthèse.
Tours, 1956.

BISSON J. La terre et l'homme aux iles Baléares. Edisud, Aix-en-Provence,
1977.

DESPLANQUES H. Les campagnes ombriennes. Colin. Paris, 1969.

KOLODNY E. La population des iles de la Grèce. Edisud, Aix-en-Provence;
1974.

PECHOUX P.Y. et SIVIGNON M. Les Balkans. Col. Magellan. PUF, 1971.

(2) - CAZES G., DUMAS D., PERE M., MIOSSEC J.M. Tourisme et sous-développement.
Bulletin Société Languedocienne de Géographie, 3-4, 1973.

MIOSSEC J.M. L'espace touristique et son insertion régionale en pays sous-développé: l'exemple de la Tunisie. Travaux de l'Institut de Géographie de Reims, 13-14, 1973.

ODOUARD A. Le tourisme et les iles Canaries. Cahiers d'Outre-mer, 1973.

PEPPELENBOSCH P. et TEMPLEMAN G. Le tourisme international et les pays en voie de développement. Cahiers d'Outre-mer, 1974.

(3) - KAYSER B. Campagnes et villes de la Côte d'Azur. Monaco, 1958.(4) - JUILLARD E. L'urbanisation des campagnes en Europe occidentale.
Etudes rurales, 1, 1961.(5) - BARBAZA Y. Le paysage humain de la Costa Brava. Colin, Paris, 1966.(6) - BISSON J. La terre et l'homme aux iles Baléares. op. cité.(7) - BETHEMONT J. - Le thème de l'eau dans la vallée du Rhône. St. Etienne, 1972.
- L'irrigation en Espagne: essai d'évaluation et d'interprétation. Revue géographique des Pyrénées et du Sud-Ouest, 4,
1977.

HERIN R. Le bassin du Segura: recherches de géographie rurale. Caen, 1975.
(thèse dactylographiée).

(8) - BETHEMONT J. L'irrigation en Espagne... op. cité.

NAYLON J. Irrigation and internal colonization in Spain.
The geographical journal, vol. 133, 2, 1967.

ZOIDO NARANJO F. Colonización agraria en Andalucía (province de Cadix).
Universidad de Sevilla. Publ. Instituto de Desarrollo Regional, 9, 1977.

SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE.

La liste des sources et ouvrages suivants n'a pas l'ambition d'être exhaustive. Les documents de première main que nous avons pu consulter pour rédiger ce travail ne sont nullement spécifiques de l'Andalousie et ont été décrits à plusieurs reprises déjà par les auteurs de thèses récentes sur les campagnes espagnoles. Nous nous contenterons donc d'y faire référence sans entrer dans le détail de leur contenu. Nous renvoyons pour cela aux travaux déjà publiés de :

HUETZ DE LEMPS A. Vignobles et vins du Nord-Ouest de l'Espagne. Bordeaux, 1967.

HERIN R. Le bassin du Segura: recherches de géographie rurale. Caen, 1975.

DAUMAS M. La vie rurale dans le haut Aragon oriental. CSIC, Madrid, 1976.

BISSON J. La terre et l'homme aux îles Baléares. Edisud, Aix-en-Provence, 1977.

La bibliographie utilisée a été, par ailleurs, signalée dans les notes additionnelles à chacun des chapitres de ce livre. Il ne paraît pas nécessaire d'y revenir sinon pour les seuls travaux intéressant directement nos perspectives ou pour ceux dont la portée exceptionnelle mérite une mention spéciale. L'objet des notes qui suivent se borne à ces rappels indispensables.

I - SOURCES LOCALES OU REGIONALES NON PUBLIÉES.

Ont été utilisés:

A - Au niveau municipal:I/- Les documents conservés dans les mairies.a - sur les questions démographiques;

- les listes nominatives indiquant âge, profession, situation familiale, lieu de naissance de tous les habitants, établies lors des Censos de

poblacion (tous les 10 ans; années en 0) et rectifiées par les Padrones de habitantes (années en 5).

- les fichiers de altas y bajas enregistrant tout changement positif ou négatif de la population municipale, le lieu de destination ou de provenance des émigrés ou immigrés.

- les registres d'état-civil, normalement à charge de l'administration judiciaire (dans les "Juzgados" des chef-lieux de "partidos judiciales"), mais conservés, pour la plupart des petites communes rurales, dans les bureaux municipaux.

b- sur les structures foncières:

- le cadastre, de qualité malheureusement très déficiente en Andalousie méditerranéenne: antérieur à 1936, sauf rares exceptions; généralement incomplet (dépourvu de plans cadastraux), voire totalement absent parfois (il convient alors de s'adresser soit à la Delegación provincial du ministère de Hacienda, soit aux services provinciaux de l'Instituto Geográfico y Catastral qui en conservent généralement un exemplaire).

- le padron de Rustica, document fiscal, qui établit la liste (théoriquement actualisée mais le plus souvent périmée depuis de longues années) des différents propriétaires, assortie de la dimension des propriétés et de leur valeur fiscale ("base imponible").

c- sur les questions économiques, sociales, historiques:

documentation extrêmement disparate et variable selon les lieux (nombre d'archives ont été dilapidées ou brûlées lors des troubles de la dernière guerre). On peut utiliser parfois:

- les rapports établis sur demande de l'administration provinciale au sujet des principales productions agricoles, de la situation sociale (surtout avant 1960);

- les registres de délibérations du Conseil municipal;

- le "Catastro du Marques de la Ensenada", source d'une extrême richesse - lorsqu'elle existe - sur la situation économique et sociale du XVIIIème.

- plus rarement, les "repartimientos" du XVIème siècle, consécutifs à l'expulsion des Morisques.

N.B. Les archives municipales des grandes villes (Malaga, Almeria, Grenade) sont par contre incomparablement plus riches. Elles peuvent même pallier quelquefois les insuffisances des Archives historiques provinciales.

2/ - Les documents établis par les organismes professionnels.

a - Rapports de la Hermandad de Labradores y Ganaderos, antenne municipale des Syndicats officiels du régime franquiste, de fiabilité extrêmement douteuse quant aux statistiques de production agricole, voire même quant au classement des propriétés et exploitations.

b - Règlements et listes des propriétés irriguées de la Comunidad de Regantes dans les régions de regadio. Source très utile, sérieuse, sur la structure de la propriété irriguée.

3/ - La documentation des bureaux locaux du Servicio de Extensión agraria, dans les bourgades-centres où ils existent (généralement les chefs-lieux de "partidos judiciales").

Données souvent très utiles sur les conditions de la vie rurale, les problèmes de la société et de l'économie agricole, consignées en général dans les monographies rédigées par l'agent local responsable du bureau. Documentation normalement confidentielle mais très souvent accessible néanmoins.

B - Au niveau provincial:

ont été consultées -avec un profit très inégal- les administrations suivantes:

1/- Delegacion provincial de Hacienda: dispose normalement des documents cadastraux absents de certaines mairies.

On y trouvera surtout le "modelo VI-2", document établi pour chaque commune, donnant la liste de toutes les productions agricoles municipales (surfaces et valeurs). Essentiel pour cerner avec précision les phénomènes de l'économie à l'échelon local.

2/- Sièges d'organismes publics ou para-publics spécialisés:

- services du Comisaria de aguas del Sur de España. Disposent depuis leur origine des résultats des observations météorologiques (températures et précipitations) pour l'ensemble des stations de l'Andalousie méditerranéenne.

- services de l'IRYDA (à Malaga, Almeria et Grenade). Documentation très riche sur l'ensemble des problèmes agronomiques, sociaux et économiques des zones de colonisation agraire.

- services de l'entreprise A.D.A.R.O. chargée des problèmes techniques relatifs à la prospection hydraulique (recherches hydro-géologiques, documents cartographiques, etc...).

3/- Archives historiques provinciales:

Documentation abondante à Granada, plus fragmentaire à Almeria, particulièrement difficile d'accès à Malaga, faute de classement.

II - SOURCES D'INTERÊT REGIONAL PUBLIEES .

Outre les annuaires publiés par l'Instituto Nacional de Estadisticas (Anuario estadístico), le Ministerio de Agricultura (Anuario estadístico de la producción agrícola), le Banco español de Crédito (Anuario del Mercado español) dont l'intérêt est limité, pour ce qui nous concerne, par l'adoption d'un cadre uniquement provincial inadéquat à nos objectifs, on signalera:

A - Les publications de l'Instituto Nacional de Estadisticas.

- Reseñas estadísticas provinciales de la provincia de
Malaga (1956 et 1959)
Granada (1956 et 1965)
Almeria (1955 et 1965).
- Censo de la población pour 1960 et 1970: fascicules n°4
 (Almeria), 18 (Granada), 29 (Malaga).
- Censo agrario pour 1962 et 1972 (mêmes références provinciales que ci-dessus).
- Movimiento de viajeros en establecimientos hoteleros y acampamientos (annuel): utile pour l'analyse de la fréquentation touristique.

B - Les rapports périodiques des Consejos economicos-sindicales provinciales.
 Les "ponencias y conclusiones" relatives à des problèmes locaux ou sectoriels sont quelquefois utilement complétés par des synthèses provinciales (1970 pour Almeria; 1973 pour Malaga; 1970 pour Granada).

C - Les mémoires des Chambres de Commerce: de très médiocre valeur pour Almeria et Malaga. Celui qu'édite la "Camara oficial de Comercio y industria" de Granada, rédigé jusqu'ici par J.BOSQUE MAUREL, est, par contre d'une utilité bien plus grande.

D - Les publications culturelles d'origine locale ou régionale.

Signalons surtout:

- les Cuadernos Geograficos de la Universidad de Granada, publiés depuis 1971 à raison d'un numéro annuel.

- Gigralfaro, revista de estudios malagueños, éditée par le CSIC (Patronato José M. Quadrado) est patronée par la Diputacion Provincial. Surtout orientée vers les problèmes de l'histoire locale.

- Jabega, revue éditée par la Diputacion Provincial de Malaga, édition luxueuse de prestige dont les articles sont d'un intérêt très inégal.

III - SOURCES CARTOGRAPHIQUES ET PHOTOGRAPHIQUES.

A - Cartes topographiques:

- I/50.000. Edition ancienne de l'Instituto Geografico y Catastral: 1ère édition échelonnée sur toute la première moitié du siècle. 2ème édition, pour certains cas, dans les années 1960.

- I/50.000. Edition récente du Servicio geografico del Ejercito postérieure, en général, à 1970 (quelques feuilles ont été publiées dans les années immédiatement antérieures).

- I/200.000, I/400.000, I/800.000 dérivés des cartes précédentes du Servicio geografico del Ejercito.

B - Cartes géologiques, cartes des sols et de la végétation.

I/- Cartes géologiques:

- Mapa geologico de España - I/200.000. Instituto Geologico y Minero de Espana, 1a ed. 1970. Document de qualité dont on a utilisé les feuilles suivantes: Granada-Malaga (n°83); Almeria-Garrucha (n°84-85); Algeciras (n°87); Mórón-de-la-Frontera (n°82).

Peut-être complétée par:

- Mapa geologico de España - I/400.000. Instituto Geologico y Minero, 1960. Feuille Malaga n°52 (5a ed.).

- Mapa litologico de España - I/500.000. Instituto Geologico y Minero. Instituto de Edafologia. Servicio geologico del Ministerio de Obras Publicas. Madrid-Zaragoza, 1969. Feuilles n°3-4.

- Mapa geologico de la provincia de Almeria - I/200.000. Instituto Geologico y Minero, 1967.

2/. Cartes climatiques, pédologiques, biogéographiques:

- Mapa de suelos de España . CSIC. Madrid, 1968. 1/1.000.000.
- Mapa forestal de España - 1/400.000. Ministerio de Agricultura. Madrid, 1966.
- Evapotranspiraciones potenciales y balances de agua en España. Ministerio de Agricultura. Madrid, 1965.

cartes et relevés climatiques couvrant l'ensemble du territoire espagnol assortis, pour un certain nombre de stations, des calculs d'ETP selon les indices de Thornwaite, Turc et Penman.

C - Photographies aériennes.

On peut se procurer 2 séries de photographies aériennes de la région:

- couverture ancienne, intégrale, du Servicio geografico del Ejercito (vols américains de 1956 à échelle 1/32.000 environ).
- couvertures partielles à échelles variées (1/10.000 à 1/20.000) réalisées par des entreprises privées fort diverses ("Paisajes españoles" notamment), surtout pour les zones littorales (Costa del Sol malagüeña, Campo de Dalías, etc.). Ces clichés très coûteux peuvent être consultés, souvent, dans les services des administrations qui en ont ordonné le tirage (Delegaciones de Hacienda ou services du Ministerio de Agricultura).

IV - OUVRAGES ET ARTICLES LES PLUS UTILES.

A - Ouvrages généraux traitant de l'Andalousie méditerranéenne.

Les traités généraux relatifs à la géographie espagnole ou ibérique demeurent une introduction fort utile à l'étude des problèmes régionaux. On citera notamment:

- BIROT P. La Méditerranée et le Moyen Orient. Tome I, 2ème ed. 1964. Col. Orbis. PUF. Paris.
- DRAIN M. Géographie de la Péninsule Ibérique. Col. "Que sais-je?" PUF. Paris, 1964.
- HUETZ DE LEMPS A. L'Espagne. Col. "Géographie des Etats". Masson, 1976. Mise au point très actualisée sur les situations régionales. Importante bibliographie.
- TERAN M. Geografia de España y Portugal. Barcelona, 1964.

- TERAN M., SOLE SIBARIS L. Geografia regional de España.

Ariel. Barcelona, 1968.

Le chapitre relatif à notre région a été rédigé par J. BOSQUE MAUREL.

- VILA VALENTI J. La Péninsule Ibérique. Col. Magellan. PUF. 1968.

B - Ouvrages et articles traitant de l'Andalousie méditerranéenne dans son ensemble (ou de régions sensiblement plus étendues comme l'"Andalousie orientale": provinces de Almeria, Grenade, Malaga et Jaen).

On isolera notamment les ouvrages suivants:

I - SERMET J. L'Andalousie de la Méditerranée, région géographique espagnole.

Thèse Lettres. Toulouse, 1969. 17 volumes dactylographiés.

La première analyse du fait régional méditerranéo-andalou. A compléter par l'ouvrage du même auteur:

SERMET J. L'Espagne du Sud. Arthaud. Paris, 1953.

2 - LHENAFF R. Recherches géomorphologiques sur les chaînes bétiques centro-occidentales. Thèse. Paris-Sorbonne, 1977. Dactylographiée. A paraître.

Travail essentiel sur la géomorphologie de l'Andalousie méditerranéenne.

Sur des problèmes plus particuliers ou plus généraux mais moins spécifiquement centrés sur la région, on adjoindra les travaux suivants aux 2 ouvrages précédents:

Travaux à caractère socio-économique:

3 - BOSQUE MAUREL J., KUTTER H. Estudio socio-economico de Andalucía.

Vol. III: El sector agrario y factores geograficos en el desarrollo de Andalucía.

Instituto de Desarrollo economico . Madrid, 1971.

4 - BOSQUE MAUREL J. Latifundio y minifundio en Andalucía oriental.

Coloquio de geografia de Salamanca (octobre 1965). Madrid, 1966. Pp. III-III9.

5 - CAZORLA PEREZ J. Estructura socio-economica de Andalucía oriental.

Granada, 1965.

6 - HERMET G. Le problème méridional de l'Espagne.

Cahiers de la Fondation Nationale des Sciences Politiques. Colin. Paris, 1965.

7 - SIGUAN M. El medio rural en Andalucía oriental. Ariel.Barcelona,1972.
Conclusions ou généralisations parfois hâtives.

8 - CONFEDERACION DE CAJAS DE AHORRO. Situación actual y perspectivas de desarrollo en Andalucía oriental. 4vol. Madrid,1975.

Travaux d'intérêt historique:

9 - CARO BAROJA J. Los Moriscos del Reino de Granada.
Instituto de Estudios Politicos. Madrid,1957.

10 -LADERO QUESADA M.A. Granada,historia de un país islamico.
Ed. Gredos. Madrid,1969.

Sur les problèmes démographiques:

11- GARCIA BARBANCHO A. Las migraciones interiores españolas.
Instituto de Desarrollo Economico. Madrid,1967.

12- GARCIA FERNANDEZ J. La emigración exterior de España. Ariel.Barcelona,1965.

13- MIGNON C. Notes sur l'évolution récente de la population en Andalousie orientale. Méditerranée, n°4, 1970.

C - Travaux portant sur des domaines particuliers de l'Andalousie méditerranéenne.

14- ABELANET B. Les problèmes économiques de la "uva de embarque" d'Almería.
Mémoire de Maîtrise de géographie. Toulouse,1968 . Dactylographié.

Résumé dans: Revue géo. des Pyrénées et du Sud-Ouest,n°2,1969. pp.II7-142.

15- AGUADO SANTOS J. Las exportaciones de pasa en Málaga durante el siglo XIX.
Gibralfaro,n°27,1975 .

16- BANCO DE GRANADA. Nuevas posibilidades del campo granadino. Granada,1970.

17- BANCO DEL NORTE. Estudio económico de la provincia de Málaga. Málaga,1972.

18- BEJARANO F. Historia del Consulado y de la Junta de Comercio de Málaga (1785-1859). CSIC. Madrid,1947.

19- BEJARANO F. El repartimiento y la repoblación de Málaga. Gibralfaro,24,1972.

20- BLUME H. El cultivo de la caña de azúcar en Andalucía comparado con el de la caña en Luisiana. Estudios geograficos,n°70,1958.

- 21- BOSQUE MAUREL J. Granada, la tierra y sus hombres.
Universidad de Granada, 1971.
- 22- BOSQUE MAUREL J. Tradicion y modernidad en las Alpujarras granadinas.
Aportacion española al XXI Congreso geografico internacional (N.Delhi, 1968).
CSIC. Madrid, 1968.
- 23- BOSQUE MAUREL J. El cultivo en huertos "enarenados" en la costa mediterranea entre Almeria y Malaga. Aportacion española al XX congreso geografico internacional. Zaragoza, 1964. (pp.219-226).
- 24- BOSQUE MAUREL J. La uva de Almeria. Estudio geografico. Geographica.
Zaragoza, VII-1960.
- 25- BOSQUE MAUREL J., FLORISTAN SAMANES A. Movimientos migratorios en la provincia de Granada. Estudios Geograficos, XVIII, 1957.
- 26- BRENNAN G. South from Granada. Hamish Hamilton. London, 1957.
- 27- CARANDELL J. Las condiciones del modelado erosivo en el vertiente mediterraneo de la cordillera Betica. Boletin Sociedad Española de Historia Natural,
1935.
- 28- CARVAJAL GUTIERREZ Ma.C. La emigracion al extranjero en la provincia de Granada. Cuadernos geograficos. Universidad de Granada. n°3, 1973.
- 29- CEBALLOS L., VICIOSO C. Estudio sobre la vegetacion y la flora forestal de la provincia de Malaga. Instituto Forestal de Investigaciones. Madrid, 1933.
- 30- COUVREUR-LARAICHI F. Les précipitations dans quelques stations du littoral de la mer d'Alboran. R.G. Maroc. n°21, 1972.
- 31- CUERPO NACIONAL DE INGENIEROS AGRONOMOS. Memoria sobre las enfermedades de las plantas cultivadas. Ministerio de Agricultura. Malaga, 1933.
- 32- ESCUELA TECNICO EMPRESARIAL AGRICOLA. La Serrania de Ronda: estudio de potencialidades. 4 vol. Cordoba, 1976. Dactylographié.
- 33- FOSTER A. La region de la pasa malagueña (1938). Estudios Geograficos,
XI, 1950.
- 34- GABINETE TECNICO DE COORDINACION Y DESARROLLO. La Costa del Sol y sus problemas. Gobierno Civil. Malaga, 1964.
- 35- GARCIA DE LA LENA C. Disertacion en recomendacion y defensa del famoso vino malagueño Pero-Ximen y modo de formarlo. Réimpression de l'édition de 1792. Ed. Guadalhorce. Malaga, 1960.

- 36- GARCIA MANRIQUE E. Los cultivos subtropicales de la costa granadina. Universidad de Granada, 1972.
- 37- GARCIA MANRIQUE E. El minifundio en la costa mediterranea andaluza. Homenaje a J.M. CASAS TORRES. Zaragoza, 1972 (pp. 147-151).
- 38- GARCIA MANRIQUE E. El vinedo de la costa alpujarreña. Estudios Geograficos, nº 132-133, 1973.
- 39- GEIGER F. El Sureste espanol y las problemas de aridez. Revista de Geografia (Barcelona). Vol. VII, nº 1-2, 1973.
- 40- HERAN F. L'impact du tourisme sur les migrations de la Serrania de Ronda. In: Tourisme et développement régional en Andalousie: des loisirs traditionnels à l'essor des activités balnéaires. Publ. Casa de Velazquez. Madrid. A paraitre, 1978.
- 41- HUELIN R., RUIZ-BLASCO. Apuntes para una historia de la sociedad malagueña. Gibralfaro, nº 22, 1970.
- 42- IGLESIAS CASADA A., LOPEZ MARTOS J. Ordenacion racional de la cuenca hidrografica de la rambla de Albuñol. Informacion Comercial Española, nº 503. Ministerio de Comercio. Madrid, 1975.
- 43- LACOMBA J.A. La economia malagueña del siglo XIX. Gibralfaro, nº 24, 1972.
- 44- LACOMBA J.A. La crisis de los vinos y viñedos en la Malaga del siglo XIX. Jabega, nº 12, 1975.
- 45- LIENAFF R. Problèmes géomorphologiques de la vallée du Guadalhorce. Mélanges de la Casa de Velazquez, III, 1967. (pp. 5-28).
- 46- LOPEZ CANO D. La emigracion malagueña a Europa, 1961-1970. Cuadernos geograficos- Universidad de Granada, nº 3, 1973. (pp. 55-77).
- 47- LOPEZ CANO D. Aproximacion al estudio de la economia malagueña al comienzo de los anos setenta. Gibralfaro, nº 27, 1975.
- 48- LUQUE BAFNA E. Estudio antropologico-social de un pueblo del Sur. Granada, 1975.
- 49- MADDOZ P. Diccionario geografico-estadistico-historico de España y posesiones de Ultramar. Madrid, 1846.
- 50- MARTINEZ FALLERO y ARREGUI. Trabajos hidrologico-forestal realizados en la capital de Malaga para su defensa contra las inundaciones. Montes, nº 33, 1970.
- 51- MORALES GARCIA-GOVENA L. Documentos historicos de Malaga, recorridos directamente de los originales. 2 vol. Granada, 1907.

- 52- MIGNON C. Agriculture et tourisme: l'exemple de la Costa del Sol occidentale. Actes du Colloque de géographie agraire, Madrid 1971. Aix-en-Provence, 1972.
- 53- MIGNON C. Paysage agraire et mécanisation dans la vega de Motril. Actes du Congrès sur les paysages ruraux européens. Pérouse 1973. Pérouse, 1975.
- 54- MIGNON C. Un "nouveau Sud" en Espagne: colonisation et pionniers du Campo de Dalías. Espace géographique, n°4, 1974. (pp. 273-286).
- 55- MIGNON C. L'impact du tourisme sur la Costa del Sol et son arrière-pays. In: Tourisme et développement régional en Andalousie: des loisirs traditionnels à l'essor des activités balnéaires. Publ. Casa de Velazquez. Madrid. A paraître, 1978.
- 56- MORILLA CRITZ J. Problemas financieros y clases sociales en Málaga en el siglo XIX. Gibralfar, n°27, 1975.
- 57- MORILLA CRITZ J. Vid malagueña y vid americana. Gibralfar, n°26, 1974.
- 58- NADAL J. Industrialización y desindustrialización del Sureste español (1817-1913). Moneda y Crédito, n°120, 1972.
- 59- NEUMANN H. El clima del Sudeste de España. Estudios geográficos, XXII, 1960.
- 60- NIEMEIER G. Die Fremdenverkehrslandschaft Costa del Sol. Geographische Rundschau, n°3, 1973. (pp. 104-113)
- 61- NUÑEZ NOGUEROL G. La población y las formas de aprovechamiento de la Alpujarra oriental. Estudios geográficos, XXX, 1969 (pp. 241-306).
- 62- OLALLA MERCADE L. La caña de azúcar en Málaga. Jabega, n°6, 1974.
- 63- Ordenanzas de riego para las vegas de Almería y siete pueblos de su río. Almería, 1853. (Archivo municipal de Almería).
- 64- P.A.D.I.M.A. El desarrollo económico y social de Málaga. 5 vol. Málaga, 1973.
- 65- PITT-RIVERS J.A. Los hombres de la Sierra: ensayo sociológico sobre un pueblo de Andalucía. Ed. Grijalbo. Barcelona-México, 1971.
- 66- PROMOTORES DE LA COSTA DEL SOL, S. COOPERATIVA. Esquema de planificación del desarrollo de la Costa del Sol occidental. 4 vol. Málaga, 1974.
- 67- PUYOL ANTOLIN R. Movimientos demográficos recientes en la provincia de Almería. Aportación española al XXI Congreso geográfico internacional (N. Delhi). CSIC. Madrid, 1968. (pp. 431-447).

- 68- REPARAZ G. La zona piu arida d'Europa. Bol.Soc.R. Geogr.Italiana. Roma,1933 (pp.157-162).
- 69- RIVALS P. La canne à sucre en Espagne du Sud. Journal d'agriculture tropicale et de botanique appliquée, t.VIII,1961.
- 70- RODRIGUEZ MARTINEZ. Aspectos socio-economicos de la repoblacion de Almeria por los Reyes Catolicos. Cuadernos geograficos.Universidad de Granada, n°2,1972.
- 71- RUEDA FERRER F. La uva de mesa en Almeria. Ed. Salvat. Barcelona,1932.
- 72- SANCHEZ JIMENEZ J. El periodo revolucionario en un pueblo de la Sierra (1868-1874). In: Sociedad,politica y cultura en la Espana de los siglos XIX y XX. Edicusa. Madrid,1973.
- 73- SANCHEZ JIMENEZ J. Vida rural y mundo contemporaneo, analisis socio-historico de un pueblo del Sur. Ed. Planeta. Barcelona,1976.
- 74- SERMET J. La costa mediterranea andaluza de Malaga y Almeria. Estudios geograficos,1943. (pp. 15-29).
- 75- SERMET J. La vega de Adra. Estudios geograficos,XI,1950. (pp.695-711).
- 76- SERMET J. Les toits plats du Sud-Est de l'Espagne. C.R. Congrès international de géographie,t. III. Lisbonne 1949. Lisbonne,1951 (pp.141-154).
- 77- SORRE M. Nomadisme agricole et transhumance dans la Sierra Nevada. Annales de Géographie,XLI,1932. (pp.301-305).
- 78- SPAHNI J.C. L'Alpujarra, secrète Andalousie. Ed. La Baconnière. Neuchâtel, 1959.
- 79- TAPIA J.M. Historia de la Baja Alpujarra. Almeria,1966.
- 80- TORO J.M. de. Memorial de las vicisitudes de Almeria. Almeria,1849.
- 81- VAZQUEZ OTERO D. Lucha de un pueblo malagueño por su independencia economica. Gibralfaro,1956.
- 82- VERONNE C. de. Recherches sur la population musulmane de la région de Malaga à la fin du XVème. Bulletin hispanique,1962. (pp.216-219).
- 83- VILA VALENTI J. L'irrigation par nappes pluviales dans le Sud-Est de l'Espagne. Méditerranée,n°2,1961 (pp.19-32)
- 84- VILLEGAS MOLINA F. El Valle de Lecrin. Tesis de doctorado de geografia. CSIC. Granada,1972.
- 85- VILLEGAS MOLINA F. La laguna de Padul:evolucion geologica-historica. Estudios geograficos,XXVIII,1967. (pp.557-572).

LISTE DES TABLEAUX ET PHOTOGRAPHIES HORS-TEXTE.

Tableaux:

A -	Types de propriétés.	I54 bis,ter
B -	Distribution de la propriété foncière.	I59 bis,ter
C -	Rendements moyens (1965-1970).	276 bis

Photographies:

I -	Paysage agro-pastoral des versants de polyculture méditerranéenne:la Serrania de Ronda. (vue aérienne)	22 bis
II -	Types de terroirs en Serrania de Ronda.	25 bis
III -	Organisation agraire en haute Alpujarra:Capileira. (vue aérienne)	32 bis
IV -	Le coeur agricole du finage en haute Alpujarra.	37 bis
V -	L'étage pastoral en haute Alpujarra.	39 bis
VI -	Paysage des versants d'arboriculture spécialisée. (vue aérienne)	49 bis
VII -	Types de vignobles des versants méditerranéens.	58 bis
VIII -	Paysage des bassins de céréaliculture sèche. (vue aérienne)	68 bis
IX -	Les polycultures irriguées des bassins intérieurs.	74 bis
X -	Paysage de vega littorale. (vue aérienne)	81 bis
XI -	Types d'aménagements des versants viticoles.	104 bis
XII -	Types de milieux naturels en Andalousie méditerranéenne.	119 bis
XIII -	L'impossible mécanisation:attelage en Alpujarra.	120 bis
XIV -	L'essor des plantations de chirimoyos.	289 bis
XV -	Les cultures sur sable à la conquête des versants.	332 bis
XVI -	L'escalade de la "sur-intensification":delta de El Pozuelo.	342 ter
XVII -	L'agonie des activités traditionnelles en Serrania de Ronda.	343 bis
XVIII -	L'abandon de la vie montagnarde en haute Alpujarra.	437 bis
XIX -	La monoculture des treilles d'Almería.	452 bis
XX -	La monoculture sucrière maintenue à Motril.	539 bis
XXI -	Paysages touristiques de la Costa del Sol.	568 bis
XXII -	Aspects du Campo de Dalías.	605 bis
XXIII -	La monoculture des agrumes dans le Bas Andarax.	680 bis
		695 bis

TABLE DES FIGURES.

Hors texte - Carte de localisation.

I - Paysages et limites de l'Andalousie méditerranéenne.	5 bis
2 - A : Intensité de l'utilisation du sol.	I6 bis
B : Systèmes de production vers 1950.	I6 ter
3 - Quelques éléments de classement des systèmes agricoles.	I5 bis
4 - Capileira: exemple d'organisation agraire en haute Alpujarra.	32 ter
5 - Types de paysages de la polyculture traditionnelle des serres schisteuses.	20 bis 20 ter
6 - L'intensité des pentes dans quelques pays agricoles.	90 bis
7 - L'aménagement des versants cultivés: croquis schématique de localisation.	I03 bis
8 - Quelques éléments caractéristiques du climat de l'Andalousie méditerranéenne.	I08 bis
9 - Etagement cultural et étagement thermique.	III bis
I0 - L'irrigation: formules traditionnelles et potentialités physiques.	I30 bis
II - Régime de quelques cours d'eau en Andalousie méditerranéenne.	I25 bis
I2 - Les densités humaines à la fin de l'époque traditionnelle: densités brutes par communes en 1950.	I4I bis
I3 - Propriétés et modes de faire-valoir: croquis schématique des types de structures foncières.	I55 bis
I4 - Propriété communale et grande propriété foraine dans le pays du Genal.	I52 bis
I4 bis - Un contrat de "colonage" (vega sucrière de Motril).	I69 bis
I5 - A l'origine des structures agraires: grande propriété, foyers urbains et premières expulsions musulmanes aux lendemains de la Reconquête.	I96 bis
I6 - Le vignoble de Malaga: A - XVIII-XIXème siècle. B - en 1930.	2I0 bis
I7 - Naissance et évolutions des principales spéculations agricoles jusqu'en 1950.	2I3 bis
I8 - L'essor des spéculations irriguées au XIX et débuts XXème.	2I3 ter
I9 - Evolution de la population de l'Andalousie méditerranéenne ; depuis un siècle.	236 bis
20 - La rupture démographique de 1950.	237 bis
2I - La dépopulation de 1950 à 1970.	237 ter
2Ibis - La marche de la dépopulation.	237
22 - Evolution de la croissance naturelle de 1900 à 1970.	238 bis
23 - L'émigration apparente: évolution des soldes migratoires régionaux et locaux.	242 bis
24 - Evolution régionale des migrations apparentes.	244 bis
25 - Destinations de l'émigration temporaire "officielle" vers l'étranger.	253 bis
26 - Structures (âges et sexes) de l'émigration temporaire.	255 bis
27 - Influence de l'émigration temporaire sur la structure d'âges de la population sédentaire: Alpendeire.	255 ter
28 - Principales destinations de l'émigration définitive inter-provinciale à partir des provinces de l'Andalousie méditerranéenne.	260 bis
29 - Attraction catalane et implantations préférentielles des émigrés de 2 villages représentatifs.	26I bis
30 - Albondon: exemple de dépopulation différentielle du chef-lieu et des écarts.	263 bis
3I - Le vieillissement de la population de Capileira: pyramide des âges 1950-1970.	263 ter

32 - Schéma des comportements migratoires régionaux.	264 bis
33 - Calendrier et temps moyen de travail pour 1 hectare de quelques cultures fréquentes en système traditionnel.	27I bis
34 - Principaux courants de migrations saisonnières de travail à l'époque traditionnelle.	274 bis
35 - Prix et salaires agricoles espagnols de 1964 à 1972.	279 bis
36 - Evolution des salaires et de quelques prix agricoles régionaux.	279 bis
37 - Les progrès récents de l'irrigation.	312 bis
38 - Irrigation et colonisation dans la Hoya de Malaga: Plan Guadalhorce.	318 bis
39 - Les progrès de l'irrigation autour de Motril.	320 bis
40 - Les travaux de colonisation de l'INC dans le Campo de Dalías.	324 bis
40bis - L'essor de l'irrigation dans le Campo de Dalías.	322 bis
41 - Evolution mensuelle des ventes et des cours moyens de la chirimoya à Almuñecar.	335 bis
42 - Sites et dates de récoltes légumières sur sable dans les vegas d'Albuñol-La Rabita.	342 bis
43 - Epoque de production des principales cultures légumières forcées en Andalousie méditerranéenne.	344 bis
44 - Extension des nouvelles agricultures littorales.	345 bis
45 - La double campagne annuelle de l'horticulture forcée.	347 bis
46 - Evolution du cours moyen hebdomadaire de la tomate sur les marchés de gros.	349 bis
47 - Quelques indicateurs du développement touristique.	370 bis
48 - Les caractères du tourisme de la Costa del Sol.	374 bis
49 - La répartition de l'équipement touristique en Andalousie méditerranéenne.	384 bis
50 - L'urbanisation du territoire de la commune de Marbella.	390 bis
51 - Evolution comparée de la population des zones littorales et intérieures.	4II bis
52 - Le vieillissement brutal de la population de la Serrania de Ronda.	430 bis
53 - La transhumance inverse des ovins de l'Alpujarra: séjours hivernaux des troupeaux de Capileira.	456 bis
54 - La contraction récente du vignoble de Malaga.	472 bis
55 - Situations actuelles du vignoble de Malaga.	489 bis
56 - Destination des exportations de raisin d'Almeria.	513 bis
57 - Evolution territoriale du vignoble d'Almeria.	512 bis
58 - Cours du raisin "Ohanes" sur le marché britannique (1970-71).	529 bis
59 - La viticulture traditionnelle d'Almeria.	531 bis
60 - Paysages de la Costa del Sol occidentale.	604 bis
61a - Les terroirs agricoles à Mijas.	606 bis
61b - Répartition de la propriété à Mijas en 1948.	607 bis
62 - L'urbanisation touristique à Mijas.	608 bis
63 - Origines des migrations intérieures définitives vers la Costa del Sol. (1965-70).	619 bis
64 - L'aire d'attraction régionale de la Costa del Sol (nombre absolu de migrants définitifs).	620 bis
65 - L'influence migratoire de la Costa del Sol sur les populations de la province de Malaga. (1965-70).	621 bis
66 - La Hoya de Malaga.	634 bis
67 - Les monocultures de la région d'Almeria.	674 bis
68 - Les unités naturelles du Campo de Dalías.	676 bis
69 - Répartition actuelle des masses culturelles dans le Campo de Dalías.	677 bis
70 - L'aire d'attraction régionale du Campo de Dalías.	683 bis
71 - La réorganisation régionale de l'Andalousie méditerranéenne.	710 bis

TABLE DES MATIERES

Pages

<u>INTRODUCTION</u> - - - - -	I
-------------------------------	---

Le sujet, I - La région: une mosaïque de paysages, 5.

Première Partie

UNE PAYSANNERIE DE MONTAGNE MEDITERRANEENNE.

<u>Introduction</u> - - - - -	I2
-------------------------------	----

<u>Chapitre I</u> - <u>La mosaïque des paysages ruraux.</u>	I3
---	----

I - Les polycultures vivrières - - - - -	I6
--	----

A - La polyculture méditerranéenne - - - - -	2I
--	----

B - La polyculture de montagne - - - - -	30
--	----

I-L'organisation des finages, 32.

2-Une économie agricole et vivrière, 42.

II - Les systèmes spécialisés d'arboriculture sèche - -	46
---	----

A - Le vignoble de Málaga - - - - -	5I
-------------------------------------	----

B - L'arboriculture spécialisée de la Contra-	
---	--

vierge - - - - -	56
------------------	----

III - Les systèmes intensifs - - - - -	60
--	----

A - Les systèmes de céréaliculture sèche - -	68
--	----

B - La polyculture des vegas intérieures - -	74
--	----

C - Les systèmes spéculatifs des plaines littorales - - - - -	79
---	----

Conclusion - - - - -	83
----------------------	----

Notes, 86.

<u>Chapitre II - L'agriculture, fille de la montagne</u> - - - - -	88
--	----

I - La tyrannie de la pente - - - - -	89
---------------------------------------	----

A - Les terroirs de versants - - - - -	91
--	----

I-Les sierras calcaires, 91 - 2-Les coteaux schisteux, 92.

B - Privilèges et problèmes des terroirs des bassins et des plaines - - - - -	95
---	----

I-Terroirs à blé des collines argilo-calcaires, 96.

2-Terroirs des vegas alluviales, 98.

3-Sols et terroirs hostiles des bassins, 99.

C - Erosion et fragilité des sols : le problème de l'aménagement des versants - - - - -	101
---	-----

I-La violence de l'érosion, 101 - 2-La défense des terres agricoles, 103.

II - Montagne, climats et agricultures - - - - -	107
--	-----

A - L'abri montagnard : privilèges thermiques et étagement agricole. I07

I-Les avantages thermiques, I07 -

2-L'étagement, III -

B - Le problème de la sécheresse et la correction montagnarde - - - - - II5

I-Les contraintes de l'aridité, II5 -

2-La montagne, dispensatrice d'eau, I23.

III - Le poids de l'isolement - - - - - I33

I - Isolement et systèmes vivriers de l'intérieur, I34.

2 - L'ouverture commerciale des zones maritimes, I35.

Conclusion - - - - - I36

Notes, I38.

Chapitre III - Une société de petits paysans - - - - - I41

I - Des campagnes riches en hommes - - - - - I41

II - L'émiettement du patrimoine foncier - - - - - I43

A - Latifondisme et microfondisme, mythes et réalités - - - - - I44

B - Les réalités : le poids de la petite paysannerie - - - - - I47

propriété, 147.

2-Les types de propriétés, 149.

C - Les structures foncières régionales - - - 155

I-La suprématie de la paysannerie dans
les pays de versants, 155.- 2-La struc-
ture plus diversifiée des plaines lit-
rales, 157.

III - La société rurale : le règne de la petite paysan-
nerie - - - - - 160

A - Le règne de la petite culture : modes de
faire-valoir et morcellement des exploita-
tions - - - - - 160

I-Prépondérance de l'exploitation di-
recte, 161.- 2-Inégale importance des
exploitations indirectes, 163.

B - Les composantes de la société rurale tra-
ditionnelle - - - - - 173

I-Les bases de la société rurale: pay-
sans et journaliers, 174.- 2-Une so-
ciété rurale étroitement agricole, 179.

Conclusion - - - - - 180

Notes, 183.

Chapitre IV - La genèse des campagnes - - - - - 185

I - La fixation précoce des cadres sociaux : la
Reconquête et ses séquelles (XV ème - XVI ème s.) - - 185

A - Les caractères du "repartimiento" : paysannerie et grands possédants - - - - - 186

I-La mise en place de la paysannerie, 187.

2-Les exceptions régionales: les grands possédants, 190.

B - La signification de la colonisation agraire. 193

I-Le choix politique, 194.- 2-Structures foncières et vocations économiques, 195.

3-Structures foncières et influences urbaines, 196.

II - La diversification des systèmes agraires et l'affirmation des structures sociales - - - - - 197

A - Le point de départ : la prépondérance uniforme de la formule agro-pastorale - - - 198

B - Le tournant du XVIII-XIX è : essor de l'arboriculture spécialisée des versants et affermissement paysan - - - - - 200

I-Les conditions de la rupture, 200.

2-Le développement du vignoble de coteaux et le partage des communaux, 202.

3-Les limites de la "révolution" viticole, 207.

C - Richesse et variété des économies de bassin : une conquête du dernier siècle - - - - - 211

I-Epanouissement de l'agriculture des plaines littorales, 211.- 2-Succès des monocultures irriguées, 213.- 3-Bourgeois et paysans, les transformations foncières, 217.

Deuxième Partie

RUINE ET ESPOIRS DE LA PETITE PAYSANNERIE.

<u>Introduction</u> - - - - -	233
-------------------------------	-----

<u>Chapitre I - En toile de fond : l'effondrement des campagnes tradi-</u> <u>tionnelles.</u> - - - - -	235
--	-----

I - Les manifestations de la crise : le départ des hommes.	235
--	-----

A - La dépopulation - - - - -	236
-------------------------------	-----

B - L'exode rural - - - - -	238
-----------------------------	-----

I-Signification originale de l'émigra-
tion moderne, 241.- 2-Types d'émigra-
tions: départs définitifs et temporel-
res, 249.

C - L'abandon agricole - - - - -	265
----------------------------------	-----

II - Aux origines de la crise : l'impuissance de l'agri- culture traditionnelle - - - - -	268
--	-----

A - Les travaux et les jours : une agriculture dévoreuse de travail - - - - -	269
--	-----

B - La médiocrité des résultats - - - - -	276
---	-----

I-Faiblesse de la production, 276.-

2-Déficiences de la commercialisation,
279.

Conclusion : des revenus insuffisants - - - 286

C - Le cercle vicieux de la pauvreté - - - - -	287
--	-----

I-Possibilités de rationalisation du

travail, 288.- 2-Accroissement potentiel des ressources de l'exploitation, 290.

III - La survie d'une agriculture marginale - - - - - 295

A - Les expédients de survie - - - - - 295

I-Ressources locales permanentes, 296.

2-Migrations saisonnières de travail, 297.

B - Une agriculture marginale qui se généralise 301

I-Prolifération des exploitations assistées, 301.- 2-Déprise agricole, 304.

Conclusion ----- 305

Notes, 307.

Chapitre II - Possibilités et limites des nouveaux développements

économiques - - - - - 310

I - Les nouvelles agricultures - - - - - 311

A - Les moyens du développement agricole : la

surintensification - - - - - 311

I-L'eau:une condition préalable, 311

- la petite irrigation privée, 313

- les grands périmètres d'irrigation, 316.

- irrigation, problèmes fonciers et colonisation, 325.

2-Du meilleur usage du soleil, 311.

- les plantations d'arbres fruitiers tropicaux, 332.

- l'essor des cultures légumières

hors-saison, 337.

B - Possibilités et limites des nouvelles

agricultures - - - - - 354

I-Puissance et fragilité de l'agriculture
spéculative, 354.- 2-Les résistances à
la propagation des nouvelles cultures,
364.

II - L'essor touristique - - - - - 368

A - L'essor touristique de la Costa del Sol 369

I-L'explosion du grand tourisme, 369.
2-Les caractères majeurs du phénomène
touristique, 373.

B - Les effets positifs du tourisme - - - - 376

I-L'expansion urbaine et l'espace agri-
cole: une source de profits, 377.
2-L'urbanisation du travail: un exutoire
pour les campagnes, 379.

C - Limites et dangers de l'essor touristique 382

I-Un essor géographiquement limité, 383.
2-Une croissance qui peut être dangereuse,
386.

Conclusion de la 2^{ème} partie - - - - - 403

Notes, 406.

Troisième Partie

"PAYS" ET REGIONS : UNE NOUVELLE GEOGRAPHIE.

Chapitre I - La décadence des pays intérieurs - - - - - 415

I - La ruine des polycultures montagnardes - - - - - 416

A - La Serranía de Ronda : la ruine de la
moyenne montagne - - - - - 417

I-Rupture de l'équilibre, 417.- 2-Enchaînement de la crise, 422.- 3-Les exploitations, 438.

B - La Haute Alpujarra : la crise de la haute
montagne - - - - - 445

I-Un foyer majeur de dépopulation, 446.
2-Déclin de la vie rurale traditionnelle, 448.
3-Nouvelles perspectives ?, 459.

II - Les coteaux et la crise des monocultures viticoles - 470

A - La décadence du vignoble de Málaga - - - 471

I-Du malaise à la crise ouverte, 472.
2-L'agriculture des coteaux condamnée, 480.
3-Le vignoble à l'abandon, 485.

B - La crise du "vignoble de la Costa" et l'arboriculture de la Contraviesa - - - - - 495

I-Le jeu réciproque de la vigne et de l'amandier, 496.
2-Les difficultés du vignoble de la Costa, 499.
3-La crise irrémédiable, 504.

C - Le vignoble irrigué des coteaux de l'Andarax 508

I-La crise d'une spéculation vieillie, 509
2-L'inadaptation du vignoble de l'Andarax, 515.

3-Les manifestations de la crise, 526

III - Les difficultés des bassins intérieurs - - - - -	542
A - La situation des bassins de culture sèche	543
B - Le cas des bassins de polyculture irriguée	549
Conclusion - - - - -	557
Notes, 560.	

Chapitre II - L'essor inégal des littoraux et l'éclatement régional 564

I - L'angle-mort des pays médians - - - - -	566
A - La vega de Motril-Salobreña : la sclérose de l'économie sucrière - - - - -	567
I- Sclérose de l'économie sucrière, 569.	
2-Faiblesse du rôle régional de Motril, 589.	
B - Velez et Almuñecar : le rayonnement limité des petites plaines côtières - - - - -	592
I-Le cas d'Almuñecar, 593.	
2-L'exemple de Velez-Málaga, 595.	
II - La région occidentale : la Costa del Sol et son arrière- pays - - - - -	601
A - Le foyer touristique et son rayonnement régional - - - - -	603
I-Des campagnes brutalement urbanisées, 603.- 2-L'aire d'influence de la Costa del Sol, 617.	
B - Le proche arrière-pays : la Hoya de Málaga	623
I-Les transformations récentes de la Hoya, 624.- 2-Le coeur de la Hoya : une réussite agricole manquée?, 635.	
3-L'immobilisme de l'agriculture de piémont, 654.- 4-La Basse Hoya en voie d'urbanisation, 661.	
C - Un arrière-pays profond imparfaitement polarisé - - - - -	666

III - La région orientale - - - - -	673
A - Le nouveau centre de gravité régional :	
le Campo de Dalias - - - - -	673
I-Le Campo de Dalias, coeur de l'agri- culture pionnière, 675.- 2-Le Campo de Dalias, pôle d'attraction régionale, 682.	
B - Une nouvelle région - - - - -	686
I-Un littoral en pleine expansion, 686. 2-Le proche arrière-pays, 693. 3-L'hinterland profond, 705.	
Conclusion de la troisième partie - - - - -	710
Notes, 713.	
 CONCLUSION GENERALE - - - - -	 717
 Bibliographie.	 735
Liste des tableaux et photographies hors-texte.	747
Table des matières.	750

